



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

~~1000000~~

Summit

12 ft

GLOSSAIRE

DU DROIT FRANÇOIS,

CONTENANT L'EXPLICATION

DES MOTS DIFFICILES

QUI SE TROUVENT

DANS LES ORDONNANCES DE NOS ROYS,

DANS LES COUSTUMES DU ROYAUME,

DANS LES ANCIENS ARRESTS ET LES ANCIENS TITRES.

Donné cy-devant au Public sous le nom d'INDICE DES DROITS ROYAUX
ET SEIGNEURIAUX, par M. FRANÇOIS RAGUEAU, Lieutenant
du Bailliage de Berry, au Siege de Mehun; & Docteur Régent en Droit
en l'Université de Bourges.

*Revu, corrigé, augmenté de Mots & de Notes, & remis dans un meilleur
ordre par M. EUSEBE DE LAURIERE,
Avocat au Parlement.*

TOME SECOND.

A PARIS, RUE S. JACQUES;
Chez JEAN ET MICHEL GUIGNARD, devant la Ruë du Plâtre,
à l'Image Saint Jean.

M. D. CC. IV.

AVEC PRIVILEGE DU ROT.



GLOSSAIRE

OU

EXPLICATION DES MOTS DIFFICILES QUI SE TROUVENT DANS LES COUTUMES DE FRANCE

SECONDE PARTIE.

H

HABILITER, Un mineur, quand il est pourvu de curateur, pour estre idoine à demander ou défendre en justice. [**HABILITER** un procès,] quand les parties dressent leurs procédures, pièces & productions avec inventaire, pour en mettre les sacs pardevant le Juge, pour avoir droit & jugement.

HABLE.] Boulogne art. 22. 23. 24. C'est le Havre & port de mer : *Portus, navale*. Voyez *Haule*.

* **HABDUTS**.] Sont les tenans & aboutissans, les bornes & limites des fonds & heritages. La Salle de l'Isle tit. des Purgos, art. 1. *Par la Coutume les acheteurs de fiefs, maisons & heritages gisans en nostre dite Châtellenie de l'Isle, peuvent quand bon leur semble, faire purger au Siege de nostre Gouvernance ; & non ailleurs, lesdits*

Tome II.

A

*siefs, maisons & heritages par eux achetez, avec les deniers de temps marchez, après estre heritiers, & avoir baillé les vrais habours d'iceux, en namprissant lesdits deniers es mains du depositaire dudit siege, &c. Dans la Coutume de Monschap, tit. 6. FAIRE ABOUT d'ouvrage, c'est ce semble aboutner, fixer & determiner la quantité d'ouvrage qui est necessaire pour l'entretien & pour la reparation d'un edifice. L'art. 5. du même chapitre ; DEVISE D'ABOUT (se fait en telle façon) que pour rendre à noble heritier en ladite ville de Mons, incontinent les depnoscemens passez, aucuns des Eschevins d'icelle, accompagnez de Maitres Charpentiers & Massons, font visitation sur le lieu de ce qui (est) necessité de faire, pour l'entretienement & retenue des heritages & edifices d'iceux ; & (est) par eux estimé à une somme d'argent, pour en la crie du recours, estre mis que dedans un, deux, ou trois ans, selon que lesdits Eschevins (voyent) que faire se pourra, celui auquel ledit heritage demeurera, sera tenu d'employer en ouvrage sur ledit lieu, la ou plus grand métier sera, la somme declarée & estimée, dont il se devra obliger, &c. HABOUT vient de *Burum*, qui signifie *Bour*, Borne, limite, suivant la remarque de M. du Cange ; voyez *About*, & la Coutume de Cambray, tit. 26. article 9.*

* *H A I R E* de marais salant.] Poitou, art. 190. voyez *Aire*.

DROIT DE HALLAGE.] Au livre de l'Eschevinage de Paris, que le Roy aussi accorde par ses lettres de Chartre aux Seigneurs, qui obtiennent de luy droit de faire tenir Foires & marchez, & qui se prend sur ceux qui vendent leurs marchandises & danrées sous la Halle du lieu pour l'entretenir. Voyez *Hostelage*.

* *H A L L E.*] Saint Sever tit. 16. art. 6. c'est le Beffroy, la Maison de Ville, où il y a souvent des Marchands qui exposent leurs marchandises.

Rigord sous l'an 1283. *Parisiis à leprosis extra ipsam civitatem manentibus nundinas sibi & suis successoribus emit, & in civitate transferri fecit ; scilicet in foro quod Campellis vocatur. Ubi ob decorem, & maximam institorum utilitatem, per ministerium predicti servientis, qui in hujusmodi negotiis probatissimus erat, DUAS MAGNAS DOMOS quas vulgus HALAS VOCAT, edificari fecit, in quibus tempore pluviali omnes mercatores merces suas mundissime venderent, & in nocte ab incur-sulatronum tute custodirent, At majorem etiam cautelam, circa easdem halas jussit in circuitu murum edificari, portas sufficientes fieri precipiens, que in nocte semper clauderentur ; & inter murum interiorem, & ipsas halas, mercatorum stalla fecit erigi desuper operta, ne mercatores tempore pluvioso à mercatura cessarent, & sic damnum incurrerent, &c.*

Touchant l'origine de ce mot, voyez M. François Pitbou dans ses notes sur le titre 42. de la Loy Salique.

* *HALLELIK.*] C'estoit un droit qui se levoit sur les Marchands forains de poisson de mer, & qui étoit de huit, dix, ou douze sols pour chaque panier qu'ils vendoiēt à Paris. En 1325. Charles le Bel abolit ce droit, & ordonna suivant l'offre des Marchands, qu'ils payeroient le double du devoir qu'ils payoient auparavant, & qu'à l'avenir ils seroient tout à fait déchargés des marchez de Paris, sans porter leurs denrées ailleurs, & ne pouvoit les retirer des marchez, que chacun n'en eût pris à son vouloir, à peine de confiscation contre ceux qui seroient le contraindre. Voyez Corbin dans la suite de ses Droits de Patronage, chap. 24.

* *HANLOTS.*] La Salle de Pisse, tiré des Cens, art. 5.

HANCE, & COMPAGNIE François.] Marchand HANSE, au livre de l'Eschevinage de Paris, qui a fait le serment de loialement exercer le fait de sa marchandise, pour jouir des privilèges, franchises & libertez : & cette société entre Marchands François se dit comme l'alliance Theutonique en l'Ordonnance de Henry 3. faite l'an 1584. pour l'Admirauté art. 6. & en l'Edit de Charles 8. de l'an 1499.

Wehner Jurisconsulte Allemand parle ainsi de l'origine des Hancs : „ *Societas hanseatica die Hanfisch societas,* „ constar civitatibus hanseaticis, *han-* „ *hansee, sehe unnd ansehe oder am sehe* „ *statt* ; dictis ita, ut opinor, quod „ maxima pars earum mari adiaceat, *un-* „ *de ansehestatt*, & littera H. eupho- „ niaz gratia successu temporis, adjecta.

„ Sunt autem civitates partim imperiales, ac liberae, partim mediate imperio subjectae, partim etiam plane „ extra imperium suae, certo tamen inter se foederatae, quae ita contra „ injurias vicinorum Principum, & ad „ tuenda commercia ac privilegia in

„ *quatione extorarum gentium emporiis,* „ *olim paulo ante tempora Friderici se-* „ *cundi Imperatoris, circa annum Chri-* „ *sti 1220. primitus coire coeperunt, ac* „ paulatim multitudine ita creverunt, ut „ post annum 1300. maxime metuenda „ Principibus erant earum potestas.

Joignez Coringius dans son traité de *Germanico Imperii urbibus*, pag. 57. 58. 59. Besoldus dans ses traités de *foederibus, de legatis, & de civitatibus Imperialibus*.

A l'exemple de ces sociétés, nos Marchands en ont aussi fait, qu'ils ont appelé *Hante*, comme les Allemands.

* *HANCE.*] Est aussi un droit qui se leve sur les marchandises. En 1201. le Roy Philippes octroya aux Bourgeois de Mante, la confirmation de ce droit par Lettres, qui sont rapportées par M. Jean de Cheuremont Chré. de Ver, dans son Histoire manuscrite de Mante, & par M. du Cange sur le mot *Hansa*.

SAISINE HAPPEE.] En la Somme rurale : *Cum quis vi-* „ *possidet. Actio de novellato de forsaite, est interdictum unde vi.*

Quand aucun prend ou happe par force l'heritage, ou possession d'autrui.

* **HARASSE.**] Dans le chapitre. des Assises de Jerusalem, pag. 80. à la fin. C'est une Targe.

* **DROIT DE HARENC.**] Qui appartient aux Gens des Comptes au temps de Carême, comme les droits de verres, de roses, &c. à aucuns Prévôts le droit de Chevalerie.

* **HARNEMENTS.**] Dans le Pays Messin : sont les meubles destinés à l'usage des personnes. A une personne de guerre sont ses armes, à un Avocat, & un Docteur sont ses livres, à un Artisan, sont les outils de son métier, & une femme fait ses bagues & joyaux. Ce mot selon Mr Adisson vient de l'Allemand *Harisch*, qui signifie armes. Voyez cet Auteur dans son traité des *Gagiers*, p. 42.

LA CLAMEUR que l'on appelle **HARO.**] Normandie chap. 6. 24. 54. & au styl du pays de Normandie, & en l'Edit du Roy Charles 9. de l'an 1568. fait pour les Sergens, *quasi quiritus* : le cri de force qu'on leve sur aucun. La nouvelle & le Haro. Froissart livre premier chapitre 49. 220. livre second chap. 113. 119.

Le **HARO** ne doit estre crié que pour cause criminelle, comme pour le feu, larcin, homicide, ou évident perit contre celui qui mesfait, afin que chacun forte au cry pour le prendre & rendre à justice, ou crier haro après luy à peine de l'amende, selon la Coutume de Normandie. Toutesfois par le styl de proceder en la justice du pays de Normandie, le **HARO** se pratique aussi afin hereditaire possesseur. & celui que l'on veut délaisir & déposseder, peut appeller l'aide du Prince, s'il n'y a jugé competent ne sergent sur le lieu & heur. Et à cette clameur la partie doit cesser de son entreprise à peine d'attentat. Terrien sur le chap. 11. du livre 8. écrit après plusieurs autres, que ce cri de Haro a pris son origine de Rou ou Rollo, ou Raoul I. Duc de Normandie qui fut Prince de grande justice, & que le peuple a accoustumé de l'appeller à son aide contre la force & oppression d'autrui. *Sic veteribus Quiritare est Quiritum fidem, & auxilium invocare, Deos hominesque implorare cum clamore : exclamare, conqueri. Donatus in Adelphos. Nonius, in veteri glossario, quiritans em Coquans. Porro Quirites, est exclamatio quiritantium. Apuleius lib. 8. Asini, & rejicienda lectio Beroaldi. Porro Quirites, libertatem perdimus, ait Laberius, & in obscuro versu, Porro, nam quis exit modus ? Quirites. Solebant etiam in atroci casu inclamare fidem Caesaris, Tertullianus adversus Valentinianos. Octavio Casari concessum ut iis qui ipsum implorassent intra pomerium, atque extra usque ad quingentos*

passus auxillum ferre posset : & nemini quidem Tribuno plebis concessum. Dio lib. 51. Il est fait mention de sang & playe avec clameur de Harou, & de harou sans sang & playe, en un Arrest de Paris de S. Martin, & de la Toussaints 1282. & de la Pentecoste 1283. & de la Toussaints 1286. Les habitans de Rouen étant assiegez par le Roy d'Angleterre en l'an 1418. ont crié le grand Harou par leüt depute contre le Roy de France, pour avoir secours. Mohstrelet au chap. 200. du premier volume.

Il est fait mention de cette Clameur dans les Loix de Guillaume le Bâtard, art. 48. en ces sermés : *« E Ka tarum » encontre, & sans qui a acient si seie » aler, si l'amende a la vaillance de » larrun, n se n'espurg per plener lei, » qui il larron nel sont. E xi le cri » ora, e surfiera, la surcise li Rei amend, » n s'en espurget. »* Ces Loix sont rapportées par Selden dans ses notes sur Eadmer, & imprimées en 1675. avec les ouvrages d'Eadmer, à la fin de S. Anselme, par les soins du R. P. Gerberon. Et pour justifier que l'origine de cette clameur, ou de ce cry doit être attribuée à Raoul ou à Roul, pour parler comme nos vieux Historiens, il sera bon de rapporter icy, ce que l'Auteur de la vieille Chronique de Normandie a écrit sur ce sujet : *« Par la » bonne paix & justice, dit-il, que » Roul tint en sa vie, criaient, les » gens après sa mort, quand on leur » faisoit force, Ha Rou. »* (& ensuite) Contre la Chapelle S. Romain où il est enterré, sont ces vers.

Dux Normanorum cunctorum norma bonorum

Rollo: ferus fortis, quem gens Normannica mortis

Invocat articulo, hoc jacet in tumulo.

*Ipsi provideat tua sic clementia . . . te, **

** Christe.*

Ut semper videat cum cælibus Angelicis te.

Dans la premiere Edition de cette Chronique en 1487. il n'y a rien davantage en cet endroit sur la clameur de Haro. Mais dans l'Edition. de 1578. où le continuateur a beaucoup ajouté, il y a les paroles suivantes : *« (Lors qu'on » crioit Ha Rou) il falloit que l'offen- » dant & l'offensé s'istassent en juge- » ment, pour oïr droit, ou baïlassent » cantian, sinon qu'ils allassent prison- » niers ; & qui étoit trouvé en faute » payoit l'amende avec dépens & inte- » rests. Laquelle contume est encore de » ce jour pratiquée en Normandie. Voyez l'ancienne Coutume de Normandie, fol. 20. de l'Edition de 1518. le mot Ap- » plegement, & Taneguy Sorin de Qui- » ricatione Norman. joignez Caseneuve.*

[**LA HART.**] Auvergne chap. 10. article 4. La Marche article 32. & on l'article 19. de la Coutume locale de la ville d'Amiens. Beauquesne article 1. & en l'ancienne Chronique de Flandres chapitre 90. Froissart livre 1. chapitre 110. C'est la corde au col, par laquelle on livre la mort au criminel condamné.

[**HAUBERT.**] Voyez FIEF DE HAUBERT.

* **HAULE.**] C'est un havre ou un hable, comme il se lit dans la Coutume de la ville de Boullenois, art. 22. 23. 24. Un ancien titre du 23. Aoust 1321. Sur ce que nous disons tout droit d'asuit,

de navire, & de marchandise, qui venoient & arrivoient de la mer au hault & port d'audebas, tant en entrage, letagès, posages de navires, acuits & droits de toutes denrées quelconques, qui seroient aménées par mer audis hault, & pareillement de toutes autres marchandises, qui seront chargées audis hault, pour emmener en la mer, &c. Voyez Hable.

DROIT DE HAULTBAN.] Qui se leve à Paris au profit du Roy sur les Boulangers & sur quelques artisans : & est de six sols parisis par an. **HAULTBANIER** : dont se trouve Ordonnance du Roy Philippe Auguste de l'an 1201.

Le Haultban étoit anciennement la convocation des personnes qui devoient des corvées, & c'estoit aussi le tribut que ces personnes payoient pour se redimer de ces mêmes corvées, ainsi que nous l'apprenons de la charte de la Commune de Bourges, qui se trouve dans le Chastulaire de Philippe Auguste.

Dans un ancien manuscrit des Ordonnances de la Ville de Paris, il y a un titre de Hauben qu'on transcrit icy tout entier, parce qu'il est omis dans les livres imprimez.

Quiconques est Talemelier à Paris, il doit chascun an 6. s. de Par. au Roy pour le Hauben à poyer à la S. Martin d'yver, & convient qu'il achete le mestier du Roy, se il ne demeure à S. Marcel, à S. Germain des Prez hors des murs de Paris, ou en la viez terre Madame sainte Geneviève, ou en la terre du Chapitre Nostre-Dame de Paris assise en Garlande, ou en la terre S. Magloire dedans les murs de Paris, ou en la terre S. Martin des Champs, assise hors des murs de Paris. Et vendent le mestier devant dict de par le Roy cil qui du Roy l'ont acheté, à l'un plus Talemelier & à l'autre moins, si comme leur semble boen.

Li Regratier qui vendent pain à Paris. & fruit, doivent chacun au Roy 3. sols de Hauben, & doit acheter le mestier du Roy en la maniere dessus dite. Saunier & Saunerettes qui vendent

sel annuel ou à bouffans à fenestres, ou à estal doivent chacun an 3. sols de Hauben, & doivent acheter le mestier en la maniere dessus devisee.

Bouchier de Paris chascun doit chascun an 6. sols de parisis de Hauben au Roy, mes il n'achetent pas le mestier du Roy, ne il ne le puent avoir fors de la bouche & du commandement du Roy.

Li Pescheur de liauë le Roy doivent chascun, chascun an, 3. sols de parisis de Hauben au Roy, après ce que la premiere année que li Pescheur aura été saisis de peschier en liauë le Roy sera passée.

Li Marechal qui ont travail à Paris en ruë hors de leurs hosties doivent chascun, chascun an, 6. sols de Hauben ; & se li travail sont dedens leur hostel, ils sont quitte chascun, chascun an, pour trois sols de Hauben à poier au Roy.

Sueur, Baudroier, Bourcier, & megeiscier doivent chascun an 3. sols de Hauben à poier au Roy.

Tanneurs, qui decoupent doivent chascun, chascun an, 9. sols de Hauben à poier au Roy, & cil qui ne decoupent pas, doivent chascuns, chascun an, 6. sols de Hauben.

Li Pellesier doivent chascun, chascun an, 6. sols 8. deniers de Hauben à poier 6. sols 5. deniers au jour de la S. André, & les 3. deniers le jour de la S. Germain le vieil dernier jour de May.

Gantier de Paris doivent chascun, chascun an, 3. sols 8. deniers de Hauben à poier au Roy le jour de la saint André.

Li Foulon qui demeurent en la terre le Roy & en la terre l'Evesque, doivent chascun, chascun an, 6. sols de parisis de Hauben au Roy, & se ils vont aus planches en l'iaue le Roy doivent chascuns, chascun an, 4. sols de parisis au Roy pour les planches.

Nul ne puet estre talemeliers à Paris ne regratiers de pain si comme nous avons dit devant, que il n'achete le mestier du Roy.

Nul ne puet estre revendieres de sel à Paris, à mines ne à bousiaus, ne poulalliers, ne poissonier de mer ne d'yaue douce, ne tanneur, ne sueur, ne bourlier, mégecier, ne baudrier, ne vendeur d'aigrun, ne ferpiers, ne cordoaniers, ne feliers, qui ouvre de *cordoan*, ou vendeur de seles, ne fevre, ne mareschal, ne ferruriers, ne grefiers de fer, ne veuliers, ne haumiers, ne grossiers, ne cousteliers, ne tiefferans de linge ne de lange, ne tapisiers de tapis n'autres, se il n'achete le mestier du Roy ou commandement de ceux aux quieux li Rois le donne tant que il li plaira.

Haubens est un propre nons d'une Coutume assise anciennement, par laquelle il fut établi que quiconques seroit Haubaniens, qu'il seroit frans & à maitres de droitures du mestier de la marchandise, dont il seroit Haubaniens, que cil que ne seroit pas Haubaniens.

Haubaniens furent anciennement établis à un mui de vin poiant en vendan-

ges au Roy, & puis mit si bon Roy *Philippe* ce mui de vin à 6. sols de parisis pour le contens qui estoit entre le pauvres Haubaniens. & les Eschançons le Roy, qui le mui de vin recevoient de par le Roy.

Des mestiers hautbaniers les uns doivent demi Hauben, c'est à sçavoir 3. sols, li autres plain Hauben, c'est à sçavoir 6. sols, & li autres Hauben & demi, c'est à sçavoir 9. sols, si comme nous avons dit dessus,

Tout li mestiers de Paris ne sont pas Haubaniens, ne nul ne puet estre Haubaniens se il n'a, ou est du mestier qui ait Hauben, ou se li Roy ne li octroye par vente, ou par grace. Cil qui achete le mestier de tiefferans de lange puet estre tiefferans de linges ou tapisiers sans ce que il n'achetera pas les autres; car qui l'un de ces trois mestiers achete il achete les autres deux, & ouvrier en puet de tous les trois par pajant les coutumes de ces trois mestiers des quieux l'ouvrera.

Cil qui est regratiers de fruits ou d'aigrun, & a le mestier acheté, il puet vendre sel à mines & à bousiaus, & poulallie poisson de mer & poisson d'eau douce, & toute maniere d'aigrun, sans acheter nul de ces mestiers, fors que l'un tant seulement; car qui l'un achete, il a tous les autres achetez & puet ouvrier, & user franchement par les coutumes, poiant de chascun mestier. L'Ordonnance de *Philippe Auguste* dont il est fait mention dans ce chapitre, & dont parle *Raguenau* est rapportée par M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *halbanum*.

HAULT COMMAND.] Namur art. 16.

HAUT JUSTICIER.] Berri tit. 2. art. 7. 9. 14. titre 10. art. 4. tit. 19. art. 29. & 30. de la Jurisdiction duquel est traité en la Coutume de Senlis art. 96. & suivans, de Melun art. 1. & suivans, de Sens art. 1. & suivans, & est different du Seigneur moyen ou bas Justicier.

HAUTS OFFICIERS, ou HAUTAINS.] Au chap. 1. du *styl* de Liege. **HAUTEUR, & HAUTE COUR** au mesme livre. **SER- GNEUR HAULTAIN.** Namur art. 92. 94.

HAUT PARAGE.] C'est la plus excellente Pairie, à sçavoir des Pairs de France, & des Seigneurs du sang Royal qui tiennent leurs terres en Pairie, & qui dépendent de la maison de France, pour leur avoir esté donnez en appannage, comme le tres-docte Pithou observe en ses memoires des Comtes de Champagne. D'autres prennent ces fiefs de haut parage plus generalement, pour estre mouvans, non du Roy simplement à cause des Duchez, Comtez, Chastellenies ou Seigneuries, dont il jouit en domaine en son Royaume, mais pleinement & directement de la Couronne de France.

Temps de HAUTE possession. Lorraine tit. 18. art. 7.

* **HAYER**] Bretagne art. 405. nouvelle Coutume. C'est mettre une terre en deffense, & dans l'art. 106. de la Coutume de Bourgogne Comté, c'est chasser.

* **HAYES.**] Au chartulaire de S. Denis 1286. Vente d'heritages, chargez d'une geline quatre deniers une maille de Hayes à Noël. M. Galland.

Tabularium sancti Dionysii an. 1230. C'étoit une corvée, qui consistoit à Justitiam & advocatiam & omnia per- reparer les hayes du Seigneur, ou
tinencia ad ipsas, qua habebat in balli- le tribut qui luy étoit payé pour l'e-
via de Belleramo, & vrossas fœni & xemption.
reditus qui vocantur HAYES. &c.

* **HEBERGEMENT.**] Normandie, art. 356. C'est un manoir en roture situé à la campagne.

HENOVARSY.] Porteurs de sel, au livre de l'Eschevinage de Paris, chap. 19.

* **HEORDPENNY.**] Voyez *Heripennick*.

HERAULT D'ARMES.] *Fecialis, internuncius belli vel pacis.* Son Office est de sommer les Villes ou Forteresses de se rendre, porter cartels de défi, d'assister aux Tournois, Joustes & combats. *Herc significat castra sive exercitum.* Voyez Roy d'armes. Aussi son devoir a été de sçavoir les noms & qualitez des Barons, Seigneurs & Gentilhommes du pays, dont il portoit le titre : leurs armoiries, blason & cry.

DROIT DE HERBAGE VIF ET MORT.] Amiens art. 181. Monstreuil art. 28. S. Riquier art. 1. Vimeu art. 3. 4. & à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne.

Qui est un droit seigneurial appartenant au Seigneur, haut ou moien Justicier ou Vicomtal, sur tous ses sujets tenans heritages cottiers

cottiers & non francs : & se prend le vif herbage sur les bêtes à laine, & est d'un chef sur 10. ou 20. ou vingt-cinq, & au dessus après le premier. Et si le nombre est moindre, le Seigneur prend pour droit de mort herbage un denier parisis, ou une maille, ou obole pour chacune d'icelles bêtes le jour S. Jean Baptiste, & selon qu'il est défini par les Coutumes. Et est deü par la Coutume de S. Paul art. 17. de Ponthieu art. 93. 94. de Boulenois art. 36. de Hesdin art. 2. 3. Auquel article second il faut lire 51. il avoit. Mais non par la Coutume de S. Omer art. 6. qui est discordante de celle de Monstreuil, & en l'art. 4. de celle de S. Omer qui est sous le Comté d'Artois. Quelques-uns ont mal imprimé HERITAGE pour HERBAGE. Je n'ai pas été crü de cette émendation en l'impression de l'an 1581. non plus que de plusieurs autres, par la malveillance ou ignorance de ceux qui se sont trouvez à la presse : & de ce droit parle aussi la Coutume de Herli art. 3. & la dernière de saint-Paul art. 42. & autres sous Artois. Voyez *Trouffe*.

FRANC HERBAGE.] Vimeu art. 3. Quand le bestail à l'aine est tenu en lieu & fief noble : car lors le Seigneur ne prend aucun droit de vif ou mort herbage.

DROIT D'ISSUE D'HERBAGES. Paul art. 29. & de la plus ample art. 59. Qui est un droit Seigneural.

DROIT DE HERBAGES ET PASTURAGES.] Le Maine art. 100. Anjou art. 182. Qui appartient à ceux qui ont droit d'usage es bois d'autrui pour le pascage de leur bestail. Voyez le mot *Parnage*.

HERBAUX.] En la dernière Coutume de Poitou art. 103. Sont certains devoirs & charges dûes sur heritages. L'ancienne Coutume art. 85. écrivoit ARBAUX. *Hæc vox pascit interpretationem, & indiget opæ aliena. Præclara sunt quæ intellexi, opinor, & ea quæ non intellexi: opere autem in longa fas est obrepere somnum.* * V. Arban.

HERBERGAGE & HERBERGEMENT.] En la Somme rurale.

Quand un vassal ou autre sujet selon la nature de son tenement doit avoir & tenir manoir & bâtimens. *Heribergare in capitulis lib. 3. art. 68.*

HERBREGER, HERBREGERIES, HERBREGE-MENT.] Bretagne art. 315. 606. 621. C'est le logis & maison : *Heribergum*, Voyez le mot ALBERGER.

HEREDITABLETE'.] Au stile de Liege, chap. 5. art. 11. chap. 13. art. 3. C'est le fonds & heritage.

* HERESSES] Bouteillier liv. 2. tit. 12. p. 761. Sont ceux qui prennent & tiennent doute en nôtre sainte Foy, & doivent être punis,

& deboutez de la compagnie des Chrétiens, & sont à reproches en cause de rémoignage. En bon François, sont des Heretiques.

AD CENSE HERITABLE.] Au stile de Liege chap. 6. art. 16.

BIEN HERITABLE.] Au même stile chap. 13. art. 28. & en la Coutume de Namur, art. 23. 50. 51. 84. FLORINS HERITABLES. Au chap. 18. dudit stile.

HERITABLEMENT ou viagerement.] Lille titre 1. art. 34.

HERITAGE.] Feudal, consuel, noble, rural, roturier, cotier, & alien, coutumier, bordelié, propre, ancien, avien, de lignee, ou acquete, franc ou soit. *Proprie est heredium & patrimonium cujusque. Heredium appellatur quod heredem sequitur, Varro lib. 1. de re Rustica cap. 10. & ex Varro refert Nonius. Heredium, pradium parvulum, Avitum herediolum. Columella prefatione libri primi. Heres apud antiquos pro domino ponebatur; Festus. In 12. tabulis nequam nominabatur villa, semper in significatione ea hortus: in hortis vero heredium; Plinius lib. 19. cap. 4. Marcus Portius Cato in Sabinis heredium à patre relictum habebat, ait Emilius Probus, siue Cornelius Nepos.*

CHoses HERITABLES.] Bretagne art. 319.

HERITIER.] Lille art. 232. & suivans, & souvent en la dernière Coutume. Hainaut chap. 59. 69. 76. 77. & 87. Mons chap. 12. & au stile de Liege chap. 13. art. 28. Valenciennes art. 77. signifie le Seigneur & possesseur d'une maison, d'un fief, ou d'autre heritage: celui qui en est propriétaire, & en a été adherité, c'est-à-dire, saisi & vêtu par Justice, ou par le Seigneur.

HERITIER CONVENTIONNEL.] Nivernois tit. 34. art. 29. Bourbonnois art. 223. 330. Auvergne chap. 12. art. 39. 44. 45. chap. 14. art. 35. chap. 15. art. 8. La Marche art. 249. 251.

Qui est celui qui par contrat de mariage a été institué, ou appelé & accordé pour être comme un hoir, & a pareil droit que celui au lieu duquel il a été baillé & échangé, en tous les droits qu'il avoit en l'Hôtel dont il est sorty, & en la succession des ascendans seulement. Voyez la Coutume de Nivernois au titre 8. art. 31. & au tit. 23. art. 25. On peut aussi accorder un heritier conventionnel sans faire échange de personnes; un pere peut prendre son gendre ou sa bru pour l'un de ses heritiers. Comme aussi par contrat de société, le prémourant peut ordonner le survivant pour son heritier: Et telle institution a force de donation à cause de mort. Masuer au tit. 28. & 30. Cet hoir conventionnel est réputé comme affilié & adopté à l'égard des biens & succession de celui qui

luy a accordé l'hoirie. Voyez l'article premier de la Coutume de S. Jean d'Angely : *Non in nomen adoptatus, sed in ipsa bona tantum* : non est enim hac vera adoptio, viatica, viatica; *traxonolia, sionohie*. Nam re vera est *ἐξωτινός*, non *ὠκτινός*. Extraneus heres, non ex cognatione, non *γυνωτός*, & *αὐτοῦ ἀδελφώματος*; non suus heres, sed ex conventionem tantum : & ut hoc moneam ex veterum dictis, magis heres fidus nascitur quam scribitur. Olim quidem in alienam familiam & in liberorum locum etiam extranei sumebantur adrogatione per populum, Roma curiatis comitiis, postea per Principem jure populi in Principem translati, aut adoptione per Prætores. Gellius lib. 2. cap. 19. Ulpianus libro Regula. tit. de adoptionibus. Gaius lib. 3. tit. 3. l. 1. l. 2. dig. de Adoptio. Et ex Constitutionib. principali rescripto aut imperio magistratus. At adoptatus transibat in familiam & sacra adoptantis : Adoptionem sequebatur hereditas nominis, pecunie, sacrorum : M. Tullius in Oratione pro domo sua. Nec in bona tantum sed etiam interdum in nomen heredes testamentis adscribebantur. Brissonius V. C. lib. 7. de formulis. Cujacius lib. 7. observat cap. 7. In Francia adoptione vix ullam jus quaritur sine contractu matrimonii, adeo ut adoptatus filiam ab hereditate non repellat. In regionibus quibus masculus feminam excludit, quibusve filia quæ nupsit & à patre dotem accepit, non est heres ab intestato, nec jus primogenitura consequatur hic institutus, ut appellatur à Seneca Controversia 1. lib. 2. Nec excludit ab eo jure filium qui & conceptus & natus est post adoptionem. In Gallia adoptio abiit in desuetudinem, nisi forte in contrahendis nuptiis, cum socer vel socrus sibi adsciscit generum vel nurum tanquam filii aut filie loco, ut una cum liberis heres sit ex conventionem. Et la Coutume de Bille au titre de la puissance du pere, dit qu'adoption n'a lieu.

HERITIER SIMPLE.] A la difference de l'heritier par benefice d'inventaire. Artois art. 112. Nivernois tit. 34. art. 28. 29. & ailleurs. Sedan art. 176. & suivans. Berry tit. 19. art. 15. 16. 25. où il est aussi appelé heritier pur & simple.

* HERPENNIEH.] C'est un fottage dû au Souverain par les habitants de Thionville, à cause de la franchise qu'Henry Comte de Luxembourg & Seigneur de Thionville leur accorda en 1239. par les Lettres suivantes du dernier Aoust, scellées de cinq Seaux en doubles laes de soye rouge & verte :

Je Henry Comte de Luxembourg, & sire de Thionville, fay connoissant, à tous ciaux, que ces Lettres verront, que je ay donné à ciaux de Thionville franchise par moy, & por mes hoirs à toujours, & en telle maniere, que chascune maison, ou li Bourgeois meic avec sa femme, me doit paier au Noël donzo deniers messiens dans les VIII. jours,

& à la feste seint Johan xij deniers messieins dedans les huit jours sans eghon, & le lendemain de viij. jours doubleroit se il n'estoient payer, & paieroit l'amendise tale com li Eschevin la jugeroient, la vende femme paiera vj. deniers messieins au Nael, & six à la feste seint Johan dedans les viij. jours sans eghon, & lendemain des viij. jours doubleroit la sise, se il n'estoient paiet, & me paieret-hom l'amendise tale, com li Eschevin la jugeroient. Chacune maisons où hommeine à Thionville me doit un sillour au vain, & un au cramois. De ceste droite que cy devant est dite, n'en doivent rien paier le Maire, ne li Eschevin, ne li doiens, ne li Forestiers. Toutes les charnès au Bourgeois, & au Bourgeoise de Thionville entierement ensi com elles vont en leurs chans doivent venir en ma croë, & harier un jour en vain & un jour au carnois, & un jour au soumart. Tout cil qui tiennent la terre, com dit la terre de la Labrie, doivent cloure mes croës, & feneir mon foint en mon Bruell, & bastre mon blest en ma grange tout ensi som l'Eschevin le jugent. Le Bourgeois de Thionville tenront à cens toutes les terres dont ils avoient paié cens jusque à jour que je acquies-
tay Thionville au Duc de Loherreine, & les terres dont ils n'avoient paié cens jusqu'à celui jour revanront à moy. Mes cens tales com hom les me doit, me paiera hom, chascun an, de ma terre dedans les viij jours de la feste seint Martin. Je dois faire vendre à Thionville en l'an 12 charrees de vin, & se nuns i vendoit tant com li miens fust à vendre, il paeroit l'amendise, ensi com li Eschevins le jugeroient. Li Bourgeois de Thionville me doivent mes chevauchies les premiers huit jours à leurs despens, & deng. en avant, au mien. Li Bourgeois qui en ma chevauchée n'iroit, qui seroit semyon viij. jours devant, cil a cheval paieroit x sols d'amende, & cil a pied v. sols d'amende se pour loiant effoigne, ne demoiens. Tout li Bourgeois doivent avoir arme de fer, & roncins les aviront à leur pooir, & a l'esvart les Eschevins, Et cil qui les armures de fer, & les roncins ne pouront avoir, il doivent avoir vvanbison, & chapial de fer, & glave a l'esvart des Eschevins. Et se li cil a cheval n'avoit ses armes & son cheval au jour, com li metera il paeroit dix sols d'amende, & cil au vvanbison v sols d'amende, & dedans la quinzaine après auroient tout armes & leur chevaux ensi com il seroit esvuardes, & se il jusqu'à la quinzaine n'avoient leur armes, il paeroient au chief de la quinzaine l'amandise tal com devant est dite, & adés de quinzaine en quinzaine paeront l'amendise, tant qu'ils auroient les armes. Toutes les fois que mes Maires ara mestiers de gens, & il vandra aller pour les affaires, qui apendent a Thionville, les Bourgeois doivent aller avec luy toutes les fois qu'il les en semyonra, & cil qui n'iroit, il paeroit l'amendise tal com li

Eschevins jugeroient. Li Bourgeois de Thionville doivent cuir au four bannal. Quand je aurai vuarde de ma maison de Thionville, li Bourgeois y doivent gesir, quand li Maire leur fera savoir par le Doien sans equison. Et cil qui ne fera tale droitures, comme cy devant sont nommées, il paeroit l'amende tal com li Eschevins jugeroient. Je dois faire mon Majour d'un des Bourgeois de la Dille donquel je voudrai, & ce que mes Maires recevra du mien il le moi doit rendre, & apres ce ne me doit-il plus croire se il ne veut. Mes Maires doit jurer mes droits a vvarder & les Bourgeois les leur. Li Bourgeois de Thionville doivent avoir leur usage en bois, en preis, en chans, en eauës, si com ils ont eu toujours. Se il avenoit, que aucuns fourfaits aveinst en la ville de Thionville, cil que le fourfait feroit, me devoit l'amendise tout ensi com li Eschevin le jugeroient. Arrei ce que devant est nomei, & escrit, je ne leur puis ne dois plus demandeir, & pour que soit ce ferme chose & estable, & que je, ne autres après moi ne puist encontre ce aleir, ne biser cette franchise devant dite, si aije mis mon scel en resmoignage de verité. Et je Henry Sire de Houpchalise, & je Robert Sire de Assé, & je Arnould Sire de La Roche, & je Gilles Sire de la Rodemaeken, pour ce que ce soit plus ferme chose, si avons-nous, nos sael mis à cette franchise, & à ces Lettres. Ce fut fait le jour de la feste Nostre Dame en mi Aoust, l'an de l'Incarnation Nostre Seigneur Dieu, mil & deux cens & trante neuf ans en mois d'Aoust.

Herpennic vient d'heord focus, & de phening pecunia. Vide SKinnerum.

H O I R.] Paris article 112. Berri titre 2. art. 3. tit. 19. art. 2. & 5. & ailleurs. Normandie chap. 24. 25. 26. & ailleurs. Bretagne art. 336. 337. 341. 356. & ailleurs. *Heres, etiamsi non sit ex liberis. Est filius, filia, nepos, neptis, frater, soror, & quilibet heres: proprie tamen gignuntur non scribuntur heredes. Symmachus lib. 1. epist. 9. Interdum etiam hac heredis appellatione filius tantum intelligitur,* comme aux titres des Appanages des fils de France, & aux choses non transmissibles à femelle: & en quelques baux anciens, les enfans heritiers de droite ligne seulement sont entendus par ce mots, **H O I R S.** *Cesar Caligula posteros non intelligebat ultra filiorum gradum: Suetonius cap. 38.*

H O I R DE QUENOÛILLE.] La rue d'Indre article septième, qui est une Coutume locale de Blaisois en la Ville de Chateauroux en Berri.

C'est la fille heritiere, *quod vel ipso nomine apparet: Cum hereditas à lancea ad fufum transit, quod sit post quintam demum paternam generationem lege veteri Anglorum & Thuringorum:* comme en pro-

verbe commun nous disons que la Pairie tombe de lance en quenouille, d'autant qu'une femme peut être Pair de France. Le Royaume de France ne tombe point en quenouille : tellement que le fils de la fille ne vient point à la Couronne, & partant Philippe de Vallois fut sacré Roy après l'accouchement de Jeanne veuve du Roy Charles le Bel, dont naquit une fille : & fut preferé à Edouard Roy d'Angleterre fils d'Elizabeth fille du Roy Philippe le Bel.

HOIRIE.] Paris art. 25. 26. Melun art. 52. 62. Sens art. 31. Vis-étri art. 116. Berri tit. 18. art. 19. tit. 19. art. 18. Lorraine au cayer de la nouvelle Coutume. **DECLARATION D'HOIRIE**, & faut ainsi lire au fil de Bourbonnois au chap. des défauts, & au chap. des délais.

AVANCEMENT D'HOIRIE.] Anjou art. 320. 333. Paris art. 26. 278. Le Maine art. 333. 345. Sedan art. 30. 45. 182. 189. 217. 262. Amiens art. 10. 47. 51. 52. Monstreuil art. 33. Peronne art. 40. Auxerre art. 241. Dourdan art. 3. 22. 92.

C'est le don qui a été fait à l'heritier présomptif en avancement de son droit successif, *quasi in antecessum dare.*

HOIRIE & SUCCESSION.] Auvergne chap. 12. art. 3. Auxerre art. 154. Que nos histoires appellent aussi **HERITANCE** Monstrelet livre 1. chap. 96. *Hereditas est pecunia qua morte alicujus ad quampiam pervenit jure, nec ea aut legata testamento aut possessione retenta, Tullius in Topiciis. Hereditas nihil aliud est quam successio in universum jus quod defunctus habuit.*

HOMAGE.] Tours art. 2. 18. 21. 22. & ailleurs, & au chap. 1. de la Coutume d'Orléans, & de Montargis. Berri tit. 5. art. 3. 5. 6. 7. **HOMENAGE** au premier titre de la Coutume de Bearn. art. 2. 27. *Hominium, Helmodio, Roderico Toletano, Othoni Frisingensi & aliis : Hominatus Ivoni Episcopo Carnotensi in epistola 87. Ut Dominium dicimus & dominatum : Auxilium & Auxiliatum. Lucretio. lib. 5. Vassalli appellantur homines. Esquis vero concinet illi qui hanc vocem deducunt à Græcè varho, opus, jura ? vel compositam dicunt ab homine & agere ? vel esse hominis legum seu ligamen.* L'homage se faisoit anciennement par le Gentilhomme, & la foy par le roturier, comme appert par un Arrest de Paris és Enquêtes du 10. Decembre 1328.

Aucuns ont aussi voulu mettre difference entre homage & fidelité : Comme l'auteur des Tenures livre second chapitre premier & second, pour la difference des personnes, ou des tenures. L'homage est fait au Seigneur même : la fidelité à son Sénéchal ou Bailly pour le Seigneur : Celuy qui ne tient l'heritage qu'à terme de vie,

fait le serment de fidélité, mais non l'homage, qui se fait à genoux avec humble reverence : & la fidélité par le serment sur le livre, pour les devoirs & services accoutumez. Plus les vassaux doivent la foy & homage : Les Prelats Ecclesiastiques doivent au Roy le serment de fidélité & loyauté pour le temporel de leurs benefices, sans homage & vasselage, *sine personarum subjectione, ut de Episcopis Italia scribit Radevicus lib. 2. de Episcopis & Abbatibus Scotia; Sigebertus sub anno 1176. de Episcopis Francia; Ivo Episcopus Carnotensis epistol. 206. Pro spiritualibus autem homagium non fit. Cap. ult. de regulis juris, in Decretal. Dixit Homagium, ut & in cap. 14. de jurejurando. At in antiqua decretali rectius scriptum est, Hominium. cap. 5. de jurejurando in secunda collectione. Et rursus Homagium in capite 27. de simonia. At hominium legitur in antiqua decretali, & in cap. ult. de hereticis. Voyez d'Argentré sur l'ancienne Coutume de Bretagne, article 156. n. 2.*

HOMAGE qui est de **BOUCHE & de MAINS.**] En l'ancienne Coutume d'Amiens art. 24. Voyez les mots, *Bouche & Mains.*

HOMAGE DE DEVOTION.] Poitou, art. 108. Qui est donné en franche aumosne à l'Eglise, & n'emporte fief ni juridiction, ni autre devoir. Voyez la diction **AUMOSNE.**

Joignez les autorités de Rastal rapportées en cet endroit ; Galland dans la dernière Edition ; Brodeau sur l'art. son traité contre le Franc-aleu, chap. 63. de la Coutume de Paris, n. 23. & 7. au commencement, pag. 95. 96. Caseneuve dans son traité contre le Franc-

FAIRE HOMAGE.] C'est porter, jurer, & promettre foy & loyauté à son Seigneur féodal envers & contre tous en choses droicturières & nécessaires, & de luy donner conseil & aide, & de luy garder son droit, comme explique Boutillier en la Somme rurale, & dit que le vassal en faisant l'homage se doit mettre au net, à sçavoir rabattre son chaperon, se presenter sans couteau portant défense, & en pur corps, à sçavoir sans manteau, & qu'il doit joindre ses mains en signe d'humilité, & les mettre es mains de son Seigneur en signe de ce qu'il luy vouë tout, & luy promet foy. Et que le Seigneur en recevant le vassal doit aussi promettre de luy garder foy & loyauté, & en signe de ce qu'il doit baiser son homme en la bouche. L'auteur du livre des tenures, au livre second, chapitre premier, ajoûte que le Seigneur doit être seant, & le vassal à deux genoux & desceint. Voyez **BOUCHE & MAINS.** *Nero Imperator Tyridatem Armenia regem admisit ad genua, allevatumque dextra exosculatus est : Suetonius cap. 13.* (* Dans l'ancienne Coutume de Nor-

mandie chap. 29. cet homage est appelé *Homage de Fief.*]

* *HOMAGE DE FOY ET DE SERVICE.*] C'est un homage par lequel le vassal s'oblige de rendre quelques services de son propre corps à son Seigneur, comme par exemple de luy servir de champion ou de combattre pour luy, en cas de gage de bataille. L'ancienne Coutume de Normandie latine chapitre 29. *De fide, & servitio fit homagium, quando quis aliquem recipit in hominem, ad fidem sibi conservandam: & servitium proprii corporis exhibendum. Ad pugnandum pro ipso. Si necesse fuerit, conditione facta inter ipsos.*

L'ancienne Coutume de Normandie Françoisé chap. 29. *homage de foy & de service, est quant aucun reçoit autre à homage à luy garder foy, & à luy faire service de son propre corps, ou soi à combattre pour luy, se mestier est, ou à faire aucun tel service.* Surquoy un ancien auteur anonime a fait la glose suivante. L'homage de foy de service est quand aucun fait homage à autrui, & promet à combattre en champ contre aucun pour cil à qui il a fait homage, ou il promet faire aucun tel service de son propre corps, selon ce qu'il est déclaré entre eux. Et fut cet homage constitué, pour ce que quand aucun a passé aagé comme de soixante ans, ou qu'il est debilité d'aucun membre, il n'est pas habile pour combattre. Et pour ce fut établi que s'il étoit accusé d'aucun cas, qui par gage de bataille se deut terminer qu'il pourroit mettre champion qui feroit le fait pour luy, & ses perils & depends, & pour ce fut constitué & établi homage de foy & de service, & en souloit-on anciennement plus user, que l'on ne fait, car on combattoit pour plus de cas, qu'on ne fait pour le present . . . & doit l'en savoir, que quand un champion faisoit gage de bataille, pour aucun autre accusé d'aucun crime, se le champion estoit desconfit feust par soi rendant en champ, ou autrement, cil pour qui il combattoit estoit pendu, & forfaisoit tous ses biens & meubles & heritages, ainsi que la Coutume declaire, aussibien comme cil propre eut esté déconfit en champ. Et le champion n'avoit nul mal & ne forfaisoit rien, &c. Voyez Bouteiller dans sa Somme pag. 479.

* *HOMAGE DE PAIX.*] Suivant l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 29. C'est quand aucun suit ung autre d'aucun crime, & paix est reformée entre eux, si que ceuy qui est sui fait homage à l'autre de luy garder paix. Voyez Bouteiller dans sa Somme, pag. 419. & la Glose sur l'endroit de la Coutume de Normandie qu'on vient de rapporter.

HOMAGE PLEIN OU LIGE.] La Rochelle art. 4. Voyez Lige. *PLEIN HOMAGE.*] Ponthieu art. 77. Amiens art. 7. 25. 186. 189. *HOMAGE & SERVICE.*] Vistri art. 63.

HOMAGE

HOMAGE SIMPLE.] à la différence de l'*Homage Lige*.
Tours art. 115. 362. 363. Lodunois chap. 11. art. 9. chap. 36. art. 11. 12.
Anjou art. 497.

Le vassal doit faire *Homage simple* à son Seigneur ; nuë tête, les mains jointes, & le baiser. Et celui qui doit *Homage Lige*, le doit faire les mains jointes sur les Evangiles, nuë tête, desceint, & le baiser en faisant les sermens requis selon lesdites Coutumes de Touraine & de Lodunois. Par la Coutume de Paris art. 63. le vassal pour faire la foy & homage doit mettre un genouil en terre, étant nuë tête, sans espée & espérons. Et au premier titre de la Coutume de Bearn. art. 8. est contenue la forme du serment de fidélité. Comme aussi au second livre des établissemens & usage des Prevôtez de Paris & d'Orleans. *In aliis etiam moribus scriptis explicatur forma fidelitatis prestande, ut à me adnotabitur in commentario Consuetudinis Biturigum.* Froissart. au 1. volume chap. 25. recite le formulaire de l'homage lige qui étoit dû au Roy de France par le Roy d'Angleterre, à cause du Duché d'Aquitaine, & de la Comté de Ponthieu, & de Montreuil. Quelquefois aussi le vassal en faisant l'homage a dépouillé sa cappe ou manteau ; comme a fait le Comte de Montfort en faisant au Roy Jean l'homage du Duché de Bretagne. Voyez *Lige*.

TENIR A HOMAGE & SE RUYON ANNUEL.] Tours article 94.

DOMAINE HOMAGE.] Anjou art. 32. 33. *Hac autem diligentissime prosequor. instituti tenendi causa, nec fastidio erunt si te. non praterit quis sit hujus Indicii usus.*

HERITAGE HOMAGE.] Tours art. 122. 138. 143.

LIEU HOMAGE.] Tours art. 114. Lodunois chapitre 11. article 7.

CHOSE HOMAGE'E.] Tours art. 89. 114. 119. 132. 134. 135. 144. 275. 301. Lodunois chap. 14. art. 1. & 3. Poitou, article vingt-huit & vingt-neuf.

Que l'on tient en foy & homage du Seigneur féodal.

TERRE HOMAGE'E.] Tours art. 132.

RENTES & DEVOIRS HOMAGEZ.] Tours art. 122.

HOMAGEMENT.] S. Jean d'Angely art. 37.

HOME,] c'est-à-dire vassal : Paris art. 1. 28. Meaux art. 89. 124. 168. Montfort art. 1. Mantec art. 38. Vallois art. 34. Senlis art. 179. 204. Estampes art. 4. Troyes art. 29. 44. Chaumont art. 27. Therouanne art. 10. 12. Orléans chap. 11. 7. Montargis chap. 11. art. 8. 10. 92. & suivans. Tours art. 21. 22. 95. 109. & ailleurs. Lodu-

nois chapitre premier art. 18. 19. Anjou art. 287. Le Maine art. 303. Bretagne art. 336. 354. 358. 664. & ailleurs. Dourdan art. premier, 19. 87. Normandie chap. 13. 29. & ailleurs. Peronne art. 21. Auxerre art. 42. 72. 81. Berri tit. 5. art. 7. 42. & souvent és histoires.

DÉFAUT D'HOMME.] Anjou art. 494. Berri tit. 9. art. 91. Bretagne art. 354. **[PLEIN DRA PAR DÉFAUT D'HOMME.]** En la 3. partie de la Coutume d'Anjou & du Maine : Quand le Seigneur feudal saisit & assigne sa main sur le fief de son vassal pour défaut de foy & homage.

- FAUTE D'HOMME.] Bretagne art. 356. Sedan art. 74. 154. Peronne art. 29. & ailleurs. Voyez la lettre F.

HOMME FEUDAL.] Ponthieu art. 71. 81. Boulenois art. 15. 39. Hainaut chap. 1. 4. 5.

C'est le Seigneur qui a des hommes tenans en fief de luy ; mais en l'art. 74. & 81. de la Coutume de Ponthieu l'homme feudal, signifie le vassal ; comme aussi en la Coutume de Boulenois, par laquelle les hommes feudaux jugent au péril de l'amende. Et és anciens Arrests de la Cour il est souvent fait mention des hommes jugeans, & des hommes de fief, par lesquels les jugemens se faisoient, & des pairs & francs hommes de fief, & des Chevaliers qui jugeoient en la Cour du Seigneur. Et en la question 169. de l'Avocat le Cocq les hommes jugeans sont les vassaux de Clermont, qui jugeoient en la Cour de leur Seigneur.

LE FIEF DE SON HOMME ET SUJET.] Anjou art. 287. & ailleurs. *de oportuorib. & dispoortib. l. 4. Cod. de dignitatib. l. 1. Cod. de Commerciis. l. 2. Cod. de Episcopis lege 1. Cod. de Conducto-ribus l. ult. Cod. de servitutib. Symmacho lib. 2. epist. 30. 31. libro 5. Epist. 19. 30. 85. 89. 94. libro 6. Epist. 12. 43. 47. 50. 56. 67. li- bro 8. Epist. 11. 43. libro 9. Epist. 10. 22. 27. 59. libro 10. Epist. 11. 41. Ansonio, & aliis auctoribus : Sunt pradiorum procuratores, actores, *διοικηται*. Coloni, Custodes, vassalli. Cujacius lib. 8. Observation. cap. 14. & ad libros Feudorum : qui ad domum alicujus pertinent. Sed & domestici regis appellantur homines. Cassiodorus lib. 10. variarum epist. 5. Homines Mediolanensis Ecclesie, apud eundem auctorem lib. 2. epist. 29. Homines banni. Qui sont les sujets d'un Seigneur Justicier. Voyez le mot BAN. *Agilathus homines Gaidulsi insula expulit. P. Varnefridus, lib. 4. cap. 3.**

HOMME DE FOY.] Anjou articles 151. 174. 176. 177. & ailleurs. Bretagne art. 283. 294. 662. C'est le vassal.

HOMME, FOY, ET HOMAGE.] Melun art. 23. Etampes art. 3. & suivans.

HOMME DE MAIN-MORTE.] Chaumont art. 78. Victri, art. 103. Voyez *Main-morte*.

HOMME SANS MOREN.] au chap. 66. de la vieille Chronique de Flandres, qui tient du Roy en homage immédiatement, & pur & directement.

HOMME DE PAIX.] *Est vassallus qui Domino debet pacem conciliare, vel patus qui amicitiam & societatem iuravit se servaturum potentiore.* Ou bien qui doit tenir & garder par la foy de son homage la paix faite par son Seigneur, comme il est dit en la Somme rurale : *qua de re etiam Hotomanus I. C.* Voyez *Homage de paix*.

HOMME DE PLEJURE.] *Qui se pro Domino obsidem & vadem dare debet.* Comme quand plusieurs Barons qui étoient vassaux du Roy de France, ont été envoyez en Angleterre pour tenir prison & otage pour le Roy Jean, & faire plejvre de sa rançon, ainsi que Bouteiller a observé en la Somme rurale, Liv. 1. chap. 81. p. 479. **PREGÉ** signifie **GAGE**, *pignus, quod à nostris appellatum est quadum & vadium.*

Les Affises de Jerusalem chap. 106. Et se le Seigneur ne doit mettre main, ne faire mettre au cors, ne au sie de son homme, se ce n'est par égard, ou par connoissance de sa Cour, & est tenu... par la foy qui est entre eaus de toutes les choses avant dites, dequoy homme est tenu à son Seigneur; car entre Seigneur, & homme ne na que la foy, & la foy doit estre entr'eus. as choses avant dites, mais que tant que homme doit à son Seigneur reverence en toutes choses, & chascun doit garder sa foy l'un vers l'autre fermement, enterinement en droit soi, par sa foy & sa loiauté, & son honneur garder, & bone renomée, & homme doit tant plus à son Seigneur, par la foy qu'il est tenu, que le Seigneur à luy, que home doit entrer en otage pour getter de prison son Seigneur, se il l'en requiert, ou fait requerre par certain message. Et chascun home qui a fait homage à autre est tenu par sa foy, s'il treuve son Seigneur en besoiñ d'arme à pié entre ses ennemis, ou lenc qui fait en peril de morte, ou de prison, faire

re son loyal pouvoir de remonter le, & de rejetter le d'iceluy peril, & se il autrement ne le peut faire, il li doit donner son chepal, ou sa bête surquoi il chevauche, se il la requiert, & ayder le à mettre sus, & aider le en son pooir à son corps sauver; & qui ne fait à son Seigneur aucunes des avans dites choses, il ment sa foy vers son Seigneur, & se le Seigneur en peut prouver par record de court, il pora faire de luy & de ses bones choses, comme home atteint de foy mentie; & qui fait aucune des avans dites choses à son Seigneur, le Seigneur est tenu par sa foy de delivrer lo à son loyal pooir celuy, ou ceaux de ses hommes, que il a mis en hostage pour sa delivrance; & se celuy ou ceaux de ses homes qui le remontent come est dit dessus, sont pour achaison de ce pris, ou emprisonnez, il est tenu à son Seigneur d'entrer pour luy en otage pour debte en pleigerie, de tant vaillant, come le seigneur il tient de luy vauër, & dequoy il est son home vauërroit raisonnablement à vendre par l'affise: &

nois chapitre premier art. 18. 19. Anjou art. 287. Le Maine art. 303. Bretagne art. 336. 354. 358. 664. & ailleurs. Dourdan art. premier, 19. 87. Normandie chap. 13. 29. & ailleurs. Peronne art. 21. Auxerre art. 42. 72. 81. Berri tit. 5. art. 7. 42. & souvent és histoires.

[D'E'RAUT D'HOMME.] Anjou art. 494. Berri tit. 9. art. 92. Bretagne art. 354. [PLEINBRE PAR D'E'RAUT D'HOMME.] En la 3. partie de la Coutume d'Anjou & du Maine. Quand le Seigneur feudal saisit & assigne sa main sur le fief de son vassal pour défaut de foy & homage.

- FAUTE D'HOMME.] Bretagne art. 336. Sedan art. 74. 154. Peronne art. 29. & ailleurs. Voyez la lettre F.

[HOMME FEUDAL.] Ponthieu art. 71. St. Boulenois art. 15. 39. Hainaut chap. 1. 4. 5.

C'est le Seigneur qui a des hommes tenans en fief de luy ; mais en l'art. 74. & 81. de la Coutume de Ponthieu l'homme feudal, signifie le vassal ; comme aussi en la Coutume de Boulenois, par laquelle les hommes feudaux jugent au péril de l'amende. Et és anciens Arrets de la Cour il est souvent fait mention des hommes jugeans, & des hommes de fief, par lesquels les jugemens se faisoient, & des pairs & francs hommes de fief, & des Chevaliers qui jugeoient en la Cour du Seigneur. Et en la question 169. de l'Avocat le Coq les hommes jugeans sont les vassaux de Clermont, qui jugeoient en la Cour de leur Seigneur.

[LE FIEF DE SON HOMME ET SUJET.] Anjou art. 287. & ailleurs. *δὲ ἀπορροιστῆς, & ἀπορροιστῆς, l. 4. Cod. de dignitatib. l. 1. Cod. de Commerciis, l. 2. Cod. de Episcopis legē 1. Cod. de Conducto-ribus l. ult. Cod. de servitutib. Symmacho lib. 2. epist. 30. 31. libro 5. Epist. 19. 20. 85. 89. 94. libro 6. Epist. 12. 43. 47. 50. 56. 67. li- bro 8. Epist. 11. 43. libro 9. Epist. 10. 22. 27. 59. libro 10. Epist. 11. 41. Ansonio, & aliis auctoribus : Sunt pradiorum procuratores, actores, διοικῆται, Coloni, Custodes, vassalli. Cujacius lib. 8. Observation. cap. 14. & ad libros Feudorum : qui ad domum alicujus pertinent. Sed & domestici regis appellantur homines. Cassiodorus lib. 10. variarum epist. 5. Homines Mediolanensis Ecclesie, apud eundem auctorem lib. 2. epist. 29. Homines banni. Qui sont les sujets d'un Seigneur Justicier. Voyez le mot BAN. Agilafus homines Gaidulsi insula expulsi. P. Varnefridus, lib. 4. cap. 3.*

[HOMME DE FOY.] Anjou articles 151. 174. 176. 177. & ailleurs. Bretagne art. 283. 294. 662. C'est le vassal.

[HOMME, FOY, ET HOMAGE.] Melun art. 23. Etampes art. 3. & suivans.

HOMME DE MAIN-MORTE.] Chaymont art. 78. Vifri, art. 103. Voyez *Main-morte*.

HOMME SANS MOTEN.] au chap. 66. de la vieille Chronique de Flandres, qui tient du Roy en homage immédiatement, & pur & directement.

HOMME DE PAIX.] *Est vassallus qui Domino debet pacem conciliare, vel patus qui amicitiam & societatem iuravit se servaturum potiori.* Ou bien qui doit tenir & garder par la foy de son homage la paix faite par son Seigneur, comme il est dit en la Somme rurale : *qua de re etiam Hotomanus I. C.* Voyez *Homage de paix*.

HOMME DE PEEVRE.] *Qui se pro Domino obsidem & vadem dare debet.* Comme quand plusieurs Barons qui étoient vassaux du Roy de France, ont été envoyez en Angleterre pour tenir prison & otage pour le Roy Jean, & faire plejvre de sa rançon, ainsi que Bouteiller a observé en la Somme rurale, Liv. 1. chap. 81. p. 479. **PUEE** signifie **GAGE**, *pignus; quod à nostris appellatum est guadium & vadium.*

Les Affises de Jerusalem chap. 106. Et se le Seigneur ne doit mettre main; ne faire mettre au cors, ne au sie de son homme, se ce n'est par égart, ou par connoissance de sa Seur, & est tenu. . . par la foy qui est entre eaus de toutes les choses avant dites, dequoy homme est tenu à son Seigneur; car entre Seigneur, & homme ne na que la foy, & la foy doit estre entr'aus as choses avant dites, mais que tant que homme doit à son Seigneur reverence en toutes choses, & chascun doit garder sa foy l'un vers l'autre fermement, enterinemens en droit soi, par sa foy & sa loiauté, & son honneur garder, & bone renomée, & homme doit tant plus à son Seigneur, par la foy qu'il y est tenu, que le Seigneur à luy, que home doit entrer en otage pour getter de prison son Seigneur, se il l'en requiert, ou fait requerre par certain message. Et chascun home qui a fait homage à autre est tenu par sa foy, s'il treuve son Seigneur en besoing d'aide, à pied entre ses ennemis, ou lenc qui fait en peril de morte, ou de prison, far-

re son loyal pouvoir de remonter le, & de rejetter le d'iceluy peril, & se il autrement ne le peut faire, il li doit donner son cheval, ou sa bête surquoi il chevanchie, se il la requiert, & ayder le à mettre sus, & aider le en son pooir à son corps sauver; & qui ne fait à son Seigneur aucunes des avans dites choses, il ment sa foy vers son Seigneur, & se le Seigneur en peut prouver par record de court, il pora faire de luy & de ses sones choses, comme home atteint de foy mentie; & qui fait aucune des avans dites choses à son Seigneur, le Seigneur est tenu par sa foy de delivrer le à son loyal pooir celuy, ou ceaux de ses hommes, que il a mis en hostage pour sa delivrance; & se celuy ou ceaux de ses homes qui le remontent come est dit dessus, sont pour achaisson de ce pris, ou emprisonnez; il est tenu à son Seigneur d'entrer pour luy en otage pour debte en pleigérie, de tant vaillant, come le seigneur il tient de luy vautre, & dequoy il est son home vautreot raisonnablement à vendte par l'affise; &

qui de ce defaut à son Seigneur . . . il doit perdre le fief à sa vie, que il tient de luy, & se le Seigneur laisse encore son homme de tel maniere d'ostage, & de ptejerie, & il y a damage il est tenu de restorer luy tout son damage, que il auroit eu pour luy, pour ce & se ce luy de ses homes, que il a laissé encor d'ostage pour dette ou pour ptejerie, quelque la quantité, soit petit ou grant, n'est tenu d'entrer pour luy en ostage

de dette ne de ptejerie, tant que il ait amendé tout le damage, que il auroit por luy reçu, & le Seigneur doit croire son homme du damage qui il dira par la foy que il li doit, que il en a reçu, & restorer li, & amender li faitz come il aura dit, que il a eu de damage. Voyez l'ancienne Coutume de Normandie chap. 29. avec la glose & M. de Marca dans son histoire de Bearn liv. 7. ch. 1. n. 2.

HOMME DE SERVICE.] *Qui prater fidem domino debet certum servitium, Cujacius ad tit. 5. lib. 2. Feudorum.* Et pour ce faire en tient possessions, comme apport de la Somme rurale : & ne faut pas entendre ceci du service de la guerre, auquel tous les fiefs de leur nature sont tenus. Il y a plusieurs sortes de fiefs, & ne les faut pas confondre : Tous vassaux ne sont pas tenus à pareil devoir. *Hac in re plerique hallucinantur, & inepta scribunt, tantumque in illorum libris somniorum est, Audaculis fibula imponenda est, non laxanda.* Voyez *Homage*.

HOMME VIVANT ET MOURANT.] Melun art. 28. Sens art. 6. Berri tit. 5. art. 53. Ribemont art. 27. Reims art. 83. Chalons art. 208. Boulinois art. 55. Montargis ch. 1. art. 86. 87. 88. Grand Perche art. 67. 71. Blois art. 44. Auxerre art. 8. & 75. Cambray tit. 2. art. 55. Bar art. 12. Lille tit. 1. art. 39.

HOMME VIVANT, MOURANT, CONFISCANT.] Bourbonnois art. 390. Que le Duc de Bourbonnois doit bailler quand il acquiert aucune chose au fief de son vassal tenuë en arriere-fief de lui. Car il en doit la foy & homage, & bailler un Vicaire, par lequel l'arriere-fief s'ouvrira ou commettra : comme aussi les gens d'Eglise & de main-morte sont tenus nommer un tel Vicaire, qui doit payer à chacun renouvellement d'homme le revenu d'une année pour le fief.

HOMME VIVANT, MOURANT ET CONFISCANT.] Montfort art. 47. Mante art. 43. Laon art. 209. Peronne art. 76. Bretagne art. 368. Bar art. 10.

Lequel Seigneur feudal ou censuel prend pour l'Eglise, Monastere, Hôpital, Communauté, College & autres gens de main-morte : & par le trépas duquel le Seigneur peut user de ses droits, & les faire saisir, & rapproprier à sa table & domaine : *Namque Ecclesia est immortalis & inhabilis militia, alioqui facile deperirent jura dominica.* Cet homme s'appelle Vicaire en la Coutume d'Orleans ch. 1. art. 99. 100. 103. & ailleurs.

HOMMES ALLODIAUX.] Au chap. 19. art. 11. du styl de Liege. Qui tiennent terres en alleu. *Leudes, leudi, vel leodes.*

DROIT D'HOMMES.] En la Coutume locale de Chastillon sur Indre, ressort de Tours, qui appartient au Roy ou à ses Officiers, sur les Seigneurs subalternes, pour raison des hommes & femmes serfs taillables à volonté, afin de moderer, corriger & diminuer les tailles excessivement faites.

HOMMES ET FEMMES DE CORPS.] Vñti art. 1. 103. 140. & suivans. Chalons art. 18. & en la Coutume locale de Resbets, ressorts de Meaux, & au chap. 34. de l'ancien styl de Parlement à Paris : & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar art. 21. & au livre second de l'usage de Paris & d'Orleans.

Les hommes de corps, sont des hommes dont la personne est servie, à la différence des main-mortables, d'heritages qui ne sont serfs qu'à raison des biens immeubles qu'ils possèdent, & qui sont des personnes libres. Voyez l'article 3. de la Coutume de Nivernois chap. 8. & la Coutume de Bourgogne chap. 9. art. 9.

Quoique l'esclavage ait été en usage en France pendant plusieurs siècles, comme il n'y avoit d'esclaves que les ennemis qui étoient pris à la guerre, ou ceux qui s'étoient vendus eux-mêmes dont le nombre n'a pas été fort grand, il ne faut pas s'imaginer que ce soit de ces deux manieres que presque tous les habitans de la campagne qui n'étoient pas nobles, sont devenus hommes de corps sous nos premiers Rois de la troisième race, ou sous nos derniers Rois de la seconde ; car ces droits généraux de servitude de corps qui appartiennent aux Seigneurs féodaux, & dont il est parlé dans plusieurs de nos Coutumes, ne sont pas extrêmement anciens.

Beaumanoir dont les paroles méritent d'être rapportées, parle ainsi de l'origine de ces servitudes dans la Coutume de Beauvoisis, chap. 45. pag. 254. *Servitude de cors si sont venues en mont de maniers, les unes pour ce que au-*

chiennement que l'on semonnoit ses serfs pour les ostz, ou pour les batailles qui estoient contre le Couronne l'en i metoit telle peine en le semonce fere, que chil qui demourent sans renable cause si demourent serf à toujours ans, & leurs hoirs, & par cette cause en est mout.

Le seconde chose par lequel il est mont de serf, si est pour ce que li tems cha en arriere par grant devotion, mont de gens si se donnoient ans & leurs hoirs, & leurs choses as sains & saintes, & leurs choses toutes, & paioient che que ils avoient proposé en leurs cuers & les redouvanches que ils paioient, li recheveur des Eglises si mettoient tout en écrit, & che que il pouvoient traire de leur connoissance, & ainsi n'osoient il sur ans, & ont toujours puis usé plus & plus par la malice, qui est puis crüe trop plus, que il ne fu metiers. Si que che qui premierement fut fet par cause de bonne foi & par devotion, est tourné en damage, & en le vilenie aux hoirs.

Le tierce maniere comment plusieurs sont devenus serfs si fut par vente, si comme quant aucun chaoit en poreté, & il disoit à aucun Seigneur, vous me donrai tant, & je demourai votre homme de cors ; & aucunes fois le devenoient par leur propre don, pour estre garanti des autres Seigneurs, an

de aueunes haine que l'en auoit à eux.

Par toutes teles choses sont seruitudes venues auant, car selonc le droit naturel chascun est frans, mes chele franchise est corrompue par les acquisitions dessus dites, & encore i a d'autres acquisitions, car il i a de teles terres quant

un frans hom, qui n'est pas Gentishomme de lignage i va manoir, & i est resident un an & un jour, il devient soit home soit feme, serf au Seigneur dessous qui i vient estre residents. Voyez Droits Seigneuriaux, & Main-morte.

HOMMES DE FIEFS.] Sensis art. 32. 37. 88. Chalons artic. 197. S. Quentin art. 88. S. Omer art. 10. Chauni art. 8. Ponthieu art. 87. Boulenois art. 15. 18. 97. Arthois art. 33. 37. Hainaut chap. 6. 61. 65. 68. Amiens art. 186. Beauquesne art. 5. 6. Peronne art. 36. & au styl de Liege chap. 19. art. 11. Cambrai tit. 1. art. 32. 35. 38. 72. 73. 75. tit. 22. art. 1. tit. 25. art. 27 & en la Coutume de Lille titre des plaintes à Loy, & ailleurs, & en la Coutume des fiefs du Comté de Namur.

HOMMES DE FOY SIMPLE OU LIGE.] Anjou art. 129. 130. 137. 138. Le Maine, art. 140. 141. 148. 149. 150. 151. 206.

HOMMES LIGES.] Voyez la diction LIGE.

* **HOMMES LIGES.**] Ponthieu art. 66. &c. Voyez ci-dessus Hommes de Fief.

HOMMES DE LOY.] Voyez la lettre L.

HOMMES PROFITABLES.] Bretagne art. 91. Sont les sujets desquels le Seigneur tire profit & revenu.

HOMMES DE SERVITUDE.] Troyes art. 3. & 6. Chaumont art. 3. Qui sont de condition seruite. *Servus appellatur homo in c. ult. de servis non ordinandis, cap. 3. de rerum permutatione. in omni Gallia plebs penè servorum habita loco, & ij maxime se se in servitutem dicabant nobilibus. Casar lib. 6. belli Gallici.* Voyez Hommes de corps.

HOMMES & VASSAUX.] Clermont art. 199. 205. & suivants.

Qui sont Seigneurs de fiefs, & sont tenus servir à la Justice, assister & juger pour le Bailli à leurs périls de l'emende, en cas qu'il soit dit mal jugé. Car ils donnent conseil & Ordonnance au Bailli tant en son assise qu'és plaids ordinaires, comme appert aussi par la Coutume de S. Paul art. 28. de Chauni art. 99. de Cambrai tit. 1. art. 57. & du styl ancien de Parlement à Paris chap. 6. par. 13. mêmes pour le pais de Picardie, & s'appellent aussi Pairs & Compagnons. Voyez la diction PAIR. **HOMMES DE LA COUR DU SEIGNEUR** en l'ancienne Coutume de Monstreuil art. 23. **BAILLIE & HOMMES**, en ladite Coutume de Monstreuil art. 23. 43. de Boulenois art. 14. **HOMMES de fiefs, Pairs & Vassaux**: Vallois art. 33.

HOMMES & tenans feudaux en l'ancienne Coutume d'Amiens art. 24. Et d'autant qu'ils sont tenus de l'emende, s'ils ont mal jugé, il faut les ajourner en la cause d'appel, & feroit l'appel déclaré desert, hors que le Seigneur fût ajourné : Arrest de Paris du 16. Decembre 1383. Et par le Registre du Conseil du Parlement à Paris du 21. de Novembre 1498. appert que les francs hommes jugeoient à S. Omer : & és Registres de la Cour il est souvent fait mention des appellations interjetées de ces Pairs & Hommes jugeans.

HOMOLOGUER.] *ὁμολογῆν*, *Adsentiri*, *consentire* : *Cum princeps, Senatus, judex aut magistratus auctor fit, & decernit. Praxis Francica peregrina vocabula non respicit, ut veteres Romani etiam Punice Osisque verbis usi sunt.*

HONNEURS.] Voyez les dictionns **L O D S E T V E N T E S.**

* **H O S C H E S.**] Nevers, chap. 5. art. premier. Ce mot suivant Coquille vient d'*osca*, dont parle Colomelle dans son livre du ménage de la Campagne, & il signifie une terre de peu d'étendue, qui est auprès d'une maison, & qui sert à ses commoditez. Charaa ann. 881. *Denique predictam Capellam in honore sancti Valerii dicatam, & jam dictum mansum cum supra posita, id est curtiferis, Olchis, campis, pratis, aquis, aquarumve decursibus, silvis, sicut jam dictum est in eadem villa, vel ejus finibus, omnia ex integro condonavimus.* Voyez M. Pirard dans son Recueil de pieces, pag. 159. & cy-après *Ouche*.

HOSTAGES.] Pour le fait de la pescherie de mer, en la Coutume particuliere de la Ville de Calais.

HOST-BANNY.] Voyez **O S T.**

DROIT D'HOSTELAGE.] Bayonne tit 5. art. 47. tit. 7. art. 22. 23. 30.

C'est le prix, taxe & salaire, que les marchands forains & étrangers paient pour le loiage des maisons, boutiques, ouvroirs, esquels ils mettent leurs marchandises, qu'ils amènent au jour de foire ou marché.

PAINS DE HOSTELAGE.] Est un Droit Seigneurial par la Coutume de Dundis art. 27. que les sujets paient pour le foilage & tenement : comme le droit d'Ostize. Les six-vingt Chevaucheurs privilegiez sont exempts de taille & hostelage. Les Secretaires du Roy jouissent des droits d'hostellage, comme plusieurs autres Officiers domestiques. Hostellages & anciens gages, és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 139.

HOSTELLER.] C'est loger prendre logis.

HOSTES.] Manans, ou tenans : Sujets, Hostes, & Cottiers, en la Somme rurale. Et en la derniere Coutume de Lille titre pre-

mier art. 23. Qui sont sujets d'un Seigneur feudal, censuel ou rentier. En un Arrest donné à la Chandeleur 1260. il est fait mention des Hostes anciens, & des nouvelles hostises. *Hostus prænomen fuit in eo qui peregrinè apud hospitem natus erat, Valerius Probus libello de prænominibus: vel in hostico, Macrobius lib. 1. cap. 6. Veteribus etiam Hostis significat peregrinum, ut Plauto in Curculione, quod Macrobius interpretatur lib. 1. cap. 16. Et in 12. tabulis Cicero lib. 1. officiorum, Varro lib. 4. de lingua Latina. Voyez le mot OSTIZE cy-après.*

RAPPORTS & HOSTIGEMENTS] de fiefs, d'heritages, de biens, qui se font en Justice pour sûreté de aucun dû, acquit, ou autre action personnelle, creent hypothèque, selon la Coutume de Lille en Flandres, dont y a titre exprès en l'Edition de l'an 1565. Heritages hostigiez, en la même Coutume tit. 1. art. 30.

* HOULIER : HOULIERE] C'est ainsi qu'il faut lire dans le chapitre 88. de la Somme rurale de Bouteiller, pag. 506. & non *Houvier ne Hauriere.*

Un Houlier comme l'a tres-bien remarqué l'auteur de la note sur cet endroit de Bouteiller, est un homme de mauvaise vie, & une houlriere est une débauchée. Pierre des Fontaines dans son Conseil Chap. 16. art. 6. » *Bien di Lois (c'est la Loy xj. Dig. de dolo malo) Ke*
 » *pour petit casé ne doit-on oir plait de tricherie, & si ne doit-on mie*
 » *souffrir que li enffent plaident contre leur pere, ne contre leur mere*
 » *par tricherie. ni les frans contre ciaux ki les franchirent, ne à pou-*
 » *res hom contre cheluy qui est de grant dignité, ne à un ribaut, ne*
 » *à un houer, contre cheluy qui est de bonne vie. Quibusdam perso-*
 » *nis non datur (actio) ut puta liberis vel libertis adversus pa-*
 » *rentes patronosve, cum sit famosa: sed nec humili adversus eum*
 » *qui dignitate excellet, debet dari, puta plebeio adversus consu-*
 » *larem receptæ autoritatis: vel luxurioso atque prodigo aut alias vili,*
 » *adversus hominem vitæ emendationis.*

Anciennement on nommoit en France le charbon de terre *houille*, & ceux qui travailloient à le tirer *houliers*. Magn. Chron. Belg. » *Ar-*
 » *no Dom. 1202. prefatus Alberti secundi, hullæ circa leodium pri-*
 » *mò inveniuntur in termino publici montis, &c. Bruisthemius: Car-*
 » *bones quos Galli hullas, vocant, inveniunt juxta Leodium in mon-*
 » *te publico, &c.* » Rudolphus de Rivo, in Episc. Loth. cap. 22. p.
 62. » *Nostri aliud agendum rati, communi consilio visum fuit, hulla-*
 » *rios in agro Leodiensi vocandos, qui per cucullos fundamenta castri*
 » *suffodiunt, accensoque pulvere sulfures disturbent.* » Et comme ces
 charbonniers étoient des vagabonds & des brigands, on a donné leur
 nom

aux débauchez & aux personnes de mauvais commerce. *Vid. Cang. in Gloss. verb. Hullæ, hullarii; & Chapeauville in not. ad cap. 95 Egid. Aur. Vall. monach.*

* **HU.** } Bouteiller dans sa Somme liv. 2. tit. 33. pag. 832. lig. 27. C'est un cry, une huée. Bouteiller au lieu cité. *« Pourquoi ce n'estoit mie chaffe si chaude à vñe d'œil continuée en poursuivant à Cry & à Hu. » Rastal. « Hue & crie est un pursuit de un ayant commis felo- nie par le hault chemin; car si le partie rob, ou ascun en le compa- nie de un qui fust murdri ou rob, vient al Constable del prochein de ville, & luy commanda de faire hue & crie, ou de faire pursuit; a puis l'offendor, describant le partie, & si pres que il poit, montrant a quelle voie il est allé, le Constable doit immediatement de appeller sur le Paroche, par aid en querance le felon; & se il ne soit trouvé là, donc de donner garrein al prochein Constable, & il ad prochein a à luy, desque le offendor soit apprehend, ou al meins jusque il soit été poursuie al latere de mere »* Le mot *Hutesium*, pour Cry, est frequent dans les auteurs Anglois. Voyez *Haro*.

* **HUAGE.** } Il suffit pour faire entendre ce terme de rappor- ter ici l'extrait d'un Aveu rendu par M. de la Trimouille au Duc d'Anjou, en 1473. *« S'ensuit ceux qui doivent chasser en mes forests a toutes grosses bestes, rouges, roussetes, noires, toutes fois que moi ou mes Officiers voulons chasser, & aussi ceux qui doivent le huage auf- dites grosses bestes en mes forests. »* Devoir huage comme on le void, c'est estre obligé de faite hen, comme il y a plus bas dans le même titre.

* **HUCHEMENT.** } Dans les Ordonnances de Metz, tit. 2. art. 52. c'est un cry, une proclamation. Voyez le mot precedent, & joignez Constant sur la Coutume de Poitou, pag. 112. lig. 4.

HUITIEME. } Tours art. 229.

C'est une aide appartenant au Roy, & qui se prend sur le vin, fides & autres bteuvages vendus en détail par les taverniers, hôtel- liers, ou autres : Et pour iceluy est dû par le vendeur le huitième de- nier du prix. Cette imposition ou subvention a commencé du temps du Roy Charles VI. l'an 1382. par Edit du 23. Janvier, pour surve- nit aux frais de la guerre. Et peut avoir pris son origine dès le temps du Roy Chilperic qui exigea la huitième partie du vin du crû de chacun. Comme aussi le Roy Charles V. pour les affaires de la guer- re a mis un impôt sur le sel & sur le vin qui se vendoit. *De portorio vini M. Tull. in oratione pro Fonteio. Sic octava onus est mer- cium, que importantur vel exportantur, quod vectigal sive portorium debetur Fisco aut Reipub. ejusve portitoribus, & octavariis. l. 2. Cod.*

de Eunuchis. l. 7. & 8. Cod. de vectigal. l. 7. Cod. de locato. *Caesar Caligula ex gerulorum diurnis questibus partem octavam inique exigebat* : Suetonius cap. 40. *Octavianus Caesar à liberis exegit octavam omnium bonorum partem; ab ingenuis quadrantem annui redditus.* Dio lib. 50. *Sulcitanos Caesar pro decumis octavas pendere jubet.* *Hirtius de bello Africano.* Aussi en plusieurs Villes comme à Tours, Mehun sur Eure, Vierzon & ailleurs, se leve sur le vin vendu en détail & en broche, autre impôt appelé la petite mesure, ou appesissement de mesure, ou courtte pinte, pour les réparations des Villes, des murs, ponts, portaux, pavez, chaussées & autres affaires communes. Comme l'unzième, le treizième, le vingtième, le quatrième, le quatorzième, & autres droits, *Eodem exemplo quo lex Julia de vicesima hereditatum, Legatorum, donationum causa mortis, de qua Dio lib. 55. 56. Plinius Junior, alij; & Manlia de vicesima manumissorum, quorum nomine viginti solvebantur fisco, auri sui puri, probi, profani, Festus, Livius lib. 7. Alia de centesima, quinquagesima, decima rerum vel mancipiorum venalium: nec fuit ulla vicesima rerum venalium observante Cujacio: alia de quadragesima, vel decima litium, & si qua alia exactionibus illicitis nomina Publicani tributorum & vectigalium invenerunt, ut ait Tacitus lib. 13. Annalium, Propter onera imperii reperta est vicesima hereditatum augendi inopis ararij causa, ut & caduca introducta eadem ratione, fuit & ducentesima auctionum.* Suetonius in *Caligula cap. 16. De novis & inauditis Vectigalibus vel tributis.* Sueton. in *Caligula cap. 40. & 41. in Vespasiano cap. 16. & 23. Caesar lib. 3. de bello Civili.*

[**DEPENDRE L'HUIS OU FENESTRES DE LA MAISON.**] Quand le Seigneur ou Sergent en signe de main-mise & d'exécution, abat & met hors des gons l'huis de la maison qui est chargée de cens ou rente, pour les arrerages ou droits & profits qui en sont dûs. Lille art. 220. Nivernois tit. 5. art. 16. & en l'ancienne Coutume de Mehun art. 132. en l'ancienne de Sens art. 22. 220. 242. & au grand Coutumier livre 2. chap. 25. & mettre l'huis au travers de l'entrée, ou mettre obstacle & barreau és huis & fenestres de la maison tenue à cens, en signe de saisie, de main-mise, & d'empêchement. Orleans art. 105. 115. Montargis tit. 2. art. 2. & au livre second du grand Coutumier chap. 37. *Ostium praecluditur claustro vel confecto, pensionem non solvente inquilino, Cujacius publici privatique juris Romani peritissimus lib. 17. Observat. cap. 39.* Et telle est la Coutume locale de la Ville de Orilhac en Auvergne. Comme aussi l'on a accoutumé de brandonner les fruits de terre, ou de vigne saisie, & d'attacher un panonceau à l'huis d'une maison saisie, en signe de saisissement &

démain-mise. Voyez les mots BRANDONER, COUVRIR, CROIX. Aussi par les statuts de Bordeaux pour marque de désobéissance les Sergens rompent la porte de la maison de celui qui défaut au Conseil general de la Ville. Et par l'Ordonnance de Charles VI. de l'an 1413. art. 255. l'on peut découvrir les maisons de ceux qui font guerre & défiance particulière.

HUISSIER D'ARMES.] Es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 202.

HUISSIERS AUDIENCIERS,] Es Ordonnances des Rois : *Sunt Apparitores, ostiarij*. Sergens qui assistent aux Plaidoirs & Audiences des Juges, qui gardent l'huis & entrée du barreau, ou parquet, & qui appellent les schedules, audiences & procès des parties. Comme appert par l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 43. 44. Il y a aussi des Huissiers en Chancellerie, & en la maison des Princes, des Huissiers de la Chambre de la Salle, quasi *Admissionales*. Et anciennement des Huissiers en l'Eglise, qui *πυλαροι*. *Hostiarij* servi qui domui deserviant, & *aditum* servant, etiam Janitores appellantur : *Hostiarij virga*, Seneca lib. 2. ad Serenum cap. 14. Voyez les mots, SERGENS, & VERGE. *Perionius mavult deducere à verbo Mucher, id est vocare.*

D'Exire, comme Skinner l'a observé in *Proleg. Etimolog.* on a fait *issir* ; moins M. du Cange sur le mot *huissier* d'*issir*, on a fait *is* ou *huis*, pour dire *trium*. une porte, une sortie, une issue : & de

HUMIERS.] Ou Usufruituaires : Usufruit & Humière. Namur art. 13. 45. 56.

BLED D'HYBERNAGE.] Dont l'on a plaidé en Parlement à Paris en Novembre ou Decembre, 1604.

F

JALLAGE.] Qui équipolle au droit de forage, quand le Seigneur prend une, deux ou trois pintes de vin pour poission vendue en détail. Jallée de vin.

JAULGEUR.] Clermont, art. 233.

Qui jauge la futaille à vin, breuvages, & autres liqueurs, afin que le vaisseau soit de jauge, & mesure raisonnable & accoutumée. En certains lieux cet Office est hereditaire.

Notaire IMMATRICULE.] Estampes art. 107. Duquel le nom est enregistré, & reçu au Greffe de la Jurisdiction. *Matricula est descriptio, numerus, index ; nota publica, Registrum, Regestum, Matrix,*

Matricularius, vocabula sunt hodie nota satis.

* **IMMUNITÉ.**] Des Mares décision 99. Voyez Franchise.

DROIT OU PROFIT D'INDEMNITÉ.] Grand Perche art. 67. Dunois art. 17. Poitou art. 52. Berni tit. 1. art. 53. Bretagne art. 368. esquels lieux ce droit n'est taxé ni arbitré pour le Seigneur feudal ou censuel.

Par la Coutume de Touts art. 103. & suivans, & de Lodunois chap. 10. ce droit appartient au Seigneur feudal, au fief duquel les gens d'Eglise, les fratries, communautez, & autres mains-mortes acquierent ou leur est donné ou legué aucuns heritages, rentes, ou domaines : & pour iceluy la cinquième partie des deniers de l'acquest, ou de la valeur des choses acquises, ou du revenu de l'heritage ou rente à perpétuité : ou bien le Seigneur leye le revenu de l'heritage cinq ans pour l'indemnité à son choix : Et ce quand ceux qui tiennent à main-morte ont jouy desdits acquests, dons ou legs par quarante ans auparavant l'injonction à eux faite d'en vider leurs mains. Par la Coutume d'Anjou art. 37. du Maine art. 41. l'indemnité est la valeur des fruits de trois années des choses acquises par les gens de main-morte, si autrement n'en est composé. Et par la Coutume de Melun art. 30. l'indemnité est le cinquième denier de la valeur & estimation de la chose. La Cour de Parlement à Paris par son Arrest du 9. Avril 1565. avant Pâques, a suivi cette taxe contre les Jesuites de Paris, qui avoient acquis la maison & cour de Langres, au censif de l'Abbaye sainte Genevieve & du Commandeur de Latran, *jure petito ex vicina regione.* Et par la Coutume de Sens art. 7. pour l'indemnité est dû le revenu de trois années de la chose acquise, & le sixième denier de la valeur & prix de l'acquisition, au choix des acquireurs : Et telle est aussi la Coutume d'Auxerre art. 8. & est fait mention de cette indemnité es articles 6. 9. 48. 189. de ladite Coutume d'Auxerre. Par la Coutume de Bar-le-Duc art. 12. l'indemnité du Seigneur est la sixième partie du juste prix ou valeur du fief & heritage de pote. L'Avocat le Coq en sa question 91. dit que pour l'amortissement, on bailloit la moitié de la rente ou revenu. Par l'Ordonnance du Roy Philippes III. faite à Paris au Parlement de l'an 1275. & autres du Roy Philippes le Bel de l'an 1291. l'indemnité est taxée à la valeur des fruits d'une année, de deux, de trois, de quatre ou de six années, selon les especes de l'acquest fait par l'Eglise au fief ou arriere-fief du Roy, en son censif, ou arriere-censif, ou en aleu, à titre gratuit ou opereux.

Aussi pour affranchissement obtenu du Roy par homme de condition serve, il est besoin paier indemnité au Seigneur du fief, au de

dans duquel l'hopetrand des lettres est demeurant, par Arrest de l'an 1571. recité par Bacquet. en son traité du droit d'Aubaine chap. 24. & par Chopin sur l'article 37. de la Coutume d'Anjou.

Aussi par la Coutume de Victri en Parlois art. 144. quand l'homme de corps s'est formarié, & a pris en mariage femme d'autre condition que de la sienne, sans le congé de son Seigneur, soit qu'il l'ait demandé ou non demandé, il doit à son Seigneur pour son indemnité, le tiers de ses biens meubles & heritages tels qu'il les a au jour & heure du mariage, s'il est de condition de main-morte de meubles & d'heritages assis en morte-main. *Hæc placuit præferre, & explicare, quandoquidem hæc questio nondum à nostris profligata est, qui vel nesciunt illas Constitutiones regias, vel desuetudine sublatas putant, vel negligunt aliarum Provinciarum mores scriptos, & morbo suo morem gerentes malunt tanquam aspis à vipera, venenum mutuari ex scriptis τῶν βασιλικῶν, καὶ συρράκων, καὶ συγκλῦδων.* Voyez le quatrième traité de Bacquet Avocat du Roy en la Chambre du Tresor à Paris ch. 53. 54. 55.

L'INDULT des Presidens & Conseillers de Parlement, & des Maîtres des Requêtes, lesquels peuvent nommer personne capable pour tenir leur Indult & Benefice.

L'INDULT des Cardinaux qui ne peuvent être prevenus pendant huit mois, pour pourvoir aux Benefices de leur collation. Le Grand Conseil connoît des Indults.

INFEUDATION.] Paris art. 172. 184.

Quand le Seigneur feudal admet en possession & saisine le vassal. *Infeuder, beneficiare, ut est loquutus Sigebertus in Chronico ann. 107.*

INFORMATION.] *Cum ex delatione accusatoris vel procuratoris fisci, judex querit de crimine vel delicto antequam reo postulato manus injiciatur, vel dies dicatur. Questio criminis dicitur ἀράκσις. Unde Quaestores ut quaestores rerum capitalium : quaestores parricidij, conjunctionis.* Informer c'est enquerir : non pas que l'information soit une preuve sans forme.

INQUANT.] Orleans art. 354. ou **ENQUANT.** Poitou art. 428. en l'ancienne Coutume de Bretagne art. 668. & en la dernière art. dernier. Solle tit. 29. art. 6. 12. 13. & au styl de S. Marcelin art. 6. 21. & en la Coutume de Bearn tit. 56. & au caier de la nouvelle Coutume de Lorraine.

Est locus auctionis bonorum, vel sectionis publica & subhastationis : hastarium Tertulliano in apologetico, in quo venduntur bona debitorum, & plus licitanti addicuntur. Quintana locus ubi forum & rerum venalium licitatio. Suetonius in Nerone cap. 26. Paulus ex Festo. Vendre &

INQUANTER en l'ancienne de Bretagne art. 667. & de la dernière art. 728. *Cum facta in foro auctione vel sectione res distrabuntur : hec omittendum est praconem in lapide sterisse & pratum fecisse rerum venalium, ut ex Plauto, Cicerone, Columella & aliis auctoribus annotans Brodau lib. 6. Miscellaneorum cap. 5. Turnebus li. 10. Adversar. cap. 3. Unde etiam hodie in quibusdam civitatibus : LA PIERRE DE LA CRIE.*

DROIT D'INQUANT, qui est dû au Roy en quelques lieux de Provence, qui sont exempts des lates simples, & est de cinq pour cent. *Vestigal auctionis.*

***INSINUER.**] C'est enregistrer. Voyez M. Ricard dans son traité des Substitutions, traité 3. chap. 13. section 2. partie 2. n. 142. tome 2. pag. 507.

INSTALLER.] *Inducere in possessionem. Stallum scamnum est si-ve statio in choro. Sunt & stalla eorum.*

INSTITUTION D'HERITIER, n'a lieu par la Coutume de Paris : ce qui étoit anciennement observé quasi pour Coutume générale en France, és Provinces qui usent des Coutumes écrites. *De quo jure plenius ego posthac ad articul. 1. tituli de Testamentis, Consuetudinis Biturigum.* Cette disposition a été mal entendue és pays es- quels contre l'usage ancienne l'on a depuis approuvé l'institution d'heritier pour valoir comme legs testamentaire. *Imperitia Pragmaticorum certissimum documentum & caca subtilitas : quod invitis nostris popularibus dico, nec mihi temperare potui quo minus & hoc interim proferrem. Sed & Jurisconsultorum argutas ineptias notare licuit Ciceroni & Seneca. Hoc etiam vidit Ludov. Charondas libro 1. Responso- rum cap. 181. Aussi en France institution d'heritier n'est nécessaire pour valider un testament. Et n'y a heritier nécessaire. At jure Romano sine heredis institutione, nihil in testamento scriptum valet, nec tabula testamenti intelliguntur quibus heres scriptus non est, cum testamen- tum vires accipiat per institutionem heredum, l. 1. Dig. de vulgari. l. 10. l. ult. Dig. de Jure codicillor.*

INTENDANS DES FINANCES.] Qui ont superintendance sur le Trésor de l'Epargne, & sur le Trésorier des parties casuelles, desquels ils controllent les mandemens portans quittances, les quittances & rescriptions pour le fait de leur récepte & controle : les rolles & cayers, les lettres de validation de dons, de pensions, de remboursemens & autres : Plus sur les Trésoriers de l'ordinaire & extraordinaire des guerres, de l'artillerie, de la marine, des Officiers domestiques, argenterie, écurie & autres qui ne sont sous la charge des Trésoriers de France, sur lesquels aussi ils ont intendance,

& peuvent reformer leurs états par estimation. Le Roy François I. a érigé ces Intendans, & sont à la suite & au Conseil : & auparavant les Trésoriers de France, & les Generaux des Finances, ou l'un d'eux, faisoient la même charge.

* *INTERDICT.*] Bearn tit. I. art. 30.

* *INTERDICTION PAR VEUVAGE.*] Selon l'ancien usage de la France, il n'étoit point permis aux peres & meres en veuvage, & en quelques lieux aux meres seules de disposer de leurs propres au préjudice de leurs enfans ; ce qui étoit une suite d'un droit plus ancien qui ôtoit aux peres & meres la disposition de leurs biens sans le consentement de leurs enfans, & même de leurs collateraux.

Tit. 45. lib. 4. *Feudor. alienatio feudi paterni non valet etiam domini voluntate, nisi agnatis consentientibus, ad quos beneficium quandoque sit reversionum*, v. tit. 14. ejusd. libri.

L'Auteur du grand Coutumier liv. 2. tit. 27. *Par la Coutume des fiefs, si une Dame noble est demourée veuve, & a aucuns enfans nez & procréez en legal mariage, & elle vend aucun heritage, qui soit propre à elle venu, & descendu de pere & de mere, si les enfans n'y sont appelez, & consentens la vendition est nulle, supposé que ce fut pour la nécessité de son vivre.*

Boënius in Consuet. Bituricens. tit. 5. de feudis §. 2. *Per consuetudinem Parisensem vidua habens liberos non potest etiam suam propriam rem feudalem, sine consensu filiorum suorum vendere, & si fiat est nulla.*

Et ad §. 12. *Consuetudo est in loco de Lourris, quod superstes conjux liberis stantibus non potest donare nec disponere de proprietate bonorum etiam propriorum in prejudicium filiorum.*

On peut donner encore pour raison de ce droit que la premiere investiture des fiefs emportant une espece de substitution en faveur des descendans de l'acquéreur, il ne doit pas paroître extraordinaire que le consentement des descendans fût requis pour l'alienation. Ce droit a été ensuite étendu des fiefs aux alleus par l'avarice des enfans & des collateraux. Voyez *nécessité jurée*, & M. de la Thaumassiere sur la Coutume de Lorris. tit. des fiefs art. 39. p. 409.

INTIMATION.] Anjou art. 140. 165. 174. Le Maine art. 153. 144. 194. & au styl de Bourbonnois chap. 2. & en la Coutume de Bourbonnois chap. 181. La Marche art. 390. Poitou art. 309. 398. 400. 422. 424. & es Ordonnances du Duc de Buillon art. 187. & de la Chambre d'Arthois au chapitre des défauts Berri. tit. 19. art. 10.

Quand on fait convenir & ajourner sa partie, en sorte que si le

défendeur défaut, le Juge ne laisse de faire droit au demandeur dès lors, & de passer outre sans qu'il soit besoin de contumacer l'ajourné, & défaillant : ce qui a été reçu en plusieurs causes pour l'abréviation de justice, comme en taxe de dépens, en reception de caution, ou de serment, en fait de vûe, de descende, en production de témoins au fait d'enquête, en la faction d'un inventaire, quand les creanciers & legataires y sont appelez, & autres matieres qui requierent celerité, ou faveur. *In quibus res agi potest quovisq; ut in specie l. 3. Cod finium regundor. l. ult. dig. ad Trebellia. l. ult. §. illud. Cod. de tempo. appella. l. pen. §. licentia. quod de rebus cred.*

Quand le Sergent ajourne & assigne les parties avec intimation, comparant ou non, & qu'il leur signifie qu'il sera passé outre non obstant leur défaut : car en plusieurs cas un seul défaut suffit. *Cum hac clausula reo insinuat, si die dicta non veneris, nihilominus causa agatur.*

L'INTIME'.] Anjou article 166. Le Maine article 185. La Marche article 105. *Is est qui priori judicio vicit, à quo appellatum est : is contra quem appellatum est, & appellatus dicitur, ut in cap. 26. de appellatio. Propriè tamen adversarius non appellatur sed judex superior. Et est reus in causa appellationis. Intimo, vox est vetus & Latina.*

L. 66. Cod. Theod. de appellat. *Omnès, quorum in causis sententia judicium, vel appellationes suspensa sunt, vel medio tempore transgisse demonstrant, vel si non transegerant consultationes eorum, quantocius nostris auribus intimare cogantur, ut responsa legibus competentia mereantur.*

L. 37. Cod. de appellat. *Licet quidem non solum victo, sed etiam victori, con-*

sultationem ad unum vel duos judices mittendam intra biennij tempus ei, vel eis intimare.

Capitol. in Vero, *no priorem Verum intimandum legentibus darent.*

Symmach. lib. 10. epist. 42. Hoc est causa quarimonia quam divinis sensibus vestris fides gestorum plenius intimabit.

PARTIE INTIME'E.] Senlis art. 52. 55. Victri art. 7. 11. Anjou art. 65. Le Maine art. 75. En l'Edit de Charles 7. de l'an 1453. art. 64. de Charles 8. de l'an 1493. art. 33. Et en la Coutume de Berri tit. 2. art. 37.

INTIMER EN CAS D'APPEL LA PARTIE QUI A OBTENU.] Clermont art. 211. La Rochelle art. 10. Poitou art. 411. à ce qu'elle compare à l'assise du Juge superieur, si bon luy semble. Car on fait aussi ajourner le Juge duquel on se porte pour appellant. Montargis chap. 22. art. 1. Ce qui dépend de l'ancienne usance, par laquelle les Baillifs & Sénéchaux doivent comparer & assister en Parlement aux jours de leur Baillie, pour soutenir leurs Sentences dont est appel, suivant l'Edit du Roy Philippes VI. de l'an 1344. (1332.) Et si l'appellant n'a fait
- intimer

intimer sa partie, mais seulement ajourner le Juge; la Sentence doit être exécutée au profit de la partie, & le procès ne laissera d'être vu & jugé à la fin de l'emende du fol appel, comme a été dit par Arrest de Paris du 14. Janvier 1332. Et le procès demeure conclud quant au Procureur du Roy, pour l'emende, & la sentence sort son effet quant à la partie non intimée. Anciennement l'appel étoit reçu pour l'emende du Roy, & quelquefois appointez contraire & au Conseil pour l'égard du Roy & de l'emende, jasoit que l'appel fût déclaré desert quant à la partie. Par Arrest du 13. Decembre 1350. du 27. Janvier 1361. du 16. Mars 1369. du 7. Avril 1385. du 22. Novembre 1386. & autres recueillis par le Greffier du Tillet.

L'Ordonnance ou l'Edit de Philippes VI. dont parle Ragueau, est rapporté dans l'ancien style du Parlement & est conçu en ces termes. *Cum Regno nostro & infra, Statuimus ut quicumque à judicibus, seu aliis subditis regni nostri ad curiam nostram duxerit appellandum, infra tres menses continuos à tempore appellationis emissa adjournamentum impetrare, & judicēs, à quibus appellatum extitit, adjournari, seu citari, ac parti appellatæ intimari facere, vel e* converso secundum diversitatem regionum, teneatur; *quod si in premissis negligens extiteris, elapsis tribus mensibus ante dictos judices, à quibus appellatum fuerit, sententias per eos latis poterunt, & tenebuntur executioni debita facere demandari, absque cuiuscunque alterius expectatione mandari, &c.* Voyez Pasquier dans ses recherches liv. 2. chap. 6. & le mot *Emende* en matière d'appel.

INTIMER LES PARTIES PARDEVANT LE JUGE COMPETENT.] Anjou art. 491. Qui est les ajourner à certain jour, auquel le Sergent fait son rapport à Justice.

INTIMER LE SEIGNEUR.] La Marche art. 109. Quand l'appelant le prend à partie, pour luy avoir denié Justice.

INTIMER, INTIMATION.] Bietagne art. 112. 174. 219. 221. 228. 297. 561. Bayonne tit. 8. art. 6. 12. 13. & souvent au styl de Liege & des autres pais.

C'est signifier, notifier, dénoncer & faire sçavoir la demande, requête, poursuite, complainte, la vente des meubles pris par exécution, ou autre chose. Et en la Somme rurale, *Intimer une complainte de nouveleté.* *ἰμφοῖσας, ἐμφοῖσας, φανισσας.* *Intimatio significat etiam confectioem auctorum.* * Voyez *Emende* en matière d'appel.

JOUR SERVANT.] Lille art. 216. 217. & ailleurs. Hainaut ch. 56. 61. 94. 97. **JORNÉE SERVANTE & assignée.** Mons chap. 33.

C'est le jour auquel une cause est assignée, & doit avoir expedition: comme aussi nous disons, les jours ordinaires de plaids, ou d'Audiences, ou d'Assise, & les jours extraordinaires qui se tiennent pour les causes provisoires. *Dies assignatum, assignatio assignati.*

COMMISSION, AJOURNEMENT, OU ASSIGNATION & TROIS BRIEFS JOURS.] *Cum reus criminis adest per consummatam, & citatur ad domum, vel buccina publicè editto affixo : aliter quàm cum per triduum per singulos dies nominatim ter citabatur olim secundum l. inter 10. D. de publicis judiciis, id est trinundino, quod constat 27. diebus : qua de re eruditissimus Cujacius libro 20. Observat, cap. 11. In trinum nundinum indicere, id est in tertias nundinas, ut ex Livio, Dionysio, Plutarcho observatur. Internundinium, quod novem dies inter se continuas habeat, non quod nono die sit. Marius Victorinus de orthographia. Leges autem trinundino die promulgabantur, ut rusticis qui nono die intermisso rure ad mercatum, legesque accipiendas Romam veniebant, innotescerent. Macrobius lib. 1. cap. 16. Lex autem promulgata confirmabatur trinundino quasi populi sententia, Idem lib. 3 cap. 17. Porro ter ante Magistratus citabat accusatum intermissa die, quam multam irrogaret, aut judicaret. M. Tull. in orat. pro domo sua. Denique plerumque Jure civili fit trina denunciatio, admonitio, conventio. l. 53 D. de re judic. l. 8. & 9. cod. quomodo & quando Judex, Nov. 117. par. penult. ult. cod. Th. ad senatusc. Claudia. & Jure Pontificio. Cap. ult. de vita & honestat. cap. 2 & 6 de cohabitatione Clericor. cap. 45. de Sententia excom.*

GRANDS JOURS.] Qui se tiennent en certaine Ville du ressort d'un Parlement par Lettres Patentes & Commission du Roy, pour juger souverainement des matieres criminelles, & des civiles, jusques à certaines sommes, & de certaines causes des Provinces, Bailliauges, Sénéchaussées & pais dénommez par les Lettres du Roy, & dans le temps ordonné. Tels jours ont été tenus pour le Roy à Mont-ferrant l'an 1454. à Angers. 1539. à Moulins l'an 1534. 1540. 1550. à Poitiers 1454. 1531. 1541. 1567. 1579. à Ryon 1546. à Tours 1533. 1547. à Troyes 1402. 1535. à Lyon. 1596. & ailleurs. Par l'article 206. de l'Edit de l'an 1579, les grands Jours doivent être tenus tous les ans aux Provinces plus lointaines des Parlemens. Comme ils ont été publiez l'an 1581. pour les tenir à Clermont en Auvergne au ressort du Parlement de Paris, ce qui n'a été effectué qu'en l'an 1582, Aussi Jean premier Duc de Berri a eu droit de faire tenir les grands Jours, pour juger les appellations que l'on interjettoit du Sénéchal de Poitou & d'Auvergne, du Bailli de Berri, & d'autres ses Juges inferieurs de ses Pais, Terres & Seigneuries, dont fait mention l'Avocat le Coq en la question 250. Comme aussi ont eu ce droit le Regent en France du temps du Roy Charles V. l. & Louise de Savoye Regente, mere du Roy François I. laquelle en l'an 1516. fit ériger des grands Jours en la Ville d'Angers comme Duchesse d'Anjou. Ce droit de ressort, est un droit de Souveraineté qui n'appartient qu'au

Roy, ou à celui à qui il a plu au Roy le bailler par titre expres verifié & homologué par les Cours Souveraines. Nos Rois ont accoutumé quelquesfois de le donner aux Reines douairieres, à leurs freres ou enfans appanagers, & aux Pairs laïcs de France, en leurs douaires, domaines, appanages, & Pairies, & à la charge que les appellations des grands Jours ressortiront au Parlement. Et faut noter que toute création de Pairie laïc n'a ressort de grands Jours, s'il n'est exprimé par icelle, ou par lettres à part. En l'ancien styl de Parlement à Paris chap. 23. il est fait mention des grands Jours des Reines veuves : & des Jours de Troyes en l'Edit du Roy Philippe le Bel de l'an 1302. qui ordonna qu'ils tiendroient deux fois l'an, après qu'en l'an 1286. il eût remis le Comté de Champagne avec la Couronne. *P. Pithæus maximis doctrinis nobilis*, en ses memoires écrit que ces grands Jours de Troyes étoient des appartenances du Palatinat & de la Pairie de Champagne. Voyez le mot PALATIN. C'étoit comme une diette & assise solemnelle. Aussi en la Coutume d'Auvergne chap. 30. est fait mention des grands Jours du Duché d'Auvergne. Avant l'érection du Parlement de Dijon les grands Jours du Duché de Bourgogne se tenoient à Beaune. Comme aussi l'Archevêque de Roüen a droit de faire tenir les hauts Jours, qui anciennement s'appelloient l'Echiquier.

DROIT D'ISSUE, D'ENTRÉE.] Acs tit. 9. art. 19. 20. 22. 27. 18. 34. 38. Baïonne tit. 5. art. 42. ou de saillie & entrée : Baïonne tit. 8. art. 9.

Sont les lods & ventes, ventes & honneurs, & autres droits Seigneuriaux, qui se paient au Seigneur cavier, rentier ou censuel, & direct par le vendeur, & par l'acheteur de l'heritage aliéné & redevable envers quelque Seigneur foncier, pour le vest, de vest, saisine, désaisine, *pro ingressu & introitu. Hæc sunt iudicicia, ut appellatur Novell. 13. Leonis : eadem ratione quæ rā ἰμφορίστω, vel ἰμφορίστω, Insinuativa, Novell. 56. Justiniani : rā ἰσπορίστω Novell. 123. ejusdem. Quad & Cathedraticum Juliano : quamquam alio sensu apud Gratianum causa 10. questione 3. & in cap. 16. de officio judi. ordin. cap. 7. de donatio. cap. 9. de censibus. Sportula in l. 6. par. 1. Dig. de decurionib. Introita à collatoribus non exigenda Justiniani Novell. 130. de transitu militum. Nec à rusticis, Novell. 30. Vetus mos est omnium promotionum ut clerici, curiales, bulentæ, memoriales, consules, Seniores darent sportulas pro introitu, & honorarium, ut appellatur à Trajano lib. 10. Epist. Plinij, quo libro etiam ab Imperatore consilium petit de Iselastico, quod præstatur ab Athleta qui in civitatem suam invehatur. Pro introitu novi sacerdotij impensa fit, Suetonius in Claudio*

149. 9. *At ex lib. 1. Legis Francica cap. 149. nullus presbyter ad introitum Ecclesie xenia donat. Pro introitu militia Palatina aliquid erogatur. l. penult. §. pen. & ult. de Legatis 3. Idque ex Consuetudine. l. 7. Cod. de proximis sacrorum scriniorum Sic Anastasius ex Silentario Imperator creatus Augustaticum militibus prastitit, Marcellinus Comes in Chronico. Sic forte hoc scriptum non erit exangue & febriculosum. Autre est le droit d'Issue, dont parle la Coutume particuliere de Hesdin art. 4. qui est dû au Seigneur Justicier par celui qui prend ou leve en sa Justice par achat ou autrement, quelque chose, & la transporte en autre Jurisdiction : Duquel droit aussi est fait mention en la Coutume de S. Paul sous Arthois.*

ITERATO.] En l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493, art. 104. & de Charles IX. de l'an 1567. contenant l'ampliation de la Jurisdiction des grands Jours de Poitiers : & de Henry III. de l'an 1582. pour tenir les grands Jours à Clermont en Auvergne.

C'est une seconde commission, ou decret de la Cour de Parlement, par lequel il est mandé de mettre à execution ce qui avoit été ordonné, nonobstant le fusan : ou pour passer outre à l'execution d'un executoire de dépens, nonobstant opposition ou appellation, pour avoir été taxez en la presence de la partie condamnée : Comme aussi en finance l'on use de lettres d'Iterato & nouveau mandement. *Secunda vel iterata jussio : secundarium preceptum est majoris momenti, & obreptionis errorisque suspicionem amovet, ut nostri observant, ex Cassiodoro & Novellis.* Les Praticiens ont retenu en usage plusieurs dictions & phrases prises du Latin duquel ils usoient anciennement en justices ou finances, comme *Visa, contentor, placet, pareatis, vidimus, recuperetur, ostendatur, advertatur, intendit, les debentur des Chambres des Comptes : Capiatis : Capiatur : Radiatur : idem, item, hinc inde, ne varietur, ad instar, quousque, tradita, deficit, tenet, pro media, ab intestat, dictum, transeat, pro vino, alias, comparuit, resultat, congé ex nunc, appeller omisso medio, toties quoties, sub pœna convicti, in mente curie, fiat, vel concessum ut petitur : juger, an bene vel male, juge à quo, juge ad quem, procuration ad lites, commission ad partes, ajuger les dépens pro rata victoria, lettres de debetis, ou debentur, condamner in petitis, réponses par crédit vel non, lettres ne lite pendente, alibi, ex officio, illico, servi-vi, & l'ita est du Garde du scel aux contrats de la Prevôté de Paris : Le BISCAPIT de la Chambre des Comptes, quand une partie est deux fois employée en dépense,*

Le *Stipes* & le *nobis* qui appartiennent aux gens des Comptes, Le *Refutata* de Chancellerie ; le droit de logis. Aussi plusieurs di-

ctions & phrases de Pratique ont leur origine de la langue Latine, comme *recepisse*, compulsoire, exequutoire, quinqueneles, subhastations, certificat, impugner de subreption, obreption & incivilité, adjudication par decret, licitation, examen à futur, indults, regrets, graces expectatives, examiner témoins en turbe, ester à droit, la coërdtion de *nisi*, dont fait mention Masuër au titre 30. & autres infinies dictions & manieres de parler mêmes en la Cour Ecclesiastique, & és matieres beneficales. Toutesfois par les Edits de l'an 1539. art. III. & de l'an 1563. art. 35. tous actes de Justice, & de Notaires doivent être expediez en langage François. *Sed turpe est difficiles habere nugas, & stultus labor ineptiarum: obmittamus igitur has arpinas & tricas.*

JUGE ET GARDE DE LA PREVÔTE.] Qui est different du Bailly, lequel est Juge suzerain immediat d'iceluy Juge & Garde: Vastan art. 5. ainsi aussi s'appellent les Juges Prevôtaires des Villes de Mehun, d'Issoudun en Berri, & de plusieurs autres Villes de ce Royaume, lesquels sont les Juges ordinaires des roturiers, & Juges de premiere Instance, & qui ne sont competens pour les causes des nobles, des cas Roiaux ou privilegiez dont la connoissance appartient au Bailly, qui est aussi Juge de la cause d'appel interjetté du jugement du Prevôt ou Châtelain. *Recentioribus castellarij sunt judices.*

JUGERIE.] En la Coutume locale d'Issoire en Auvergne. C'est la Jurisdiction, septaine & territoire de ladite Ville. Comme aussi cette diction se trouve en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 75. & en l'Edit du Roy Louis XII. de 1499. art. 49. 64. & de Charles VI. de l'an 1413. art. 173. 190. & ailleurs.

JUGES ET JURISDICTION DES EXEMPTS] Es Lettres Patentes du Roy Charles IX. de l'an 1566. pour les appanages des Ducs d'Anjou & d'Alençon ses freres: Qui connoissent au nom du Roy des cas Royaux & des causes des Eglises de fondation Royales & des Privilegiez, & des cas dont par prevention les Officiers Royaux ont accoutumé de connoître és Terres, Provinces & Seigneuries baillées en appanage. Ce qui a souvent été fait, comme à Montargis, lors que le Duché d'Orleans fut donné en appanage. Voyez le mot **EXEMPTION**.

JURAT.] Bourdelois. art. 39. Saint-Sever. tit. 1. art. 4. 5. tit. 18. art. 4. Bayonne tit. 1. art. 3. Solle tit. II. art. 3. 4. 5. & souvent en la Coutume de Béarn.

C'est l'Eschevin, le Consul, Capitou, ou Gouverneur de la Ville, comme aussi il y a des Sergens Jurats és Jurisdctions: Saint-Sever. tit. 1. art. 3. tit. 2. art. 1. & 2.

DROIT DE JURE'E.] En la Châtellenie de Colommiers en Brie, qui est un droit pour la Jurisdiction & connoissance. Les Bourgeois de *Jurée* au même lieu. Et *Jurée* : Troyes art. 2. Hommes & femmes de *Jurée* : Viëtri art. 78. Qui est un droit dû au Roy ou au Seigneur Justicier par leurs Bourgeois. A sçavoir, par an de six deniers pour livre des meubles, & deux deniers des immeubles, s'il n'y avoit abonbage, comme de dix sols par an. L'Avocat Pasquier au liv. 4. chap. 5. Voyez le mot BOURGEOIS. *Sic patrono libertus prestat operas, quæ libertatis causa ei impositæ sunt per jusjurandum, aut per stipulationem, jurejurando libertus obligatur patrono.* LA JURE'E de l'Agent du pais, des prochains Chevaliers, prochains Sergens siefes, ou Barons si la querelle est grande, au livre de l'établissement du Roy pour les plaids des Prevôts de Paris & d'Orleans, lesquels sont semonds par le Bailly pour avec serment être ouïs & enquis sur la querelle & droiture des parties.

JUREURS.] Normandie chap. III. XII. & ailleurs., *sunt testes qui jurati testimonium dicunt. Jurati testes produci solent, non solum ne falsa dicant, verum etiam ne quæ vera sunt, taceant: Asconius in 3. Orat. contra Verrem. Nullum autem vinculum jurejurando ætius ad adstringendam fidem, M. Tull. lib. 3. de Officiis. Juratores in Pœnulo Plauti, & in Seneca ludo. ex emendatione Lipsij. item tit. 56. 59. 61. 63. Legis Salicæ, & lib. 3. legis Francicæ cap. 9. qui etiam appellantur Conjuratores lib. 4. legis Francicæ cap. 105. & passim: Sacramentales eadem ratione libris Feudorum. & Constit. regum Sicilia lib. 1. tit. 57. lege Bajoariorum, Frisionum, Longobardorum, lege Alemannorum tit. 6. in quo extat jurisjurandi formula, & auctoribus recentioris ætatis. Sic etiam appellantur Consacramentales lib. 3. legis Francicæ cap. 58. Solebant tertia, quinta, sexta, septima, undecima, duodecima, decima quarta, aut vigesima manu jurare, nempe cum aliis, lege Saxonum, Frisionum, Francorum. Cum quinque, sex, undecim aut duodecim hominum sacramento negare lege Anglorum. Cum septima manu propinquorum vel vicinorum sui ordinis jurare cap. 5. & ult. de frigidis. cap. 1. de Confessis. & tit. 34. lib. 5. Decretalium & cap. 5. de Adulter. Et epist. 77. 231. Ivonis Episcopi Carnotensis & causa 33. quest. 1. cano. Requisisti. & in Epistolis Arnulphi Episcopi Lexoviensis. Sic fiebat verum, justum, rectum judicium ut appellatur. Cujus moris exemplum est apud Aimoinum lib. 3. cap. 30. apud Theganum, atque in Annalibus Ludovici Pii de Paschali Pontifice Romano, qui se cum Episcopis triginta quatuor jurejurando purgavit. Es Arrests de Paris des 22. de Février 1353. & 18. Juin 1354. il est aussi fait mention de juramenti cum quinta manu, quod erat purgationis genus. Et par aucunes Coutumes an-*

ciennes, celui qui étoit accusé de crime se pouvoit purger par son serment, & en étoit quitte, ayant vingt Chevaliers de credence, qui juroient pour luy. Fut ainsi excusé le Châtelain de Noyon és Arrests de Toussaints 1279. Et en un Arrest au Conseil du 16. Janvier 1384. il est fait mention des compurgateurs, qui juroient qu'un autre avoit fait bon serment, & dit verité. *Purgatores sive Compurgatores jurabant se credere veritatem eum dixisse qui purgabatur, cap. 5. 13. & ult. de Purgatione canonica. Ille autem solus conceptis verbis jurabat sciens, scientie animo suo. Canonicum est juramento se purgare. Alia est vulgaris purgatio que fit duello, vel fervente aqua, cadenti ferro, frigida aqua, judicio ignis, quod Decretis Pontificum est vetitum.* Voyez le mot PURGER. Et en un Arrest de Septembre de l'an 1260. se purger de crime par douze hommes : Comme aussi quelquefois par trente-six, ou par septante-deux, *ut constat ex lege Ripuaria, & aliunde : Hinc interpretanda sunt hac verba* LUI TIERS DE MAINS, *que extant in articulo 20. Consuetud. de Ponthieu.* Aussi les anciens ont appelé la Justice de serment, quand le différent se vuide en déferant le serment à l'une des parties. *Alii sunt quos Romani vocabant Conspensores, & Conjuratores, qui pœna sacramenti mutuo se provocabant, cum in rem aliquam agebant : Aliud est sponsione, aut sacramento contendere : Sacramento agere vel interrogari, cum jusjurandum interponitur. Sacramentum etiam as significat, quod pœna nomine penditur, & in rebus divinis consumitur sive eo quis interrogatur, sive contenditur : Festus. Voyez le mot CONJURE. Porro Jure Romano etiam aïore deferente reus jurabat injuriam se non fecisse. l. 5. par. hac lege. Dig. de injuriis. Nolle se ea dicta esse qua protulerat, atque ita satisfaciebat aïtori, ut ex Plauto, Terensio, Suetonio & aliis observant Turnebus lib. 18. cap. 25. Torrentius ad Suetonium in Julio cap. 73. Brissonius V. Cl. lib. 8. de formulis. Quod non est intelligendum de simplici calumnia jurejurando quod in causa criminali prestari non solet, in qua sufficit inscriptio, sed de genere purgationis. Juratur quidem de calumnia ante accusationem falsi in judicio civili coram judice civili. l. cum quidam. Cod. de fide instrum. Que vulgo malè accipitur, ut & ille paragra. Jusjurandum calumnia datur in causis civilibus tantum, ut vel colligi potest ex Leonis Nov. 97. & 107. Aliud tamen visum est Friderico Imp. constitutione de incendiariis, qua non utimur. Illud verd purgationis jusjurandum qua canonica dicitur, originem & exemplum sumpsit ex jure civili l. 4. par. sed & si servus Dig. de Edendo. ult. par. sicubi. quod de iis qui ad Ecclesiam. l. ult. in fine. Cod. de bonis auctoritate judicis possid. l. ult. Cod. de jure dominii. l. penult. Cod. de donatio.*

JUREZ DE ME'TIER.] qui se doivent établir par élection, & non en titre d'Office, par l'art. 359. de l'Edit de l'an 1579. *jurati homines.*
JUREZ DE CATTEL: cy-devant en la lettre C. **JUREZ DE LA PAIX.** Valenciennes art. 130. 132. 136.

* **JUSTES ET MESURES.**] Selon Constant sur l'article 99. de la Coutume de Poitou pag. 112. C'est le droit qu'un Seigneur a de donner les mesures en sa terre. Voyez la Coutume du Loudunois au titre du Seigneur Châtelain.

JUSTICE HAUTE, MOYENNE, ET BASSE.] Meaux art. 31. 203. Senlis art. 25. 27. Clermont art. 201. Valois art. 1. & suivans. Ponthieu art. 81. Boulenois art. 15. Boulogne art. 1. Vuiffent art. 1. Quesque art. 1. Nivernois titre 37. art. 3. 4. 5. Tours art. 59. 72. Loudunois chap. 7. art. 1. chapitre 26. art. 10. Anjou art. 42. 44. 493. 496. Blois art. 10. Bretagne art. 248.

Les droits de ces Justices sont définis & expliquez en la dernière Coutume de Melun chap. 1. 2. 3. de Sens art. 1. & suivans : & les droits des Hauts, Moïens, ou Bas-Justiciers en la Coutume de Senlis art. 96. & suivans : de Viëtri art. 1. & suivans : de Troyes art. 118. & suivans : d'Auxerre art. 1. & suivans : en la Coutume de Nivernois tit. 1. de Hainaut chap. 106. art. dernier, d'Anjou chap. 1. du Maine, du Grand Perche, de Blois, de Bourbonnois, de Poitou, d'Angoumois, de S. Jean d'Angeli, de Bar, des trois Bailliages de Lorraine, titre 6. 7. 8. & en la Somme rurale, & au grand Coutumier livre quatrième. *Qua de re ex jure Romano & moribus Gallorum tractat Eguinarius Baro in methodo de beneficiis lib. 4. 5. 6. & ad τὰ κρῆτα Digestorum. Erat hic auctor impense doctus jurisque Romani & Francorum peritus, adeo ut sui temporis primus J. C. haberetur. Gratulator tibi Baro, quod utriusque Juris studium conjunxeris, idque liberaliter & plena manu feceris. Quidam merum etiam Imperium & gladii potestatem habent : alii mixtum Imperium tantum, cui Jurisdictio inest : Alii ea tantum quae Jurisdictionis magis sunt quam Imperii, ut de magistratu Municipali dicitur.*

JUSTICE HAUTE, VICOMTIERE, ET FONCIERE.] Es anciennes Coutumes de Beauquesne art. 1. 2. 3. 4. de Monstreuil art. 18. 19. 21. 39. 40. 41. d'Amiens art. 114. de S. Riquier art. 5. de S. Omer art. 10. d'Arthois art. 16. * Voyez Seigneurs Hauts-Justiciers Vicomtiers.

BASSE JUSTICE.] A la difference de la Justice du Moïen, ou Haut-Justicier. Orleans art. 156. Tours art. 1. & suivans. Loudunois chap. 1. art. 1. & suivans. Anjou art. 1. Auquel la Basse-Justice s'appelle aussi Justice fonciere & simple Voirie, comme en la Coutume du Maine art. 3. d'autant qu'au Seigneur Bas-Justicier n'appartient que

que la connoissance des causes d'entre luy & ses sujets pour raison de ses devoirs feudaux, censuels & Seigneuriaux. Grand Perche art. 24. Laquelle aussi s'appelle basse Voirie en l'inscription du 1. chap. de la Coutume de Touraine. *De qua jurisdictione amplissimè tractatur illo cap. 1. ut & de Imperio & jurisdictione iisdem moribus, & Lodunensium, Andium, Cenomanum;* & du Grand Perche, & par le Speculateur, & par Masuer tit. 6. comme aussi en aucuns lieux il y a des bois de haute, moyenne, ou basse taille, selon les années que l'on a accoutumé de les couper, selon le temps que l'on les laisse sans couper. Voyez le mot BAS.

JUSTICE CENSUELLE.] Meaux art. 203. ou Censiere : Auxerre art. 20. Qui est la poursuite & action des droits Censuels, & qui est pour raison des Cens; & qui s'appelle Justice de Censier. Orleans art. 105. C'est la Justice fonciere appartenant à un Seigneur Censier pour raison de ses Cens.

JUSTICE FONCIERE.] Anjou art. 1. 12. 13. 153. 280. Le Maine art. 3. & 171. Poitou art. 21. Auquel aussi elle est appelée BASSE-JURISDICTION, comme BAS-JUSTICIER : Anjou art. 41. 280. Le Maine art. 4. 7. 10. 12. 14. 21. 24. 28. 48. La rue d'Indre art. 26. La Coutume de Bar le Duc art. 56. dit qu'elle ne fait difference en Justice Basse & Fonciere.

JUSTICE FONCIERE.] Qui appartient au Seigneur Foncier pour raison des Cens. Sens. art. 19. & suivans, & au styl de Liege chap. 5. art. 1. Tellement qu'à faute de Cens non payez il peut saisir & mettre en sa main sans forme de Justice les heritages tenus de luy à Censive, mais en cas d'opposition où il n'auroit autre Justice, les parties se doivent pourvoir pardevant le Juge ordinaire du lieu où l'heritage est assis, selon la Coutume de Mante, art. 48.

JUSTICE FONCIERE ET DOMANIALE.] Reims art. 144.

JUSTICE EN GARDE.] Vitri, art. 7. 9. 10.

JUSTICE SOUS LATTE.] Sous le couvert de la maison du Seigneur seulement.

JUSTICE MANUELLE.] Au styl de proceder au pays de Normandie : Quand le Seigneur pour avoir payement des arrièrages de sa rente ou charge, prend de sa main namps sur l'heritage en la presence du Sergent, auquel il les délivre pour les disputer.

MOYENNE JUSTICE, MOYEN JUSTICIER.] Tours art. 39. & suivans, & art. 376. Anjou art. 39. & ailleurs. Le Maine art. 44. La rue d'Indre art. 25. 26. Lodunois chap. 2. art. 1. & suivans.

MOYENNE JUSTICE, GRANDE-VOIRIE, & JUSTICE A SANC.] C'est tout un. Anjou en l'inscription de l'art. 39. Le Maine

art. 43. Comme aussi en la dernière Coutume de Touraine avant l'art. 39. & en l'ancienne chap. 2. est dit que la Moyenne Justice est appelée **GRANDE-VOIRIE**.

Par la Coutume de la Baronie de la rue d'Indre art. 25. 26. Les Moyens & Bas-Justiciers ne connoissent que des actions personnelles, & la Moyenne Jurisdiction est jusques à soixante sols un denier; & la Basse jusques à sept sols six deniers, & n'ont lesdits Justiciers qu'un Juge nommé Juge-Veher. Voyez les mot **VOYER**, & **VOIRIE** cy-après.

JUSTICE PATIBULAIRE.] A deux pilliers & liens par dedans & par dehors, laquelle appartient au Seigneur Haut-Justicier; Tours art. 58. Lodunois chap. 4. art. 3. ou à trois pilliers pour le Seigneur Chastelain; Tours art. 64. Lodunois chap. 5. art. 6. Anjou art. 43.

Ou à quatre pilliers pour le Baron; Tours art. 72. garnis de liens par dedans & par dehors, sans festes par dessus; Lodunois chap. 6. art. 3.

Ou à six pilliers pour le Comte; Tours art. 74. *Sunt furcæ, in quibus aut strangulantur rei facinorosi damnati, aut ubi pendunt cadavera punitorum.* Voyez le mot **FOURCHES**.

JUSTICEMENT.] En la Coutume de Normandie signifie l'effet & execution de Justice.

JUSTICIABLES D'UN SEIGNEUR.] *Qui eodem disceptant foro qui sub eadem sunt jurisdictione.*

JUSTICIER.] Anjou art. 287. Le Maine art. 303 & en l'Edit du Roy Philippes le Bel de l'an 1302. art. 18. C'est rendre & faire la Justice à son sujet, lequel on peut contraindre d'obéir; ou bien faire exploit de Justice. Et en la Coutume de la Marche art. 341. Ce mot signifie le Seigneur de la Justice.

BAS-JUSTICIER.] Voyez *Basse-Justice* & **JUSTICE FONCIERE**.

HAUT-JUSTICIER, HAUTE-JUSTICE.] Tours art. 46. 55. & suivans, Anjou art. 42. Le Maine art. 49. Cambrai tit. 6. art. 8. 9. tit. 12. art. 13.

SEIGNEURS HAUTS & BAS-JUSTICIERS.] Acs tit. 9. art. 33. tit. 13. art. 13. 14. & souvent és autres Coutumes és lieux cy-devant alleguez sous cette lettre, & sous les lettres B. H. *Regius Justitarius in cap. 5. de pignoris.*

SEIGNEURS HAUTS-JUSTICIERS, VICOMTIERS, ou FONCIERS.] Pontheu art. 88. & 100. Les droits de ces Seigneurs sont expliquez en la Coutume d'Artois art. 1. & suivans.

JUSTICIERS FONCIERS.] Reims art. 175. Laon art. 119. Qui exercent la Justice du lieu où sont assis les heritages, ou qui ont Basse-Justice. Beauquesne art. 3. & 4. S. Riquier art. 5. dont il appert que la Justice Vicomtiere est la Moyenne Justice. S. Omer art. 13. V. Justice fonciere.

SEIGNEURS FONCIERS.] Valois art. 6. 24. Ponthieu art. 88. 100. en laquelle Coutume art. 82. 84. la Justice Fonciere c'est la Basse-Justice, qui appartient au Seigneur Foncier, à cause de sa Seigneurie, & qui concerne la défaisine & faisine des heritages de luy tenus & mouvans. Comme aussi la Coutume de Bar art. 56. ne fait difference entre Justice Basse & Fonciere. Artois art. 1. Beauquesne art. 2. S. Riquier art. 2. & en la Somme rurale.

MOYEN JUSTICIER.] Voyez *Moyenne Justice*.

JUVEIGNEUR.] Bretagne au chap. 17. & en l'article 52. 69. 72. 134. 370. 372. 376. 541. 251. auquel il faut lire, PAR PARAGE, Comme en l'ancienne, art. 261. C'est le Puîné, à l'égard du fils aîné, lequel aussi vulgairement s'appelle **CADÉT** entre nobles. **SURJUVEIGNEUR.**] Bretagne art. 251. & de l'ancienne article 261. quel il faut lire comme en la dernière, **DU SURJUVEIGNEUR TROIS DENIERS.**

JUVEIGNERIE, ou JUVEIGNEURERIE.] Bretagne art. 34. 83 au tit. 17.

Les Cadets succédoient anciennement aux fiefs en Bretagne, mais comme les Seigneurs recevoient de ces partages un préjudice notable, le Comte Geoffroy, du consentement de ses Barons, fit une Assise en 1185. par laquelle il ordonna qu'à l'avenir il ne seroit fait aucun partage des *Baronies* & des *Chevaleries*, que la Seigneurie en appartiendroit toute entiere aux aînez, & que les aînez feroient seulement une provision sortable à leurs puînez. *Concessi, quod in Baronis, & feodis militum, ulterius non fierent divisiones, sed major natu integre obtineret dominatum, & junioribus majores providerent, & invenirent honorifice necessaria, juxta posse suum.*

L'Assise laissa néanmoins au pouvoir des aînez, quand il y avoit dans les successions plusieurs terres outre les Baronies & les Chevaleries, de donner

quelques-unes de ces terres aux puînez au lieu d'une provision. Mais avec cette distinction, que si l'aîné avoit donné une terre à son puîné à la charge de la tenir de luy à foy & à homage, ou comme Juveigneur d'aîné, si le puîné decédoit sans enfans, & sans avoir disposé de sa terre, elle retournoit, non pas au frere aîné qui l'avoit donnée, mais au chef Seigneur qui avoit la ligence, au lieu que la terre retournoit à l'aîné, quand il l'avoit donnée simplement à son puîné sans la charge d'homage, ou de la tenir en Juveignerie. *Item si major dederit juniore terram de qua eum receperit in hominem, & sine herede obierit, alterius de propinquo suis cui voluerit eam dabit, ita quod ad principalem dominum non redeat; si autem de terra illa, non receperit eum in hominem ad majorem fratrem hereditas revertatur.* Joignez l'article 320. de l'an-

cienne Coutume de Bretagne, & l'article 345. de la nouvelle.

Mais cette dernière disposition ayant paru extraordinaire, Jean premier la corrigea en 1275. en ordonnant par ses Lettres de concession de Bail en rachat, à la fin, que quoique l'aîné eût pris son puîné à home en luy donnant quelque terre, que cela n'empêcherait pas que l'aîné n'y succedât, à l'exclusion du Seigneur de la lignée. *Et voulons encore en tant comme à nous & à nos hoirs appartient, que si aucun des aînez pronoit son Souveigneur à home, & iceluy Souveigneur meurt sans heir de son propre corps : que par l'Assise au Comte Geoffroy, ne remaingne pas que la terre ne tournege à l'aîné, ou à l'hoir de l'aîné, sauf l'Ordinance resnable au Souveigneur, &c.*

Jean II. qui fut Duc en l'année 1286. dérogea encore à l'Assise du Comte Geoffroy, en statuant, que le pere pourroit diviser les Baronies entre ses enfans. Voici les termes de l'article 7. de son Ordonnance tirée en partie des établissemens de France. *Baronie ne se départ mie entre freres, si le pere ne leur en fait partie ; mais l'aîné doit faire avenant bienfait à ses puînez, & doit les filles marier.* Et il ajouta au commencement de l'article, que le Gentilhomme ne pourroit donner à ses enfans puînez, plus du tiers de la terre ; *Gentilhomme ne puet doner à ses enfans puînez, de son heritage plus que le tiers.* Ce qui comprenoit d'autant plus les Baronies, qu'elles étoient impartables par l'Assise du Comte Geoffroy, & par l'article 7. que l'on vient de rapporter de la Constitution du même Jean II.

Jusques icy il n'a été parlé que des Baronies, & Chevaleries ; mais le Duc Jean II. ordonna, à l'égard des fiefs nobles, dans l'article 17. que *si les puînez demandent leur partie de leur*

aîné, il leur feroit le tiers de la terre par droit. Si c'étoit fief enterins, l'aîné ne feroit la foy & gariroit es autres en parage. Et si ainxin étoit qu'il ne leur baillast fief enterins, il leur garantirait en parage. Et s'il étoit ainxin que le frère aîné ne fust entiers, & leur en fist la tierce partie trop petite, ils ne la prendroient pas s'ils ne venloient, ains revendroient à l'aîné, & les puînez ly partiroyent la terre en deux parties, & l'aîné prendroit celle qu'il voudroit.

On a dit que cet article fut fait pour les fiefs nobles, & c'est une faute qui ne peut être excusée à M. Hevin, d'avoir avancé qu'il avoit été fait pour corriger l'Assise du Comte Geoffroy. Selon l'Assise les Baronies & les Chevaleries dont elle parloit seulement étoient impartables. Le Duc Jean II. dans l'article 7. avoit ordonné de rechef qu'elles seroient indivisibles, & cela étant, comment ce même Duc auroit-il décidé à l'égard des mêmes Baronies & Chevaleries, que *les puînez y demanderoient leur partie, & que si cette partie n'étoit pas juste, qu'ils la pourroient rapporter à leur aîné, & li partir la terre en deux parties.* Une pareille Ordonnance n'auroit-elle pas été contre le bon sens & la raison ? il faut donc dire encore une fois, que cette partie de l'article 17. ne fut faite que pour les fiefs nobles, & ce fut là pour la première fois que la portion des puînez nobles qui n'étoit point illus de Chevaliers & de Barons fut fixée au tiers. Mais la question est de sçavoir si ce tiers étoit en propriété ou en usufruit. M. Hevin sur Frain p. 557. à la fin & p. 558. a dit qu'il falloit distinguer suivant le texte même, sçavoir que ce qui se bailloit aux puînez en fiefs enterins ou entiers, & independans, étoit en propriété, puisque les puînez étoient chargez d'en faire foy au Seigneur Lige, & que ce qui étoit baillé par démembrement de la

Seigneurie n'étoit qu'à viage, puisque les puisnez n'en faisoient point la foy & étoient garantis par l'aîné.

Cette distinction est encore une autre faute, parce que ce qui est tenu en parage doit être tenu en héritage. Ceux qui tiennent en parage sont pers, or il n'y a point de pairie lorsque l'aîné est propriétaire du tout, & que les puisnez ne sont qu'usufruitiers de leurs tiers, & par conséquent quand l'aîné est propriétaire de tout le fief, & les puisnez usufruitiers seulement de leur part, il n'y a plus de parage.

Il faut donc dire que selon la Constitution du Duc Jean II. les puisnez étoient propriétaires de leurs tiers de quelque manière qu'il leur fût donné par leur aîné, avec cette différence néanmoins, que quand les puisnez avoient le tiers du fief, ils le tenoient en même temps en parage & juveigneurie, au lieu que quand c'étoit un fief séparé, ils ne le tenoient qu'en juveigneurie seulement, conformément à l'article 6. de l'Assise, parce que l'aîné ne pouvoit pas être pair avec ses frères à l'égard d'une chose où ils avoient tout & eux rien. Joignez d'Argentré sur l'ancienne Coutume art. 311. gloss. 2. n. 1. & sur l'article 314.

L'Ordonnance du Duc Jean II. ne fut pas néanmoins suivie à cet égard, car l'Anonyme qui a fait des notes sur la très-ancienne Coutume a écrit sur le chapitre 209. que quoique le tiers dans les fiefs fût donné aux puisnez en propriété, ils ne l'avoient néanmoins qu'à viage, & en effet les articles 547. & 563. de l'ancienne Coutume deciderent, conformément au témoignage de l'Anonyme, que les puisnez n'auroient que l'usufruit de ce tiers. Voici les termes de ces articles, qui sont une preuve invincible que l'article 17. de la Constitution du Duc Jean II. qu'ils intrentent, n'étoit point pour les Baro-

nies & les Chevaleries, mais pour les fiefs nobles que les articles distinguent nettement des Chevaleries & Baronies.

En succession qui anciennement a été gouvernée & partagée noblement comme dessus, tous les juveigneurs auront seulement la tierce partie aux héritages nobles de ladite succession, c'est à savoir les mâles à viage, & les filles par héritage, fors & excepte les Comtes & Barons, qui se traiteront en leurs partages comme ils ont fait par le passé : & enfin à la reformation de la Coutume, l'article 17. la Constitution du Duc Jean fut confirmée par l'article 541. & le tiers donné en propriété aux puisnez en ces termes :

Les maisons, fiefs, rentes . . . & les meubles seront partages noblement entre les nobles, qui ont eux & leurs predecesseurs vécu noblement, & aura l'aîné par préciput en succession de père & de mère, & en chacune d'icelles le Château, &c. Et outre les deux tiers, & l'autre tiers sera baillé aux puisnez par héritage, tant fils que filles, pour être partagé par l'aîné entr'eux par égales portions, & le tenir chacun desdits puisnez comme Juveigneur d'aîné en parage & ramage dudit aîné.

Puisque toutes ces autoritez ne parlent que du tiers des puisnez dans les fiefs nobles, il sera bon d'examiner icy en peu de mots, quelle part les puisnez ou les Juveigneurs doivent avoir dans les Baronies & les Chevaleries.

L'article 542. de la nouvelle Coutume de Bretagne, dit que les anciens Comtes & Barons se traiteront dans leurs partages comme ils ont fait par le passé.

Les articles 547. & 563. de l'ancienne Coutume, qui ne donnoient que le tiers en viage aux puisnez nobles, ajoutent. *fors & exceptez les Comtes & Barons qui se traiteront en leurs partages comme ils ont fait par le passé.*

L'article 109. de la tres-ancienne Coutume dit que, toute la Seigneurie doit aller à l'aîné des enfans des Barons & des Chevaliers, & des enfans aînez qui en sont issus, & qui noblement se sont gouvernez eux & leurs predecesseurs es temps, & qu'il est entendu que les juveigneurs n'auront en plus que les mots de l'Assise, si n'est tant comme le Duc Jean (II.) pere du Duc Astur la corrigea, lesquelles choses doivent être gardées, accomplies & enterinées.

En venant ainsi à l'Assise du Comte Gœfroy, on trouve que les puînez ne devoient avoir qu'une simple provision sur les Baronies & Chevaleries, à l'arbitrage des aînez. *Concessimus quod in Baronis & feudis militum ulterius non fierent divisiones, sed major natu integrum obtineret dominatum, & junioribus majores providerent, & invenirent honorifice necessaria juxta posse suum.* Et delà les Barons concluent, que c'est en vain que les puînez prétendent fixer le viage au tiers : les puînez opposent à cela que par les Coutumes voisines, la portion des puînez mêmes dans les Comtez & Baronies est fixée au tiers.

Qu'il se void par le partage de Feuges rapporté par Hévin sur le §. 1. de l'Assise du Comte Gœfroy, pag. 552. & par l'autre partage qu'il rapporte sur le §. 4. pag. 530. que c'étoit déjà l'usage de fixer la part des puînez au tiers des Ba-

ronies.

Que Pierre de Bretagne, frere du Duc Astur, demanda par cette raison le tiers dans le Duché de Bretagne, selon la remarque d'Argentré dans son histoire lib. 6. chap. 5. fol. 336.

Que d'Argentré qui étoit present à la reformation de la Coutume, & qui est un auteur d'un tres grand poids, écrit formellement sur l'article 542. de la nouvelle Coutume, que les Barons ne voulurent accorder aux puînez le tiers qu'à viage, au lieu que les Seigneurs des fiefs nobles l'accorderent en heritage, & que ce fut alors tout le differend.

Et qu'enfin d'Argentré & Hévin qui sont souvent opposez, conviennent ensemble au sujet du tiers en leur faveur; & pour peu qu'on entre dans les motifs d'équité, le dernier parti doit sembler favorable. Joignez les consultations imprimées à la fin de la Coutume de Bretagne in 4. fol. . . .

La Juveignerie est en parage ou sans parage, comme on l'a touché cy-dessus. Touchant la premiere, voyez l'article 330. de la Coutume de Bretagne, & touchant la seconde, voyez l'article 331. 334. mais soit que la terre tenue en juveignerie soit tenue en même temps en parage ou non, elle est aussi toujours tenue à ligence du Seigneur supérieur Lige & prochain de l'aîné. Voyez les articles 330. 331. 335. 338. &c.

L

* **L**ADRES.] Hainaut chapitre 109. Mons chapitre 65. sont ceux qui sont malades de la lepre : on leur donna ce nom aux voyages d'outremer, parce qu'on les mettoit dans un Hôpital auprès de Jerusalem, dont le Lazare que l'on appelloit autrefois S. Ladre, étoit le Patron.

Chez les Juifs, celui qui se croyoit atteint de la lepre, devoit se

présenter au Prêtre qui devoit le visiter & juger s'il en étoit malade ou non ; & si le Prêtre jugeoit qu'il en étoit malade, il devoit se retirer du commerce des autres hommes & habiter hors du camp, & hors des Villes, quand les Juifs eurent des Villes. Levit. chap.

13. v. 2.

Homo in cuius cute & carne ortus fuerit diversus color, sive pustula aut quasi lucens quidpiam, id est plaga lepra, adducetur ad Aaron Sacerdotem, vel ad unum quemlibet filiorum ejus: Qui cum viderit lepram in cute, & pilos in album mutatos colorem, ipsamque speciem lepra humiliores cute & carne reliqua; plaga lepra est, & ad arbitrium ejus separabitur, &c. §. 44. Quicumque ergo maculatus fuerit lepra & separatus est ad arbitrium Sacerdotis, habebit vestimenta dissuta, caput nudum, os veste contextum, contaminatum ac sordidum se clamabit. Omni tempore quo leprosus est & immundus, solus habitabit extra castra, &c.

On suivoit la loy de Moïse dans les bas siècles en plusieurs lieux de l'Europe, & on reputoit le lepreux tellement mort, qu'on luy faisoit par avance son service. Selon la Coutume de Hainault & de Mons, si une personne est renommée d'être entachée de la maladie de la lepre, les Eschevins dessous qui telle personne est résidente & demeurante, seront tenus & pour leur acquit le mener aux épreuves aux dépens des Paroissiens. Et si icelle personne étoit trouvée entachée de ladite maladie, on luy devra bailler pour une fois, s'ils ne sont du lieu, un chapeau, un manteau gris, une cliquette & une besache & avec luy faire son service ; lesquelles bagues & dépenses devront être prises sur les biens de l'aumône, ou sur les manans du lieu paroissiens, en cas qu'ils n'eussent competamment & pour y fournir. La Ville sera tenue de à la personne faire une maison sur quatre étages, ainsi qu'a été accoustumé de faire, & si le patient la veut avoir meilleure faire la devra à ses dépens, à la charge d'après sa mort d'être brûlée, avec le lit & habillemens ayant servi à son corps.

Comme les Seigneurs confisquoient les biens de ceux qui étoient decedez intestats ou déconfés, il s'aviserent de lever sur ces malheureux le droit de Mortemain ; & delà vient qu'il est dit dans le chapitre 55. de la Coutume de Mons, que une personne dès qu'il sera jugé ladre doit morte-main, comme si la personne fut morte sur tel état ; que si iceluy ladre revient en santé faire, ravoit le devra, & neanmoins après sa mort devra être pris morte-main, &c. Voyez Cagots & le For de Navarre, Rubrique 34. art. 4. 5. & 6.

L A I D A N G E S.] Normandie chap. 51. 53. 86. & en l'histoire de Monstrelet chap. 40. du 1. volume. L E D O I R E S au chap. 15. art. 14. du styl de Liege, auquel il faut lire A P E R A G E R. L A I D A N G E R.

au chap. 60. de l'ancienne Chronique de Flandres. Sont injurés verbales, desquels celui qui a injurié un autre à tort, se doit dédire en Justice en se prenant par le bout du nez : *λοιδόρειν, convitiari. Maledictum λοιδόσια*. Paroles de délai : laide vilénie : Ce qui est expliqué en son ordre. *Hac verba nobis nova videri facit incuria vetustatis : Vetustorum autem vocabulorum origo alia aliis placebit forsitan : sanè etiam veteribus placuit varia analogia ejusdem vocis, & in illa varietate laborant plerumque Varro, Plutarchus, Isidorus, & alii, quorum nimia est sagacitas.*

LAIE.] Est bois par mesure ou quantité d'arpens.

LAIER.] Orleans chap. 1. art. 82.

C'est marquer les lais en un bois taillis avant la coupe d'iceluy, pour les y laisser.

LAIS.] Bourbonnois art. 340.

C'est la croissance que la riviere donne au Seigneur Justicier : *Non est incrementum quod alluvione fit, sed insula qua in flumine nascitur.*

Coutume de Bourbonnois art. 340.

La riviere tolt & donne au Seigneur Haut-Justicier, & ne donne aucunement au Seigneur tres-foncier & propriétaire qui n'a ladite Justice, & s'appelle communément *Lais* la croissance que la riviere donne.

& en fablemens aux propriétaires des heritages proches. Leg. aded §. Si insula de acq. rer. dom. leg. 1. §. Si insulam de fluminibus. §. insula, de rer. divis. & autres non reçus en France. Bacquet, des droits de Justice num. 493. (M. Galland.)

Le Droit donnoit les atterrissemens

LES LAIS.] Tours art. 135. Anjou, art. 311. V. Laie.

LANCE.] Fief qui tombe de LANCE en quenouille, de la main d'un mâle à une femme. Chevalier d'une LANCE.

* **LANCIERE.**] Voyez Abéc.

La LATE.] Qui est en Provence comme une espece d'emende pecuniaire dûe pour la clame, ou contestation : laquelle est exigée par ceux qu'on appelle **LATERS**.

En Provence il y a deux sortes de *Lates*, une simple & une triple ; la *Late simple* est de neuf deniers tournois, & la *simple* de vingt-sept deniers.

La *Late simple* est dûe par le debiteur ajourné, pour n'avoir pas payé au jour dont il étoit convenu, la somme qu'il s'étoit obligé de payer : Et cette *Late* est la même chose que l'*Erame* de l'*Arame*, ou l'*Adras* dont on a parlé cy-dessus.

La *Late triple* est dûe ou par celui, qui intente en jugement une demande injurieuse & qui demande par exemple ce qui luy a déjà été payé, ou par le debiteur qui nie son obligation.

Monsieur des Clapiers dans son livre qui a pour titre *Centuria causarum caus.* 371 p. 42. & après luy M. Moragues dans son Commentaire sur les statuts de Provence p. 399. de l'édition de 1658. remarquent que le droit des *Lates*, s'est introduit

Introduit en Provence par l'usage, ce qu'ils prouvent par l'Ordonnance suivante : *Lata, qua plus consuetudine, quam iure scripto debetur, locorum consuetudini, quam ex locorum diversitate sic formiter precipimus exigi, relinquatur, sic tamen quod per usum à decem annis citra servatum, nullum circa eam exigendam admi-*

niculum prabeatur. V. M. Morgues au lieu marqué cy-dessus, & les Coutumes d'Aiguemortes, à la fin du traité du Franco-aleu de M. Galland pag. 371. à la fin.

Late, *Lata*, aussi-bien que *Loda*, viennent peut-être du mot *Lex*, qui signifie *amande*, dans les auteurs de la basse Latinité.

LA LAUDE, ou LOUADE.] Qui se leve en foire, sur les marchandises, *quasi siliquaticum & χαρτισμὸν.* *Leuda*, & *Leudarij* in *Constitut. Regis Philippi IV. anni 1304.* *Leudarium* sive *districtus pedagiorum, in constitut. Philippi VI. anni 1338.* De *Siliquarum exactiōibus constitutionem profert doctissimus Cujacius lib. 16. Observationum cap. 23.* Pour un tel droit se leve un denier pour une maille parisis sur chacun marchand, & autres qui vendent en la Paroisse de Rian près Bourges, à la foire qui s'y tient chacun an le 25. de Juillet, & s'appelle la maille Billeron. La *Laude est venalistij loco* : C'est le droit de venditions, duquel il est parlé cy-après en son ordre.

Lenda, ou *Leyda*, d'où l'on a fait *Laude*, *Louade*, *Lende*, signifie toutes sortes de tributs, & vient selon la conjecture de Monsieur du Cange, de *Leudum*, qui avoit anciennement la même signification que *compositio*, *multa*.

Monsieur Graverol dans sa note sur le chapitre 8. article 1. du traité des droits Seigneuriaux de Monsieur de la Roche-Flavin, remarque, qu'en plusieurs Villes de Languedoc, on appelle par-

ticulierement *Lende*, ce que les bourgeois exigent des payfans; qui vendent au marché des œufs, des fruits & autres choses semblables, & il aime mieux faire venir *Lende* de *Leysten*, où *Leystan*, qui signifie *prestare* dans la paraphrase de Vuilleraus sur le Cantique des Cantiques. Le Lecteur choisira de ces deux étimologies celle qui lui plaira le mieux. Voyez M. de la Thaumassiere dans ses anciennes Coutumes de Berry chap. 43.

* **LAUSE.**] C'est ainsi qu'en Languedoc on nomme le Cens. Fondation de Montauban en l'an 1144. *Corbonellus faber habeat de laboratoribus suum censum* qui vulgo vocatur *Lausc*. Voyez M. Catel dans son histoire de Languedoc page 314. (M. Galland.)

LAYES à CENSES.] Es Ordonnances de Mets.

Les *Layes* à Censes sont proprement des Baux d'heritages à rente, soit que la rente soit perpetuelle, soit qu'elle soit pour quatre-vingt-dix-neuf ans, ou pour un moindre temps. Voyez l'article 23. du titre 4. des Coutumes generales de la Ville de Mets & pays Messin. Ces Baux sont appelez *Layes* *Lais*, & *Laix*, du mot *laisser* ou *délais-*
Tome II.

ser, parce que celui qui fait ces sortes de Baux délaisse son heritage moyennant une certaine redevance. La Coutume de Lorraine art. 202. *Baus, admodiations ou Laix, quels qu'ils soient, solennellement faits & passez par Procureurs suffisamment fondez, ne peuvent être revoquez par le constituant au préjudice des preneurs.* art. 317. Le Sei-

gneur Censier n'a droit d'avoir par préférence l'héritage aliéné manvant de luy à cens, s'il n'est en ce expressement fau-
de par Lais, & convention de l'ascen-
cement.

LEGAT DU PAPE.] *Qui natus, missus, vel à latere; ut Legatus Proconsulis, cui mandata est jurisdictio.*

LETTRES DE LEGITIMATION.] Que les Bâtards prennent du Roy en forme de Chartre, pour pouvoir tenir Benefices & Offices, & afin qu'ils puissent succéder à leurs parens & au contraire, tout ainsi que s'ils étoient engendrez en loyal mariage, & pour tenir & posséder tous biens, mêmes choses feudales : & en disposer tant entre-vifs que par testament & autrement, nonobstant la macule & défaut de geniture & naissance : & convient que ces Lettres soient vérifiées en la Chambre des Comptes, & prendre acquit de la finance qui aura été taxée pour le Roy, lequel seul peut legitimer en son Royaume. *Ex rescripto Principis, vel secutus nuptiis filius noster fit legitimus; Justinianus Nov. 18. 89. 74. 78. jura legitimi ei tribuntur & quasi natura restituitur. No. 74. cum is proprie dicatur natalibus restitui, qui fuerit libertina conditionis: quod jus naturalis: & faut noter qu'aucuns Princes en telles lettres de legitimation ne donnent pas puissance de succéder en fiefs; & qu'ils retiennent la vingtième, ou autre partie du revenu. Adi caput decimum sextum lib. 6. epistol. Petri Vinei.* Comme aussi le Bâtard a accoutumé prendre dispense du Pape, *super defectu natalium*, pour entrer aux Ordres sacrez. Il seroit expedient que le Roy n'octroyât lettres de legitimation aux Bâtards, qui sont nais de Prêtres, de Religieux, de gens mariez, ou par inceste. Voyez droit de bâtardise.

LENGAIEUR, & LENGAIER LES PORCS.] Orleans, art. 334. 335. Dunois art. 90.

Pour connoître s'ils sont mescaux ou ladres : *ad linguam enim probari & explorari solet an sint leprosi & corrupti sanguinis.*

* **LETTRE DE DEBITIS.**] Voyez Requête de Lettre formée.

* **LETTRE FORMÉE.**] Anjou, art. 472. 509. Tours art. 369. Voyez Requête de Lettre formée.

* **LETTRES D'ABBREVIATION.**] Anjou, art. 64. Voyez du Pineau sur cet article; de Roze, de *Missis dominicis*. p. 54. in fine.

* **LETTRES D'ESTAT.**] Voyez Estat.

* **LETTRES EN FERME.**] Cambray tit. 5. art. 5. Dans le Cambresis, il n'y a pas de Gardenotes publics & en titre d'Office; mais comme le remarque Monsieur Pinault sur cet article page 157. on a suppléé à ce défaut en établissant des Chambres dans les Hôtels de

Ville, où chacun pût mettre un double authentique de ses Lettres, & parce que cette Chambre est appelée *Ferme*, on a nommé les Lettres qui s'y conservent *Lettres en Ferme*. Afin que le double de ces Lettres soit conforme & inalterable, le Notaire qui doit écrire les deux Lettres fait d'abord au milieu d'une grande peau de parchemin de gros caractères, il coupe ensuite la peau & les caractères par le milieu, & sur chaque partie de la peau où il y a la moitié des caractères coupez, il transcrit le contrat selon l'intention des parties, & enfin on laisse une de ces Lettres dans la *Ferme*, & l'autre demeure au créancier, qui ne peut point la falsifier ou en faire une fausse, parce que les caractères coupez qu'on voudroit contrefaire dans la fausse Lettre ne conviendroient jamais avec la moitié des caractères coupez, écrits sur le double de la véritable Lettre conservé dans la Ferme. Voyez *Amans*, *Arches d'Amans*, *Chartes parties*, & l'article 47. des Coutumes de Mons.

LEVAGE.] Anjou, art. 9. 10. 30. Le Maine, art. 10. 11. 35. C'est une espèce de Peage ou Coutume, qui appartiennent au Seigneur Justicier pour les denrées qui ont séjourné huit jours naturels en son fief, & y ont été vendues & transportées en autre main, & mises hors iceluy fief : Et est dû par l'acheteur, & est tel que la petite Coutume. Ou qui appartient au Seigneur Justicier pour les biens de ses sujets qui vont demeurer hors de son fief : lequel droit ne doit excéder cinq sols. *Qualia olim importantur & exportantur, Vestigalia pro mercibus qua importantur vel exportantur, Strab. lib. 17. τὸ ἐξαγωγίου τίτλος, in Edicto Justin. de Alexandrinis.*

* **LEUDE.**] Voyez *Laude*.

LEZ ET COSTÉ.] S. Paul, art. 36. 41. Artois, art. 105. 119. Lille, art. 83. Hainaut, chap. 77. 81. Mons, chap. 33. Cambrai, tit. 8. art. 13. & en l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 13. & en la Somme rurale traitant du retrait linagier, & des successions. *Cum agitur de linea cognationis*, de l'estoc & line, de line & costé. Anjou, art. 333.

LEZ.] Boulenois, art. 172. 174.

C'est le costé, *Cum agitur de Confinio agrorum.*

DROIT DE LIAGE.] Dont est fait mention au livre ancien, qui enseigne la maniere de proceder en Cour laie, & es Ordonnances de la Prevôté & Echevinage de Paris, & en deux Arrests du Seigneur du Noiers du 7. Avril 1347. & dont le Chapitre de Paris se dit avoir exemption pour ses sujets.

Ce droit & Coutume se prend par le Seigneur sur le vin, comme les droits de forage, de rouage, de chantelage, de cellerage, d'afforage : *Hac verba autem, & pleraque alia qua in hoc libro prof-*

runtur à me, quasi nullius usus aut auctoritatis non sunt pretereunda : Nec sunt etiam intermorta aut sepulta : & si essent, censerem excitanda. ne quid prisicorum vocabulorum ignoretur, aut pereat.

Le *Liage* est un droit qui se leve sur les lies des vins vendus en broche, & qui appartenoit dans Paris au Bouteillier de France, comme on peut voir dans les preuves qui suivent.

A tous ceux qui ces Lettres verront, Gilles Haquin Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Sachent tous, que l'an de grace mil trois cens vingt & un, le jeudy après la saint Martin d'esté, voismes une lettre scellée du scel de la Prevôté contenant cette fourme.

A tous ceux qui ces Lettres verront, Gilles Haquin Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Comme feu bonne memoire le Roy Philippes, dont Diex ayt l'ame eust envoyé ses Lettres pendant à la requeste du Comte de Saint Pol, lors Bouteiller de France, à Sire Jean Ploiebauch lors Prevost de Paris, desquelles Lettres la teneur s'ensuit.

Ph. Dei gratia Franc. Rex Preposito Parisensi, aut locum ejus tenenti, Salutem. Mandamus tibi, quatenus visis & diligenter inspectis, scriptis & registris super facto & juribus Buticularia confectis, dilectum, & fidelem Guidonem Comitem Sancti Pauli, & Buticularium Francia, ac gentes suas pro Liagio, ac aliis juribus, franchisiis, & libertatibus, Justitia & cognitione ad officium predicta Buticularia spectantibus, gaudere libere, & uti pacifice in villa Par. & alibi permittas prout ipsum, & predecessores suos Buticularios quondam Francia, antiquitus, & hactenus legitime gavisos, & usos noveris extitisse, nullum sibi, vel gentibus suis impedimentum inferens, seu inferri permittens indebitum, in premissis, & ius nostrum, secundum registra, & scripta predicta, servari volumus servans illudum. Dat. ap. Dom. 1311.

Est par vertu d'icelles Lettres li dits Sire Jean Ploiebauch nostre devancier Prevost de Paris, eust mandé, & commis à Richard Boschier, & Jean Pariset, lors Examineurs de témoins au Chastelet de Paris, que ils s'en informassent diligemment des droits de franchises, & de la justice, & de la connoissance appartenans audit Monsieur de Saint Pol Bouteiller, & à ses gens en la Ville de Paris, pour raison de la Bouteillerie, & comment si devanciers Bouteillers de France en avoient joi, & usé, en la maniere qu'il est contenu és Lettres dessus transcrites selon les articles, que la gent dudit Bouteilleur leur bailleroient, & sus ce & par vertu de la commission à eux envoyée, & faite de par ledit nostre devancier, les dits Examineurs, sur les articles à eux bailliés de par ledit Bouteiller, ou ses gens pour li, qui tiex sont.

Eurent à prouver pardevant vous, Sire Prevost de Paris, le Procureur du Comté de Saint Pol Bouteiller de France, que feu Monsieur Jehan d'Acre, ou temps, que il vivoit, & qu'il estoit Bouteiller de France, estoit en faisant pesible, & avoit droit pour cause de ladite Bouteillerie, de avoir la moitié des lies de tous les vins, que l'en vendoit à broche, en plusieurs celliers assis en la Ville de Paris, des quiez la plus grande partie étoient contenus en un registre ancien, lequel ledit Bouteiller, à son vivant, avoit par devers soi, & lequel ledit Comte de Saint Pol, ou sa gent on à present.

Item, que quand aucuns qui tenoient aucuns des celliers contenus ou dit registre, ou autres qui ne sont pas à iceluy registre qui doivent le *Liage*, s'esforçoit de dire qu'il n'en devoit poing

de *Liage*, & que son cellier en estoit franc, que ledit Bouteiller estoit & fu en *saisine*, tant comme il vesquit, de avoir en sa Court la connoissance, & de contraindre ceux qui le tenoient à venir par devant li, ou par devant ses gens, pour répondre sur ce, & de faire enquêtes pour sçavoir leurs celliers, qui n'estoient pas contenus oudit registre doivoient *Liage* ou non, & de juger lesdites enquêtes, & de mettre à execution par sa main.

Item, est en *saisine* de tenir en son hostel en prison & mettre en fers, & de envoyer ou Chastel en garde de par luy, ceux qui messesioient à sa gent, en faisant l'Office dudit *Liage* & du délivrer, quand il luy plaisoit.

Item, est en *saisine*, de prendre & de lever amende & deffaus de tous ceux, qui deffailloient de venir à ses ajournemens, & qui desobéissoient à sa gent ou qui leur messesioient.

Item en *saisine* de faire sceller, & tenir clos tous les celliers (de ceux) qui estoient desobéissans ou deffailans de payer ledit *Liage*, & de avoir d'iceux, & prendre, jugier & lever amendes teles comme il ly plaisoit.

Item que le devant dit Comte de Saint Pol, puis que il fu Bouteiller de France, a esté & est en *saisine*, & a usé du Droit de la Bouteillerie dessus dit, & en continuant sa *saisine* usé & jouï paisiblement des choses dessus dites, & eu sur ce la court & la connoissance pardevant li, present & sçachant le Prevost de Paris, qui estoit pour le temps.

Item, se aucune fois le Prevost de Paris, ou aucun de eux se sont efforcé d'avoir sur ce aucune connoissance, que il leur a esté souffisamment deffendu, & que non contrestant leur opposition, la court, & la connoissance en est toujours demorée asdits Bouteillers, & à leurs gens, lesquelles choses dessus di-

tes prouvées, ou ce qui en souffira, le dit Procureur, ou nom dudit Bouteiller, & pour luy, vous requiert, que vous prononciez & par jugement ledit Comte pour raison de la Bouteillerie dessus dite, estre en *saisine*, & avoir droit de faire & avoir par li & par sa gent la court & la connoissance, & les exploits des choses dessus dites, & que plaine foy soit & doit estre ajoutée ou dit registre entant comme il appartient as celliers qui sont dedens contenus. Bussent oir, & examiner plusieurs témoins, à eux administrez de par la gent dudit Bouteiller.

Et depuis toutes ces choses faites en la maniere que dit est, ledit Bouteiller fut allé de vie à mort, & après la mort d'iceluy ladite Bouteillerie fust & eust esté donnée à tres-haut Prince & puissant Monseigneur Henry de Senly, à la requeste duquel li Rois nostres nous envoya ses livres dont la teneur est telle.

Philes. Par la grace de Dieu Rois de France & de Navarre, au Prevost de Paris ou à son Lieutenant, Salut. Comme nostre très-chier pere le Roy Philippes que Diex absoilye, par ses lettres pendans à la requeste du Comte de Saint Pol lors Bouteiller de France, eust mandé au Prevost de Paris, qui estoit pour le temps, que sus les droits, & la Jurisdiction que les Bouteillers de France ont & doivent avoir pour raison de la Bouteillerie ou *Liage* des vins qui se sont vendus à broche es celliers de Paris, enquist bien & diligemment, & que iceux droits & Juridictions, selon que il trouveroit par la dite enqueste, faist, tenir & garder au dit Bouteiller, & à ses successeurs Bouteillers de France; & par vertu dudit mandement le dit Prevost eust fait, ou fait faire ladite enqueste, laquelle depuis le temps que faite fu, n'a esté jugée ne vûe, ou préjudice ou dommage

des Bouteillers de France, si comme nous avons entendu. Nous à la requête de nostre amé & feal cousin Henry. Seigneur de Senly, maintenant Bouteiller de France, re mandons & commandons, par la teneur de ces Lettres, que tantost sans nul deffay la dite enqueste tu voyes & ordonne selonc ce que tu trouveras en icelle, afin que des droiz, & Jurisdictions que tu trouveras appartenans à ladite Bouteillerie, le dit Bouteiller & ses successeurs Bouteillers de France puissent joir; & l'Ordinance que tu feras sus ce donne estrir soubz le scel de ladite Prevosté de Paris audit Bouteiller, pour confermer de nous après soubz nostre scel, selonc ce que nous verrons que fera à faire de raison, & ce fai en telle maniere que tu ne sois repris de negligence. Donné à Paris le 7. jour de Juing, l'an de grace mil trois cens & vingt.

Sachent fait que nous par vertu des dites Lettres, & pour faire tout ce qui est contenu en icelles, avons veu, & diligemment regardé ladite enqueste our information & tout ce que dedans est

contenu, & avons en sur tout ce grand conseil & déliberation de bonnes gens & sages, & par le conseil que nous avons eu, avons dist, prononcé, & en cette maniere veues les Lettres-dou Roy & les rémoins amenez de la partie du Bouteiller de France, & les registres anciens mis en la maniere de preuve; nous disons, & par droit que ledit Bouteiller a suffisamment prouvé l'intention à la fin où il tent, pourquoy nous osons l'empeschement, qui a esté mis es choses dessus dites par nos devanciers, & adjugions audit Bouteiller la saisine d'avoir la court & la connoissance des choses contenues es dits registres, par nostre Sentence definitive & par droit: en tesmoing de ce, nous avons mis en ces Lettres le scel de la Prevosté de Paris. Ce fu fait l'an de grace mil trois cens & vingt le Jeudy après *Reminiscere*: Et nous en cest transcrites avons mis le scel de la Prevosté de Paris, en l'an & jour premiers dits. Voyez Choppin sur le chapitre 8. de la Coutume d'Anjou à la fin.

LE CLERC ET LIBELLANCE DU BAILLIAGE OU DE LA JUSTICE.] Comté de Bourgogne, art. 64. C'est le Greffier.

ADJOURNEMENT LIBELLE'.] Cy devant en la lettre A.

MANDEMENT LIBELLE' DE L'ESPARGNE.] Portant quittance, par lequel est déclaré le nom de celui auquel le Receveur General doit payer la somme, pour la bailler & délivrer à un tel, en l'acquit du Roy, à telle chose, pour tel employ, à tel effet.

OPPOSITION LIBELLE'E, OU GENERALE.] Bretagne, article 278.

COMMISSION, ET EXPLOITS LIBELLEZ.] Nivernois, tit. 31. art. 2. Montargis, chap. 19. art. 3. Berri, tit. 20. art. 2.

LIBELLER SA DEMANDE, OU AUTRE CHOSE.] Bretagne, art. 338. 686.

LIT BRISÉ'.] En l'ancienne Coutume de Bar, art. 16. Mariage brisé & separé. Cambray, tit. 7. art. 20.

LIT DE JUSTICE.] Monstrelet au 1. volume chap. 107. Quand le Roy est seant en son Parlement: *Cum tribunal ascendit, quod*

genus dicendi non est frivolum, nec enim caret exemplis.

ESTRE LIE' DE MARIAGE.] art. 154.

FEMME LIEE DE MARI.] Chauni, art. l. 48. 57. Lille, art. 29. 55. 56. Hainaut, chap. 77. & en la Somme rurale.

Est potestas maritalis. Hoc autem παρικοιτικὸς, & ficto vocabulo dictum. Femme liée de mariage en la puissance du mary, ut & olim ea qua in manu viri convenerat, ut cum matrimonium factum erat coëmptione. Et adhuc hodie more solemniori uxor quasi coëmitur nummis ei tredecim à viro futuro adnumeratis.

LIEN DE MARIAGE.] Paris, art. 105. 114. Clermont, art. 182. Valois, art. 98. Boulogne, article 12. Estampes, art. 10. & au styl de Bourbonnois chap. l.

LIEN DE SERVITUDE.] Meaux, art. 2.

Est potestas dominica.

FIEF AMPLÉ OU LIEGE.] Hainaut, chap. 77.

FIEF LIEGE.] Hainaut, chap. 79.

LA LIEUE de moulin bannier doit contenir deux mille pas, chacun pas valant cinq pieds, à prendre de la huche du moulin venant à l'enclos de l'étagé, selon la Coutume de Touraine art. 13. & de Lodunois chap. l. art. 9. Mais par la Coutume d'Anjou art. 22. & du Maine art. 23. la lieue du moulin doit contenir mille tours de rouë, ayant ladite rouë quinze pieds de tour, & de circuit par dehors, à prendre depuis la maison du sujet jusqu'à la maison dudit moulin. Voyez le mot BANLIEUE. En Bourgogne la lieue contient 50. portées de longueur, la portée de douze cordes, la corde douze aulnes, l'aulne deux pieds & demy, le pied douze poulces, *Leuca sive leuca est vox Gallorum, & finitur passibus mille quingentis, ut legendum est apud Isidorum libro 15. cap. 16. Idque constat ex Jordani Episcopi libro de Origine & actibus Getarum ex vita sancti Remacii, & ex aliis auctoribus : Galli non milenis passibus sed leucis itinera metiuntur, Marcellinus lib. 15. Aliis leuca constat tribus, aliis quatuor miliaribus seu passuum millibus. Porro hujus vocis etymon non est à Græca dictione λευκὴ, alba. Perionius, Picardus, Tripaltius, Anglicus, Becanus, & alii vim faciunt Gallicis & Francicis vocibus, quasi semper eadem sit cognatio Gallica lingua cum Græca vel Latina; nec sibi tantum errant, sed alieni erroris auctores sunt. Candidè quidem soleo omnium magnorum ingeniorum estimationem facere, sed & imperitos pro mortuis habere : Sane hominum multi & sine flore, & sine fructu sunt, quorum infelicitatem secuta ætas merito damnat.*

LIEUTENANT DU ROY.] Qui missus regalis & dominicus recensioribus : olim autem ἑταρς qui summus magistratus Athenis, Ra-

venna. LIEUTENANT de Bailly ou Sénéchal, *qui Vicarius Provincia*, Τονσπρίτης : *Loci servator Juliano antecessori constitutione* 124. 125. *Ex προσωπου, ex persona.* Lieutenant du Prevost de l'Hôtel, ou des Maréchaux, du Prevôt de Ville. Le Lieutenant Criminel est *quasi Prætor vel Quasitor, qui publicis judiciis exercendis præficitur, qui questionem de delictis & criminibus exercet, qui quærit de rebus capitalibus : unde Quæitores parricidii, Festus.* Un Lieutenant vices alterius gerit, vel agit, *ut olim vicarij præfectorum pratorio tam in Oriente quàm in Occidente, & in Africa.* Vicarius urbis Romæ *apud Casiodorum lib. 4. epist. 41. & lib. 6.* Vicarius portus *lib. 7.* Vicecomites, qui & Missi Comitum & Viguerij. Vicedominus : *Vicarius servus, οἰκὲ-
της οἰκίτης.*

LIGE ESTAGE.] Anjou, art. 134. 174. le Maine, art. 144. 194. & au livre inscrit l'Etablissement du Roy pour l'usage de Paris & d'Orleans.

FIEF TENU A PLEIN LIGE.] S. Paul, art. 10. qui est l'art. 21. de celle qui a été imprimée plus ample l'an 1553. après la Coutume d'Artois, dont appert qu'audit art. 10. il faut lire, PAREILLE AIDE AUDIT RELIEF. En ces articles le fief tenu à plein Lige est distingué du fief tenu en Pairie, qui est de plus grande estime & honneur. Comme aussi en la Coutume de Hesdin art. 12. 13.

C'est le fief qui est tenu en plein homage, eomme dit l'anciennne Coutume d'Amiens art. 13. 26. & autres Coutumes que j'ay observé cy-devant en la diction FIEF, & CHAMBELLAGE. Autre est le fief tenu en demy lige, ou à quart lige, & qui est aussi de moindre profit au Seigneur. Hesdin art. 12. 13.

GARDE LIGE.] Anjou, art. 174. le Maine, art. 194. Voyez cy-devant en la lettre G. LIGE heritage. Froissart liv. 1. chap. 229.

HOMAGE LIGE.] Tours, art. 115. 362. Lodunois, chap. 36. art. 11. 12. esquels lieux il est opposé à l'homage simple. Bretagne, art. 333. lequel contient la forme de cet homage.

HOMAGE LIGE OU PLEIN.] Poitou, art. 53. 99. 108. 113. 134. 142. 143. 147. 148. Angoumois, art. 20.

L'HOMAGE LIGE.] C'est l'homage plein, proche & ample, qui est différent de l'homage simple. Toutesfois selon aucunes Coutumes l'homage plein est autre que l'homage lige. *Vasallorum alij sunt lidi, alij non lidi. Vasallus ligius est quasi ὁμόλογος, & ἐνχαλιμαῖος, quia domina debet opem ferre contra omnes excepto patre, id est etiam adversus Imperatorem vel Regem, vel antiquiorem dominum, Cujacius doctor meus lib. 2. Feudorum tit. 5. lib. 4. tit. 31. 93. 99. Hinc vigantic verbum in supplemento Sigeberti anno 1176. Rex Scotia fecit homagium*

homagium & ligantiam de omni terra sua regi Anglia ut proprio domino. Hominium cum ligantia, id est, solemnī cautione standi cum eo & pro eo contra omnes homines fecerunt. Guilielmus Neubrigenſis lib. 2. Rerum Anglicarum cap. ult. At ex Constitutione Friderici quotiens feudali jure recepto vassallus domino fidei juramina prestat, excipiendus erit Romanus nomine Princeps, Guntherus lib. 8. Ligurini. Comme aussi par l'ancienne Coutume de Normandie chap. 6. 14. 28. en faisant homage à son Seigneur, il convient excepter la seauté au Duc. Ainsi Geoffroy de Ville-Hardouin au livre dernier de son histoire, est fait homme lige de Boniface Marquis, sauf la seauté à l'Empereur de Constantinople. En l'an 1566. Henry Duc d'Anjou, & François Duc d'Alençon, ont fait au Roy Charles IX. leur frere, les foy & homage lige pour leur appanage. Le Roy d'Angleterre à cause du Duché d'Aquitaine, & de la Comté de Ponthieu & de Monstreuil, étoit tenu faire au Roy de France homage lige. Froissart au 1. volume chap. 25. Philippes Archiduc d'Autriche, le 5. jour de Juillet 1499. a fait au Roy Louis XII. és mains de son Chancelier en la Ville d'Arras, la foy & homage lige, pour raison des Pairie & Comté de Flandres, & des Comtez d'Artois & de Charolois. L'homme lige est quasi deditus, quia non tantum est in fide domini, sed etiam in ditione ejus & potestate. Hoc autem vocabulum originem non habet, à ligando, vel à leodibus, vel à legalitate, ut vulgo nugantur. Quis sanus illos non culpabit, non coarguet? Quis risum tenebit cum pueriliter ludunt? Jasoit que le vassal de foy lige soit obligé plus étroitement & avec plus grande solemnité de serment, que l'homme de foy simple.

Il y avoit autrefois deux hommages liges.

Le premier par lequel le vassal s'obligeoit de servir son Seigneur contre tous, même contre le Souverain, comme l'a remarqué M. Cujas au lieu cité par Ragueau, & comme il paroît par l'article 50. des établissemens de France publiez par M. Chantreau. Voyez le même auteur dans son traité de l'origine des fiefs, pag. 16. 17.

Et le second par lequel le vassal s'obligeoit de servir son Seigneur contre tous, à l'exception néanmoins des autres Seigneurs dont il étoit auparavant homme lige. On peut voir plusieurs de ces hommages dans les preuves des his-

toires des maisons illustres. Voyez les preuves publiées par M. Chantreau, à la fin de son traité des fiefs pag. 15. 17. &c.

Mais aujourd'hui que les guerres privées sont défendues dans le Royaume, les hommages liges n'ont pas plus d'effet que les simples, & il n'y a proprement que le Roy seul en France, à qui on fasse homage lige, ainsi que l'a remarqué du Molin sur la Coutume de Paris à titre 1. §. 1. gloss. 5. n. H. page 79.

Quant au terme d'homme & homage lige, d'Argenté dans son Commentaire sur l'article 311. de l'ancienne Coutume de Bretagne, sur le mot *Tons In-*

veigneur n. 2. éoit, qu'il n'a commencé d'être connu qu'après la rédaction du droit des fiefs, faite par Gerardus Niger, & Oberrus de Otto, vers l'an 1180. c'est-à-dire, que l'homage lige, selon cet auteur, n'a commencé d'être connu qu'au commencement du treizième siècle, & plusieurs sont en cela de son avis. Cependant voicy des preuves que le mot lige étoit en usage dans Ponzioime siècle.

La première, est une ancienne Chartre, qui a été publiée par M. Mœlot dans son Histoire de la Metropole de Rheims tom. 2. pag. 115. dont voicy le commencement.

Notum sit Ecclesia Dei, quod anno Domini Incarn. 1055. Comes Manasses domni Gervasii Archipraesulis homeliger factus est & ligiam fidelitatem iuravit. Dominus vero Archipraesul beneficium illud sibi reddidit, quod pater ejus & avunculus ejus, videlicet Manasses Calvus de anterioribus Archiepiscopis tenuerunt, & ipse tenet de his, Adalberone, Arnulfo, Ebulo, &c.

La seconde est tirée du chap. 66. du livre 3. de la Chronique de Cambray & d'Arras, composée par Baudry avant l'an 1049. où il parle en ces termes. *Johannes igitur castellatura quam injuste occupaverat privatus, nec quicquam mali adversus Episcopum proinde praesumens facere, prohibitus enim erat à Camite, ipsum Comitem Balduinum, cujus ligius miles erat, dereliquit, &c.*

La troisième qui est de l'an 1071. est tirée de l'Histoire des Evêques de Liege, composée par le Moine Gilles chap. 3. tom. 2. pag. 11. *Theodwinus autem Episcopus habito Leodiensis Ecclesia sue-*

rumque fidelium nobiscum, & ministerialium consilio, tanta alodia, tanto honore insignita gratanter suscepit, quae quidem ipsi Richildi & ejus filio Balduino in feudo ligio tenenda concessit.

La quatrième qui est de l'an 1076. est tirée de la Chronique de saint Jean des Vignes de Soissons, chap. 5. pag. 45. dont voicy les termes. *In cujus mortifera hereditatis, & metuendi veneficii vinculo impeditus, quidam miles Hugo de Castello Theodotici, tenebat quaedam altaria de beneficio Sueffionensis Episcopi; sed ipse divina miseratione compunctus volens pro perituris commutare caelestia, à domino Theobaldo tunc Sueffionensi Episcopo, cujus homo ligius erat, sub obtentu impetrationis expetiit, quatenus ipse altaria pro quibus sibi timebat Episcopo redderet, & postmodum ex utriusque providentia altaria D. Joannis in monte attitulerentur clerici, sub regula B. Augustini in casto timore servientes Domino, & viventes de rebus ad illud altare pertinentibus, & alia altaria, scilicet in Charliacho unum, aliud in monte Livonis, tertium sancti Anmani in pago Briacensi, quartum in Rosero, quintum in Arthesia, molendinum quoque novum, & aliud quod vocatur Toxat, quae Hugo ipse dimisit Episcopo, &c.*

La cinquième est tirée du Concile de Clermont, de l'an 1095. rapporté par le Cardinal Baronius dans ses Annales, dont l'article 17. est ainsi conçu, *Ne Episcopus, vel Sacerdos Regi in manibus Ligiam fidelitatem faciat.* L'on ne rapporte icy toutes ces autoritez, qu'à parce que plusieurs sont encore aujourd'hui dans l'erreur d'Argenté.

HOMES DE FOY SIMPLE, ou DE FOY LIGE,] Loudunois, chap. 38. art. 6. Anjou, art. 129. 130. 137. 138. *Ubi forma fidelitatis proponitur.* Anjou, art. 187. 188. Le Maine, art. 140. 141. 148. & suivans. Foy simple ou LIGE. Anjou, art. 218. Le Maine, art. 223.

HOMES LIGES.] En l'ancienne Chronique de Flandres chap.

14. 19. 25. 80. Monstrelet livre 1. chap. 84. 229, Froissart livre 3. chap. 12. & au livre de l'établissement pour les Prévôtés de Paris & d'Orléans : en l'Histoire de Ville-Hardouin livre 1. 6. 7. 8. 9. Bretagne, art. 333. Ponthieu, art. 66. 117. 157. 158. 159. 183. duquel article il appert qu'ils font les jugemens avec le Bailli au péril de l'emende, comme il a été observé des Pairs & hommes de fief en ce livre. *Ludovicus junior Rex Francorum Henrico filio Comitis Andegavorum Ducatum Normannia reddidit, & cum pro eadem terra in hominem ligium accepit, ut est in Annalibus qui Aimoino adplicantur libro 5. capite 53.*

SEIGNEUR LIGE, ET PROCHAIN OU ROCHE.] Bretagne, art. 52. 330. 331. 334. 343. & suivans. Plus en l'art. 379. & en l'ancienne Chronique de Flandres chap. 80. & en l'Histoire de Ville-Hardouin livre 8. Le Roy s'appelle Seigneur Lige & Souverain au 1. volume de Monstrelet chap. 2.

TENUE LIGE ou A LIGENCE,] Bretagne, art. 329. 330. 332. qui est quand le vassal tient prochement & ligement du Seigneur lige & prochain.

VASSAL LIGE, ET PAR DÉFENSE.] Tels est confessé le Comte de Flandres par ses Ambassadeurs envers le Roy de France, au plaidoyé du 12. Decembre 1372. en Parlement à Paris. Ville toute lige sans moyen à l'Evêque d'Utrecht. Froissart livre 3. chap. 85.

FIEF TENU LIGEMENT ET SANS MOYEN, A LA DIFFÉRENCE DE CELUI QUI EST TENU PAR MOYEN.] Boutillier en sa Somme rurale ; duquel livre il appert aussi qu'il y a des fiefs, des hommes & homages liges, & de demi lige, & que les Liges doivent dix livres de relief, & le demi lige cent sols. En plaidant la cause de Juan de Crevan en Parlement à Paris le 21. Janvier 1410. est narré que les vassaux liges doivent ligence quand ils en sont requis, qui est de garder le Château du Seigneur certains jours & nuits selon que les fiefs sont chargés & y doivent être armés & montés. Et que si le vassal en ce ne fait son devoir, le Seigneur peut saisir le fief, jusques à ce qu'il l'aye fait, & en fait les fruits siens, comme par des Arrêts du 17. Avril 1453. & 1454. appert que la terre de la Giffardiere est tenue à ligence de Chantemerle ; & que le vassal est tenu faire garde & ligence par quarante jours l'an, sur peine d'être son fief saisi. Les vassaux d'homage simple ne doivent lesdites ligences. Aussi en l'Arrêt de l'Evêque de Langres du 18. Juin 1387. est fait mention qu'il a à Moisson plusieurs hommes & femmes liges ses justiciables ; & au styl ancien du Parlement à Paris chap. 16. §. 30. & es autres livres de la vieille pratique, il est fait mention de l'homme lige du Roy, qui est différent de ceux qui tiennent leurs fiefs des Hauts.

Justiciers, des Barons, Comtes, Ducs, Châtelains, ou d'autres Seigneurs vassaux du Roy immédiatement ou sans moyen. *Sic res demonstratur potius quam definitur : idque antiquis satis visum est, quod genus Græci Τύπος magis ἢ ὑπογραφή quam θεωρία vocant. Nec superstitiosè legibus rationibusque omnibus definitionum inserviendum est. Gellius lib. 1. cap. 25.*

TENIR LIGEMENT.] Poitou, art. 167. Froissart livre 1. chap. 105.

LIGENCE.] Anjou, art. 135. 136. *In quo Lutetiana editio anni 1567. male excudit LIGNEES.* Le Maine, art. 145. 146. 147. Bretagne, art. 329. 330. 332. Froissart livre 1. chap. 212. Qui est dûe par les vassaux personnellement au Châtel de leur Seigneur en temps de guerre, & s'ils n'ont maison au lieu où ils doivent leurs estâges, le Seigneur les en doit fournir. *Feudum guardia in libris feudorum.*

Dans la Coutume de Bretagne le tiers que les puisneux ont dans les Fiefs relève en même temps de deux differens Seigneurs, sçavoir de l'aîné, & du Seigneur lige.

La premiere tenuë de ce même tiers est en Juveigneurie, ou comme Juveigneur d'aîné ; & l'autre qui est la naturelle est en ligence. Voyez les articles 330. & 332. de la Coutume de Bretagne,

DEVOIR DE LIGNAGE.] Qui se leve en la Ville de Rennes en Bretagne, pour la conduite & entrée des bois.

LINAGIER.] Sur Linagier n'a point de retenue : Car il convient que la vente de l'heritage soit faite à un étranger de la line, *Cognatus adversus cognatum non utitur jure æstimationis.*

PARENT LINAGIER.] Il faut ainsi lire au chap. 29. de la Coutume de Hainaut, comme nous disons LINE directe, LINE collatérale : LINE & estoc, LINAGE, LINEE, *quod dicitur Gentilitas.*

LINE, LINAGIER, LINAGE.] Meaux, art. 67. 83. & suivans : Estampes art. 29. Dourdan, art. 116. 117. 131. & suivans, & ailleurs es Coutumes, quand il est traité du retrait linagier, & des successions. Le Linagier c'est le parent qui est de la line, souche & estoc, dont est l'heritage vendu : quand il est traité du retrait de cognation, le lignage signifie la cognation : Normandie chap. 22. 24. 25.

PAR LINE.] *Per stirpes.* Sens, art. 87.

BIENS OU HERITAGES DE LINEE, ou de LINAGE, ou de LINE.] Bar-le-Duc, art. 98. 144. 146. 149. 153. 163. & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar, art. 24. 31. sont les heritages propres, anciens, avitins, de papoage. Voyez le mot PROPRES.

LITRE, ou LISTRE.] Loudunois, tit. 5, art. 2. Tours art. 60. &c.

Sidonius Evêque de Clermont, auteur du cinquième siècle, dans son Epître à Thaumastus, qui est la 7. du livre 5. parle ainsi de certaines gens qui faisoient tout sans raison & hors de propos : *Hi sunt qui novis opibus ebrii, ut & minima cognoscas, per utendi intemperantiam, produnt imperitiam possidendi, nam libenter incedunt armati ad epulas, Albari ad exequias, pelliti ad Ecclesias, pullati ad nuptias, castorinati ad latanias, &c.* D'où il s'ensuit que de son temps dans les Gaules, ceux qui assistoient aux funeraillles étoient vêtus de noir, ce que nous apprenons pareillement de Gregoire de Tours, dans le livre 5. de son Histoire chap. 34. *Magnus quoque hic planctus omni populo fuit, nam viri lugentes, mulieresque lugubribus vestimentis indute, ut solet in conjugum obsequiis fieri, ita hoc funus sunt profecute.* V. Sidon. lib. 4. epist. 24. & ibid. Savaro p. 295. lin. 24. & Ant. Constantium ad primum lib. Fostor. p. 6. col. 1. in fin. edit. Francofurt.

Mais cet ancien usage n'étoit plus, ce semble, pratiqué parmi nous dans le douzième siècle ; car saint Bernard qui vivoit en ce temps, dans son Epître 229. à Pierre le Venerable, écrit qu'il vit avec admiration en Espagne, les parens & les amis assister vêtus de noir aux funeraillles des défunts, & porter ces habits lugubres pendant une année ; ce que ce Pere n'auroit pas admiré sans doute, si la même coutume avoit eu lieu en France. *Vidi nuper ipse in Hispaniis constitutus & admiratus sum antiquum hunc morem ab Hispaniis adhuc omnibus observari. Mortua quippe uxore maritus, mortuo marito Conjux, mortuis filiis patres, mortuis patribus filii, defunctis quibuslibet cognatis cognati, extinctis quolibet casu amicis amici, statim arma deponunt, sericas vestes peregrinarum pellium tegmina abjiciunt, totumque penitus multicolorem, ac pretiosum habitum abdicantes, Nigris tantum vilibusque indumentis se contegunt. Sic crinibus propriis, sic jumentorum suorum candis decurtatis, seque & ipsa atro prorsus colore denigrant. Talibus luctus, dolorisve insignibus substractos carissimos descent, & integri ad minus spatium anni, in tali mœrore publica lege consummant.*

Or si du temps de saint Bernard, on ne portoit point en France des habits de deuil, il y a bien de l'apparence, que quand des personnes étoient decedées on ne mettoit pas pour elles des tentures noires dans les Eglises comme aujourd'hui, & encore moins des Litres, qui sont certainement une invention recente, & dont alors on ne s'étoit pas encore avisé, parce que les premiers Peres n'auroient jamais souffert une telle indécence dans les Eglises, eux qui toleroient à peine les habits de deuil : *Nobis quoque ipsis minimis & externis, quoties relevatum est, dit saint Cyprien, quam frequenter atque manifeste de Dei dignatione praeceptum est ut constanter, assidue & publice predicarem, fratres*

nostros non esse lugendos, accensione dominica de seculo liberatos, cum sciam eos non amitti, sed premitti, recedentes precedere, ut proficiscentes, & navigantes, desideravi eos debere non plangi, nec accipiendas esse hic atras vestes, quando illi ibi indumenta alba jam sumpserint, occasionem dandam non esse gentilibus, ut nos merito, ac jure reprehendant, quod quos vivere apud Deum dicimus, ut extinctos, & perditos lugeamus, & fidem quam sermone depromimus, cordis, & pectoris testimonio reprobemus, in serm. de mortalitate.

On peut apporter encore une autre raison pour prouver que l'usage des Litres ou des ceintures funebres n'est pas ancien ; c'est que selon toutes les apparences, on n'a commencé de faire ces ceintures que quand les armoiries ont été héréditaires, & des marques qui ont servi à distinguer les familles nobles. Or suivant la remarque du Pere Chiffet, dans ses preuves de la naissance illustre de saint Bernard, pag. 669. les armoiries dans le douzième siècle n'étoient point encore héréditaires, & ne servoient point à distinguer les familles nobles les unes des autres, mais seulement à distinguer les Chevaliers à la guerre & dans les combats, comme les habits blazonez ou en devise, pour user des termes de Masfuer, dans sa pratique, titre des tailles n. 19. & n. 15. de la traduction de Fontanon, & par conséquent les litres n'ont commencé d'être en usage qu'après le douzième siècle. Voyez Spelman sur le mot *arma*. Voyez de Roye de *juribus honorific. & Alteserram de ducibus* pag. 215

* *LIVRE DE TERRE*] C'est une livre de rente en terre, ou autant de terre qu'il en faut pour faire une livre de rente. *Vide Roverium in Reomao*, pag. 656.

* *LIVRE PARISIS.*] Voyez *Paris*.

LOCATAIRE.] Bourdellois, art. 38. 39. Sedan, art. 272. 274. ou Locatif : Berri, tit. 4. art. 5. tit. 9. art. 35. Paris, art. 171.

Est conductor adium, inquilinus, ενοικος, ὁ διὰ γὰρ ἐν ὄνω τὴνς : qui opponitur locatori, ut legatarius, Donatarius, fideicommissarius ei qui legavit, donavit, fideicommissi. Toutesfois en la Coutume locale de la Ville de Clermont, & de saint Flour en Auvergne, ce mot *LOCATAIRE* se prend pour locateur, qui dat utendum fruendum, alius est incola, οἰκῆταιρ, μιστοκος, παροικος ἐνοικος. At colonus & inquilinus appellatur μισθωτός, τὸ μισθωμα merces est urbani, vel rustici pradii : ἡ μισθωτὴ ἡ ρόμη, est possessio inquilini vel coloni qui mercede possidet. Græci proprio nomine mercedem operæ appellant μισθόν. Hæc testimoniis non egent, & unam rem semel benè dicere tunc satis est, càm est per se expedita. Voyez Louage.

VENTES, LODES.] Bretagne, art. 317.

L O D S , V E N T E S , S A I S I N E S , D E S A I S I N E S , E ' M E N D E S .] Meaux, art. 87. 109. 195. 210. Chaumont, art. 57. 60. Chalons, art. 123. 226. Ponthieu, art. 110.

L O D S E T V E N T E S .] Melun, art. 109. & suivans. Sens, art. 5. & 225. Nivernois tit. 4. art. 58. 70. & au titre 5. Auxerre art. 21. 83. 85. & suivans. Montargis, chap. 2. art. 4. Orleans art. 107. & suivans. Tours, art. 33. 34. 123. 188. Lodunois chap. 1. art. 29. chap. 17. art. 4. Romorantin art. 5. Soesmes art. 3. Moulins en Berri, art. 1. Bourbonnois, art. 392. & suivans : Auvergne chap. 16. La Marche, art. 4. 114. 150. 151. 152. Bourdelois, art. 95. & és Ordonnance du Duc de Buillon art. 581. Berri, tit. 6. art. 1. 4. & suivans. tit. 12. art. 7. tit. 13. art. 2. Acs tit. 9. art. 22. 30. 42. S. Sever tit. 5. art. 10. & tit. 8 Bretagne, art. 244. 281. auquel il faut lire **LES DEVOIRS DE LODS**. Comme en l'art. 278. de l'ancienne, auquel il faut lire **S'ILS NE SONT** : *Negativa particula deest in editione anni 1567.* Bretagne, art. 306. Dourdan, art. 50. Calais, art. 20. Bar, art. 16. 52. 53. 54. 55.

L O D S O U V E N T E S .] Sens, art. 20. Acs, tit. 9. art. 18. 35.

L O D S , V E N T E S E T H O N N E U R S .] Baïonne tit. 8. art. 9.

En la Coutume d'Estampes art. 48. & de Mante art. 46. **L O D S E T V E N T E S** ne sont qu'un seul & même droit, lequel est dû quand l'heritage censuel est de nouvel acquis. Par la Coutume de Troïes, art. 52. le vendeur doit les ventes, & l'acheteur les lods & par moitié. Par la Coutume de Meaux art. 199. l'acheteur doit la moitié des lods & ventes, & le vendeur l'autre moitié, s'il n'est dit francs deniers au vendeur. Par la Coutume d'Auxerre art. 21. 83. & suivans, pour les lods sont deus deux sols, & pour ventes vingt deniers pour chacune livre. Voyez la diction **V E N T E S**. Ces droits sont aussi expliquez par la Coutume de Nivernois tit. 24. art. 10. tit. 31. art. 12. 26. de Montargis chap. 2. art. 4. 5. 44. 49. & autres, comme j'ay observé en mon Commentaire sur le sixième titre de la Coutume de Berri.

D R O I T D E L O G E S .] Qui appartient par chacun an à un Seigneur, pour les loges que les sujets tiennent au dedans de l'enclos du Château, pour s'y retirer en temps de guerre : dont Chassanée fait mention sur la Coutume de Bourgogne au titre des mains-mortes, art. 8.

D R O I T D E L O G I E S .] Que le Roy prend en Poitou par chacun an sur chacune Prevôte de la Sénéchaussée & Comté de Poitou, à sçavoir huit livres cinq sols, outre le prix auquel ont été mises à ferme lesdites Prevôtez, & quinze sols pour le droit des gens des Comptes.

* **LOGRES.**] La Marche, art. 306. C'est le gain nuptial, ainsi appelé du mot latin *Lucrum*.

DROIT DE LOGUES.] Qui est dû au Souscellerier de l'Abbaye de Deots en Berri sur certains dismes de l'Abbaie.

LOI APPARISSANT.] Normandie chap. 7. 60. 67. *In quo differt DE LOI SIMPLE, ut in cap. 81. ejusdem consuetudinis, in quo etiam appellatur LOI APERTE.* Les procès de simple loi se doivent terminer sommairement & sur le champ, sans forme d'enquête ou de bataille : Normandie chap. 87. Et la simple plevine doit être conduite par simple Loi, sans loi apparissante, sans chartre ou record : Normandie chap. 89. Il est aussi fait mention de cette loi apparissante au chap. 124. de la même Coutume. *Cujacius. vir multi ac celebrati nominis ad tit. 1. lib. 1. Feudor. ait leges paribiles esse duo alia purgationum genera, nempe cadentis ferri, & aqua frigida, prater legem duellionum : de quibus purgationum generibus Hotomanus J. C. capite 44. & 45. disputationis de jure feudali. Leges paribiles sunt manifestaria, & per quas veritas apparet, unde cause apparissantes en la Chartre aux Normans, qui est du Roy Louis Hutin. du mois de Mars en l'an 1314. Sublate sunt autem à Friderico Imperatore & Rege Sicilia lib. 2. Constit. Neapolis. cap. 31. & à Lothario Imper. in Lombarda lib. 2. tit. 54. his adjicias vetim & illud ejusdem nota quod proximè sequitur.*

Dans la Coutume de Normandie la *Desfene* est appelée simple Loi. Suivant le chap. 85. de l'ancienne Coutume. Or dirons de simple querelle personnel, que l'on appelle simple, pour ce qu'elle doit être terminée par simple Loi, qui se nomme *Desfene*. Voyez *Desfene*.

La Loi apparissant, est celle qui est opposée à la simple, & elle est appelée apparissant, parce que la vérité y est plus manifeste, ou y paroît plus clairement qu'en simple Loi.

Et comme la querelle est appelée simple, quand elle est terminée par simple Loi, elle est aussi appelée apparissant, quand elle est terminée par Loi apparissant ; delà vient que dans l'ancienne Coutume de Normandie les querelles sont si souvent divisées en simples, & apparissantes ; cette distinction se trouve dans le passage suivant du ch. 87. d'où nous apprenons, que toute que-

relle de meuble au dessous de dix sols, est simple ou terminée par simple Loy & au dessus, apparissant, ou terminée par Loy apparissant. L'en doit sçavoir que toute querelle de meuble, qui est menée en court, qui ne passe dix sols, est terminée par simple Loi ; mais si elle passe dix sols, elle est terminée par Loi apparissant.

Le même chapitre 87. décide que, *Querelle apparissant est celle qui est terminée par Loy de reconnoissant, ou par bataille, ou par l'enquête du pays que l'en appelle reconnoissant.* D'où il résulte évidemment, qu'il y a plusieurs sortes de Loix apparissantes.

La première suivant ce texte, est l'*Enquête de Droit & de Coutume*, qui est appelée improprement icy Loi de reconnoissant ; l'auteur de la glose sur le chapitre 87. est néanmoins d'avis, que cette Enquête n'est point une Loy apparissant. Mais comme dans le chapitre

chapitre 91. de cette même Coutume, au commencement, les querelles siefaux sont divisées en querelles siefaux qui se forment par Enquêtes, & querelles siefaux qui se terminent par *simple Loy*, ou par *Desfréne*; il s'ensuit de cette division & de ce qui a été observé cy-dessus, qu'il les querelles siefaux, qui se terminent par Enquête soit d'établissement, ou de droit & de Coutume, par l'auteur de ce chapitre ne distingue pas, soit des *querelles apparissantes*, & que par conséquent les Enquêtes, même celles de droit & de Coutume, sont des *Loix apparissantes*, parce que les querelles reçoivent leur nom des Loix par lesquelles elles sont terminées. Et la preuve évidente que ceux qui ont rédigé ce chapitre ont voulu opposer aux querelles siefaux qui se terminent par *Desfréne*, ou *simple Loy*, les querelles siefaux qui se terminent par *Enquête de droit & de Coutume*, aussi bien que les querelles qui se terminent par *Enquête d'établissement*; c'est qu'ils ne divisent ainsi les Enquêtes dans ce

même chapitre, qu'après avoir opposé les querelles siefaux, qui se terminent par *Enquêtes* en general, aux querelles siefaux qui se terminent par *simple Loy*, ou par *Desfréne*.

La seconde Loy apparissant, à suivre ce texte, est le duel, ou la bataille.

Et la troisième est le *reconnoissant*, ou l'Enquête d'établissement.

De ces trois Loix, le Duel qu'on appelloit souvent *Loy apparissant*, par excellence, avoit particulièrement lieu, lors qu'entre les parties qui plaidoient, il s'agissoit de *propriété*, ainsi que nous l'apprenons de Beaumanoir dans ses Coutumes de Clermont en Beauvoisis, chap. 63. pag. 32. ligne 43. & delà vient qu'aujourd'hui en Normandie, où tout cet ancien droit est aboli, la clameur revocatoire, la révindication, ou l'action intentée pour la propriété de quelque héritage, a retenu le nom de *Loy apparissante*. Voyez l'article 60. de la nouvelle Coutume de Normandie, & cy-après *Clameur de Loi*, & *Loi outre*.

LOI & BOURGAGE.] Vimeu, art. 1.

CLAMEUR DE LOI APPARENTE OU APPARISSANTE.] Au styl du pais de Normandie : qui est la demande que l'on fait en justice pour la propriété d'un héritage qu'un autre possède, & devient depuis quarante ans : & quand celui qui s'en prétend Seigneur, obtient loy & mandement du Juge, sur l'affirmation d'un témoin qui dépose, que depuis quarante ans il a vu l'impétrant ou ses predecesseurs, desquels il est héritier, jouir de l'héritage. Voyez *Loi apparissante*.

LOI DE CREDENCE.] Qui est par enquête, quand les témoins déposent qu'ils croient, à la différence du témoignage & preuve de certain, comme appert par le styl du pays de Normandie.

EMENDE DE LOI.] Anjou, art. 19. 35. 163. 165. 167. 172. 178. 180. 185. 470. le Maine art. 15. 168. 170. 171. 180. 186. 188. 191. 196. 198. 203. 473. En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 210. comme il faut lire, & se lit en la Coutume de Lille, art. 231. EMENDES ÉTANS EN LOI : Orleans, art. 365. *quæ lege sunt imposita pæna pecuniaria vel*

multa. LA LOY de sept sols six deniers, en la Coutume de Loudunois chap. 37. art. 5. & en l'ancienne Coutume de Tours chap. penult. art. 6. c'est l'émende de Justice ordinaire, accoutumée, ou coutumiere, comme parle la Coutume de Berri tit. 2. art. 14. & au procès verbal, & qui est différente de l'émende arbitraire. La loy est différente de l'émende de soixante sols, comme appert par l'art. 33. de l'ancienne Coutume de la Baillie de Bourges, qui ne fut oncques imprimée. Loix & Emendes pour une même chose : Hainaut chap. 43. 46. 87. 104. Mons chap. 47. La Loy d'Emende : Anjou, art. 250. 146. 150. Le Maine, art. 458. 161. 163. 182. LES LOIX ET EMEDES. Anjou, art. 3. Le Maine, art. 6. la Loy ou Emende. Acs, tit. 9. art. 7. S. Sever. tit. 8. art. 8. & tit. 18. & en la Coutume locale dudit lieu tit. 1. art. 16. Bearn. tit. 1. art. 28. tit. 6. art. 7. tit. 7. art. 4. 7. & ailleurs. La Loy de treize sols six deniers : S. Sever. tit. 1. art. 16. 17. Deux sols parisis d'Emendes, qu'on dit Loy. Hesdin, art. 9. & en la Coutume de Tournay.

GARDE DE LOI.] Au chap. 18. du styl de Liege.

GENS DE LOI.] A la fin des dernieres Coutumes d'Artois, reformées en l'an 1546. & en la Coutume de Hainaut chap. 85. de Mons chap. 8. & 12. HOMES DE LA LOY de Londres. Froissart livre quatrième chap. 11. De Gand. Commines livre 2. chap. 4.

JOURS DE LOI.] Hainaut, chap. 50. qui sont les plaids & expéditions ordinaires : & en un Arrest de Paris du 16. Decembre 1348. *Falcere legem est judicare secundum legem.*

JUGEMENT DE LOI.] Hainaut chap. 17. Mons, chap. 12. 13.

OEUVRE DE LOI] Hainaut, chap. 77. 94. Mons, chap. 5. & 12. au styl de Liege chap. 1. & 5. Lille, tit. 1. art. 33. tit. des successions en meubles art. 58. 59. Namur, art. 74. 75. c'est-à-dire, de justice : Quand la desheritance & transport d'un fief vendu, ou aliéné est faite pardevant le Seigneur, son Bailli & homme de fief : ou de quelque autre heritage, cens, rente, ou bien immeuble pardevant les Eschevins, ou autres Officiers de Justice, Haute, Moyenne, Basse, ou Fonciere. Loi signifie Justice, comme appert par un plaidoié fait en Parlement à Paris le 28. Mars 1392 en la cause de la Comtesse de Bar. Voyez *Devoir de Loi.*

LOI OUTRE'E.] Normandie, chap. 43.

Quand quelque differend est terminé par enquête ou par brief,

Voici les termes du chapitre 43. de l'ancienne Coutume de Normandie. *Tous ceux qui sont en non âge auront terme de toutes querelles, tant qu'ils viennent en âge de vingt & ung an, fors des querelles, qui sont terminées par enquêtes, ou par briefs : chose que ceux, qui sont en non âge facent ne dient en cour*

Loy, ne sera estable fors ce qui sera determined, par loy outrée, selon les droitz & les Coutumes du pays de Normandie, dequoy nous dirons après, quand nous traiterans des briefs, & des Coutumes aux Ancesteurs.

Il semble que la *Loy outrée* dans ce chapitre n'est autre chose, que la *Loy de bataille*, ou le *Duel*, parce que le duel étoit appellé combat à outrance; mais comme il est traité des mineurs dans ce chapitre, cette interpretation ne peut être reçüe, parce que les mineurs avoient jusqu'à vingt & un ans, *terme des querelles qui se terminoient par bataille*. V. la glose sur ce chapitre, & le chapitre 75. avec la glose vers la fin.

Il faut donc mieux avec Terrien, entendre par *Loy outrée*, les *briefs & enquêtes*, mais les *briefs & enquêtes*, *es matieres possessoires* seulement, parce qu'autrefois en France les causes réelles concernant les mineurs, tant en demandant qu'en défendant, étoient différees & tenues en suspens, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de 21. ans, & ainsi la *Loy outrée* en general n'est autre chose qu'une *Loy apparissante*. Voyez *Loi apparissant*.

Par les Loix Romaines, l'autorité des tuteurs étoit si grande, qu'elle étoit appellée *vis & potestas*: (*est autem tutor, dit Justinien, vis & potestas in capite libero ad tuendum eum, qui propter aetatem se defendere nequit.*) lib. 1. Inst. cap. 13. §. 1. & aussi cette autorité ne s'étendoit pas seulement sur tous les biens des pupilles, mais encore sur leurs personnes, de sorte qu'il n'y avoit presque point d'actions que les tuteurs ne pussent intenter, ou recevoir pour leurs mineurs.

Mais soit que nos anciens François eurent, qu'il n'étoit pas souvent avantageux aux pupilles, que leurs procès fussent jugez pendant leur minorité, soit aussi parce que les jugemens qui

pouvoient être rendus contre les mineurs, auroient été souvent inutiles à cause du bénéfice de restitution; autrefois en France les contestations des mineurs, tant en demandant qu'en défendant, demeuroient assoupies jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de majorité. Quoique cette Jurisprudence paroisse assez raisonnable, elle fut néanmoins une source de fraudes: car à peine fut-elle établie, que chacun se mit à usurper le bien de ses voisins, & à le céder à des mineurs par des personnes interposées; de sorte qu'un propriétaire voyoit souvent un étranger jouir de ses héritages, sans les pouvoir demander.

Louis le Debonnaire fut, ce semble, le premier de nos Rois qui corrigea cet abus, par son Capitulaire de l'an 829. en restreignant ce privilège des mineurs aux biens qui leur étoient échus, & qui leur étoient de la succession de leurs parens.

Quicumque res alienas cuilibet homini vendiderit, & ipse homo easdem res alicui alteri tradiderit, sive vendiderit, & ipse qui tunc easdem res comparatas habet, per malum ingenium, proprio filio aut alteri cuilibet nec dum legitimos annos habenti, iustitiam tollendæ causa, tradiderit: volumus atque firmiter precipimus, ne si pater ejusdem parvuli vixerit ipsi foret in causam, rationem reddendi pro filio suo. Si autem pater mortuus est, tunc legitimus ejus propinquus, qui iuste ei tutor ac defensor esse videtur, pro ipso rationem reddere compellatur. Similiter de omnibus aliis iustitiis ad eum pertinentibus, excepta sua legitima hereditate, quæ ei per successionem parentum suorum legitime venire debent. Quod si quis hanc nostram iussionem contempserit, vel neglexerit, sicut de cæteris contemptionibus, ita de eo agatur. Is vero qui easdem res primus invasit, & injuste vendidit, necnon & emptores, excepta solâ personâ parvuli, hoc quod

fraudulenter admiserunt, intra patriam emendare cogantur, & postea sicut contemtores iussionis nostrae, sub fideiussoribus ad nostram notitiam venire compellantur. Vid. tom. 1. Capitul. col. 670. add. 4. cap. 118.

Il se voit par ce qu'ont écrit tous nos vieux Praticiens, que ce Capitulaire étoit encore observé parmi nous, dans le treizième & dans le quatorzième siècles; mais néanmoins avec cette particularité, que dans ces derniers temps, il n'étoit observé qu'à l'égard du petitoire, & non à l'égard du possessoire, auquel les mineurs pouvoient agir & défendre, ou leurs gardiens & tuteurs pour eux, parce que les complaints étoient alors d'un grand usage; Mais enfin l'an 1330. tout cet ancien droit fut abrogé par Philippes de Valois. Voyez Pierre de Fontaines, ou

Guy Foucault dans son Conseil chap. 14. n. 2. 3. Beaumanoir; l'ancien styl du Parlement chap. 17. §. 2. & Aufregius sur cet endroit. Bourciller dans la Somme liv. 1. tit. 93. p. 529. L'auteur du grand Coutumier liv. 2. chap. 42. les Etablissements de France liv. 1. chap. 7. & les preuves imprimées à la fin du traité des fiefs de Mons. Chantereau p. 48. 52. &c.

Les Anglois qui ont suivi nos Loix en beaucoup de choses, pratiquent ce droit à l'égard des mineurs, comme nous l'apprenons du passage suivant de Fleta lib. 1. cap. 9. *heredes acceptis homagiis in custodia dominorum remanebunt, ut per eos teneantur, quo usque vicefimum secundum annum attigerint, nec prius super proprietate petent vel respondebunt suarum possessionem, nisi ipsas fuerint adepti, &c.*

PAR LA LOI.] Hainaut, chap. 34. 87.

PAR LOI DE BATAILLE.] Normandie, chap. 117. 120. & ailleurs, *singulari certamine.*

PASSER PAR LA LOI, VENIR A LA LOI.] Ponthieu, art. 86.

Quand il est question du payement des droits d'acquits, de cens, ou rente, & que le détenteur en veut être crû en justice par serment, à sçavoir qu'il les a bien payez : duquel serment il est aussi traité en la Coutume de Boulenois; art. 131.

PAR LES LOIX ET JUSTICE DES LIEUX.] Mons, chap. 20. Lille art. 30. du 1. titre de la dernière Coutume, Namur, art. 15. 27. 87.

C'est par justice & de l'autorité des Officiers; comme aussi se TRAIRE ET RECOURIR A LOI : DROIT ET LOI : MAIN DE LOI, ET DE JUSTICE, & en la Somme rurale. Pardevant les loix des lieux qui Juges en sont, Hainaut chap. 80. Pardevant Juges ordinaires ou loi, Hainaut, chap. 94. les loix & gens de loix, Hainaut chap. 102. Mons chap. 8. 9. 10. 11. les loix subalternes, Mons chap. 17. Personnes de loi, Hainaut chap. 68. 71. Sergent de loi, en la Somme rurale, c'est-à-dire, de justice, Prisonniers étans en loi, Hainaut chap. 68. qui sont en main de justice, Faire les loix à l'heure de midy en l'Assise, Normandie chap. 113. c'est faire la demande

en justice pour avoir droit & jugement.

SEMONCER LA LOI.] Valenciennes art. 5.

* LOI SIMPLE.] Normandie, chap. 67. En Normandie la *Desrene* est appelée *simple loi*, à la différence de la *loi apparissant*. Voyez le chapitre 85. de l'ancienne Coutume de Normandie au commencement, & les mots *Desrene*, & *Loi apparissant*.

LOI DE GRAND SIX SOLS : LOI DE PETIT SIX SOLS.] La Bourr, tit. 6. art. 6. Qui est quatre francs Bourdelois & au dessus : ou au dessous de quatre francs Bourdelois. La Bourr tit. 14. art. 5. 10. 11. 22. DROIT DE LOI DE SIX SOLS : Mons chap. 28. 47. qui se paye par ceux qui plaident : ou d'autre somme plus grande, ou plus petite, souvent en ladite Coutume de Mons, & de Hainaut, contre ceux qui forfont ou délinquent. Voyez *Emende de Loi*.

LA LOI DU VICOMTE DE LA VILLE.] Boulenois art. 180. la Loi des Vicomtes ; Monstreuil, art. 1. C'est le droit & usance du Vicomte.

VILLES DE LOI.] Boulenois art. 13. 99. Calais est Ville de loi, policée par un Majeur & quatre Eschevins.

LA LOI DE LA VILLE.] Lille, art. 30. 31. 52. 98. 106. 125. *in quo etiam* ; METTRE PIED A LOI. *Cum agitur de debitorum extraneo*.

Esquelles Villes y a Coutumes locales, & Loix particulieres, Siege de Jurisdiction, & Officiers de Justice. La loi d'Amiens, en l'inscription de la Coutume locale de la Ville & Banlieue d'Amiens en Picardie. La loi privilégiée de ladite Ville en l'article 29. de ladite Coutume. La loi de la Ville de Cambray : Monstrelet au premier volume chapitre 88. En la Coutume de laquelle Ville de Tournay & autres de Flandres, nous lisons MAIN DE LOI, DEVOIRS DE LOI, present de LOI, Gens de LOI ; Records de LOI ; estimer par LOI ; les Loix des lieux : LOI ou Justice ; Oeuvres de loi ; Ordonnance de loi, Abus de loi : Se complaindre à loi : La loi de Tournay. Froissart livre 1. chap. 64. Loi de Ville. Valenciennes, art. 19. 20. 22. 24. & ailleurs. Ville loi. Banlieue, Eschevinage d'Arras. Voyez *Devoir de Loi*.

Les plus grands Bourgeois de Bruges avoient la loi à garder, comme parle l'auteur incertain de la vieille Chronique de Flandres chap. 39. Les Huissiers pour exploiter doivent demander assistance aux loix des lieux, par les Ordonnances d'Artois.

LOIX DE VILLE JUREE.] Hainaut chap. 65. Valenciennes, art. 19.

Intelliguntur Scabini vel alij magistratus praefecturarum, vicorum vel urbinum, penes quos est Jurisdictio quadam, apud quos legis actio est.

Unde LES LOIX ESCHEVINALES. Hainaut, chap. 3. Mons, chap. 37. 48. 49. Valenciennes art. 160. *Magistratus est lex loquens, & jubere potest ut lege agatur : Legum præses, Seneca lib. 1. de Ira. Atlex est miles Magistratus. Cicero 3. de legibus.*

LOIAL.] Qui est feal. Feauté, & LOIAUTE. Le vassal doit être feal & loial à son Seigneur. *Alij sunt tamen Leodes, Lendi sive Leudes, alij Vassalli.* Voyez le mot ALLEU.

LOIER.] Paris, art. 56. 161. 162. 171. 227. Nivernois tit. 32. art. 11. 16. Montargis, chap. 18. art. 3. & 5. Bourbonnois, art. 117. Orleans, art. 315. 317. 318. 324. 327. & suivans, art. 351. 352. 359. 378. Dunois, art. 63. 88. 91. 92. Poitou, art. 159. Sedan art. 214. 271. 274. 276. Berry, tit. 9. art. 21. 35.

Proprie est merces adium locatarum, τὸ ἐνοίκιον ἢ ἐνοικίσιον, merces habitationis : sed improprie est prædiorum rusticorum merces, aut qua præstatur famulis, ancillis, operariis. Tours, art. 211. Sedan, art. 315. en l'Edit de Louis XII. de l'an 1499. art. 80. Bretagne, art. 183. 229. 292. 625.

LETTRES LOMBARDES.] Qui s'expedient en Chancellerie, & se donnent aux Lombards & Italiens, qui veulent trafiquer ou tenir banque en France : & se taxent au double depuis le temps de Philippes le Long, qui chassa les Italiens hors de France. *Lombardi, Vinuli, Heruli quos à longis barbæ dictos putant : Sic Suetonio in Nerone Acnobarbi quorum rusila barba.* Le Lombard en Flandres & ailleurs, qui a puissance de prêter argent à interest & sous gage : tellement qu'en l'Ordonnance du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 3. les Lombards & usuriers sont conjoints.

LOS.] Signifie gré & volonté, l'avis & consentement. Mons, chap. 8. & 24. comme nous disons AKLOUER : *Leudes sunt subjeti*, qui doivent cens & rentes : *non sunt Vassalli.* Avoir son los & choix : Valois, art. 14. *Id est optionem vel electionem.* LOUER signifie approuver. *Quidam malunt scribere LODS, quàm LOTS : à laudatione domini vel auctoris. Ut in actionibus civilibus auctor laudatur & nominatur, unde à quibusdam appellantur Laudimia, laudominia, laudativa.* Laudare significat prisca lingua nominare & appellare : Gellius lib. 2. cap. 6. & post Gellium Macrobius lib. 6. cap. 7. *Empron laudat Dominum, & probat*, & lui paye son los & gré en accordant avec luy pour son droit, afin d'être enfaîné & vêtu par luy : dont nous disons A COTURDEMEENS, qui sont dûs au Seigneur censuel, *quod tamen hodie moribus definitum est & taxatum.* Voyez le mot LOTS cy-après.

* LOT.] Tous nos auteurs conviennent que ce mot signifie sort ; quelques-uns, comme Casseneuve dans son traité du Franc-aleu, liv.

1. chap. 9. n. 2. le font venir du mot *Los*, de l'ancienne langue Teudisque, qui signifie sort; & d'autres comme Monsieur du Cange dans son recueil d'Etimologies, du mot Anglois-Saxon *Lot*, qui a la même signification. Will. Thorn. an. 1364. *Et dicunt quod dicti Barones contributionem in Lottis . . . facere recusant.* Vid. Cang. in glos. verb. *Lot* & cy-après *Lots & Gets*.

LOT & LOTIE.] Bretagne, art. 309. 456. 591. 699.

LOT & PORTION.] Melun, art. 133.

DROITS DE LOTS & RETENUE.] Sedan art. 236. *Sunt si-
dicta Novella 13. Leonis, videlicet cum de censibus agitur*: les Lods sont dûs par l'acquéreur au Seigneur censuel, lequel en les recevant loüe & investit l'acquéreur de l'héritage acquis. *LOUER* & investir, en la Coutume locale de la Paroisse de Juslat en Auvergne. *Sic etiam novus Emphyteuta prestat quinquagesimam partem pretij, vel aestimationis loci, qui ad aliam personam transfertur, cum in possessionem suscipitur. l. 3. Cod. de jure Emphyteut.* Voyez le mot Lods.

LOTS EMENDES.] Peronne, art. 91.

LOTS & GETS DE BIENS EN FAIT DE PARTAGE.] Berri, tit. 20. art. 10. Cambray, tit. 2. art. 7. *Cum sorte & micando fit divisio hereditatis aut rei communis*: quand les lots sont jettez au sort. *Ut & plerisque alijs in causis sorte res dirimuntur, in casum sortium deducitur.*

HERITAGE PORTANT LOTS.] Comté de Bourgogne, art. 63. 64. Lots, directe Seigneurie, droit de retenue, emende: Comté de Bourgogne, art. 62.

LOTS & PARTAGES.] Reims, art. 250. Ribemont, art. 101. Nivernois, tit. 25. art. 1. Mons, chap. 48. Acs, tit. 3. art. 10.

LOTIR.] Signifie partager, & proprement ce qui est en censue. Le fief de sa nature ne tomboit anciennement en partage, il n'étoit pas estimé patrimonial, & ne se transféroit pas à l'héritier, comme l'héritage censuel, roturier & non noble. *LOT* ou *LOTIE* signifie la part de l'un des cohéritiers ou communs en biens, soit de la chose que l'on veut diviser, ou de la chose ja divisée, comme en la Coutume d'Anjou, art. 277. 279. 281. 433. du Maine, art. 293. 295. 296. 298. 448. Du grand Perche, art. 150. 161. 162. de Bourde-
lois, art. 78. de Bretagne, art. 297. 437. 570. 638. de Normandie, chap. 26. d'Amiens, art. 117. 118. de Peronne, art. 158.

FIEF LOTIZE & PARTI.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. art. 7.

LOUAGE, LOUAGER, LOIER.] Anjou, art. 504. le Maine, art. 500. Blois, art. 258. 265. Berri, tit. 9. art. 21. 35. 36. 37. Cambray tit. 19. art. 3. Paris, art. 163. *Est merces & pensio adium locata*.

rum, ἐνοίκιον, ἑνοίκιον, *barbaris locarium. Conductor autem adium locatarum est*, ἐνοικος, *Inquilinus. Non eam inficias hac vel lippis nota satis.*

* *Mariage, Mort, & Vendage défait tout LOUAGE.*] par la Coutume de Lorraine, tit. 12. art. 27. *quod iniquum est* pour le regard de la mort & du mariage.

Quelques-uns comme Monsieur Pithou, sur l'article 21. de la Coutume de Troyes, page 91. & après luy Brodeau sur Monsieur Louet, lettre M. sommaire 18. n. 2. prétendent qu'au lieu de *Louage*, il faut lire *liage*, & que ce proverbe ne signifie autre chose, sinon que tant en pais coutumier, qu'en pais de Droit écrit, la fille par le mariage sort de dessous la puissance de son pere. Monsieur Loyfel dans ses Institutions coutumières liv. 3. tit. 6. art. 3. dit qu'il n'y a point de raison en ce proverbe, si on ne l'entend de ceux qui meurent, ou se marient pendant le temps du *louage* de leurs personnes; mais on jugera par la lecture de l'arti-

cle suivant de la Coutume de Lorraine d'où ce proverbe est tiré; si ces auteurs ont bien rencontré.

Un acqueteur regulierement n'est tenu ester à louage, fait par son vendeur; un jeune fils, à celui qu'en son nom aura été fait ou que luy-même aura fait avant son mariage, non plus que le mary, à celui que sa femme avant leur mariage aura fait, estant icelle veufve ou jeune fille constituée sous tutelle, à celui qui aura été fait en son nom, & l'heritier, à celui, qui aura été fait par son predecesseur; qui est ce qu'on dit communément, Mariage, mort & vendage, deffaire tout louage. (Voyez l'article suivant & celui qui precede.)

LOUAGER.] Boulenois, art. 61. 128. Boulogne, art. 11. Lille, art. 186. & suivans. Hainaut, chap. 76. Mons. chap. 15. 25. 46. Tours, art. 226. Bourbonnois, art. 119.

C'est le conducteur d'une maison, qui s'appelle aussi Locatif: Berri, tit. 9. art. 35. tit. 4. art. 5. & LOUANDIER: Acs, tit. 11. art. 31. Voyez *Locataire*, cy-devant.

* *LOUTRE'E.*] C'est la délivrance & adjudication au dénombrement de la Seigneurie de Robert Espagrin en Barrois: Le Seigneur aura le droit d'Ouyr pour l'Outree de la grosse dixme pour récompense du pourdras fait en icelle, lequel droit est de neuf gros au Seigneur, payable par celui qui a l'Outree, c'est-à-dire, qui est adjudicataire. (M. Aug. Galland.)

LES CENSES PORTENT LOUX, SEIGNEURIE & EMBENDE.] Duché de Bourgogne, art. 114. 118.

DEVOIR DE LUETS.] Qui est un boisseau de seigle sur chacune tenue, & chacun ménager tenant feu, & fumée, & labourant terres en la Parroisse, dont est fait mention au recueil des Arrests des Chambres de Bretagne du 16. Octobre 1561. & du 20. May 1564.

LUMINIERES.] Auvergne, chap. 2. art. 7. Que les habitans élisent pour Procureurs & Fabriciens de leurs affaires communes, Fabrice & Parroisse, & qui ont charge des luminaires de l'Eglise.

M

* **MACHURE.**] Nivernois, chap. 1. art. 20.

* **MAIADE**, *Maionque*, *Majefque*.] C'est en Bearn un contrat que les Communautés dépourvues de vin, passent avec un Perimet, pour faire le fournissement nécessaire, aux conditions arrêtées entr'eux. Voyez *Ban à vin*.

DROIT DE MAILLE D'OR.] Que le Prieur S. Privé payoit au Duc de Nivernois, pour la garde d'une Foire : Comme je le ve à la foire de Rian en la Châtellenie des Ays ou Berri, la Maille Bileron sur les vendeurs.

* *Gens de basse MAIN.*] Dans le chap. 2. des Assises de Jerusalem, sont des roturiers. *Chevaliers ne doivent pas être ensi menz-com Bourges, ne Bourges & gens de basse Main-com Chevaliers.*

MAIN DE JUSTICE.] Berri, tit. 5. art. 24. 26. tit. 9. art. 7. 71. tit. 20. art. 11. Ponthieu, art. 118. & souvent ailleurs.

MAIN DU ROY.] Berri, tit. 5. art. 27. Ponthieu, art. 120. & ailleurs, es Ordonnances & Coutumes, quand il est traité des exécutions de meubles & saisies d'héritages. **MAIN DE COMMISSAIRE.** Berri, tit. 20. art. 12. 13. **MAIN DU GRENCIER.** Berri, tit. 9. art. 11. & ailleurs.

Quand un débiteur ou condamné en vertu d'obligation ou sentence est exécuté en ses meubles, ou saisi en ses héritages, & dont on garnit la main d'un Dépositaire ou Commissaire, sous le nom & autorité du Roy, du Seigneur Justicier, ou de Justice. La main de Justice qui est d'ivoire, au dessus d'une verge, est entre les insignes de nos Rois, comme le Sceptre, la Couronne, l'Épée : *Ceterum pro verbo jactatur Regibus longas esse manus, quia eorum amplissima est potestas & virtus : De manus injectione loci occurrunt, cum agitur de servi vindicatione : in fundi vindicatione etiam ex jure manuum consertum vocabantur : sed & quis liberali causa manu adscribebatur, cum ex servitute in libertatem vocabatur, vel ex libertate in servitutem vindicabatur. Itaque adscriptio appellatur *captivitas*, adscriptio *captivitas*, ut observant servitudo spectatissimè Tarnelius lib. 13. adversus cap. ult. Brissonius lib. 5. de formulis. Manus injectio dicitur quod nulla judicis auctoritate expectata res nobis debitam vindicamus. Servius in 10. Aeneides.*

METTRE ET ASSÉOYR LA MAIN DU ROY OU DE JUSTICE SUR UN HÉRITAGE.] **MAIN ASSISE.** Amiens, art. 142. 143. 145. & en la Coutume de Liège. **MAIN LESEER.** Berri, tit. 5. art. 31. & ailleurs. **METTRE SA MAIN.** Berri tit. 6. art. 12.

ou EN SES MAINS. Berri tit. 10. art. 23.

[METTRE LA MAIN AU BASTON, OU A LA VERGE.] Art. 136. & en l'ancienne Coutume d'Amiens art. 31. Cambrai, tit. 5. art. 1. en la locale d'Armentieres sous Lille, & de Erquinchem.

Qui s'entend de la reconnaissance du contrat & de l'assignation de l'héritage, dont on dispose pardevant le Seigneur féodal ou consuel, duquel il est tenu, ou pardevant son Bailli & Officiers. Amiens, art. 33. Car le vest, dévest, assigne, désassigne, selon l'ancienne Coutume & usage, se faisoit par la tradition d'un petit bâton ou buchetto. Laon, art. 126. Reims, art. 165. Châlons, art. 30.

Per festucam, ut est in formulis Marculphi Monachi. L'Officier met le nouvel acquereur en la chose par rain & bâton, sans tous droits. Lille, art. 80. *per anuli & virga vel fustis traditionem.* LE TIERS COUP DE BASTON. Mons, chap. 12. qui se frappe par l'un des Echevins es encheres & estrouilles en signe d'estrouille & délivrance. *Franci usi sunt baculo in ipsa investitura feudi, sed & ense; hasta vel angulo: ut & hodie plerisque locis manuum porrectione & osculo; cum fides prastatur. Hæc sunt hominij & tradita possessionis symbola, Summus Jurisconsultus Cujacius ad tit. 2. libro 2. Feudorum, qui sæpe nos testimonio suo adjuvat. unde Exfestucare, id est devestire, abdicare apud Frisingensem. Fustis est insigne investitura, quand le vassal entre en foy & homage. Le vassal se peut joindre de son fief jusqu'à la main met au bâton, ou jusques à démission de foy. *Kassallus potest retenta auctoritate feudi suo feudo ad arbitrium suum abuti, idque alienare, dum tamen ne emptor aut novus possessor hastam vel fustem attingat: vel dum ne à fidei & clientela se subducat qui partem feudi alienat, aut proventum locat; demat, aut percipiendi fructuum cedit.* Qua de re Hottomarus J. G. ad tit. 55. lib. 2. Feudor. Voyez la diction RAIN. Unde etiam in antiquo venditionis adium instrumento hæc verba, Tu Pascuti fuste illum investita. Tu Segniti fustem ipsum manu capito.*

* MAIN DRE.] Manere. C'est demeurer, habiter. Beaumanoir chap. 34. Le lieu où il mains, c'est-à-dire, le lieu où il demeure.

MAIN-METTRE.] Meaux, art. 79, 158. Vitri, art. 140. C'est affranchir l'homme de condition servile. Et par ladite Coutume de Vitri, quand le vassal main-met son homme de corps, il vient & retourne de ce même fait au Roy en pareille condition qu'il étoit à son Seigneur avant la manumission, & avant qu'il soit franc, il doit payer finance, dont les commis sur le fait des Francs-fiefs, nouveaux acquets, & main-mis, ont accoutumé composer. Voyez le mot L'EDENITE.

MAIN-MIS.] La Rue d'Indro, art. 19.]

Qui sont eximez de servitude, qui de serfs ont été faits francs & bourgeois. *Cum servus à manu domini emittitur ut liber sit. Me autem hac arenassit sine calce, neque ex nostra manerem aliquid proferatur. Olim à nostris servi, lidi, liberti, per denarium, vel pactato denario ingenui dimittebantur in praesentia Regis, & appellabatur Denariatus, Denariati, Denariales, Dinararii. Legis Salica tit. 30. leg. Ripuaria tit. 59. 63. 64. & in Constitution. Pipini lib. 10. que Langobardis & Franciscis adjecte sunt. Homo denariatus differt ab homine charvulario in capitulis lib. 6. art. 208. In Italia. Aldianes & Aldiani vocati sunt, qui in Francia Lidi vel Liti, & Rissualini qui ex familia dominiciis ex demque lege vivebant in servitute dominorum suorum. Leges Francica lib. 4. cap. 102. Litus aut Lidus significat eum qui à domino libertatis donatus est, eique tributarius factus est. Legis Ripuaria tit. 64. Legis Frisionum tit. 12. Itaque differt à servo, libero, ingenuo, nobili. Legis Ripuaria tit. 38. & possum in lege Salica, Saxonum & Frisionum. Videntur etiam appellari Adalings in lege Angliorum & Thuringorum, & Aldius in legibus Rotharis regis Langob. tit. 10. 32. & seq. Qui differt à servo ministeriali, & à servo rusticanus. Aldia qua manumissa est à domino, vel ex servo & matre libera nata est, in eisdem legibus tit. 84. 91. Itaque Aldius dicitur patronum habere tit. 1. legis Grimoaldi regis Langobard. & legibus Luitprandi tit. 47. 97. 112. Qui etiam Aldio appellatur legis Francica libro 4. cap. 50. ut legendum est, & repetitum in tit. 33. Legum Pepini, que extant libro 5. legis Francica, & in legibus Luitprandi regis. Idem appellari videntur Erimani & Erimana in diplomate Conrad Imperatoris apud Sigonium libro 2. de regno Italia. Porro Langobardi libertatem sanciebant per sagittam. Paulus Monachus de gestis Langob. lib. 1. cap. 9. Hoc adjiciam ex historia Nithardi lib. 4. Sunt inter Saxones qui Edhilingi, sunt qui Frilingi, sunt qui Lazzi, id est nobiles, ingenui, serviles.*

MAIN-MISE FEUDALE.] Berri, tit. 5. art. 10. 13. 14. 24. 55. tit. 9. art. 82. Quand le Seigneur du fief dominant met sa main & saisisse sur le fief mouvant de luy par défaut de foy & homage, de droits & devoirs non payez.

PRENDRE LA MAIN.] Berri, tit. 3. art. 1. Quand le Notaire prend & reçoit le consentement & serment des parties contractantes pour passer un contrat. **BAILLER LA MAIN.** Cum quis promissa manu se pro amico obligat & fidejuset, ut Proverbiorum cap. 6.

HERITAGES COTTIERS ou de MAIN FERME.] Artois, art. 136. & en la Coutume d'Aire sous Artois & de Lens, de Bapaumes.

HERITAGES OU TERRES TENUES EN MAIN-FERME. Hainaut, chap. 69. 77. ou de MAIN-FERME : Hainaut, chap. 77. 80. 84. Mons, chap. 4. 7. 12. 20. 21. ou Main-ferme. Cambrai, tit. 1. art. 18. 23. 74. & au tit. 2. & souvent ailleurs, & en la Coutume de Lens art. 9. de Valenciennes art. 82. 91. 182.

Ces droits & héritages sont différens des fiefs & des alleux : & sont héritages chargez de rentes qui ne sont sujets à droit de rēcuē, comme les fiefs ou héritages censuels. Toutefois l'auteur de la Somme rurale dit que les héritages de franc-alleu sont aussi de Main-ferme : & ailleurs, que l'héritage est de Main-ferme en rentes ; & que la terre tenue en Main-ferme est appelée Terre renteuse ou cottière. Tous héritages & biens immeubles qui ne sont fief, sont communément appelés, réputés & tenus héritages Main-fermes. Cambrai, tit. 2. art. 1. Aussi on baille un droit, un héritage ou autre chose à Main-ferme sans tierscēment, doublement ou remise, quand l'on fait bail par Justice & estrouffe au dernier metteur & encherisseur, pour jouir de la chose pour le prix de la ferme ou achapt, sans qu'aucun autre en après soit reçu à offrir davantage, comme l'on fait és baux des aides, huitièmes, quatrièmes, treizièmes, unzièmes du vin vendu en détail, de l'imposition du vin entrant, ou de glandées & paillons des forests du Roy, & autres qui se font à la chandelle allumée & éteinte ; *Cum adjectio non in admittitur post additionem, qua se presenti die in licitationibus non in diem, qua venditio vel locatio fit firmo jure, firma manu, & secuta est atque perfecta.*

Il y a une sorte de possession appelée MAIN-FERME, *Manufirma* ; les contrats & délaissement, *Manufirmitas*, dont la condition n'est pas claire. Ragueau en parle comme en passant, & ne dit autre chose, sinon qu'elle est différente des fiefs & des alleux, & que la Main-ferme n'est sujette à rēcuē comme les fiefs en rotures. J'en diray davantage & non peut-être avec intelligence entière. Aucun des anciens n'en a écrit que Boutillier, lequel vivoit l'an 1460. & en parle comme de chose commune de son temps. Il interprète la Main-ferme en ces termes p. 489. Par l'usage de commune locale tenir en catterie, si est tenir toute terre en possession de Main-ferme, c'est-à-

dire, qui n'est tenu en fief que rurallement. On appelle entre les Contumiers terre vilaino, & ne doit homaige, services, est, ne chevanchée, fors la rente aux Seigneurs, aux termes accoustumés, & à la mort double rente en plusieurs lieux. Mais doivent à leur Seigneur service d'Echevinage. Car le Seigneur de tels tenant peut faire ses Echevins pour traiter & démenier les héritages entre ses tels sujets, est tenu d'en faire advest & devest de l'héritage, de connoistre & faire payer les rentes que tels héritages doivent & non autre, &c.

Charta de vinea qua est in Trecciaco. In Dei nomino Voirbaldus Abba ex Monasterio sancti Albini. Notum intus & percognitum fore cupimus omni-

illis sancta Dei Ecclesia fidelibus tam presentibusquam etiam successoribus nostris, qualiter nos quidam homo nomine Hildegarus & uxor sua nomine Isemberga, cum infantibus suis ut eis quandam vineam ad censum, quod & fecimus, ea siquidem ratione, ut annis singulis in censum persolveras festivitatem sancti Albini qua est Calend. Martij die 8. Habet autem ipsa terra arp. &c. 2. Et terminatur ex omni parte terra sancti Albini, & est sita in villa Trecciaco prope fluvium Dive: quod si de ipso censu tardi aut negligentes extiterint, habeam licentiam legaliter emendandi & ipsam terram non perdam; sed habeam licentiam plantandi, adificandi & in melius construendi, alia autem potestati non habeant, licentiam vendundandi, nec concidendi: post obitum vero eorum ad nostrum ex integre revertatur dominium. Ut hac autem munifirmitas firma permaneat manu propria firmavimus, manibusque Monachorum nostrum roborari decrevimus.

Signum R. Domini Wirbaldi Abbatis. S. Firmini Monach. S. Rustagni M. S. Albonij M. S. Girardi M. S. Redemni M. S. Alberti M. S. M. S. Aldoversi M. S. Roberti M. S. item Girardi M. S. Alberti M. Joannes Monachus sancti Albini script. & subscript. Data mense de Novembris, anno 15. regnante H. Lotario Rege.

En divers endroits de la Somme rurale, se voyent diverses differences entre le Fief & la Main-ferme. Par la Coutume de Tournes, le fief ne peut être passé par decret dans l'an de l'acquisition au préjudice du lignager, & si c'est terre tenue à Main-ferme, que l'on appelle terre renteuse, il faut s'opposer au decret. Ailleurs la femme participe par moitié aux heritages tenus en Main-ferme, acquis pendant le mariage; au cas qu'il n'y ait point d'enfans, le fief demeure entier à celui qui

a été adherité, & la femme ne peut prétendre que moitié du prix de l'acquisition. Ailleurs les rapports de terre de Main-ferme se doivent faire par hommes tenans en Main-ferme, qu'il appelle au même endroit *hommes de cotterie*. Ailleurs, en terre de Main-ferme n'échoit point de bail; mais appartient garde d'enfans, & garde de biens, de bail n'appartient sinon à terre noble & entre Nobles personnes. Ailleurs, si le bâtard qui decede a heritages, la femme en a la moitié durant sa vie, & après sa mort le Seigneur l'emporte, soient fiefs ou terre de Main-ferme. Ailleurs, parlant de la vive cote, il use de ces termes, *Terre de cotterie, que aucuns appellent de MAIN-FERME*. Ailleurs, *Terre non noble & tenure de Main-ferme*.

L'usage de Main-ferme, comme des autres droits, & le nom est fort ancien. Dans le Chartul. de Vendôme se void un délaissement de l'an 1002. *In-Christe nomine*. transcr. grand Extr. p. 217. Au Chartul. de Marmoustier, autre délaissement de l'an 1071. *Notum sit fratribus*. Transcr. grand Extr. fol. 276. Autre fol. 237. *Notum sit, Dominus Robertus, &c.* Autre cod. fol. *Notum sit quod Rogerius, &c.*

Le contrat étoit, comme j'ay dit cy-dessus, appelé *Manufirmitas*: titre au Chartulaire S. Cyprien en Poitou.

Ces contrats ressemblent la nature & condition de censive, & faut néanmoins avouer que par la diversité des noms, les effets étoient divers. Car les baux & délaissemens en censive portent *in censum, in vilenagium*, & autres semblables. La Main-ferme a son nom particulier dont j'ay plusieurs titres.

La censive dûe par les terres de cette qualité, étoit appelée non *censive* ou *villenage*; ains *censive de Main-ferme*. J'en ay remarqué un titre de l'an 1250. dans le Chartulaire S. Lazare

près Paris : *Universis presentes*, &c. 2. vol. extt. Titre de S. Aubin, où il est dit, *Census Mansu firmitas*. En la Coutume de Troïes, art. 59. il est appelé *Main-morte*, peut-être fait à la charge de chair, pain, ou grain & non d'argent ; car l'argent, dit la Coutume, rachete la Main-morte. (*M. Galland.*) Joignez le même auteur dans son traité du Franc-Alleu.

RENTES HERITIÈRES DE MAIN-FERME.] Mons, chap.

46.

TERRES COTTIÈRES DE MAIN-FERME.] Artois, art. 14.

MAIN-FERMES.] Hainaut, chap. 68. 77. 78. 80. 85.

LES COTTIERS ET MAIN-FERMES.] Artois, art. 23.

HERITAGES MAIN-MORTABLES, & DROIT DE MORTE-MAIN.] Meaux, art. 48. 77. Valois, art. 3. Vietri, art. 69. 70. & en la Coutume particuliere de Resbets, ressort de Meaux : Qui appartient à un Monastere : esquels lieux il est traité des servitudes personnelles.

HERITAGES MAINMORTABLES, OU DE MAIN-MORTE ENVERS AUCUN SEIGNEUR.] Sens, art. 23. Troïes, art. 59. Duché de Bourgogne, art. 11. 75. Comté de Bourgogne, article 86. 93. 95.

Qui chéent en la Main-morte du Seigneur, quand le possesseur est decédé sans hoir de son corps nay en mariage, & étant en Celle : lesquels heritages sont chargez de Coutume, comme de chair, pain, ou grain. Toutesfois s'ils sont aussi chargez d'argent, l'argent rachete la Main-morte, & doit le Seigneur mettre hors de ses mains iceux heritages échéables. Troïes, article 60. Les heritages main-mortables appartiennent à gens de servile condition. Terre main-mortable. Nivernois, tit. 8. art. 7. & 8. Homme, lieu, condition, ou femme de main-morte, ou main-mortable. Duché de Bourgogne, art. 8. 81. & suivans. Comté de Bourgogne, art. 83. & suivans. Nivernois, tit. 8. art. 7. Bourbonnois, art. 25. 189. 197. 203. Seigneurie & Seigneur de la main-morte : Comté de Bourgogne, art. 87. 94. ou Main-mortable, en l'article 100. de la même Coutume.

LA MAIN-MORTE.] Nivernois, tit. 8. art. 27.

DROIT DE MAIN-MORTE.] Nivernois, tit. 8. art. 7. 10. Lorraine, tit. 6. art. 3.

LES GENS DE MAIN-MORTE.] Hommes & sujets de corps ne peuvent tester que jusques à cinq sols sans la permission de leur Seigneur en plusieurs lieux : Tel droit a été jugé à l'Abbaye de S. Pharon près Meaux, par Arrest du 13. May 1460.

HÔME DE MAIN-MORTE.] Melun, art. 163. Mante, art.

78.

HOMMES DE MAIN-MORTE.] Qui sont de condition servile, main-mortable envers leur Seigneur, ou en tous biens meubles & heritages, ou en meubles seulement, ou en heritage seulement, quand ils trespasent sans enfans nais en mariage, étans de leur condition & en Celle. Troies, art. 3. 5. 6. 91. Chaumont, art. 1. 3. 78. Vici, art. 15. 141. & suivans. Chalons, art. 17. 18. Duché de Bourgogne, art. 81. & suivans. En plusieurs lieux ces hommes en leur vie sont taillables envers leur Seigneur, de taille abonnée, ou à plaisir & volonté, & à leur décès sont mortuables. Il est traité de la condition de Main-morte & des mortuables, tant pour le regard des heritages que des personnes en la Coutume d'Auvergne, chap. 27. & la Marche, chap. 17. *Servi qui cespiti serviunt, appellantur Pertinentes, in legibus Astulphi regis Langobard. tit. 3. 5. 8. de quibus in cap. 2. de Judais.* * Voyez Homme Morte-main.

SEIGNEUR FEUDAL, OU VASSAL DE MAIN-MORTE.] Estampes, art. 77. * Ce mot est tres-bien expliqué dans une Charte de Suger rapportée par Doublet, pag. 857.

TENIR EN MAIN-MORTE.] En l'ancienne assiette de Bourgogne.

TENIR L'HERITAGE EN MAIN-MORTE.] Orleans, articles 128. 133.

Existimatur immortalis possessio Ecclesie, Collegij, Municipij, Civitatis, Cœnobij, & corporis alicujus : quia nunquam heredem habere desinunt, nec prædia juræve sua alienare possunt, tellement que leurs heritages sont estimez ne changer jamais de main. Et ideo res ad priorem dominum non revertitur. Libertorum Ecclesia nunquam moritur patrona, canon. liberti. causa 12. quest. 2. Sedes Apostolica non moritur. Capit. si gratiose, de Rescriptis in 6.

DROIT DE MORTAILLE.] Bourbonnois, art. 207. & chap. 36.

MORTE-MAIN.] En l'art. 3. de la Coutume locale de la Ville d'Amiens.

Gens d'Eglise & autres tenans à Main-morte. Les Gens d'Eglise sont de main-morte : Plus les Communautés, les Frairies, Chapitres & Colleges. Sens, art. 4. 6. 22. 184. Laon, art. 210. Chalons, art. 208. Saint Quentin, art. 84. Montfort, art. 47. Mante, art. 43. Montargis, chap. 1. art. 86. 87. 88. Orleans, chap. 1. art. 99. 100. 103. 127. 128. Peronne, art. 75. 76. 77. Tours, art. 38. 103. 105. 108. Lodunois, chap. 10. art. 1. 2. 5. Anjou, art. 37. 38. Le Maine, art. 41. Grand Perche, art. 67. Blois, art. 41. & suivans. Auxerre, art. 6. 8. 10. 48. 189. Melun, art. 28. Berri, tit. 5. art. 53. Bretagne, art.

368. Cambrai, tit. 1. art. 55. tit. 2. art. 9. Bar, art. 10. Et en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. fait pour les Seigneurs Justiciers de Paris, & autres Edits pour la déclaration des fiefs & arrieriefiefs. Plus font de Main-morte les Villes, Bourgs & Bourgades qui tiennent & possèdent des heritages en commun : les Hôpitaux, Maladères, Aumôneries, Commanderies, les Marguilleries & Fabriques, & généralement tous autres Corps & Communautéz approuvées. *Mortua manuum in capitulis in libro 5. art. 48. qui repetitur in additione 4. art. 78.* Et faut noter que non seulement en France, mais aussi en Angleterre, dont Walsingham fait mention sous Edoüard I. & en-Espagne, Sicile, Venise, & en plusieurs autres Royaumes, Pays & Seigneuries, les Ecclesiastiques, les Communautéz & autres Gens de Main-morte ne peuvent tenir & posséder heritages feudaux, allodiaux, censuels, roturiers, ne aucunes rentes & droits immobiliers sans permission, congé, ou licence du Souverain. Voyez la diction AMORTISSEMENT: *Nec adhuc rem pertinet lex Papyria de consecratione, ut Bacquetius putat.*

H O M E M O R T E - M A I N.] Comté de Bourgogne, art. 99.

Ces conditions serviles s'appelloient anciennement *Εἰλωταί, πικρῆσαι, δούλοι*, Aristot lib. 2. πολιτικ. capit. 3. Et ces Gens de Main-morte & de labeur, à Cretensibus dicebantur *περίουχοι*, quibus agros colebant, ut Laconibus *ἑλωταί*, & Thessalis *πνίγαι*. Aristot. libro 2. πολιτικ. cap. 7. & 8. Plutarchus in Lycurgo, Plato libro 6. de legibus. *Plotarum* sive castellanorum erat agreste genus. Livius lib. 34. Maximus Tyrius Sermonem 13. Et à Lacedæmoniis contumeliosè tractabantur. Athenæus lib. 14. cap. 29. tanquam degeneres & à servis orti. *Vincti etiam pedes, damnata manus, inscripti vultus*, Romanorum rura exercuerunt, Plinius lib. 18. cap. 3. Inter veteres Francos & Alemannos erant etiam coloni regij & Ecclesiastici, quorum servitus à bellis orta est. Et jure Romano agricolarum alij sunt Censiti, tributarij & adscriptitij, *ὑπαπόγραφοι* : alij Coloni qui terram dimittere non possunt. Inquilini etiam qui pradiis adherent : sine pradiis legari non possunt l. 11. de legatis 1. aut vendi. lib. 7. Cod. de agricolis. Ne pradia deserantur. Quia servi pradiorum sunt potius quam hominum l. 20. Cod. eod. Ut nec coloni illi vendi possunt sine pradiis l. 2. eodem. Alia sunt rustica mancipia quæ veluti membra pradiorum rusticorum propter curam & culturam fundi, & adnumerantur rebus immobilibus, de quibus in l. 3. de diversis temporal. l. 4. §. in servis, de censibus. l. 6. §. his illud, Cod. de secundis nuptiis, & No. 7. Justiniani. Vide Julianum antecessorem. Constat etiam ex Sidonij lib. 5. Epistol. ad Pudentem, colonos qui origine erant inquilini, servos fuisse & tributarios. Et Julius Cesar lib. 6. belli

*belli Gallici narrat plebem in Gallia penè servorum loco habitam, & ple-
rosque sese in servitutem dicasse nobilibus, in quos eadem omnia erant
jura quæ dominis in servos.* Humbert Dauphin a affranchi de la Main-
morte ses sujets de Dauphiné. *Papa quest.* 361. Le feu, le sel, & le
pain parte l'homme Morte-main. Comté de Bourgogne, art. 99.

RAPPORTER MAIN-PLEINE.] Blois, art. 282.

RAPPORT DE MAIN-PLEINE.] Dunois, art. 96.

C'est garnir la main de Justice de biens suffisans & valables pour
la somme pour laquelle exécution est faite par le Sergent sur le de-
biteur opposant.

MAIN-PRISE.] *Vadimonium, manuscaptio.* Vid. *Covellum.*

SE FAIRE RECEVOIR PAR MAIN SOUVERAINE,
AVEC LETTRES ROYAUX.] Dourdan, art. 29. 35. Paris, art. 60.
Ou sans Lettres par requête faite au Juge Royal, pour recevoir son
homage & aveu, & la consignation des droits feudaux, & à cette
fin convient appeller le Seigneur feudal.

Quand le Seigneur feudal est refusant sans cause de recevoir son
vassal en foy & homage : ou quand deux Seigneurs prétendent la te-
neure feudale d'un même fief : Car il n'est pas tenu avouer ni l'un
ni l'autre pendant le procès. La Main souveraine est la main du Roy,
tellement que cette réception doit être faite par le Juge Royal, qui
a la connoissance des matieres feudales & des droits du Roy. Voyez
le quatrième traité de l'Avocat Bacquet ch. 59. Cette Main du Roy
ne spolie personne.

DIXME & TERRAGE A DEUX MAINS.] Qui est de six ger-
bes l'une, quand le Seigneur leve d'une main la Dixme, & de l'au-
tre le terrage, à raison de douze gerbes l'une pour la Dixme, & une
autre pour le terrage.

MAINBOURNIE & MAINBOURS.] Es Ordonnances
de Mets & du pays Messin.

MAINTENIR & GARDER EN POSSESSION & SAISINE.]
La Feste Aurain, art. 4. En matiere possessoire la maintenue est dif-
ferente de la recreance. La recreance est la possession provisoire
ajugée à l'une des parties pendant le procès en baillant caution. La
maintenue c'est la pleine & entiere possession que l'on ajuge à celui
qui a le meilleur droit, lors que le procès possessoire prend fin, &
se détermine définitivement, laquelle aussi s'appelle Pleine main-
tenue en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. art. 49. Et plei-
n possessoire. Toutesfois par iceluy Edit art. 59. il convient conduire
la recreance & maintenue par un seul procès & moyen, & n'en faut
faire deux instances séparées. La maintenue est plus ample que la

simple tenuë, *qua est nuda detentio vel sequestratio, qua possessori nihil juris prastat : hanc Itali vocant Tenutam : Sic legendum in glossa Accursij ad initium l. 39 dig. de Evictionib. Per illam verò retinetur possessio.*

MAINTENUE & GARDE.] Nivernois, tit. 1. art. 18. & souvent ailleurs.

MAJEUR & ESCHEVINS.] *Quibus summa Reipublice commissa est.* S. Paul. art. 31. & autre dudit lieu sous Artois. Boulenois, art. 13. 20. De Surene, art. 2. 5. 8. *In quo art. 2. desiderantur haec voces, ET ESCHEVINS, incuria Typographi.* Estappes art. 4. & suivans. Wissant, art. 6. Lille, art. 132. 200. Hainaut, chap. 65. 68. 69. 73. Mons, chap. 8. 9. 12. 13. 15. Et es usances de la Ville de Calais, & de Tournay. Hesdin au titre des droits du Comte d'Artois art. 9. Namur, art. 7. Es Ordonnances du Duc de Buillon art. 15. 38. & suivans, & en l'art. 3. 4. 9. de la Coutume locale de la Ville d'Amiens, desquels Monstrelet fait mention au premier volume chap. 75. comme aussi des Majeurs & Eschevins de la Ville de Liege au chap. 47. & de leur charge pouvoir & Jurisdiction dont est traité au premier chapitre du styl des Cours & Justices seculieres dudit pays, de l'an 1572. Et il y a autres Ordonnances & Statuts de l'an 1582. sur le Reglement de la Justice au pais de Liege.

MAJEUR DES FIEFS.] Au styl de Liege, chap. 25. 26. qui juge en la Cour feudale avec les vassaux. Majeurs du métier. Cambrai, tit. 25. art. 23. Majeurs des poestées en l'art. 28. du même titre. De la drapperie. Valenciennes, art. 4. 12.

MAIRE.] Amiens, art. 55. Peronne, art. 162. Auxerre, art. 18. ou **MAJEUR** au chap. 95. de l'ancienne Chronique de Flandres, & au troisieme livre de Froissart chap. 117.

Major populi Gregorio, quasi primus curia, ut in senatu Princeps Senatus, etiam adnotante Cujacio ad l. 33. Cod. de Decurion. Qui pater civitatis & defensor plebis, qui parentis vicem plebi exhibet.

MAIRE ET ESCHEVINS.] Laon, art. 119. Reims, art. 174. 175. Et en l'ancienne Coutume d'Amiens art. 94. 110. Boulogne, art. 1. 2. 3. Esquels la Jurisdiction de ces Magistrats est expliquée. Wissant, art. 1. Tours, art. 42. Berti, tit. 2. art. 4. tit. 9. art. 36. tit. 15. art. 4. Baïonne, tit. 1. art. 2. 3. 4. 5. tit. 18. art. 6. & ailleurs. Cambrai, tit. 5. & tit. 25. **MAIRE ET JURATS.** Solle, tit. 11. art. 3. 4. 5.

MAIRE & GARDE DE JUSTICE.] Senlis, art. 115. 116. l'Abbaye de sainte Genevieve de Paris a un Maire de sa Haute-Justice.

Pro eodem : Judex qui prasidet aliis Major dicitur : Comme le Juge du Seigneur Bas-Justicier s'appelle Maire. Sens, art. 18. En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 18. Et le Juge de Moyen Justicier,

Majeur. Bar , art. 48. Le Maire qui est Juge Royal ou subalterne ; Senlis , art. 19. 21. 35. Laon , art. 58. Chalons , art. 67. S. Quentin , art. 21.

MAIRE DU PALAIS ROYAL.] Dans les Chroniques , Annales , & anciennes Histoires de France , signifie le Grand Maître de la Maison du Roy , qui a commandement sur tous les Officiers domestiques. *Germanice MEIER & MAYER, ut Rhenanus observat: Major domus regia, Constat ex Gregorio Turonico lib. 6. cap. 9. & 45. lib. 7. cap. 27. 28. 43. ex Reginonis Chronico lib. 1. & 2. Sigeberto in Chronico, Cassiodoro lib. 10. Variar. Epist. 18. & tripartita historia lib. 9. cap. 43. Arnulphum, Anchisem, Erchanoaldum, Pipinum, Grimmoaldum, Ebroinum, alios fuisse Majores domus. Gennadius in Egenio Carthaginis Episcopo, Per majorem domus Hunericho transmisit. Pipinus fuit major domus Francie sub Clotario Rege Francorum & Dagoberto filio ejus, quæ dignitas parum à dominatione & sublimitate regia differt, ut est in vita sancti Pipini primi Ducis Brabantia. De hujus Magistratus autoritate & administratione Eginhartus in Caroli Magni vita, Paulus Varnefridus lib. 6. de gestis Langobardarum cap. 16. Aimoinus & alij historici vel Chronici, à quibus appellatur etiam Major Palatii, Rector, Gubernator, Princeps, Magister Palatii cujus curam agebat: Subregulus in vita sancti Leodegarii. Praefectus vel prapostus aule, Palatio vel Pratorio: vide scriptum Hotomani J. C. cap. 12. Francogallia. Alius videtur Comes Palatii, de quo Gregor. Turonicus lib. 5. cap. 18. lib. 9. cap. 12. Ut vel constet ex cap. 30. ejusdem libri 9. Sigebertus in Chronico anni 938. & alii auctores. Verumtamen ab Aimoino lib. 3. & 4. cap. 57. Gogo & Landericus appellantur Comites & Majores domus regia, & lib. 4. cap. 6. Warnarius appellatur major domus & Palatii Comes. Hunibaldus sub Theodorico rege eundem facit Comitum Palatii & Majorem domus, ut & Aimoinus lib. 4. cap. 38. in cujus libri appendice cap. 61. auctor dixit principatum & Majoratum domus, quæ de re tractat P. Pithæus. 1. libro Comitum Campania: Tillius lib. 2. Pasquierus lib. 2. cap. 10. Sed & Annales Francorum dixerunt Majordomatum. A Cedreno Major domus regia appellatur ~~wpooxox~~ & refert curam aula regis & gentis gerere: Idemque constat ex lib. 22. histor. Mistella. Major domus, & Vicedominus conjunguntur in canon. volumus. distinct. 89. Et n'y a eu Maire du Palais en France depuis le Roy. ~~Huc~~ Capet. Sic Callicolarum quidam Majores fuerunt l. 3. Cod. de Judais. Et de Sacerdotibus qui ~~mis~~ dicebantur locus est in canon. 10. septima synodi. Didascalus & Majores Judæorum in Codice Theodosiano lib. 16. tit. octavo & nono. Et faut noter que ce Maire du Palais Royal a depuis été appelé Sénéchal de France, & ancienne-*

ment étoit comme Duc de France, Duc des Ducs, & a eu la Superintendance & autorité sur la guerre, justice & Finances, *quasi magnus domesticus, τὸν ὁλόν, Dux totius exercitus*, qui est aujourd'hui la Charge du Connestable, *quasi magister equitum*.

MAIRE DE CHASTEL, ou MERC DE CHASTEL.] Anjou, art. 43. Le Maine, art. 50. Esquels lieux nous lisons aussi, MAIRE, ou MERC DU GIBET. MAIRE, ou MERC DE LA JUSTICE : Anjou, art. 48. Le Maine, art. 56. & MERCS DE JUSTICES, au commencement des Coutumes d'Anjou & du Maine. C'est le lieu, l'endroit ou la marque de l'Hôtel du Seigneur Châtelain, & du Gibet & fourches paribulaires, qui sont le signe de la Haute-Justice. Voyez *Merces*.

MAIRERIE ET ESCHEVINAGE.] Au procès verbal qui est la fin de l'ancienne Coutume d'Amiens.

MAIRIE.] Senlis, art. 17. 20. 87. C'est la Prevôté Royale.

DROIT DE MAIRIE ET COMMUNAUTE'.] Tours, articles 42. 62.

MAIRIE ET ESCHEVINAGE.] En l'inscription de la Coutume locale de la Ville & Banlieue d'Amiens.

MAIRIE & FIEFS BOURSIERS.] Chartres, art. 17. qui appartient aux Doyen & Chapitre de l'Eglise de Chartres, & sont tenus d'eux en foy & homage. Voyez le mot *Bourfaux*.

PREVÔTE' & MAIRIE.] en la Coutume de Rejets, ressort de Meaux. Prevôt Maire de Pontoise : Senlis, art. 58. 72.

MAISNEZ.] Clermont, art. 82. Coucy, art. 8. Theroane, art. 1. Comté de Bourgogne, art. 18. 19. 20. 21. Hainaut, chap. 77. Montargis chap. 1. art. 35. Tournay au titre des Fiefs art. 3. & en la Somme rurale, en laquelle aussi nous lisons FILLE MAISNEE, & droit de MAISNETE', & AISNETE', pour AINESSE. Normandie, art. 339. Et ainsi aussi s'entend en la Coutume de Cambrai, tit. 8. de Lille, de Lalleue, de Valenciennes, art. 87. 93. 94. 95. 96. & suivans. Ailleurs : LES MAISNEZ sont les puînez & cadets, *qui primogenitum sequuntur*. De laquelle diction use aussi l'auteur de l'ancienne Chronique de Flandres chap. 8. 92. 96. Froissart livre premier, chap. 65. 159. 216. & Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. Argent baillé à MAISNE, en la Coutume de la Ville d'Arras, art. 35. qui parle de bailler l'argent des mineurs à profit.

Il y a deux droits de Maineté ; le droit de Maineté mobilière, & le droit de Maineté immobilière.

Le droit de Maineté mobilière con-

siste en trois pièces de meubles, ayans servi à l'usage des père & mere, que le Mainé prend.

Le droit de Maineté immobilière se

prel'en quelques lieux en heritage de Main-ferme, ayant maison manable appartenant aux conjoints decedez, tant en usufruit que propriété, & dans lequel les conjoints decedez ont eu leur domicile & résidence au jour de leur trépas.

En quelques lieux de l'Allemagne,

MAISON DE DÉPENS.] Qui est autre que la prison ordinaire : en laquelle un debiteur condamné se doit tenir à faute de paiement, selon la Coutume locale des Communes sous Lille.

MAISON-DIEU.] Hôtel-Dieu, *Xenodochium*, *Domus Dei*, cap. 55. de appellat. iurib.

MAISON DE LA PAIX.] Mons, chap. 12.

C'est l'Auditoire du Juge, *forum in quo judicatur, vel jus dicitur: tribunal in quo iure agitur, non vi, non injuria, ad componendas lites & controversias: Basilica, ut Julia, que dicata fuit centum viralibus judiciis: de qua Vitruvius lib. 5. Plinius in epistolis, Quintilianus lib. 12. Quod & eruditi observarunt. Sic & tribunal Pratoris τὸ Εἴμα, ac subsellia & βάθρα Judicum dicuntur ara legum à Cicerone 4. Orat. contra Verrem, Asconio interprete: & ab Epicteto forum appellatur templum libertatis, arena litigantium: & à Quintiliano Declam. 274. Templum quoddam pacis in quo iura exercentur, propter quod leges valent. Cavendum autem ne tribunal magistratus propter nimiam severitatem vocetur Scopulus reorum, ut est apud Valerium lib. 3. cap. 7. Ne sit iniquum aut constupratum iudicium: quandoquidem iudicium; virgo quaedam pulchra & pudori contraria calumnia. Voyez VILLE DE PAIX. & Jurez de la paix: Sergens de la paix; Ubi quasi novum par disse fabo; quod munierarii facere solebant, non ad expectationem tuam detinendam, sed quia ratio ordinis id exigit. Ecclesia pacis Hipponensium regionum, Augustinus epistol. 110.*

MAISONAGE.] Anjou, art. 497. sont les bois de fustayes qu'on coupe pour bâtir & édifier.

* **MAISONNIER.**] Voyez Estagier.

MAISTRES DES REQUESTES DE L'HÔTEL DU ROY.] *Referendarii qui supplicum desideria referunt, recensent, exponunt Principi; Procopius lib. 2. de bello Persico: ejusve Consistorio vel Cancellario. Referendarius, sive ἀναγραφὴς Suida, dicebatur ad quem publice conscriptiones deferrebantur, ut per eum annulo seu sigillo regis confirmarentur. Sigebertus in Chronico sub anno 637. Aimoinus lib. 4. cap. 41. quasi Cancellarius: & ex notitia Romani Imperii Magister libellorum cognitiones & preces tractat, & moris erat Imperatorem quamquam pra-*

sentem, scripto adire, Tacitus lib. 4. Annalium. Les Maîtres des Re-
 quêtes de l'Hôtel ont la connoissance du titre des Offices Royaux,
 & de la falsification du seau de Chancellerie : ils president aux sceaux
 des Chancelleries des Cours Souveraines, pour ouïr les rapports que
 leur font les Referendaires. Anciennement aussi les Conseillers du
 Parlement s'appelloient MAÎTRES DU PARLEMENT, comme le
 Greffier du Tillet a observé en son recueil d'Arrests : Et en appert
 par l'ancien styl du Parlement de Paris, chap. 6. part. 2. & par le pre-
 mier livre de Froissart chapitre 25. 187. Comme encore aujourd'hui
 nous disons le Maître des Hospitaliers d'outremer : *Magistri mili-
 tia templi, quibus subsunt praeceptores, Les Commandeurs. cap. 16. de
 judiciis. cap. 1. Ne clerici vel monachi. 3. collect. Alii sunt Templarij,
 alij Hospitalarij.* LES MAÎTRES DES COMPTES, qui λογισταί, dis-
 cussiores, disputatores, rationatores, rationales, A rationibus & Consilia-
 rij : des Eaux & Forêts, les Maîtres Sergens, les Maîtres & Gar-
 des, Maîtres Segraiers, ὑλαιοι. Le Maître de la Chambre aux dé-
 niers : Maître Veneur, Maître Fauconnier, qui Grand. Les Maîtres
 des Monnoyes : de la Garderobbe, qui Protovestiarus, & à veste, ad
 vestem : de l'Hôtel du Roy, forté qui Curopalates : At alia fuit func-
 tio ejus qui curapalati, ejusq. qui Cura pratorij dictus est. Fuit & Primice-
 rius aula, le GRAND MAÎTRE DE FRANCE, μέγας δούκτης, Gregora,
 Niceta. qu'aucuns estiment avoir été appelé le Comte du Palais & Séné-
 chal de France : Ε'παρχὸς αὐλῆς, ἢ τῶν δορυφόρων, ἢ τοιῶν στρατοπέδων,
Præfectus pratorio. LE GRAND MAÎTRE DE L'EMPIRE d'Allema-
 gne. LE GRAND MAÎTRE de l'Artillerie, ou des Canons, le Mai-
 tre de Camp, le Maître des Ports, des œuvres, du Guet, des Ceremo-
 nies : LE MAÎTRE DES ARBALESTIERS & CRANNEQUI-
 NIERs de France. Froissart liv. 1. chap. 156. 210. 222. 252. livre se-
 cond chap. 114. liv. 4. chap. 77. Alain Chartier en la Chronique de
 Charles VI. & VII. Le bandage s'appelle Crannequin. *Et olim
 magistri militum, peditum, equitum, admissio, census, qui γανκίς, in
 Nov. 44. Leonis : & λογιστὴς τῶν φόρων : Scriniorum, Epistolarum, me-
 moria libellorum, cognitionum sacrarum, utriusque militia, officiorum,
 rei privata : aris, qui rationalis : linea vestis, ut constat ex notitia
 Romani Imperij, rescriptis & Constitut. Impp. Magistri Collegiorum an-
 tequam sublata fuissent Romæ : Magistri vicorum, qui & Vicimagistri,
 per regiones urbis dispositi, & Vicani : Universitatis, claustrorum, Cu-
 riarum, qui Curiones : pagorum, qui ἀμφοδάρχαι : Societatis, Iudi,
 Navis, qui πλοῦτος, quem exercitor navi praposuit : Scriptura, qui Alabar-
 ches : pecoris, Varroni 1. & 2. de re Rustica, Tullio lib. 5. in Verrem,
 Livio lib. 1. Pastorum, apud Aurelium Victorem de Origine gentis Roma-*

22. *Pecoris camelorum*, idem in Constantino. *Magister equorum*. Apuleius lib. 3. *Asini*. *Scolarum in Ecclesiis*. *Ferarum prepositi ac Magistri*, Firmicus lib. 3. cap. 5. *Magister Sacrorum*, Livio lib. 39. *Populi*, qui & *Dictator*: *Morum*, qui & *Censor*, αὐτόνομος : *præfectus morum* Emilio Probo in Hamilcare. *Censura enim Magistra erat pudoris & modestia*, qua Appio Consuli lomentum & nitrum : *Magister in auctionibus bonorum debitorum*, Ciceroni pro Quinctio, & in epistolis ad Atticum, & Theophilo ad tit. *Institutionum de successio*. subla. *Magistri inter agentes*, qui & *Magisteriani* & *Castrenses* : *Magistri artium vel ludi literarii qui docent* : *Magistratus qui per Imperia potentior est quam privatus* : *Magister Curia*, Plauto in *Aulularia* duobus locis. *Magistri armorum*, qui ταξιῶται, Vegetio initio lib. 3. Marcellino lib. 15. 16. 20. 25. 26. 27. 29. 31. à quo etiam libro 21. Nevita appellatur *Magister equitum*, cui *Magisterium armorum commissum fuisse dixerat*. *Præsidiorum Magister*, idem Marcellin. libr. 24. *Magister pincernarum* in *Annal. Caroli Magni* : *Ostiariorum Magister* in *Annalibus Ludovici Pij*, & *Caroli Calvi* : *Magister fundicarius* in *Constitut. Sicilia* lib. 1. tit. 85. 88. *Publicanorum Magistri*, & *Promagistri* : Ἀρχιτελωνες ἑσχαῖος, Luca cap. 19. *magister societatis publicanorum*. *Magistri tributorum*, qui *publicani*. Donatus in *Phormionem* actu 1. scena 2. *Magister Leonum*, Seneca lib. 1. de *Benefic.* cap. 3. lib. 2. c. 19. & *Epist.* 86. (Sic enim legendum.) *Scindendi obsonij Magister* eidem auctori cap. 17. de *vita beata*. *Sapientia animorum Magistra*, idem Seneca *Epist.* 91. *Solitudo Magistra innocentia*, *Epist.* 95. *Gladiatorum Magister*, Seneca in *proæmio* lib. 9. *Controversiarum* & *Tertullianus ad martyres*. *Magister Samnitium*, qui *gladiatores* Ciceroni 3. de *Orat.* *Palatij Magisteria* in oratione Eumenij rhetoris quam habuit pro scholis instaurandis. *Magister convivij vel cena*, qui modum dabat qua fini biberent : *Modiperator*. *Magister Saliorum ordinis sacerdotum* : *horreorum* ; *Larum Augusti* : Denique ij omnes qui cæteris magis possunt, *Festus* : Sed vereor ne hac collectio excedat opus propositum. Sic soleo plerumque stylo in corpus redigere quicquid lectione assidua collectum est, sed ita tamen ne magnus liber sit magnus malum : nec optimi artificis est omnia persequi.

* MALESTROUSSE.] Voyez Estrouffe.

MALETOSTE, ou MALETOUTE.] C'est un subside extraordinaire de la centième & de la cinquantième partie des choses vendues en après, de tous les biens que le Roy Philippes le Bel leva sur son peuple, pour défendre son Etat contre ses ennemis, laquelle imposition fut odieuse, & fit soulever le peuple à Paris, & en d'autres Villes. Par le testament du Roy Philippes Auguste de l'an 1190. fit indulgentia tallia vel tolta. Male audiunt principes novarum

indictionum & inauditorum vectigalium nomine. Aussi ce mot se trouve au chap. 76. de la vieille Chronique de Flandres : Et au chap. 110. dont il appert que du temps du Roy Charles VI. le peuple de Paris s'émue pour MALETOULTE que le Conseil du jeune Roy vouloit lever. Et au 1. volume de Froissart chap. 30. 171. & au 1. livre de Monstrelet chap. 79. & es Ordonnances de Mets, & en la Chronique du Roy Charles VI. dont Alain Chartier est Auteur, Maltoutiers.

MALTOTES DE VIN.] Hainaut, chap. 116. ou MALETOTE, en la Somme rurale ; Quand il traite de la complainte possessoire. Et en la Coutume locale de Commines sous Lille, & de Lannoy : & de la Ville d'Arras, art. 44.

Sont certaines impositions & subsides que le Prince ou le public prend sur le vin. Tel est le droit d'Assise de six deniers, que la Ville de Tournay prend sur chacun lot de vin vendu en détail, & sur autres breuvages, dont fait mention Boutiller en sa pratique. TOLTE, c'est le nom simple qui signifie levée : dont les habitans de Bourges & de Dun-le-roy sont declarez exempts par les Privileges à eux octroyez l'an 1181. à la Charité par le Roy Philippes Auguste, & confirmez l'an 1224. par le Roy Louis VIII.

MAMBOURNIE.] Signifie la puissance paternelle & familiale d'un homme de servé condition, en la Coutume de Resbets ressort de Meaux : & le gouvernement du pere sur ses enfans qui ne sont émancipez, en la Somme rurale ; auquel livre aussi Garde, & Mambournie, quand il parle de la nourriture, charge & garde de bestail. Et au titre de Emancipation ; ce mot se prend pour l'autorité, charge & garde que la mere a de sa fille. Aussi le même auteur use de cette diction au titre des Prescriptions, & quand il traite des dons faits aux enfans, & de la stipulation, & le prend pour la puissance paternelle. En la cause de l'Evêque du Liege plaidée en Parlement à Paris le 1. de Juillet 1407. & es Arrests du Conseil des neuvième Juillet & dix-septième Aoust au même an, MAMBOUR & Capitaine, c'est tout un. Olivier de la Marche, Froissart au livre 4. chap. 86. & autres usent aussi de ce mot MAMBOUR ou MAMBOURG, ou MANBOURG, pour un Gouverneur de quelque pays, ou qui a la Garde-Noble d'un pupil, ou la protection d'une veuve, comme en Normandie le Roy a bail & garde des pupilles, & fait les fruits siens : *De qua tutela fructuaria Chopinus J. C. lib. 3 de dominio tit. 19. & ad mores Parisiorum lib. 2. Peritissimus Cujacius ad tit. 4. lib. 2. Feudorum, & Vitus Amerpachius ad quasdam Constitutiones Caroli Magni, & Antonius Augustinus ad tit. 14. lib. 4. collectionis primæ decretalium, scribunt Langobardis tutorem esse Mundualdum,*
qui

qui in mūdio & potestate habet virgines aut viduas. Mundium significat La garde, la charge, le gouvernement & administration. *Qua voce vititur etiam Fridericus 2. Imperator & Rex Sicilia lib. 2. Constit. Neapolis. tit. 44. Sic Mamburgus significat curatorem Reipub. Mamburgium, vel Mundiburdium, vel Mundeburdum ut legitur in capitulis lib. 6. art. 223. curationem tuitionem, defensionem :* Et se prend pour la garde & protection du Souverain. *Mancipia etiam sunt in mundio, Legis Francica lib. 4. cap. 49. Dies me deficiet si omnia persequi velim qua diligens lector facile annotabit.*

MAMBOUR ADHERITE.] Hainaut, chap. 77.

TUTEURS ou MAMBOURS.] Namur, art. 20. Hainaut, chap. 77. Ce mot se trouve aussi en la même Coutume chap. 80. & en la Coutume de Mons chap. 38. & au styl des Cours seculieres du pays de Liege chap. 5. art. 3. Valenciennes, art. 27. 67. 79. 80. auquel art. 27. en deux lieux l'on a mal imprimé **HERITIERS** pour **HERITAGES** : & **MATIERE** pour **NATURE** ; & signifie un Tuteur ou Curateur qui a en son gouvernement & puissance des orphelins, ou desagez. **MAMBOURNIE** au chap. 18. du même styl, & en l'histoire de Froissart liv. 1. chap. 155. *ubi male excusum MAIN-BONNE.* Valenciennes, art. 63. 79.

MANANTS,] & habitans ayans & tenans maisons en la Ville, & qui y sont couchans & levans : Melun, art. 209. 330. Estampes, art. 87. & en l'art. 1. de la Coutume locale de la Ville de Sens. Berri, tit. 1. art. 1. 2. tit. 2. art. 1. 4. & ailleurs.

Les Manants *propriè sunt Municipis, opidani, & originarii, qui urbe oriundi sunt, & in eadem civitate nati.* Les Habitans, *sunt incolæ qui in civitatem aliquam vel ejus fines domicilium suum contraherunt, μῆτροις πόλεως :* *Hæc nullius sunt impedimenti, nec volo quasi in serpo nodum querere.*

* **MANATIES.**] Sont des heritages donnez à cens & rente, à la charge qu'ils ne pourront être démembrez, que les possesseurs seront obligez de resider sur le lieu, & qu'après le decès des possesseurs sans enfans, ces heritages seront dévolus au Seigneur, ou ses successeurs. Voyez Fabert. sur la Coutume de Lorraine, tit. 6. art. 9. & pag. 117.

MANDATAIRE DE COUR DE ROME.] Qui lie les mains à l'Ordinaire Collateur de Benefice.

DROIT DE MANE'E DE SEL.] Qui a été ajugé à l'Abbé & Convent de saint Sulpice de Bourges, par Arrest de l'an 1254. sur chacun cheval de charette menant sel, ou entrant chargé de sel en la Ville de Bourges, & sur chacun vendant sel au marché de Bour-

ges. Et les quatre vingt seize Manées reviennent à un minor de sel. Un tel droit aussi m'appartient sur chacun de ceux qui vendent ou revendent sel à la foire qui se tient en la Paroisse de Rian ressort de Bourges, chacun an le 25. jour de Juillet. Voyez SALAGE.

L'Arrest dont parle Ragueau, est rapporté par Monsieur de la Thaumassiere, dans son recueil d'anciens Arrests concernant le Berry, chap. 24. Au reste la Manée de sel est proprement une poignée de sel, ou autant qu'il en peut tenir dans la main. Voyez la Coutume de la Perrouse entre les anciennes Coutumes de Berry, chap. 71. page 99. ligne 33. & Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *Manata*.

MANGEURS.] Desquels il est souvent fait mention és anciens Arrests de la Cour de Parlement à Paris, même en celui de la Pentecoste 1260. **GARDES & MANGEURS.** Tournay, tit. 27. art. 17. & és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 255. Qui étoient ordonnez & envoyez en garnison pour contraindre un obligé au payement de son dû, ou un condamné à souffrir l'exécution d'un Arrest ou d'un Mandement, & jusques à ce l'on vivoit en sa maison & en ses biens à ses dépens : comme encore à present à Fribourg, quand le debiteur ne paie sa dettes au jour assigné, le creditur envoie un, deux ou plusieurs serviteurs en l'Hôtellerie, la dépense desquels le debiteur est contraint de payer jusques à tant qu'il aye satisfait à son creancier, ainsi que recite Simler au 2. livre de la Republique des Suisses. Voyez *Gardemaneurs*. Aussi quelquefois l'on met garnison és maisons de ceux qui ont été condamnés par contumace, & qui ne se sont purgés dedans le temps ordonné : *Species quedam est manus militaris qua interdum utendum est l. qui restituere. 68. D. de rei vindicatione l. 3. §. 1. D. Ne vis fiat ei qui in possessio. Hujusmodi autem milites vel officiales à recentioribus dicti sunt Buccellarii, quia panem alicujus edunt interim dum apud eum morantur. Bucca panis est, ait interpres ad tit. 18. lib. 60. βασιλικών.* Cette façon d'en user a été abolie par le Roy Philippes 4. l'an 1304. par le Roy Philippes VI. l'an 1338. par le Roy Charles VI. l'an 1408. *Item Comes & Missus de bonis Vassi dominici vivebant donec justitias fecisset, ex lege Francica lib. 4. cap. 44. 64. & ex tit. 16. Constitutio. Pipini. Hæc non ex calceatis tantum sed & cothurnatis dicuntur. Porro quod de Comestionibus locus est in cap. 13. de prescriptioni. ad hanc rem non pertinet, sed est de cibatu vel procurationibus qua debentur in jure pontificio. Procuraciones sunt cibaria annona, capita, pabula, qua ratione visitationis debentur.* * Joignez Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *Commeitores*; Monsieur de la Thaumassiere dans son Glossaire sur Beauvoir, page 499. & Monsieur Ménage dans ses Origines sur le mot *Mangeurs*.)

MANOIR.] Paris, art. 13. 15. 16. 30. 63. 345. Melun, art. 24. 38. 88. Sens, art. 200. Estampes, art. 9. Monfort, art. 9. 42. Manre, art. 1. & 115. Senlis, art. 126. & suivans. Valois, art. 57. Theroanne, art. 1. S. Paul, art. 1. & 2. Berri, tit. 5. art. 20. & 48. tit. 19. art. 21. Bretagne, art. 277. 457. 468. 541. 565. 601. 1. *MANOIR*

Qui appartient à l'ainé & se prend par droit d'ainesté. La maison en laquelle le Seigneur féodal ou noble habite s'appelle proprement le principal Manoir, ou Hôtel noble. Reims, art. 42. principal ou Maître Manoir, ou le lieu Seigneurial. Senlis, art. 129. Valois, art. 57. Le Chef-lieu. Clermont, art. 81. 83. le Manoir du fief dominant. Montargis, chap. 1. art. 15. Tours, art. 6. ou du fief servant. Montargis, chap. 1. art. 13. Tours, art. 114. 134. ou de l'un & de l'autre fief. Montargis, chap. 1. art. 22. 23. chap. 4. art. 1. chap. 15. art. 16. 17. Orleans, chap. 1. art. 25. 26. 27. 141. 264. 265. Tours, art. 248. Anjou, art. 222. & ailleurs.

DENIERS ET SOLS MANSAIS.] Qui est le double des tournois, tant en emendes, contrats, receptes qu'autrement. Le Maine, art. 4. 5. 6. & ailleurs. *De Cenomania & Andegava moneta Chopinus. ad art. 3. Consuetud. Andegav. De nummis autem veterum extant libelli & veterum & recentiorum auctorum.*

MANSIONIER.] Bretagne, art. 276. 577.

C'est celui qui habite au fief du Seigneur, & y est estagier. *Unde etiam haec voces Mansus, Massa sive Mansum, quod est hereditum : οὐκονοίς, Μεῖξ, vicus, possessio. Mansio, Massarii, sive Mansuarii, qui sunt villici manentes & παραμυδάρις : Mansionatici, Mansionatica, hospitum suspensiones, ut militum, in legibus & historiis & veteribus documentis Francorum, & German. Mansionarius Ecclesia in Martyrologio, qui παραμυδάριος l. 46. Cod. de Episcopis, Can. 2. Calchedonensis synodi : genus administratorum rerum Ecclesia, non clericorum : Alias est Casatus Ecclesia. Servi casati, Mancipia casata in testamento Caroli magni : Casamentum in antiquis Instrumentis & cap. penult. de emptione. Mansiones sunt ἀλλοτρίαι καὶ ἀντιμισθία, Diversaria, ut nostri observant : Hinc etiam Gallica vox. MANSION : ΣΑΡΣΙΝΕ ΕΤ ΜΕΑΝΑΝΣΕ, en la Somme rurale. Sancimus esse ut uniusque Ecclesie unus mansus integer absque alio servitio attribatur, ex concilio Vormaciensi cap. 50. & alias Capitul. lib. 1. art. 91. Legi. Francica lib. 1. cap. 35. Quae lex edita est per Carolum Magnum : & libri illi ab Ivone Episcopo Carnotensi appellantur Capitularia, & Capitula regalia. in epist. 47. & 195. Hanc Caroli magni & Ludovici pij capitula collecta ab Ansegiso & Benedicto, quorum in auctoribus frequenter mentio, & in Synodis Gallie & juré Pontificio. Mansus est quem per hominem quoti-*

die arare potest, & sufficit duobus bobus in anno. Mansus Italis est tanta terra quantitas quæ sufficiat duobus bobus per annum, id est quadraginta septem acratura : male excusum hominibus, in notis Antonii Augustini ad cap. 1. de censibus, collectionis prima decretalium.

DROIT DE MANTEAUX.] Pour lequel appartient la somme de dix livres chacun an à chacun Secrétaire de la Maison & Couronne de France, qui est gager, selon l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1554. Comme aussi les Conseillers de Parlement prenoient gages & manteaux accoutumez, & dont est fait mention par une Ordonnance du Roy Charles VI. de l'an 1388. & encore de présent les Conseillers d'Eglise en Parlement ont ce droit de Manteaux.

*** MARAIS SALANT.**] Poitou, art. 190. Xaintonge, 129.

On a douté si les Lods & Ventos étoient dûs aux Seigneurs des Marais Salans ; parce qu'outre la franchise naturelle, ces Marais tiennent moins leur valeur de l'étendue de la terre, que de la chaleur & de la force du Soleil. Mais par Arrest du Grand Conseil du dernier Septembre 1622. entre Damoiselle Marguerite Raisain & Maître Etienne Goute, ladite Raisain a été condamnée à payer les droits de Lods & Ventos, à cause des Marais Salans qu'elle avoit aquis dans la Province de Xaintonge, Galland dans son traité du Franc-Aleu pag. 131. Voyez Aire.

MARASTRE.] Bourbonnois, art. 492. 501. *Matrinia noverca quam quis liberis sublati novam uxorem ducit arcenda familia gratia id est coercenda, Festus. Noverca est quasi nova divisio familia ex sententia Julii Scaligeri cap. 32. de causis lingue Latine : qui omnium bonarum artium disciplinæ egregius : qui non ex cathedrariis magistris, sed ex veris philologis. Cæterum observatione dignam ibiema illud quod à Seneca proponitur lib. 4. Controv. de Noverca, cui uni contigit ut haberet privignum, & non esset noverca. Voyez la diction DAME PARASTRE.*

MARC D'ARGENT.] Qui est estimé dix livres parisis par la Coutume de Melun, art. 55. & est dû au Seigneur féodal, outre le revenu d'un an du fief de son vassal, pour le droit de relief ou rachar, quand le revenu est prisé vingt livres parisis & au dessus. Mais par la Coutume de Meaux art. 158. le Seigneur peut choisir & prendre un Marc d'argent si le fief le vaut, ou autre somme de deniers, & laisser le revenu.

MARCH, ou MARK.] Signifie Cheval, ou Roussin en bas Breton & Allemand, & constat ex cap. 17. legis Bojovarianorum. Galli equum Marcum appellabant, ait Pausanias lib. 10. ubi & de Trimarcisia,

ordine equitum. Schal en langage Allemand, signifie serviteur ou Officier. *Mareschaleus vel marescalcus est equorum Magister, Rhenanus libr. 3. de rebus Germanicis cap. penult. Tillius libr. 2. Francorum veterum idioma fuit Teutonicum. Franci Teutonicis erant commixti, inquit Urspergersis & alii.* Ceux qui habitoient de là la Meuse vers le Rhin parloient François Thiois, comme écrit le President Fauchet. *Et vero Germanis ne invidemus origines quarundam dictionum nostrarum : Nec enim omnes eruenda sunt à lingua Græca aut Latina, aut allica veteri aut à Francica qua hodie utimur. Franci proculdubio fuerunt Germani : sed à Scandinavia oriundi. Allemanni autem in Republ. administranda & magistratibus sectabantur politiam & leges Francorum, ut refert Agathias libr. 1. Porro vetus Gallorum lingua non fuit Germanica. Refert Cesar Ariovistum Germanum Gallicè loqui didicisse. Ne ducas autem hujus vocis originem à Polemarcho.*

DROIT DE MARCHAGE.] Auvergne, chap. 28. art. 2. La Marche, art. 357. 359. 360. & és Coutumes locales du pais d'Auvergne Quand les habitâns d'une Justice, Mas, Gastine, Village, Tenement ou Parroisse, peuvent faire marcher & paître leur bestail en autre Justice, ou Village.

DROIT DE MARCHE.] Appartient au Seigneur Châtelain. Senlis, art. 93. lequel aussi est bien octroyé par le Roy à autres Seigneurs Justiciers, & quelquefois le Roy fait don de marché franc. *Forum nundinarium, Plinio lib. 8. cap. 51.* De tous marchez on en vuidé par interest. Cambrai titre de rescision.

* **MARCHESSE.**] Voyez *Marsèche*.

DROIT DE MARCIAIGÉ, ou MARCIAGE, MARCIER.] A la fin des Coutumes de Bourbonnois. Quand le Seigneur censvier & direct de trois années prend la dépouille de l'une en fruits naturels, ou lamoitié d'icelle année pour raison des fruits industriels.

MARESCHAL DES LOGIS.] ou Marchal en une compagnie de gens d'armes, lequel a sous soi des Fourriers pour marquer les logis. *Metatores : MARESCHAL ou MARCHAL DE CAMP*, ou de l'ost en nos histoires, qui loge une armée, & donne les places de bataille par l'avis des Mareschaux de France.

MARESCHAL DE MIREPOIX.] En la vieille Chronique de Flandres, chap. 27. De Champagne : tel étoit Geofroy de Ville-Hardottin, qui a écrit l'Histoire de la Conquête de Constantinople par les Barons de France, & par les Venitiens.

MARESCHAL DU TEMPLE.] Au chap. 32. de ladite Chronique de Flandres. Mareschal de Hainaut, au chap. 43. & de la même Chronique, Mareschal de Bourgogne, d'Aquitaine & d'ailleurs en nos Histoires.

MARESCHAUSEES.] Saint Paul, art. 1. & 4. & autre dudit lieu, sous Artois. Monstreuil, art. 46. Beauquesne, art. 12. Artois, art. 144. 147. Cambrai, tit. 1. art. 59. Bapaumes sous Artois.

Ce sont matieres assemblées pour bâtir, comme dit l'article 46. de la Coutume de Monstreuil, de laquelle diction aussi Bouillier use traitant des meubles & Cateuls. *Hic sponsoribus credendum est.* Les Mareschaufées & estables joignant le Portal du Chastel de la Ville d'Issoudun, en un titre ancien de l'an 1375. *Ex relatione Domini Guenonis Vicarii Præsidis Biturigum.*

LA MARESCHAUSSEE.] Boulenois, art. 7. qui tient en Pairie.

* **MARESCHAUSSEES.**] Dans la Somme de Boutillier, liv. 1. tit. 74. p. 431. lig. 6. font des Ecuries des Estables.

MARESCHAUX DE FRANCE.] Du droit & office desquels Boutillier traite en la Somme rurale. Ils prennent du Roy le département des Provinces pour en faire les visites & chevauchées, pour assister aux monstres des gens de guerre, tant de cheval que de pied pendant qu'ils sont aux Provinces, & voir si la discipline militaire est observée es Villes de garnison, visiter les places des Frontieres, les réparations & fortifications d'icelles : voir les Arsenacs & magazins d'artillerie : faire description des munitions de guerre & des vivres des magazins : faire punir les vagabons mal vivans. Ils doivent se rendre aux armées les premiers en bon équipage, & assembler les gens de guerre. Ils sont sous le Connestable, *quasi Magistrus vel præfecti equitum sub Dictatore : vel ut μέγας δεσπογάρχιος τῆς βίτης, qui fuit sub magno domestico qui dux totius exercitus, vel fossati. Drungus, μωῖρα. Drungarius χηλάρχος, tribunus.* Et anciennement ils étoient Escuyers d'Escurie du Roy, *quasi stratores*, du temps que le Connestable en étoit le grand Escuyer, comme souvent les charges & fonctions sont transférées d'un Officier à autre. *Solitum est alterius administrationis nomen alii tribui per usurpationem. In Constitut. FridERICI II. Imperatoris & Regis Sicilia lib. 2. tit. 20. Marescalcus dicitur exercitui præfesse.* En Allemagne le Duc de Saxe est l'un des Electeurs & Grand Marechal de l'Empire. *Nicetas ait eum quem latini vocant Mareschaldum, grecos dicere Protostratorem qui nostris hodie, Grand Escuyer.*

MARGUILLIERS.] Laon, art. 208. Clermont, art. dernier. Chalons, art. 208. Channi, art. 100. Bourbonnois, art. 50. Bretagne, art. 361. Lille, tit. 1. art. 29. Ils ont Charges es Eglises Paroissiales. *Cujacius noster ad lib. 5. sentent. Pauli tit. 1. notat eos appellari Matricularios ; quæ vox apud Gregor. Turanicum lib. 7. cap. 29. Ait*

moinum lib. 4. cap. 33. Eamque Cedrenus interpretatur. Sanè pleraque nomina & à Grecis & à Latinis accepimus.

LE MARIAGE D'UNE FEMME.] *Est dos uxoris, quæ ab ea confertur marito nuptiarum causa. Dotem recentiores Maritagium appellant.* La Coutume de la Bourt, tit. 9. art. 12. dit que la dot, ou donation pour nœces est vulgairement appelée Mariage. Voyez *Donnaire*.

BREF DE MARIAGE EN COMBRE.] Normandie, chap. 100. *Qui* est une voye possessoire quasi conforme à réintégrande. Ou bref de nouvelle desaisine, que la femme doit prendre dedans l'an, & jour du décès de son mari, pour être remise en la possession de son bien aliéné par son mari ou par autre, sans son gré & consentement, ou par elle sans l'autorité de son mari, comme il est expliqué par l'Arrest de l'an 1539. proposé par Terrien au chap. 7. du liv. 8.

* *Devoir le MARIAGE.*] Les femmes veuves & les filles au dessous de 60. ans, qui possédoient des Fiefs de corps ou chargez de services personnels & militaires, devoient autrefois le mariage à leurs Seigneurs Feudaux; c'est-à-dire, que pour faire déservir leurs Fiefs elles étoient obligées de prendre des maris, ou d'indemniser les Seigneurs. Voyez les chap. 242. 243. 244. 245. des Assises de Jerusalem; & touchant l'âge de 60. ans, voyez cy-dessus *homage de foy & de service*.

Non seulement les veuves & les filles au dessous de 60. ans qui possédoient des Fiefs de corps étoient obligées de se marier, pour faire desservir leurs Fiefs, mais elles étoient encore obligées de prendre des maris qui fussent agréables à leurs Seigneurs, parce que les Seigneurs avoient interest que les Fiefs qui relevoient d'eux, fussent desservis par des hommes qui leur fussent fideles & affectionnez. Pour cet effet quand elles avoient choisi un homme pour être leur mari, elles devoient obtenir des Seigneurs la permission de l'épouser, & quand elles n'avoient jetté les yeux sur personne, ou quand les Seigneurs n'avoient pas voulu admettre le mary qui leur avoit été proposé, suivant l'usage de Jerusalem, ils étoient en droit d'offrir à leurs femmes, ou filles de corps trois Barons ou trois maris, & elles étoient obligées d'en épouser un des trois, à moins qu'elles n'eussent une excuse legitime. Et si elles en épousaient quelqu'autre sans le consentement de leurs Seigneurs, les Seigneurs pouvoient saisir les Fiefs qu'elles possédoient & en jouir par faute d'homme pendant tout le mariage. Voyez les chapitres 242. 243. &c. des Assises de Jerusalem, où cette matiere est traitée fort au long.

Comme les veuves & les filles qui possédoient des Fiefs de corps ne pouvoient point se marier sans le consentement des Seigneurs,

par la même raison les Vassaux liges de corps ne pouvoient point marier leurs filles, quand elles étoient leurs heritieres présomptives, sans le consentement des Seigneurs, & s'ils les marioient sans congé, suivant les Loix d'Ecosse, ils perdoient leurs Fiefs. *Regiam majestatem, lib. 2. cap. 40. n. 5. 6. si quis filiam vel filias tantum heredes habens, in vita sua illam, vel illas sine assensu domini sui maritaverit, juste & secundum consuetudinem regni perpetuo exheredatur, ita quod inde nihil recuperare poterit, nisi per solam misericordiam.*

Mais en France les hommes liges & de corps qui marioient leurs filles heritieres présomptives sans le consentement de leurs Seigneurs, ne perdoient pas pour cela leurs Fiefs; & la preuve de cette vérité, c'est que quand les Vassaux liges & hommes de corps avoient des filles heritieres présomptives, & quand les Seigneurs craignoient que ces filles ne fussent mariées à des personnes qu'ils n'affectionnoient pas, ils faisoient promettre & donner caution aux peres & meres qu'ils demanderoient leur consentement pour le mariage de leurs filles. Précaution que les Seigneurs n'auroient pas prise, si leurs Vassaux, hommes liges & de corps, avoient été de droit obligez de leur demander ces sortes de permissions sous peine de perdre leurs Fiefs.

Vers l'année 1215. Hervé Comte de Nevers, fit à Philippe Auguste la promesse suivante, qui servira de preuve à l'observation qu'on vient de faire. *Ego Hervæus Comes Nivernensis notum facimus omnibus, quod nos juravimus super sacro-sancta Domina nostro Philippo illustri Regi Francorum, quod Agnetem filiam nostram nulli trademus in uxorem sine assensu & licentia Domini Regis, nec maxime alicui filiorum Joannis Regis quondam Anglia, nec Theobaldo de Campania, nec filio Ducis Burgundia nec Ingerranno Cociaco. Et de hoc constituimus plegios erga dominum Regem Hugonem Dominum ulmi, Hugonem de sancto Verano, Renaldum de Monte-falconis, Gaufridum de Bulli, Petrum de Livron, Anselmum Bridaine, super feoda que tenent à nobis. Robertum verò de Cortenaio constituimus terminis competentibus in plegium erga dominum Regem super feudo quod tenet de nobis, & Archembaldum de Bourbon super feudo quod tenet de nobis si pro nobis intrare voluerint in plevinam.* Voyez les preuves de l'Histoire de Chastillon pag. 40. Les établissemens de France liv. 1. chap. 61. & l'Alliance chronologique du P. Labbe tom. 2. p. 652. ligne 28.

* *M A R I A G E* divis.] Bourgogne Duehé, au titre des successions art. c'est la dot, ou le mariage, *préfix*, & *distinct* & *separé* du reste des biens des pere & mere qui ont doté leurs filles, au moyen duquel mariage ou dot elles sont exclues des successions directes.

De-là il faut tirer la conséquence que les filles ne sont point exclues quand

quand le mariage n'est pas divis, comme quand leur dot ou mariage leur est donné en avancement d'hoirie & sur la succession future.

Voyez *Donnaire*, *droits & partage divisé*.

* *MARIAGE par échange*.] Voyez *échange*.

* *MARIAGES réchaufez*. Sont des seconds mariages. Boërius Confil. 40. *Sponsalia viduarum debent fieri de nocte, & non de die, ad differentiam virginum qua debent desponsari de die, & convocatis amicis. ... & ita dicit (Angelus) servari Perusii, & verum dicit, quod etiam ubique terrarum vidua desponsantur ante auroram, & solis ortum, dixi in §. 1. in addit. incipiente UBI, lib. conf. Bitur. & hac viduarum matrimonia vocantur in vulgari nuptia, seu matrimonia recalesacta, Nôces réchaufées.*

* *MARIAGE à mort-gage*.] Ce n'étoit point un mariage contracté *ad Morganaticam*, comme l'a crû Monsieur Cujas, sur la Loy 26. à la fin ff. de verb. obligationibus. Mais un mariage par lequel une terre étoit donnée par un pere ou une mere à leurs enfans, pour en percevoir les fruits jusqu'à ce qu'elle eût été rachetée. Des Fontaines, dans son conseil chap. 15. nombre 14. *Kantli preudons maria sa fille, de qui tu te conseilles, & li donna une piéche de terre en mariage; ce n'est pas contre coutume de terre, se ladite terre revint au pere après la mort sa fille, qui mourust sans hoir de son cors; mais se deniers furent baillié à mariage, & la terre à mort gage pour les deniers, après le mort à la fille, ki n'a point d'hoir de son cors, demœura la terre pour la moitié du nombre, au mary, ou à son hoir selonc le convenanche, ki mise y fu.* Voyez Boutillier dans sa somme liv. 1. tit. 78. pag. 458. & Loisel dans ses Instituts livre 3. titre 7. article 2. & 3. & *Assene & divis*.

* *Service de MARIAGE*.] Voyez *Devoir le Mariage*.

MARIAULES.] Hainaut; chap. 53. 97. *cum de testibus agitur: hac voce videntur significari testes.* Entre le vulgaire un Mariaulet signifie un homme dont on ne fait estime, & qui n'est digne de foy & de croire, soit à cause de son jeune âge ou autrement: *Sed deliberandum amplius. Vetus proverbium est, etiam gladiatorem in arena capere consilium.* * Sont ceux qui font ou negocient les mariages.

BOIS MARMENTAU.] Anjou, art. 36. 103. 113. 497. Le Maine, art. 116. 124. ou *MARMAU*, Bourbonnois, art. 264.

Qui est un grand bois de fustaye, & de touche pour la décoration du lieu, à la difference du bois taillis qui en est fruit. (* *Marmenteau*, *Marmean*, viennent de *Materiamen*. Voyez *Maronage*, & Monsieur Ménage dans ses Etymologies sur le mot *Marmenteau*.)

MARMOUSETS. Froissart liv. 2. chap. 83. liv. 3. chap. 24. 61. 77.

II. Partie.

N

Sont les mignons d'un Prince ou Seigneur. *Marmot*, *Mormo*, *μωρ*
μολύχειον, *larva*, *spectrum*.

Skinner in *Etymol.* veut que le *Marmouset* soit une espèce de singe. *Marmouset*, dit-il, à *Fr. Gal.* *Marmouset*. *Ital.* *Marmotta simia* genus, fortè ab *Aremoriseo* *Marmous simia*. *Datur & Fr. Gal.* *Marmouset pro Pupa*, & *secundariè pro adulate*, seu *parasito*, qui scilicet *Regis*, seu *patroni sui mores*, etiam *viciosos studiose imitatur*: *Fr. Gal.* autem *Marmot non incommode despecti potest à Tent.* *Mehren*, credo, & licet apud *Somnerum* non occurrat, *Maran*, augere, & *secundariè distendere*, diducere à *A. S. Muthos*, hujus enim *animalis proprium est inter ludendum*

os miris modis distorquere.

Mais *Mermian*, *Marmot*, *Marmouset*, viennent de l'ancien mot françois *merme*, qui signifioit mineur ou moindre, comme il se void dans le chap. 37. des *Assises de Jerusalem*. Mais se il avient, que celui qui requiert heritage a été *Merme* d'âge, en tant que l'autre l'a tenu, & il dedans l'an & jour après ce que il fu en son droit âge est venu à sa requête, bien peut requerre l'heritage, & de tant de temps comme il fu *Merme* d'âge, la tenure de son adversaire ne li griège. Voyez *Amermé* & *Mendred*.

* *MARONAGE & Pesselage.*]

Transaction du 14. Juillet 1622. entre Dame Marie Elisabeth Bayer, Baronne de Beaupars, veuve de Messire René de Choiseul Baron de Clefmont; & Messire Jean Antoine d'Achey Baron de Touraife, Gouverneur de Dôle, comme tuteur de Damoiselle Marie d'Achey sa fille, & autre, &c.

La jouissance de la Terre de Clefmont est laissée à ladite Dame pour son douaire, & est dit, que les bois en seront distraits esquels elle ne pourra rien prétendre, sinon pour son chauffage, *MARONNAGE*, & *Pesselage*. (*M. Galland.*)

Prendre du bois pour le *Maronnage*, c'est le prendre pour employer à des bâtimens: *De Materia*, on a fait *Materien*. *Materiatum*, *Marrenum*, & ensuite *Materiamen* comme il se void dans un vieux registre cité par Pasquier dans ses recherches liv. 8. chap. 37. & de *Materien*, *MARRIEN*, *MARREN*, *MARONER*, comme on a fait *Mery* de *Mederic*. *M. Perard* dans son recueil de Chartres tiré de la Chambre des Comptes de Dijon pag. 341. rapporte une Chartre Françoisse, où il y a la clause suivante. *Lors les bois de vente qui en sont excepté, sans ce que ladite Dame y ait son usage por affoer, por maisoner, por maronner, & por la paissin des porcs*, &c. Voyez *Marmanteau*. *Pesselage* vient de *Pesseau* qui signifie un échalas.

DROIT OU LETTRES DE MARQUES.] *Quibus vel maxime in limitibus utimur auctoritate Principis in exteros* pour saisir leurs biens ou personnes. Ce droit s'obtient du Prince Souverain, & anciennement de la Cour de Parlement pour avoir raison d'un étran-

ger, qui est d'une autre sujection, soit pour avoir été pillé par luy & saccagé sans occasion, ou pour retenir iniquement quelques personnes, biens ou marchandises, ou pour faire obéir aux Arrests de la Cour, quand on ne peut autrement avoir raison. *Sunt Repressalia, pressalia, prehensiones, clarigatio.* Livio lib. 8. *Clarigare autem est res raptas clare repetere, Plinius lib. 22. capite 2.* Εἰς ἡμετέρας Justin. Novell. 52. 134. *pignatio* : *Cum vi & manu experimur, non actione.* Et est fait mention de ce droit au styl de saint Marcellin en Dauphiné art. 11. & en la Coutume de Bearn titre 36. & en un Arrest de Paris donné à la Toussaints 1272. contre la Comtesse de Flandres, qui après saufconduit proclamé avoit fait prendre la marchandise d'un Anglois par forme de Marque : & en plusieurs autres anciens Arrests de Paris recueillis par le docte du Tillet, pour avoir été ce droit de Marque octroyé, baillé, ajugé par la Cour à plusieurs. Toutefois les Clercs tonsurez n'étoient compris és Marques ajugées pour le regard de leurs corps & meubles : *Nam in personis Ecclesiasticis inhibentur pignationes* à Gregorio 10. tit. de Injuriis. in Sexto. Et *Fridericus Constitutione Habita. liberavit omnes Scholasticos hoc onere.* *Displicuit etiam Justiniano Novell. 52. 134. Zenoni l. un. Cod. ut nullus ex Vicariis. Honorio & Theodosio l. 4. Cod. de execut. & exactor.* *Theoderico regi Italia apud Cassiodorum lib. 4. epist. 10. Luitprando regi Langob. tit. 11. Regibus Neapolitanis tit. 7. & 8. lib. 1. Constit. Neapol. Raymundo Comiti Tholosat. anno 1233. aliisque Principibus Christianis : qua omnia persequi humanus animus non potest, & hac sufficiunt sobriis. Unum adjiciam.* En une commission du 12. Juillet 1345. du Parlement à Paris, Marque est ajugée contre le Roy de Sicile. En l'an 1420. le Comte de Ponthievre est pris par le Marquis de Bade pour Marque : Monstrelet au premier volume chap. 237. Le saufconduit empêche le droit de Marque, l'Avocat le Coq en la question 192. Et ne s'entend de la prise du corps, s'il n'est dit expressement : *Gallus question. 334. 359.* Aussi pendant l'ouverture de la guerre il peut être permis à un particulier, en vertu de Lettres Patentes de prendre & retenir prisonnier un étranger jusques à ce qu'il l'aye indemnisé de la rançon par luy payée, ou marchandise fut luy prise : & ce par droit de represailles. Guerrier le pays au titre de Marque. Froissart livre 4. chap. 12. *Sic & veteres Graci frequentabant ad represalias.*

LES MARQUETES DES FEMMES EN ESCOSSE.] Que le mary paye au Seigneur selon. l'Ordonnance du Roy Milcolumbe, pour & au lieu du droit qu'il prétendoit de pouvoir coucher la premiere nuit avec la nouvelle mariée : à sçavoir, de my marc d'argent,

adnotante Buchanano libro 7. *Historia Scotorum*. *Quæ supra etiam vel adulteria Senatusconsultis Francia jam pridem improbata sunt*. Et il s'est trouvé des Seigneurs en Auvergne qui maintenoient avoir ce droit. Papon au titre des adulteres.

* Il est parlé de ce droit dans *Regiam Majestatem* lib. 4. cap. 31. où Skeneus a fait cette observation.

„ *March equum significat prisca Scotorum lingua . . . hinc deducta*
 „ *metaphora ab equitando, Marcheta mulieris dicitur virginalis pudicitia*
 „ *prima violatio, & delibatio quæ ab Eveno Rege dominis capitalibus*
 „ *fuit impiè permessa de omnibus novis nuptis prima nuptiarum nocte;*
 „ *sed piè à Malcolm 3. sublata fuit, & in hoc capite certo varcarum*
 „ *numero, & quasi pratio redimitur.* „ Vid. Skinner. in *Etymolog. exp.*
pos. voc. For.

En Ecosse toutes les femmes étoient sujettes au droit de la Marquette. *Sciendum est quòd secundum ass. sam terra Scotia quacumque mulier fuerit sive nobilis, sive serva, sive mercenaria mercheta sua erit una juvenca, vel 3. solidi, & rectum servientis 3. denarii. Et si filia liberi sit, & non domini villa, mercheta sua erit una vaccha, vel sex solidi & rectum servientis sex denarii. Item marcheta filia Thani, & Ogetharii. 2. vacca vel 12. solidi & rectum servientis 12. denarii. Item marcheta filia comitis est Regina 12. vacca.* Reg. maj. lib. 4. cap. 31. Voyez Spelman sur le mot *Marchet*.

Mais en Angleterre il n'y avoit que les filles de condition serve qui étoient sujettes au droit de la Marquette. *Merchetum pro filia dare non competit libero homini.* Bracton fol. 26. recto lig. 37.

Ragueau remarque tres-bien que ce droit a été autrefois en usage en France, & il n'en faut point d'autre preuve avec l'autorité de Papon, que le témoignage suivant de Boërius dans sa décision 297. n. 17. *Et ego vidi in curia Bituricensi coram metropolitano, processum appellationis, in quo rector, seu curatus Parochialis, pretendebat ex consuetudine primam habere carnalem sponsæ cognitionem, quæ consuetudo fuit annullata, & in emendam condemnatus. Et pariter dici audiui, & pro certo teneri, nonnullos Vasconia dominos habere facultatem prima nocte nuptiarum suorum subditorum ponendi unam tibiam nudam ad latus neogama cubantis, aut companendi cum ipsis.*]

MARQUIS. *μαρξίσκος* Gregora & aliis recentioribus, ad verbum *Marchio*. Robertus Comes Parisiorum, qui *Marchio* regni & Francorum vocabatur, ut est in *Annali Caroli Calvi ad Aimoinum* lib. 5. cap. 34. & 41. Bernardus Gothia *Marchio* cap. 35. 37. ejusdem libri. C'est le Capitaine ou Garde de la Marche & limite d'un Royaume, Empire, & d'autre Principauté & Souveraineté, qui *Imperatori in acie vexil-*

lum præferbat : de quo Cujacius J. C. celeberrimus ad lib. 1. Feudorum. Unde apud Butilerium, Terre qui marchise au grand chemin, c'est-à-sçavoir, qui y jouxte. Marca sive Marchia significat terminum, limitem & fines possessionis : Collimitia, Marcellino lib. 15. 18. 21. 26. 29. Contermina Catoni, & post eum Plinio lib. 18. cap. 5. & 6. Conterminus ager. Contentio de Commarchanis cap. 15. legis Bojoviorum. Commarchanus cap. 22. Vassi dominici qui ad Marcam custodiendam constituti sunt, lib. 4. legis Francica cap. 4. foras Marcam mancipium vendere eodem libr. 4. cap. 43. Marcas & fines disponere, Regino in Chronicis lib. 2. & in Annal. Marca Hispanica, Pannonica, Rhetica, Foro-Julienfis, Britannica : Marca Comites, Marciones, Marcgraffi, Præfecti vel duces limitum : Milites sive custodes limitanei, & Marcia. Marchiones qui fines regni tuebantur, in vita Ludovici 3. Alciatus libr. 1. papopy. & alii quidam à populo malè existimarunt Marchiones esse præfectos sive magistros equitum, quasi apud Germanos & Gallos, ut Pausanias scribit libro 10. Marca sit equus, quod nihil ad rhombum, ut dicitur. An autem Marchio præferatur Comiti, dijudicandum est ex Codicillis dignitatum : nam plurimum ipsa principalis concessio pollet. Alciatus lib. de singul. certamine cap. 32. Le Marquisat de Juliers a été erigé en Comté : Froissart au premier volume chap. 33.

* *MARREIN.*] Voyez Maronage.

PRISES DE MARRRES.] Ancienne Coutume d'Orléans, art. 104. *Cum de censibus agitur, quæ species est multa, si non solvantur sua die.*

La prise de *Marres* est une saïsse des instrumens rustiques pour Cens non payé, au lieu & jour marquez. Car les *Marres* sont des instrumens qui servent à couper les herbes, & dont les Vignerons ses servent. *Columele de cultu horror.*

Ast homini ferrum lethale incude nefanda.

Produxisse parum est, cum rastra & sarcula tantum

Assueti coquere, & Marris, ac vomere lassî,

Nescierint primi gladios excudere Fabri.

Mox bene cum glebis vivacem, cepistis herbam.

Contundat Marra.

Et Juvenal Sat. 15. v. 165.

Pasquier fait venir de *Marre*, le mot Tintamarre. Voyez cet Auteur dans ses Recherches liv. 8. chap. 52.

* *Vignes MARRRES.*] Blois, art. 184. sont des vignes labourées. Voyez Pasquier lib. 8. de ses Recherches, *ibid.*

* *MARSECHE, ou MARCHESSE.*] Dans la Coutume locale de Troy en Berry, art. 2. & dans la Coutume du Duché de Berry, tit. 6. art. 22. sont les bleds ou grains Marfois, ou les grains & bleds semez au mois de Mars. Voyez l'art. 140. de la Coutume

de Boulenois ; Cang. in gloss. v. *Marceschia*, & cy-après *Marsois*.

* *MARS O.*] Labourt, tit. 3. art. 10. c'est un pourceau d'un arr. & au dessous.

* *MARSOIS*, *Marsez*, *Mars*.] Sont les menus bleds qui sont ainsi appelez, parce qu'on les sème dans le mois de *Mars*. Ce mot peut être entendu par l'extrait qui suit, de la Charte de la Commune de Roye, de l'an 1190. qui se trouve dans le Chartulaire manuscrit de Philippe Auguste. *Burgensis potest sine foris facto manere extra villam à Purificatione Beata Maria usque ad exitum Aprilis pro suo Martio, & à festo sancti Joannis usque ad festum sancti Martini pro suo Augusto, &c.* Voyez *Marfèche*.

* *MAS.*] Voyez *Mex*.

MASSE HEREDITAIRE.] Voyez *MANSIONNIER*. *De media hereditate*, l. penult. parag. & par. 1. *quisquis de legat. 2. Aliis locis de medio deducere sumere, recipere, prapicere.*

MASSIERS.] Sont Sergens à Masses. Voyez le mot *Sergent*.

* *MASURE.*] Poitou, art. 177. c'est la gagerie de quatre bœufs. Voyez Lelet sur l'art. 174. de la même Coutume. Besly dans ses Comtes de Poitou p. 8. 170. & *Clyp. Fontebaldens.* tom. 2. pag. 19. 241.

MATIERE, PERSONNELLE, RÉELLE, PETITOIRE, POSSESSOIRE, PRINCIPALE, INCIDENTE, CIVILE, CRIMINELLE, D'EXECUTION, D'ASSÛREMENT, ORDINAIRE, SOMMAIRE, DE PROVISION, DE RETRAIT, DE PARTAGE, DE REINTEGRANDE, ET AUTRES.] Sont les cas, procès & différens qui se traitent en justice entre les parties litigantes.

MATRIMOINE.] Lodunois, chap. 25. art. 1.

HERITAGES MATRIMONIAUX.] Lodunois, chap. 29. art. 23. *Hoc ut intelligatur optimi Grammatici adjuvabunt.* Les Matrimoniaux sont les heritages propres maternels, qui sont venus du côté maternel : A la différence du Patrimoine qui est du côté paternel. *Matrimonium significat bona materna : Patrimonium, bona paterna, ὡς ἀπὸ πατρὸς.* At propriè matrimonium est conjugium. Quod ita hominis causa dictum, ut femina que nubit, mater fiat : & patrimonium propriè quod à majoribus obvenit, & nobis relictum est à parentibus cujuscunque sexus. Vox autem illa matrimonium, apud quosdam auctores etiam illo sensu accipitur, ut & *Fratrimonium* significat bona fraterna. Ne dixeris igitur verba illa temeraria esse, & proprietatis modum excedere : quoniam *Matrimonium* dicatur pro uxore. (* Vide Casaubonum ad Sueton. lib. 2. p. 79. edit. Paris. an. 1610. col. 2.)

LE MAUVAIS EMPORTE LE BON.] Nivernois, tit. 8. art.

22. d'autant que quand l'un des conjoints par mariage est de condition servile, & l'autre franc, leurs enfans sont de la pire condition & servile envers le Seigneur de la servitude. Par ainsi la pire condition emporte la meilleure : ce qui a lieu par la Coutume de Bourbonnois art. 208. & 198. *Sic lege Mensia ex alter utro peregrino natus, deterioris parentis conditionem sequebatur. Ulpianus libro Regular, tit. 6. non erat civis.* Voyez cy-après LA VERGE ANNOBLIT, LE VENTRE AFRANCHIT.

Par la Loi Salique tit. 14. art. 7. & 11. si une personne franche épousoit une personne serve, la personne franche devenoit serve, ce qui n'avoit néanmoins lieu, que quand celui des deux qui étoit franc avoit eu connoissance avant le mariage de la condition de l'autre, ou quand le franc ayant connoissance après le mariage de la condition de la personne serve, ne s'en séparoit pas ; & tel étoit encore l'usage en France sous nos premiers Rois de la troisième race, ainsi que nous l'apprenons de ces paroles d'Yves Evêque de Chartres dans son Epître deux cens quarante deux. *Si enim divortium facimus inter liberum & ancillam non conjugium solvimus, sed contubernium male conjunctorum dissolvimus & dissociamus. Unde scribit Leo Papa Rustico Narbonensi Episcopo : Non omnis mulier juncta viro uxor est. Nuptiarum quippe fœdera inter ingenuos sunt legitima, & inter aequales. Cum ergo separamus eos qui non sunt hac lege conjuncti, non dicimus esse conjugium, quod non continet Christi & Ecclesiæ Sacramentum, quod minimè continere videtur illa copula viri & mulieris, in qua non servatur præceptum dilectionis : non enim verum est inter eas personas veram esse dilectionem, quarum altera alteram suo contubernio redigit in servitutem, &c. vid. epist. 221. leg. Frifson tit. 6. & ibi Siccama. Et voyez la Chron. de Flandres chap. 3. p. 7.*

Or comme dans ces mariages que l'Eglise a approuvés contre la disposi-

tion des Loix civiles, le franc devenoit toujours parmi nous de la condition du serf ; il est évident que les enfans qu'ils avoient, devoient aussi naître serfs, à moins toutesfois que les Seigneurs, ou les Maîtres ne se fussent départis de leurs droits, ce qu'ils faisoient quelquefois en ce cas, ainsi que nous l'apprenons de la Formule 29. du second livre de Marculfe, du celebre privilege de l'an 1085. accordé par Philippe I. à Chal-lo de saint Mard, ou Medard, où il faut lire, *ipsa cum heredibus suis de servitute Regis non essent, & non de servitute Regis essent* : De sorte que l'explication que le P. Fleureau nous a donné de cette Charte dans son Histoire d'Estampes partie 1. chap. 24. ne doit point être admise.

Notum fieri volumus quod Odo major de Chal-lo natus divino concessu Philippi Francia Regis cujus famulus erat, ad Sepulchrum Domini perrexit, qui Anselmum filium suum, & quinque filias suas in manu & custodia ipsius Regis dimisit : & ipse Rex pueros illos in manu & custodia recepit & retinuit : concessitque Anselmo, & quinq. prefatis sororibus suis Odonis filiabus pro Dei amore & sola charitatis gratia, & sancti Sepulchri reverentia, quod si heredes masculi ex ipsis excentes famulas iugo servitutis Regi detentas matrimonio ducerent, liberabat, & à vinculo servitutis absolvebat. Si vero servi Regis feminas de genere heredum Odonis maritali lege duxissent, ipsæ cum

heredibus suis de servitute Regis (non) essent. Rex autem heredibus Odonis, & eorum heredibus marchiam suam de Challo, & homines suos custodiendos in feudo concessit; ita quod nullo famulorum Regis nisi pro solo Rege justitiam facerent, & quod in tota terra Regis nullam consuetudinem darent. Rex vero tunc temporis precepit famulis suis de Stampis, ne custodirent Challo cameram suam; quia Challo debet custodire Stampas, & earum curam servandarum diligenter habere. Et ut hac libertas & hac pacta firma, & inconcussa permaneant, memoriale istud induferi, & nominis sui caractere seu sigillo signari, & presente propria manu sua, cruce sancta corroborari precepit, adstantibus in Palatio, quorum nomina sunt subscripta, & signa Hugonis tunc temporis Dapiferi, Guastonis de Pessiaci Constabularii, Pagani Aurelianensis cubicularii, Guidonis Fratris Galeranni, camerarii. Actum Stampis mense Martio in Palatio: anno ab Incarnatione 1085, anno vero regni ejus 25. interfuerunt prefata libertati in testimonium veritatis Ancolinus filius Aremberti, Albertus Bruniconiatus, Guesnerus Sacerdos de Challo, Gerardus Decanus, Petrus filius Erardi & Haymo filius ejus.

Ego Frater Andreas B. Maglorij Parisius humilis Abbas, testificor me vidisse Privilegium Illustrissimi Regis Philippi, & verbo ad verbum legisse, prout continetur in presenti scripto.

Ego Frater Anselmus, sancti Victoris Parisius humilis Abbas, testificor me vidisse Privilegium Illustrissimi Regis Philippi, & verbo ad verbum legisse prout continetur in presenti scripto.

Ego Frater Theobaldus sancte Genovefse Parisius humilis Abbas, testificor me vidisse Privilegium Illustrissimi Regis Philippi, & verbo ad verbum legisse prout continetur in presenti scripto.

Vide Choppin de sacra polisia lib. 3. tit. 2. n. 22. pag. 428. edit. 1589.

Mais cet ancien droit ayant paru, avec raison, trop rigoureux, les Seigneurs furent enfin contraints d'en relâcher quelque chose: l'on conserva donc en plusieurs lieux la franchise à celui des deux conjoints qui l'avoit avant le mariage: & comme les enfans issus de serfs & de libres ensemble mariez, suivoient la condition du ventre par le Droit Canonique *cap. unic. ext. de na. ex lib. vent.* cette Jurisprudence fut requise dans quelques-unes de nos Coutumes, sçavoir dans celles de Troies, art. 8. de Bar art. 72. de Meaux art. 5. & de Chaumont art. 5. *vid. leg. ult. Cod. de agricolis lib. 11. tit. 47. & ibi Cujac. & Goth. Wichebild. art. 3.* Voyez cy-après la verge annoblit. En d'autres Coutumes, comme dans celles de Bourgogne - Duché & Comté, on suivit la regle generale du Droit Civil Romain, par laquelle, en legitime mariage, les enfans suivent la condition du pere, car c'est ainsi qu'il faut lire dans ces Coutumes, & non pas du pire, comme quelques-uns se le sont imaginez; parce que dans ces Coutumes les femmes suivant la condition de leurs maris, Bourgogne-Duché chap. 9. art. 7. & 8. Comté art. 87. & 91. les enfans ne peuvent avoir d'autre condition à suivre que celle de leurs peres. Voyez Bourgogne Duché chap. 9. art. 3. Comté art. 92. de Oncieu des Mains - mortes chap. 13. pag. 72. & Cujac. *ad cap. unic. ext. de natis ex lib. ventre & Forrescut. cap. 42.*

Et enfin dans la Coutume de Bourbonnois, & dans celle du Nivernois, on établit la regle le pire ou le mauvais emporte le bon, c'est-à-dire, qu'en mariage inégal de serf & de libre, les enfans suivent la condition du pire ou du mauvais; ce qui a encore été pris du Droit Romain qui étoit observé avant

avant Justinien, à l'égard des serfs appeliez *adscripti*, & qui a, ce semble, été canonisé par Gratien *caus. 32. q. 4. Can. 13. Liberi dicti*, (porte ce Canon) *qui ex libero sunt matrimonio orti, nam filii ex libero & ancilla servilis conditionis sunt*: semper enim qui nascitur deteriorem partem sumit. V. Isidor. lib. 9. Origin. cap. 5. leg. 16. & ultim. Cod. de agricolis. Novell. 54. in princip. & cap. 8. Novell. 152. cap. 2. Cujac. 4. obs. cap. 28. Jan. à Costa in decretales pag. 116. 117. & And. de Bario, ad leg. Longobard. tit. 36.

Anciennement en quelques lieux par un usage singulier le *valer*, c'est-à-dire le jeune homme qui n'avoit point été marié, emportoit la *pucelle*, & la *veuve* emportoit le *valet*, ainsi qu'on peut voir dans la Charte suivante de l'an 1197. titée du Charrulaire d'Argenteuil par feu Messieurs Pithou, & communiquée par Monsieur Desmarés.

» En nom de Nostre-Seigneur Amen.
 » en l'an de l'Incarnation d'iceluy, mil
 » deux cens quatre-vingt-dix & sept, le
 » mardy après Pasques Floris, Nous
 » Adans dit Quiergez d'Argenteuil, &
 » Gillette sa femme, fille feu Perronet
 » li Sergent établi en la présence Maître
 » Raoub de Faovanne Tabellion com-
 » mun Juré en la Court, dou Contel
 » de Tonnerre, establis à oïr & recevoir
 » reconnoissances, obligations, conven-
 » nances, & autres choses honestes, de
 » Monsieur Baron, Noble Guillaume de
 » Chaalon Comte d'Auxerre & de Ton-
 » nerre; reconnoissons pardevant ledit
 » Tabellion, & faisons à sçavoir à tous,
 » que comme feu Raoubert dit de De-
 » bellée premier maris de moy Gillet-
 » te, fust venus dehors dou Pais d'
 » Argenteuil, comme *valez aubenez*,
 » & se fust mis hons, & de la bonne
 » garde de feu Millet d'Argenteuil, ja-
 » dis Escuyer, del curia Dame tres-hau-
 » te & tres-noble Marguerite par la gra-

ce de Dieu, jadis Rèigne de Jerusa-
 lem, & de Sicile, & li Hospital de
 Nostre-Dame de Fontenelles, hont cau-
 se. Et après ce ledit Roubert heust
 pris moi *pucelle*, à fame par mariage,
 & pour ce heust moy acquise audit
 Millet Escuyer à estre sa fame, & de
 sa garde, par paier 12. deniers par
 ans, chacun mi ans d'abonement 6.
 (deniers) & la Costume dou pais
 qui tels sont que *li valez emporte la*
pucelle, & après ce ledit li Roubert
 trepassé, de c'est siegle, gie Gillette
 venue fame de la bonne garde de
 ma Dame & de li Hospital dessus dit,
 haie pris *valléz*, par mariage ledit
 Adans, & par ce li aie acquis à ma Da-
 me & à l'Hospital devant dit à estre
 leur home, & de leur bone garde,
 par la Costume dou pays, qui est
 telle, que *la veuve emporte li valléz*.

Nous Adans & Gillette dessus dit,
 pour raison des choses reconnoissons
 generalement & volontiers nous estre
 hons & fame de la bonne garde de
 ma Dame, & de l'Hospital dessus dis,
 par deux sols d'abonement poians
 chascun an, c'est à sçavoir à nos biens
 de chascun de nous douze deniers,
 en telle maniere que nostre enfant que
 nous haurons, se Dieu plaist, soient
 hons de la bone garde dou dit Hof-
 pital, dans telle condition comme li
 autre home d'Argenteuil . . . & pro-
 mettons par nos serremans de ce faiz
 sur saints Evangiles en nom de nous
 & de nos enfans dessus-dis, lesquels
 nous relinquerons estrains & obliger
 à ce, contre pes choses non aler, ne
 faire par nous, ne par autre; & en ce
 faiz nous par nos dits serremans re-
 nonçons à tous Privileges de Croix
 & de Court, à toutes franchises, par-
 cours, bourgeoisies, & graces dou
 Roy de France & d'auvey, à l'ailon
 & exception de *baife*, de force, &
 de peur, de reconvention, de dece-

„ ption , & de la chose non faite en
 „ ladite maniere , au droit disant renon-
 „ ciation generale non valoir , & à
 „ toutes autres actions & exceptions de
 „ fait & de droit escript & non escript ,
 „ qui contre ces présentes lettres pour-
 „ roient estre intentées , dites ou obji-
 „ ciées , en quelque maniere ; obligeant à
 „ ce , & soumettant quant à ce à la Juris-
 „ diction de ladite Court , nous , nous
 „ hoirs & nous enfans , & nous biens , &
 „ leurs meubles & non meubles presens
 „ & à venir. Li terme auquel doivent estre
 „ payé li diz deux sols d'aboonement
 „ dessus dit , est & sera chascun an à la

festte saint Remy. En tesmoings de
 ces choses nous avons requis , sup-
 plié & obtenu le seel de ladite Court
 estre mis à ces présentes Lettres , sauf
 le droit Monsieur le Comte dessus dit.
 C'est fait en la presence doudit Ta-
 bellion , presens Gille & Tierri d'Ar-
 genteuil , Jean de Dixon Clerc , &
 Frere Jacques doudit Hospital , tes-
 moings à ce appelez , demandez , en
 l'an & jour dessus diz .

Joignez l'article 53. de l'ancien Cou-
 tumier de Champagne , & Beaumanoir
 chap. 45. pag. 253. ligne 13. &c.

DROIT DE ME'E & AVANTAGEMENT.] *Olim in finibus Bri-
 tonum & Pictonum , referente Choppino praxeos peritissimo.*

MEHAIN, MEHAIGNER.] Normandie chap. 66. 74. 75.
 100. 121. au livre des Tenures , quand il traite de Villenage. Et en
 un ancien Arrest de Paris du 10. Aoust 1341. & en la Somme rurale
 traitant des crimes , & de la gehenne , en laquelle les membres du
 delinquant ne doivent être brisez , desrompus , ni mutilez.

C'est blesser & offenser aucun en sa personne & en son corps , tel-
 lement qu'il y a quelque membre perdu. Ce mot se prend aussi pour
 toute blessure & coup donné à sang & playe. Froissart livre premier
 chap. 61. 81.

* **MEIX.**] Voyez *Mex.*

LA MELTE.] Mons , chap. 12. 13. 41. Hainaut , chap. 69. 73.
 74. *In quo etiam hac conjunguntur.* **MELTE ET JURISDICTION.**

C'est le territoire d'un Juge , la Septaine & Jurisdiction , son Dis-
 trict ; la Mete & étendue de la Charge & Office d'un Juge , ou Ser-
 gent.

* **MEMBRE de Hautbert.**] Voyez *Fief de Hautbert.*

MENCAULDE'E.] En l'art. 9. de la Coutume de Lens se-
 lon l'impression de l'an 1553. laquelle en l'an 1589. a été imprimée à
 Arras en autre ordre. Pour chacune Mencauldée est dû quatre de-
 niers au Seigneur d'entrée , & autant d'issuë : & pour le Manoir dou-
 ze deniers parisis.

* **MENDRE d'ans.**] Hainaut , chap. 77. art. 23. c'est un mi-
 neur. Voyez *Merme.*

LA MENE'E DU SERGENT.] Tours , art. 169. 194. Quand il
 est traité du retrait linagier. Les Sergens Bailliagiers sont établis en
 certaines Villes , Bourgs & Villages , pour servir à la Justice de leur

Seigneur Justicier, ou de son Bailli : & doivent rapporter leurs exploits par tour & ordre aux Assises du Juge. **BAILLIAGE & AMENE'E.** Anjou, art. 382. *Apud auctores minare. Mener, significat agere pecus & ante se pellere, ut ex Festo Paulus refert, & doctissi. Cujacius observat ad tit. 17. libro 1 Sentent. Pauli; Item Jose. Scaliger vir multis litteris pradius. In lege Salica & Ripuaria, in annalibus & synodis Mannire, est citare, in jus trahere, vocare ad placita, vel Mallum.*

LA MENE'E du S U J E T.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 684.

LA MENE'E & OBEÏSSANCE DU FIER.] En la dernière Coutume de Bretagne art. 269. Auquel pays aussi les sujets & vassaux anciennement étoient semonds & appelez par l'Ameneur & Sergens du Seigneur, pour aller en guerre, ou pour le jugement des procès & querelles. Les Sergens Ameneurs ont ce privilege que nul autre Sergent ne peut exploiter en matieres réelles : Au recueil des Arrests de Bretagne.

* **M E R C H E R.**] Marquer. L'aveu rendu par M. de la Trimouille au Comte d'Anjou en 1473. Taillier, *Mercher*, & appatroner la mesure. Pour mereher la mesure, le Sergent avoit un droit. Voyez le mot suivant & *Mere*.

* **M E R C S.**] Marque, borne, limite, du mot latin *Marcha* *Requino* an. 788. *Carolus Ratisbonam venit, ibi que marchas & fines Bajuvariorum disposuit.* La Coutume du Maine art. 50. à la fin en parlant du Seigneur Châtelain. *Au Merc du gibet de sa Justice patibulaire peut mettre trois pilliers.* L'usage de la Vicomté de Baieux art. 2. *Les maisons & heritages de la Ville & Faubourgs de Baieux, & partie de la Banlieue, selon qu'elle est bornée d'anciens Mercs & divises sont tenus en Franc-allen.*

MERC S DE JUSTICE, DE CHASTEL, DE GIBET.] Voyez *Maire Meres*.

* **Batures faites au dessus des M E R C S.**] Dans la Coutume du Loudunois au titre des amendes, art. 7. & dans l'ancienne Coutume d'Anjou part. 4. fol. 30. ou *Batures simples, faites au dessus des Meres.* Comme il y a dans l'ancienne Coutume de Touraine de l'Edition de Galliot du Pré avec les Commentaires de Sainson, & comme le Proust soutient, sans raison, qu'il faut écrire sur l'art. 7. de la Coutume du Loudunois, cité cy-dessus.

Batre au dessus ou au dessous des *Mercs*, ou des *Meres*, c'est battre au dessus ou au dessous des lieux marquez, car *Merc* ou *Mere* signifie *Marque*, comme on l'a observé cy-dessus. Anciennement en France, on fixoit des *Mercs* ou des bornes, à l'égard des coups que

les hommes se pouvoient donner les uns aux autres dans leurs querelles, pour distinguer les coups qui sont dangereux d'avec ceux qui ne le sont pas, & pour fixer par ce moyen les amendes. Par les Privileges de Marcillac, confirmez par Louis Comte de Clermont en 1314. & par les affranchissemens accordez par Guy de Seully Archevêque de Bourges, & Pierre de Saint Palais en 1279. les yeux étoient les *Mercs*, de sorte que suivant ces Chartres celui qui frappoit au dessus des yeux payoit une plus grosse amende, que celui qui frappoit au dessous, parce qu'au dessus des yeux les coups sont plus dangereux. Les anciennes Coutumes de Berry pag. 116. lig. 12. *De sanguine supra oculos facto sine morte tenebuntur solvere triginta solidos Parisienses tantummodo pro emenda, & de ictu inferius facto cum sanguine, vel sine sanguine quinque solidos Parisienses, &c.* Les Privileges de Marcillac manuscrits. *Percussus super oculos debet habere pro emenda quindecim solidos, sub oculis septem solidos.* Les Privileges manuscrits accordez par Agnez de Bourbon à la Ville de Moulins en 1232. *Se il l'ow fieri dans les iaux, & que sus il y ait sang, il doit sixante sols & de qui en aval quinze sols.*

Mais l'article 7. de la Coutume de Loudunois au titre des amendes, & l'article 8. de la Coutume de Touraine au même titre, mettent toute la tête au dessus des *Mercs*. Voyez l'article premier de la Coutume d'Acs au titre des amendes, &c.

MERCURIALES.] En l'art. 130. de l'Ordonnance de l'an 1539. lesquelles selon l'article 3. de l'Edit fait à Moulins par le Roy Charles IX. en l'an 1566. se doivent tenir de trois mois en trois mois, à sçavoir le Mercredi après dîner selon l'Ordonnance du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 27. és Cours de Parlement, par les Presidens & aucuns Conseillers, pour s'informer si les Ordonnances du Roy, ont été gardées & observées par les Officiers d'icelles Cours, afin de punir les infractions, selon que par le Roy Charles VIII. en l'an 1493. art. 110. il a été premièrement ordonné. Aussi le Roy Henry III. par l'article 144. de l'Edit fait en l'an 1579. sur la doléance des Etats tenus à Blois, a ordonné les Mercuriales être tenues de six mois en six mois, même és Sieges Presidiaux.

* **MERE.**] Dans l'ancienne Coutume de Touraine, au titre des amendes art. 8. c'est-à-dire, *marque, borne.* C'est un mot que les Tourangeaux, ainsi que les Angevins ont peut-être retenu des Anglois.

Skinner *Meere* ab. A. S. *Mera*; fines, termini, meta. Belgis *Meir*, *Meere*. V. *Mercs*.

* **MEREL.**] Dans les Coutumes de la Vicomté de Leauz, c'est

une marque qui se donnoit pour servir de preuve que la marchandise avoit été acquittée.

MERLIN, ou SERGENT.] En la Coutume du Bailliage de la Bourr, titre 1. art. 3. 7. 8. titre 14. art. 1. 2. 14. 15. 18. tit. 15. art. 2. 3.

* *Merin s'oye Merin dans le For de Navarre, rubrique 8.*

* En Espagne & dans la Navarre Françoisse, les *Merins* sont des Magistrats & des Juges.

Gregorio Lopez ad leg. 23. lib. 2. tit. 9. Partitar.

Majorinus nomen antiquum Hispania est, significans majoriam super administratione justitie in certo loco, villa seu terra; qui si à Rege ponatur loco Praefidis provincia qui dicitur Majorinus major, habet eandem potestatem quam Praefes provincia seu adelantatus; qui vero ponuntur de manu Praefidis vel majorini majoris, solum habet potestatem in illis quae vox Regis dicuntur, quae sunt itineris fractio, publici latrones, mulier vim passa, mors hominis, sicuti rapina, violentia manifesta, proditio in Regem, vel ejus collaterales, seditio: de aliis autem criminibus cognoscere non possunt, nisi à Rege eis specialiter demandetur, dato sibi fidejussore judicio sisti coram Rege vel alio qui cognoscere possit de salubus. In majorino majori concurrere debent quae dicta sunt in Praefide, in minoribus verò, quod sint de bano genere, sensu, & intellectu vigentes, constantes, & quod divitiarum aliquid habeant.

Voyez le For de Navarre au lieu marqué cy-dessus. Le For d'Aragon livre 1. fol. 30. & la recopilation de Pedro Pasquier liv. 1. tit. 9. fol. 28. verso.]

Oihenartus in Not. Vasconiz p. 74. *Dividitur Navarra in quinque Praefecturas quas majorinatus seu Merindades vocant: Pompelonensem, scilicet, Stelensem, Tutelensem, Sangossensem & Olitensem. Ha à totidem oppidis primariis Pompefonè, Stella, Turela, Sangossa, atque Olito, quorum quodlibet veluti caput & metropolis est suae Praefecturae, tale nomen sortita sunt. Praest autem unicuique earum proprius magistratus, majorinus seu merinus vulgo dictus. Primam praefecturam ambitu suo 80725. familias, proximam 60245. alteram 40852. quartam 60001. postremam 309691. comprehendere colligunt; qui eorum rationem, accuratè subdant.*

* **MERME.**] Voyez *Marmouset*, & *Mendres* ou *Marquise* ou *Marquis*.

* **MERRIEN, MERRIN.**] Voyez *Marpag* 2. *Marin*.

LA MESGNIE.] Normandie chap. 61. 85. & en la Somme rurale, & au chap. 13. & 94. du premier volume de Froissart; & en l'Histoire de Monstroler liv. 1. chap. 45. & ailleurs; ou Mesgnée en la vieille Chronique de Flandres chapitre cinquiesme; ou Menie au chapitre 14. pour le train & la Maison du Roy.

Sont les femmes, enfans, serviteurs & domestiques d'un pere de famille, lequel les peut châtier modestement, sans qu'il soit tenu

d'en répondre en Justice. Et en un Arrest de la saint Martin 1282. la Mesnie d'un homme est entendue de tous ceux qui font sa propre besogne, & sont à ses dépens. Tel est le Maître, telle est la Mesnie. V. *Mesnie*.

MESNAGES.] Normandie chap. 26. 34. Voyez la glose, & cy-après *Mesnage*.

Sont des Manoirs ou Masures, situees velle Coutume de Normandie. aux champs. Voyez l'art. 271. de la nou-

* *MESNIE*, *MAIGNIE*, *MAINADA*.] Dans l'Alphonse de Riom. Train, Famille. Monsieur de la Thaumassiere a ramassé les autoritez qui suivent sur ces mots. Guill. Guiart. en l'an 1296.

Li Grand Seigneur & leur Mesnie.

Pardevant sa Mesnie : de Beaum. chap. 30. Coutume de Norm. art. 61. 81. Froissart vol. 1. chap. 13. 34. Monstrelet liv. 1. chap. 45. Chronique de Flandres chap. 5. Le Mesnie au Bailly, entendons-nous li Prevosts & li Sarjant qui sont dessous li & le Mesnie de son Hostel. Baum. chap. 1. le Dictionn. du Père Labbe, *Familia*, *Mesnie*, *Arimania*. Marculf. lib. 1. Form. c. 18. Ancien Proverbe.

*La Mesnie à Maestre Michant,
Tant plus en y a, & moins vaut.*
Voyez *Mesnie* cy-devant.

MESSADGES, MESSADGERIES.] Solle tit. 4. art. 1. & 2. tit. 5. art. 1. & 2. tit. 7. art. 1. 2. 3. 4. 5. tit. 35. art. 17.

Sont les Sergens & Sergenteries, qui font les messages des Juges, qui executent les mandemens & commissions de Justice à la requête des parties. Messager de Eschevins en la Coutume locale de Communes sous Lille.

* *MESSAGE*, *Messagium*.] C'étoit la rodevance qui étoit païée au Seigneur par le Messier pour son Office.

Chartul. S. Denys, tit. 1221. *Custodiebat segetes, & pro his custodiendis percipiebat denam & Messagium.*

Charta ann. 1228. *Concessimus eis quod ponant Messarium apud varidas, & dabo plegios de reddendo. Episcopo C. solidos pro Messagio singulis annis ad natale Domini.* * (M. Galland.)

* *MESSEURS.*] En Bresse, c'est le salaire, qui est donné chaque année à ceux qui moissonnent les bleds du Grangeage. Quand chacun fonde de grand revenu qui est donné à Grangeage, ou à un

Métoyer, on charge le Granger ou le Métoyer de moissonner sans prétendre aucune récompense, que sa moitié des fruits, ce qui est juste en ce cas. Mais aux lieux stériles, les Grangers, ou les Métoyers ne se chargent point de faire la moisson, & prennent ordinairement cinq, ou six moissonneurs étrangers, qui ont pour leur salaire en chaque champ, l'onzième gerbe.

Quand les gerbes sont faites, le Dixmier vient les compter & leve la douzième, la treizième, ou la seizième pour son droit de dixme, selon la Coutume des lieux ; ensuite le Granger ou le Métayer vient, & prend une gerbe pour luy qu'on appelle le *Dixiapart*, c'est-à-dire, que Dieu y ait part ; puis il en compte dix, & laisse l'onzième pour les moissonneurs ; après il recommence & toujours donne l'onzième aux moissonneurs, qui mettent leur gerbe en un monceau séparé, que les gens des champs appellent *la Maye des Messieurs*, auquel le Maître ne prend rien, quand même les valets du Granger ou du Métayer auroient été des moissonneurs, *nisi aliud conventum sit*. M. Revel sur les statuts de Bresse pag. 265. Ce droit s'appelle aussi *Affaneures*. Voyez M. Revel pag. 266.

MESSIER.] Melun, art. 306. Sens, art. 154. Duché de Bourgogne, art. 6. & 7. Comté, art. 56. 58. & en la Coutume locale de Langres, art. 3. Reims, art. 402. Bar, art. 50. 209. Hainaut, chap. 69. Mons, chap. 50. 53. Tours, art. 62. Lodunois, chap. 5. art. 4. où il faut lire instituer Messier.

C'est le vignier ou gardé des vignes, ou de bleds & moisson : Moissines qui sont de raisins. Berri, titre quinzième, art. 2. *οἰκόπαι vinearum custodes, qui Circitores, ne fures intrent : Statores, qui alias Janicularii*.

SERGEANT MESSILIER.] Troyes, art. 122. Chaumont, art. 67. Qui est commis à la garde des vignes & autres fruits de terre. Les Messiers & Gastiers sont conjoints en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 5. & Boutillier au chap. du Bas-Justicier, fait mention du Messier. *Quasi οἰκονόμος, de quo in legibus Georgicis tit. 2. post Harmenopolum : at in editione Schardii tit. 4. pomorum custos*.

MESTAIEE PARTIAIRE.] Touts, art. 113. MESTAIEE : Berri, tit. 9. art. 45. 46. Bretagne, art. 421. Mestayer : Berri, tit. 9. art. 48.

Est colonus partiarus l. 25. §. Vis major. locati. Γεωργός μορτίτης in legibus Rusticis novissimi Justiniani tit. 2. qualis est ὁ ἡμισιαγὺς λαβὼν χώραν ὑπὸ ἡμισίαν, tit. 3. Ad medietatem laborans. In capitulis Caroli magni lib. 1. art. 163. alias 157. Francica legis lib. 1. ὁ τῆς καρπὸς μισθόμωτος, Harmenopolus lib. 3. tit. 8. Qui fructus fundi cum domino par-

titur : separatur autem ab eo qui nummis aut certa pensione colit. μετρίχους, & μετόχους sunt coloni partiarum. Μετρία Μεταirie, ex sententia Perionii & Tripaltii. μετόχος, κάτοχος, Colonus, accola. μετόχον in l. 34 §. ult. de legat. 2. qua & οὐχόνος eadem l. 34. §. Lucius l. 30. §. Titia. D. de adimendis legatis : Nov. 166. Justin. Est plurium prædiorum possessio universa, Massa, ut appellatur à Leone & Anthemio de bonis vacantibus. Villa, colonia in l. 24. locati l. 20. de instructo. l. 27. Ad municipales. Quæ Colonica Ansonio ad Theonem. Voyez le mot MEIX & MANSIONER. Apuleius lib. 8. de Asino dixit partiaros concubitus agere, & lib. 4. Partiarum majestatis honorem. Cato calcem partiario coquendam dare, vel vineam curandam. Tertullianus libro de Resurrectione carnis, Sadducaorum partiaros dixit : Et lib. 3. adversus Marcionem Judeos erroris partiaros. Idemque libro primo Bonitatem partiarum exitii. Legatarius partiarum tit. Instit. de fideicom. hered. cum de partitionis legato, de quo in l. 164. de verb. signif. & Ulpian. lib. Regula, tit. 24. M. Tullius 2. de legibus, & alibi Hac ratione occurrendum est imperitorum ingeniis.

De *Medietaria*, on a fait *Métairie*, ΤΟΥΕΡ, Partiarum colonus. En une & de *Medietarius Mediator*, Métayer. Patente de l'an 1260. le Roy Louis IX. *Medietaria* est le droit de moitié qui donne aux Chartreux quatre arpens de se paye par un Fermier. ou Emphyteote. terre près Paris, sive *Medietaria*, &c. En divers titres. anciens *Medietarius*, Fermier, METAYER, ou MES-

* *MESTIVE*, *Mestiva*.] C'est une redevance en bled.

Chartul. sancti Cypriani. *Hugo Liziniacensis Dominus, dimisit quandam consuetudinem quam requirebant ministri ejus de Cohet sub appellatione MESTIVE in villa sanctæ Mariæ Castri-arardi, videlicet quatuor sextarios annuatim annis singulis.* (- M. Galland.) * Vid. Cang. in glossar.

* *MESTS de Mariage*.] C'est un droit dû au Seigneur de Château-Dassir, porté par ses vassaux rendus au Roy, que de toutes viandes qui se mangent aux Noces, en est dû un plat au Seigneur, portable en sa maison.

Regal de Mariage, dû à la Seigneurie de la Boullaye seize en Normandie appartenant à M. le Maréchal de la Force. Le jour des Noces, le marié accompagné avec violon ou viole, doit apporter au Seigneur LE MESTS DU MARIAGE, composé de deux poulets, deux pots de vin, deux pains, une épaule de mouton, faire une dance, puis se retirer. * (M. Galland.)

Monsieur de la Thaumassiere remarque que ce même droit est dû au Seigneur de la Morle dans la Paroisse de Mascé en Berri.

* *MESUAGE*.

* **MESUAGE.**] Normandie, chap. 26. 34. sont des Manoirs situés aux champs, ce mot vient de *MES*, *MEIX*. *Mesnagium capitale*, dans les Praticiens Anglois c'est le chef Manoir. Voyez Covvel dans son petit Glossaire, à la fin de ses Institutes du Droit Anglois.

* **MESURE à boisseaux à ras, pele, & feru.**] Ces termes se trouvent es anciens terriers de plusieurs des dix-sept Chastellenies, dont la Baronnie de Beaujolois, l'une des cinq grandes de France, est composée; & appert par lesdits terriers que les mots *Raze* & *Pele* sont opposées, tellement que le mot *Pele*, signifie comble, & s'entendent proprement de la mesure d'avoine & des Cens dûs en avoine, lequel grain étant long & non licé, comme le seigle ou froment, n'enfonce dans le boisseau, s'il n'est secoué, ou feru de la pelle ou radoir; & pour ce en plusieurs desdits terriers est ajouté ce mot *Feru*; c'est-à-dire, que si à la mesure de l'avoine dûe de Cens est ajouté, à *Ras* ou *Pesse*, le mot de *Feru*; le Seigneur à qui tel Cens est dû peut faire frapper le boisseau, soit ras ou comble, afin que le grain d'avoine y enfonce mieux. M. Galland.

DROIT DE MESURE.] Tours, art. 42. Lodunois, chap. 2. art. 2. 3. 4.

Qui appartient au Seigneur qui a sep & estalon, auquel convient ajuster les mesures. Le droit d'Aulnes en la Baronnie de Châteauroux, & de marquer les aulnes à draps, a été jugé au Seigneur Baron du lieu par Arrest de Paris du premier jour d'Avril, 1544. Il est traité des mesures à vin & bled, & à corttes & draps en la Coutume de Clermont art. 231. & suivans; de Nivernois chap. dernier art. 27. pour le cottenet, poinçon, muid & tonneau à vin; de Touraine art. 63. pour la pipe, traversiers & quarts, *De mensuris & ponderibus veterum extant libelli Prisciani, Fannii, Metiani sed conscripta quaedam recentiorum Budai, Alciati, Agricola. Et de ponderibus publicis & modio fragmentum plebisciti cujusdam apud Festum. De ponderibus & mensuris. Græcorum Plinius in fine lib. 21. Prætoratus urbis præfectus pondera per regiones universas instituit, cum, quidvis multorum ex libidine trutinæ componendum occurri nequirit; Marcell. lib. 27. Pondera & mensura adservabantur publice, ne quid in his falsi à privatis admitteretur, ut in Ecclesia cujusque civitatis ex N.º 128. Modii anei vel lapidei cum sextariis atque ponderibus per mansiones singulasque civitates collocati. l. 9. Cap. de susceptorib.*

DROIT DE MINAGE, ou MESURAGE, ou STELAGE.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 570. 571. Voyez le mot **STELAGE**. **DROIT DE MESURAGE,** à la fin du Procès verbal de la Cout. de Peronne. *Est mediatio prout a rege vel domino Jurisdictionis instituta est.* II. Partie.

La Mine est un vase ou vaisseau à mesurer le bled ; & le Minage, est un droit dû au Seigneur pour le mesurage des bleds par mines. Voyez *Mina* ge.

METTRE EN SA TABLE.] Voyez le mot **UNIR**.

METTRE LES MEUBLES d'un conducteur d'une maison sur les barreaux par autorité de justice, afin de luy faire vider la maison : Melun, art. 185.

BIENS MEUBLES NE TIENNENT CÔTE NI LINE.] Lille, art. 8. ne suivent estoc, côté ni line. Lesquelles maximes seront expliquées sur la Coutume de Berri : *Has autem & similes sententias Miror & excuscor.* Voyez le mot **SUITE**.

MEUBLE N'A POINT DE SUITE.] Masuer au titre 30. A sçavoir, par hypothèque contre le tiers détenteur. Berri, tit. 9. art. 9. autre que le débiteur. Cambrai, tit. 20. art. 11. Quand il est mis sans fraude hors de la puissance du débiteur. Chaumont, art. 65. Melun, art. 312. Sens, art. 131. Bar-le-Duc, art. 60. Calais, art. 226.

EN SUCCESSION LES MEUBLES SUIVENT LA PERSONNE, OU LE CORPS, ET SON VRAI DOMICILE.] Masuer, au titre 32. Lorraine, tit. 6. art. 12. d'autant qu'ils n'ont certaine affecte, & que l'homme en dispose à sa volonté. Les biens meubles suivent la personne, c'est-à-dire, la Coutume du lieu où est domicilié & demeurant le défunt au jour de son trépas, encore qu'il fût detedé en autre lieu. Amiens, art. 96. Arras, tit. 3. Cambrai, tit. des successions art. 15. Mais par la Coutume de saint Omer sous Artois art. 57. imprimée l'an 1553. les biens meubles suivent le corps & la Coutume du lieu où le possesseur est allé de vie à trépas : Et les héritages suivent la Coutume des lieux où ils sont situés & assis. Comme aussi par la Coutume de Lille art. 6. & de Lalleuë sous Artois, les biens meubles d'un trépassé suivent le corps, & se partissent selon la Coutume du lieu de la maison mortuaire. Aussi la confiscation des meubles appartient au Seigneur duquel le condamné est couchant & levant : & des immeubles, aux Seigneurs des lieux auxquels ils sont assis. Autre est la Coutume de Lorraine.

LE MÈRX ou MEX.] Duché de Bourgogne, art. 83. 84. 86. 87. Comté de Bourgogne, art. 84. 85. 86. 90. 91. 93. Nivernois, titre quatrième, art. 68. tit. 8. art. 3. & 19. tit. 37. art. 13. *Alii* le Mas un Mas de terre : Metz : Ostricourt sous Lille. Franc Mex en la Coutume locale de saint Plat de Seclin.

C'est le tenement & héritage main-mortable des personnes de servile condition, & de main-morte : *Est mansum, vel mansus, can. secundum & can. sancitum 23. quest. 8. cap. 1. de censibus ex capitula-*

ribus Caroli Magni & concilio Wormaciensi: *Quam par boum cotidie arare potest. & sufficit duobus bobus in anno: massa, ouyarnoic, fundus, heredium; unde quis se & familiam suam tueri possit, & vectigal aut censum domino referre, ut eruditi obseruauerunt. Bestia Massaria in constitut. Siciliæ lib. 1. tit. 85. Gase Massaria in legibus Rotharis regis Langob. tit. 106. seruus Massarius qui sub se habet seruum rusticum, & in peculio boves, vaccas, caballos, tit. 47. & 85. Magistro Massariorum inscripta est constitutio Friderici 2. Imp. qua de Massariis curia in Apulia inter epistolas. Petri de vineis lib. 3. cap. 66. Symmachus lib. 10. epist. 41. quam Casarianam massam dixit post appellat possessionem. Verbum Possessionis interdum significat propriètiem l. 78. dig. de verb. signif. Sic in l. 19. Cod. de rei vindicat. l. 2. Cod. de prebendis l. 22. dig. ad municipales l. 11. dig. de euictionib. l. 3. dig. de extraord. cognitio. 86. dig. de adquir. hered. l. 3. par. idem. dig. de rebus eorum l. penult. dig. de alienat. iudicii. Possessor sape pro domino accipitur à Casiodoro, à Siculo Flacco, ab aliis. Possessiones appellantur agri latè patentes publici, & privati: quia non mancipatione sed usu tenebantur, & ut quisque occupauerat, colebat. Festus. Huc pertinet l. questio 115. de verb. signific.*

* **MICE.**] Droit de Mice est un droit de moitié de fruits en l'Isle d'Elle, par un contrat du 15. Octobre 1694. entre le sieur Comte de Murat & les habitans de ladite Isle. (*M. Galland.*)

* **MIEGE.**] Est un droit de moitié. Transaction du 24. Aoust 1484. entre Pierre Abbé de Psalmodi & les Conseillers du lieu de S. Laurent près Aigues-mortes. (*M. Galland.*)

* **MILERINES.**] Soesmes, art. 2. font des terres où l'on a semé du Mil.

MILODS. Qui sont dûs en aucuns lieux; comme en Lodunois, en cas de succession collaterale pour les heritages censuels, ou en cas de donation, comme en Dauphiné. *Guide Papæ question 48.* A la difference des lods entiers qui sont dûs en cas de vente. *Midenier.* Poitou au titre des retraits.

Les Milods & Remuage, sont une redevance de moitié des lods à toutes mutations; non seulement par vendition, mais à autre titre, voire par succession sans excepter la directe, s'il n'est dit, comme on voit es terriers de plusieurs Seigneurs es pays de Lyonnois & Forests, même es terres & Seigneuries appartenans à Monsieur l'Archevêque & Chapitre de Lyon, qui anciennement avoient seuls tels droits; mais plusieurs des autres Seigneurs à succession de temps les ont fait reconnoître tels aux habitans possédans heritages en leurs terres, que vulgairement ils appellent leurs *Sujets*, encore qu'il n'appartienne qu'au Roy d'user de ce terme *Sujets*; & la redevance à cause du remuement, c'est-à-dire; changement de possesseur, autre que par vente,

à cause de laquelle on paye lods, s'appelle *Milods*, d'autant qu'on paye moitié moins que pour l'acquisition à titre de vente. (*M. Galland.*)

DROIT DE MINAGE.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 570. 571. Qui est le droit que le Seigneur prend sur la mine de bled pour le mesurage. En France aussi ce droit est du domaine du Roy en plusieurs lieux.

Extrait d'un ancien aveu rendu en 1473. par M. de la Trimouille au Comte d'Anjou.

Le Preuât de Craon doit fournir aux Marchands mesures à grain, & a ledit

Preuât outre sa coutume, Minage, qui est de chacun boisseau vendu une jointe d'iceluy grain, en assemblant les deux paumes de la main ensemble. V. Mesurage.

* **MINAGE**, *Minage*, *Muage*.] Beaumanoir chap. 15. pag. 90. à la fin. « *Mes se font terres gaaignables, qui ayent el tens du bail* » *été données à loyal Minage, sans fraude & sans barat, li hoir s'en* » *doit passer pour le Minage.* » Chap. 32. p. 168. *Cil qui tient mon heritage à Miniage, &c. Tenir à Minage, c'est ce semble, tenir à ferme à la charge de rendre par an tant de mines de bled.*

* **MINEURS.**] Voyez ce qu'on a observé sur *Loi ouvrée*.

MINU.] Bretagne, art. 87. 88. de l'ancienne Coutume : & de la nouvelle art. 81. 360. C'est la déclaration, aveu & dénombrement qu'un nouveau acquereur & sujet doit bailler par le menu à son Seigneur, des heritages, terres, rentes & devoirs qu'il a acquis. Si quelques fois le nombre des articles ne se trouve comme je les allegue, és Coutumes de nouveau réformées, vous aurez adresse aux Coutumes précédentes desquelles j'ay usé en cette composition, soit pour les bons termes des anciennes, ou d'autant que cet œuvre a été par moy recueilly avant les dernières redactions d'aucunes des Coutumes : & néanmoins je n'ay pas omis les belles dictions & phrases des dernières Coutumes.

MINUTE, MINUTER.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 102.

Quand un Greffier dresse & écrit par le menu le plaidé des parties, afin d'entendre le mérite du fait : comme aussi nous disons, *Minuter* un bail de Justice, une Sentence, un Arrest, & les minutes de Justice, d'un contrat & instrument. Minute de contrat : Berri, titre 3. art. 1. laquelle demeure pardevers le Notaire, à la différence de la copie ou grosse qui se délivre par luy aux parties. *Sed omittamus has minutias & quisquilias,*

* **MIRE.**] M. de la Thaumassiere a fait l'observation suivante sur ce mot, qui est dans Beaum. c. 1. 30. Sont des Chirurgiens. Alain Chartier en l'Histoire de Charles VII. *Et la jambe fut si bien gon-*

vernée par les Mires, que le péril en fut hors. Le livre de la Diablerie. *Qui est blessé si voise au Mire.* Du Chesne sur Alain Chartier remarque que les Chirurgiens de Paris sont appelez dans les anciens titres de leur Confrairie, *Maistres Mires*. Proverbe : *Le Mire prend l'argent & guesdon, & cet autre fol est le patient & bien grossier.*

Qui de son Hoirie fait Mires heritié :

Qui veut estre gari son mal luy convient decouvrir.

Nicot fait venir ce mot de *μύρον*, *unguentum* Voyez *Physicien*.

* *MIROUER de Fief.*] Lorsqu'un Fief étoit tenu en parage, on nommoit dans le Vexin, *Miroüer de Fief*, la branche aînée de la famille qui faisoit la foy pour toutes les autres branches ; & cette branche a été ainsi appelée, parce qu'étant en apparence la seule à qui le Fief appartenoit, le Seigneur feodal pour l'échéance de ses reliefs & autres droits, ne *miroit* qu'elle pour ainsi dire, & n'avoit les yeux que sur elle. Ou cette branche a peut-être été ainsi nommée, parce qu'elle étoit comme une espece de miroüer, qui representoit au Seigneur feodal toutes les autres branches. Voyez M. Loysel liv. 4. tit. 3. regl. 77. & le mot Parage. M. de la Thaumassiere parle ainsi du *Miroüer de Fief*. Par l'ancien Droit coutumier, avant l'Ordonnance du Roy Philippe Auguste de l'an 1210. qui est l'une des premieres & plus anciennes des Rois de la troisième race : les Puînez étoient obligez de tenir les Fiefs ou portions de Fiefs à eux échûs, en parage, & par droit de frerage de leur aîné, qui les acquittoit pour le tout de la foy envers le Seigneur commun. Loysel liv. 4. tit. 3. art. 72. & la portion de l'aîné qui acquittoit celle des puînez, s'appelloit *MIROÜER DE FIEF*. En chacune branche de parage, celle qui s'appelloit *MIROÜER DE FIEF* par l'ancienne Coutume de Vexin, pouvoit porter la foy pour toutes les autres. Loysel art. 77. Je croy que la portion de l'aîné étoit appelée *Miroüer*, parce que celles des puînez y étoient représentées comme dans un Miroüer. Le Fief & l'Arriere-Fief sont deux relatifs, ou deux extrêmes en termes de relation, & ils ont leur rapport & leur aspect mutuel & reciproque, en sorte que l'un ne peut être sans l'autre, & l'un se reconnoît & explique par l'autre, le Fief dominant & le servant ; & quand il y a plusieurs Fiefs mouvans d'un même Seigneur, chaque Arriere-Fief fait une relation diverse, parce que le Fief dominant est pris plusieurs fois comme un point au centre d'un cercle, qui se prend autant de fois qu'on tire de lignes de ce point à la circonference. Tous les puînez se voyent dans la portion de l'aîné qui est le Fief dominant,

comme dans un Mirotier. Ils le regardent comme un centre commun, & leur garant envers le Seigneur supérieur; & ma conjecture est, que c'est la raison pour laquelle les anciennes Coutumes l'appellent **MIROÛER DE FIEF**, ce que je soumets à la censure des Doctes.

MISE DE FAIT.] Lille, art. 150. & suivans de l'ancienne, & en la dernière qui est de l'an 1565. Amiens, art. 54. 144. 145. Pour acquérir droit réel en l'héritage : laquelle étant dûement decretée par le Juge, engendre hypothèque : par icelle l'on apprehende toutes successions, & autres choses à titre particulier, & équipolle à desheritement & adheritement : *Itaque significat missionem in possessionem ut hereditas possessione retineatur, vel rerum servandarum causa : cum heres, legatarius, donatarius, vel emptor inducitur & mittitur in possessionem.*

* **MISE.**] Arbitrage. M. de la Thaumassière a ramassé les preuves suivantes sur ce mot. Beaumanoir, chap. 34. *Soi mettre en mise. Procureur ne puet fere paix ne mise.* chap. 4. *Le mise de peshier.* chap. 41. Dans le compromis fait entre le Vicuens de Melun, & Jeanne sa chière femme, & mon Sire Henry de Suilly, le Mercredi après les Brandons en 1284. il est dit : *Nous avons fait mise amiablement par commun accord de haut & bas & redoutable Pere Simon Archevêque de Bourges, &c. La Mise est de nulle valeur.* Beaumanoir, chap. 41.

* **MISEURS.**] Arbitres. Beauman. chap. 41. de Font. c. 1. Chi parole des Mises & des Arbitres, qui les choses prennent sur eux.

* **MISTRAL**, *Mistralis, vel Ministralis, Ministerialis.*] *In Statutis Delphin.* C'étoit un Officier au dessus du Châtelain. On rapportera icy ce que M. Chorier écrit du *Mistral*, dans son Histoire de Dauphiné, liv. II. chap. 22. p. 860. afin que le public luy en doive la connoissance.

La Charge de Mistral étoit plus basse d'un degré que celle de Châtelain dans les terres des Dauphins, mais elle étoit plus relevée dans la Police de la Ville de Vienne, & de quelques autres. C'étoit par le ministère du Mistral, que le Châtelain agissoit dans les principales fonctions de sa Charge, & néanmoins quoi qu'il fût comme son Lieutenant il ne dépendoit pas de luy. Il procuroit, que ce qui regardoit la Police du lieu de son établissement fût exactement observé, que les droits Seigneuriaux fussent payez, que ce que le Prince avoit commandé fût exécuté. C'étoit ainsi par son ministère & par ses soins, que les Châtelains faisoient ainsi réussir toutes choses. (Le Mistral de Vienne) exerçoit dans Vienne la Jurisdiction temporelle, ainsi pouvoit-il être nommé assez proprement le Ministre de la Loi. Mais ailleurs où il n'a

voit pas ce droit, il est vray qu'il n'étoit pas si absolument le Ministre de la Loi, comme il l'étoit du Prince ou du Seigneur qui luy avoit commis cet employ. Tous les Grands avoient leurs Mistras. Environ l'an 1152. Nadal étoit Mistral de Nantelme Seigneur de Chandieu. Il n'y avoit presque point de terre, soit qu'elle fût possédée par l'Eglise, soit qu'elle le fût par des personnes Laïques, qui n'eût de même le sien.

Les droits de la plupart des Mistralties de saint Pierre de Viennen'étoient ni reglez ni certains avant l'an 1170. qu'ils le furent par l'Abbé Yves. Il les réduisit à trente sols pour les Mistralties de saint Prim. d'Assieu, & de Massieu, & à soixante sols pour Vergne; ces sols étoient des écus. Amé Comse de Genève donna l'an 1290. à Girard de Belle-Combe qualifié Miles, & à Girard son fils celle de toutes les terres qu'il tenoit des Dauphins en Fief dans le Gressivodan. Les droits de cette Mistraltie comme l'acte le porte, consistoient particulièrement au tiers des bans, des Escheutes, des Laods, des Plaidis & des Introgés. C'étoit la récompense des soins du Mistral & comme le payement de son travail. En effet un homage rendu l'an 1339 par Aimonet de Clermont, Mistral de Guichard de Loras nomine Mistratio, au Dauphin Humbert II. luy donnant la qualité de Mistral, l'accompagne d'un autre qui explique parfaitement celle-là. Aimonetus de Claromonte, Mistralis & negotiorum gestor Domini Guichardi de Loras Militis. Quoi que d'abord il semble que ces emplois ravaloiert ceux qui les acceptoiert, néanmoins ils n'étoient donnez qu'aux Nobles, qui les recherchoient toujours avec empressement.

La Mistraltie de Vienne, comme ses fonctions avoient plus d'étendue que celles des autres Mistralties avoit aussi beaucoup plus de dignité... La Jurisdiction temporelle étoit dans les mains du Mistral qui l'exerçoit à perpétuité, sans pouvoir être destitué si ce n'est qu'il tombât en quelque crime... L'Archevêque en donnoit les provisions, & les anciens actes, pour montrer qu'il en étoit le propriétaire, disent que le Mistral tenoit de luy cette Charge. Proponebant insuper, quod in Civitate Viennensi unum officium, quod Mistralis, quasi legis minister, vocabatur, esse solebat, & quod tenenti dictum officium, regimen totius Jurisdictionis temporalis totius dictæ civitatis spectabar, dictumque officium à dicto Archiepiscopo in fide, & homagio tenebatur, & uni ex Canonicis dictæ Ecclesiæ, à tanto tempore, de cujus contratio hominum memoria minimè recordabatur, in perpetuum beneficium dari consueverat: quodque dicti Ministeriales dictum Mistraltie officium exercentes, & eorum subditi in causis appellationum, videntibus, & scientibus Imperatoribus, eorumque Vicariis, ressortiebantur, & ressortiri consueverant. Voilà comme parle touchant cet Office, le celebre Arrest du Parlement de Paris, qui rendit l'an 1306. à Thibaut de Rougemont,

Archevêque de Vienne, la temporalité de son Archevêché que le Roy avoit mise sous sa main Mais cette Charge fut supprimée par le Pape Jean XXI. l'an 1338. . . . Entre les droits de cette Mistralie, celui-cy sembloit n'être pas absolument conforme aux bonnes mœurs, puisqu'il s'opposoit à la liberté du mariage : Le Mistral prenoit deux deniers pour livre du dot des femmes qui convoloient en secondes nœces ; celle qui auroit refusé ce paiement n'auroit point trouvé de Prêtre qui ne luy eût aussi refusé l'administration de ce Sacrement Les Mistraux sont aujourd'huy presque les moindres des Officiers des Communautés, où cette Charge n'est pas encore entièrement éteinte. Les Mistraux, selon M. Revel sur les Statuts de Bugey pag. 419. sont aussi des gens préposés pour la garde des fruits.

* *MOGNE.*] C'est un Moine. Voyez Coquille sur l'art. 9. du chap. 15. de la Coutume de Nevers.

MOIEN-Justicier.] Melun, art. 12. 15. & suivans. Senlis, art. 108. & suivans. Sens, art. 13. & suivans. Valois, art. 4. & 24. *Qui mixtum imperium habet, non gladii potestatem*, à la différence du Bas & du Haut-Justicier. La Moyenne-Justice est différente de la Basse & de la Haute-Justice. Le droit & la Jurisdiction du Seigneur qui a Moyenne-Justice est expliqué par plusieurs Coutumes. * Voyez les mots Justice & Justicier lettre I.

MOISON.] Paris, art. 56. 58. 171. 227. Amiens, art. 154. 214. Peronne, art. 28. Auxerre, art. 64. 135. & ailleurs.

Est merces prœdii rustici locati conducti, quæ præstatur à colono, non in nummis, sed in specie frumenti vel rerum aliarum. LOÛAGE ou LOÏER. *Est merces prœdii Urbani, quod are locari solet, vel etiam rustici prœdii merces.*

MOISON DE GRAINS.] Paris, art. III. Meaux, art. 70. Melun, art. 56. 180. 183. 329. Sens, art. 250. Clermont, art. 102. Montargis, chap. 2. 43. Orleans, art. 352. Montfort, art. 38. où il faut lire, la ferme & moison dûe. *In hac voce sæpe pascant editiones : Procuravi autem ut Lutetiana editio anni 1580. esset emendatior : verum si des mihi non est habita in omnibus.*

Est certa præstatio annua frugum quæ domino fundi debetur à colono : Unde MOISONIER : Blois, art. 78. Comme il faut lire *ADMOBIATEUR* : Melun, art. 322. Et *MOISON*, fruits ou pension annuelle, qui se prend pour bail de bêtes à Chaptol ou autrement : Berri, tit. 17. art. 12. 13.

DROIT DE MOISSON.] Qui est dû au Roy, dont est fait mention en la Charte du Roy Louis VIII. de l'an 1224. pour les Coutumes de la Ville & septaine de Bourges, & est par chacun an d'une

d'une quarte de froment, d'une quarte ou mine d'orge.

* *MOLHE*.] Dans le For de Navarre, Rubrique 25. art. 18. C'est une femme. Nos anciens François disoient *Monllers*. Philippes Moukes page 216. col. 2.

S'avez oi d'un Duc Joisbier
C'on ne tenoit mie à bobier
C'on cuida mors outre la mer
Dont ses gens eurent duel amer
Et sa MOULLERS a cuer mari
Redevait prendre à cuer mari
A époux un fillon gaynart
Ki mult estoit de male part.

Les Espagnols disent la *mager*. Ces mots viennent de *Mulier*.

MONNEAGE.] Normandie, chap. 15.

C'est une aide de douze deniers pour feu qui est deuë au Duc de Normandie de trois ans en trois ans, afin qu'il ne fasse changer la monnoye qui court en Normandie, au préjudice des sujets & des marchands étrangers : duquel droit aussi est fait mention en la Charte aux Normans qui est du Roy Louis Hutin en l'an 1315. Comme aussi en l'an 1265. le peuple d'Arragon promet de payer à son Roy de sept en sept ans un Maravedi pour feu, en récompense de ce que le Roy avoit juré aux Etats de ne changer jamais la monnoye : *Ut Nicephorus Phocas Imper. tetarterum excogitavit numismatis pondere imminuto, teste Cedreno. Ex assibus etiam qui erant liberales, facti sunt sextantarii. Festus. Libra pondus aris imminutum bello Punico primo cum impensis Respublica non sufficeret, constitutumque ut asses sextantario pondere ferirentur. Ita quinque partes facta lucri, dissolutumque as alienum. Plinius, libro 33. cap. 3. Miscuit denario Triumvir Antonius ferrum : miscuit ari falsa moneta. Alii è pondere subtrahunt, ejusdem libri, cap. 9.* Comme aussi du temps des Rois Philippes le Bel, Charles le Bel, & Philippes de Valois la monnoye a été empirée en France, & souvent depuis, tant en sa bonté ancienne qu'en son poids. *Nummi novi solent esse nequiores, Plautus in prologo Casina.* Les nouveaux Princes faisoient le dommage des sujets par change & mutation des monnoyes, comme appert par les Lettres Patentes du Roy d'Angleterre qui sont transcrites par l'Auteur de la vieille Chronique de Flandres chap. 76. Terrien en son Commentaire du droit observé en Normandie, sur le chap. 17. du liv. 4. après du Moulin, traite des Chambres des Monnoyes, de la Loy, Carat, denier, billon, titre, remede, ou empirance d'or & d'argent, du pied des monnoyes, & des degrez de la bonté & pureté de l'or & l'argent. Ce qui sert pour entendre le

II. Partie.

Q

pair, la valeur des monnoyes de change d'un lieu à un autre. Et Bodin en son discours aux paradoxes d'un Maistre des Comptes, & au liv. 6. de la Republ. chap. 3. donne quelque moyen d'empêcher que les monnoyes soient alterées de prix ou falsifiées. Et à cause de ces empirances & changemens de monnoyes, il est souvent fait mention des anciens instrumens de la forte monnoye ou courante. Aussi l'Avocat Grimaudet en l'an 1576. a fait un traité des Monnoyes depuis les écrits de Budé & de du Molin. *Extat etiam Hosotani liber de re nummaria populi Romani. Roma autem lata sunt leges Livia, Maria, Papiria, Claudia de re nummaria. Monetarii sunt, χρυσῶνες Justiniano in Edicto 11. aliis χαράκται: Unde παραχαράκται sunt falsa moneta rei l. penult. Cod. Theod. de falsa moneta. Aureliana Imperante Monetarii in urbe rebellaverunt vitiatis pecuniis, & Felicissimo rationali interfecto, cum nummariam notam corrosissent, ait Aurelius Victor. Idem novam monetam publice distribuit, cum plebem reddere jussisset quidquid haberet adulterina moneta: eaque ratione commercia confusione liberavit. Zosimus lib. 1. Et de illo monetariorum bello Felicissimo rationali auctore Vopiscus.*

* MONNOIE de Morlas.] Dans les Fors de Bearn. C'est la monnoye qui se battoit autrefois dans la ville de Morlas capitale de Bearn. Monsieur de Marca dans son Histoire de Bearn, livre 4. chap. 16. art. 1. *La monnoye se battoit dans la ville de Morlas, sous le coin & les armes des Seigneurs de Bearn, dont l'usage & le cours étoit reçu & autorisé dans toute la Province de Gascogne, jusqu'à ce point que toutes les rentes, cens & devoirs anciens étoient reconnus & payez par les tenanciers & débiteurs, en deniers, en sols, & en livres de Morlas. La difference de cette monnoye avec la tournoise étoit telle, que la livre morlane excédoit la tournoise non seulement du parisis, qui est un cinquième de plus, mais d'un triple. C'est à dire qu'une livre morlane, en valoit trois de tournoise, & par conséquent les sols & les deniers morlans étoient de valeur de trois sols, & de trois deniers tournois.*

Il y a assez long-temps que les especes ne s'en fabriquent plus dans le Bearn, nommément depuis que les Seigneurs souverains pour donner cours à leur monnoye par toute la France, ont été obligez suivant les traittez passez avec les Rois, de battre leur monnoye du poids & de l'aloi de celle de France.

Neanmoins le nom & la valeur s'en conserve encore aujourd'huy, comme des livres parisis, en la taxe des peines, & des amendes pecuniaires contenues dans les Fors, Coutumes & Ordonnances du País, comme aussi en la taxe des dépens, salaires du Greffe de la Cour de Parlement, & autres frais de justice, qui est toujours conçue en sols & en deniers morlans, & en quelque legere amende de la Chambre de la Tourneelle,

que les Juges ordonnent suivant l'ancien usage, par condamnation à une ou de deux livres mortans, ou quelquefois de dix sols mortans seulement.

* **M·ONNOIE** de Paris.] Voyez Paris.

* **M·ONSTIER**, Moustier, Mostier.] *Monasterium*. C'est une Eglise, un Monastere. V. Beaumanoir, chap. 1. & les Affis. ch. 88.

M·ONSTRE'E, ou **M·ONSTRE**.] Tours, art. 1. 2. 4. Loünois, chap. 1. art. 1. & 2. Anjou, art. 6. La Marche, 178. La Rochelle, art. 13. Bretagne, au titre 6. & les articles 767. 768. de la même Coutume.

C'est la veüe d'un heritage que le demandeur fait au defendeur, *Cum litigantes in rem presentem veniunt & in pradium de quo litigatur, simul proficiscuntur*, à ce que le Juge puisse faire son jugement plus certain, & que la partie adverse soit certaine de l'heritage: *Sic etiam ex 12. Tabulis disceptabatur in re presenti apud Praetorem, & vindicia, id est correptio manus fiebat in re atque in loco presenti, die & tempore constituto: sed posterioribus temporibus alter alterum ex jure ad conferendam manum in rem de qua ageretur, vocabat: Gellius, lib. 20. cap. 9. & vis deductioque de fundo moribus fiebat: M. Tullius in orat. pro Cecina. Tritum est satis quod nostri observant de vi festucaria. Inter populum Carthaginensem & Regem Massanissam in re presenti disceptatores Romani de agro fuerunt. Livius, lib. 40.*

* **M·ONTANCE**.] Valeur. Etablissements de France, liv. 2. chap. 41. jusques à la montance de cent livres.

M·ONTENAGE.] Montreüil, art. 24. ou Monranage, comme il se lit en l'ancienne Coutume de Montreüil, art. 49. S. Omer, art. 6. ou Moutonnage, comme il se lit en la Coutume locale de Herli, art. 3. & en celle de S. Omer, art. 4. qui est sous le Comté d'Arthois qui a été mise par écrit l'an 1509. *In hac voce passim erratur; quaedam editiones male habent MONTROUVAGE, & MONTALGNE.* Voyez la diction **M·OUTONNAGE** cy-après.

LE M·ORT EXECUTE LE VIF.] Orleans, art. 350. Les heritiers du creancier peuvent faire executer l'obligé: mais non au contraire, d'autant que toutes executions cessent par la mort de l'obligé, sinon que la succession fût jacente, & qu'il n'y eût heritier apparent. Montargis, tit. 20. art. 4. *Porro hujusmodi sententia veterum & propositiones latissime patent: Itaque studiosè colligenda sunt tanquam juris regula.*

SE FAIRE M·ORT D'UN FIEF.] Cambrai, tit. 1. art. 19. 70. 71. Quand le pere, mere, ou autre délaisse à son plus prochain heritier apparent, un fief en avancement d'hoirie.

LE M·ORT SAISIT LE VIF] Son heritier plus proche & ha-

bile à luy succéder par Coutume generale de France , & des pays circonvoisins. Ce qui a lieu en plusieurs pays, tant en ligne collatérale que directe , & tant par testament que *ab intestat* : Tellement que la Justice n'est pas saisie de la succession pour la délivrer à l'heritier : *Nec opus est apud judicem bonorum possessionem agnoscere ut interdicto experiri liceat : Nam heredis & defuncti possessio coheret & continuatur : Hac autem possessio est juris non facti. Valentin. quidem Novella prima de Testamentis sustulit necessitatem petenda bonorum possessionis secundum tabulas à Præside vel Pretore , quandoquidem ex edicto Adriani heres scriptus mitti potest in possessionem rerum hereditariarum , l. ult. Cod. Th. de testamentis , ex qua sumpta est l. ult. Cod. Just. de Codicillis. Et huc pertinet , tit. Cod. de Edicto divi Adriani tollendo. Verum Novella illa hoc jus Gallicum non induxit. Qua de re plenissime tractabitur ad art. 28. tit. 19. Consuetudinis Biturigum , Ne sit hac curta supellex.*

Si nous en croyons nos Auteurs , cette regle est un des oracles de la jurisprudence Françoisé ; cependant M. Cujas sur la Loy *Cum miles ff. ex quibus causis majores*, parle en ces termes de cette regle : *Et hic quoque , quia possessio defuncti quasi juncta descendit ad heredes , id est usucapio*, errant valde Doctores , qui in hac lege 30. possessionem accipiunt pro detentione , sive usui rei qui in facto consistit , cum accipiat pro usucapione , qua in jure consistit , qui tamen hodie error plane abest in mores , & absque dubio ex eo factum est , ut receptum sit possessionem rerum hereditariarum , qua est facti , ab ipso defuncto pratinus , & ipso jure ad heredes transire , nec opus esse ad eam acquirendam facto & apprehensione heredis : unde vox illa de via collecta L. MORT SAISIT LE VIF. Vide Pith. ad collationem legis Mosuice tit. 16. n. 26. ult. edit. p. 66.

Le retrait lignager établi dans nos Coutumes , & la prohibition de tester

de plus du quint des propres , sont des preuves convaincantes qu'on a eu dessein en France de conserver les biens dans les familles , & par conséquent de favoriser les heritiers presomptifs , & c'est pour les favoriser ; parce qu'il est avantageux d'avoir la complainte ; que la regle le mort saisit le vif a été introduire parmi nous , & non point par erreur , ou parce qu'on n'a pas entendu la Loy *cum miles* ; comme l'ont crû M. Cujas & Monsieur Pithou. Voyez Pauvreté jurée , & les mots Complainte , & Saisine.

Mais quoique cette regle ait été faite pour favoriser les heritiers presomptifs , elle n'en est pas moins mal conçue : car il n'est point vrai que parmi nous , & selon nostre usage , ce soit le mort qui saisisse le vif , mais c'est la loy ; ce qui est si vrai que le defunt ne peut empêcher par aucune disposition que son heritier ne soit saisi de ses biens. M. Tiraqueau & Bellonus ont fait des Traitez sur cette regle.

MORTAILLABLES.] En l'ancienne Coutume d'Issoudun & de Mehun en Berri , tit. II. *Qui quasi servi , qui tributarii & censibus adscripti , & dominum habent.*

MORTAILLE.] Auvergne , chap. 17. art. 14. chap. 21. art. 12. & 14. chap. 22. art. 16. & en l'ancienne Coutume de Bourges , tit.

1. art. 1. & de Mehan sur Eure, tit. 1. * V. Abregé de l'Aliance du P. Labbe, tom. 2. p. 668. lig. 14. Le cas de mortaille arrive lorsqu'un Seigneur succede à son serf decédé sans parents communs. Joignez M. de la Thaumassiere sur les anc. Cout. de Berry, chap. 6. & voyez COURT DE MORTE-MAINS.

MORTAILLIER.] En l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 1. Quand il est traité des hommes serfs & taillables par le Seigneur. Masuer au chapitre 22: & 25. fait mention de ce droit.

* MORTEMAIN.] Menu droit qui se paye en la Chastellenie de l'Isle en Flandres, à la Confrairie, corps de Métier, ou autre Communauté, pour le trépas d'un des Confreres ou Compagnon du corps. (M. GALLAND.) V. cy-devant au mot *Main*.

DROIT DE MORTE-MAIN.] Hainaut, chap. 84. 109. Mons, chap. dernier, par laquelle Coutume une personne qui a été jugée ladre doit Morre-main, comme si elle étoit morte. * Voyez Ladre.

LA COURT DES MORTES-MAINS.] Hainaut, chap. 83. 84. En laquelle le Receveur general des Mortes-mains tient les plaids & a la connoissance & judicature des procès qui proviennent du droit de meilleur Cattel, douzièmes, sixièmes, centièmes, advoeries, Franc-orine, Sainteurs, Successeurs de serfs, Bastards & Aubains. Comme aussi en Vermandois le Collecteur & Receveur des Mortes-mains, dont est fait mention és Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 28. levoit le droit de Chevage, comme il est dit au commencement du procès verbal de la Coutume de Laon, reformée en l'an 1556. sur le chapitre 1. Quand la personne de serve condition meurt sans hoirs de son corps, ou sans communs de biens de la même condition, le Seigneur par droit de Morre-main luy succede, & prend tous les biens: Et en aucuns lieux à cette fin l'on a institué un Procureur mortailer.

RECEPTES & SERGENS DES MORTES-MAINS.] Hainaut, chap. 74.

MORTES PAIES.] Sont les chefs & soldats des Chasteaux, Citadelles & fortes places d'une ville, province ou gouvernement, qui sont aux gages du Roy, pour y demeurer à perpetuité y faisant service, & desquels la paye continuë toujours, tant en temps de paix que de guerre.

FIEF DONNE' A MORTGAGE.] Tournay, au titre des fiefs art. 33. 35. qui ne se peut rachoter. Voyez *Gage*.

MORT-GAGE.] Artois, art. 39. & ailleurs, & souvent en la Coutume de Lille, à la difference du Vif GAGE. V. la diction GAGE.

Beaumanoir, chap. 68. Mortgage est comme si aucuns prêtent une somme d'ar,

gent sur aucun heritage, en telle maniere que tant que li empruntieres tenra les deniers, li prestieres tenra l'heritage, & seront les dépouilles sieves jusques à tant qu'il rait la somme d'argent, sans

riens rabatre des levées. Anc. Coutum. de Norm. chap. 20. Mortgage qui de rien ne s'acquitte. Visage qui s'acquitte des issus. V. Loiseau liv. 1. du Déguerp. ch. 7. n. 13. & le mot *Gage*.

* **MARIAGE à MORT-GAGE.**] Voyez *Mariage*.

MORTIER] Dont les Presidens, le Greffier Civil, & le premier Huissier de la Cour de Parlement usent: *capitium, tegmen capitis, καλύπτρα*. Sic in libro *Thalmudico Phariseus mortuariarius*, adnotante *Ossandro*.

* **MOTE, MOTOIER.**] Dans les usances particulieres de Bretagne, &c.

Le terme de *Mote* a deux significations, ou du moins il y a deux especes de *motes*, l'une noble & dominante, l'autre servile & roturiere.

La *Mote* de la premiere espece est le chef ou le principal lieu de la Seigneurie, la place de la Fosteresse ou du Chateau qui tombe dans le préciput des nobles. La Coutume de Troyes, tit. 2. art. 14. le préciput est le *principal Chastel ou maison, Fort, Mote, ou place de maison Seigneuriale*, & ainsi dans d'autres Coutumes. Voyez la Coutume de Chaumont, art. 8. Auvergne, chap. 12. art. 31. & *Cang. in Glossar. verbo, MOTA*.

Mote dans la seconde signification est une tenuë ou tenement roturier, baillé à de certaines conditions pour être cultivé, d'où les détenteurs ont été appelez *Motoiers*, *motales homines*, & *motales servi*, in *Annalib. Fuldens.* & dans le droit Romain, *Coloni adscripti Censui, addicti glebe, tota titulo de Agriculis & censitis*, lib. 13. *Cod.* Ces *Motoiers* sont ceux qui sont appelez ailleurs *mortaillables*, *mainmortables*, gens de poëste, & de serve condition. Voyez Hevin dans sa petite Coutume, p. 360.

MOTIF DE DROIT.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1443. art. 53.

Que les parties baillent par écrit en conclusion de cause, pour mouvoir & avertir le Juge de leur bon droit, outre ce qu'elles ont écrit en la cause par écritures principales, additions premieres & secondes, & par contredits ou soutenemens.

* **MOTIR.**] C'est désigner quelque chose en Jugement. *Motir le jour* dans le Conseil de Pierre des Fontaines, chap. 3. *Motir la querelle*. Aux Assises de Jerusalem, chap. 20. 48. 89. *Motir le terme*, chap. 228. *Mote*, action chez les Anglois.

DEVOIR OU DROIT DE MOULAGE, MOULURE, ou MOULTURE.] Tours, art. 14. Lodunois, chap. 1. art. 10. Bour-

bonnois, chap. 33. ou de Moulte. Normandie, chap. 28. 34. Brétagne, art. 372. 387. Qui est ce que le Meusnier peut retenir. Quand on baille au Meusnier le bled nettoyé & curé, il doit rendre du boisseau de bled rez un comble de farine bien mouluë, & rendre treize pour douze. Et le Meusnier peut seulement retenir l'outre plus : & doit le boisseau avoir de profond le tiers de son large, par la Coutume de Touraine & de Lodunois : où il doit rendre du boisseau de bled rez un comble de farine convenablement mouluë, outre le droit de mouture, par là Coutume de Bourbonnois. Ou bien ce droit est la seizième partie du bled qui aura été moulu selon la Coutume de Bretagne, art. 387. En certains lieux quelques-uns sont exempts de ce droit de mouture, dont est fait mention en un Arrest donné à la Toussaints 1262. Aussi en quelques lieux le droit de moulage est le droit du Seigneur qui a moulin bannier.

MOUTONNAGE.] Herli, art. 3.

C'est un droit Seigneurial qui se prend sur ceux qui vendent & achètent bestail ou autre marchandise sur le fief d'un Seigneur. Boulonois, art. 35. lequel toutesfois n'use pas de ce mot, comme faisoit l'ancienne Coutume d'iceluy Comté, art. 12. auquel article il se lit **TONLIEU**, ou **MONTONNAGES** pour un même droit. Et en la dernière Coutume du même Comté, art. 36. il faut lire, **DROIT DE MOUTONNAGE** à Renti, auquel lieu il y a Comté ou Baronie. Voyez le mot **MONTENAGE** : *Nostri nec norunt has voces, nec inquirunt, nec ubi querant suspicantur, quasi juris Francici experies. Mihi non satis est vocabulum investigasse & literatorum more docere nomen esse vectigalis cujusdam: quare etiam quid sit, & unde dictum.*

* **MOUTONNATS.**] Voyez *Vassiveaux*.

MOUVANCE DE FIEF.] Sens, art. 214. Vitri, art. 44. *Unde secundum Vassalli pendet, scilicet du fief dominant.* Un fief est tenu & mouvant d'un autre fief, auquel il doit la foy & homage & autres devoirs.

* **MUAGES.**] Traité du dernier Octobre 1352. entre Jeanne par la grace de Dieu Reine de France, Comtesse de Boulogne & d'Auvergne, & Guillaume Abbé du Monastere de Montglicu. " Appartiendront à nosdits Religieux les hommages, investitions, ventes, sur-ventes, *muages*, reconnoissances, saisines de toutes & chacune les possessions, terres, maisons, & droits qui sont tenus à nousdits Religieux. "

La connoissance és crimes d'adultere, appartiennent à nous Roine susdite : de sorte que la moitié dudit émolument soit baillé à notre Receveur, & l'autre moitié au Receveur de nous Religieux. C

droit est appellé en quelques titres *Mutatio*, *Mutaticum*.

Il y a cependant un autre droit appellé *Mutaticum*, qui est un des plus ordinaires entre ceux dont les Rois ont dispensé les Eglises. Il sembleroit de premiere rencontre qu'il seroit dû comme le premier à cause de quelque mutation ou changement de vassal. C'est autre chose : *Mutaticum* ou *mutatica* se payoient pour les choses conduites par Bateaux, *Berganaticum* & *Mutaticum* sont de même source. *MUTA*, c'est un navire ou bateau *In diplomate Arnolphi anni 998.* « *Hominibus istius Ecclesie licentiam habeant, hoc sive MUTA, sive navigio, sive cum ceteris afferre quodcumque eis debetur.* » *In Metrop. Salisburg. tom. 1. fol. 128.* *MUTA* étoit quelquefois pris pour le tribut même. Patente d'Outacares Duc d'Autriche &c. an. 1253. *Sine naulo, quod vulgo possumus dicere mutam ad sua libere deducant.* *Metrop. Salisb. t. 2. p. 66.* Patente d'Otto Comte Palatin du Rhein Duc de Baviere 1298. *Mutarii* étoient les officiers auxquels la connoissance desdits droits étoit attribuée. Patente de Rodolfe. *Vid. Metrop. Salisburg. tom. 2. p. 508.* & *Lambecium de Casarea Biblioth. p. 120. 624.* (M. GALLAND.)

* Au lieu de *Mutaticum* dans ces Patentes, M. du Cange croit qu'il faut lire *motaticum*, qui étoit une redevance payée à raison de la jouissance de quelque piece de terre ou mote. Joignez M. du Cange sur le mot *motaticum*.

MUNITIONS] de guerre, soit de bled, vin, chair, fourages bois, poudres & autres choses. *Quale recentioribus fodrum, foderum, fredum, que militaris annona, pabulum, frumentum, hordeum, victualia, in vita Ludovici Pii, & in Constitutione Friderici de pace & cap. 23. de Jure Patronatus.*

N

* **NAISAGE.]** C'est en Bresse le droit de porter à un étang son chanvre pour le faire rouir. Voyez M. Revel sur les Statuts de Bresse, p. 276. M. Collet sur les Statuts de Savoie, livre 3. section 2. page 95. & cy-après *Rotenr.*

NAISSANT.] Sedan, art. 124. Cette Coutume est bien redigée, & a esté imprimée à Paris l'an 1568. Toutesfois aucuns ont empêché qu'elle fût comprise aux tomes des Coutumes de l'impression de l'an 1581. Mais elle a été inserée en l'édition de l'an 1604.

NAISSANT CONVENTIONNEL & NON NATUREL.] Sedan, art. 39.

C'est la pecune donnée par pere ou mere, au fils ou fille, pour être

être employée en l'heritage : ou l'heritage acquis de ladite pecune.

SON PROPRE NAISSANT.] Meaux , art. 114.

HERITAGE PROPRE & NAISSANT, ou NAISSANT.] Troyes, art. 95. 138. 144. 145. Chaumont, art. 82. 112. 113. Vitri, art. 83. 100. 108. 109. 112. 116. 126. Laon, art. 27. 42. 51. 59. 108. & suivans. Châlons, art. 32. 63. 80. 225. Reims, art. 22. 24. 25. & suivans. Sedan, art. 30. 32. 38. 125. ou de propre & naissant. Sedan, art. 106. 168. 172. 173. 199. 209. 231. 232. 233. ou venant de NAISSANT. Peronne, art. 190. Lorraine, tit. 10. art. 4. & au cayer de la nouvelle Coutume, tit. des Testamens.

Le propre heritage s'appelle Naissant. Reims, art. 22. *Quasi à majoribus profectum pradium, & quod ex origine patris aut avi descendat*, l. 19. Cod. de Donation. *Gentilitia hereditas*, Suetonio in Julio Cesare: heritage propre vient de Naissant & line. Noyon, art. 22. L'heritage propre, s'il n'est pas ancien, s'appelle naissant, à la difference de l'acquest. Reims, art. 190. Ribemont, art. 68. Couci, art. 9. Channi, art. 21. 35. 38. Voyez cy-après LES PROPRES.

NAMPS.] Normandie, chap. 4. 5. 6. 7. 29. 60. & ailleurs. Valenciennes, art. 8. & en la Somme rurale.

Sunt mobilia sive moventia. Vifs Namps, & Morts-Namps, en l'Edit du Roy François premier, de l'an 1540. signifient le bestail & autres meubles pris par execution. * *Carta super feod. Ecclesia Carnotensis*, fol. 314. *Regest. Pater Camer. Computor. Et nanta id est pignora Praetoris nostra gentes propter hoc accipiant ex defectu alicujus hominis non solventis. &c.*

NAMPTIR LE PRIS.] Cambrai, tit. 25. art. 21. les dépens en l'art. 54. 55. du même titre.

NAMPTISSEMENT.] Normandie, chap. 87. qui est prise & saisie de meubles.

NAMPTISSEMENT.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 182. 184. & en l'ancienne Coutume de Boulenois à la fin. Et de Lorraine, tit. 17. art. 2. C'est la garnison & provision d'une obligation & contrat authentique ou schedule reconnuë.

CATTEL NANTI.] Hainault, chap. 83.

CREDITEUR NANTI DE GAGE] par son debiteur pour le dû. Ponthieu, art. 155. en la Somme rurale, traitant du Gage : Obligation par Nampt au même livre, quand la chose est baillée en gage au creancier pour sa dette. Sergent Nanti des deniers de la discussion de meubles ou de vente d'heritage. Hainaut, chap. 62. quand sa main est garnie de deniers ou de meubles.

PREMIER ou DERNIER CREDITEUR NANTI.] Laon, art.

119. Reims, art. 176. Channi, art. 10. * Voyez *Nantir les deniers*.

HYPOTHEQUE NANTIE SUR CHACUN HERITAGE.] Laon, art. 143.

RENTE NANTIE & REALISE'E.] Laon, art. 116. 193. 194. Reims, art. 18. & 183. S. Quentin, art. 55. Ribemont, art. 42. Channi, art. 6. 97. Peronne, art. 270. dont le Contrat a été exhibé au Seigneur ou à ses officiers, pour acquérir droit réel & hypothèque.

DEBTES NANTIES.] Laon, art. 46. * V. *Nantir les deniers*.

NANTIR OU BAILLER CAUTION AU SEIGNEUR POUR LES ARRERAGES DE SA RENTE.] Arthois, art. 16. ou pour l'emende. Arthois, art. 19. ou pour son dû. Hainaut, chap. 70.

NANTIR LE CENS.] Amiens, art. 214. Chalons, art. 126. **NANTIR les Cens ou moisons.** Ponthieu, art. 109.

C'est les payer au Seigneur censuel ou foncier. Quand on fournit la main du Seigneur censuel ou propriétaire pour une année des cens ou moison, lequel paiement s'appelle Nantissement en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 85.

NANTIR EN DENIERS OU MEUBLES.] Lille, art. 119. 201. 216. 219. 220. 221. 223. 225. Quand le debiteur & condamné garnit la main de Justice.

NANTIR LES DENIERS, & LE NANTISSEMENT D'ICEUX.] Lille, art. 60. Tournay, au titre des fiefs, art. 30.

Quand le linagier fournit & consigne les deniers & prix de la vente d'un heritage ancien.

NANTIR & EEMPLIR LA MAIN DE LA COUR.] Au stil ancien de Parlement à Paris, chap. 13. §. 12.

NANTIR EN LA MAIN DE LA COUR] La somme qu'il convient consigner, quand l'on propose erreur contre un Arrest, comme parle Boutillier auteur de la Somme rurale.

NANTIR LA MAIN DE JUSTICE, DE DENIERS OU MEUBLES.] Amiens, art. 257. & en l'art. 32. de la Coutume locale de ladite ville. Valenciennes, art. 8. 12. Tournay, titre dernier, art. 8.

C'est garnir la main & fournir argent ou meubles au Sergent exploiteur. En l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 72. & au Stile de Liege, chap. 6. 22. & ailleurs.

NANTIR DU RELIEF.] En l'ancienne Coutume de Beauesne, art. 20. ou le droit du relief. Arthois, art. 23. Lille, tit. 1. art. 36. 38. 45. 46.

Quand le possesseur feudal ou censier qui est en saisie, fournit & paye, ou consigne les droits & devoirs.

FAIRE NANTIR SES LETTRES D'OBLIGATION OU D'ACQUISITION DE RENTE SUR LES HERITAGES DE SON OBLIGE'] Laon, art. 119. 121. Reims, art. 174. Channi, art. 7. * V. *Nantir les deniers*.

NANTIR & NANTISSEMENT.] Signifie consigner & consignation : Comme és premières Ordonnances de la Chambre d'Arthois à la fin, & en la dernière Coutume de Lille, titre du retrait lignagier, art. 5. titre des Executions, art. 3. des Purges, art. 1 des Actions, art. 10. 11. & au Stile du Baillage de Hesdin. *Hæc autem verba*, **NANTIR & CONSIGNER**, *conjunguntur*. Chalons, art. 126.

NANTISSEMENT.] Laon, art. 119. 120. 122. 123. 124. 193. 194. Chalons, art. 133. Reims, art. 173. & suivans. Ribemont, art. 51. Channi, art. 6. & suivans : & art. 28. 29. 64. 97. 100. Peronne, art. 135. Calais, art. 228. & en la Coutume de Tournay, art. dernier & ailleurs.

NANTIR LES DENIERS, NANTISSEMENT.] Lille, art. 157. 163. Namur, art. 41.

Quand l'acheteur d'un heritage fournit ou consigne le prix de son acquisition, ou quand le debiteur fournit les deniers pour lesquels son heritage est saisi & en criées, ou que l'on veut retirer par droit de linage l'heritage vendu.

Quand un creancier ou l'acheteur d'aucune rente ou autre chose veut avoir droit réel ou d'hypothèque sur les heritages de son debiteur, les Justiciers fonciers auxquels on exhibe les lettres & obligations, pour la seureté & continuation du dû ou rente, sont tenus de faire par leurs Greffiers registres des vests, devests & nantissements, & en délivrer acte au dos d'icelles lettres ; est préféré celuy qui ainsi solennellement sera nanti pour son dû ou rente, & préjudicie tel nantissement aux subsequents faits sur mêmes heritages : de sorte que le dernier nanti perdra sa dette ou rente, si la valeur d'iceux heritages est totalement employée & entrée au payement & acquit de tout ou de partie de la dette ou rente du premier nanti. *Statutis Tolosanis est bannum, Laudamentum, Poderagium & primaria, qua à domino feudi conceditur vel emphyteuseos, vel à magistratu, ut quis potior sit aliis creditoribus.* Toutefois par les Coutumes de Laon & de Reims, tel nantissement n'est nécessaire à un mineur sur les biens de son tuteur, ny à une femme sur ceux de son mari pour acquérir droit réel, ny au Seigneur pour ses droits Seigneuriaux : aussi la Sentence du Juge emporte hypothèque du jour de l'exécution d'icelle, ou du nantissement. Et par l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 65. 67. & suivans, & de S. Paul, art. 42. (à la fin duquel article il faut lire immeubles) pour réaliser les contrats & acquérir droit d'hypothèque, il faut qu'ils soient reconnus pardevant les Seigneurs, dont les heritages obligez sont tenus, ou pardevant leurs Officiers de Justice. Lequel droit est aussi expliqué par la Coutume de Channi, art. 7. & suivans : qui est un païs de nantissement, auquel si le creditur ou celuy qui a acheté

une rente constituée, veut avoir hypothèque sur héritage, il faut qu'il obtienne commission du Juge Royal, en vertu de laquelle un Sergent en la présence des Seigneurs fonciers ou de leurs Officiers ou sujets, en la Seigneurie desquels les héritages sont assis, prendra, saisira, & mettra en la main du Roy lesdits héritages, pour valoir nantissement & hypothèque. Comme aussi par la Coutume de Ponthieu, art. 5. nul n'acquiert droit réel en chose immeuble, s'il n'en est saisi par le Seigneur, ou par ses Officiers du lieu dont l'immeuble est tenu, comme il est expliqué en la même Coutume, art. 112. & suivans. Et par la Coutume de Boulenois art. 116. & suivans, & d'Arthois, art. 71. 74. 75. Plus par la Coutume de Bretagne, chap. 14. il convient s'approprier par justice, par bannies & proclamations, les héritages acquis. Desquelles appropriations Argentré a fait imprimer un traité. *Hoc jus autem congruit cum Novella 167. Justiniani, qua est ἐναρχισις, quod à Cujacio nostro explicatur summi ingenii viro, qui primo loco stat. Conveniunt etiam ea qua Stobaeus Sermone 42. refert ex Theophrasti scriptis.* Il est aussi fait mention de ce Nantissement en la Coutume de Peronne, art. 259. & suivans.

Plusieurs confondent mal le Nantissement avec l'Inféodation & l'ensaisinement des rentes, dont il est parlé dans les Coutumes de Senlis, Valois, & Clermont.

Le Nantissement est une suite du vest & du devest.

Dans quelques Coutumes du Royaume, celui qui veut transporter un héritage à un tiers, est tenu de le mettre en la main du Seigneur; & celui à qui il est transporté, est obligé d'aller au Seigneur, & d'en recevoir de luy la possession; c'est ce qu'on appelle vest & devest, *saisine & dessaisine.*

Dans ces Coutumes les Seigneurs ont fait extension de ce droit, & ont introduit que le débiteur qui voudroit hypothéquer son fond, pour quelques dettes que ce fût, seroit obligé de le rapporter en leurs mains par dessaisine, afin que la saisine en fût donnée au créancier pour sûreté de sa dette; c'est ce qu'on appelle Nantissement. Ainsi dans ces Coutumes, il n'y a point d'hypothèque sans nantissement

ou possession du gage.

L'Inféodation & l'ensaisinement, qui diffèrent du gage & de l'hypothèque, ne sont pas tant une extension du vest & du devest, qu'une suite de la réalité des rentes.

Anciennement les rentes étoient sentées faire partie des fonds sur lesquelles elles étoient assignées. Si elles étoient assignées sur un fond en roture, on en prenoit la saisine; Si elles étoient assignées sur un fief, on en faisoit la foy; & comme en parité ou condition égale la condition du possesseur a toujours été réputée la meilleure; de là vient que ceux qui avoient acquis des rentes & qui les avoient fait ensaisiner ou inféoder, étoient préférés aux simples créanciers hypothécaires, qui ne venoient entr'eux qu'à contribution; parce que n'ayant ny inféodation ny saisine, ils n'étoient pas réputés possesseurs. Voyez ma dissertation sur le Tenement, & cy-après *rentes ensaisinées & inféodées.*

M. Ragueau traite icy du Nantisse-

ment en interpretation des articles 157. & 163. de la Coutume de Lille; mais ces deux articles sont encore mieux éclaircis par l'Enquête suiv. du 7. May 1490. communiquée par M. Rousseau Auditeur des Comptes.

„ A tous ceulx qui ces présentes Lettres verront ou orront, Bauduin de Launoy, Seigneur de Molembeix, Chevalier, Conseiller & second Chambellan du Roy des Romains, nostre Sire, & de nostre tres-redoubté Seigneur & Prince M. Philippe son fils Archiduc d'Autriche, Conte de Flandres, Capitaine & Gouverneur du Chasteau, Villes & Chatellenies de Lille, Douay, Orchies & appartenances; Salut.

„ Savoir faisons que ce jourd'huy date de ceste, Jehan Perillon Procureur de nobles Personnes Monseigneur le Conte de Vendosme, & de Dame Marie de Luxembourg son Epouse, nous a fait presenter une demie feüille de papier escrete, & dont la teneur s'ensuit.

„ La Coutume generale de la Salle Bailliage & Chatellenie de Lille, est telle que pour engendrer ypotheque & affecter biens & heritages gisans es meutes de ladite Chatellenie, il est besoing & requis de le faire par l'une des trois voyes sur ce introduites.

„ La premiere, par *raport d'heritage* fait pardevant loy; c'est assavoir que l'oblegié se compare pardevant le Seigneur, son Bailly ou Lieutenent; & qu'en la presence des hommes Eschevins ou tenans dudit Seigneur, il rapporte en la main d'icelluy Seigneur ses heritages, pour le seureté du paiement & du fournissement des rentes ou sommes de deniers pour lesquelles l'on veut avoir ypotheque.

„ La seconde par *main assise*, assavoir que celluy qui veut créer ypotheque, obtiengne comission du Juge compe-

tent, en vertu de laquelle il face assiser la main de Justice sur les heritages de son oblegié; & que ce il face signifier aux Seigneurs de qui lesdits heritaiges sont tenus, & pareillement audit oblegié, ausquels signifiez, soit qu'ils se oppose ou non, l'on doit assigner jour pardevant le dit Juge competent, pour voir ladite main tenir, ou eulx y opposer, se faire le veulent.

La troisieme voye est par *mise de fait*; assavoir que celuy qui veut acquérir ypotheque ou droit réel sur aucuns heritaiges, obtiengne comission du Juge competent, en vertu de laquelle, il, ou Procureur pour luy, se face mettre de fait de par justice en & sur lesdits heritages, pour le seureté de telle somme, ou de telle rente, ou pour en joyr selon le traité ou contract qu'il maintient avoir été fait avec le propriétaire desdits heritages; laquelle mise de fait, l'on est tenu de signifier aux propriétaires desdits heritages, & pareillement aux Seigneurs desquels ils sont tenus, & leur assigner jour, soit qu'ils s'opposent ou non, pour eulx y opposer se faire le veullent, ou sinon voir tenir & decreter lesdits impetrans es heritages esquels ils ont été mis de fait.

Item en chacune desquelles 3. voyes les Seigneurs desquels tels heritages sont tenus, leur Bailly ou Lieutenent de Bailly, par la Coutume, sont appellez tant pour leur interest & conservation des Droits Seigneuriaux qui leur sont deubs, pour consentir la création desdites ypotheques, selon la nature & diversité desdits heritages, & aussi des charges dont l'on les veut charger, que pour garder & conserver ausdits Seigneurs la préminence qu'ils ont en ce que l'on ne peut par ladite Coutume affecter ne ypothec-

» quier lesdits heritages tenus d'eulx ,
» sans leur sceu ou de leurs Officiers.

» *Item* & autrement que par l'une
» desdites trois voyes sur quelque obli-
» gation que ce soit , traictié de maria-
» ge ou autre contract personnel , Senten-
» ce de M. le Gouverneur de Lisle ou
» autre Juge , ne se engendre ypothec-
» que sur biens & heritages gisans és
» termes dudit Bailliage & Chastelle-
» nie de Lisle , & ne sont pour tels o-
» bligations , contracts ou sentences les
» heritages d'iceulx oblegiez ou condem-
» nez , gisans és termes desdits Bailli-
» ges & Chastellenies , tenus , censez ne
» reputes ypothequiez au payement &
» fournissement des sommes contenuës
» és Lettres desdites obligations , Con-
» tracts ou Sentences.

» Nous requerans que voulussions fai-
» re venir vers nous dix ou douze Cou-
» stumiers , & les interroghier par ser-
» ment sur ce que dit est , & leur dépo-
» sition faire mettre par escrit , & de ce
» expedier Lettres par forme d'atesta-
» tion pour valoir à seldits Maistres ce
» qu'il appartiendrait. En ensuivant la-
» quelle Requête , nous avons interro-
» ghiez les Coustumiers cy-aprés dé-
» nommez , lesquels en ont déposé com-
» me il s'ensuivy. M. Jehan Domessent
» Licencié és Loix nostre premier Lieu-
» tenant , eagié de 48 ans ou environ ,
» Hues Marliere Procureur de mesdits
» tres-redoubtez Seigneurs , és termes
» desdites Chastellenies , eagié de 43.
» ans ou environ. M. Jehan de Tenre-
» monde aussi Licencié és Loix , Con-
» seiller pensionnaire de cette Ville de
» Lisle , eagié de 61. an ou environ.
» M. Jacques le Prevost aussi Licencié
» és Loix , Conseiller pensionnaire de
» cette Gouvernance , eagié de 54. ans
» ou environ. Florent le Duc , eagié de
» 76. ans ou environ. Jehan Honart ea-
» gié de 58. ans ou environ. Mahieu
» Desplancques eagié de 51. an ou en-

viron. Jacques Malier eagié de 48. «
ans ou environ. Mahieu de Lautre , «
eagié de 47. ans ou environ. Esnoul «
du Marel eagié de 45. ans ou envi- «
ron. Jehan Delemer eagié de 39. ans «
ou environ , tous Procureurs au Sie- «
ge de ladite Gouvernance. Jehan Cu- «
villon l'aisné , eagié de 48. ans ou en- «
viron , & Girard Picanet , eagié de «
43. ans , Greffiers dudit Siege inter- «
roghez en turbe & en fait d'usage , «
styl & coutume sur le contenu en la «
dite demie-feuille de papier. »

Dient & deposent par leur serment «
rapporté par le bouche dudit de Ten- «
remonde qui des autres fut ensievvy , «
qu'ils scevent la Coutume generale de «
la Salle , Bailliage & Chastellenie de «
Lisle , estre telle que pour engendrer «
ypothèque & affecter biens & heri- «
tages gisans és mesmes de ladite Cha- «
tellenie , il est besoin & requis de le «
faire par l'une des trois voyes sur ce «
introduites. »

La premiere par *raport d'heritage* «
fait pardevant loy ; c'est assavoir que «
l'oblegié se compare pardevant le Sei- «
gneur , son Bailly ou Lieutenant ; & «
qu'en la presence des hommes , Esche- «
vins ou tenans dudit Seigneur , il rap- «
porte en la main d'icelluy Seigneur «
seldits heritages , pour le seureté du «
payement & du fournissement des ren- «
tes ou sommes de deniers sur lesquels «
l'on veult avoir ledit ypotheque. »

La seconde par *main assise* , assa- «
voir que celui qui veult créer ypo- «
theque , obtiegne commission du Juge «
competent en vertu de laquelle il fa- «
ce assoir la main de justice sur les he- «
ritages de son oblegié , & que il fa- «
ce signifier aux Seigneurs ou premiers «
de qui lesdits heritages sont tenus , & «
pareillement audit oblegié , auxquels si- «
gnifiez , soit qu'ils se opposent ou non , «
on doit assigner jour pardevant ledit «
Juge competent , pour voir ladite »

main tenir ou eulx opposer, se faire le veulent. La troisième voye est par mise de fait, assavoir que celluy qui veult acquerir ypotheque ou droit réel sur aucuns heritages, obtienne commission du Juge competent, en vertu de laquelle il ou Procureur pour luy se faice mettre de fait de par justice en & sur lesdits heritages, pour le seureté de telle somme ou de telle rente, ou pour en joyr selon le traité ou contract qu'il maintient avoir été fait avec le propriétaire desdits heritages, laquelle mise de fait, l'on est tenu de signifier aux propriétaires desdits heritages, & pareillement aux Seigneurs desquels ils sont tenus, & leur assigner jour, soit qu'ils s'opposent, ou non, pour eulx y opposer, si faire le veulent, ou sinon veoir tenir & decreter lesdits impetrans es heritages esquels ils ont été mis de fait: en chacune desquelles trois voyes, les Seigneurs desquels tels heritages sont tenus, leur Bailly ou Lieutenant de Bailly par ladite Coutume sont appelez tant pour leur interest & conservation des Droits Seigneuriaux qui leur sont deus, pour consentir la creation desdites ypotheques selon la nature & diversité desdits heritages & aussi des charges dont l'on les veult charger; que pour garder & conserver ausdits Seigneurs la préminence, en ce que l'on ne peult par ladite Coutume affecter ne ypothequer lesdits heritages tenus d'eulx sans leur scu ou de leurs Officiers requis, se autrement que par l'une des trois voyes dessus touchées, l'on peult affecter & ypothequer fiefs & heritages en ladite Chastellenie, soit par traité de mariage ou autre contrat personel, ou par Sentence rendue par mondit Procureur, le Gouverneur ou son Lieu-

tenant. Dient tous par le rapport que dessus, que telle obligation fete & passée par traité de mariage ou autre cause ne créent point de ypotheque de foy, posse que telle obligation soit fete & passée sous scel congneu: ne sont pareillement les Sentences rendues par mondit Sieur le Gouverneur de Lisle ou son Lieutenant; mais par commission donnée sur telles Sentences & obligations & par Juge competent, l'on peult proceder à la saisine & execution de fiefs & heritages appartenans à son obligé ou condempné, ouquel cas la saisine affecte la chose saisie, à acquitter du jour & heure de ladite saisine, comme se fait & feroit l'appellation qui se formeroit d'une sentence rendue, ou la saisine qui par plainte se feroit pardevant Bailly & homme de fief de la Salle de Lisle & pardevant les Loix des Cours subiectes & qui en dependent: voire quant telle plainte & saisine procederoit de somme ou sommes crues, & où l'on ne seroit obligié ne condempné, & du surplus s'en rapportent en droit & en la creation du Juge: Veu ce que dessus ont déposé à quoy ils se rapportent & desdites Coutumes Styls & Usages ont eulx qui déposent veu consulter, pratiquer & les plusieurs jugier publiquement & notoirement entre parties & par tant de fois qu'ils les tiegnent pour notoire; en tesmoing de ce, nous avons icy fait mettre le scel du dit souverain Bailliage. Ce fut fait en l'Auditoire de ladite Gouvernance, à Lisle le 7. jour de May l'an 1490. Signé Cuvillon avec paraphe, & scellé du grand Sceau de cire verte.

Cette Enquête est en original en la Chambre des Comptes dans la 17. liasse des Comptes de la Fere, cote 80.

NANTISSEMENT DE L'EXECUTION.] Ponthieu, art. 172, qui sont les gages pris par execution sur un debiteur.

NANTISSEMENT DE MEUBLES OU DENIERS.] Pontieu , art. 117. 118. 123. 125. 155. Voyez cy-devant *Nantir*.

LETTRES DE NATURALITÉ.] Melun , art. 6. Poitou , art. 298. Amiens , art. 253. Peronne , art. 7. 8. & en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. penult.

Que les Aubains & Etrangers non natifs de ce Royaume de France , impetrent du Prince pour être reputez & tenus pour naturels de France , & pour y demeurer comme si ils y étoient nez , afin qu'ils puissent tenir benefices & offices au Royaume & faire testament , & autrement disposer de leurs biens & acquests. Le Roy octroye Lettres de Naturalité en forme de chartre sous lacs de soye & cire verte de sa certaine science , aux Aubains & Etrangers qui sont nez hors ce Royaume , pour pouvoir y demeurer , résider & s'y habiter , pour jouir des privileges , franchises , libertez , immunitez & droits , desquels jouissent les vrais sujets & originaires du Royaume , pour y tenir Offices & Benefices , avoir & posséder tous les biens meubles & immeubles que l'impetrant y auroit ja acquis , & pourroit acquérir , & d'iceux jouir & user , en ordonner & disposer tant entre-vifs que par testament , & autrement ainsi que bon luy semblera. Et afin que ses parents & heritiers qui seront nez & demeurans au Royaume , ou naturalisez comme luy , puissent luy succéder ; afin aussi qu'il puisse succéder à ses parents demeurans en ce Royaume , sans que les Officiers du Roy puissent prétendre les biens de l'impetrant être sujets au droit d'aubaine , ni qu'en temps de guerre , luy ni ses biens soient sujets à aucun droit de Represailles , de marque ou contremarque. Et convient que ces Lettres soient verifiées en la Chambre des Comptes , & que l'aubain paye la finance , à laquelle il aura été taxé , laquelle doit être employée & convertie en aumônes. Il seroit expedient que telles Lettres de naturalité & bourgeoisie ne s'octroyassent sinon à ceux qui auroient demeuré au Royaume huit ou dix ans , & qui n'acquerroient biens hors du Royaume : & à la charge expresse qu'ils ne prendroient parti hors ce Royaume : Et que leurs Lettres servissent seulement pour leurs successeurs , & non pour tenir offices , ou benefices , ou fermes du Domaine du Roy. *Hoc autem regio diplomate peregrinus quasi civitate donatur , ut jus civium consequatur : Sic Calpurnia lege milites auxilarii civitate donari potuerunt. Sic Pompeius Cornelium Balbum civitate donavit cum esset Gaditanus : & lege Julia civitas est sociis & Latinis data : Pleraque alia hujus nota occurrunt.* Ceux du pais de Languedoc prétendent que les Etrangers qui se sont habitez & retirez en Languedoc n'ont point besoin de Lettres de naturalité , par Privilege des Rois Louis XI. & Charles VIII.

Octavius

Octavius autem Augustus parcissime civitatem Romanam dedit, ut populum incorruptum servaret à colluvione peregrini sanguinis: Sueton. cap. 40. Galba etiam civitatem Romanam raro dedit, idem Sueton. in ejus vita cap. 14. Corinthii nulli civitatem suam dederunt alii quàm Alexandro Macedoni & Herculi, si ex eorum legatis uni credamus apud Senecam, lib. 1. de Beneficiis. At Claudius Caesar constituerat omnes Græcos, Gallos, Hispanos Britannos, Sauromatas, & si qui ultra glaciale Boream incolunt barbari, civitate donare, & togatos videre, inquit Seneca in Ludo, si modò recta est lectio illa. Athenienses victa Olyntho à Philippo Macedonum Rege, omnibus Olynthiis civitatem decreverunt, si modò nihil finxit Seneca, ut est in Epitome Controvers. 8. lib. 3. qua de re etiam idem meminit in Controvers. 5. lib. 10. Porro hoc jus civitatis bellum Italicum excitavit adversus Romanos, ne homines ejusdem & gentis & sanguinis semper civis Romanus fastidiret ut externos alienosque, teste Paterculo, lib. 2. Placet adjicere ex duodecim tabulis adversus hostem fuisse æternam auctoritatem, M. Tullius primo Officiorum. Lex decemviralis peregrino jus usucapionis denegabat, ut valeret inter cives Romanos tantum. Peregrinus non potest ullo tempore sibi adjicere dominium rerum nostrarum. Peregrini non habent jus connubii, jus agnationis, jus patriæ potestatis. In duodecim autem tabulis Hostis est peregrinus qui suis legibus utitur, qui ἀποδύμος, ἀλλοτρίος: & qui nobis Hostes quibus bellum publicè decretum est, veteres appellabant Perduelles.

* *NATURAUX casalées.*] Bearn, Rubr. 1. art. 20. sont les Jardiniers originaires du pays. Dans la vallée d'Aspe il y a des maisons qu'on appelle *Casaleres* qui doivent de certaines redevances; ce qui pourroit faire croire que les *Casalées* sont des especes de Censitaires. Ce mot vient de *casatus* qui signifie affranchi à la charge de payer quelque cens. V. *Cascan*.

* *NECESSITE' jurée.*] Voyez *Pauvreté jurée*.

NEPVEU, NIEPCE.] *Apud Francos significat non tantum ex filio, filiæve mea nepotem, neptemve, ἐγγόνιον, ἐγγόνιον, qui recentioribus quibusdam Aviaticus, ut in lege Conradi Imperatoris de beneficiis apud Sigoniam de regno Italia, lib. 8. sed & fratris mei vel sororis meæ filium filiamve, qui & nepos per fratrem vel à fratre dicitur ἀδελφιδέος. Sic Eutropio, lib. 7. Octavianus Augustus Julii Caesaris nepos dicitur, quia filius erat Acciæ, & Acciæ filia erat Julia sororis Caii Caesaris, auctore Suetonio. Itaque in Epitome Liviana, lib. 116. Caius Octavius dicitur sororis nepos: Sic & nepos, neptis dicitur in cap. 12. de despons. impub. cap. 7. de consanguinit. & affinit. cap. 10. de probatio. & apud Sparsianum in Adriano, & Hieronymum. Alii nepotem ex fratre eundem putant qui nepos est fratris. Ainsi il y a Nepveu & Niepce en droite ligne, & en ligne collaterale: Berri, tit. 7. art. 6. tit. 19. art. dernier, & ailleurs.*

II. Partie.

S

es autres Coutumes. *Patruns*, *amita*, *avunculus*, *matertera*, *parentum loco habentur*. Itaque in l. 60. §. ult. *Mandati*. *Lucius Titius fratris filium vocat ténor*: & *patrui filii*, id est *patrueles*, dicuntur *patris filii*. *Alio sensu Seneca*, lib. 1. *de beneficiis* vetat *liberalitatem nepotari*, & *Tertull. in Apologet.* dixit *Aristipum in purpura nepotari*. *Luxus nepotalis*. *Apuleius*, lib. 2. *Asini*. *Nepotatio-luxuria est*. *Ganeones* & *luxuriosi* appellantur *Nepotes*, *Rei avita consumptores*: unde *Nepotatus* *Plinio*, lib. 14. cap. 4. *Et ne quid sciens quidem pratercam, quod usquam invenerim*, *Nepotes in Vite*. *Idem Plinius*, lib. 17. cap. 21. *Columella*, lib. 4. cap. 6. & 10. 24. 29. lib. 3. cap. 6. *Sic mater in vite*. *Idem*, lib. 5. cap. 5. 6. in *o'ris lib. 5. cap. II.*

DENIERS OU SOLS NERETS.] Valois, art. 7. duquel appert que les sept sols six deniers nerets valent quatre sols six deniers parisis, & les soixante sols nerets trente-six sols parisis. C'est pourquoy le neret vaut environ un quart moins que le tournois, & le parisis un quart plus que le tournois. *Sic & moribus Burdigalensium*, art. 86. 89. & *alibi fit mentio solidorum Burdigalensium*: & *moribus Arvernorum*, *solidorum Viennensium*, si bene memini. Il y a aussi des sols, livres, ou deniers Mansais, Angevins, Tholosains, Provensiens & autres. Il semble que le neret soit dit à la difference de la monnoye blanche. * Voyez *Sols Blancs*, M. Pithou sur le titre premier de la Loy Salique, & le P. Labbe dans son *Abregé Royal de l'Alliance chronologique*, tom. 1. pag. 668. ligne 26.

DROIT DE NEUFME, ou DE MORTUAGE.] Qui est prétendu par le Curé de S. Denys à Nantes, dont est fait mention au Recueil des Arrêts de l'Audience du Parlement de Bretagne du 22. Mars 1575. La NEUFME & terrage que les paroissiens doivent à leur Curé, au Recueil des Arrêts des Chambres du 22. Aoust 1556. Qui est la neuvième partie en un tiers des meubles de la communauté du décedé, comme il est réglé par Arrêt des Chambres du 16. Mars 1559. pour le Recteur de l'Eglise parochiale de Serent: & par Arrêt du dernier jour d'Avril 1561. pour le Recteur de Sarzeau: & par autre Arrêt du 28. Aoust 1562. pour le Curé de Plestin: & autre du 12. Septembre 1566. Les Curez levent plusieurs autres droits rectoriaux, comme le droit de NOPSAGES, autrement dit le past nuptial, de prémices, de dismes, d'extrême-onction, de sepultures, de noales. En quoy il faut éviter l'abus & l'exaction, aussi bien qu'aux droits que les Evêques prétendent.

On a déjà remarqué qu'anciennement il étoit d'obligation aux fidelles, & sur tout lorsqu'ils n'avoient point d'enfans, de laisser en mourant à l'Eglise quel-

que partie de leurs biens, pour estre employées à la subsistance des pauvres; & l'usage étoit alors que le Curé ou le Prêtre commis de sa part alloit chez le

malade, l'exhortoit à faire l'aumône, & si le malade ne le vouloit pas, on luy refusoit l'absolution, le Viatique & la sepulture, & celuy qui étoit mort ainsi étoit appelé *Desconfez*. C'est peut-être de ces desconfez qu'il faut entendre le chapitre II. des Loix de S. Estienne Roy de Hongrie, de l'an 1035. qu'il faut joindre au chapitre 87. du livre premier des Etablissements de saint Louïs. *Si quis tam obstinatus est, quod absit ab omni Christiano, ut nolit confiteri sua facinora secundum suam Presbyteri; hic sine divino officio & elemosynis jaceat, quemadmodum infidelis. Si autem parentes & proximi neglexerint vocare Presbyteros, & ita subjaceat absque confessione mortis, dicetur orationibus & consuletur elemosinis, sed parentes luant secundum arbitrium Presbyterorum. Qui vero subitanea periclitentur morte, cum omni ecclesiastico sepeliantur honore, nam occulta & divina judicia nobis sunt incognita.* V. le tome 2. de la collection des Loix d'Hongrie par Werbeuz, page 17. & les mots *Desconfez* & *Executeurs testamentaires*.

Cette discipline fut cause qu'il ne mourut presque plus personne, sans avoir eu soin de faire son testament, & d'y faire quelques legs pieux, selon la quantité de ses biens.

De ces legs on fit quatre parts, dont la première fut donnée aux Evêques en qualité d'executeurs testamentaires: car alors ceux qui étoient commis pour l'exécution des testamens, ayant été nommez *Fideicommissaires*; parce que suivant la remarque de P. Boater *in notis ad summam Rolandini*, p. 93. ils avoient cela de commun avec les heritiers chargez de fideicommis, qu'étant seulement dépositaires des biens des défunts, ils devoient les distribuer suivant l'intention des testateurs; & d'ailleurs les testamens mêmes ayant été appelez *fidei-*

commis, comme il se void dans le testament d'Acfred Duc d'Aquitaine cité sur le mot *executeurs*, on regarda les Evêques comme des heritiers grevez, & ils eurent cette part comme une espece de *falcidie* qui ne leur fut pas contestée, parce que dans la ferveur de ces temps là les Evêques en faisoient toujours un bon usage.

Les deux autres parties furent employées en aumônes ou à faire dire des prières, & la dernière fut donnée au Curé pour la sepulture, d'où elle fut appelée *mortuage*. Cette part du Curé avoit été d'abord fixée à la moitié par Leon, *Cap. relatum extra de sepulturis*, ensuite au tiers, *cap. 1. eod. tit.* & enfin Urbain III. la fixa au quart; desorte que quelques Curez ayant voulu exiger davantage, cette entreprise fut condamnée comme simoniaque par Innocent III. *Cap. suam, extra eod. tit.* Mais aujourd'hui tout cet ancien droit est aboli; il est libre à chacun de faire en mourant quels legs pieux il luy plaist, & les droits de sepulture sont mieux reglez qu'ils n'étoient alors.

Il semble qu'en Bretagne ainsi qu'en Angleterre, le droit de *Mortuage* ait été prétendu par les Curez, non seulement pour la sepulture, mais encore pour être indemnisés des dîmes & des oblations que peut-être les défunts avoient mal payées pendant leur vie. Voyez la Constitution de Simon Langhan, *lib. 2. Provincial. Angl. tit. de consuetudine*, pag. 19. edit. Oxoniens. an. 1679. & la Glose de Guillaume Lyndwood en cet endroit.

En Angleterre ce droit consistoit à donner quelques animaux; mais en Bretagne il consistoit en la neuvième partie des meubles du défunt, ainsi que nous l'apprenons de l'Arrest suivant que M. Galland a transcrit sur ce mot.

Dominica post sanctum Georgium, an. 1375. Discordia mota in Curia nostra in-

ter populares Maclovienfis Diœceſis ex alia ſuper eo quod dicebant populares prædicti, quod cùm ipſi eſſent libera perſona, nihilominus correctores prædicti, nonagium ſeu nonam partem bonorum

mobiliũ cujuſdam decedentis nitebatur ab eis exigere, &c.

Mais en 1559. il fut réduit à la neuvième partie d'un tiers des meubles de la Communauté du decedé.

NI ATTEINT & VÉRIFIÉ.] Berri, titre 2. art. 24. & en l'ancienne Coutume de Mehun ſur Eure, tit. 1.

Quand une partie ſuccombe après conteſtation en cauſe civile, & pour lequel eſt dû l'emende. Voyez le mot **CLAIN**.

ACTION NICE.] En la Somme rurale, qui dépend d'une ſimple promeſſe ſans ſtipulation. Et au même livre **ESCRIRE NICEMENT**, c'eſt à dire ſimplement, ſans articuler faits contraires à ceux de ſa partie adverſe : & faire **NICEMENT**, quand le defendeur procede ſans que le demandeur en petitoire luy aye baillé ſa demande libellée. Et **CESSER NICEMENT**, quand le Sergent executeur n'auroit ſuivy & continué ſes criées d'heritages à cauſe d'une oppoſition. *Ad hunc pragmaticum ſepe lectores delego, ut ab eo fiat numeratio.* **PARTIR NICEMENT.** Froiſſart, livre premier, chap. 269. Promeſſe **NICE**, eſ écrits des anciens Praticiens qui eſt ſans ſtipulation, ſans gage & ſeureté.

Selon Monet *Nice*, *nud* & *ſimple* ne ſont qu'une même choſe ; de là eſt venu le mot *Niais* : car le niais n'eſt autre choſe qu'un homme tres ſimple, ce qui ſe peut confirmer par les Vers ſuivans du Roman de la Roſe.

Et tu qui. la roſe baiſas,
Porquoy de duel ſi grant faiſas
Que tu ne t'en ſcais appaiſier
Cuidoies tu toujours baiſier
Toujours avoir aïſe & dilices
Par mon chief tu es fol & *Nice*.

* **NOBLE.**] Dans une Ordonnance du Roy Jean, faite à Compiègne le 5. Decembre 1360. qui eſt au Regiſtre de la Chambre des Comptes fol. 32. où ce Prince dit que pour ſa rançon il avoit déjà baillé au Roy d'Angleterre quatre cent mille écus, & qu'il eſt encore tenu de bailler la ſomme de vingt & ſix cens mille écus d'or, dont les deux valoient un noble d'Angleterre. Guillaume Lyndwood dans ſa gloſe ſur une Conſtitution de Jean Stafford *lib. 3. Provincial* tit. 13. pag. 174. *edit. Oxoniens.* col. 2. écrit que cinquante nobles faiſoient la livre d'or de monnoye d'Angleterre. Voſſius *de vitiis sermonis*, obſerve qu'Edouïard la fit battre en 1344. Cette monnoye a d'un côté un Navire, & de l'autre une Roſe, d'où elle a été appelée Noble à la Roſe.

NOBLES.] *Obſervandum eſt poſteriori ætate juſtos eſſe milites ſive nobiles, qui à Principe, Duce, Comite, vel Marchione de feudo ſunt inveſtiſti, vel etiam qui à majore aut minore Valuaſore, ſi modo ii longam annorum ſeriem numerare poſſint, qua feudum onuſque militia ei adme-*

xum in familia sua resederit. Nobilem antiqui pro noto ponebant, plebitatem pro ignobilitate Festus & Nonius : qui etiam tradit nobile ad dignitatem generis referri. Nobilitas *εὐγενία* est virtus generis. Aristoteles, lib. 3. *πολιτικῶν*. Cognita virtus, Cicero epistola ad Hirsum : unde *εὐπατριδὲς*. Nobilis non vilis, cujus & nomen & genus scitur : Ignobilis verò quod sit ignotus, vilis & obscuri generis, cujus nec nomen quidem scitur, Isidorus, lib. 10. *Αγνὴς*, Exgener, ut in vulgari versione Nov. 99. Justiniani. Novis etiam hominibus nobiles opponuntur : & nobiles ii dicti qui Majorum suorum habent imagines, quas ponere ac posteris tradere non poterant nisi qui curulem magistratum gessissent, quorum primus erat adilitas. Qui Magistratus quoniam solis patritiis primùm patuerunt, idcirco soli patritii nobiles primùm appellati, ut ex Cicerone, Livio, Suetonio & aliis auctoribus observatur. Ex ingenuis autem alii sunt nobiles, alii inferiores, cap. ult. tit. 2. lib. 4. Cod. Visigothorum. Nobiles differunt ab iis qui sunt medi vel infimi generis. Hieronymus in vita Paula. Generosiores habentur qui vacant rei militari. Ignobiliores qui artificia discunt, eorumque liberi : nec illis licet ulli artificio operam dare, sed solum rei militari, filio discenti à patre. Herodotus, lib. 2. Distinxit omnis atas nobiles, & viros militares, & patritios à plebeis, à novitiis, à novis hominibus : sed procedente tempore qui nobilium erant milites, Vasalli, Ministeriales, Feudatarii, nobilitatem sibi vindicarunt, Lumen jurisprudentia Cujacius in pæfat. de feudis, & ad tit. 10. lib. 2. feudorum. In Gallia Nobiles aestimantur ex genere & vita militari : ut & Constitut. Neapol. lib. 3. tit. 59. & 60. Gentiles habentur qui perpetuam & hereditariam immunitatem à patrimonialibus, personalibusve muneribus adepti sunt, vel lege vel principali beneficio. Ingenui publico tributo non sunt obnoxii : Gregorius Turonicus, lib. 7. cap. 15. Gentiles autem sunt ingenui, *εὐγενεῖς*, ab ingenuis oriundi, quorum nemo majorum servitutem servivit, qui patrem avumque cire possunt Gens seriem majorum quarit : majorumque gloria posteris quasi lumen est, ut Salustius dixit in Jugurtha. Sed verum decus in virtute positum est, quæ maximè illustratur magnis in Rempub. meritis, M. Tull. libr. 10. Epist. ad Plancum. Hominum generosissimus est, non qui claritate nascendi, sed qui virtute maximè excellit. Non ex locorum vel generis dignitate : sed morum nobilitate innotescere debemus. Gregorius apud Burchardum, Ivonem, Gratianum distinction. 40. Non generis, sed virtutum nobilitas viteque honestas gratum Deo faciunt & idoneum ministrum, ait alter Gregorius in cap. penult. de præbendis. Nec est apud Deum *εὐγενεῖα* auctore Apostolo. Namque non census nec clarum nomen avorum, sed probitas, magnum ingenuumque facit, Ovidius, præstantissimum genus nobilitatis, cum quis per se animi magnitudine excellit ex sententia Platonis & aliorum.

*Nobilitas sola est atque unica virtus,
Tota licet veteres exornent undique cera
Atria.*

Juvenalis satyra 8.

Sed genus & virtus nisi cum re vilior alga est.

Horatius 2. Sermonum satyra 5.

Licet autem superbus ambules pecunia, Fortuna non mutat genus.
Horatius libro Epodon. *Quid genus & proavos strepitis? Si primordia vestra auctoremque Deum spectes, Nullus degener extat, ni vitiis pejora fovens proprium deserat ortum.* Boëtius de consolatione. *Pulchrius verò multo parari quàm creari nobilem. Nec facit nobilem atrium plenum fumosis imaginibus, animus facit nobilem. Bona mens omnibus patet, omnes ad hoc sumus nobiles: Omnes, si ad primam originem revocentur, à Deo sunt.* Plato ait neminem regem non ex servis esse oriundum: neminem non servum ex regibus, ut refert etiam Seneca Epist. 44. Idemque libro 3. de Benefic. cap. 28. inquit, *Eadem omnibus principia, eademque origo. Nemo altero nobilior, nisi cui rectius ingenium & artibus bonis aptius: Qui imagines in atrio exponunt, & nomina familiae sua longo ordine ac multis stemmatum illigata flexuris in prima parte adium collocant, noti magis quàm nobiles sunt, & qua sequuntur. Quemcumque volueris revolve nobilem, ad humilitatem pervenies: Hinc sumus aestimandi, cum sumus nostri,* inquit alter Seneca Controversia 6. lib. 1.

*Quid Imaginibus, quid avitis fulta triumphis
Atria, quid pleni numerofo Consule fasti
Profuerit, si vita labat? perit omnis in illo,
Gentis honos, cujus laus est in origine sola,*

Ait Ovidius ad Pisonem, vel Annæus Lucanus.

*Stemmata quid faciunt, quid prodest Pontice longo
Sanguine censerì, pictos ostendere vultus
Majorum, & stantes in curribus Æmilianos?*

Et qua sequuntur apud Juvenalem Satyr. 8. Denique ἡ τριτοία ἐνυμνία ἔσται: Et viri existimantur nobiles, aut genere, aut virtute, aut fortuna. Adi Lambertum Daneum lib. 2. Politices Christiana cap. 6. *Caveant autem nobiles ne vitiis servilibus polluantur, & sint servis deteriores, careant naturali nobilitatis superbia: Nobilitas ne sit malitia velamentum. Nobiles ne suis tenebras offundant & veniant in oblivionem: Et satius est majoribus suis virtute pralucere, rebusque gestis florere, quàm majorum opinione niti. Satius est me ita vivere ut sim posteris meis nobilitatis initium & virtutis exemplum, ait auctor orationis in Salustium qua Cicero ni tribuitur. Adi si placet Joannis Stobai collectanea. Igitur Nobiles sunt,*

qui militari cingulo honorantur : nec tamen omnes Vasalli & Valvasores sunt nobiles, licet sint milites : Solentque milites & Valvasores opponi plebeis, qui nec militant nec feudum possident. Et in Constitutio. Regum Sicilia, lib. 3. tit. 59. & 60. milites distinguuntur à burgensibus & villan-
nis. Alii sunt ιδιώται alii σεπτιώται. Pagani militibus opponuntur, servi & dedititii ingenuis, rupices urbanis, scurra forensibus, Tertull. de pallio. Qui alius quàm Tertullianus Jurisconsultus, licet ab Eusebio lib. 2. hist. cap. 2. dicatur τὸς παυδαίῳ νόμῳς ἡρεσεν ὁ ἀνὴρ : Namque cum esset adhuc ethnicus functus est Carthagini advocati officio ut ex eodem libro apparet. Porro Miles habetur is demum qui est ex genere militari, vel qui beneficio Principis ad novam militiam admittitur. Sed nolo pluribus : summam rem complectar, quodque omnes uno ore adfirmant. En France ceux-là sont estimez nobles qui ont fondement de noblesse sur l'ancienneté de leur race pour avoir toujours vécu noblement, ou qui sont annoblis par Lettres du Roy deuëment verifiées, dont l'Avocat Bacquet a écrit amplement, après le Conseiller Tiraqueau. Rei autem militaris virtus quia prestat ceteris omnibus, omnia latent in tutela ac presidio bellice virtutis. M. Tull. pro Murena. Tellement qu'en France ceux-là sont estimez nobles qui font profession des armes pour l'Etat du Prince, & du Royaume. Voyez la diuision GENTILHOMME, cy-devant. Pleraque autem ex his sumpta sunt ex alienis hortulis, ne hoc scriptum ad te sine ullo peculio veniret : Nec verò semper ex alienis commentariis sapio, de meo nihil proferens. Sed vereor ne in his congerendis plus studii adhibeatur, quàm iudicii in eligendis. Vereor etiam ne hic liber abundet testimoniorum multitudine quibus plus nimia referri erant librà Chrysippi.

* *Vendition de NOBLESSE.*] Bearn, Rubrique de Contrats, art. 25. C'est à dire vente de fief qui releve immédiatement du Souverain, & qui annoblissoit ou affranchissoit anciennement les possesseurs en Bearn, comme dans le reste de la France ; ce qui a été aboli avec raison, parce qu'il n'y a que le Roy seul qui puisse annoblir. Voyez l'Ordonnance de Blois, art. 258. Nos devanciers Rois de France qui toujours ont été abandonnez à donner & octroyer liberalement plusieurs grans Noblesses & Seigneuries, rentes & revenus qui étoient du domaine Royal, &c. Le Roy Jean dans une Ordonnance de l'an 1360. au mois de Decembre, qui est au memorial D. de la Chambre des Comptes, fol. 16. verso.

* *NOBLESSE de parage.*] C'est la noblesse transmise par le pere, & cette noblesse étoit autrefois en France absolument nécessaire pour devenir Chevalier. Les Etablissements de France, livre premier chap. 128. *Se aucuns étoit Chevalier, & ne fust pas Gentilhomme*

de Parage, tout le fust-il de par la mere, si ne le pourroit-il estre par droit, ains le pourroit prendre li Rois, ou li Bers, en qui Châtellerie se seroit, & trancher ses éperons seur un fumier, & seroit li muebles en qui Châtellerie se seroit; car usage n'est mie, que fame franchisse home, mes li homme franchist la fame, car se home de grand lignage prenoit la fille à un vilain à fame, ses enfans porroient bien être Chevaliers par droit. Voyez

* *NOBLESSE par les meres*.] Troyes, tit. 1. art. 1. Meaux, art. 4. Chaumont, art. 2. Châlons, art. 2. Les habitans de Champagne prétendent que cette noblesse est un privilege qu'ils ont acquis par les services qu'ils ont rendu à l'Etat.

Quelques-uns, comme Loyseau, dans son *Traité des Ordres*, & Gouffet sur l'arr. 1. de la Coutume de Chalons en attribuent l'origine à la bataille de Fontenay près d'Auxerre, entre Lothaire & Charles le Chauve, où la Champagne, disent-ils, perdit un grand nombre de Nobles, parce qu'au rapport de nos Historiens, il resta dans cette journée près de cent mille hommes sur la place.

D'autres, comme Monsieur Pithou & le Grand sur l'article premier, & sur l'article 151. de la Coutume de Troyes, en attribuent l'origine à une bataille donnée aux Fosse de Jaune près Bray.

Et enfin d'autres, comme André Favin, dans son *Theatre d'honneur*, soutiennent, que le ventre commença d'annoblir en Champagne, par privilege, après la Bataille de la Massoure où saint Louis fut pris par les Sarrazins.

On cite ordinairement à cette occasion la Loy premiere, §. 1. *D. ad Municipal.* & la Loy 22. *Cod. de Decurionibus*. A quoy l'on peut joindre l'exemple des descendans d'Antonia Garcia, qui jouissent tous en Espagne de la Noblesse, soit qu'ils descendent d'elle par les mâles ou les femelles, & l'exemple des femmes de Salamanque appelées de *Los linages* qui communiquent pareillement leur noblesse à leurs descendans, comme le remarque Amaya sur la Loy *exemplo 36. Cod. de Decurionibus num. 59. 60. p. 273. de Azevedo consil. 17. Ganzalez. Florez, lib. 2. question. cap. 21. n. 262. Vide Pichardum de nobilitate n. 14.*

Mais, quoy qu'en disent tous ces Auteurs, de droit commun il y avoit autrefois en France deux sortes de noblesse, une *de parage*, ou *de par le pere*, dont on a parlé cy-dessus, & cette noblesse étoit absolument necessaire pour être Chevalier, l'autre étoit *de par la mere*, & cette derniere noblesse étoit suffisante pour posséder des fiefs. Beaumanoir, chap. 45. pag. 252. 255.

Voirs est que servitude vient de par les meres, car tuit li enfans que celle porte, qui est serf, sont serf, tout soit il ainsint que li pere soit frans homs.

homs nez, si li peres étoit Chevaliers, & il épousoit une serve, si seroient zuit li enfant serf, tout soit-il ainsint, que le Gentillesse, par laquelle l'en püst être Chevaliers, doie venir de par le pere, car ché est Coustume el Royaume de France, que cil, qui sont Gentilshoms de par le pere, sont soit leur mere villain, pueent être Chevaliers . . . Et quand le mere est Gentil fame, & li pere ne l'est pas, li enfant si ne pueent être Chevaliers. Et ne pourquant li enfant ne perdent pas l'état de gentillesse, dou tout, ainchois sont demené comme Gentilhoume, dou fet de leur corps, & pueent bien tenir fief, lesquelles choses villain ne pueent pas tenir.

Ainsi au rapport de Monstrelet, volume 1. chap. 57. pag. 91. Jean de Montagu Surintendant des Finances sous Charles VI. Fondateur des Celestins de Marcouffis, *natif de Paris*, & qui eut la tête tranchée, étoit noble & Gentilhomme de par sa mere. *Ledit Montagu étoit né de la ville de Paris, & avoit été paravant Secrétaire du Roy, & fils de mestre Girard de Montagu, jadis Secrétaire du Roy Charles le Riche dernier trépassé. Si étoit Gentilhomme de par sa mere &c.*

Le Roy Charles V. fut peut-être le premier de nos Rois qui donna atteinte à la Noblesse de par les meres, en statuant par son Ordonnance du 15. Novembre 1370. que ces sortes de nobles seroient sujets au droit de Francs-fiefs. Voicy les termes de l'Ordonnance adressée au Sénéchal de Beaucaire, qui est une preuve que cette noblesse étoit anciennement reconnuë par tout le Royaume.

Item innobiles descendentes à patre innobili & matre nobili pro rebus feud. aut retrofeod. sibi deventis, & per ipsos acquisitis, & acquirendis ex successione eorum matris nobilis, & aliorum collateralium ejusdem matris, aut aliter à nobili, solvent financiam, quam exigatis & queratis ut supra. Cette Ordonnance est en la Chambre des Comptes de Paris, au memorial D. fol. 101. verso.

Ajoutez à tout ce qui vient d'être observé pour détruire ce privilege imaginaire, que cette noblesse étoit en usage en France sous nos Rois de la premiere Race. *Gregorius Turonensis, lib. 10. cap. 8. Eulalius habebat uxorem Tetradiam nobilem ex matre, patre inferiore. Aimon. lib. 4. c. 1. Sed quia erant materno latere minus nobiles, regni gubernaculis astimabantur fore impares.*

* NOBLESSES.] Bretagne, art. 51. *Regalia.* Sont les droits & les prérogatives du Souverain. Voyez d'Argentré sur l'article 56. de l'ancienne Coutume.

* NOBLESSES & Seigneuries.] Dans une Ordonnance du Roy Jean du mois de Decembre 1360. qui est au memorial D. de la Chambre des Comptes, fol. 16. verso. Voyez *Noblessa.*

* *NOES, Nouées.*] *Prata sive Nohes, quas & qua habent in nemore.* Cout. de S. Palais de l'an 1279. Voyez *Noüe.*

* *NOESNE.*] Hainaut, chap. 103. art. 2. c'est à dire *None.*

ADVEU, ou *NOMME'E.*] Montargis, chap. 1. art. 75. Orleans, chap. 1. art. 73. Bourbonnois, art. 381. 382. Auvergne, chap. 22. art. 49. La Marche, art. 188.

C'est l'aveu & dénombrement d'un fief que le Vassal donne à son Seigneur feudal : sa *Nombrée.*

* *NOMMER son Command.*] Amiens, art. 259. Ce qui arrive lorsque le dernier enchérisseur d'un heritage vendu par decret, nomme celui qui luy a baillé charge ou procuration d'enchérir. Cette declaration de Command a lieu aussi dans le cas de Contrats. Voyez du Fresne sur cet article.

LE DROIT DE NOMMER] Aux Evêchez & Abbayes du Royaume, qui appartient au Roy de France. Voyez *REGALE.*

* *Exception de NON CAUSE.*] Dans l'article 135. de la Coutume de Lille ; cette exception se propose, ce semble, lorsque le défendeur oppose au demandeur qu'il n'a pas de titre contre luy.

* *Vou ou NORE.*] Acs, tit. 3. art. 4. C'est la Bru, *Nurus.*

* *NORREQUIER.*] Ponthieu, art. 93. C'est celui qui a des bestes à laine, qui les élève, & qui les nourrit. Voyez l'art. 181. de la Coutume d'Amiens.

Il semble que les *Nuyriguiers* dans les Statuts de Provence soient aussi des personnes qui *norriſſent* des troupeaux & qui en font commerce. Voyez les Statuts de Provence, avec les Commentaires de M. Morgues, p. 337.

La preuve de cette conjecture se peut tirer des termes de la *Requête*, où il y a que les *Marchands & Nuyriguiers havent plusieurs & diversas mercandarias, & avers grosses & menus*, c'est à dire, *gros & menus troupeaux*, quoy qu'il proprement par *Avers* on entende des troupeaux de menuës bêtes, comme de moutons ; ainsi que nous l'apprenons de l'Ordonnance sur les pulverages, publiée par Monsieur Salvaing, dont voicy quelques passages. *Verum quia nonnulli Domini locorum & territoriorum per quæ dicta averia sive animalia minuta, transire consueverunt accedendo ad montaneas prædictas, & etiam aliqui officarii Delphinales consimilium locorum, & territoriorum pro transitu dictorum animalium seu damno, quod pretendunt inferri per dicta averia in comendo herbam locorum per quæ transeunt &c.* Et plus bas. *Item quod super minimo dictorum averiorum ubi esset altercatio stetur, & statari debeat relationi jurata pastorum sive conductorum dictorum averiorum.* Voyez M. de Salvaing, chap. 34. pag. 146. 147.

Ajoutez à cela que cette *Réqueste* qui est devenuë une loy, parce qu'elle a été registrée, fut présentée au sujet des Tailles, & que M. Morgues sur cette Loy ou sur ce Statut, remarque qu'on n'en a point dû conclure en Provence que les marchandises, negoce, & autres facultez secretes, qui n'ont jamais été mises aux cadaſtres de villes & lieux de cette Province, ayent dû être encadaſtrées, taxées, & quotiſées, ains tant ſeulement le beſtail. Voyez les Statuts de Provence avec les Commentaires de M. Morgues, pag. 337. 340.

NOTAIRE ou TABELLION.] Sens, art. 244. Monfort, art. 86. Mante, art. 153. Estampes, art. 153.

Plerumque pro eodem accipiuntur: attamen propriè is Notarius est qui notis scribit, l. 40. dig. de testamento militis, l. 33. Ex quibus causis majores; qui passe les brevets, notes, schedes ou minutes d'obligations, contrats, & autres instrumens en bref. Tabellion celuy qui les met en parchemin, en grosſe, & en forme authentique, publique & probante. Uterque fide publica utitur. Notarius notis, Singularius litteris singulis scribit, quæ σιγλα, & σιγλαι in Græca Pandect. auctoritate dicuntur: ut apud præſcos Ægyptios singula littera singulis nominibus serviebant, & verbis nonnunquam significabant integros sensus, Marcell. lib. 17. Notarius à Martiali, lib. 10. Velox dicitur, quia celeberrimè excipit, Notarum præpetum solers minister Ausonio epigrammate ad notarium, ὁ γράφων τὰς χάρος, ταχυγράφος, σημειογράφος. At Antiquarii, & Librarii sunt γράφοντες εἰς κάλλος, καλλιγράφοι, ut Cujacius & Joan. Scaliger observant, constat ex veteribus Glossariis. Itaque quos Hieronymus Librarios appellat dum agit de Hippolyto Episcopo, Sophronius vocat καλλιγράφος, Alii sunt Exceptores, qui operas suas locabant, l. 19. §. penult. locati, & judicibus provinciarum obſequebantur, l. 5. Cod. de Numerariis. Notisque ſcribebant acta præſidium, l. 33. ex quibus causis maj. Quem Ulpianus vocat Exceptorem, Basilica dicunt Notarium. Notarii etiam exceperunt acta Conciliorum, & collationum quæ facta sunt inter Episcopos. Alii sunt servi publici, tabularii, scribe. Nota ſignificat ſignum ut in tabulis & libris, littera ſingula aut bina, Feſtus. Notarii dicti à notis literarum quibus utuntur, ut per unam litteram aliquid ſignificent. Servius in tertium Æneidos. Nota non tam littera erant quàm ſigna literarum: aut ſi littera, ſingularia tantum ſine coagmentis ſyllabarum, ait Gellius, lib. 17. cap. 9.

Scriptor erit felix cui littera verbum est,

Quique notis linguam superet, curſumque loquentis,

Excipiens longas nova per compendia voces.

Manilius, lib. 4.

Currant verba licet, manus est velocior illis.

Nondum lingua suum, dextra peregit opus.

*Martialis de Notario in Apophoretis. Quid verborum notas, quibus quamvis citata excipitur oratio, & celeritatem lingua manus sequitur? Seneca Epist. 91. Is multa diserit, quod in foro juvat, dixit, quæ Notarius persequi non potuit: Idem in ludo Claudii. Suetonius refert Titum Imper. solitum notis excipere velocissimè: Sic bonos & probatos auctores compilare soleo: Brodeus etiam quadam de notis annotavit libro 4. Miscella. cap. 9. Briffonius lib. 4. Antiquit. cap. 21. En plusieurs villes de ce Royaume les Notaires reçoivent & passent seulement les minutes, schedes & notes des Contrats, & les peuvent délivrer aux parties en bref, & sont tenus porter aux Tabellions lesdites minutes pour les garder & délivrer en forme authentique & en grosse aux parties si elles le requierent, pour porter seel & execution parée. Et de ce il y a Edit du Roy François I. de l'an 1542. & 1543. & se trouvent plusieurs Arrests du Parlement pour leur reglement. Et par l'Ordonnance du Roy Charles IX. faite aux Etats tenus à Orleans l'an 1560. art. 85. ces Tabellions avoient été supprimez pour la décharge du peuple, sauf les Tabellionages de l'ancien domaine du Roy par autre Edit de l'an 1561. Et le Roy Henry III. au mois de May 1575. a fait autre Edit pour la creation des Notaires Gardenotes. Voyez le mot TABELLION. *Olim etiam nostri distinguebant Juratum Curia & Notario.**

Chez les Romains *Notarii*, *Tabularii*, & *Tabelliones*, n'étoient pas les mêmes personnes, & il y avoit de la difference entre leurs fonctions ou emplois.

Notarii étoient des esclaves & des personnes à gage, que les particuliers emploioient à écrire pour eux, comme il se voit dans la loy 40. au Digeste de *testamento militis*; ils étoient ainsi nommez *quia notis scribebant*, & il y avoit des maistres qui enseignoient cet art. *Prudentius* *non otiosus*. Hymn. 9. vers. 21. *Præfuerat studiis puerilibus & grege multo*

Sapientis, magister litterarum federat Verba notis brevibus comprehendere cuncta peritus,

Raprimque punctis dicta præpetibus sequi.

Tabularii étoient ceux qui faisoient les affaires, & administroient les re-

venus des Villes & des Provinces: il en est parle dans la loy *Orphanotrophos* au Code de *Episcopis*, & dans le §. 3. aux *Institutes de Adoptionibus* v. *Et cum quibusdam*. &c.

Tabelliones étoient ceux qui redigeoient par écrit les contrats & les testamens. *Vid. leg. 1. Cod. Th. de crimin. fals. Leg. 14. §. 3. Cod. de sacrosanctis Ecclesiis*; *leg. 1. Cod. Ut nemo ad suum patrimonium*; *leg. 2. Cod. de eunuchis*; *leg. Contractus, Cod. de fide instrumentorum*, & *leg. Ambiguitates codice de testamentis*.

Suidas écrit pareillement que les *Tabelliones* étoient ceux qui passaient les Contrats dans les Villes. *Ταβηλιών, ἢ τὰ τῶν πόλεως γράφων συμβόλαια*. i. e. *Tabellio qui civitatis contractus scribit*; & parce qu'ils devoient avoir quelques notions de la Jurisprudence, *Novell. 66. ils étoient appelez Jurisperiti*, à

la difference des Jurisconsultes qui étoient appelez *Juris studiosi*. Ils devoient eux-mêmes passer les contrats, ou leurs Clercs en leur présence, *Novell. 44.* Ils en devoient faire d'abord une Scedula ou Minute ; Ils devoient ensuite les mettre au net, & les signer eux-mêmes avec les Parties, *leg. Contractus, Cod. de fide instrumentorum* ; ce qui étoit différent de nos Grosses qui ne sont signées que des notaires seuls : & enfin en les mettant au net, ils devoient laisser à leur papier le *protocole* ou la marque ; ce qui leur étoit enjoint pour obvier aux faussetez, *Novell. 44.*

De sçavoir si les Tabellions gardoient ces Minutes, & si elles faisoient foy comme les nôtres, c'est ce qu'on ne voit pas : mais puisque les Contrats n'étoient pas parfaits, ny les Parties liées, jusqu'à ce que la Grosse eût été faite & signée du Tabellion & des Parties, *leg. 16. Cod. de fide instrumentor.* il y a de l'apparence que la Minute n'étoit qu'un projet ou un brouillon que l'on déchiroit dès que le contrat avoit été mis au net. Cependant nous apprenons du Jurisconsulte Ulpien au §. 1. de la loi 27. D. de furtis ; que chez les Romains, il y avoit quelque chose qui avoit le même effet que nos minutes ; *Inde potest quasi si quis cum alias probationes MENSÆQUE SCRIPTURAM HABERET, Chirographi furtum passus sit, an estimari duplo Chirographi quantitas debeat, & nunquid non, quasi nihil intersit. Quantum enim interest cum possit debitum aliunde probare? Quemadmodum si IN BINIS TABULIS INSTRUMENTUM SCRIPTUM SIT. Nam nihil videtur deperdere, si futurum est ut alio Chirographo salva securior sit creditor. Vide ibi Goth. Cujacium ad legem 27. de pactis, & ad Novellam 136. & Salmasium de favore Trapezit, pag. 14. & 15.*

Comme en France sous la première & seconde race de nos Rois, on suivoit les loix des Romains en beaucoup de choses, à leur imitation on se servit aussi de *Tabellions* ; ce que nous apprenons du chap. 56. de la troisième addition aux Capitulaires, tiré en partie de la Constitution de l'Empereur Leon, qui est la loi 14. *Cod. de Sacrosanctis Ecclesiis*, Vid. §. 3.

Mais sous les descendants de Charles le Chauve, l'ignorance s'étant introduite en France, & à un tel point, que sous nos premiers Rois de la troisième race, il n'y avoit presque que les personnes Ecclesiastiques qui sçussent lire & écrire, les actes & les contrats se passeroient alors pardevant les Evêques ou leurs Officiaux, ou pour mieux dire les Parties contractoient ensemble verbalement, & elles prioient l'Evêque, son Official ou quelqu'autre personne de mérite & de distinction, d'attester leur contrat par ses Lettres : en voicy un exemple.

*Ego Hugo Dei patientia Lingonen-
sis Episcopus, notum facimus presentes
Litteras inspecturis, quod Ioannes Ru-
bens Miles de Merlegniaco VENDIDIT
Guidoni Abbati Reomenfis Monasterii,
quidquid habebat in salvamento de Es-
tiveio, videlicet in pane & in vino &
in omnibus aliis rebus ; istam autem ven-
ditionem laudaverunt Adelina uxor
dicti militis, & Iobertus de Vonoffis à
quo idem miles tenebat, & Iobertus te-
nebat in feodo ab Ecclesia Reomenfi ET
NE SUPER ISTA VENDITIONE
QUÆSTIO DE CÆTERO OBORI-
RETUR AD PRECES UTRIQUE
PARTIS PRÆSENTES LITTERAS
SIGILLINOSTI MUNIMINE corro-
boravimus. Vid. Roverium in Reomao,
p. 251. 252. pag. 236. 264. 306.*

Alors parce qu'on ne faisoit point de minutes, ou du moins parce qu'on en faisoit peu, il n'y avoit pas d'Officiers

publics qui en fussent dépositaires : lors qu'un contrat étoit rédigé par écrit , il étoit mis ordinairement entre les mains du creancier : & si chacune des parties avoit intérêt de l'avoir , on l'écrivoit deux, trois ou quatre fois plus ou moins sur un même parchemin avec des lettres entre chaque copie qui étoient coupées par la moitié ; d'où ces actes étoient nommez *chartes parties* ; ce qu'on faisoit ainsi pour empêcher la fausseté. V. *charte partie*.

Vers le commencement du 12. siècle le Digeste ayant été enfin connu dans l'Occident, & le Droit Romain peu à peu ayant été enseigné en France, en Italie & en Allemagne, on commença peu à peu à se servir de Notaires & *Tabellions*, & l'on commit aussi des personnes publiques pour avoir soin des minutes : car le P. Meurisse dans son histoire des Evêques de Mets, livre 3. pag. 431. écrit qu'en 1197. *Bertran ordonna qu'on feroit des actes & des instrumens authentiques & rédigés par écrit, des ventes, des achats, des promesses & des stipulations, & de toutes autres sortes de commerces; que ces écrits seroient conservez dans des arches; que dans chacune Paroisse de la Ville il y auroit une de ces arches, fermée à double clef, & qu'il y auroit aussi dans chacune Paroisse deux hommes de bien & de bonne renommée choisis par le peuple, qui auroient chacun une clef des mêmes arches, & qui seroient fideles gardiens & dépositaires de toutes les pieces qui y seroient mises.*

M. Guichenon dans les preuves de son histoire de Bugey, page 141. rapporte des lettres de l'an 1187. passées pardevant un Notaire public, & que par cette raison il soutient fausses, donnant pour raison qu'il n'y avoit pas encore alors de Notaires en Bugey : & il a été tres-bien repris par l'Auteur de la Diplomatique, liv. 2. chap. 13. pag. 123.

Dans le 13. siècle, chaque Seigneur & chaque Evêque s'étant attribué l'autorité de créer des Notaires, il y eut un tres-grand nombre dans le Royaume; mais comme il y en avoit beaucoup d'ignorans, on ne laissa pas, pendant ce siècle, de passer comme auparavant beaucoup de contrats en la présence des Evêques & des Officiaux.

Philippe le Bel fut le premier de nos Rois qui commença à mettre les choses en regle par deux Ordonnances.

Par la premiere du 5. Juin 1300. il statua que *nul ne pourroit à l'avenir passer & recevoir en la Ville, Fauxbourgs & Banlieue de Paris aucuns contrats, Lettres, Testamens &c. n autres actes concernans l'Etat & l'Office de Notaire, s'il n'étoit Notaire juré au Châtelet.*

Et la seconde de l'an 1302. par laquelle, attendu qu'auparavant il y avoit eu dans le Royaume une multitude effrénée de Notaires, ce qui avoit causé un grand dommage à ses-sujets; il défend à tous Baillifs & Sénéchaux de créer à l'avenir aucuns Notaires, sans néanmoins que cela tirât à conséquence à l'égard des Seigneurs & des Evêques qui étoient d'ancienneté en possession d'en créer dans leurs terres; ce qui est une preuve bien evidente que long-temps avant 1300. il y avoit des Notaires en France.

Item inhibemus penitus & interdicimus omnibus Senescallis & Ballivis, justiciariis, fidelibus & subiectis nostris, potestatem faciendi & justiciandi Notarium seu Notarios, publicum vel publicos auctoritate nostra regia: quoniam intelleximus quod retroactis temporibus inordinata seu effrenata multitudo Notariorum multa intulit dispendia & præjudicia nostris fidelibus & subiectis, quam si quidem potestatem nobis & successoribus nostris Francia Regibus specialiter & perpetuo reservamus, & ex

nunc pro utilitate publica de consilio & provida deliberatione consilii nostri in eos intendimus, qui cum ordinata multitudine Notarii publici sunt creati, circa eos proponentes apponere remedium opportunum. Nolumus tamen quod Prelatis, Baronibus & aliis subiectis nostris qui de antiqua & approbata consuetudine in terris suis possent Notarios facere, per hoc praesudicium generetur &c.

Outre tous ces Notaires, il y en avoit encore d'Apostoliques & d'Imperiaux qui instrumentoient librement en France, fondez sur le principe rapporté par Balde de Tabellionibus, n. 32. que ceux qui ont *merum imperium*, pouvant exercer par tout ce qui est de Jurisdiction volontaire, leurs Notaires peuvent aussi par tout, recevoir des actes entre tous ceux qui veulent bien avoir recours à eux; mais comme ces Notaires qui n'étoient que tolerez préjudicioient aux autres, Charles VIII. en 1490. *deffendit à tous sujets lays de non faire, passer ou recevoir leurs contrats*

par Notaires Imperiaux, Apostoliques ou Episcopaux en matieres temporelles ou profanes, sur peine de n'estre foy adjoutée ausdits instrumens, lesquels dorénavant seroient reputez nuls, & de nulle force & vertu. Voyez Pontan, sur la. Cout de Blois, part. 1. p. 150.

Jusqu'à Louis XII. les Minutes des Notaires étoient seulement sur des feüilles détachées; mais comme il s'en perdoit, il ordonna qu'à l'avenir tous Notaires & Tabellions feroient bons & suffisans registres & protocollés des contrats & autres actes par eux reçus & passez, & qu'ils en mettroient par ordre selon la priorité & posteriorité des contrats & autres actes, afin que si dorénavant en étoit question, on pût avoir recours au protocole ou registre, fors & exceptez les Notaires du Chastelet de Paris. Où il faut remarquer que le protocole ou le registre n'est qu'un, au lieu qu'anciennement le protocole étoit la marque du papier, comme nôtre papier en a encore. *Vide Pith. not. ad cap. 170. Iuliani Antecessor.*

LES NOTES D'UN NOTAIRE.] Nivernois, tit. 31. art. 15. Bourbonnois, art. 433. Sont les contrats & instrumens qu'ils ont passé: les premières schedes, *que dicuntur Matrices sive imbreviatura in statutis Romanis, lib. 1. cap. 149.* Et il y a des Notaires Royaux ou subalternes: & des Notaires Ecclesiastiques, Apostoliques, ou Episcopaux.

* *NOURRICES.*] On appelle ainsi en Bresse des pieces de Bois sur lesquelles la chanée d'un étang est couchée. M. Collet explique ce qu'est qu'une Chanée sur les Statuts de Savoye, liv. 3. section 2. p. 90. col. 1.

* *NOVAINE.*] C'est en Bresse une mesure qui contient la moitié de l'année. L'année est à ce qu'on prétend la charge d'un âne, qui contient dix-huit coupes; & parce que la moitié de l'année en contient neuf, elle a été appelée par cette raison *Novaine*. Voyez M. Collet dans ses Notes sur les Statuts de Savoye, partie 2. p. 75.

* *NOVALES.*] Sont des terres nouvellement cultivées, ou mises nouvellement à culture ayant été défrichées. Ces terres sont appelées *Rompeix* dans la Coutume du Nivernois & dans la basse latinité *Rupticia & ruptura*, & en quelques lieux *champs-frais*, & dans

la basse latinité *Fractitia*. Il est inutile de parler icy des dîmes des novales, nos Auteurs en ayant traité suffisamment.

* *NOUE.*] Chartres, art. 12. & 13. C'est une terre nouvellement mise en pré. *Malle-Noüe*, mauvaise noüe. Voyez *Chechillons*.

NOUVEAU TITRE ET DECLARATION D'HYPOTHEQUE.] Que le nouvel acquereur ou possesseur de l'heritage qui doit cens, rente, terrage, coutume, ou autre devoir réel & annuel, est tenu de bailler au Seigneur pour la reconnoissance du cens, rente, ou autre devoir, afin d'interrompre la prescription selon les Coutumes & Ordonnances de ce Royaume : *quod sit antapocha, professione, & promissione, Hoc vel Elementarii norunt.*

* *NOUVELLETE.*] Innovation, nouveau trouble. Guillaume de Guigneville Religieux de Chaillis dans son *Pelerinage* que j'ay lu manuscrit.

Mais pour ce que me suis teuë
Maintenant êtes revenue
Pour faire vos *nouvelletes*,
Par lesquelles vous m'exitez
A maintenant tencier à vous
Par très grande ire & grand couroux.

CAS OU MATIERE DE NOUVELLETE.] Blois, art. 11. 12. Sedan, art. 263. Amiens, art. 220. Et en l'Edit de Charles VII. de l'an 1453. art. 63. 70. 72. 73. 74. & ailleurs.

MATIERE, OU CAS DE SAISINE ET DE NOUVELLETE] Blois, art. 20. Lille, titre des matieres possessoires.

Qui est la complainte possessoire intentée pour cause de nouvelle désaisine. Voyez le mot **COMPLAINTE**. Le Livre appelé le Grand Coutumier, traite bien amplement des cas de nouvelleté, au livre 2. chap. 21. 22.

NUESSE.] Anjou, art. 42. Le Maine, art. 29. 49.

C'est l'étendue de la Seigneurie feudale ou censuelle, de laquelle les choses sont tenues nuëment & immédiatement & sans moyen.

FIEF EN NUESSE.] Anjou, art. 179. 268. Le Maine, art. 197. 286.

FIEF ET NUESSE.] Anjou, art. 10. 29. 61. 221. 351. Le Maine, art. 11. 34. 236. 362.

JUSTICE FONCIERE EN NUESSE.] Anjou, art. 12. Le Maine, art. 13.

JUSTICIER EN NUESSE.] Anjou, art. 13. Le Maine, art. 13.

LA NUESSE DU SEIGNEUR FONCIER.] Le Maine, art. 49.

SUBJECT EN NUESSE.] Le Maine, art. 9.

* *Attendre*

* *Attendre les NUITS.*] Orleans, art. 439.

Les Nuits sont les assignations & les delais ordinaires qui doivent avoir lieu dans les ventes faites par autorité de Justice, des biens saisis & exécutez.

L'ancienne Coutume de Dijon publiée par M. Perard, art. 4. *Item il est Costume à Dijon que de ce qui est cognehu pardevant le Majour, ou pardevant son Lutenant, cil qui hauray faite la coignoissance demande qu'il oyt huit jours de dilations, il les hauray, & les dis huit jours passez, cil qui hay promis à faire satisfaction de ce qu'il hay coignehu, beleray gaiges, les quex gaiges, quand ils seront bailliez cils cui ils seront bailliez; les vendray; ou porray vendre le plus pruchien marchief après les sept nuits, après ce qu'il auront étez bailliez, se ce n'est de chose coignehuë en lettres dou Duc ou du Majour: quar si ce est de chose coignehuë en lettres, il n'auray nulles sept nuits, mais seray contrainst por maintenant.*

Les Coutumès generales de la Ville Mets & Pays Messin, tit. 15. des Arrests, art. 3. *Mebles pris par execution ne peuvent être vendus avant les sept nuits expirées, à compter du jour de la saisie, & en faut signifier la vente au debiteur avant le jour d'icelle, sur peine de nullité, & des dommages & interests de la Partie.* Joignez le chap. 29. du second livre des Etablissements.

Les Gaulois au rapport de Cesar comptoient le temps par le nombre des nuits, ainsi que les Allemans au rapport de Tacite. *Cesar de bello Gallico, lib. 6. cap. 4. Galli se omnes ab Dite patre prognatos pradicant, idque à Druidibus proditum dicunt. Ob eam causam spatia omnis temporis, non numero dierum, sed noctium finiunt, & dies natales, & mensium & annorum initia sic observant ut noctem dies subsequatur.* Tacitus de mor. German. *nec dierum numerum ut nos, sed noctium computant. Sic constituunt, sic condicunt, ut nox ducere diem videatur &c.* Et c'est de ces Peuples que cet usage de compter à passé parmy nous: car anciennement en France, les Laïques comptoient par nuits le temps & les delais judiciaires, ainsi qu'on peut voir dans la Loy des Allemans, dans la Loy Salique, & dans le Jugement suivant, tiré du Tresor de saint Denys.

In nomine Patris & Filii & Spiritus sancti. Karolus serenissimus Augustus Pacificus Imperator, Romanum gubernans Imperium, atque per misericordiam Dei Rex Francorum & Longobardorum. Veniens ante nos Aquis grani Palatio nostro publice homo aliquis nomine Salacus nobis innotuit, eo quod homo aliquis nomine Tingulfus, & fidejussores datos habuisset, ut intra noctes xliij. ante nos sibi adpresentare debuisset per aliquas causas in rationes. Tunc ipse Salacus per triduum sen-

amplius, ut lex habuit, placitum suum legibus custodivit, & ipsum Tingulfum jectivit, oves solfativit, & memoratus Tingulfus, nec ad eum placitum venit, nec ullum direxit ad vicem suam: qui pro eo sonnam nunciasset, sed jectivus exinde in omnibus apparuit. . . . una cum fidelibus nostris, ii sunt. Gerulus, Gunifaudus, Hedo, Ermanus, Henricus, Sicardus, Robertus, Tonitabris, Isegerus, Igenoldus, Aegimbrinus, seu Etacilo, vel Amalricus, Comes Palatii nostri, vel reliqui quam plures visi fuerunt judicasse, ut dum ipse Salacus placitum suum legibus custodivit, vel abjectivit, sed memoratus Tingulfus, nec ad eum placitum venit, nec ullum direxit ad vicem suam, qui pro eo sonnam nunciasset & jectivus exinde apparuit, propterea jubemus dum hanc causam sic actam, vel pertractatam esse cognovimus, ut memoratus Tingulfus in causa saepe dicto Salaco de illis jectis sicut lex loci vestri de tali causa docuerit omnino componat. vel emendam solvat. Ego Elsebertus recognovi. Actum quod fuit mensis Martii diebus octo, anno duodecimo, Christo propitio Imperii Domini nostri Caroli, & quadragesimo quarto Regni ejus in Francia, atque trigesimo octavo in Italia indictione tertia, in Dei nomine feliciter.

Il s'ensuit de cette observation, que Doublet dans son histoire de saint Denys, pag. 709. à la fin, a mal entendu du Chevalier du Guet le passage qui suit. *Si quis verò contra praecepta anteriorum Regum, vel nostra aliquid facere vel contraire voluerit, tunc missus noster vel Comites super noctes viginti una ante nos per bannum nostrum venire faciat in rationes contra missos sancti Dionysii, & Folcradi Abbat.*

Voyez M. Pithou dans son Glossaire sur les Capitulaires, sur le mot *Noctes*. Monsieur Bignon *ad Append. Marculf. cap. 3.* Le P. Sirmond dans ses Notes sur l'Epître 26. du second livre de Geoffroy de Vendosme, pag. 38. M. de Lalande sur l'art 439. de la Coutume d'Orleans, & dans son Traité du Ban, page 64. M. de Roye, de *Missis Dominicis*, pag. 19. M. du Cange dans son Gloss. sur le mot *Nox*. M. Menage dans ses Origines sur le mot *anuit* & J. Mabillon *de re Diplomatica*, pag. 474. 494 512.

EN FRANCE EN COUR LAÏE LES VOÏES DE NULLITE N'ONT POINT DE LIEU.] *Qua sententia plures effectus habet adversus Jus Romanum, ut in specie, l. penult. Cdd. Si adversus rem judicatam. Minor etiam si indefensus condemnatus fuerit, appellare hodie debet, nec sine appellatione restituitur adversus rem judicatam, ut olim, l. 8. 17. 18. 24. Dig. de minoribus. L. 1. Cod. Si sapius in integrum. Item in specie, l. Si constar. Dig. de appellatio. L. Si expressim. eodem titulo, & titulo, Cod. Si à non competente Judice. Et multis casibus*

qui continentur titulo, Dig. Qua sententia sine appellat. l. 1. Dig. de feriis, tit. Cod. de sententia qua sine certâ quantitate. & titulo, Cod. Quando provocare non est necesse, l. 4. Cod. de sententiis, l. 4. § condemnatum, Dig. de re judicata. L. 1. Cod. de pedaneis Judicib. l. 23. §. 1. Dig. de appellat. l. Unica. Cod. Qui pro sua jurisdictione. Hodie etiam non dicemus contractum ipso jure vitari si sit bona fidei, eique causam dederit dolus vel metus, & bona fidei judicium in se continere doli mali exceptionem : namque necessaria est restitutio Principis, necessaria exceptio, ut res equitati sua restituatur. Non dicemus alienationem factam à minore sine tutore vel curatore & sine decreto nullam esse ipso jure, ita ut citrà extraordinarium auxilium restituentis minor satis munita sit mero jure & communi auxilio. Nec utimur distinctione, l. 11. Cod. de prædiis minorum, l. 16. Dig. de minoribus. Quod nullum est autem rescindi non potest. Non dicemus mala fidei emptionem non esse emptionem, leg. 7. in princ. Dig. de dolo. l. 1. Cod. de rescindenda venditione. Et tempore non confirmari, l. 6. Cod. de præscriptione longi temporis. Non dicemus societatem mala fide contractam, nullam esse ipso jure, l. 16. §. 1. Dig. de minoribus. Fæminas pro viris suis ne ipso jure quidem obligari. l. 2. Dig. ad Velleianum Novell. 134. Minoribus 25. annis temporales præscriptiones ab initio non currere, ut nec militibus, leg. 3. leg. ultim. Cod. quibus non objicitur. l. ult. Cod. quibus in causis in integrum, leg. ult. Cod. de Restitut. militum. Denique Jure Romano pleraque ipso jure non valent. leg. 1. Dig. ad Velleianum. Toutesfois en Lorraine les voyes de nullité sont reçûes sans relief, tit. 12. art. 7.

** NUYRIGUIERS.] Dans les Statuts de Provence, pag. 337. de l'Edition de 1658. avec les Commentaires de M. Morgues à Aix. Voyez Norrecquier.*

O

** O.] Cette lettre dans nos Coutumes signifie avec. La Coutume du Lodunois, tit. 12. art. 2. de l'Edition de le Proust. Hommage est dû par depié de fief, quand on transporte partie de la chose hommagée sans retention de devoir. & aussi quand on transporte plus du tiers, O devoir ou sans devoir. Voyez la Coutume du Maine, article 184. 194. Et Joinville de la dernière Edition, pag. 27. lig. 6. O intimidation avec intimidation.*

** OBEISSANCE.] Normandie, art. 492. Acquiescement.*

Dans cette Coutume, lorsque celui qui est poursuivi en retrait

le gage, c'est-à-dire lorsqu'il declare qu'il est prêt de recevoir son remboursement, le garnissement doit être fait, ou le prix doit être consigné dans les vingt-quatre heures, art. 491. mais s'il y a refus, & si ensuite le poursuivi acquiesce & consent le retrait, le garnissement ne doit plus être fait dans les vingt-quatre heures, mais aux prochains plaids, si la terre est roturiere, & si elle est noble dans la prochaine assise; ce qu'il faut entendre pardevant les Tabellions, pendant que l'assise & les plaids durent. Voyez Baïnage sur cet article.

* *Retourner à l'OBEISSANCE de son Parageur.*] Anjou, art. 216. Maine 231. Tours 130. Loudunois, chap. 12. art. 8. C'est aller à la cour du Parageur & reconnoître sa Jurisdiction.

Ceux qui tiennent en parage étans *Pairs* ou égaux avec leur Parageur, ils ne répondent pas en sa Cour, mais en la Cour & Jurisdiction du Chef Seigneur: il y a néanmoins deux cas, où quoyque *Pairs*, ils sont obligez pour une fois seulement de retourner à son obéissance & de reconnoître sa Jurisdiction. Le premier est dans le cas de mesures, sçavoir pour les étallonner & ajuster, & le second pour raconter parage.

OBJECTS DE TESOINS.] Voyez *Reproches*.

* *OBLATION.*] C'est un droit que les Seigneurs levoient en certaines occasions sur leurs hommes. *Nullus, nec ego, nec alius, hominibus de Cellis Talliam, nec OBLATIONEM, nec rogationem faciat.* Cout. de Celles de l'an 1216.

OBLATS.] Ausquels le Roy assigne alimens sur quelques Abbayes ou Monasteres, pour être demeurez estropiez ou perclus de quelque membre au service de la guerre.

DROIT D'OBLIAGES.] Est seigneurial par la Coutume de Blois, art. 40. Comme aussi le Droit d'OUBLIE par la Coutume de Montargis, chap. 2. art. 40. Qui est d'un Chapon ayant un douzain au bec, de rente en quelques lieux. *Sic etiam domino feudi statuis Tolosa debentur Oblia nummorum.*

L'Interprete de la Coutume de Blois dit que L'OBLIAGE, c'est l'amende que le sujet doit à son Seigneur pour ne luy avoir payé sa rente ou devoir annuel aujour accoutumé, & pour s'en être oublié. Aussi en quelques lieux les cens & rentes portent deffaut & emende. Sont dûes quelques rentes annuelles aux Chanoines particuliers de l'Eglise de nostre-Dame de Gracay en Berry, nommées OUBLIAGES, qui n'entrent point en la recette de la Communauté & Chapitre; mais sont levées particulièrement par les Titulaires,

auxquels lesdites rentes sont affectées à cause de leurs Prebendes.

OBLITÆ, *Oublies* sont d'usage frequent dans l'antiquité. Au Compte de la Prevosté de Paris, rendu au Roy pour l'an 1234. & suivans, en la recepte, il y a un chapitre de *Oblitis & Gallinis*. Au Chartulaire de Vendôme, fol. 28. il y un contrat de *obligis & friscingis*.

Entre les Coutumes recentes, c'est-à-dire redigées depuis cent ans, celle de Blois, art. 40. & celle de Montargis, tit. 2. art. 40. parlent des *oublies & obliages*, comme de Droits Seigneuriaux, les faisant marcher avec les *tailles, hostises, corvées, avenages* & autres droits. Mais les Praticiens qui les ont commentées, n'en rapportent ni la condition ni l'étymologie convenable. Aucuns ont dit que c'est une amende dûe par le sujet qui n'a pas payé la rente au jour convenu, & pour s'en être oublié, imagination ridicule. *Oublies* n'est pas une amende, mais un droit; la qualité des reconnoissances anciennes le montrent. *Chartul. Albepe- tra tit. anni 1338. Gerardus de Maceio dedit nobis 100. solidos annuatim solvendo, super partem suam furni & obliarum. Chartul. sancti Dionysii tit. an. 1262. Henricus de Fauquier vendit omnes census, terragium, oblitas, salias, & omnes redditus quoscunque.*

Dans le même Chartulaire, il y a une Reconnoissance de l'an 1264. faite par Guillaume de Rovroy d'un Moulin sis à Compiègne, redevable par an de 30. sols de censive, de deux *oublies*, deux Chapons &c. Au Chartulaire de S. Germain des Prez, il y a un accord de l'an 1250. entre les Habirans de Choisy, Grignon & quelques autres, & les Religieux, par lequel ils se retiennent *cubas suas & vindemias omnium vinearum, que tenentur ad censum & ad oblies, & ad campi partem*. C'est donc un droit; non une amende. Au Char-

tulaire saint Maur, il y a un affranchissement des hommes de Seaux, accordé en 1153. par Louïs le Jeune Roy de France, où il y a ces mots, *rectas venditiones solum modò reddent, census & oblatas, & similes consuetudines solito more persolvant.*

OUBLIES sont des pains ronds & plats dûs au Seigneur, grands ou petits, selon la convention ou usage des Provinces, & ainsi appelez **AB OFFERENDO**, *quasi oblationes vel munera Oblata*, d'autant qu'ils étoient dûs, rendus & présentés aux Seigneurs. A la Seigneurie de Mort-fontaine sont dûs des *oublies*, qui sont des pains de 10. sols chacun. Ces *oublies* que tout le monde connoist, faites avec du miel & de la farine, & à cause desquelles les Patissiers sont appelez *Oblaiers* dans le livre noir du Chastellet, ont reçu de là leur nom. *Joannes Monachus majoris Monasterii, in historia Gaulfridi Ducis Normania & Comitibus Andegavia, lib. 1. His panibus quos oblatas vocant conficiendis pariter & coquendis exhibebat ministerium.* Ainsi au Concile 16. de Toledé, c. 16. le pain donné & présenté pour la communion est appellé *oblata*. Les Peres y reprennent la coutume d'aucuns Espagnols, *qui non panes mundos & studio preparamos supra mensam Domini in sacrificio offerebant, sed de panibus suis usibus preparamis, Crustulam in rotunditatem offerebant*; & ils y ordonnent, *ut non aliter panis in altari Domini Sacerdotali benedictione sanctificandus proponatur, nisi integer & nitidus, qui ex studio fuerit preparatus, neque grande aliquid, sed modica tantum oblata secundum quod Ecclesiastica consuetudo retentat &c.*

En l'histoire manuscrite de Charles VII. sont ces termes sous l'an 1362.

De quodam heretico mortuo in carceribus beati Dionysii.

Diſturbâ controverſia inter Episcopum Pariſienſ. & Abbatem ſancti Dionysii mota, pro quodam heretico obſtinato Lorino nomine, quem unus poſcebat ſibi reſtitui, alter denegabat, finem habuit iſto anno, eo in carceribus B. Dionysii obeunte, cognitionem & punitionem heretica pravitatis Episcopus ſibi ſoli jure Episcopali aſſerebat competere, quamvis reus in exemptione captus eſſet Eccleſia & ejus privilegiis obſtaret; ſcilicet quia lis manſit octo annorum ſpatio indiſcuſſa, tantum præſatus hereticus in ergaſtulo remanſit. . . . Ab eſtiſſimus homo, vilis ſtatu & habitu, ſcâ mente vilior, contra fidem catholicam, omnes articulos dampnans, ſpernens & vilipendens omnes Eccleſiaſtica Sacramenta, obſtinatus negabat in Sacramento altaris ſub ſpeciebus panis & vini Corpus & Sanguinem Chriſti contineri; Quoties etiam Eccleſias queſtus cauſa & mendicitate urgente frequentabat, ad elevationem Corporis Chriſti, non dignabatur aſſurgere ſed & ſurgentibus improperans, eos ſtultos appellabat, cùm parvam oblatam panis adorarent. A circumſpectis & ſcientificis viris pluries monitus ad cor noluit redire, nec errores ab urare quibus diu fuerat obligatus, nec ad unitatem catholicæ Eccleſiæ redire. Ideo moriens corpus ejus in dolio poſitum in terra prophana, non benediſta, juxta turrinam murata vocatur ſepulcrum eſt &c.

Ordericus Vitalis, p. 817. parlant de l'Euchariftie, hianti ore oblatam de manu Presbyteri aſſumpſit.

Au Chartulaire ſaint Denys de Nogent le Rotrou, dans l'accord de l'an 1207. entre les Freres de la Maifon-Dieu de Nogent, & le Prieur de ſaint Denys de Paris, il y a cette clauſe, *de pane benediſto ſic ordinaverunt. Non fa-*

ciemus panem benediſtum de aliquo pane oblato, niſi tantum modo de pane quo veſcimur.

Oblata donc & oublies originairement & d'uſage primitif, étoient des pains ainſi appelez, parce qu'ils étoient offerts & preſentez aux Seigneurs, ou parce qu'ils repreſentoient en la forme, ceux qui étoient offerts à l'Egliſe: & ces pains étoient peut-être les mêmes que ceux qui ſont appelez pains d'Hôtelage. Dans la Coutume de Dunois, art. 27. dans les anciens titres Pains & oublies ſont indifféremment employez & en même ſignification. Dans quelques-uns on trouve oublies & chappons joints enſemble. Au Chartulaire de S. Denys, il y a un titre de l'an 1225. contenant vente & transport par Cecile de Praeris aux Religieux de ſaint Denys de la cinquième portion de divers droits à Beaumont, entr'autres de 16. denariis cenſualibus, de 6. denariis de tenſamento, de 4. caponibus, de 4. OBLIIS tit an. 1264. Guillelmus de Barroy armiger aſſerit, quod tenet in Villa de Comp. triginta ſolidos cenſuales, duas OBLIAS, duo capones. Tit. an. 1294. A quolibet manente apud Racrolles qui debet unum caponem infirmario noſtro unam OBLITAM. Dans quelques autres titres, les pains & les chappons ſont joints enſemble. titul. ſancti Martini Hilduardus de Gonſta dedit tres quadrantes terra. ſolventes Eccleſiæ S. Martini 16. denarios, unum ſextarium avenæ, duos panes, duos capones, &c.

Comme ce terme ſignifioit des pains dans ſa ſignification originaire, lorsque depuis il a été étendu à quelque eſpece de rente, ç'a été avec deſignation particulière des choſes. Par exemple, *Oublies de vin, oublies de froment, oublies de chappons; Et oublies en terme indéfini s'entendoit toujours du pain. Titre de ſaint Denys de l'an 1271. Sont données auffi des oublies: ſçavoir deux mi-*

nes de tremois, une mine de seigle. & un quarteron de tel bled comme il croit en la terre, un chapon, un denier.

De quelque nature que fussent les *oublies*, elles ont été enfin reduites en deniers, comme je l'ay appris par la communication que m'a fait Monsieur Regnard Procureur du Roy au Trésor, de deux Pieces, dont l'une du 16. May 1402. est un contrat de vente de la maison scise ruë saint Antoine dite l'Hôtel aux Tournelles, chargée envers les Religieux de saint Eloy par chacun an de 12. sols parisis, pour trois *oublies*

appelées de *Vistures*. L'autre une transaction du 15. Juillet 1424. par laquelle le Procureur de saint Eloy traite avec Jean Duc de Berfort, Regent du Roïaume de France, pour raison desdits 72. sols payez à cause de trois *oublies* appelées *droitures* sur ladite maison. (M. GALLAND.)

Voyez M. de la Thaumassiere dans son Commentaire sur l'article 42. de la Coutume de Loris, tom. 2. *Analektorum*, pag. 385. & *liturgiam gallicanam* pag.....

OBLIGATION.] En forme authentique ou grossioëe, à la difference du brevet : Mante, art. 67. Le brevet de l'obligation se passe par le Notaire en papier & en brief, & se delivre au creancier, lequel en après le fait mettre en parchemin, & en grosse, & la fait autoriser par le scel aux contrats, avant que le sergent puisse faire execution de corps ou de biens en vertu de l'obligation. Et faut noter que le scel du Roy ou des Seigneurs, qui n'est ordonné que pour Lettres closes, n'est pas authentique pour les obligations, sentences & mandemens de justice.

***O B O L E.**] Anjou, art. 9. que les Seigneurs bas Justiciers sont en droit de lever sur le bétail *menu*; comme Porcs, Moutons & Brebis qui ont séjourné pendant huit jours en leurs fiefs; au lieu que pour chaque grosse bête il leur est dû un denier. Nicot dans son Dictionnaire & après luy Borel écrivent que l'*Obole* valoit sept deniers; mais il resulte évidemment de cet article, qu'ils se sont trompez. Dans l'article 10. & 11. de la Coutume du Maine, au lieu d'*Obole*, on a mis *maille*; ce qui convient avec l'avis de Nicot, qui écrit en un autre endroit que la *maille* étoit une espee de monnoye noire, valant moitié d'un denier tournois, & presque équivalant à l'*obole*.

D R O I T D' O B O L E.] Sens, art. 246. & ensuivans, qui est dû pour le Tabellionage du Roy, & est de chacune livre un obole, à sçavoir de tournois le tournois, & de parisis le parisis, pour raison des obligations de deniers prêtez, & contrats de vente excédans quinze livres tournois, pour une fois. *Ne litteratores quidem ignorant quid sit ὀβολος. Pleraque nomina à Græcis accepimus, quorum hoc proprium est.* Comme aussi en plusieurs lieux le Roy a droit pour l'émolument du scel aux contrats. Et par les derniers Edits pour le sceau de Justice: & à cette fin en chacun Siege du Bailliage, Prévôté ou Sénéchaussée Royale a été érigé un garde du scel.

* *Empêcher & OBSTACLER.*] Orleans, art. 103. C'est faisir pour cens & droits censuels non payez ; ce qui se fait, si c'est une maison, *par obstacle & barreau mis és huis* ; & si c'est terre labou-
rable, par brandons mis és fruits.

* *OCQUISENER.*] C'est mettre des imposts sous de mauvais prétextes, ce que les Seigneurs ne faisoient autrefois que trop sou-
vent dans leurs terres, avant que ces violences & ces abus eussent
été reprimez par nos Rois & par les Conciles ; ce qui paroist par
presque tous les testamens anciens, où l'on ne void que des resti-
tutions ordonnées de ces *torfais*, car c'est ainsi que les Seigneurs
nommoient ces exactions, lorsqu'ils se repentoient de leurs fautes.
Les Libertez de la Ville de Vitre accordées par Thibault Comte de
Champagne en 1230. *Je promets à bonne foy que je ne les semondray
ne en ost ne en chevauchie par eus. OCQUISENER, mais que par
mon besoin.*

* *Maise OCQUISON.*] Mons, chap. 52. d'auner & peser, art.
3. Dans les Coutumiers generaux, on a mis mal à la fin de ce mê-
me article *occasion* pour *ocquison* ; ce qui a été reformé dans l'Edi-
tion de cette Coutume, faite à Mons en 1663. L'ocquison est une
espece de vexation, & un homme de *maise* ou mauvaise ocquison,
est un chicaneur, qui ne cherche qu'à vexer & fatiguer les autres,
un homme de mauvaise reputation. Voyez la Coutume de Haynault
chap. 104. & cy-dessus Achaïson.

* *OCHISSION.*] De Font. chap. 13. Homicide.

* *OCTAVE.*] Dans la Coutume de Rebetz locale de Meaux
art. 7. c'est-à-dire *huitaine*.

OECONOMES SPIRITUELS.] Que la necessité a intro-
duit pendant les troubles de la Ligue en France, pour conferer les
Benefices vacants *ad Instar* des ordinaires ; pendant lequel temps
aussi les collations & provisions du Pape étoient nulles en ce Roïau-
me. Autres sont les Oeconomies que la Justice ordonne quand l'E-
vêché ou Abbaye est vacante, pour regir les fruits.

* *OEUS d'Austô o d'Esparbe.*] Dans le For de Bearn, *rubrica de
Penas*. Sont des œufs d'Autour, qui est un espece de Faucon, & des
œufs d'Esprevier.

OEUVRE DE LOI.] Voyez cy-devant en la lettre L.

OEUVRE DE LOY.] Haynault chap. 77. C'est ainsi que dans
cette Coutume on nomme les solemnitez de desheritance & adhe-
ritance, qui se pratiquent dans les alienations. Voyez le articles 29.
& 30. de ce chapitre.

* *OEUVRES.*] Saint-Sever, tit. II. art. 13. & 14. Sont les la-
bours.

bours, façons de vigne, & autre culture.

* *OFFICE des Berments.*] En la cité de Roüen, est un office de *berments* que l'on appelle d'antiquité *la barque*, lesquels *berments* chargent les tonneaux & les autres marchandises en l'eauë de Sayne & carette; & doit le serment être renouvellez une fois à la S. Michel pardevant les Vicomtes de l'eauë, de leurs offices, & doit être fait en cette forme: c'est-à-sçavoir que la *compagnie des Berments* qui est appellée *barque*, dira & montrera le nombre en la Vicomté de l'eauë des Compagnons Berments, de laquelle barque le nombre ne pourra être crû par l'espace d'un an. Mais se la barque a métier d'autres berments, ils les pourront appeller à la journée avec eux. Voyez le Coutumier des anciens droits royaux, p. 83.

CAUSES D'OFFICE.] Bretagne, art. 690. Et en la Somme rurale. Sont les causes du Seigneur Justicier, à la difference des causes qui sont entre les parties privées, comme le Procureur Fiscal du Seigneur Justicier, où le Procureur de la Justice, s'appelle Procureur d'Office, Greffier d'Office: Bretagne, art. 734.

OFFICIERS] du Roy, d'Eglise, de Guerre, d'Estat, de Chancellerie, de Justice, de Finances, du Domaine, de la Maison & Couronne de France, de Ville: qui n'ont accoutumez d'être hereditaires: Toutesfois en l'an 1586. le Roy Henry III. vouloit rendre hereditaires tous les Offices qui n'étoient pas de Judicature en payant finance: & comme depuis quelques Offices ont été faits hereditaires. *Sic olim quedam militia Palatina ad heredes transmittébantur sub certa definitione pretii pro introitu. l. ult. Cod. de pignoribus. No. 35.*

OFFICIERS DE L'HOSTEL] Qui sont les domestiques & commensaux, qui ont bouche en Cour ou gages & font coucher en l'Etat de la Maison du Roy, de la Reyne, des Princes, fils & filles de France, & qui ont plusieurs privileges & exemptions, *si sint in actu constituti in paxto, Ordinarii, qui in totis iuris, ut appellantur à Justiniano Novella 81. Circa Principem occupati, & in commentarium Principis delati, l. 11. §. ex facto. de minoribus l. 32. ex quibus causis maj. ad differentiam eorum quibus nomine tenus dignitas vel munus aliquod concessum est codicillis, & vacantes appellantur, Honorarii, Supernumerarii, à quibus Statuti differant. Etiam in Lupercis multi honoris gratia adscribebantur, ait Festus. Porro Theodosius Imper. novos Magistratus excogitavit & venales exposuit: quo nomine malè audiit teste Zosimo: refert etiam Suetonius Augustum nova Officia excogitasse, quo plures partem administranda Reip. caperent. Senatus autem & Magistratus Romani appellantur à Tertulliano in Apologético, Imperii Antistites, Ministri, Tutores regum: quos ineptus interpretes putat Pontifices. Nos Rois*

à leur avenement ont accoutumé de confirmer leurs Officiers en corps ou particulièrement, hors ceux qui sont Officiers de la Couronne de France.

OFFRIR au prochain.] Dans la Cout. de Mons en Hainaut, chap. 49. & dans l'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite.

Anciennement lorsqu'on achetoit un heritage propre au vendeur, & qu'on vouloit s'en assurer d'abord la propriété, l'usage étoit de faire offrir par le vendeur l'heritage pour le même prix à ses plus proches parents, & si les parens ne le prenoient pas à cette condition, l'alienation étoit bonne, & ils ne pouvoient plus la contester.

Obertus de Otto, lib. 2. feudor. tit. 3. §. 1. *Sed etiam res cuius alienatio prohibetur, nec per beneficium dari conceditur nisi in casibus, ut ecce si quis ex agnatis tuis rem que à communi parente per successionem ad eum pervenerit, alienare voluerit, non permittetur ei etiam secundum antiquam consuetudinem, nisi tibi vel alii proximiori pro æquali pretio accipere volenti.*

L'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite. *S'aucuns vent offrir le vente de son yretage, il le convient offrir au plus prochain, & convient que cil qui l'yretage vent, soit hons, soit femme, & de quel côté il est, soit present. Se cheft femme. & elle a baron, il convient qu'il soit present avec sa femme comme avoüez de sa femme, & se cheft femme sans baron qui soit aagée, il luy convient qu'elle n'ayt nulluy d'avoüé part, & se elle est desagée, il faut qu'elle ait son cureur avec luy. Et convient que le acateres soit present, & qu'il y ait Majeur, ou un Esquevin en lieu du Majeur, & deux Esquevins au mains; & convient que le venderes ou le venderesse offre à son prochain la vente qui est faite de son yretage, & nommera le vendeur, & dira toutes les conditions de la vente, & se li prochain veut, il ara fairement du vendeur, & se luec ne le veut prendre, il puet demander quinzaine de li conseiller, & au kief de le quinzaine s'il veut il ora les seremens & retendra sa vente par la bource, & doutra le prochaineté de le bource à qui il le plaira, & en prendra argent s'il veut, ne ja ses prochains le prochaineté n'ora, ains demeurera à cheluy, à cui elle sera donnée, privez soit étrange, ne nus qui soit parent au vendeur, puisqu'il est offert au plus prochain puis ne l'ora &c.*

Mais si l'offre n'avoit pas été faite le plus proche parent du vendeur pouvoit retirer la chose vendue dans l'année & le jour, avant la saisine acquise par l'acheteur.

Les Etablissmens de S. Louis liv. 1. chap. 152. *En tous les achats que l'en achette qui appartiennent à heritage, puis qu'eux se tiennent au & jour sans chalange à veüe & seüe du lignage de celui à qui il l'oroit achetée, & se il venissent après que li ans & li jours fussent passez, &*

il demandast cest achat à avoir, il n'en auroit pas par droit, pour qu'il fussent en l'Eveschié, mes se il venoient dedans l'an & le jor, & aucun du lignage demandast l'achat, il l'auroit, puisqu'il n'eust esté semons devant Justice, mes il vendroit à celuy les amendemens que il y auroit mis & fés, & se il avoit esté semons devant Justice de reprendre, il n'en auroit point part.

OMNIES,] semblable : De Beaum. Prol. *Mesures ne sont pas omnies*, ch. 26. *Les values ne sont pas omnies*. ch. 30. *N'est pas l'amende omnie*. ch. 30. *Les richesses ne sont pas omnies*. ch. 16. *Entre sereurs doivent estre les parties omnies*, ch. 47. *Les saisons ne sont pas omnies en louage*, 38. *Coume les meset ne sont pas omnis, ne sont pas les venjances omnies*, ch. 30.

* **ORBE.**] Caché. De Beauman. ch. 6. *De tiex fés qui sont si orbes on ne sçait que soupçonner* ch. 36. *Il avient aucunes fois que aucuns cas aviennent si orbes qu'on ne peut pas tantost sçavoir si c'est cas qui appartient à haute Justice*, ch. 38. *Fera cler ce qui est orbe*, Beaum. ch. 31. *Quans tex cas avient qui est si orbe, que l'on ne puet sçavoir le verité*. ch. 69. *Tuit les orbes cas qui aviennent que l'en n'en puet sçavoir la verité ne se pueent prouver fors par présomption*. ch. 69. *Coup orbe ou sombre, icetus non apparens* dans la Coutume de saint Palais de l'an 1279. & dans celle de Senlis art. 110. ce qui est appelé machure dans la Coutume du Nivernois, chap. 1. art. 20. de *macula*. Voyez Coquille en cet endroit. *Orbus est qui orbes amisit, id est oculos*. Un lieu orbe, est un lieu où l'on ne voit pas clair; & un *coup orbe* est un coup qui ne paroist pas, & qui ne fait pas d'ouverture; d'où il a esté aussi appelé *icetus cecus*.

* *Lettre payable au porteur ou à ORDRE.*] Dans l'Ordonnance de 1673. tit. 5. des Lettres & Billets de change, art. 18. & 19.

Les Lettres de change doivent être payées à ceux au profit de qui elles sont tirées, ou à leur *ordre*; c'est à dire aux personnes à qui ils ont donné ordre de les payer.

Cet ordre qui se met toujours au dos des Lettres, doit, suivant l'article 23. du même titre, contenir le nom de celuy qui a payé la valeur en argent & marchandise; & quand il est fait ainsi *c'est un véritable transport*. Mais s'il n'y a ni date ni le nom de celuy qui a payé la valeur, *ce n'est qu'une simple procuration*, en sorte que dans ce dernier cas les Lettres ne cessent pas d'appartenir à celuy qui les a endossées.

* *Maison de ORDY.*] Dans le For de Bearn, Rubr. de Pens, art. 3. C'est une maison d'Ordre, un Monastere.

* **ORES.**] Paris, art. 122. &c. *Quoy que. Encore que.*

* *ORFELIN.*] Desherité.] Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 14. p. 81. lig. 22.

* *ORGULH.*] Bearn, Rubr. deu Testimonis, art. 4. Ce terme est expliqué par l'art. 4. du For, au titre d'appellations, *Es diits feye d'orgulh qui se plaga, o trey arma debedada en carera aforada deu senhor.*

ORIFLAME.] *Flammula*, φλάμπουρον, *Curopolata*. *Nostri Vexillum est Dionysii ex auro & flamma vel purpura*, *Massonus*, lib. 3. *Animalium: non regium paludamentum, chlamys, vel insigne, quod floribus iridis aut acori aureis esset exornatum & depictum, ut existimat Beroaldus*, lib. 4. *Chronici*. *Omnia quidem militaria ornamenta dicuntur Paludamenta*, ait *Festus*: sed hoc non ad rem. *Flamulam Cedrenus interpretatur vexillum ex auro & purpura contextum quod erat forma quadrangula & circa regem gestabatur*. *Oriflambe de France*. *Froissart*, liv. 2. chap. 114. 125. c'est une Bannière & enseigne, un Gonfanon que l'on déployoit contre les Infideles. *Sic flamea genus amicti quo se cooperiunt mulieres die nuptiarum, & erat sanguineum propter ruborem custodiendum*, ait *interpres Juvenalis ad satyr. 6. Vexillationes vocantur à velo, quia velis, hoc est flammulis utuntur*, *Vegetius*, lib. 2. cap. 1. & *Modestus*, *Flammula rufa*, *Idem Vegetius*, lib. 3. cap. 5. L'Oriflamme quasi λάγαρον χαμάτωι λυτήριον *Nazianzeno*. Le premier Chambellan du Roy a la garde de l'Oriflambe, és Ordormances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 39. Autre est la Cornette generale.

* *Los ORTZ.*] Dans l'Alphon sine de Riom, art. 23. sont des Jardins. Ce mot vient d'*ortus* dont on se servoit dans la basse latinité au lieu d'*hortus*.

* *OSCHE.*] Voyez *Ouche*.

* *Faire OSCHE.*] *Beaum.* ch. 69. p. 349. C'est faire des osches ou des coches.

OST] *Normandie*, chap. 37. 94. & en nos histoires. *SERVICE DE L'OST*, *AIDE DE L'OST*. *Normandie*, chap. 44. *L'HOST BANNI*, *Heribannus*. Quand les vassaux sont tenus de suivre leur Seigneur en guerre, ou de donner homme, ou payer certains deniers pour subvenir aux frais de la guerre. *Hostis vocabulum significat exercitum castra in Appendice Aimoini*, lib. 4. cap. 56. lib. 9. cap. 22. 27. 28. Idem-que intelliges ex libris *Fendorum & legibus Francorum*. *Vulgò hostendivia nomen significat multam non respondentis ad delectum*. Le vassal à la semonce de son Seigneur luy doit le service de l'Ost en armes & chevaux selon la nature & condition de son fief, pour garder son honneur, son corps, sa terre, comme dit *Boutillier* en la Somme rurale. Voyez *Chevauchée*.

OSTAGE, OSTAGER.] *Bretagne*, art. 112. & suivans. Quand

Le débiteur est arrêté prisonnier par la ville pour la seureté du dû, afin de tirer argent de luy : *obstagium in cap. 9. de Jurejur. cum pro debito obsides creditori dantur : ut & fœderibus pacis vel treuga plerumque obsides accedunt, ὀμνηοί.* Et il est souvent fait mention de ces ostages en nos Chroniques & Histoires. *Alia est datio pignoris vel fidejussoris. Obsides quodammodo subjiciuntur potestati creditoris, vel ejus qui hostis fuit, quique veteribus Ἀλλοφυλός, alienigena. Peregrinus molli appellatione, ait Ambrosius lib. 1. Officiorum, cap. 29. Interdum autem obsidis recedentis loco datur : quod Exconstrum dicitur, ut in rescripto Friderici II. Imper. Inter Epistolas Petri de Vineis, lib. 5. cap. 37.*

* **OSTES.**] Sont ceux qui tiennent des maisons de leurs Seigneurs. & qui sont leurs Justiciables, &c. Il ne pourroient recevoir l'oste de l'un l'autre devant que il aroient ses de leurs ostises, leurs avenans à leurs Seigneurs. Beaumanoir ch. 32. p. 169. lig. 17.

* **OSTIEX.**] Beaumanoir, chap. 25. de ses Coutumes de Beauvoisis, sont des maisons.

DROIT D'OSTISES.] Est Seigneurial par la Coutume de Blois, art. 40. C'est un devoir annuel de geline que le Sujet paye à son Seigneur pour le fôuage ou tenement, comme dit l'Interprete de ladite Coutume, & il semble qu'il faut écrire **HOSTIZE**. Voyez les mots **HOSTE**, **HOSTELLAGE**.

M. Galland fait l'observation suivante sur ce mot dans son traité du Franc-aleu, pag. 86. Le mot d'*Ostises* est général, & a ses divers effets dans divers lieux du Royaume.

Les Interpretes n'en ont expliqué le nom, ny exprimé les effets. En l'ancien usage du Royaume, *hoste* avoit double signification ; tantôt il désignoit les hommes de corps d'un Seigneur, il y en a exemple au grand Pastoral de notre-Dame, lib. 1. art. 57. lib. 2. art. 5. Mais proprement *Hostes*, *hospites*, sont les tenanciers d'un Seigneur, demeurans, couchans & levans dans la censive. Le Chartulaire de saint Maur, tit. an. 1195. *Hospes noster cubans & levans esse voluit* ; ils sont appelez *hospites seu flagiarii*, en un titre de Jacques de Chateaugontier de l'an 1124. & au Chartulaire de Nogent le Rotrou. *Cambriers* au Chartulaire saint Michel de Trespor. Concession de Raoul Comte

en 1312. *que tous les Cambriers qui couchent & levant en leur fen, peschent en la mer &c.* Un homme possédant des terres dans une Seigneurie, ne sera pas dit *hoste*, s'il loge ailleurs. La maison en laquelle demeure cet *hoste*, est appelée *domus seu hostizla* en un titre du même Pastoral, lib. 2. chapitre 64. Au Chartulaire de saint Maur, tit. an. 1245. *octo solidi annui census in duabus hostizis ad Corbolium.* Autre de 1669. *Afferverunt quod habent sex hostizias fitas, quorum hospites in eisdem resident res tenent.* Autre titre 1266. *Pro quilibet domo mazura seu hostizia.* Chartulaire du Prieur de Donchery En la ville de Donchery sient plusieurs maisons & hostises.

Au Chartulaire de Champagne RR. fol. 4. Bulle d'Innocent Pape, an. 17. aux Evêques de Rheims & Châlons, *Excommunicationis sententiam promulgasti, pro eo quod quandam terram de*

*feodo ipsorum petitum prope eam ad hostifias dederat, illos qui receperant pari sententia involventes. Hac videlicet ratione quod homines tui aliquo tempore possent forte accedere ad manendum. Titre de saint Denys. Hugo dictus Lupus Dominus de Villa picta, vendit terras, domos, memora, censuras, campi partes, hostifias, feoda & resrefeoda. Saint Maur, tin. an. 1245. Otto solidi Parisenses annui census in duobus hostifias ad Corbolum. Autre, an. 1272. Tenet in feodum quidquid habet ad Nogentium, quidquid habet in hostizis & censuis, & dans le Chartulaire de Notre-Dame de Tynier & celui de saint Denys, souvent hostizia est tourné hostizie. Ces hostes outre les champarts, tailles, conduites de grains & autres corvées, payoient aux Seigneurs certaines sommes réglées, ou autres prestations en consideration de leurs logements. C'est ce que les Anciens appelloient hostizie ou ostize en la Coutume de Blois. * Vide Cang. verb. hospes. Hemerum in Augusta Veromanduorum p. 120. 172. 179.*

Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 32. pag. 168. & 169. parle ainsi des hosties.

Un Chevalier proposa contre un autre Chevalier, que il avoit retenu en sa Ville de nouvel un sien hoste, le quel hoste avoit manie deffous li par le reson de son hostise un an & un jour, & s'en estoit partis, sans che que il n'avoit se mesure donnée, ne vendue, ne quit-

te, ne lessiee hoste dedans, ainchois l'avoit lessiee toute gaste & toute vaine, de, pourcoi il requerroit qu'il fust contraint à ce que il renvoyast son hoste couchant & levant deffous li, si comme il avoit été tant que il enst fait envers li de s'ostise che que il devoit.

A che respondit li Chevaliers, que il n'estoit pas tenu à che fere; car il lessoit à chascune franche personne à aller menoir quelque part que il li plest & lessier l'ostise au Seigneur pour les rentes, porquoi il vouloit qu'il demeurast deffous li comme son oste, tant comme il plairait, & sur che se mirent en droit, à sçavoir non s'il li renvoyait ou non?

Il fut jugié que il li renvoyeroit couchant & levant deffous li, & que il ne le pooit receler devant qui il auroit fait son devoir de s'ostise vers son Seigneur, ou par quittance ou par ventes, par don ou par eschange, mais chés vous ne peut li sires deffendre à son oste puisqu'il est son franc-oste sans servitude. Et fut encore dist à cil jugement fere, si comme ils avoient ouy tesmoigner à leurs peres & à leurs raons que cette concordance fust faite entre le Comte Raoul de Clermont, & ses hommes en la Comté de Clermont, pour che que li Cucus Rucus Raoul avoit fet crier au lieu de Villeneuve, en bez. franchises mazes, & à petites rentes, & les donnoient à chaux qui y vourroient habiter franchement.

* OTEL.] Hainault, chap. 71. art. dernier. C'est à dire autant ou pareillement, & semblablement. Le Roman de la Rose.

Trestout en autelle maniere.

Jean de Mehun dans son Testament.

Priere est si grand chose, je n'en sçay nulle autelle.

Anjou, art. 215. celui qui tient en parage à autelle & semblable Justice comme son parageur &c.

* OUBLIAL.] Borel remarque que dans les Coutumes du Ba-

fadois c'est une rente annuelle. Dans les Statuts de Tholose on trouve souvent *oblia nummorum*. Ce qui peut servir de preuve à son explication. Voyez la Note sur *Obtiage*.

LA PRISON NOMMÉE OUBLIETTE.] Froissart, livre 2. chap. 84. *Sic Gregora lib. 9. τὸ τῆς λήτης φρούριον. In Perside custodia est, dicta λήτη. Cedrenus in Mauricio.*

* OUCHE.] Dans un ancien Arrest rapporté par M. de la Thaumassiere, dans ses anciennes Coutumes de Berry, partie 1. chap. 42. pag. 58. Voyez *Husches*.

* OUCHE.] C'est ainsi qu'on appelle en Anjou, dans le Maine, la Touraine, le Berry & ailleurs, un Jardin fermé de haies & planté d'arbres, sous lesquels on sème des legumes & du chanvre. Au lieu d'*Ouche*, il y a dans la Coutume du Nivernois *Husche*. Voyez sur ce mot.

Selon quelques-uns *Osche* se prend aussi pour une redevance; ce qu'ils prétendent prouver par les mots qui suivent de la Coutume des Aix, publiée par M. de la Thaumassiere entre ses anciennes Coutumes de Berry, partie 1. chap. 77. pag. 124. *Census autem meos & venditiones & Olchiam mea in manu retineo, sicut solitus sum.*

* *Pepinieres*, & OULMIERES.] Du mot latin *Ulmus* on a fait *Orme*, & anciennement *Olme* & *Olmeau*, d'où l'on a fait *Oulmieres*.

* OURINE.] Origine. *Franc-Ourine*, franche origine. Voyez la Coutume de Hainaut, art. 83.

OUSCLAGE.] La Rochelle, art. 46. & *in antiquis instrumentis & tabulis nuptialibus. Solet sponsus interveniente osculo res donare sponsæ: & eo defuncto ante nuptias pars rerum donatarum pertinet ad superstitem sponsam, vel contra, l. si a sponso. Cod. de donation. ante nuptias. Quæ constitutio in Gallia vix observatur. Costanus in fine commentarii de sponsalibus.* Autre est le douaire; autre l'ousclage.

On a remarqué ailleurs que ce que nous appellons douaire, n'est autre chose dans nos Pays coutumiers, que les dotes des femmes qui leur sont constituées par leurs maris; ce que nos premiers François retiennent des mœurs des Allemands qui en usoient ainsi. *dorem non uxori marito, sed uxori maritus offert. Tacitus de moribus Germanorum.* V. ce qu'on a remarqué sur le mot douaire & sur la Coutume de Paris.

Comme les maris ne constituoient ces dotes aux filles qu'à condition de devenir leurs femmes, dans la basse Latinité cette dot fut quelques fois appelée *osculum*, d'où l'on a fait en François le mot *ousclage*: en voicy un exemple de l'année 1000.

Ego Sulpicius summipotentis Dei, ipsiusque gratia & voluntate, & permissione ipsius omnipotentis Dei, & assensu utrorumque parentum & amicorum meorum, huic amantissime conjugii mea Theuthelina, ut ex nobis filii nascantur, qui in numero Christi aggregentur, conjugere cupio: idcirco ego Sulpicius dono tibi ex amantissima conjux mea Theuthelina per deprecationem senioris mei Godfredi, cujus nobis nescium est, Ecclesiam liberam in Vite

la qua vocatur Curſa, tali tenore ut ſi ſuperſtes mea fueris decem ſolidos perſolvas illi cuius hoc beneficium eris. Videlicet Miſſa ſancti Vincentii Martyris qua eſt xi Cal. Februarii, & in ipſa Villa beneficium Tettholdi fidelis mei per d. preſentationem videlicet ſenioris mei terram cultam & incultam; videlicet vineis, pratis, & hoc tibi eranda. hanc quonia ſupra ſcripta, ex amantiffima conjux mea per hunc liberulum oſculi tibi cedo habendum tenendum & poſſidendum &c. V. Veterum ſcriptorum novam collectionem, part. 2. p. 12.

En quelques lieux, on diſtingue le douaire de l'ouclage, en ſorte que le douaire y fuſt la dot, & l'ouclage, le prix de la virginité, ou ce qui eſtoit donné à la femme pour la première nuit comme dans ces vers de la ſixième Satyre de Juvenal, n. 200.

Si tibi legiſimis patrem junctamque tabellis

Non es amaturus, ducendi nulla videtur

Cauſa, nec eſt quare cauam & miſſa coa perdas

Labente officia crudis donanda, nec illud.

* **DON OUTRAGEUX.**] Exceſſif. Beaumanoir dans ſes Coutumes de Beauvoſſis, chap. 14. p. 81. lig. 20.

* **OUTRE'E**] Ou encheres. Lorraine, tit. 12. art. 22. 23 §. 199 200.

FIEF OUVERT.] Paris, art. 2. Mante, art. 34. S. Quentin, art. 61. Nivernois, tit 4. art. 1. Montargis, chap. 1. art. 69. 81. Orleans, chap. 1. art. 20. 21. 22. 58. 69. 87. 96. 103. Bourbonnois, art. 368. 373. Auvergne, chap. 22. art. 1. La Marche art. 183. Peronne, art. 30. Dourdan, art. 14. 18. *Vides hac & alia multa à me non perfunctorie, & dicis cauſa, ſed ſumma diligentia collecta eſſe in uſum tuum* [**FIEF VUIDÉ ET OUVERT.**] Blois, art. 47. 76. 77. 78. [**FIEF DESCOUVERT.**] Tours, art. 100. Lodunois, chap. 11. art. 2. Anjou, art. 119. Le Maine, art. 120. **ARRIERE FIEF OUVERT.**] Melun, art. 81. Paris, art. 2. 54. Dourdan, art. 19.

Quand il y a mutation de Vaſſal & que le nouveau poſſeſſeur n'a encore été inveſti par le Seigneur ſeudal : Quand la foy manque du côté

QUOD PRIMA PRO NOCTE DATUR, ONQ lance beata

Dacicus & ſcripto radiat Germanicus auro.

M. Huet dans ſon Commentaire ſur la Coutume de la Rochelle, page. 441. écrit que l'*oſclage* eſt une certaine ſomme que la femme qui ſurviv prend ſur les biens de ſon mari, & qui par l'uſage a été fixée à la moitié de ce que la femme apporte en mariage; en ſorte que ſi elle apporte dix mille livres l'*oſclage* eſt de cinq, le tout faiſant quinze mille livres. Il ajoûte qu'elle n'a cet avantage que dans le cas où elle renonce à la Communauté, & il rapporte des Arrêts qui ont jugé que la femme pouvoit avoir en même temps & le douaire & l'*oſclage*. Voyez les preuves de la Maïſon d'Auvergne de M. Juſtel, pag. 177. Et Jacob. Goth. ad leg. 5. Cod. Theod. deſ. de ſponſal.

Nos anciens François, le lendemain des nœces, faiſoient à leurs femmes quelque preſent qu'ils appelloient *morgengaba* ou *matutinal donum*. Voyez Spicdelius, Beſoldus, VVhener & Rudinger ſur ce mot, & Siccard *ad rubricam de Donationibus ante nuptias*, n. 12.

côté du Vassal ou du Seigneur par mort ou autrement, & que par défaut d'homme le fief n'est pas servi, & que le Seigneur de fief n'a point d'homme. *Apertum beneficium intelligitur, quod vacuum est possessore beneficiario.* [COUVRIR LE FIEF.] Cy devant en la lettre C. Quand le Seigneur a receu l'hommage du Vassal, ou quand le Vassal offre la foy & homage. Les rachats d'un fief sont couverts, quand ils sont échus avant la reception de foy & homage, & quittance baillée par le Seigneur au Vassal, sans qu'il se les soit réservé, & pour lesquels il doit venir par action. Montfort, art. 46. les rachats & arerages de cens sont couverts, quand le sujet a jouy de la chose feudale ou censuelle par trente ans sans en avoir été inquieté : Car il les a acquis par prescription. Chasteau-neuf, art. 96. Chartres, art. 81.

OUVERTURE DE FIEF.] Paris, art. 52. Berri, tit. 5. art. 35. 38. 44. tit. 9. art. 82. tit. 12. art. 7. & 9. Melun, art. 100. Sens, art. 122. 123. Estampes, art. 12. Laon, art. 182. 189. 194. Chalons, art. 186. & suivans. Reims, art. 96. S. Quentin, art. 58. 72. Ribemont, art. 16. 17. Comté de Bourgogne, art. 20. 21. Nivernois, tit. 4. art. 1. 6. 15. 56. 59. Montargis, chap. 1. art. 19. 82. La Marche, art. 183. 184. Peronne, art. 21. 24. 29. 34. 52. Auxerre, art. 67. 82. Bretagne, art. 343. 366. Dourdan, art. 21.

Quand il y a mutation de Seigneur, ou de Vassal. *Sic & in libris Feudorum feudum dicitur aperiri domino vel agnato cum domino committitur, & ad eum revertitur, vel cum lege defertur heredi.*

* OUVERTURE de clameur.] Normandie, art. 462. La clameur dans cet article est le retrait, & il y a ouverture de clameur dès le moment qu'on peut intenter l'action en retrait.

OUVERTURE DE RACHAT.] Tours, art. 133. Qui est dû au Seigneur feudal en certain cas par le nouveau possesseur ou Seigneur du fief servant.

OUVERTURE DE REGALE.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 11. Quand le benefice qui est sujet au droit de Regale, vacque de fait ou de droit.

OUVERTURES DE VENDANGES.] Berri, tit. 15. art. 4. 5. 6. Quand le Juge permet de recueillir & vendanger les raisins & fruits de vignes, qui sont en maturité.

P.

* **P**ADENA.] Bearn, Rubrique de *Sententiis*. C'est une poële à faire du sel.

PADOENCES.] Solle, tit. 13. art. 4. Bearn, tit. 51. art. 5.
II. Partie.

PADOUENS ET PASTURAGES.] La Bourr, tit. 3. art. 16: 23 27. tit. 20. art. 4. Pastis, padouans, terres vaines & vagues, en l'Edit de Henri III. en Janvier 1583. pour le reglement des Forests.

PADOUIR, PADUENTAGE.] Acs, tit. II. art. 2. 26. 27. 29. C'est mettre son bestial paistre en la terre, bois ou lande commune de plusieurs, ou d'une paroisse.

De *pascere* on a fait *Padouir*, pour paistre ou mener des bêtes aux pasturages; & de *Padouir* on a fait *paduantage*, comme de paistre, pasturages. Skinner in *etymol. expositione vocum forens.* a fait l'observation qui suit.

Paduantage. *Vox qua mihi in solo*

Dict. Angl. occurrit, & explicatur jus compascendi in agro compascuo unius aut plurium pagorum & est vox pura puta Fran. G. in utraque lingua idem signans. Nescio an à Franco G. PAST pastus & advantage Commodum, emolumentum q. d. advantage & pasture.

* **P A E.**] Dans le For de Bearn, au titre *den Recebedors*, art. 7. c'est à dire paiement.

* **Homi P A G E' E S.**] Bearn, rubr. *deus Castellans*, art. 4. sont des roturiers, *Pagani*.

P A G E S.] *Pueri pedagogiani, qui inter Castrenses numerantur.* Pages d'honneur qui sont de la Chambre du Roy: Autres sont les pages de la grande ou petite écurie. *Pedagogia oblita facie vehuntur, ne sol, ne frigus teneram cutem ladat, Seneca epist. 124. Qui etiam libro de Tranquillitate vite, cap. 1. dixit Apparatum pedagogii, sic enim legendum est: ut & libro de vite beata cap. 17. Pedagogium pretiosa veste succingitur. Ingenuorum pedagogia Suetonio in Nerone: cap. 28. quam vocem Hermolaus vel Equalius corripit, qua etiam recta est in l. quasi-tum, §. si instructum. D. de Instructo vel instrum. legato. Fastidit in re perspicua quorundam torporem nasturtio excitare. Honestius viri pedagogiis aurum damus: Plinius lib. 33. cap. 3. Qua vox etiam extat cap. 12. ejusdem libri. De pedagogiis aut aulicis nescio quem cinadum Deum facitis, Tertull. in Apolog. Caterum de pueris pedagogianis Justus Lipsius ad lib. 15. Annal. Taciti, vir antiquarius, quique ingenium in numero habet. Lavinus Torrentius ad Suetonium in Nerone. Adrianus Turnebus, lib. 8. & 23. Adversario. Alii sunt Pagani vel Pagenes: qua in re Pinellus abutitur testimonio Q. Curtii Rufi, qui l. 8. refert ministeria adulatorum qui regibus Macedonum tradebantur.*

* **P A G E S I E.**] *Tenementum paganorum.* Cette espece de tenure se trouve spécifiée és Terriers de plusieurs Seigneuries, és pays de Velay, Forests, & Bourbonnois, & est de même effet que tenir en *Freresche*, és pays d'Anjou, Touraine & le Maine; ou que les *Masures* en Normandie. C'est à dire que chacun des detenteurs du fonds est tenu solidairement aux cens & redevances, sans que le Seigneur soit tenu de diviser, ni de s'adresser à tous les détenteurs, si bon

ne luy semble : ce qui étant rude pour les debiteurs, qui se multiplient de temps en temps par partages, la prudence des Normands a été telle, que de plusieurs qui tiennent en mesure, il y en a un appellé *Prevoft* qui est le collecteur de la redevance sur tous les débiteurs ; & est fondé à faire la contrainte pour payer le Seigneur. (M. GALLAND.)

* *PAGUE de Commune.*] Bayonne, tit. 8. art. 14. C'est la faculté qu'a le debiteur d'une somme d'en assigner le paiement sur ses biens immeubles, ce qui n'est pas permis à celui qui ne doit que la somme de dix sols tournois & au dessous.

* *PAIN.*] Au Terrier de l'Isle-Adam. *En la ville de Chanvery, huit pains & les trois parts d'un pain, & vault chacun pain un boisseau froment.*

Aux Aveus du sieur de S. Remy en Champagne, dont la terre est gouvernée par la Coutume de Vitry, ses sujets sont obligez luy fournir deux deniers, ou du pain pour deux deniers, &c. (M. GALLAND.)

PAIN DE PANIERE OU DE PANNIERE] Que les sujets de S. Gondou sur Loire, outre le cens, doivent chacun an à leur Seigneur. C'est un grand pain froment.

ESTRE EN PAIN, ou HORS DE PAIN.] Hainaut, chap. 42. 98. 106. Mons, chap. 6. 8. 9. 10. 36. *Cum liberi sunt in potestate patris, vel sui juris facti sunt.*

MISE HORS DE PAIN.] Mons, chap. 10. *Sunt Emancipationes.* Voyez les mots *POTE*, & *MAMBOURNIE*. Mettre hors de pain & pot. Lalleuë sous Artois.

Sous la première & la seconde Race de nos Rois, les peres & même les meres avoient en France une telle puissance sur leurs enfans qu'ils les pouvoient vendre, *cap. 4. lib. 6. Capitul. si quis vendiderit filiam suam in famulam non egrediatur, sicut ancilla exire consueverunt. Si placuerit domino suo cui vendita est, dimittat eam liberam, & ad alium populum non licet eam vendere, &c. Vid. Tit. Cod. de Patribus qui filios distraxerunt, lib. 4. tit. 43. & formulam Andegavensem 48.* Joignez l'autorité tirée de la vie de S. Junien rapportée sur le mot *émancipation*.

Mais en plusieurs lieux, sous la troisième Race de nos Rois, cette puissance fut tellement adoucie, qu'il semble qu'elle ne fut conservée aux peres &

meres que comme une récompense des alimens & de l'éducation donnée aux enfans.

De là vient que par la Coutume de Chartres, art. 103. de Chasteauneuf, art. 134. de Dreux, art. 93. & quelques autres, dès que la mere est morte, les enfans, parce qu'ils ont, ou sont présumez avoir dequoy se nourrir & s'entretenir, cessent d'être en la puissance de leur pere. Par le trépas de pere ou de mere les enfans sont sui juris, & sont hors de la puissance d'autrui, supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeule, & défiant la puissance que le pere avoit sur eux.

Et de là vient encore que dans plusieurs autres Coutumes, & même à Paris, les enfans n'étoient sous la puissance de leur pere que tant qu'ils é-

toient en Celle, ce que nous apprenons de la décision suivante de Jean des Mares, qui est la 336.

Item, *Se enfans sont mariez de biens communs de pere & de mere, & autres demeurent en Celle, c'est à dire en domicile de pere & de mere, iceux enfans renoncent taiblement à la succession de pere & de mere, ne n'y peuent rien demander au préjudice des autres enfans demeurans en Celle, supposé qu'ils rapportassent ce que donné leur a été en mariage; car par le mariage ils sont mis hors la main de pere & de mere, si ce n'est que par exprés il eût été réservé au traité de mariage, que par eux rapportant ce qui donné leur a été en maria-*

ge, ils peussent succeder à leurs pere & mere avec leurs freres & sœurs, qui sont demeurez en Celle &c.

Les enfans étoient en Celle, comme il se void par cette autorité, lorsqu'ils étoient en domicile de pere & de mere; & lorsqu'ils étoient en celle & domicile de pere & de mere, comme ils étoient nourris par leurs peres & meres, ils étoient aussi en pain & en pot; de là vient que les mots celle, domicile, & pain & pot, sont pris pour la puissance sur les enfans, & que pour marquer que des enfans étoient émancipez, on a dit qu'ils étoient hors de celle, ou hors de pain & pot.

PAINS DE CHAPITRE] Et jallais de vin, que quelques Eglises doivent au Seigneur feudal par an, pour tout droit.

* PAINS D'HOSTELAGE.] Dunois, art. 27. 28: Voyez *Offise*.

PAIR DE FRANCE.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 107. de Hefdin au titre des droits du Comté d'Artois, qui est dit Pair de France: en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 6. & *és Histoires & Annales de France: Desquels la creation est vulgairement attribuée à Charlemagne, & par d'autres, à Hugues Capet. Hic magna eruditorum concertatio.* Le Docte du Tillet a observé en ses memoires qu'elle doit être referée au Roy Louïs le Jeune, fils du Roy Louïs le Gros, qui crea les douze Pairs pour le Sacre & Couronnement des Rois, dont il donna la prerogative à l'Eglise de Reims en l'an 1179. & pour juger avec le Roy comme Conseillers les causes du domaine de la Couronne, & celles qui en dépendent, comme celles qui concernent les Pairies & autres grandes causes au Parlement, auquel ils reçoivent Jugement de leur honneur & état, & non ailleurs, & partant s'appelle la Cour des Pairs, & eux les Pairs de la Cour de France. Il y a en nos Chroniques & Histoires plusieurs exemples de leurs Jugemens; Et ont ces douze Pairs de France été instituez à l'exemple des Pairs des fiefs. Quelques-uns sans apparence estiment qu'ils ont été instituez à l'imitation des Patrices Romains. Les Pairs de fief avoient dignitez & prerogatives répondantes à la grandeur de leur Seigneur de fief. Et ont les Pairs de France été créez en dignitez Ducales & Comtales pour seoir & juger en la Justice souveraine du Roy, & pour l'assister & servir en son Sacre & Cou-

ronnement, & pour le conseiller és affaires qu'il luy plaira leur communiquer. Et furent appelez Pairs pour être entr'eux pareils, non au Roy, à sçavoir quant à la dignité de Pairie, d'autant que l'un n'a pas plus de voix ou d'opinion que l'autre. Ils ne sont pas appelez Pairs pour être compagnons du Roy, ou pour être Peres de la Republique. Et faut noter que les Pairies layes ont souvent été remuées & augmentées, & de nouveau érigées en faveur des Princes du sang & autres, & depuis éteintes: Mais les Pairies Ecclesiastiques ont retenu leur ancien nom & nombre.

Thomas Walsingham recite qu'en l'an 1296. en Ecoſſe ont été élus douze Pairs: à sçavoir, quatre Evêques, quatre Comtes, quatre Barons, pour conseiller le Roy. *Quod tribuit anno precedenti in Neustria.* Aussi ont été érigés des Pairs en Flandres, en Normandie, en Bourgogne.

Anciennement les PAIRS DE FRANCE ne pouvoient être ajournés qu'en vertu de Lettres Patentes de Chancellerie du Roy, & il falloit que l'ajournement leur fût signifié par un Maître des Requestes de l'Hostel du Roy, par un Conseiller du Parlement, par le Bailly ou Seneschal Royal, ou autre personnage d'autorité, & n'étoient justiciables du Bailly, sauf en cas de nouveleté & autres causes, dont est fait mention en l'ancien Stile de Parlement à Paris, liv. 1. chap. 2. §. 11. & chap. 3. *Ceterum de Paribus Francia tractant Matthæus Parisius Britannica historia scriptor in vita Henrici 111. Choppinus, lib. 3. de Domanio, tit. 7. Hotomanus, cap. 14. Francogallia, P. Pithou au premier livre des Comtes de Champagne, l'Avocat Pasquier au second livre des Recherches de la France, chap. 8. & 9. le Greffier du Tillet en ses Memoires, liv. 2. Ne mihi hac dictio salivam moveat ut par prioribus dicam, scribamve.*

Anciennement, comme le remarque Ragueau, les Pairs de France n'étoient ajournés que par le Roy, c'est à dire, que par Lettres de la Chancellerie; & la coutume étoit d'adresser ensuite d'autres Lettres de Chancellerie à quelque Bailly, ou à quelque Chevalier, par lesquelles le Roy leur enjoignoit de presenter au Pair les Lettres d'ajournement. *Stil. ant. Parlam. cap. 3. lib. 1. Item Pares Francia adjornantur solum per Regem, & non per alium Judicem. Scribit Rex eis, adjornamus vos &c. & postea fit alicui Bailli-vo commissio ad partem, in quibusdam aliis litteris, quod ipse literas ad-*

journamenti qua Pari diriguntur, eidem presentet per se, vel per alium, & intimet illi quod ad diem certum interfuit in Parlamento, & quod de his rescribat Curia. Et est ratio quare Pares non possunt per alios Indices adjornari, quia non sunt subiecti Baillivis, nec Seneschallis, nec de ipsorum ressorto. Voyez les Preuves de l'Histoire de Montmorency, page 87.

Voicy une copie de ces Lettres, que j'ay tirée d'un ancien original manuscrit.

Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A nos amez & Feaux Thomas de Marfontaines, &

Philippes de Preci, salut & amour. Nous vous envoyons nos Lettres ouvertes à Robert Comte de Flandres, desquelles la teneur est telle.

Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, A Robert Comte de Flandres, Salut. Comme nous desirons la paix, la tranquillité, & le bon état de notre Royaume & de nos sujets, & à faire & accomplir à l'aide de Dieu le voyage d'Outremer, lequel notre chier Sire & Pere, & notre chier Frere li Roy Loys, en temps qu'ils vivoient, & nous enprîmes à faire pour la grant devotion qu'il & nous avions, & laquelle nous avons encore, si comme il est bien raison d'ôter de la main des ennemis de la foy Chrestienne la Terre sainte, que notre Seigneur sacra & racheta de son precieux Sang, pour être propre heritage des Chrétiens, qui pour leurs pechiez en ont été longuement dépouillez; comme tous nos desirs soient à ce mis, que en notre temps la Terre sainte fut remise en la main des Chrestiens, par quoy notre Seigneur y peust être honoré & servi.

Sur plusieurs articles de la paix de Flandres, jadis traitée, & accordée en temps de nos devant dits chiers Seigneurs Pere & Frere, enissions fait attemperemens, & éclaircissements, à moult de cas, parmi un traité, qui se fait entre nos gens en temps que nous étions Regens, d'une part; & vos Gens, & les Procureurs des bonnes Villes de Flandres à ce députez, par tout, & par eux, d'autre.

Lesquels attemperemens & éclaircissements, nous fîmes à votre requeste & à votre grande instance & experience, que ledit Traité vous dussiez tenir, garder & accomplir, en toutes choses pareffet, si comme vous, & vos gens le disiez, & promettiez de bouche: car nous desirions moult, & desirons que le dit passage d'outremer se peust tost faire & ac-

complir, & comme nous l'avons empris, & parmi le devant dit Traité vous dussiez faire & accomplir certaines choses; & comme il est plus à plain contenu & Lettres qui sur ce furent faites & scellées, desquelles aucunes en demurerent pardevers nous, & aucunes pardevers vous; & plusieurs fois vous ayant sommé & requis, on fait requerre, vous & vos gens, que lesdites choses vous accomplissiez & tenissiez, si comme vous y étiez tenus, & vous de ce n'avez encore rien fait, en disant que les seurtez que nous voulions donner n'étoient pas souffisantes, combien que nous ayons toujours été priez, & soyons encore de donner telle seurte comme droits, raisons ou coutumes veulent, ou qu'elles ayent été données entre nos predecesseurs Roys de France, & les vôtres, ou entre leurs autres sujets en tels cas, ou semblable; en offrissiens aucunes par special.

Et parce que vous & vos gens disiez que ces seurtez n'étoient pas souffisantes, combien que toujours il ait semblé, & encore semble à moult de gens, que elles doivent bien souffir. Finalement fut accordé entre nos dites gens & les vôtres, & les dits Procureurs, que sur lesdites seurtez, qui deussent suffire, seroit-oy le conseil du Pape, & il a donné en la presence de nos gens & de vos Procureurs & des Procureurs des bonnes Villes, pour ce envoyez là, de notre consentement & du vôtre, & desdites bonnes Villes.

Et est en son Conseil, après grant deliberation, qu'il a eu sur ce avec le College des Cardinaux, Patriarches, Archevêques, Auditeurs du Palais, Maîtres en Divinité, Docteurs de Droit Canon & Civil, qui lors étoient à Cour, que les offertes lesquelles avoient été faites sur lesdites seurtez, par nous étoient souffisantes; & depuis le susdit Conseil donné, vos dites gens se soient partis sans accepter ledit Conseil, & sans qu'ils se soient

trais pardevers nous, ne vous aussi n'êtes depuis venus, & n'avez envoyé pardevers nous, pour faire & accomplir ce à quoy vous êtes tenus sol, en ladite paix, faite au temps que nous étions Regent.

Par quoy nous qui ne voudrions être trouvé en nul default, ains voudrions toujours faire & accomplir tout ce à quoy nous serions tenus, vous requerrons & vous mandons, que au Jeudy après les trois semaines des grands Pasques prochaines, c'est assavoir, que le dix-huit jours du mois de May. Vous soyez pardevant nous à Paris en notre Palais, pour faire ce que vous nous êtes tenus de faire en votre propre personne, selon ledit Traité, & pour donner sentté telle comme vous y serois tenus d'accomplir, & faire le remanant que vous serez tenus à faire pour ledit Traité, qui faire ne se pourroit en votre personne, ou qui lors accomplir ne se pourroit bonnement ou devoit; car à ladite journée, nous entendons à vous offrir, & déjà vous offrons à faire & accomplir tout ce à quoy nous sommes tenus par ledit Traité, soit de donner sentté ou autre chose, & se ainsi ne étoit que vous ne vous fessiez être contents des senttez que nous voudrions alors donner, selon droit & raison, & contume, ou de celles que nos predecesseurs ont autrefois donné en tel cas, ou semblable, à tels predecesseurs, lesquelles nous vous offrons déjà, & dès lors seront prêts de donner. Nous vous adjournons pardevant nous à Paris en notre Palais au Samedi ensuivant, c'est assavoir le 20. jour de May, avant ce que vous voudriez en suffisance ou non suffisance desdites senttez donner, & penre d'une partie & d'autre, selon la forme dudit Traité, & pour oyr & penre droit, & oir déclarer en nostredite Cour que les senttez devront suffire, selon la forme du Traité, & audit jour notre Cour sera garnie de Pairs, de Pre-

lats, de Barons, & d'autres si comme il appartiendra, & ce par nostredite Cour sera déclaré, dit & prononcé, que vous soyez tenus de faire & d'accomplir, selon que lors se pourra & devra faire par raison; & quant à nous, ce qu'il sera dit par droit en ladite Cour, que nous serons tenus de faire, serons-nous prêts de faire & d'accomplir.

Et voulons que vous sachiez que si vous ne venez ausdites journées, ou si vous y venez, & si êtes en default de faire & accomplir ce à quoy vous seriez tenus à faire, & ce que seroit éclairci en ladite Cour, par Jugement sur lesdites choses, nous en voudrions porter tout le proffit qui pour ce nous pourroit appartenir sur ces choses, & celles qui en dépendent, & le poursuiverons si avant comme raison seroit, & par toutes voyes & manieres licites, & sur les choses, & chacune d'icelles & celles qui en dépendent.

Nous vous adjournons à la dernière journée du Samedi dessus dit, à la continuation des jours qui s'ensuivront, & seront necessaires à l'accomplissement de la besogne, & des choses qui en dépendent.

Et pour ce que ne prenien aucune ochoison de vous excuser desdites choses ou aucunes d'icelles, nous vous envoyons par nos amex & feaux Thomas de Marfontaines, & Philippes de Precy Chevaliers porteurs de nos Lettres de Sauconduit pour vous, & pour tous ceux que vous ameneriez ou enverriez.

Et avons mandé & commis esdits porteurs, & à chacun d'eux que cette & les autres Lettres ils vous presentes de par nous, & que d'abondant ils vous requierent & adjournent de bouche, sur les choses contenues en ces Lettres, & selon la teneur d'icelles, & fassent ces offres faites de par nous, si comme cy-devant est contenu, & que de toutes ces choses, il, & chacun d'eux fassent relation à nous, & à nostredite Cour, à la-

quelle sera adjointe foy pleniére, si avant comme de raison sera. Donné à Paris le 9. jour d'Avril l'an de grace 1317.

Pourquoy nous vous mandons & com-mettons à chacun de vous, que lesdites Lettres à vous présentées de par nous, bailliez audit Comte, & sur les choses contenues esdites Lettres, & selon ce qui est contenu en icelles le requerre, som-mez & ajournez selon la forme aux lieux & jours contenus esdites Lettres, & les leurs aussi que nous luy avoyons à luy de seur-conduit, le bailliez; & si ledit Cuens n'étoit content du conduit seur, nous voulons & vous donnons plein pouvoir, & com-mettons à chacun de vous par ces Lettres, de faire & donner tout autre conduit en la manière que faire se pourra & devra, & que sur ce vous puis-siez donner vos lettres ouvertes.

Voulons & commandons à tous les Justiciers & sujets de notre Royaume, & tous autres requérans, que contre la teneur de votre dit seur conduit, il ne viennent, ne fassent, ne souffrent à faire ou à venir, comment que ce soit: ains le gardent & tiennent, & fassent tenir & garder à tout leur pouvoir; car nous voulons qu'il ait aussi grand fermeté & aussi grand foy li soit adjointe, comme s'il estoit fait sous notre propre scel, & de tout ce que vous avez fait; de ces choses faites relation à nous, & à notre dite Cour, à laquelle sera adjointe foy pleniére. En témoin desquelles choses, nous avons fait mettre notre scel à ces Presentes.

Donné à Paris le 9. jour du mois d'Avril l'an de grace 1317.

Sur le repli est écrit: Par le Roy, en la présence de son grand Conseil.

Ainsi signé, P A R I.

Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.

Le Roy ajournoit ainsi les Pairs non seulement lors qu'il avoit quelque affaire à décider avec eux; mais aussi lors qu'il y avoit quelqu'un qui avoit interjeté appel

au Parlement de leurs Sentences, ou des Sentences de leurs Juges. Car ancienne-ment en pais de Coutumes, en cas d'appel, on adjournoit les Seigneurs Justiciers, & non ceux qu'ils avoient commis pour juger; ce qui fut abrogé en 1332. par Philippes de Valois, qui ordonna que les Juges seroient ajournéz; & que les Lettres, qui étoient auparavant presen-tées aux Pairs seroient données à leurs Juges. *Statuimus ut si quis à sententia Paris Franciæ, Ducis, Comitum, Baro-nis, seu alterius domini temporalis, aut à defectu seu denegatione juris, ab ipsis, seu officialibus & iudicibus suis ad nos seu Curiam nostram appellaverit, sufficiat & proficiat, ac sufficere & proficere debeat ipsis appellantis, si ipsi Iudices, qui sen-tentias protulerunt, aut denegationem juris fecerunt, & à quibus extiterit ap-pellatum, adjournari faciant in loco ubi lata fuerit sententia, vel facta juris de-negatio seu defectus, ad personas seu ha-bitatores dicti loci, si qui reperientur, aut coram eorum vicinis, si nemo repe-riatur ibidem, vel quod ad personas Ju-dicis, vel ejus locum tenentis, vel ad eorum domicilium fiat ipsum adorna-mentum, si ibidem, vel alibi infra Ca-stellaniam dicti loci casualiter, vel aliàs inveniatur, si appellans hoc maluerit. Adornamentumque predictum simili mo-do fiet ad domum Iudicis in locis predi-ctis ipsis absentibus, vel presentibus, absque eo quod oporteat dominos in eorum personis, seu domiciliis adjournati facere, prout fieri solebat ante constitu-tionem, seu ordinationem presentem. Et quia ex observatione antiqua consuevit ut nostras Litteras Paribus Franciæ de-beamus mittere, per quas ipsos adjor-namus, & alias Litteras quibus Baillivis, vel Iudicibus mandabatur ut Litteras no-stras Paribus deberent presentare: Vo-lumus ut Littera predicta solum ad co-rum Iudicem, vel locum in quo lata fuerit sententia, vel facta juris denega-*

tio seu defectus similiter presententur absque alia solemnitate observanda in casibus ante dictis.

Aujourd'hui les Pairs sont ajournés comme tous les autres sujets du Roy. Et ils ont seulement de prérogatives, que pour raison de leurs Pairies ils plaident en première instance à la Grand Chambre du Parlement de Paris, les autres Chambres y étant assemblées; qu'ils n'ont aussi pour Juges que le Parlement

lorsqu'il s'agit de l'honneur de leurs personnes, & que pour raison de leurs autres affaires ils jouissent du droit de Committimus au grand Sceau. Voyez l'Ordonnance de 1667. tit. des Ajournemens art. 12. & l'Ordonnance de 1669. tit. des Committimus art. 13. Loyseau après du Tillet, dans son Traité des Seigneuries, chap. 6. n. 51. & sur tout, l'ancien Stile du Parlement, partie 2. ch. 2. à la fin.

. PAIR DE HAINAUT.] Hainaut, chap. 71.

PAIRS DE LA COUR.] Hainaut, ch. 68. Ils assistent au grand Bailli de la Cour de Mons, pour le jugement des procez: Comme par l'Arrest donné à la Pentecôte de l'an 1264. il appert que les hommes de l'Abbé de Corbie jugeoient en sa Cour. Les Pairs & Compagnons, Valenciennes, art. 7. Lille, tit. 1. art. 44. & comme ils s'appellent en la Somme rurale, sont sujets à assister es jugemens de la Justice du Seigneur Chastelain, & jugent à leurs perils & fortunes, & au danger de l'amende envers le Roy s'il est mal jugé. Senlis, art. 95. Comme aussi les hommes de fiefs. HOMMES ET PERES DE LA COUR.] Cambrai, tit. 1. art. 34. 51. Pers & hommes en la Coutume de Lens, art. 3. Pairs & hommes liges, au Stil du Baillage de Hesdin.

LE DICT DES PAIRS.] Senlis, art. 215. Clermont, art. 74. 76. Valois, art. 42. 52. ou des COMPAGNONS & CONVASSAUX: Channi, art. 77. lesquels sont aussi appelez FRERES & COMPAGNONS à la fin de l'ancienne Coutume de Boulinois: & en la vieille Pratique CONFIEZ DE COUR. Les Pairs sont les vassaux du Seigneur feudal tenans de luy fiefs de pareille nature & condition: Senlis, art. 158. *O quasi vobis.* Par la Coutume de Clermont, art. 199. 200. les Vassaux qui tiennent en plein fief du Chasteau de Clermont, sont tenus comparoir à l'assise du Bailli du Comté de Clermont, & sont à leurs perils & fortunes les Jugemens esdites assises, & en tous autres cas tant criminels que civils, dont les procez sont faits par ice-luy Bailli ou son Lieutenant. Boutillier auteur de la Somme rurale, fait souvent mention de ce jugement des Pairs & hommes feudaux, tant en Cour Royale que subalterne. HOMMES DE FIEFS, PAIRS & Vassaux: Valois, art. 33. Pairs de fief. Noyon, art. 25. S. Paul, art. 10. PAIRS & hommes de fiefs: Reims, art. 76. & en la Coutume de Lens, particuliere sous Artois. LES PAIRS sont les vassaux du Seigneur: Laon, art. 166. ou les vassaux de fief: Chalons, art.

177. LES PAIRS, Compagnons & Vassaux sont tenus de faire service de Cour & de plaids, de comparoir & assister pardevant le Bailli ou garde de la Justice du Seigneur féodal, lequel autrement peut faire saisir leurs fiefs, par la Coutume de saint Quentin, art. 82. Les fiefs étant devenus héréditaires & patrimoniaux en ce Royaume, il fut établi en chacun fief dominant nombre certain de vassaux, appelez PAIRS ou francs hommes de fiefs, chargez de tenir la Cour du Seigneur & juger les causes féodales; comme il est marqué en l'Arrest de la Commune de Ham, du dernier jour d'Avril 1351. Et les vassaux jugeans étoient nommez Pairs, parce qu'ils avoient pareille juridiction, autorité, prééminences, privileges, & charges l'un comme l'autre: & l'hommage qu'ils faisoient de leurs fiefs & Seigneuries à leur Seigneur féodal, s'appelloit Pairie. Or toute PAIRIE est hommage en dignité & prérogative chargée des jugemens, mais tout hommage n'est pas Pairie. Et par succession de temps les Conseillers des Maires, Majeurs & Eschevins des Villes, ont été appelez PAIRS.

FIEF OU TERRES TENUES EN PAIRIE.] Amiens, art. 7. 25. 189. Saint Paul, art. 10. & en la Somme rurale, & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 6. Le Comté de Beauvais tenu en Pairie. Senlis, art. 28. Fief & noble tenement tenu en Pairie, ou en demi Pairie. Hesdin, art. 12. * V. du Fresne sur Amiens, art. 7.

Tenir en Pairie, étoit anciennement autre chose qu'être Pair. Il n'y avoit autrefois que douze Pairs de France, six Ducs, & six Comtes.

Des six Ducs, il y en avoit trois Ecclesiastiques, sçavoir l'Archevêque de Rheims, l'Evêque de Langres, & l'Evêque de Laon. Et les trois Ducs Laïques étoient le Duc de Bourgogne, le Duc de Normandie, & le Duc d'Aquitaine.

Des six Comtes il y en avoit aussi trois Ecclesiastiques, & trois Laïques.

Les trois Comtes Ecclesiastiques étoient l'Evêque de Beauvais, l'Evêque de Noyon, & l'Evêque de Chalons sur Marne; & les trois Comtes Laïques étoient le Comte de Champagne, le Comte de Flandres, & le Comte de Toulouse.

Outre ce nombre de Pairies, nos Rois en créoiert d'autres en faveur des Princes de leur sang; mais les Princes qui

possédoient ces nouvelles Pairies, *tenoient seulement en Pairie* & n'étoient point Pairs, & de là vient qu'au festin qu'il y eut au sacre de Charles V. Philippe Duc de Bourgogne comme Pair de France, prétendit avoir, & eut en effet, séance devant Louis premier Duc d'Anjou, son frere aîné, parce que Louis ne tenoit qu'en Pairie. V. M. de S. Marth. dans l'Histoire gen. t. 1. pag. 370.

Cette ancienne distinction d'être Pair & tenir en Pairie, est confirmée par l'autorité suivante, tirée du vieil Stile du Parlement, partie 2. chap. 2.

Primo sciendum est duodecim esse Pares Francia, sex Clericos & sex Laicos, ex quibus sex sunt Duces; & sex Comites. Clerici sunt Archiepiscopus, & Dux Rhemensis, Episcopus, & Dux Lingonensis, Episcopus & Dux Landunensis, & Comes Belvacensis Episcopus, & Comes Novionensis; & Episcopus & Comes Gothalaunensis. Laici autem sunt, Du-

ces Burgundia, Normania, & Aquitania, & Comitatus Campaniae, Flandria & Thelosa.

Item sciendum, quod domini de sanguine Regio, quamvis non teneant aliquas ex terris antiqua Paria, nihilominus Rensis dare consuevit, & concedere certa privilegia, eorum dominationes in

Paria tenendi, maxime terras quas tenent per partagium, illas videlicet, quas per partagium dependent à domo Francia; sed respectu illarum quas acquirunt, illas non tenent in Paria, nisi ad hoc habuerint speciale Privilegium. Voyez du Tillet dans son Recueil des Rangs, pag. 404. de l'édition de 1580.

PAIRIES ou PAIRRIES.] Boulenois, art. 7. 15. Lille, art. 93. Hainaut, chap. 82. Pairs, Boulenois, art. 15. 16. 17. 20. Hainaut, chap. 1. 4. 5. & 71. ils sont conjoints aux hommes feudaux, & administrent la Justice comme Juges assistans au Bailli, & sont tenus de servir en Cour toutes & quantes fois qu'ils en sont sommez & requis par le Bailli, à peine de dix livres d'amende. Ils doivent aussi faire le jugement des terres & Seigneuries de Pairies, & être presens à l'alienation ou engagement de tels fiefs: Hainaut, chap. 28. *Jure feudorum Pares Curiae exercent judicia causarum feudalium, & rogati dicunt testimonium de Investitura, nam novorum Vassallorum investitura & cooptationi ad sunt: Intelliguntur autem Pares Curtis, Curiae, domus, palatii, pratorii, Castri domini, qui & Conuassalli & Campanes dicuntur in libris Feudorum, quia ab eodem domino eademve domo feuda tenent, & ab his solet contentio feudi dirimi, ut apparet ex Constitutione Friderici, de qua Guntherus, lib. 8. Ligurini, & Radewicus, lib. 4. cap. 7. Fideles ex paribus Vualterii in Chronico Frodoardi.* Les Barons doivent être jugez par leurs Pairs: Normandie, chap. 9. Aussi appert par le Style du pays de Normandie, que la veuë de l'héritage feudal doit être faite par les Pairs. Davantage, le frere aîné & le puisné sont Pairs par raison de linage es parties de l'héritage feudal qui descend de leurs predecesseurs. Tellement que le puisné tient de l'aîné par parage. Normandie, chap. 30.

Philippe de Beaumanoir écrit dans le chapitre premier de ses Coutumes, que *li home ne doivent pas juger leur Seigneur, mais il doivent juger l'un l'autre, & les querelles du commun peuple, &c.*

Ainsi la Justice des Pairs étoit proprement celle du Seigneur, qui étoit exercée par quelques-uns de ses vassaux; car M. du Cange a tres-bien observé dans ses Notes sur le chap. 69. du premier livre des Etablissements, que tous les vassaux n'étoient pas Pairs, & qu'il n'y avoit que les plus qualifiez d'entre eux qui avoient cette qualité.

Par exemple, le Comte de Champagne avoit sept Pairs, sçavoir, les Comtes de Joigny, de Rethel, de Brienne, de Roucy, de Brene, de Grand-pré, & de Bar-sur-Seine.

Dans une Lettre du Roy Charles VI. du 4. de Mars, au Registre *olim*, il est dit que le Comte de Joigny est le Doyen des sept Pairs de Champagne, & qu'il a seance auprès du Comte de Champagne quand il tient ses Grands-Jours.

Dans un Arrest du dernier Aoust 1351. il se void que le Comte de Vermandois en avoit six, entre lesquels étoit le Sei-

gneur de Ham. Le Titre de la Commune de Saint Quentin de l'an 1195. les qualifie grands Pairs, & Hemeré remarque que le Doyen de Saint Quentin en étoit un, in *Angusta Vermandorum*, pag. 152.

Du Tillet parle des quatre Pairs de l'Abbé de saint Amand, & des quatre autres Pairs du Château de la Ferté Milon.

Vinchant dit que les Comtes de Haynault avoient pour Pairs les Seigneurs de Chimay, d'Avesnes, de Barbançon, de Lens, de Silly, de Vourlaincourt, de Longueville, & de Bandoul.

Quant à nos Rois qui avoient un grand nombre de Vassaux & de Barons, ils fixèrent le nombre de leurs Pairs à douze, & en cela plusieurs grands Seigneurs les imiterent comme en beaucoup d'autres choses.

Ainsi selon Lambert d'Ardres, page 156. 157. le Comte de Flandres avoit douze Pairs, *Unde & Flandrensis Comes ei, (Arnoldo ardensi domino) concessit ut hereditario jure, cum 12. Flandrensis Curia Paribus, & Baronibus sedeat & judicet*. Le Comte de Guines avoit

* *PAISSEAU*.] Berry, tit. 15. art. 2. Tours, art. 139. C'est un échalas.

* *PAISSON* ou *peffon de bois*.] Poitou, art. 159. C'est la pâture des porcs, laquelle consiste au gland qui provient du chesne, & à la faine qui provient du hêtre. Voyez les anciennes Coutumes de Berry de M. de la Thaumassière, chap. 75. part. 1. pag. 113.

La paisson est aussi l'action de paître le gland & la faine. Voyez Arrière panage & Pasnage.

* *PAIX & glandage*.] Sole, tit. 13. art. 1. C'est la paisson & glandée.

MAISON DE PAIX.] Voyez la lettre M.

VILLE DE PAIX.] Voyez la lettre V.

PALATIN] Est une appellation générale & commune à tous ceux qui ont Office ou Charge au Palais d'un Prince : & Comte Palatin, ou du Palais proprement, n'est point un Etat ou Office particulier, mais un titre d'honneur & de dignité, qui s'acquiert par le service qu'on fait au Prince en quelque autre Etat ou Office Palatin

aussi douze Pairs, &c.

Lorsque les Seigneurs avoient peu de Vassaux, la Jurisprudence étoit qu'un Pair ou qu'un homme de fief ne pouvoit seul juger, & qu'il en falloit deux au moins sans compter le Seigneur.

S'il arrivoit qu'un Seigneur n'eût qu'un Pair, ou qu'il n'en eût pas un nombre suffisant pour rendre justice, il ne perdoit pas pour cela sa juridiction, mais il devoit emprunter de son Chef-Seigneur des hommes à ses dépens pour faire Jugement. Et s'il étoit si pauvre qu'il ne les pouvoit pas payer, ou si le Seigneur supérieur ne les vouloit pas prêter, les parties étoient en droit d'aller en la Justice du Chef-Seigneur.

Et si les Pairs appelez par le Seigneur refusoient de se rendre en la Cour pour juger, il pouvoit les y obliger par saisie de leurs fiefs. Voyez Beaumanoir au lieu marqué cy-dessus.

Touchant l'origine de ces Pairies, voyez Corringius dans son *Traité de Germanici imperii judiciiis*, p. 228. 229. 230. 231. 232. &c. & de *Ducibus & Comitibus* pag. 89.

& domestique. Toutesfois celui qui étoit ordonné & délégué par le Prince pour juger des differens en une certaine region ou Province, a aussi été appelé Comte Palatin. Voyez le premier livre des Memoires de l'Avocat Pithou. Comme nous lisons és Annales du Roy Louis le Jeune, que Henry a été Comte Palatin de Troyes, & que Thibault son frere étoit Comte Palatin de Blois. Quelques anciens ont estimé que quelques-uns des Pairs de France ont été appellez Palatins, d'autant qu'ils avoient Palais où ils tenoient leurs Grands Jours : Comme aussi du Tillet au premier livre de ses memoires, écrit que le Comté de Champagne d'ancienneté a été créé Palatin, tellement que ses vassaux & principaux membres du pays de Champagne étoient tenus de venir au Palais du Comte pour le conseiller & honorer sa Cour: Et depuis que ce Comté fut venu à la Couronne de France, les Rois faisoient tenir tous les ans les Grands Jours de Troyes au Palais du Comte. *Judex Palatinus*, *Cassiodorus libri 11. Epistola secunda*, *Anatolius & Spudassus Palatini*, *Marcellinus initio libri 29. Bonifacius*, *Amicus*, *Castor*, *Eusebius Palatini*, *Symmachus*, *lib. 10. Epistola 36. 43. 62. In Palatina militia versantur memoriales, agentes in rebus, apparitores diversorum Comitum*, *Palatini sacrarum largitionum, vel munerationum, ut à Symmacho appellantur*, & *alii qui in palatio sacro militant*. Le Palatin de Bearn, Froissard, liv. 3. chap. 6. *Palatinus Patriarcha minister, qui Palatium ingredi & Imperatorem adire, nunciosque utrò citroque ferre solebat*, *Nicetas*. * V. M. du Cange dissert. 14.

* **PALAURES.**] For de Bearn, rubr. de Contrats & Formies, art. 39. c'est à dire, Paroles.

* **Lever la PALE'E Vvason.**] Pour marquer la réunion aux fiefs des heritages chargez de rente, faute de payement des arrerages. La Salle de Lisle, tit. 1. art. 45.

* **PALEFROI.**] Dans les Etablissements, liv. 1. chap. 61. De Beauman. ch. 52. *Gradarius*, dans le Dictionn. du Pere Labbe, c'est un cheval de service, & sur lequel on peut aller à l'aise. De *Paraveredus*, on a fait *Parafredus*, *Palafredus*, & de *Palefredus*, on a fait *Palefroi*;

M'en aloie grant aleure

Si com Palefroi l'amblure.

Pignorius dans ses Notes sur Mussat, page 20. col. 2. condamne mal l'érymologie qu'on vient de rapporter, & fait venir sans raison *Palefroi*, à *passu leni & freno*, aut à *Palla*, *quia moris erat equos honorarios palla instratos frenis ducere &c.*

* **PALLAGE.**] C'est un droit dû à quelques Seigneurs pour chaque bateau qui aborde en leur Seigneurie. Le Livre rouge neuf des Maîtrises du Châtelet, fol. 4.

Il y a des Lettres Patentes d'érection de la Terre de Fresne en Châtellenie au profit d'amé & feul Conseiller Maître des Requestes ordinaires de l'Hôtel, & premier Président des Grands Jours, que l'on dit Parlement es pays & Duché de Bretagne, Anvoine le Viste, Chevalier Seigneur de Fresne & de Gabert. Et est dit que dépendent plusieurs gros fiefs & droits, comme droits de Justice & Jurisdiction haute, moyenne & basse, four, moulin & pressoir banniers, rouage de vins qui se levent en ladite terre & Seigneurie, & aussi PALLAGE sur la rivière du Maine des bateaux qui garent en ladite riviete, & abordent le long d'icelle Seigneurie.

Le Vicomte d'Estampes avoit anciennement ce droit, mais il fut aboli par l'Abbé Suger, ainsi qu'il l'écrit luy-même dans les memoires manuscrits de sa vie, ch. II. *Removimus ab eadem terra quandam consuetudinem malam Vicecomitis Stampensis qua PALACIUM vocatur.*

Ce droit est le même que celui qui est appelé PELLAGE à Mante, sur lequel mot M. Galland a fait l'observation suivante, que j'ay tirée de son manuscrit, qui appartient à Monsieur le Président de Lamoignon.

En la Coutume de Mante & Meulan, art. 186. est fait mention du droit de Terrage, Forage, Pellage, Rouage. Ragueau en son Indice reconnoît n'en avoir l'intelligence; je l'ay acquis par conference avec ceux du pais. Il n'est pas general à tous Seigneurs; mais seulement à ceux qui ont dedans les Baillages de Mante & Meulan des Terres & Ports le long de la rivière de Seine, & prennent un droit sur chaque muid de vin, qui est chargé ou déchargé en leurs ports, mis dans les bateaux, ou qui en est tiré; & semble le mot être pris du latin *appellere; ad litus appellere*. Pellage, comme qui diroit appelage. Les Sieurs de Heunecourt, d'Isson, les Celestins près Mante, & plusieurs autres en jouissent, & l'employent en leurs aveus sous le nom de Pellage, autorisé par les Arrêts.

LA PALMÉE : LES PALMANTS.] Mons, chap. 12. La Salle de Lisle, titre des Executions, art. 8. 10. 23. Vendre par enchere de Paulmées en la Coutume de Tournay au tit. des heritages partables, art. 3. Sont les encherisseurs, & enchères qui se font en bail à rente, ou en vente d'heritages, *forte quasi palma data plus licitanti. Palma insigne fuit victoria, ut & herba: Festus, Togam palmatam merebantur ij qui portabant de hostibus palmas. Cornutus in quintam Persi satyram. At Festus tunicam Palmatam ait dici à latitudine clavorum, quæ postea à genere pictura: quod extra rem dictum sit. Porro: Is vicis cui res addicuntur. Sed mihi videor joculari super etymo verbi.*

Les Palmées ne sont pas des enchères, ni les palmans des encherisseurs, en-

forte qu'icy *palmée* ne vient pas du mot *palmé* pris pour *rameau*, comme l'a cru Ragueau, quasi à *palmá datá plus licitanti*.

De *palma* fait du grec *πάλη* ou *πάλα* qui signifie la *paume de la main*, on a fait *paumoier*, & *panmer* pour *manier* & prendre quelque chose. Les *palmées* sont donc, pour ainsi parler, des prises de maisons & d'heritages à rente, & les *palmians* sont les preneurs; ce qui paroît évidemment par l'article suivant de la Coutume de Hainault p. 9. de l'édition de Mons de l'année 1663. *Entant que touchent les arrentemens qui se feront volontairement de maisons & édifices, on y pourra pareillement mettre devise de faire aboutir d'ouvrages sur le lieû ou autrement, selon que les arrentans & palmians le voudront diviser à la palmée faire.*

Les arrentans dans cet article sont ma-

nifestement les *baillours à rente*, les *palmians* sont les *preneurs*, & la *palmée* est le *baîl* & la prise de la maison à rente.

Ces mots ne se trouvent pas seulement dans les Coutumes de Flandres, mais encore dans nos Praticiens. Beaumanoir chap. 44. p. 245. *Aucunes gens se cuident quant aucun a achasé hiretage & le hiretage est tenu de plusieurs Seignors, & pris d'argens, se est mis sur chascune Seigneurie pour les ventes du Seignor, payer, tout soit ché que le marchiés fut fes entre le vendeur & l'acheteur PAR UN SEUL NOMBRE D'ARGENT ET A UNE SEULE PAUMÉE que chil qui vient resquere, puet rescourre tant seulement que che qui est tenu d'un Seigneur. Més non fet, ainchois conviegne que li requiere tont le marchié, de quantes Seignouries qu'il soit, puisqu'il fut fét à une seule paumée.*

HERITAGE PALMIER.] Mons, chap. 12. * V. *Palmée*.

* *PAN* de cane.] S. Sever, tit. 18 art. 2. La cane est une verge de fer attachée ou scellée dans le marché, & divisée par *pans*, pour servir de modele à toutes les mesures particulieres, & empêcher ainsi les fraudes. Le For de Bearn, Rubr. de Pées & mesuras, art. 2. *En cascuna vila out à marcat, sia mettada en loc public, & que no se püsca estrema, una mieca Cane de fer mesurada per Paums : & en lo un cap miey ters, & quòart de Panm, & un cort de tres Paums & miey, asin que promptement le puscan verifíca la fauças mesuras, si sen y troba.*

Le Pan est l'étendue de la main, depuis l'extrémité du pouce jusques à l'extrémité du petit doigt, l'once de pouce dont il est parlé dans cet article, est la cinquième partie du pan de cane, & la cinquième partie du pan de cane est la mesure de la *playe loyan*, pour laquelle l'amende est de sept livres huit sols, au profit du Seigneur haut-Justicier. Ce qui est un reste de l'ancien droit de la France, qui fixoit les amendes par rapport aux différentes longueurs ou profondeurs des blessures. *Lex Frisionum*, tit. 22. de Dol. art. 66. *Vulnus, quod longitudinem habeat quantum inter nec pollicem & complicati indicis articulum spannum impleat quatuor solidis componatur. Quod integra spannx longitudinem habuerit, hoc est quantum index & pallex intèndi possunt sex solidis componat. Quod inter pollicem & medii digiti spannum longum fuerit tredecim solidis componat.*

De *spannus* & *spanna* qui signifie manifestement dans ces articles l'extension des doigts, on a fait en françois *espan* & *pan*. *Kylianus in etymologico Teutonico*, SPANNE *doctans*, *spitham'a* PALMUS *major*, *intervallum inter pollicem & minimum digitum diductos*, vulgo *spanna*. German. SPAVN, Gall. ESPAN, Ital. SPANNA, Angl. SPANNE. Vide *Sibrandum Siccamam*, ad leg. *Frisopum*, p. 131. edit. *Francker*. an. 1617.

* PAN *de fust, de bois*.] Rheims, art. 377. C'est un mur de bois. Les Redacteurs ou Reformateurs de cette Coutume qui n'ont pas sçu l'étymologie de ce mot, ont écrit *Pandefust* au lieu de *pan de fust*, & ils ont ajouté *de bois*, sans faire attention qu'ils disoient deux fois la même chose, un *pan de fust* n'étant autre chose qu'un pan de bois. De *pannus*, *segmentum*, on a fait *pan de mur*, pour signifier une partie d'un mur, & de *fustis* on a fait *fust*.

* PAN ou gage.] Montargis, chap. 4. art. 9. Orleans, art. 158. Ce mot semble Alleman ou Theutonique. *Cornelius Kylianus in etymolog. Theuton.* PAND *pignus hypotheca*. PAND *inquit Becanus fit à BAND vinculum, quia pignus vinculum est fidei, germanice PFAND. Vide Skinnerum, in etymolog. ling. Anglican. verbo PANDER.*

* Causa PANADA.] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 18. 19. C'est une chose dérobée & recelée.

* PAN AGE.] C'est en Bresse une quantité de bled, par exemple de vingt mesures, que le granger ou le métayer retient par le contrat de grangeage, à prendre sur les bleds avant que de les partager, pour nourrir les moissonneurs ou batteurs; ce mot vient de *Panis*. Voyez Bapteurs, & Messieurs; & Rével sur les Statuts de Bresse, pag. 266.

* PAN AGE ou PANN AGE.] Voyez Pasnage.

PANCARTE.] Tours, art. 81. Qui contient les droits & Coutumes d'un peage, & doit être mis à un poteau au chef de la Peagerie, avec une billette. Et par les Edits de l'an 1560. art. 138. & de l'an 1579. art. 282. faits sur la requisition des Etats tenus à Orleans & Blois: tous prétendans droit de peage doivent faire mettre en lieu éminent, public & accessible un tableau ou pancarte, où lesdits droits seront écrits par le menu, signé du Juge des lieux, ou de deux Notaires. *Cesar Caligula vectigalia nova que indicebat, non proponebat, ut per ignorantiam scriptura multa commissa fierent: Suetonius, cap. 41.*

* PANNER.] Receler. Voyez Causa panada.

* PANETERS.] Dans la Coutume de la Perouse. publiée par M. de la Thaumassiere, dans son Recueil des anciennes Coutumes de Berry: Sont des Boulangers.

PANNETIER.] Es Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 196. 202. & es Histoires. Autre est le Bouteiller, l'Echançon.

* PANNON

* **PANNON**, **PENNON** ou **PENNONCEAU**.] C'étoit anciennement l'Enseigne du Bachelier. Voyez *Banniere*, & *porter Banniere*.

PANNONCEAU DU ROY] ou Royal, ou d'autre Seigneur Souverain. Tours, art. 26. Poitou, art. 436. Bayonne, tit. 14. art. 3. Paris, art. 347. 348. 350. 352. Et en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1551. art. 3. Calais, art. 253. 255. Bar, art. 40. 214. Qui est appelé **BANNIERE** au Style du Chastelet de Paris.

Pannichellus en l'Edit du Roy Philippes de l'an 1338. C'est un placart des armes du Roy, que l'on affiche sur l'entrée d'une maison qui est saisie & en criées, en signe qu'elle est en saisie & en la main du Roy ou de Justice. *Affixi fundo privato tituli principis, σαρδὴς βασιλικαί, σήμαντρα, χαρακτήρις ἔσθραγίδες, aut imagines, vela regia, cortina regia arguunt fundam non esse liberum sed oppigneratum, & distrabendum esse aut fisco vindicari. Suspensum amici bonis libellum dejectionis, creditoribus ejus me obligaturus, ut possim servare proscriptum, ipse proscriptionis periculum adeo: Seneca, lib. 4. de Beneficiis cap. 12. quod pertinet ad tit. 15. & 16. lib. 2. Codicis. Olim etiam solebat adium hypotheca indicari tabella adibus adfixa: Cujacius, lib. 16. obser. cap. 12.* Aussi ceux qui sont en la sauvegarde expresse du Roy peuvent mettre & attacher les Armoiries & Pannonceaux aux principales portes & entrées de leurs maisons tant és villes qu'és champs. **BANNIERE** ou **PANNONCEAU**. Froissart, au premier volume, chap. 19. Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. qui est l'Enseigne, la Cornette ou Etendart de guerre. **PENNON** ou **PENNONCEL** de lance. Alain Chartier en la même Chronique. **PANNER LES BIENS** pour loyer. Namur, art. 22.

BIENS ou **HERITAGES PAPOAUX** & de **PAPOAGE**.] *Propriè quæ à patre vel avo profecta sunt, sed & adventitia & ἀποσώψα, quæ obvenerunt jure cognationis vel agnationis. Sunt pradia generis quæ differunt à quasitis.* Voyez la diction **PROPRES**. *πάππος, avus.*

* **PARADE**, *Parada*,] Au Terrier de l'Abbaye de Bonnefàque en Limousin; l'Abbesse en son Abbaye de Mouillac ne doit point de vísitation ni decime, sinon la parade l'an bissextra. Parade dans ce Terrier est ce semble ce qui est appelé ailleurs *Parata*. Paris de Puteo de *redintegratione feudorum*, cap. 151. *Est consuetudo aliquorum feudorum regni, ut est in terra Cilenti, de Provincia Principatus, quod domini directus anno quolibet accedere solet ad civitatem vel terram in qua sunt feuda, & feudatarii tenentur dare sibi unam paratam vel duas, quæ parata est tot corbarum ordeï pullorum, cera, piperis & aliarum rerum utensilium &c.* (M. GALLAND.) * *Vid. Cangium in Glossario.*

V. *Parata & Parada*, & M. Salvaing de Boissieu dans son traité des droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 96. pag. 491.

PARAGE.] Tours, art. 118. 126. 127. 128. 130. 131. 132. 136. 276. 277. Et en la Coutume locale de Preuilli ressort de Tours, Loudunois, chap. 12. art. 1. 8. 9. 10. 11. 12. chap. 14. art. 14. chap. 27. art. 9. 18. & suivans. Anjou, art. 63. 201. 212. & suivans. Le Maine, art. 72. 216. 219. 227. & suivans. Blois, art. 69. & suiv. Poitou, art. 17. 95. 99. & ailleurs. Angoumois, art. 20. 26. S. Jean d'Angeli, art. 30. & en la Somme rurale, traitant du don de mariage. Bretagne, article 330. & suivans, & en l'art. 541. & au livre susdit de l'Etablissement.

Paragium interpretatur nobilitatem, quia parium dignitatem soli nobiles habent: Unde filiam maritare secundum paragium, lib. 3. Constit. Sicilia, tit. 26. vel dotare de paragio in statutis urbis Roma, lib. 1. cap. 145. EMPARAGER noblement. Voyez cy-devant en la lettre E.

Diutius hic me morari patere, quandoquidem expedit scire: In Curte domini sunt pares, & pares sunt in feudo, qui feudum tenent jure paragii, quoniam alter alteri non tenetur hominii & fidei nexu: Cujacius noster, ad tit. 10. lib. 2. de Feudis. Toutesfois l'aîné noble pour le droit qu'il prend plus que ses puînez, est chargé de faire les foy & homage, & garantir en franc parage sous son homage à ses puînez la partie qu'ils prennent, franche de tout devoir feudal ordinaire dû pour raison dudit homage. Tours, art. 264. 273. Il est aussi traité du parage au livre de la Somme rurale, & en la Coutume de Normandie, chap. 28. 30. 35. dont il appert que le fief est tenu par parage, quand le frere ou le cousin tient sa part de son aîné, & répond de tout ce qui appartient à sa portion du fief & des droitures au chef Seigneur. Le parageur & le parageau doivent par raison de linage être pairs és parties de l'heritage qui descend de leurs antecessurs. Tellement que le puîné tient de l'aîné par parage, jusques à ce qu'il vienne au sixième degré du linage, & de là en avant sont tenus les puînez faire feauté à l'aîné. Et au septième degré, & de là en avant les hoirs du puîné tiennent des hoirs de l'aîné par homage, ce qui auparavant étoit tenu par parage, & dont l'aîné ou ses hoirs faisoient l'homage au chef Seigneur, tant pour eux que pour leurs puînez. Hac autem, beneficia qua Gallia meribus jure parili tenentur, incognita fuerunt Longobardis. Ceterum hac vox PARAGE originem non habet à Græca voce παράγος, praire, vel à parentela, comme si parage étoit abrégé de parantage. Hoc etymon est ἀξυρον, & in hoc loco corrigendus est error multorum: Non possum enim hic sequi opinionem vulgi. Planè morbus est ad omnium oscitationem ipsum quoque os diducere. Itaque pariantur tandem errorem inveteratum animis suis eximi. Toutefois ceux

dition se prend pour parentage en l'ancienne Chronique de Flan-
dres, chap. 5.

M. Pithou dans ses Memoires des Com-
tes de Champagne, liv. 1. a été d'avis qu'il
n'y a point d'autre difference entre le pa-
rage & le frerage, sinon que le frerage se
peut dire autant du frere aîné que des au-
tres, & que le terme de parage appartient
plus proprement à la portion des puînez.

Ce qu'on appelloit anciennement fre-
rage n'étoit autre chose qu'un partage en-
tre freres, & freracher ou frerager n'é-
toit autre chose que partager.

Le parage étoit une espece de frera-
ge, mais un frerage où les freres étoient
pairs, c'est à dire égaux, ou de condi-
tion égale; *Tenure par parage*, ce sont
les termes de l'ancien Coutumier de
Normandie, *est quand cil qui tient &
cil de qu'il tient doivent par raison de
lignage être PERSÉS parties de l'heri-
tage qui descend de leurs ancesseurs; en
cette maniere, tient le puîné. de l'aîné,
jusques à ce qu'il vienne au sixte degré
de lignage; mais d'illec en avant sont
tenus les puînez faire feauté à l'aîné,
& au septième degré, & d'illec en avant
sera tenu par hommage ce qui devoit être
tenu par parage.*

Cela posé, il faut observer que par
l'ancien droit de presque toute la Fran-
ce les aînez ne faisoient que pour leur
part, foy & homage aux Seigneurs do-
minans, & que les puînez tenoient leurs
parts des fiefs en foy & homage & com-
me vassaux de leurs aînez. Ce que nous
apprenons des paroles suivantes d'Oton
de Frisingen de *gestis Friderici*, liv.
2. chap. 29. *Mos in illa, qui pene in om-
nibus Gallia Provinciis, quod semper
seniori fratri, ejusque liberis maribus seu
fœminis paterna hereditatis cedat auto-
ritas, ceteris ad illum tamquam ad do-
minum respicientibus.*

Comme tous les fiefs étoient ainfi
morcelés, sous le regne de Philippe Au-
guste, Eudes Duc de Bourgogne, Ré-

nault Comte de Boulogne, le Comte de
S. Paul, Guy de Dampierre, & plusieurs
autres Seigneurs dressèrent une Ordon-
nance qu'ils firent autoriser du Roy, par
laquelle il fut réglé qu'à l'avenir les puî-
nez ne releveroient plus de leurs aînez
par les partages des fiefs, mais qu'ils re-
leveroient directement des Seigneurs
dont les fiefs relevoient avant les parta-
ges. *Ut à primo die Maii, quidquid te-
netur de domino ligie, vel alio modo,
si contigerit per successionem heredum vel
quocumque alio modo fiat; omnes qui de
illo feodo tenebant, de domino feodi prin-
cipaliter & nullo medio tenebunt, sicut
unus antea tenebat, priusquam divisio
facta esset, & quandocumque contingeret,
pro illo totali feodo servitium domino
fieri, quilibet eorum secundum quod de
feodo ille tenebat; servitium tenebitur
exhibere, & illi domino deffervire, &
reddere rachatum, & omnem justitiam
&c.*

Tout partage étant un frerage, il est
évident que cette Ordonnance n'abolit
pas le frerage, comme quelques-uns l'ont
mal crû; mais elle en changea l'effet,
en statuant que les puînez releveroient
à l'avenir par frerage des Seigneurs, au-
lieu qu'ils relevoient anciennement par
frerage de leurs aînez, au préjudice des
Seigneurs. L'Auteur du grand Cour-
mier liv. 2. chap. 27. pag. 185. *Par la
Coutume des fiefs gardée en succession
& FRERAGE chacun des enfans sera
haut-Justicier en sa terre, & tiendra son
fief & sa Justice du SEIGNEUR DE QUI
LEUR PERE ET MERE TENOIENT, ET NON
PAS DU FRERE, car ils feroient arriere-
fief au Seigneur de ce qui seroit en plein-
fief &c. Voyez Frerescheurs.*

Quoy que nous ayons des Coutumes
qui soient conformes à cette Ordon-
nance, il y a néanmoins de l'apparence
qu'elle ne fit pas un droit general, puis-

que nous apprenons de Beaumanoir que de son temps elle n'étoit pas observée en Beauvoisis, & que nous avons encore des Coutumes qui établissent un droit moyen, en donnant le choix aux puînez de relever de leurs aînez ou des Seigneurs dominans. La Coutume de Mante, chap. 1. art. 4. *Les puînez peuvent, si bon leur semble, tenir leur portion du fief de leur aîné, & en ce cas l'aîné en fait arriere-fief au Seigneur féodal, ou bien lesdits puînez peuvent tenir lesdites portions du fief, en plein fief du Seigneur féodal à leur choix & option.* V. Jean Galli q. 374. & la Cour. de Senlis, art. 132.

Vers le douzième siècle, dans quelques Provinces du Royaume on pourvut au dommage que les Seigneurs féodaux recevoient des *frerages* en introduisant le droit de *parage*, par lequel les démembremens de fief ne furent pas abolis, mais seulement suspendus pour un temps.

On établit donc en faveur des Seigneurs dominans, que les enfans aînez des Vassaux auroient les deux tiers des fiefs, outre l'avantage, & qu'ils garantiroient sous leur foy & hommage le tiers de leurs puînez & de leurs descendans; en sorte que quoy qu'en effet les fiefs fussent divisez, ils paroissent entiers par rapport aux Seigneurs, qui ne reconnoissoient que les aînez pour Vassaux. On regla qu'il n'y auroit lieu à la garantie en parage, que tant que les aînez posséderoient les deux tiers des fiefs, en sorte que s'ils en alienoient la moindre partie, autrement que par partage de droit successif, les fiefs seroient dépiecez, & tout retourneroit à l'hommage du Seigneur dominant, tant ce qui auroit été aliéné que retenu. Anjou, art. 203. *Tant comme les deux tierces parties sont entieres elles garentissent l'autre tierce partie. Aussi est-il que toutes fois que l'homme de foy mettra jamais aucunes choses hors d'icelles deux tierces parties & les*

dépiecera, par vendition ou alienation, en celui cas tous ceux qui eurent ouques aucune chose dudit fief, viendront à la foy & hommage du suzerain chef Seigneur par depie de fief, & ne les pourra plus garantir le sujet homme de foy sous son dit hommage &c.

On voulut en faveur des aînez des Vassaux ou de leurs descendans qu'après un certain temps, ce qui étoit tenu d'eux en *parage* par les puînez, fût tenu d'eux en foy & hommage, & pour cet effet on statua que le parage failli les puînez deviendroient pour leurs tiers vassaux des aînez, & que le parage failleroit en trois manieres.

1. Lorsque la parenté des aînez & des puînez seroit parvenue au sixième degré, & en quelques lieux quand le fief seroit tellement éloigné qu'on se pourroit prendre par mariage, savoir quand la parenté seroit du quart au quint degré.

2. Quand la chose garantie seroit transportée à des personnes étrangères du lignage.

Et la troisième, quand les parageaux ou puînez auroient fait hommage aux Seigneurs dominans sans sommer leurs aînez & parageurs.

Au reste le parage n'a proprement lieu qu'entre les nobles, & dans les partages de terres tenues noblement; ce qui reçoit néanmoins deux exceptions.

La première est lorsqu'il s'agit de Baronie; car quoy que les Baronies soient des terres nobles, elles ne tombent point en parage étant indivisibles; ce qu'il faut entendre néanmoins pourvu que les aînez aient de quoy récompenser les puînez de leur portion en Châtel ou Châtellenie d'une même succession.

Et la seconde, lorsque les fiefs acquis de source coutumière, c'est à dire par des coutumiers ou roturiers sont échus en tierce ou quarte foy, selon les différens lieux; car dans ce cas, même en-

tre-courriers, le parage a lieu. Ce qui est un reste de l'ancien droit usité en France, par lequel les fiefs affranchissoient les non nobles. Voyez *Francs-fiefs*.

Le droit de *part prenant & part mettant* approche beaucoup du parage, parce qu'il y a pareillement garentie sous homage; mais il y a cette difference que

parage vient par succession & lignage, & deffaut ledit parage faillant lignage; & le part prenant & part mettant vient par convention & longue usance, & ne change par transport faite de lignage. Poitou, art. 107. Voyez *Part prenant & part mettant*.

FIEF GARENTI EN PARAGE.] Tours, art. 278. Lodunois, chap. 27. art. 19. 20. Anjou, art. 214. Le Maine, art. 229. 233. 234. 236. * Voyez *Parage* cy-dessus.

GARENTIR EN FRANC PARAGE.] Tours, art. 264.

GARENTIR EN PARAGE.] Tours, art. 97. 128. 273. Lodunois, chap. 8. art. 6. chap. 27. art. 21. chap. 29. art. 2. Anjou, art. 213. 232. Le Maine, art. 228. 233. 249. *Editio Lutetiana anni 1567. malè excudit EN PARTAGE.* Et au livre des Etablissements du Roy que tiennent les Prevosts de Paris & d'Orleans en leurs plaids.

GARENTIR LE PARAGE.] Tours, art. 131. Lodunois, chap. 12. art. 9.

Car si le fils ou fille aînée ou leurs representans défailent à faire les foy & homage dont ils sont tenus, & que par défaut de ce les Seigneurs fuzerains levent les fruits des choses homagées, les puisnez auront action pour leurs interests & dommages contre l'aîné ou aînée. Tours, art. 275. *Cùm frater aut soror major natu feudum precipuè obtinet, & ab eo ceteri partem feudi tenent jure paragii; non minùs enim partes suas nobiliter tenent quàm frater aut soror major natu, nec minùs dicuntur esse pares in feudo, quandoquidem pro paragio nullam fidelitatem frater fratri, soror sorori jurare aut repromittere debet regulariter.* Tours, art. 126. 127. 128. 129. 130. 264. 273. duquel art. 264. aussi il appert que le Parage dure jusques à ce que la lignée issue de l'aîné noble & de ses puisnez, se puisse sans dispensation d'Eglise prendre par mariage, qui est du quart au quint degré: comme aussi il appert par la Coutume de Lodunois, chap. 12. & 27. Anjou, art. 212. & suivans. Le Parage faut en trois manieres, quand celuy qui tient le fief est tellement éloigné qu'on se peut prendre par mariage, qui est du quart au quint degré: quand la chose garentie est transportée à personnes étrangères; & quand le parageau sans sommer son parageur a fait homage au Seigneur Suzerain, auquel cas l'obeissance on peut être rendue audit parageur s'il le requiert: lequel parageau fera après la foy au parageur. Tours, art. 126. Lodunois, chap. 12. art. 10. auquel il faut lire: Quand la chose garentie est transportée à personnes étrangères. Il faut noter que le parage n'a lieu qu'entre nobles personnes, & en

choses homagées , selon la Coutume d'Anjou , art. ... & du Maine , art. 227. * Voyez au mot *Parage*.

JURER EN PARAGE] Entre le Roy & la Reine au chap. 9. de la Chronique de Flandres : *quia par pari nupsérat*.

PARTAGER EN PARAGE.] Bretagne , art. 378. Homme de **PARAGE**. Froissart , liv. 3. chap. 40. * Voyez au mot *Parage*.

RACOMPTER PARAGE.] Anjou , art. 216. 217. Le Maine , art. 231. 232.

Quand le Parageau est tenu retourner à l'obéissance de son parageur en racontant son lignage : car le parage étant failly , le parageau doit venir à la foy & homage de son parageur , des choses qui anciennement sont parties de la foy. * Voyez au mot *Parage*.

TENIR EN PARAGE ou PAR PARAGE.] Angoumois , art. 20. Bretagne , art. 251. & au tit. 17. & souvent és Coutumes de Poitou , de Touraine , d'Anjou , du Maine , de Lodunois. Le parage vient par succession & lignage , & demeure toujours en la ligne jusques à ce que la parenté finisse : Tellement qu'aucuns estiment en parage , être comme qui diroit , en parentage. *Sed alia est etymologia hujus vocabuli , ut dixi*. C'est autre chose de tenir comme part prenant ou de tenir en gariment. * Voyez au mot *Parage*.

PARAGEUR , PARAGEAU.] Tours , art. 73. 97. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 136. 276. 277. 278. Lodunois , chap. 12. art. 7. & suivans. Auquel art. 7. il faut lire **SON PARAGEUR**. Comme aussi en la Coutume d'Anjou , art. 220. **AU PARAGEUR** , & en la Coutume du Maine , art. 233. **DE SON PARAGEUR** : & audit art. 278. **PARAGEAUX**. *In his vocibus saepe errat Lutetiana editio anni 1567. sed & alia editiones quae omnes vitiosae sunt passim. Sed anno 1579. procuravi editionem emendatorem omnium fere Consuetudinum , Jacobo Puteano typogr.* Lodunois , chap. 6. art. 4. chap. 27. art. 20. 21. Anjou , art. 213. & suivans. Le Maine , art. 228. & suivans. Poitou , art. 94. 95. 118. & suivans. S. Jean d'Angeli , art. 22. 30. 107. & au liv. 1. de l'Etablissement pour les Prevôtes de Paris & d'Orleans. Le frere aîné s'appelle **PARAGEUR** , les puisnez **PARAGEAUX**. Tours , art. 128. 276. * Voyez au mot *Parage*.

PREMIER CHEF PARAGEUR.] premier **PARAGE**. Tours , art. 281. V. au mot *Parage*.

CHEF PARAGEUR , ou du **PARAGE**.] Lodunois , chap. 6. art. 4. chap. 27. art. 19. 20. 21. à la difference du fils aîné du puisné parageau , duquel fils aîné ses puisnez tiennent en second parage. Voy *ibid*.

PARAIN] *Patrinus* , Maraine , *Matrina* , Filleul , *Filiolus*.

PARAPHER.] Quand le Greffier, Huissier, Sergent, ou Notaire souffignent le Registre, l'inventaire, production, ou contrat, ou que le Juge signe sa sentence. En l'Ordonnance du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 6. du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. 68. de François I. de l'an 1528. art. 2. de Charles IX. de l'an 1563. art. 28. 34. & és Ordonnances du Duc de Buillon, art. 244. 449. *Hoc vocabulum est Græcæ stirpis.*

PARAPHER & SIGNER.] Bretagne, art. 265.

* **Biens PARAPHERNAUX.]** Bourbonnois, art. 28. Auvergne, chap. 14. art. 2. Normandie, art. 394. sont les biens qu'une femme qui a constitué une dot à son mary, s'est réservée pour en avoir la jouissance pendant son mariage. *Sunt res uxoris extra dotem constituta. Vel sunt res quas uxor in usu habet in domo mariti, neque in dotem dat. Leg. 9. §. Plane D. de jure dotium.* On peut dire que les biens paraphernaux sont le pecule des femmes. *Nam qua græci παράφρηνα dicebant Galli peculium appellebant.*

* **PARASTRE.]** Beaupere. Voyez Beaumanoir, chap. 57. La Coutume de Mons, art. 6. & 8. chap. 36. & la Coutume de Melun, art. 149.

PARASTRE.] Mons, chap. 6. 8. 11. 36. & en l'ancienne Coutume de Melun, art. 149. *Vitricus: sic vulgò PARASTRE, noverca: FILIASTRE, privignus, privigna*, tant au livre de la Somme rurale qu'ailleurs.

* **PARC.]** Extrait d'un aveu rendu par M. de la Trimouille, comme Seigneur de Craon, au Comte d'Anjou. *S'ensuivent ceux qui doivent le Parc, pour garder les bêtes, quand elles sont prises par mes Sergens & Forestiers, en domageant mes bois & mes forests, lesquels me sont sujets à plessier mesdites garennes: Primo P. pour sa maison me doit la garde desdites bestes, &c.*

* **PARCAGE.]** C'est en quelques lieux un droit dû au Seigneur par ceux de ses habitans, qui ont un parc, où ils mettent leur troupeau.

PARCENERS.] Au livre 3. des Tenures, chap. 1. Ce sont sœurs qui partagent une heredité ou tenement entre elles, comme coheritières.

* **PARCHONNIERS.]** De Beaum. c. 22. sont ceux qui sont communs. *Tenir heritage sans Parchonnerie: C'est jouir seul d'un heritage: Heritages Parchonniers. Tenir en Parchonnerie, ch. 22. Terres Parchonneries. Establ. de Fr. liv. 1. c. 104. Moulin Parchonnier. Establ. liv. 1. ch. 106. Parchonnier du meurtre, c'est à dire complice. Beaum. ch. 22. Coquille sur la Cout. de Nivern. estime que ce mot vient de Parçon, ou du latin Portio. V. Parçon, ou Parcien.*

PARCIERES.] Bourbonnois, art. 352. 353. & au chap. 36. Auvergne, chap. 19. art. 6. chap. 31. art. 34. 35. La Marche, art. 69. *Cum deminus fundi partem capit in fructibus cum colono*: **MESTAIE PAR-TIERE**: Tours, art. 113. Voyez la lettre M. **COMPAGNIE PAR-TIERE** pour bestail. S. Sever, tit. 3. art. 13.

PARCON ou **PARCION** & **PARCONNIER.**] En la Somme rurale, traitant des donations, du rapport, & des testamens. Cambrai, tit. 8. art. 15. 17. & en l'ancienne Coutume du Bailliage de Bar, art. 15. 25. C'est la portion & partage: comme quand les enfans qui veulent succeder font rapport de leur don pour avoir leur portion virile, & être receus à partage par leurs coheritiers. **ESTRE AU-MOSNIER**, & **PARCONNIER.** En la Coutume de Tournay au titre des Testamens, art. 4. c'est être legataire & coheritier ensemble: ce qui n'est pas permis par la Coutume de la ville de Lille, art. 7. & autres. *Particulones dicti sunt coheredes, quod partes patrimonii sumant.* **Nonius.** **PARCHON.** Tournay, au titre des fiefs, art. 33.

PARCOURS.] Troyes, art. 7. Comté de Bourgogne, art. 103. Nivernois, tit. 12. art. 1. auquel il se lit aussi **PROCOURS** & **ENTRE-COURS.** Vitry, art. 78. 79. Lorraine, tit. 15. art. 1.

C'est l'usage & Coutume: ce qui dépend des anciennes sociétés qui étoient entre les villes & pays de divers Seigneurs pour la commodité du commerce, dont le docteur Avocat Pithou en ses mémoires produit quelques exemples. * V. *Pith. in Conf. Trecent. p. 25. in fine.*

Le Parcours ou l'Entrecours (car ces mots se confondoient) quand il étoit fait entre deux Seigneurs qui avoient droit de souveraineté, étoit une société au moyen de laquelle les sujets d'un de ces Seigneurs pouvoient librement, & sans danger de tomber dans la servitude de corps, se venir établir dans l'Etat de l'autre; tel étoit le *Parcours* & l'*Entrecours* qui étoit anciennement entre les Seigneurs de Bar & de Champagne, dont il est parlé dans l'article 78. de la Coutume de Vitry. Voyez cy-après *Bourgeois de Parcours.*

Quand le Parcours ou l'Entrecours étoit contracté entre deux Seigneurs de fief ou il étoit fait ordinairement au sujet de leurs estagiers & de leurs hommes de corps; ou des bestiaux de leurs sujets.

Quand le Parcours concernoit les

hommes de condition servile; c'étoit une société au moyen de laquelle l'estagier & l'homme de corps d'un Seigneur pouvoit s'aller établir dans le fief & la Justice d'un autre Seigneur: & en vertu de cette société dans les pais de servitude de corps, un serf d'un Seigneur pouvoit prendre femme de sa condition dans la terre de l'autre Seigneur sans danger de formariage. Voyez cy-dessus *Estagier.*

Et lorsque le Parcours étoit pour les bestiaux c'étoit une société entre deux Seigneurs ou deux Villages, au moyen de laquelle les sujets d'une Seigneurie ou Village pouvoient mener paître leurs bestiaux dans les vains pâturages d'un autre Village ou Seigneurie. Voyez touchant ce parcours qui est encore en usage, les Coutumes de Bourgogne-Comté, ch. 16. art. 103. de Lorraine, tit. 15. art. 1. &c.

BOURGEOIS.

BOURGEOIS DE PARCOURS;] Qui sont Bourgeois du ressort de Sens és marches de Champagne , & qui se peuvent avouer Bourgeois du Roy par simple aveu. Sens , art. 137. 138. 139. 140.

Il faut icy expliquer ce que c'étoit anciennement que le droit de Bourgeoisie , comment il s'acqueroit , & quelles personnes on appelloit Bourgeois de Parcours , & Bourgeois du Roy par aveu & par simple aveu.

Les Bourgeois étoient les habitans des Villes franches , & le droit de Bourgeoisie consistoit en la faculté de demeurer dans ces Villes , & à jouir des privilèges & des franchises qui leur étoient accordez.

Comme la fâisine & la possession d'an & jour étoit anciennement d'un tres-grand usage en France , elle fut introduite en quelques lieux à l'égard du droit de Bourgeoisie en faveur des serfs de corps , afin que par ce moyen ils pussent parvenir à la franchise , & afin que les Villes fussent peuplées.

La Charte de la Commune d'Orbestier de l'an 1007. publiée par Besly , dans ses Preuves de l'Histoire des Comtes de Poitou , p. 352. *Item do & concedo eisdem Fulcherio & successoribus suis, villam meam de la Bironetiere , cum pertinentiis suis & cum omnium jure dominio & districtu , & volo quod omnes homines habitantes & habitaturi in dicta villa , vel in ejus pertinentiis , postquam per annum & diem ibidem permanserint , possint deinde habitare ubicumque voluerint , per totum territorium meum de Calma , & sint immunes & liberi ab omnibus consuetudinibus , & tallis , & servitiis , prater illa , qua dicto Fulcherio & successoribus suis exhibeantur.*

La Charte de la Bourgeoisie accordée à la Ville d'Orchies en l'année 1188. & rapportée par Haer. *Ego Philippus Flandria & Veromandia Comes. Notum fieri in perpetuum volo , quod hominibus de Orchies , libere concessi libertatem & le-*

gem opidi Duacensis & ut nusquam debeant juri stare infra peulam , nisi infra villam de Orchies , adhuc etiam ut quicumque in villa de Orchies diem unum & annum unum sine contradictione & calumnia manserit , liber sit &c. Voyez Beaumanoir , chap. 45. p. 258.

Dans le temps qu'on accorda cette fâisine ou prescription aux serfs en faveur de la franchise , on introduisit dans les païs de servitudes personnelles le droit d'*aveu* en faveur des personnes franches , afin qu'elles fussent à couvert des violences qui leur étoient faites par les Seigneurs , ou afin qu'elles pussent conserver leur franchise quand elles changeoient de domicile & qu'elles abandonnoient une terre pour aller demeurer dans une autre ; car la personne libre qui s'établissoit dans un païs de servitude personnelle *sans faire aveu* devoit servir en quelques lieux dès le moment qu'elle s'y étoit établie , & dans d'autres après la demeure d'an & jour.

La Coutume de Larey locale du Nivernois , art. 7. *Les hommes serfs peuvent tenir leurs femmes franches en les avouant bourgeois de mondit Seigneur le Comte , & se doit ledit aveu faire en Justice , le Seigneur de la servitude ou son Procureur appelé.*

Les Coutumes de Resay , art. 2. *Par la Coutume la Terre & Seigneurie de Resay est Terre servie & de servie condition , en telle maniere que tous manans & habitans en icelle , & qui y viennent demeurer par an & jour sont acquis à mon dit Seigneur serfs de servie condition , sinon qu'ils aient fait aveu de bourgeoisie à mondit Seigneur ou autres ayans puissance de recevoir nouveaux aveus.* Voyez Beaumanoir , ch p. 45.

On ne parle icy que des *aveus* dans les pays de Servitudes personnelles ; car

dans ceux de servitudes réelles, ils furent au contraire introduits en faveur des immortables qui vouloient s'affranchir en renonçant à leurs héritages serfs, comme il paroît par l'art. 9. du tit. 9. de la Cont. de Bourgogne Duché, qui porte que *l'homme de mainmorte peut desavouer son Seigneur, & soy avouer homme franc de Monseigneur le Duc, en observant les formalitez requises.*

Faire *aven de Bourgeoisie* dans les pays de servitudes personnelles n'étoit donc autre chose que se mettre sous la protection du Roy ou d'un Seigneur inférieur en se rendant leur justiciable en qualité d'homme franc. Et il faut observer que le Roy recevoit deux aveus, au lieu que les Seigneurs n'en recevoient qu'un.

Pour faire *aven de Bourgeoisie* aux Seigneurs, il falloit nécessairement demeurer dans leurs Terres & leurs Justices, parce qu'autrement on ne pouvoit être leur justiciable; mais comme on est toujours justiciable du Roy en quelque lieu du Royaume que l'on demeure, le Roy recevoit les aveus des personnes franches qui demeuroient sous luy, & des personnes franches qui demeuroient sous les Seigneurs. Ce qui dépeupla à un tel point les Justices Seigneuriales que Philippe le Bel à la prière des Seigneurs de Champagne fit en 1302. une Ordonnance pour les Bourgeoisies, par laquelle il statua entre autres choses, que ceux qui se feroient à l'avenir Bourgeois du Roy, seroient obligés dans l'année de leur réception d'acheter une maison dans la ville où ils auroient fait *aven*, & d'y demeurer tous les ans depuis la veille de la Toussaints jusqu'à la veille de S. Jean.

Loüis Hutin confirma ensuite cette Ordonnance en 1315. & néanmoins elle eut si peu d'exécution que par succession de temps, les personnes franches demeurant sous les Seigneurs Hauts Justiciers qui n'avoient pas les droits Royaux, devinrent en quelques lieux de plein droit

Bourgeois du Roy, sans *aven*, & sans aucune formalité; comme il se voit dans l'article 2. de la Coutume de Troyes.

Or tous les Bourgeois du Roy, soit qu'ils le fussent de plein droit, ou qu'ils le fussent par *aven*, ne laissoient pas, quand ils demeuroient sous les Seigneurs Justiciers, d'être leurs Justiciables, en certains cas, & c'est de là qu'est venue la distinction entre l'*aven* & le *simple aven*.

Par l'*aven* celui qui n'étoit pas Bourgeois du Roy dans un lieu, y devenoit Bourgeois du Roy, en prenant néanmoins des Lettres de Bourgeoisie, & en satisfaisant aux solemnitez requises par les Ordonnances, & cet *aven* se rendoit également au Roy & aux Seigneurs.

Par le *simple aven* on ne devenoit pas Bourgeois du Roy, mais celui qui l'étoit déjà, déclinoit seulement en défendant, dans les cas personnels non concernant police, la juridiction du Seigneur sous qui il demeuroit, duquel il auroit été justiciable de plein droit sans cette formalité. Cet *aven* étoit appelé *simple*, parce qu'il se faisoit sans Lettres, & il étoit particulier au Roy ou à ses Juges. Voyez ma Note sur Loyfel, liv. 1. tit. 1. règle 20. 21. &c.

On a dit cy-dessus que par l'*aven* le franc homme qui n'étoit Bourgeois du Roy dans un lieu, y devenoit Bourgeois du Roy, en prenant des Lettres de Bourgeoisie, & en satisfaisant aux autres formalitez prescrites par les Ordonnances; il faut maintenant observer que le franc-homme n'étoit obligé à ces formalitez que quand il n'étoit pas originaire d'un pais qui fut en société de *Parcours* & d'*Entreparcours* avec le pays, où il venoit nouvellement s'établir; car dans ce cas, il étoit de plein droit Bourgeois du Roy sans Lettres & sans solemnitez, en plusieurs Provinces du Royaume; en sorte que s'il s'étoit domicilié dans la Terre d'un Seigneur haut-Justicier, non ayant les droits Royaux, en s'avançant

Bourgeois du Roy par simple aveu, il déclinoit la Jurisdiction du Seigneur, & devenoit justiciable des Juges Royaux; & comme ce Bourgeois n'avoit le privilege du simple aveu qu'en vertu du Parcours, il étoit appelé *Bourgeois de Parcours*. Après cette observation on entendra les articles suivans.

Vitry, art. 78. *Par l'Entrecours gardé & observé entre le pays de Champagne & Barrois, quand aucun homme ou femme nais dudit pays de Barrois vient demeurer au Baillage de Vitry, il est acquis de ce même fait au Roy, & luy doit sa jurée, comme les autres hommes & femmes de jurée demeurant audit Baillage, &c.*

Sens, art. 136. *Les Bourgeois de Parcours qui sont Bourgeois du ressort de Sens & Marches de Champagne se peuvent avoïer Bourgeois du Roy par simple aveu, sans montrer par écrit leur Bourgeoisie, en payant par chacun an douze deniers parisis au Roy.*

La même Coutume, art. 137. *Les Bourgeois de la Riviere de Vannes payent leur Bourgeoisie au Prevost Fermier de*

ladite Riviere, pour ce que lesdites Bourgeoisies sont baillées au jour du Bail des Fermes avec ladite Prevost. En ce faisant ceux qui sont demourans & Villes & Bourgs de ladite Riviere se peuvent avoïer Bourgeois du Roy par simple aveu, comme les Bourgeois de Parcours.

Art. 138. *Ceux qui ne sont Bourgeois de Parcours ou de la Riviere de Vannes doivent avoir & prendre leurs Lettres de Bourgeoisies du Prevost de Sens, de Villeneuve le Roy ou leurs Lieutenans, chacun à son égard, presens deux ou trois Bourgeois de la Ville, en promettant faire leur devoir en tel cas requis &c.*

Art. 139. *Et doivent ceux qui ne sont Bourgeois de Parcours prendre Lettres de desaveu du Bailly de Sens ou son Lieutenant, & par vertu d'icelles s'avoïer Bourgeois du Roy par un Sergent Royal &c.*

Vide Rofredum de Ordine judiciorum part. 5. tit. de Recommendatis; Boerium p. 260. 282. Fritschum de jure Burgerum cap. 6. art. 11. n. 6. Bosoldum in The-saur. prat. V. Burger, & Harpocras. verbo à vocatis.

* *P A R D E S O U S.*] Dans l'ancienne Coutume de Normandie, ch. 34. les Fiefs *par desous* sont ceux, qui descendent des Fiefs Chevel, & sont soumis à eux: si comme les Vavassories, qui sont tenuës par hommage & par service de cheval.

P A R D O N.] *Venia, absolutio.* Voyez *GRACE, REMISSION.* *Perdonare Quintiliano in declamationibus, Plenam errati veniam dare.*

P A R E A T I S.] *Placet, visa,* congé, permission ou annexe, que les Huissiers, Sergens ou autres Commissaires sont tenus de demander aux Juges des lieux avant qu'exécuter les Arrests, Sentences, Jugemens, ou Commission des autres Juges: *qua de re sancitum est regis Constitutionibus anni 1560. art. 90. & anni 1568.* *P A R E A T I S.* Lorraine, tit. 13. art. 19. & ailleurs. *Solet Magistratus per se vel per Officiales suos sententiam suam exequi in sua Provincia & territorio, nec potest extra provinciam suam pignora condemnati capere in causam judicati: & necessarium est mandatum & rogatus ejus qui sententiam dixit, ut alterius territorii Magistratus vel judex in quo sunt condemnati bona, ea capiat in causam judicati:* Il faut user de commission rogatoire.

* *P A R E E.*] Parcours & entrecours. Voyez les Coutumes lo-

cales de Berry de M. de la Thaumassiere, ch. 13. M. du Cange sur le mot *Intercursus*, la Coutume de Thevé: *Le Seigneur a parée avec le Seigneur de la Chastre. &c. V. Parours.*

DROIT DE PARE'E.] Qui appartient aux Seigneurs voisins sur leurs sujets & hommes serfs, pour les suivre en la Terre & Seigneurie l'un de l'autre, sans qu'ils se puissent prétendre être affranchis pour être sortis de la terre de leur Seigneur.

LOI DE PAREILLE.] *Par periculum pœna, Suetonio in Octavio cap. 32. Permittit lex parem vindictam, Festus cum vocem Talionis in 12. tabulis interpretatur.* Voyez la diction TALION.

PARENTS.] *Vulgari sermone nostro & in libris Feudorum, & in jure Pontificio, ut in cap. 13. 27. de sponsalib. Item Tertulliano ad martyras, & de Carne Christi: Hieronymo in Rufinum, Gregorio magno in Epistolis: sic appellantur cognati & affines majores natu, grandavi cognati: nec tantum pater, mater, avus, avia & ceteri ascendentes, unde* PARENTAGE. Berri, tit. 19. art. 16. & souvent ailleurs. *Parentela, Capitolino in Gordianis, Augustino 3. de civitate cap. 7.*

* **PARGER heritages.**] Dans les Coutumes locales d'Auvergne. C'est fumer & engraisser des Terres, en enfermant dessus des bestes à laine dans un parc.

* **PARGIE.**] Dans divers dénombremens que j'ay veu du Bassigny, c'est un droit general dû au Seigneur pour toutes les amendes qui pourroient être adjugées à cause du dommage fait par des bestiaux aux heritages des particuliers. Il est dû au Seigneur sans préjudice toutefois de l'estimation qui doit être payée à ceux qui ont reçu le dommage. (M. GALLAND.)

Les Coutumes de Lorris accordées à Chaumont en Bassigny, entre les Coutumes locales de M. de la Thaumassiere, page 429. *Pargia pratorum durabit ex quo custodes constituti fuerint donec prata incipientur fulcari. Pro pargia segetum edictum ponitur ex quo custodes eorum constituti fuerint, donec messores incipient metere segetes, &c.*

DROIT DE PARIAGE.] Es anciens instrumens & Arrests; qui est un droit de compagnie & de société, quand un Evêque, Abbé, ou Eglise fait association perpetuelle avec un Seigneur temporel pour la justice qui s'exerce sur leurs sujets, & pour les amendes & tailles qui se levent sur eux. Tel a été le pariage du Roy avec l'Evêque de Mande, dont le Registre de la Cour du 18. Juillet 1369. est chargé: Tel pariage d'entre le Roy & l'Evêque de Cahors pour la juridiction commune. Comme aussi par Arrest des Prieurs de la Charité, & Porte saint Leon du 27. Mars 1405. appert que les parriages ou associations faites entre le Roy & quelques-uns de ses sujets, à la charge qu'il ne

les mettra hors ses mains, doivent y demeurer, & le Royne les peut transporter mêmes en appanage, ou recompense d'appanage. Tel aussi a été le pariage de l'an 1263. fait entre l'Abbaye de Luxeu & le Comte de Champagne recité par le docteur Pithou en ses memoires: *Quo nemo praesentius habet ingenium, quodque eminet plus quam in uno opere: vir sanè sagax, multi ac solertis acuminis.* Voyez le moy APPARIATION.

Quand un Evêque, un Abbé, ou quelqu'autre Seigneur, manquoit d'autorité, il associoit autrefois avec luy dans (la Seigneurie, &) la Justice quelque Seigneur plus puissant, avec qui il partageoit ses droits, pour en conserver une partie par la force. Pour faire entendre nettement cet ancien usage, on rapportera icy l'extrait d'un Contrat de Pariage, en date du 4. Aoust 1346. passé entre le Roy Philippe de Valois, & les Consuls de la Ville & Château de Miremont, près la Ville de Rieux en Languedoc; il est stipulé entr'autres choses par ce Contrat, *quod dominus Rex, nec ejus futuri successores in regno, nullo tempore possunt vendere, donare, permutare, vel alio quocumque titulo, in alium transferre, quacumque ratione vel causa, nisi in illum in quem transferret civitatem Tolosa, & Comitatum Tolosanum, partem contingentem D. Regem, inditta*

alta & bassa Justitia, mero & mixto imperio, sed quod dicta pars contingens dominum Regem virtute Paragii perpetuo remaneat in & sub dominio immediato D. Regis & suorum successorum Regum Francia, seu saltem sub illo qui esset dominus civitatis Tolosa &c. & à la charge encore que la Justice seroit exercée en la Ville de Miremont par le Juge Royal de la ville de Rieux, lequel pour cet effet seroit tenu de prêter serment entre les mains des Co-Seigneurs & des Consuls de Miremont de bien administrer la Justice, & de conserver les droits communs Jura Condominorum & pariteriorum, & qu'il tiendrait l'Audience audit lieu de Miremont, avec les Co-seigneurs: Cum dictis Condominis & pariteriis, si sedere vellent & cum dictis Consulibus. Joignez Corbin dans ses droits de Patronage, liv. 2. p. 405. & Cang. in Glossar.

DROIT DE PARIAGE.] Saint Sever, tit. 3. art. 1. & 2. Quand les habitans de diverses Juridictions peuvent faire paître leur bétail l'un sur l'autre. *Pariare, est aquare rationis accepti & expensi.*

LE PARISIS^e DU TOURNOIS] Que le tuteur paye à son mineur pour la prisée & restitution de ses meubles: Berri tit. 1. art. 44. ou que les heritiers du mary précédé doivent à la femme survivante pour l'augmentation de la somme mobilière de son dot, suivant la stipulation de son contrat de mariage: *Hypobolon in Novellis Leonis & apud Harmenop. sed & ἡυποβόλον, qua duodecima erat pars dotis; ejusque incrementum quod dabatur ei tantum qua virgo nupserrat. Quod augmentum dotis temporibus Theodori Balsamonis non debebatur nisi ex conventionne. Non est donatio ante vel propter nuptias.* * Voyez Brodeau sur l'article. 76. de la Court. de Paris, n. 35.

PARLEMENS.] Aujourd'huy sont les Cours Souveraines établies en ce Royaume és villes de Paris, Toulouse, Bourdeaux, Aix, Grenoble, Dijon, Rouen, Rennes, où se traitent les audiences pri-

vées qui concernent le particulier : & ont les audiences publiques & plaintes generales été réservées aux Etats. Et anciennement tenir le Parlement en France , comme encore à present en Angleterre & Ecosse , c'étoit assembler les Etats du Royaume , & communiquer par le Roy , avec ses sujets , ou leurs députez , de ses plus grandes affaires , & prendre leur avis & conseil ; ouïr aussi leurs doléances & remontrances , & y pourvoir. *Solebant hujus regni negotia gravéssque controversie in placito generali tractari , & status generales singulis annis habebantur : sed & nonnunquam bis in anno , ut intelliges ex Annalibus Caroli Magni , Ludovici Pii , Caroli Calvi. Parlamenii vox significat Concilium , & publicos regni conventus , ut inter Etoles Panetolium , Livius , lib. 31. & 35. Placitum generale Aimoino & aliis : Hodie Senatum & juridicos conventus. Parlamentum est Senatus , ordo amplissimus , Curia Senatoria , l. 1. Cod. de Consulibus , l. 1. eodem Cod. de Praefectis praetor. μὲγἀληθουλία. No. 70. Quasi Amphictyonum confessus , conventusque apud Thermopylas : Apud Amphictyonas fuit publicum Grecia concilium. Plinius libro 35. cap. 9. Fuit aequi tractatio potentissima. Fabius , lib. 5. cap. 10. Quem conventum siue synodum etiam Pilaam vocarunt. Strabo , lib. 9. Achaorum Arvarion , Idem lib. 8. Et apud Athenienses Panegyria publici conventus quinto quoque anno. Herodotus lib. 6.*

Anciennement le Parlement suivoit le Roy , & rendoit la Justice souveraine. Le Roy Philippe de Valois l'a fait établir sedentaire & ordinaire en la ville de Paris. D'autres attribuent cette institution à Louis Hutin , fils du Roy Philippes le Bel en l'an 1315. Lequel Philippes aussi en l'an 1302. avoit ordonné que le Parlement tiendroit deux fois l'an en la ville de Paris. Ce Parlement de Paris est le plus ancien. Celuy de Grenoble a été érigé en l'an 1453. au mois de Juin , & dès l'an 140. Humbert Dauphin de Viennois y avoit établi son Conseil , comme recite *Pape* en la quest. 43. & 354. Celuy de Toulouse a été fait sedentaire en l'an 1443. par le Roy Charles VII. Celuy de Dijon en l'an 1476. par le Roy Louis XI. Celuy de Rouën en l'an 1499. par le Roy Louis XII. au lieu de l'Echiquier. Celuy d'Aix en l'an 1501. par le Roy Louis XII. Celuy de Bretagne en l'an 1553. par le Roy Henry II. Celuy du Duché d'Aquitaine qui est à present à Bordeaux dès l'an 1502. a été premierement établi en la ville de Toulouse avec celuy du pays de Languedoc par le Roy Charles VII. L'Avocat Pasquier traite des Parlemens au second livre des Recherches.

PARLIERS , AVANT PARLIERS , ou PRELOCUTEURS.] Au stil de Liege chap. 3. 10. 14. 15. & ailleurs. Voyez le mot EMPARLIERS. Ce sont les Procureurs des parties litigantes. Parler & Parlement signifie conferer , conference , communiquer & traiter , soit en Justice , en guerre , ou autrement.

* *PARMITANT* ou *permettant*.] Hainaut, chap. 72. c'est à dire au moyen dequoy, ou cependant.

* *PARNAGE*.] Voyez *Pasnage*, cy-après.

* *PAROENTZ*.] Dans le For de Bearn, rubr. de *homicidis*, art. 19. sont des meurtrissures.

* *PAROFERTE*, *presentation*, *offres*.] La Cout. de Mets, tit. 4. art. 34. *Paroferte* ou *consignation* judiciaire du principal d'un cens rachetable, pour l'amortissement d'iceluy, deumient signifié à partie, fait cesser le cours de la rente dudit cens, du jour de la presentation ou consignation.

* Dire *PAROLES* de *delay*, ou de *laidange*.] Poitou, art. 17. C'est appeller quelqu'un traître, meurtrier, ou dire autres paroles injurieuses équipolentes, & pour lesquelles si elles étoient veritables, celui contre qui elles sont dites seroit punissable de corps, ou publiquement diffamé : de telles injures, l'amende est de 60. sols tournois, au lieu que des autres elle n'est que de sept sols six deniers.

* Jambes *PARPAIGNES*.] Paris, art. 207. ou *peignes* & *parpeignes*. Bourbonnois, art. 507. sont des jambes de pierre de taille, qui excèdent tant soit peu l'épaisseur du mur ; & parce qu'elles passent ainsi par le *pan* du mur, elles ont été nommées *parpeignes* & *parpaignes*.

PARQUET.] S. Jean d'Angeli, art. 118. & aux Ordonnances de la Chambre d'Artois, chap. 2. C'est l'Auditoire d'un Juge : *Solei enim tribunal judicis muniri septis & cancellis, in quibus stantes adsunt advocati & procuratores*. La Barre de Justice, le Barreau.

TENIR PART-PRENANT, & *PART-METANT*.] Poitou, art. 17. 94. 95. 99. 107. & ailleurs. S. Jean d'Angeli, art. 22. esquels lieux il est aussi traité du fief tenu noblement par hommage, en parage, ou en gariment. Tenir comme part-prenant, c'est quand l'on acquiert portion d'un fief avec la charge de contribuer aux frais & devoirs. Quand l'on tient partie d'un fief du commencement non par droit successif, mais par transport, par alienation, ou à la charge d'en payer aucun devoir. Mais tenir en parage c'est quand originellement par succession une portion d'un fief est obvenue entre coheritiers. Car il faut que le parage vienne par succession & lignage, continuant toujours, sans être alteré, changé ou innové, & qu'il demeure toujours en la ligne, jusques à ce que la parenté finisse, comme il est expliqué audit art. 107. & en la paraphrase de la Coutume de Poitou.

* *PARTAGE* *divisé* & *indivisé*.] Touraine, art. 279. Loudunois, chap. 27. art. 7.

Le partage dans ces Coutumes est divisé entre les puînez, quand ils ont subdivisé entr'eux le tiers des successions dont leur aîné leur a fait partage.

Dans ces deux Provinces l'aîné succede seul à celui de ses puînez qui decede, à l'exclusion des autres puînez, toutes les fois qu'il est en parité, ou cause égale avec eux.

Lors qu'ils sont tous divisez l'aîné & les puînez, si un des puînez decede, c'est l'aîné seul qui est son heritier.

Lors qu'ils sont tous communs, si un des puînez decede, c'est encore l'aîné qui est son heritier.

Mais si l'aîné est divisé de ses puînez, & si les puînez sont restez communs & conjoints entr'eux, ils se succedent les uns aux autres à l'exclusion de l'aîné.

Dans ces Coutumes & quelques autres ceux qui possèdent en commun sont réputez posséder solidairement. Et de là vient qu'il y a entr'eux une espece de droit d'accroissement. *Observatio Regni Aragonum. lib. 3. fol. 14. n. 18. col. 1. in princip. edit. Casar-Angustan.*

Item de Consuetudine Regni & foro etiam est quod ubi duo vel tres fratres, aut plures non dividunt bona paterna, vel alia provenientia ex successione parentum vel consanguineorum, & in vita sua aliquis vel eorum major pars contractus aliquos fecerit, bona indivisa obligando vel de iis alienando, vel alias injurias aliquibus faciendo, vel committendo propter quæ bona indivisa quantum ad partem ejus, vel aliquorum eorum tangit, videntur remanere obligata: Certe si unus vel plures eorum premoriantur bonis non divisis, omnia bona remanent superstiti, nec tenetur superstes in aliquo ad debita, vel injurias mortui, cum ratione illorum honorum ut provenientium pro indiviso, non poterat aliquid de eis ordinare in vita nec in morte nisi primo esset divisa, & ideo caveat quis cum talibus contrahere, vel contractus inire.

C'est par la même raison que les mainmortables dans ces Coutumes ne se succedent les uns aux autres que quand ils sont communs. Ce que la tyrannie des Seigneurs a étendu à la communauté du boire & du manger, d'où est venu le proverbe barbare,

L'eau, le sel & le pain,

Partent l'homme de morte-main.

EN MATIERE CRIMINELLE N'Y A PARTAGE.] *Ut sermone pragmaticorum tritum est: id est paribus numero sententiis ea superat quæ minor est & quæ pro reo facit, ut P. Faber V. Clar. explicat, ad l. 125. D. de diversis regulis juris. Equo sententiarum numero reus absolvitur: Cicero pro Cluentio, & epist. 8. l. 8. Epist. ad familiares: quod idem Adequare dixit ad Q. Fratrem, lib. 2. Epist. 5. Lex jubet eos absolvi qui pares*

*pares sententias tulerint: Quintil. Declam. 254. Paribus suffragiis ea vice-
runt quæ absolverunt. Sirabo, lib. 9.*

Aussi la Cour de Parlement à Paris en verifiant l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1549. qui a été fait pour les Prevosts des Mareschaux, Baillifs & Seneschaux, a ordonné qu'au jugement il seroit passé de deux opinions: autrement que le procès seroit parti s'il ne passoit que d'une opinion: Une voix n'empêche partage en matiere criminelle. *Ceterum numerantur sententie, non ponderantur: Plinius, lib. 2. epist. Suum enim quisque judicium habet. Itaque Consul numerabat Senatum, ut majoris partis consilio staretur. Quod major pars judicat, id jus & ratum est. Partis majoris arbitrio stabitur, l. 17. par. pen. & ult. l. 27. par. si plures, de receptis, vel judicio, l. 36. l. 39. de re judicata, l. 18. de receptis. Standum ei quod major pars decreverit. Curtius, lib. 10. At Seneca epist. 29. ex praeceptis philosophorum monet Luciliū aestimanda esse judicia non numeranda. Idemque refert epist. 82. Reum paribus sententiis absolvi, & alter Seneca orator contr. versia 5. lib. 1. Inter dispares sententias mitiorem vincere, cum alter judex damnat, alter absolvit. Idemque in controversia 2. lib. 3. Aquis sententiis reum absolvi: legem absolutionem dare paribus tabulis. Qui liber 3. ut & 4. 5. 6. & 8. continet hodie tantum compendia Controversiarum & proemia quadam, cujus epitoma alii libri quinque etiam extant, & vulgò appellantur Declamationum libri. Ipse Seneca scripsit tantum Controversias primum, & postea Suasorias. Olim audaculi homines in epitomen redegerunt plerosque auctores qui profusi videbantur, ita ut eorum contextus amplius ferè non exscriberetur: Itaque perierunt tandem integri auctorum libri: Quæ summa injuria facta est etiam Livio, Dioni, Polybio, Trogo Pompeio, Festo, Dionysio qui Magonem Pænum transtulerat in Græcam linguam, ut & D. Syllanus in Latinam: ex cujus Dionysii libris de cultura agri Diophanes epitomem fecit, ut ex Plinii indice & cap. 3. lib. 18. constat, & uterque perit. Idem accidit 60. libris Βασιλικῶν, Cassiodori historia de rebus Gothorum, quam in unum librum Jordanus coartavit: idem Aurelio Victori cujus historia propter notitiam persecutionum laudatur ab Hieronymo in epistola ad Paulum Concordiensem, idem & aliis optimis auctoribus: Sed & pari audacia usi sunt scioli quidam hac ætate & patrum memoria in scriptis Augustini, Galeni, Plutarchi, quorum scripta integra conservabantur beneficio artis impressoria, in vitis Epitomatoribus, quorum labor omnis incassum cecidit. Ceterum ut ad rem redeam, de hac questione vide l. 38. D. de re judicata. Gellium, lib. 9. cap. 15. Heliodorum, lib. 1. Aristotelem in Problematis sect. 29. quæst. 13. Quintilianum Decl. 365. Plinium lib. 8. epist. ad Aristonem I. C. Alius fuit Aristo Philosophus, qui in gestatione differebat. Cujac. lib. 12. cap. 16.*

II. Partie.

C c.

PROCEZ PARTI.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 76. Quand les Conseillers d'une Chambre ont diverses opinions au jugement d'un procez, dont il est aussi ordonné en l'Edit de l'an 1539. art. 125. 126.

PARTIE CIVILE ET FORMÉE.] Est celui auquel appartient l'intérêt & réparation civile seulement : *nam pœnam ab improbis repetunt procuratores regis vel domini, qui obeunt vicem accusatorum, & in crimen subscribunt.* Le Procureur fiscal & d'office prend les conclusions criminelles sur informations précédentes, & sans peril d'amende ni peine de talion qui n'est plus en usage, & ne l'étoit pas du temps de Boutillier auteur de la Somme rurale, qui a écrit il y a plus de deux cens ans. Comme aussi en matiere civile & de criées & decret d'heritages, ceux auxquels appartient l'intérêt de la folle encherre s'appellent parties civiles. Berri, tit. 9. art. 64. Et faut noter que le simple dénonciateur est différent de la partie formée. *Aliud est deferre crimen ex libello & inscriptione, aliud denunciare tantum: licet denunciatio proxima sit accusationi.* Partie formelle a lieu seulement en matiere criminelle. Nivernois, tit. 1. art. 20.

Se rendre partie formée ou formelle, étoit sans formalitez de Justice faire arrêter & conduire son adversaire en prison en offrant de se rendre prisonnier avec luy, ce qui n'avoit pas lieu ordinairement en matiere civile, mais seulement en matiere criminelle, en trois cas, selon l'article 20. de la Coutume du Nivernois, au titre de Justice.

1. Pour injure réelle, où il y avoit grande effusion de sang, ou énorme machure.

2. Pour cas de crime qui requeroit détention.

Et 3. en cas de furt où le larron se trouvoit saisi. Joignez l'art. 1. de la Cout. de Bordeaux. au titre de Jurisdiction.

Si neanmoins la partie formée & son

adversaire bailloit caution suffisante d'ester à droit & de payer l'adjudé, ils devoient être l'un & l'autre relâchez, à moins toutefois que le crime ne fût si grand qu'il dût être puni corporellement & non de peine pecuniaire, auquel cas le criminel restoit en prison quoiqu'il offrit caution; & dès que les deux parties avoient ainsi donné caution respective, le devoir de la partie formelle étoit de faire promptement informer du délit.

Aujourd'huy on ne peut plus regulierement faire arrêter aucune personne ni la faire conduire en prison sans informations précédentes ni sans l'autorité du Juge. Voyez Imbert dans sa Pratique, liv. 3. chap. 1. & Coquille dans ses Questions, chap. 15.

LES PARTIES.] *Sunt qui litigant, actor & reus.*

PASNAGE, ou PENNAGE.] Et païsson des bois appartient au Seigneur haut-Justicier, qui a droit de Gruerie & Garenne. Senlis, art. 107. Poitou, art. 159. Normandie, chap. 7. 93. 101. 107. 121. La Marche, art. dernier, auquel lieu toutefois l'Interprete lit PREEMINANCES. Bretagne, art. 255.

PASNAGE, ou PARNAGE, Anjou, art. 497.

Qui est le droit de porcs étant en glandée, ou autre droit & devoir d'argent qui est dû au Seigneur d'une forest pour la glandée & païsson des porcs, ou pour le pascage & pasturage des bestes. *Est pastia suum ex glandibus.* Il est fait mention de ce droit és Ordonnances des forests, & se prend és bois de haute fustaye, soit de chesne ou faïne pour raison de la glandée & païsson, ou pour cause du pasturage & pascage. *Sic apud veteres scriptura, & Alabarchia fuit genus vectigalis, quod ex pecoris passione & transuactione pendebatur. Qui enim pecudes in saltibus publicis pascebant, capitum numerum proficiebantur apud Publicanos. Hujus vectigalis magister dicebatur Alabarches adnotante Cujacio, lib. 8. Observat. cap. 37. In tabulis censoriis pascua dicuntur omnia ex quibus populus redditus habet, quia diu hoc solum vectigal fuit, Plinius, lib. 18. cap. 3. In Cyrenaica provincia publicani pascua conducebant pecorum pabulo, Idem, lib. 19. cap. 3. Scripturarius ager publicus appellatur, in quo ut pecora pascantur certum est: quia publicanus scribendo conficit rationem cum pastore: Festus. Fuit vectigal ex scriptura, ex portu, ex decumis frumenti, vini, olei.*

Le *Pasnage* est aussi la païsson, ou l'action de paître; & de là vient qu'on dit: le pasnage commence au mois d'Octobre, & finit au mois de Decembre. Et enfin par pasnage l'on entend quelquefois le gland même, ou la faïne. *V. Cang. in Gloss. & cy-dessus Arriere-pasnage.*

DEVOIR DE PASQUES.] Qui est un agneau sur chacun ménagier tenant brebis en la paroisse, qui a été ajugé au Curé du Bourg Beauterre, par Arrest de Rennes, du seizième Octobre 1561.

PASSEPORT.] *Syngraphum, Plauto in Captivis, diploma: puta cum captivus mittitur, ut in specie que proponitur initio l. 21. de negotiis gestis.*

* **PAST ou Païsse.]** Voyez Fief de Païsse, & M. Salvaing, dans son Traité de l'usage des Fiefs & droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 74. pag. 384.

PASTURAGE.] C'est en quelques lieux un droit que le Seigneur leve sur chacun de ses sujets, ou de ses habitans, qui font paître leurs troupeaux dans sa Terre.

* **PASTURE AUX.]** Berry, titre des droits Prédiaux, art. 8. &c. Sont des prez destinez pour faire pascager les bœufs pendant le temps qu'il n'y a plus de bien dans les granges. En Nivernois on tient les bœufs aux pâtureaux jusqu'à la S. Martin. Coquille dans ses Institutions du Droit François, p. 66. de l'édition de 1665. remarque que dans la Coutume du Nivernois il n'y a point d'article qui fasse les pasturaux deffensables, mais qu'ordinairement ils sont bouchez, & que quand ils ne servent pas, il estime qu'ils doivent être deffensables

pendant tout le temps qu'on a accoutumé d'y mener des bœufs.

* *Vive & vaine PASTURE.*] Bourgogne-Duché, titre 13. art. 4. *vain pasturage.* Troyes, art. 170. Dans les bois de haute forest la pâture est *vive* pendant le temps qu'il y a des glands & autres fruits aux arbres, qui tombent & dont les bêtes se nourrissent; ce qui dure en Bourgogne, depuis la S. Michel jusques à la Feste de S. André inclusivement. Après ce temps la pâture est *vaine*, car la *pasture vaine* n'est autre chose que celle où il n'y a plus de fruits, dans lesquelles il est permis par cette raison à tous les usagers & vains pâturiers d'y faire paître leurs troupeaux.

Dans les bois taillis la pâture est *vive* depuis le temps de la coupe jusques après la quatrième feuille ou la quatrième année; ensuite la pâture est réputée *vaine*, & il est permis à tous usagers & vains pâturiers d'y faire paître leurs bêtes; ce qui ne leur est pas permis tant que la pâture est *vive*.

Dans les terres & autres heritages non clos, selon l'article 170. de la Coutume de Troyes, la pâture y est vaine dès qu'elles sont dépouillées, à l'exception des prez, qui sont défendus depuis la Nôtre-Dame de Mars jusques à ce qu'ils soient dépouillez pour la première fois; car dans cette Coutume & plusieurs autres, nul ne peut clore son pré pour faire reguain, s'il n'y bâtit une maison, la *vaine* pâture en prairie y étant de droit commun pour tous les animaux, à l'exception des porcs.

Quant aux vignes elles ne sont jamais ny en *vive* ny en *vaine* pâture, étant toujours de garde.

FIEFS PATRIMONIAUX.] Hainaut, chap. 77. Sont les propres & anciens heritages ou fiefs qui n'ont été acquestez. ἡ περιουσία, περιστασις, ut patrimonium appellatur à nostris: Theophil. lib. 1. Institut. tit. 5. 6.

HERITAGES PATRIMONIAUX.] Boulenois, art. 69. 89. 124. 138. Arthois, art. 76. 77. 78. 116.

DRÖIT OU DRÖITURE DE PATRONAGE.] Normandie, chap. 32. 109. 110. Tours, art. 295. Lodunois, chap. 28. art. 3. L'édition de Paris de l'an 1552. a mal imprimé DE PATRIMOINE.

Quand celui qui donne par aumône un heritage à l'Eglise pour servir à Dieu s'en retient la seigneurie; ou bien quand le fondateur se réserve le droit de pouvoir nommer & présenter à l'Evêque un personnage capable du benefice pour le tenir & exercer, quasi *πατρόνιον*. De quo Patronatu in Novella 123. Justiniani, & in jure Pontificio, & Choppinus sacra Politia, lib. 1. tit. 4. De Gentilitiis sacris & sacrificiis loci occurrunt,

* *PAU de Palenc den Barrahl.*] Dans le For de Bearn, Rubr. de Penas, art. 8. C'est un pieu de la palissade d'une clôture.

* *PAUCH de Chandelle.*] Lille, chap. 13. art. 160. Voyez *Chandelle & Debouts.*

* *PAUME'E.*] Voyez *Palmée.*

* *PAUMERIN.*] Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 2. c'est à dire *primerin*, ou premier.

* *PAUMS.*] Bearn, rubr. de Pées & mesuras, art. 2. Voyez *Pan de cane.*

* *PAUVRETE' jurée.*] Des Mâtes, décision 283. Sous la seconde race de nos Rois, les particuliers donnerent leurs biens aux Monasteres & aux Eglises avec si peu de discretion, qu'ils allerent jusqu'à dépoüiller & exhereder leurs propres enfans. Les Evêques de France assemblez à Mayence en l'année 813. blâmerent ce faux zeile par le Canon 6. qui est en ces termes :

Propter istius itaque pacis concordiam conservandam, placuit nobis de orphanis & pauperibus, qui debito, vel indebito dicuntur amisisse hereditatem paterni vel materni juris ad se legibus pertinentem. Si alicubi inventi fuerint quos patris vel matris propter traditionis illorum exheredes fuerunt, aliorum scilicet suasionibus, aut petitionibus, vel aliquo ingenio, omnino volumus atque decrevimus emendari, quantum ad nos, vel ad nostram pertinet potestatem juxta voluntatem Dei, & vestram sanctam admonitionem, & considerationem. Quod si fortè extra officium nostrum alicubi inventum fuerit, admonere vestram clementiam audeamus, ut emendetur.

Il y eut à cet égard un grand changement vers le commencement de la troisième race de nos Rois. Tout le monde sçait que c'est à peu près en ce temps que les fiefs furent rendus héréditaires; & comme les investitures que l'on en faisoit, tant au profit du premier vassal que de ses enfans, comprenoient en faveur des enfans une espece de substitution, l'usage s'établit, qu'il ne fût point au pouvoir des peres & meres de disposer de leurs fiefs au préjudice de leurs enfans, ni au pouvoir des enfans, à qui les fiefs étoient échus par le deceds de leurs parents, d'en disposer au préjudice de leurs collateraux sans leur consentement, ainsi que nous l'apprenons du chap. 45. du premier livre des Fiefs. *Alienatio feudi paterni non valet etiam domini voluntate, nisi agnatis consentientibus ad quos beneficium quandoque sit reversurum.*

Ce droit par succession de temps ayant été étendu aux aîeux, les heritiers contesterent toutes les alienations, sans distinction de fiefs ou d'heritages en roture; de sorte que pour remedier à ce desordre, ceux qui dispoioient de leurs biens entre-vifs furent obligez de faire signer leurs heritiers présomptifs aux contrats.

On trouve des vestiges de cet ancien droit dans nos vieux Praticiens. Bouteiller liv. 2. chap. 7. en parle ainsi. *Par Coutume locale l'homme ne peut vendre son patrimoine, & heritage qui de par pere & de par mere luy est échéu, sinon par le gré & consentement de son hoir, ou par Pauvreté, au cas que verité seroit. Et selon l'usage d'aucuns lieux, en fief conviendrait que de ce il jurât en tierce main, & que ce fût pour employer en suffisans heritages, &c.*

Le For de Navarre, Rubr. 20. pag. 54. de l'édition de 1581. à Pau, tit. 20. art. 2. & 3. *Alienation universalis de bees avitins de tout le fonds & proprietat, ne sera valable, en deguna sorta, si no es por grandes necessitat, & ab conneixença, & permission de justicis, lo qualle conneixença le parra far sommairement pardevant les gens de la Chancellerie, per le regard des nobles, & per les autres pardevant les Baillis ou autres Magistrats, & Juges ordinariis deux loes, ou losdits bees seront assis.*

Regiam majestatem, lib. 2. cap. 20.

Si ergo tantum conquestum habuerit ille, qui partem terra sua dare voluerit, tunc quidem hoc licet, sed non totum conquestum, quia non licet filium exheredare.

Verumtamen, si nullum filium, vel filiam de corpore suo procreaverit poterit ne conquestu suo, cui voluerit dare partem, hoc totum conquestum hereditabiliter.

Ita quod si inde fueris sensitas ei, cui facta fuit donatio, in vita donatoris, non poterit aliquis remotior donationem illam quomodolibet immutare.

Potest itaque quilibet totum conquestum in vita sua donare, sed nullum heredem inde facere, nec collegium nec aliquem alium hominem, quia solus Deus heredem facere potest non homo.

Si autem hereditatem, & conquestum habuerit, tunc indistincte verum est quod poterit filio suo post nato, quantamlibet partem sive totam cumque voluerit dare ad remanentiam de conquesta; de hereditate vero sua nihilominus poterit dare rationabiliter secundum quod dictum est superius.

Dans l'ancienne Coutume de Paris la femme qui avoit des enfans ne pouvoit plus disposer des fiefs qui luy étoient propres sans leur consentement, dès le moment qu'elle étoit veuve. *Per Consuetudinem Parisiensem vidua habens liberos non potest etiam suam propriam rem feudalem sine consensu filiorum suorum vendere, & si fiat est nulla, que consuetudo fuit prabata per xxii. testes in causa de Pisse. con. posito quod dicta vidua alienasset pro necessitate victus, & idem in loco de Lorry ut supra de jurisdictione omnium judicum §. 12. in gloss. 2. in q. ult. &c. Bocrius de feudis, art. 1. fol. xxvi.*

L'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. chap. 27. de fief en fief fol. 182. Par la Coutume des fiefs si une Dame noble est demeurée & a aucuns enfans nez & procrez en loyal mariage ; & elle vend aucun héritage , qui soit propre à elle , venu & descendu de pere & de mere , si les enfans n'y sont appelez & consentans , la vendition est nulle , supposé que ce fût pour la nécessité de son vivre.

Dans le Brabant le survivant des peres & meres , sans distinction , ne pouvoit point encore disposer de leurs biens immeubles au préjudice de leurs enfans , par un droit qu'on appelle en ce pays de *devolution*. *Jus devolutionis*, dit Stokmans, est *vinculum quod per dissolutionem matrimonii injicit consuetudo bonis immobilibus superstitis conjugis*, ne ea ullo modo alienet , sed integra conservet ejusdem matrimonii liberis , ut in ea succedere possint , si parenti suo superfuerint , vel ipse , vel qui ab ipsi nati fuerint , exclusis liberis secundi vel ulterioris thori. Stokmans de jure devolutionis. lib. 1. cap. 1. n. 9. pag. 3. edit. an. 1700.

Cet Auteur qui dit au chap. 2. du même Livre que les Jurisconsultes François feroient mieux de se taire , que de parler de ce droit , en a ignoré l'origine , en s'imaginant ou le faisant venir des Loix Romaines. Et si *jus devolutionis*, dit-il, *consuetudinarium sit & dissentaneum à jure Romano*, quo liberi diversarum nuptiarum aequaliter succedunt parentibus suis Novell. 22. de Nuptiis §. nec illud quoque , nec alienare prohibetur parens superstes bona sua , tamen multum affinitatis habet devolutio cum jure lucrorum nuptialium quæ à defuncto conjugio ad superstitem pervenerunt , hac enim neque superstes alienare potest , cum proprietas similiter dicatur ad liberos pertinere , nec communicantur liberis secundarum nuptiarum , ut videatur prorsus devolutio inde originem suam sumpsisse , quod plenius explicandum est.

Jure Romano bona omnia quæ per dissolutionem primarum nuptiarum obveniunt superstiti conjugii in substantia prædefuncti conjugis sive ex testamento aut donatione causa mortis , sive ex pactis dotâlibus aut ex beneficio legis vel consuetudinis , addicuntur & conservanda sunt liberis illius matrimonii ; nec potest superstes ea alienare aut pignori dare , sed uti frui tantum , illesa proprietate : liberi verò dum parens viduus superest , nullam habent horum bonorum fruitionem , sed nudam proprietatem , veluti in securitatem futura successionis , post superstitis mortem. Leg. fœminæ leg. generaliter. leg. his illud , Cod. de secundis nuptiis. Novella 98. cap. 10. Quis hic non pater delineatam jam ipsum devolutionis quod cap. 1. descriptum est ? illud solum videtur in utroque diversum quod devolutio comprehendat bona omnia immobilia quæ superstes habuit tempore soluti connubii , jus verò Romanum restrictum sit ad ea bona quæ EX SUBSTANTIA DEFUNCTI conjugii superstiti obvenerunt.

C'est de cette ancienne prohibition de disposer des propres au préjudice de ses heritiers présomptifs, qu'est venue la prohibition de disposer par testament de plus du quint des propres & le droit de dévolution ; & c'est de là qu'il faut encore tirer parmi nous l'origine du Retrait lignager, quoiqu'il en soit fait mention dans les Loix Romaines.

P E A G E.] Amiens, art. 192. en la Somme rurale, au tit. 11. de l'ancienne Coutume de Mehun en Berri, en l'Edit du Roy Henri II. de l'an 1552. fait pour la juridiction des gens du grand Conseil ; & en l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1560. art. 107. 138. & de Henry III. de l'an 1579. art. 282. & de Charles VI. de l'an 1413. Auvergne, chap. 25. art. 16. La Marche, art. 343. Poitou, art. 12. 13. Acs, tit. 12. S. Sever, tit. 10. Solle, tit. 34. Bearn, tit. 46. & au premier livre de l'Etablissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans. (* *Vid. Capuam in proœmio Const. Sicil. n. 14. p. 19. col. 1. V. Pulveragium, & Salvaing, p. 144.*

Appellatur pedagium in antiquis instrumentis & statutis, & in canon. Si quis Romipetas, causa 24. quest. 3. in stylo Parlamenti, cap. 13. & 18. cap. 10. de censibus, cap. 26. de verb. signific. in Decretalib. Teloneum, lib. 3. legis Francica cap. 12. & 54. lib. 4. cap. 24. lib. 5. cap. 18. Constitut. Caroli Magni. Dont appert que le peage n'est dû que par les négociateurs qui s'aident du pont, chaussée ou levée. Tellement que le peage est un droit seigneurial qui se prend sur le bétail ou marchandise passant, pour entretenir les ponts, ports & passages, & afin que le Seigneur puisse sçavoir ce qui est transporté d'un pays en un autre, d'une Seigneurie en l'autre. Est portorii & vectigalis genus quoddam, τὸ τίλος, τίλισμα, mercium vectigal, portorium venale, à quo milites immunes erant nisi in iis qua veno exercerent : Tacitus, lib. 13. Annal. Ubi insignis est locus de publicanis, & de vectigalium tributorumque usu & abolitione. Quidam existimant Pedagia, vel Pedatica dici, quia dantur à peditibus : & Guidagia dici pro ducatu per terram alicujus ut loquuntur. Sic antiqui teste Pompeio Festo Vestigium humani præcipuè pedis appellabant pedam. Vectigal autem & portorium præstatum non tantum in transitu pontis, sed & in itinere, l. si quis pro uxore 21. D. de donat. inter virum. Les Enfans de France & Princes du sang Royal pour leurs provisions sont exempts de peage par tout le Royaume par privilege. Et s'en trouve un Arrest de Paris du 8. Juin 1387. pour la Duchesse d'Orleans fille du Roy Charles le Bel ; & est allegué en plaidant le 18. Mars 1388. pour le Comte d'Alençon, que les Princes du sang en sont exempts jusques au sixième degré. Comme aussi les Pairs de France & le Corps de Parlement a prétendu être exempt de tous peages. Et en quelques regnes ceux qui menoient des vivres en l'ost du

du Roy ont été exemptés de peage. *Nihil debent quæ exercitui parata sunt*, l. 9. §. *res quæ. Dig. de Publicanis. Legati jure gentium sunt etiam immunes: Vide tit. Cod. de Vectigal. l. 203. D. de verb. sign. Fornerium*, lib. 1. *Selectionum cap. 20.* Anciennement si un homme étoit détrouffé en chemin public, le Seigneur qui levoit le peage & avoit la Justice du lieu, étoit tenu le rembourser; comme il a été jugé contre le Seigneur de Vierzon és Enquestes de Parlement de la Purification 1269. & contre le Comte de Bretagne és Arrests de Pentecôte 1273. & contre le Comte d'Artois és Arrests de Toussaints 1287. Mais si le meurtre se faisoit avant soleil levé & après soleil couché, le Seigneur n'en étoit tenu, jugé pour le Comte d'Artois, & de S. Paul à la Toussaints 1265. Aussi par un Arrest de la Toussaints 1295. appert que le Roy fait rembourser le détrouffement fait en sa Justice & en voye publique. *Hujus juris meminit Arist. lib. περί θαυμασίων ἀκυσμάτων: Εἰς τῆς Ἰταλίας. φασὶν ἕως τῆς Κελτικῆς καὶ Κελτολυγίαι καὶ Ἰβήρων εἶναι τινὰ ὁδόν, Ἡ' ῥά κλειαι καλεῖσθαι δι' ἧς εἰσὶν τε Ἑλλήν, εἰσὶν τε ἐγγχώριος τις πορεύεται κτησθῆναι ὑπὸ τῷ παροικίῳ, ὅπως μηδὲν ἀδικητῇ. Τὴν γὰρ ἐμμίαν ἐκτίνει κατ' ἣ γίνταται τὸ ἀδικημα. Ergo hoc jus vetustissimum & adhuc in more positum in quibusdam regionibus Italia. Ideoque Cumanus Prefes Judææ apud Josephum lib. 20. Antiq. cap. 4. Imputat vicis propinquis latrocinium quod in publica via factum est.* Plus aucun ne peut imposer nouveau peage sans le vouloir & permission du Roy; & la connoissance de telle chose n'appartient qu'au Juge Royal. Arrests de Pentecôte 1273. pour les nouveaux peages d'Agenois: & és Enquestes du Parlement de Toussaints 1316. Plus le Seigneur prenant peage ou travers, doit tenir les passages sûrs contre les particuliers; autrement est tenu recompenser la perte par Arrest contre le Sieur de Crevecœur donné à la Chandeleur 1254. Les peages sont domaniaux, & non d'aide ou subside: & ont été introduits pour l'entretienement des ponts, des ports, des chemins & passages, & afin que les marchandises fussent voiturées seurement & garanties des voleurs & corsaires. Ces Arrests ont été recueillis par du Tillet Greffier civil du Parlement à Paris, dont le labeur est tres-recommandable, & son Recueil n'est pas encore imprimé, sauf pour quelques traitez: *ex ejus arca mutuum sumpsi, nec semper de domo fieri potest numeratio.*

Dominus prestat furtum infra metas pedagii. Conquerbatur Guillelmus Morelli & Stephanus Chanarde mercatores, quod cum ipse die Veneris ante Festum beati Gervasii præterirent de nundinis de Ponteferend per Soliacum cundo apud Virsionem

desrobati fuerunt hora nona de m^{xx} viii l. 2. f. quas portabant inter villam de Monasterio & Combelay in loco de quo est facta ostensio, qui locus est infra pedagium, vel fines pedagii Virsionensis. vel S. & in justitia domini Roberti de Sacros. &c. petentes quod Domi-

„ nus Rex sibi dedi faceret damna sua.
 „ Dominus Rex volens scire in quo pe-
 „ dagio hoc actum fuit & utrum ita ac-
 „ tum fuit, fecit super hoc inquiri per
 „ V. Baillivum. Qua inquesta facta &
 „ visa, quâ probatum est quod ipsi mer-
 „ catores delrobati fuerunt infra metas

pedagii domini Virfion. condemna-
 tus fuit per Curiam idem Dominus ad
 restituendam ipsi mercatoribus sibi
 ablata. Actum in Parlamenti Candell.
 an. Domini 1269. l* V. les Preuves de
 la Maison de Châtillon, p. 87. & l'Hi-
 stoire des Evêques de Maguelone, p. 305.

CHEF OU BRANCHAGES DU PEAGE.] Bourbonnois, art. 354.

DROIT DE LA COUTUME OU DU PEAGE.] Tours, art. 81.
 Lodunois, c. 7. art. 1. 2. & 3. *Hæc etiam pro eodem jure accipiuntur in*
Consuetudine Andium, Cenomanum, Carnutum, art. 12. Ea demum pe-
dagia licita sunt, quæ auctoritate publica concessa sunt, vel ex antiqua
Consuetudine introducta, à tempore cujus non extat memoria. Voyez le
mot COUTUME.

DROIT DE PEAGE, DE LONG & DU TRAVERS.] Tours,
 art. 59. 84. 85. 86. 87. 295. Et en la Coutume locale de Mezieres en
 Touraine, & de S. Cyran en Brenne, Lodunois, chap. 5. art. 1. chap.
 7. & chap. 28. art. 5. Anjou, art. 49. 54. Le Maine, art. 57. 62. Grand
 Perche, art. 7. 39. Chasteau-neuf, art. 11. Chartres, art. 11. Dreux,
 art. 8. Bourbonnois, art. 394. & suivans.

PEAGES ET TRAVERS.] Es Ordonnances de Charles VI. de
 l'an 1413. art. 244. 245.

SEIGNEUR PEAGER.] Acs, tit. 12. art. 3. & 7. S. Sever, tit.
 10. art. 3. 7. Solle, tit. 34. art. 3.

PEAGERIE.] Tours, art. 81. 82. 86. & en la Coutume locale
 de Mezieres en Touraine, de S. Cyran en Brenne, de Lodunois,
 chap. 7. art. 1. 2. 3. 6. de la Marche, art. 343.

CHEMIN PEAGIER, OU PEAGRAU.] Tours, art. 84. Lodu-
 nois, chap. 7. art. 4. Anjou, art. 43. 60. 79. Le Maine, art. 50. 69. 90.
In via portorium flagitatur, Sueton. in vita Vitellii, cap. 14.

* **PEICHERAS.**] Bearn, tit. des Herbages, art. 4. sont des
 lieux destinez à faire paître des Troupeaux.

* **Bayles Royaux PEDANENS.**] Acs, tit. 9. art. 43. *Pedanei.*

* **PEINES.**] Elles dépendent de l'autorité du Prince. Sans luy
 nul nouveau supplice ne peut être introduit. Noyer étoit autrefois
 une punition de Justice ordinaire en France, & au Royaume de Na-
 ples, où elle fut éteinte par un consentement commun. (M. GALL-
 LAND.)

* **PEINES de corps de manouvriers.**] Sens, art. 254. Sont leurs
 salaires.

* **PEL, verge & couverture.**] Amiens, art. 122. Peronne, art. 145.
Pel, torche, & couverture. Troyes, art. 86. ou *Pelle, torche & cou-*

fortune. Chaufny, art. 122. Sont les separations que les veuves font reuës de faire faire aux maisons dont elles jouissent à titre de douaire. *Pel* ou *pelle* vient de *palus pali*, ou *pala*, *pala*, qui signifient une pelle; de sorte qu'entretenir une maison de *pel* ou *pelle*, ce n'est autre chose, selon Vsevin, que de faire employer à quelque mur enfoncé ou gâté, autant de mortier qu'en peut contenir une *pelle*. Entretenir une maison de *Torche* est, selon le même Auteur, être obligé de faire mettre dans un toit de chaume quelques torches de paille, qu'on appelle en Picardie *torches d'estrain*, c'est à dire, quelques poignées ou bouchons de paille, pour empêcher que l'eau entrant, n'endommage les toits, & ne gâte le bois ou ne corrompe le bâtiment. On se sert encore de ces *torches* ou bouchons de paille lorsque l'on bouze les pignons des granges ou étables dans les villages. Il semble que dans les Coutumes d'Amiens & de Peronne les *verges* ne soient autre chose que des bâtons, autour desquels on met de la paille pour faire des torches, ou sur lesquels on pose le chaume dont on fait les toits.

* *PELS.*] Hainault, chap. 107. art. 9. Sont de gros bâtons; ce mot vient de *palus*, *pali*, &c.

DROIT DE PELLAGE.] Maine, art. 196.

Qui est un droit Seignorial: *quod quale sit mihi nondum constat: nec tamen inutile à me indicatum esse, ut illius provincia populares in consilium vocentur: Omnia solas prestare non potui: nec ulla res consummata est dum incipit.*

Le *Pellage* dans les Baillages de Maine & Meulan est un droit particulier aux Seigneurs qui ont des Terres & des Ports, le long de la Riviere de Seine. Ce droit consiste à quelques deniers que ces Seigneurs lèvent sur chaque muid de vin chargé ou déchargé en leurs ports, mis dans les bateaux ou qui en est tiré. Quelques-uns croient que ce mot vient d'*appellere*, comme qui diroit *appellage*. Voyez Galland, dans son Traité du Franc-aleu, pag. 80. & M. du Cange, dans son Glossaire sur le mot *Paladium*. Au Livre Rouge neuf des Maîtrises du Châtelet, fol. 4. il y a des Lettres Patentes d'érection de la Terre de Fresne en Châ-

teslenie, au profit d'amé & seel Conseiller Maître des Requestes ordinaire de l'Hôtel & premier Président des Grands-Jours, que l'on dit Parlement, au pays & Duché de Bretagne, Antoine le Volte, Chevalier Seigneur de Fresne & de Jobert. De laquelle terre de Fresne il est dit, que dépendent plusieurs gros fiefs & droits, comme droits de Justice & Jurisdiction haute, moyenne & basse, four, moulin & pressoir banniers, rouage de vins qui se lèvent en ladite Terre & Seigneurie, & aussi Pallage sur la Riviere de Maine des bateaux qui garent en ladite Riviere, & abordent le long d'icelle Terre & Seigneurie.

* *PENAUT* ou *bichet*.] C'est dans le Barrois le poids de cent livres, & chaque penaut contient deux mesures.

PENHS: PENHERA.] Béarn, tit. 23. art. 6. tit. 30. art. 2. tit. 37.

D d ij

art. 33. 39. tit. 35. tit. 44. art. 36. tit. 58. art. 39. 41. C'est gage, engagement, faisie ou prise, (* & pignoration de bétail, pris en dommage.)

* *PERAGER, voyage.*] Liege, chap. 14. des cas criminels, art. 36. Ce qui étoit une peine que les Juges imposoient anciennement à ceux qui avoient commis quelque crime. Beaumanoir, chap. 63. lig. 32. *Si li Souverains fet quez pes de vilain cas s'est faite dont aucun se s'est obligiez à rendre argent, ou qui vaille argent ou peine, si comme d'aller en Pelerinage, ou d'autre peine, li Souverain puet penre cheli pour ataint dou fet &c.*

Celuy qui étoit condamné à faire ainsi quelque pellerinage étoit infame & incapable de porter office; autrement étoit si le pellerinage étoit réduit en argent. Le voyage d'outremer réduit en argent étoit au pays de Liege de vingt florins d'or.

Celuy de S. Jacques de dix florins d'or.

Celuy de Rochemadoux de cinq florins d'or.

Celuy de Vendosme de deux & demy.

Et celuy de Walcourt d'un & trois quarts.

* *PERDRIAUX.*] Sont quatre cailloux, qu'on met en terre à côté des bornes, lorsqu'on les plante. On met quelquefois ces cailloux du côté de l'Orient, quelquefois du côté de l'Occident; & comme ils servent pour marquer que la pierre mise en terre est une borne, on les appelle aussi *témoins de bornes.*

* *PERE ou ayeul perpetuel.*] Meaux, art. 58. C'est le pere ou l'ayeul d'une femme qui est en puissance de mary, & qui vivent pendant qu'elle est mariée.

* *Criées & PEREMPTOIRES.*] Bourbonnois, art. 145. Auvergne, art.

Les criées sont des proclamations solennelles, qui doivent être faites avant qu'un heritage saisi puisse être adjugé par decret.

Les peremptoires sont les delais qui doivent être joints à chacune des criées après qu'elle a été faite. Ces delais sont de quinze jours, suivant la Coutume du Bourbonnois.

* *Crier & PEREMPTORISER.*] Voyez *Peremptoires.*

* *PERGIE.*] *Charta Stephani Comitis Burgundia, & Joannis Comitis Cabilanensis an. 1229. pro libertatibus oppidi Aussenensis apud Jurannum in Antiq. Aussen.* Se beste est prise en dommage de bley ou de prey par échappée, cils cui la beste sera doit rendre le dommage & la pergie, qui monte 4. deniers, se ce est chevaux, & se ce est beste aumaline 12. deniers, se ce est porc un denier. Voyez *Pargie.*

* *PERGO.*] Béarn, tit. de Probations, art. 8. *Lo senhor den bestia penherat proba ab un testmoin, & son jurament que per aquera presa*

se perge l'edit bestiaa. C'est à dire que le propriétaire du bestial saisi prouve avec un témoin & son serment, que par la saisie le bestial a été perdu par mort ou autrement.

En Bearn celuy qui trouve des bestiaux dans son heritage a droit de les saisir de son autorité privée, ce qui s'appelle *pignorer*. Voyez cy-dessus *Penhs*; mais si celuy qui a ainsi saisi laisse perdre les bestiaux, le propriétaire est crû de la perte par son serment avec un témoin.

* *PERMITTANT.*] Hainault, chap. 72. Voyez *Parmitant*.

PEROTS] Sont les gros arbres: & un chefne est nommé perot quand il a les deux âges de la coupe du bois. Boulenois, art. 33. S. Paul, art. 21. 46. & de la plus ample, art. 48. 76. auxquels articles il se lit *Peres*. Amiens, art. 119. 210. 211. Monstreuil, art. 29. & en la Coutume de Bethune. Le Perot est différent de l'Estallon & du Taion.

Les *Perots* sont les arbres *peres*, ou qui ont deux âges; de *pere* on a fait *perot*, & les *rayons* sont pour ainsi parler les arbres *grands-peres*, ou qui ont trois âges; d'*avus* on a fait anciennement *ayon*, & comme il étoit dur de dire *mon ayon*, on a ajouté un *t*, & on a dit *mon t-ayon* & ensuite on a dit indifféremment *rayon* pour *ayon*. D'*avia* on a fait *aye*, & parce qu'il auroit été

trop rude de prononcer *ma aye*, on a dit *ma t-aye*, & ensuite on a dit *raye* pour *aye*. Pareillement d'*amita* on a fait *ante*, & parce qu'il auroit été trop rude de prononcer *ma ante*, on a dit *ma t-ante*; & enfin au lieu d'*ante*, on a dit communément *tante* pour *ante*. Les mots *raye* & *rayon* sont encore en usage en Picardie.

* *PERPETRES.*] Selon Carondas dans ses Notes marginales sur la Somme Rurale de Bouteiller pag. 250. sont des *Terres communes* qui ne sont en la possession d'aucun particulier. Cet Auteur remarque au même endroit que son vieil Praticien use du mot *perprendre* & *perprinse* pour occuper de telles terres. Voyez *Perprendre*.

PERPRENDRE, PERPRINSE, PERPRISON.] Acs, tit. 9. 11. 12. 18.

C'est prendre de propre autorité terres communes & franchises, sans congé du Seigneur, en payant quotité de la queste ou rente.

* Voyez *Perpetres* cy-dessus.

PERSONIER.] Lille, art. 7. Normandie, chap. 26. 35. 101. C'est le coheritier. Et en la Coutume de Normandie, chap. 80. c'est le complice & coupable du méfait. Et en la Coutume de Bourbonnois, art. 417. de la Marche, art. 163. 271. d'Angoumois, art. 25. 27. de S. Jean d'Angeli, art. 107. C'est le compossesseur & sujet à même droit de taille réelle, envers le Seigneur, ou de deniers de servitude ou mortaille, ou qui tient en commun & par indivis un heritage avec un autre. *SEIGNEURS PERSONIERS*: Poitou, art. 45. Et les communs en biens ou heritages s'appellent *Comperfonniers*: Nivernois,

tit. 12. art. 7. Personniers, Nivernois, tit. 6. art. 27. tit. 8. art. 11. tit. 10. art. 5. & suivans, tit. 11. art. 3. 4. 6. 9. 10. 11. 12. tit. 13. art. 23. 22. 23. tit. 26. art. 6. Anjou, art. 20. auquel le moulin qui est commun s'appelle personnier, comme aussi en la Coutume du Maine, art. 20. Femme personniere: Bourbonnois, art. 241. 246. Communes personniers: Bourbonnois, art. 170. & suivans, la Marche, art. 163. 271. Aussi l'on appelle personnier, *qui eandem cum alio actionem instituit, vel exceptionem proponit*: Normandie, chap. 62. *Nel qui est eodem cognationis gradu cum eo qui agit de jure, importunans*: Normandie, chap. 116. 117. Ou celui qui est compagnon avec un autre en fait de trafic & negociation, en gain, profit & perte. Bayonne, tit. 3. art. 22. ou ceux qui doivent contribuer à la refectio d'un pont ou chemin. Bayonne, tit. 18. art. 3.

* **P E R S O N N I E R.**] Personnier en cel fet. Dans les Assises, ch. 95. *Que est que tel meurtre fesoit, n'avoit droit en terre tenir, & tuit cil qui estoient consentant, étoient personnier de le meurtre.* Villehardouin, liv. 4. de son Histoire. Voyez *Parchohier* & *Parconier*.

* **P E R T U I S A G E.**] C'est un tribut dû aux Seigneurs pour avoir d'eux la permission de percer un tonneau, & de vendre ensuite le vin qui est dedans. Doublet dans son Histoire de S. Denys, liv. 1. chap. 60. pag. 434. au commencement. *Le Forage, gras, & roüage des vins que l'on vend en la terre de S. Denys à taverne est tel. Se aucune personne vend vin en ladite terre à taverne, il doit l'argent d'un septier de vin pour chacune piece qui vendra, soit qu'en tonnel, ou poinçon, au prix qu'il est premier affouré, & si doit quatre deniers de Pertuisage pour chacune piece, depuis le jour de saint Denys jusqu'à la S. André, du vin affouré en iceluy temps.* Voyez *Forage*.

D R O I T D E P E S C H E R I E, ou **D E P E S C H E.**] A la fin du Procez verbal de la Coutume de Peronne, & en la Coutume locale de Menest ou sur Cher, art. 22. 23. Il y a plusieurs rivières garennées pour être en grand fruit pour la pesche: comme aussi il y a plusieurs lieux garennez pour la chasse: & n'est pas licie à toutes personnes de pescher en un fleuve, si ce n'est à la ligne à trois poils & au carcé, ou autrement, selon l'usage & coutume des lieux: *quantum flumina sit publicum, ejusque usus jura gentium publica & communis sicut vicinarum publicarum, & per quod omnibus navigare licet, & in qua piscationis publicum est. Sed aliud tandem usurpatum est & consuetudine receptum, ut quis prohiberi possit ab eo jure piscandi: ut & ante ades maris vel Prætorium mox in mari piscari, quantum naturalis jura mare sit omnium communis, & litora manent ut & in agris mox venari ut occupari, ne prohibente, quantum jura gentium fœda bestia, volucres, pisces, fœtæ capientium, l. 13. § ult. de injuriis, l. 2. de adquirenda rerum,*

* *PESSELAGE & Maronage.*] Voyez *Maronage*.

* *PESSON.*] Poitou, art. 159. Voyez *Paiffon*.

PETILLAGE.] Sont les Ordonnances & Coutumes que les marchands tiennent au fait de leur marchandise, & pour le treu & peages, comme dit Boutillier en la Somme rurale, p. 404. * Voyez Carondas en cet endroit p. 407.

* *PEUTURE.*] Nourriture : leur doit livrer vêtture & peuture. De Beaum. ch. 15. de les Coutumes de Beauvoisis.

* *PEYRE'ES, fustées & brassées.*] Bearn, Rub. de Prescriptions, art. 9. sont des Ouvriers. Les *peyrées* sont les Maçons, & ceux qui travaillent à la pierre. Les *fustées* sont ceux qui travaillent au fust ou au bois, & les *brassées* sont ceux qui travaillent de leurs bras.

* *PEYRES fitanes.*] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 19. sont des Bornes.

* *PHYSICIEN.*] C'est ainsi qu'on nommoit anciennement les Medecins. Voyez *Mires*, & M. Ménage dans ses origines.

LE PIED SAISIT LE CHEF] *Ex idiotismo Francorum : Solo semper cedit superficies, & civili & naturali jure : Edificium sequitur jus soli. Area enim pars est vel maxima adificii, l. 3. §. sed si supra. D. Uti possidetis, l. 2. D. de superficiebus, l. domo. D. de pignorat. actione, l. 2. Cod. de rei vindic. l. 50. Ad legem Aquiliam, l. 5. Cod. de adif. privat. l. 43. de obligatio. & actio. l. 7. §. cum in suo, l. 28. de acqui. rerum, l. 98. par. aream. de solutionib. l. 49. dig. de rei vindica. Hinc pendet ratio l. 16. par. 2. l. 29. par. domus, l. ult. dig. de pignoribus, l. 44. par. si area. de leg. 1. l. 39. de leg. 2. l. 26. l. 39. de usurpat. Et si in publico adificatum est, publicum est l. penult. part. ultim. de acqui. rerum dominio. Itaque in alieno non est temerè adificandum.* La Coutume de Chalons, art. 143. interprete cette Sentence autrement : c'est à sçavoir, que chacun peut lever son édifice sur la place tout droit, à plomb & à ligne si haut que bon luy semble, & contraindre son voisin de retirer chevrons & toutes autres choses portans sur la place, par quelque temps que les choses ayent été en cet état, & fût-ce de cent ans.

IMPOST DU PIED FOURCHE.] Qui se leve en aucuns lieux sur les ventes & transport du bétail gros & menu. Autre est la ferme du pied rond. *PIESANTE.* Boulenois, art. 166. C'est un chemin privé qui doit contenir deux pieds & demy, par lequel l'on peut aller seulement à pied, & non mener ou ramener.

* *Mettre PIED à Loy.*] Dans les Coutumes de la Ville de Lisle, chap. 13. art. 125. C'est rentrer dans la Loy ou les Privileges de la Ville, en donnant caution de satisfaire à tous les devoirs de Bourgeoisie. Ce qui est accordé à celuy qui étant Bourgeois devient com-

me forain & abandonné de la Loy de la Ville. Joignez à l'article cité ce qu'on a observé sur les mots *Partie formée*.

* *Perdre le P I E D.*] Les Etablissements de France, liv. 1. chap. 29. *Li lieres est pendable, qui emble cheval ou jument, & qui art meson de nuit, & cil perd les euls, qui emble riens en monier, & qui fait fausse monoye, & qui emble soc de charuë, & qui emble autres choses, robe ou deniers, ou autres manües choses, il doit perdre l'oreille, el premier meffait, & de l'autre larcin, il perd le pied, &c.*

Leges Guillelmi Regis Angliæ, art. 67. Interdicimus etiam ne quis occidatur vel suspendatur pro aliqua culpa, sed eruantur oculi, & abscindantur pedes, vel testiculi, vel manus, ita quod truncus remaneat vivus in signum prodicionis & nequitia sua, secundum enim quantitatem delicti debet pœna maleficis infligi.

Florus, lib. 3. cap. 4. Nihil barbaris atrocius visum, quam quod abscissis manibus relictî, vivere superstites pœna sua juebantur.

* *P I E D-sente.*] Boullenois, art. 166. C'est un chemin privé qui n'est pas soumis à tous usages; il ne doit contenir que deux pieds & demy. On y peut aller seulement à pied, & non y mener ou ramener des bêtes; mais on y peut mettre des planches & sautoüiers.

PIEDS CORNIERS.] Es Ordonnances des Forests. Ce sont des arbres que l'on laisse aux coins des ventes pour enseigne, & que l'on marque du marteau des Forests & du mesureur, afin de connoître l'étendue, les limites & extremittez des ventes, pour ne les pas élargir.

* *P I E S.*] C'est ainsi qu'on appelle en Bresse les parts & portions que chacun a dans le sol d'un étang, lors que l'étang est assé. Voyez *Assé & Evolage*.

* *PIERRE de la Crie.*] Voyez *Crie*.

PILIER & CARCAN.] Blois, art. 20. 24. Bar, art. 33. Pilory. Bearn, tit. 44. art. 11. 14. 39. 42. Chep. Valenciennes, art. 142. *Le Pilori est supplicii locus, stipes & pila in qua reus ligatur, fustigatur, plectitur & tunditur iētibus, vel ejus auricula scinditur vel nota inuritur. Sic & olim ad palum defixum in foro rei deligati à liētore virgis cadebantur, qua de re exemplum est apud Gellium, lib. 10. cap. 3. Valerium, lib. 5. cap. 8. Suetonium in Claudio, cap. 34. Livium, lib. 2. 26. 28 Ciceronem, lib. 5. in Verrem. Eoque pertinet quod Augustinus de Civitate lib. 12. cap. 4. ait Peccantes vel debita non reddentes poni à Judicibus ad solem.* Les Seigneurs hauts-Justiciers, & en quelques lieux aussi les moyens Justiciers ont droit de pilory. Le Carcan est nervus quo cervices vinciuntur, ut ex Plauto observat Sextus Pompeius Festus, qui Romana antiquitatis thesaurus si integer extaret, sed vix dimidiata fragmenta ejus prostant in lucem. Alia est Numelle significatio, Machina genus ligneum

lignum ad discrucandos noxios paratum, quo & collum & pedes immittunt. Nonius: quo genere vinculi etiam quadrupedes alligantur, Festo auctore. Columbar, Plauto, fuit etiam vinculi genus, ut & pedica, compedes, manica, boia, nervus.

PILORIER, ou **PILORIZER**.] Sens, art. 1. Melun, art. 1. Nivernois, tit. 1. 15. Lodunois, chap. 39. art. 9. Bourbonnois, art. 2. Auxerre, art. 1. Pillorissement, Bar, art. 28. C'est mettre un criminel au pillory & carcan, qui est un signe de haut-Justicier. Sens, art. 2. Melun, art. 3. Troyes, art. 123. Nivernois, tit. 1. art. 9. Bar, art. 28. 33. Par l'Edit du Roy Philppes VI. de l'an 1347. le blasphemateur est mis au pilory, & est permis à un chacun de luy jetter de la fange & autres immondices au visage.

* *Le PIRE emporte le bon.*] Voyez *Mauvais*.

* *Sommariment & de P L A A.*] Bearn, rubr. de Jugemens, art. 14. *id est de Plazo non in tribunali*, promptement & sommairement.

PLACART.] Hainaut, chap. 36. *significat programma, cum edicta Principis propalam proponuntur*. C'est une affiche, *πλάζ*.

PLACET.] Voyez le mot **PAREATIS**.

* *Droit de Registre ou de P L A C E T.*] Dans les Memoires anciens du Procureur du Roy à Nismes, donnez aux gens du Roy du Parlement de Thoulouse contre l'Evêque de Mende. C'est une espece d'insinuation des exploits donnez aux sujets du Roy de la Senéchaussée de Nismes, à la requisition de l'Evêque de Mende, ou de ses justiciables.

Et le droit de *Placet*, est une espece de *Pareatis* du Senéchal de Beaucaire. Il est dit dans les Memoires que ce droit est du domaine du Roy, & qu'il a été introduit pour empêcher que ses sujets ne soient distraits de leurs ressorts, ni même traduits hors du Royaume. Ces Memoires sont dans les Registres du Languedoc commençans en 1483. n. 61. fol. 62. vers.

* *P L A E T.*] Dans les Coutumes de la Perouse publiées par M. de la Thaumassiere *placitum, prestatio, seu exactio*.

PLAID DE L'ÉPÉE.] Normandie, chap. 2. 6. 10. 53. & en un Arrest de Toussaints 1292. touchant les privileges donnez aux Commandeurs de S. Jean de Jerusalem en Normandie par les Rois d'Angleterre: C'est la haute Justice, *merum imperium, gladii potestas, cum agitur de furto, latrocinio, homicidio, de vi*: ou de trêves enfreintes. Normandie, chap. 53. Car les malfaiteurs doivent être refrenez à l'épée & aux armes, être mis en prison, & liez. Normandie, chap. 54. **EMPLOIER** fausse monnoie est cas de justice de plaid d'épée; jugé contre le Seigneur de l'Aigle à la mi-Aoust 1262. *Registre olim*,

Et en l'Arrest des Chanoines d'Evreux, & en celuy du sieur d'Avau-
gour és Enquestes du Parlement de la Purification 1269. Et en l'appa-
nage fait en l'an 1307. par le Roy Philippes IV. à Louis son frere du
Comté d'Evreux, il est fait mention *Placiti de spata, & Placiti ensis.*
Porro finium regundorum actio à nostris appellatur etiam PLAID DE
BORNES. * V. les Mélanges curieux du P. Labbe, p. 641.

LES FRANCS PLAIDS.] Theroanne, art. 8. *In quibus extra or-
dinem magistratus quarit de crimine ex delatione procuratoris Fisci, etiam
absente reo, & non requisito.*

PLAIDS GENEREUX.] Valenciennes, art. 35. 36. ou generaux:
telles sont les assises.

PLAIDS RURAUX.] En l'art. 16. du chap. I. du stil de Liege,
& au chap. 18. & au procez verbal de la publication : à la difference
de la Cour feudale, comme j'estime. Voyez le mot RURAL.

SERVIR LES PLAIDS DE SON SEIGNEUR FEUDAL.]
Amiens, art. 186.

Les vassaux, les pairs & hommes de fief sont tenus assister aux
plaids de leur Seigneur à la semonce, & donner avis & conseil en
Justice pour les appointemens & jugemens. Voyez le mot PAIR.

TENIR LES PLAIDS, L'AUDIENCE OU LES JOURS ORDI-
NAIRES.] *Forum agere Ciceroni, lib. 3. Epist. ad Appium Pulchr. epist.*
*6. & lib. 5. ad Atticum, epist. 16. 17. 20. 21. & lib. 6. epist. 2. Cum judex
sedet pro tribunali : Sunt dies sessionum, dies fasti, dies agendi. M.*
Tull. lib. 4. ad Atticum, epist. 18. justitium, ἀρχοντικὴ ἡμέρα glossis. Voyez
VACATIONS.

PLAIDER.] *Litigare, causas agere, quasi sacramento contendere,
judicio contendere, placitare : Placita sunt dies sessionum, & juridici
conventus in legibus antiquis, Salicis, Francicis, Ripuariis, Alemanno-
rum, Bajoariorum, & interdum lites ipsa : ubi etiam mallum vel mallus,
id est jus, judicium, auditorium Judicis : vel majus placitum. Mannire,
ad mallum est citare, in jus vocare. Diebus Dominicis placitum non fit,
cap. 1. de feriis, in Decretal. & causa 15. distinct. 4. Placita inter jura
Dominica numerantur in cap. 13. de prescript. in Decret. id est jurisdictio.*
*In domibus Ecclesiarum placitum non est tenendum, cap. 1. de immuni-
tate Ecclesiarum. Placitum inter Regem Anglorum & Comitem Norma-
norum. 100 Episcopus Carnotensis, epist. 105. Placitare. au stil ancien
du Parlement de Paris, chap. 15. In foro Placitare, inforare in glossis
Isidori. Les PLAIDS. Berri, tit. 1. art. 48. tit. 9. art. 13. 30. 58. ou
PLAIDOIERS. Berri, tit. 20. art. 6. Plaider. Berri, tit. 5. art. 27. &
souvent ailleurs és autres Coutumes de France. Voyez la forme de
plaider, in l. 3. de his que in testament. delentur, in l. penult. D. de antio-*

*ritate tutorum : & apud Valerium , lib. 2. cap. 8. & Agathiam initio lib. 4. Briffonius V. Cl. lib. 5. de formulis profert & alia exempla quaestio-
num in cognitione principis agitatarum formasque privatorum Judicio-
rum. In historia Gregorii Turonici & Aimoini & in annalibus Franco-
rum , Placitum significat etiam conventum generalem Francorum & Par-
lamentum. Caterum Nonius & alii differentiam constituunt inter litem
& jurgium , quod sit inter vicinos. Hac autem lis , quaestio ; causa , res ,
actio , jus , instantia , persecutio , petitio , plerumque idem significant.
Sed propriè lis & instantia differunt à jure & actione. Perionius hanc
vocem , Plaider , deducit à verbo græco πλανήζομαι : quæ etymologia lon-
gius petita est : Nimis multa putat Græcam originem habere , quasi ve-
terum Gallorum lingua fuerit Græca : quæ in re abutitur Cæsar & Stra-
bonis auctoritate , cum de Druidibus , & Massiliensibus scribunt.*

PLAIDER PAR RETENUE.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 73. Quand les parties ne plaident à une fois , & à toutes fins , comme l'on fait és causes possessoires & d'appel.

PLAIDEUR.] *Litigator : cum autem qui nihil aliud quàm liti-
gat , aut litem querit , Cato Vtiligatorem appellavit , ut in præfat. Pli-
nius refert : eaque voce Firmicus utitur , lib. 5. cap. 6. Idem Scurra , Or-
dinarius homo & improbus qui assidue in litibus moraretur : Festus : Illi
nec forum sternendum muricibus , nec velis integendum , ut salubrius
consistat.*

* **PLAINE-Court.**] Beauquesne , art. 5. Un homme de fief est un homme de Court , & lors qu'un Seigneur féodal a plusieurs hommes , il a plaine Court & Justice de Vicomte.

* **PLAINES charmes.**] Troyes , art. 170. Il semble qu'il faille lire dans cet art. *plaines hermes* , ou *plaines chaumes*. La Coutume d'Auvergne , tit. 28. art. 3. *Quant ez habitans d'une même Justice , il leur est leu & permis faire pâturer leur bestail quelquonque ez pâturages communs ET TERRES HERMES &c.* La Marche , art. 245. *Sesterée de terre HERME QU'ON APPELLE CHAUMES & paschiers se baille en assiette pour 4. deniers &c.*

Les *hermes* appellées *heremps* dans les Coutumes de Sole , tit. 13. sont des terres incultes & vacantes , appellées dans la basse latinité *erema* Vide Appendicem Marca Hispanica , n. 262. col. 1134. lin. 12. & n. 277. lin. 19.

* **PLAINT E.**] Hainault , chap. 61. 64. 65. 68. En matiere civile nous ne formons ordinairement de demande en justice , que contre ceux qui détiennent injustement nos biens , ou qui ne veulent point nous payer ce qu'ils nous doivent ; par conséquent nous nous plaignons

de tous ceux que nous poursuivons en jugement, tant en matiere civile que criminelle; & de là vient que dans nos vieux Praticiens & dans nos Coutumes les mots *demande*, *plainte*, *requeste* & *querelle* sont souvent synonymes. Rastal. *querels. est derivé à querendo, & entend non seulement al actions cy bien real, come personal, mais auxy al causes de actions, & suits: issint que per release de rous querels, non seulement dépendant en suit mes causes d'action, & suite auxy sont release: & quarels, controversies, & debates sont synonyma, & de un même signification. Voyez Querelle, & l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 57.*

PLAINTIF.] *Libellus est delationis, & accusationis: Quand quelqu'un se plaint en justice du tort ou excès à luy fait, & qu'il se rend partie civile pour son interest: postea autem fit ἀνὰ πρῶτον, ut ait l. 6. D. de custodia reorum. Nam testes audiuntur & reus interrogatur suscepta cognitione & quaritur de crimine: nec lis contestata intelligitur antequam reus receptus sit & crimen negaverit: jure autem Romano delatio, denunciatio criminis, querela & testatio vel confessio criminis, & inscriptio in crimen subscriptioque libelli pracedit accusationem, qua Suprema actio dicitur in l. 5. Cod. Tb. de accusationibus.*

Le *plaintif* est celui qui se plaint, ou un action personal, comme en un action qui intente action, soit en matiere civile, ou pour tort & excès qui luy ont été faits. Rastal. *Plaintif est celui que l'ancienne Coutume de Normandie, sūe, ou complaine en un assise, ou en chap. 58.*

* **PLAIT** de mortemain; *plait à mercy; plait conventionel; plait accoutumé &c.*] On a remarqué en plusieurs endroits qu'anciennement les fiefs étoient réunis de plein droit à la table des Seigneurs dominants par le decez des vassaux, dont les heritiers collateraux ne pouvoient rentrer dans ces fiefs qu'en les rachetant, ou les relevant des Seigneurs, à qui ils payoient un droit, qui fut nommé par cette raison *rachat* ou *relief*.

Ce droit étoit établi en France en 1141. ce que nous apprenons des mots suivans d'une Notice de Goslen Evêque de Soissons, où il explique de quelle maniere Yves de Nesle succeda à Renault le Lepreux au Comté de Soissons. *Sed quoniam in regno Francorum moris & juris est quatenus ad hereditatem ex caduco venientem nullus accedat, nisi prius ad arbitrium domini de cujus fudo descendit PLACITUM fecerit, multa prece & supplicatione nos rogavit quod singulis annis ego & successores mei Episcopi in perpetuum, in redditibus comitatus in quibuscumque nobis placuerit sexaginta libras Sueffionis currentis monea acciperemus decemque modios salis &c.*

Ce que l'Evêque Goslen appelle *placitum* dans cette Notice, n'étoit autre chose que le relief ou rachat qu'on appelloit alors *placitum*, parce que n'étant pas réglé, il dépendoit à la rigueur de la volonté des Seigneurs dominans. Ce qui paroît par les paroles qui suivent de la Charte d'Yves de Nesle faite au même sujet en 1147. environ six années après la Notice de Goslen: *quia verò in regno Francia. consuetudinis & juris est, ut quicumque ad hereditatem venit ex casura, PLACITUM domino faciat de cujus feodo casamentum movet: rogavi supra dictum dominum meum Episcopum, ut PRO PLACITO SUO de redditibus comitatus qui de eo movebat, singulis annis, ipse & successores ejus in perpetuum acciperent &c.* Et de là vient qu'en quelques lieux les reliefs ou rachats quoique reglez ou fixez, sont encore nommez *relevaïsons à plaisir & plaits à mercy. i. e. AD MISERICORDIAM.*

Comme ces exactions étoient rares, les reliefs furent quelquesfois reglez par les titres ou concessions en fief, & ces sortes de reliefs ainsi reglez par les infeodations furent nommez *plaits conventionels.*

En un grand nombre de lieux les reliefs furent reglez, non par les titres d'infeodations, mais par les mœurs & les coutumes; & ces derniers reliefs furent nommez *plaits accoutumez.*

Et parce que tous les reliefs étoient le plus souvent dûs à *mutation de main* par mort, ils furent nommez *plaits de mortemain.* Et enfin tout rachat a été ainsi nommé sans distinction de mutation. Voyez Galland dans son Traité du Franc aleu, p. 71.

Cependant il faut remarquer qu'en Poitou on appelle *rachat* le revenu d'une année, & *plaits de mortemain* les rachats abonbez ou fixez à cinquante sols tournois pour chaque mesure, & vingt-cinq sols pour chaque corderie. Voyez l'article 174. & 175. de la Coutume de cette Province.

* *Nouveau PLAITS.*] Dans les Coutumes generales de S. Sever, titre des Dots, art. 16. C'est à dire nouvelle convention, nouveau contrat, nouvelle acquisition. *Vide Isidorum, lib. 4. Originum, cap. 24.*

DROIT DE PLASSAGE.] Qui est dû en aucuns lieux par ceux qui exposent marchandises & danrées en la place publique de la ville, ou ailleurs par les ruës & carrefours: comme aussi est dû en aucuns lieux le droit d'Establage: *Locarium, τοπωιατικόν, προσηρπικέρδος. Novell. 104. Leonis. Cujacius 14. observ. cap. 1. Lucrum vestibuli. Siliquatica quadam prastantur ex questu temporali locorum in quibus merces exponuntur à negotiatoribus, l. 1. Cod. de Nundinis, & ob venditionem proponendam; vectigalia, l. 1. Cod. de veteranis. In constitut. Regum Sicilia, lib. 1. tit. 77. Platearii sunt officiales quidam: unde Plateatica cod. lib. 1. tit. 60.*

* *Droit de PLASSAGE.*] Dans les Coutumes du Chateller, publiées par M. de la Thaumassière, tit. 2. art. 6. C'est le droit du Seigneur pour l'étallage des marchandises dans le Marché au temps de la Foire.

* *PLATE loyan.*] Saint Sever, tit. 18. art. 1. *Plagonian*. Navarre,
tit. 28. art. 53. 54. 55. 59.

C'est une playe qui a de longueur & incision ou profondeur une once de poulce, qui est la cinquième partie du pan de canne.

PLECT, ou PLAICT & CHEVAL DE SÈRVICE.] Poitou, art. 31. 148. 149. 167. 169. 172. & suivans. Auquel article 31. il se lit PLAIDS, malè, *ut contrà in art. 264. ejusdem consuetudinis, & in art. 680. 690. 717. 739. 741. 744. Consuetud. Britannia malè excusum est* PLECTS, ou PLAICTS pour PLAIDS. *Vulgus imperitium non curat Orthographia rationem, & qui vitam in tenebris agunt, solem fastidiunt: sed & lethargici excitandi sunt medicamento aliquo. * V. Plait.*

Qui sont dûs au Seigneur féodal par le vassal : il y a autres chevaux appellez DESTRIERS, ROUCINS, TRAVERSANS. Comme j'ay observé en chacune lettre, & qui sont dûs selon que les profits de fief ont été abonnez par les Seigneurs. Voyez le mot ABONNER.

PLECT DE MORTE-MAIN.] Poitou, art. 173. 174. Qui est dû à la mort ou mutation du vassal, & n'y a différence entre Plect & Plait de morte-main, si l'un n'est dû à la mort du vassal, & l'autre quand il y a ouverture de fief, autrement que par la mort du vassal. *Hæc vulgus pragmaticorum tam nescit quàm scire non vult.* * Voyez *Plait*.

[P L E G E .] Duché de Bourgogne , art. 49. Sens , art. 250. Nivernois , tit. 20. art. 1. & 2. tit. 21. art. 10. tit. 32. art. 10. Lille , art. 143. Hainaut , chap. 98. Tours , art. 28. 29. Lodunois , chap. 1. art. 24. 25. Anjou , art. 11. 15. 53. 177. 411. 416. 471. Le Maine , art. 12. 15. 61. 195. 422. 429. 474. Saint Aignan , art. 1. Chabris , art. 2. Bourbonnois , art. 115. 136. 522. Bourdelois , art. 79. Saint Jean d'Angeli , art. 20. Bretagne , art. 122. 182. & suivans. Sedan , art. 274. 275. Normandie , chap. 4. 6. 60. 112. S. Sever , tit. 17. La Bourr , tit. 18. art. 1. 2. & suivans. Solle , tit. 32. Lorraine , tit. 17. art. 10. *Plegiarus in cap. 19. de jurejurando. Sic legendum.*

Est fidejussor, praes, vas, sponsor, vel adpromissor, ὑποστάς, ὑποῦνς, ὑποστάτης: ut contra adstipulatorem dicimus: qui spondet quasi sit persoluturus ita curam suscipere debet. E contritione conteretur homo cum fidejusserit pro extraneo: & qui odit stipulantes, confidit. Itaque ne sis inter percutientes manum fidejubendo, neque inter fidejubentes pro debitis; fidejussio enim multos perdidit feliciter agentes, eosque in modum

marini fluctus agitavit, viros potentes expulit domo, atque inter gentes peregrinas vagos effecit. Qui prastanda consecratur aliena negotia, litibus implicabitur, ut est in Proverbiis & Ecclesiastico, & Thales Eysa, πᾶσι δ' ἄνθρωπον protulit. Spondere qui nos, noxa quod pras est, vetat: Εγγύλω φῶνα, vadimonium fuge, ex praeceptis Apollinis Delphici: QUI REPOND PAYS: Hæc nos monere fœneratis non placet, non tamen prudentibus, quos docuit usus & peritos reddidit, inquit Ausonius, qui etiam prædes vadésque pœnitudinis reos dixit: Chilo Lacedemonius, miseriam comitem esse aris alieni litisque. Itaque benignè Hadrianus & Justinianus subvenerunt miseriis fidejussorum: & à Cornelio Nepote Pomponius Atticus commendatur, quod nullius rei neque pras neque manceps factus sit.

* *PLEGE de droit.*] Bretagne anc. art. 129. ou *plege de fournir droit*, art. 45. C'est la caution d'ester à droit & de payer ce qui sera ordonné par le Juge, que le vassal qui n'est pas étagier ou demeurant sur son fief est tenu de donner à son Seigneur qui a fait saisir féodalement.

* *Donner PLEGE parlant.*] Loudunois, chap. 1. art. 24. C'est donner une personne pour plege ou caution, en sorte que celui qui est obligé par la Coutume de donner plege parlant, n'est pas quitte en constituant son temporel au lieu de plege. V. le Proust sur cet article.

* *PLEGE AGE.*] Ancienne Coutume de Normandie titre de Plege: *Devens sçavoir que tous ceux qui ont fait hommage, sont tenus à plevir leur Seigneur de ses dettes; mais aucun n'est tenu à le pleger de plus que les rentes & les redevances qu'il luy doit en un an vallant.* (M. GALAND.) * Voyez touchant les fiefs de Plejure M. Salvaing de Boissieu dans son Traité de l'usage des fiefs & droits Seigneuriaux, liv. 2. chap. 73. p. 179.

PLEGE DE SUIVIR SA CLAMEUR.] En la Coutume de Normandie. *Solebat enim actor satisfacere se litem peractum iri.* *PLEGER* d'ester à droit que le défendeur défaillant doit bailler, ou quand l'on élargit un accusé à caution, *est cautio judicio sisti.*

REFUS DE PLEGE.] Anjou, art. 171. Le Maine, art. 190.

Autrefois en Anjou & au Maine, quand un Seigneur avoit saisi la terre de son sujet, le sujet qui prétendoit que la saisie n'étoit pas juste, pouvoit en demander main levée en donnant plege, & quand le Seigneur ne vouloit point accorder la main-levée, le sujet étoit en droit de s'appleger, & l'applegement qu'il formoit en ce cas, étoit de refus de plege. L'ancien Stile d'Anjou au titre d'Applegement privilégié.

Si aucun Seigneur de fief a prins & saisi en sa mains aucune chose tennue de luy pour aucun cens ou devoir ou autre cause, le sujet qui tient icelle chose peut venir requerrir délivrance du sien o plege, & offrir à le bailler à son Seigneur, Bailly, ou Procureur, & le Plege pre-

sent offrir à le ploger. Et si ledit Seigneur ne ses Officiers ne luy veulent faire délivrance, ne faire raison, le sujet peut faire Applegement contre le Seigneur qui luy a fait tort, force & de nouvel depuis an & jour en ça, en détenant le sien, (& nommera quoy) à tort & sur refus de ploger. Desquelles choses &c. contredire & empêcher &c. Voyez le reste du chapitre.

PLEGEMENT.] Bretagne, art. 27. 38. 131. 172. & au titre 4.

C'est l'applegement & complainte possessoire. **SE PLEGER.** Bretagne, art. 77. 103. & suivans, c'est se complaindre. **PLEGEUR.** Bretagne, art. 107. 110. C'est celuy qui se complaint d'avoir été troublé ou empêché en sa possession. Voyez le mot **APPLEGEMENT**.

PLEGER.] Sens, art. 250.

C'est bailler gages ou pleges : *fidejussorem vel pignora dare.*

PLEGER ET PLEVIR, OU PLOIER L'EMENDE.] En l'ancienne pratique : Celuy ployoit l'emende qui en ployant le pan de sa robe ou cotte, faisoit emende honorable, & disoit, **JE LE VOUS AMENDE** : Comme appert par un Arrest contre un Sergent du 21. Février 1364. Et celuy plegeoit l'emende, & la gageoit, qui reconnoissoit avoir failly, & imploroit la grace de Justice avant le jugement, afin d'être moins puny, comme appert par un Arrest du 11. Février 1351. * Voyez *Plevir* cy-après.

SE PLEGER EN DEMANDE DE PROMESSE.] Bretagne, art. 488. *Sic enim legendum est.* Ce que l'ancienne Coutume, art. 461. avoit dit, **SE PLEGER A ESTRE PRESME.** C'est l'action que l'on intente en matieres de retrait lignager.

LA PLEGERIE.] Hainaut, chap. 98. Solle, tit. 32. art. 1. 4. 5. Bayonne, tit. 9. art. 41. La Bourr, tit. 18. art. 1. 5. 6. & en la Somme rurale, *Est fidejussio, cautio datis fidejussoribus, ἡ ὑγγυα, ἡ ἀποδοσία.* * Voyez cy-après *Plevine*.

PLEIN FIEF.] A la difference du demi fief, qui ne doit au Seigneur que demie aide ou service. Boutillier en la Somme rurale, traitant de l'aide de Chevalerie : ou à la difference du menu fief. Voyez le mot **FIEF**.

PLEIN FIEF DE HAUBERT.] En la Coutume de Normandie, qui est de toute prééminence, à la difference de ceux qui sont du tiers, quart, cinquième & septième de haubert.

PLEIN POSSESSOIRE.] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1509. art. 83.

C'est la pleine maintenue & garde que l'on adjuge à l'une des parties, & est differente de la recreance qui n'est que provisoire.

PLEINE COUR.] Qui est du Seigneur feudal qui a plusieurs hommes de fief pour faire justice à ses sujets. Beauquesne, art. 5.

* **PLESSER.**]

* *PLESSER.*] C'est peut-être la même chose que *hayer* ou *plier des hayes*, ce qui résulte d'un ancien aveu de l'an 1473. rendu par le sieur de la Trimouille au Comte d'Anjou, où il se void que l'obligation de *plesser* étoit une corvée.

Dans un ancien aveu de l'an 1473. rendu par le sieur de la Trimouille au Seigneur de Craon, il y a les paroles suivantes : *S'ensuit les bians & corvayeurs qui me doivent le bian à plessier & hayer mes hayes en garenne.*

S'ensuit ceux qui me doivent les bians à faner en mes prez.

S'ensuivent les bians & corvées qui me sont deus à cause de ma Châtellenie de Pelleirée par chacun de mes sujets à plessier, faire hayer, chasser, en mes forests & garennes, & même à aider & garder un jour & une nuit, les personnes & malfaiteurs mis en mes prisons, & en payant deux deniers par chacun jour qu'il vaquera à faire ledit bian.

V. l'Abregé chronologique du P. Labbe, tom. 2. p. 649.

* *Bois en PLESSIS.*] Chartres, art. 12. C'est un bois entouré de hayes pliées, & destiné pour l'embellissement d'une maison. Dans le même article il est dit que les aucuns appellent ces sortes de bois *touche*. Dans l'art. 117. de la Coutume d'Anjou, il est nommé *touchaige*, du mot latin *tosca* ou *thosca*, qui avoit la même signification. Voyez *Plessier*.

* *Droit de main PLEVIE.*] Dans la Coutume de Liege de l'édition de Mons en 1663. chap. 11. art. 13. C'est un droit par lequel le survivant des conjoints, lorsqu'il n'y a pas d'enfans du mariage, prend en propriété tous les biens du conjoint predecédé; à l'exception des plains fiefs, Seigneuries & nobles tenements venants de l'estoc & ligne du mary dont la femme n'a que l'usufruit. Voyez le ch. 13. art. 5.

De Mean dans ses Observations part. 1. chap. 55. est d'avis que ce droit n'est autre chose que celui du mariage même, *juris istius*, dit-il n. 3. *connubii Leodiensium origo, sumi videtur ab illa connubii specie, que antiquitus per coemptionem Romanis usurpabatur, per quam cum mulier marito in manum convenerat, omnia illius bona, viri fiebant dotis nomine &c.* Mais il y a plus d'apparence que le mariage a été appelé à Liege *main plevie*, c'est à dire *main promise* ou *main engagée*, *MANUS PLEGIATA*, *MANUS PPLICATA*, parce que l'époux & l'épouse en contractant mariage se donnent réciproquement la foy en se serrant les mains. Voyez au mot *Communauté*, & la Note sur le mot qui suit.

PLEVINE.] Bretagne, en l'inscription du chap. 11. & en l'art. 191. auquel chap. il est traité des pleges bien au long : Normandie, chap. 29. 60. 89.

La Plevine est un cautionnement. *plege* aucun promet que il fera loyaument ce dequoy il le plege. Dans la Chron. de Normandie. *Plevine* est autant comme promesse de loiauté; car celuy qui mise en mariage.

PLEVIR.] Normandie, chap. 29. 60. 89. & en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 5. C'est promettre & assurer avec plege: & au chap. 68. de ladite Chronique, **FILLE PLEVIE**, qui est promise en mariage.

* **PLEURE.**] Dans la Coutume de la Perouse, c'est une mesure de terre. *Si hom prend pleure, doit bâtir dint un an, ou la daet clorre.* Voyez les Coutumes locales de Berry, publiées par M. de la Thaumassiere, chap. 71. p. 95.

PLUME ET RELIEF DE PLUME.] Quand l'heritage ne doit que plume. Theroane, art. 9. A sçavoir, poule, geline, jau, ou chapon de rente. Comme aussi nous lisons en la Coutume de Nivernois, tit. 6. art. 3. que pour Bourdelage est dû argent, bled, & plume. Cens en argent, plume ou grain. Hesdin, art. 14. Rente de grain ou de plume. Hesdin, art. 26.

PLUMETIS.] Au Procez verbal de la Coutume de Berri en deux lieux, signifie ce que les parties doivent mettre & bailler par brief écrit & avertissement de fait & de droit pardevers les Juges. Comme aussi ce que les Greffiers & Notaires écrivent en minute, & par abrégé, sur le champ, & pour la premiere fois, *qua excipiunt notis*: avant qu'il soit mis au long & au net, s'appelle Plumetis: *Quasi scheda qua negligentius extempore & subitario opere confici solet, & mundo opponitur in l. contractus. Cod. de fide instrument. Scheda non est protocolum de quo in Novell. 44. Justiniani. Noti sunt Exceptores judicum vel causarum & scribz qui ταχυνάποι, ὑπογράφοις, ὀλίγραφοι.*

* *Bois* que l'on **P O B L E** juents.] Bearn, des Bocages, art. 4. Sont des bois que l'on plante jeunes.

* *Membre* **P O D A T.**] Dans le For de Bearn, Rubr. *de homicidis*, art. 5. c'est un membre estropié, rompu; selon le For, tout membre podat est dit *Alep*. Voyez l'art. 6. & 7.

* **P O E T E**, *Poeſte, Poote, Pote.*] Puissance, Beaum. ch. 3. *Hom. de Poeſte*, c'est à dire serf. Homme en puissance d'autrui. *Delivre Poeſte*, ch. 18. libre puissance. *En ſa delivre poeſte. sui juris.* Voyez *Poeſte*.

* **P O I D S** du Roy, ou *Poids le Roy.*] Voicy ce que j'ay extrait touchant ce poids des Memoires de M. Sauval, que M. Rouſſeau Auditeur des Comptes m'a communiqué.

Le Poids du Roy se nommoit autrefois le Poids le Roy. Mais pre-

sentement on l'appelle le poids du Roy , parce qu'anciennement il luy appartenoit ; & quoy que le poids de la cire luy appartint aussi , on ne l'a jamais appelé poids du Roy.

Jusques à Louis VII. nos Rois ont été propriétaires du premier , & ceux à qui l'un & l'autre ont depuis appartenu en ont fait foy & hommage : sçavoir du premier au Roy , & de celui de la cire au grand Chambellan. Le poids de la cire se tenoit dans de certaines maisons appelées le *poids de la Chancellerie* , & le poids du Roy se tenoit dans la rue des Lombards , en un logis qu'on appelloit par cette raison le poids du Roy.

En 1169. Louis VII. l'aliena à Henry de Puella , que quelques-uns nomment en François Henry de la Pucelle ; la Charte est au livre Vert du Châtelet , chap. 58. fol. 101. vers. L'on ne sçait point quand ce Prince ou ses descendants ont aliéné l'autre. On trouve qu'en 1208. Gachon des Rosiers le vendit à Alcime Hesselin , y compris les métiers avec tout ce qui en dépendoit , & plusieurs autres droits , fiefs & heritages. On trouve qu'en 1238. le Roy le racheta de Jean de Cherenville Chevalier. Depuis 1380. jusqu'en 1384. Isabelle des Effarts & Jean de Vaudetar vendirent des rentes qu'ils avoient sur le poids du Roy , tant à Adam des Effarts qu'au Chapitre de Nôtre-Dame , & à Bureau de la Riviere. Vers ce temps-là le même Bureau aquit les deux poids , sçavoir celui du Roy avec la maison de la rue des Lombards , de Jacques des Effarts & de sa femme 6600. francs d'or au coin du Roy ; & quant à l'autre avec les maisons de la Chancellerie , il l'eut de Jean Hesselin & de sa femme , moyennant la somme de 1100. livres tournois , sans qu'on sçache quand & comment il est passé de la main du Roy en celle des Hesselins. Il se void qu'en 1471. Marguerite de la Rocheguyon fille de Perrette de la Riviere , & veuve de Jean de Vergy Sénéchal & Gouverneur de Bourgogne , les vendit tous deux 2775. livres au Chapitre de Nôtre-Dame , avec les fleaux , les cordages , &c. & le lieu où on les exerçoit. Depuis ils sont demeurez au Chapitre de Nôtre-Dame.

Comme anciennement il étoit survenu des differends touchant la nomination des Officiers du poids du Roy , les Chanoines de Nôtre-Dame eurent aussi quelques differends à cette occasion avec le Prevost de Paris & les Apotiquaires , qui se prétendirent gardiens des poids & des balances.

En 1321. le Parlement commanda à Gilles Haqui de faire ajuster les poids à l'Hôtel des Monnoyes , & il ordonna qu'il en seroit fait des étalons ou patrons pour le Roy , dont l'un demeureroit au Châtelet , un autre au Bureau des Epiciers , & le troisième au poids du Roy.

On ne peut pas dire de quelle matiere ils furent faits ; à present ils sont de cuivre , & il est certain que les poids dont on se servoit en 1434. au poids du Roy étoient des *cailloux* , & à cause de cela l'aide du Peseur & du Garde étoit nommé *lieuve cailloux*. D'où l'on peut inferer que les étalons de ces temps-là étoient aussi des cailloux.

En 1452. le Prevost de Paris , du consentement du Roy , & en presence des Jurez des Gardes Epiciers nomma à l'office de Peseur *Oudet le Senéchal* , & le receut même sans la participation des Proprietaires & sans faire mention d'eux.

En 1466. Pierre Godin fut nommé Garde par les Epiciers , & fut receu par Sentence du Prevost de Paris.

En 1510. Jean de Ferre fut installé dans la même charge par les Epiciers en presence de deux Notaires , sans le Procureur du Roy , le Prevost de Paris , ny le Chapitre de Nôtre-Dame.

En 1545. le 2. Mars , sur le rapport des Gardes Apotiquaires & Epiciers *Isaac Daubreyne* fut mis en possession de la Charge de Clerc , & prêta le serment entre les mains du Procureur du Roy du Châtelet.

En 1601. le 15. Février *Antoine Boulduc* fut présenté au Prevost de Paris par les Gardes Epiciers & Apotiquaires pour être Juré Peseur , & fit le serment entre ses mains.

En 1632. *Jean Barré* , au commencement d'Aoust , receut d'eux la Charge de Garde , prêta le serment entre les mains de l'ancien de leur Corps , & en prit possession dans le Poids du Roy en portant la main sur une des balances. Le 3. May un des Chanoines de Nôtre-Dame y consentit pour le Chapitre pardevant Notaire , & fit écrire son consentement au dos de l'acte de nomination.

Enfin le Roy a remis ce droit en regle en le réunissant pour la seconde fois à son domaine ; car on a remarqué cy-dessus qu'en 38. le Roy l'avoit déjà racheté de Jean de Chetenville Chevalier.

POIER L'EMENDE.] Voyez le mot *Pleger*.

POIFAIT.] Et l'ancienne Coutume de Bretagne , art. 717. 751. *culpa & negligentia*.

POIFAISANT.] Bretagne , art. 334. c'est à dire negligent , celui qui est en demeure. Comme le Roy Louis qui a été surnommé FAITNEANT , *qui nihil fecisse prænomen sortitus est* , pour n'avoir durant son regne par sa negligence fait chose digne de memoire. *Inutilem & inertem vulgari verbo vocabant Argæ. Paulus Varnefridus , lib. 6. de gestis , Langob. cap. 8. alias 24. τῆς ἀργίας γράφει , Justiniano in No. 80. περὶ ἐρωτητῆς , de quesitore quem novum creat magistratum : est cessationis accusatio Juliano interpreti Novellarum. Hac actio in usu erat apud Athenienses Draconis & Solonis legibus : quod testimonio non eget , ut*

ita esse credas : tibi que satis persuasum est , si bonis artibus instructus. Lenitudo in l. unica. Cod. de Mendican. validis , l. 7. Cod. Th. de accensatio.

* **POISSON Royal.**] Normandie, art. 602. Berault sur cet article entend par *poisson Royal*, l'Esturgeon, & tout autre beau & grand poisson, qui soit digne d'être présenté à la table du Roy. Selon Godefroy quelques-uns restraignent le Poisson Royal au Dauphin & à l'Esturgeon seulement, & d'autres ajoutent au Dauphin & à l'Esturgeon le Saumon & le Marsoüin. Bânage sur ce même article reprend ces Auteurs ; & parce qu'il y a dans l'ancienne Coutume de Normandie au chap. 17. de Varech, que *tout poisson qui viendra à terre, ou qui aura été pris à terre appartiendra au Roy* comme Duc de Normandie, à l'exclusion des Seigneurs qui ont droit de *Varech* ; cet Auteur prétend que tout poisson qui vient de luy-même à terre, ou qui est pris à terre a été appelé *Royal* par cette raison. Cependant les Anglois, qui ont reçu leur droit des Normands, entendent par poisson Royal l'Esturgeon, suivant l'Auteur de *Fleta*, liv. 1. chap. 45. dont voicy les termes. *De Sturgione aliter observetur, quod Rex illum integrum habebit propter privilegium regale.*

A l'égard de la Balaine le Roy en Angleterre n'y a que la tête, & la Reine la queue ; & par la nouvelle Coutume de Normandie, le Roy & la Reine n'y ont rien, peut-être contre l'ancien usage. *Fleta lib. 1. cap. 46. De Balana verò sufficit si Rex habeat caput, & Regina caudam hibeat.* Voyez *Esturgeon*.

DROIT DE POIZAGE.] A Issoudun ville de Berry, qui est un droit domanial, que le Roy prend sur les marchandises qui se présentent sous les halles. Ce n'est pas un droit censuel.

* **POMMADE, ou Cidre.**] Bayonne, tit. 4. art. 13.

PONTS, PORTS ET PASSAGES.] *Qua provinciales prestare, parare & reficere debent, maxime Principe vel exercitu transiente : qua recentioribus Parata, à quibus Ecclesia quadam immunes sunt.*

DROIT DE PONTENAGE.] Amiens, art. 192. & à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne, & en la Somme rurale à la fin, traitant du fisque & des emendes : & es Ordonnances du Roy Charles 6. de l'an 1413. art. 245. C'est un droit que le Seigneur prend sur les marchandises passans : Comme le droit de vignages & de peages. *Pontaticum in Pragmatico quodam Caroli Magni quod excusum est ad Aimoinum, lib. 5 cap. 1. ut Ripaticum, Rotaticum, Pulveraticum, Salutaticum, Cispitaticum, Gespitaticum, Cepistaticum : Navaticum in antiquis instrumentis, & in illa charta veteri, & apud Marculphum non excusum in formula immunitatis Regia : qua sunt telonei species, Sic & olim exige-*

batur portorium rerum venalium, quod τὸ πώριον : πορθημεῖον, vectigal pro exportandis mercibus: & mancipēs vel telonarii qui quaestus sui causa portum redimebant, portitores appellabantur, Cicero in Pisonem, Seneca, l. 6. de beneficiis, Asconius in divinat. Ciceronis, Nonius. Vectigal portus, l. 17. de verbo. signifi. Portorium τίλος ἐν λιμένι: τέλος πύλου, portarium glossis, vectigal in porta. De portariis frequens mentio apud auctores. Pontones sunt genus navium Gallicarum, Casari, lib. 3. de bello civili, Gellio, lib. 10. cap. 25. de quibus in l. ult. dig. de servis. prad. rustic. Sed & vectigal praeftabatur in transitu pontis, l. cum in plures, §. penult. D. locati in pontibus aliquid pro transitu datur, Seneca, lib. 2. ad Serenum, cap. 14. Lequel droit s'appelle PONTAGE en la Coutume de Bearn, tit. 46.

* PORC pacher.] Labourt, tit. 3. art. 23. C'est un porc à engraisser.

PORTER LA FOY ET HOMAGE.] Berri, tit. 9. art. 83.

GENTS, HOMME, OU FEMME DE POSTE, OU POESTE.]

En la Somme rurale, traitant des successions, du bail, & des testaments: & au second livre du grand Coutumier, chap. 41. & és Coutumes de Meaux, de Vitri, de Sens, & autres, comme il est observé cy-devant en ce mot GENTS. Boutillier écrit qu'en aucuns lieux ils sont appelez Coutumiers, qui est roturiers, à la difference des nobles. Rentes & heritages de Pote & roturiers, en la Coutume de Bar le Duc, art. 10. 12. Terre de Pote, art. 17. 118. Homme noble ou de pote, art. 18. Les gents de Poeste proprement sont ceux qui sont sous la puissance, & en la sujétion d'un Seigneur: ce ne sont pas gens de main-morte: comme aussi en la Somme rurale au chapitre des enfans adoptifs, & des testaments, par cette diction est signifiée la puissance paternelle, à la difference de ceux qui sont de leur droiture, qui usent de leurs droits, qui sont hors de la Mainbournie, & de la main de leur pere & hors de pain, qui sunt sui juris & arbitrii, emancipati, αὐτεξούσιοι, χυρίαστοί. Sic etiam emancipatio dicitur ἐξουσιώσις. Porro si modò hac non praegravant titulum propositi operis, parentibus data potestas, & quia utile est juventuti regi, imposuimus illi quasi domesticos magistratus, sub quorum custodia contineatur, Seneca, lib. 3. de beneficiis: Itaque patris erat cognitio de filio, quem domi ex causa damnare poterat, ut de Tario patre exemplum proferit idem Seneca, lib. 1. de Clementia, cap. 15. & aliud alter Seneca Controvers. l. lib. 7. Sic à patre Horatius victor absolutus est scelere cum obviam sororem interfecisset: Festus & alii. Penes patrem vita necisque potestas fuit, ex lege Regia, de qua apud Licinium Rufinum, tit. 4. cui etiam jure veteri Romanorum licuit terna filii venditione pecuniam querere, Dionys. Halicarnass. lib. 2. Videlicet modò filius ex consensu & jussu patris uxorem

non duxisset secundum legem Numa: Plutarchus in Numa; sed & licuit recens natos liberos & sanguinolentos exponere. Tertull. adversus Gentes, Lactantius & alii. Vide titul. 51. l. 8. Cod. ne longius excurram: Spurius Cassius regnum affectantem pater interemit: Plinius, lib. 34. cap. 4. Florus, lib. 1. cap. 26. Manlius Consul filium securi percussit, Livius, l. 8. Florus, lib. 1. cap. 14. Manlius Torquatus Silanum filium domi causa cognita condemnavit & abdicavit. Cicero, lib. 1. de finibus, & in epitome Liviana, lib. 54. Vide apud Valerium, cap. 8. lib. 5. Basanus Sicambrorum Rex Sedanum filium propria manu capite truncavit propter admissum crimen adulterii. Lucius Virginus filiam sua manu occidit potius quàm ea Appii Claudii libidini, qui tum summo erat in imperio, dederetur, Cicero de finibus, Pomponius de origine juris: Alii. Ad hac de patre filium occidente extat declamatio Libanii sophiste, cum tyrannus eum rapere vellet.

* *Choses POSTURABLES.*] Nivernois, chap. 1. art. 5. Selon Coquille ce ne sont pas seulement les choses qui sont de pasture & amendement, mais aussi les choses qui sont de soin; & de là vient, selon cet Auteur, qu'on dit *pasturer* les terres, quand on les amende par graisse & fumier.

* *Once de POULCE.*] S. Sever, tit. 18. art. 2. C'est la cinquième partie du pan de cane. Voyez *Pan*.

* *POULTRAIN.*] Mons, chap. 50. & Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. chap. 88. pag. 506. vers la fin. C'est un poulain; comme les poulains sont timides, on a appelé les hommes lâches des *poultrains*, & dans la suite, de poultrains on a fait *poultrons* & *poltrons*. Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur les mots *Poledrus*, & *pultrones*; M. Menage dans ses Origines sur le mot *Poltron*; Saumaïse dans son Traité de *Trapezítico favore* pag. 784. Savaron dans ses Notes sur l'Épître 2. du premier livre de Sidonius pag. 12.

* *POURCAS.*] Concheus de Pourcas, vulgò *conceptus*. L'ancienne traduct. des Instit. *Li ensez qui sont de Pourcas sont recheu à l'héritage leur mere &c. Li enfans qui sont de pourcas n'ont nul parent de par leur pere. Pourcas* est la même chose que *pourchas*, qui signifioit poursuite. Voyez Nicot sur le mot *Pourchasser*. *Pourcas* & *pourchas* signifient aussi quelques fois un *acquest*.

POURPRINSE.] Tours, art. 260. 295. *Sic enim legendum est etiam in illo articulo 260. ut constat ex art. 3. tit. Des successions de fiefs, veteris consuetudinis ejusdem provincie, & ex consuetudine Lodovensi, cap. 27. art. 4. & 5. cap. 28. art. 3.*

POURPRIS.] Sensis, art. 129. Valois, art. 57. Laon, art. 147. 149. Chalons, art. 150. S. Quentin, art. 95. Nivernois, tit. 4. art. 68.

Hainaut, chap. 69. Bretagne, art. 175. 541. 621. Lillè, au titre de plaintes à loy. Froissard, au 1. volume, ch. 13. Monstrelet, au 1. liv. ch. 88.

Signifie l'enclos, les environs & prochaines clostures de quelque lieu Seigneurial : Chastel, manoir & Hôtel noble, ou de l'Eglise. *Purpris* in appendice *Aimoini*, lib. 5. cap. 38. (* Voyez Nicot sur ce mot.)

POURSUITE ou SUITE.] Troyes, art. 3. & 6. Chaumont, art. 3. Vitri, art. 145. Nivernois, tit. 8. art. 6. Bourbonnois, art. 189. 197. 205. Berri, tit. 1. art. 1.

Qui est un droit du Seigneur qui peut suivre ses hommes de servitude quelque part qu'ils se transportent, soit lieu franc ou non, même pour leur taille imposée ou abonnée, & les peut le Seigneur réclamer : car tels hommes sont réputés du pied & partie de la terre, & se baillent en aveu & dénombrement par vassaux avec leurs autres terres. Pourquoi ils sont poursuivables pour les tailles, pour la main-morte & autres droits. Nivernois, tit. 8. art. 27. Le Seigneur a droit de suite sur les personnes, ou sur les biens de ses hommes serfs, de servile condition & main-morte. Voyez le mot SUITE.

CHAUDE POURSUITE.] Bretagne, art. 12. que l'on fait promptement contre un delinquant, comme le premier mouvement & colere s'appelle chaude cole, chaude mêlée, en l'ancienne Coutume de Mehun en Berri.

PRATICIEN.] Qui est expert és affaires de justice, qui fréquente les Cours & Sieges des Juges, & qui entend le styl, ordre & règlement judiciaire, la forme & usage de pratiquer, de plaider, instruire, conduire les procez, & dresser libelles, sommations, écritures, actes & registres de Cour : *Litis ordinator*, *Seneca*, *epist.* 110. *Pragmatici vocantur, qui multo rerum usu periti & solertes, qua de causa Epicharmus vocatus est vaser, & Juriscons.* *Ælius Sextus à poëta dictus est cautus & egregie cordatus.* *Apud Græcos pragmatici vocabantur infimi homines, qui mercedula adducti se in judiciis ministros præbebant oratoribus & tela agentibus subministrabant, quique velut ad arcus sedebant,* *Cicero*, lib. 1. de *Oratore*. *Quintilianus*, lib. 12. cap. 3. de quibus in l. 9. *Dig. de pænis*. *Πρακτικὰ* significant acta : *πρακτικὴ* ars est que in rerum actione cernitur, *ἐμπειρία*, *παίρα*, experientia : usus forensis & tritura No. 82. *Justiniani*. *πρακτικὴ* actualis scientia in glossario. *πρακτικὸς* ad res agendas idoneus & præstans : rerum peritus : at *ὑποπρακτικὴ* ipso rerum intellectu contenta est. *Quintilianus*, lib. 2. cap. 18. *Actor causarum*, & negotiorum actor nuncupatur *Pragmaticus*, *Isidorus*, lib. 5. *Pragmaticos scholiastes Juvenalis interpretatur jurisperitos qui negotiales causas agunt.* *Quidam* malè scripsit usum Fori dici *Protopraxiam*, quam vocem

vocem Plinius ad Trajanum usurpat, & de ea Suidas, & Favorinus post Hesychium, nec id ignoravit Alciatus.

PRATICIEN.] Berri, tit. 2. art. 4. Pratiquer. Berri, tit. 5. art. 22. & souvent ailleurs. *Ergo hac vox est originis Græcæ. In Glossario quaestuaria appellatur πρᾶξις. Sed nefandum est ex controversis litibus lucrandi aviditate sordescere, Marcell. lib. 15. Formularii sunt & Leguleii, non Jurisconsulti. Plerumque autem veteratores qui non cavent sed cavillant, & multis sutelis foro sunt cogniti, ut Symmachus ait lib. 5. Itaque hoc genus hominum vulgò malè audit ob inania fori & sutelas formularum, idem Symmachus, lib. 6. propter iricas & morosas juris præstifias. Sed vereor ne per insciam forensis industria plerisque sit odio, ut Licinio Imp. & Columella in præfat. lib. 1. de re rustica. Le Pape Nicolas III. avoit banni de Rome les Notaires & Praticiens, mais Martin IV. son successeur les rappella, disant qu'ils faisoient venir l'eau à son moulin. Qui in foro verisque litibus teruntur, multum malitia quamvis nolentes, addiscunt: Plinius lib. 2. Epist. In forensi pulvere rara coitio facundi oris & boni pectoris: Symmachus, epist. 37. lib. 1. Itaque in pragmaticos & causidicos qui sutelloſi, πρᾶγματοπάποι, invehitur Marcell. lib. 30. Hac satis superque, verbum non amplius addam: Monebor tantùm sic me solitum ex auctorum libris colligere & subnotare, quæ meis studiis apta sunt, ut solent Grammatici, philologi, medici, philosophi.*

PRAQUERIE.] En France ou **PRAQUERIE**, lors que les Ducs de Bourbon & d'Alençon, les Comtes de Vendôme & de Dunnois avec le jeune Dauphin, s'éleverent contre le Roy Charles VII. Nom de faction ou ligue, comme la **JACQUERIE**, au pays Beauvoisin, qui a été une faction du peuple contre la noblesse du temps du Roy Jean: comme aussi à Paris la sedition des Maillotins du regne de Charles VI. à l'occasion de l'imposition de la vingtième partie des choses qui se vendoient: & des Bouchers de Paris pour le Duc de Bourgogne: & à Roüen la Harelle contre les impositions & subsides. Souvent ont été élevées seditions populaires, à cause des impositions de la gabelle, du foïage, des subsides, pour la maltoste, & pour la monnoye empirée.

* **PREAGE.]** C'est un Tribut dû sur les prez. Au Terrier de l'Île Adam en la ville d'Auzmont est dû à Noël un boisseau & demy d'avoine, une geline, deux sols, & un denier de preage à la S. Jean. (M. GALLAND.)

DROIT DE PREAGE, & DE FAULTRAGE.] Tours, art. 100. & 101. Quand un Seigneur peut mettre avec garde ses bêtes chevalines & vaches és prez de ses sujets, lesquels prez il est tenu de garder. De ce droit aussi est fait mention en la Coutume locale de

la Chastellenie des Escluses au Baillage de Touraine.

* *PRECLOTURES.*] Dans la Coutume de Xaintonge , art. 95. d'Angoulmois, art. 88. & dans l'Usance du Siege Presidial de Saintes, tit. 57. 58. sont les enclos qui sont donnez par préciput dans les fiefs aux aînez avec le principal manoir. Ce qui est appelé *préclôture* dans ces Coutumes est appelé *clôtures* dans l'article 14. de la Coutume de Troyes, & dans le 55. de la Coutume de Vitry. Selon l'article 95. de la Coutume de S. Jean d'Angeli, *Es préclôtures sont compris les domaines joints, contigus & adjacens à l'hôtel ou manoir pris ou élu par le fils aîné ou qui la represente sans évidence & apparente séparation, soit de murailles, fosses, chemins ou cours d'eau, sauf & réservé les moulins détreignables & fours à ban, les revenus desquels, supposé qu'ils soient assis en & au dedans des préclôtures se précompte comme l'autre revenu des successions; & au regard des faïes & garennes, si elles sont au dedans des préclôtures, le fils aîné les a par préciput & avantage. Voyez Pourpris.*

* *Assiettes & PRECOMPTEMENTS.*] Xaintonge, tit. 19. On a expliqué sur la lettre A, ce que c'est qu'*assiette de rente*. On appelle *precomptements* la valeur ou l'estimation réglée par la loy, des choses que le debiteur cede ou transporte à son creancier en luy faisant assiette de rente; & en deux mots c'est ce que l'on *compte*, ou ce que l'on estime les choses baillées en assiette de rente.

* *Personnes appelées ou PRECONISE'ES.*] Poitou, art. 444.

* *Amasser & PREIR.*] L'ancienne Coutume d'Artois, art. 39. Les possesseurs d'aucunes terres labourables chargées de droit de terrage ne les peuvent amasser, preir, ne mettre en usage de pasture sans le gré ou consentement de ceux auxquels ledit droit de terrage appartient &c. Au lieu d'*amasser*, il faut lire dans cet article *amaser*; c'est à dire, faire des bâtimens, & *preir* c'est mettre en pré.

RETRAIT DE PREMESSE.] Quand l'heritage vendu revient au plus prochain par ligne, comme dit Boutillier traitant des meubles cateux: lequel aussi dit que le cas de retrait par les Coutumiers, s'appelle Cas en droit de premesse: laquelle diction se trouve en la Coutume de Bretagne, art. 66. 86. 110. 129. 358. 359. 488. 489. 530. 580. & au tit. 16. de la même Coutume; de Bearn, tit. des contrats: & au tit. 40. art. 16. tit. 47. art. 3. 20. 31. tit. 56. art. dernier: ausquels lieux aussi la diction Presme & Prim signifie le prochain lignager qui vient au retrait, pour être du lignage & ramage dont procede l'heritage. *Est enim gens prediorum, inquit M. Tull. pro Cornelio Balbo.* Et Boutillier appelle PROISME le parent proche de sang du côté de pere ou de mere. *Igitur Britannis & Bearnensibus PREMESSE est*

*cognatio & jus wporiunōc quod competit proximiori cognato, ut revo-
care possit alienationem pradiorū familiarium. Eguinar. Baro. I. C. in
melibodo de feudis, lib. 2. c. 15. Cujacius summa ingenii gratia praditus
ad tit. 4. lib. 2. Feudor.*

DROIT DE PREMICE.] Qui est dû au Curé, comme une gerbe de bled ou deux sols : un agneau s'il y en a dix ou plus : ou un denier pour chacun agneau s'il y en a moins de dix. Ce droit a été adjugé au Curé du Bourg Beaupierre par Arrest de Rennes, du 16. Octobre 1561. Les dismes & premices sont deuës aux Curez.

* **PRENDRE en son aven des bêtes en faisant dommage.]** Dans la Coutume de Chabris locale de Berry, art. 2. C'est les arrêter & les détenir, ce qui est permis à tout possesseur & détemteur d'héritages pendant vingt & quatre heures seulement : car s'il les détient pendant plus de temps, il est amendable envers Justice de 60. sols tournois.

* **PRENE.]** Dans le For de Bearn, Rubr. de Penas, art. 15. C'est prendre, recevoir, *deu prenne justicia, segond la qualite de l'excez.* C'est à dire doit recevoir justice ou être puni selon la qualité de l'excez.

DROIT DE PRESENCE.] En l'Edit du Roy Henry III. du mois de May 1578. qui est de demy écu, attribué à chacun Tresorier de France & General des finances, outre leurs gages, pour leurs épices de leur résidence & pour chacune vacation de chacun jour qu'ils s'assemblent en leur Bureau pour le service du Roy : Tellement que ce que perdent les absens accroît aux présents : & lequel droit s'appelle aussi droit d'Entrée en l'Arrest de la Chambre des Comptes à Paris du vingt-huitième May audit an pour la verification dudit Edit.

GREFFIER, ORDRE ET ROLE DES PRESENTATIONS.] Es Ordonnances de Charles VII. de l'an 1446. art. 21. de l'an 1453. art. 37. 38. 39. 42. Qui est afin d'expedier en l'audience les causes des parties, & les appellations verbales selon l'ordre qu'elles se sont présentées en la Cour, & selon le tour de leur Bailliage, Prevôté, ou Senéchaussée & Province. Comme aussi le Roy Henry III. en l'an 1577. à l'exemple d'aucunes des Cours de Parlement a institué en office des Greffiers en toutes Cours & Jurisdiccions Royales pour les presentations des causes nouvelles, tant en premiere instance que d'appel.

* **PREME.]** Bretagne, art. 295. de l'ancienne Coutume, & 309. de la nouvelle. *Proximus* : c'est le proche parent. Voyez *Premesse*.

PREST.] *Mutuum, vel commodatum, τὸ δάνειον ἢ χρηματισμός. Mutuum & commodatum promiscua sunt nomina interdum sive communia, l. item legato par. 1. de leg. 3. l. quasitum par. si quis eodem. de instrum. legato.*

l. 1. *Cod. Th. Quod jussu. Commodatum est mutuum ad usum : Mutuum est commodatum ad abusum.* PRESTER : *Mutuo vel commodato dare : Nomen facere, Ciceroni, Seneca, & aliis. Recensioribus prastitum, Prastare, ut apud Optatum, lib. 3. & in l. ult. Cod. quod cum eo. Nostri etiam Precarias, appellantur Prestarias.*

* *Homme de PRESTE.*] Hainault, chap. 106. n. 5. Il faut lire *homme de Poeste*, i. e. *homo potestatis*, homme serf. Voyez *Poste*.

* *PRETOIRE.*] Blois, art. 271. Auditoire. *In constitutionibus Pretoria, sunt domus publice, in quibus Judices non tantum habitabant, verum etiam jus reddebant. Vide leg. 3. Cod. de Episcopis leg. penult. Cod. de officio Rectoris, & Jacob Goth. ad leg. 3. Cod. de officio Judicum &c.*

* *PREU.*] Profit, Beaumanoir, ch. 1. 13. 15. 36. L'ancienne Traduction des Instituts. » C'est le *Preu* à la cose commune, que nus n'use mauvesement de se cose, s'il cuide, &c.

PREUD'HOMME.] Paris, art. 13. 17. 47. Mont-fort, art. 10. Mante, art. 12. Chalons, art. 177. Reims, art. 76. Nivernois, tit. 4. art. 63. tit. 8. art. 2. tit. 16. art. 4. tit. 31. art. 27. Montargis, chap. 1. art. 13. 14. Chasteau-neuf, art. 8. 11. 14. 15. Chartres, art. 8. 11. 12. Dreux, art. 6. 8. 9. La Marche, art. 318. Orleans, chap. 1. art. 14. 15. 23. 83. Tours, art. 147. Dunois, art. 3. 4. 5. Romorantin, art. 1. La Ferté Imbaut, art. 1. Poitou, art. 159. Bretagne, art. 176. 591. 618. Auxerre, art. 62. La Bourt, tit. 14. art. 15. 20. Dourlan, art. 24. *Est vir bonus qui rem arbitratur : Prudentiam autem omnes qui cuique officio presunt, debent habere.*

PREUDHOMIE.] Vitry, art. 39. Sedan, art. 55. Normandie, chap. 17.

PREUDES-GENTS.] Anjou, art. 450. Le Maine, art. 462. Bretagne, art. 538. 577.

PREVOST FERMIER DES EXPLOITS ET EMENDES.] Senlis, art. 55. 56.

* *PREVOST fermier.*] Dans la Coutume du Nivernois, au titre de Justice, art. 26.

Anciennement les Seigneurs Justiciers vendoient ou bailloient à ferme les Prévôtés de leurs Justices, & ces sortes de Prevosts étoient Juges dans les causes de Prévôté. Cet abus fut aboli par l'Edit de Charles V. de l'an 1358. art. 1. Par celui de Charles VIII. art. 65. & par celui de Louis XII. de l'an 1499. art. 60. & 61. où il est dit, que les Prévôtés seront baillées en garde en ce qui est de l'exercice de justice à des personnes lettrées, qui n'auront aucune participation ou intelligence avec les Prevosts fermiers. Voyez Prévôté.

PREVOST FERMIER.] Auquel appartiennent les espaves & emendes. Dunois, art. 55. Haute-Roche, art. 3. Ville-France, art. 1. Et en l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 2. art. 28. où il est distingué du Prevost garde.

PREVOST FORAIN.] Juge ordinaire de la Prevosté ordinaire & de toute la Chastellenie. Senlis, art. 16. 17. 57. 64. Lequel a connoissance des gens d'Eglise, des nobles & communautéz. Senlis, art. 24. à la difference du Prevost de ville, qui n'a que moyenne & basse Justice, & connoissance des matieres personnelles: Senlis, art. 25. 58. Et par la Coutume de Valois, art. 8. le Prevost forain connoit des matieres personnelles, & va tenir siege hors Crespy, à sçavoir à Villiers-Cotterets, & à Viviers: mais des matieres réelles le Prevost en connoit en son siege de Crespy. *Prator urbanus Romæ fuit major, minores ceteri, Festus; & in Præfecturas quasdam Italia Præfecti mittebantur quotannis qui jus dicerent, vel populi suffragio creati vel à Pratore urbano missi legibus: Idem Festus.*

PREVOST EN GARDE.] Senlis, art. 60. 74. Et en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 60. 61.

PREVOST OU GARDE DE JUSTICE.] Senlis, art. 114. Garde de la Prevôté: Berri, tit. 2. art. 19. *quasi Præfectus urbis, ἐπαρχὸς τῆς πόλεως vel Prator, πρίντος, ἑπαρχὸς, qui minor fuit præfecto urbis ad quem à Pratore appellabatur, l. 17. Cod. de appellatio. Et à præfecto urbi ad Principem, l. 38. dig. de Minoribus.*

GRAND PREVOST DE FRANCE.] A la difference des Prevosts Provinciaux, & des Prevosts des Bandes, qui suivent les Compagnies des gens de guerre.

PREVOST HEREDITAL.] Qui est tenu faire les exploits de Justice, ou y commettre un sergent. Quelque, art. 1.

PREVOST DE L'HÔTEL DU ROY.] Lequel anciennement étoit appelé le Roy des Ribaux. Il connoit des crimes commis en l'Hôtel & en la suite du Roy, & des causes civiles & criminelles qui se presentent à la Cour entre les Officiers de la maison du Roy: il met taux aux vivres, & en fait recherche pour la suite de la Cour du Prince. Il fait le guet, & la recherche des inconnus & vagabonds, & met ordre à la police. *Huic tanquam olim Magistro officiorum aulicorum incumbit cura & disciplina merum in palatio.* Il a archers pour la force & exercice de son office, qui portent Hoquetons d'orfèverie d'argente à l'enseigne de l'épée.

PREVOST MAIRE.] Senlis, art. 58. 72. Prevost Majeur. Valenciennes, art. 4. Voyez la lettre M.

PREVOST DES MARCHANDS] A Paris, qui ailleurs s'appelle

Maire ou Majeur. Prevost de l'Eglise, lequel ailleurs s'appelle Doyen, Prieur.

PREVOST DES MARESCHAUX.] Qui a été érigé pour la punition des soldats & gens de guerre mal vivans, & contre les pillarts, brigands & voleurs, faineants, & vagabonds, & contre les ports d'armes défendues: *est βιοκαλυτής, λητοδιωκτής, ἱερωνίκης, ἀφοκλιστής, ut appellatur in Justiniani Novella 8. 28. 29. 80. 128. 134. 145. Qui vim, impressionem, & depredationes arceat: Latrunculator Juliano interpreti Novellarum, & Ulpiano in l. solemnus 61. de Judiciis. Latronum persecutor, qui perquisit inertes, quasitor desidia: qui arma privatis aufert: Latronibus investigandis per universas provincias militaris statio sortitur, Tertull. in Apolog. Quod fortè ex instituto Augusti profectum. Suesonius: qui & Tiberium idem servasse scribit pacis tuenda causa.* Aussi en France ce Prevost des Mareschaux, ses Lieutenans & Archers jouissent des privileges concedez aux gens de guerre.

PREVOST VICOMTAL.] Senlis, art. 71. 74. Qui est Juge Chastelain & Prevost en garde: *Præpositus qui vices gerit judicis ordinarii, qui olim Comes appellabatur.*

PREVOSTE.] Berri, tit. 5. art. 11. tit. 8. art. 12.

C'est le Prevost, Juge & Garde de la Prévôté, qui n'est fermier des exploits & emendes, & est en office. Anciennement la Prévôté se bailloit à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, avant l'Ordonnance du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 65. Voyez le chap. 15. du liv. 4. des Recherches de Pasquier. Comme le Roy Louis IX. avoit mis ses Bailliages & ses Prévôtés à ferme, dont plusieurs étoient desheritez, & pour cette cause le Pape refusoit au Roy Philippes le Bel d'élever à Saint le corps dudit Roy Louis IX. ainsi que l'Auteur incertain des Chroniques de Flandres recite au chap. 33. Les Prevosts en garde sont Juges inferieurs des Baillifs.

Coquille dans son Commentaire sur la Coutume du Nivernois, tit. des Successions, art. 15. p. 422. de l'édition de 1665. explique ainsi ce que c'est que Prevost, & en quoy elle diffère de la Chastellenie.

Le mot de Chastellenie emporte droit de Bailliage & ressort pour connoître des causes d'appel, & tel est l'usage de France, ainsi que dit du Moulin sur la Coutume de Paris, art. 1. gloss. 5. n. 51. Et à ce se rapporte ce qui est dit au si-

tre de Justice de notre Coutume, art. 24. que nul n'a droit de Bailliage, s'il n'a droit de Chastellenie en sa Terre. Seru noté qu'avant l'an 1564. avant que les Sieges du Duché du Nivernois fussent reformez, le Bailly de Nivernois avoit un Lieutenant en chacune Chastellenie du Duché, qui connoissoit des appellations du ressort de sa Chastellenie, &c. Au même temps en chacune Chastellenie étoit un Juge garde de la Prévôté qui connoissoit des causes personnelles &c.

* **PREVOSTE.**] C'est le droit que payent les Prevosts Fermiers,

Questæ prapositionum, dans la Coutume des Aix de l'an 1301. Dans les Coutumes locales de Berry de M. de la Thaumassiere.

* *PREVOSTE' & Branchiere.*] Aveu de M. de la Trimouille, rendu au Comte d'Anjou en 1473.

S'ensuivent les Prevôtez & Branchieres que j'ay en ma Baronnie de Craon : la grande Prevôté de Craon, item la Prevôté & fournarige de ma Chastellenie de Pelletrée ; Item la Prevôté & Branchiere de S. Item la Prevôté de la Furblanche ; toutes lesquelles Prevôtez sont affermees pour cinq ans à la somme de quatorze vingt dix livres.

Il y a ensuite : *Plus s'ensuit la declaration des droits & deniers que doivent les denrées & marchandises passant par & au dedans de ma Baronnie de Craon, & des denrées qui y sont vendues. Voyez les art. 52. 53. de la Coutume d'Anjou, & cy-dessus le mot Branchieres.*

DROIT DE PREVOSTE'.] Tours, art. 59. 295. Lodunois ; chap. 5. art. 1. ch. 28. art. 3. Anjou, art. 10. 43. 49. 58. 59. Le Maine, art. 11. 50. 57. 58. Qui appartient au Seigneur Chastelain ou Baron qui a Justice, & lequel établit un Prevost fermier pour recevoir ses peages, coutumes, acquits, & travers des passans & de leurs marchandises ou danrées.

PREVOSTE' FORAINE DE LAON.] Laon, art. 1. 270. & dernier. Ribemont, art. dernier. Couci, art. dernier, & en l'inscription de la Coutume de Beauquesne.

* *Service de PREVOSTE'.*] En Normandie le Seigneur feodal outre ses plaids ordinaires peut tenir en son fief un *gage plege* par chacun an, auquel tous les hommes, & tenans de son fief sont tenus de comparoir en personne, ou par procureur spécialement fondé, pour faire faire *élection du Prevost*, & pour reconnoître les rentes & redevances par eux dues. Normandie, art. 185.

Comme tous ceux qui sont ainsi obligez d'élire pour Prevost un d'entr'eux au *gage plege*, sont aussi obligez d'estre Prevosts eux-mêmes lorsqu'ils sont élus ; & le Prevost & ceux qui l'élisent doivent tous également le *service de Prevôté*. De sorte qu'être sujet à ce service, ce n'est autre chose qu'être obligé de faire la fonction de Prevost du Seigneur, lorsqu'on l'est nommé par ses consorts au *gage plege*.

Ce Prevost que les hommes tenans du fief sont tenus d'élire ainsi, est comme le Sergent du Seigneur, & préposé pour le faire payer de ses rentes.

La regle est qu'il n'y a que ceux qui ont des terres bâties appellées *mazures* qui soient de droit astraits à cette espece de servitude, & non ceux qui tiennent des terres en fief ou noblement, à moins qu'il n'y ait titre ; mais par Reglement du 7. Janvier 1702. le Parlement de

Rotien a ordonné que les vassaux pourroient s'en exempter, en payant le dixième denier des rentes de la Seigneurie. Voyez les Commentateurs de la Coutume de Normandie sur l'art. 185.

* *P R E Z champaux ou chechillons.*] Xaintonge, art. 15. Sont des terres mises en prez, à la difference des prez qui sont en fond de riviere. Voyez *Noë & Noüe.*

* *P R E Z gâimaux ou gaignaux.*] Sont des prez qui produisent des reguains, c'est à dire une seconde herbe après que la premiere a été fauchée.

* *P R E Z secherons.*] Vastan, art. 15. Sont des terres mises en prez, à la difference des prez qui sont en fond de rivières, qui ne sechent presque jamais.

P R I N C E.] Ce mot Latin signifie le premier chef, lequel en ce Royaume s'entend de ceux du sang Royal, qui sont issus & capables de la Couronne, qui sont nez des Rois, ou des Princes du sang Royal.

S E I G N E U R D E P R I N F I E F.] Bayonne, tit. 5. art. 10. 11. 33. 37. 38. 42. tit. 8. art. 1. 9. 10. tit. 13. art. 7. tit. 17. art. 14. & 16. La Bourr, tit. 6. art. 13. C'est le Seigneur direct d'un heritage qui doit rente, & est different du Seigneur de l'arriere-fief.

D E C R E T D E P R I N S E D E C O R P S.] *Cum judex questionis jubet reum criminis prehendi & in carcerem duci, in quo etiam catenis, compedibus vel cippo rei interdum continentur, ut ex vinculis causam dicant.*

* *P R I S M E, Proisme.*] Beaum. dans son Prologue. C'est le prochain parent. Le *proimes*: De Fontaines, chap. 17. édifier son *prime*. Dans le Codicile de Mehun *Presme & Premesse* sont pris pour retrait lignager. Dans Bouteiller & dans les Coutumes de Bearn, & de Bretagne: *presme lignagier*. Dans la Cout. d'Anjou, art. 348. *Choses immeubles acquises de son Presme*, art. 398. V. d'Argentré sur le tit. 8. de la Coutume de Bretagne, & Coquille sur la Coutume de Nivernois, art. 1. tit. de retrait.

* *P R I V A U T E.*] C'est à dire secret. Celer les Privautez. Voyez le chap. 8. des Assises de Jerusalem.

* *P R I X de l'engage.*] Dans la nouvelle Coutume de Bretagne, art. 54. & dans l'ancienne, art. 61. C'est le prix de l'engagement & de l'antichrese.

P R O C E Z C I V I L E T O R D I N A I R E.] A la difference du procez criminel qui se conduit extraordinairement. *Differt examinatio civilis, forum & jus ordinarium à questionibus publicis, & à judiciis in quibus crimen vertitur. Capitis judicia habent suam formam, suum judicium,*

dium, numerum suum, quaestorem suum, sua tempora, sua nomina: Quintil. Declam. 331.

PROCEZ VERBAL.] Bretagne, art. 123. Berri, tit. 9. art. 59. Qui contient l'exploit des commandemens de payer faits par un Sergent, la saisie de l'heritage, ou des fruits de l'obligé ou condamné, l'établissement de Commissaire, les criées & proclamations, les affiches, significations & assignations baillées aux parties par le Sergent. Comme aussi nous disons le procez verbal d'une enquête, qui contient au long les assignations données aux parties & les productions, & serment des témoins tant comparans que défaillans, & tout ce qui survient en la faction de l'enquête hors le secret d'icelle, qui est par la déposition & témoignage seulement: Comme aussi le Juge fait procez verbal des descentes & visites d'heritages, & pour l'exécution d'une Sentence ou Arrest, par lequel il rapporte & fait savoir tout ce que les parties ont allegué, plaidé & remontré verbalement, ou baillé par écrit. Car il ne faut rien omettre de ce qui a été dit, requis & allegué par les parties.

PROCHEFIEF.] Bretagne, art. 576. c'est le fief lige, à la différence de l'arrière-fief.

PROCOURS.] Pour le droit de mener ou envoyer pâturer le bétail les uns sur les autres. Nivernois, chap. 3. art. 2. Voyez **P A R C O U R S**.

PROCUREUR D'OFFICE.] Cambrai, tit. 25. art. 27. & en la Coutume locale de Quesque, art. 1. & en la Somme rurale, qui fait aussi mention de l'Avocat d'office. Auvergne, chap. 29. art. 9. 10. 16. La Marche, art. 335. Requérir l'adjonction de l'Office pour emende. Cambrai, tit. 25. art. 24.

PROCUREUR DE LA JUSTICE SUBALTERNE.] A la différence du Procureur du Roy. Berry, tit. 9. art. 64. *Vindex est qui alterius causam suscepit vindicandam, veluti quos nunc Procuratores vocamus, Boëtius in Topica Ciceronis: Et olim aliud erat munus Procuratoris, aliud Cognitoris, aliud Advocati, aliud Patroni teste Asconio in divinatis. Ciceron. Agitur autem adversus Procuratorem fisci, nam cum Principe nulla est actio: vel agitur adversus domos principis & procuratores earum, l. ult. Cod. de quadriennii prescriptione. Olim Procurator fisci vel Caesaris, qui & Curator Caesaris, & Rationalis, λογωδέτης, dicebatur καθολικός & ejus officiales Caesariani & Catholisiani, quasi Procurator generalis: si constitutus universis rebus fiscalibus pecuniariis in provincia: nam quidam erant speciales, atque plures in una provincia interdum, ut vicefima hereditatum, caducorum, metallorum: Qui non universis rebus, l. 35. §. 1. ex quibus cau. major. Quidam alium faciunt*

Rationalem, rei privata Principis scilicet, qui & Procurator patrimonii, Procurator rei dominica, vel privata rationis: Magister rei privata: Et fuit sub Comite rerum privatarum. Alius fuit Rationalis summa rei, qui sub comite sacrarum largitionum vel thesaurarum. Anciennement en France & ailleurs l'on n'étoit pas reçu à plaider par Procureur sans lettres de grace jusques à un an. Ut olim etiam Roma in usu fuit alterius nomine agere non posse nisi pro populo, pro libertate, pro tutela, vel furti ex lege Hostilia earum nomine qui apud hostes essent, aut Reipubl. causa abessent: Vide tit. 10. lib. 4. Institutionum juris: sed & qui aberant magistratus petere non poterant per procuratorem: in comitiis r. tio absentium non habebatur. Non est omittendum recentioribus Responsalem esse procuratorem, qui & Apocrisarius, syndicus, ecclius. Et Responsalis quidem propriè est defensor Ecclesia vel monasterii: Caveant autem Procuratores ne sani agant cum aliena negotia curant: precaveant litigantes procuratorum strophas, technas, uframmenta, velitationes, & nularum dolos, fraudes, tricas, sutelas tanquam prestigiatorum acetabula & calculos. Voyez Plaider.

L. PROESME.] Theroane, art. 18. S. Paul, art. 41. & autre sous Arthois, art. 55. Ponthieu, art. 132. 134. Arthois, art. 123. & suivans. S. Omer sous Arthois, art. 68. Imprimée en 1553. & en celle qui a été imprimée en 1589. à Arras en autre ordre. Lalleuë sous Arthois, & Lilles. Namur, art. 44. 45. Monstrelet, au chap. 39. & 115. du 1. volume. * Voyez

L. PROISME.] Lille, art. 89. & en la dernière Coutume de la même ville de retrait lignager, art. 7. 8. Hainaut, chap. 31. & en plusieurs lieux du livre de la Somme rurale, & au chapitre 6. du Stil du pays de Liege.

Est cognatus vel proximus, Le proche parent & lignager, qui s'appelle PROESME, lignager ou parent en la Coutume d'Anjou, art. 348. 398. du Maine, art. 360. 408. & en l'ancienne de Boulenois, art. 111. 112. C'est le parent de l'estoc & ligne. Voyez le mot Premesse.

PROMOTEUR D'OFFICE.] Senlis, art. 115. C'est le Procureur aux causes de la Seigneurie & domaine du Seigneur Justicier, & es causes criminelles contre ceux qui ont délinqué au territoire du Seigneur, lequel aussi s'appelle Procureur de la Seigneurie de la Justice. Orleans, art. 342. & Procureur fiscal. La Marche, art. 26. & en l'art. 64. de l'Edit de Charles IX. de l'an 1560. fait à Orleans. *Hic procurator rei accusator à principe vel domino opponitur etiam deficiente alia accusatione, maxime in publicis judiciis, cum non privata est injuria sed publica: Attamen non debet advocatus fisci sub nomine fisci falsas accusationes instituire; l. 3. Cod. de advocatis fisci, aliqui licet suam*

fiscalis. Tellement qu'un Procureur du Roy est tenu pour la calomnie en tous les dépens, dommages & intérêts de la patrie accusée; & à faire déclarer son dénonciateur. Est notable ce que recite Severus Sulpitius à la fin de son histoire, de Patricius Avocat du fisque qui fut par Maximus député pour accusateur de quelques Evêques heretiques. *Porro alius est procurator fisci vel Caesaris, alius advocatus vel patronus fisci, qui in provinciis interveniebat apud procuratorem Caesaris, in urbe vero apud praefectum ararii in causis fiscalibus, vel ararii.*

PROPOSITION D'ERREUR] N'a lieu contre les jugemens des sieges Presidiaux par l'art. 18. de l'Edit fait à Moulins l'an 1566. ni en matiere possessoire, profane ou Ecclesiastique par l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 88. ny contre l'Arrest donné contre la requeste civile par l'art. 146. de l'Edit fait l'an 1579. Ny contre un Arrest interlocutoire par les anciens Edits, dont est fait mention en l'Ordonnance de l'an 1479. laquelle est du Roy Louis XI. De cette proposition est l'Edit du Roy Louis XI. confirmé par Louis XII. & de François I. fait en l'an 1539. & de Charles X. de l'an 1560. art. 45. Lettres de proposition d'erreur s'obtiennent du Roy de sa certaine science contre un Arrest pour le retracter, daurant qu'il avoit été mal jugé par erreur de fait, & non pas par le dol ou surprise de partie adverse, qui est le cas de la requeste civile, & n'est aucun recevable à proposer erreur de droit contre un Arrest. *Sic & jure Romano à judicio praefecti praetorio non licuit provocare sine dispendio causae, sed supplicare ipsi praefecto intra decem dies, vel Principi intra biennium, l. 1. D. de officio praefecti praetorio; l. unica. Cod. de sententiis praefecti praetorio, l. 19. 30. 35. Cod. de appellatio. l. ult. §. penult. Cod. de temporibus, l. si quis, Cod. de pratib. Imperat. l. ult. in fine Cod. de fide instrum. Novella Justin. 82. §. pen. & Novella 119. quod remedium ad revocationem & retractationis inventum est appellationis loco, quae solet continere querelam iniquitatis sententiae: At hac quasi in integram restitutio continet petitionem venia erroris proprii, vel adversaria circumventionis allegationem, l. praefecti dig. de Minoribus. At principis sententia non retractatur Novella 113. Justiniani. Caterum interim executioni mandatur sententia praefecti praetorio nullo dato fidejussore ab eo qui vicit, ex dicta Novell. 119. si intra diem decimum qui condemnatus est non supplicaverit: alioqui dandus est fidejussor: & biennium datur si tempus illud decem dierum servatum non sit. Constitutionibus regis alia praefinita sunt tempora, biennii, anni, sex mensium. * V. l'Ord. de 1667. art. 1.*

PROPRE NATUREL OU CONVENTIONEL.] Tours, art. 311. Dourdan, art. 111.

PROPRE CONVENTIONNEL ET NON NATUREL.] Grand Perche, art. 156 Poitou, art. 285.

Le propre naturel est l'heritage ancien qui procede d'estoc, ligne & branchage. Le conventionnel est quand il a été convenu que les deniers seroient employez en propre heritage: ou quand un heritage est donné pour être propre au donataire.

PROPRES.] Meaux, art. 14. 26. & suivans. Sens, art. 25. 31. Monfort, art. 87. & suivans. Berry, tit. 14. art. 4. tit. 19. art. 6. Par Coutume generale propre heritage ne remonte point en succession en ligne directe, à ce qu'il ne sorte de la ligne, & n'y succedent les pere, mere, ayeul ou ayeule: les patrimoines ne remontent, & ne sont ôtez de l'estoc, tige & souche dont ils sont dérivez, comme dit l'Ordonnance du Roy Charles IX. de l'an 1567. qui a été faite pour régler les meres en la succession de leurs enfans. Et par la Coutume de Cambray, tit. 1. art. 18. fief ne remonte point, non plus que les heritages main-fermes, quand en ligne directe y a heritiers descendans.

Qua de re adnotabo ad art. 1. tit. 19. Consuetud. Biturigum.

Sunt heredia vel antiqua pradia; qua à majoribus profecta sunt γενήματα ἡτοι γυναιχίμα Justiniani Novella 21. & edito 3 Gentilia hereditas Suetonio: Opponuntur autem comparato & iis qua in-questu habentur, aux acquests & conquests. In constitutionibus regum Sicilia hereditagia etiam solent distingui à feudis. Les propres heritages sont les heritages anciens & patrimoniaux, à la difference des acquests & adventifs. Ils sont appelez **BIENS AVITINS** & vulgairement **PAPOAUX** en la Coutume d'Acs, tit. 1. art. 1. & 8. tit. 2. art. 1. tit. 6. art. 1. tit. 10. art. 1. de S. Sever, tit. 5. art. 2. tit. 12. art. 4. & en la Coutume dudit lieu, tit. 4. & tit. 8. Solle, tit. 17. art. 1. 4. 5. 6. tit. 19. art. 1. 23. tit. 24. art. 19. 22. 25. tit. 25. art. 1. tit. 26. art. 3. 4. tit. 27. art. 1. 26. 34. 35. 36. tit. 28. art. 1. Sont les heritages qui sont obvenus de lignée, de papoage. Bayonne, tit. 5. art. 1. Les biens de lignée ou de lignage sont differents de ceux qui sont de conquests. Bayonne, tit. 5. art. 20. 29. tit. 9. art. 3. 26. 27. 42. 43. tit. 11. art. 6. 9. La Bourr, tit. 5. art. 1. 6. 7. 8. tit. 6. art. 3. tit. 9. art. 21. 28. tit. 10. art. 1. tit. 11. art. 3. 4. tit. 12. art. 3. 10. 18. 19. 21. 22. & en ladite Coutume de Solle. *Proprium est suum uniuscujusque, Nonius.* Voyez cy devant **NAISSANT ET PAPOAGE**. L'Empereur des Turcs ne permet pas qu'aucun possede terre qu'en usufruit ou precaire.

PROPRES HERITAGES.] Paris, art. 312. Melun, art. 132. 259. & suivans. Berri, tit. 14. art. 1. & 14. ou biens propres. Berri, tit. 7. art. 9. 10. tit. 8. art. 1. tit. 12. art. 16. Dourdan, art. 111. Calais, art. 104. Bar, art. 85. 86. 113. 132. 134. 138.

* **PROPRIETAIRE** *coutumier*.] Liege , au titre de gens mairiez , art. 11. Voyez de Mean sur cet art. & les mots *Quote & mazure*.

LE PROSME.] En l'ancienne Coutume d'Amiens , art. 96. de Monstreüil , art. 72. 73. 76. Voyez *Proesme*.

PROTOCOLLE DES NOTAIRES.] En l'Edit de l'an 1539. art. 173. 174. 177. *quibusdam pro exemplari formularum : aliis pro scheda negligentiis scripta* : ou pour la premiere note , livre , cayer , & registre des Contrats , *de quo in statutis Roma libro 1. cap. 33. At Justiniano in Nov. 44. aliud est protocolum : Nempe brevis adnotatio , quo Comite largitionum , preparata fuerit charta* : *σμμεία τινά προγεγραμμένα ταῖς χαρταῖς*. Nov. 73. *fastigium charta Tibullo , lib. 3. est protocolum : sicut imum charta ἑσχατίωνλοι Martiali : in charta Κῶλα sunt partes adglutinatae quas Scapes vocabant , adnotante Scaligero*. * Voyez au mot *Notaire*.

PROTONOTAIRE EN COUR DE ROME.] *Protonotarius drōmi Niceta*.

* **PROUVE**.] Bretagne , art. 147. de la nouvelle Coutume , & 154. de l'ancienne. C'est à dire *Preuve*.

PUBLICATION D'ENQUESTE.] Berri , tit. 9. art. 30. tit. 20. art. 8. & en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 38. & de François I. de l'an 1539. art. 87. S. Sever , tit. 1. art. 25. Bretagne , article 156.

Quand les enquestes sont rapportées & receuës , & que les parties en prennent communication , après laquelle elles ne sont plus receuës à bailler reproches & objets de témoins. Et seroit expedient que cette publication fût receuë aux Cours Souveraines & és Requestes du Palais , comme pardevant les Juges ordinaires pour empêcher les parties de plaider plus avant. Comme aussi le Roy a ordonné par l'art. 150. de l'Edit fait l'an 1579. sur la plainte des Etats tenus à Blois.

* **Le Valet emporte la PUCELLE**.] Voyez *le Mauvais emporte le bon* , lettre M.

BOIS EN PUEL.] Auvergne , chap. 28. art. 23. & en la Coutume locale de la Chastellenie de Menat & de Combraille audit pays , quand ils ont été nouvellement coupez , & n'ont encore trois ans & un mai d'age.

* **PUIGNERE**.] Bayonne , tit. 23. art. 10. *pugneia puginata*. C'est une poignée. Dans cette Coutume le poids du bled & de farine est de 54. livres pour conque , desquelles on rabat trois livres , pour le droit du Meusnier , qui est appelé *la dix-huitième puignere de la conque*.

PUISSANCE DE FIEF, OU DE SEIGNEURIE.] Paris , art.

20. 21. 139. Meaux, art. 114. Melun, art. 49. 161. 162. Sens, art. 41. 185. Estampes, art. 29. Montfort, art. 15. 16. 170. Mante, art. 28. Senlis, art. 198. 226. 227. Clermont, art. 10. 28. Vallois, art. 14. 20. Chaumont, art. 17. Vitri, art. 54. Laon, art. 257. Chalons, art. 256. 257. Reims, art. 66. Montrargis, chap. 1. art. 52. 91. chap. 16. art. 11. Arthois, art. 116. 118. Orleans, chap. 1. art. 5. & art. 288. Tours, art. 33. 34. 35. 36. 38. 94. 112. 143. 164. 178. 180. 186. 188. Lodunois, chap. 1. art. 29. chap. 11. art. 5. chap. 14. art. 13. chap. 15. art. 8. 23. 30. chap. 17. art. 1. 2. 3. 4. 5. Anjou, art. 295. 384. 391. Le Maine, art. 307. 310. 394. 401. 410. Grand Perche, art. 201. Peronne, art. 257. Auxerre, art. 49. 80. Sedan, art. 52. 57. 236. Amiens, art. 38. 40. 178. Monstreuil, art. 36. Saint Jean d'Angeli, art. 27. 28. 30. 31. Bretagne, art. 129. 138. 308. Angoumois, art. 10. 12. & ailleurs. La Rochelle, art. 3. Bourdelois, art. 5. 26. 87. 89. Bourbonnois, art. 368. 474. Auvergne, chap. 22. art. 1. Poitou, art. 21. 22. 23. & ailleurs. Chasteauneuf, art. 41. Chartres, art. 39. 66. Dreux, art. 29. Blois, art. 18. 208. Dourdan, art. 37. 38. 141. Bar, art. 147.

De laquelle use le Seigneur feudal ou censuel sur son vassal, ou censier, tant pour la retenue que pour les autres droits & devoirs : & tant pour avoir le profit de son fief ou censif, que pour retenir à soy l'heritage feudal ou censuel aliéné. Faisant de son fief son domaine. Retenir l'heritage par fiefvement. Normandie, chap. 100.

* *PUISSANCE paternelle.*] Voyez au mot *Pain*.

PUISSANCE OU DROIT DE FIEF.] Tours, art. 301. Lodunois, chap. 29. art. 6.

PUISSANCE DE FIEF OU DE CENS.] Bretagne, art. 294.

* *PULVERAGE.*] *Pulveragium.* Selon Monsieur Salvaing le *pulverage* en Dauphiné est un droit que les Seigneurs fondez en titre, ou en possession immémoriale, ont accoutumé de prendre sur les troupeaux de moutons, qui passent dans leurs terres, à cause de la *poussiere* qu'ils excitent. Cet Auteur remarque judicieusement au même endroit qu'il n'y a point d'élément que les Seigneurs n'ayent tâché de s'approprier, pour assujettir ou pour ruiner & opprimer les habitans de leurs terres. M. Salvaing, liv. 1. des Droits Seigneuriaux chap. 34. pag. 143. *Pulveraticum seu pulveratica merces erat pulverei laboris quo dabatur agrimensoribus quasi pro labore & pulvere. Vide Cujacium lib. 4. observat. 18. & Rigaltii observationes ad autores rei agraria p. 238. edit. an. 1674.*

TERRE TENUE A PUR ET SANS MOYEN DU ROY.] En la Somme rurale, traitant des ajournemens, quand la terre est mouvante du Roy directement & en plein fief, & non d'autre Seigneur.

PURE PERTE DU VASSAL.] Orleans, chap. 1. art. 18. 19. 24. Sedan, art. 65. Berri, tit. 5. art. 33. Bretagne, art. 343. Dourdan, article 1. 18.

Quand le Seigneur feudal fait les fruits siens du fief de son vassal : quand il exploite le fief en pure perte du vassal. Blois, art. 76. Calais, art. 11. Paris, art. 1. Auquel article de l'ancienne Coutume, il faut ainsi lire, & NON EN PUR-PART. Ce que j'avois remarqué sur l'édition de l'an 1567. pour la nouvelle impression de l'an 1580. dont je n'ay pas été crû sur la presse, non plus que de plusieurs autres bonnes corrections que j'avois observé sur les deux volumes des Coutumes. *Refractarii non patiuntur se doceri.* Aussi en la Coutume de Paris qui a été reformée & reveuë l'an 1580. il se lit : *en pure perte*, article 1. & 7. Voyez cy devant *Exploiter le fief*.

TENIR PUREMENT SANS HOMAGE.] Comme terre conquise à l'épée : En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 96.

* **PURPERT.**] Vitry, art. 41. & 55. C'est à dire pure perte.

LA PURGE PURGER.] Lille, art. 157. 158. 159. 161. 171. 185. de l'ancienne, & au tit. des Purges de la dernière. Hainaut, chap. 6. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 25. 56.

Quand un acheteur de maison ou autre heritage fait à sçavoir par proclamations & affiches que l'heritage est à purger, & le veut faire decreter par Justice, afin qu'il soit purgé & déchargé de toutes charges, hypotheques & empêchemens, autres que ceux qui seront déclarez & receus par sentence.

PURGER LES ARREAGES DE RENTE.] Arthois, art. 16. & en une autre Coutume du Comté de Boulenois. Purger le cours de rentes. Arthois, art. 160. ou les droits seigneuriaux. Arthois, art. 29. ou les dettes. Arthois, art. 83. 186. C'est payer & acquiter.

PURGER LE DEFAUT.] En la Coutume locale de S. Sever, tit. 1. art. 21. & de La Bourr, tit. 15. art. 7. Cambrai, titre 26. art. 3.

Quand un défendeur ou autre qui a défailli à son assignation, compare après en personne ou par Procureur, & offre de proceder & ester à droit.

PURGER LES DEPENDS.] Arthois, art. 18. 23. & en l'ancienne Coutume dudit Comté, art. 17. Cambrai, tit. 1. art. 56. 57. auquel aussi nous lisons **PURGE**.

PURGER LES HYPOTHEQUES.] Paris, art. 84. **PURGER LES DETTES** en la Coutume d'Arras, tit. 3. comme aussi au livre de la Somme rurale il est traité du délinquant qui en certains cas se peut mettre à loy & **PURGE**, pour se faire déclarer innocent du délit dont on le soupçonne : quand il se rend prisonnier en justice, prend come

mission du Juge de son domicile ou du lieu du délit, pour appeller sa partie & le Procureur fiscal de la Justice en laquelle on le poursuit, ou voudroit poursuivre à ban & par contumace, afin d'arrêter les procédures, & pour obvier aux appeaux de son Seigneur souverain. LA PURGE signifie le devoir qu'un criminel fait pour se purger & justifier du crime.

PURGER LE VICE DE LITIGE.] *Impetrato rescripto Principis : quoniam qui rem litigiosam vendit, donat, oppignerat, dedicat, videtur deteriorem facere velle conditionem adversarii sui opposito potentiori vel molesto adversario: Ideoque opponi potest exceptio litigiosi, & pœna est quedam quæ fisco vel adversario præstatur, l. 2. 3. dig. de litigiosis, l. ult, cod. eodem.*

PURGER UNE MAISON OU HERITAGE.] Lille, art. 157. 158. 159. 174. 185.

PURGER LA SAISINE.] Purgement, au Stîl du pays de Liege, chap. 13. Namur, art. 11. 12. 13.

A Liege il est permis au creancier d'un cens, d'une rente foncière, & de tous autres droits annuels réalisez, de faire saisir les biens de leurs débiteurs ou d'en prendre la saisine faute de paiement. Quand un creancier a ainsi saisi, il est au pouvoir de tous les autres creanciers qui ont de pareils droits réalisez, & même du saisi, & de ses proches pa-

rens de purger la saisine. C'est à dire d'offrir au creancier saisissant ce qui lui est dû, & de retirer ainsi les héritages qu'il a saisis, & si le débiteur saisi, ses parents & ses créanciers ne font leurs offres dans l'année, les biens du débiteur demeurent incommutablement au domaine du créancier qui les a fait saisir. Voyez de Mean, partie 2. Observat. 155.

SE PURGER PAR EAUE, PAR IGNISE.] Normandie, chap. 77. *In legibus Salicis, Ripuariis, & aliorum populorum: & libro 5. Decretal. tit. 34. 35. lib. 4. tit. 15. & in capite 9. titulo ult. libri 3. & in epistolis Ivonis Episcopi Carnotensis 74. 91. 234. 251. 254. 283. & passim apud recentioris ætatis auctores fit mentio excusationis, examinationis, vel purgationis quæ fit ad ignem, vel aqua, vel cum juratoribus, vel duello in campo. Solebant veteres in ignem manum mittere, ad ignem adplicari & se excusare ut innocentiam suam comprobarent: Lege Ripuaria, tit. 31. 32. 33. locus est etiam de examinatione per vomeres ignitos, in lege Anglorum, & Thuringorum, tit. 15. in lege Francica, lib. 4. cap. 57. In Chronicis Reginonis, lib. 2. de judicio ferri candentis in cap. ult. de purgatione vulgari, & in dicto cap. 9. & can. Mennam. can. omnibus, can. consulisti 2. quest. 5. De judicio ignis exemplum est apud Nicephorum Gregoram, lib. 6. cap. 1. & in Collectaneis Theodori lectoris, lib. 2. Temporibus Martiani Imperatoris orthodoxus ignem ingressus è rogo diffornis adversus Arianum, & illesus servatus est. De judicio & examinatione ferventis aqua in cap. 3. tit. 1. lib. 6. Cod. Visigothorum, & in lege Frisionum*

tionum, tit. 3. & 14. & in capitulis Caroli Magni quæ extant lib. 5. legis Francicæ, cap. 1. Reus manum mittebat in aquam ferventem, & exusta manu condemnabatur. Ludovicus Ludovici regis filius decem homines cum aqua calida, & decem cum ferro calido, decem cum aqua frigida ad iudicium misit, qui omnes illesi reperti sunt, ut est in historia Caroli Calvi quæ Aimoino adjecta est libro 5. cap. 34. Iudicio aqua frigida innocentiam suam purgare, cap. 8. tit. 34. lib. 5. Decretal. Quod examen prohibetur in art. 83. additionis 4. Capitulorum. Purgatio aqua ferventis vel frigida, & ferri candentis in illo, cap. 9. tit. ult. lib. 3. Decretal. can. memora. can. omnibus. can. consulisti 2. quest. 5. Sed & veteri lege aqua dabatur suspecta uxori: vide caput 5. Numer. En l'histoire de Heliodore, liv. 10. Theagenes & Chariclée ont fait preuve de leur virginité & intégrité sur le foyer d'or, lequel brûloit ceux qui étoient contaminez de crime. De his purgationum generibus, Petrus Venerabilis, lib. 6. Epist. 29. Polidorus Virgilius, lib. 8. hist. Anglica Cujacius in commentario de feudis, & post eum Franciscus Hotomanus, I. C. cap. 44. disputationis de jure feudali: Carolus Sigonius, lib. 5. & 7. de regno Italia: Pasquierus, lib. 4. cap. 2.

SE PURGER PAR SERMENT.] Cum actor vel reus iuramentum calumnie prestat. Berri, tit. 9. art. 24. 25. Quod displicuit patribus in Concilio Valentino sub Lothario, & in Concilio Lateranensi sub Alexandro III. Pontifices, Presbyteri, Clerici, Principes & nobiles plerumque solo etiam iurejurando se de crimine expurgabant, ut constat ex scriptoribus recentioris sæculi: Imperatorem adiens modum se purgandi ab eo quærebat more Francis solito, scilicet crimen objicienti semet objicere volens, armisque impacta diluere: Sed cum accusator licet questus deesset, cessantibus armis purgatio facta est juramentis, ut est in illa Historia Ludovici Pii, lib. 5. cap. 13. Hac purgatio qua fit adhibitis sacramentalibus, dicitur canonica quia jure comprobata est: Alia est vulgaris qua improbat quia fit sub incerto duelli vel manu prehensio ignito vomere, vel manu missa in ignem aut in fervidam vel frigidam. De purgatoribus & compurgatoribus loci occurrunt passim, quos hic adnotare non libet, ne in infinitum abeamus. Voyez la diction JUREURS, ubi affatim diximus. Nec omittendum est quod Macrobius, lib. 5. c. 19. post Aristotelem & Diodorum observat, in Sicilia lacus immensum profundos esse aquarum scaturigine semper ebullientes, quos incolæ CRATERAS vocabant, & habebant olim in cultu maximo, præcipueque circa exigendum juxta eos iuramentum præstans, inquit, & efficax numen ostenditur. Nam cum furti negati vel ejusmodi rei fides queritur, & iuramentum à suspecto petitur, uterque ab omni contagione mundi ad CRATERAS accedunt, accepto prius fidejussore à persona qua juratura est, de solvendo eo quod peteretur, si addixisset

eventus. Illic invocato loci numine testatum faciebat esse jurator, de quo juraret. Quod si fideliter faceret, discedebat illesus: Si verò subesset ju-rejurando mala conscientia, mox in lacu amittebat vitam falsus jurator. Amnis Olachas in Bithynia Briazum alluit (hoc est & templo & Deo no-men) cujus gurgite perjuri notantur pati velut flammam urentem, inquit Plinius, lib. 30. cap. 2.

* *PUTAGE.*] C'est la débauche ou la prostitution d'une femme ou fille. *Se femme mariée venait commander à la paeroze par putago hom qui n'aroet feme qui gueres o li n'en est tangut vers le Seigneur. Voyez les anciennes Coutumes de Berri, publiées par M. de la Thaumassiere, part. 1. chap.*

Q

La **QUARENTAINE** du Roy.] Sont les treves de quarante jours qui ont été ordonnées par le Roy S. Louis, pendant lesquelles il étoit défendu de se venger des parents & amis de ceux qui s'étoient entrebatus, blessez & offensez de fait ou de parole. Boutil-lier en la Somme rurale, quand il traite des Assuremens : *Sunt inducia quadraginta dierum, quæ & olim fuerunt paucorum mensium, dierum, horarum, ne ante eum diem vel tempus pugnaretur, aut quidquam belli jure ageretur. Voyez VILLE DE PAIX. Quadraginta dierum pœnitentia appellatur CARENTENA vel carena, cap. 2. de sponsal. duorum, cap. 8. de accusatio. in Decret. ex Burchardo quod sumpsit ex pœnitentiali Romano : vox est Teuthonica & corrupta à quadragesima sive quadragena, ut notat Anton. Augustinus. Unde vulgare Carema nomen.* Les nouveaux Empereurs d'Allemagne élus tenoient la quarantaine à Aix, & le Siege pour unir & recevoir les Princes, Seigneurs & députez, dont il y a un exemple en la vieille Chronique de Flandres, chap. 51.

Philippes de Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 61. de Treves & d'assurement, dit que ce fut le Roy Philippes qui établit cette Quarantaine. Voicy comme cet Auteur en parle p. 306.

Trop mauvaise contume seuloit courre en cas de guerre el Royaume de France, car quant aucun fait avenoit de mort de mehaing ou de bateure, chil à qui le vellenie avoit été faite regardoit aucun des parents à chaus qui l'y avoient fait ja villenie, & qui manoient loin du lien là où li fait avoit été fait, si quo

il ne sçavoient rien don fet, & puis alloient là de nuit & de jour, & si tost comme il le trouvoient, il l'ocioient ou mehaingnoient, ou batoient, ou en faisoient toute leur volenté, comme de che-luy qui garde ne s'en donnoit, & qui ne savoit riens qui nus qui luy appartenoit de lignaige leur eust meffect, & pour les grands perjus qui en avenoient LE BON ROY PHELIPPE en fit un établissement tel, que quant aucun fet est avennus, chil qui sont au fet present se doivent bien garder puis le fet, ne vers chaus ne queurt nul trive devant que els

est prise par Justice ou par amis, mesmis le lignage de l'une partie & de l'autre qui ne furent presens au fet ont par l'Etablissement le Roy quarante jours de trive, & puis les quarante jours ils sont en guerres, & par ces quarante jours ont les lignages loysir de savoir che que avient en leur lignage, si que il se puent pourveoir ou deguerpier ou de pourcachier affeurement trive ou pes.

Le bon Roy Philippe dont parle icy Beaumanoir, étoit peut-être Philippe Auguste, car cet Auteur qui finit ses Coutumes en 1283. sous Philippe le Hardy fils de S. Loüis, ne se seroit pas ainsi exprimé, en donnant à un Prince vivant le titre de *bon*, qui anciennement ne se donnoit ordinairement qu'aux person-

nes decedées. Voyez cet Auteur, page 306. ligne 14.

M. du Cange dans sa Dissertation 29. sur Joinville, p. 334. croit que le Roy Philippe dont parle Beaumanoir est Philippe le Hardy fils de S. Loüis; mais que ce soit luy ou Philippe Auguste, il est tres-certain que S. Loüis fit aussi une Ordonnance, par laquelle il ordonna cette quarantaine; ce qui se prouve par des Lettres du Roy Jean, de l'an 1353. qui sont au Registre de l'Hostel de Ville d'Amiens, où l'Ordonnance de ce Prince est rapportée. M. du Cange au lieu marqué cy-dessus en rapporte un fragment, que le Lecteur verra, s'il luy plaist.

* *QUARPOT.*] Voyez *Carpot*.

QUART-DENIER DU PRIX OU DE L'ESTIMATION.] Boulenois, art. 50. 106. Qui est dû au Seigneur en vendition, donation, ou alienation d'heritages cottiers, & sans requint ou requart, encore que la vente soit faite francs deniers.

* *QUARTE de Baillage.*] C'est un droit dû au Seigneur de Chazeron en sa terre de Pauzac en Auvergne, par ceux qui font feu & résidence en sa Seigneurie de Pauzac. (M. GALLAND.)

* *QUARTELAGE, Quartagium.*] C'est un droit injuste, en vertu duquel les Seigneurs voloient ou usurpoient la quatrième partie des blez ou des vins, recueillis par leurs habitans. V. *Cang. in Gloss.*

Comme ce droit étoit intolerable, les Seigneurs ne le levoient pas à la rigueur, & se contentoient ordinairement d'en exiger une partie, ce qui étoit encore trop.

Par les affranchissemens accordez aux habitans de saint Palais en 1279. par Guy de Seuly, Archevêque de Bourges, & Pierre de S. Palais; ce droit étoit de vingt boisseaux d'avoine, & vingt deniers de cens sur chezeau. *Pro quolibet casali fito in censibus nostris, & rebus pertinentibus ad casale, quod casale cum pertinentiis tenebant homines quondam tailliables, reddentur nobis viginti bocelli avenæ, & viginti denarii Turonenses censuales, accordabiles, vel tantum, seu pro rata quam tenebunt de casali.*

Et par la Courume de Troy en Berry le droit de *Quartelage* est, sur chaque chezeau, de six boisseaux de Marfèche & de trois parisifs de cens accordables. *Item, par ladite Courume & droit prescrie*

de temps immemorial ledit Seigneur a droit de prendre sur chacun chezeau, étant audit censif six boisseaux marseche, & trois parisifs de cens accordables, payables comme dessus, & pour demi chezeau trois boisseaux marseche, & un denier obole parisifs, & pour un tiers ou quart à la raison dessusdite, lequel droit s'appelle droit de quartelage, sur lequel le Roy prend un muid marseche de rente à la charge de fournir audit Seigneur censvier un Sergent fiéfé, qui execute les debiteurs des droits d'iceluy, par vertu du roolle du Receveur ordinaire du Domaine du Roy. Voyez les anciennes Coutumes de Berri, pag. 112. 222. & DROIT SEIGNEURIAL.

M. Galland a transferit sur cemot l'autorité suivante.

Au Chartulaire de Nanteuil en Poitou, il y a un titre de l'an 1437. & du 20. Mars, en ces termes. *Noveritis quod cum mansionarii, & cohabitatores Villa & Parochia de Nanth. conquererentur super hoc, quod nos ut dicebant, minus juste & indebitè occupamus & occupaveramus bona & hereditates aliquorum jam defunctorum commorantium in Villa & Parochia jam dictis, non habentium heredes ab iis descendentes, licet alios collaterales & ascendentes quam plurimos haberent, ad quos ab intestato bona & hereditates ex successione ipsorum tanquam ad heredes deberent devenire. Item super eo, quod nos vel ille aut illi qui tempore vindimiarum nomine nostro quartabant, seu computabant solmas bastatas seu quantitatem vindemie, quas seu quam ad domos suas deportabant, ut habito certo computo cum eisdem jus quod nobis competeat seu partem vindemie predictæ nobis solverent predicti quartatores seu computatores per se vel per alium vel per alios, compulerant vel coegerant alios mansionarios seu cohabitatores dictarum Villa & Parochia ad solvendum sibi certam pecunia quantitatem antequam permetterent eos ad domos suas suam vindemiam deportare.*

Et quod quartatores seu computatores nostri predicti, tempore vindimiarum aut aliquo alio tempore, ratione Quartagii seu computationis solmarum & bastatarum & quantitatis vindemie, nullam pecuniam seu dona aut munera à predictis mansionariis & cohabitatoribus non habuerant.

Et dictis quartatoribus seu computatoribus ratione quartagii seu computationis predictæ aliquam pecuniam, dona, vel munera non dent vel conferre teneantur, & quod nec ipsi quartatores seu computatores & qui pro tempore fuerint, predictos mansionarios & cohabitatores vel aliquem ipsorum qui nunc sunt & erunt futuro tempore, nec heredes successoresque ipsorum compellere possunt ad dandum sibi vel tradendum præmissa vel aliquod præmissorum, nisi solum duos denarios pro quolibet, sive de quolibet quartagio vinearum, ubi & de quibus percipimus, & percipere con-

fecerimus, quartum vel quintum, quartam vel quintam partem vindemia, & unum denarium pro gardis, qui ab antiquo persolvi consueverint, & solvent nobis predicti mansionarii & cohabitatores de qualibet taberna duos denarios tantum pro mensura eisdem ad vendendum vinum à nobis tradita, vel illi qui nomine nostro tradet eis. De aliis verò vineis in quibus quartam vel quintam vel tertiam partem vindemia, non percipimus nec percipiemus, non solvent dictos duos denarios pro quartagio possessores dictarum vinearum, nec denarium pro gardis, quia non consueverunt solvere ab antiquo.

* **QUARTERON.**] Poitou, art. 177. C'est la gagerie d'un bœuf. Voyez Besly, dans son Histoire des Comtes de Poitou, p. 8. & 170.

* **QUARTIER.**] C'est en Lorraine une maison ou un heritage donné à cens par un Seigneur, dans lequel un autre que celui qui reside en la maison ne peut prendre part, parce que ny la maison ny l'heritage ne peuvent se démembler. Voyez Fabert sur l'article 96. de la Coutume de Lorraine, p. 117.

* **Devoirs QUARTOYEZ & quintoyez.**] Anjou, art. 497. ce qui se dit lorsqu'étant baillez en assiete, trois sont estimez en valoir quatre, & quatre en valoir cinq.

* **QUASSO.**] Dans le For de Navarre, & dans celui de Bearn, au titre des Bocages, art. 2. & suiv. C'est un chesne, *quercus*.

QUATRIÈME] du vin vendu en broche & en détail, qui se leve pour aide en quelques lieux : comme ailleurs le huitième, l'onzième, le treizième. Il est fait mention de ce quatrième en un Edit du Roy Charles VI. de l'an 1408. & a été imposé du temps du Roy Charles V. *Quartarios antiqui appellabant mercenarios, quæ quartam partem quasus capiebant. Festus.*

* **Droit de QUAYAGE.**] C'est un tribut que l'on paye pour avoir la liberté de se servir d'un Quay.

* **QUAILANIE, ou Cailanie.**] *Castania de Castellania.* C'est un droit de guet, appelé ailleurs droit de *Vingtain*. Voyez Chassipolerie, M. Salvaing dans son Traité de l'usage des Fiefs, chap. 46. p. 221. & M. Graverol dans ses Notes sur la Roche-Flavin, au chap. des droits Seigneuriaux, tit. 27. art. 9. p. 465.

DROIT DE QUENAISE] dont est fait mention au Recueil des Arrêts de Bretagne, liv. 1. & 3. sous le mois d'Octobre 1568. & au livre 2. du 21. 1575. quand la terre & fief roturier tournent au Seigneur après la mort du détenteur decédé sans hoirs de son corps. * Voyez *Quevaise*.

QUENS ou CUENS.] Signifie Comte és anciens écrits François,

& au livre de l'Etablissement du Roy pour les plaids & usances des Prevosts de Paris & d'Orleans. Thibaut Comte de Champagne & de Brie étoit Quens Palatin. Il est aussi fait mention du Quens de Clermont en l'ancienne Coutume & pratique de Beauvoisis de l'an 1283. & du Quens d'Artois-és anciennes Chroniques : & de plusieurs autres, en l'Histoire de Villehardouin.

* *QUERELLE criminelle de dict.*] Normandie, chap. 86. C'est une plainte renduë en Justice, d'injures atroces, & qui feroient perdre la vie à celui à qui elles ont été dites, si on luy avoit reproché la verité. *Et pour ce doit-l'en sçavoir*, (ajoute la Coutume de Normandie) *que se plainte est faite de laidange, & cil qui en est querellé le connoit, ou il en est atteint, la Justice luy doit faire grièvement amander par le chatel; & si doit faire amende à celui qu'il a laidangé, si qu'il se prenne par le bout du nez, & die: De ce que je t'ay appelé larron ou homicide, ou de ce quoy il est atteint, j'ay menty; car ce crime n'est pas en toy, & de ma bouche dont je le dis, je suis mensongier: Et ce doit être fait en Assise ou en Plez, ou en Eglise à jour solennel... l'en doit sçavoir que se aucun a dit à autre laidange criminel, & il le reconnoit, & est prest de le prouver; il le pourra bien prouver, si la querelle est telle, qu'elle appartienne à luy &c.*

Cette querelle aussi bien que la suivante se termine par loy apparissant, suivant le chap. 67. de cette Coutume.

* *QUERELLE criminelle de fait.*] Normandie, chap. 67. C'est une plainte renduë en Justice, de meurtre, d'homicide, de trêves enfreintes, d'assault de maison, & d'autres crimes semblables; suivant ce même chapitre, cette querelle est appelée criminelle, *pour ce qu'elle naist de tel crime, de quoy l'en doit & peut perdre vie ou membre; & elle differe de la simple querelle personnelle, en ce qu'elle se termine par loy apparissant, au lieu que la simple querelle personnelle se termine par desrene ou simple loy.*

* *Simple QUERELLE personnelle de dit.*] Cette querelle naist d'injures ou de laidanges, que les uns disent aux autres, & elle est appelée simple, parce qu'elle se termine par simple loy, comme la suivante, & selon le chap. 86. parce que celui qui en est atteint doit dire simplement en Justice, que la villenie qu'il luy dit par folie, n'est pas en luy.

* *Simple QUERELLE personnelle de meffait.*] Suivant le chapitre 85. de l'ancienne Coutume de Normandie, cette querelle est un *vontends* qui est mené entre les plaideurs pardevant la Justice du meffait, qui fust fait à celui qui se plaint en cette maniere: *Je me plains de Jean, qui m'a fern de sa paume en la joe.* Elle est appelée simple, suivant le

chap. 67. parce qu'elle doit être terminée par *simple loy*, ou par *desrene*, suivant le chap. 85. à la différence de la querelle criminelle, qui doit être terminée par loy apparoyant, ou selon le chapitre 54. à la fin; cette querelle est appelée *simple*, parce que *ceux qui meffant en sont chastiez, simplement, ainsi comme l'enfant de la verge.*

QUERELLES FIEFFAUX.] Normandie, chap. 48. 92. *Cum de feudis lis est apud judicem.* Le demandeur se plaint: le défendeur est semond & querellé. Querelle est le différent entre celuy qui se plaint & celuy duquel on se plaint en Justice. Normandie, chap. 67. & en la Somme rurale: c'est la demande ou le droit qu'on prétend. Les anciennes Histoires & Annales usent aussi de ce mot en cette signification. Arrests ou Statuts de querelle en l'Edit de Charles VIII. de l'an 1490. & de Louis XII. de l'an 1522. art. 51. 52. 33. & en la Coutume de Bearn, tit. 4. art. 9. Sont les procès possessoires, qui ainsi s'appellent au pays de Languedoc & ressort de Toulouse & ailleurs, & dont fait mention *Papa* en la question 552. *Turbata possessionis querela*, *Symmachus*, lib. 10. *Epist.* 46. *Sic querela inofficiosa testamenti, dotis, donationis. Querelam movere.*

HOMMES ET FEMMES SERFS QUESTABLES.] Nivernois, tit. 8. art. 7. * Voyez

CONDITION QUESTALE ET SERVE.] Saint Sever, tit. 9. art. 1. & 4. * Voyez

QUESTAUX.] Bourdelois, art. 97. S. Sever, tit. 9. art. 1. 3. 4. & en la Coutume de Bearn, tit. 3. art. 8. tit. 18. art. 7. tit. 33. art. 1. tit. 58. art. 33. *qui sunt colonaria conditionis & domino addicti multis servitiis:* ils ne peuvent laisser la terre du Seigneur, sans le vouloir d'iceluy, pour aller demeurer ailleurs. Ils ne peuvent disposer de leurs personnes & biens sans le sceu de leur Seigneur. * V. *Queste courant.*

* QUESTE.] Acquest. Beaumanois, chap. 2. pag. 19. lig. 11. *Le Sires doit tantost savoir se li Barons de chelle qui demande doüaire, étoit tenans & prenans des lieux où elle demande doüaire, comme de son heritage, ou de sa queste.*

QUESTE COURANTE.] La Marche, art. 1. 2. 8. 129. 143. 159. 166. Que le Seigneur impose par chacun an sur ses sujets taillables, à la différence de la queste abonnée, de laquelle parle la Coustume de Bourbonnois, art. 345. Aucuns sujets, soient serfs ou francs, sont abonnez à certaine somme, par contrat ou autrement: les autres sont imposez au rôle de la franchise & bourgeoisie, & de la taille serve à la volonté du Seigneur, & à son plaisir, ou selon leurs facultez, par ses Officiers justiciers, ou autres personnes à ce commis, selon l'usage des lieux. V. *Quester, Questes.*

TERRE DE QUESTE.] Acs, tit. 9. art. 11. 12. & suivans. Bearn, tit. 53. art. 1. Queste est une rente generale uniforme, communément payée pour raison de toute une Paroisse, ou de tous les tenemens & terres d'une Baronie par les habitans d'icelle : pour le payement de laquelle chacun des habitans entre-eux contribué pour la quantité des terres qu'il a pris, ou tient autrement. Acs, tit. 9. art. 15.

* **Ceiseau ou QUESTEAU.**] Dans le For de Bearn, Rubrique de Jugement, art. 7. Rubrique de Questaux.

Questeau vient de *questalis* : C'est un homme qui doit une redevance, & le *Ceiseau* est celui qui doit un simple cens, *censualis*. Le For de Bigorre dans l'Histoire de Bearn de M. de Marca, liv. 9. chap. 6. *Censuales rustici vel liberi non in expeditionem Comitum sequantur.*

QUESTER] ses gens de servile condition. Nivernois, tit. 8. art. 4. * Voyez

QUESTES.] Bourbonnois, art. 343. 344. 345. 347. *Sunt collationes quas subditi domino debent quatuor casibus qui definiuntur.* C'est aussi le droit de tailler ses hommes ou sujets par chacun an, soient francs ou serfs. *Vasalli etiam domino debent munera certis casibus prater fidem & hominum, & appellantur collecta in Constitut. Neapolitanis : ab aliis.* Les loyaux aux chevels aydes. *Liberi etiam jurabant & prestabant patronis donum, munus, operas, l. 7. D. de operis libert. l. ult. D. de liberali causa.*

DROIT DE QUEVAGE.] A la fin du procez verbal de la Coutume de Peronne : *quod jus mihi incompertum adhuc, tandiu autem discam quàm diu nesciam, & quàm diu vivam.* Aucuns l'entendent pour muage ou forage : une queuë, un muid.

Le Quevage, selon la Fons dans ses Notes sur la Cout. de Vermandois, p. 173. c'est le Chef-cens ; au lieu de Chef, les Picards disent *Kief* ou *Quief*, d'où ils ont fait *Quevage*, au lieu de Cheva-
ge. Voyez *Chevage*. Brodeau sur la Cout. de Paris, tom. 2. pag. 358. & Galland dans son Traité du Franc-aleu, pag. 83. 84. 85. & *Cangium*, verb. *Cavagium*.

* **QUEVAISE ou QUEVESE.**] Dans l'Ufement de Cornouaille, art. 32. C'est une tenure qui oblige le détenteur à la résidence actuelle à peine de commise après l'an & jour ; le fond ainsi tenu ne peut être divisé, vendu, échangé ny hipotéqué sans l'exprès consentement du Seigneur, à peine de privation, & celui qui en est le tenancier laissant plusieurs enfans legitimes, le dernier des mâles succède seul à toute la tenure à l'exclusion des autres, & au deffaut des mâles la dernière des filles, sans que les autres puissent prétendre aucune récompense. Voyez *Maineté*, & *Besoldum in Thesaur.*, p. 151. n. 32. *Chur.*

Ce droit a été confirmé par des Arrêts du Parlement de Bretagne du 11. Octobre 1568. & 27. Avril 1666. rapportez par M. du Fail, pag. 98. & 396.

En l'an 1657. l'Abbé de Relie eut Lettres du Roy pour la commutation de ce bail en cens & rachat, présentées au Parlement, & vérifiées le 21. Avril de la même année, selon M. du Fail à la page 306. de l'ancienne édition.

Nonobstant ces Lettres. ce droit a subsisté dans la plus grande partie des terres de cette Abbaye.

M. du Fail écrit *quenaise* & non *quevaise*: selon quelques-uns, ce mot vient de *quenais*, qui signifie en Breton, *va dehors*, parce qu'en vertu de ce droit le plus jeune des enfans chasse les autres; mais le mieux est de dire qu'il vient de *capitagium*, *cavagium* & *quevadium*. Voyez *Quevage*, & la Coutume de Bretagne imprimée à Rennes avec des Notes en 1674. page 299. Hevin dans la petite Coutume imprimée à Rennes en 1682. pag. 367. & M. Julien Furic dans ses Notes sur l'Usage de Cornoüaille page 61.

LE GRAND QUEUX DE FRANCE.] *Culina regis aut coquorum præfectus*. ἀρχιμαγειρος. *Juvenali Sat. 9.* Qui avoit la surintendance sur tous les Officiers des cuisines de la maison du Roy, & étoit sous le grand Maître de France, comme sont encore aujourd'hui les grands Bouillier & Panetier de France. Il tenoit son office à vie, & à foi & homage du Roy, comme il est marqué en l'Arrêt des habitants de Reims du 6. Aoust, 1347. allegué par du Tillet au second livre de ses memoires. Quelques-uns ont pris cette diction pour Quens ou Comte, *ut fuit varia Comitum potestas, officium, munus*. Nos anciens de *Coquus* ont fait Queu: comme de *Focus* feu: de *Locus* Leu: de *Jocus* Jeu: de *Lupus* Leu. *Alii putant Præpositum mensæ vocatum Scalco.* * *Ital.*

QUITTANCE.] ἀποχή, ἐλευθερία τῆς χρεὼς ἢ ἐνοχλῆς, ἀθώωσις ἐν *Synopsi ex lib. 26. Basil.* ἀπόδοξις, ἀμειψιμία, ὁμολογία, ἀποληπτική, *cum debitor persolvit ut expungatur nomen: acceptilatio, liberatio obligationis, cautio soluta pecunia, confessio, securitas, sive pecunia soluta est creditori sive non: nam & donationis causa acceptio ferri potest. Apocha dicitur etiam Recantum & Evacuatoria, peritissimus Cujacius ad tit. 22. lib. 10. Codicis. Antapocha autem est professio debitoris vel coloni, qui fatetur creditori vel domino suo se ei solvisse usuras vel redditum annum, ut submoveatur temporis præscriptio: C'est une contre-quitance ou reconnoissance, potius quam apocha exemplar. Itaque disjunctive legendum est in l. plures. cod. de fide instrum. ut vulgò legitur; nec quidquam expungendum est ex contextu. Sic dicimus ESCHANGE, CONTRE-11. Partie.*

CHANGE: LETTRE, CONTRE-LETTRE. Sic βιβλίον, opponitur ἀντιβιβλίον, libello petitionis libellus responsionis, cum ex episthographo & ex adverso libelli reus subscribit, in No. 53. Justiniani.

* QUIENNES avoines.] C'est une redevance due en avoines pour la nourriture des chiens des Seigneurs.

Extrait du Compte de l'Ordinaire de Boulogne, rendu par M. Jacques le Gagneur, Receveur pour l'année finie le dernier Septembre 1513. & clos le 11. Février 1516. fol. 208. *Au chapitre de Quiennes avoines dues à cause du Bailliage de Boulogne au terme de S. Remy, à mesure marchande.... de Jean de Thubeauville audis terme de S. Remy, deux polquins de Quienne avoine pour sa terre de Pinquethen. Voyez Past de Chiens en la lettre C.*

* *Au cas QU'ILS ou l'un d'eux, &c jusqu'à ce QU'ILS ou l'un d'eux.*] Paris, art. 41. & 183. Voicy une de ces manieres de parler qui étoit en usage quand on travailla à la reformation de nos Coutumes, & qu'on veut faire passer aujourd'hui pour obscure quoiqu'elle ne le soit pas.

L'Article 41. porté que *si tous les enfans auxquels appartient aucun fief sont mineurs & en tutelle, le Seigneur feodal est tenu de leur bailler souffrance ou à leur tuteur jusqu'à ce qu'ils ou l'un d'eux soit en âge pour faire ladite foy & hommage &c.* Il n'y a personne qui sçache ce que c'est que Grammaire & construction, qui ne voye que le sens de cet article est, que *si tous les enfans auxquels appartient aucun fief, sont mineurs & en tutelle, le Seigneur feodal est tenu de leur bailler souffrance, jusqu'à ce qu'ils soient tous en âge de porter la foy, ou qu'il y en ait un d'eux qui soit en âge de la porter, pour tous.* Voyez ma Note sur cet article.

Il faut venir maintenant à l'article 183. qui est conçu en ces termes. *Ne peuvent lesdits conjoints donner aux enfans l'un de l'autre d'un premier mariage, au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans.*

On est si persuadé que cet article est mal redigé, que sans y vouloir donner l'attention qu'on donneroit à une loi du Code ou du Digeste, on en conclut que celui des conjoints qui n'a pas d'enfans, ny de ce mariage ny d'un precedent, peut donner valablement à l'enfant de l'autre conjoint d'un premier mariage, quoiqu'un tel don soit clairement défendu par ce même article.

Toute personne qui lira cet article sans prévention & dans le seul dessein de chercher la vérité, doit d'abord remarquer qu'il s'y agit des donations faites aux enfans d'un premier mariage d'un des conjoints, & par l'autre conjoint, ce qui est défendu par ce

même article, *au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans*. Voicy les termes de l'article : *Ne peuvent lesdits conjoints donner aux enfans l'un de l'autre d'un premier mariage AU CAS QU'ILS OU L'UN D'EUX AIT ENFANS*.

L'article 41. doit faire entendre celui-cy, *AU CAS QU'ILS OU L'UN D'EUX AIT ENFANS*, c'est à dire *au cas qu'ils ayent tous deux enfans, ou qu'il n'y ait qu'un seul d'eux qui en ait*.

Il faut maintenant venir aux exemples.

Que l'on suppose qu'un des deux conjoints, sçavoir le pere, ait un enfant du premier lit, & un du second; l'autre des conjoints, sçavoir la seconde femme, pourra-t-elle donner à l'enfant de son mary du premier lit? Cet article décide que non, parce qu'il y est dit que quand *ils*, c'est à dire les deux conjoints ont enfans, l'un d'eux ne peut pas donner à l'enfant de l'autre d'un premier lit. Or l'enfant commun est de l'un & de l'autre, & par consequent lorsque les conjoints ont des enfans de leur mariage, un d'eux ne peut pas donner à l'enfant de l'autre d'un premier lit, & il en faut dire de même quand chacun d'eux a des enfans d'un premier mariage sans en avoir du second.

Que l'on suppose maintenant qu'il n'y ait qu'un seul des conjoints qui ait des enfans de son premier mariage, & qu'il n'y en ait pas du second. La seconde femme pourra-t-elle donner en ce cas aux enfans de son mary d'un premier mariage? & il faut encore dire que non, parce que l'article décide formellement qu'ils ne peuvent donner aux enfans l'un de l'autre, *au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans*, c'est à dire, soit qu'ils ayent tous deux des enfans, ou qu'il n'y ait qu'un seul d'eux qui en ait, en sorte que quoiqu'il n'y ait qu'un seul des conjoints qui ait des enfans d'un premier mariage, cependant les enfans du premier mariage de ce conjoint ne peuvent rien recevoir de l'autre conjoint qui n'a pas d'enfans: d'où il résulte qu'en quelque cas que ce soit, jamais un conjoint ne peut donner à l'enfant d'un premier mariage d'un autre conjoint.

Il faut encore rapporter une fois cet article pour le rendre plus sensible. *Ne peuvent lesdits conjoints donner aux enfans l'un de l'autre au cas qu'ils ou l'un d'eux ait enfans*. Ces mots *OU L'UN D'EUX AIT ENFANS* ne peuvent jamais s'appliquer à celui des conjoints qui donne, par deux raisons.

1. Parce que si celui qui donne a des enfans, la donation qu'il fait aux enfans d'un premier lit de l'autre conjoint, est nulle, puis qu'il est certain que quand ils ont tous deux des enfans, l'un ne peut pas donner aux enfans de l'autre.

2. Parce qu'en supposant le cas où il n'y ait que celui qui donne qui ait

des enfans, on suppose que l'autre n'en doit pas avoir; & comment celui qui a des enfans donnera-t-il aux enfans de l'autre, si l'autre n'en a pas?

Ces mots *ou l'un d'eux ait enfans*, signifient donc que si un d'eux a des enfans du premier lit, l'autre ne leur peut rien donner, soit qu'il ait des enfans, ou qu'il n'en ait pas.

Ceux qui persisteront dans leur prévention opposeront sans doute que le contraire a été jugé par quelques Arrêts dont ils ignorent les motifs. Mais on leur demande s'il y a de la justice de permettre aux enfans d'un premier lit de recevoir des donations de l'autre conjoint qui n'a pas d'enfans, lorsque l'article 276. déclare nulles toutes les donations faites par les mineurs aux enfans des tuteurs & administrateurs, parce qu'ils ne peuvent pas donner aux tuteurs & administrateurs mêmes? Si le conjoint qui n'a point d'enfans peut donner à l'enfant de l'autre, il faut dire que le mineur peut aussi donner à l'enfant du tuteur; ainsi voila l'article 276. aboli.

* *Per QUINH A causa.*] Bearn, Rubr. de Taxas, art. 20. C'est à dire pour quelque chose que ce soit.

* *Benefice & octroy d'Annon & QUINQUANNION.*] Mœntargis, titre des executions & loüages, art. 10.

Anciennement les debiteurs obereux obtenoient des Lettres du petit Scel, pour avoir le temps de payer leurs dettes. Quand il s'agissoit d'empêcher la vente de leurs biens à vil prix, on leur accordoit ordinairement le terme d'un an, ce qu'on appelloit *benefice d'Annon*, & l'adresse de ces Lettres pouvoit être faite aux Juges subalternes. Quand les debiteurs vouloient éviter la cession de biens, on leur accordoit le terme de cinq années, ce qu'on appelloit *le benefice de Quinquannion*, & l'adresse de ces dernières Lettres ne pouvoit être faite qu'aux seuls Juges Royaux.

Comme il y avoit de l'abus dans l'usage de ces Lettres, qui s'enterminoient du consentement du plus grand nombre des creanciers, sans avoir égard à la qualité des dettes, contre la disposition équitable de la *loy majorem D. de Pactis*, & d'ailleurs parce que dans ces Lettres on ne mettoit par la clause *S'il vous appert.* par l'article 61. de l'Ordonnance d'Orléans *il fût défendu d'expédier aucunes Lettres de répit à un ou cinq ans, & que les debiteurs se pourvoiroient par requête pardevant les Juges ordinaires, lesquels informeroient du contenu en icelle, & ordonneroient appelez les creanciers, &c.* Voyez l'Edit du Roy de 1673. servant de Reglement pour le Commerce, au titre 9. des défenses de Lettres de répy; & M. Lhoste sur la Cout. de Lorrain, tit. des Executions, art. 10. Voyez.

QUINQUENELLE.] Bourbonnois, art. 68. & es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 464. *Sunt inducia quinquennii, quæ debitori conceduntur à Principe vel iudice: Hoc Justitium à Grecis appellatur ὑπομνασία ἀναρχῆς, περὶ ὅποια, quæ de re in l. ult. Cod. qui bonis cedere: l. 5. Cod. de precib. Imperatori off. Unde originem habere videntur ea inducia anni, biennii, triennii, quinquennii, quæ rescripto Principis vel à iudice concedi solent perentibus egenis debitoribus.* C'est l'attente ou répit de cinq ans que le débiteur obtient contre ses créanciers, en vérifiant sommairement que par pauvreté, diminution & perte de la plus grande partie de ses biens il est contraint de recourir à ce remède. Et faut que telles pertes luy soient avenues depuis les dettes faites & contractées, autrement ses Lettres Royaux ou Requête ne luy sont interinées, comme il est contenu par les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 460. *Sic adversus creditores inducia biennii dantur à Theoderico Rege Italia, urbis Sipontina negotiatoribus, qui vastati fuerant hostium depopulatione: Cassiodorus, lib. 2. Variar. epistol. 38. Tribuni plebis legem promulgaverunt de ære alieno, ut deducto eo de capite quod Usuris per numeratum esset, id quod superesset, triennio aquis portionibus persolveretur; Livius libro sexto. Semunciarium tantum ex unciario fœnus factum, & in pensiones aquas in triennium, ita ut quartæ præsens esset, solutio æris alieni dispensata est, idem lib. 7. qui eruditis omnibus gravis est auctor, & dolendum est quod facinore Epitomatoris plerique ex ejus libris perierint.** Voyez Straccham, de Jure mercature, & Quinquennion.

QUINT-DENIER.] Paris, art. 3. 21. 22. 83. 94. 358. Sens, art. 35. Estampes, art. 7. 8. Monfort, art. 16. 23. Clermont, art. 107. Nivernois, tit. 24. art. 10. tit. 31. art. 26. Montargis, chap. 1. art. 47. Dourdan, art. 23. 38.

QUINT-NATUREL ET COUTUMIER.] Amiens, art. 57. Qui appartient aux enfans puînez & leur est dû, à la différence du quint datif, dont fait mention l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 4. & 8. de Monstreuil, art. 71. de Boulenois, art. 89. 91. Aussi est fait mention de ce quint en l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 23. de S. Riquier, art. 1. de Doullens, art. 7. de S. Omer, art. 21. de S. Paul, art. 4. & 5. Channi, art. 70. 72. Ponthieu, art. 1. 60. 61. auquel art. comme aussi en l'art. 63. 181. & en la Coutume de Boulenois, art. 89. 92. il s'appelle quint de vivre naturel, & s'observe aussi entre roturiers & pour raison de tous héritages. Ce quint datif est la portion des propres héritages, de laquelle seulement on peut disposer, & est viager ou herédital selon qu'il a plu au disposant, soit par donation, testament ou autrement. Il est aussi traité de ce quint en la

Coutume de Ponthieu, art. 20. 24. 26. d'Arthois, art. 91. de Hesdin dérogeant à celle d'Arthois.

QUINT VIAGER OU HEREDITAL.] Amiens, art. 57. 59. 71. 72. Peronne, art. 169. 174. Dont l'on peut disposer par testament de ses propres heritages, selon la Coutume d'Amiens, ou qui appartient aux puisnez és heritages feudaux selon la Coutume de Peronne.

SE TENIR AU DROIT DE QUINT.] Lille, tit. des successions en fief, & en titre special dudit droit qui est le 5. du fond & propriété d'un fief qui appartient aux enfans: dont aussi est fait mention au titre des prescriptions. Le Quint est dû au Seigneur quand l'heritage feudal ou cottier est vendu ou transporté. Lillers sous Arthois.

QUINTS, REQUINTS.] Meaux, art. 121. 132. 133. Melun, art. 66. 67. 69. Sens, art. 190. Mante, art. 16. Senlis, art. 234. 236. Clermont, art. 80. Vallois, art. 26. Troyes, art. 23. 27. 190. Chaumont, art. 17. Vitri, art. 22. 24. 51. Laon, art. 174. 175. 176. Chalons, art. 183. Reims, art. 61. 84. & suivans. Noyon, art. 23. S. Quentin, art. 68. 74. 75. Ribemont, art. 9. & suivans. Orleans, chap. 1. art. 1. 59. 60. 83. 87. Sedan, art. 42. & suivans. Peronne, 42. 43. Auxerre, art. 49. 61. Anjou, art. 156. Le Maine, art. 174. Chartres, art. 48. Blois, art. 79. 80. 81. 82. 90. Dunois, art. 31. S. Aignan, art. 24. Bourbonnois, art. 430. Amiens, art. 35. & ailleurs. Nivernois, tit. 4. art. 16. 21. & suivans, & art. 58. tit. 31. art. 12. Montargis, chap. 1. 4. 51. 55. & suivans. Cambrai, tit. 1. art. 33.

Ces droits sont dûs au Seigneur feudal, quand le fief est vendu ou aliéné à prix d'argent: mais quand il change de main par mort, legs, échange, donation, récompense ou autrement, les droits de rachat ou relief sont dûs. Et le quint denier est le cinquième denier du prix de la vendition & est dû par le vendeur seul ou par luy & par l'acheteur, par moitié, ou par l'acheteur seul. Le requint est le cinquième denier du quint denier, & est dû par l'acheteur outre le quint denier, quand la vente est faite francs deniers au vendeur: & selon qu'il est diversement receu & ordonné par les Coutumes de France. En l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 10. le requint s'appelle venterolles, lesquelles toutesfois proprement ne sont dûes qu'en alienation d'heritage censuel, & non d'heritage feudal, comme aussi par la Coutume de Ponthieu, art 68. en vendition de fief sont dûs au Seigneur les ventes & venterolles, c'est à sçavoir le quint, requint. Et en la Coutume ancienne de Monstreuil, art. 65. il est fait mention du tiers & sixième denier, & du retiers & resexième denier: quand le prix de l'heritage cottier ou rentier est vendu ou chargé de rente francs deniers.

QUINTAINE. [En la Coutume locale de Mesieres en Touraine, par laquelle les meusniers demeurans en la Baronnie & Châtellenie de Mesieres, sont tenus une fois l'an frapper par trois coups le pal de la quintaine en la plus proche riviere du Chastel du Seigneur, Baron ou Chastelain, ou autre lieu accoutumé : & s'ils se feignent rompre leurs perches, ou s'ils défont au jour, lieu & heure accoutumez, il y a soixante sols d'amende au Seigneur. Comme aussi à Mehun sur Eure en Berri, les hommes nouveaux mariez de l'année, sont tenus le Dimanche jour de la Pentecôte tirer la quintaine au dessous du Château, & par trois fois frapper de leurs perches un pau de bois qui est piqué & planté au milieu du cours de l'eau, si du premier ou second coup ne rompent leurs perches ; & sont les fers des perches fournis par les grands moulins des Chanoines : les linceux par les detenteurs des Rivières de Javelot : les perches & le bateau fournis par les Maîtres pêcheurs, qui doivent aussi mener & conduire le bateau : Et pour ce leur est dû par chacun dix deniers, & le goûter par ensemble : Et pour ce leur est dû par chacun dix deniers, & le goûter par ensemble : Et quant aux femmes nouvellement mariées, sont tenues bailler un chapeau de rose ou d'autres fleurs au Procureur du Roy, & à goûter au Greffier du Juge & garde qui en fait le registre : & les défaillans doivent soixante sols d'amende s'ils ont été ajournés le jour precedent à la requeste dudit Procureur par un Sergent Royal ou autre Prevostaire. Et doit le fermier des exploits défauts & emendes, fournir de menestrier & joueur d'instrumens. Toutefois ceux qui ont eu enfans de leur mariage en l'année sont excusés de tirer la quintaine. En Vendomois, en Bourbonnois & ailleurs, les nouveaux mariez étant à cheval tirent d'une perche contre un pôteau ou jaquemar planté en terre. A la Chapelle d'Angillon en Berri les jeunes hommes à marier, & les nouveaux mariez de l'année jettent la pelote les uns contre les autres au jour de la Pentecôte. En la Châtellenie de Mareuil, ressort d'Issoudun en Berri, les nouveaux mariez tirent aussi la quintaine sur la riviere d'Arnon. Au livre 3. du Recueil des Arrests de Bretagne, il est fait mention de ce droit de Quintaine prétendu par le Prieur de Livré, auquel fut défendu d'en user le lendemain de Pasques, ny de prendre la chausson ny le baiser des femmes nouvellement mariées. Et par Arrest du 19. Septembre 1572. les Libraires, Parcheminiers & Bedeaux de l'Université de Nantes sont déclarés exempts de foüage, subside, emprunts, droit de Quintaine. Aussi en quelques lieux à chaque muance de Seigneur ou de vassal, le vassal doit courir la Quintaine de service feudal. *Sic in l. Cod. de elec. lusu. Κῆρυξ καὶ πορτὴς, καὶ πρὸς τὴν πορτὴν, est jaculatio ha-*

sta, pili, vel conti sine cuspidē aut spiculo, quæ Quintani jaculatio aut vibratio dicitur ab inventore, ut observat summus I. C. J. Cujacius. Post Theodorum Balsamonem ad tit. penult. Nomo-canonis Photii. Apud majores etiam juventutis studium erat hastilia jacere, sudem torquere, equum agitare, arma tractare, luctatione vel cestu exerceri. Veteres Romani ludebant equitando, jactu, saltu cursu, festis Palilibus, & ludicra certationes à ludentibus fiebant, Festus.

L'exercice de la Quintaine se fait ainsi: On pose un bust sur un poteau où il tourne sur un pivot, en telle sorte que celui qui avec la lance n'adresse pas au milieu de la poitrine, mais aux extrémités, le fait tourner, & comme il tient dans la main droite un bâton ou une épée, & de la gauche un bouclier, il en frappe celui qui a mal porté son coup. *V. Cange. ad Joinvill. p. 182.* Selon Tournelle, sus l'article 35. de la Coutume d'Anjou, *La Quintaine est un ébat qu'on fait faire aux jeunes mariez sur l'eau avec bateaux, où les jeunes hommes ont une perche en main, & à force de rames tirent contre un pilier, & celui qui ne casse la perche, doit l'amande.*

Balsamon Patriarche d'Antioche, dans ses Notes sur le *Nomocanon* de Photius, tit. 13. cap. 28. écrit que ce Jeu a été appelé *Quintaine*, parce qu'un nommé *Quintus* en a été inventeur; & l'avis de cet Auteur se trouve fondé sur le texte de la Loy 1. au Cod. de *aleatoribus*. Pancirole, 1. var. cap. 4. prétend qu'il a été ainsi nommé, à *quintana via* qu'à *castris Romanis in quintanam portam exibat*; & M. du Cange dans sa dissert. 12. sur Joinville, parce qu'il s'exécutoit dans les banlieues appelées *Quintes* ou quintaines, ou dans les carrefours qui étoient aussi nommez quintaines selon Elfric & Papias.

Il sera bon de rapporter icy l'extrait d'un ancien aveu qui est dans la Chambre d'Anjou, armoire 6. & qui a été rendu par le Duc d'Alençon de la Baronie de la Fleche au Roy de Sicile Duc d'Anjou.

Item, du droit que j'ay de faire faire les quintaines en la rivière de Loir de sept ans en sept ans, le Dimanche après la Pentecôte. Tous les Bouchers Jurez de la Fleche, & qui vendent chair és Halles, ou qui en ont vendu, au dedans des sept ans; aussi tous les Pêcheurs, qui pêchent & ont pêché, rendu, ou pris poisson és eaux de Seneges, qui sont appelées les eaux communes, la doivent ferir, & en outre payent par chacun an 9. sols au Prevost de la Fleche au jour de la Maréeche. Aussi vendans poisson en ladite ville doivent ferir ladite quintaine, & est au choix des dessusdits, qui doivent ferir lesdites quintaines de prendre un pau ferré, que leur baille ou offre à bailler le Sénéchal de la Fleche, ou de prendre une lance de bois, laquelle mon Segraier de la Forest doit essayer & secoure (secouer) par trois fois, & si il la rompt, ou brise, il en aura quatre deniers, & s'il ne la rompt, elle se passera. Il faut que celui qui doit ferir la quintaine la rompe contre le pau de la quintaine à un des trois coups, & si il le fait, il est quitte en payant un denier au Sénéchal, & si il faut, il me payera lesdits 36. boisseaux d'avoine, & doivent les dessusdits avoir les talons hors du bout du tallon; & s'il arrivoit que l'un d'iceux rompît le pau au Sénéchal, contre le pau de la quintaine, ou que le pau de la quintaine rompît, le Sénéchal auroit perdu ses meubles envers moy, & seroit celui quitte qui ainsi l'auroit rompu. Joignez Froissart, vol. 4. chap. 63. & Monsieur du Cange dans ses Dissertations sur Joinville.

ville, chap. 7. Touraille, sur l'art. 35. de la Cout. d'Anjou, & la Note sur le mot *Quinte*.

LES QUINTAINES] Et ban de non vendre vin en détail & broché à Chalons par certains jours par les particuliers : mais par le Roy, Evêque ou Chapitre seulement, comme durant quinze jours : ce qui n'a plus d'usage. Voyez **BAN A VIN**. *Alia Quintana pro porta in castris, vel pro foro, in quo licitatio rerum venalium*. Voyez **INQUANT**.

* **QUINTAL**.] C'est le poids de cent livres. Bayonne, tit. 27. art. 3. le quintal doit peser 96. livres, & la livre 14. onces & demie. En quelques lieux on appelle *Quintal* un gros poids public destiné à peser de grosses & lourdes marchandises, & le droit qui se paye pour le pesage est nommé *droit de Quintal*. Vide *Gariel. in Episcopis Magalonens. p. 90.*

QUINTER LES FIEFS.] Boulenois, art. 64. Artois, art. 95. Lille, du droit de quint, art. 4. & en la Coutume de Bapaumes sous Artois : & en la Somme rurale, dont l'Auteur traite souvent des Coutumes de Picardie, de Vermandois & de Flandres, auquel livre aussi se trouve ce mot **QUINTAGE** : & *Quintement* en la Coutume de Bapaumes. *Quintains* en celle de Tournay, au titre des Fiefs article 8.

Quand il est ordonné du quint, qui est dû aux puisneux & héritages féodaux, dont aussi il est fait mention en la Coutume d'Artois, art. 80. 94. & ailleurs. Auxquels puisneux, masles aussi par la Coutume d'Anjou, art. 222. & suivans, du Maine, art. 239. & suivans, en succession noble après le droit d'ainesse le tiers des biens de la succession appartient en bien-fait & à leur vie seulement, & n'en sont propriétaires.

LES QUINTES D'ANGIERS.] Anjou, art. 35. C'est la Septaine, le territoire, la banlieue, la voirie, l'étendue de la juridiction du Prevost ou autre premier Juge ordinaire.

Les Poitevins & les Angevins donnoient aux banlieues de leurs villes l'espace de cinq milles pas, d'où ils les appelloient quintes. Bessy dans les Preuves de son Histoire des Comtes de Poitou, page 223. *Idcirco per hanc epistolam donationis dono, donatumque in perpetuum esse volo, atque de jure nostro in potestatem & dominationem Monasterii Nobiliacensis in honore sancte Mariae, & sancti Iuniani constructum, qui est situs in pago Pictavo infra quintam ipsius civitatis &c.* pag. 225. *Idcir-*

co do terram meam sitam in pago Pictavo infra quintam ipsius civitatis &c. pag. 361. *Villelmus Aquitanorum Dux concessit Monachis sancti Cypriani Ecclesiam in honorem sancti Petri fundatam infra quintum milliare ab urbe Pictavia in ipsa vicaria.* pag. 384. *Guillelmus Comes Pictaviensium, notum fieri cupimus omnibus fidel. Quod quidam fidelis noster Adraldus & conjux sua Emma, perierunt à nobis quatenus eis aliquid ad illorum beneficium pertinens, quod est situm in pago Pictavo in vicaria, &*

infra quintam ipsius civitatis per nostra auctoritatis scriptum sub censu eis concedere dignaremur. &c.

Touraille, dans sa Note sur l'article 35. de la Coutume d'Anjou donne une autre origine au mot *Quinte* ; mais le Lecteur jugera par les autoritez que l'on vient, de rapporter s'il a bien rencontré. Voicy la Note.

Plusieurs Seigneurs en Anjou ont le droit de faire tirer la Quintaine, qui est un ébat qu'on fait faire aux jeunes mariez sur l'eau avec bateaux, & les jeunes hommes ont une perche en main, & à force de rames tirent contre un pillier, & celui qui ne casse la perche doit l'amende. Ce jeu a pris son origine d'un nommé Quintus, qui premier l'inventa ; il est fait mention de ce jeu en la Loy premiere, au Code de actor. & alioru usu, où il est coté entre les Jeux permis. L'étendue de la jurisdiction du Juge de la Prevôté se nomme QUINTE, d'autant qu'il a droit d'y faire tirer la QUINTAINE, d'où l'on nomme toute l'étendue de sa jurisdiction. Ce qui me fait dire que ce droit est plutôt de jurif-

dition que de fief ; car si c'étoit un droit feodal, le Juge Prevost n'en connoistroit.

Cet Auteur ajoûte que l'on dit la Prevôté ou Voirie du Mans ; mais il n'avoit point lû dans Pryn. pag. 15. *Canomannensem civitatem possideat cum tota Quinta libert & pacifice, &c.*

M. Ménage écrit que l'avis commun est en Anjou, que le mot *Quinte* a été dit en cette signification, à cause des cinq Chastellenies qui composent la jurisdiction du Prevost ; ce qu'il prouve par l'autorité suivante de la tenuë des Assises d'Anjou, imprimée au devant de la Coutume. *La Ville & Quinze d'Angers le dernier Samedi. Lesquelles Quintes sont cinq, Brain, la Haye-Joussain, la Membrolle, saint George & la Ville.* Mais si cette étymologie est vraie, pourquoy y avoit-il tant de banlieuës en Poitou qui s'appelloient *Quintes* ? Monsieur du Cange a crû la premiere étymologie la meilleure, & il a peut-être eu raison. Joignez Choppin sur l'art. 35. de la Cout. d'Anjou, & voyez la Charte de Guillaume Roy d'Angleterre, rapportée sur le mot *Barnage*.

* *QUOARTE* esquer.] Bearn, Rubr. de Cassas, art. 3. Voyez *Semée*.

* *Biens laissez par QUOTE & mesure.*] Liege, chap. 10. des Testamens, art. 9. Sont des biens délaissés par espee, comme une maison, un fonds. Selon cette Coutume les enfans peuvent disposer des biens à eux délaissés par *quote & mesure*, quoique le survivant de leur pere ou mere en ait l'usufruit ; au lieu qu'ils ne peuvent pas disposer des autres biens, dont ils n'ont que la nuë propriété appelée *proprietas consuetudinaria*. Voyez de Mean, partie 1. observation 87.

R

* *R A A M B R E R* une terre.] Dans une Sentence de l'an 1309, rapportée dans le Commentaire de M. Pithou sur l'article 144. de la Coutume de Troyes page 368. C'est retraire une terre, la racheter, ou la retirer par retrait lignager.

Ovide Manuscrit

Du bieu Fils Dieu , du bon du sage ,
Celuy qui pour l'humain lignage
Reembre de mort & delivre.

On disoit aussi anciennement Raambrier ou reambrier , pour rançonner , vexer , fatiguer. Voyez le chap. 244. des Assises de Jérusalem.

* *R A A N C O N .*] *Redemptio* , retrait. Ainsi ne pouvoit venir Messire Jehans à sa rançon , parce que lidis heritages n'estoit pas de son côté. Dans une Sentence de l'an 1309. rapportée dans le Commentaire de Pithou sur l'article 144. de la Coutume de Troyes.

R A B A I S .] *Remissio* , *levatio* , *exoneratio mercedis* , vel *pensionis*.

* *R A B A T* ne issué de Cour.] Maine , art. 182. C'étoit un droit dû au Greffe par celuy qui n'avoit pas comparu à l'audience , lorsque sa cause étoit appelée , mais qui comparoissoit à l'issuë de l'audience & avant qu'elle fût levée , pour demander que le défaut prononcé contre luy fût rabatu ; ce qui étoit fondé sur l'article 24. de l'Ordonnance de Louis XII. de l'an 1498. qui ordonnoit que le Juge à la fin de son audience , & avant que de se lever , feroit appeller les défauts qu'il auroit donnez , afin qu'ils tinssent contre les défaillans , & qu'ils fussent rabatus en faveur de ceux qui comparoistroient à ce second appel. Ce droit est aboli. Voyez la Loy Divus 7. aux Digestes *De in integrum restitutione*. * V. Rabatre les défauts.

R A B A T R E L'ATTENDUE OU CONGE' .] Sens , art. 34. C'est le faire revoquer par comparition subsequeute faite en temps & lieu.

R A B A T R E LES DEFAUTS OU EXPLOITS .] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 134. & du Roy François I. de l'an 1539. art. 119. & es Ordonnances du Duc de Bouillon , art. 190. Cambrai , tit. 26. art. 3.

Quand le Juge à la fin de son siege avant que se lever fait publier & appeller les defauts qu'il a donné le même jour , afin qu'ils vaillent , & tiennent contre les défaillans : & pour donner appointement en la cause pour les comparants. Quand la partie qui a fait défaut à l'appel de la cause , compare ensuite pour proceder & prendre appointement en la même audience ; & doit le Juge avant que se lever du siege faire lire & publier les defauts qu'il aura donnez , pour être paragez & rabatus pour le regard des presens. *Succurri oportet reo qui citatus non respondit , & in quem pronunciatum est , si confestim pro tribunali Praetorem adhuc sedentem adierit : Nam existimari potest non sua culpa , sed parum exaudita voce praconis defuisse , ideoque restitui potest.* l. Divus , ff. de in integrum restitut.

* *R A B I N E S .*] Dans la nouvelle Contume de Bretagne , art. 255.

C'est une espece de bois qu'on n'a pas coutume d'émonder. *Les bois de haute fustaye, forests, touches, RABINES & autres bois non accoutumez d'être émondez en partages d'entre freres & sœurs & autres parents nobles, ne seront estimez, & n'entrent en partage, &c.*

LA RACE.] *Gens, sanguis, stirps generis, familia quæ ab ejusdem ultimi genitoris sanguine.*

RACHAPT OU RELIEF.] Paris, art. 33. Meaux, art. 134. 159. Melun, art. 36. 54. Sens, art. 155. 156. 199. Estampes, art. 2. 13. Montfort, art. 31. Mante, art. 6. Senlis, art. 132. 158. Clermont, art. 73. 74. Vallois, art. 33. 35. Ribemont, art. 4. Troyes, art. 17. 19. 23. 26. Chaumont, art. 11. 14. 16. Vitri, art. 21. Laon, art. 157. Chalons, art. 166. Noyon, art. 23. 26. S. Quentin, art. 40. 64. Reims, art. 76. Montargis, chap. 1. art. 13. 15. 20. 29. 30. 36. 56. 61. 62. 94. Orleans, chap. 1. art. 14. & suivans, & en l'art. 83. du même chap. Tours, art. 123. 132. & suivans, & en l'art. 331. 335. Lodunois, chap. 11. art. 5. 6. chap. 14. art. 1. & suivans, chap. 27. art. 10. auquel il faut lire **PAR COULPE LEDIT RACHAPT ADVIENT.** Lodunois, chap. 31. art. 3. Anjou, art. 4. 38. 84. & suivans, art. 201. & suivans, art. 240. 258. 262. 294. 494. 497. Le Maine, art. 7. 42. 97. & ailleurs. Grand Perche, art. 31. 184. & ailleurs. Blois, art. 44. 84. & ailleurs. Dunois, art. 1. Romorantin art. 1. La ruë d'Indre, art. 7. Poitou, art. 31. 53. 54. 91. 93. La Rochelle, art. 4. Bretagne, art. 62. 63. 68. 71. 104. 249. 250. 281. 341. 343. 345. Berri, tit. 1. art. 39. tit. 5. art. 3. & 4. Dourdan, art. 11. 22.

Ce relief ou rachapt n'est qu'une même chose, & est un droit du Seigneur feudal qui consiste au revenu d'une année du fief, quand il est écheu par succession collaterale, ou bien vendu, ou qu'il y a autre ouverture selon la disposition des Coutumes, par la plupart desquelles en vente de fief est dû quint & requint, & en succession, relief, duquel mot l'Auteur de la Somme rurale & les Coutumes usent souvent comme cy-après. Le rachapt c'est le profit de fief dû au Seigneur feudal, lequel pour iceluy prend les fruits & revenus de la chose homagée pour un an. Et en la Coutume de la ruë d'Indre, art. 9. le droit de vente en heritage censuel s'appelle aussi droit de rachapt, & est de vingt deniers pour livre.

RACHAPT ABONNE.] Grand Perche, art. 37. Que le Seigneur a mis à certain prix.

FACULTE' DE RACHAPT OU DE REMERE.] Meaux, art. 110. Melun, art. 122. Sens, art. 62. 235. Estampes, art. 52. Troyes, art. 100. Chaumont, art. 91. Reims, art. 91. 268. Berri, tit. 5. art. 49. 50. tit. 6. art. 8. tit. 12. art. 11. tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3. que quelques-uns disent Reimber: *Redimere, Perionius p^{er}u^{er}u.*

* *Plain RACHAPT.*] Perche, art. 65. C'est le rachat entier tel qu'il est fixé par l'article 39. de cette Coutume. Selon l'article 62. *Chacun puisné tient si bon luy semble sa portion de l'ainé, lequel rachette du Seigneur supérieur chacun des puisnez pour un vassal, estimé chacun vassal & rachat soixante sols tournois seulement.* Mais si la portion des puisnez est dans la suite retinie au fief dominant dont elle relevoit par partage, alors, advenant mutation, elle se RACHETE EN PLAIN RACHAPT.

RACHAPT RENCONTRE'.] Lodunois, chap. 14. art. 12. Anjou, art. 123. Le Maine, art. 133. Poitou, art. 164.

Quand durant l'année du rachapt échet autre rachapt d'aucune terre tenue à hommage de la terre qui court en rachapt, & duquel rachapt le Seigneur doit jouir tant que l'année du premier rachapt durera & non plus: comme aussi nous lisons *Cheval de rencontre* en la Coutume de Poitou, art. 187. Quand le Seigneur & le Vassal sont decedez en même année, & qu'il y a ouverture de fief de part & d'autre, pour lequel est dû plest & cheval de service.

TERRE QUI CHET EN RACHAPT.] Anjou, art. 316. 317.

RACHAPT, & RACHAPTER.] Duché de Bourgogne, art. 102. & suivans. Signifie le retrait lignager, & retirer par droit de lignage.

RACHAPTER DU SEIGNEUR FEUDAL.] Melun, art. 60. Montargis, chap. 1. art. 46. Chasteauneuf, art. 27. Grand Perche, art. 7. 15. 25. 29. 39. 53. 62. 64. 65. 68. 75.

Quand le nouvel acquereur ou vassal accorde au Seigneur feudal pour sa retenue ou profits de fief, & qu'il luy paye le droit de rachapt. *Jus avaxatū-juræ. ut ab aliis observatur, & à me plenius ad Consuetudinem Biturigum.*

RACHASSEUR DE FORESTS. Qui y ramène le gibier.

* RACHETEUR, ou Rechatteur.] Receleur. Voyez *Rechaiter* & *Receteur*.

* RACOINTEMENT.] Mons, chap. 30. art. dernier.

C'est la relation, le rapport, ou le Procez verbal des Cerquemaneurs.

RACQUIT DE RENTE.] Mante, art. 50. C'est le rachat d'une rente.

* *Arbres étans pour RADOS des maisons.*] Dans les Coutumes particulières & locales de la Prevosté de Montreuil sur la mer, art. 43. ou *Arbres qui servent de Raddats aux maisons & jardins*, dans la Coutume du Boulleinois, art. 109. Selon la Note de la Rochemaillet sur l'article 42. de la Coutume de Montreuil, sont des arbres plantez pour orner & embellir des maisons & des jardins. Selon M. du Gange

on appelle *Rados* tout ce qui met à couvert du vent. Voyez cet Auteur sur le mot *Redorsare*.

RADVEU, RADVOUER.] Lille, des actions, art. 1. * Voyez l'*Aveu* emporte l'*homme*, & être *Avoué*, lettre A.

* **RAFOUR.**] Four à Chaux. Au pays de Bresse. Voyez M. Collet sur les Statuts de cette Province, liv. 3. sect. 1. p. 35. col. 1.

* **RAJEMBRE.**] Beaumanoir, chap. 30. page 154. vers la fin. *Il doit punir tous les consentans par longue prison. & rajembre, à sa volonté, selon leurs devoirs.* Rajembre en cet endroit est, ce semble, une amende. V. Raambren.

RAIN DE FORESTS.] En l'Ordonnance du Roy Charles V. faite l'an 1376. pour le reglement des Forests: Comme aussi nous disons *Rain* du bois. Qui sont les lieux qui sont près les bois & forests, les lisières: *ora.* * Voyez l'observation sur le mot suivant.

PAR RAIN ET PAR BASTON.] Au livre de la Somme rurale traitant de l'esclichement du fief, & du bail: *per anulum & virgam vel ferulam, qua signa erant cessionis, traditionis, investitura: ut & vexillum, scipia, hasta, contus, cultellus, gladius: Est consuetudo curia ut regna per gladium, provincie per vexillum à Principe tradantur vel recipiantur, Otho Frisingensis Episcopus, lib. 2. & de gestis Friderici 1. cap. 5. unde METTRE LA MAIN AU BASTON, cy dessus en la lettre M. Mettre le requerant ou donataire en la chose par Rain & Baston. Lille, art. 80. & en la Somme rurale traitant du fief tenu par moyen. Et LIVREMENT de fust & terre. Voyez le mot FUST. Reges Anglia solebant electos Ecclesie presules per virgam p. storalem Ecclesiis investire: Sigebertus in Chronico anni 1067. Imperatores & Reges Francorum dabant Episcopatus, Abbacias & Ecclesiasticam investituram per anulum & per virgam: idem Sigebertus III. Qua de re Adamus in historia & Ivo Carnotensis Episcopus ep. 65. 238. 235. De Papatu per anulum investire, in epistolis Arnulphi Episc. Lexoviensis. Episcopus de Archidiaconatu quemdam per suum anulum investivit. cap. 12. de sententia & re judic. In signum investiturae anulus aureus destinatus, cap. 3. de his que fiunt à majori. Pontifex Romanus quemdam de prebenda per anulum investivit, cap. 4. de concessione prebenda. Cancellarius Ecclesie qui & Bibliothecarius dicitur, de eo officio per librum investiri solet. Innocentius in Epistola 385. libri primi Epistolarum. Datur anulus ad investiendum de aliqua dignitate aut hereditate. Bernardus in sermone de Cana Domini. Et mox, *Varia sunt investitura: Investitur canonicus per librum, Abbas per baculum & anulum simul. Investitura fit per donum, sic legendum in cap. 4. de appellatio. In tertia collectione Decretalium, & in cap. 46. eodem tit. In collectione Gregorii noni. Veteribus etiam fuit usi-**

actum ut à moriente testatore anuli traderentur heredi: Valerius, lib. 7. sap. ult. Dio, lib. 53. Suetonius in Tiberio cap. 73. Papinianus, in l. cum pater. 77. par. pater pluribus, de legatis 2. Alexander præclusa voce exemptum digito anulum Perdicca tradidit; etsi non voce nuncupatus heres, iudicio tamen electus videbatur, Justinus, lib. 12. Anulus fuit symbolum traditionis: Anulo etiam res obsignabant, nec à veteribus ferebatur ornatus causa. Imperatores hostibus superatis, optimè republica gesta scribas suos anulis aureis in concione donabant: M. Tull. libr. 3. in Verrem. Libertini jura ingenuitatis consequantur, si jus anulorum aureorum à Principe impetrassent, nec cuiquam olim anulum ferre licebat nisi libero. Macrobr. lib. 7. cap. 13. Digitum sponsus oppignerabat pronubo anulo, Tertull. adversus gentes. Sponsus sponsæ anulum muneri mittebat, l. 36. digest. de donation. inter virum. Sponsionis causa anulus dabatur, l. 17. par. ult. de præscr. verbis. Anulus dabatur arrha nomine, l. 5. par. item si institor. digest. de Instito. actio. l. 11. par. ego illud, digest. de actio. empti. Et sponsa subarratur anulo vel monilibus. Capitolinus in Maximino juniore. Cano. Nostrates & cano. Femina 30. quæst. 5. cap. 10. de sententia & re judic. cap. ultim. de despons. impuberum. Qui pronubus anulus non habuit quæd'omni. i. fundam vel palam. Plutarchus in problema. Debet esse sine lapide, aiunt statuta Romana libr. prim. capite 135. Plura de anulo Isidorus libr. 19. capite 32. Plinius libr. 33. cap. 1. & 3. unde constat his qui legati ad exterarum gentes ituri essent, anulos aureos publicè datos, quibus in publico tantum utebantur: intra domos autem ferreis: & sponsæ anulum ferreum mitti, eumque sine gemma. Castorum fortissimos quisque ferreum anulum Ignominiosum id genti, velut vinculum gestat donec se eade hostis absolvat, ait Tacitus. Erat contra Majestatem Senatus si ferreis Prætorius uteretur. Plinius Montano, lib. 8. Epistolarum.

Monsieur Cujas sur le titre 2. du second Livre des Fiefs, entend par Rain un anneau. Episcopus, dit M. Cujas; imo & omnia fenda antiquo more Gallico per anulum & virgam, quod dicebant, par Rain & par baston, RAIN pro annulo, ut hodie Germanis Ring, adiciebant Baculum, unde jactatur hoc vulgo à Gallorum moribus. Le Vassal se peut jouïr de son fief jusques à mettre la main au baston.

Mais rain vient plus vray-semblablement de Ramus, qui signifie une branche d'arbre, dont l'on a fait Rainseaux. Le Roman de la Rose ms.

De divers arbres y ot tant.

Que moult en foye encombrez,
Ains que les eusse nombrez,
Mais li arbres, ce sachiez furent
Si loin à loin, comme estre durent
Fu li uns de l'autre assis
Plus de cinq toises, ou de six.
Mais li RAIN furent long, & hault;
Et pour le lieu garder de chault
Furent si espès par desseure
Que le soleil en net une heure,
Ne pouvoit à terre descendre,
Ne faice mal à l'erbe tendre, &c.
Et ailleurs,
Cette priere fust renable
Et pour ce la fist Dieux estable,
Car Narcissus par aventure

A la fontaine claire & pure;
 Un jour qu'il venoit de chasser
 Se vint sous le Pin umbroier,
 Car avoit souffert grant travail
 De courre à mont & à val,
 Tant qu'il ot soif pour la presse
 Du chaut, & pour la lassesse
 Qui li ot tollue l'alaine;
 Et quant il vint à la fontaine

Que li Pins de ses RAMES couvroit,
 Il se pensa qu'il y beuvroit, &c.

Voyez Galland dans son Traité du Franc-aleu, page 328. de la dernière édition; Brodeau sur l'art. 51. n. 6. de la Cout. de Paris, & Monsieur du Cange dans son Glossaire sur les mots *investitura per ramum & cespitem*, p. 106.

* *RALONGEMENT DE VILLE.*] Boullenois, art. 172. 173. La Ville icy est une maison des Champs; & le *Ralongement* est par exemple l'enclos que l'on y joint.

RAMAGE.] Bretagne, art. 298. 306. 322. 323. 325. 326. 330. 331. 482. 541. 593.

C'est le branchage, fourchage, la souche, la ligne, l'ètré, côté, estoc, la tige, le tronc, le lignage, la premesse, & cognation. Voyez le mot *BRANCHAGE*. *Interdum tamen haec voces in propria significatione accipiuntur, secundum peculiare partes quae in arbore cognationis distinguuntur.* Quand le ramage défaut, le lignage succede, *ut proverbio jactatur. Ramum aliquem ac lineam successionis à genealogia stemmate obtinere, Cornutus in Persii satyram tertiam. Multigradus & veluti rami sunt propinquitatis in affinitate & cognatione dispositi: Donatus in Adelphos, actu 5. scena 8.*

En chaque personne, il y a deux lignes qui se terminent. La ligne paternelle & la ligne maternelle, & chaque ligne en remontant directement de degré en degré se fourche par les femmes, en sorte qu'elle se divise en une multitude de lignes directes. De ces différentes sortes de lignes directes, il sort en différents degrez, des lignes collaterales en descendant, & ces lignes collaterales sont appelées *branchages* ou *ramages*, parce qu'elles sont comme des branches ou des rameaux qui s'écartent de la tige d'un arbre. Le fils a son pere & sa mere; voila en la personne du fils deux lignes qui se terminent, la ligne paternelle & la maternelle. En remontant plus haut dans la ligne paternelle on trouve l'ayeul. L'ayeul a eu sa femme qui est l'ayeule du fils; en la personne de l'ayeule, la ligne directe paternelle fourche, & ainsi en remontant de degré en degré. Le pere a eu un

frere qui a eu des enfans; ce frere du pere qui est l'oncle du fils a commencé une ligne collaterale, qui est comme une branche ou rameau qui s'éloigne toujours de la ligne directe en descendant. Il en est de même si l'on feint un frere à l'ayeul, & ainsi en remontant de degré en degré.

L'article 298. de la Coutume de Bretagne cité par M. Ragueau, décide que *premesse*, c'est à dire retrait, est octroyé à tous ceux qui sont du lignage dans le neuvième degré du Ramage dont procede l'heritage, & sera l'heritage réputé du ramage du retrayant, quant aucun de sa famille en a été approprié & fait seigneur irrevocable, bien que le retrayant n'en fût descendu. C'est à dire que le retrait est accordé à tous ceux qui sont du lignage ou du côté dont procede l'heritage dans le neuvième degré du ramage ou de la parenté collaterale &c.

Et

Et lorsqu'on dit qu'on *renvoie défaut*, ligne succède, cela ne signifie autre chose, que quand par exemple la ligne collatérale d'un défunt du côté paternel est épuisée, on défère la succession aux parens de la ligne maternelle, ce qui est décidé nettement par l'article 330. de la Coutume de Paris. Voyez les Observations de M. Hevin sur Fraim, chap. 41. tom. 1. p. 164. 165. &c.

* *RAMASSE'E.*] C'est une certaine quantité de terre au pays de Bresse & de Bugey. Voyez M. Collet, sur les Statuts de cette Province, pag. 73. col. 2. à la fin, part. 2.

RAMENER SA COMPLAINTE A EFFET SUR LE LIEU où A ÉTÉ FAIT LE TROUBLE.] Au Style du Châtelet de Paris & d'autres Cours. & Jurisdictions : *cum actor ad constitutam diem tempusque venit in rem presentem, ut quasi deductio de fundo fiat ad possessionem retinendam & vindicandam.* Ce qui se fait en vertu de commission de justice, & par ajournement, pour être par le sergent executeur comme par figure, maintenu & gardé en sa possession & saisine sans autre connoissance de cause pour laquelle l'on assigne la partie adverse pardevant le Juge pour être plus amplement maintenu & gardé, & pour dire les causes d'opposition si elle est formée. * Voyez *Complainte*, & Imbert dans sa *Pratique*, liv. 1. chap. 16. n. 4. p. 86.

RAMENER SA DEMANDE A FAIT.] En la Somme rurale, ar chap. du cas de proximité, quand le demandeur en retrait lignager fait offre de deniers comptans. * Voyez les Coutumes de la Salle de Lille, titre des matieres d'execution, art. 25. & celle de Ponthieu, art. 164.

PRENDRE A RANCON ET METTRE A FINANCES.] Monstrelet, au 1. volume chap. 47. τὸ λύτρον, ὅστρον, *pretium est redempti captivi.*

* *Fossez RAPISSEZ.*] Mons, chap. 53. n. 6. Sont des fosses où il y a du poisson.

RAPPEL.] En l'Edit du Roy Charles V. de l'an 1358. art. 10. Quand le Roy remet en Office celui qui en avoit été privé.

RAPPEL DE BAN, ou GALERES.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. fait à Cremieu, & de l'an 1539. art. 170. & de Louis XII. de l'an 1499. art. 128. & en la Coutume du Perche, art. 10. de Valenciennes, art. 142. 143. & en l'article 200. de l'Edit de l'an 1579. & ailleurs, Quand le Roy rappelle au pays celui qui en avoit été banni, ou envoyé aux galeres. *Nemo autem potest commeatum vel remeatum dare exuli nisi Imperator ex aliqua causa, l. 4. D. de pœnis.*

RAPPEL, RAPPELLER.] Lepuroux, art. 6. Bourbonnois, art. 311. Berri, tit. 19. art. 35. La Bourb, tit. 12. art. 15.

Quand on appelle expressément à la succession celui qui n'est

pas autrement habile à succéder par la Loy ou Coutume, ou à cause de la renonciation d'hérédité faite par contrat de mariage ou autrement.

RAPPELLER PAR BOURSE.] Normandie, chap. 116. C'est retirer l'héritage vendu pour le prix par vertu du lignage.

RAPPORT DE CLERC OU GREFFIER] Qui a examiné un compte: Hainaut, chap. 68.

RAPPORT ET DENOMBREMENT.] S. Paul, art. 9. Bourbonnois art. 52. Artois, art. 14.

C'est l'avcu & déclaration d'héritages que le vassal ou cottier est tenu bailler à son Seigneur feudal ou censuel. * Voyez Boutillier dans sa Somme, liv. 1. chap. 91. p. 514.

RAPPORT D'ENQUESTE.] Qui se fait au Greffe, & en la Jurisdiction du Juge de la cause par l'Enquêteur ou Commissaire au fait des Enquestes des parties.

RAPPORT ET HYPOTHEQUE D'HERITAGES.] Cambray, tit. 5. art. 14. tit. 11. art. 8. 10. tit. 15. art. 3. & tit. 20. Quand l'on déclare en justice à qui l'héritage doit appartenir après le décès, ou pour la sureté de quelque dette: ce que la Coutume de Lille appelle *Hofstement*.

Dans la Coutume de Cambray, il n'y a point d'hypothèque, à moins que le débiteur en faveur du créancier ne se dessaisisse de l'héritage qu'il luy veut hypothéquer, en mettant la main à la verge ou au baston que tient le Bailly, Mayeur ou autre Officier, ou l'un des gens de Loy, & que les gens de Loy soient en nombre competent. Voyez la Coutume de Cambray, tit. 5. art. 1. & le Commentaire de M. Pinault des Jaunaux, où il explique nettement cette formalité. Voyez aussi le mot *Nantissement*.

RAPPORT DE JUREZ.] Nivernois, tit. 10. art. 17. Anjou, art. 451.

RAPPORT DE MAIN PLEINE.] Orleans, art. 317. Montargis, chap. 18. art. 2.

Quand le conducteur opposant est reçu à faire rapporter par le Sergent les biens sur luy pris par exécution, pour en avoir recreance, provision & délivrance en rapportant main pleine d'autres biens suffisans: *Non est rem refferre & restituere, vel de ea restituenda cavere, ut Pyrrhus est interpretatus, qui lapsus est in interpretatione Consuetudinis Aurelianensis, & post eum Molinaus, cum non animadverteret in illo art. 317. legendum esse, ET EN AUTRE CAS: ut rectè excusum est Lucretia anno 1547. & Aureliis anno 1570. alie editiones malè excudunt, ET EN CE CAS: Illorum autem errorem non sine rubore refero.*

RAPPORT DE MONTRE ET VEÜE.] Bretagne, art. 768.

RAPPORT DE SERGENT.] Pour tout exploit & relation d'i-

celuy; en l'Edit de François I. de l'an 1539. art. 9. Bourbonnois, art. 159. Poitou, art. 436. Bourdelois, art. 21. Bretagne, art. 123. La Rochelle, art. 11. Reims, art. 219. Ponthieu, art. 159. Estampes, art. 5. Anjou, art. 82. 413. Le Maine, art. 93. 425. Voyez le mot RELATION.

Ou pour son exploit de discurion de biens meubles : Nivernois, tit. 32. art. 5. ou pour l'exploit ou procez verbal des criées d'heritages saisis : Nivernois, tit. 32. art. 38. & 55. Berri, tit. 9. art. 58. * Voyez *Criées recordées*.

Ou pour la relation d'un Sergent ou Messier : Hainault, chap. 69.

Ou pour la relation que le Sergent fait à justice des heritages d'un debiteur aprez, pour satisfaire au dû ou à la rente. Anjou, art. 491.

Ou pour l'exploit d'un Sergent contenant perquisition de biens meubles : Bourbonnois, chap. 106. 137.

Ou pour le rapport d'une information ou enqueste. Berri, tit. 9. art. 30. tit. 20. art. 7. 8. & rapport de gens experts. Berri, tit. 11. art. 7.

* *RAPPORT solennel.*] Pardevant les gens de la Loy des lieux & Seigneuries, dont les heritages sont tenus immediatement, mettant la main à la verge ou bâton que tient le Bailly, Mayeur ou autre Officier. Cambray, tit. 5. art. 1. C'est la dessaisine ou le deveft qui est fait par le possesseur & propriétaire d'un immeuble, à l'effet qu'un autre qui l'a acquis de luy en soit vestu & saisi. Voyez M. Pinault des Jaunaux sur cet article, p. 153. où il explique tres-bien la matiere des Rapports, des vests & devefts, des saisines & dessaisines.

RAPPORT ET RAPPORTER.] Berri, tit. 19. art. 35. 42.

Cum filius vel filia dotem aut res donatas conferunt coheredibus in hereditate patris vel matris. * Voyez le mot Celle.

RAPPORTER LES CRIÉES.] S. Jean d'Angeli, art. 118.

* Voyez *Criées recordées*.

RAPPORTER SON FIEF EN LA MAIN DE SON SEIGNEUR.]

Au livre de la Somme rurale, traitant de l'esclichement du fief & du bail.

RAPPORTER LA MAIN PLEINE.] Du debt ou de la valeur des fruits empêchez & arrêtez. Orleans, art. 351. Montargis, chap. 20. art. 7. *In quo hac verba DU DEBT, desiderantur.* * Voyez *Rapport de main pleine*.

RAPPORTER, ET RAPPORTEUR D'UN PROCEZ.] En l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1446. art. 12. de Charles VIII. de l'an 1493. art. 11. de Charles IX. de l'an 1560. art. 62. & de l'an 1563. art. 30. 31. & ailleurs. Quand l'un des Conseillers en fait rapport & recit en la Chambre pour être jugé. Le Rapporteur c'est le Presi-

dent, Conseiller, ou Juge, qui fait rapport d'un procez en la Chambre, qui luy avoit été distribué pour le voir & visiter, afin qu'il en soit fait jugement. *Symmachus prefectus urbis lib. 1. epistolar. summam quarundam litium proponit Imperatoribus, & relationi sua gesta & supplementa utriusque partis subjicit: Quales etiam Plinii Junioris relationes ad Trajanum, cum hesitant in jure Litigatorum ne responsum ferant. Vide tit. 61. lib. 7. Codicis, & Justiniani Nov. 125.*

RAPPORTEURS DE CHANCELLERIE.] En l'Ordonnance du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 137. & de l'an 1512. art. 61.

Sunt Referendarii qui recitans principi supplicum desideria. Qui rapportent en Chancellerie de Parlement pardevant les Maîtres des Requestes qui y président, & déclarent les difficultez qui se trouvent es lettres que l'on veut obtenir.

* **RAPPROPRIER à sa table.**] Boulenois, art. 53. C'est unir ou réunir à sa table.

* **à RAPT de temps.**] Dans les Coutumes de la Ville de Lille, ch. 13. des Purges & Decreets, art. 167. *Pro rata temporis.*

RAVESTISSEMENT D'HERITAGE.] Cambray, tit. 5. art. 12. [**RAVESTISSEMENT ENTRE DEUX CONJOINTS.**] Cambray, tit. 7. art. 9. 19. & au tit. 9. tit. 20. art. 5. Valenciennes, art. 77. 82. 102. [**RAVESTISSEMENT DE SANG.**] Cambray, tit. 8. art. 14. & au tit. 10. & en la Coutume locale de Seclin sous Lille en Flandres: en laquelle aussi nous lisons Ravestir l'un l'autre, & en celle de la Bassée. [**ENTRAVESTISSEMENT DE SANG.**] En la Coutume de Bethune.

Le *Ravestissement* est une donation mutuelle passée pardevant loy. Par la Coutume de Cambray & les Coutumes voisines, les conjoints ne se peuvent donner mutuellement que par *vest* & *devest*, *faisine*, & *dessaisine*, c'est à dire chacun se dessaisissant en faveur de l'autre, & chacun se faisant vestir & ensaisiner par les hommes de Loy de ce qui luy est donné, ce qu'on appelle *devoirs de Loy*. Mais quoy que l'effet de ces devoirs soit de dessaisir celui qui aliene, & de saisir ou ensaisiner celui qui acquiert: Cependant *Ravestissement* passé pardevant loy requiert que le survivant de deux conjoints soit par Loy remis es biens dont le *ravestissement* est fait en dedans

l'an, après le trépas du premier decedant quant aux heritages, & on dedans 40. jours quant aux meubles, après le trépas du premier decedant être venu à sa connaissance. Cambray, tit. 9. art. 4. Voyez Bouteiller dans sa Somme, page 835.

Le *ravestissement de sang* est un droit par lequel le survivant des conjoints jouit en usufruit de la moitié des heritages cotiers ou mainfermes de ses enfans. Ce droit n'a lieu seulement qu'en premier & noble mariage, & ne dure que tant que les enfans qui en sont venus sont vivans. Cambray, tit. 10. Voyez le Commentaire de M. des Jaunaux en cet endroit.

* **RASTELER estoule d'autrui.**] Hainault, chap. 53. Glaner.

* *RAVOIRER.*] Orleans, art. 74. C'est saisir feodalement le fief d'un vassal, & en faire les fruits siens. L'ancienne Coutume d'Orleans, art. 8. *Quand les offres sont dûment faites par le vassal à son Seigneur de fief, il est réputé avoir fait son devoir, & ne le peut ledit Seigneur après RAVOIRER ne faire les fruits siens.* Voyez M. de la Lande sur l'art. 74.

* *Mettre lins & chamvres RAUVVIR.*] Dans la Coutume de Mons, chap. 53. n. 6. c'est à dire *Rouir*.

* *RAYE.*] Voyez *Roye*.

* *RAYONNER.*] Voyez *Reihlage*, & la Note sur ce mot.

* *RAZ.*] C'est au pays de Bresse une mesure qui est la même que le *Biches*: anciennement on l'appelloit *biches-raz*, & par la suite des temps on l'a appellé *raz* seulement. Voyez M. Collet sur les Statuts de Bugey, p. 70.

* *Acaptes & REACAPTES ou arrieres acaptes.*] Selon la Rocheflavin chap. 12. des Droits Seigneuriaux, les *acaptes* au pays de Languedoc & de Guyenne sont de certains droits dûs au Seigneur foncier & direct par le changement de l'emphyteote, soit que le changement soit arrivé par mort, mariage, vente &c. & les *reacaptes* ou *arrieres-acaptes* sont des droits dûs par les emphyteotes à la mutation des Seigneurs, soit par mort, mariage, ou autrement. Voyez M. Graverol en cet endroit. Monsieur Galland a fait l'observation qui suit sur ce mot.

L'Etablissement de la Ville de Montauban de l'an 1144. *Census & usus tales sunt. De unoquoque Casali &c. duodecim denarios de acapte & omni anno à martio servitium 12. denariorum & reacapte quando evenient 12. denariorum.*

Au livre 4. des Mémoires de Languedoc A... V. comte de Narbonne l'an 1217. bailla en fief aux Juifs, des maisons en la Ville de Narbonne à 10. sols Narbonnois tous les ans, pour raison de quoy fut payé d'*Accaptes* mil sols malgorez.

Ce droit est ancien dans la Province de Poitou. J'ay appris ce que j'en tiens du Chartulaire du Monastere de Nantueil, lequel m'a été prêté par Monsieur l'Evêque de Poitiers.

Il étoit dû aux Seigneurs feodaux par les Vassaux, aux mutations de possesseurs ou de Seigneurs, par mort ou autrement,

selon les conventions; quelquefois aux mutations de part & d'autre; quelques fois à cell.s des Seigneurs ou du Vassal seul; & quand quelque terre en étoit chargée, le dénombrement en faisoit mention.

Mutation des deux an. 1390. In feodum cum denariis moneta currentis de accaptamento seu placito in qualibet mutatione an. 1447. Ad homagium ligium cum quindecim denariis de achaptamento in qualibet mutatione domini & hominis hinc & inde persolvendis. an. 1410. In qualibet mutatione domini, vel vassali an. 1474. In mutatione domini vel hominis.

Mutation de Seigneur. Hommage de Ruffec de l'an 1405. *Homagium planum cum quinque solidis achaptamenti in mutatione domini persolvendis an. 1322. 1399. &c.*

Mutation de Vassal. an. 1418. *Ad achaptamentum quarundam chirothecarum albarum de pretio sex denariorum in mutatione feudatarii.*

Décharge du droit. Hommage de Ruffec de l'an 1405. *Homagium ligium quod nobis debebat Joannes de Livra sine aliquo achaptamento.*

Autre de l'an 1396.

An. 1406. *sine ullo placito sine de-*

nario, alias, sans nul devoir.

Ce droit n'étoit pas uniforme, ni toujours en argent; il étoit plus haut ou moindre, en argent ou autres espèces, selon les conventions. L'an 1303 Hommage plein de vin, gands blancs, d'achaptement à mouvance de Seigneur. (M. GALLAND.) * Voyez *Plair de Mortemain.*

REALISER UN CONTRAT.] Amiens, art. 137. Peronne, art. 72. 259. & au Stile de Liege, chap. 19. art. 12. Realiser un partage. Cambrai, tit. de partage. Quand l'on reconnoit le contrat pardevant le Seigneur dont l'heritage est tenu, ou pardevant les Officiers de sa Justice, afin d'acquérir droit réel & hypothèque, & pour être nanti.

RENTE REALISE'E ET NANTIE.] Peronne, art. 270. [ACQUESTS REALISEZ.] En l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 31. * Voyez *Nantissement.*

REBLANDIR ET RETIRER SON AVEU ET DENOMBREMENT DE SON SEIGNEUR.] Montfort, art. 7. Mante, art. 15. Reims, art. 108. Quand le vassal retourne vers le Seigneur feudab pour sçavoir s'il veut débattre l'aveu & dénombrement.

REBLANDIR LE BESTAIL.] Qui a été pris en dommage par le Seigneur. Poitou, art. 75. 78.

REBLANDIR LE SEIGNEUR FEUDAL OU JUSTICIER.] Tours, art. 18. 22. 25. Lodunois, chap. 1. art. 14. 16. 21. 24. Dourdan, art. 17.

REBLANDISSEMENT.] Tours, art. 22. 30. 31. Lodunois, chap. 1. art. 26. 27.

Quand le vassal ou sujet vient pardevers son Seigneur ou à son Sénéchal ou Bailly, pour sçavoir la cause de la faïste. Tours, art. 28. Lodunois, chap. 1. art. 24. ou du blâme de son aveu & dénombrement: *Est blandè dominum adoriri.* * Voyez les Preuves de l'Histoire de Montmorency, p. 144. lig. 35.

* *Biner, REBINER, & recurer des vignes.]* Nivernois, chap. 13. art. 5. *Biner*, c'est proprement faire le second labour pour faire mourir les herbes avant qu'elles soient en graine: ce qui se fait avant la Feste de la Magdelaine. *Rebiner* ou *tiercer*, c'est faire le troisiéme labour encore pour faire mourir les herbes, afin qu'elles ne suffoquent pas le fruit; & *recurer* c'est labourer les vignes après les vendanges, en tournant la terre, & mettant la superficie avec les feuilles tombées au pied des ceps. Voyez *Coquille.*

REBRICHE, MOTIF OU ADVERTISSEMENT.] Au Style du Chastelet de Paris, quand il est traité d'écrire en la cause. Rebricher une enquête, en l'ancienne Coutume de la Baillie de Bourges non imprimée, art. 40. * Voyez

* **REBRICHER une Enquête.**] C'est la repeter. Voyez au mot *recoler*, & le Chapitre 40. des anciennes Coutumes de Bourges & Pays de Berry entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, page 265. Voyez

* **REBRICHES.**] Beaumanoir explique ainsi ce mot dans ses Coutumes de Beauvoisis, chap. 6. des demandes, page 39. ligne 26. *Si les parties ont à prouver plusieurs articles l'un contre l'autre, il puent baillier en escript che que il entendent à prouver, et tiex ecrypts appelle-t-en Rebriches &c.*

LA RECELE'E ou LE RECELE'.] Montargis, chap. 2. art. 44. 47.

Pour laquelle le nouveau acquereur doit au Seigneur censuel soixante sols, s'il ne luy a dénoncé dans huit jours son acquisition.

LETTRES DE RECEPISSE.] Bourbonnois, art. 383. Artois, art. 15. 52. Boulenois, art. 52. S. Omer, art. 10. Amiens, art. 19. 24. Monstreuil, art. 10. Peronne, art. 63. Lille, tit. 1. art. 42.

Par lesquelles le Seigneur feudal ou censuel confesse avoir reçu le dénombrement de son vassal, ou reconnoissance & declaration du tenant cottier qui doit cens ou rente. C'est la quittance que le Seigneur feudal baille à son vassal du dénombrement qu'il luy a fourni: ou à son tenancier cottier de la declaration de ses terres rentieres & cottieres. Et en l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1560. art. 91. C'est la connoissance par écrit que les Sergens sont tenus bailler des pieces qui sont mises en leurs mains. Et en la Coutume de Bretagne art. 102. c'est l'écrit & certification que les Procureurs sont tenus bailler aux parties de la charge, lettres, pieces & argent qui leur sont baillez. Et au Stile de Liege, chap. 2. art. 11. chap. 11. art. 8. la décharge que la partie baille au Greffier de ses titres & documens, ou au contraire.

* **RECEPTE.**] Voyez *Recoites*.

* **RECETEUR.**] C'est celui qui reçoit la chose volée. Un receleur. Beaumanoir, chap. 69. pag. 350. *Aussint est coupables chil qui recete à essient le larrecin comme chil qui l'emble, car si li receteur n'ésoient, il ne seroit pas tant de malfacteurs.*

RECEVEUR GENERAL ou PARTICULIER.] *Susceptor, Alias Quaestor ararii, qui pecunia praest, qui inquirenda & conservanda pecunia causa creatus.* Ce qui convient mieux aux Generaux & aux In-

tendants des finances, qu'aux Receveurs, qui n'ordonnent pas : *De Tribunis ararii & Praefecto ararii qui in urbe rerum fiscalium judex fuit civilis & de procuratore fisci in provinciis loci praestant.* Il y a des Receveurs des Tailles & Aydes : & des Receveurs du TAILLON, pour la solde de la gendarmerie, *ut Augustus constituit ararium militare, Dio lib. 55. Suetonius, cap. 49.* Receveurs generaux en chaque Generalité. Receveur des boëtes au fait des monnoyes, du domaine, des bois, des amendes, des restes.

FINS DE NON RECEVOIR.] *Cum quis à limine judicii expellitur, l. ult. vel cum quis interim à petitione repellitur. Cod. Sententiam rescindi, ut puta cum actio denegatur, vel appellatio non recipitur, Alia est exceptio peremptoria. Plerumque ante judicium de constituendo ipso judicio solet esse contentio. Ante judicium tractatur de constituendis actionibus, accipiendis, subeundisque judiciis, cum sit ne actio illi qui agit, aut jamne sit, aut num jam esse desierit, aut illane lege, bisve verbis sit actio, quaritur, Cicero in Partitio. oratoriis.*

* RECHAITER.] Receler. L'ancienne traduction des Institutes : *Cil qui rechaitse chose emblée & la toillent sont coupables de larrecchin &c.* Voyez Receiver.

RECLAIN.] Qui est plainte faite en jugement lors que le debiteur obligé sous Soel Royal rompt sa promesse, & doit amende au Roy en la Chastellenie de Montereau ressort de Meaux, & en la Chastellenie de Colummiers en Brie, & à Amiens, art. 223. auquel lieu le creancier est dit se retraire à la justice du Roy, ou du Seigneur.

* Voyez Erame & Latte.

RECLAIN.] Clermont, art. 4. Vallois, art. 7. * Voyez Erame.

RECLAIN.] Normandie, chap. 22. c'est la demande & poursuite qui se fait en justice. *Libellus reclamationis in cap. 1. de libelli Oblatione, id est, conventionis, petitionis, postulationis.*

RECLAIN D'ARREST.] Au chap. 18. du Stile de Liege à la fin.

LA RECLAME.] En l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 138. Quand le détenteur d'heritage censuel le dit être sien.

RECLAMER.] Normandie, chap. 24. 26. & ailleurs. Cambrai, tit. 25. art. 41.

C'est demander & poursuivre.

RECLAMER ou APPELLER.] Lille, art. 44.

SE RECLAMER DE COUR INFERIEURE EN COUR SUZERAINNE.] Anjou, art. 81. ou se CLAMER. Le Maine, art. 92. Voyez le mot CLAMER.

RECLAMER DROIT PAR PROXIMITE'.] Froissart, liv. 1. chap. 63.

RECLAMER

RECLAMER L'ESPAVE.] Chaumont, art. 93. Meaux, art. 204. Cambrai, tit. 24. art. 2.

RECLAMER SON HOMME OU FEMME DE CORPS.] Vitry, art. 145. Chalons, art. 18.

Quand le Seigneur fait poursuite de ses gens de servile condition qui sont allez demeurer hors la province ou terre dont ils sont hommes sans congé de leur Seigneur. RECLAMATION du Seigneur. Montargis, ch. 7. art. 1. Quand il poursuit les hommes de serve condition. Voyez le mot SUITE & POURSUITE.

BESTES NON RECLAME'ES.] Troyes, art. 118.

Qui ne sont demandées, *que dominum non habent* : tels sont les espaves.

HERITAGES NON RECLAMEZ.] Vitry, art. 3. 16.

PASSER RECOGNOISSANCE.] Nouveau titre, & déclaration d'hypothèque, de cens, rente, & autres devoirs annuels à son Seigneur: *Cum possessor proficitur pradium suum obnoxium esse prestationibus quibusdam, sed & Antapochâ creditor probat sibi redditus aut pensiones solutas fuisse, ut prescriptionem temporis summoveat.* * Voyez Reconnoissance.

* RECONGNOISSANT.] Voyez Reconnoissant.

* RECOITER.] Receler. Beaumanoir, chap. 31. p. 265. *Chil qui recoite la chose emblée à escient, & fait qu'elle fut emblée & par quel consentement, & chil qui partit à le chose emblée tout ne fut-il pas an larcin fere, tuit chil sont coupables du fet &c.* Voyez Rechaiter.

* RECOITES. Receptes.] Beaumanoir, ch. 30. p. 156. lig. 18.

RECOLEMENT.] En l'Ordonnance du Roy François I. de l'an 1514. & de l'an 1539. art. 144. & de Charles VIII. de l'an 1493. art. 104. de Louis XII. de l'an 1499. art. III. Bayonne, tit. 26. art. 22.

RECOLER L'INFORMATION.] La Marche, art. 44. Quand on répète les témoins, & qu'on leur relit leurs dépositions : Ce qui se fait ordinairement, selon les Ordonnances du Roy en matiere criminelle, par le Juge avant la confrontation des témoins à l'accusé. Et quelquesfois aussi en matiere civile on répète les témoignages, même après publication d'enquête sur certains points d'icelle, sur lesquels les témoins n'auroient suffisamment été examinez, *Ea diligentia & fide qua oportuit, cap. 53. de testibus vel in casu, cap. 48. eod. & l. ult. Cod. eodem. Vel si adeo obscura sint dubia aut confusa testimonia, ut judex statuere non possit quid sit pronuntiandum : puta de modo aut finibus agri, de loco cadis vel latrocinii* : quand avec connoissance de cause il est ordonné par le Juge de son office : Et si la partie le requeroit, la requeste seroit suspecte. *Recalere est repetere, renovare*.

Ciceroni, Virgilio, Tacito, Ulpiano, in l. 11. par. 1. de injuriis: quod Theophilus dixit Kuen in par. ult. Instit. eodem.

RECOLER LES TÉMOINS.] Auvergne, chap. 9. art. 4. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1514. & de l'an 1539. art. 149. 153. 165. Bayonne, tit. 26. art. 21.

Lorsqu'en matiere criminelle la déposition des témoins a été receuë par le Juge, il les *recole* pour sçavoir s'ils y persistent, & s'ils n'ont rien à augmenter ou à y diminuer. Et lorsque les témoins n'ont pas été entendus par le Ju-

ge, mais par exemple, par un Curé, qui après avoir publié Monitoire, a receu leurs revelations, le Juge les repete. Voyez M. Pierre Ayrault, livre 3. de l'ordre Judiciaire, n. 43. à la fin, page 451. de l'édition de 1810.

* **RECONNOISSANCE** ou reprise de fief.] Voyez *Reprise*.

* **RECONNOISSANT.**] Suivant l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 92. à la fin, le Reconnoissant est une enquête d'établissement, qui est faite de toutes les matieres contenues aux brefs de nouvelle dessaisine, de mort d'ancesteur, d'escaète, de mariage encombré, de douaire, de presentement d'Eglise, de fief & de gage, de fief & de ferme, d'establie, de surdemande, de fief lay & d'aumône, de lignage nié, & d'heritage.

Les formalitez qui devoient être observées en cette enquête sont expliquées au long dans le chap. 93. & les suivans de cette Coutume, auxquels le Lecteur aura, s'il luy plaist, recours.

Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *Recognitio*, rapporte les autoritez suivantes.

Vetus inquesta in-regesto Phil. Aug. habebat & Dominus Vernonis, omnia alia placita, & justitias excepto placito ensis & exceptis recognitionibus.

Charta communiz Rotomagensis an. 1207. Et habeant etiam placita de hereditatibus, & casallis suis, & conventionibus factis Rotomagi, & infra banleugam, salvo curiis dominorum qui ibi terras habuerint: qui domini habent curias hominum suorum, in villis tenendas usque ad recognitionem.

Recognitio dans ces deux Chartres ne signifie pas *reconnaissance d'écriture*, comme l'a crû cet illustre Auteur; mais il signifie enquête d'établissement, comme il paroist par le chapitre de l'ancienne Coutume de Normandie, qu'on a cité cy-dessus, & l'Ordonnance suivante de l'Echiquier. (Les Barons, & autres Justiciers de Normandie qui tiennent par Baronie &c.) ont le plect de leurs hommes de chastei & de rente congnues devant eux pour faire payer, enteriner, sans ce qu'ils en puissent connoître par enquête. Voyez l'ancienne Coutume de Normandie Françoisse fol. 108. de l'édition de 1552.

RECONVENTION N'A POINT DE LIEU EN COUR LAYE.]

Paris, art. 106. Cambrai, des actions, art. 52. Calais, art. 223. Lille, au titre des actions, art. 18. *Mutua est actio vel petitio, quæ jure probatur, ut compensatio locum habeat ejus quod invicem debetur, l. 1. par. ult. Quæ sententia, l. 6. Cod. de compens. At nostris non probatur, quia & compensatio non recipitur sine rescripto Principis, & est quasi mutua petitio, l. 1. Cod. Rerum amot. Propriè non est petitio, quia fit ipso jure, vel per exceptionem doli inducitur.*

RECORD.] Hainaut, chap. 55. 97. Mons, chap. 42. 43. Peronne, art. 13. 78. Tours, art. 369. Lodunois, chap. 15. art. 40. chap. 16. art. 1. Anjou, art. 413. Le Maine, art. 181. 423. Poitou, art. 84. 327. 395. Bretagne, art. 269. Bârl, art. 219. Et en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 56. de François I. de l'an 1539. art. 9. de Charles IX. de l'an 1560. art. 90. 92. 93. & de l'an 1566. art. 32.

C'est un témoin qui rei acta meminit.

RECORD.] Est racontement de chose qui a été faite. Normandie, chap. 101. RECORD, RECORDER. C'est recit, reciter & témoigner en Cour ce qui a été fait. Normandie, chap. 4. 9. 24. 40. 55. 60. 101. 121. & au Seyle de Liege, chap. 2. art. 8. chap. 18. & ailleurs : & au livre des tenures. Nos anciens usoient de témoignage plus que de registres, lettres ou contrats, même pour la preuve des choses qui s'étoient faites, dites, passées ou ordonnées en Justice sur le different des parties, d'autant qu'un temps a été en France que peu de gens sçavoient lire & écrire. *Sic litis contestatio nomen habet à testibus presentibus : utraque pars dicebat, Testes estote, & postquam res in judicium ducta erat, Judex testes poscebat.*

RECORD D'EXPLOITS.] Hainaut, chap. 55. 56. 72. d'hommes & de Mariaules : Hainaut, ch. 53. * Voyez Recorder, cy-après.

RECORD D'HOMMES.] Hainaut, chap. 61. 68. 77. 94. RECORD de Juges vivants. RECORD de loy. Cambrai, tit. 5. art. 5. 8. RECORD de la Cour au second livre de l'usage de Paris & d'Orleans. *Cum in testimonium vocamus eos qui negotio vel res gesta adfuerunt, aut cum ex actis fides fit Judici.* * Voyez Recorder.

* Loy faite par RECORD.] Dans l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 122. C'étoit une enquête qui se faisoit pour prouver ce qui avoit été décidé en jugement. *Recordatio*, dit l'Auteur de l'ancienne Coutume de Normandie latine, *in laicali Curia dicebatur quadam lex à Principibus instituta & à subditis generaliter observata : recitans per expressum testimonium recordatorum ea qua placitando in Curia dicta fuerant, vel qua pronuntiata fuerant, ut servarentur; quedam enim fiebant in Curia placitando, quedam pronuntiando. Placitando fiebant qua-*

cumque occasione mota querela deducebantur. Pronuntiando autem fiebant venditiones, attornationes & hujusmodi que fiebant in Curia, ut ejus recordationis retinerent fulsimentum. Recordatores autem dicebantur omnes persone in Curia assistentes, per quas Curia recordatio valebat celebrari, ut Princeps Normannie, Archiepiscopi, & omnes persone Dignitatem seu Personatum habentes in Ecclesia Cathedrali &c. L'Auteur de la Glose sur ce chapitre, dit qu'on ufoit anciennement de cette loy plus communément qu'on ne faisoit de son temps, où l'on se servoit d'écritures pour éviter la longueur & contention qui naissoient souventesfois de tels records. Il y en avoit de différentes sortes; sçavoir les records de Cour de Roy, d'Eschiquier, d'Assise, de Bataille, de Veue, & de Panage, qui sont expliquez par la Glose sur le même chapitre, & dont il est traité dans les chapitres 102. 103. 104. 105. 106. & 107. Voyez Terrien, livre 9. chap. 32.

* *RECORD de mariage.*] Normandie, chap. 386. 387. C'étoit le témoignage des proches parents qui avoient été présents aux mariages, & qui certifioient les conventions matrimoniales. Anciennement tous les contrats n'étoient pas rédigés par écrit, & souvent les douaires étoient assignés verbalement aux femmes aux portes des montiers ou des Eglises. Comme il se void dans les Commentaires d'*Hostiensis*, & dans ceux de Bracton & de Fleta. Ces anciens usages qui étoient une suite nécessaire de l'ignorance des bas siècles, est à présent abolie. Voyez Basnage sur cet endroit, & le mot *Douaire*.

RECORDER L'ADJOUR.] Valenciennes, art. 41. RECORD, art. dernier.

RECORDER LES EXPLOITS.] Hainaut, ch. 56. 58. .

RECORDER SES EXPLOITS ET DEVOIRS DE PRESENTATION.] Hainaut, ch. 62. Bretagne, art. 315. & es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 93. & suivans: *Ubi etiam hæc conjunguntur.* RECORDS & TEMOINS. EXPLOIT RECORDE' en l'art. 71. de l'Edit de l'an 1539. Qui a été fait par le Sergent en présence de témoins à ce appelez.

* *RECORDER les devoirs de loy.*] Cambrai, tit. 5. art. 9. Les devoirs de loy, sont les solennitez requises pour transférer la propriété d'un fonds ou pour constituer dessus une hypothèque: ce sont les vests, devests, saisines, dessaisines, adheritances & desheritances, ou les rapports solennels des heritages pardevant les gens de la Loy des lieux & Seigneuries dont les heritages sont tenus immédiatement, en mettant la main à la verge ou bâton que tient le Bailly ou Mayeur. Voyez les articles 1. & 2. du titre 5. de la Coutume de Cambrai.

Les devoirs de Loy selon l'article 5. du même titre, se doivent

prouver de deux manieres , ou par lettres en formes , ou par le record des Juges vivans.

Les lettres en formes sont les chartes parties, ou les doubles authentiques des contrats que l'on met dans une chambre de l'Hôtel de Ville destinée à cet effet, & que l'on appelle *ferme*; ce qui se pratique ainsi parce que dans le pays de Cambresis il n'y a point de Gardesnotes publics en titre d'office. Voyez *Charte partie*. S'il n'y a pas de lettre en forme, il en faut venir à la preuve par témoins, à laquelle on n'admet pas toutes sortes de personnes, mais seulement ceux qui ont été presens à la solemnité en qualité de Juges.

Selon l'article 9. du même titre, *un Bailly, Prevost, Mayeur ou Lieutenant étant accoutumé d'être presens, un homme de fief ou Eschevin peut recorder seul en dedans l'an des devoirs de loy passez pardevant luy, tant pour luy que ses compagnons decedez ou expatriez, en dénommans sesdits compagnons ou aucun d'iceux, & après l'an sur registre ou embrevure signée de sesdits compagnons : mais un record de deux ou de plusieurs d'iceux, se peut faire en tout temps & sans embrevure.*

Et selon l'article 7. *Témoins particuliers ne peuvent déposer d'œuvre ou devoirs de loy, si ce n'est en cas de violation de ferme, & de la mort de tous les hommes de fief ou Eschevins y ayant été presens.*

* *Criées RECORDEES.*] Normandie, art. 558. C'est à dire rapportées ou reconnues au plaids par le Sergent qui les a faites. Par un Eschiquier de l'an 1383. il fut ordonné que les Sergens viendroient recorder leurs Exploits aux prochains Sieges & Auditoires suivans de leurs exploits, sur peine d'amende. C'est de cet Eschiquier que la disposition de l'article 558. touchant le rapport des criées a été pris. Par Arrest du 20. Juillet 1624. il fut jugé sur la remontrance faite par le Procureur general du Roy, que tous records & reconnoissances qui se feroient par les Sergens ou les Huissiers de leurs exploits de saisies, criées & diligences de decrets, seroient par eux signez; & il fut enjoint aux Juges Royaux & Subalternes de les faire signer au bas de chacun desdits exploits de saisies & criées, qu'ils reconnoitroient & attesteroient veritables. avant que de proceder à la certification d'icelles à peine de nullité, & de répondre en leurs propres & privez noms de tous dépens, dommages & interests, & aux Greffiers de chacun Siege d'en faire mention aux Actes des records qu'ils délivreroient à part & separément suivant la coutume. Mais au rapport de Basnage ce Reglement n'a pas été suivi. Voyez Berault & Basnage sur cet article.

RECORDEURS.] Normandie, chap. 107. 108. 123. *Sunt testes qui rei acte adfuerunt, & meminerunt rei gesta.* Et par un Arrest donné à la Pentecoste 1273. celui qui s'étoit soumis aux records pour

prouver sa demande, n'est receu à la prouver par témoins, quoiqu'il en soit, que le records luy eût défailli.

* *Mestre des maisons & heritages à rente par RECOURS.*] Mons, chap. 12. C'est ce semble les donner à rente au plus offrant, ce qui paroist par ces mots de l'article 9. du même chapitre. *L'heure du recours sera le Dimanche à l'issue de la Messe Parochiale és lieux où l'on a accoustumé les recours passer par chandelle allumée, &c. V. Chandelle & Debours.* Il semble que les encheres ont été ainsi appellées, parce que ceux qui encherissent *reconvent*, pour ainsi parler, la chose les uns sur les autres. Voyez *Requeure*.

RECOUSSE ou ESCOUSSE.] Duché de Bourgogne, art. 7. Comté, art. 58. Hainaut, chap. 69. Tours, art. 204. Lodunois, chap. 19. art. 3. Vallançay, art. 9. Moulins en Berry, art. 3. Bretagne, art. 229. 649. ESCOUSSE: Bretagne, art. 407.

Quand les bestes ou gages pris par Officiers, Sergens, messiers, forestiers, ou par le Seigneur de l'heritage, ou son commis & député, leur sont ôtez par ceux qu'ils avoient dégagé, les ayant trouvez en dommage, ou qu'ils auroient executé: dont aussi est fait mention en la Coutume de Mons, chap. 50. de Montargis, chap. 4. art. 10. d'Orleans, art. 152. *Hi litem manu agunt, nec volunt sua per judicem resciscere.* Ou quand le debiteur executé & discuté vient dans les huit jours pour avoir ses meubles, qui auroient été vendus publiquement à la requeste de son creancier. Anjou, art. 490. Le Maine, art. 494. Aussi cette diction se prend pour le retrait lignager. S. Jean d'Angeli, art. 43. & pour le retrait conventionnel. Bretagne, art. 56.

RECOUSSE D'UN MALFAICTEUR PRISONNIER.] Poitou, art. 15.

POURSUITE ET RECOUSSE.] Amiens, art. 240.

RECOUSSE PAR GRACE.] Tours, art. 185. RAVOIR & RECUSSE: Lodunois, chap. 15. art. 28. Le Maine, art. 372. 373. Anjou, art. 91. Auquel lieu l'impression de Paris de l'an 1567. a laissé ce mot, & faut lire FAIRE LADITE RECUSSE, comme en la Coutume du Maine, art. 104.

Quand il est traité de la faculté & grace de pouvoir racheter un heritage vendu. Anjou, art. 126. 290. 291. 358. 362. 363. 456. 477. Le Maine, art. 136. 306. 308. 368. 403. 464. 483. Chasteauneuf, art. 24. 48. 83. Chartres, art. 18. 20. 22. 46. 74. 76. ausquels lieux cette grace s'appelle aussi faculté de recourir & remercer.

RENTE RECUSSE ET AMORTIE.] Anjou, art. 356. 358. Le Maine, art. 368. CHOSE RECUSSE. Lodunois, chap. 15. article 42. & en ladite Coutume de Chartres & de Dreux la rente à

recouffe est differente de la rente perpetuelle & à toujours.

* Rente à RECOUSSE, ou rente RESCOUABLE.] Chasteau-neuf, art. 48. C'est une rente rachetable.

RECREANCE.] Lille, art. 149. Hainaut, chap. 58. 63. La Marche, art. 42. & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 70. 74. 75. de Charles VIII. de l'an 1493. art. 58. de Louis XII. de l'an 1499. art. 83. 84. 85. de François I. de l'an 1539. art. 46. 59. 62. Acs, tit. 16. art. 1. La Bourr, tit. 16. art. 5. Solle, titre 30. art. 5. Bretagne, art. 165. & au Stile des Cours. Ou RECREANCE en la dernière Coutume de Lille, au titre des matieres possessoires.

Cum agitur de interdicto retinenda possessionis, laquelle doit être adjugée pendant le procez à celui qui a le plus clair & évident droit. En matiere & procez possessoire & pendant iceluy, le Juge adjuge par provision la recreance & possession de la chose contentieuse à celui des litigants qui aura fait apparoir qu'il a jouy la dernière année, & des derniers actes & exploits de la possession & saisine : *Ivo Episcopus Carnotensis Epist. 197. dixit Retrediam redemptionem. Lis est vindictiarum que à pleno possessoria differt & à sequestratione : vindicias possessionem appellamus, & rem de qua controversa est, ab eo quod vindicatur, Festus. Cum possessio rei controversa alicui tribuitur à Pretore usque ad finem judicii, & quamdiu incertum est quis debeas esse possessor : & ideo qui rem tenet, satisfacit adversario suo nihil se in possessione deterius facturum de qua iurgium est, Aconius in Verrinam 3. Hec possessio est fiduciaria sine custodia. Voyez ADPLEGEMENT. Possidenti datur vindictia : item momentaria possessio, ei qui vi dejectus est, aut alio modo : namque possessio turbata in primis reformanda est, quam quis iniquè aut vi occupavit, & momenti jure salva proprietatis causa res occupata per violentiam aut alio modo, reddenda est intra annum ei qui nec vi, nec clam, nec procario ab adversario possidebat. Hoc interdictum est momenti, *περίοχόντι*. Momenti vel statas reformatio, remota possessionis status integratio, ut appellatur à Symmacho, *Epistol. lib. 1. Epist. 68. & lib. 10. Epist. 41. 46. Celeris reformatio à nostris. Celeris redhibitio, l. 4. Cod. Theod. Unde vi. Celeris executio, l. 1. eodem Cod. de inquilinis. Vide l. 5. eodem Cod. de denunciatione, l. 1. eodem Cod. Utrum vi. l. 14. eod. Justinian. de Agriculis. Alia est quest. de jure possessionis, en laquelle se baille sentence de garde & maintenue. Alia proprietatis questio, principalis causa, questio dominii, qua secunda actio secundaria, l. ult. Cod. Quorum bono, l. unica. Cod. Theod. eodem. De causa momenti Cujacius Juris scientia celeberrimus lib. 1. Observat. cap 20. lib. 2. cap 35. SENTENCE DE RECREANCE, en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 14. Voyez le mot REINTEGRANDE. Sic ex 12. tabulis in**

causa liberali vindicta dabantur secundum libertatem : qui de statu suo litigabat constituebatur in possessione libertatis, sive peteretur in servitutem, sive reclamaret ad libertatem, l. 24. l. 25. par. licet. de liberali causa, l. 14. Cod. eodem.

RECREANCE DE BESTAIL PRIS AU DOMAGE D'AUTRUY.] Poitou, art. 78. S. Jean d'Angely, art. 17. Provision de Recreance. Lorraine, tit. 17. art. 3.

RECREANCE ET DELIVRANCE] Des loyers, pensions ou fruits de la chose obligée qui avoient été arrêtez & empeschez par un creancier. Nivernois, tit. 32. art. 11. Montargis, chap. 20. art. 7. Orleans, art. 351. Ou des biens pris par execution par un locateur sur un conducteur. Montargis, chap. 18. art. 2. ou d'autre cause, en l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 127.

RECREANCE DES FRUITS EMPESCHEZ.] Chasteauneuf, art. 47. Chartres, art. 45. Dreux, art. 34. Poitou, art. 55. 61. 85. 90. 91. 93. Saint Jean d'Angely, art. 20. 22.

Quand on fait délivrance à l'opposant des fruits & de l'heritage qui avoient sur luy été saisis & empêchez par le Seigneur censier pour les arrerages du cens à luy dû, ou autres devoirs feodaux. Le Style ancien de Parlement à Paris, chap. 13. §. 13. & chap. 26. §. 11. use de cette diction pour signifier la main-levée des biens saisis sur un criminel ou contumax, & au chap. 18. traitant des matieres possessoires.

RECREANCER.] Sens, art. 139. Recreance: Troyes, art. 102.

Quand le Sergent met à délivrance, à caution suffisante, les corps ou biens des bourgeois opposans, qui sont arrêtez ou empêchez par les officiers de quelque Seigneur subalterne.

* **RECREANT.]** C'étoit ainsi qu'on nommoit anciennement ceux qui en duel s'étoient rendus & confessez vaincus, lesquels étoient infames. Voyez le chap. 190. des Assises de Jerusalem. M. Du Cange dans son Glossaire sur le mot *Recrediti*, & sur les Etablissements, p. 189. 190.

* **Biens RECREUS & rendus.]** Bourbonnois, art. 103.

RECROIRE.] Hainaut, chap. 74. & au second livre de l'Usage de Paris & d'Orleans.

RECROIRE LES NAMPES A PLEGES.] Normandie, chap. 7. C'est les rendre & délivrer. **RECROIRE** signifie resaisir. *Recredere ut legendum in cap. 55. de appellatio. ex antiqua Decretali.*

RECROIRE ET RENDRE A L'EXECUTE' LES BIENS SUR LUY PRIS PAR EXECUTION.] Bourbonnois, art. 103. C'est les délivrer.

RECTEUR D'EGLISE.] *Qui Parochus, Paræcianus, Prælatas, Curio,*

Curio, Pastor, Plebanus, qui plebem regit, Presbyter, cap. 3. de vita & honestate Clericor. cap. ult. Ne Clerici vel Monachi. Recteur de College ou d'Université, qui scolas regit.

* *RECUSER.*] Nivernois, chap. 13. art. 5. Voyez *Rebinder*.

RECUSER, RECUSATION DE JUGE.] Dont il est ordonné par les Edits de France, & in l. 14. & ult. Cod. de judiciis, l. ult. Cod. de Sententiis & interloc. l. si pariter. dig. de liberali causa, & in Novellis Justiniani & jure Pontificio. Est judicem refutare, remove, rejicere quasi suspectum. Hæc recusatio dicitur παραίτησις in Novell. 82. Justiniani, ἀποβολή καὶ ἀπολῆξις κριτῶν in Glossis veterum.

Sors & urna sisco judicem adsignat: licet rejicere, licet exclamare. Hunc nolo, timidus est, Plinius in Panegyrico ad Trajanum. Ejero, iniquus est, M. Tullius, lib. 2. de Oratore & Philippica 12. Me iniquum ejerabant, de me querebantur. Forum sibi iniquum ejerare, Romam rejicere, Idem lib. 3. in Verrem. Sic judex datus rejiciebatur cum jurejurando. Vide Afconium, & Cujacium J. C. lib. 9. Observat. cap. 23. & ad Novell. 53. Justiniani. Porro neminem voluerunt majores non modo de existimatione cujusquam, sed ne pecuniaria quidem de re minima esse judicem, nisi qui inter adversarios convenisset, Tullius in Oratione pro Cluentio. Vir bonus autem qui de amico judex est ponit personam amici cum induit judicis: idem lib. 3. de officiis.

REDEVANCE.] Meaux, art. 22. Melun, art. 226. Sens, art. 146. Troyes, art. 50. 54. Chaumont, art. 43. 57. 102. Vitry, art. 16. Bar, art. dernier. [Ou *REDEV OIR.*] Montargis, chap. 3. art. 7. Orleans, art. 120. 127. 219.

Sont les devoirs ou charges, ausquelles les propriétaires sont tenus envers quelque Seigneur feudal, censuel, rentier, pensionnaire, ou terrageur.

* *REFERER.*] Mons, chap. 12. C'est encherir. Le Darrain referant & encherissant dans l'art. 3. du même chapitre.

REGAIN.] Melun, art. 301. Sens, art. 148. Auxerre, art. 263. Sedan, art. 301. ou *REVIVRE.* Berry, tit. 10. art. 6. Nivernois, tit. 41. art. 123.

C'est la seconde herbe d'un pré, quand un pré porte deux herbes en une même année.

LES REGAIRES] De Nantes, de Cornuaille, de Vennes, de saint Briene, de Treguier, dont la jurisdiction appartient au Juge & Seneschal de l'Evêque, & qui ressort nûment en la Cour de Parlement de Bretagne, qui en a seule la connoissance par appel, dont est souvent fait mention au Recueil des Arrests dudit Pays.

DROIT DE REGALE.] Qui appartient au Roy pour l'investi-

ture des Evêques & Abbez, qui à Principe solent regalia per sceptrum accipere præsita fidelitate & hominio: Nec Episcopus electus debet consecrari antequam à Principe investitus fuerit. Reges autem Francia vacante Cathedra usurparunt potestatem conferendorum beneficiorum, atque etiam vacantis Ecclesie redditus: Cujacius nulli secundus sæculi sui ad tit. 1. lib. 3. de feudis, & Hosomanus J. C. Regalia etiam dicuntur jura Ecclesiis collata munificentia regum, de quibus Episcopum nominatim investiri moris est, cap. 1. de his qui à majori parte capituli in collectione tertia Decretalium, cap. 8. de rebus Ecclesie alien. in Gregoriana compilatione. Porro Regalia definiuntur constitutione Frederici de jure fisci: & à Doddechneo Abbate in appendice Mariani Scoti. Le droit de Regale adhère à la personne du Roy, & ne se peut transporter, ny commettre ny aliener: Il est dû pour la garde, & n'est en fruit, comme quelques-uns estiment. D'autres écrivent que ce droit est de bail, garde, protection ou patronage. La Regale & l'œconomat dure jusques à ce que l'Evêque ait fait son serment de fidélité en personne; & obtenu du Roy Lettres pour la délivrance de son temporel, & collation de ses Benefices, & icelles verifiées en la Chambre des Comptes & main-levée executée. En Regale suffit vacance de fait ou de droit. Et n'est besoin que la Prebende, Dignité ou Benefice vacque de droit & de fait ensemble. Et pour faire ouverture de Regale suffit qu'il n'y ait possesseur naturel & actuel du Benefice prétendu vacant en Regale. La Cour de Parlement à Paris prétend avoir seule la connoissance des Regales. En quelques Eglises le Roy a Regale pour les fruits seulement, & non pour la collation des Benefices: comme la collation ne faisant partie des fruits de l'Evêché ou Archevêché. Et faut noter que le Regaliste doit plaider saisi, & jamais l'on n'ordonne sequestre contre luy; & que non seulement le possessoire, mais aussi le petitoire des Benefices vacans en regale doit être jugé en Parlement, privativement à tous autres Juges tant d'Eglise que seculiers: Et que les Benefices électifs ne tombent en regale, & qu'après trente ans on ne peut proposer ouverture de Regale. Comme appert par plusieurs Arrêts de la Cour de Parlement à Paris, recueillis par du Tillet Greffier Civil de la Cour. Aussi ce droit s'ouvre par la promotion au Cardinalat ou Patriarchat, & n'est clos par souffrance ny autrement, jusques à ce que le successeur Evêque ou Archevêque ait fait & prêté au Roy le serment de fidélité, & qu'il ait été enregistré en la Chambre des Comtes, & que le Receveur ou Commissaire de la Regale ait reçu mandement de la Chambre pour luy délaisser la pleine jouissance de son Benefice. Il est fait mention de ce droit de Regale en l'Ordonnance du Roy Philippes le Bel de

l'an 1302. art. 3. & 4. de Philippes de Valois de l'an 1334. de Charles VII. de l'an 1453. art. 5. & 76. du Roy Louis XII. de l'an 1499. art. 11. & 12. Ce droit appartient au Roy pour la provision, collation, & présentation de quelques Archevêchez, Evêchez, Abbayes & autres Benefices de son Royaume, qui sont de fondation Royale. Le President Guymier sur la Pragmatique: le President le Maistre en son traité des Regales, *Choppinus, lib. 2. de dominio cap. 9. Ruzius & Probns*: Pasquier au livre 3. des Recherches, chap. 27. 28. 29. le Roy a fait don de la moitié des Regales au chapitre de la sainte Chapelle du Palais à Paris, & l'autre moitié est réservée pour l'entretien d'icelle & des maisons canoniales. Par l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1552. fait pour la Jurisdiction des gens du grand Conseil, ils ne connoissent de la Regale, mais le Parlement de Paris seulement. Plus le Roy a autre droit de Regale en Normandie, quand plusieurs Seigneurs sont en different & procez pour le patronage d'un même Benefice, & ce droit dure jusques à ce que le litige soit vuide par sentence ou appointement omologué en Justice. *Sed & Nicephorus Phocas legem iulerat ne injussu Imperatoris ullus crearetur Episcopus, teste Cedreno & Zonara. In more fuit defuncto Episcopo ut Ecclesia cui presuerat, pedum & anulum transmitteret ad Imperatorem, ab eo petens sibi dari Episcopum.*

LA REGALE.] Artois, art. 23. 24. & en l'ancienne Coutume d'iceluy Comté, art. 17.

Qui est quand le Seigneur feudal prend & applique à son profit les fruits des heritages de fief ou Cottiers, à faute de les relever & droiturer. [REGALER.] Artois, art. 20. Senlis, art. 159. 205. 245. 253. & en l'ancienne Coutume de Valois, art. 41. & en l'ancienne Coutume d'Artois, art. 16.

LA REGALE DE THEROANE.] En la Coutume de cette Ville, d'autant que l'Evêque de Theroane en est Seigneur temporel, & y a toute Justice haute, moyenne & basse en amortissement real.

GARDIEN ET REGARD.] En Froissard.

* *Retenir son REGARD.*] Au Style de proceder de Normandie, & dans le Commentaire de Terrien au titre de querelles de fief vendu ou clamours de Marché de bourse. C'est retenir la faculté d'assister en cause, pour voir ou regarder ce qui s'y passe.

Lorsqu'il y a plusieurs clamans ou retrayans, & qu'un laisse la poursuite de la clameur à un autre, celui qui a laissé ainsi la poursuite, peut *retenir son regard*; & si l'autre a qui la poursuite a été délaissée commet quelque fraude avec le tenant, celui qui *a retenu son regard*, peut retourner à la poursuite de sa clameur, & reprendre son procez.

au même état qu'il étoit lorsqu'il le laissa. De sorte que la poursuite étant adjugée à un des clamans, il doit proceder avec le tenant, & les autres clamans qui ont retenu leur *regard* sont *regardans*, & assistent à toutes les journées, s'ils veulent, pour voir s'il n'y a pas de collusion. Voyez Terrien, livre 8. chap. 26. p. 325. de l'édition de 1654. Voyez *Repetition de retrait*.

* *REGARDS*.] Hainaut, chap. 105. art. dernier. Sont des Inspecteurs.

* *REGE MENT*.] Dans la Preface des Assises de Jerusalem. C'est à dire gouvernement.

REGENTS ET REGEANCES] Du Royaume de France; à cause de la minorité, absence, prison, ou indisposition des Rois, dont le Greffier du Tillet a fait un chap. en ses Memoires. *Tractant nostri an fœmina excludi debeat ab administratione regni si non admititur ad successionem.*

DROIT DE REGISTRE] ou Contentor, qui appartient aux Audienciers & Controlleurs des Chancelleries: en l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1551.

DROIT DE REGISTRE.] Vimeu, art. 1. Qui est dû au Seigneur pour être ensaisiné de l'heritage cottier, & est de quatre deniers. Ou de *Registration*, au Style de Liege, chap. 5. art. 9. qui est dû pour insinuer en Justice un transport d'heritage, de cens ou rente, ou pour l'approbation d'une saisine: *De Regestis & regerendariis vel Regendariis loci observantur ab eruditiss. In Officio Praefectorum Praetorio, & Praefecti urbis, & magistri peditum vel equitum Praesentialis, & Comitiss Africa, & Comitiss litoris Saxonici, & Ducum & Praesidum quorundam fuit Regerendarius, Commentariensis, Singularii & Exceptores singulares: Regesta sunt acta judicii, ὑπογράφματα, σπουδαίους, & in Justiniani Novella 17. ἐκδόσις: Julianus interpretatur exemplaria census. Hypomnemmatographi sunt Commentarienses, Memoriales, Actuarii: Qui & à commentariis, puta beneficiorum, vehiculorum, rationis vel vigesima hereditatum, ut in inscriptionibus: De actis Senatus vel populi Lipsius ad lib. 5. Annal. Taciti.* * Voyez *Droit de Placet*, lettre P.

REGRATIERS.] De sel, de vivres, de marchandises, qui en font provision & achat, pour en faire revente aux particuliers.

REGREZ] Quand par convention le resignant s'est réservé de pouvoir dans certain temps rentrer en son Benefice. Telle reservation est illicite.

* *Terres demeurées à REJETS*.] Herly, art. 4. Sont des terres abandonnées, incultes, & comme rejetées.

REILHAGE.] La Marche, art. 332. C'est le Charruage, le

Trainage & suite de disme. Ce n'est pas le droit de Terrage, Champart ou Agrier.

Rayoner une terre c'est la cultiver : & ce que nous appellons aujourd'hui *fillon*, étoit nommé autrefois *roye*, ou *raye de terre*. En quelques Provinces le soc d'une charruë a été appelé *reille*, parce qu'il fait des *rayes* ou *rayons* à la terre en la fendant. De *reille* on a fait *reiller* pour labourer, & *reilhage* pour labour. Callæus fait venir ce mot de *regula*, mais sans raison. Dans la Coutume de la Marche, comme dans celle de Berry, art. 18. tit. 10. & dans celle du

Nivernois, chap. 12. il y a droit de suite pour les dixmes, en sorte que si la terre qui doit dixmes est dans une dixmerie, & si les bœufs qui la labourent sont couchants & paillants dans une autre dixmerie, la dixme se partage par moitié, soit entre gens d'Eglise ou autres, à cause de la suite des labours & semences sans lesquels la terre n'auroit rien produit. Ce droit est appelé en quelques lieux *trainage* ou *train d'areau*, & en d'autres *retours de bœufs*.

SENTENCE OU INSTANCE DE REINTEGRANDE.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. art. 62. 63. & du Roy Henry II. de l'an 1559. art. 14. & es Ordonnances du Duc du Buillon, art. 247. 248. 249. Bretagne, art. 165.

Cum is qui se à possessione rei sue dejectum conqueritur, desiderat eam recuperare, si ex possessione fundi vel adium vi aut alio modo, ut puta dolo, metu, aut iniquo iudicio, aut pretextu rescripti Principis vel precepti iudicis aut mandati dejectus fuerit: namque ei restituenda est possessio: quamquam injusta fuerit: quandoquidem qui putat se aliquas petitiones habere, debet actionibus experiri & per iudicem reposcere, non in rem debitoris intrare nullo id concedente: debet petitor esse & interim adversarius in possessione morari, l. creditores 7. D. ad leg. Juliam de vi privata, l. exstat. 13. D. quod metus causa. Spoliatus momentaria possessioni sine ulla cunctatione, dilatione, exceptione restituendus est, & reformandus est status qui per injuriam sublatus est, l. 1. Cod. si per vim. Et hac causa momenti max audienda est & expedienda, l. 8. Cod. Unde vi. Remota compensatione, l. ult. Cod. de compensatio. & appellatione, l. unica. Cod. si de momen. poss. Ei quem constiterit vi expulsum jura amissa possessionis reparanda sunt & protinus restituenda, & ante omnia violentia causa examinari debet, l. 7. Cod. ad l. Juliam de vi publica, l. 1. Cod. de appellat. l. 37. dig. de Judiciis, l. 5. dig. Ad legem Juliam de vi publica. Quæ obloqui videntur. Reformationem autem desiderat non tantum qua vi erepta est possessio, sed & qua quolibet modo perperam invasa, erepta, inturbata, inquietata est. Porro invasio appellatur ἰποδίασις à Theophilo, Lib. 4. Institut. tit. 2. Invasor est ἰποδίαστης. Et iudices apud quos de recuperanda possessione agitur à Cicerone appellantur Recuperatores in Orat. pro Cæcinnæ, qua versatur in interpretatione interdicti unde vi. Par-tant autre est l'instance & sentence de reintegrande, autre de la

recreance; autre de la garde & maintenue qui est au plein possessoire, *de jure possessionis*. Mais la reintegrande & la recreance ne sont que provisoires, *quarum nomine plenè & exactè non cognoscitur de jure possessionis, sed summatim pendente lite: in eis vertitur momentaria possessio. Nec dixeris omne interdictum esse momentarium: hujusmodi non est adipiscenda vel retinenda possessionis interdictum, sed recuperanda tantum quæ momenti actio.*

REINTEGRATION.] Hainaut, chap. 53. 58. & en la Coutume locale de S. Sever, tit. 1. art. 15. La Bourr, tit. 16. Solle, tit. 30.

Celui qui a été spolié de sa possession se peut pourvoir par reintegrande ou action dedans l'an & jour de la spoliation, afin d'être remis & réintégré en sa possession. *Cum vis autem nulla intercessit, & absentis domini vacua esset possessio, possessio restituenda est non propriè interdicto unde vi, quia vis nulla illata est, sed generali interdicto restitutorio ex generali jurisdictione, ait l. ult. Cod. unde vi. Momentaria autem possessionis interdictum hodie beneficium reintegrande possessionis appellamus, cujus usus ductus videtur ex l. 5. & 8. Cod. unde vi. l. 1. Cod. si per vim. Cujacius summus J. C. lib. 19. Observat. cap. 16. Voyez le mot RECREANCE.*

RELATER.] Bourbonnois, art. 159. * Voyez Rapport.

RELATION LIBELLE'E.] Auvergne, ch. 2. art. 10. 11. **RELATION** d'ajournement au procez verbal de la Coutume de Berry. * Voyez Rapport.

RELATION DE SERGENT.] Meaux, art. 83. Valois, art. 184. Ponthieu, art. 101. 179. Hainaut, art. 68. Montargis, chap. 19. art. 1. & 3. Orleans, art. 339. 341. Anjou, art. 411. Le Maine, art. 422. Poitou, art. 84. Bretagne, art. 77. 123. Peronne, art. 13. ou d'autre Officier. Bretagne, art. 81. ou des Pairs qui ont posé ajournement au Roy d'Angleterre, au chap. 34. de la vieille Chronique de Flandres.

C'est l'exploit par lequel le Sergent rapporte au Juge qu'il a ajourné tel, à la requeste de tel, pour telle cause, ou qu'il a fait telle saisie, arrest, execution, ou criées. Voyez le mot RAPPORT.

MINEUR RELEVE'. Berry, tit. 8. art. 25. tit. 19. art. 19. & souvent ailleurs. Quand le mineur de 25. ans qui a été déçu ou circonvenu est restitué en entier par Lettres Royaux enterinées en justice.

* **RELEVEMENT.**] Mets, tit. 4. art. 31. &c. C'est un droit par lequel un rentier postérieur peut déjeter de l'héritage hypothéqué, un rentier antérieur, à qui l'héritage a été assuré, en offrant & payant au rentier antérieur ce qui luy est dû. La même Coutume tit. 4. art. 26. *Celui qui est mis en possession de quelque héritage, pour cens non*

payé, n'en peut être déjeté par un rentier postérieur, que par relevement, & paiement en vertu d'iceluy; mais si le possesseur est poursuivi par un rentier premier en hypothèque, en ce cas sera tenu de payer sa rente, ou de quitter l'héritage. Voyez *Assurement*.

RELEVEMENT ET REVESTEMENTS.] Lorraine, tit. 16. art. 9. * Voyez aussi l'article 320. & les mots *Relever & Vest*.

RELEVER SON APPELLATION.] Senlis, art. 46. Douvens, art. 5. & 6. selon l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 218. & es Ordonnances Royaux en la Coutume de La Bourr, tit. 1. art. 6. Berri, tit. 2. 36. 37. Cambrai, tit. dernier, art. 1. & 3.

Quand l'appellant prend commission en Chancellerie, ou au Greffe du Juge Supérieur qui doit connoître de la cause d'appel, pour faire ajourner le Juge qui a appointé, prononcé ou ordonné, ou le Seigneur Justicier du Juge duquel est appel, & pour faire intimer la partie adverse qui a eu gain de cause, ou au profit de laquelle l'appointement a été baillé, ou la commission octroyée, & dont est appel. Toutesfois les appellans de question, & de peines afflictives de corps, & quand il est requis envoyer les prisonniers pour être ouïs en Parlement par leur bouche, ne prennent point de lettre de relief en Chancellerie. *Appellatur judex major, ad quem fit provocatio. Etiam lex appellatur, qua scripta est ad vindictam injuriarum omnium. Porro hodie in foro quod civile vocant ad differentiam Ecclesiastici, non utimur libellis appellatoriis nec dimissoriis, qui & Apostoli dicuntur.*

RELEVER LE BAIL.] Ponthieu, art. 29. 30. tant pour raison des tuteurs que pour raison du mari.

RELEVER LE MINEUR DE BAIL.] Amiens, art. 128. 130.

Quand le Baillistre relève le fief de son mineur du Seigneur dont il est tenu. * Voyez cy après *Relief de Bail*.

RELEVER ET DROITURER SON FIEF.] Clermont, art. 88. Valois, art. 68. Ribemont, art. 16. Channi, art. 73. 91. 92. 94. 102. Et en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 19. & de Beauquesne, art. 19.

RELEVER ET PAYER DROITURE.] Chalons, art. 219. Channy, art. 78.

C'est payer au Seigneur feudal le relief ou rachat & ses droits & devoirs. RELEVER le fief de main & bouche, en la Coutume des fiefs du Comté de Namur.

RELEVER LES HERITAGES DE FIEF, OU COTTIERS.] Artois, art. 20. & souvent en la Somme rurale, *quasi morte vassalli vel alienato fundo feudum ceciderit. Solet autem novus vassallus domino prestare sisdixtioni introitus causa vice honorarii, quod etiam Relevium appellatur in Constitutio. Neapol. lib. 3. tit. 25. Ut fundo emphyteusio alie-*

nato pars pretii vel estimationis loci quinquagesima domino praestatur pro subscriptione sua & investitura ex l. ult. Cod. de jure emphyt.

RELEVER LE FIEF, SON HERITAGE, OU TENEMENT POUR EN ETRE ADVESTI.] Paris, art. 39. Saint-Quentin, art. 59. Laon, art. 215. 219. Chalons, art. 167. 179. Amiens, art. 1. 5. 9. & ailleurs. Monstreuil, art. 3. 4. 5. Peronne, art. 21. 24. 38. 153. 173. 186. 224. Froissart, au 1. livre chap. 27. au livre 4. ch. 37. Cambray, tit. 1. art. 2. 24. 26. 29. tit. 26. art. 12. Valenciennes, art. 81. 91. Namur, art. 69. 70. 73. 76. 79. & en la Coutume des fiefs du Comté de Namur. [**RELIEF DE FIEF.**] Peronne, art. 37. Auxerre, art. 70. 71. 76. 78. 79. 80. & au chap. 25. du Style de Liege, art. 10. & suivans. Cambray, tit. 1. art. 2. 27. 28. Froissart, liv. 3. ch. 85. au liv. 2. ch. 8. des Tenures. Lille, tit. 1. art. 35. 36. 38. Hesdin, art. 12. Quand le vassal ou sujet reconnoît son Seigneur à la nouvelle mutation & ouverture.

RELEVER LA PROPRIETE.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 16. [**RELIEF DE PROPRIETE**] Qui est dû au Seigneur feudal par le propriétaire. S. Omer, art. 20. & en l'art. 44. de celle qui est sous Artois, imprimée l'an 1553. & autre plus ample imprimée à Arras 1589. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 13. 17. de Monstreuil, art. 16. 36. & au commencement du chap. 26. du Style des Cours & Justices seculieres du pays de Liege : Auquel lieu il faut ainsi lire : & ensuite **RELIEFS PROPRIETAIRES.**

RELEVOISONS A PLAISIR.] Orleans, art. 115. 116. 121. 122.

Pour lesquelles est dû au Seigneur censuel le revenu de l'heritage pour un an : & sont dûes & acquises par toutes mutations procedantes du côté de ceux au nom desquels les cens se payent, & ont accoutumé être payez, soit par mort, vendition, ou autrement. Comme aussi en quelques lieux le revenu d'un an qui se paye au Seigneur feudal pour le profit de fief, s'appelle **RELIEF à MERCI** : *Non à Mercede, ut quidam imperite scripsit.*

RELEVOISONS DU DENIER SIX.] Orleans, art. 117. 118. 124. 134.

Quand au Seigneur de la censive sont dûs six deniers pour chacun denier du cens par toutes mutations de ceux au nom desquels le cens se paye, & a accoutumé d'être payé.

VENTES ET RELEVOISONS.] Orleans, art. 282. & au second livre de l'Usage de Paris & d'Orleans. **RELIEF** : Monstreuil, art. 8. Vimeu, art. 1. Normandie, chap. 31. 33. 34. 35.

Quand le nouveau Vassal relève de son Seigneur feudal, & luy paye certaine somme taxée par la Coutume.

* **RELHEU.**] Bearn, Rubr. de Taxas. C'est un relief.

* **RELIETE.**

* *RELICTE.*] Dans l'ancienne Coutume de Channy, art. 25. C'est à dire *veuve* ou *déguerpie*. *Tabular. Nantoliens. in Picton. an. 1373.* Marguerite de la Roche déguerpie de feu Hymon jadis Seigneur de A.

RELIEF.] Boulenois, art. 6. 7. 8. 17. & ailleurs : & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 253. 255. 260. & suivans. Hesdin, art. 22.

Qui est dû au Roy par les Baronies, Pairies ou Chastellenies : ou aux Eglises, Barons, Pairs & Chastelains pour raison des fiefs. Boulenois, art. 17.

RELIEF DE BAIL.] Clermont, art. 87. 88. Theroane, art. 9. S. Paul, art. 11. & autre sous Artois. Channy, art. 78. 95. Ponthieu, art. 28. Boulenois, art. 48. Artois, art. 26. 27. Peronne, art. 51. 231. Amiens, art. 8. Montreuil, art. 16. auquel article, ce relief est distingué du relief de propriété. Comme aussi en la Coutume de S. Omer sous Artois, art. 44. & en l'art. 2. de celle de l'an 1589.

Le Relief de bail est dû par le mary qui a épousé une fille ou veuve à laquelle appartient un fief par succession directe ou collaterale, ou par donation : encores qu'elle, auparavant leur mariage, ait relevé & droituré : Et vaut la valeur d'une année du fief, & d'iceluy le mary doit faire hommage au Seigneur feudal. Le mary est tenu relever l'héritage de sa femme, parce qu'il est étrange personne. Senlis, art. 167. Le mary doit relever comme *bail de sa femme* pour deservir le fief. Amiens, art. 9. & 10. Mais n'est tenu le baillistre, tuteur ou curateur payer relief de bail, mais relief de propriété ; & quelquefois le mary doit les deux reliefs, & en quelques lieux le relief de propriété seulement, & non le relief de bail, comme à saint Omer, art. 20. sous Montreuil, & art. 44. sous Artois. Voyez *Bail de Mariage* cy-devant, & *Relief de Bail*, à la Lettre B.

RELIEF DE BAIL.] Boulenois, art. 48. & ainsi faut lire en l'art. 95. de l'ancienne Coutume : qui est après le trépas du mary. Toutefois n'est dû par la Coutume de Boulenois, ny aussi par la Coutume d'Artois, art. 26.

RELIEF DE BOUCHE.] Herly, art. 1. & 2.

Quand le vassal ou tenant Cottier reconnoît tenir son héritage de quelque Seigneur.

RELIEF DE CHAMBELLAGE.] En l'ancienne Coutume de Beauquesne, art. 19.

Lequel le mary doit quand durant le mariage un fief échet à sa femme.

RELIEF DE CHEVAL ET ARMES.] Cambray, tit. 1. art. 50. 51.

DROIT DE RELIEF.] Qui est par la Coutume d'Amiens, art. 11. *Partie.*

7. de soixante sols parisis pour chacun fief noble tenu en plein hom-mage : Et de dix livres parisis pour chacun fief tenu en Pairie. *Libro 3. Constitut. regni Sicilia, tit. 25. fit mentio relevii usque ad quantita-tem decem unciarum auri.* Et par la Coutume de Peronne, art. 34. c'est le revenu de l'année de l'ouverture du fief, ou la troisième partie du revenu de trois années précédentes accumulées ensemble au choix du Seigneur. Et par la Coutume de Paris, art. 47. & par plusieurs autres, droit de Relief est le revenu du fief d'un an : ou le dire de preud'hommes, ou une somme pour une fois offerte de la part du vassal, au choix & élection du Seigneur féodal.

PROFIT OU DROIT DE RELIEF.] Paris, art. 3. 5. 6. 33. 35. & suivans, & art. 358. Blois, art. 124. 125. Dunois, art. 32. Amiens, art. 7. & ailleurs. Douvens, art. 1. Qui est de douze deniers pour un de-nier de cens, par la Coutume de S. Aignan, art. 9. de Valançay, art. 1. de Selles, art. 3. Ou le revenu d'une année en chose féodale. Se-dan, art. 45. 47. 49. & suivans. Dourdan, art. 22. 24. 26. & par plu-sieurs autres Coutumes. Voyez le mot RACHAPT.

* *Le frere aîné en la foy acquitte ses sœurs de leur premier mariage, tant de la foy que du RELIEF où il est dû RELIEF.*] Paris, art. 35. Ces mots où il est dû relief ne doivent pas s'entendre du Vexin François ; car dans le Vexin François le frere en portant la foy n'acquitte pas ses sœurs du relief pour leur premier mariage ; mais ces mots doivent être entendus des second, troisième, & autres mariages de sœurs, qui sont néanmoins les premiers qu'elles contractent après le decez de leur pere, pour lesquels le relief seroit dû, s'il n'y avoit pas de frere, qui les en acquittât, en portant la foy. Quant aux filles qui n'ont pas été mariées du vivant de leur pere, soit qu'elles ayent un frere ou qu'elles n'en ayent pas, elles ne doivent jamais de relief pour le premier de leurs mariages, qu'elles contractent après le decez de leur pere. Voyez mes Notes sur l'art. 35. & 36. de la Coutume de Paris.

RELIEF HERITIER.] Saint Paul, art. 11. & en celle qui est plus ample, art. 22. 24. & autre sous Artois. Signifie le relief de propriété.

RELIEF A MERCI.] En la Coutume locale de S. Piat de Seclin sous l'Isle, qui est de trois années l'une.

RELIEF DE PLUME.] Theroane, art. 9. Voyez le mot PLUME.

RELIEF DE RENTE.] Theroane, art. 11.

Qui est dû au Seigneur à la mort du tenant Cottier.

RELIEF SIMPLE.] Ponthieu, art. 28. 31. Artois, art. 158. à sça-voir quand il n'est dû que relief de propriété par la femme, & non relief de bail. Ou bien quand il n'est dû aucun Chambellage, à la

différence du relief double. Ponthieu, art. 29. 31. Quand le tuteur ou mary a payé le relief de bail, & a relevé pour le mineur ou pour la femme.

RELIEFS.] Qui au Seigneur de Herbaut du Bailliage de Touraine appartiennent & luy sont dûs par le trépas de ceux qui tenoient en sa Seigneurie des terres censivement; & pour ce les heritiers payent vingt deniers de vingt sols du prix desdits heritages. Ce droit aussi appartient à aucuns Seigneurs censuels au pais d'Anjou, art. 156. du Maine, art. 174. de Chartres, art. 48. de Blois, art. 44. Hesdin, art. 14. 15. & 16.

* *RELIEFS d'appel.*] Voyez cy. devant *Relever son appellation.*

TELS CENS, TELS RELIEFS.] Blois, art. 109. S. Aignan, art. 9. Haute-Roche, art. 1. à la différence du pur cens, qui est seulement dû sans aucun relief.

VENTES ET RELIEFS.] Blois, art. 109. 135. S. Aignan, art. 9. Selles, art. 3. Molins en Berry, art. 1. Valançay, art. 1.

BELIEFS d'illico.] C'étoit des Lettres de Chancellerie, par lesquelles celui qui n'avoit pas interjeté appel d'une Sentence au moment qu'elle avoit été prononcée, étoit relevé de cette omission, & du laps de temps. Voyez Imbert dans sa Pratique, livre 2. chap. 4. nomb. 10. le Commentaire de Guenois en cet endroit lettre O, & Bouteiller dans sa Somme, livre 1. tit. 20. page 91. à la fin.

RELIQUA.] Melun, art. 41. Sens, art. 78. Troyes, art. 116. Reims, art. 109. S. Paul, art. 9. Artois, art. 160. Berry, tit. 1. art. 31. tit. 9. art. 21. tit. 18. art. 24. *Reliquatio*, λοιπογραφία, à ἰλοισπάδες: *examinatis videlicet rationibus computatis & disputationibus. Exploratur autem imputationes probè an improbè referantur. Accepta rectè relata, an non rectè: Rationes conferuntur in acceptis & datis, percontantur, excutuntur, & ratio ponenda est secundum fidem acceptorum & datorum, l. cum servus 82. l. qui sub conditione. III. de condit. & demonstrat. l. 6. par. ult. de statu liberis, l. 2. par. quod de frumentaria: de administr. rerum, l. 56. de verborum signific.*

Le Reliqua c'est ce que le comptable doit par l'arrêté & clôture de son compte, quand la mise doit à la recette, pour avoir été moins mis & dépensé que reçu. Comme un Commissaire qui a rendu compte du regime des heritages saisis. Nivernois, tit. 32. art. 30. ou les Sergens qui sont comptables des salaires & amendes de Justice qu'ils reçoivent, ou des deniers provenans des biens qu'ils ont discuté. Hainaut, chap. 50. 68. ou les executeurs testamentaires: Nivernois, tit. 33. art. 9. ou les tuteurs & curateurs: Tours, art. 350. 351. Anjou, art. 85. Le Baillistre ou le gardien: Tours, art. 341. Anjou, art. 88. ou

un Receveur des deniers du Roy ou d'autrui, qui est reliquataire & debiteur. Et au contraire, quelquefois la recette doit à la mise pour avoir été plus mis & employé que reçu. *Interdum etiam constant rationes accepti & expensi, cum patet sunt. Pariator in l. Julius 81. de condit. & demonstrat. αλοιπατος opponitur reliquatori: Non debitor debitori: Pariationes in l. ult. de conditione indebiti. Pariare. l. 4. par. si ab ignot. de manumiss.*

RELODS.] En vente d'heritages censuels en la Chastellenie de Provins ressort de Meaux: Qui est dix deniers pour livre en la Chastellie de Montereau au même ressort, quand le vendeur doit avoir son argent franc.

* **REMBAGE & Reachat.**] Binch, art. 61. Voyez Raambrev.

REMERÉ.] Montargis, chap. 2. art. 25. 33. 41. 46. 47. chap. 16. art. 16. 25. Orleans, chap. 1. art. 76. 88. 110. 112. 126. 175. 274. 286. 295. Chartres, art. 18. Blois, art. 82. 83. 116. Bourbonnois, art. 23. 279. 295. 423. 431. 474. 484. Auvergne, chap. 25. art. 13. Poitou, art. 320. Bourdelois, art. 15. 96. Bretagne, art. 56. 287. Sedan, art. 136. Acs, tit. 9. art. 42. tit. 10. art. 12. 13. S. Sever, tit. 8. art. 6. Berry, tit. 5. art. 49. 50. tit. 6. art. 8. tit. 12. art. 11. tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3.

C'est le rachat de rente assignée ou d'heritage vendu, qui s'appelle aussi Grace ou faculté de Reméré ou de rachat, ou de ravoir & remerer. Le Maine, art. 104. Tours, art. 148. Auvergne, chap. 16. art. 21. Bourdelois, art. 16. Auxerre, art. 99. 185. Lodunois, chap. 16. art. 3. Anjou, art. 91. Meaux, art. 38. Vitry, art. 107. Chaumont, art. 91. Troyes, art. 100. Artois, art. 67. Montargis, chap. 1. art. 77. 78. chap. 2. art. 46. ch. 16. art. 16. Et faculté redemptive & de reméré. Montargis, chap. 8. art. 10. où il est parlé du rachat d'une rente constituée. Cette faculté est de rachat, *Cum convenit ut intra certum tempus vel quandocumque emptori reddito pretio à venditore res sit inempta.* Voyez les mots RACHATP, RESCOUSSE. *Hac que satis nota sunt, accuratè conquisi, quia presens opus id exigit, non ut supervacua discas in tanta temporis egestate: Animus est ut ex hoc Indice tibi sit aditus ad questionem propositam, quam superioribus locis definitam invenies.*

REMISE.] Quand les parties de leur consentement mettent état en la cause jusques à certain temps.

REMISSION.] Qui se baille par le Roy en forme de Charte en cire verte & lacs de foye, & pour les cas qui requierent punition de mort. Mais le pardon se donne par Lettres scellées sur double queue en cire jaune, & au cas qui requiert punition corporelle autre que de mort. Et la grace est un nom general qui comprend sous

soy remission & pardon, comme quelques praticiens observent. Terrien sur le chap. 41. du livre 12. du droit de Normandie. Voyez le mot GRACE. *Vespasianus reis tam innoxiiis quàm nocentibus absolutiones venditabat, Suetonius, cap. 16. cujus liber paucorum est versuum, sed laudandus & perutilis, ac eruditus omnibus probatissimus auctor. Venia autem est pœna merita vel debita remissio: Seneca, lib. 2. de Clementia.* Cès remissions sont trop frequentes, & sont cause de plusieurs homicides, & de la fabrication de plusieurs faux témoins pour la justification, ou faits de reproches.

* REMONTRANCES.] Valenciennes, art. 182. Voyez

* REMONTRER.] Valenciennes, art. 181. 182. &c. C'est représenter en Justice une personne que l'on a blessée, en luy faisant par ire ou courroux une playe ouverte. *Lorsque tel navré termine vie par mort sans avoir été ainsi remontré, selon la coutume, & que le doute de la mort d'iceluy n'est mis sur tel facteur, soit que le navré trépasse par la navrure ou autre accident, est réputé pour homicide, & pour tel doit être puni.*

Les remontrances se font en trois manieres expliquées dans les art. 182. 183. 184. 185. 186. &c.

OCTROYER REMU.] En l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 777. *Est dare dilationem vel inducias.* * V. Remise.

* REMUAGE.] Voyez la Note sur Milods.

* REMUBIER.] Et je cuit que la Court doit esgarder que il ne si doit à li, aerdre, se il n'a prouvé si com il doit, que il est parent doñ murtri, ou attaignant à luy d'aucunes des manieres devant devisées; que se ency n'étoit, chascun & chascune poroit faire apeau de murtre, laquelle chose seroit moult desconvenable, & moult de meaux en poroit-l'on faire, que chascun home qui seroit grant & fort, ou qui seroit champion affecté, pouroit par ce remubier moult de gens &c. Assises, ch. 92.

* REMUEMENT de Seigneurage.] Beaumanoir, chap. 66.

* REMUEMENTS.] Nivernois, chap. des Fiefs, art. 58. Sont des droits de mutation. Voyez Droit de Quint & Requit, & la Note sur le mot Milods.

* Fiefs RENDABLES & jurables.] Bar, art. 2. *Les fiefs rendables* étoient ceux que les Vassaux étoient tenus de livrer à leurs Seigneurs pour s'en servir dans leurs guerres. J'ay appris du Titre suivant que ces fiefs furent nommez *jurables*, non seulement parce que les Vassaux devoient jurer qu'ils les livreroient quand ils en seroient requis, mais encore parce que les Vassaux ne les livroient à leurs Seigneurs qu'après que les Seigneurs avoient fait serment de les leur rendre & restituer en aussi bon état qu'ils avoient été livrez.

» A tous ceux qui verront les presentes Lettres : Jean Jacques de Joigny, Salut. Sachent tous, que nous tenons & confessons à tenir » pour raison de la Comté d'Auxerre, le Chastel de C. les V. *rendable & jurable* en foy & hommage de noble homme nôtre cher amé » Cousin Guillaume de Chalon Comte d'Auxerre, & avons juré à » luy rendre ledit Chastel à son besoin, toutesfois que nous en ferons requis de luy ou de son Commandant portant ses Lettres, & » ledit Guillaume nous est tenu & nous a promis *rendre* ledit Chastel » à nous ou à ceux qui de nous aurons cause dedans 40. jours que sa » besoigne sera eschevée, au point & en l'état, ou en aussi bon comme nous luy aurons baillé; & quand il nous requerra ledit Chastel » ou fera requerir, *il nous fera faire serment* par un sien Chevalier en » s'âme que il la nous rendra en la maniere que il est dessus designé. » Et en témoin de ce nous avons mis nôtre Scel à ces presentes Lettres. Données l'an de grace 1297. au mois de Janvier.

DROIT DE RENDAGE] de chacun ouvrage, qui contient le droit de seigneurie au Roy, & le brassage du Maître de la Monnoye, qui luy est accordé par l'Ordonnance sur chacun marc.

* *Louage passe RENDAGE.*] Dans le Recueil des Recés de Mastricht, chap. 39. art. 11. Voyez l'art. 12. & Christin sur la Coutume de Malines, tit. 8. art. 1.

* *Rentes créées par RENDAGE.*] Liege, chap. 5. art. 13. Sont des rentes foncières, ou réservées lors de la tradition & de l'alienation du fond, à la différence de celles qui sont constituées à prix d'argent Dans l'art. 8. de l'Ordonnance de Philippe Roy d'Espagne sur le payement des cens, *rendage* se prend pour la ferme & le profit d'un héritage, & pour ce qu'il produit de fruits ou de revenus. Voyez M. des Jauneaux sur l'art. 11. du chap. 25. de la Coutume de Cambray, page 433. 434. * Voyez cy-après *Rente ou revenu rendable.*

RENTE CENSIVE.] Bretagne, art. 306.

* *RENTE censuelle.*] Voyez *Rente rendable.*

RENTE FONCIERE.] Sens, art. 119. 121. Estampes, art. 63. Auxerre, art. 43. 47. 183. 186. Montargis, chap. 2. art. 33. 37. 38. 42. chap. 16. art. 26. 27. chap. 18. art. 1. 3. & 4. Orleans, art. 110. 118. 122. 135. 264. 265. 272. 315. 318. 319. 352. Lodunois, chap. 20. art. 3. Tours, art. 192. 209. 216. & ailleurs. Berry, tit. 6. art. 29. tit. 9. art. 2. Cambray, tit. 4. art. 8. tit. 11. art. 4. 6. tit. 25. art. 12. 13. 16. 17. Bar, art. 62. 63.

A la différence de la rente constituée. Montargis, chap. 2. art. 33. La rente créée par bail ou licitation d'héritages est réputée foncière. Aussi la rente foncière peut être seigneuriale & feudale. Grand Perche, art. 212. 213.

RENTE HERITABLE.] Mons, chap. 12. & en la Somme rurale, & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 75. & à la fin: de S. Paul sous Artois, art. 79. Namur, art. 10. [Ou HEREDITALE.] Amiens, art. 26. 83. 140. [Ou HEREDITABLE.] Mons, chap. 12. 38. à la différence de la rente qui n'est qu'à vie.

RENTE HERITIERE OU VIAGIERE.] Lille, art. 64. 65. de l'ancienne, & au premier titre de la dernière, art. 24. 54. & au titre des biens meubles, art. 7. Mons, chap. 46. Arthois, art. 140. 160. 190. & en l'ancienne Coutume de ce Comté, art. 94. 110. 134. *in quibus sic restituendum est.* Cambray, tit. I. art. 37. 38. 39. tit. II. art. 8. tit. 16. art. I. tit. 25. art. 13. 14. S. Omer sous Arthois, art. 54. 74. Valenciennes, art. 29. 34. 38. 40. 50. 56. 61. 62. 65. 67. 73. & ailleurs. Et en la Coutume de la ville d'Arras, art. 45.

RENTE HYPOTHECAIRE.] Lodunois, chap. 20. art. 4.

RENTE PROPRIETAIRE.] Senlis, art. 273. 274. Clermont, art. 14. & 36. * V. *Rentes ensaisonnées & infcodées.*

Est redditus solaris fundariusve, & revera Emphyteuma, quod nomen habet ab insitione furculi in arbore, que pars est cultura subtilior, ut & inoculatio, emplastratio, Catoni, Plinio. Namque pomifera arbores ab homine didicere blandos saporis adoptione & connubio, ait Plinius, initio lib. 16. Ob vectigal & redditum annuum insita & arborum quoque adulteria excogitata sunt, idem initio lib. 17. Hic igitur redditus est Solarium: quod propriè debetur à superficiario qui in alieno solo consensu domini superficiem habet: pour le solage. Sic enim hoc vectigal vel pensio annua appellatur, ex eo quod pro solo pendatur domino soli, l. 2. §. si quis nemine. D. ne quid in loco publ. Qua voce utitur etiam Ulpianus in l. cum servus 39. §. heres. de legatis 1. & in l. 7. de usufructu. Paulus in l. etiam 15. qui potiores in pignore. Symmachus, lib. 4. Epistol. 19. & 51. Superficiarius domino soli certam pensionem aut mercedem annuam prestat, l. 73. 74. de rei vindic. l. 16. par. ult. l. 17. de pignerat. actione. Habet jus ἐμϕυτευτικὸν quod à jure emphyteutico differt l. 3. de rebus eorum qui. Solum terram significat, Festus. Qua solo continentur, verbum est Jurisconsultorum, Seneca initio lib. 2. Naturalium quaestionum.

RENTE REALISEE ET NANTIE.] Peronne, art. 270. Voyez le mot REALISER. * & Nantissement.

RENTE OU REVENU RENDABLE.] Auvergne, chap. 31. art. 3. 4. & suivans. La Marche, art. 411. 412. 417.

Laquelle est différente de la rente censuelle, foncière, coutumière, qui porte directe seigneurie, & droit de fundalité: & n'est que Rente seiche ou volante, qui ne porte profit à son Seigneur, & est rachetable, comme étant constituée à prix d'argent. La Marche, art. 180.

411. & suivans; & art. 432. 437. Comme aussi en la Coutume d'Acs, tit. 8. art. 7. la rente seiche est différente de la rente foncière. La rente seiche est la pension, rierief ou cens annuel que le sujet impose sur son héritage mouvant d'aucun Seigneur foncier, & est amortissable. Saint Sever, tit. 6. La rente seiche c'est la rente constituée à prix d'argent & volante. Bayonne, tit. 4. art. 10. 11.

Il faut expliquer icy ce que c'est qu'une *rente censuelle* & une *rente rendable*, & de quelles manières elles se constituoient anciennement, parce que cette matière est peu entendue des gens de pratique. On a remarqué ailleurs qu'anciennement les rentes constituées à prix d'argent étoient non rachetables de leur nature, & qu'elles ne différoient des foncières qu'en ce que les foncières étoient réservées ou retenues sur les fonds, lorsque la propriété en avoit été transférée; au lieu que les constituées à prix d'argent étoient imposées & assignées par les propriétaires sur leurs fonds sans translation de propriété; d'où les foncières étoient appelées *census reservativi*, & les constituées & assignées, *census consignativi*. Voyez ma Dissertation sur le rēnement, chap. 2. & M. Pithou sur l'article 67. de la Coutume de Troyes, p. 190.

En Auvergne, dans le Bourbonnois & la Marche, lorsque le propriétaire d'un fond allodial le donnoit à rente foncière, cette rente qu'on regardoit comme un véritable cens, emportoit droit de directe Seigneurie, & de lods & ventes au profit du bailleur, parce que c'est une maxime établie dans ces Coutumes, & qui y est encore suivie, que la première rente constituée sur un héritage allodial s'appelle rente foncière, & emporte droit de directe Seigneurie, & de lods & ventes. Voyez la Coutume de Bourbonnois, art. 392. & celle d'Auvergne, titre 31. art. 2.

Mais lorsqu'un créancier donnoit son argent à rente il y avoit distinction.

Où le débiteur avoit promis purement & simplement de faire assiette de la rente,

& alors elle étoit rendable, & n'emportoit pas droit de directe Seigneurie. Le débiteur en ce cas donnoit, au dire de gens à ce connoissans, des biens à son créancier sur lesquels le créancier percevoit sa rente par ses mains, ou dont il jouissoit à titre d'*anticrese* ou de *mortgage*. Voyez *Mortgage*.

Et s'il étoit dit dans le contrat que l'assiette seroit coutumière, les fonds & revenus devoient être cédés au créancier suivant l'estimation des Coutumes, aux titres d'assiettes de rentes.

Où le débiteur s'étoit obligé de faire assiette de la rente sur un fond allodial, & alors dès que l'assiette avoit été faite, le créancier devenoit Seigneur direct du fonds, qui cessoit par ce moyen d'être allodial; & cette sorte de rente, quoy que constituée dans son principe à prix d'argent, emportoit droit de lods & ventes, parce qu'elle se trouvoit non rachetable, foncière, & la première imposée sur le fond. La Coutume d'Auvergne, tit. 31. art. 1. & 2.

Tous cens ou rente dus & assis sur fonds & héritages certains emportent directe Seigneurie s'il n'appert du contraire, & par ainsi qui acquiert cens ou rente sur un héritage quitte & allodial, il acquiert la directe Seigneurie, posé que de la directe ne soit fait aucune mention.

Basmaison est peut-être le seul qui ait bien pris le sens de ces articles de la Coutume, que peu de gens entendent encore aujourd'hui, quoy qu'ils leur paroissent sans difficulté.

Quand le propriétaire d'un héritage franc, quitte & allodial, constitue & impose cens sur iceluy, dit cet Auteur, il transfère

il transfere la Seigneurie directe à celui auquel il reconnoit le cens, & devient simple Seigneur utile de l'héritage, de laquelle la directe est réputée aliénée en constituant un Cens, qui de sa propre signification emporte la directe, s'il n'est autrement convenu, d'autant qu'on peut égaler le Cens à la rente rendable, que la Coutume parie au cens mort, par l'article 68. & que les autres Coutumes appellent rente sèche, qui ne produit aucune commodité, ni profit par la mutation de main, que la seule prestation imposée.

M. Guy Coquille Auteur habile, qui étoit non seulement très-versé dans le Droit Romain & dans la Pratique, mais qui sçavoit encore en perfection les antiquitez & les origines de nôtre Droit François, remarque sur l'article 1. du titre 5. de la Coutume du Nivernois, que dans cette Province les bordelages, qui sont des especes de rentes qui emportent droit de directe Seigneurie, se constituoient anciennement presque de la même manière. Par la recherche, dit-il, des anciens protocoles des Notaires, se trouve que la plupart des créations de bordelages commençoient par deniers, & à raison du 12. denier, & aucuns à plus vil prix, & cela se pratiquoit en cette sorte. Le propriétaire vendoit son héritage à vil prix, & au même instant le reprenoit à bordelage; à raison du dixième, douzième, ou quinzième denier du prix de l'achat, qui est contrat de vraie constitution de rente à prix d'argent. Voyez *Argent racheté & mortemain* à la lettre A.

Nos Rois ayant depuis statué par leurs Ordonnances qu'à l'avenir les rentes constituées à prix d'argent seroient toujours rachetables; on inséra ces dispositions dans toutes nos Coutumes.

RENTE REQUERABLE.] Comme toutes rentes sont telles, s'il n'est dit du contraire, & les faut demander sur les lieux.

RENTE ROTURIERE.] Laon, art. 193. Channi, art. 97. Tours, art. 94. à la différence des rentes inféodées. Tours, art. 114. Lodu-

II. Partie.

Celle du Bourbonnois dans l'article 418. excepta néanmoins de cette règle générale les rentes constituées à prix d'argent emportant directe Seigneurie, qu'elle voulut être non rachetables comme auparavant; les regardant comme des cens acquis pour de l'argent. Rente constituée à prix d'argent NON PORTANT DIRECTE, pour quelque prix ou somme que ce soit, est rachetable pour ledit prix, quelque contrat ou renonciation qu'on puisse faire au contraire. A quoy est conforme l'article 392. qui décide que la première rente constituée sur aucun héritage allodial s'appelle rente foncière, & emporte droit de directe Seigneurie & de lods & ventes.

Il est indubitable, après ce qu'on vient d'observer, que la rente constituée dans ce dernier article, est autant & même plus, la constituée à prix d'argent que la foncière, de sorte qu'il y a lieu de s'étonner que du Molin ait mis pour apostille sur cet article au mot CONSTITUÉE, *Intellige non per emptionem sub pecunia, sed per concessionem fundi, aliàs consuetudo esset valde stulta & inepta.*

Mais quoy que du Molin n'ait pas bien critiqué cet article, son avis néanmoins, parce qu'il étoit conforme aux nouveaux principes des rentes, a prévalu à la Coutume même. De sorte qu'aujourd'hui toute rente constituée à prix d'argent étant rachetable sans aucune distinction; on ne peut plus constituer à prix d'argent des cens ou rentes non rachetables qui emportent directe Seigneurie, & droit de lods & ventes. Ce qui n'empêche pas que les rentes Seigneuriales qui ont été anciennement ainsi constituées ne soient bonnes, & ne doivent toujours être payées. Voyez *Rentes constituées, ensaisiées & inféodées.*

nois, chap. 8. art. 8. & 9. Le Seigneur peut par puissance de fief prendre ses rentes roturières si elles sont acquises en son fief. Voyez le mot ROTURIER. Aussi plusieurs ont des rentes en fief assignées sur le domaine du Roy, au lieu des fiefs qui ont été unis au domaine.

RENTE SECHER.] Au second livre des Tenures, chap. 12. & au livre 3. chap. 4. à la différence de celui qui doit rente & service ou autre charge à son Seigneur.

RENTE VIAGERE.] A la différence de celle qui est perpétuelle & héritière, au second volume de Monstrelet, en la Chronique de l'an 1437. Cambray, tit. 4. art. 8. tit. 11. art. 8. tit. 16. art. 1. tit. 25. art. 16. 17. & en la Somme rurale traitant des fiefs. Auquel livre aussi ce mot **RENTIER** signifie celui qui doit la rente : & les terres chargées de rentes s'appellent **RENTEUSES**.

RENTE VOLAGE.] Sens, art. 39. 120. 164. Et en l'inscription de l'art. 57. & suivans de la Coutume de Chaumont. Auxerre, art. 42. 43. 184. 185. [**OU VOLANTE.**] En l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 71. de Charles IX. de l'an 1565. & en la Coutume de Blois, art. 157. 270. 275. de Bourdelois, art. 100. de Cambray, tit. 11. art. 5. de Bar, art. 59.

Qui est constituée à prix d'argent, qu'on appelle **RENTE VOLANT** : & Courant. Sens, art. 122. *que pecunia quaritur, & est veluti species fœnoris quadam.* Et s'appelle **RENTE CONSTITUÉE** à prix d'argent. Tours, art. 123. 124. Berry, tit. 5. art. 3. tit. 6. art. 8. 24. 33. tit. 8. art. 25. & est dite **RACHAPTABLE**. Berry, tit. 6. art. 24. 33. tit. 8. art. 25. & ailleurs. *Hic annuus redditus pecunia probatur Justiniano in No. 160. & Pontificibus in tit. de emptione & vend. Inter extravagantes communes : & constitutionibus Regiis à raison d'un pour douze, qui est huit & un tiers pour cent : & en quelques lieux la rente au denier dix est tolérée. Nec est de hoc redditu annuo accipienda l. 2. Cod. de debit. civit. ** Voyez Rente rendable. Rentes ensaisinées.

RENTES A L'APPRECI.] Bretagne, art. 267. Ce sont rentes de grains, payables par deniers seulement à certain jour, desquelles l'appréciation se fait selon les trois marchés precedens le jour auquel l'appréci se doit & est accoutumé d'être fait.

RENTES ARRIERE-FONCIERES ET SUR-FONCIERES.] Orléans, art. 122. A la différence de la première & plus ancienne rente foncière. * V. Rente surfoncière, à la lettre S.

* **RENTES ou croix de Cens.**] C'étoient des *surcens*, des rentes foncières, ou des rentes constituées non rachetables, qui ne différoient anciennement presqu'en rien des foncières. Brodeau sur le titre des

Censives page 539. nombre 23. a été d'avis que la *croix de cens*, car c'est ainsi qu'il l'appelle, n'étoit autre chose que le cens même, qui fut ainsi nommé, parce qu'avant le Roy Henry II. toute la petite monnoye d'oboles, mailles & deniers qui servoit à payer le cens, étoit marquée à la *croix*.

Brodeau s'est trompé, & il n'en faut pas d'autres preuves que l'Ordonnance de Philippes le Bel de l'an 1303, touchant les rentes assignées sur les maisons de Paris, qui est au Registre rouge vieil du Chastelet, fol. 110. *Philippus Dei gratia Francorum Rex : Noverint universi presentes pariter & futuri, quod cum cives nostri Parisenses supplicassent nobis, quod nos ordinaremus & statueremus certum terminum infra quem illi quibus debentur INCREMENTA CENSUUM vel REDITUS possent assignare ad domos & possessiones &c.* Il n'y a personne qui ne voye qu'*incrementa censuum* dans cette Ordonnance sont les *croix* ou *augmentations* de cens, ou les rentes imposées sur les maisons. En voicy une autre preuve tirée du même Registre, fol. 69.

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Hugues de Couffy, Garde de la Prevosté de Paris, salut. Sçavoir faisons, que pardevant Denys de la Celle & Mary de la Prée Clercs Notaires Jurés établis de par nostre Sire le Roy au Chastelet de Paris, ausquels quant aus choses qui s'ensuivent, faire, oyr, & à nous rapporter, nous avons commis & commettons de tout nostre pooir en euls, adjoutant foy pleniere en ce cas & en greigneur. Personnellement établis Jehan Bourdon, & Emmeline sa femme, fille de feu Philippe Bonnecin Bourgeois de Paris, affermans en bonne verité euls avoir vendu à toujours à Jeanne Marcelle fille de feu Nicolas de Pacy, bourgeoise de Paris & à ses hoirs, soixante quatre livres neuf sols onze deniers parisis de CROIS DE CENS ou RENTE, que ils avoient de propre heritage de ladite Emmeline chascun an, és lieux & sur les lieux cy-aprés nommez & devisez en cette maniere.

C'est assavoir premierement sur la maison Messire Jean de la Terre en la censive S. Eloy, quatre livres dix sols parisis &c. On donnera ailleurs ces pieces entieres.

* *RENTES constituées, qui sont ensaisonnées ou infeodées.*] Senlis, art. 275. Valois, art. 189. Clermont, art. 36. & 61. Les *rentes ensaisonnées* étoient celles qui étoient assignées ou imposées sur des fonds en roture, & desquelles les creanciers ou propriétaires avoient été ensaisinez par les Seigneurs censuels, de qui les fonds chargez étoient tenus.

Les *rentes infeodées* étoient celles qui étoient assignées ou imposées sur des fiefs, & desquelles ceux qui étoient propriétaires ou creanciers avoient été receus en foy par les Seigneurs feodaux, de qui les fiefs chargez relevoient.

On a déjà remarqué qu'anciennement les rentes constituées à prix d'argent étoient non rachetables, & comme elles dévoient toujours être assignées ou imposées sur des fonds certains ; ces fonds certains qui en étoient chargés, étoient plus ou moins diminués de valeur, selon les différents prix des rentes. De sorte qu'un fonds libre qui valoit, par exemple, trente mille livres, ne valoit plus, & ne pouvoit plus être vendu que quinze mille livres, lorsqu'il se trouvoit chargé d'une rente non rachetable de quinze mille livres de principal.

Sur ce fondement, on considéroit anciennement celui qui avoit acquis une rente sur un fief, comme s'il avoit acquis une partie du fief même ; & celui qui avoit acquis une rente sur un héritage en censive, comme s'il en avoit acquis une partie : & par cette raison celui qui avoit acquis une rente sur un fief, en faisoit foy & hommage au Seigneur du fief ; & celui qui avoit acquis une rente sur un héritage en censive, en prenoit la saisine du Seigneur, ce qui rendoit l'acquisition des rentes si solennelle, qu'elles n'étoient plus purgées par les décrets. Des Mares, décision 221. *Quand aucune hypothèque sur aucun héritage pour cause d'autune rente annuelle & perpétuelle à luy vendue, & de laquelle il est en foy, hommage ou souffrance, quand tenue est en fief, ou en possession ou saisine quand tenue est en censive, est crie & subhastée, vendue solennellement ou par décret, par ce ne luy est point fait préjudice quant à sa rente, combien qu'autrement seroit, s'il n'étoit en foy & hommage ou souffrance, se ce étoit fief, ou saisine & possession se ce étoit en censive.*

La rente constituée à prix d'argent & assignée sur un fief, de laquelle l'acquéreur ou le créancier étoit entré en foy, étoit donc encore une fois une rente inféodée, & celle qui étoit assignée sur un héritage en roture de laquelle l'acquéreur ou le créancier avoit pris la saisine du Seigneur, étoit une rente ensaisinée. Cela posé, il faut remarquer que suivant les principes du Droit François, celui qui avoit acheté un fief, n'en acqueroit la saisine ou la possession civile que par la réception en foy ou l'inféodation, ou par l'ensaisinement du Seigneur, si l'héritage acquis étoit censuel ; car ensaisiner n'est autre chose que transférer la possession civile : & comme les rentes faisoient partie des fonds sur lesquels elles étoient imposées, celui qui avoit acheté une rente sur un fonds, n'en acqueroit aussi la possession civile que par l'ensaisinement ou l'inféodation du Seigneur, ce qui donna lieu à un droit singulier ; car la question s'étant présentée de sçavoir lequel de plusieurs acquéreurs de rentes sur un même fonds seroit préféré, on décida sans raison, en rejetant le droit des hypothèques, que ce seroit celui qui auroit pris le premier la possession de la rente,

sur le principe de droit, que quand une même chose a été acquise par plusieurs personnes, celui qui en a eu le premier la possession est préféré aux autres. *Leg. Quotiens 15. Cod. de Rei vindicatione.* La Coutume de Clermont, art. 61. *Toutes rentes constituées non ensaisinées ou infeodées en matiere de criée ou déconfiture sont réputées dettes pour une fois, & n'y a priorité ny postériorité, ains viennent à contribution avec les autres de semblable nature, au marc la livre, ainsi que de raison; ensemble les arrerages qui en sont dûs selon l'Ordonnance.*

Les rentes n'étant plus aujourd'hui réelles, ni des charges qui diminuent à perpétuité les fonds parce qu'elles sont rachetables, ces infeodations & ces ensaisinemens de rentes ne peuvent plus être pratiqués raisonnablement; ce qu'on a montré plus au long dans la Dissertation sur le Tenement. Voyez *Nantissement, Tenement*, & la Note sur *Rente & revenu rendable.*

* *RENTES en fresanges.*] Ces mots sont expliqués dans l'extrait suivant, d'une information de la terre & Seigneurie de la Londe, qui m'a été communiqué par M. Rousseau Auditeur des Comptes. *Dirent & rapportèrent les dessus nommez, que à ladite Seigneurie appartient & sont deuës deux fresanges ou cinq sols tournois pour chacune fresange, quand il y a pasnage en ladite forest, & ne virent oncques fresanges payer en especes; mais ont ouy dire & tenir aux anciens que une fresange est un pourcel farcy, & que de tout temps ceux qui les doivent ont le choix de les payer en especes ou ledit argent &c.* L'Information dont on a pris cet extrait est au volume 19. des Prisées & informations faites du temps des Anglois, fol. xi. verso, qui est au dépôt des Terriers à la Chambre des Comptes de Paris. Voyez à la lettre F.

RENTES A HERITAGE.] Qui sont deuës sur le domaine du Roy, au lieu des heritages censuels ou roturiers qui ont été retirés & unis au domaine.

RENTES TOLERABLES.] Au Style du pays de Normandie, & en une Ordonnance de l'Echiquier de l'an 1462. & de l'an 1501. qui sont anciennes & non sujettes à raquit, tellement qu'on est sujet de les porter & endurer.

RENTES VIAGERES.] Hainaut, chap. 98. Amiens, art. 140. & en l'ancienne Coutume de Boulenois, art. 75. * V. *Rente viagere.*

HERITAGES RENTEUX.] Es Coutumes locales sous la Châtellenie de Lille en Flandres: Qui doivent rentes.

RENTIER.] Auxerre, art. 186. 187. 191. 195. auquel article 186. il faut lire *PERCEPTION* des fruits. Berry, tit. 9. art. 44. tit. 12. art. 12.

C'est celui auquel la rente appartient, ou celui qui doit la rente. Mais en la Coutume de Bretagne, art. 74. 77. 78. ce mot signifie le

role & papier terrier du Seigneur qui a rentes, droits & devoirs sur ses hommes.

* *Rolle RENTIER.*] Voyez *Rolle*.

RENVOY, RENVOYER.] Anjou, art. 65. 66. 71. 75. 77. Le Maine, art. 75. & suivans. Quand il est traité de la compétence des Jurisdicions : Anjou, art. 406. Blois, art. 22. Bourbonnois, art. 11. 12. & ailleurs. Auvergne, chap. 7. La Marche, chap. 3. Angoumois, art. 32. 33. 36. Amiens, art. 230. 235. 236. & en l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 53. du Roy Charles IX. de l'an 1563. art. 18. 19. de Henry II. de l'an 1550. art. 10. de Charles IX. de l'an 1566. art. 35. Berry, tit. 9. art. 12.

Quand un Juge renvoye en autre Cour & Jurisdiction la cause qui avoit été assignée ou instituée pardevant luy, ou l'accusé pardevant le Juge de son domicile, ou du lieu du délit : ou qu'un Commissaire renvoye les parties pardevant celui qui l'a commis. *Ut interdum à Prætare reus remittebatur ad Præfectum urbis, l. 1. §. ult. D. de suspectis tutor. & libro primo institutionum eodem tit. Interdum etiam desertorem auditum ad suum ducem cum elogio præses mittebat, l. 3. D. de re militari. vide l. 6. 7. 11. D. de custodia reorum. l. si cui. §. ult. D. de accusatio. l. 1. Cod. de exhibendis reis Novel. 68. Justin. De foro competenti agitur, lib. 3. Codicis à tit. 13. usque ad 27. Et de jure revocandi domum vel forum in l. 2. 5. 7. dig. de judiciis, l. nec non, par. si cum. dig. ex quibus caus. majores & passim.* Ces renvois ont été receus afin que les Juges n'entreprennent l'un sur l'autre contre leur pouvoir & jurisdiction, & au préjudice d'autre jurisdiction : *ut olim Tribuni prohibiti sunt jus Prætorum & Consulium præripere, aut vocare ex Italia cum quibus lege agi posset : Tacitus, lib. 13. Annalium. Incompetens autem & incongruus Magistratus vel iudex is est, cujus Jurisdictioni vel notioni reus subjectus non est, οὐκ πρόσφορος, οὐχὰρ ὑπόδιος δίκας ἔς.* Et faut noter que le Juge inférieur, ou égal ne doit pas user de ce mot RENVOY, ny renvoyer les parties pardevant son supérieur ; mais doit ordonner que les parties se pourvoient : Comme aussi aucuns veulent dire Rendre ou délaïsser le Prêtre à son Evêque, & non pas Renvoyer, d'autant que le Prêtre n'est pas de la Jurisdiction seculière. *Reus autem dicitur domum vel forum revocare, ratione domicilii, militia, dignitatis, aut sacerdotii.*

* *REPAIRER.*] *Reparare.* C'est se retirer en un lieu, y demeurer. Beaumanoir, chap. 36. p. 195. ligne 26. *Pierre proposa contre Jehan que il étoit venus en le méson dou dit Jean comme chiez son hoste où il avoit réparé, & esté autrefois &c.* Voyez page 161. ligne 14. chap. 30.

* *REPARATIONS viageres.*] Paris, art. 262. sont toutes reparations d'entretienement hors les quatre gros murs, les poutres, les couvertures entieres & les voûtes.

* *R.E.P.A.S.*] *Mangerium*. Dans des Patentes de l'an 1283. sur un échange contre Thibaud Evêque de Dol, & Simon de Clermont Seigneur de Nesle. Le Roy quitte 8. *libras reditus pro uno mēgerio*. * (M. GALLAND.)

* *REPETITION de retrait.*] Anjou, art. 398. 399. Maine, art. 408. Touraine, art. 171. Lodunois, chap. 15. art. 14. Dans ces Coutumes le plus proche parent du côté & ligne du vendeur peut retirer par retrait lignager, la chose vendue à un autre parent du côté & ligne, si le parent qui a acquis est dans un degré de parenté plus éloigné. Voyez l'article 395. de la Coutume d'Anjou, le 369. de celle du Maine, le 163. & 164. de celle de Touraine, & le chap. 15. art. 7. & 8. de celle du Lodunois. Mais si le parent le plus proche qui a usé du retrait vend ensuite la chose retirée à un étranger, le parent le plus éloigné sur qui le retrait a été exercé, en a la *repetition*, & peut retirer la chose vendue, non sur le pied du second contrat, mais sur le pied du premier. Ce qui a été introduit avec justice pour prévenir les fraudes des lignagers, qui ne retirent pas pour conserver les biens dans la famille, suivant l'esprit de la Coutume, mais pour les revendre & y gagner. Voyez les Commentateurs. Les Coutumes de Touraine & du Lodunois donnent dans ce cas la *repetition* non seulement au lignager connu en retrait, mais même à l'étranger. Voyez les articles citez cy-dessus.

* *REPETITION de témoins.*] Voyez *Recoler*.

* *REPORTAGE.*] C'est une redevance qui consiste en la moitié de la disme. *Charta Theodorici Episcopi Ambianensis an. 1150. Mater Ecclesia Ambianensis ex antiquo dignitatis suæ privilegio obtinet medietatem decime quæ vulgo dicitur reportagium. Charta Alba-petree in Episcop. Lingonens. tit. an. 1287. Tractatus inter Curatum de N. & Religiosos de aliis terris, quas prædicti Parochiani extra Parochiatum ipsius curati de cetero excolunt, dictus curatus illam decimam quæ debetur ratione reportagii accipiet & habebit &c.*

* *REPOST, Reponaille.*] *Latebra*, dans le petit Dictionnaire publié par le P. Labbe, dans son Livre d'Etymologies. Faire quelque chose en *repost*, c'est la faire en secret. Des Fontaines, chap. 20. n. 3. *Tu édificas par force en ma terre, ou en REPOST (clau) ou en mauvaise maniere, & après tu vens le cose ou mes en autrui main, le lois dit, que mes plais est empiries.* *REPOST* vient de *repositus* i. e. *secretus, arcanus*. Dans l'ancienne traduction des Decretales *Repost* & *Reponaille* se prennent pour une Election clandestine, suivant la remarque de M. de la Thaumassière dans son Glossaire sur Beaumanoir.

* *REPRENDRE un fief.*] Nivernois, tit. 4. des fiefs, chap. 30.

55. Troyes , art. 18. C'est le relever par la foy & hommage. Voyez Coquille sur l'art. 55. du tit. des fiefs de la Coutume du Nivernois , & cy-après *Reprise* , & *Reprise de fief*.

* *REPRESENTATION*.] C'est un benefice de la Loy , au moyen duquel un parent qui est dans un degré éloigné , succede du chef de son pere , ou de son ayeul , à un défunt , avec un parent qui est dans un degré plus proche. En *ligne directe* la représentation a lieu à l'infiny , & en ligne collaterale elle a lieu seulement lorsque les neveux succedent à leur oncle avec d'autres oncles freres du decédé. Il y a néanmoins quelques Coutumes qui l'admettent à l'infiny en ligne collaterale comme en ligne directe. Voyez l'article 225. de la Coutume d'Anjou , avec la Conference de du Pineau.

* *Les termes de REPRESENTATION*.] La Marche , art. 218. 219. Bourbonnois , art. 305. 306. C'est en ligne collaterale , selon Azon , le seul cas où les neveux succedent à leur oncle avec d'autres oncles freres du défunt ; car on a enfin rejeté universellement l'opinion d'Accurse , qui étendoit la représentation aux cousins germains lorsqu'ils succedoient à leur oncle : & comme en ce cas ils succedent tous de leur chef , on a décidé avec raison qu'ils partageroient également & par têtes. Ainsi dans la Coutume du Bourbonnois , & dans celle de la Marche , où la fille mariée & appanée par pere ou mere , ayeul ou ayeule paternels ou maternels , après le decés de ses pere ou mere , ayeul ou ayeule paternels ou maternels , ne peut demander de legitime ni le supplement de legitime , ni venir à succession collaterale *dans les termes de representation* , tant qu'il y a mâle ou descendant de mâle , soit mâle ou femelle heritant ; elle succedera avec ses cousins germains à son oncle decédé , parce que succedant de son chef elle n'est plus dans les termes de representation ; ainsi que les Avocats du Bourbonnois l'ont toujours soutenu contre l'avis de du Molin.

REPRESSAILLES.] *De quibus à Guidone Papio , quest. 32. 33. 34. Decisionum ; & in Consilio 175. 209. post Bartolum & alios Pragmaticos*. Voyez le mot *Marque*.

* *REPRISE de fief*.] Nivernois , chap. 4. art. La reprise de fief se fait lorsque l'heritier du vassal reçoit la possession du fief dont il herite , des mains du Seigneur , en luy faisant foy & hommage , & luy payant ses droits. Anciennement les fiefs retournoient aux Seigneurs par le decés des Vassaux , & les heritiers des Vassaux en devoient être investis par les Seigneurs , selon Coquille , sur l'article cité. On appelle aussi *fiefs de reprise* ceux qui ne procedent pas de vraye concession , mais qui ayant été originairement des aleux , ont été cedez

de par les propriétaires à des Seigneurs, & repris d'eux aussi-tôt pour être tenus à foy & hommage.

* *REPRISE & retraite.*] Valenciennes, art. 90. *Reprendre & Retraire*, art. 91. Voyez *Retraite*.

REPROCHER ET BLASMER L'ADVEU ET DENOMBREMENT.] Bretagne, art. 361. *Reprobare, improbare*, le débattre & contredire.

REPROCHER LES TÉMOINS.] Hainaut, chap. 65. *παρεπιτιόθυ μάρτυρας οὐκ ἀξιόπιστους, non fide dignos refellere.*

Sunt exceptiones testium, παράγραφαι, διάβολαι, Justiniano in No. 90. & Eustathio: qua veteri interpreti Disputationes: At super dictis testium publice disputare in capite 15. de testibus, capite 32. de officio judicis delegati, est in foro judiciove testimonia refutare, discutere potius quàm testes excipere. Reprobantur autem testes: cùm contra eos in foro judiciove dicitur: cùm refellantur, cùm eorum testimonia rejicit aliteruter ex litigantibus improbata eorum fama & moribus: cùm testimonia reprobantur, l. Lucius, D. de his qui notantur infamia. Non qualiscumque enim persona testimonii pondus habet, Tullius in Topicis: Sed & suspecta fuit Romanis Græca fides, Græcus testis, vel Asiaticus, quia testimoniorum religionem & fidem nunquam ista natio coluit, idem Tull. pro Flacco, in qua oratione maximè occupatur in examinanda fide & auctoritate testium Asiaticorum. Falso testi credi non debet: seruo non solet, nec illis quibus clausa sunt templa, ut Seneca ait Controvers. secunda libr. prim. Et interdum testes nil prosunt, ut in cive servato refert Plinius, lib. 16. cap. 4. Porro de refutatione testium Quintilianus, lib. 5. cap. 7. & in l. 3. & 23. dig. de Testibus, l. si quis test. Cod. eod. Testes omni exceptione majores, l. optimam, Cod. de contrah. stipulatione, cap. 47. de Testibus, cap. 1. de consanguinitate. Sans reproche. Nec testes infamium loco habentur cùm testimonia eorum reprobata sunt in modum exceptionis, nec questum est de falso, dicta, l. Lucius, & cap. 1. de exceptionib. cap. 2. de ordine cognitio. cap. 13. de testibus. prima collectione Decretalium. Sic fortè hoc schedium non erit inconditum & inelaboratum. Ces Reproches s'appellent aussi OBJECTS, en la Coutume de S. Sever, l. art. 25. de Bayonne, tit. 26. art. 23. de la Marche, tit. 10. & ailleurs, & il n'y a difference.

REPROCHES DE TÉMOINS.] Hainaut, art. 57. 58. 64. 65. Bourbonnois, chap. 5. Bretagne, art. 418. Berry, tit. 9. art. 30. tit. 20. art. 8. * V. *Reprocher*.

REQUART.] Qui est le quart denier du quatrième denier du prix ou de l'estimation de la vente, donation ou autre alienation d'un heritage cottier. Boulenois, art. 50. par laquelle Coutume ce requart denier n'est dû au Seigneur, encore que la vente soit faite francs de-

niers au vendeur : Car pour les cottiers le quart denier est seulement dû.

* *HOMME REQUÊTE* par son Seigneur.] Lorraine, tit. 103.

* *REQUÊTE* de Lettres formées, dûment faite & applegée.] Anjou, art. 471. 509. Le Maine, art. 474. 504. Tours, art. 360. Voyez *Applegement*.

RÉQUÊTE CIVILE.] En l'Edit de l'an 1539. art. 127. de l'an 1566. art. 61. 62. & en la Declaration d'iceluy, art. 14. & en l'art. 146. de l'Edit de l'an 1579. Quis obtient par Lettres Royaux contre un Arrest du Parlement pour le faire retracter à l'occasion du dol, surprise, circonvention, ou précipitation de partie adverse : Ou quand l'Arrest a été donné par faux témoins ou instrumens, dont l'on ne s'est apperçu qu'après le jugement donné. Et afin de faire remettre les parties en tel état qu'elles étoient avant l'Arrest : *Nam & Judex ad dictus actioni judicati jure Romano querelam rei admittit, cum adversarius per dolum sciens falsò aliquid allegavit, & hoc modo sententiam Prætoris consecutus est adversus absentem, l. si Prætor, 75. D. de Judiciis. Quò pertinet titulus Codicis, Si tutor vel curator falsis allegation. & Titulus, Si ex falsis instrumentis, l. 18. dig. de exceptionib. l. 33. dig. de re judicata. Libellus autem qui Præfecto Prætorio offerebatur retractanda litis causa, appellatur διδασκαλικόν. Novell. 119. Justin. διδασκαλία Novell. 22. ejusdem, ut monuit eruditissimus Cujacius, lib. de temporum præscriptio. cap. 7. Voyez PROPOSITION D'ERREUR. Plusieurs parties par mauvais conseil abusent de la Requête civile, qui n'est que trop frequente, & dont le Procureur General s'est plaint en Parlement.*

* *REQUÊTE personnelle, REQUÊTE hypothequaire, & REQUÊTE personnelle & hypothequaire.*] Selon Imbert *Requête personnelle* est quand l'action personnelle est seulement intentée. Sçavoir est que le demandeur propose pour avoir payement de sa dette.

Requête personnelle & hypothequaire est quand le demandeur joint l'action hypothequaire avec la personnelle, comme quand il propose à ce que le deffendeur ait à payer ou à déguerpir, & luy délaïsser par hypotheque ce qu'il tient des choses obligées & hypothequées pour le dû.

Et *Requête hypothequaire* a pareilles conclusions, sinon que l'on demande que tels lieux soient déclarez affectez & hypothequez au payement de telle somme, & que le deffendeur qui les tient ait à déguerpir comme dessus, si mieux il n'aime payer la somme ; & n'y a difference sinon, que les *Requestes personnelles & hypothequaires* peuvent être formées contre l'obligé au payement, ou son heritier &

bien tenant. Mais si l'on veut agir contre le bien tenant de l'obligé, c'est à sçavoir contre le détempteur des choses hyporhequées au payement du dû, & que le bien tenant ne soit heritier, il faut intenter la *Requête hypothequaire* seule, qui est l'*action personnelle* sans l'hypothequaire. Imbert dans sa *Pratique*, livre premier, tit. 17. page 102. En quelques lieux, comme à la Rochelle, les Requetes sont nommées *Admonitions*.

* *REQUESTES*.] Ancien droit Seigneurial dont il est fait mention en l'accord du mois de May 1220. entre l'Abbé de S. Vaast d'Arras, & les Villes de Mons en Puelle &c.

Li relief, les *Requestes*, li vendanges des terres montent tant seulement à l'Abbé, & li Abbez a en ces Villes, ses forages, ses cambages, son tonlieu &c.

REQUESTES DE L'HOTEL, REQUESTES DU PALAIS.] Dont écrit l'Avocat Pasquier au second livre des *Recherches*, chap. 3.

* *REQUEURE*.] Ce mot signifie recourir, & pour ainsi dire, reprendre & retirer quelque chose en courant après : Les anciennes Coutumes de Bourges, Rubriche 1. art. 10. Item, & quand iby a plusieurs enfans freres & sœurs mineurs pupilles & en bail, d'autre que de pere ou mere, ayeul, ou ayeule, si après ce que l'un des freres est devenu en age, il est hors de bail, requiest, & attraiet à soy le bail de ses autres freres & sœurs pupilles &c. Les Coutumes des Amendes de Bourges, chap. 10. Quiconques rescoust ses gages à ung Sergent il y a soixante sols d'amende pour le Prevost, se il est prouvé contre celui qui l'aura recoust. Les Loix de Thibaud Comte de Champagne art. 28. Item si le Sergent gaige, ou met la main à aucun, & il le requiest ses gaiges, il doit soixante sols d'amende. Beaumanoir, chap. 43. pag. 236. Chil qui resqueut la prise que l'on fet sur li à tort ne meffet riens; se che n'est Justiche qui prent; car quant le Justicho prent soit à tort, soit à droit, se rescouste li est fere, chil qui resquour, doit l'amende de soixante sols, ou de soixante livres, se il est gentiexhous, &c.

Par l'article 5. de la Coutume de Troyes un seul enfant étant en celle requiest la main-morte pour tous les autres qui sont hors de Celle; c'est à dire que l'enfant qui demeure avec ses pere & mere main-mortables, ou qui est en leur puissance, & qui par cette raison succede à son pere ou à sa mere, à l'exclusion du Seigneur, est néanmoins obligé de partager ces successions avec ses freres hors de celle ou émancipez, quoy que ses freres émancipez, s'ils avoient été seuls, eussent été exclus par le Seigneur de la mainmorte. Ce qui a été introduit par équité contre l'ancien usage de la France, suivant lequel les enfans émancipez, ou hors de celle ne succe-

doient point à leurs peres & meres , quand les peres & meres en mourant avoient laissé des enfans *en celle* , ou en *leur puissance*. Voyez *Celle*.

* *Droit de quint & RE QUINT.*] Nivernois , chap. 4. des Fiefs art. 16. Dans cette Coutume , *si l'acquerneur baillo grace & faculté de rachat au vendeur ou alienateur de la chose feodale , il y a QUINT pour l'alienation , & un autre QUINT de semblable valeur* pour le rachat ou le remeré. C'est ce second *quint* qui est appelé *requint* dans l'art. 16. cité cy-dessus. Voyez l'article 23. du même chapitre.

REQUINTS,] Paris , art. 15. 24. 190. Meaux , art. 121. 133. Melun , art. 69. Sens , art. 35. & ailleurs.

C'est le quint denier du quint denier du prix de la vente du fief. Voyez le mot QUINT.

Le requint est le quint du cinquième-denier du prix ou estimation de la vente, donation, ou autre alienation d'un heritage feudal. Boulenois , art. 50. par laquelle Coutume ce-droit n'est dû au Seigneur feudal , encore que la vente soit faite francs deniers. Comme aussi par la dernière Coutume d'Orleans , art. 1. le requint est aboli.

REREFIEF.] Montargis , chap. 1. art. 44. 67. Orleans , chap. 1. art. 67. Dunois , art. 15. 21. Solle , tit. 18. art. 1.

C'est l'arriere-fief , à la difference du plein fief qui est tenu nuëment à pur & sans moyen d'un Seigneur feudal.

REREVASSAL.] Nivernois , tit. 4. art. 60. Montargis , chap. 1. art. 67. 68. Orleans , chap. 1. art. 67. 68. Dunois , art. 21.

C'est l'arriere vassal , qui jouit d'un arriere-fief.

LE SOL APPELLE' RE'S DE CHAUSSE'E.] Melun , art. 190. Estampes , art. 74. Montfort , art. 74.

RE'S DE CHAUSSE'E OU SOL.] En l'ancienne de Paris , art. 81. 83. Terre & rés de chaussée : Meaux , art. 76.

PRISONS BASTIES à RE'S DE CHAUSSE'E.] Melun , art. 4. comme elles doivent être par l'Ordonnance du Roy de l'an 1560. Le sol appelé l'étage du Rés de chaussée. Montfort , art. 76. Mante , art. 95. 96. 98. Le Rés de Chaussée qui est le sol de l'étage. Laon , art. 146. 268. 270. Reims , art. 366.

RESCARE DE FOUR.] Herly , art. 3. Il semble qu'il parle du droit de fourbannier.

RESCINDANT, RESCISOIRE.] Que nos Praticiens distinguent & cumulent , tant à fin de casser , annuler & revoquer un contrat & obligation , que pour contraindre un défendeur après la rescision à rendre , délivrer & restituer la chose contentieuse : & est le défendeur tenu sur ce proceder & répondre , comme il fut arrêté

en plaidant és grands jours de Moulins , le 16. Septembre 1540. Le rescisoire est l'exécution du rescindant. *Non tempero mihi quominus nostrorum ineptias proferam, quibus cum mihi cottidianum est jurgium. Interpretes vulgò aliud faciunt judicium rescindens, aliud rescisorium: quasi verò non uno eodémque judicio, & non una aetione rescindatur contractus & res petatur, ut in querela inofficiosi testamenti observat juris nostri solers Cujacius, ad tit. 28. lib. 3. Codicis. Explode igitur somniculosam illam vulgi sententiam: nec verò jubeas me cum nostris semper litigare. Pragmatici ut plurimum tanquam anus vel Sabini quod volunt somniant, & alius alio peior: Sape etiam inter eos mira diversitas, ut inter homines rudes, imperitos, atque in multis ferè stolidos.*

* **RESCOUERRES, RESCOUEUR.**] Beaumanoir, chap. 2. pag. 20. ligne 3. C'est celuy qui fait recouffe un retrayant. Voyez *Recouffe* & *Resqueure*.

RESCRIPT DU SERGENT EXECUTEUR.] Ponthieu, art. 149. Quand il rescrit de son exploit pardevers le Juge, & luy fait sa relation.

* **RESE.**] Course de gens de guerre.

RESIGNER SON OFFICE, ESTAT, OU BENEFICE.] *Quod veteres dixerunt Ejurare magistratum, munus, sacerdotium. Antiqui Resignare ponebant pro rescribere, ut adhuc Subsignare pro subscribere: Festus.*

RÉSIXIÈSME, RESIXIÈSMEMENT, RETIERS, RETIERCEMENT.] En l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 66.

Quand le prix de l'heritage cottier ou rentier vendu, ou chargé d'aucune rente, est francs deniers: Autrement n'est dû au Seigneur duquel l'heritage est tenu, que le troisième ou fixième denier.

* **RESNAULE, RESNABLE, REGNABLE.**] Beaumanoir, chap. 29. & 34. Raisonnable.

* **RESNAULEMENT.**] Raisonnablement. Voyez *Resnaule*.

RESPIT.] Paris, art. III. Melun, art. 321. Sens, art. 258. Estampes, art. 157. Monfort, art. 182. Mante, art. 185. Senlis, art. 290. Clermont, art. 248. Valois, art. 193. Laon, art. 279. Chalons, art. 269. Reims, art. 392. Ponthieu, art. 152. 154. Auxerre, art. 150. Nivernois, tit. 32. art. 22. Hainaut, chap. 10. & 94. Mons, chap. 25. & en l'Edit de l'an 1536. art. 12. & de l'an 1560. art. 61. Berri, tit. 9. art. 21. 22. Solle, tit. 33. Dourdan, art. 145. Calais, art. 225. Bar, art. 203. Bearn, tit. 1. art. 25.

Sunt inducia anni vel triennii vel quinquennii, qua debitoribus conceduntur à Principe vel magistratu causa cognita adversus creditores, ut interim non urgeantur ad solutionem. Appius Claudius in Thessalia legatus cum ingens esset vis aris alieni, justi crediti solutionem in annorum pensiones distribuit: Livius, lib. 42.

Le Roy Louis IX. a donné répit de dettes pour trois ans à tous ceux qui furent avec luy au voyage d'outre mer, comme recite l'Auteur incertain de la vieille Chronique de Flandres, chap. 20. Au Stile du pays de Normandie, cette diction se prend aussi pour un délai de justice que l'on donne en une cause à l'absent. Et en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 15. Mettre la bataille en répit jusques au lendemain : & au chap. 17. Donner répit. *Ivo Episcopus Carnotensis dixit Respectum, Epistol. 69. 154.* Sans répit, c'est à dire, sans délai & incontinent, en l'Edit du Roy Charles V. de l'an 1376. fait pour le reglement des Forests. Aussi ce répit de payer ses dettes s'appelle benefice, octroy & privilege d'annion, & quinquennion. Orleans, art. 332. 336. 337. 353. Montargis, chap. 18. art. 10. Bourbonnois, chap. 9. & en l'art. 132.

LETTRES DE RESPIT ou D'ESTAT.] Ponthieu, art. 155. 156. & en l'Edit du Roy Philippes le Bel de l'an 1318. art. 8. Lettres d'Etat pour répit. Ponthieu, art. 181. Sont quinquennelles : *qua inducia dantur certis ex causis, & ut nomen bonum fiat si sustineatur. Nec enim semper qui appellatur, statim potest nominibus responderi. * Vide Cangiium in Glossario. V. Respectus.*

RESPIT ET SOUFFRANCE POUR UNE MESME CHOSE.] Bourbonnois, art. 375. 386. La Marche, art. 276. Angoumois, art. 24. Bretagne, art. 334. & ce que l'ancienne Coutume de Poitou, art. 92. 93. avoit dit Répit, le dernier article III. 112. appelle SURCEANCE.

TERME ou RESPIT.] Anjou, art. 347. Le Maine, art. 359. Auvergne, chap. 9. art. 5. chap. 19. La Marche, art. 66. & suivans, & art. 188. *Sunt inducia qua debitoribus vel vassalla conceduntur. Atermoyement.*

SE METTRE EN SES RESPITS.] Lodunois, chap. 1. art. 18. chap. II. art. 6. & en l'ancienne Coutume de Touraine, chap. 1. art. 18. Ce que la derniere Coutume de Touraine, art. 21. a dit se mettre en son devoir : *Ubi agitur de fidelitate prestanda à vassallo : unde ACCEPTATION DE RESPIT.* Anjou, art. 103. Le Maine, art. 116. c'est à dire devoir feodal.

* RESPITER.] Dans les Assises, chap. 126. 265. dilayer, remettre, donner du temps pour payer. Geoffroy de Villehardouin, n. 32. *Querons lor q'il le nos ayent à conquerre & nos lor RESPITERONS le trente mille mars d'argent que il nous doivent.* Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur cet Auteur.

RESPONDANT.] *Pras, fidejussor, vel constituta pecunia reus. Fidejussores dicuntur respondere, l. libertus, §. ult. Ad municipa. Sed propriè Respondere est articipari, recipere, constituere. Responsor, arti-*

Quintus Justiniani No. 4. 99. 115. & Edicto nono.

RESSEANT ET DOMICILIE'.] Es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 9. ou RESSEANT. Acs, tit. 16. art. 3. & ailleurs. Que le Stile de Liege, chap. 14. art. 21. appellé SURSEANT.

RESSEANT AU DUCHE'.] Normandie, chap. 14. & 15.

RESSEANT DU FIEF.] Normandie, chap. 2. 53. 60. 61. 89.

RESSEANT EN JUSTICE.] La Marche, art. 438.

Qui in provincia habet domicilium & sedem : qui a maison, qui reside, & qui tient feu en certain lieu. Personne resseante, & bien aplegée en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1463. art. 65. GENS RESSEANS & SOLVABLES : En l'Edit du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 15. & de Charles IX. de l'an 1563. art. 38. Berry, tit. 1. art. 34. tit. 9. art. 72. Qui sont habitans, domiciliés & residens au lieu : *A sedibus autem sic vocati : quique sunt assidui & locupletes : loci scilicet, hoc est agri, pleni. Plinius, lib. 18. cap. 3.* Commissaire RESSEANT & solvable en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. pour la declaration des fiefs.

RESSEANT ET MANANT AU PAYS.] Hainaut, chap. 23. qui parle d'un criminel qui ne s'est absenté.

RESSEANT AU PAYS, OU DU PAYS.] Anjou, art. 411. Le Maine, art. 291. 422. Auvergne, chap. 25. art. 1. & 5. chap. 31. art. 53. Lalleuë sous Artois, art. dernier.

PERSONNAGE RESSEANT.] Berry, tit. 9. art. 26.

EXOINE DE MAL RESSEANT.] Normandie, chap. 39. 122. 124. & au Style du pays : quand aucun est excusé en justice de maladie dont il est détenu en sa maison, *Cum morbus rei agenda impedimento est.*

CAUTION RESSEANTE.] Bretagne, art. 118. & es Ordonnances du Duc de Buillon, art. 89. Bar, art. 229. Lorraine, tit. 17. art. 3. * Voyez M. du Cang. sur les Etablissements, p. 172. & dans son Glossaire au mot *Residentia*.

RESSEANTISE.] Normandie, chap. 61. residence & RESSEANTISE, en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 2. art. 12.

RESSORT, RESSORTIR.] Meaux, art. 186. 189. Senlis, art. 1. & 3. Tours, art. 72. 159. 195. Anjou, art. 16. 48. 65. Le Maine, art. 16. 56. 71. & souvent es Ordonnances de France : Berry, tit. 2. art. 6. tit. 5. art. 11. 46. 57. tit. 6. art. 3. tit. 8. art. 12.

Sic appellatur districtus judicis, ad quem appellationes sunt. C'est le droit de connoître des causes d'appel. Le Seigneur a Justice & ressort sur ses sujets, *qui ab eo jus petunt eique respondent. Sic reipublica vicus respondere dicitur, l. 30. dig. ad municipales. Unde jus petit. Budens vo-*

cem petitam putat ab antiquo more judiciorum, cum sortitio judicam fieret, & causa cognoscerentur sortibus ex urna ductis. Pace ejus dixisse liceat, non hoc est simile veri.

SERGENS PUISSANS & RESSEANS.] Hainaut, chap. 74. *Quorum sunt idonea facultates, & qui sont demeurans au lieu de leurs charges.*

RETABLIR ET REINTEGRER LA MAIN MISE.] Chasteau-neuf, art. 151. ou la chose spoliée. Bretagne, art. 111. ou ce qui avoit été executé par provision. Bretagne, art. 175.

RETABLIR LES FRUITS.] Dourdan, art. 28. Rétablissement fait par le mary à sa femme pour pareille somme que son héritage a été vendu. Bar, art. 84.

RETABLIR ET RESTABLISSEMENT.] Lille, art. 148. 149. 233. & au dernier, titre des matieres possessoires.

Quand le défendeur rend & restituë les fruits de l'héritage auquel le demandeur prétend avoir par luy été troublé, ou empêché en la jouissance & perception d'iceux. Et doit tel rétablissement être fait avant l'exécution de la recreance entre les mains des Commissaires après le sequestre jugé. Le rétablissement de fruits en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. art. 106. qui se fait és mains du Commissaire établi pour regir une chose sequestrée.

RETABLISSEMENT] Par signe & figure, ou réellement fait. Ponthieu, art. 144. & 145. & au Style du Chastelet de Paris. Quand il est traité de la matiere de complainte en cas de nouvelleté.

RETABLIR ET RESTABLISSEMENT] Des biens d'un conducteur en l'hostel baillé à loüage pour seureté des loyers, s'ils ont été transportez. Montargis, chap. 18. art. 4. Orleans, art. 319. Berry, tit. 9. art. 38. ou bien des fruits que le vassal auroit perçu après la faisie de son Seigneur féodal ou censuel à luy signifiée. Grand Perche, art. 55. 56. Chasteau-neuf, art. 142. auquel nous lisons aussi REINTEGRER les fruits. La Marche, art. 195. Poitou, art. 25. 87. Angoumois, art. 14. La Rochelle, art. 58. 59. Peronne, art. 26. ou rétablir le dommage. Berry, tit. 10. art. 21.

RESTOR.] Au Style du pays de Normandie, signifie recours contre son garend, son sommé ou autre.

* RESTOR.] Dédommagement, récompense. Beaumanoir, chap. 67. des engagemens, p. 343. ligne 15. *Quant jugement est fet de heritage, l'exécution est que l'en mette chil en saisine possible, pour qui li jugement est fés, ou quand jugement est fés de aucune chose que il n'a pas en sa main ne en sa Baillie, ainchois convient que il pourchasse que il l'ait, ou que il en fasse RESTOR. Vid. Cang. in Gloss. V. Restaurum.*

DROIT

DROIT DE RESVE CARTULAIRE.] D'imposition foraine, de domaine forain, & haut passage : qui par les Ordonnances de France appartient au Roy, sur les marchandises entrans au Royaume, ou sortans d'iceluy, & selon que cette aide est taxée pour livre & autrement. Comme aussi les droits de Rouage, Poudrage, Pontenage: *Rotaticum, Pulveraticum, Pontaticum.*

Selon M. du Cange, du mot latin *Rogare*, qui signifie demander, on a fait autrefois parmy nous le mot *Renver* ou *Ruever*, qui avoit la même signification; ce que M. du Cange prouve par ces paroles du Livre qui a pour titre *le Mirouer. Qui querit il trueve, qui Rueve, on li donne, qui hurte, on li ouvre.* Et ensuite de *Resver*, on a fait *Rève*, pour signifier l'impost qu'on leve, ou qu'on demande pour les marchandises qui entrent dans le Royaume. Voyez la Conférence des Ordonnances liv. 10. tit. 7. tom. 2. page 950. & *Cang. in Gloss. V. Reva.* & le mot *Queste*.

* **RETABLIR.]** Voyez cy-devant *Restablis*.

* **RETAIL.]** Poitou, art. 177. C'est la gagerie d'un demi boeuf.

* **RETENAIL.]** Voyez *Retenuë*.

RETENIR PAR PUISSANCE DE FIEF.] Sens, art. 185. & souvent és autres Coutumes, quand il est traité du retrait feudal. Voyez le mot **PUISSANCE**.

RETENIR ET REUNIR A SA TABLE LE FIEF PAR PUISSANCE DE SEIGNEURIE.] Senlis, art. 226. Amiens, art. 18. 43. Clermont, art. 93. *Est dominica redemptio vel potius evictio.*

* **RETENUE.]** Dans les Coutumes du Chastelet, art. 31. de Nancay, art. 10. & 11. C'est le retrait Seigneurial. Voyez *Retenir*.

* **RETENUE, Retenail.]** Protestation. Les Etablissements de France, livre 2. chap. 20. *Il doit faire retenue que l'on appelle protestation.*

RETENUE D'HERITAGE CENSUEL OU FEUDAL.] Melun, art. 127. Berry, tit. 13.

* **RETER.]** C'est adjourner un criminel pour ester à droit. De **RECTUM** qui signifie droit, on a fait *rectare, retare*, & de *retare* *reter*.

RETIERS, RETIERCEMENT.] En l'anciëme Coutume de Monstreuil, art. 66. Voyez la diction **RESIXIESME**.

* **RETORQUUTION de crime.]** Recrimination. Voyez Imbert dans sa Pratique, livre 3. chap. 10. n. 10. page 710.

* **RETOUR.]** Nivernois, chap. 5. des cens & censives, art. 1. C'est la Reversion. Voyez Coquille en cet endroit.

* *Pris en méfait perd le RETOUR.]* Dans les anciennes Coutumes de Champagne, art. 63. C'est à dire que celui qui est pris en méfait doit être puni par le Juge du lieu où le délit a été commis, & qu'il ne peut pas demander d'être renvoyé au Juge de son domi-

cile. La règle est à présent que les crimes doivent être punis par le Juge du lieu où ils ont été commis.

RETRAICT DE BARRE OU DE COUR.] Bretagne, art. 10. 32.

Quand le Juge du supérieur, ou de l'inférieur veut connoître du délit ou différent.

L'article 10. de la Coutume de Bretagne permet la *prorogation de juridiction*, en sorte que toutes personnes peuvent se soumettre à la juridiction du Juge dont elles ne sont pas justiciables, & dans le territoire duquel elles ne de-

meurent pas; & au cas que la prorogation soit faite par contrat, il n'y a pas lieu au *retrait de barre*; c'est à dire, que celui qui a ainsi prorogé, ne peut pas être revendiqué, ny demander d'être renvoyé pardevant son Juge.

RETRAICT CENSUEL.] Berry, tit. 13. art. 6. tit. 14. art. 13. dont aussi il est traité dans les autres Coutumes de ce Royaume: quand le Seigneur du censif retire par puissance de Seigneurie l'héritage qui luy est tenu de cens sur le nouvel acquereur. Comme aussi nous lisons retraire, raproprier & réunir à sa table & domaine, ou au corps de sa Seigneurie & de son fief, l'héritage cottier à faute de rente non payée, reliefs & autres droits non payez: ou l'héritage fief ou cottier vendu, Monstreuil, art. 9. & 35. Peronne, art. 255. Boulenois, art. 53. 139. & en l'ancienne, art. 114. 120. Saint Omer sous Artois, art. 45.

RETRAICT CONVENTIONNEL OU COUTUMIER.] Lodennois, chap. 27. art. 3. c'est le remercé & rachat d'un héritage vendu à grace: ou le retrait lignager. *De illa convention locum est in l. 2. & 7. Cod. de pactis inter emptorem, l. 1. Cod. quando decreto opus, in l. 7. dig. de distract. pignorum, l. 12. dig. de prescr. verbis. nec ea impeditur dominii translatio.*

RETRAICT CONVENTIONNEL, LIGNAGER, OU FEUDAL.] Peronne, art. 152.

RETRAICT FEUDAL.] Tours, art. 34. Anjou, art. 292. 293. Le Maine, art. 359. & suivans. Grand Perche, art. 184. & suivans: Berry, tit. 13. art. 6. tit. 14. art. 13.

RETRAICT PAR PUISSANCE DE FIEF.] Anjou, art. 4. 384. 391. Le Maine, art. 7.

C'est la retenue de laquelle le Seigneur de fief peut user par puissance de fief sur le nouvel acquereur.

RETRAICT LIGNAGER.] Paris, art. 129. & suivans. Meaux, art. 84. & suiv. Melun, art. 50. 71. 129. & suiv. Sens, art. 31. Estampes, art. 29. 169. Montfort, art. 159. Mante, art. 72. Senlis, art. 222. Clermont, art. 5. Vallois, art. 135. Troyes, art. 144. Chaumont, art. 112. Vitry, art. 124. Laon, art. 225. Le Maine, art. 358. Grand Perche, art. 177. Anjou, art. 292. 293. & au chap. 12. Acs, tit. 10. S. Sever, tit. 5. Bayonne, tit. 5. Berry,

tit. 14. & au chap. 6. du Style de Liege, lequel chapitre est de maniere Coutumiere, comme aussi la pluspart du chap. 25. & une partie du chap. 7. & non de la forme de proceder és Cours & Justices. Il est aussi traité de ce droit lignager és autres articles qui suivent esdites Coutumes, & presqu'en toutes les Coutumes du Royaume de France, & au livre second du grand Coutumier, chap. 34. bien amplement.

Est jus cognatus præfertur extraneo emptori, ne prædium exeat de familia, de stirpe, aut cognatione: de gente, genere, gentilitate vel nomine. Voyez le mot PREMESSE. Aussi ce droit s'appelle *retraicte* en la Coutume de Hainaut, chap. 77. de Cambray, tit. 2. art. 13. & RETRACTION. Duché de Bourgogne, art. 109. 110. 111. 112. 113. Comté de Bourgogne, art. 69. 71. 76. 77. 78. Lille, art. 92. *Hæc linearis redemptio vulgo existimatur in mores nostros perducta ex cap. 25. Levitici, ejusque exemplum extare in lib. Ruth. cap. 4. & Hieremia cap. 32. qua sententia displicet Cujacio summo J. C. in Consultat. 9. & interpreti Consuetud. Marchia. Hos jus autem Retraictus cognatici olim jure Romano etiam obtinuit ante l. 14. Cod. de contrab. empt. Sed postea reductum est in Oriente Constitutione Romani Lacapeni, tum in Occidente Constitus. Friderici: qua de re plenius scribam ad tit. 14. Consuetud. Biturigum.*

RETRAICTE.] Ponthieu, art. 170. 182.

Qui se fait par les creanciers pour leur dû, quand un est obligé par une lettre envers deux personnes qui de luy se sont retraicts, & doit le debiteur pour chacune retraicte sept sols six deniers parisis s'il demeure en lieu cottier, & s'il demeure en lieu noble dix sols parisis.

L'article qui est icy marqué le 170. de la Coutume de Ponthieu, est le 169. dans l'édition séparée de cette Coutume de 1685. Il decide que par le Style de la Comté, si aucune personne est obligée par une lettre envers deux personnes, si les creanciers font retraicte pour leur dû, le debiteur doit autant de retraites qu'il doit de termes échus, & pour chacune personne envers lesquels il est obligé séparément, & qui de lui se sont retraits, & pour chacune retraicte, sept sols six deniers parisis s'il demeure en

lieu cottier, & s'il demeure en lieu noble, dix sols parisis. Ce qui est expliqué par l'art. 32. des Coutumes locales d'Abbeville, qui porte que par l'usage & style, si l'obligé est défaillant de payer aux termes à luy donnez, & le créateur se retraits au Greffe, l'obligé sur qui le retrait est fait, échet en amende de dix sols envers la ville pour chacune obligation, car il n'y a qu'une retraicte, posé que ladicte obligation contienne plusieurs termes de paiement. Voyez Eramne.

*** RETRAITES.]** Tournay, titre des rentes foncières, saisines & tenures, art. 3. & 13. Dans cette Coutume & dans les autres des Pays-bas les creanciers de rentes foncières peuvent faire saisir les héritages qui en sont chargez. Et si après un certain temps fixé par l'art. 12. du même titre, le debiteur ne paye pas, le créancier se peut met-

tre en la teneur & saisine de l'heritage saisi, à la charge de payer les rentes antérieures à la sienne; mais il est permis aux rentiers & aux autres creanciers hypothequaires postérieurs, de retraire la chose aux mêmes conditions, & d'être mis ainsi au point du premier saisissant. Voyez *Purger la saisine*.

* *RETRAITES d'usufruits & rentes vendues.*] Valenciennes, tit. 89. C'est le retrait qui est accordé au propriétaire d'un heritage, lorsque l'usufruitier vend l'usufruit de l'heritage, ou le creancier sa rente à laquelle l'heritage est hypothequé.

RETULIT] de Notaire, qui met en forme & en grosse les contrats receus & passez par le Notaire defunt, dautant qu'il rapporte le nom du Notaire, & la minute du contrat avec sa date. Bourbonnois, art. 85. Voyez le mot *RELATION*.

FERMIER DU REVENDAGE DU ROY.] Dourdan, art. 146.

Entre les mains duquel un debiteur met biens meubles exploitables pour la somme due, afin d'avoir trois semaines de terme pour payer son creancier par les mains du fermier, & afin d'avoir mainlevée de ses biens pris par le Sergent.

REVENIR A LA TABLE DE L'AISNE'.] Tours, art. 279.

Quand les successions d'un puîné ou de ceux qui sont issus de luy, & qui ont eu leur partage divisé, & qui sont decedez sans hoirs de leurs corps, appartiennent à l'aîné frere, ou à ses representans.

REVENTONS.] Qui est un droit outre les lods & ventes dû par l'acheteur au Seigneur censuel, quand il a acheté l'heritage chargé de cens à la charge d'acquiter le vendeur du droit de lods: Melun, art. 116. Ce droit s'appelle autrement *VENTEROLLES*: & *Reventes*, Clermont, art. 115. & *RETIERS*, *RESIXIESME*, Monstreuil, art. 66. & n'est dû par la Coutume de Dreux, art. 35. quoique l'acheteur ait acheté l'heritage censuel à la charge de payer toutes ventes, lesquelles autrement se payent par moitié entre le vendeur & l'acheteur. *Revendere*, l. 22. dig. de operis libert. l. 37. de bonis libertorum.

REVENU,] Soit de maison, de terres, de vignes, de bois, de pré, ou d'autres heritages: ou de cens rentes, terrages, dismes, ou de bestail. *Reditus accipitur pro quavis obventionem que singulis annis redeat*, πρὸς ὁδὸς, ὁρὸς. Hoc autem nomine propriè significantur pensiones que ex locatione rediguntur, l. 22. 38 de usu & usufr. legato. impropriè autem fructus omnes, l. 17. 25. cod. Antiqui omnem ex agris proventum vocabant *Adorem*, & omnes fructus ὁρὰν, ac omnem ex pecore proventum πρὸς βοῶν. *Ador farris est genus. Festus*.

REVERSALES.] Lorraine, tit. 5. art. 6.

REVESTIR UN VASSAL DE SA TERRE.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 4. & ailleurs. Quand l'heritier après le decez de son pere ou autre decesseur, est de nouveau ensaisiné de son fief pour être receu à l'hommage par le Seigneur feudal. Voyez le mot **VEST**. Revestemens de lignes au fait des successions. Lorraine, tit. 9. art. 5. & en la nouvelle Coutume.

REVESTISSEMENT] En la Somme rurale signifie le don mutuel & égal qui se fait entre deux conjoints par mariage, & qu'il convient faire passer par loy, & en justice.

* **REVESTISSEMENT de lignes.**] Lorraine, art. 126. C'est un droit par lequel les propres sont deferez par succession aux plus proches parents des côtez & lignes d'où ils sont provenus. Voyez Fabert sur cet art. pag. 175.

REVISION DE COMPTE,] *cum rationes retractantur, ut diligentius examinentur, excutiantur, penantur, dispungantur, conferantur, expugantur, supputentur, subducantur in acceptis, datis & expensis.*

* **REVIVRE.**] Nivernois, chap. 14. c'est le regain, ou la seconde herbe.

REUNIR A LA TABLE ET DOMAINE DU SEIGNEUR.] Amiens, art. 104. S. Paul, art. 14. à sçavoir celle qui a été imprimée après la Coutume d'Artois. Quand l'heritage retourne au Seigneur feudal: comme aussi la justice inferieure & fonciere est reconsolidée à la table de la haute Justice dont elle dépend, quand le Seigneur en a abusé, comme dit Boutillier, lequel aussi use de cette phrase, **REMETTRE A LA CHARRUE.**

REUVARD] En la Coutume locale de la Bassée sous Lille en Flandres, & de la ville de Chisoin. C'est un Officier. Dans les Chastelains de Lisle p. 142. c'est ce semble un Enquesteur, p. 143. & à la page 141. un Receveur. * *V. Refue.*

* **REYNE.**] Voyez *Roine*.

* **RIBAUTS.**] Dans les Auteurs de la basse latinité *Ribaldi*, sont des valets d'Armées. Le Moine des Vaulx de Cernay, dans son Histoire des Albigeois publiée par Monsieur Camusat chap. 15. page 44. *Quod videntes servientes exercitus, qui publica lingua dicuntur Ribaldi, cum indignatione maxima muros adeunt civitatis, nobilibusque exercitus nescientibus, & penitus inconsultis, facto insultu ipsa hora, quod dictu mirabile est, capiunt civitatem.* Et comme ces sortes de gens ne valent rien, on a donné leur nom à tous les débauchez. *Skinner in Etymolog.* Ribald. à *Fr. G. Ribauld. It. Ribaldo, nebulo, scelus, furcifer, impudens, scortator, hoc à Re intensivo & Fr. Gal. Baud, Bauld, It. Baldo audax q. d. valde audax (i. e.) impudens.* Joignez les auto-
S f iij

ritez rapportées par Monsieur du Cange sur ce mot, & cy-après *Roy des Ribauds*.

RIDDES D'OR.] Hainaut, chap. 74. font especes de monnoye. Voyez le mot **VIENNOIS**.

RIEREFIEF.] S. Sever, tit. 6. art. 1. 2. Bayonne, tit. 17. art. 10. 11. 13. 14. c'est la rente seiche, la pension ou autre cens annuel, que le sujet impose sur son heritage mouvant d'aucun Seigneur foncier, & est amortissable, & est different du fief ou prinief. Le rierechief, ou rierefief aussi se prend pour l'arriere-fief, comme en l'assiette ancienne de Bourgogne : *Retrofeudum ut & Retrocensivum in constitut. Latinis Regum Francia Philippi III. anni 1275. & Philippi IV. anni 1291.* qui ont été faites pour la finance des francs fiefs, & nouveaux acquests. Rierevassal : Riereban.

* *Terres laissées en RIETS ou Riez.*] Dans l'ancienne Coutume d'Artois, art. 39. 62. *Riez & Pasturages* dans la Coutume de Boulogne, art. 133, font des terres incultes & non labourées.

* **RIEULE.**] Regle. Rieule de Droit. Des Fontaines dans son Conseil, chap. 15. art. 26. page 100. ligne 10. En Gascogne on dit *Reole*; il y a un celebre Monastere ainsi nommé, parce que Abbon y mit la Reforme.

* *Heritages en friche RIEZ ou degats.*] Dans l'Ordonnance de Philippe Roy d'Espagne sur le payement, quittance, moderation, & attermination de cens, rentes foncieres, seigneuriales &c. art. 8.

* **RIGUEURS.**] Voyez la Rocheflavin dans son Recueil d'Arrests, livre 3. tit. 11. C'est le Scel authentique & rigoureux, qui donne au creancier execution parée non seulement sur les biens du debiteur, mais aussi contre sa personne, qui peut être arrêtée & emprisonnée. A Nismes il y a un Juge des conventions Royaux créé & établi par Philippe III. en 1272. qui est Juge Chartulaire ayant Scel Royal authentique & rigoureux; ce Juge connoît seulement des executions faites & passées aux forces & rigueurs de sa Cour, aux fins de contraindre les debiteurs à payer par saisie & ventes de leurs biens & détention de leurs personnes, pourvû qu'ils s'y soient soumis, & que la somme en soit au moins de dix livres. Voyez le Style de Nismes de l'an 1659. page 180. 182. avec les Notes.

* **RIOTTE, RIOTTER.**] Querelle, quereller.

* **RIOTTOUS & querellous.**] Chicaneur, Plaideur.

* **RIT.**] Bouteiller dans sa Somme, livre 1. tit. 2. page 7. *Rit est une chose accoutumée en une ville ou en une contrée entre la communauté d'illec. Comme on diroit par la maniere du pays il est accoutumé de porter armures plus en un pays qu'en un autre, comme en Flandres plus qu'en*

France, ou en Henault plus de tuer hommes, qu'en Arthois, & toutefois combien qu'ainsi soit fait communément, ce n'est pas Consume ni Style à proprement parler. Voyez Charondas en cet endroit.

DROIT DE RIVAGE.] Qui est dû pour le vin & autres marchandises qui entrent en l'eau par bateaux, ou qui en sortent, dont est fait mention aux Ordonnances de la Prevôté & Eschevinage de Paris: *Ripaticum*.

* **ROAGE.]** Dans les anciennes Coutumes de Berry, publiées par M. de la Thaumassière, chap. 2. page 331. Voyez Rodage, & *Cang. in Glossar.*

PROVISION DE LA ROBILLE.] Quand l'on adjuge à une veuve qui a renoncé au meuble de son mari, ses vestemens, robbes, chapperons, ceintures, anneaux, & son trousseau. Terrien au chap. 7. du livre 7. du droit observé en Normandie.

RODAGE.] Acs, tit. 12. art. 5. 6. S. Sever, tit. 10. art. 5. 6. *Rodaticum in capitulis*, lib. 6. art. 219. *vel Rotaticum, in antiquis instrumentis*, Rouage. C'est le devoir que le Seigneur peager prend pour une charrette vuide ou chargée de marchandise passant par le chemin public & royal, outre le peage dû pour raison de la marchandise.

* **ROGAT.]** C'est un droit petitoire, qu'un Officier d'Eglise ou autre Juge d'Eglise envoie à un autre pour faire adjourner à répondre pardevant le Diocésain, le sujet d'un autre Diocèse pour raison de mariage commencé au Diocèse, & avec personne du Diocèse du requérant, & est fait en telles paroles: *In Juris subsidium requirimus, & rogamus*. Et celui à qui telle lettre s'adresse le peut bien sans offense refuser. L'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. chap. 19. à la fin. Voyez la Note de Guenois sur la Pratique d'Imbert, livre 1. chap. 1. lettre B. page 12. & le mot *Commission rogatoire*.

* **ROGO.]** Voyez *Cens*.

ROI D'ARMES, ET HERAULTS.] En l'Histoire de Monstrelet premier volume, chap. 9. 52. 74. 115. 268. & en la Coutume de Bearn, tit. 46. art. 14. Froissart, livre 1. chap. 221. Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. Qui sont Officiers de la Couronne de France, & qui anciennement ont été en grande autorité pour dénoncer la guerre, faire treves, capituler la paix avec l'ennemi, & ont les noms de Provinces. Ils assistent aux Entrées des Villes, aux Tournois, & aux Funerailles des Rois. Le Duc d'Armes de Normandie: Alain Chartier en la Chronique de Charles VII. sur la fin. *Olim hostibus populi Romani feciales & legati bellum indicebant, sed & ad fœdus faciendum mittebantur sagminibus ex arce sumptis: Livius, lib. 30. in fine: erant pacis ac belli nuncii. Sagmina erant verbera herba pura, Festus.*

Caduceatores autem mittebantur ad inducias aut pacem petendam supplicis sumptis ex verbena, Festus. Sagmina in remediis publicis fuere & in sacris legationibusque verbena. Certè utroque nomine idem significatur, hoc est gramen ex arce cum sua terra evulsum : ac semper & legati cum ad hostes clarigatumque mitterentur, id est res raptas clarè repetitum, unus utique verbenarius vocabatur : Plinius, lib. 22. cap. 2. & lib. 25. cap. 9. Fœderum, pacis, belli, induciarum oratores, feciales, iudices duo sunt, bella disceptant. M. Tull. 2. de legibus. Qui autem Romanis feciales, Plutarcho in Numa. Εἰρηνοφύλακες : & Dionysio Halicarnassco Εἰρηνοδῖνοι : de quibus Livius, lib. 1. & passim. Servius in Virgilium, lib. 9. & 10. Gellius, lib. 16. cap. 4.

ROI DES ARBALESTRIERS,] Des Barbiers, des Arpenteurs, des Mestiers & autres semblables pour le superieur d'entr'eux, qui a surintendance sur eux par Lettres du Roy, ou autrement : Sic & olim Rex, Regina sacrorum vel sacrificiorum, Rex sacrificulus : Rex pueritia : Reges ararii : Rex convivii festis Saturno diebus, quibus inter alia equalium ludicra regnum lusu & talo sortiebatur, Tacitus 13. Annal. de quo in Querolo antiqua comœdia. Magisteria conviviorum talorum jactibus sortiri solebant Porph. in Horat. lib. 1. Carminum : Hic rex ridicula quadam imperitabat, ut ex Arriano & Luciano Lipsius observat. Rex conviventis, Macrobius lib. 1. c. 5. Rex mensa, idem initio lib. 2. erant in convivii Modiperatores potandi, ut ex Varrone Nonius citat : qua de re auctores qui de triclinio Romano & convivii scripserunt. Domini à servis etiam Reges dicebantur, Et Julius Pollux, lib. 9. Κασιλῖδα interpretatur ludum quo ducta sorte aliquis fit Rex, qui laboriosum aliquid ministro, qui sorte pariter obtigerit, imperat. Rex Nemorensis Suetonio in Caligula cap. 35. qui sacerdotii Regnum obtinebat quia singulari certamine vicisset. Eadem ratione princeps Officii, l. 1. Cod. Th. de Offic. Rector. provin. Symmacho, epistol. 36. lib. 10. & Lampridio, & in Querolo veteri comœdia. Principales civitatum : Princeps Senatus, Princeps gentis, civitatis, artis : scriniorum, qui & Primiscriinius. Principes agentium in rebus : urbs Princeps regionis. Regina pecunia, Horatio epist. lib. 1. Virtutum regina fides Prudentio. Trochilus rex avium, Regulus Aristoteli, Plinio, lib. 8. cap. 25. lib. 10. cap. 74. Qui Regaliolus Suetonio in Julio cap. 81. Aquila volucrum Regina Martiali, lib. 5. Ales cui rex deorum Regnum in aves vagas permisit, Horatius 4. Carminum, Ode 4. Flaviorum Rex Eridanus Hesperia Nempe. Leo quadrupedum Rex Æsopo. In apibus rex : Medicis stomachus totius corporis rex. Eolus rex ventorum. Inter conchas Indicas rex vel regina. Et hoc persequi immensum est; multa que sunt similia qua prudens omitto, ne sim fastidio hac legentibus. Unum adjiciam ex Suda, Regem esse Francorum ἀρχηγός : quod per

per excellentiam obtinuit : & divites dici reges reginasque.

ROI DE LA BAZOCHE.] Qui est le chef des Clercs & Praticiens de la Cour de Parlement ou d'autre Justice , quand ils font leurs Monstres & Jeux. Et se trouve au Registre d'un Plaidoyé fait à Paris en Parlement le 6. Mars 1469. que le Roy de la Bazoché par un Avocat demanda le renvoy d'une cause grasse : & a la Cour accoutumé chacun an de donner une amende à la Bazoché : **MONNOYE DE BAZOCHE** : *Aurum vel argentum comicum, Plauto in Pænulo : interdum alea luditur positus lupinis vice pecunia. Turnebus lib. 1. Adversariorum, cap. 19. Et ex lupino fiebant nummi comici.* Voyez le mot *Bazoché*.

ROI DES MERCIERS.] Est celui que le grand Chambrier de France commettoit pour avoir autorité sur les Merciers , pour visiter leur marchandise, leurs poids & aunages. Et dont est fait mention au plaidoyé du Duc Jean premier de Bourbon grand Chambellan de France, du 6. Mars 1480. en Parlement à Paris ; & en un Plaidoyé du Parlement tenu à Poitiers du 15. Juin 1431. est fait mention du Roy des Merciers au Baillage de Mâcon. A present cet Officier est pourveu par le Roy, & s'appelle **VISITEUR**. Le mot de Roy étoit donné au supérieur ou Juge.

ROI DES RIBAUTS.] Lequel avoit connoissance sur tous jeux de dez & de brelans qui se font en l'ost & chevauchée du Roy , & prend tribut sur les logis des Bordeaux , & a l'exécution des criminels condamnés par les Mareschaux de France , ou leurs Prevosts. Boutillier en la Somme rurale , traitant du droit & Office desdits Mareschaux. Il est fait mention de ce Roy des ribauts en un Arrest du 13. Janvier 1357. & en d'autres Arrests recueillis par le Greffier du Tiller. A present le Prevost de l'Hostel du Roy a la juridiction de cet Officier domestique. Les mauvais garçons étoient nommez **RIBAUTS** , & les femmes & filles abandonnées **RIBAUDES** : Toutes-fois ce mot semble prendre son analogie de *Rivalis*. Le President le Maistre au traité des Appellations comme d'abus a observé deux Arrests que l'on appelle des Ribauts mariez , par lesquels il a été défendu à l'Evêque & Archidiacre d'Amiens de faire citer les gens laïcs pardevant leurs Officiaux en matiere d'adultere , ou de fornication. Aussi le Roy des Ribaux a eu charge de mettre hors de la maison du Roy ceux qui n'y devoient manger ou coucher. * (*Ribault* ne vient pas de *Rivalis* , mais de *Ribaldus* , qui dans la basse latinité , signifioit un enfant perdu, un mauvais garnement. Touchant le Roy des Ribauds , voyez Pasquier dans ses Recherches , liv. 8. ch. 44. M. du Cange sur *Rex Ribaldorum* , & cy-devant le mot *Ribaut*.)

DROITS ROIAUX.] Sont la garde & protection des Univer-

sitez , & des Eglises Cathedrales , & autres qui sont de fondation Royale, lesquelles , ensemble leurs hommes , supposts , serviteurs , membres & sujets , sont exempts de tous Juges autres que Royaux. Le Roy ne peut être excommunié par aucun , ni les Officiers du Roy pour raison de leurs Offices : & peut prohiber & défendre qu'aucune monition , suspension , ou interdiction , soit publiée , ou executée contre les Prelats & Officiers de son Royaume , comme il a été proposé au privé Conseil du Roy tenu à saint Germain en Laye , au mois de Novembre 1583. Sur quoy toutesfois les Prelats n'ont voulu déliberer pour n'offenser les Statuts de leur profession. Et de ce il y a un Traité d'un docte personnage , qui a recueilli les Memoires de la grandeur , droits , prééminences & prerogatives des Rois & du Royaume de France. Le Roy seul peut donner rappel de ban & de gale-res , grace , pardon , ou remission de crime , de laquelle aussi le seul Juge Royal peut connoistre. Le Roy seul donne sauvegarde , sauf-conduit & passeport , sauf ceux ausquels le Roy en a baillé le pouvoir exprés à cause de leurs Charges & Estats : & le seul Juge Royal con-noît de l'infraction. Comme aussi du crime de leze majesté , de port d'armes , de fausse monnoye , des contrats passez sous Scel Royal , avec soumission. Le Roy seul peut octroyer lettres de marque , de repre-sailles , d'état , de nobilisation , de legitimation , de naturalité , de re-stitution en entier , & relever de toutes formalitez de Justice. Le Roy peut faire nouvelles indictions & subsides : à luy seul appartiennent les successions des aubains & étrangers , les droits de nouveaux aveus , d'octroyer la bourgeoisie aux hommes serfs des Seigneurs , d'octroyer traites , foires & marchez , & amortissement pour ne vuidier ses mains , & de créer Chevaliers : d'instituer Corps & Communautéz & Statuts de métiers , & d'ériger nouveaux Offices : & de reformer ou instituer les Universitez. Les droits de dixième & tiers denier , dont j'écris en son ordre : les deniers des tailles , aydes & subsides se manient & exe-cutent par les gens & Officiers du Roy , posé qu'il en ait accordé une partie à quelque Prince pour appanage , ou à autre pour assignation de ses dettes. Les Juges Royaux connoissent par prévention des cas de nouvelleté en leur ressort. Le Roy de France ne connoît aucun superieur en temporalité , & n'est sujet aux loix Imperiales , & a droit de Regale sur les Archevêchez & Evêchez de son Royaume , sauf les exempts par contrat ou possession immemoriable. Aussi le Roy seul peut ériger une Chastellenie en Baronnie ou Comté : & une Baron-nie ou Comté en Marquisat ou Duché : Luy seul peut accroître & hauffer les dignitez feudales. Nul ne peut lever une armée , faire la guerre , prendre les armes sans le commandement du Prince. Il n'ap-

partient qu'au Roy seul de faire alliance, paix, ou trêve avec l'ennemi. Il est traité de quelques-unes de ces marques de souveraineté au premier livre du grand Coutumier, & par Bodin en sa Republ. livre 1. après plusieurs autres Docteurs & Praticiens. Voyez cy-devant LES CAS ROYAUX, & cy-après LES DROITS DE SOUVERAINETÉ. *Extat etiam constitutio Friderici Imper. de Regalibus, in qua enumerantur jura quadam fiscalia.*

* **ROIE ou RAYE.**] Du latin *rigor*. C'est un champ labouré, un labour. Beaumanoir, chap. 27. *Quant fief eschiet à hoirs qui sont de côté il y a rachat, & li rachat si est de tant comme il vaut un an, & li sires qui loyaument le veut peure doit regarder combien le fief gist en terres gaignables, lesquelles sont toutes à une raye, ou le greigneur partie si que le greigneur valeur, si n'est que une fois en trois ans, c'est à sçavoir l'année que le greigneur Roye porte bled, &c.* Voyez l'article 1. de la Coutume locale de la Terre & Seigneurie de Soesme, & Bouceiller dans la Somme, page 860. à la fin, liv. 2. tit. 40.

* **ROIETTE.**] Puissance, usufruit. Les Assises de Jerusalem, chap. 273. *Ne moy ne ma femme ne avons que la Roiette des biens à nôtre vie &c.*

ROINE BLANCHE.] Comme nous appellons nos Reines veuves, en memoire de Blanche de Castille veuve du Roy Louis VIII. & mere du Roy Louis IX. & en memoire de Blanche d'Evreux veuve du Roy Philippes de Valois : lesquelles ont eu un tres-bon nom en France : *ut Candacis nomen ad reginas Æthiopia transit : Plinius lib. 6. cap. 29. qui gravis auctor in primis & celebratus.* * Voyez Du Tillet, p. 258.

* **Obligé en ROLLAT.**] Bayonne, tit. 16. C'est celui qui est obligé par un instrument garantigonné, ou par un contrat qui a execution parée. Dans la Coutume de Labourt, tit. 13. au lieu de *rollat*, il y a *aorolat*, & il y est dit que l'obligé en *aorolat* est celui qui est sous la rigueur de la Cour du Baillif.

ROLLE, ROULLEAU.] *Tabella quibus quid enumeratur, recensetur : Catalogus pugillares qui plicantur, vivaxidia unde Contrerolleur.* * Voyez *Rolle*. cy-après.

* **ROMIUS.**] *Romipeta*. Bearn. Rubr. deu Penas, art. 44. Les Romiers, sont les pelerins qui ont fait vœu d'aller à Rome, à la différence de ceux qui alloient à la Terre-sainte, qui étoient nommez *Ramipeta*. Calixte II. dans un Concile tenu à Rome ordonna que les biens des Romiens seroient *in treuga & pace*. V. *Cironium ad rit. extra De voto & voti redemptione. Tronem epistol. 173. & ibi Juret. Tirium de bello sacro, lib. 1. cap. 15.*

* **ROMPEIZ.**] *Terra rumpenda*. Meyers, tit. 12. art. 6. sont ter-

res nouvellement cultivées, esquelles n'y a apparence ; ou memoire de culture faite autrefois. Voyez le mot *Roturier*. Coquille sur cet article, & M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Rupsicium*.

CAS DE ROMPTURE.] Boulenois, art. 106. 142. Arthois, art. 166. & en l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 97. & en l'ancienne d'Arthois, art. 115.

Cum agitur de distrahendo pradio debitoris quod ei reliquum est ex omnibus facultatibus. Car si tel heritage est cottier, c'est à dire redevable de rente, le Seigneur precedera pour une année d'arrerages de sa rente, & les autres chacun en son ordre d'hypothèque aussi pour une année : & quant au résidu du prix s'il y en a, tous les crediturs du debiteur duquel l'heritage est saisi & subhasté, qui se sont opposez, contribuent au prix chacun à proportion de leur dette. Ce droit s'appelle aussi CAS DE DE'CONFITURE : & *conjunguntur in illo articulo 142. & pro eodem jure accipiuntur in antiquata illius Comitatus consuetudine, art. 123.*

RONTEIZ.] *Terra rupta.* Nevers, tit. 12. art. 60. sont terres qui de long-temps n'ont été labourées, & esquelles y a apparence, ou memoire de culture ancienne. Voyez Coquille sur cet article, & le mot *Roturier*.

ROOLLE] Des tailles, des habitans, de la gendarmerie, ou d'autre chose : *Brevis, Breviculum.*

* ROOLLES & Rentiers.] Bretagne, art. 74. de la nouvelle Coutume, & 82. de l'ancienne. Les *Rentiers* sont des papiers terriers, où les reconnoissances des tenanciers sont transcrites. Les *Roolles* sont des extraits des rentiers qui contiennent seulement les noms des sujets ou tenanciers, & la quantité de chaque rente qu'ils doivent. *RENTIERS Franci vocant PAPIERS TERRIERS abs re ipsa, quia scilicet solaréas professiones contineant subditorum, id est eorum nomina, solarii quantitatem & qualitatem, diem solutionum, solum & pradia quorum nomine debentur, & cui debeantur pradio de pluribus Dominicis.* LES ROOLLES, *nomenclaturam dumtaxat continent, & debiti solarii quantitatem &c.* D'Argentré sur l'article 81. Voyez cet Auteur sur l'article suivant nombre 1.

* ROTEUR.] En latin *Rothorium* ; c'est le lieu où l'on fait rouir le chanvre ; & comme le chanvre corrompt l'eau, selon Pline dans son Histoire, livre 20. ch. 23. par l'article 209. de la Coutume de Normandie, *Roteurs ne peuvent être faits en eau courante, & si quelqu'un veut détourner l'eau pour en faire, il doit vider l'eau dudit Roteur, en sorte que l'eau d'iceluy Roteur, ne puisse retourner au cours de la riviere.*

En Bresse, celuy qui a droit de *Naizage* peut porter rouir son chan-

vre dans l'étang sur lequel il a ce droit, pourvû néanmoins qu'il ne mette point son chanvre dans la pêcherie, & qu'il y ait de l'eau suffisamment; car dans le temps de secheresse, où le poisson souffriroit par la puanteur du chanvre, le *naizage* ne seroit pas permis. Voyez M. Revel sur les Statuts de Bresse, p. 276.

Il ne sera peut-être point hors de propos de rapporter icy le commencement de l'Ordonnance de l'Empereur Frederic, qui compose le titre 35. du liv. 3. des constitutions de Sicile. *Salubritatem aëris divino judicio reservatam, studio provisionis nostræ in quantum possumus, disponimus conservare, mandantes, ut nulli amodo liceat in aquis cujuslibet civitatis, vel castri vicinis, quantum milliare ad minus protenditur linum, vel cannabum, ad maturandum ponere, ne ex eo, prout pro certo didicimus aëris dispositio corrumpatur: quod si fecerit, linum ipsum immissum & cannabum amittat.*

* *ROTTE.*] Compagnie de gens de guerre. Les Coutumes de la Perouse publiées par M. de la Thaumassiere entre les anciennes Coutumes de Berry, chap. 99. *Li sires ne doit mettre rottes ne gens étrangères sans l'accord des cossors.*

ROTURE.] Amiens, art. 198. Peronne, art. 46.

EN ROTURE.] Tours, art. 260. Peronne, art. 191. Dourdan, art. 99.

A la difference de ce qui tient en fief. Quelques anciens aussi ont appelé la roture villenage, d'autant que tel heritage n'est tenu noblement, mais à charge de cens, de rente, ou d'autre devoir roturier.

FIEF OU ROTURE.] Sedan, art. 258. Paris, art. 83. Fief & roture: Paris, art. 335. Calais, art. 124.

HERITAGES EN ROTURE.] Paris, art. 53. Melun, art. 91. 144. 272. 291. Mante, art. 4. Laon, art. 225. 262. Dourdan, art. 7. Calais, art. 49. 54.

Qui sont tenus à cens ou rente, à la difference de l'heritage feudal. *Videntur appellari Burghensatica in Constitut. Neapolitan. lib. 1. tit. 67.*

DOÜAIRE NOBLE OU ROTURIER.] Poitou, art. 260. & 262.

FIEF ROTURIER.] Bretagne, art. 305. 343. 400. 566.

Qui est l'heritage tenu à cens ou rente d'un Seigneur feudal. Ailleurs est ainsi appelé le fief tenu par un roturier.

MAISON, LOGIS OU MANOIR ROTURIER.] S. Jean d'Angeli, art. 6. 75. 91.

MARIAGE ROTURIER.] Lodunois, chap. 29. art. 11.

NAISSANT ROTURIER.] Laon, art. 60.

C'est le propre heritage qui est en roture, & non en fief.

TENANCIER ROTURIER.] Amiens, art. 41.

Qui tient un heritage censuel & cottier.

CONDITION ROTURIERE.] Angoumois, art. 29. 41. 42. S. Jean d'Angeli, art. 58. Bretagne, art. 553. 555. Sedan, art. 2.

EMPHYTEUSE ROTURIERE.] Meaux, art. 210.

PERSONNE COUSTOMIERE ou ROTURIERE.] Lodunois, chap. 25. art. 12. chap. 29. art. 17. En l'inscription de la partie 7. de la Coutume du Maine il est dit que les non nobles sont appelez roturiers & coutumiers.

FEMME ROTURIERE ET DE POTE.] Meaux, art. 155. Melun, art. 216. 295. Sens, art. 213. Estampes, art. 96. Monfort, art. 132. Mante, art. 130. Troyes, art. 12. Laon, art. 14. 15. Chalons, art. 4. Reims, art. 2. 3. 281. Montargis, chap. 14. art. 1. Anjou, art. 94.

FEMME NOBLE, ou ROTURIERE.] Tours, art. 187. 232. 290. 291. 293. 308. 316. 317. 330. 332. 333. 336. 337. Orleans, art. 238. Lodunois, chap. 15. art. 31. chap. 27. art. 33. 34. chap. 29. art. 11. chap. 31. art. 5. 6. 7. 9. chap. 32. art. 1. & 3. Anjou, art. 303. Dourdan, art. 84. Bar, art. 71. 79.

FILLE NOBLE, ou ROTURIERE.] Tours, art. 286.

HOMME, FEMME ROTURIERE.] Vitry, art. 7. & 8. Laon, art. 14. 15. 16. Chalons, art. 4. Reims, art. 1. 3. 42. Poitou, art. 15. 34. 38. & ailleurs. Le Maine, art. 107. 267. 317. La Marche, art. 81. Sedan, art. 3. 4. 87. 204. 208. 213. Amiens, art. 124. Bretagne, art. 357. 363. **GENS ROTURIERS:** Tours, art. 185. 186. 297. & ailleurs. Anjou, art. 88. 204. Le Maine, art. 36.

MAIN ROTURIERE,] & d'homme non noble, en la Coutume de la Ruë d'Indre, art. 6.

PERSONNE ROTURIERE.] Anjou, art. 279. Le Maine, art. 296.

RENTE ROTURIERE.] Laon, art. 193. Chauny, art. 97. Blois, art. 68. Bourbonnois, art. 414. 415. Poitou, art. 103. & ailleurs en la Coutume de Touraine, & de Lodunois. Voyez le mot **RENTE:** de laquelle l'acquireur n'a fait la foy & hommage, quoiqu'elle fût constituée sur heritage feudal: ou laquelle ne porte directe Seigneurie, ou qui n'est dûë sur un fief, à la difference de la rente noble, qui est deuë sur fief d'autrui.

SUCCESSION ROTURIERE.] Tours, art. 314. Lodunois, chap. 29. art. 16. Anjou, art. 225. 254. 272. Grand Perche, art. 143. 157. 160. Le Maine, art. 241. 272. Angoumois, art. 83.

Qui est de choses roturieres, à la difference de la succession noble ou feudale.

ROTURIEREMENT.] Paris, art. 68. Troyes, art. 11. 16.

Chaumont, art. 10. Vitry, art. 2. 7. 8. Tours, art. 18. 314. 315. 316. 317. 320. & en la Coutume locale de Mesieres & de S. Cyran en Touraine. Lodunois, chap. 1. art. 14. chap. 5. art. 3. chap. 29. art. 16. 17. 18. 20. 21. Anjou, art. 254. 255. 256. 344. Le Maine, art. 273. 274. 356. Poitou, art. 34. 42. 43. Angoumois, art. 20. 85. Bretagne, art. 356. 608.

Les biens immeubles tenus roturierement en censive, sont opposez à ceux qui sont tenus noblement en fief ou en franc alcu: Reims, art. 40. Les choses tenuës à cens, rente, corvées, & autres devoirs non nobles: ou qui sont tenuës par gens roturiers & non nobles, sont possédées roturierement.

CHOSSES ROTURIERES.] Meaux, art. 148. 164. Estampes, art. 170. Tours, art. 18. Nobles ou roturieres: Poitou, art. 29. S. Jean d'Angely, art. 51. 75. Bretagne, art. 565. Choses roturieres, & censives. Anjou, art. 258. Le Maine, art. 276. Sedan, art. 217. 218. Dourdan, art. 132.

SUBVENTIONS ROTURIERES.] Bretagne, art. 561. esquelles les roturiers sont sujets, & non pas les nobles.

TERRES ROTURIERES.] Paris, art. 345. Mante, art. 116. Montargis, chap. 4. art. 2. Peronne, art. 75. 76. 82. 97. Bretagne, art. 91. 356. 416. 548. 550. 552. Calais, art. 252.

A la difference des terres tenuës en fief qui sont nobles.

Sed de hac dictione plus satis, ad reliqua festinante animo: Ne quis verò nos aut indiligentia damnet, aut hanc diligentiam fastidio damnet tanquam supervacua, & de re nota satis: Alius est enim hujus Indicis usus, in quo sanè nolui operosè nihil agere, eorum more qui in literarum inutilium studiis detinentur, qui morbus est quorundam, de quo eleganter Seneca libello de brevitate vite ad Paulinum, qui Roma erat curator annonæ, & in epistola 89. ad Lucilium Balbum juniorem in Sicilia procuratorem Cesaris, ad quem libri epistolarum, quem appellant vulgò Sicilia Præsidentem: illudque constat ex libris naturalium questionum ad eundem, qui à Seneca jam sene ut & epistola, scripti sunt.

ROTURIERS.] Meaux, art. 1. 3. 4. 18. 50. Melun, art. 273. Sens, art. 82. 160. Estampes, art. 135. Montfort, art. 116. Mante, art. 1. & 178. Clermont, art. 4. Reims, art. 279. Noyon, art. 4. Boulenois, art. 12. Montargis, chap. 12. art. 1. & en l'Edit du Roy François I. fait à Cremieu l'an 1536. Tours, art. 1. 132. 233. 239. 247. 301. 304. 309. 317. 318. 338. 364. 366. 374. 375. Lodunois, ch. 1. art. 1. chap. 8. art. 5. & 10. chap. 15. art. 28. chap. 19. art. 1. chap. 25. art. 1. chap. 26. art. 3. ch. 37. art. 1. 3. 5. 7. 13. 17. Anjou, art. 2. 31. 46. 164. 334. 425. Le Maine, art. 53. 237. 296. 346. Grand Perche, art. 158. Chasteauneuf, art. 137. Chartres, art. 52. 54. 87. Dreux, art. 75. La Marche, art. 79. 83. 175.

212. 216. S. Jean d'Angeli, art. 6. 7. 8. 76. 93. Bretagne, art. 150. 152. 408. 556. 572. 590. 699. & ailleurs, & souvent en la Coutume de Poitou. Dourdan, art. 88. 90. 125. 127. Bar, art. 65. 76.

Qui sont non nobles, & du tiers état, qui sont Plebeiens. Charni, art. 133. Les nobles sont opposez, aux roturiers: Montargis, chap. 12. art. 1. Orleans, chap. 1. art. 28. 33. 34. 35. 41. 78. 159. 223. Blois, art. 4. 9. 46. & ailleurs. Peronne, art. 127. Tours, art. 93. 98. 230. 238. 240. 246. 254. & suivans, & en l'art. 287. 296. 310. 319. 351. Lodunois, chap. 14. art. 1. chap. 24. art. 1. chap. 25. art. 3. 4. 8. 10. chap. 26. art. 6. chap. 27. 29. & ailleurs. Anjou, art. 249. 279. Le Maine, art. 4. 185. 220. 289. 332. Grand Perche, art. 104. 151. Chasteauneuf, art. 7. 106. Auvergne, chap. 17. art. 19. Angoumois, art. 23. 43. 44. 98.

DEVOIRS NON ROTURIERS.] Angoumois, art. 20.

ENFANS ROTURIERS.] Sens, art. 158. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 218.

HERITAGES OU BIENS, OU FONDS ROTURIERS.] En l'ancienne de Paris, art. 145. Meaux, art. 160. Sens, art. 115. Montfort, art. 87. Mante, art. 117. Senlis, art. 133. 214. 234. Clermont, art. 13. 14. 97. Laon, art. 137. 210. Chauny, art. 35. 53. Vitry, art. 57. Chalons, art. 165. Montargis, chap. 4. art. 1. chap. 8. art. 12. chap. 15. art. 13. chap. 16. art. 18. Orleans, art. 141. 214. 242. 286. 297. Tours, art. 145. Amiens, art. 46. 47. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. S. Sever, tit. 12. art. 25. tit. 16. art. 5. Lodunois, chap. 14. art. 21. Grand Perche, art. 144. Auxerre, art. 186. Peronne, art. 85. 99. 170. 184. Chasteauneuf, art. 122. Sedan, art. 157. 165. Bretagne, art. 247. Bar, art. 10.

IMMEUBLES ROTURIERS.] Orleans, art. 231.

DROIT DE ROUAGE.] Mante, art. 196. Senlis, art. 125. & à la fin du Procez verbal de la Coutume de Peronne, & en la Patente du Roy Henry II. de l'an 1549. pour la confection d'un papier terrier: & és Ordonnances & Statuts de la Prevôté & Eschevinage de la ville de Paris. Et en un Arrest du 22. Decembre 1447. pour les habitans de Noyon contre le Chapitre du lieu.

C'est un droit seigneurial qui se prend sur le vin qui est vendu en gros, & transporté par charois; & avant que la rouë tourne. *Hoc teloneum appellatur Rotaticum in Pragmatico immunitatis qua à Carolo Magno concessa est Cænobio S. Germani Parisiensis, quod extat ad historiam Aimoini, lib. 5. cap. 1. & apud Marculphum in formula Immunitatis Regia: vel Rodaticum & pulveraticum in collectione Benedicti Levita, lib. 6. cap. 219. & in antiquis instrumentis.* En quelques lieux, comme en la Terre & Chastellenie de Luri en Berry, est dû au Seigneur

Seigneur tetrageur une gerbe de chaque espece de bled de rouage, outre le droit de tetrage, pour & au lieu du charoir & conduite du terrage en la grange du Seigneur, que les détenteurs par droit constitué ou prescrit sont tenus faire. * (Voyez Choppin dans son Commentaire sur le chap. 8. de la Coutume d'Anjou, à la fin.)

* **ROUCIN**] En quelques Coutumes le Roucin est la monture de celui qui n'est point Chevalier; & le Cheval la monture de celui qui est Chevalier. Cette difference est marquée dans la disposition suivante du chap. 85. de l'ancienne Coutume de Normandie. *S'aucun est attainst de telle querelle contre Chevalier il li doit amender par plaines armes. C'est par le Cheval, par le hautbert, par escu, par espée, & par le heaume. Et se cil à qui le meffait fut fait n'est pas Chevalier, & n'a point de fief de hautbert, mais il dessert son fief par plaines armes, l'amende luy doit être faite par un Roucin, par un gamboison, par un chapel, par une lance.*

Brunet dans son Tresor manuscrit écrit que le Roucin est un cheval de somme. Cet Auteur distingue ainsi les chevaux dans le chapitre 155 de la premiere partie. *Il y a chevaux de plusieurs manieres, à ce que li un sont d'estrier, grant pour le combat, li autre sont palefroy pour chevaucher à l'aïse de son corps, li autres sont rousis pour sommes porter, &c.* Voyez le Pere Labbe dans son Abregé Royal de son Alliance chronologique, tome 1. pag. 631. ligne 23.

ROUCIN DE SERVICE.] Tours, art. 95. 96. Lodunois, chap. 8. art. 1. 6. 7. & au livre premier de l'Etablissement du Roy pour les Prevôtz de Paris & d'Orleans.

Equus ad rem militarem idoneus, un bon & puissant cheval pour servir en guerre, un cheval d'armes, un cheval de guerre. *Germani equum vocant.* ROSS.

Ce cheval est dû au Seigneur feudal par le vassal à muance d'homme, ou de Seigneur, & quelquesfois à muance d'homme & de Seigneur; & pour roucin de service non abonné ou apprécié est dû la cinquième partie de la valeur du revenu du fief pour une année, selon ladite Coutume de Touraine & de Lodunois, & par la Coutume de Blois, art. 93. & suivans. Le roucin de service est estimé soixante sols quand il est dû entier, & que l'heritage tenu en fief vaut par an dix livres de rente & au dessous, & n'est dû qu'une fois durant la vie du vassal, & est requerable. Voyez *Cheval de service & Destrier.*

METTRE SUR LA ROUE.] *Cum reus fractis membris supinus roze in altum elata imponitur semianimis. De hoc supplicio Germanico quod in Galliam etiam translatus est, Celsus Rhodig. lib. 10. cap. 5. Joan. Brodus, lib. 2. Miscell. c. 10. Adrianus Turnebus & alii. Differt autem à*

*roti illa Græcorum, quò tormenti genere corpus diffendebatur, torquebatur, cruciabatur, Cicero, Apuleius, Josephus, Plutarchus, Suda. Sic sæpe aliena utimur opera: sed non semper alienis oculis agnoscimus, non semper alienis pedibus ambulamus. ** (Vide Junium, *animadversum* cap. 12.)

* **ROUIR, ROUISSOIR.**] Voyez *Rouage* & *Rottent*.

* **ROUS.**] Rompu: *Le testament premiers ne vaut riens qui est rous par le derrain.* Dans l'ancienne traduction des Institutes.

ROUTIER S.] En la Chronique de Charles VII: *Raptarii*, qu'aucuns ont estimé être soldats. Autres sont les Ribaux. Un vieil Routier de guerre ou de pratique: la Routine du Palais.

* *Faire ROYE ouverte le long des chemins.*] Troyes, art. 130. C'est faire des ouvertures le long des chemins en labourant les terres qui sont auprès; à raison de quoy il est dû une amende de soixante sols. Bouteiller dans sa Somme, livre 2. tit. 40. page 360. *Item qui est trouvé abanant sur chemin publique, & à la dernière roye, prend du chemin, & trouve sa charnue ou harnais la terre du chemin sur son champ, chet en amande de soixante sols.*

* **ROYE'E.**] La Salle de Lisle, tit. de Censés, art. 5. Voyez *Rote*.

* **RUAGE.**] Cambray, tit. xi. art. 2. où il est dit, que si le rachat des rentes n'est divisé par les lettres de creation de la rente, il se doit estimer & apprécier selon le *Ruage* & les lieux & heritages voisins. *Ruage* en cet endroit semble être la même chose qu'usage, & le Commentateur de cette Coutume M. des Jaunaux l'explique ainsi.

* **RUBRICHERS.**] Voyez *Rebriches*.

HERITAGES ET BIENS RURAUX.] A la difference des biens & heritages gentioux & nobles, en la Coutume d'Acq, tit. 2. art. 1. 20. 24. 26. de La Bourt, tit. 12. art. 3. 10. de Solle, tit. 27. art. 19. 26. Le fief est noble ou rural. Voyez la diction **FIEF**. **PLAIDS RURAUX**, cy-devant.

RUYER.] En la Coutume locale de S. Piat de Seclin sous Lille en Flandres, & de Bethune, & de Lillers sous Arthois: tel est le Voyer, le Vicomte en autres lieux.

S

* **SABATE'ES.**] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 33. sont des faiseurs de sabots.

* *Bedats* **SABUTS.**] Bearn, rubr. des Boccages, art. 10. sont des lieux vetez ou défendus, & sçus ou connus. *Bedat*, vient de *vetare*, & *sabut* de *scire*. Voyez *Bedat*.

* **SACHER son épée.**] Beaumanoir, chap. c'est la tirer de son sac ou fourreau.

DROITS DE SACQUAGE.] Theroane, art. 7. *Quod quale sit quera: Hic mihi ipsi facere viam non potui. Nemo per se satis valet, ut semper emergat: oportet manum aliquis porrigat, aliquis educat. Adeundi sunt illius loci rogati.* C'est un droit de minage qui se prend sur un sac de grain.

* **Ars SAETES ou Sajettes.]** Beaumanoir, chap. 58. page 196. sont des arcs & des fleches. *Saete* ou *sajette* vient de *sagitta*. Marot dans sa traduction du Pseaume *Qui habitat.*

Si que de nuit ne craindra point

Chose qui épouvente,

Ni dard, ni *sajette* qui point

De jour en l'air volante.

* **SAGE-HOMME.]** Jurisconsulte, homme de conseil. Des Fontaines dans son Conseil, chap. 21. nombre 64. *Celsus qui fuit sage-hôm de Loix. Vide l. primam. §. 2. in fine. D. de iustitia & iure.*

SAINTEURS.] Hainaut, chap. 83. où il est traité du rachat de servage, pour lequel est dûe quelque redevance, à celui par lequel la personne a été affranchie: lequel semble être appelé **SAINTEUR**. Les personnes de noble lignée, & de franche origine n'ont aucuns Sainteours, & n'est dû à leur trépas droit de meilleur Cattel.

Beaumanoir dans ses Coutumes de Beauvoisis au chapitre des Aveus & des Delaveus, traitant des différentes manieres dont les servitudes de corps s'établirent anciennement en France, remarque en ces termes que la devotion fit beaucoup de serfs. *La seconde chose, dit-il, par laquelle il est moult de serfs, si est pour ce que li sans cha en arriere, par grant devotion moult de gens si se DONNOIENT aus & leurs hoirs & leurs choses AS SAINS & AS SAINTES, & leurs choses toutes, & payoient che que ils avoient proposé en leurs cuer, & les redevanches que il payoient, le receveur des Eglises si mettoient tout en écrit, & che que il pouvoient traire de leur connoissance, & ainsi usaient-il sur aus, & ont toujours puis usé plus & plus, par le malice qui est puis creus trop plus que il ne fut mestiers, si que che qui premierement fut par cause de bonne foy & par devotion EST TOURNE' AU DAMAGE ET EN LA VILLENE AUX HOIRS.*

Et nous apprenons d'une ancienne Charte d'Ingebaud de l'an 1080. publiée par Hubert dans les Preuves du chapitre 5. de ses Antiquitez de S. Aignan d'Orleans, page 99. que ceux qui se donnoient ainsi, pour rendre plus solennel le sacrifice qu'ils faisoient de leur liberté, mettoient bonnement quatre deniers de Chevage sur le maître Autel, & se mettoient au col la corde des cloches: *in cuius facti memoriam quatuor denarios de capitagio meo sicut mos secularis est, super Altare dominicum... gratanter imponens, FUNEM QUOQUE SIGNI COLLO MEO devote circumplicans, cartulam istam confirmavi.*

Pour exciter ces bonnes gens à se donner ainsi avec leurs biens, en leur faisant accroire que c'étoit aux Saints qu'ils se donnoient & non aux hommes, on leur donnoit le beau nom d'hommes des Saints, & ils furent appelez en latin *Sanctuarii*, d'où l'on a fait ensuite le

mot *Sainteurs* & *Saintiers*.

Regestum Feudorum Campanie. fol. 82. Odo de Pontiaco dixit quod Comes Campanie potest sequi homines SANC-TUARIOS usque ad Bevrone. Charta anni 1165. vel hominibus potestatis ipsius Cœnobii, vel advenis, quos albanos vocant vel SERVIS TAM SANC-TORUM, quàm hominum intra prædictum commanentibus &c.

Comme toutes les Servitudes n'étoient pas semblables, mais différentes suivant les différents lieux & les différentes conventions, ainsi qu'il est dit dans l'article

* *SAINTIERS*.] Dans les instructions pour Senlis, qui sont au Registre E. de la Chambre des Comptes, fol. 271. sont des serfs qui doivent des redevances en cire. Voyez la Note sur *Sainteurs*. Dans les mêmes instructions il est parlé des *Chandeliers*, qui étoient aussi des serfs, qui devoient un certain nombre de deniers de redevance annuelle. Voyez *Luminiers*.

* *SAINTIMES*, *Ecritures*.] Des Fontaines dans son Conseil, chap. 21. *Sanctissime Scriptura*, sont les tres-saintes Ecritures.

DROIT DE SAINTRE.] Berry, tit. 10. art. 11. ou de Cheintre, ou de Chambre: Comme il est dit en l'ancienne Coutume de Me-hun sur Eure, tit. 3.

Qui appartient à aucuns Seigneurs es lieux non cultivez, qui sont en chaume, en friche, en bruières ou buissons, afin d'y faire paître leur bestail seulement, & en chasser le bestail d'autrui: Ce qui a été usurpé contre le droit de vaine pâture; & à cette fin les Seigneurs font faire à l'entour de la terre qu'ils mettent en défense, une roye ou train de charruë, pour faire connoître qu'il y aura prise, dommage & emende, si le bestail d'autrui y entre. Voyez le mot *Espargne*.

SAISIE ET ANNOTATION DE BIENS.] *Solent rei criminum qui absunt adnotari inter reos delatos & postulos, ut requirantur & copiam sui præsent seque purgent: atque requirendorum bona intra annum solent obseignari, ut post annum boni in fiscum cogantur, si neque respondeant, neque qui se defendant, habuerint. Hanc obseignationem pragmatici imperiti vocant Adnotationem. Alia est adnotatio rei, alia obseignatio bonorum.* * Voyez *Saisir*.

* *SAISIE verbale*.] Angoumois, tit. 1. art. xi. M. Vigier remarque sur cet article que la saisie feudale est différente selon la différente qualité des Seigneurs.

Si le Seigneur a Justice avec Sergens & autres Officiers, il peut

3. de la Coutume de Troyes; tous ceux qui étoient *sainteurs* ou *saintiers* des Eglises n'étoient pas serfs, mainmortables, & mortuables, ni hommes de corps comme dans les Coutumes de Champagne. Ce que nous apprenons du chap. 83. de la Coutume de Hainault, où il se void qu'ils n'étoient sujets qu'au droit de meilleur Cattel à leur deceds, soit parce qu'étant libres ils s'étoient soumis à cette charge, ou parce qu'étant serfs, ils avoient été affranchis à cette condition. Voyez le mot suivant.

faire saisir le fief de son vassal quand il y a raison de le faire, par un de ses Sergens, établir commissaire & presenter le bail devant son Juge.

S'il est simple Seigneur de fief sans avoir des Sergens, ni autres Officiers, & s'il n'a seulement que la Justice fonciere, tout son pouvoir est restreint, lorsque le cas y échet, à faire une simple *saisie verbale* sur son seing privé & le scel de ses Armes, pour la faire signifier par un Sergent emprunté.

Et s'il veut saisir réellement & de fait, il doit prendre commission & confortemain de son Seigneur Suzerain pour confirmer sa saisie verbale, & faire saisir & établir Commissaire par un Sergent du Seigneur, & presenter le bail devant son Juge.

SAISINE, DE SAISINE.] Montargis, chap. II. art. 7. 10. Orléans, art. 217. 218.

Qui se fait en la presence des Notaires, & qui équipole à tradition de fait, & possession prise sans autre apprehension, quand il est traité de la tradition de la chose donnée ou aliénée. Cette tradition se doit faire pardevant le Juge auquel il faut exhiber l'instrument du contrat, par la Coutume de Peronne, art. 264.

CAS OU MATIERE DE SIMPLE SAISINE.] Paris, art. 98. Meaux, art. 218. & ailleurs, auquel article il faut lire, CONTRE CELUY QUI AUROIT JOÜY DE LA CHOSE DONT IL SEROIT QUESTION par la moindre partie desdits dix ans, afin qu'il soit maintenu & gardé en possession & saisine de ladite chose, & en prouvant qu'il en a jouï par la plus grande partie desdits dix ans, il doit obtenir à ladite matiere & cas de simple saisine. Le mot JOÜY, avoit fait sauter deux lignes entieres au compositeur de l'impression de Dupuis en l'an 1567. duquel aussi l'impression de l'an 1581. n'a voulu suivre ma correction, quoiqu'autrement la Sentence soit imparfaite : & ainsi se lisoit es impressions precedentes. *Refractarii non patiuntur se doceri, & multi sunt quibus statim temere displicet quod aliis placet ratione duce.* * Voyez *Complainte*.

CAS DE SAISINE ET DE NOUVELLETE'.] Paris, art. 96. 97. Calais, art. 230. 231. & ailleurs.

Quand quelqu'un de nouveau a troublé ou empêché un autre en sa possession & jouissance. Et faut noter que la complainte en cas de nouvelleté est differente du cas de simple saisine : Car celui qui la derniere année precedente le trouble, pour lequel se forme la complainte possessoire, a possédé & jouï paisiblement d'aucun heritage, cens, rente, ou autre droit incorporel, *non vi, non clam, non precario ab adversario*, est bien recevable pour raison d'iceux à intenter

complainte en cas de nouvelleté dedans l'an & jour du trouble, s'il est troublé, ou empêché en sa possession & jouissance, pour être conservé en sa possession : Orleans, art. 369. Montargis, chap. 21. art. 1. Lille, art. 145. Hainaut, chap. 61. Ponthieu, art. 143. Beauquesne, art. 35. Montfort, art. 59. 60. Senlis, art. 267. Clermont, art. 44. 46. Valois, art. 116. Mante, art. 87. 88. Mais s'il y a défaut de telle jouissance d'an & jour derniers, & qu'auparavant & depuis dix ans il en ait joui paisiblement, soit continuellement ou par intervalle, & par la plus grande partie dudit temps, encore qu'il ne soit fondé en titres : Neantmoins il est bien recevable d'intenter le cas de simple saisine, afin d'être remis en la possession qu'il avoit perdue, & pour la recouvrer. Laon, art. 134. Chalons, art. 128. Reims, art. 187. Paris, art. 96. 97. 98. Clermont, art. 52. Meaux, art. 218. Valois, art. 118. Sedan, art. 263. Aussi en cas de simple saisine le possesseur jouit durant le procez, quoiqu'il ait pris la possession sans juste cause, ou juste titre, d'autant qu'il a joui plus d'un an.

Mais en cas de complainte de nouvelleté celui-là doit jouir qui peut montrer de ses derniers exploits & actes de possession, & comme il a été de nouveau troublé en icelle. Comme il est expliqué en la Coutume de Sedan, & es Ordonnances premiere & seconde de la Chambre d'Artois : & par Masuer, chap. 11. §. 50. & par Bouillier Auteur de la Somme rurale, lequel toutefois écrit que simple saisine ne se doit asseoir que sur trouble de servitude ou de prestation. J'en traiterai plus amplement en mon Commentaire de la Coutume de Berry sur l'art. 32. du titre des Juges. * Voyez *Complainte*.

* *SAISINE vide.*] Boucillier dans la Somme, liv. 1. tit. 22. pag. 110 à la fin, & page 111. au commencement. Voyez *Devoir de Loy*.

DROIT DE SAISINES, DE SAISINES.] Paris, art. 73. 82. Meaux, art. 87. 121. 210. Senlis, art. 214. 235. & suivans. Clermont, art. 114. Montargis, chap. 2. art. 49. 51. 53. à la fin duquel il faut lire, **POUR LA SAISINE** : Estampes, art. 46. 47. Orleans, art. 214. Amiens, art. 23. Peronne, art. 91. 103. 267.

Ce droit est dû au Seigneur foncier & censuel par le nouvel acquereur, quand il est ensaisiné & mis en possession de l'heritage censuel. Cette saisine & désaisine s'appelle *entrée & issue* en la Coutume d'Artois, art. 29. Par la Coutume de Paris, art. 82. *ne prend saisine qui ne veut* ; mais si on prend saisine, sera payé d'puze deniers parisis pour la saisine de l'heritage censuel.

SAISIR LE CORPS,] Les biens meubles, ou heritages : **SAISIE**, ou **SAISISSEMENT**, tant de Justice, du Seigneur feudal, censuel,

qu'autres : Quand le Sergent exploiteur après commandement de payer emprisonne le débiteur obligé ou condamné, ou le delinquant : Ou qu'il prend ses meubles & les met en dépôt, ou établit Commissaire pour regir ses héritages, comme par main de Justice. Ou quand le Seigneur met en sa main ou de Justice les biens, les fruits, ou héritages de son vassal & autre sujet pour défaut de ses droits & devoirs : Et en signe de cette saisie le Seigneur foncier peut mettre en sa main le gazon de l'héritage, ou mettre l'huis hors des gonds, ou mettre obstacle & barreau es huis & fenestres, & brandonner les fruits. Orleans, art. 105. 115. Montargis, tit. 2. art. 2. Nivernois, tit. 5. art. 16. Lille, art. 220. ou tuer le feu de la maison. Comme en signe de prise de possession, allumer le feu & faire fumer la cheminée, ouvrir & fermer les huis, entrer & sortir de l'héritage, y recueillir du fruit. *Ex Jure Civili furculo defringendo usurpare possessionem*, M. Tullius, lib. 3. de Oratore. *Perionius originem vocis ineptè petit à Kupituv, suo jure vindicare rem.*

Saisir vient de *sacire*, qui signifioit la même chose dans la moyenne latinité. *Marculfus formul. 29. in ea verè ratione ne alicubi ipsas res nec vendere nec donare, nec alienare, nec ad proprium sacire &c.* Tit. formul. 150. *Si aliquis rem alterius quam excolit ad proprietatem sacire vult, sed non potest, &c.* Voyez M. de Caseneuve dans ses Etymologies sur ce mot, & *Cang. in Glos.*

LE MORT SAISIT LE VIF.] Son plus proche héritier habile à luy succéder, qui est une maxime & coutume générale au Royaume de France : *Hereditatis possessio non vacat, heredis & defuncti possessio coheret & continuatur moribus Gallia.* Voyez la diction **MORT**.

LE PIED SAISIT LE CHEF.] Chalons, art. 143. d'autant que l'on peut lever son édifice sur la place si haut que l'on veut. Voyez **PIED**.

DROIT DE SALAGE.] Qui a été adjugé à l'Abbaye de Bourg-moyen de Blois, par Arrest du 29. May 1543.

Qui est de prendre du sel sur chacun bateau portant sel qui arrive & passe par le port de Blois ou par dessous les ponts. * Voyez *Manée de sel.*

* *Loyers & SALAIRES de succession.*] Meaux, art. 62. C'en sont les fruits, revenus & émolumens.

LOY SALIQUE.] *Lex Salica fuit Francorum, quæ Salii, Salici, Salingi dicti sunt à Sala Germania flumine, ut Rhenanus scriptor rerum Germanicarum & alii observant : Rejiciamus aliorum somnia. Francos quosdam consuetudo Salios appellavit, Marcellinus, lib. 17. quosdam Athuarios, idem lib. 20. Vel Antharios. Francis autem Saxones erant confines, idem lib. 27. & Germanorum quidam dicti sunt Franci, nam & Sicambri fuerant Germani, historia Miscella, lib. 14. Prasopius, lib. 1.*

de bello Gothorum, Agathias, initio lib. 2. Franci inter fines Saxonum & Alemannorum habitaverunt, ut ex Hieronymo in vita Hilarionis etiam refert Aimoinus, lib. 2. cap. 10. Doctissimus Turnebus, lib. 24. Adversar. cap. 37. ait advenas Francos Germaniam occupasse, & esse Scandinavia populos, ut & Gothos. Ideoque Suda ὁπάριοι, γερμανοὶ. Fatendum est alios fuisse Francos, alios Germanos sive Alemannos: Francosque aliam habuisse quam Gallicam originem, reclamante Connano & aliis quibusdam. Caterum summo errore quidam existimant Valentinianum Imperatorem Troianos qui Sicambriam habitabant, cum Alanos vicissent, virtutem gentis audaciamque admiratum esse, & Attica lingua Francos, id est feros nuncupasse. Aimoinus, initio lib. 1. Ado Viennensis in Chronico. At Siffridus, lib. 1. & alii quidam referunt Teutonicos ex edicto Valentiniani à tributo immunes factos esse cum Alanos deleissent: Ideoque Francos appellatos. Alii à conservata libertate, ut Gregorius Turonensis & Sigebertus malunt. Alii à Francione rege quæ appellatio Gaguino placet magis. Alii verius à Franco filio Antharii regis Sicambrorum, qui postea in Francorum nomen concesserunt ex sententia Hunibaldi vel Humboldi veteris historici Francici sub Clodoveo, quem plerique sequuntur. Et sanè vetustior est Francorum appellatio quàm vulgò sit credita, Beroaldus Chronici lib. 4. cap. 7. Sic à Grato rege Gracia cognominata. Plinius, l. 4. cap. 7. Servius in 2. Æneidos. A Juda principe Judæi appellati sunt qui prius Hebræi, Lactantius, lib. 4. Institut. cap. 10. Augustinus de Civitate, lib. 15. cap. 8. vel potius à regia tribu Judæ: unde & Judæa quæ prius terra Chanaam & Palestina Israelitis promissa. Hebræi ab Hebero vel Hebro: ex Assur Affyris. Hispania ab Hispato: Italia ab Italo, quæ prius Saturnia regis nomine. Medorum regnum à Medio qui Medeam urbem condidit. Justinus, l. 47. Lotharingia à Lothario Imperatore: Cottia alpes à Cottio rege: Europa in qua regnum Europus nomine tenuit: Macedonia cognominata est Emathia nomine Emathianis regis. Justinus, lib. 7. Thufci duce Rhetor ex nomine ducis gentes Rhetorum considerunt. Idem lib. 20. Iberia ex Ibero, nunc Hispania. Martellinus 23. Argivi dicti Danaï à rege Danao. Servius in 2. Æneidos; & Myrmidones à rege Myrmidono. Ibidem, & alii populi à rege vel principe suo nomen habent, ut ferunt Latinos à Latino, Gallos appellatos à Gallo vel Galate. Paganos à Pagano, Philastrius. Verum ad rem. Quo tempore lata sit lex Salica quærant: eam quidam Pharamundo tribuunt: Conradus Abbas Urspergensis. Otho Frisingensis, Sigebertus & alii. legem Salicam inventam dicunt & nominatam à Salegast Consiliario gentis Francorum. Hodie autem exstant leges Salicæ, sed & leges Francorum sub Pipino, Carolo Magno & Ludovico Pio. Nos anciens ont appelé leur ancien patrimoine: TERRE OU HERITAGE SALIQUE, duquel les femmes étoient exclues par la loy

Loi SALIQUE, par laquelle les femmes n'héritent qu'ès meubles & acquests quand il y avoit fils. *Nec fuit lex Salica de publico regni jure vel successionem potius quam de privatorum hereditate vel terra: Nec feudis tantum tribuenda est: imo fuit de alode potius & rebus privatorum: ne de terra salica in mulierem ulla portio hereditatis transfret, sed ut filii in ipsa hereditate succederent: atque similiter lege Angliorum seu Thuringorum hereditas à lancea in fufum non transit. Porro alia est lex Salica sive Francica: alia Longobarda: alia Romana. Et in Italia mos fuit quondam ut quisque ederet qua lege vivere vellet. Sed vereor ne magnus liber par sit magno malo.*

* **SALLADE.**] Bayonne, tit. 6. art. 1. Casque. M. de Caseneuve fait venir ce mot de *salata*, qui signifioit, dit-il, ou un casque, ou les armes complètes. Ce qu'il prouve par le passage d'Ifidore, *salatarium portitor armorum*. V. Borel, p. 547.

DROIT DE SALVAGE ou SAUVELAGE.] *σῦσποι πρῆμιον conservationis*, qui appartient à ceux qui ont aidé à sauver la marchandise & autres choses périssantes par naufrage, *quorum opera merces salva sunt.*

Lettres de SALVAGE.] Par lesquelles le Roy mandoit à ses Officiers de mettre en sa protection & sauvegarde les *sexagenaires* & les veuves avec leurs familles & leurs biens. Il y a beaucoup de ces Lettres dans les Registres de Languedoc, entr'autres au n. 39. armoire A de la Senéchaussée, fol. 77. vers. & pour les veuves, fol. 83. vers.

SALVATIONS.] Hainaut, chap. 64. 68. Quand un rendant compte soutient les articles de son compte contre les débats & contradictions d'iceluy. Comme aussi quand l'on soutient les témoins reprochez & les titres contredits: Hainaut, chap. 67. Mons, chap. 15. 16. Bourbonnois, art. 40. 46. Auvergne, chap. 8. art. 3. Poitou, art. 391. Berry, tit. 20. art. 7. & en l'Edit de l'an 1539. art. 48. & du Roy Charles VII. de l'an 1443. art. 51. 53. & du Roy Charles IX. de l'an 1566. art. 55.

* **SANG.**] Haute Justice. La Coutume de Saint Omer, art. 7. *Par ladite Coutume les Viscomtiers ont le sang & le larron; est à sçavoir connoissance de meslée de débats fait à sang courant, & du larron pris en icelle Seigneurie, posé qu'il doive être pendu & étranglé.* La Coutume de Vimeu, art. 5. *La connoissance du sang & du larron appartient au Seigneur Vicomtier.* Avoir le duel dans les anciens titres c'étoit aussi avoir le sang ou la haute Justice; & de là vient selon l'Auteur du grand Coutumier, liv. 4. ch. 5. p. 528. *que Tableau de champions combatans à l'Audience, est marque de haute Justice; ce qu'il est bon de sçavoir*

pour l'intelligence des anciens titres. Voyez Loyfel dans ses *Institutes* liv. 2. tit. 2. art. 47.

SAON, SAONEMENT.] Normandie, chap. 68. 95. 101. 102. 103. 107. 109. 111. 113. 121. & au Stile du pays de Normandie, qui est ancien & fait depuis la Coutume du pays, comme elle a été recueillie anciennement, & qui depuis fut reformée en l'an 1583.

Quand les témoins sont reprochez. *Hujus vocis Etymon non est mihi in promptu, nec inscius te docere possum: Nolo etiam perversa Grammaticorum subtilitate & audacia uti in Analogia vocabulorum. Ecquis etiam tam felix & secundus artifex, ut audeat dicere artem à se consummatam? Compertum quidem quid sit Sanna, Sannio: sed non ad rem.*

* **S A O N E R.**] C'est reprocher des témoins. L'ancienne Coutume de Normandie, chap. 68. *Et quant il l'en aura ouy leurs dires & mis en écript, cil qui est en prison doit être amené devant eux, & luy doit-on demander s'il ne veut aucuns saoner, & se il dit sur aucun d'eux suffisant saon, chose que disent ceux qui sont ainsi saonez, ne doit être en rien comptée; mais se le saon n'est suffisant, cil qui dira sera receu avec les autres &c. Saoner vient ce semble de *sunnis, impeditio, impedimentum*. Car reprocher des témoins n'est autre chose que d'empêcher & de faire en sorte que le Juge n'ait pas d'égard à leur déposition. Voyez *Essoine*.*

* **Quittance ou SATISFACTION.**] Anjou, art. 506. Voyez l'article 305. de la Coutume de Lorraine.

* **Heritage en SAVART, friche ou ruine.**] Rheims, art. 264. *Heritages en friez & Savart*. Clermont, art. 120.

* **SAUF.**] En quelques titres de la Seigneurie de Tingri & Auguelieres, est dit que les droits de terrages seront portez par les debiteurs au *sauf* du Seigneur. Par là est entendu la grange ou grenier dans lequel les grains seront en sureté ou assurance. (M. GALLAND.)

SAUF-CONDUIT.] Hainaut, chap. 9. pour répit d'homicide que le Baillif donne après information faite, & l'accusé étant d'accord avec la partie civile: tellement que pendant le temps d'iceluy on ne peut proceder en Justice contre le delinquant. **LETTERS DE SAUF CONDUIT** qui se baillent par le Roy aux Ambassadeurs, Hérauts ou Messagers de l'ennemy: ou aux marchands étrangers: ou pour composer de la rançon du prisonnier de guerre, & pour autres causes. *Commeatus: est quasi fides publica, & tuitio Principis. Ivo Episcopus Carnotensis in epistolis & alii recentiores dixerant Tutum & liberam conductum. Aliud est syngraphum Plauto, in Captivis, quo quis ostendit se non esse fugitivum: Un passeport. Tiberius Caesar Potamonem Mitylenaeum rhetorem patrum solum repetentem his literis dimisit: Potamo-*

nem Lesbonactis filium si quis offendere ausus fuerit, consideret an mecum possit dimicare, ait Hefychius.

SAUF-RESPIT.] Bretagne, art. 352. 267. C'est la souffrance que le Seigneur baille à son vassal pour luy faire l'hommage.

DROIT DE SAUNELAGE.] En un Arrest du Parlement de Rennes, du 22. Octobre 1573. qui se prend sur le sel.

*** Terres SAUVAGES,]** ou *sauvées de la mer*; anciennement nommées *gaignables*. Normandie, art. 162.

SAUVEGARDE.] Melun, art. 3. Sens, art. 13. 173. 174. & suivans. Ponthieu, art. 163. Ancienne d'Auxerre; art. 13. 225. & suivans. Nivernois, tit. 1. art. 18. la Ruë d'Indre, art. 40. 41. Bretagne, art. 44. & en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 3. Bar, art. 40. 41.

La SAUVEGARDE peut être donnée tant par le Juge du Seigneur haut-Justicier que par le Roy ou son Juge, & est spéciale ou generale. Le Roy Louis XII. par son Edit de l'an 1512. art. 60. & le Roy François I. par l'Edit fait à Cremieu l'an 1536. art. 15. ont interdit aux Baillifs & Seneschaux de bailler & délivrer Lettres de *debitis* & sauvegardes en termes generaux. *Est λόγος πίστεως, πίστις, λόγος, ἀσφάλεια, λόγος ἀσφάλειας in Novellis & Edictis Justiniani: quædam veluti securitas & tuitio Principis, cujus formulam proponit Cassiodorus, lib. 7. Variarum. Ejusque exemplum datur lib. 3. epist. 27. lib. 4. epist. 27. Ne potentiores injuriis adficiant humiliores, quod pertinet etiam ad religionem Præsidis Provincia: Sic tuitionis auxilium dixit Symmachus, lib. 10. Epist. 36. Tuitionem pradiorum & hominum Ecclesiæ Cassiodorus lib. 2. epist. 29. Julius Cesar se tutela & præsidio populi Romani commisit. Appianus lib. 2: La Sauvegarde est du Roy, ou du Seigneur haut-Justicier, afin qu'il ne soit méfait à autrui en corps ni en biens: & en quelques lieux elle se prend pour assurement. Bearn, tit. 45. Comme aussi Masuer au chap. 11. dit, que celui qui craint d'être troublé en sa possession peut obtenir du Juge sauvegarde, & requérir d'être maintenu & gardé en sa possession, & deffenses être faites à toutes personnes de ne le troubler ni empêcher sur certaine peine, & d'être declarez infracteurs de la sauvegarde: & que celui qui use de la chose par dessus les deffenses à luy faites, est estimé le faire par force & violence. Cet interdit de simple ban s'obtient sur les simples menaces ou jactances du turbateur, & auparavant le trouble réel. En plusieurs Sieges de Justice l'on use de cette sauvegarde. *Alia est Tuitio Pratoris de qua in l. 1. quibus mo. usufr. l. 9. usufruct. quemad. caveas. Cum Prator interponit officium suum.**

*** SAUVEGARDES.]** Lorraine, art. 210. qui appartiennent à son Altesse, & se décernent par ses Baillifs privativement à tous au-

tres, à la différence des *assurements* ou assurances qui sont décernés par les Seigneurs hauts-Justiciers ou leurs Juges. Dans plusieurs autres Coutumes ces mots sont confondus. Voyez M. Ragueau sur ce mot.

* *Droit de SAUVEMENT.*] Qui fut adjugé au Comte de Relelois par Arrest du Conseil Privé du Roy du 9. Mars 1582. à la charge de sauver ses sujets des gendarmes étrangers, comme étant en-frontière. Voyez Choppin liv. 2. tit. 4. p. 95.

Ce droit est le même que celui de vingtain, qui consiste en la vingtième partie du bled & du vin que les habitans sont tenus de donner à leur Seigneur, à la charge de construire & entretenir à ses dépens les murailles du bourg ou de l'enclos du chasteau, pour leur seureté & la conservation de leurs biens. Voyez M. Salvaing, dans son traité de l'usage des fiefs, page 222. & 231.

* *SAUVER.*] Dans les Assises de Jerusalem, chap. 205. C'est réserver, excepter, mais si celui qui fait hommage, si comme est dessus dit, ou chief seignor a fait avant hommage ou ligeſſe à homme ou à femme qui ne soit homme du chief seignor, il le doit sauver, à l'hommage faire, pource que nul qui est homme d'autrui ne peut après faire hommage à autre se il ne sauve son premier seignor, &c.

BRIEFS DE SAUVETE.] Qui est la dixième partie de ce que l'on sauve.

SCHEDULE.] Paris, art. 107. Melun, art. 254. 327. 328. Clermont, art. 43. Valois, art. 167. 183. saint Paul, art. 34. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 59. Auxerre, art. 235. Nivernois, tit. 32. art. 2. & 3. tit. 33. art. 8. Lille, art. 223. 224. 225. Hainaut, chap. 69. 81. Montargis, chap. 10. art. 13. 14. Orleans, art. 366. 367. Anjou, art. 508. 509. Le Maine, art. 503. 504. Chasteauneuf, art. 97. Chartres, art. 82. Dreux, art. 70. Blois, art. 266. Sedan, art. 21. 24. 138. 316. Peronne, art. 268. Berry, tit. 2. art. 31. tit. 6. art. 34. tit. 9. art. 10. 11. Bretagne, art. 177. 292. 578. Cambrai, tit. 25. art. 50. tit. 26. art. 15. Lorraine, tit. 17. art. 7.

Est Chirographum, Epistola, Sygrapha, qua tamen propriè à Chirographo differt. Asconius in 3. contra Verrem. La schedule est domestica cautio, οὐκὶδν, Chirographaria cautio qua manu debitoris scripta est vel signata, ιδιόχειρον, αὐτόχειρον, τὸ ἰδίον γράμμα, γραμματίον, Privatum instrumentum crediti. Le sein manuel. Confessio crediti, ὁμολογία, ἀπόδειξις, ut in l. 25. de probatio. l. 20. de donationib. quibus Tribunianus manum adposuit. Comme aussi en la Coutume de Touraine, art. 82. cette diction signifie une écriture privée. Et en l'art. 114. de la même Coutume, & en celle de Lodunois chap. 11. art. 7. & en l'an-

cienne du Perche chap. 10. ce mot signifie la publication des hommages d'un Seigneur féodal : *Programma* : Ce que la dernière Coutume du Perche art. 46. a dit **AFFICHE**. Cédule signifie un placard. Froissard, liv. 1. chap. 279. *Scida, vel schida charta. Charisius lib. primo.*

SCHEDULE.] Bourdelois, art. 21. Berry, tit. 14. art. 8.

C'est l'exploit & rapport d'un Sergent qui fait un ajournement. Comme aussi Boutillier en la Somme rurale appelle l'exploit & rapport du Sergent qui fait des criées, ou d'un exploit d'exécution & d'ajournement en cas d'opposition : Berry, tit. 9. art. 2. -

SCHEDULE DE FAITS SIGNEZ.] Au Style du pays de Normandie. Quand ils ont été mis par écrit.

SCHEDULES.] En l'Edit du Roy François I. de l'an 1528. art. 1. 2. 4. & de l'an 1539. pour le règlement de la Justice du grand Conseil : & en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 27. 29. 40. 41. 42. 44. signifient les mémoires signez que les Procureurs baillent au Greffe, ou au premier Huissier pour l'expédition de leurs causes d'appel. Schedule appellatoire en l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1490. art. 12. qui contient l'appel interjetté, *Libellus appellatorius qui bodie non est necessarius* : Il suffit d'appeler verbalement. *Alius est libellus dimissorius*. Apôtres.

SCHEDULES DES DEFAUTS ET CONGEZ.] En l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 45. & de François I. de l'an 1528. art. 8. Schedule de présentation qui se fait au Greffe de la Cour, comme dit Boutillier. Schedules de causes qui contiennent les noms & qualitez des parties, & selon l'effet de l'exploit du Sergent. En l'art. 10. du chap. 3. du Style de Liege. Et pour autre écrit fourni en Justice à la production des titres & documents au chap. 10. art. 27. Schedule des Lettres Royaux que les Notaires expedient en Chancellerie pour conserver l'émolument du Scel, en l'Ordonnance du Roy Philippes le Long de l'an 1320. Schedule ou tableau en l'art. 23. du chap. 6. du Style de Liege. *Mundum scheda opponitur in l. contractus. Cod. de fide instrum.* à la première schode, note ou minute d'un contrat ou obligation. *Nec ea forma & diligentia scheda sive chirographum confici solet qua publicum & forense Instrumentum. Sicratis sine schedia, de qua in l. 1. par. navem. de exercito. actione & apud Sudam, non ea forma, industria, artificio quo navis solet : sed subitaria & tumultuaria opera.*

SECRETAIRES.] Dans les Ordonnances Royaux, *Sunt Notarii & scribe à secretis Principis, Cancellaria, vel domini : τῶν ἀπορρητῶν γραμματικῶν, Procopio. Scribe sunt à manu vel ad manum, ab epistolis, qui & Amanuenses Suetonio. In Nerone cap. 44. In Tito cap. 3. Notarii secretorum apud Vespiscum in Aureliano : Arcana Principis celan-*

da sunt. Cassiodorus lib. 4. Epistol. 3. Armonias à secretis, in Chronico Marcellini Comitis sub Anastasio. Taciturnos etiam & fidos esse decet eos qui consiliorum sunt conscii: Ideoque apud Persas Silentii nomen colebatur ab optimatibus: Marcellinus, lib. 21. Les Secretaires d'Etat & des Commandemens, des Finances, de Chancellerie, de l'Ordre du Roy, de la Chambre du Roy, de la Maison & Couronne de France, de la Cour de Parlement. De secretariis observat quadam P. Pithæus, lib. 2. advers. cap. 12. Octavius Augustus Thallo à manu crura effregit, quod pro epistola prodita denarios quingentos accepisset: Suetonius cap. 67. λογοβήτης secretorum Niceta. Alius μέγας λογοβήτης, quæstor. Ces Secretaires ont plusieurs privileges, franchises & exemptions.

* *Possession S E D E N T A.*] Bearn, rubr. de Notaris, art. 18. C'est la possession d'un immeuble & d'un fonds qui a une assiette, à la différence des meubles qui se transportent d'un lieu en un autre.

* *S E E L, ou adveu.*] Acs, tit. 16. art. 8. Voyez *Adveu*.

* *S E E L secret.*] C'est le Seel privé ou particulier, à la différence du Seel public & authentique. Le Seel public étoit imprimé d'un côté de la cire, & le Seel secret, qui étoit plus petit, de l'autre côté, d'où il étoit appelé *Contreseel*. V. Kirchm. long. Goileum & Kornm. de annulis.

* *Contre S E E L, CONTRESEEL.*] Voyez le mot précédent.

SEELLE ET INVENTAIRE.] Sens, art. 82. d'autant qu'avant que l'on fasse inventaire des biens meubles d'une succession ou communauté, ou pendant la faction d'inventaire, & quelquefois aussi après l'inventaire clos & arrêté, on a accoutumé d'apposer le Seel de Justice sur l'ouverture des coffres, buffets, armoires, & des portes des chambres, & d'autres lieux où sont les meubles, afin qu'ils ne soient transportez, latitez, ou changez, ou empirez, pour la conservation du droit des parties selon qu'à leur requeste il est avisé & donné par Justice: *De signaculis autem Officiorum publicorum, in inventario faciend. locus est in l. ult. Cod. Theod. de administratio. & periculo tutorum.* Et il y a Seel de Justice & Seel aux Contrats, & un Garde du Seel érigé en Office. Voyez le mot *GARDE*. Et faut noter que plusieurs de nos anciens ne souffignoient point de leurs mains & signature leurs contrats & instrumens, & qu'ils n'y apposoient que leur Seel ou Cachet, ou le Seel de Justice: *Credo, quia plerique ferè omnes legere, nec scribere sciebant: tanta etiam fuit priscorum innocentia, talis vita, ut in ea nihil signaretur anulo. Non signabat Oriens aut Ægyptus tempore Plinii, literis contenta solis, inquit, lib. 33. cap. 1. Imagine Augusti Principes signabant epistolas & edicta, cum ipse inter initia Sphynge signasset, & postea ad evitanda convicia Sphingis Alexandri Magni imagine, idem Plinius, lib. 37. cap. 1. Idque adnotasse non abs re est.* * Voyez

Corbin, tom. 2. des Droits de Patronage, page 71. M. de Marca, dans son Histoire de Bearn, p. 403. & M. Collet sur les Statuts de Bresse, liv. 2. page 220. 221. &c. M. de la Lande sur l'art. 430. de la Coutume d'Orléans, Vredius de *Sigill.* & M. du Cange dans son Glossaire.

* *SEES.*] Bearn, chap. 1. art. 30. Voyez *Interdict.*

* *SEETS.*] Dans l'art. 55. de Bourgogne-Comté, chap. 7. Voyez Boquet sur cet article, & Fabert sur l'art. 113. de la Coutume de Lorraine, & le mot *Ceps.*

* *SEGORAGE.*] Dans la Coutume de Lisle-Savary. Voyez *Segreage.*

SEGRAYE, SEGRAYE.] Aux Edits du Roy Henry II. de l'an 1558. pour le reglement de la Jurisdiction du grand Maître des Eaux & Forests, & du Roy Henry III. de l'an 1575. 1578. 1583. Voyez le mot *GRUYER.*

DROIT DE SEGREAGE, ou DE SEGORAGE.] Qui appartient au Seigneur de Lisle-Savary au Bailliage de Touraine.

Monsieur Loger a des Indices Royaux de la premiere édition, où Mornac a fait sur ce mot l'observation suivante.

Est à noter que ce droit est ainsi appelé *A SEGREANDO*, comme chose mise à part pour le Seigneur; car comme j'ay appris d'un grand Procès pendant en la Cour entre M. Honoré Barentin Maître ordinaire de la Chambre aux Deniers, Seigneur des Terres de Belleruriers, Maduivre, & Monnaye d'une part; & Damoiselle . . . Milon, veuve de défunt M. Charles Ondry, Procureur du Roy à Tours d'autre; auquel Procès j'avois écrit pour ladite Demoiselle. Le droit de segreage est tel, que de tous les bois situez & vendus es fiefs sis en la Coutume locale de Lisle Savary, est dû au Seigneur de fief par les

vassaux & sujets le cinquième denier de la somme à laquelle lesdits bois auront été vendus, & auparavant que les couper, est dû le dépri; voire auparavant que les exposer en vente, le propriétaire est tenu le déclarer audit Seigneur de fief, ou à ses Officiers, & le prix qui luy en aura esté offert. Nul de tous ceux qui ont écrits n'a remarqué cette explication, ignorée pour cette cause par plusieurs. Il y a même un Office particulier de Segrayer, & Receveur des droits dûs au Roy sur aucuns bois de la Generalité de Tours, & entr'autres sur la forest de belle poulle, j'en ay aussi veu le titre. Voyez ce qu'on a observé sur le mot *Quintaine*, M. du Cange dans son Glossaire sur le mot *Secretarius.* & le mot *Danger.*

* *SEGUIDOR.*] Bearn, rubr. *de testimonis*, art. 4. Ce mot vient du latin *sequi*, suivre. Le *testimoni seguidor* est un témoin qui suit. En Bearn selon le For on fait suivre un homme qu'on mené exprès pour le rendre témoin de ce qui doit être fait; & comme ce témoin est choisi, la Coutume laisse à l'arbitrage du Juge de l'admettre s'il le croit à propos, & d'y ajoûter telle foy qu'il luy plaist.

* *Rente rendable SEICHE.*] La Marche, art. 411. C'est la rente constituée à prix d'argent, ou la rente fonciere qui n'est pas la pre-

miere imposée sur un fonds, à la différence du cens ou de la rente foncière qui est la première imposée ou assignée sur un fonds allodial : lesquels emportent de leur nature lods & ventes. En un mot la *rente seiche* est celle qui ne produit pas de lods & ventes, à la différence de la noble qui en produit. V. *Rente*.

SEIGNEUR CENSIER.] Berry, tit. 5. art. 2. & 4. ou censuel. Berry, tit. 5. art. 53. 54. 55. tit. 6. art. 7. & souvent és autres Coutumes. Quand il est traité de Cens. C'est le Seigneur auquel le cens annuel est dû, & les profits censuels à l'ouverture du Censif. Voyez le mot **CENS**.

SEIGNEUR DIRECT.] Orleans, chap. 1. art. 88. & 327. S. Jean d'Angely, art. 4. Auvergne, chap. 21. où nous lisons aussi Choses tenues en fief ou directe : comme souvent en la Coutume de la Marche.

C'est celui qui a baillé à rente ou cens son héritage feudal ou roturier. Par la Coutume de Peronne, art. 21. au Seigneur feudal appartient la Seigneurie directe du fief tenu de luy : & au vassal l'utile, comme aussi celui qui a baillé son héritage à rente Emphyteuse, s'appelle Seigneur Emphyteutique. Berry, tit. 5. art. 2. & Seigneur Rentier. Berry, tit. 6. art. 32.

SEIGNEUR DOMINANT.] Paris, art. 51. 58. Grand Perche, art. 49. 78. Peronne, art. 32. 37. 43. Tours, art. 134. 281.

C'est le Seigneur du fief dominant, *qui mise nomen atatis habet, licet adulescens sit vel juvenis, vel etiam infans: A nostris dominus feudi appellatus est Senior: Et in auctoribus recentioris atatis Abbatis vox significat ducem vel dominum, eaque sit appellantur etiam viri clarissimi & nobilissimi, nedum Monasteriorum patres, postquam scilicet Abbatis data sunt Comitibus. Sic Robertus & Hugo magnus ejus filius. Comites Parisiorum Abbatis nomen adsumpserunt, & per Gallias Abbatis honore pradii fuerunt, statutis Decanis qui curam haberent monachorum, ut est in cap. 41. & 42. lib. 2. ad Aimoinum. Porro Seniores Vasconia Dagoberto Regi Francorum sacramento fidem dantes fideles ei facti sunt: Aimoinus lib. 4. cap. 31. Carolus ordinavit per totam Aquitaniam Comites Abbatésque, nec non alios plurimos, quos Vassos vulgè vocant ex gente Francorum, ut est in Annalibus Caroli magni.* Le vassal est appelé Seigneur du fief servant, desquels fiefs cy-devant en la lettre F. * Voyez-le mot *Vassal*. & J. *Dithierum ad Besoldum* tit. F. num. 43. pag. 372. 373.

SEIGNEUR FEUDAL.] Berry, tit. 5. art. 1. 2. 3. 4. tit. 9. art. 82. tit. 12. art. 3. & souvent és autres Coutumes quand il est traité des fiefs. Aussi il s'appelle Seigneur du fief. Berry, tit. 5. art. 21. à sçavoir du fief dominant.

SEIGNEUR

SEIGNEUR FONCIER.] Orleans , art. 214. 327. ou direct & foncier. La Marche , art. 134. Voyez le mot FONCIER. **SEIGNEUR VICONTIER**, en la lettre V. Les Seigneurs s'appellent *Seniores quibus servitia debentur*, lib. 1. *legis Francica* cap. 85. 142. 152. lib. 2. cap. 15. lib. 3. cap. 8. 24. & *alibi*. *Senior urbis Gregorio Turonico*, lib. 10. cap. 2. Ces Seigneuries ont pris origine après l'invasion des Hongres Asiatiques , & des Monarchies Seigneuriales , dont dépendent aussi les droits Seigneuriaux , comme écrit Bodin au livre de la Republ. chap. 2. *quod mihi non constat adhuc*.

SEIGNEUR LIGE ET BROCHAIN, OU PROCHE.] Bretagne , au-tit. 17. à la différence du Seigneur supérieur , duquel l'on n'est pas en propre fief , mais en arrière-fief. Bretagne , art. 372. 375. 378. 384. Voyez le mot LIGE.

* **SEIGNEUR plus près du fond.**] Poitou , art. 22. C'est le Seigneur immédiat. Voyez la Coutume d'Angoumois , tit. 1. art. 12.

SEIGNEUR SUBALTERNE.] Berry , tit. 2. art. 14. 21. 35. tit. 5. art. 28. 55. tit. 6. art. 6. tit. 9. art. 10. tit. 10. art. 3.

C'est le Seigneur Justicier autre que le Roy duquel il est inférieur & vassal , ou arrière-vassal , & ressortit en la juridiction Royale. Seigneuries subalternes. Berry , tit. 15. art. 4. & 5.

SEIGNEUR UTILE.] Orleans , art. 135. 373. Anjou , art. 103. Bourbonnois , art. 473. Auvergne , chap. 2. art. 1. & 3. Berry , tit. 6. art. 17. 25. 26. 32. tit. 12. art. 14.

C'est le propriétaire qui possède & jouit de l'héritage censuel , féodal , ou redevable de rente foncière : & lequel s'appelle Seigneur profitable en la Coutume de Clermont , art. 108. 109. parce qu'il jouit du fief & des fruits qui en dépendent , à la différence de celui auquel on en doit la foy & hommage , qui s'appelle Seigneur direct.

* **SEIGNEUR de Loix.**] Beaumanoir , chap. 38. page 203. lig. 28. c'est une personne versée dans l'étude du Droit , un Jurisconsulte.

DROIT DE SEIGNEURIALGE.] Qui appartient au Roy pour la fabrication des monnoyes , auquel aussi reviennent de bon les écharcetes & foiblages des monnoyes. Le Roy prend soixante & cinq sols pour marc d'or : quatre sols six deniers pour marc d'argent : vingt deniers tournois pour marc de billon : & il y a autres droits pour les ouvriers. Et faut noter que ledit droit de Seigneurialge peut changer selon la valeur des marcs d'or & d'argent , & selon le prix qui est donné au Maître pour son brassage.

* **SEIGNEURIE directe.**] La Marche , art. 154. où il est dit qu'elle est acquise au Seigneur des serfs ou des mortuables sur l'héritage franc possédé pendant trente années par les gens de cette

condition, demeurans on faifans feu vif fur leurs heritages mortuables ou ferfs.

Dans cette Coutume & plusieurs autres on acqueroit la Seigneurie directe fur un fonds, de trois manieres.

La premiere, lorsque le fonds étant allodial on le donnoit à cens. Voyez l'art. 392. de la Coutume du Bourbonnois.

La seconde, lorsqu'on donnoit de l'argent à constitution de rente à une personne qui possédoit un fonds allodial à la charge qu'il en feroit l'assiette sur le même fonds. Ce qu'on a expliqué sur *Rente rendable*.

Et *la troisieme*, par prescription, comme quand le serf residant sur un heritage de condition servile avoit possédé un heritage franc pendant trente années; car dans ce cas *le pire emporte le bon*: Comme les enfans nez de peres serfs & meres franchises, ou de meres serves & de peres francs suivent *la condition du pire*. Voyez le *Mauvais emporte le bon* à la lettre M, & conferez l'art. 154. de la Coutume de la Marche avec les art. 115. & 124. de la Coutume de Paris.

SEIGNEURIE UTILE, DIRECTE.] Paris, art. 123. Meaux, art. 100. Auvergne, ch. 17. art. 17. Orleans, art. 135. Blois, art. 125. Acs, tit. 8. art. 9. Bayonne, tit. 13. art. 7.

Senioratus, qua voce auctor Annalium Ludovici Pii qui cum Aimoino excusi sunt, lib. 5. cap. 14. usus est etiam pro imperio & dominatione regia, ut & cap. 21. ejusdem libri Rex appellatur Senior. Seniores omnium locorum in sententia adversus Donatistas. Alii Seniores qui Presbyteri in Ecclesia, quasi majores natu.

Pragmatici dicunt vasallum, Emphyteuticarium, vel superficiarium utile tantum dominium, usum & possessionem diuturnam, prædiæque fructuaria habere: Directum autem dominium & proprietatis jus remansisse penes dominum feudi, Emphyteuseos vel superficiii. Ager vectigalis, Emphyteusis, superficies, feudum à possessore non tenetur jure optimo & proprio ut quæ privata sunt & mancipi, sed usus causa & χροῖν potius quàm πρῶτον. At jure civili omne dominium est directum, nullum est utile: Sic apud Armenopulum, lib. 3. tit. 3. apud Eustathium titulo de præscription. 60. dierum, ἀπαρτόντος δόμορτία, Principale dominium, ratione Emphyteuticarii qui non est primus rei dominus. Fundus vectigalis non est in patrimonio, l. 10. familia ercisc. Proprietas est municipum. l. 71. par. ult. de legatis 1. is non efficitur dominus qui in perpetuum fundum fruendum conduxit, l. 1. Si ager vectigalis. Imitatur tamen proprietarium, eique competit utilis actio in rem, eadem l. 1. & l. 16. par. ult. de pignorat. actio. & utilis vindicatio servitutis, l. 16. de servitutibus. Et sanè id cujusque est proprium quo quisque fruitur atque utitur: M. Tull. Epistol. 30. lib. 7. ad familiares. Quidam etiam ex vetustioribus interpretibus non admise-

vult illam dominii differentiam, & contendebant unicum esse dominium adversus receptam sententiam, quam etiam Corasius sequitur lib. 6. Miscellan. cap. 20.

* *Le feu, le SEL & le pain, partent l'homme morte main.*] Les serfs ou main-mortables ne se succèdent que lorsqu'ils vivent en commun, ce qui a été introduit afin que les terres fussent mieux & plus aisément cultivées. En quelques Coutumes cette regle est tellement observée à la rigueur, que ces malheureux ne se succèdent plus lors que pendant une année ils n'ont pas eu le même domicile. Voyez la Coutume du Nivernois, chap. 8. art. 13. & en d'autres Coutumes, quoiqu'ils ayent un domicile commun ils ne se succèdent plus lorsqu'ils ne vivent plus à feu, à pain & sel communs. La Coutume du Comté de Bourgogne, chap. 15. art. 17. *La Coutume par laquelle on dit que le feu & le pain partent l'homme de morte-main, est entendue quand gens de main-morte font leurs dépends chacun à sa charge & séparément l'un de l'autre, supposé qu'ils demeurent en même maison.*

Nos anciens mettoient toujours le sel au nombre des choses qui sont absolument nécessaires à la vie. Ainsi Sire de Joinville voyant massacrer les gens sur le bord du Nil, reprochoit aux Sarasins qu'ils faisoient grand mal, & que c'étoit contre le commandement de Saladin le Payen, qui disoit qu'on ne devoit tuer ne faire mourir homme puisqu'on luy avoit donné à manger de son pain & de son sel &c. Voyez Chanteau, & Cujacium 3. observat. 31.

* *S E M E' E.*] Bearn, *Rubrica de cassas*, (c'est à dire de chasses) art. 3. *qui deu paga semée si & de porcq*, &c. La semée est un devoir qui consiste à donner à un Seigneur une partie d'un animal pris à la chasse; comme le quartier de devant d'un sanglier, & le quartier de derriere d'un cerf, ce qui est appelé dans le For *quarte esquer*, & *quarte dret de darren*.

* *Pains S E M I N I A U S ou S I M E N I A U X.*] Dans l'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite, sont des pains de fleur de farine, *seminelli*, du mot latin *simila*. Voyez Socine.

SEMONCE, SEMONDRE.] En nos Histoires & Annales, quand on mande & assemble les vassaux pour la guerre, ou les Etats & Conseil pour le Parlement, ou pour tenir les plaids. *Monere, commonere*. Voyez le mot *CONJURE*. Ou quand l'on appelle à cry & à ban un malfaiteur pour le faire comparoir & ester en Justice: comme au livre des Etablissements du Roy pour les plaids des Prévôts de Paris & d'Orleans. * *V. Cang. in Glossar. v. Submonere*. Beaumanoir, chap. 2. Bouteiller dans sa Somme, livre 1. chap. 3. & l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 61.

* *SEMYDROIT.*] Dans l'ancienne Coutume de Touraine, art. 1. C'est la basse Voirie ou la basse Justice. Dans la rédaction de la Coutume de Touraine qui fut faite en 1460. au lieu de *femi-droit* il y avoit *femidroit*. *Lo senhor & lo pays an antreyat-antiquement aus dis gentius homes jurisdiction de faymidret sur lors botors & siavaters*. Sole, titre 2. art. 8. Voyez l'art. 6. du même chapitre.

SENECHAL.] Sens, art. 174. S. Paul, art. 34. Ponthieu, art. 163. Boulenois, art. 9. 12. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 228. Tours, art. 28. 30. 31. 80. Lodunois, chap. 1. art. 24. 26. 27. Anjou, art. 40. 46. 64. 69. 170. 387. 391. Le Maine, art. 53. 189. 397. 401. Grand Perche, art. 1. Et souvent és histoires.

SENECHAUSSÉE.] Ponthieu, art. 157. 163. 171. 181. Boulenois, art. 9. 152. 153. Bailliage ou *SENECHAUSSÉE*: Anjou, art. 223. *Hec vox videtur Anglica vel Germanica*, Comme si c'étoit un Officier qui a charge de la famille: & semble être d'une même langue que Mareschal. Schal & Schabin signifie Juge, Inquisiteur & Reformateur: unde Eschevin. Item *Dapifer vocatus est Seneschalus*, & *Propositus mense dictus est Sinischalco*. *Quidam perperam duducunt ἀπὸ τοῦ κοινάρχου*. Hoc rides? accipe quod rideas magis: Alii quibus in tanta licentia & judicium & animus deest, volunt hoc vocabulo Seniore id est dominum significari: alii dictum putant quasi Senarchum, vieil Chevalier: Alii quasi Senogallum, vel Σενωγαλλον: alii quasi Senatus Praesidem vel Judicem. Est hodie Praefes Provincia: Le Bailly qui a la charge de la Province, & la conduite des vassaux d'icelle pour l'arriereban: Et n'y a difference que de nom entre Bailly & Seneschal pour être égaux en autorité. Ces dictions se trouvent souvent és Ordonnances Royaux: aussi le Seneschal ou Bailly est aujourd'huy le Juge supérieur du Juge en premiere instance & Prevostaire, jugeant par appel & ressort, duquel l'office est décrit par la Coutume de Normandie, chap. 10. par laquelle le Seneschal qui est commis par le Duc peut emender les fautes des Baillifs, comme appert du chap. 123. Par l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1499. qui est pour l'érection de la Cour souveraine seant à Roüen, la Cour de la grande Seneschaussée de Normandie a été abolie, en laquelle l'on avoit accoutumé vuidier les matieres de provision en attendant la tenuë de l'Eschiquier. Aussi en plusieurs lieux les Juges des Seigneurs bas-Justiciers, ont été appelez Seneschaux: Comme par l'ancienne Coutume du Perche, chap. 2. *Carolus Rex Adulfum vel Autulfum Senescalcum suum contra Britones mittit*, Sigebertus in Chronico sub anno 786. & in Annalibus Francorum incerti auctoris, & in vita Caroli magni. Salegon Senescallus in supplemento Sigeberti anno 1165. & post, Senescallus Philippi Flandrensis

Comitis anno 1169. & post, Henricus filius Regis Anglorum Senescallus Francia. Unde constat Senescalciam dignitatem esse qua antiquitus dicebatur Majoratus domus regia. Et paulo post sub anno 1172. quidam appellatur Gonescabilis vel Senescallus totius Hibernia. Et post Senescallus Britannia: Senescallus Normannie. Warin Seneschal de Flandres en l'ancienne Chronique, chap. 15. Par nos anciens en quelque âge, le grand Maître a été appelé grand Seneschal de France, & Prince de la Chevalerie, duquel l'état a depuis été transporté à celui du grand Connétable. Toutefois anciennement la dignité du grand Maître a été autre que celle du Connétable, comme encore à présent, & en même temps il y a eu Connétable & grand Seneschal, desquels les Offices étoient différents: mais les autoritez se changent. Voyez les Memoires de Du Tillet, au livre 2. Froissart, liv. 4. chap. 86. *Sed hac relinquamus iis quibus abunde & ingenii & otii & verborum est. Nequeo tamen temperare mihi quin rem saepe agitatam animo meo, neque ad liquidum ratione perductam signem stylo, ut Paterculus ait: ut hoc quod ferè lateat adhuc, in lucem dies extrahat & longioris ævi diligentia. Erit fortè hac etiam ætate qui hoc diligentius explicabit: Aliquid & posterì conferant studiis nostris.* J'ajouteray que l'adresse des Lettres, Commissions & Ordonnances du Roy, se fait au Bailly ou Seneschal, pour ce qu'il veut faire executer au Baillage, & que les cris & proclamations, & actes de Justice se font sous leurs noms: c'est de leur charge de convoquer, assembler & conduire le ban & arriereban, d'en faire la montre & reveuë: de se faire représenter par ceux qui sont levée de gens de guerre en leur ressort, leur pouvoir & commission, & à ceux qui amènent pour y passer & séjourner, & en avertir le Gouverneur de la Province: Plus de tenir main-forte à la Justice, & d'en avoir recours au Gouverneur. * Voyez M. du Cange dans son Glossaire, au mot *Senescallus*.

* *SENHAU.*] Dans le For de Bearn, rubr. de Bocages, art. 6. C'est une marque, *signum*.

* *SENTIER.*] Suivant l'art. 194. de la Coutume de Senlis, c'est un petit chemin, qui porte quatre pieds de largeur, dans lequel on ne doit point mener de charrette. Voyez Beaumanoir, chap. 25. au commencement, & M. Salvaing dans son Traité de l'usage des Fiefs, chap. 38.

* *SEP & estelon.*] Touraine, art. 41. 42. Loudunois, tit. de Moyenne-Justice, art. 3.

* *SEP, fers, &c.*] Loudunois, tit. de Moyenne-Justice, art. 8. Voyez *Ceps*.

SEPARATION DE BIENS.] Anjou, art. 145. Berry, tit. 1. art.

13. 48. 49. tit. 12. art. 16. ἀναχώρας. Quand la femme par autorité de Justice se fait émanciper de la puissance de son mary, & dissoudre leur communauté, & qu'il luy est permis d'administrer ses biens sans l'autorité d'iceluy, idque *cum maritus ad inopiam vergit, & ad eam ari alieno obligatus ut sit damnosus uxori, cui non expedit manere in societate. Alia est actio mala tractationis, de qua apud Rhetores: alia de moribus actio: aliud repudium inter sponfos vel divorcium quo mariti diducuntur.*

SEPTAINE.] Berry, tit. 1. art. 1. 2. 44. tit. 2. art. 4. 17. 18. 22. tit. 6. art. 3. 5. 6. 22. tit. 10. art. 1. & souvent au Procez verbal de cette Coutume, & es Chartres du Roy Philippes Auguste, octroyées à ceux de Bourges & de Dunleroy l'an 1181. pour abolir le droit de main-morte. Et pour les Coutumes de la ville & sepraine de Bourges, de la Ville & Chastellenie de Dunleroy, qui ont été confirmées l'an 1224. par le Roy Louis VIII. & en un Arrest de Paris donné à la Chandeleur 1262. auquel il est fait mention des Chevaliers de la Sepraine de Bourges, qui assistoient aux Jugemens qui se faisoient à Bourges, par les Bourgeois. Et en un autre Arrest du Parlement de la Pentecôte de l'an 1276. donné sur un renvoy requis par un défendeur demeurant à Bourges, allegué par le Sieur de Lassay mon grand oncle maternel, au livre 5. de l'Histoire de Berry, chap. 14. *Intra Septenam est notio Præfecti urbis, ut de lapide & miliario dixit Ulpianus, l. 1. §. initio. de officio Præfecti urbis. Intra miliarium centesimum fuit urbis terminus, aut potius urbana præfectura & solitarum regionum est.* Τοπαρχία, περίχρης, ἰνοπία, ἐπιτίχισμα, ἀγος, ἐπικολωνία, ὁροῖσία: Regio intra cujus fines colonia aut municipii magistratibus est jus dicendi coërendique libera potestas, ut Siculus Flaccus definit: Est territorium, pagus, ditio, præpositura, tractus, & universitas agrorum intra fines cujusque civitatis, oppidi, vel municipii, etiam extra continentia, quæ περιχώρες appellantur, & extra suburbia quæ τὰ προάστια: Et interdum civitatis & pagi appellatione totus ager omnisque ditio & vici circumjacentes continentur, non etiam oppidi appellatione, ut apud Casarem, lib. 1. de bello Gallico: Omnis civitas Helvetia in quatuor pagos divisa est: & eidem civitas Biturigum, ut Sallustio civitas Allobrogum, & universum territorium, commune universum. Catus plurium oppidorum vel municipiorum eodem jure sociatus. Sic utriusque Roma territorium in l. ult. Cod. in quibus causis pignus.

Sic etiam dicuntur Septa domorum, palatii, villa, monasterii, templi, sanctorum, Ecclesia, Cancellorum, cavea, venationis, caprarum, ovium, fluviorum, & urbes manibus septa. Conseptus ager, maceria septus. Urbes humanarum cladum consepta miseranda: Valerius, lib. 7. cap. 2. Septa trigaria, Aggrippiana in nona regione urbis, apud Sextum Ru-

fum & P. Victorem, & apud Lampridium in Alexandro. In Hispania locus sive trajectus qui Septa dicitur, Paulus Varnefridus lib. 6. de gestis Longobard. cap. 14. alias 46. ex postrema editione: & Justinianus in l. 2. Cod. de Officio Praefecti pratorio Africa. Ubi apud Gades in dextra ad latus Libia in altera parte columnarum Herculis fuit arx quae Septum appellabatur, Procopius lib. 6. de aedificiis Justiniani. Septa oppidum à montibus septem, qui à similitudine fratres vocati Gaditano imminent freto. Isidorus lib. 15. etymolog. cap. 1. Roma Septimontium celebrabatur, Plutarchus in quaestionibus. Loca Septa muro, vel tabulis roboreis, ut Vivaria, Leporaria, roboraria, Gellius, lib. 2. & in foro, campoque Martio referente Servio in primam eclogam, Septa erant loca inclusa tabulatis: hinc conseptum fori: C'est la Banlieuë, la Bannie, les Quintes, la Jugerie, le finage, le distroit, ou Justice de la ville, les entours & environs de la ville, & non seulement l'enclos d'icelle. Vicina centena pagi vel comitatus in capitularibus. Unde Centenarii ibidem & in Synodis, minores judices qui per pagos statuti sunt. Sic Roma appellatio latius patet quam urbis: Urbs muro cingitur, at Roma non tantum muro tenus existimatur, sed & continentia complectitur, l. 2. 87. 139. 147. Dig. de verbo significat.

Quelques Auteurs, comme Chomeau dans son Histoire de Berry, livre 6. ch. 3. veulent que le mot de septaine ait été fait à *septimania vel à septem pagis*. D'autres à *septimo milliario*. M. de la Thaumassiere dans ses Notes sur les Privileges de Dun-le-Roy, entre les anciennes Coutumes de Berry, part. 1. chap. 56. est d'avis que ces Etymologies sont fausses & vaines, & que l'opinion de ceux qui font venir *sepraine à septis* est

plus probable, parce qu'on dit *septa templi, domorum, monasterii, civitatis*. Cependant comme les extraits des Chartres rapportées sur le mot *Quinte* prouvent que ce nom a été donné aux Banlieuës de plusieurs villes de Poitou, parce qu'elles étoient de cinq mille pas, le mieux seroit peut-être de dire que la banlieuë de Bourges a été appelée septaine, parce qu'elle étoit de sept mille pas. Voyez *Dex & Quinte*.

SEQUESTRATION.] Montargis, chap. 21. art. 4. Qui se fait verbalement, ou reellement en matiere possessoire: *est translatio possessionis litigiosa in tertiam personam facta consensu partium vel auctoritate judicis, ea conditione, ut qui viceris, ei ea res reddatur & restituatur, una cum fructibus quos sequester acceperit lite pendente. Fructuum autem sequestratio olim non fiebat nisi in judicio petitorio, possessore videlicet victo & appellante. Paulus, lib. 5. Sent. tit. penult. l. 5. Cod. quorum appellationes. Et interdum etiam victo petitore ut in casu l. 21. par. ult. dig. de appellatio. Porro de sequestratione rei mobilis, vel dotis, vel fructuum alia exempla sunt in l. 7. dig. Qui satisfacere l. 22. par. fin autem dig. Solutio maritum. Vel possessionis, in l. 39. de adquir. possessio. l. 17. depositi, & lib. 2. Decretalium tit. 17. Et in quaestione l. litibus Cod. de Agriculis censitis.*

SEQUESTRE DES CHOSES DONNÉES.] Sens ; art. III. Reims, art. 234. ou des fruits de l'heritage contentieux. Mons, chap. 20. *Sequester is dicitur qui inter aliquos qui certant medius, ut inter eos convenerit, depositum ita tenet aliquid, ut ei reddat cui id deberi jure sibi confiterit: Festus secundum editionem Fulvii Ursini. Sequester est medius inter duos altercantes, apud quem aliquid ad tempus seponitur. Servius in undecimum Æneidos. Sequester est cujus fidem qui deponunt, pignus sequuntur: Gellius, Isidorus, Placidus: idque satis apparet ex jure nostro & aliis auctoribus, Sequester qui Sculna, στυγοπόλιαξ glossis. μισογγύατης, μισοίτης.*

* Se reconnoître **S E R F.** d'aucun homme lay, ou mortuaire d'aucune Eglise, JURE CONSTITUTI. Voyez la Note sur *Argent rachette mortemain*, à la lettre A, & sur *Rente Rendable*, à la lettre R.

* **S E R F S.**] Troyes, art. 3. Ce ne sont pas des esclaves, car il n'y en a point en France, mais des personnes sujettes à de certaines servitudes.

En Bourgogne & en quelques autres Provinces, ceux qui sont serfs ne le sont qu'à cause de leurs heritages, & ils deviennent francs en les abandonnant.

En Champagne & en quelques autres Provinces, la condition de serfs est différente selon la nature des Terres & Seigneuries à cause desquels ils sont hommes, car selon l'article 3. 4. 5. & 6. de la Coutume de Troyes : « Les aucuns sont taillables envers leur Seigneur de » taille à volonté de poursuite quelque part qu'ils se transportent, & de » formariage quand ils se marient à personnes franches & d'autre condi- » tion que de la leur, & succedent en tous cas les uns aux autres, & peu- » vent disposer par testament ou autrement de leurs biens, comme font & » peuvent faire les franches personnes, s'ils ne sont de main-morte. Les » autres sont de taille abonnée à aucune somme certaine envers leurs Sei- » gneurs ; les autres sont serfs à cause de leurs personnes de condition ser- » vile, main-mortables envers leurs Seigneurs en tous biens meubles & » heritages quelque part qu'ils soient assis, supposé que ces heritages soient » en franc alevé ou en censive, quand ils trépassent sans délaisser enfant » né en mariage, étant de leur condition ou en Celle. Les autres sont » main-mortables en meubles seulement, les autres en heritages seulement ; » les uns & les autres ne peuvent tester que de cinq sols au préjudice de » leurs Seigneurs, & selon l'art. 145. de la Cout. de Vitry, ces serfs » quoique de corps sont tellement censez & réputez du pied & partie de » la terre, qu'ils se baillent en alevé & dénombrement par les vassaux avec » leurs autres terres &c. Voyez M. de la Thaumassière, dans ses an- » ciennes Coutumes de Berry, part. 1. chap. 4. & 5.

* **S E R F S.**

* *SERFS abonnez.*] *Vide Reomaum*, p. 301.

* *SERFS Coutumiers.*] La Marche, art. 126. Dans cette Coutume quiconque doit à son Seigneur à cause d'aucun heritage argent à trois tailles, payable à trois termes, avoine & geline chacun an, il est réputé être *serf coutumier*. Voyez ma dissertation sur le Tènement, chap. 4. nombre 25. 26. pag. 151. 152. 153. 154. 155. 156.

* *Heritages S-E R F S & mortuables.*] La Marche, art. 125. L'heritage *serf* selon l'art. 124. de la même Coutume, est celui pour lequel il est dû au Seigneur *laïque* dont il est tenu, argent à trois tailles, payable à trois termes, avoine & geline chacun an, & si ce même heritage est transféré à l'Eglise avec les charges, il cesse d'être *serf*, & il devient *mortuaire*.

Tout heritage *serf* est *mortuaire* ou *main-mortable*, parce qu'il retourne au Seigneur par *main-morte* ou *mortuaire*, c'est à dire, au défaut d'hoirs communs, comme il est décidé par l'art. 152. de cette Coutume, mais tout heritage *mortuaire* n'est pas *serf*: L'heritage *mortuaire* est de meilleure condition que le *serf*, parce que le *mortuaire* relevant de l'Eglise, il ne peut devoir ce qui fait ou constitué l'heritage *serf*, c'est à dire la taille aux quatre cas, qui est due au Seigneur *laïque*, 1^o quand il marie sa fille en premières noces; 2^o quand il se fait chevalier, 3^o quand il fait le voyage d'outre-mer pour visiter la Terre-sainte; & 4^o lorsqu'il est prisonnier de guerre pour le service de son supérieur. *Homme qui tient heritage mortuaire. n'est tenu envers l'Eglise dont il tient à double d'aoust, qu'est courant ne taille aux quatre cas. Et jadis ce qu'il fut de nouvel acquis par l'Eglise d'aucun Seigneur lay, qui paravant eut sur luy les droits dessusdits, bien doit pour raison dudit heritage mortuaire faire ban, arbans & vinades comme fait l'homme tenant servement. Et si tel tenant mortuairement revient en main laye, il retourne à sa première nature touchant le double d'aoust, qu'est courant, arbans & taille aux quatre cas, & autres droits de servitude.* La Marche, art. 142.

L'homme tenant heritage *serf* ne peut porter témoignage pour son Seigneur, qui est souvent un homme violent & passionné; mais le *mortuaire* peut porter témoignage pour l'Eglise, ou le bénéficiaire qui est réputé plus juste.

Anciennement les *serfs* ne pouvoient pas être témoins en Jugement, mais nos Rois accorderent à plusieurs Eglises que leurs *serfs* pourroient rendre témoignage, *Vide analec̃ta Mabillonii*, tom. 2. p. 563.

SERFS PISSENEZ.] Qui sont les bâtards des *serfs* en Nivernois, *ut audio*.

TENIR PAR GRAND SERGEANTIE.] Au livre 2. chap. 8.
II. Partie. Zz

des Tenures. Ce qu'un sujet tient du Roy pour luy faire service en personne, comme de porter sa banniere, sa lance, ou de mener son host, d'être son Marechal, de porter son épée devant luy à son Couronnement, & autres services. Mais celuy qui tient une terre du Roy, à la charge de luy bailler par an un arc, un cheval, une épée, une lance, une paire de gants de fer, ou d'espérons dorez, ou autres petites choses touchant la guerre, est dit tenir par petite **SER-GEANTIE**, au même livre 2. chap. 9.

SERGEN T DE L'ESPE'E.] Normandie, chap. 4. 5. 9. 93. 98. 121. & en la Charte aux Normans, duquel l'office est décrit audit chap. 5. Il doit tenir les veuës, bailler les assignations, faire les sermons, & les commandemens des assises, & faire tenir ce qui y est jugé, & délivrer par droit les Namps qui sont pris, & doit justicier à l'épée & aux armes les malfaiteurs, & les fugitifs. Aussi les Sergens étoient à la garde des Villes, Chasteaux & Fortereffes, & alloient en guerre sous les Chastellains : comme appert par l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 12. 15. 47. 78. 81. 89. 90. & du 1. livre de Froissart ch. 19.

SERGEN T FEODE' OU DU FIEF.] Bretagne, art. 21. *Sergenteries sieffaux*. Normandie, chap. 33. 94. *Sergenterie sieffée*, en un Arrest de la Chandeleur 1269. & de Pentecôte 1273. & es Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 25. Le Sergent sieffé a la charge & le pouvoir de faire les exploits nécessaires pour la recherche & conservation des droits feudaux du Seigneur : Par même raison que le Procureur du Roy, ou d'autre Seigneur s'appelle Clerc des fiefs, d'autant qu'il tient papier des hommages des vassaux, des aveus & dénombremens qu'ils baillent : & des profits de relief ou rachat, & des lods & ventes que les sujets payent. Aussi ce Sergent en plusieurs lieux a la charge de recouvrer les cens, rentes, coutumes & autres devoirs du Seigneur ; & peut commettre & nommer en Justice un sous-sergent sieffé revocable à volonté. A Dunleroy en Berry, & en plusieurs autres lieux de France, cet office est hereditaire & tenu en hommage du Roy. En France il y a bien peu d'offices qui passent à l'heritier, & ordinairement ne sont qu'à la vie du pourveu. Le Baron ou Prince de Joinville se dit Seneschal hereditaire de Champagne : Le Comte de Nantueil Gruier hereditaire en tout le Duché de Valois : Quelques-uns des Chauffecires des Chancelleries sont hereditaires. Le Roy Henry III. a érigé plusieurs Offices hereditaires. La Seneschauffée hereditaire d'Anjou & du Maine, qui a été donnée par Artus Comte de Bretagne, & confirmée par le Roy Philippes Auguste l'an 1199. & auquel l'hommage a été fait par Guillaume Desroches l'an 1204. des droits de ladite Seneschauffée : comme du Til-

let a extrait du Thresor des Chartres. *Henricus Essexensis jure hereditario significat regius. Neubrigensis, lib. 2. cap. 5.*

SERGEANT FIEFFE.] Senlis, art. 87. Qui a quelque Jurisdiction, & peut commettre trois Sergens, deux à cheval, un à verge, qui sont instituez par le Bailly de Senlis ou son Lieutenant, & sont réputez Sergens Royaux. En un Arrest de Paris du 3. Juin 1391. il est fait mention d'une Sergenterie fieffée au pays de Normandie, & du Sergent fieffé en un Arrest du 16. Juillet 1351. & de la Pentecôte 1273. & és Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1426. & en la Coutume de Normandie, chap. 15. 121. & à la fin du Stile du Chastelet de Paris: & au livre de l'Etablissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orleans, & au grand Coutumier, livre 1. chap. 2. * Voyez la Note sur *Sergenteries.*

SERGEANT FERMIER.] Bretagne, art. 674. Qui a pris à ferme l'office de Sergenterie, ce qui est défendu.

SERGEANT FRANC.] Qu'aucuns vassaux peuvent avoir pour la garde de leurs bois, ou pour les prises & garde du bestail trouvé en dommage.

SERGEANT MESSILIER.] Chaumont, art. 97. Troyes, art. 122. Blavier ou Messier, en la dernière Coutume d'Auxerre, art. 270. Qui a charge de garder les bleds ou vignes avant la dépouille & levée.

SERGEANT DE LA PAIX.] Valenciennes, art. 138. comme en la même Coutume **JUREZ DE LA PAIX**, & ailleurs **MAISON DE PAIX.**

SERGEANT PRAIRIER.] En la Coutume locale de la Chastellenie des Ecluses au Bailliage de Touraine. Qui a charge des prairies pour les garder, & pour conserver l'herbe d'icelles.

SERGEANT DE QUERELLE.] Qui servoit au fait des duels, ou pour le différent des parties.

* *Le SERGEANT de la querelle.*] Normandie, art. 63. selon Berrault c'est le Sergent ordinaire de l'action & du lieu où est le différent des parties.

SERGEANT ROYAL OUNON ROYAL.] Tours, art. 169. & ailleurs. Qui est pourveu de son Office par le Roy, ou par un Seigneur subalterne.

LE SERGEANT par nos anciens Praticiens s'appelle **SERVIENTS**, comme au Stile du Parlement à Paris, chap. 2. §. 8. chap. 12. §. 19. 20. & és anciennes Ordonnances Latines des Rois de France: *Valet de Justice* en la Coutume de Cambrai, tit. 25. art. 1. & 2. *Apparitores enim decet esse morigeros & praesto ad obsequium. Videtur etiam ap-*

pellari Saio vel Sagio legibus Visigothorum libro 2. tit. 1. cap. 17. tit. 2. cap. 4. & apud Cassiodorum lib. 2. Variarum in inscriptione epistola 13. & 20. & rursus lib. 3. epist. 20. lib. 4. epist. 14. 27. 32. 34. 47. & passim lib. 5. Item lib. 8. epist. 24. 27. & lib. 9. in edicto Athalarici. Sationem autem Isidorus lib. 10. ait dictum esse ab exigendo. Dicitur etiam executor jussionis regia contra violentas insidias, à Cassiodoro l. 7. formula 42. & lib. 9. epist. 14. Executio Saionum in Epist. 18. ejusdem libri. Saiones sunt Cancellariis deputati, Idem libro 12. epistol. 3. Qui autem nobis Serviens, veteribus fuit Minister, Officialis, ὑπουργός, ὑπηρετικός, ὑπηρέτης : Anciator, Anculator, Anculare est ministrare : Apparitorum ministerio res à Rectore geritur in Provincia, Lactantius lib. 2. cap. 17. Item ἀποδότης, τοῖς ἀρχουσιν παροιδεύων : apparitor : ἐκδιδάσκων, ἀπατητής, intercessor, exactor in Glossariis & Constitutionibus. Επιδικτής in constitutione Zenonis delitium expensis ex Synopsi βασιλικῶν, lib. 9. ut apud Cedrenum in Leone Basilii filio. Επιδικτής, compulsor. In Glossario Græco Latîno Ἐπιδικτής compulsio. Porro inter servos publicos qui δούλοι δημοσίου, inter Servientes, ministros & officia quæ administrantibus parent, & magistratibus subsunt eisquæ apparent, numerantur etiam Executores, cohortales, nuncii, accensus, quod acciretur ad res necessarias : optiones, agentes in rebus, thesaurensis, viatores, ὁδοίποροι, ὁδηγοί, ῥαβδῶχοι : Lictores quibus etiam Vestales usæ sunt & sæmina principes : Statores, Cornicularii ; Precones, Hypaspistæ, prosecutores, canonicarii, Vindices qui tributa exigebant Justiniani, No. 38. 128. 134. & Edicto 31. Prefectiani, Presidiales apparitores, Comitiani, privatiiani, Palatiani, urbanitiani : Commentarienses, premiatores, ταξιωταί, πράκτορες, ἐκλήκτορες : Catholiciani, beneficiarii, οἱ εὐτελεῖς : Ἐξωκλήκτωρ, compulsor : ἑσωπράκτωρ : coactor, Brutiani, de quibus Gellius, lib. 10. cap. 3. & Festus : οἱ δούλικὰς τὰξαις χραιοστώωντες in glossario : videlicet servi publici à regione sic dicti, ut Lucani, Cyprii, Gerones, de quibus Fulgentius & Jo. Scaliger ad Festum, candidissimus scriptor, ingenioque ingens. Auditores adjuva, Subadjuva, numerarii, tabularii, exceptores, ab actis, à libellis : Principes, primipilares, chartularii, annonarii, memoriales, lampadarii, præcia, metatores, προπαρασυνδασταί, Procalatores, Calatores, qui περιπατοῖ, & ἐκδιδάσκει περίων glossis. Curiones qui & curiales prius : Parochi, Nonius, Festus. Stationarii & urbani milites, quorum interventu vectigalia exiguntur à portitoribus & octavariis. Sed evectus sum longius, remeabo ad cæpta, ne videar velle omnia unus amplecti. Hac etiam non capient qui non ad altiores litteras perducti. Souvent és Ordonnances & Coutumes de France il est traité de l'Office, du devoir, du reglement & salaires des Sergens Royaux & autres. Doctissimus Cujacius ad l. 7. Cod. de jure Fisci putat ex Casarianorum appellatione

deductam esse vocem Gallicam Sergent, Casariani sunt officiales procuratores Caesaris. At in Evangelio secundum Joannem, cap. 4. βασιλικός non est regulus, regius, aulicus, aut Casarianus, vel officialis Caesaris, aut fiscalis vel Imperialis ut Juliano in Novella prima Justiniani, Quem recentiores appellarunt Palatinum. Sed potius Principalis nempe in municipio vel civitate de qua Joannes loquitur, ut in Glossario. Soleo interdum & in aliena castra transire, non tanquam transfuga, sed tanquam explorator, ut de se Seneca gravis auctor dixit. Male Perionius vocabulum Sergent ducit ἀπὸ τῆ κήρυκος qui Præco est. Sergens de Dieu qui Serviteurs.

SERGETER.] En l'Ordonnance du Roy Philippes le Bel de l'an 1318. & du Roy Charles V. de l'an 1376. & au chap. 81. de la vieille Chronique de Flandres; c'est faire l'office de Sergent.

SERGETERIE.] En l'Ordonnance susdite.

SERGETERIES.] Normandie, chap. 26. 28. 33. 34. 53. 85. 117.

C'est une espece de fief, dont les unes sont franchises & nobles, quoy qu'elles n'ayent Cour ni Jurisdiction.

On a déjà remarqué qu'anciennement les Seigneurs donnoient des terres en fief à leurs Officiers pour leur servir de gages, ce qu'on a prouvé par le chapitre qui suit des Loix de Malcolm Roy d'Ecosse.

*Ordinaverunt pro feodo Senescalli domus Domini Regis 40. libras.
Pro feodo Clerici de Coquina, 10. libras.
Pro feodo Panitarii, 10. libras.
Pro feodo Buttelarii, 10. libras.
Pro feodo Pistoris, &c. 10. libras.*

Voyez ma Preface sur le titre des fiefs de la Coutume de Paris.

Comme les Seigneurs avoient leurs Pairs pour exercer leur Justice feodale, ils eurent aussi pour se faire payer de leurs droits, des Sergents fieftez, à qui ils donnerent quelquefois ces Charges en fief avec des terres aussi tenuës en fief, & quelquefois ces Charges seules avec des terres non fieftez, & quelques fois enfin ces Charges sans terres. Voyez l'article 580. de la Coutume de Normandie; & parce que tous ces Sergents étoient aussi préposés pour recevoir les revenus de leurs Seigneurs, ils étoient

appelez *Prevoists Sergents*. Voyez Banage sur l'article 112. de la Coutume de Normandie.

Quand les Sergenteries étoient annexées à quelques fiefs nobles, alors selon Terrien, livre 2. chap. 13. elles avoient *Court & usage*, c'est à dire Justice & Jurisdiction, elles étoient possédées par des personnes riches, qui faisoient faire les fonctions de leur Office par d'autres personnes qu'elles commettoient.

Le Roy avoit & a encore en Normandie beaucoup de ces Sergenteries, ce qui paroît par les Registres de la Chambre des Comptes. Voyez la Charte rapportée sur le mot *fief ferme*, page 468. partie premiere.

Et au contraire lorsqu'elles n'étoient pas unies à des fiefs nobles, mais à des terres tenuës à vils services, ou quand elles étoient sans terres, alors elles n'avoient *ni court ni usage*.

Les charges sous lesquelles toutes les Sergenteries étoient infeodées n'étoient pas toujours les mêmes; car elles étoient plus ou moins grandes, ou plus ou moins

honorables, suivant les différentes conventions.

Par exemple, il se void au Registre des fiefs de la Chambre des Comptes fol. 6. que *Hue de Vaspal* tenoit sa terre par *Sergenterie*, & devoit garder la porte du Chasteau de Rouen; fol. 7. que *Robert du Chastel* tenoit sa terre du Roy par *Sergenterie*, & devoit aller comme

Sergent du Roy prendre les larrons. Fol. 174. que *Jeans de Lannet* étoit *Sergent du Roy* de 20. arpens de terre & que le service de tels *Sergens* étoit de garder les maisons des Chevaliers de la Chastellenie toutes fois que ils forferoient contre la Seigneurie de Champagne &c. Voyez *Souldoyers*, & Brodeau sur l'art. 1. de la Coutume de Paris, n. 14.

SERGENTE.] Bretagne, art. 674. 677.

SERGENTISE.] En la Somme Rurale : *Apparitio, officium vel ministerium apparitoris, lictoris, officialis.*

SERGENTS D'ARMES.] Sont les Massiers & Huissiers, qui portent masses devant le Roy pour la garde du corps, & qui peuvent faire office de Sergenterie par tout le Royaume, mêmes contre les Princes & grands Seigneurs. Boutillier en la Somme Rurale explique son office, droits, & privileges. Ces Sergens ne peuvent faire les exploits ordinaires de Justice s'ils n'en ont commission speciale, par les Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1426. Les Sergens d'armes devoient suivre le Roy aux guerres, & étoient exemptés de tailles & subsides, & réputés annoblis à cause de leur office : Et en matiere personnelle avoient leurs causes commises pardevant le Connestable & Mareschaux de France en défendant, par l'Edit du Roy Jean de l'an 1355. & tenoient le lieu des Archers de la Garde, comme du Tillet observe au livre 2. & appert du chap. 63. de l'ancienne Chronique de Flandres que les Sergens d'armes portoient Masses, & faisoient ajournemens; il en est aussi fait mention au chap. 105. de la même Chronique, & en l'Histoire de^e Monstrelet, premier volume chap. 2. & dernier, & és Ordonnances du Roy Charles VI.

SERGENTS A VERGE, SERGENTS A CHEVAL DU CHASTELET DE PARIS.] Les Sergents à verge n'exploient qu'en la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, par Arrest de Paris du 13. Janvier 1406. Comme aussi en plusieurs autres Provinces il y a des Sergens à pied & à verge, & d'autres à cheval : les uns pour exploiter & résider en la Ville, Prevôté & Septaine : les autres sur les champs au loin, au dedans de tout le ressort du Bailliage de la Province. Il est fait mention de ces Sergents à cheval ou à pied en l'Edit du Roy Philippes le Bel de l'an 1302. art. 22. Les Sergents à verge *sunt virgarii, ὀδὸνδὲ viatores, qui virga & commotaculo summovent turbam, & à Magistratu transeunte homines amovent : Summotor aditus, Livio lib. 45. Lictor semita dejicit, Seneca Epist. 95. Lucio Sylla descendenti ad forum gladio summovebatur, Idem auctor in libello de Mundi gubernatione,*

cap. 3. *At Matrona à Magistratibus non summovebantur, Festus. Procedente virgine sacerdote lictor submovebat: Illi Prator via cedebat: summum Imperium Consules cedebant: Sacerdoti lictor apparebat, eique occurrenti meretricem submovebat: Seneca Controvers. 2. lib. 1. Sacerdoti Vestali magistratus suos fasces submittebant: illi Consules Pratorisque via cedebant: Idem in controversia 8. lib. 6. De quo munere ut & aliis lictorum ministeriis, Lipsius lib. 1. Elector. cap. 23. Magistratus autem intra fines territorii sui habent jus terrendi & submovendi populi per lictorem l. pupillus. 239. par. pen. de verbo. signif.* Par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1566. art. 31. les Huissiers & Sergens Royaux exploitans en leurs ressorts doivent porter en leur main une verge, de laquelle ils toucheront ceux auxquels ils auront charge de faire exploit de Justice. Il est aussi fait mention de cette verge en la Coutume de Boulogne, art. 17. au Stile de Liege, chap. 4. art. 13. 14. 15. & s'appelle Bâton d'Huissier, au chap. 2. des premieres Ordonnances de la Chambre d'Arthois. SERGENTS BASTONNIERS. Valenciennes, art. 3. 8. 10. 11. Voyez le mot VERGE. Aussi les Sergens à cheval & armez ont eu solde au service de la guerre, & étoient moindres que les Escuiers, & les Escuiers moindres que les simples Chevaliers. Autres étoient les Sergens à pied, comme en l'Histoire de Villehardouin, que nous appellons hommes, ou gens de pied en guerre. * V. *Amanellum de claris aquis singul. 137. tom. 2. pag. 139.*

SERGENTS DANGEREUX.] Qui par l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1554. art. 16. fait pour le reglement des Forests, sont institués & établis pour conserver le droit du Roy. Ils exploitent & font prises es forests esquelles il y a droit de tiers & danger, ou de danger sans tiers: Voyez TIERS & DANGER. Ces Sergens sont spécialement supprimez par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1563. & avoient aussi été revoquez par les Ordonnances du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 238. Aussi pour le reglement des forests il y a des Maîtres Sergents, & des Sergents & Gardes ordinaires, & des Sergents chevaucheurs, racheurs & traversiers. * Voyez Terrien livre 14. ch. xi.

SERGENTS A MASSES D'ARGENT.] Hainaut, chap. 48. qui sont Huissiers de la Chambre du Conseil ou Audience. SERGENT à MASSE en l'art. 27. de la Coutume locale de la Ville d'Amiens. Aussi les MASSIERS font service en un convoi & en la guerre: & semble qu'il faut ainsi lire au chap. 41. 49. 64. de la vieille Chronique de Flandres. Sergent Bastonnier de la ville de Tournay, dont Boutillier fait mention, comme aussi en un Arrest de Pentecôte de l'an 1288. donné pour le Prieur de Charlieu.

* SERMENT corporel.] Qui se fait en boy simple. C'est le ser-

ment de fidélité que le vassal non lige fait en levant la main , à la différence de celui que le vassal lige fait en touchant les Evangiles. Voyez les art. 137. & 138. des Coutumes d'Anjou 148. 149. & 150. de la Coutume du Maine.

* *Esgarder un SERMENT.*] Dans le chapitre 39. du premier livre des Etablissements. C'est déferer le serment. Voyez *Esgarder*.

* *SERMENT de fidélité.*] Paris, art. 3. 4. &c. C'est une promesse solennelle , par laquelle le sujet s'oblige d'être toujours fidele à son Prince , & le vassal d'être toujours fidele à son Seigneur. *Capitul. Caroli Magn. lib. 3. cap. 8. De juramento ut nulli alteri per sacramentum fidelitas promittatur, nisi nobis, & unicuique proprio seniori, ad nostram utilitatem, & sui senioris, excepto his sacramentis, quæ justè secundum legem alteri ab altero debentur. Et infantes, qui antea non potuerunt propter juvenilem ætatem jurare, modo fidelitatem jurent.*

Comme il y a des fiefs liges & des fiefs simples, il y a des sermens de fidélité particuliers pour ces deux sortes de fiefs; car dans les fiefs simples, le vassal ne s'oblige d'être fidele à son Seigneur, que par la foy, & le serment de son corps; au lieu que dans le fief lige le vassal s'oblige d'être fidele, par la foy & le serment de son corps, & sur les Evangiles. Anjou, art. 137. 138. *Celui qui divisera la foy, doit dire à l'homme de foy simple, ayant les mains jointes en les mains de son Seigneur telles paroles: » Vous connoissez être homme de foy simple de » Monseigneur, qui est icy au regard de telle sa Seigneurie, ou tel son » Châtel, pour raison de telles choses, & luy promettez par la foy & » serment de vôtre corps, que dorenavant loyauté vous luy porterez; » d'autre que de luy des choses déclarées vous ne vous advoüerez, bien » & loyaument ses devoirs vous luy payerez, par vôtre aveu ne autrement son fief vous ne rognerez, & en tous termes envers luy vous » gouvernerez, ainsi qu'homme de foy simple doit faire envers son » Seigneur, & sur les peines qui y appartiennent.*

L'art. 138. » Vous connoissez être homme de foy lige pour raison de » telles choses, & jurez à Dieu aux saintes Evangiles, & par la foy » & serment de vôtre corps, que vous serez envers luy bon & loyal » homme de foy lige, le bien & honneur de luy, & de Madame sa » femme, de Messieurs ses enfans, vous garderez, & ne procurerez par vous ne par autre le contraire. *Vid. Cang. in Gloss. & Pith. ad Capitul. in v. Fidelitas.*

Quoique le serment de fidélité se fasse souvent avec l'hommage, comme il paroît par ces deux articles de la Coutume d'Anjou, il faut néanmoins observer, que l'hommage & le serment de fidélité sont deux choses différentes, ainsi qu'on l'a prouvé cy-dessus sur les mots *Bouche*

che & Mains, contre le sentiment de du Molin. *V. Cang. in Gloss. v. Fidelitas.*

Et il faut encore remarquer, qu'anciennement en France non seulement les vassaux faisoient le serment de fidelité à leurs Seigneurs, mais encore les serfs ou gens de main-morte, comme il paroît par la Charte suivante de l'an. 1302. que Monsieur D * * * m'a communiquée.

En nom de Nostre-Seigneur, en l'an de l'Incarnation d'iceluy mil & trois cens & deux, le Dimanche d'après Pâques commençant. Je *Johannes* dit Patouf, de Solangy établis en la presence de Jehan de la Broce Clerc, Nottaire commun juré de la Cour dou Comté de Tonnerre, affirme & faits à sçavoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres, que je suis homs taillables & exploitables hauts & bas, & de serve condition, & de main-morte, à la Dame Selubi Dame de Cunussi & Solangy, femme feu Guyot dou Mey, & à Marguerite sa fille & à leurs hoirs à toujours perpétuellement, & à ceux qui en ce fait auront cause de aus, & promets par mon Serment de ce donné corporellement sur l'Evangile, que je serviray ellos & leurs hoirs, & ceux qui auront cause d'eux à toujours, ou par leurs hoirs, de l'état dessus dit, sans aus délaisier ou defuir, & sans advoïer autre Seigneur que aus, & sous peine de perdre tous biens mobles, & immobles, conqueaulx & autres que gie aurois & renvois en leur terre & en leur Justice & Seigneurie, ou en autre lieu, ou que ce fust. Lesquels biens elles ou leurs hoirs, ou ceux qui auront cause d'eux, pourroient si li cas advenoit dessusdit, que ja ne soit penre & saisir, tenir & mettre & fournir & tout en tout en leur domaine en fond & en fruires de leur autorité propre, sans requérir autre Justice, & sans rien rendre ne recréenre, & moy faire tenir en prison au Chasteau de Tonnerre, sans issir fers, jusqu'à tant que gie fusse revenus, & retournez arriere dessous aus, & en leur Justice & Seigneurie, & en leur service, & en l'état dessusdit, & a amendement de hu selon la mesprison & selon le cas dessusdit; & en cest fait gie renonce à tous Us, Coutumes, & établissemens au droit, disant renonciation generail non valloir, & à toutes autres raisons de fait & de droit, de Canon & de Loy, qui contre ces presentes Lettres & convenances pourroient être dites ou objiciées comant que ce fust; & quant aux dites convenances, tenir, garder & accomplir antierement, sans aler, & sans faire aler contre, par moy ou par autre, gie soubmets & oblige moy & mes hoirs, & tous mes mobles & immobles presens & à venir, à la jurisdiction de la Cour dessusdite: En témoins de laquelle chose gie hay requis & obtenu le Seel de ladite Cour être mis à ces presentes, sauf

le droit de Monseigneur le Comte pour toutes choses. C'est fait « present Pierre dou Mex Bailly de Tonnerre , Thomas de Vesines « Tonnelier , Guill. le Gendre d'Espineüil , Guyot , dit le Grand de « Pinay , & Gilles dit Bierge, tesmoins appelez & demandez, en l'an « & jour que dessus dit.

Vide Speculat. de Feudis, §. *Quoniam* 2. n. 2. p. 307. *Reomaum*, p. 281. 283. *Cang. in append. ad Gloss. med. & inf. lat. v. Hominium*, & joignez le Serment de fidelité des Aubains rapporté cy-dessus sur les mots *Droit d'Aubenage* en la lettre A. page 95. col. 1. & 2.

En France le serment de fidelité doit aussi être prêté au Roy par les nouveaux Evêques, qui sont obligez d'en prendre des Lettres du Sceau, de les faire registrer en la Chambre des Comptes, avec la Lettre du don des fruits échûs pendant la vacance, pour obtenir mainlevée de la Regale. Voyez l'Auteur du grand Coutumier, liv. 2. ch. 30. & Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 63. n. 20.

* *SERMENT en plaid.*] *Jusjurandum in litem*. Voyez M. Collet sur les Statuts de Savoye pour la Province de Bresse, p. 187. col. 1.

SEROURGE.] En la vieille Chronique de Flandres, chap. 6. & 25. Froissart, au chap. 6. 27. 29. 33. du 1. volume. Monstrelet au 1. livre chap. 47. & ailleurs: *Hic enim te diutius morari nolo, est sororius*: celui qui a épousé ma sœur. (* Voyez Sauvage sur l'endroit cité de la Chronique de Flandres; Pasquier dans ses Recherches, liv. 8. chap. 50. Bry dans son Histoire du Perche, pag. 192. *Le Serourge* de par ma femme, c'est celui qui a épousé la sœur de ma femme.)

SERPAULT.] Voyez le mot *Trouffeau*, & *Serpol*, qui suit.

* *SERPOL.*] C'est le Trouffeau ou le paquet d'habits & de hardes que les père ou mere donnent à leurs filles en les mariant.

* *SERVAGES ou SERVAIGES.*] Sont des redevances dûes par les personnes de condition servile. Dans un compte du domaine de Ponthieu de l'an 1478. il y a *recepte des servaiges qui se payent au jour nôtre-Dame de Septembre, & est assavoir que ceux qui sont serfs quand ils se marient doivent cinq sols parisis, & à leur trépas cinq sols, & avec ce doivent chacun an un denier, & ceux qui sont défaillans des choses dessus dites pour chacune fois, doivent amende de 60. sols.*

Poisson mis en SERVE.] Nivernois, tit. 26. quelles choses sont reputées meubles, art. 5. C'est le poisson mis en boutique ou reservoir. Voyez l'article 91. de la Coutume de Paris.

LES CAUSES SERVENT.] Es Ordonnances d'Arthois quand elles échéent & s'expedient. Auquel lieu aussi *SERVIR* ses faits ou écritures, c'est les fournir en Justice.

SERVICE.] Anjou, art. 128. 129. Normandie, chap. 26. 28. 53. 93. Bretagne, art. 240.

Qui est le devoir auquel un sujet est tenu envers son Seigneur feudal.

* *SERVICE de Chevalier.*] Voyez la Note sur *Fief de Hautbert*, & *Lithleton*, section 48. 95. & 103.

* *SERVICE de cheval.* [Voyez *Somme & Cheval de service.*

* *SERVICE de compagnon.*] Dans les Assises de Jerusalem, chap. 238. C'est le service d'un vassal, qui est obligé de servir son Seigneur en guerre, avec un ou plusieurs hommes.

* *SERVICE de Court.*] Saint Quentin, art. 82. C'est la même chose que le service de plaids dont il est parlé dans les Coutumes de Peronne, d'Arthois & autres. Suivant le placart de la gouvernance d'Arras du 14. Decembre 1546. les vassaux ou les hommes de fiefs doivent être *appelez* aux services des plaids par le Procureur de la Jurisdiction, & à tour de rôle. Le rôle doit être fait par le Bailly du Seigneur dominant, ou son Lieutenant, en préférant toujours néanmoins ceux qui sont graduez à ceux qui ne le sont pas, suivant le Reglement du 2. Novembre 1700. Il faut encore observer que ces hommes de fiefs ne peuvent prononcer aucun Jugement s'ils n'ont été conjurez par le Bailly ou son Lieutenant en ces termes : *Voila une telle affaire, je vous conjure d'y faire droit*, d'où ces vassaux ont été nommez *hommes de conjure*, & sans cette conjure leur pouvoir reste habituel sans produire aucun effet. Voyez M. Maillard dans ses Notes sur les Commentaires de Gossion, page 152. n. 3. 4. 5. & 6.

* *Faire le SERVICE.*] Mons, chap. 55. art. 2. Hainault, chap. 119. art. 1. ce qui y est dit des *ladres* ou *lepreux*, qu'on regardoit comme morts au monde.

Rien ne peut mieux expliquer ces deux articles que le chapitre suivant des Statuts Synodaux du Diocese de Troyes, fol. 130. *verso*, imprimé en 1430. avec des Gloses de Jean Collet Official.

C'est la maniere de recevoir le ladre, & mettre hors du siecle & rendre en sa borde.

Primò. La journée quand on les veut recevoir ils viennent à l'Eglise, & sont à la Messe, laquelle est chantée du jour ou autrement, selon la devotion du Curé, & ne doit point être des Morts, si comme aucuns Curez l'ont accoutumé de faire.

Item. A icelle Messe le malade doit être séparé des autres gens, & doit avoir son visage couvert, & embrunché comme le jour des Trépassés.

Item. A icelle Messe doit offrir ledit ladre, & doit baiser le pied du Prêtre, & non pas la main.

Item. A l'issuë de l'Eglise, le Curé doit avoir une pele en sa main, & à icelle pele doit prendre de la terre du Cimetiere trois fois, &

mettre sur la teste du ladre en disant : *Mon amy, c'est signe que tu es mort quant au monde, & pour ce ayes patience à toy.*

Item. La Messe chantée, le Curé avec la Croix & l'Eau benoîte le doit mener à sa borde, comme par maniere de procession.

Item. Quant il est à l'entrée de ladite borde, le Curé luy doit faire faire les sermens & instructions après écrites en disant en cette maniere :

Amy, tu scez, & il est vray, que le Maître des deux caves, Maître de la Maladerie de S. Ladre de Troyes, par ses Lettres présentées à moy comme bien éprouvé de la maladie S. Ladre, t'a dénoncé ladre, pourquoy je te deffens que tu ne trépasse ne offense és articles cy-après écrits.

Primo. Que tant que tu seras malade tu n'entreras en maison nulle autre que en ta borde, ne ne coucheras de nuit, ne en moulin tu n'entreras.

Item. Que en puits ne en fontaine tu ne regarderas, & que tu ne mangeras que tout par toy.

Item. Que tu n'entreras plus en nul jugement.

Item. Que n'entreras plus en l'Eglise tant comme on fera le service.

Item. Quand tu parleras à aucune personne, va au dessous du vent.

Item. Quand tu demanderas l'aumône que tu sonnes la tarterelle.

Item. Que tu ne voise point loin de ta borde, sans avoir vestu ta housse, & qu'elle soit de quameli, sans avoir couleur aucune.

Item. Que tu ne boives en autre vaisseau que le tien.

Item. Que tu ayes ton puits ou ta fontaine devant ta borde, & que tu ne puises à autre.

Item. Que tu ayes devant ta borde un escuelle fichée sur un droit baston.

Item. Que tu ne passes pont ne planche sans avoir mis tes gants.

Item. Que tu ne voises nulle part hors, que tu ne puisses retourner pour coucher le soir en ta borde, sans congié ou licence de ton Curé du lieu, & de Monseigneur l'Official.

Item. Si tu vas loing dehors par licence, comme dit-est, que tu ne voise point sans avoir Lettres de tondit Curé, & approbation dudit Monseigneur l'Official.

Vide Muisum lib. Var. ex Levitic. pag. 66. 67. Joignez ce qu'on a observé sur les mots *Ladres & Cagosts.*

* *SERVICE d'ost.*] Voyez *Chevauchée.*

SERVICE DE PLAIDS.] Peronne, art. 65. 78. 79. Qui est dû par les vassaux pour assister aux plaids du Seigneur feudal, ou de ses Officiers Justiciers. Voyez le mot *PAIRS.*

* *SERVICE de Prevosté.*] Normandie , 179. 180. Voyez *Prevosté*.

* *SERVICES de corps.*] Sont les services que les vassaux doivent en personne à leurs Seigneurs. Voyez *Fief de corps* , le chap. 242. des *Affises de Jerusalem* , le chap. 245. & cy-dessus *Devoir le Mariage* , à la lettre M.

* *SERVICES répassés.*] Dans le chap. 99. des *Etablissements* : Sont les services des années passées.

SERVIR LE FIEF.] Anjou , art. 104. 106. 109.

C'est faire la foy & hommage au Seigneur , & luy offrir & jurer le service feudal accoutumé. Tellement que l'on dit le Seigneur être servi de son hommage : Anjou , art. 116. *Sic etiam in libris feudorum vassallus dicitur servire feudum , ut lib. 4. tit. 41.*

SERVIS.] En Lionnois & autres pays , sont les cens & autres petits devoirs annuels nobles qui sont dûs au Seigneur foncier par les sujets & tenanciers des héritages , en reconnaissance de la Seigneurie directe. Les rentes foncières sont de plus grande valeur annuelle.

* V. Benevis , & M. Collet sur les Statuts de Bresse & Bugey , liv. 3. remarque 4. pag. 54. col. 2.

* *SERVITUDE de Talh , & Dalh.*] Bearn , tit. de Bocages , art. 3. c'est le droit de couper & prendre du bois dans une forêt. *Talh & Dalh* , sont les instrumens dont on se sert pour couper le bois.

* *SERVITUDE de Dent & Jasilha.*] Dans le For de Bearn , rubr. de Bocages , art. 9. La servitude de *Dent* est le droit de faire paître son troupeau. Et la servitude de *Jasilha* est le droit de le faire coucher sur une terre.

J'ay appris de M. du C. Avocat au Parlement , qu'en Bearn on fait faire de grandes courses aux troupeaux , & que qui a droit de *Jasilha* ou d'*attentat* sur une terre , a droit d'y faire coucher son bestail pendant deux nuits , pour le faire reposer.

* *SERVITUDE de Pexe.*] Bearn , rubr. de Bocages , art. 10. C'est le droit de faire paître.

SERVIVI.] En l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1554. fait pour les Secretaires de la Maison & Couronne de France : c'est l'acte & certification du service actuel que l'Officier a fait selon sa charge & état , afin d'être payé de ses gages , & jouir des privilèges.

* *SESTERAGE.*] *Sextariaticum , Sextariale.* C'est un tribut que quelques Seigneurs levoient sur chaque sester de bled. Il est ainsi parlé de ce droit dans une Charte de Jean Comte de Soissons , rapportée dans un *vidimus* de Jacques Evêque de Soissons de l'an 1239. *Derechief j'octroy (al Abé & Convent de S. Legier de Soissons) que quand*

je venderay mon festerage de Soissons, que cil à cui je le venderay face feauré à l'Eglise devant dite de la disme que elle a de blé ou de deniers & festerage, & si je fais cueillir par mon Serjant il leur fera feauré aussi &c. C'est peut-être le même droit qui est appelé *Stelage* dans une autre Charte de Jean Comte de Soissons de l'an 1260. en faveur de l'Eglise de S. Crespin en Chaye, rapportée par Melkior Regnault dans ses Preuves de l'Histoire de Soissons, fol. 19. & 20. V. *Sextelage*.

* *SETINE* ou *SETERE'E*.] Dans le pays de Bugey & de Gex les prez se mesurèrent par *setines*, & la *setine* est la quantité que six hommes peuvent faucher en un jour. On estime la *setine* au pays de Gex douze charretées de foin de vingt quintaux, qui font vingt-quatre meaux du pays de Bresse. A Genève la *setine* ou *setérée* est autant de pré qu'un homme peut faucher en un jour. Voyez M. Collet sur les Statuts de Bresse, liv. 3. part. 2. page 80. col. 1.

* *SEULLES*.] Orleans, art. 238. *Seules*, Nivernois, chap. 26. art. 8. & 12. font des solives.

SEURETE' ou *SEURTE'*.] Lodunois, chap. 4. art. 1. Tours, art. 55. Bretagne, art. 3. 668. & suivans.

C'est à dire assurance, assurance, assureté.

* *SEXTELLAGE*, *Stellage* ou *Minage*.] Ce droit se paye pour raison des grains vendus aux halles; quelques-uns l'ont étendu au bled vendu és greniers ou ailleurs, pour raison dequoy y a procez au Parlement de Paris entre les habitans d'Estampes contre Monsieur de Vendôme, & un autre entre les habitans de Soissons contre Monsieur le Comte.

Il y a Arrest du 9. Aoust 1372. entre les Abbessé & Religieuses de Maubuisson & les habitans de la ville de Pontoise, par lequel après enquestes respectivement faites, il est dit, que les habitans de Pontoise payeront le droit de *Minage* de tous grains, fors des pois & fèves, qui seront vendus & mesurez à mesure & boisseau, soit au marché de ladite Ville, maisons, greniers & fauxbourgs d'icelle, ou sur le port de la riviere d'icelle ville, avec specification de la mesure pour ledit droit. Il y a encore un autre Arrest du 17. Mars 1635. conforme, entre Simon le Vasseur Fermier du droit de *Minage* desdites Religieuses de Maubuisson, & Jean le Clerc Receveur du College de Pontoise.

Il se voit au Chartulaire du Prieuré de Doncheri, que le Prieur de Doncheri a, & à luy appartient un droit seigneurial en ladite ville de Doncheri, nommé & appelé *Sextelage*, c'est à sçavoir de chaque festier de tous grains qui sont vendus en ladite ville de Doncheri deux écuelées dudit grain, dont les douze écuelées valent un quartol.

à la mesure à bled, & quatre quartels valent un sestier. (M. G A L L A N D.) * Voyez *Sesterage*.

* *S E X T E R E' E de terre.*] Dans la Coutume de Troy en Berry, art. 1. entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, pag. 222. C'est une mesure contenant huit boissellées.

* *S I B A D A.*] Bearn, rubr. 1. art. 20. C'est de l'avoine.

PLEIN SIEGE DE MARIAGE.] Namur, art. 50. 83.

* *S I E G E S de nef*] *est statio navium in portu*. Les vaisseaux sient au port lorsqu'ils y sont arrêtez : en plusieurs lieux les Seigneurs levent des droits pour les *sieges de nef*. Voyez les Coutumes de la Vicomté de Liauë, & M. du Cange dans son Glossaire.

* *S I G N I F I C A V I T.*] C'étoit un Monitoire qui s'obtenoit anciennement en Cour de Rome, & qui fut ainsi nommé à cause que ce mot y étoit employé ; car au lieu que dans les provisions de Benefices les mots *supplicat* & *orator* sont ordinaires, dans cette sorte de Monitoire, il y avoit toujours les mots *significavit* que le Pape s'appliquoit & *significans* qu'il appliquoit à l'impetrant. Voyez touchant ces Monitoires M. Hevin sur Frain, pag. 153.

SIMPLE CENS.] Berry, tit. 6. art. 5. & 6. A la difference des cens accordables qui portent lods & ventes, ou du double cens.

SIMPLE DEFAUT ET PUR.] A la difference du défaut Sauf. Berry, tit. 20. art. 3.

SIMPLE DONATION.] *pura, mera, absoluta, communis & vera donatio*, à la difference de la donation mutuelle & reciproque. Berry, tit. 8. art. 1. L'on donne simplement ou mutuellement : Berry, tit. 8. art. 3. 4. 5. & ailleurs. Ou à la difference de la donation remuneratoire, ou à cause de mort, ou en faveur de mariage, ou en avancement d'hoirie. Chalons, art. 184. & ailleurs. *Qua non sunt simplices donationes*.

EMENDE SIMPLE.] Qui est l'ordinaire & coutumiere de cinq sols ou de sept sols six deniers, à la difference de celle qui est plus grande pour certaines causes en certain cas.

* *Foy S I M P L E.*] Voyez *Serment corporel*.

SIMPLE GAGERIE.] Paris, art. 86. à la difference des gages & meubles qui se prennent par l'exécution d'un Sergent avec transport & dépost en main tierce. * Voyez lettre G.

SIMPLE HERITIER.] Sedan, art. 176. & suivans. Berry, tit. 19. art. 15. 16. & és autres lieux cy-devant alleguez sous le mot HERITIER. A la difference de celui qui s'est porté heritier par benefice d'inventaire.

HOMMAGE SIMPLE.] A la difference de l'hommage lige.

SIMPLE LOY.] A la difference de Loy apparissant. Normandie, chap. 67. Voyez *Desrene*, & *Loy*.

SIMPLE PLEVINE.] Normandie chap. 60. A la difference de celui qui est plege & debiteur.

SIMPLE SAISINE.] A la difference du cas de Novelleté. Voyez *SAISINE*.

SIMPLE VENDITION.] A la difference de celle qui est faite sous faculté de rachat. Berry, tit. 13. art. 9. tit. 14. art. 3. Ou de celle qui est faite sans échange. Berry, tit. 14. art. 15.

SIMPLES PLAIDS OU QUERELLES OU LEGIERES.] Normandie, chap. 53. 54. 122. A la difference des demandes & procez d'importance & criminels. Voyez *Querelles*.

SIRE.] Κύριος, dominus: vel Κύρος, Comme les Grecs du dernier temps ont appelé leurs Empereurs. *Plinius*, *Martialis*, *Sidonius*, *Symmachus* & alii vocant Imperatores dominos. At Octavius Augustus domini appellationem ut maledictum & opprobrium semper exhorruit: *Sueton.* cap. 53. Tiberius dominus appellatus à quodam denunciavit ne se amplius contumelia causa nominaret: idem *Suetonius* cap. 27. Alexander Severus Dominum se appellari vetuit, *Lampridius* *Messalina* domina, *Suetonius* in *Claudio* cap. 39. Domitianus autem, & Diocletianus voluit dominum Deumque se appellari: idem *Suetonius* cap. 13. & *Aurelius Victor*. Principes sunt rerum domini. Jure civili omnia Regis sunt, sed imperio & potestate, non dominio, non proprietate: *Seneca*, lib. 7. de *Beneficiis*. Aussi en la Somme Rurale, aux Histoires & autres Livres anciens écrits en langue François, tous Seigneurs, soit Justiciers ou feudaux s'appellent SIREs. Sed & in Oriente dignitas τὸ δεινότατον fuit regia proxima, *Nicephorus Gregoras*, lib. 3. Πορὸ ἐτιὰμ à liberis patres appellati sunt domini, & à fratribus fratres: item conjuges inter se eo nomine usi: Sed & obvios, si nomen non succurrebat, dominos salutabant: *Seneca* epist. 3. & ad lib. 2. *Annalium Taciti* *Lipsius* observat, vir meo judicio elegans & peritus.

* **SIRIMANAGE.]** Voyez *Cirimanage*.

* **SIXTE]** pour sixième. Angoumois, tit. 1. art. 12.

TENIR EN SOCAGE.] Au Livre des Tenures liv. 1. chap. 5. liv. 2. chap. 3. 5. 7. 9. 10. Ce que l'on tient d'un Seigneur pour certain service, comme pour labourer & semer ses terres. Soc ou charuë. Autres sont les services de celui qui tient en chevalerie ou par escuage.

* **SOCLETE' en commandite.]** Dans la moyenne & la basse latinité, *Commendare* signifioit déposer une chose, la prêter, la confier. Et c'est de ce mot que la société en Commande ou en *Commandite* a pris son nom.

Si je prête ou si je confie à un Laboureur ou un Fermier un troupeau de bestiaux estimé une certaine somme, à condition qu'il les nourrira & les gouvernera en bon pere de famille, & qu'après un certain temps, il représentera ce même troupeau estimé, afin que je préleve dessus la somme dont nous sommes convenus, & que je partage ensuite avec luy le profit ou croît: C'est une société que j'ay contractée avec ce Laboureur; & parce que dans cette société c'est moy qui ay fourni seul les bestiaux, & que le Laboureur n'a fourni que ses soins, c'est une société en *Commande* ou en *Commandite*. Rolandini dans sa Somme, tom. 1. de l'édition de Venise de l'an 1588. pag. 124. 125. appelle la formule de ce contrat *instrumentum societatis vel societatis pecudum*; & dans les pays de Bresse & de Bugey on appelle ce contrat *Commande de bestiaux*. Voyez *Commande*, & *Duard. de Societate*.

Ce qu'on nomme dans le commerce *Société en Commandité* n'est donc autre chose qu'une société, où l'un des associez fournit l'argent, & l'autre sous le nom duquel le commerce se fait, son industrie, à la charge de partager entr'eux le profit. *Vide Fachineum lib. 1. controversiarum*.

* *SOCINE*, *Officina*.] L'ancienne Coutume d'Amiens manuscrite: *Nus ne puet fere four ne fournel là où quise pain; autre que desscure est dit, ne là où il ait socines, ce n'est par le congié du Roy, & du Vescque & du Vidame; mais cil trois en puent doner congié & de cuire es fourniaus là où on cuit tartes, pastex, flaons, seminaux, l'on y puißt donner congé de cuire toute maniere d'autre pain sans avoir socines, & qui autrement le feroit, on en acateroit le fournel. Vide Cang.*

* *Fief de SODOIER*.] Dans les Assises de Jerusalem, chap. 252. page 172. C'est un fief, en rente ou en deniers, *Feudum soldate*. Anciennement en France les Seigneurs donnoient des pensions viageres à des personnes de guerre, à la charge de les tenir d'eux à foy & hommage; on trouve plusieurs de ces infeodations dans les Preuves des Maisons illustres.

On peut dire que les fiefs de sodoier étoient des fiefs de meubles: De sorte que M. Loyfel a eu raison de dire qu'il y avoit trois sortes de fiefs, des fiefs de meubles, de corps & d'heritages. On a expliqué ce que c'étoit que des fiefs de corps à la lettre F.

* *SOE & gendre*.] Bearn, rubr. de Penas, art. 43. La foe est la belle-mere de *socrus*. Voyez *Suer* & *Sogre*.

* *SOGRE*, *sogredame*, *sierre*.] *Socer*, *socrus*. Voyez *Sucres*.

* *SOIGNANTAGE*.] Concubinage. Beaumanoir, chap. 18. pag. 102. à la fin. *Se un homs a d'une femme un fil en soignantage, &*

puis un autre de laquelle il a un fils, & après celle qu'il a épousée muert, & il épouse la première de laquelle il eut un fils en soignantage, & est li fils mis sous le drap avec le pere & avec la mere, pour li fere loyal; en tel cas ses mainné fieus est aîné quant à l'heritage, car il est né du premier mariage, ettout soit-il ainsint que li autres sont ainsnez d'aage, le sans que il fut bastard ne li doit pas estre comptez, si que on rans que il ist de la bastardise il est nouviux nez comme à estre hoir.

Et au chap. 57. pag. 293.

Il souloit estre que quant li maris aloient hors dou pays, & il demouroient sept ans ou plus, que les femmes se remarioient; mes pour les perjus qui en advinrent, si fust osté & fut confermé par sainte Eglise que nul femme mariée pour nul long-temps que ses maris demeure, si l'on ne fait chertaines nouvelles de se mort, ne se puist remarier, & si elle se remarie, par che que ele déchoit le court, par fauts têmesins ou autre maniere, ne demeure pas pour che que ele ne demourt en soignantage avec le second mary, & tout li enfant né de cel mariage sont bastard &c.

* *SOINGNIER.*] Des Fontaines dans son Conseil, chap. 21. n. 19. 20. C'est exoiner, excuser. Voyez *Exoine*.

* *SOL.*] Paris, art. 187. C'est l'étagé du rez de chauffée d'un heritage. Ce qui est appelé *sol* à Paris, est nommé *solier* dans l'article 3. du chap. 10. de la Coutume du Nivernois.

* *SOL & Pandefust de bois.*] Rheims, art. 377. *Sol* dans cet art. n'est autre chose que *solive*. Voyez *Pandefust*.

* *SOLADIA los praubes.*] Dans le For de Bearn, rubr. deus Bothelhées, c'est à dire des Pourvoyeurs ou Marchands de vins, art. 1. C'est soulager les pauvres.

* *Bon SOLAIGE.*] Auvergne, tit. 31. art. 62. C'est à dire bon fonds ou bon terroir, à la difference du petit terroir dont il est parlé dans l'art. 32.

* *SOLDE'E.*] Voyez *Souldée*.

* *SOLIER.*] Nivernois, chap. 10. art. 3. Voyez *Sol. Cang. in Glossar. v. Solarium, Solerium, & Coquille* sur l'art. 1. du chap. 19. de la Cout. de Bourbonnois de Colombiers.

* *Edifces SOLINEZ.*] Voyez *Edifces*.

* *SOLIVE pavée.*] Clermont en Auvergne, art. 5. C'est un plancher. Voyez M. Prohet, p. 71.

* *SOLS blancs.*] Voyez *Nerets*.

* *SOLS Morlas, ou Soos Morlaas.* Voyez *Monoye*.

* *SOLS nereis.*] Voyez *Nerets*.

* *SOLS parisis.* Voyez *Parisis*.

DROIT DE SOMMAGE.] Qui appartient au Seigneur fonder, Lorraine, tit. 8. art. 5.

* *Terres tenues par SOMMAGE & service de cheval.*] Dans l'ancienne Coutume de Normandie, chap. 34. Ce qui est ainsi expliqué par la glose au même endroit. *Et par ce mot service de cheval sont entendus villains services, qui se font à sac & à somme, lesquels on appelle communément sommages. &c.* Voyez Terrien, liv. 5. chap. 2. pag. 171. de l'édition de 1654.

* *SOMMEZ.*] Bearn, rubr. de Molins, art. 4. C'est un soumis ou tenancier.

* *Poutres & SOMMIERS.*] Normandie, art. 611. où ces deux mots sont synonymes. *Sommiers & autres charges de bois.* Lorraine, art. 257.

Les Sommiers dans cette Coutume-cy sont ce semble des chevrons ou solives.

* *SONER.*] *Sonare pecuniam.* C'est examiner de l'argent en jugeant par le son s'il est bon. C'est aussi payer. Les Coutumes de la Perouse entre les anciennes Coutumes publiées par M. de la Thaumassiere, pag. 96. *Tot homme qui doit laide la doit soner au Laidier;* c'est à dire au Receveur, ou celui qui la leve.

* *Contrat de vente ou qui le SONNE.*] Angoumois, tit. 1. art. 13.

* *SONTE malhante.*] Acs, tit. 16. art. 1. C'est la recreance, & main-levée. Voyez *Solmalheuta.*

* *SOQUET ou Souquet.*] C'est une Aide accordée autrefois par Lettres Patentes de nos Rois aux habitans de Beaucaire pendant un certain temps, pour être employée aux reparations & à l'entretien de leur ville. Il est fait mention de cette Aide dans une Patente du 24. Février 1472. qui est au Registre de la Senéchaussée de Beaucaire, armoire 4. n. 76. fol. 236. dont voicy les termes. *Les habitans de Beaucaire, qui par octroy de nous, leur a été puis aucun temps en ça octroyé qu'ils puissent cueillir & lever une aide appelée le soquet ou appetissement de mesures du vin qui se vend en détail en ladite ville de Beaucaire & territoire d'icelle; c'est assavoir cinq pichiers pour chacun barral de vin qui se monte à la septième partie d'iceluy barral &c.*

Dans une Lettre du 12. May 1431. accordée par le Roy à la ville de Sommes, qui est au Registre coté 9. Armoire A de la Seneschaussée fol. 25. verso. ce droit est appelé *Souquet* ou diminution de la pinte du vin vendu en détail dans cette ville & les fauxbourgs, & il y est dit que cette diminution étoit de la huitième partie. Sur chaque muid de vin emmené en la ville & fauxbourgs pour y être vendu on prenoit dix sols, & les sommes qui provenoient de cette levée devoient être employées à la réfection du Pont. Voyez *Souquet*, cy-après.

* *SOSMALHEUTA.*] Bearn. C'est la main-levée, ou restitu-

cion des choses saisies en donnant caution. La malheura est la main levée.

SOSMAL SEUTA.] Bearn , tit. 20. art. 1. 3. 5. 7. tit. 31. art. 16. tit. 58. art. 41. Dépôt. * V. *Sosmalheuta*.

* **SOSMEZ.**] En la Coutume de Bearn, sont les hommes & sujets.

SOUBS-AGE.] En la pratique de Boutillier, & **DES-AGE** au chap. 5. art. 3. du Stile de Liege, est celuy qui est fort agé & caduc, auquel on pourvoye de curateur à sa vie. Mais au Style du pays de Normandie, c'est celuy qui est en bas-âge, & a besoin de tuteur.

SOUS-AIDE.] Normandie, chap. 35.

C'est l'aide que les soutenans & arriere-vassaux doivent au Seigneur auquel ils tiennent nû à nû, pour payer par luy le droit de loyaux & chevels aydes au chef Seigneur du fief chevel, duquel les arrieres-fiefs dépendent par moyen.

* **SOUBS-ESTABLIS.**] Sont des Procureurs que d'autres Procureurs subrogent à leur place. Beaumanoir, ch. 4. page 32. *Quand il est contenu en la procuration que le procureur puist fere autres procureurs, fere le puet. & chaus appelle-l'en soubes-establis &c.*

SOUBS-FIEFVER.] Es anciens écrits François signifie bailler en arriere-fief partie de son fief. Ce qui n'a pas toujours été licite sans le gré du Seigneur féodal, non plus que d'en bailler partie à cens ou rente.

SOUBS-MAJEUR.] L'Officier de ville qui est après le Majeur, Valenciennes, art. 56, comme aux Ecoles le sous-Maître après le Principal.

SOUBS-MANANT.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 82. 90. & en l'ancienne de Boulenois, art. 1. 2. 4.

C'est le Sujet d'aucun Seigneur.

SOUS-RACHAPT.] Bretagne, art. 366.

C'est le profit dû à l'arriere-fief que le Seigneur exploite.

* **SOUBS-RACHAT.**] Dans la nouvelle Coutume de Bretagne, art. 361. Sont les rachats dus au Seigneur dominant par ses arrieres-vassaux, pendant qu'il a mis en sa main le fief de son vassal faute de rachat.

SOUS-RENTE.] Lille, tit. 1. art. 62. tit. du droit de Vinenote, & des biens meublés. Et en la Coutume locale de Commines, art. 12. & 15.

SOUS-RENTIER.] Valenciennes, art. 44. 49.

SOUCHE.] Normandie, chap. 25. *Sed frivolum est semper has quasi coronas nectere.*

SOUCHE COMMUNE.] Amiens, art. 87. Quand plusieurs li-

gnagers sont descendus de mêmes pere, mere, ayeul, ou ayeule, ex eadem familia vel stirpe, que yon dicetur à Theophilo, lib. 1. Instit. tit. 10. & aliis. Ex eodem stirpitate, ut recentiores loquuntur, etiam per metaphoram. Differt autem gens & genus à familia & stirpe. Gens ex multis familiis conficitur, Festus. Gens ad nomen, familia vel stirps ad cognomen refertur, Sigonius ad lib. 4. Livii. Qua ratio est inter gentem & familiam, eadem est inter gentiles & agnatos. Stirps est gentis propagatio, ut quis à quoque est prognatus. Stirpes autem per translationem dicuntur ab stirpibus iis que sub imis arboribus nascuntur, Festus. Sic Apuleius apologia secunda Stirpem accusationis. Stirps genere feminino genus significat: masculino arborem. Servius in tertium Æneidos, & septimum. Stirps semper de longa generis significatione dicitur. Idem in librum 10. Tellement que plusieurs estiment que la souche ne s'entend que de la ligne directe. C'est plus d'être de la souche, estoc ou branchage, que d'être du côté & ligne seulement. Sedan, art. 246. Voyez le mot ESTOC, TIGE, TRONC.

FAIRE SOUCHE.] Meaux, art. 67. Mante, art. 167. Berri, tit. 14. art. 4.

SOUCHE ET LINE.] Montargis, chap. 15. art. 3. & 7. Auxerre, art. 154.

LINE ou SOUCHE.] Tours, art. 282. Lodunois, chap. 27. art. 23. Sedan, art. 182.

LINE, SOUCHE ET SOUCHAGE.] Montargis, chap. 16. art. 1. & 4.

PAR SOUCHE.] Sedan, art. 169. 170. 171. Amiens, art. 69. Peronne, art. 191. 196. 197. Auxerre, art. 247.

PARTIR PAR SOUCHE.] Melun, art. 256. 262. *Id est in stirpes, παράσπαι, Cum agitur de hereditatibus ab intestato.*

TIGE ET SOUCHE.] Bretagne, art. 570. C'est le tronc, *Cum quidam sunt ex eodem stirpitate: unde Fief ancien, ou stipal au chap. 25. du Stile de Liege à la fin.*

VENIR ou SUCCEDER PAR SOUCHE.] Mante, art. 165. Paris, art. 320. 321. Dourdan, art. 115. Calais, art. 110. 111. 112. 119. Qui est par lignes, *per stirpes, opponitur successioni qua fit per capita.*

SOUDICS.] Bordeaux, art. 75. *ubi numerantur inter Comites, Vicecomites, & Barones, sunt primores ex nobilibus.* En l'histoire, de Froissart est fait mention du Soudic de l'estrade, comme au livre 4. chap. 18. *De qua voce diligentius etiam inquirendum, ni placent tibi magis imperfecta artificum tabula. Alii sunt Syndici, Εξήτορες, defensores.*

* SOUFFERTE.] C'est le droit qu'un Seigneur exige pour permettre à une personne franche ou libre de posséder un heritage ser-

vile ou main-mortable. Voyez M. Collet sur les Statuts de Savoye pour les pays de Bresse, liv. 3. pag. 38. col. 1.

SOUFFRANCE DU SEIGNEUR DONNE'E AU VASSAL. }

Paris, art. 21. 41. 42. 67. Meaux, art. 183. 184. Melun, art. 22. 34. Sens, art. 185. 222. Estampes, art. 19. Montfort, art. 16. Mante, art. 21. Troyes, art. 27. Laon, art. 170. Chalons, art. 180. Reims, art. 97. 112. Nivernois, tit. 4. art. 49. 64. tit. 24. art. 9. Montargis, chap. 1. art. 29. 52. 53. 94. Orleans, chap. 1. art. 28. 31. 34. 55. 56. 79. Tours, art. 21. Grand Perche, art. 41. Chateau-neuf, art. 41. 42. 43. Chartres, art. 39. 40. 41. 65. Dreux, art. 29. 30. Blois, art. 18. 57. 58. 59. 64. Dunois, art. 19. Bourbonnois, art. 375. 378. 379. 486. La Marche, art. 200. Sedan, art. 154. Peronne, art. 58. Auxerre, art. 49. 78. Berry, tit. 1. art. 39. tit. 5. art. 23. 39. Bretagne, art. 352. Dourdan, art. 30. 32. 37. Cambray, tit. 1. art. 27. Bar-le-Duc, art. 15. Lorraine, tit. 5. art. 9. & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1536. fait à Cremieu.

Quand il est traité des fiefs. La souffrance équipolle à foy & hommage tant qu'elle dure, & a permission de pouvoir jouir & percevoir les fruits du fief à certain temps, ou tant qu'il plaira au Seigneur. *Hæc domini patientia habetur pro fidelitate*, & s'appelle RESPIR en la Coutume de Bourbonnois, art. 486. & d'Auvergne, chap. 22. art. 27. 28. & quelquesfois ce mot generalement signifie attente, surseance. Bretagne, art. 109. Comme les Eglises & autres main-mortes obtiennent Lettres Royaux de souffrance de non amortir. En fait de finances il y a difference entre la partie rayée & superfedée, & la partie tenue en souffrance, ou indéfise dans un compte jusques à certain temps. La superfession est plus rigoureuse que la souffrance, d'autant qu'après le delay de la superfession la partie tombe en reste, & est executable ainsi que le debet declare: mais après le delay de la souffrance le comptable est ajourné pour dire les causes pour lesquelles il n'a satisfait aux Arrests de la Chambre. Les parties sont tenues indéfises au compte de l'Epargne à cause des dons du Roy: ou pour frais inopinez au compte de l'extraordinaire de la guerre: ou aux autres comptes pour la dépense à faute de rapporter l'état au vray. Autres parties sont rayées purement. L'on use de souffrance quand il y a défaut de quelque acquit qui n'est de consequence: plus aux deniers rendus & non receus, quand le comptable a fait diligences en temps & lieu, mais elles ne sont pas assez suffisantes. Et l'on use de superfession quand il défaut quelque acquit principal, comme d'un rôle de monstre de gens de guerre, ou du Prevost des Mareschaux, ou s'il y a défaut d'Ordonnance, ou de contrats de constitutions de rentes, & copies de la quittance de l'argent baillé pour icelles, quand

C'est le premier payement : ou de quittance originale du comptable qui a reçu les deniers de l'emprunt, ou d'autre acquit qui oblige le Roy en cas de remboursement. Voyez le Guidon des Financiers, & les annotations sur iceluy.

* SOULDE'E ou SODE'E de terre.] Dans les anciens titres C'est un fonds qui produit toutes les années un sol de rente.

SOULDOYERS, ou SAUDENIERS.] En l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 85. 86. & suivans. *Soldarii C. Casari lib. 3. de bello Gallico, qui apud Athanenum lib. 6. ex Nicolao Damasceno Siloduni voce Gallica, qui clientes & devoti.* Gens de guerre qui ont soule & paye. *Qui merent, qui à recentioribus Solidarii, non à salis fœdere, ut quidam somniat, qui ne in una quidem etymologia vigilavit. Stolidis bonam mentem optare debemus. Non quòd solo dati: aut à solido stipendio. Soldata est stipendium, ὀξύριον, & salarium militis.* Froissart & autres Historiographes François usent souvent de ce mot. *Porro de modo stipendii militaris Torrentius ad Suetonium in Julio cap. 26. Lipsius lib. 1. Electorum cap. 2. & ad lib. 1. Annalium Taciti, vir anxie doctus, & exactissimi ingenii, in quo etiam virtus brevitatis precipua. Et observandum est ex fragmentis Pompeii Festi, quorum editionem procuravit Fulvius Ursinus, Romanos milites primùm privato sumptu se aluisse, non publico stipendio: Aliud est Donativum, aliud Congiarium.*

SOULTE, ou BOURSE DELIE'E OU RETOUR DE DENIERS.] Paris, art. 145. Meaux, art. 108. 109. & en la Chastellenie de Monttereau qui est du ressort de Meaux. Melun, art. 66. 119. 141. Sens, art. 37. 212. 227. 248. Estampes, art. 7. Montfort, art. 57. Mante, art. 53. Senlis, art. 224. 231. Clermont, art. 13. 14. Valois, art. 15. 142. Troyes, art. 36. 55. 57. Chaumont, art. 38. 45. Vitry, art. 30. 47. 115. Chalons, art. 119. 195. 245. Reims, art. 36. 152. Noyon, art. 23. S. Quentin, art. 68. Ribemont, art. 7. Amiens, art. 28. 29. Boulenois, art. 50. Duché de Bourgogne, art. 118. Comté, art. 63. 65. Grand Perche, art. 88. 190. Bourbonnois, art. 453. Auvergne, chap. 23. art. 31. Sedan, art. 33. 34. 51. 224. Peronne, art. 45. 88. 90. 252. Auxerre, art. 80. 85. 97. 159. & en l'Edit du Roy François II. de l'an 1560. Cambray, tit. 1. art. 36. tit. 2. art. 6. Calais, art. 155. Bar, art. 17. 55. 148. Lorraine, tit. 9. art. 9.

Il est traité de cette Soulte en l'échange d'heritages feudaux ou censuels, & quand il est question du retrait lignager ou de partage, ou de compter deniers, pour connoître si l'échange a été fait but à but sans retour, ou sansournes de deniers : & si l'échange est pur. Aussi ce retour s'appelle Soule. Boulenois, art. 50. Laon, art. 115. 339. 160. *qua voce etiam vulgò hodie stipendium militum appellatur: Hoc autem stipendium recentiores Rogam vocarunt, ut constat. ex Paulo Dia-*

cono, Gregorio magno, & aliis auctoribus: unde *πορτορος, stipendiarii*. Aliud est *foderum*, sive *fodrum annona militaris*, non *angaria*.

SOULTE MOBILIAIRE.] Auxerre, art. 97. C'est le retour de meuble, quand l'un des coheritiers retourne à l'autre quelques devoirs meubles en fait de partage pour le récompenser de la plus valeur de son lot.

* *Faire Plaid ou SOUMISSION.*] C'est se soumettre à la Jurisdiction d'un lieu & au paiement des amendes. Voyez M. Collet sur les Statuts de Savoye pour Bresse & Bugey, page 38. col. 1. & touchant l'origine de ce droit voyez le même Auteur page 120. col. 1. & 2. part. 2.

* *SOUPRESURE.*] Surprise, tromperie. Beaumanoir, chap. 69. page 350. à la fin. *Aucune fois advient que chail qui vée à faire aucune malice meine compagnie avecques li, si comme de ses parents ou de ses amis; & ne leur dit pas chec que il vée à fere, pour che que il se doute que il ne le desloassent, ou que ils ne voulsissent aler au fet avec li, & pense que quant il aura commencé la chose il ne li sauront pas à cel besoin. Grant malice est de ainsi fere & si en ont été maint deçû, car tele soupresure ne les excuse pas, si il sont au fait faire & il y mectent conseil &c.*

* *SOUQUET.*] A Montauban c'est l'équivalent du vin. V. l'Histoire de Bretagne. D'Argentré. (M. GALLAND.) Voyez Soquet.

* *SOURJOUEIGNEURIE.*] Bretagne, art. 251. & 260. de l'ancienne.

Selon d'Argentré il y a deux qualitez en la tenure comme juveigneur d'ainé, une *en parage*, l'autre *en juveigneurie simple*.

La teneur *en parage*, comme on l'a déjà expliqué, est lorsqu'un aîné a baillé à son frere puisné son parrage, & qu'il l'a reçu à homme de certaine terre ou fief. Cette sorte de tenure n'étant sujette à aucun devoir, à l'exception de l'hommage, & de quelques déférences personnelles dûes par les puisnez à leur aîné, ils sont ainsi pairs en quelque façon avec luy, & de cette parité la tenure a été nommée *parage*.

Ce parage finit en trois manieres.

1. Par le sang, quand la parenté des descendans des aînez & des puisnez est si éloignée que le lignage est fini entr'eux, ce que la Coutume, selon d'Argentré, mesure au neuvième degré. Voyez cet Auteur sur l'art. 311. de l'ancienne Coutume, & l'art. 342. de la nouvelle.

2. Par l'alienation qui est faite à une personne étrangere, ou qui n'est pas du lignage.

3. Quand

3. Quand un aîné descendant d'un puisné a donné un fief à tenir de luy à son puisné ou juveigneur.

Que l'on suppose à présent qu'un aîné ait baillé à son frere juveigneur, une terre à tenir de luy *comme juveigneur d'aîné*; il est évident après ce qui vient d'être expliqué, que le juveigneur & ceux qui descendront de luy tiendront cette terre *en juveigneurie en parage* jusqu'au neuvième degré; & après le neuvième degré, qu'ils la tiendront *en juveigneurie simple*. Mais si le puisné ou ses descendants qui tiennent en parage donnent à leurs puisnéz une portion de leur terre à tenir d'eux comme juveigneurs d'aîné; cette *seconde juveigneurie* sera par rapport à la première une *sour-juveigneurie*, ou *soubs juveigneurie*. Voyez d'Argentré sur l'article 561. de l'ancienne Cout. de Bretagne.

* *Support & SOURTRAIT ou SOUTRAIT.*] Anjou, art. 148.

* *SOUTENANCHES.*] Aliments, legitime. Ce mot est fréquent dans les Coutumes de Beaumanoir. Voyez le chap. 57.

* *SOUVERAIN fesseux.*] Meaux, art. 154. Ce qui est dit du Roy, parce que tous les fiefs du Royaume relevent de luy mediatement ou immédiatement. Voyez ma Dissertation sur l'origine du droit d'Amortissement.

DROITS DE SOUVERAINETE.] Qui consistent au pouvoir de donner loy à tous en general & à chacun en particulier: de decerner la guerre ou traiter la paix: d'instituer les principaux Officiers & premiers Magistrats: & au dernier ressort, *cum provocatio non est: Regis enim & quorundam Magistratuum plenissimum jus est & optima lege*. Plus ils consistent en la foy & hommage lige sans exception: au droit de Monneage, qui est le titre, valeur & pied des monnoyes: & d'octroyer grace aux condamnés par-dessus les Arrests, & contre la rigueur des loix, soit pour la vie, pour les biens, pour l'honneur, ou pour rappel de ban: & n'appartient qu'au Souverain d'octroyer privileges, exemptions, immunités, & dispenser les Edits & Ordonnances: de mettre sur les sujets tailles & imposts, ou les ôter: le titre de Majesté, les droits de la mer & brefs de conduite, de bris ou de varech, de confiscation pour crime de leze-Majesté, d'heresie, ou de fausse monnoye: la puissance d'octroyer droit de foire, de marque, ou de repesailles: des regales. L'Auteur du Livre appelé le Grand Coutumier: Bodin au 1. livre de la Republ. chap. 11. Plus la souveraineté & le droit Royal consiste au pouvoir de naturaliser les Etrangers, de legitimer les bâtards, d'amortir les heritages tenus par gens de main-morte: esquels cas la prescription n'a point de lieu contre le Roy: L'Avocat Bacquet au chap. 7. de desherance. Plus au pouvoir d'annoblir les roturiers, & autres droits. *Solus Princeps re-*

stituit fama l. 4. Cod. ad Tertyll. l. 23. §. 1. Cod. de nuptiis l. ult. in fine Cod. arbitrium tutela, l. 1. Cod. de sententiam passis. Solus natalibus restituit, solus viduis permittit nubere intra legitimum tempus l. 10. Dig. de his qui notantur. Minoribus dat veniam atatis l. 3. in princ. de minoribus. Minorem restituit in integrum adversus libertatem l. 10. eodem. Solus pœna. l. 27. de pœnis. Solus Jurisjurandi gratiam facit, l. ult. ad municipales. Solus invitum curatorem bonis dat. l. 2. §. penult. de curatore bonis. Prolixiora tempora dat solus heredibus ad deliberandum l. ultim. §. & hac quidem. Cod. de Jure deliberandi. Et debitori fisci prolixiora tempora ad solvendum, l. 45. §. fiscalibus, de Jure fisci. Vel etiam debitoribus privatorum inducias anni vel quinquennii, l. 5. Cod. de precibus Imperatori off. l. ult. Cod. qui bonis cedere. Denique multa soli Principi reservata sunt, nec concessa Senatui, Magistratibus vel Judicibus. Voyez cy-devant CAS ROYAL, ET DROITS ROYAUX.

DROIT DE STELAGE, MINAGE, OU MESURAGE.] Qui appartient au Duc de Buillon sur les grains qui se vendent en la halle & ailleurs à raison d'une esculée pour chacun septier, & sur le sel aussi qui se vend : par ses Ordonnances, art. 570. 571. esquelles ceux qui levent ce droit s'appellent Stelagiers en l'art. 685. & fermiers du Stelage & hallage en l'art. 340. * Voyez cy-dessus le mot *Sestelage*.

STIL.] Signifie l'ordre judiciaire, la pratique & maniere d'introduire & conduire un procez, la forme de proceder en Justice de toutes causes, dont plusieurs livres & Ordonnances ont été faites es Cours souveraines & en chacun Bailliage : comme en Berry les Officiers & Praticiens de Bourges & d'Issoudun, avoient dressé un état & ordre judiciaire, pour conduire & mener à fin tous procès, lequel a été imprimé. Il seroit expedient de ramasser tous les Stils des Cours Souveraines & autres de ce Royaume, & les conferer ensemble, & avec les Ordonnances de France, & Institutions Forenses, traitez de pratique, & recueils des Arrests, pour en faire un écrit & certain. Aussi les Secretaires, Notaires, Tabellions & Greffiers, ont leur stil & formulaire *Utuntur certa forma & verbis conceptis, atque usitatis. Stylus in cap. 8. de confirmatione, cap. 6. de crimine falsi.*

DROIT DE STIPES ET NOBIS.] Qui est en Normandie un denier pour livre en aucuns lieux, & trois deniers pour livre sur chacune ferme du domaine muable en autres lieux : qui appartient aux gens des Comptes. Pour les vins & Stippes sera payé quarante-cinq sols en vente de bois, par les Ordonnances du Duc de Buillon, art. 531.

JUGE OU JURISDICTION SUBALTERNE.] Qui appartient aux Seigneurs Justiciers, vassaux & inferieurs de leur Seigneur feudal

soit le Roy ou autre , en la Justice duquel les appellations du premier Juge ressortissent : *quasi infimi ordinis Judex* , ἑμὲτα ἰμῶς.

SUBHASTATIONS.] Sens , art. 14. Vallois , art. 183. Nivernois , tit. 32. art. 4. & 23. Berry , au tit. 9.

CRIÉES ET SUBHASTATIONS.] Montargis , chap. 9. art. 3. & ailleurs , comme il est cy-devant observé en la lettre C.

SUBHASTER.] Sens , art. 124. Vitry , art. 138.

Est publica bonorum auctio , dñudonç. Hasta erat praprium signum eorum quæ publicè venundabantur sub hasta à pracone. Paulus ex Festo. Sub hasta distrahere , l. ult. Cod. si propter publicas pensit. Subhasta solemnis arbitrio addicere , l. 5. Cod. de fide & jure haste. Subhastatio publica , l. 16. Cod. de rescind. venditione. Res soli subhastata , l. 3. Cod. de executione rei judicate. Subhastate sunt etiam tanquam villa quædam nobiles civitates. Augustinus , lib. 3. de Civitate Dei , cap. 28. Alia est subhastatio , alia perticatio cùm agri pertica metati veteranis adsignantur. Bonorum autem proscriptio consensu publico successit in locum sectionis quæ ex 12. tabulis : Tertull. in Apolog. qui & hastarium dixit , cùm in foro voce praconis sub hasta & sub annotatione Quaestoris res addicitur. Victi hostes etiam sub jugum mitti dicebantur , cùm hastis defixis duabus in terra , tertiâque ad summum earum deligata , eam jubebantur subeuntes discincti transire : Festus. Captivi coronati vanibant , sub corona vendebantur : idque signum erat nihil præstari à populo : idem Festus , & suprâ annotatum est ex Gellio in voce BOUCHE. Censores etiam vectigalia populi & ulterò tributa locabant ad hastam. Livius , lib. 39. & 43. Idque ex aliis auctoribus constat. Primus Lucius Cornelius Sulla hasta usus est : eum C. Cesar & Triumviri imitati sunt : posteriores hastam fiscalem introduxerunt. Decemviri etiam litibus judicandis hasta præerant , quæ & Decemviralis dicitur , & Centumviralis. Signum erat in foro exercendi Judicii Centumviralis. Placet ut adscribam Reges hastas pro diademate habuisse , quas Greci Sceptra dixere : Nam & ab origine rerum pro diis immortalibus veteres hastas coluere : ob cujus religionis memoriam deorum simulacris haste addita. Justinus , lib. 43.

HERITAGES SUBHASTEZ.] Paris , art. 199. Meaux , art. 116. 168. Montfort , art. 177. Nivernois , tit. 31. art. 28.

* **SUBJECTS** , *sujets.*] Des Fontaines dans son Conseil , chap. 1. §. 2. chap. 2. §. 2. Bouteiller dans sa Somme , liv. 1. tit. 86. La Coutume de Poitou , art. 132. Sont des vassaux , des Censitaires , des tenanciers.

* **SUBROGATION.]** Ce mot pris généralement signifie toute sorte de succession , soit d'une chose à une autre , dont il y a un exemple dans l'article 143. de la Coutume de Paris , ou d'une personne à une autre personne , soit à titre universel ou particulier.

Subroger vient du latin *subrogare* ; & *subrogare* vient de *rogare* , qui signifioit chez les anciens Romains *requerir* , *interroger* , d'où les Loix étoient appellées chez eux *rogationes* , parce que le Peuple les faisoit étant interrogé par les Magistrats. *Lex est quod populus Romanus Senatorio Magistratu interrogante , veluti Consule , constituebat. Plebiscitum quod Plebeio Magistratu interrogante , veluti Tribuno constituebat. lib. 1. inst. tit. 2. §. 4.* Et comme les Loix qui avoient été faites par le Peuple ne pouvoient point être changées sans son consentement , & sans l'interroger de nouveau ; s'il trouvoit à propos d'abolir la Loy entière , *Lex abrogabatur* ; s'il n'en abolissoit qu'une partie , *derogabatur* ; s'il en changeoit une partie , *obrogabatur* , & s'il y ajoûtoit quelque chose , *subrogabatur*. *Lex* , dit Ulpien , *aut rogatur id est fertur ; aut abrogatur , id est prior lex tollitur ; aut subrogatur id est adjicitur aliquid prima legi ; aut obrogatur , id est mutatur aliquid ex prima lege &c. in fragmentis in princip. n. 2.*

Les nouveaux Magistrats étoient aussi subrogez au lieu des anciens , car pendant la Republique on ne pouvoit être Magistrat que par le consentement du Peuple , & par conséquent par la Loy , parce que tout ce qui plaisoit au Peuple étoit Loy : ce qui a fait dire à Saurmaise , que *subrogare* & *substituere per legem* étoient reciproques.

Le mot *subrogare* se trouve pris en ce sens dans les anciens Auteurs. *Florus* , lib. 3. cap. 16. *Nihilominus Appuleius Saturninus Gracchanas asserere Leges non destitit ; tantum animorum viro Marius dabat , qui nobilitati semper inimicus , consulatu suo praterea confisus , occiso palam comitiis Annio competitore Tribunatus subrogare conatus est in ejus locum Caium Gracchum hominem sine tribu , sine nomine &c.* *Livius* , lib. 3. ab urbe condita. *Consul antequam collegam subrogasset negabat passurum agi de Lege.* *Gellius* , lib. 6. cap. 9. *Isque in eo tempore Ædili Curuli apparebat quo tempore Ædiles subrogantur.*

Il paroît que cette maniere de parler continua d'être en usage sous les Empereurs , parce qu'ayant entre leurs mains l'autorité du Peuple , ce qui leur plaisoit étoit aussi une Loy. *Lex 5. §. 1. Cod. de officio Magistri officiorum.* *Ut si quis locus statusve scholarium in quacunque schola vacarent , illi subrogetur quem nostra pietas per sacrum rescriptum vacantem subire locum praeceperit.* *Vide leg. 119. 134. Cod. Theod. de Decurion. & Julian. Antecessor. pag. 687. ult. Edit.* Et enfin on dit aussi de ceux qui entroient au lieu & en la place des autres par l'autorité de Justice , qu'ils étoient *subrogez* , parce que l'autorité publique réside en la personne des Magistrats. *Lex 7. §. 10. Cod. de curator. furioso.* *Si autem curator furiosi secundum nostram legem nominatus decesserit , sub eodem modo , eademque observatione alius creabitur , quemadmodum , & si*

suspectus reperiatur alter subrogetur, quod & veteribus legibus placuit.

Nous avons aussi appelé *subrogez* ceux qui succèdent aux droits des anciens creanciers sans cession ou transport, parce qu'ils entrent à ces droits, ou par l'autorité du Juge, ou par celle de la Loy.

Par exemple, celui qui s'est rendu caution pour un débiteur, s'il paye, il ne succede point de plein droit aux droits & hypotheques du creancier; mais si le creancier refuse de ceder ses droits, celui qui s'est rendu caution peut demander qu'il luy soit permis de consigner son argent, & obtenir du Juge la cession de droits au refus du creancier. Et dans ce cas le fidejusseur est dit *subrogé*.

Lorsqu'un dernier creancier hypothequaire paye un premier creancier aussi hypothequaire, ce dernier creancier succede de plein droit & en vertu de la Loy, au lieu, place, droit & hypotheque de l'ancien; & l'on dit pareillement que ce dernier creancier est *subrogé* au premier.

Enfin, quand un étranger prête son argent à un débiteur à la charge de l'employer à payer un ancien creancier, & à condition de succéder au lieu & aux hypotheques de ce creancier, suivant la Loy *Aristo 3. D. quæ res pignori, &c.* on dit encore dans ce cas, que l'étranger qui succede aux droits du creancier payé de son argent, luy est *subrogé*, parce que l'étranger tient plutôt de la Loy les droits qu'il a acquis, qu'il ne les tient du creancier avec qui il n'a pas contracté.

Cependant la vérité est que dans ce cas l'étranger ne tient rien de la Loy, qui autorise seulement une convention juste & licite, mais qu'il tient tout du débiteur. La raison est, que le débiteur ayant créé & constitué la dette, la rente & l'hypotheque, il les peut éteindre quand il luy plaît en payant le creancier; & comme il est le maître de les éteindre quand il luy plaît, il est aussi le maître de les ôter au creancier quand il est trop dur & trop difficile, & de les transférer à un autre plus doux & plus commode.

De ce que cette subrogation est l'ouvrage du débiteur, il s'ensuit deux choses qui meritent d'être remarquées.

1. Que le débiteur ne peut subroger que contre luy-même & non contre ses coobligés, parce qu'il n'est permis à personne d'obliger comme il luy plaît les biens d'une autre sans son consentement. C'est la décision du J.C. Pomponius dans la Loy 2. *D. de Pignorat. action. &c.* SI DEBITOR rem pignori datam vendidit, & tradidit, tuque ei nummos credidisti, quos ille solvit ei creditori cui pignus dederat, tibi que cum eo convenit, ut ea res quam jam vendiderat pignori tibi esset, nihil te egisse constat quia rem alienam pignori acceperis: ea enim ratione emptorem pignus liberatum habere cepisse, neque ad rem pertinet

quod tua pecunia pignus sit liberatum. Il est vray que cette Loy est dans le cas d'un tiers qui a acquis la chose hypothéquée avant la subrogation promise par le debiteur. Mais si le debiteur ne peut pas *subroger* au préjudice du tiers acquereur, parce que le debiteur ne peut point continuer une charge sur une chose qui n'est plus à luy; il est évident qu'il peut encore moins subroger au préjudice de ses coobligez, dont les biens ne luy ont point appartenu.

Cela est indubitable suivant le Droit Romain, mais parmi nous on a passé par-dessus ces regles, & l'on a fait prévaloir l'équité. On a considéré qu'en donnant à l'étranger tous les droits de l'ancien creancier, on ne fait aucun tort, ni aux coobligez ou cautions du debiteur qui a emprunté, ni à leurs creanciers. Aux *creanciers*, parce que restans toujours dans l'état où ils étoient, ils ne peuvent se plaindre que de ne pas gagner au préjudice de l'étranger. Et aux *coobligez & cautions*; parce qu'il leur importe peu quelle action ait l'étranger contre eux, ou hypothécaire ou personnelle. Ainsi la Cour a décidé par son Arrest de Reglement du 6. Juillet 1690. *Que pour succeder & être subrogé aux actions, droits, hypothèques & privilèges d'un ancien creancier sur les biens de tous ceux qui sont obligez à la dette, ou de leurs cautions, & pour avoir droit de les exercer ainsi & en la maniere que lesdits creanciers l'auroient pu faire, il suffit que les deniers du nouveau creancier soient fournis à l'un des debiteurs, avec stipulation faite par acte passé pardevant Notaires qui précède le payement, ou qui soit de même date, que le debiteur emploiera lesdits deniers au payement de l'ancien creancier, que celui qui les prête sera subrogé aux droits dudit ancien creancier, & que dans la quittance ou dans l'acte qui en tiendra lieu, lesquels seront aussi passez pardevant Notaires, il soit fait mention que le remboursement ait été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau creancier, sans qu'il soit besoin que la subrogation soit consentie par l'ancien creancier, ni par les autres debiteurs & cautions, ou qu'elle soit ordonnée par Justice &c.*

De ce que la subrogation est l'ouvrage du debiteur, il s'ensuit en second lieu que la rente qu'il rachete de l'ancien creancier, & qu'il transfere au nouveau, passe en la personne du nouveau sans être chargée des hypothèques de l'ancien creancier. De sorte qu'il en est dans ce cas de la rente qui de sa nature est rachetable, comme d'un fonds que le debiteur auroit vendu à faculté de rachat ou de reméré, lequel passe au nouvel acheteur des deniers de qui il a été retiré du premier, sans aucune charge des hypothèques que le premier a constitué dessus.

Quelques-uns ont crû que l'hypothèque & la rente auxquelles le nouveau creancier succède ainsi par le moyen du débiteur, étoient une autre rente & une autre hypothèque, qui avoient l'ordre & les prérogatives des anciennes; mais c'est une erreur condamnée par tous ceux qui ont excellé dans la Jurisprudence Romaine. *A priore creditore eadem ipsa hypotheca*, dit M. Cujas, & *id ipsum pignus* (*ut recte Bartolus contra Accursium sentit*,) & *jus omne quod in eo pignore habuit prior creditor transisse intelligatur in posteriorem*. *Leg. creditor 12. §. à Titio D. qui potiores*, &c. Cujacius *ad leg. Aristo 3. D. qua res pignori*, lib. 3. *quest. Pauli*, &c.

Quand un dernier creancier hypothécaire pour conserver sa dette paye un premier creancier hypothécaire, il est des règles qu'il succède de plein droit à tous les droits, & à la rente du premier. Et cette rente & ces droits sont les mêmes que le premier creancier avoit; parce que la Loy qui subroge le dernier creancier, réputé le remboursement qui a été fait, une acquisition de ces droits & de la rente.

Selon l'article 234. de la Coutume de Paris : *Quand aucune rente due par l'un des conjoints par mariage, ou sur les héritages par avant leur mariage, est rachetée par lesdits deux conjoints, ou l'un d'eux constant ledit mariage, tel rachat est réputé conquest*. Dans ce cas il y a pour tant paiement ou remboursement de la rente; mais parce que la Loy en reputant le remboursement conquest, subroge de plein droit pour la moitié de la rente, celui des conjoints qui n'en n'étoit pas débiteur, aux droits du creancier payé, il est indubitable que celui des conjoints, ou les héritiers du conjoint qui se trouvent propriétaires de la moitié de la rente, la possèdent déchargée de toutes les hypothèques du creancier. Et la Cour a tellement été persuadée que la rente, quoique payée, continuë de subsister pour la moitié sans extinction; qu'elle a jugé par Arrest du 7. Septembre 1662. que la rente devoit être continuée suivant le denier de la constitution, & non suivant le denier qui couroit au tems du rachat ou de la dissolution de la communauté; ce qui est dans les règles. Voyez M. Ricard sur l'article 244. de la Coutume de Paris.

Il en est de même lorsque la subrogation est faite par le débiteur; parce qu'au moment qu'il paye l'ancien creancier, la rente & l'hypothèque passent en la personne du nouveau, au profit de qui le rachat est fait: ensorte que par rapport à luy, la rente est plutôt réputée acquise, qu'elle n'est réputée éteinte & remboursée.

Les Notaires ont apporté de l'obscurité dans cette matière, parce qu'en faisant d'abord constituer par le débiteur qui emprunte, une rente au profit du nouveau creancier qui prête ses deniers, ils luy

font sans raison avoir deux rentes, au lieu qu'il n'en doit avoir qu'une ; sçavoir, celle de l'ancien creancier auquel il est subrogé.

Pour succéder à la rente & aux hypothèques d'un ancien creancier en traitant avec le débiteur, il ne faut que trois choses selon le Droit Romain, & la Declaration d'Henry IV. du 4. Juin 1609.

La *premiere*, est que le nouveau creancier ou l'étranger qui prête ses deniers au débiteur, stipule qu'ils seront employez à payer l'ancien creancier.

La *seconde*, que le nouveau creancier stipule qu'il succedera aux droits, noms, raisons & actions de l'ancien.

Et la *troisième*, que le débiteur declare en payant l'ancien creancier, que la somme qu'il donne, luy a été fournie par le nouveau.

Les deux stipulations doivent être faites dans l'acte d'emprunt, & la declaration dans la quittance ; & avec des expéditions de la quittance & de l'acte d'emprunt qui doivent être passez pardevant Notaires, & avec la grosse du Contrat du premier creancier, le nouveau devenu propriétaire de la rente, peut exercer tous les droits de l'ancien, comme s'ils luy avoient été cedez. On traitera ailleurs plus au long de cette matiere.

SUBSIDES, qui sont dûs au Roy, ou au Seigneur : Bretagne, art. 279. Aucun autre que le Roy ne peut imposer subside sur les Sujets de ce Royaume, posé qu'il fût fils ou frere de Roy. Par un Arrest de Paris du 11. May 1381. ny taille, par Arrest du 6. Aoust 1390.

* *SUCRES.*] Dans l'ancienne traduction des Institutes, Lat. Socrus. C'est la belle-mere. Voyez *Sogres*.

* *En lieu & condition de main-morte, l'enfant S U I T la condition du pere.*] Bourgogne Duché, rubrique 9. §. 3. quelques-uns corrigent cet article, & au lieu de *pere*, ils veulent qu'on lise *pire* ; mais ils n'entendent pas cette Coutume. Voyez ce que j'ay remarqué sur le *mauvais emporte le bon*, & les anciennes Coutumes de Berri de M. de la Thaumassiere, part. 1. chap. 1. pag. 9.

SUITE DE BESTES.] Berri, tit. 17. art. 10. qui appartient à celui qui a baillé le bétail à Chaptel : Quand il est vendu par le preneur, ou pour ses dettes sans le sçu du bailleur, auquel cas il peut vendiquer son bétail, nonobstant la vente faite par souffrance du preneur.

* *Croist & SUITE.*] Touraine, art. 100. où il est décidé que ceux qui ont droit de *Faultrage & Preage*, avec faculté de mettre dans les prez, dont ils jouissent, des vaches & bestes chevalines avec leur suite, n'y peuvent mettre que le *croist & la suite* de l'année seulement. Voyez *Commande de Bestiaux, croist & chaptel*.

SUITE

SUITE DE DISME.] Nivernois, tit. 12. art. 1. 2. 4. Valan-
gay, art. 3. Berri, tit. 10. art. 18. Solle, tit. 17. art. 10. qui s'appelle
aussi *suite de Reilhage* en la Coutume de la Marche, art. 332. Aussi
en quelques lieux du pays de Berri, ce droit s'appelle droit de Char-
rijage & de Trainage, comme en l'ancienne Coutume de Mehun,
tit. 4.

Quand le Seigneur de la dismerie, en laquelle les bœufs, chevaux
& autres bestes dont on laboure, sont tenuës nourries & hivernées,
& dont on a labouré en autre dismerie, ledit Seigneur par droit de
suinte prend la moitié du disme des fruits crûs en ladite autre disme-
rie, & suit ses Laboureurs, qui ont labouré hors de sa dismerie en
lieu sujet à disme ou exempt d'iceluy; tellement qu'il prend demy
disme, & l'autre moitié du disme appartient au Seigneur foncier.
Quand la terre qui doit disme est en une dismerie ou village séparé
en pâturage, & les bœufs qui la labourent couchent & paissent en
une autre dismerie ou village, le disme se part par moitié entre les
deux dismeries: comme il est expliqué par les Coutumes de Berri,
de la Marche & de Nivernois. Et faut noter des anciennes Coutumes
de Bourges & de Mehun, & du procès verbal de la Coutume gene-
rale de Berri, & de la Coutume de Nivernois, tit. 12. art. 4. que bourse
ou argent n'a point de suite; c'est à sçavoir quand le Laboureur la-
boure pour autrui à prix d'argent. Il seroit expedient que ce droit
de suite de disme fût aboli, pour éviter à procès & querelles,
& d'autant qu'il n'a pas grande raison ny fondement. Voyez *Reil-*
lage.

SUITE PAR HYPOTHEQUE.] Paris, art. 95. 170. Berri, tit. 9.
art. 9. Dourdan, art. 57. & en d'autres Coutumes que j'allégueray
sur ledit art. 9.

Laquelle n'a lieu en execution pour les meubles contre le tiers
détenteur, quand ils sont hors de la possession du debiteur sans fraude:
*Rei mobilis non est hypotheca, nulla ejus persecutio adversus extraneum
bona fidei possessorem. Favemus ei qui prior rem mobilem est persecutus:
Excipiendus est tamen dominus pradii urbani vel rustici, cui datur ta-
citi pignoris persecutio & si dies pensionis nondum venerit, si modo ejus
interfuit, l. 14. Dig. de pignoribus. Et praefertur aliis creditoribus in in-
vectis illatis ab inquilino, & in fructibus fundi conducti etiam decerptis.
Hic est effectus taciti pignoris, etiamsi nulla suspicio sit de fuga inquilini
vel coloni. Idem est effectus expressi pignoris quod venditor sibi servavit,
in venditione & traditione rei mobilis.*

SUITE DE PERSONNES SERVES.] Auvergne, chap. 27. art.
& 2. 9. en l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 1. art. 1. & d'Issoudun,

& de Mehun sur Eure, tit. 1. & tit. 11. ou de pourfuite : La Marche, art. 147.

Quand le Seigneur peut contraindre ses hommes serfs, ou qui tiennent heritages de luy de serve condition, ou mortailable, à y résider & faire feu vif. Ce que la Coutume de Solle, tit. 1. art. 1. appelle Suite de gens. Ce droit est sur les biens ou personnes, & d'iceluy sont exempts les manians & habitans des villes royales du pays de Berri, par la Coutume de Berri, tit. 1. art. 1. & 2. Joint le procès verbal, & l'Arrest donné sur ladite Coutume. Voyez le mot RECLAMER.

SURCENS.] Meaux, art. 107. Senlis, art. 274. Valois, art. 13. 17. 43. 141. 159. Laon, art. 114. 242. Chalons, art. 120. Reims, art. 39. 153. 161. 209. Saint Quentin, art. 73. Theroane, art. 17. 19. Amiens, art. 42. 248. Monstreuil, art. 31. S. Paul, art. 6. 16. 42. Channi, art. 25. 113. Ponthieu, art. 64. 88. 90. Arthois, art. 42. 46. 47. Hesdin dérogeant à celle d'Arthois, & en la particuliere. Auvergne, chap 17. art. 17. chap. 21. art. 4. & 5. Perone, art. 72. 253. & en la Coutume locale de la ville d'Amiens. C'est le second ou dernier cens ou rente qui est dû après le chef & premier cens ou rente, & est tenu d'aucun Seigneur en censive, & s'appelle **SOURCENS**. **SOUCENS**, **SOUCENSIER** en la Coutume de S. Omer sous Arthois, art. 18. 31. de S. Paul sous Arthois, art. 39. 40. 72. qui ont été imprimées en 1553. Et en autre ordre imprimée à Arras en 1589. Et en l'ancienne coutume de Monstreuil, art. 28. laquelle aussi en l'article 65. dit que le surcens est la seconde rente, comme aussi la dernière Coutume dudit lieu, art. 31. Le surcens, c'est le second cens qui est imposé sur un heritage censuel, & en la Coutume d'Arthois il se prend pour un arrentement. La rente surcensiere s'appelle Surcens. Boulinois, art. 79. en l'ancienne Coutume.

SURCENSE.] Boulinois, art. 145.

SURCENSIER.] Boulinois, art. 47. 145. ou **SOURCENSIER**: S. Paul, art. 16. & de celle qui est sous Arthois, art. 41. & en l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 28. Amiens, art. 248. S. Omer sous Arthois, art. 31.

SURCHARGE.] Auvergne, chap. 21. art. 5. chap. 22. art. 15. La Marche, art. 180.

Quand l'heritage censuel ou feudal est chargé d'autre cens, rente, ou devoir par le possesseur.

SURCOTTIER, SURCOTTIERE.] Boulinois, art. 47.

Quand les heritages cottiers qui doivent cens ou rente, sont baillez par le cottier, censier, ou rentier à surcens.

BRIEF DE SURDEMANDE, ou SOURDEMANDE] Quand le détenteur se veut défendre des rentes, ou des services que le Sei-

gneur de fief pretend à tort. Normandie, chap. 114. qui est une espece d'action negatoire, dont il est aussi fait mention au stil du pays de Normandie.

Brief ou Bref selon Terrien étoit un mandement qu'on obtenoit du Juge, contenant une brève & certaine forme de la querelle, clameur ou demande qu'on vouloit intenter. Et le Bref de sur-demande étoit celui qu'on obtenoit pour se defendre des rentes ou des services que les Seigneurs de fiefs demandoient à tort de leurs tenans. Voyez le chap. 114. de l'ancienne Coutume de Normandie.

On ne peut mieux expliquer ce Bref que par la Glose même. *Bref de sourde-mande est ainsi appelé, pource qu'il est fait pour soy defendre des rentes & des services que les Seigneurs des fiefs demandoient de leurs tenans &c.* Par ce texte peut apparoir que *Bref de sourde-mande étoit une loy qui étoit octroyée au defendeur pour soy defendre de la charge ou rente qui luy étoit demandée par aucun sur l'heritage dont il étoit tenant.* Toutefois n'étoit pas à entendre que le tenant fût sujet à prendre ledit Bref, s'il vouloit debatre & defendre par voye de délivrance, la justice, execution ou contrainte qui étoit faite sur son heritage pour les arrerages de la rente qui étoit demandée, en disant que le demandeur n'avoit en aucun paiement d'icelle rente puis quarante ans, & defendre ladite voye de justice qui n'étoit que possessoire. Mais si par aucune simpleesse ou inadvertance le tenant de l'heritage ou celui ou ceux qui le représentoient avoient fait le paiement de ladite rente demandée, tellement qu'il ne pût defendre ladite justice qui n'étoit que voye possessoire : Iceluy tenant qui étoit defendeur en ladite justice pouvoit pren-

dre & demander ledit Bref de sourde-mande, en soutenant que ladite rente n'étoit pas due, & que à tort elle étoit demandée &c.

L'article 52. de la nouvelle Coutume de Normandie en expliquant l'ancienne a tres-bien ajoûté, que c'est le Bailly qui doit connoître de ce Bref. Ce qui est aussi décidé par l'article trente de l'ancienne Coutume de Bretagne, parce que dès le moment que la rente ou redevance est contestée, le Seigneur ne peut plus être juge du proces qu'il a avec son vassal ou son censitaire. Par les Loix Romaines il étoit permis aux tenanciers de se pourvoir pardevant le premier Juge competent. *Quisquis colonus, si à domino plus exigitur quam ante consueverat, & quam in anterioribus temporibus exactum est, adeat judicem cujus primum poterit habere presentiam, & facinus comprobet, ut ille qui convincitur amplius postulare, quam accipere consueverat, hoc facere in posterum prohibeatur, prius reddito quod super exactione perpetua noscitur extorsisse.* Voyez d'Argentré sur l'article 30. de l'ancienne Coutume de Bretagne, & Basnage sur l'art. 51. de celle de Normandie.

Terrien écrit que de son temps ce Bref n'étoit plus guere en usage ; mais que si on en vouloit user, ce seroit contre les blâmes d'aven que baillent les Seigneurs, prétendant assujerir leurs hommes à plus grandes charges qu'ils ne doivent, & que dans ce cas, quoiqu'il s'agit de rentes seigneuriales ou de services dûs à cause de noble fief, il ne seroit pas requis que les témoins fussent nobles. Voyez cet Auteur livre 8. ch. 20. p. 308.

RENTE SURFONCIERE.] Orleans, art. 122. 307. A la difference de la premiere rente fonciere, qui est la plus ancienne & premierement créée.

Si l'on en croit M. de la Lande dans son Commentaire sur l'article 130. de la Coutume d'Orléans, la rente *fonciere* est la premiere charge imposée sur un fonds.

La rente *arriere-fonciere* est la seconde charge imposée, ce qui arrive lorsque celui qui tient un heritage à cens le cede ou le transporte à la charge d'une rente

fonciere ou surcens.

Et la rente *sur-fonciere* dont il s'agit icy, est la troisième charge imposée; ce qui arrive lors que celui qui a acquis un heritage tenu à cens, & à la charge du cens & d'une rente fonciere, le cede à un autre, à la charge d'une troisième rente fonciere.

DROIT DE SURJET: Auvergne, chap. 23. art. 39. comme au lieu d'Ardes, & autres lieux du pays d'Auvergne; ce que l'interprete n'explique pas: *Est adjectio pretii. Voyez MAINFERME: Interpretum plerique sunt plerumque sine fructu & beta blitque inspidiores. In ipsa etiam arte quam se profiteri dicunt imperiti, inertes, somnulosi, lethargici, insipientes, eorumque sermo jejunos, ingratus, incomptus, insulsus: Denique more Academicorum pleraque faciunt incerta, & ad aniles fabulas se conferunt.*

Le *Surjet* est, comme l'a remarqué M. Ragueau, une augmentation du prix, & le *droit de Surjet* est le pouvoir qu'a le Seigneur de faire augmenter le prix du fonds vendu par son emphyteote en le faisant encherir; selon Basmaison l'acquireur d'un tel heritage est tenu de s'en faire investir, & il est au choix du Seigneur de l'investir, ou de retenir la cho-

se; ou s'il ne la veut pas retenir, & s'il se trouve qu'elle n'a pas été vendue ce qu'elle vaut, de la mettre en *surjet* pour chercher des encherisseurs qui en donnent davantage. Quand il se trouve un surjettant le Seigneur l'investit, le véritable prix de la vente est aussitôt rendu au premier acquireur, & le *surplus* ou le *surjet* en appartient au Seigneur.

* *HOMMES SURINDICTS* ou excessivement imposez.] La Marche, art. 128. *Superindictum est extraordinarium munus ultra solitam & canonicam collationem indictum. Vide leg. 1. Cad. de Indictionibus. & ibi Cujac.*

* *SURJUVEIGNEURIE.*] Voyez *Sourjuveigneurie*.

* *SURMENER.*] *Superducere.* Dans le chapitre 216. des Assises de Jerusalem, page 147. C'est vexer & refuser de faire droit ou de rendre justice. *Et bien sachez que tant com il vouldra faire droit en votre Court par ses Pers, nous ne souffrirons que vous le surmenez, ains le maintiendrons à droit si com nous devons &c.*

* *SURPOIDS.*] Sedan, art. 215. Vitry, art. 93. *Quand aucune femme tient par droit de doüaire aucuns bois ou forests qui jamais ne furent vendus de memoire d'homme, telle doüairiere ne les peut vendre, si ce n'étoit par le consentement de l'heritier ou propriétaire; mais des bois ou forests dont on a vendu le surpoids par autres fois, elle les peut vendre, pourvu qu'ils soient en coupe &c.*

Dans l'article 22. des anciennes Coutumes de Champagne d'où ces

article a été tiré, au lieu de *surpoids*, il y a *suerfais*; & dans une pri-
tée de bois de l'an 1348. dont M. Pithou rapporte un extrait sur l'arti-
cle 197. de la Cout. de Troyes, il y a *surfais*. Parce que *fais* ou *far-
deau* & *poids* sont synonymes, au lieu de *suerfais* & *surfais* on a mis
dans les Coutumes de Vitry & de Sedan *surpoids*; le *surpoids* ou *sur-
fais* dans cet art. n'est donc autre chose que les bois en coupe qui
font poids sur la terre. Mais il se pourroit bien faire que les Reform-
mateurs de ces Coutumes se seroient trompez en mettant *surpoids*,
& que le mot *surfais* ou *suerfais* qu'ils ont rejeté viendroit de *superfi-
cies*. De sorte que *surfais* icy ne seroit autre chose que les bois en coup-
pe, qui sont partie de la superficie de la terre. *In Pandectis vites, ar-
bores, planta, segetes superficies appellantur. Vide leg. Certo 13. de servi-
tutibus rusticis.*

SURPOIL ou SERPAUT.] Voyez le mot TROUSSEAU.

SURPRIS.] Vitri, art. 93. SURPOIX. Sedan, art. 215.

SURSOULTE.] Berri, tit. 14. art. 15. (ce n'est autre chose que
la Soulte.) Voyez le mot SOULTE.

SUSAN, SURANATION.] Quand un procès commencé
n'est poursuivy, ni la cause appelée par an & jour; ou qu'une Sen-
tence, une commission, un mandement de Juge, ou rescrit du Prince
n'est mis à execution dedans l'an. Et convient obtenir lettres Royaux
pour être relevé du Susan; ce qu'il ne seroit besoin d'obtenir, quand
il n'y a changement de Parties : aussi plusieurs Juges ne s'arrêtent pas-là.
Toutesfois une prise de corps ne se susanne jamais : *In Francia autem
Rescriptum quod quis à Principe impetravit, anno perit si eo non sit usus,
exemplo rescripti pontificii, cap. 23. de Rescriptis. Sed repugnat, lib. 2.
Cod. de diversis rescriptis. Nolo hic repetere quæ ab eruditis observantur
de anni præscriptione, de anno litium, anno utili, tempore exercendi ju-
dicii & peremptione instantia. Quinimò placet magis hæc tantum paucis
subnotare, quàm absurdas & srrivio opiniones recitare eorum, qui quasi me-
dicinam fame exercent, nec ullum dant succum. Quorum etiam scripta
plerumque inania, inepta, commentitia, & vix in aliquo usu, nisi ut ipse
frugum pestes. Quod à me dicitur non tam insectandi studio quàm bono
animo & evonua, ut sibi caveat juvenus, quàm velim Juris artem ab ip-
sis potius auctoribus discere, quàm ab interpretibus illis qui stultè inepti
sunt.*

SUZERAIN QUI SOUVERAIN.] Supérieur en quelque
charge ou dignité, autre que le Roy.

T

TABELLION ou **NOTAIRE**.] Estampes, art. 153. Sens, art. 244. Montfort, art. 86. Mante, art. 153. Berri, tit. 18. art. 9. & 10. Les Seigneurs Chastellains ont scel autentique & Tabellion par la Coutume de Senlis, art. 93. Voyez la diction **NOTAIRE**.

DROIT DE TABELLIONAGE.] Chasteauneuf, art. 11. Blois, art. 17. 20. qui appartient au Seigneur Chastellain ou haut Justicier, lequel peut instituer Notaires pour instrumenter les contrats & conventions des parties. En aucunes Provinces ce droit est domanial, comme la garde du scel aux contrats.

* **TABELLIONAGES**.] Où il a des Tableaux affichez publiquement, dans lesquels les femmes séparées en Normandie sont obligées de se faire inscrire, suivant les Reglemens de 1555. & de 1600. Voyez Basnage sur l'article 391. de la Coutume de Normandie. Joignez la Lande sur l'art. 198. de la Cout. d'Orleans.

TABELLIONNER.] Sens, art. 248. C'est mettre en forme un contrat, quand on le livre en parchemin & grossoïé, à la difference de la note ou copie de minute de contrat ou obligation, qui se délivre en papier, & sans faire mention du garde du scel: *Veteri Glossario Tabellio à γὰρ παῖος νομικὸς, est publicus contractuum scriptor, συμβολανόγραφος, A Tabellione exigitur peritia juris, & instrumenta ejus dicuntur ἀγοραῖα, publica, forensia: Cujacius l. C. ad Novellam Justiniani 44. & ad l. 15. Cod. de Decurionibus. Tabularium, γραμματοφυλάκιον λογιτήριον: Tablinum, χαρτοφυλάκιον. Tablina codicibus implebantur & monumentis rerum in Magistratu gestarum: Plinius, lib. 35. cap. 2. Veteres tabellis utebantur pro chartis, quibus ultrò citroque sive privatim sive publicè opus erat, certiores absentes faciebant: Festus. Tabellionem dixerunt, ut libellionem: Nonius. Censorum tabularium in erat atrio Libertatis: Livius, lib. Alius est tabularius, qui λογογράφος vel λογὸς. Alius tabularius vigesima, ut & procurator vigesima hereditatum. Tabularius à muneribus, à rationibus, à vehiculis. Tabularius villa, edificiorum, marmorum, rationis. Tabularium Caesaris. Hyginus de limitibus.*

METTRE A SA TABLE.] Voyez le mot **UNIR**.

On s'est servi de ces termes *mettre à sa Table*, unir à sa table; parce qu'anciennement les Seigneurs avoient des Tables sur lesquelles ils recevoient leurs cens.

L'Auteur du grand Coutumier, p. 328. 329. *Justice fonciere est avoir Cens*

sur les sujets, qui est dit chef Cens ou menu Cens de tournois ou de maille ou de gros cens comme de vingt sols, aucune fois de trente, mais non une grosse rente, car elle n'est pas de telle nature; car d'un cens non payé, on paye amencé de cinq ou six sols selon la maniere de

coutume dudit lieu, & du Cens réel, me ou d'une Table pour recevoir ses Cens. &c. Vide Cang. in Glossario verba Mensa & Fletam, lib. 5. cap. 5. §. 18.
& du Champart levé, soixante sols & un denier. Et peut avoir ledit, Sergent pour executer sur son fonds & siège d'une for-

FEU TAILLABLE.] Bourbonnois, chap. 36.

TAILLABLES de taille à volonté, ou abonnée à aucune somme certaine envers le Seigneur. Troyes, art. 3. & 4. Chaumont, art. 3. Nivernois, tit. 8. art. 1. & ensuivans.

TAILLABLES HAUT & BAS.] Duché de Bourgogne, art. 97. Comté, art. 101. c'est à dire, au plaisir & à la volonté du Seigneur. Taille d'un homme taillable haute & basse, en l'ancienne affiette de Bourgogne : Ce droit de Taille volontaire & raisonnable a été adjudgé à Jean Chevrier, Seigneur de Chouday en Berry, par Arrest de Paris, du 24. Novembre 1542. Tels sont les hommes de servitude & de main-morte, lesquels en leur vie sont taillables, & à leur décès mortatillables.

Ces exactions injustes ne commencèrent que dans les bas siècles. Froissart, volume 3. chap. 50. *Les Seigneurs se forment sur autre condition & maniere qu'ils ne faisoient pour lors, & trouvent pour le présent plus grande chevance que ne faisoient leurs predecesseurs du temps passé, car ils taillent leurs peuples à volonté, & du temps passé ils n'osoient, fors de leurs rentes & revenus. Voyez le même Auteur, vol. 2. ch. 74. & Chopin in Conf. Andens. lib. 1. cap. 31. p. 263. & 273.*

HERITAGES TAILLABLES.] Duché de Bourgogne, art. 11. Bourbonnois, art. 349. 489. 490.

Qui appartiennent à l'homme de main-morte & de servile condition.

HOMMES & FEMMES SERFS TAILLABLES à VOLONTÉ.] En la Coutume locale de Chastillon sur Indre ressort de Tours. Par Arrest de Paris du 9. Septembre 1413. les sujets de la terre du Châtel en Berry sont taillables, & doivent corvées à leur Seigneur.

TAILLABLES, MORTAILLABLES.] Bourbonnois, art. 265. 349. & au chap. 36. & en l'ancienne Coutume de Mehun en Berry, titre 11.

SEIGNEUR ou sujet TAILLABLIER.] Bourbonnois, art. 413. 415. 416. 417.

TAILLE.] Hainaut, chap. 106. en l'ancienne Coutume de Bretagne, art. 281. & souvent es Ordonnances des Roys de France, qui s'appellent COLLETAGE, en l'histoire de Montrelet, liv. 1. ch. 78.

Est canon, functio, fusio, inlatio, pensio, collatio, oblatio, indictio & pensitatio qualibet publica : εἰσφορά δημοσίων, συντέλεια, κατάβολή, φόρος, επιτεφάλατον, tributum, census, capitatio : Et tributorum collatio alia est

in capite, alia ex censu & patrimonio. TAILLER, détailler, vendre on détail : *Recentiores scissuram dixerunt taliaturam, montem scissum, taliatum, ut est in auctoribus limitum.* L'on a aussi accoustumé de départir & éгалer les deniers imposés sur les sujets. Par un Plaidoyé fait en Parlement à Paris le 15. Février 1470. il appert que les tailles & Aydes furent mis sur les sujets de ce Royaume du temps du Roy Charles V. pour les guerres des Princes & Estats : & le Roy Charles VII. a le premier en France mis & imposé les tailles sur son peuple comme ordinaires ; & auparavant les Roys levoient les subsides selon la nécessité de leurs affaires, à la raison de la centième, cinquantième, ou vingtième partie du revenu de leur peuple & autrement.

Le Roy Louïs IX. le premier a levé la taille par forme de subside nécessaire pendant la guerre. Le Roy Henry II. par forme de cruë, a imposé le taillon pour la paye de la Gendarmerie. Autre est la recette des tailles pour la solde des gens de pied & autres charges. *Sic Augustus constituit ararium militare. Suetonius, cap. 49. Dio. lib. 55.* Le docteur Bodin au livre 6. de la Rep. chap. 2. traite sommairement des finances, & des deniers ordinaires, extraordinaires ou casuels. *Caveant autem Principes ne malè audiant descriptionum novarum & gravium nomine, ut Caligula & Vespasianus. In pp. ut ipse Constantinus magnus Chrysargiri & follis nomine, Zozimo teste : ut Chilpericus Rex Francorum, de quo Gregorius Turonicus, lib. 5. cap. 28. & 34. Regino in Chronicis, Aimonius, lib. 3. cap. 32. qui refert Marcum referendarium, qui nova tributa excogitavit, à Lemovicinis seditione orta jugulatum, ut & temporibus Glotharii regis Parthenius quidam eo nomine à Treverensi populo lapidatus est : Aimonius, lib. 2. cap. 26.* Et il seroit expedient qu'aucune taille, ayde, subside, ou imposition nouvelle ne fust levée sur le peuple, sans l'avis, délibération & consentement des Etats de ce Royaume ; comme il fut arrêté aux Etats tenus du tems du Roy Louïs Hutin, & du Roy Philippes de Vallois. & de ce, les Rois Charles IX. & Henry III. ont été requis aux Etats d'Orléans & de Blois ; d'autant que les tailles ne sont point dûes de devoir ordinaire, mais ont été accordées durant la nécessité des affaires seulement : *Boni pastoris est rondere pecus, non deglukere, ut Tiberius rescripsit Praesidibus onerandas tributo provincias suadentibus : Suetonius, cap. 32. Sed heus tu, Manum de tabula.*

DROIT DE TAILLE.] Boulonois, art. 35. où il est traité du droit de Tonlieu ou Montonnage ; lesquels mots se lisent aussi en l'ancienne Coutume dudit lieu, art. 12. quand il est traité de même chose.

DROIT D'HOMMES & FEMMES SERFS DE TAILLE ABONNÉ.E.]
Abonnés

Abonnée ou à volonté en la Coutume locale de Fromenteau, de l'Isle Savary, de Coudray en Touraine, de Azay-le-Ferron, de Bufançois, de Bauche, de S. Genou, & de Mesieres en Touraine, & de S. Cyran en Brene.

* **TAILLE FRANCHE, ET TAILLE SERVE.**] Bourbonnois, art. 189. La Taille franche est celle qui ne rend point la personne serve, quoiqu'elle soit imposée sur son chef; & la serve est celle qui fait perdre la franchise aux personnes qui les doivent, & qui les rend mortuables ou mainmortables.

TAILLE FRANCHE OU SERVE.] La Marche, art. 69. 132. La serve est dûe au Seigneur par ses hommes tenans heritages à condition de servitude ou de mortuaille. La franche est dûe aux quatre cas, par l'homme franc ou tenant heritage en franchise à devoir d'argent.

TAILLE D'HOMMES OU FEMMES SERVES.] Nivernois, tit. 37. art. 13.

TAILLE JURÉE,] qui se paye sans enquerir de la valeur des habitans, dont est fait mention és Arrests de Paris du 26. May & le jour de Juin 1403. & du 3. Juillet 1406. ou LA TAILLE & JURÉE en un Arrest du dernier jour de May 1477. Du Tillet Greffier de la Cour au titre des subsides, a recueilly plusieurs Arrests faisans mention du droit de tailles qui s'imposent sur les sujets par leurs Seigneurs, soit à volonté ou autrement; & entr'autres un Arrest du 6. Septembre 1488. par lequel les droits de taille sur les habitans d'Issoudun sont adjugez au Chapitre de l'Eglise Collegiale de la Chapelle Taillefer, dont aussi est fait mention à la fin de l'ancienne Coutume de ladite ville d'Issoudun en Berry.

TAILLE MORTAILLE.] Qui se leve sur les hommes de corps & de servile condition par le Seigneur, à sçavoir, la taille par chacun an à un terme ou plusieurs, à plaisir & volonté, raisonnable ou par composition & abonnage à certaine somme du vivant du sujet. Et quant à la mortuaille au decés seulement des gens de serve condition, sur tout ou partie des biens qu'ils délaissent, soit avec enfans ou sans enfans de leur loyal mariage, & comme il est reçu & introduit diversément par les Coutumes des Provinces, ou par les Titres des Seigneurs. Il est aussi traité de ces droits au premier & au dernier titre de l'ancienne Coutume de Mehun en Berry.

DROIT DE TAILLE E'S QUATRE CAS] Bourbonnois, art. 29. 30. 344. & suivans. Auvergne, chap. 17. art. 9. 15. 16. & au chap. 25. La Marche, art. 130. ou en trois cas en l'ancienne Coutume du Perche, chap. 10. & ailleurs. Masuer, tit. 22. & 38. esquels lieux il

II. Partie.

Ecc

est traité amplement de ce droit, & duquel il y a exemple en Froissart; liv. 4. chap. 67. Voyez le mot **AYDE**. * Et M. Salvaing del'usage des Fiefs, liv. 1. chap. 49. pag. 232. 233.

VILLE & TAILLE.] En l'inscription de la Coutume de l'Isle, & en l'art. 44. & autres de cette Coutume. C'est la Septaine & le territoire de la Ville.

TAILLES ANNUELLES JUGÉES ET ABOURNÉES.] Anjou, art. 129. 130. Le Maine, art. 140. 141. Que les sujets doivent à leur Seigneur feudäl chacun an; comme par un Arrest de Paris du 19. May 1397. il appert que les habitans de la Justice d'Egligny sont taillables du Chapitre d'Auxerre de quatre livres abonnez. Aussi par la Coutume d'Anjou, art. 128. & du Maine, 138. le droit de doublage & des loyaux-aydes est appellé **TAILLE**, qui se leve en trois cas: desquelles aussi est fait mention à la fin du procès de la Coutume du Grand Perche.

DROIT DE TAILLES EST SEIGNEURIAL.] Blois, art. 40. Dunois, art. 26. 27. Aucuns heritages tenus roturierement doivent tailles: Poitou, art. 99. 103.

TAILLES PERSONNELLES.] Bourbonnois, art. 29. 345. & au chap. 18. Qui sont sur le chef, & sur la personne, & les unes rendent la personne serve de poursuite & de main-morte. *Est capitalis illatio: Adscriptitii sive tributarii agricola prestant capitis censum sive capitationem, & quasi servi sunt.*

TAILLES RÉELLES.] Bourbonnois, art. 345. & au chap. 30.

Qui sont dûes à cause des terres, & autres heritages, & les suivent.

TAILLES, TAILLON, AYDES, SUBSIDES, & IMPOSITIONS,] dont les gens d'Eglise & les nobles vivans noblement sont francs & exemts: Amiens, art. 192. Ce privilege des nobles a été déclaré & confirmé par le Roy Charles VI. en l'an 1408. Celuy du Clergé a plusieurs autoritez, & mêmes par l'article 56. de l'Edit fait l'an 1579. à la requeste des Etats tenus à Blois, & par l'article 18. de l'Edit fait en Février 1580. Et sont les Ecclesiastiques exemts, d'autant qu'ils doivent incessamment servir en personne à l'Eglise: *Ut olim in Gallia Druides. Cesar, lib. 6. belli Gallici.* Les nobles d'autant qu'ils sont tenus d'aller en personne à la guerre du Prince, & à leurs dépens au dedans de leur pays, & hors iceluy avec gages & solde; comme il a été jugé pour le Duc d'Auvergne contre les nobles & Barons de son Duché es Enquestes du Parlement de Pentecoste 1275. Aussi les Presidens & Conseillers des Cours souveraines, les Maîtres des Requestes de l'Hôtel du Roy, sont exemts des tailles, aydes, impositions, du ban, arriere ban, & de loger; comme aussi les Rec-

teurs, Docteurs, Regens, & plusieurs Officiers des Universitez. Et les autres sujets, sont taillables pour subvenir aux frais de la guerre, d'autant qu'ils ne délaissent leurs maisons & exercices, trafics, artifices & labeur. Toutesfois, plusieurs grosses Villes & Officiers sont par privilege exemts de tailles, aydes & impositions, *ut & olim Italia immunis fuit à tributis, portoriis & vectigalibus lege Cacia: & Colonia quadam, urbes, provincia, persona immunes à tributis & censibus beneficio Principum, Senatus vel populi Romani: licet vectigalia ex portu, ex decumis, ex scriptura sint Reipubl. nervi: M. Tullius pro lege Manilia.* Et anciennement tous sujets indifféremment étoient tenus aller à la guerre au mandement de leur Prince: Et les Ecclesiastiques ont été souvent contraints de contribuer aux frais de la guerre par saisie de leur temporel & amendes. En Languedoc, en Provence, & en quelques autres Provinces où les privilegiez & non privilegiez, ont accoustumé d'être cortifez, les tailles du Roy sont réelles & patrimoniales, tellement que les Nobles & les Ecclesiastiques doivent la taille pour leurs heritages de roture, & le roturier ne doit être mis à la taille pour raison de son fief noble, quoique par son fief il ne soit annobly. Mais en France les Tailles du Roy sont personnelles, tellement que les gens d'Eglise, les Nobles & plusieurs autres en sont exemts, ou bien elles sont estimées mixtes, d'autant qu'elles sont imposées tant à l'égard des personnes & de leur industrie & domicile, que de leurs biens & facultez en quelque part qu'ils soient assis. En Lorraine en quelques lieux les tailles sont réelles, en d'autres lieux elles sont personnelles, par la Coutume, tit. 16. art. 10.

TAIONS:] Sont gros arbres. Amiens, art. 119. 210. 211. Boulenois, art. 148. & en l'ancienne Coutume du même Comté, art. 10. & est un cheſne nommé Tayon, quand il a les trois âges de la coupe du bois: Monstrüeil, art. 29. Comme aussi en la Coutume de Ponthieu, art. 7. de Mons, chap. 1. & en la Somme rurale, quand il est traité d'articuler sa demande & défenses, & des pactions. Et en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 27. 81. & au premier volume de Monstrelet, chap. 139. 202. & en la Coutume de S. Paul sous Arthois, art. 48. 78. selon l'impression de l'an 1553. Autre, est l'ordre de l'an 1589. Froissart, liv. 3. chap. 96. III. liv. 4. chap. 63. 92. *Proavus, proavia nominantur TAYON, TAYE, quia sunt tertio gradu.* Le Cheſne appelé TAYON, est différent de l'Etalon & du Perot ou Pere. *Hac forsitan Pragmatici non curant: Verum toties admoneam necesse est, non loqui me de peritis juris & morum.* * Voyez Perots.

* **TALENT.**] Envie. Des Fontaines, chap. 4. n. 6. *cil n'a mie grand talent de finir sa besoigne, &c.*

LA PEINE DE TALION & DE COUP POUR COUP] est abolie au pays & Comté de Hainaut, chap. 15. comme aussi généralement en France. *At legibus Visigothorum probatur in quibusdam causis, cap. 3. tit. 4. lib. 6.* Et en quelques autres Républiques la Loy de pareille est encore observée en quelques cas, comme elle a eu lieu en Israël par les loix politiques, & entre les Romains par les loix des douze Tables : *Quibus tamen non erat reo necesse pati talionem, cum haberet paciscendi facultatem : Gellius, lib. 20. cap. 1. Talionem Græci vocant ταντοπαύειν, ἀντιπῶσιν : nostri reciprocam pœnam, & perpeffionem : Est similitudo vindictæ, ut ladentem similis vindicta sequatur : Isidorus, lib. 5. Talio est injuriæ ultio : In hoc scripta est lex, ne quis impune petulans sit : Quinsilianus Declamat. 372. Sed & inscriptio in crimen obligabat accusatorem similitudine supplicii vel pœna, si non probasset crimen admissum esse à reo. l. ult. Cod. de accusatio. quod repetitum est in lib. ult. Cod. de calumniatorib. Provisum est enim ne quis temerè in alieni capitis discrimen irrueret, ni se idem prius pœna sponsione vinciret : Symmacus, lib. 10. Epist. Quod placuit etiam Theodorico regi Italia, cap. 13. edicti sui. Ex Edicto Domitiani, accusatori qui causam non teneret, exilium pœna erat : Sueton. in ejus vita, cap. 9. Ex rescripto Hadriani is relegendus est qui crimen objecit, si non implevit quod intendebat, lib. 3. §. Idem divus. Dig. de testibus. Denique si quis non impleverit accusationem, calumnia notatur, lib. 1. Cod. de advocatis diverso. judicio. Ex vinculo inscriptionis & subscriptionis periclitatur ne calumnia reus fiat. Nam inulta non erit calumniosa, temeraria aut falsa accusatio, lib. 7. in princ. Dig. de accusatio, lib. 15. Cod. de his qui accusare.*

* **TAPINAGE**] secret, lieu caché. Voyez Beaumanoir, chap. 30. pag. 155. lig. 16. Voyez Alain Chartier, p. 325.

* **TASQUE** ou Terrages.] *V. Leotardum de Usuris, q. 46. pag. 269. n. 6. M. Salvaing des droits Seigneuriaux, pag. 221. livre premier, chap. 46.*

TAVERNAGE.] Normandie, chap. 16. C'est l'amende qui est dûe par les Taverniers, quand ils ont vendu le vin à plus haut prix qu'il n'avoit été mis & taxé par le Juge.

* **TAUSIN.**] Dans le For de Navarre, tit. 28. art. 32. & dans le For de Bearn, Rubrique des Bocages. C'est un chesne blanc.

* **TEFFAIGNE.**] Voyez Tiphaine cy-après.

* **TENANCHE.**] Teneure. Dans la Charte de Gracay de l'an 1246. publiée par M. de la Thaumassière entre ses anciennes Coutumes de Berri, fol. 86. Voyez Teneures.

* **TENCE**, Tençon, Tençon.] Beaumanoir, chap. 30. C'est à dire querelle. Ovide mē.

Mais ains dura long-temps *la tence*.

Le Roman de la Rose.

Si dist conques en nul aé

Beauté not paix avec chaté,

Toujours y a si grand *tençon*.

Dans le petit Dictionnaire du P. Labbe, p. 511. *lis* est interprété *tançon*: *litigare*, *tencier*; & *litigiosus* *tencieres*.

* *TENDRE* & *thesurer*.] Voyez cy-après *Th*.

* *TENEMENT*.] Arthois, art. 125. C'est ce qui est *tenu* à foy & hommage du Seigneur dominant, & qu'il peut retraire par puissance de fief lorsque le cas échet. Voyez le mot suivant.

* *TENEMENT de cinq ans*.] Anjou, art. 477. Voyez ma Dissertation sur ce tenement, & principalement le chapitre 3. page 66. où j'ay expliqué au long l'origine & le progres de ce droit.

* *Franc-TENEMENT*.] L'ancienne Coutume de Normandie, tit. 28. des Teneures. *Un franc tenemens sont tenus sans hommage & sans parage en fief lay; & est fait par composition qui est faite entre aucunes personnes, si comme un homme a vingt sols de rente sur un fief & en donne à un autre dix sols, & en retient les autres dix sols & hommage, cil qui tient le fief ne fera pas hommage à autre; car il tient por un sol hommage, & tele teneure est appelée volontaire, pour ce qu'elle est faite par la volonté à celui qui baille, & par celle à celui qui reçoit, & non pas de nécessité d'heritage.*

* *TENEURE à volonté*. Voyez le mot précédent.

* *Saisines & TENURES*.] Dans la Coutume de Tournay, au titre des Rentes foncières, art. 7. & 10. Dans l'ancienne Coutume de Normandie, *Teneure est la maniere pourquoy les heritages, ou tenements sont tenus des Seigneurs, ou par hommage, ou par parage, par sommage, ou par aumône.*

TENIR EN SA MAIN.] Berry, tit. 5. art. 24. 25. tit. 11. art. 8. Quand le Seigneur feudal use d'exploit domanier sur la chose feudale par luy ou son commis, ou quand l'on jouit par ses mains d'un heritage. *TENEMENTIER*. Lorraine, tit. 12. art. 32. tit. 16. art. 1. *TENEMENT*.

* *TENSEMENT*. *Taxamentum*. *Tassamentum*. *Tensatio*.] C'étoit un droit imposé tant sur les maisons que sur les heritages. Il devoit être payé en argent ou en espee; & en plusieurs titres, il est convenu outre le cens. Chartulaire de S. Denys de l'an 1179. Guy de Chevreuse *TENSAMENTUM de domo de Belloramo dimisit*. Autre vente par Joannes D. & Petronille sa femme de *sex sextariis & tribus minoris taxamenti avena payabilibus medio mense Martio an.*

1261. Autre de 1264. Vente de duobus arpentis prati cum omnibus excursuris ventis septem sextariis cum dimidia mina avena de tensamento.

1230. R. M. Guido Dominus Caprosia. Vendit Abb. Conv. B. Dionysii justitiam & advocatiam, & omnia pertinentia ad ipsas qua habebat in Ballivia de Belloramo concedit etiam Trossas & redditus qui vocantur hayes & Tensamenta, sita in avena & denariis, & quosdam redditus qui vocantur Buhors, &c.

1300. Jean de Fajel, & Demoiselle Idoanne sa femme transportent divers droits nouveaux de la Seigneurie des Religieux, pour six deniers de cens par an, & six deniers de tensement.

1280. Transport à U. par Guillaume de Vernon, de toute la cense de la Fête de S. Denys à la ville de Gouis. Le Tensement, le Champart d'icelle.

Le Chart. de S. Germain en 1250. Affranchissement des serfs de Choisi, Grigny & autres, par les Religieux de S. Germain. *Quatuor masura debent nobis annuatim sex solidos Paris. De Tensamento, cum censu consueta. Tenentur nobis annuatim. . . pro qualibet masura in sex denariis censualibus in festo sancti Remigii, in festo sancti Bartholomai, in tribus solidis de tensamento.*

En un Arrest inter judicata anni 1282. parlant d'Antony près Paris, *avena de taxamento.*

(M. GALLAND.)

* *TENUE de droit.*] Arthois, art. 75. Pour valablement charger ou hypothéquer heritages, il est requis que ce fasse par l'une des trois voyes à ce introduites, assavoir par mise de fait & tenuë de droit, par rapport d'heritage, ou en faisant sur iceluy heritage asseoir & mettre nôtre main comme Comte d'Arthois. &c.

La mise de fait dans cet article est lorsque celui qui veut acquérir hypothèque ou droit réel sur aucuns heritages, obtient commission du Juge competent, en vertu de laquelle luy ou son Procureur est mis de fait en & sur ledit heritage, ainsi qu'il est expliqué dans l'enqueste du 7. May 1490. rapportée sur le mot *Nantin*, partie 2. p. 135. col. 1.

Selon la même enqueste après la mise de fait celui qui veut acquérir hypothèque ou droit réel, doit la faire signifier aux propriétaires des heritages & aux Seigneurs dont ils relèvent afin qu'ils s'y opposent, ou sinon voir tenir & decreter les impetrans es heritages esquels ils ont été mis de fait. S'il n'y a point d'opposition, ou s'il y en a quelques-unes auxquelles le Juge n'ait pas d'égard, il rend sa Sentence, par laquelle il tient & decrete es heritages, celui qui avoit obtenu auparavant la commission de mise de fait. Et par cette Sentence la mise de fait est dite dans l'article 71. de la Coutume d'Artois, tenuë & decreté.

* *Longue TENUE.*] Bretagne, art. 294. & art. 281. de l'ancienne Coutume. C'est à dire longue possession. *Vide Argentreum* sur ce mot, & *Molin. in Conf. Parisiensi* §. 9. l. 3.

TENUES NOBLES.] Bretagne, tit. 17. Qui sont à Ligence, ou du Jueigneur d'aisné en parage & ramage, ou en Jueigneurerie sans parage.

PLAINTÉ DE TENURE BRISÉE.] Hainaut, chap. 53. 56. 58. 59. & ailleurs. C'est la complainte en cas de nouvelleté. *Cum quis conqueritur se prohiberi ne possideat, & vult possessionem retinere: Tenu-tam dixit glossa ad initium, lib. 39. de evictionibus, sic legendum. Tenet qui non possidet, sed est in possessione, lib. 19. §. ult. de furtis.*

TERCEAU.] Chartres, art. 113. Qui est un droit de vins qui se prend par le Seigneur à la cuve ou autre vaisseau à vin : Et doit le sujet le faire à sçavoir au Seigneur, à son Procureur, Receveur ou Commis avant que tirer son vin, à peine de soixante sols d'amende.

* *TERME.*] La Marche, art. 328. Ayren, & S. Clement entre les Coutumes locales d'Auvergne. C'est un tertre ou gorse. Voyez M. Prohet sur les Coutumes locales d'Auvergne, pag. 49x.

* *TERMER les pleds.*] Normandie, art. 34. C'est marquer le terme auquel ils doivent commencer.

TERRAGE.] Mante, art. 196. Berry, tit. 10. art. 23. 25. 26. tit. 24. art. 21. Ponthieu, art. 110. 111. Boulenois, art. 37. Herly, art. dernier. Arthois, art. 34. 62. 63. Hainaut, chap. 87. Montargis, chap. 1. art. 90. chap. 2. art. 40. & au chap. 3. Orleans, art. 137. 138. 139. 140. Chasteauneuf, art. 149. Chartres, art. 112. Blois, art. 33. 34. 38. 40. 41. 119. 130. & suivans. Bretagne, art. 536. 537. 538. au livre 1. de l'usage de Paris & d'Orleans, & en la Somme rurale, quand l'autheur baille la forme d'intenter une complainte. Cambrai, titre 25. art. 27. tit. 26. art. 9. S. Paul sous Arthois, art. 28. 46. Ostricourt sous Lille. Bovines sous la même Châtellenie : Aire sous Arthois. Hesdin, articles 16. 30.

Ce droit s'appelle aussi CHAMPART, comme il est dit en la Coutume de Soefmes, art. 1. que le Champart est nommé Terrage ; tellement que ce n'est qu'un même droit. Dunois, art. 50. Aussi ces deux mots sont joints en la Coutume, art. 28. 51. & d'Amiens, art. 193. 195. 197. Et est ce droit de douze gerbes une. Berry, tit. 10. art. 25. Valançay, art. 2. Vastan, art. 3. *Sic etiam glebalis functio, penso, pensitatio : gleba canon & professio dicta est à cespite terra. Solarium, vectigal quod pro solo penditur.* Voyez le mot AGRIER.

TERRAGE ou AGRIER.] La Marche, art. 331. Qui n'est qu'une même chose.

TERRAGE ou **CHAMPART**.] Bourbonnois, art. 352. Poitou, art. 62. 64. 82. S. Jean d'Angeli, art. 18. 21. S. Paul sous Arthois particuliere.

TERRAGEAU] Blois, art. 41. 43. 44.

C'est le Seigneur auquel appartient le droit de terrage & champart, qui se prend sur terres labourables, & aussi en quelques lieux sur bois, prez, pâturages & viviers, si aucun en est en possession. Hainaut, ch. 87. Et celuy qui tient & possède terre sujette à droit de terrage, s'appelle **TERRAGIER**. Berry, tit. 10. art. 24.

GRANGE ou **PRESSOIER** **TERRAGEAU**.] Blois, art. 132. 133.

GERBES TERRAGE'ES : **GRANGE TERRAGERESSE** : **TERRE TERRAGE'E** : **TERRAGER**.] Montargis, chap. 3. art. 2. & 3. **TERRE TERRAGIERE** : Berry, tit. 10. art. 24. 26. 27.

TERRAGER.] Poitou, art. 64. 82. S. Jean d'Angeli, art. 18.

TERRAGERIE.] Poitou, art. 64. 75. 191.

LE TERRAGEUR.] Arthois, art. 63.

MATIERE DE TERREGARDE.] S. Sever, titre 1. article 10. Quand il est question entre parties des fins & limites, ou des chemins.

* *TERRES jetées*.] Paris 192. sont des terres apportées, & jetées en un même lieu pour l'exhausser.

TERRIER ET PAPIER.] Estampes, art. 14. Bourbonnois, art. 203. 415. Auvergne, chap. 25. art. 8. & en la declaration de l'art. 5. de l'Edit du Roy Charles IX. fait en l'an 1563.

Sunt rationes & quasi Antapocha patris familias vel domini : Sunt tabule territorii, aut redditus annui : C'est le papier du Seigneur, auquel sont contenues les reconnoissances de ses cens, rentes, coutumes, terrages, dismeries, corvées & autres droits & devoirs seigneuriaux, soit feudaux, censuels, fonciers ou autres. Sont les rolles & rentiers, comme parle la Coutume de Bretagne, art. 83. Pour proceder à la confection d'un nouveau terrier des fiefs, censives, rentes, & autres devoirs, l'on obtient volontiers commission du Roy. Ce qui n'est necessaire, & en sont les Ecclesiastiques excusés par l'art. 54. de l'Edit fait en l'an 1579. sur les plaintes des Etats tenus à Blois.

C'est une maxime certaine, qu'il n'y a que le Roy seul qui ait droit d'accorder des Commissions generales, & que les Baillifs Royaux & les Juges des Seigneurs hauts-Justiciers ne peuvent accorder que des Commissions particulieres. Coquille dans sa Question 277. remarque tres-bien à ce sujet que c'est par

cette raison que par l'Ordonnance du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 60. il est deffendu de bailler des *debitis* & *sauegardes* en termes generaux, & que par Arrest du 8. Juin de l'an 1588. il fut dit bien appelé d'un *debitis* en termes generaux, octroyé par le Bailly de Montferrand & que par autre Arrest du 13. May de l'an

L'an 1530. entre M. Augustin de Thou, appellant du Prevost d'Estampes, & M. François du Monceau, Chevalier Seigneur de S. Cyre, il fut dit *mal octroyé*, mal executé en saisie feodale, en vertu de Commission generale octroyée par le Prevost d'Estampes.

Si les Seigneurs avoient été obligés d'obtenir des Juges des Commissions particulieres pour chaque article contre chaque censitaire & chaque vassal en particulier, il est évident qu'il leur auroit coûté de grosses sommes pour la confection de leurs Terriers. Pour s'é-

pargner cette dépense ils ont donc obtenu des Lettres de Papier Terrier en Chancellerie, portant commission generale pour faire appeller pardevant le Notaire à ce commis, tous les debiteurs des redevances prétendues par les Seigneurs, afin de les reconnoître, & en passer forme autentique.

Ces Lettres sont toujours adressées à des Juges Royaux, parce que les Lettres de Chancellerie ne s'adressent point à d'autres Juges, & les Juges Royaux ne commettent point d'autres Notaires que les Notaires Royaux.

T E R R I T O I R E.] Du Seigneur haut ou autre Justicier. Meaux, art. 204. Duché de Bourgogne, art. 1. & 3. & Comté de Bourgogne, art. 56. 59. Nivernois, tit. 1. art. 1. Berri, tit. 9. art. 51. tit. 16. art. 1.

Est districtus jurisdictionis vel imperii: Etopia in glossario: Conseptum anius civitatis, oppidi, municipii vel unius Provincia, in quo magistratus jus habet terrendi & submovendi populi per viatorem, qui Virgarius & Submotor. l. 239. §. penult. de verborum significat. Comme aussi le territoire est dit des terres sujettes à champart, ou terrage. Estampes, art. 59. Et pour raison de l'étendue d'une Paroisse. Boulenois, art. 134. & *pro agris cujusque*: Comté de Bourgogne, art. 103.

T E S M O I N.] *Testis, arbiter, Ciceroni, Seneca & aliis: Nostri etiam RECORD. Superstitibus presentibus ii inter quos controversia est, vindicias sumere jubentur. id est testibus, Festus. Testimoniale*, lettre de scholarité, dont un écolier doit faire foy en la cause, & avant que d'obtenir lettre de garde gardienne au Greffe de la conservatoire de ses privilèges.

* **T E S M O I N de bornes.]** Voyez *Perdriaux*.

LE THEME.] Au Stil de Liege, chap. 2. 10. & ailleurs. C'est la demande libellée, le libelle du demandeur.

TENDRE ET THESURER AU DOMAINE D'AUTRUY.] Anjou, art. 35. Le Maine, art. 39. 162. Quand il est traité de la chasse.

(* C'est rendre des filets pour prendre le gibier. Ces deux mots, selon M. Mesnage, sont synonymes.)

* **T H O N N E U.]** Voyez *Tonlieu*.

DROIT OU GABELLE DE THONNIEU.] Que le Duc de Buillon prend sur chacun tonneau & poinçon de vin ou autre breuvage vendu en gros, ou qui se transporte, par ses Ordonnances, art. 577. 623.

* **T H O R, ver.]** Ponthieu, art. 83. *Thoreau & verrot*, ou *verrat*. Boulenois, art. 44.

II. Partie.

Fff

THRESOR.] Bar, art. 44. A qui il appartient. En la Coutume des trois Bailliages de Lorraine, tit. 6. art. 8. Bacquet au traité de Justice, ch. 32. Choppin du Domaine, liv. 2. tit. 5. & sur la Coutume d'Anjou. *Theodoricus Rex Italia apud Cassiodorum lib. 4. Variarum epist. 18. sibi vindicat thesaurum quem Presbyter in sepulcro invenerat.*

* **THRESOR, ou chose trouvée.]** Chartulaire de S. Germain au Livre blanc en François. Accord par lequel un tresor miné en terre dans la Justice de l'Abbé & Religieux leur est laissé du consentement du Roy. Chartulaire S. Denys. Patente de l'an 1298. une piece d'or trouvée, comme n'étant thresor, est délaissée aux Religieux de S. Denys. (M. GALLAND.)

CHAMBRE DU THRESOR] En laquelle se jugent les causes du domaine, & par appel en la Chambre du domaine. Thresorier des menus plaisirs & secrets du Roy. *Sic Tyberius novum officium instituit à voluptatibus. Suetonius, cap. 42.* Le thresor des Chartres a commencé d'être dressé sous le Roy Philippes Auguste.

THRESORIER] des cent Gentilshommes des Suisses de la garde Ecoissoise ou François.

THRESORIER S DE L'ESPAGNE.] *Qui questor ararii : qui questor provincia*, de France, des guerres ordinaires ou extraordinaires, *qui questor militaris* : de la marine de levant & ponant : de l'artillerie, des ligues, de l'Ordre du Roy : des Officiers, domestiques de la Maison du Roy, des Gardes, des œuvres & bastimens du Roy, des mortes-payes, des offrandes & aumônes, de la venerie & fauconerie, de l'écurie, du domaine, des parties casuelles, des salpêtres, des chartres, de l'argenterie.

* **THURAL.]** Voyez *Toral*.

* **TIBERIADÉ.]** C'est ainsi qu'au Parlement de Dijon, & dans toutes les Jurisdicions qui en dépendent on appelle la figure ou la description dont on se sert dans les procez pour représenter la situation d'un lieu contentieux. C'est du Traité de Barthole *de Fluminibus* qu'il a intitulé *Tiberiadis*, qu'on a donné le nom de Tiberiade à ces descriptions.

TOMBER, ESCHEOIR, OU VENIR EN TIERCE FOY OU MAIN.] Tours, art. 297. 298. 299. 314. Lodunois, chap. 92. art. 2. 3. 4. 17. chap. 31. art. 6. chap. 32. art. 2. Anjou, art. 255. 256. 267. 279. Le Maine, art. 273. 274. 285. 296. S. Aignan, art. 16. Chabris, art. 16. A sçavoir quand fiefs ou heritages nobles, ou tenus à franc devoir, sont acquis de bourse coutumiere, donnez ou leguez, & par succession continuez en tierce main, dont l'acquéreur fait la premiere. Tours, art. 300. auquel cas tels heritages se partagent noblement en-

tre l'aîné & les puînez ou leurs representans , posé qu'ils soient roturiers. L'heritage noble tombe en tierce foy entre gens roturiers , quand l'acquerueur roturier a fait ou dû faire une foy & hommage , & son heritier en a fait ou dû faire une autre : lequel étant decedé saisi dudit heritage noble , il tombe en tierce foy , & deslors en avant se départ entre les heritiers comme noble. Lodunois , chap. 29. art. 5. Et comme il est aussi expliqué par les Coutumes d'Anjou & du Maine.

Un fief échet en tierce foy , lorsque celui qui l'a acquis en a fait le premier la foy , lorsqu'après luy son heritier la fait en second lieu , & qu'il échet ensuite à un autre heritier qui la doit faire pour la troisième fois. Les fiefs seuls échecent en tierce foy , & les heritages nobles , dont la foy n'est plus dûë , parce qu'elle a été muée en devoir échecent en tierce main.

Lorsque les heritages tenus en franc devoir échecent en tierce main , ou les fiefs en tierce foy , ils se partagent noblement entre roturiers , ce qui est un reste de l'ancien droit , suivant lequel les roturiers étoient réputés nobles , tant qu'ils demeuroient sur leurs fiefs , & acqueroient enfin la noblesse lorsqu'ils y

avoient demeuré long-temps ; ce qui a été remarqué par le Poggio , dans son *Traité de Nobilitate* en ces termes : *Mercatorum, aut quorumvis episcopi filii qui divitiis prestant aut empto pradio rus se conferunt urbe relicta , atque ejus fructum contenti seminobiles evadunt, siisque posteris nobilitatem prabent , aut famulantes principibus , aliquo pradio collato pro nobilibus honorantur. Ita plus illis rura & nemus conferunt , quam urbes , atque otii aut negotii ad consequendam nobilitatem , & ce fut une des raisons pour laquelle selon Bouteiller ils furent taxés pour les francs-fiefs. Voyez cet Auteur dans la Somme , livre 2. tit. premier , p. 654. lig. 27.*

TIERCEMENS ET DOUBLEMENS.] Qui se doivent faire és enchères des ventes qui se feront és forests du Roy , par l'Edit de François I. de l'an 1516. & és baux & fermes des Aydes par l'Edit du Roy Henry II. de l'an 1553. de Charles VI. de l'an 1413.

In causis Fisci certa tempora prastituta sunt adjunctionibus admittendis : Nam post additionem factam adjectio & licitatio admittitur in Fiscali-bus auctionibus , l. Lucius 21. §. ult. D. ad municipal. l. 4. Cod. de fide & jure haste fiscalis l. 1. Cod. de vendendis rebus civitat. Il est aussi fait mention du tiercement en baux à ferme , par la Coutume des trois Bailliages de Lorraine , tit. 12. art. 22. 23. 24. Alia est in re rustica Iteratio, Tertiatio , cum ager aratur , vel olea pramitur.

TIERCE LE CENS.] Chasteau-neuf , art. 13. Chartres , art. 11. Dreux , art. 9. Quand pour vingt sols de cens le sujet doit au Seigneur censuel trente sols pour le profit de cens.

Boisseau TIERCIER.] Poitou , art. 39. C'est un boisseau deux fois aussi large que profond.

* **TIER S Coutumier.]** Normandie , art. 367. &c. Dans cette Coutume le douaire de la femme est du tiers en usufruit des choses im-

meubles dont le mari est saisi lors de ses épousailles, ou qui luy sont échueës depuis son mariage en succession directe. A l'imitation des Normans le douïaire des femmes a été aussi à Paris du tiers des biens immeubles de leurs maris, comme il se void dans le chapitre 4. du livre 1. des Etablissements de France; & enfin ce droit a passé en Ecosse & en Angleterre où il est encore en usage. *Dos appellatur rationabilis cuiuslibet mulieris, tertia pars totius tenementi viri sui, quod habuit tempore desponsationis, ita quod inde fuerit saisitus in domino suo ut de feodo. Si vero maritus dotem nominat plus tertia parte tenementi, dos in tanta quantitate stare non poterit, sed mensurabitur ad tertiam partem, vel minus tertia parte.*

Anciennement ce tiers ne passoit point aux enfans comme le douïaire dans toutes les autres Provinces du Royaume; mais quand on reforma la Coutume de Normandie, on y admit la disposition de presque toutes les autres Coutumes reformées, qui assurent aux enfans la propriété du douïaire, & l'on fit par cette raison l'article 399. qui est conçu en ces termes.

La propriété du tiers de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douïaire de la femme, est acquis aux enfans du jour des épousailles, & ce pour les contrats de mariage qui se passeront par cy-après, & néanmoins la jouissance en demeurera au mary sa vie durant, sans toutefois qu'il le puisse vendre, engager ne hypothéquer, comme en pareil cas les enfans ne pourront vendre, hypothéquer, ou disposer dudit tiers avant la mort du pere, & qu'ils aient tous renoncé à sa succession.

Dans la plus grande partie des Coutumes de France le douïaire coutumier de la premiere femme & des enfans d'un premier lit, est de la moitié des biens immeubles que le mary possédoit le jour de son mariage.

Le douïaire de la seconde femme & des enfans du second lit, si le mary n'a point acquis de nouveaux biens, est du quart de ces mêmes immeubles; & ainsi des autres mariages, en divisant toujours par moitié les biens qui restent francs au mary; en sorte que les douïaires des dernières femmes & des enfans des derniers lits, est moins grand que ceux des mariages precedents.

Il n'en est pas de même en Normandie. Les enfans, quoiqu'ils soient de differens mariages, n'y ont tous ensemble qu'un seul tiers; mais on a laissé à leur option de le prendre eu égard à quel mariage ils voudroient, pourveu que les enfans des derniers lits fussent nez avant le deceds des enfans des autres lits: & ainsi le tiers des enfans dans son origine a toujours été un douïaire, mais tout douïaire ne devient point tiers des enfans; & pour parler encore plus clairement:

en Normandie il n'y a qu'un seul tiers pour les enfans de tous les lits, au lieu que quand il y a plusieurs mariages, chaque femme a son douaire distinct & séparé de celui des autres femmes.

Lorsque le douaire n'étoit qu'à vie, il ne pouvoit y avoir à cet égard aucun embarras, car quand un homme se marioit plusieurs fois, il étoit réglé que chaque femme devoit avoir le tiers des biens dont elle avoit trouvé son mari saisi, ou qui étoient échûs à son mari en ligne directe depuis ses épousailles. Quand le douaire eut été rendu propre aux enfans, il y eut plus de difficulté : mais les Reformateurs qui avoient en vue de faire du bien aux enfans, sans nuire aux femmes, autant qu'il leur étoit possible, & autant que la raison le pouvoit permettre, ordonnerent que le douaire des secondes, tierces & autres femmes ne seroient point *diminuez* par le tiers des enfans du premier lit. L'article 400. qui contient cette décision est en ces termes.

S'il y a enfans de divers lits, tous ensemble n'auront qu'un tiers, demeurant à leur option de le prendre au regard des biens que leur pere possédoit lors des premieres, secondes, ou autres noces, & sans que ledit tiers diminue le douaire de la seconde, tierce, ou autre femme, lesquelles auront plain douaire sur le total bien que le mary avoit lors de ses épousailles, si autrement n'est convenu.

Parce qu'il est dit dans cet article, que le tiers des enfans du premier lit qui auront renoncé à la succession de leur pere, ne diminuera pas le douaire de la seconde, tierce, ou autre femme qui auront plain douaire sur le total bien que le mary avoit lors de ses épousailles : Les Commentateurs de la Coutume de Normandie se sont imaginez que le douaire de la seconde, tierce ou autre femme, au défaut de biens libres du mary, au cas qu'il se fût ruiné avant que de passer en secondes, tierces, ou autres noces, devoit *diminuer* le tiers des enfans & être pris dessus.

Outre les termes de l'article dont ils se servent, ils disent pour leurs raisons :

Que selon l'article 400. les enfans du second, troisième & autre lit ont part à ce tiers, & que par conséquent les secondes, tierces & autres femmes qui ne doivent pas être de pire condition que leurs enfans, y doivent prendre leur douaire quand il n'y a point d'autres biens, ce tiers n'étant donné aux enfans du premier lit qu'à cette condition.

Que le tiers coutumier de Normandie doit être comparé à la *falcidie*, la *legitime*, & la *trebellianique* des Romains, que suivant la Nouvelle 39. chap. 10. & la Nouvelle 108. chap. 2. la *falcidie* & la *trebellianique* pouvoient être chargées de la restitution de la dot, & de la donation à cause de mort, & que par conséquent le tiers des enfans

du premier lit peut être chargé du douaire d'une seconde, tierce ou autre femme.

Qu'enfin il est incontestable, que le pere qui a promis de garder sa succession, ne la peut plus aliener ni hypothéquer; & comme il n'est pas moins incontestable, que cette promesse n'empêche point que le pere ne puisse se remarier & constituer un douaire à sa veuve: il s'ensuit que quoique les enfans du premier lit aient leur tiers assuré, ce même tiers peut être affecté au douaire d'une seconde, tierce ou autre femme, quand il arrive que le pere se remarie après avoir dissipé ses biens. Voyez Banage sur l'article 400.

Mais quoique ces raisons aient paru bonnes jusques à présent, on ne peut s'empêcher de dire icy qu'on n'y doit avoir nul égard, & qu'il n'y a nulle apparence que les Reformateurs de la Coutume de Normandie, en parlant comme les autres, aient voulu signifier le contraire de ce que les autres ont dit, & établir une jurisprudence heteroclite, & qu'on ne peut suivre sans tomber dans de tres grandes absurditez. Voicy les termes des articles 399. & 400. qu'il faut joindre pour les entendre.

399. *La PROPRIÉTÉ du tiers de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douaire de la femme, EST ACQUIS AUX ENFANS DU JOUR DES EPOUSAILLES, & ce pour les Contrats de mariage qui se passeront par cy-après, & néanmoins LA JOUISSANCE EN DEMEURE AU MARI sa vie durant, sans toutesfois qu'il le puisse VENDRE, ENGAGER NE HYPOTHEQUER: comme en pareil cas, les enfans ne pourroient vendre, hypothéquer ou disposer dudit tiers avant la mort du pere, & qu'ils aient tous renoncé à la succession.*

400. *S'il y a enfans de divers lits, TOUS ENSEMBLE N'AURONT QU'UN TIERS, demeurant à leur option, de le prendre au regard des biens que leur pere possédoit lors des premieres, secondes ou autres noces, ET SANS QUE LEDIT TIERS DIMINUÉ LE DOUAIRE DE LA SECONDE, TIERCE OU AUTRE FEMME, LESQUELLES AURONT PLAIN DOUAIRE SUR LE TOTAL BIEN QUE LE MARI AVOIT LORS DE SES EPOUSAILLES, si autrement n'est convenu.*

L'article 399. decide formellement.

1°. Que la propriété du tiers de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douaire de la femme, est acquis aux enfans du jour des épousailles.

2°. Que le pere n'a plus que la simple jouissance de ce tiers, ou qu'il n'en est plus qu'un simple usufructier.

3°. Qu'il n'est point au pouvoir du pere de le vendre, engager, ny hypothéquer.

Comme il n'y a rien dans cet article qui ne soit très clair, il estoit du bon sens d'y faire convenir l'article 400. dont la décision n'est pas si nette; mais les Commentateurs de la Coutume de Normandie ont fait le contraire, & ils ont interprété l'article clair & net par celui qui leur a paru obscur & difficile.

Or pour revenir à l'article 399. puisque la *propriété du tiers* de l'immeuble destiné par la Coutume pour le douaire de la femme, est *acquis du jour des épousailles* aux enfans, lors qu'ils ont renoncé à la succession de leur pere, puisque le pere n'a plus que la *simple jouissance de ce tiers*; & puisqu'il est dit formellement dans l'article, que le pere ne le pourra vendre, engager & hypothéquer; n'est-ce pas assez pour décider qu'il n'est point au pouvoir du pere d'affecter ce tiers au douaire d'une seconde ou tierce femme, qui doit être bien moins favorable, que des orenciers qui auroient prêté leur argent de bonne foy.

Le douaire des femmes étant coutumier en Normandie, il se regle à la quantité près, comme le douaire coutumier dans toutes les autres Coutumes du Royaume. A Paris, & en plusieurs autres lieux, le douaire coutumier est de la moitié des héritages dont le mary est saisi au jour des épousailles, ou qui luy sont échûs depuis le mariage en succession directe. Et en Normandie par l'article 367. le douaire consiste en l'usufruit du tiers des choses immeubles dont le mary est saisi lors de leurs épousailles, & de ce qui luy est depuis échû constant le mariage en ligne directe, &c.

On peut tirer de cet article en le joignant au 399. un argument invincible contre les Commentateurs de la Coutume de Normandie.

Par l'article 367. la femme n'a pour son douaire que le tiers des biens immeubles, dont elle a trouvé son mary saisi au jour des épousailles, ou qui luy sont échûs depuis le mariage en succession directe.

Or dans l'espece dont il s'agit, le pere lors qu'il a passé en secondes ou troisièmes nocés, n'étoit plus saisi du tiers de ses enfans du premier lit, puisque ses enfans qui ont renoncé à sa succession, selon l'art. 399. ont été propriétaires de ce tiers du jour du premier mariage de leur pere.

Et par conséquent il est vrai de dire que ce tiers dont le pere n'étoit qu'un simple usufruitier, n'a pû être obligé par luy au douaire d'une seconde ou tierce femme, contre la disposition expresse de la Coutume.

Quelques-uns disent à cela, que le pere demeure toujours saisi de ce tiers, quoiqu'il cesse d'en être propriétaire: mais il est indubitable que celui qui perd la propriété de sa chose, en vertu de la Loy qui la luy ôte,

cesse d'être saisi de cette propriété, étant évident que tout homme est dessaisi de ce qu'il n'a plus. Il faut prouver cette vérité par un exemple. Dans la Coutume de Paris, article 238. & dans plusieurs autres Coutumes, le douaire coutumier de la première femme est de la moitié des immeubles dont elle a trouvé son mary *saisi* lors des épouailles, & le douaire coutumier de la seconde femme, quand il y a des enfans du premier lit, est du quart seulement de ces biens. Or; pourquoy le douaire de la seconde femme est-il du quart seulement, & non de la moitié de ces biens, comme le premier douaire? C'est qu'au jour du premier mariage le mary étoit *saisi* de tous ses biens immeubles; au lieu qu'au jour du second mariage il ne s'est plus trouvé saisi que de la moitié, les enfans du premier lit étant propriétaires de l'autre. Si donc le pere n'est plus *saisi* à Paris de la moitié des biens qu'il possédoit au jour de son premier mariage, parce que la Loy en assure la propriété aux enfans douairiers. Ne s'ensuit-il pas qu'en Normandie le pere n'est plus aussi *saisi* du tiers de ses enfans du premier lit, puisque la Loy leur donne pareillement la propriété de ce tiers, du jour du premier mariage de leur pere?

On ne peut trop le repeter, tant que le pere vit la propriété du douaire, & en Normandie la propriété du tiers est incertaine; mais lorsque le pere est decédé, & que ses enfans ont renoncé à sa succession: il est vray de dire que la propriété du douaire & du tiers leur a esté assurée du jour du mariage de leur pere. Ce qui est conforme aux principes du Droit Romain dans la Loy 3. §. 3. au Code *Communiana de Legatis*; où Justinien décide, que quand un heritier a obligé une chose leguée sous condition, l'hypothèque est aneantie au moment que la condition est arrivée.

Sin autem, sub conditione vel sub incerta die fuerit relictum legatum; vel fideicommissum universitatis, vel speciale, vel substitutione, vel restitutione, melius quidem faciet, si & in his casibus careat ab omni venditione vel hypotheca, ne se gravioribus oneribus evectiois nomine superponat.

Sin autem avaritia cupidine propter spem conditionis minime implenda, ad venditionem vel hypothecam profuerit, sciat quod conditione impleta ab initio causa in irritum devocetur, & sic intelligenda est quasi nec scripta nec penitus fuerit celebrata, ut nec usucapio nec longi temporis prescriptio contra legatarium, vel fideicommissarium procedat. Quod similiter obtinere censemus in hujusmodi legatis, sive pure, sive sub die certo, sive sub conditione, sive sub incerta die relictis sint. Sed in his omnibus casibus legatario quidem vel fideicommissario omnis licentia pateat rem vendi care, & sibi assignare nulla obstaculo ei à desentatoribus opponendo.

dendo. Quand les Reformateurs ont décidé dans l'art. 400. que le tiers des enfans ne diminuë point le douaire de la seconde, tierce ou autre femme; ils n'ont pas décidé que le tiers des enfans seroit luy-même diminué par le douaire des femmes, & leur intention n'a point été que les secondes ou tierces femmes eussent jamais droit de prendre leurs douaires sur le tiers des enfans, au cas que le pere eût dissipé ses biens avant que de passer en secondes nocés. Ils avoient dit formellement dans l'article 399. que le pere du jour des épousailles n'auroit plus la propriété du tiers, qu'il n'en auroit que la simple jouissance ou le simple usufruit, & ils avoient ajouté à tout cela, qu'il ne pourroit point obliger, ni engager ce tiers. N'étoit-ce pas assez pour exclure à jamais les prétentions des secondes & tierces femmes, puisque personne ne peut engager un bien qu'il n'a plus, & contre la disposition précise de la Loy.

Ces paroles des Reformateurs, *sans que le tiers des enfans diminuë le douaire de la seconde, tierce ou autre femme*, signifient donc (& c'est le sens de l'article 400.) que le tiers des enfans doit être compté pour la supputation du douaire de la seconde & tierce femme, en sorte qu'elles prennent l'une & l'autre, un aussi grand douaire sur le total des biens dont leur mary s'est trouvé saisi lors de leurs épousailles, que si les enfans n'avoient pas prelevé leur tiers. Ce qu'il faut rendre sensible par des exemples.

P. se marie en premieres nocés, & il a de bien 30000. livres. Le douaire de sa femme & le tiers des enfans sont de 10000. livres.

P. passe en secondes nocés avec 20000. livres de bien seulement, parce qu'on suppose dix mille livres distraites des trente mille livres pour le tiers des enfans. De combien sera le douaire de la seconde femme sur les vingt mille livres? Sera-t-il du tiers de 20000. livres seulement, c'est à dire de 6666. livres 13. sols 4. deniers? Et il faut dire, qu'il sera de dix mille livres, faisant la troisième partie de 30000. livres, comme si les enfans du premier lit n'avoient pas prelevé dix mille livres pour leur tiers de ces 30000. livres.

Les Reformateurs en rendant le tiers propre aux enfans, ont tâché de conserver, autant qu'ils ont pû, les avantages des secondes, tierces & autres femmes, mais néanmoins sans contrevenir au bon sens & à la droite raison.

Dans l'ancienne Coutume, comme le douaire des femmes n'étoit pas propre aux enfans, quand un mary conservoit ses biens, sans les augmenter, jamais le douaire d'une seconde ou tierce femme n'étoit diminué par le douaire d'une premiere; parce que le douaire constitué à la premiere femme se trouvant éteint par son deceds,

tout le bien du mary se trouvoit franc, lors qu'il passoit en secondes nœces.

En rendant le tiers propre aux enfans, il étoit difficile de conserver cet avantage aux secondes & tierces femmes, parce que les biens du mary se trouvoient ainsi diminuez ; & cependant on leur conserva cet avantage autant qu'on put, en leur donnant sur les biens que leurs maris possédoient francs & quittes, le douaire aussi fort que si les enfans du premier lit n'avoient pas eu de tiers.

Que l'on suppose encore que P. qui avoit 30000. liv. quand il s'est marié la première fois, ait eu des enfans de son premier mariage ; ces enfans ont pour leur tiers dix mille livres.

Que l'on suppose à présent que P. avant que de passer en secondes nœces ait dissipé dix mille livres des vingt mille livres qui luy restoient. De combien sera le douaire de la seconde femme ? sera-t-il du tiers de dix mille livres seulement ? il faut dire comme cy-dessus, qu'il sera du tiers de vingt mille livres, c'est à dire de 6666. livres 13. sols 4. deniers, parce qu'en joignant le tiers des enfans qui est de 10000. liv. avec les dix mille livres qui restent au pere, ces deux sommes font 20000. liv.

Mais que l'on suppose que P. qui avoit 30000. liv. quand il s'est marié la première fois ait eu des enfans de son premier mariage ; ces enfans, comme on l'a dit, prennent dix mille livres pour leur tiers.

P. avant que de passer en secondes nœces a dissipé les vingt mille livres qui luy restoient : quel douaire aura la seconde femme ? & il faut dire dans ce cas qu'elle n'en aura point, parce que son mary n'avoit plus rien, & n'étoit plus saisi d'aucun bien quand il l'épousa. En un mot, quand il y a des biens suffisamment, on compte le tiers coutumier que les enfans du premier lit prélevent, pour supputer & augmenter le douaire des secondes & tierces femmes ; mais quand le mary n'a point laissé de bien, ayant tout dissipé avant son second ou troisième mariage, on ne compte plus le tiers des enfans du premier lit, parce que les secondes & tierces femmes ne peuvent point prétendre de douaire lorsqu'il n'y a plus de bien.

On ne peut trop peser ces paroles de l'article 400. *sans que ledit tiers diminue le douaire de la seconde tierce ou autre femme, lesquelles auront plein douaire sur le total bien que le mary avoit lors de ses épousailles.* En supposant les enfans douairiers, il est vrai de dire que le mary lors de son second ou troisième mariage n'avoit plus la propriété du tiers de ses enfans, puisque selon l'article 399. la propriété leur en étoit acquise du jour du premier mariage, & par conséquent dans ce total des biens du mary, sur lequel les secondes & tierces

femmes peuvent prétendre leur douaire, le tiers des enfans du premier lit ne peut jamais être compris.

Il faut rendre encore cette vérité plus sensible. C'est une question commune au Palais, de sçavoir si les dettes mobilières qui ont une date certaine, ou les obligations passées pardevant Notaires *diminuent* le douaire coutumier : & l'usage est qu'elles ne le *diminuent* point, en sorte que la femme prend sur les biens de son mary un aussi gros douaire coutumier, quand il a contracté avant son mariage des dettes mobilières, que s'il n'en avoit pas contracté. V. Mr le Brun des Successions, livre 2. chap. 5. section 2. n. 32. p. 324. de la dernière édition.

Suivant cet usage, si un homme a pour tout bien une terre de trente mille livres, & s'il en doit quinze mille par obligations contractées avant son mariage, le douaire coutumier de sa femme sera donc de quinze mille livres, ou de la moitié de la terre, & par conséquent de tout son bien.

Or de ce que les simples dettes hypothécaires antérieures au mariage *ne diminuent point le douaire coutumier de la femme*, dira-t-on que la femme prendra son douaire coutumier sur les biens de son mary, à l'exclusion des créanciers hypothécaires antérieurs à son mariage, lorsque les dettes du mary excèdent la valeur de la moitié de ses biens ?

Et si dans ce cas il y auroit de l'absurdité & de l'injustice que la femme prît son douaire au préjudice des créanciers hypothécaires de son mary, n'y en auroit-il pas aussi dans le cas dont il s'agit, qu'elle le prît au préjudice des enfans du premier lit, quand mêmes on ne les regarderoit que comme créanciers de leur tiers, & non comme propriétaires ?

Quand on dit que les dettes hypothécaires contractées par le mary avant son mariage *ne diminuent point le douaire coutumier de la femme*, cela s'entend donc si les dettes payées & prélevées par les créanciers hypothécaires, il reste assez de bien dans la succession du mary, afin que la femme y puisse prendre son plein douaire ; car il est indubitable que la femme ne peut jamais prendre son douaire coutumier au préjudice des créanciers de son mary antérieurs à elle.

Et quand on dit en Normandie que le tiers des enfans du premier lit *ne diminue point le douaire des secondes & tierces femmes*, cela s'entend pareillement si le tiers des enfans prélevé, il se trouve assez de biens dans la succession du mary, afin que la femme y puisse prendre son plein douaire. De sorte que comme le tiers des enfans *ne diminue point le douaire des secondes & tierces femmes*, le douaire des

secondes & tierces femmes ne *diminuë* point aussi le tiers des enfans du premier lit.

Ce n'est pas assez d'avoir prouvé que la cause des enfans est juste, il faudroit à present faire voir que les raisons dont M. Bafnage se sert pour soutenir le parti des secondes & tierces femmes sont mauvaises ; ce qu'on reserve pour un autre endroit.

DROIT DE TIER S ET DANGER.] Es Ordonnances des Forests du Roy Charles V. de l'an 1576. de Charles VI. de l'an 1413. art. 236. & autres où il faut ainsi lire. Et en l'Edit de Charles IX. de l'an 1566. fait pour la conservation du domaine, art. 10. & en la Charte aux Normands qui est du Roy Louis Hutin de l'an 1314. Ce droit appartient au Roy és bois, forests & buissons de son domaine, ou és bois & forests du fonds de quelque Seigneur domanier : dont est fait mention en deux Arrests de Toussaints 1287. Au pays de Normandie ce droit est le tiers du prix de la vente, & la disme ou danger de deux sols pour livre de tout le prix, à sçavoir treize livres de trente livres. Voyez le Guidon des Financiers, & les annotations : & pour conserver ce droit, les Sergens Dangereux ont été instituez. * V. *Danger*.

DROIT DU TIER S A MERCY.] Qui a été ajugé au Prieur d'Osay par Arrest de Paris du penultième jour d'Aoust 1404.

TIER S-DENIER.] Nivernois, tit. 4. art. 58. 70. tit. 24. art. 10. tit. 6. art. 2. & 23.

Qui est dû au Seigneur bourdelier, & est le tiers denier du prix de la vente de l'heritage bourdelier.

DROIT DE TIER S-DENIER DE VENTE.] Auvergne, chap. 31. art. 75.

De tertiarum illationibus meminit Cassiodorus l. 1. Variarum Epistol. 14. lib. 2. epist. 16. 17. De binorum & ternorum titulis, qui à Provincia- libus exigebantur, idem Cassiodorus, lib. 7. Hac ad verbum Bacquetius ex hoc loco transcripsit libro de Justitia cap. 10. nulla auctoris sui habita ratione. De binorum & ternorum exactione idem Cassiodorus, lib. 3. epist. 8. eodemque lib. 7. formula 21. 22.

TIGE ET TRONC COMMUN.] Bretagne, art. 543. 545. 546. 552.

TIGE ET SOUCHE.] Bretagne, art. 570.

C'est le lignage, *stirpes, stirps*. Qui ab eodem parente orti sunt, dicuntur ejusdem stipitis. Voyez les mots ESTOC, SOUCHE, BRANCHAGE, RAMAGE : In Stemmate cognationis rami sparsi solent esse : Stemmata dicuntur ramusculi, quos etiam faciunt Advocati in jure cum causam partiuntur : Ramum ac lineam successionis à Genealogo in stemmate obinemus, inquit Cornutus in 3. & 5. Satyram Persii. Tant que Tige fait souche, elle ne branche jamais : Tant qu'il y a des enfans d'un

aîné du sang Royal, les puisnez. ne sont appelez à la Couronne.

* *TINEL, TINEIL, ou plassage.*] La Charte de l'an 1209. par laquelle Robert de Courtenay accorde les Coutumes de Lorris aux habitans de Meun, entre les anciennes Coutumes locales publiées par M. de la Thaumassiere, p. 425. 426. *Quiconque au Marché de Meun aura acheté aucune chose, ou aura vendu, & par oubliance son Plassage ou Tineil aura retenu, après huit jours iceluy payera sans aucune cause, s'il peut jurer que sciemment il ne l'ayt retenu.* Le Tineil ou plassage, dans cette Charte, est le droit qui est dû pour la place que l'on occupe dans le Marché. Voyez la Coutume de Chasteau-neuf en Berry, tit. 2. art. 6. La Chronique de Flandres chap. 57. *Et alla au Palais tenir son Tinel, & y fit office Royal.* Voyez M. Menage sur l'origine de ce mot, & le P. Labbe, p. 468.

* *La TIPHAINE, la TIEPHAIGNE ou la TEFFAIGNE.*] Ces mots viennent ce semble de *Theophania*, qui est le jour de Noël, le jour de la naissance de J. C. ἡ τῆς Θεῆς φανέρωσις. Dans nos vieux Auteurs François la *Tiphaine* n'est pas le jour de Noël, mais le jour des Rois ou de l'Epiphanie. Alain Chartier, p. 140. sous l'an 1441. *Ou mois de Janvier après la Tiphaine.* Du Chesne remarque tres-bien sur ce mot à la p. 843. que d'Epiphanie on a fait *Tiphaine*.

* *TIRER & endosser une Lettre ou Billet de Change.*] Voyez sur ces mots.

* *TIXIERS.*] Anjou, art. 173. *Textores*; Sont les ouvriers qui travaillent à faire des draps.

TOISE DE MASSON EST DE SIX PIEDS;] De Charpentier est de cinq pieds & demy: de Mesureur de terres & vignes, est de cinq pieds seulement: & en bois & forests, de cinq pieds & demy selon la Coutume d'Orleans, art. 213. En Bourbonnois, art. 302. Et au pays de la Marche, art. 215. la Toise est de six pieds. Et faut noter que le pied est de douze pouces de long, & chacun pouce est divisé en douze lignes. Tellement que la toise quarrée contient six pieds de long sur six pieds de large. La perche contient trois toises. De ces toises & mesures a été mis en lumiere un traité en François l'an 1580. Voyez aussi le chap. 1. du 5. livre de la Maison Rustique.

* *Humier ne TOMBE sur humier.*] Liege, art. 127. C'est à dire que l'usufruit ne tombe point sur usufruit. Voyez de Mean sur cet article, observation 127. page 252. de l'édition de 1670.

* *TOMBER en tierce foy.*] Voyez cy-devant *Tierce foy*.

* *TONAIGES, Tolaiges & Grasselaiges.*] C'étoient des imposts que quelques particuliers levoient indument sur les *Doriers*, qui par ordre du Roy cueilloient & amassoient l'or de *Paillole* dans quelques

rivieres & montagnes de Languedoc. Le Mandement adressé aux Maîtres des Monnoyes pour empêcher ces vexations est rapporté par Constans, aux Preuves de son Traité de la Cour des Monnoyes, p. 64. & il y est dit que dans ces montagnes & ces rivieres on trouvoit par an cinq ou six cens marcs d'or.

Ovidius lib. 2. Metamorph. vers. 251.

Quodque suo Tagus amne vehit, fluit ignibus aurum.

Juvenalis Satyr. 3. vers. 54.

Tanti tibi non sit opaci

Omnis arena Tagi, quodque in mare voluitur aurum.

Martialis lib. 1. Epigram. 50.

Æstus serenos aureo franges Tago

Obscurus umbris arborum.

Plinius lib. 33. cap. 4. n. 21. *Apud nos (aurum invenitur tribus modis) fluminum ramentis, ut in Tago Hispania, Pado Italia, Hebro Thracia, Pactolo Asiae Gange India, nec ullum absolutius aurum est, ut cursu ipso trituque politum.*

TONLIEU.] Monstreuil, art. 24. 26. Et és Statuts de la Prevôté & Eschevinage de Paris : & en la Coutume d'Arthois au Baillage de S. Omer, art. 2. 3. imprimée en 1553. de la Bassée sous Lille en Flandres. Ou TONNELIEU : à la fin du procès verbal de la Coutume de Peronne. Ou TOULIEU : Normandie, chap. 7. Theroane, art. 7. Bourbonnois, art. 129. De Surene, art. 4. Hainaut, chap. 106. & en la Coutume de S. Omer non imprimée ; en celle d'Arthois imprimée à Arras en 1589. Ou THÔNNEU, Chalons, art. 3. C'est un droit Seigneurial que les vendeurs & acheteurs payent de ce qu'ils vendent & achètent selon les Coutumes des lieux : & se prend sur toute marchandise, soit de bestes chevalines & autres. Et par la dernière Coutume de Boulenois, art. 35. est de quatre deniers du vendeur, & autant de l'acheteur pour chacune beste chevaline, bœuf ou vache, ou d'un denier pour chacune beste blanche, sçavoir une maille pour le vendeur, & autant pour l'acheteur ; & pour le pourceau un denier par le vendeur, & autant par l'acheteur, que chacun d'eux sont tenus payer dans le soleil couchant. *Ille tamen art. 35. non utitur hac voce, sed ea extabat in veteri Consuetudine illius Comitatus art. 12. Itaque species est vectigalis vel TELONEI, qua vox legitur in Constitutio. Friderici de jure Fisci, qua est lib. 5. de Feudis, & in Annal. Caroli Magni, & lib. 3. legis Francica tit. 12. & 54. lib. 4. tit. 24. & 52. Telonei vel Tholonei canon apud Cassiodor. lib. 5. Variar. epist. 39. Publicani & Telonarii in l. 3. Cod. Theod. de indulgentiis debitorum.*

Et in tit. 3. lib. II. Cod. Visigothorum. Τελώνης, ὁ τὰ τέλη ἀνέμεινος, Mis-
chopulus. Portitores etiam dicti sunt Telonarii, qui portum obsidentes om-
nia sciscitarentur, ut ex eo vectigal accipiant. Et Portorium dicitur mer-
ces quæ portitoribus datur: Nonius. Τέλος τὸ καταβαλλόμενον τοῖς τελέ-
ταις, Hesychius: Et satis constat ex aliis auctoribus, nec semper proba-
*tiones probationibus aliis molestè confirmandæ sunt. * Voyez Godet &*
Bellecart sur l'article 3. de la Cout. de Châlons.

Le TONLIEU est un droit qui est dû au Seigneur de Coutume pour le Marché ou Foire, & se paye par les vendeurs ou acheteurs de denrées ou marchandises, pour le lieu & place qu'ils occupent le jour de foire ou marché, pour exposer leur marchandise en vente, & s'appelle Plaçage és anciens Instruments & Chartes: Comme au Privilege François des Bourgeois & habitans de la ville de Mehun sur Eure en Berry: *Et in Latino privilegio quod Robertus de Curtiniaco Dominus Magdunensis, & Mathalis uxor ejus concessit tam Magdunensibus meis anno 1209. die II. Julii, quàm hominibus villa S. Laurentii ad Barangum anno 1234. hoc jus appellatur Tonleium.*

* TOR & Ver.] En Normandie & autres Provinces, le Seigneur est fondé en droit, que seul il fournit un Toreau ou Verrat bannier, dont il tire de l'argent.

* TORAILLE, Torrelage,] *Torrelagium*, du verbe *torreo*. On appelle *Toraille* la maison ou l'édifice où l'on fait seicher les grains; & le *Torrelage* est la redevance ou le droit qui est payé par ceux qui font seicher leurs grains.

* TORAL.] Dans l'ancienne Coutume de Berry, publiée par M. de la Thaumassiere, chap. 12. p. 259. C'est une élévation de terre qui est ordinairement couverte de gazon, que l'on fait entre deux heritages qui appartiennent à deux differents maîtres pour servir de separation. On marche sur ces *Toraulx* ou *Thuraulx*, qui deviennent ainsi de petits chemins élevez; & de là vient que dans l'article cité de l'ancienne Coutume de Berry, ils sont mis au nombre des chemins. *En demande de heritaige entre privées personnes, & aussi en demande sur action hypotheque, & là où aucun Juge suit son sujet que il a fait aucune malefaçon en Toral ou en chemin, &c.* Dans les Privileges accordés aux habitans de la ville de Dun-le-Roy en 1181. il y a un article par lequel il est deffendu de labouter les *Toraulx* ou *Thuraulx*. *Si quis accusatus fuerit Pastoral vel Toralium, vel viam vel plateam vel metam arasse vel fodisse, vel aliquam arborem in pastoral seu in via seu in platea incidisse, per suum vel alterius sacramentum inde liber & quietus remanebit.* Toral vient de *Tarus*, *Toro*, *Toronus*, *Turonus*, qui significat *une colline*.

* **TORCHE.**] Chaulny, nouvelle Coutume, art. 122. Voyez *Pelle*.

* **TORCHIS.**] Montargis, tit. 10. des Servitudes réelles.

* **TOREILLES.**] Calais, art. 3. Voyez *Toraille*.

TORNADOT.] Bearn, tit. 4. art. 9. tit. 40. art. 18. tit. 58. art. 19. Retour de dot.

* **TORNIUS, TORNERIA.**] Bearn, rubr. des Contrâtes, art. 4. C'est le droit de retour & de reversion à cause de la proximité ; ce droit a lieu pour les biens avitins, c'est à dire pour les biens qui ont été possédez par trois personnes successivement ; sçavoir par l'ayeul, le pere & le fils, en ligne directe. Ces biens & ceux qui sont plus anciens ne peuvent point être alienez, & sont reversibles par la Coutume & l'usage autorisé par les Arrêts, aux plus proches parents. On peut pourtant en disposer de quelque partie, mais pour la totalité & le principal manoir, on ne peut point les aliener, si ce n'est pour grande nécessité prouvée en Justice, & en vertu d'un Jugement rendu après en avoir été communiqué aux plus proches parents & au Procureur general. Voyez *Pauvreté jurée*.

* **TOT quot.**] C'est le droit que les Princes exigeoient des affranchis, & qui consistoit en une somme pareille à celle que les affranchis avoient donnée à leurs Seigneurs pour obtenir la franchise. Voyez *M. Collet* sur les Statuts de Bugey, liv. 3. sect. 1. pag. 66. col. 2.

* **TOTAGE.**] *Totagium*, Total. Auvergne. chap. 21. art. 8.

* **TOUC.**] Bretagne, art. 726. qui est le 22. de l'Usance de Nantes. Voyez *Touls*.

* **TOUCHE.**] Blois, art. 78. [**TOUSCHAIGE.**] Anjou, art. 117. C'est un bois qui est pour l'embellissement d'un lieu.

* **TOUDRE.**] *Tollere*, ôter, voler, embler. Beaumanoir, chap. 32. de ses Cout. de Beauvoisis, p. 170. ligne 17. *Se il avenoit que un lierres eût emblé aucune chose, & cil qui la chose seroit la toussit au larron sans justiche, & li lierres requerroit à être refesés, avant toute il le refesiroit.* Voyez au chap. 34.

* **TOULS, canaux.**] Anjou, art. 450. Voyez *Touc* & du Pineau sur l'article cité de la Coutume d'Anjou.

* **TOURBLE.**] *Turba*. Assemblée, troupe. Voyez Bouteiller dans sa Somme, liv. 2. chap. 19. p. 196.

* **TOURIER.**] *Unde Toragium*. C'est le Geolier garde des prisons par tout le Pays-bas &c. Statuts de Liege chapitre 12. & 18. *Arrest inter judicata Curia. » Cum plures Burgenfes dilecti & fideles nomine » Remensis Archiepiscopi missi fuissent L. ut tenerent ibi pri- » sonem pro defectu solutionis expensarum factarum in coronatione » domini, Toragius L. nisus fuit hoc Toragium ab eisdem, licet in*

in prifone claufa non fuerint, fed prifonem in villateneant; dictum fuit „ per arrestum quod hujusmodi prifonnarii folvere toragium non tenentur: „ veruntamen fi aliquis magnus homo accusatus de crimine vel aliquo... „ facto haberet gratiam.... per civitatem, vel aliàs poffet ire per villam „ & non teneretur in prifone fermata, nihilominus toragium folvere tene- „ retur. (M. GALLAND.) Voyez Tourrier.

* *TOURNE-penbs.*] Acs, tit. 16. art. 10. C'est la valeur du meuble scellé ou fur lequel on a procédé par aveu.

LA TOURNELLE] Est la Chambre criminelle des Parlemens, en laquelle les Juges des autres Chambres jugent *en leur tour*, afin que l'accoutumance de condamner & de faire mourir les hommes, n'altère la douceur naturelle des Juges, & ne les rende cruels & inhumains: *quod feftiviter magis quàm verè dictum est à Bodino lib. 4. Reipub. cap. 6. Sic in Italia judiciales rota, Romana, Florentina, Lucensis, Senensis: & olim Centumvitalia judicia in plura confilia distributa erant, cognitioque caufarum Centumvitalium in orbem per ea confilia circumducebatur. Sigonius, libro 1. de Judiciis cap. 28. qui mihi hoc faculo inter probatos & eruditos auctores. Hujus autem etatis auctores & libri feligendi sunt in tanta fcribentium multitudine & in tanta temporis egestate, ut Seneca etiam fuo avo monuit Lucilium. Plerique enim in fuis fcriptis aniliter defpiciunt atque delirant: Alii parum prudentes, nedum bis pueri, fed femper. Alii de fuo nihil proferunt, & verfuram faciunt: Alii nihil nifi jam vulgare & pertritum, vel lippis notum: Alii cum aliis in eodem luto hafitant, nec fe expediunt. Denique extat librorum moles & infania in omni arte, non fœcunditas, videlicet ut immortales anima in Bibliothecis loquantur. Seligas igitur illos quorum eruditio elucet, quibusque quafi cothurnus & gravitas artis.*

* *TOURNER à l'hommage du Seigneur.*] Anjou, article 102. Cette maniere de parler n'étoit pas feulement autrefois en ufage en France & en Angleterre, comme on l'a fait voir fur le mot *Attournance*, mais encore en Espagne. Las fiette partidas. part. 4. tit. 26. Ley 1. *Fendo es bien fecho que da el feñor à algund ome por que se torne su vaffallo, & el faze omenaje de, ferle leal.* Voyez *Attournance*.

TOURNES.] Montargis, chap. 1. art. 51. 61. chap. 2. art. 24. 30. 48. chap. 16. art. 9. Orleans, chap. 1. art. 61. 83. III. 130. 284. 298. Blois, art. 120. Dunois, art. 38.

C'est la Soulte ou retour de deniers, ou bourse déliée: quand il est traité de l'échange, ou de partage de biens.

* *TOURNOIS.*] La monnoye de Tours a toujours valu un cinquième moins que celle de Paris; de sorte que cinq livres tournois n'en faisoient que quatre parisis. Du Molin fur l'art. 54. de l'ancien-

ne Coutume de Paris, qui est le 77. de la nouvelle, n. 20. remarque que quand les Coutumes ne font point mention des sols ou des livres parisis, il faut toujours entendre les sols ou les livres tournois, parce qu'ils valent moins, quand bien même ces Coutumes parleroient ailleurs des parisis. Voyez *Parisis*, & Brodeau sur l'article 76. de la Coutume de Paris n. 35.

TOURNOY & JOUSTES.] *Torneamentum in quo milites ex condito conveniunt ut congregiantur, quod decretis Pontificum prohibetur.* De ce il y a plusieurs exemples és Histoires. *Neubrigensis. lib. 5. cap. 4.*

TOURRIER ou GEOLLIER.] Au Stile du pays de Liege, chap. 12. art. 10. & au chap. 18. * Voyez *Tourrier*.

TOUS-US.] Mets, tit. 4. art. 30.

TRAICT D'ARC.] Bourbonnois, art. 524. *Cum certum spatium definitur, eadem ratione qua VOL DE CHAPON, Jet de pierre, Portée d'arquebuzé: quantum jageri spatium. Lucianus in Philopatri. Hostiles turma imminebant jactu tantum lapidis medio. Hieronymus in vita Hilarionis. Intra lapidis jactum. Apuleius primo Floridorum. λήθου Γολή in Evangelio Luca cap. 22. τὸξου Γολή, Leonis Novell. 71. ubi statuit de intervallo novi in agris edificii: cujus Novellæ sententia etiam profertur ab Harmenopulo lib. 2. tit. 4. Iter Sabbati Actorum capite primo. Jactu sagitta separari, Sidonius, lib 5. epist. 17.*

TRAICTE FORAINE.] Qui est l'imposition foraine, & Ayde que le Roy leve sur toutes especes de marchandises & danrées qui entrent au Royaume, ou qui en sortent, comme il est contenu par les Ordonnances.

DROIT DE TRAICTE.] Au tit. II. de l'ancienne Coutume de Mehun en Berri, signifie les deux deniers tournois que le Roy prend sur chacun charroi de marchandise qui se transporte hors la terre de Mehun. *Sic Gebanitarum regi pendebatur vectigal myrrha & thuris quod evehebatur: Plinius, lib. 12. cap. 14. 15. Hac tributa vel telonea appellantur etiam tractura vel transiture lib. 4. legis Francica cap. 37. quod in capitulis est ordine 59. Olim Tractoria erant Σωθήματα, Κωμῆναι, & evectiones cursus publici. Vectigal autem quod Fisco vel Reipub. prestatur pro mercibus qua importantur vel exportantur, Εἰσαγωγίον, & Εἰσαγωγίον appellatur: Transitorium tributum in legibus Longobardorum lib. 1. Erant omnibus ostiis Nili custodia, exigendi portorii causa disposita. Hirtius de bello Alexandrino: Porro custodiuntur littora & portus a curiosis littorum, ne merces illicita ad hostes transferantur.*

TRAIN DE JUSTICE.] Au commencement de la Coutume de Namur. Nous disons **TRAIN** de pratique, pour le Stile & l'usage de Cour.

* **T R A I N A G E.**] Voyez *Vienfrage*.

* **T R A I N É S**, *coarces & merriens*.] Blois, art. 233. Voyez *Merrien*.

D R O I T D E T R A V E R S.] Appartient au Seigneur Châtelain: Senlis, art. 93. & est droit Seigneurial de haute-Justice. Senlis, art. 105. & se prend sur les marchandises passants par les chemins. Clermont, art. 229. Vallois, art. dernier: & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 78. 80. & en la dernière, art. 192. & à la fin du Procès verbal de la Coutume de Peronne. Anjou, art. 43. 49. Le Maine, art. 50. 57. Grand Perche, art. 7. 39. S. Paul sous Arthois, art. 69. selon l'impression de l'an 1553. Autre est l'ordre de celle de l'an 1589. Et es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 196. Le Seigneur Châtelain prend sur les denrées & marchandises que l'on conduit & traverse de Province en autre, & qui passent par les détroits & passages de sa Seigneurie, à la charge d'entretenir les ponts, planches, chaussées, levées & grands chemins en bonne & suffisante réparation au détroit & étendue de son peage. Aussi à la fin du Procès verbal de la Coutume du Grand Perche, & en l'art. 282. & 355. de l'Edit de l'an 1579. les droits de Peage & de T R A V E R S sont conjoints. S E R G E N T S T R A V E R S I E R S, qui ont charge es forêts, en l'Edit du Roy Henry III. de l'an 1583.

T R A Y A N S.] Hainault, ch. 67. n. 16. Sont des creanciers faillans.

* **T R E G E**-*Marla*.] Bearn, des Bocages, art. 14. C'est tirer de la Marle.

* **T R E M O I S**, *Tremes, tramois, & tramez*.] Sont les petits bleds appelez *mars* ou *marfés*, en plusieurs Coutumes. Ils sont nommez *trémois*, parce qu'ils ne sont que trois mois en terre.

* **T R E S F O N C E R.**] Ce mot étoit autrefois en usage dans le pays Messin, & il signifioit changer les gagieres, les mort-gages & les engagemens en acquisitions, pures & simples. Ce qui se pratiquoit quand celui qui ne tenoit la chose qu'en gagiere, vouloit en devenir propriétaire.

T R E S F O N D.] Tours, art. 1. *est ipsum pradium, quod est enjusque proprium*: Unde S E I G N E U R T R E S F O N C I E R du disme, de la rente, du cens, de la Justice, de l'heritage dont un autre est usufruitier, au Stile des Cours seculieres de Liege, chap. 5. art. 8. chap. 13. art. 20. & souvent ailleurs. Le Tresfond est opposé au viage en la Coutume de Bapaumes sous Arthois: la propriété à l'usufruit.

* *Peages & T R E S P A S.*] Voyez *Peages*, & Constant sur l'art. 99. de la Coutume du Poitou, p. 112. à la fin.

* *TRESSAUTL.*] Bretagne, art. 258. 551.

Par l'article 553. de l'anc. Coutume de Bretagne l'ainé pouvait faire assiette à ses puisnez, commencer où il vouloit selon le rapport, & asseoir de PROCHAIN en PROCHAIN, Asseoir de prochain en prochain c'étoit donner aux puisnez pour leur part des terres contiguës. La nouvelle Coutume a favorisé les aînez dans l'art. 551. en leur permettant de faire un *treffault*; c'est à dire de sauter & enjamber une fois sur ce qui est le plus proche. Voyez M. Hevin sur Frain, p. 557.

LE DROIT DE TREU ACCOUTUMÉ.] Comté de Bourgogne, art. 107. Quand la beste a été prise & abbatuë en autre Seigneurie qu'en celle du Veneur ou Chasseur. Ce droit appartient au Seigneur haut-Justicier du lieu où elle aura été abbatuë, & luy doit être porté & baillé s'il est au lieu, ou à ses Officiers, Au livre de la Somme rurale, & en nos Histoires & Chroniques Françoises, comme en celle de Flandres, chap. 17. ce mot signifie le droit de Peage, & l'impost que le Seigneur prend sur les marchandises qui passent de pais en autre, ou sur le sel, & tels autres dévoirs qui s'appellent aussi TRUAGE au chap. 95. de ladite Chronique de Flandres, Froissart, l. 2. ch. 159. TREU. Le même Auteur au liv. 4. ch. 23. Qui fit Normand, il fit Truand. PEAGES ET TRUAGES, és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 207. 245. *Hac vox autem originem habet à tributis publicis vel Fiscis, quæ more solito tribuuntur, præbentur, præstantur. Varia autem Tributorum & vectigalium genera: Tributum soli, Tributum capitis; Tributi collatio ex censu: Æthiopes in Tributi vicem Regibus Persidis pensitarunt aurum, ebur, ebum: Arabes autem thus annuum, ut ex Herodoto refert Plinius summus & præcellentissimus auctor, lib. 12. cap. 4. & 17. Balsami tributum quod Judea Romanis pendebat, eodem lib. cap. 25. Cocum pensionem alteram tribui pauperibus Hispania donat, idem Plinius lib. 16. cap. 8. In Ponto gens Sannorum ceram in tributa Romanis præstat, idem lib. 21. cap. 13. Populus Romanus victis gentibus in tributo semper imperitavit argentum, non aurum, idem Plinius lib. 33. cap. 3. Bosporus Imperatori Constantinopolitano per singulos annos boves pro pecuniis inferebat, ut sub Justiniano magno auctores referunt. Phrisii regibus Francorum singulis annis pendebant tributum ducentorum sexaginta boum. Trithemius refert.*

Bouteiller dans la Somme, tit. 40. dans son Traité du Franc-aleu, page liv. 2. pag. 865. Item est à sçavoir qu'en 89. de la dernière édition, Pasquier dans ses Recherches, liv. 8. chap. 41. Constant sur la Cour. du Poitou, p. 110. art. 99. & Cang. in Gloss. v. *Trutanizans.*

* *TREVE* de Dieu.] M. de Marca dans son Histoire, & ad Cen.

2. *Concil. Clavomont. Hugo Flaviniac.* Brodeau, & autres. Voyez aussi Rigord sous l'an 1383. pag. 12. tom. 5. *Hist. Franc. & Commun de Paix.*

TREVES & ASSUREMENT.] Anjou, art. 42. 78. 82. 152. Le Maine, art. 49. 89. 93. 94. 167. Normandie, chap. 72. 76.

TREVES ET SAUVEGARDES ENFRAINTES.] Anjou, art. 386. Le Maine, art. 396. dont le moien Justicier ne connoît: le Perche, chap. 3. TREVES BRISÉES, qui est infraction de sauvegarde, Namur, art. 5.

Il y a différence entre Treves, assurément, sauvegarde, & sauf-conduit. Les Treves ont eu lieu entre les nobles par Ordonnance du Roy ou de sa Cour de Parlement, pour faire cesser pour un tems la guerre que l'un faisoit à l'autre, au lieu de le poursuivre en Justice, au tems que le droit de guerre a eu lieu entre les Sujets d'un même Prince. Il est souvent fait mention de ces Treves és anciens Arrests de la Cour de Parlement à Paris, & és Croniques & histoires. *Treuga. Sunt inducia, belli feria, pax castrensis paucorum dierum, ut M. Varro definiebat lepidè & festive: Cum feriaturo bello apta manus & otia ducit. Aufonius. Hanc pugna cessationem pactitiam Græci dixerunt. Exarchus, quod eo tempore manus cohibeatur: Gellius, lib. 1. cap. 25. inducia sunt pax in paucos dies, vel quod in diem dentur, vel quod in dies otium prabeant. Donatus in Eunuchum actu 1. Inducia dicuntur etiam Ἀροχαι, ἀροχίαι, ἀροχαι.* Celuy qui se laisse tomber entre la paix & la treve, jamais ne se releve.

* TREUF, *treuve.*] *Trova, inventio*, découverte; en Dauphiné. C'est l'espave. Voyez M. Salvaing dans son Traité des Droits Seigneuxiaux, liv. 1. chap. 61. pag. 334. 335.

* TROAILLE.] Dans l'ancienne Coutume d'Orleans, c'est une espave. Voyez le mot précédent.

* TROENE de *Vassiaux dels.*] Voyez *adepts & Vassiaux.*

TREIZIÈME DE VIN.] Berry, tit. 2. art. 22. Comme en en aucuns lieux est dû le huitième, le onzième, & autres portions du prix du vin vendu en détail. Aussi en Normandie & ailleurs, est dû au Roy ou au Seigneur feudal ou censuel par le vendeur le Treizième denier, en autres lieux le quint requint, & est dû relief outre le treizième. Normandie, art. 171. 172. 173. 174. Ailleurs, le droit de Treizième est de treize gerbes l'une en moissons.

* TROLHS.] Bearn, des bocages, art. 13. c'est un Pressoir.

LE TRONC DE PERE, MERE, OU AUTRES PARENTS.] Sens, art. 83. Duché de Bourgogne, art. 76. & en l'ancienne Coutume d'Auxerre, art. 63. 73. 82. TRONC & LINE en la dernière Coutume d'Auxerre, art. 240. Tronc & estocage: Tronc & souche. Lorraine, tit. 9. art. 51.

CHÊS ou TRONC.] Sedan, art. 84. **LA LINE DU TRONC.**] Duché de Bourgogne, art. 68. **L'ESTRE, TRONC & LINE : LA LINE DU TRONC & ESTRE.**] Nivernois, tit. 34. art. 91.

LE TRONC, c'est la souche, le tige & l'estoc. **La Line**, c'est la branche, ou linage : *Stirps vel linea : eadem ratione que le fourchage, branchage, ramage, propter scdam arborum cognationis : Sic etiam plerumque rem indicamus significantiore vocabulo quàm proprio.* Linagier descendant du Tronc : Bayonne, tit. 5. art. 1. tit. 12. art. 24. 31. 32. *Genealogia à trunco tuo inchoata, inquit Ivo Episcopus Carnotensis, Ep. 263.*

TROUBLE.] Berry, tit. 2. art. 32. tit. 5. art. 23. *Cum quis turbatus est in possessione rei suæ.*

* **TROUBLEAUX.**] Orleans, art. 169. sont des instrumens qui servent à la pesche.

DROIT DE TROUSSE,] qui est un devoir annuel d'oysons en la Justice de Croffes près Bourges.

Par la Coutume de Troy en Berry, art. 4. ce droit est de trois agneaux un, que le Seigneur est en droit de prendre sur chacun de ses habitans ayant bêtes à laine, au jour & Feste de S. Barnabé. *Item aussi par ladite Coutume, & Droit prescrit, ladite Seigneurie a droit de prendre chacun au le jour & Feste de S. Barnabé, sur chascun desdits habitans de Troy ayant bêtes à laine, un agneau, pourvu qu'ils aient trois agneaux, lequel droit s'appelle Trouffe. Voyez Estrouffe & Herbage vif.*

TROUSSEAU, ou SERPAUT.] Sens, art. 268. Troyes, art. 143. Melun, art. 277. Auxerre, art. 253. Châlons, art. 104. Ou **TROUSSEL :** Comté de Bourgogne, art. 87. Bretagne, art. 463. 569. & de l'ancienne, art. 443.

Ce sont les lits, draps, coffres, robbes, vaisselle, bétail, & autres menus meubles & ménage, que les pere, mere, ou autres donnent en contrat de mariage à leurs fils, filles, ou autres leurs parens : Les anciens contrats de mariage passez en Berry disent **SURPOIL.**

* **TROYA saubage.**] Bearn, rub. de Cassas, art. 3. C'est une Lée ou Truye sauvage : *Scribit Messala, lib. de Orig. August. S u e s vulgari sermone latino appellari TROIAS, & inde vexillo Trojanorum insculptam fuisse suæ. Vid. Cujac. ad leg. Unum ex familia D. de legatis 2. lib. 19. Q. Papiniani. De Troja, nous avons fait Truye.*

* **Patissages & TRUAGES.**] Alain Chartier dans le Lay de paix, sont des tailles ou grains & viandes pour le *pastis*, le *past* ou la nourriture des Soldats. Jean Juvenal des Ursins dans son Epître à Charles VII. *Appatissoient les villages, tellement que ung pauvre villaige étoit appatis à huit ou dix places, & si on ne payoit, on alloit mettre le feu és villages ; & dans son Epître aux Etats de Blois : Es quelles choses le pauvre peuple de tous Etats cuidant mettre remede, délibera*

de soy appatichier à la garnison plus prochaine ; mais tantost toutes les garnisons commencerent à courrir les villages , voulans avoir Patis.] Voyez *Past & Truant.*

CENS TRUANTS.] Soesmes , art. 3. Qui ne font que doubler, & ne portent lods & ventes en cas d'ouverture. Quant à la mutation du nouveau acquereur, n'est dû au Seigneur censuel que le Treu & cens annuel & accoustumé sans autre profit : Auquel cas le cens est réputé mort ; comme il s'appelle en la Coutume d'Auvergne , chap. 31. art. 71. Comme nous disons, *Mortgage, Rente-morte, Mortherbage, Voirre mort.* * Voyez droit de *Treu*, & Galland dans son *Traité du Franc-aleu*, pag. 89. & Cang. in *Gloss. V. Trusavizare.*

TRUCHEMENT.] Druguement en l'histoire de Villehardouin, livre 4. *Interpres, epunt, expartup.*

* **TRUIR.**] Beaumanoir, pag. 18. lig. 52. C'est trouver.

* **TRYE.**] Bretagne, art. 389. Châteauneuf, art. 142. à la différence de la fuye & du colombier. La Trye n'est autre chose que ce qu'on appelle *voliere* ou *voles*. Voyez d'Argentré sur l'article 368. de la Coutume de Bretagne.

TURCIES DIGUES & LEVE'S] que l'on entretient au long de la mer, ou des rivières, aux dépens des deniers d'octroy, ou d'autres à ce affectez : *Sunt aggeres, moles, chomasa, strata.*

* **TUREAU**, *Turcelée.*] Voy. *Toral.*

TUTION, *curation.*] Mante, art. 184. *Tutela, cura*, tutelle, curatelle. Voyez ce qu'on a observé sur Loy outrée.

* **TYMBRES.**] *Tympana, Timbria.* Touraine, art. 60. sont les casques posez sur les écussons des armoiries.

V

VACATIONS DE JUSTICE.] *Indicta foro feria, Justitium.* *Terulliano de Resurrectione carnis, & de jejunio.* *Livio, Apuleio lib. 4. Asini, & aliis : quando jus stat, Charisius lib. 1. Quod Fulgentio Placiadi est lucus publicus : cum Jurisdictio intermittitur, cum res proferruntur, Plantus in Captivis, Seneca de brevitate vite cap. 7. Cum alcedonia sunt circa forum, ait Plantus in Prologo Casina. Dies Alcyonix dicuntur quibus fora conticescunt. Pierius & alii. Ad vindemiam feria judiciariam curam relaxaverant : Minutius Felix in Octavio, quem Lactantius lib. 5. cap. 1. ait fuisse non ignobilis loci inter caesidicas : ubi & de Tertulliani & Cypriani scriptis judicium. Triginta diebus ad vindemiam Jocundari. Paulus Varnefridus, lib. 3. cap. 12. Feria indulgebantur messium, vindemiarumque causa, Suetonius in Julio cap. 40. Statius*

lib. 4. Occupati enim circa rem rusticam, in forum non sunt compellendi, l. 3. & 4. Dig. de feriis, l. 2. 5. 7. Cod. eodem. cap. ult. de Judiciis. cap. ult. de feriis. Hoc tempus est quo indulgente vindemia solutus animus inquietem solemnes ac statutas anni fatigantis inducias sortiatur. Cyprianus prima Epistola ad Donatum. At justidium est ἀπογομένη ἡμέρα glossis: dies fastus, dies agendi, cum forum agitur, dies sessionum cum magistratus sedet pro tribunali.

* *VAIER.*] Voyez Vayer.

VAIN PASTURAGE.] Troyes, art. 170. Châlons, art. 104. 266.

Qui est en terres & prez dépoüillez, & après la faux, en chaumes, ou charmes, en friches, en labourages hors les dépoüilles, en terres non ensemencées, en terres vacantes non labourées, ou qui sont en savart, en friche, bruières, hayes, & buissons, en bois non defensible, en chemins: Et généralement és heritages non clos ne fermez, esquels n'y a aucune semence ou fruits. Aussi il y a des heritages qui sont en commun usage, & qui servent de pascage & pasture aux communs. *Ut olim à divisioribus agrorum ager compascuus relictus est ad pascendum communiter vicinis: Saltus communis. Saltus est ubi sylva & pastiones sunt, ut ex Gallo Ælio refert Festus, apud quem frequens est auctoritas & testimonium veterum auctorum. De suo autem vix quicquam profert preter exempla, qua significationibus verborum adponit, vel tunc cum notat Verrium.*

VAINE PASTURE, VAIN PASTURER.] Nivernois, tit. 3. art. 1. 5. & suivans, tit. 17. art. 8. Auxerre, art. 260. 261. 263. Sedan, art. 302. 303. Chaumont, art. 109. Troyes, art. 169. 178. Sens, art. 145. 146. Melun, art. 302. & suivans. Vitri, art. 122. Bar, art. 206. 207. 208. Lorraine, tit. 15. art. 1. & 3. & 27. 30. 31.

USAGIER DE VAIN PASTURAGE] De clocher à autre. Comté de Bourgogne, art. 103.

A la difference de la vive pasture és bois de haute forest, qui est dès la S. Michel jusqu'à la S. André inclus. Duché de Bourgogne, art. 123. *Viva pastio intelligitur eo tempore quo glans in sylvis legi potest.* C'est le temps de grainer & glandée.

TERRE VAINNE ET PLACE VUIDE.] Sedan, art. 289. En laquelle il n'y a bastiment ni jardin, & qui n'est exploitée.

TERRES VAINNES.] Orleans, art. 142. Montargis chap. 4. art. 2. esquelles il n'y a aucune semence ou fruits.

USAGIERS VAINS PASTURERS.] Qui ont vain pasturage; Duché de Bourgogne, art. 123. 124. * *V. Vaine pasture.*

VAISSEAUX A VIN.] De quelle matiere & mesure ils doivent être, est expliqué par la Coutume de Touraine, art. 63. de Loudunois,

dunois, chap. 5. art. 5. de Bourdelois, tit. 14. Voyez le mot JAULGEUR.

* *VAISSEAUX*.] Voyez *Vassiaux*.

VALLET DE JUSTICE.] Cambray, tit. 25. art. 1. & 2.

Qui est le Sergent ordinaire. *Valet* de Constantinople en l'Histoire de Villehardouin, liv. 2. 3. 4. qui est Prince. *Valet* de garderobe, *Vestiarus* : Maître, *Protovestiarus*. *Varlets* du Roy des Ribaux, és anciens Arrests de Paris : qui ne portoient verges, & sur lesquels les Maîtres des Requestes de l'Hôtel avoient Jurisdiction. *Varlets* de chambre. *Varlet* trenchant, és Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. art. 196. & ailleurs.

Anciennement tout jeune homme étoit appelé *Valet*, témoin Villehardouin que Ragueau cite, lequel parle ainsi du Prince de Constantinople dans le chap. 36. de son Histoire. *Ensi furent envoyés li message en Allemagne al VALET del Constantinople & al Roy Phelippe d'Allemagne &c.*

Quelques-uns, comme du Chefne dans son Histoire du Plessis de Richelieu p. 8. sont d'avis que le mot *Valet* est arabe, parce que dans l'Histoire des Sarasins composée en Arabe & traduite en latin par Erpernius, on trouve souvent *Valetton* pour signifier celui qui a été engendré.

M. Pithou sur la Coutume de Troye, art. 21. pag. 96. & Monsieur du Cange dans son Glossaire sur le mot *Valeti*, & sur le chap. 39. de Villehardouin, prétendent que *Vallet* est un diminutif de *Vassal*, & que les jeunes personnes de qualité ont été ainsi nommées *quasi Vasselets*. A quoy M. du Cange ajoute, que dans les manuscrits on trouve souvent *Vaslet* pour *Vallet*.

Mais les Anglois pour *Vallet* disent *Varlet*, & il est certain qu'autrefois en France on écrivoit fort souvent *Varlet*, ainsi que Ragueau l'a marqué, & qu'il paroît par les vers suivans du Roman de la Rose ms.

Ainsi com je me pourpensoye
Souktre la haye passevoye

* *VALLETONS*.] Voyez Ragueau cy-dessus sur le mot *Bastard* à la fin.

II. Partie.

Je vis tout droit vers moy venant
Un VARLET bel & advenant,
En cui not riens pour le blasmer
Bel accueil se faisoit clamer.
Fils fut Courtoisie la sage &c.

De sorte que Skinner in *Etymolog.* fait peut-être venir avec plus de raison *Valet* & *Varlet*, de *Ver* Anglois Saxon, qui signifioit *homme*, & il y a bien de l'apparence que de *Ver* on a fait *Verlet* pour dire un petit homme, un jeune enfant, car anciennement par *Vallet*, *Varlet*, *Valletton* & *Varleton*, on entendoit un jeune homme qui n'avoit point encore de barbe, comme il se void dans ces deux vers rapportez par du Chefne, au lieu marqué cy-dessus.

Ni est mie Chevalier encore est *Valetton*
N'avoit encore en vis ne barbe ne guex-
non.

Dans la suite ce nom a été donné aux serviteurs, & a eu parmi nous la même signification que *puer* chez les Romains. Voyez M. du Cange dans son Glossaire sur Villehardouin, & le mot *Baron*.

Loyseau dans son traité des Ordres, chap. 5. des simples Gentilshommes, dit que les *Vallets* ont été ainsi appelés *quasi Va-lex*, parce qu'ils sont toujours aux côtes de leurs maîtres, mais cette origine est ridicule.

* *VALLEZ* emporte la pucelle, la veuve emporte le *VALLEZ*.] Voyez le Mauvais emporte le bon en la lettre M.

VALVASSEUR.] La Marche, art. 315. *alias* 313. ou plutôt *VAVASSEUR*.

C'est un mot diminutif de Vassal, ou Vasseur, *Clientulus*, Arriere-Vassal : *nec ita dictus quasi obligatus sit ad stare ad valvas domini, vel dignus sit eas intrare : Est hoc nimis audax commentum. Imperiti id quod oculis occurrit, solum notant : Quidam etiam objecto lumine caligant. Sed has tenebras discute.* (* Voyez le chap. 39. & 40. des Establissemens, & *Cang. in verb. Vavassor.*)

VARECH.] Normandie, chap. 10. 17. & en la Charte aux Normands. C'est tout ce que l'eauë aura jetté ou mis à terre, à la difference des choses peries qui auroient été pëschées à flot & tirées du fond de la mer. *Sunt merces vel res alia qua naufragium passa sunt vi tempestatis, vel jactu, vel casu : Et sur lesquelles le Roy, l'Amiral, les Seigneurs prennent droit de bris, jus naufragii.* Cette diction *VARECH* ou *VARESQUE*, est corrompue en l'Arrest qui a été imprimé au Tome 3. des Ordonnances de France, tit. 2. *Sic enim edoctus repono.*

* *VARIA*.] Bearn. rubr. de judgement, art. 18. c'est à dire, changée.

* *VARLET*.] Voyez *Valler*.

* *VAROUBLE*.] C'est ce semble au fieur & *pro rata*. Le chapitre 199. des Assises, *se Chevalier ou Dame qui a fié dou dette, & il la connoist en court, ou se il la voie, & l'on le prove en court si com l'on doit, & son fief est vendu pour la dette payée en aucunes des manieres dites el chapitre, le quel parle de la vente des fief, & la vente dou fié ne peut parfaire ladite dette, & que ceux à qui il doit soient payez par varouble à chacun son avenant, &c.*

* *Haire de marais salant garnie de VASOIS*.] Poitou, art. 199.

VASSAL ET TENANT FEUDAL.] En l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 22. 23.

Est feudatarius, Beneficiarius, Vassus, Vassallus, qui & fidelis appellatur à Reginone in Chronicis, ab Aimoino, & aliis auctoribus, & in libris Feudorum, quia fidem adstringit domino certi obsequii nomine idque interposito jurejurando. Sed & militis appellatione Vasallus intelligitur : Nam initio militibus tantum feuda concedebantur. Vasalli sunt συρπατιώται, comites, milites, Cum vir virum legit, quasi clientes & ambacti qui adsunt domino in bello, ut de equitibus Gallorum refert Julius Caesar, lib. 6. belli Gallici. Quasi devoti Εὐχολιμίαι & Soldurii vel Siloduni olim in Aquitania, de quibus idem auctor, lib. 3. & Athanens, lib. 6. More autem Gallorum clientibus nefas erat etiam in extrema fortuna patronos deserere, Caesar, lib. 7. belli Gallici. Non omittem lingua Gal-

lica Ambactum servum dici, ut ex Festo Paulus refert: Ideoque in glossario Ambactus, δούλος μισθωτός. Ad hac legibus Visigothorum liberi regum tempore exercitus debent in expeditionem pergere, cap. 20. tit. 7. lib. 5. Sex & trecenti Fabii cum clientium millibus quinque egressi sunt adversus Etruscos, inquit ex historia Festus, qui recondita antiquitatis quasi thesaurus, & priscorum verborum interpret aperius & brevis, adjunctis etiam exemplis. Sed ejus maxima pars periit, qua summa est jactura rei literaria. Similiter probatis auctoribus Beneficarii sunt qui beneficio alicujus pervenerunt ad equestrem ordinem & splendida militia stipendia, vel ad altiorem gradum aut ordinem: Sic in antiquis inscriptionibus Beneficarius Consulis, Prætoris, Tribuni, Præfecti prætorio. Interdum beneficiariis opponuntur munifices. Paulus ex Festo, qui munia facere coguntur, alii principales qui privilegiis muniuntur. Vegetius, lib. 2. cap. 7. Aucuns déduisent la diction VASSAL, de Gessum, Gesum, vel Gatum, id est hasta virilis, grave jaculum, Festus Isidorus, vel telam Gallorum Nonius, qui viros fortes Gessos, Gesos, vel Vuessos vocabant, Servius in Virgilium. Octavo Æneidos, Gessati sunt Gallorum milites mercenarii, Historia Miscella, lib. 3. Gesa, ἀκοντὶς ἔιδος. In glossariis. Sparus, Sarissa. γάισσος τὸ κοντάριον. Moschopulus. Aussi étoient gens de guerre ceux auxquels on donnoit les fiefs. Romani etiam fortes viros sæpe hasta donarunt Festus. Les autres la déduisent de ce mot Allemand GUESEL, qui signifie socium, comitem, commilitonem, quod etymon valde placet. Les autres de vas vadis, qui signifie obligé & astreint: Vassal quasi Vadal: Amerbachius deflexum putat de Vase, aut Vasse cognata. Saxonibus lassi sive Lazzi sunt serviles: alii Edlingi id est nobiles: alii frilingi, ingenui, ut jam à me adnotatum est ad vocem Mainmis. Solent auctores Stoicorum more esse liberi in reddenda ratione vocabulorum, nec ulla in parte major est auctorum inconstantia: adèò ut recensioribus etiam plerumque non placeant Etymologia veterum. Sic Cicero & alii Varronem reprehendunt: Ciceronem Lactantius, lib. 4. Instit. cap. 28. de etymo Religionis. Et mihi videtur ludere Cornutus cum ait Trabeam dictam à transbeando. Sunt & hodie qui in hac parte agroti veteris meditantur somnia.

TANT QUE LE SEIGNEUR DORT, LE VASSAL VEILLE: ET AU CONTRAIRE, TANT QUE LE VASSAL DORT LE SEIGNEUR VEILLE.] Paris, art. 61. Bar-le-Duc, art. 22. & souvent és autres Coutumes de France, quand il est traité des fiefs: nescio an quidquam melius in eo genere dictum sit. Hoc quasi *ἡ φύσις* praxis Franciæ vim legis habet. Hujusmodi autem scita cum occurrunt observanda sunt, quandoquidem magnam auctoritatem habent in Jure dicendo. Pleraque hic liber tibi suppeditat. Le Seigneur feudal fait les fruits siens après

la saisie & main-mise jusques à ce qu'il ait homme & vassal : & auparavant la saisie, le Seigneur feudal n'acquiert & ne peut avoir les fruits du fief de luy mouvant & tenu. Le Seigneur feudal doit faire saisir le fief quand il est ouvert, pour gagner les fruits ; & après la saisie faite & non autrement, les fruits tombent en perte, si le vassal ne fait son devoir. Le profit de l'hommage non fait est la perte des fruits du fief saisi pour punir la negligence, contumace & desobéissance du Vassal. *Itaque ob hominum non prastitum feudum domino non committitur, quamvis ea de re Vassallus sit admonitus, sed immissa manu à domino qui pro suo jure feudum occupavit, soli fructus interim sunt domini.*

Tant que le Seigneur dort, le Vassal veille. Paris, art. 61. &c. C'est à dire suivant l'art. 62. de cette même Coutume, que le Seigneur ne fait les fruits siens qu'après la saisie par faute d'homme, droits & devoirs non faits, de sorte que jusqu'à ce que cette saisie soit faite par le Seigneur, tous les fruits appartiennent au Vassal, quoique le Vassal n'ait point fait foy & hommage.

Il y a ce semble lieu de dire que par cette regle l'ancien droit a été aboli, qui permettoit au Seigneur, bien que la foy & hommage luy fussent offerts, de tenir autant de temps le fief de son homme ou de son Vassal, & d'en faire les fruits siens, que l'homme ou le vassal avoit tenu son fief sans en faire foy & hommage. L'Auteur du grand Coutumier de France, page 184. *Et si le Vassal tient le fief sans Seigneur, & avant qu'il soit par luy receu en la foy, ne qu'il se soit offert, si le Seigneur veult, il tiendra autant le fief à tout homme ; comme le vassal l'aura tenu sans le Seigneur, & cependant fera les fruits siens, & ne sera point tenu de le recevoir en sa foy, ne n'y pourra être contraint par le Souverain.* &c. Boerius in Conf. Bitur. tit. 4. de Fendis §. 13. v. Devoir de rachat in fine. Patronus facit fructus suos, & feudum retinet sine hamine, per tantum tempus quamdiu vassallus tenuit sine domino. & dicitur quod servatur Parisius. Voyez Jean des Mares

decif. 193. Stil. Parlam. cap. 28. de Fendis, §. 8. & l'Auteur du grand Coutumier pag. 200. lig. 12.

Dans la Coutume d'Estampes, art. 18. & 19. cette regle a un autre sens, & signifie que quarante jours après l'ouverture du fief, le Seigneur qui n'a point reçu la foy & l'hommage de son Vassal majeur, veille, & pour la première année, fait les fruits siens du fief qui relève de luy, même sans saisie ; de sorte que dans cette Coutume le Vassal majeur qui n'est point entré en foy dans les quarante jours depuis l'ouverture du fief, dort pendant toute l'année. Les 40. jours passez, après l'ouverture du fief, par quelque mutation que ce soit, le Vassal majeur d'ans n'ayant fait son devoir d'aller sur le lieu du fief dominant, le Seigneur veille, & le Vassal dort, qui est à dire que dès l'instant que les 40. jours sont passez les fruits de l'année tombent en perte au Vassal, pour & au profit du Seigneur, encore qu'il n'ait fait aucune saisie, mais pour gagner les fruits des années subséquentes, le Seigneur est tenu de faire saisir le fief, après laquelle saisie, si dedans les 40. jours le Vassal ne fait son devoir, le Seigneur exploitera en pure perte le fief, jusqu'à ce que le Vassal ait fait son devoir. Et quant aux mineurs les fiefs ne tombent en perte pour leur regard, sinon 40. jours après la saisie réelle & actuelle faite sur leur fief,

de recours à eux réservé contre leurs en- der souffrance , & faire autres devoirs
seurs, ou autres qui auront dû deman- pour eux.

UN SEIGNEUR DE BEURRE, DE FEURRE OU DE PAILLE
COMBAT BIEN OU MANGE UN VASSAL ou sujet d'ACIER.]
*Hoc à quibusdam non infacete dictum. Solet esse summus favor domino-
rum & prerogativa.* Tellement que par plusieurs des Coutumes de
France, le Seigneur feudal use de main-mise & d'exploit domanier,
pour tenir le fief de son vassal en sa main ou par son commis, &
jouit du fief saisi pendant le procès, nonobstant l'opposition du vassal,
sauf à luy son recours en fin de cause, & de ses dommages & inté-
rêts, qui est une pauvre expectation.

VASSELAGE.] Berry, tit. 12. art. 9. *Vassalagium*, lib. 2. *Constit.*
Neapol. tit. 36. Vassaticum in Appendice Aimoini, lib. 4. cap. 64. *qui*
sunt Annales Pipini. Vassalium in supplemento Chronicorum Reginonis:
Velut clientela, περσασία, applicatio. Clientes sese in fidem & pa-
trrosinium alteri dabant. Gellius, lib. 5. cap. 13. *Vassalli sunt nobis quasi*
nostro devincti beneficio, & devota atate obnoxii, ut Plautus loquitur
in Asinaria, citante Gellio, lib. 7. cap. 17. *qui locus aliter legitur in ex-*
cussis Plauri Codicibus.

VASSELAGE ACTIF.] Qui est le droit de feodalité sur l'he-
ritage tenu en fief. Berry, tit. 12. art. 4. VASSAUDIE. Froissart, liv.
4. cap. 62.

Vassi Comitum, lib. 3. *legis Francica*, cap. 51. *Vassi regis*, *Aimoinus*
lib. 4. cap. 80. lib. 5. cap. 1 & alibi. Alii sunt Leudi ut appellantur ab eo-
dem auctore, lib. 3. cap. 81. & 92. lib. 4. cap. 8. 15. 53 *vel Leodes Gregorio*
Turonensi lib. 3. cap. 23. à quo etiam Leudi, lib. 8. cap. 9. *Leudes*, lib. 9.
cap. 20. *Leaux ou Loyaux. Voyez le mot ALEU.*

Porro populus Romanus clientem in fidem acceptum chariorem habuit
quam propinquos, suendumque esse contra cognatos censuit. Gellius, lib.
20. cap. 1. *Hic videtur appellari Susceptus à Julio Severiano rhetore.*
Aussi ce mot de Vasselage se prend pour les bons services que le
vassal fait en guerre, comme en l'ancienne Chronique de Flandres,
chap. 18. 30.

VASSEUR.] Paris, art. 51. Chartres, art. 17. 48. Blois, art. 12.
& en l'ancienne Coutume du Perche, cap. 16. art. 5. & 6. Quela der-
niere, art. 62. appelle VASSAL.

* VASSIAUX dels.] Haynault, chap. 106. art. dernier. Item,
pour éviter aux débats qui pourroient avenir, à cause des cas apparte-
nans à haute Justice, moyenne & basse; avons déclaré & déclarons que
le cas de haute Justice est esroier, pendre, boüillir, ardoir, enfouir,
coupper membres, bannir, ET TROENE DE VASSIAUX DELS. Quel-

ques-uns croient, que dans cet article au lieu de *Vaiffiaux dels*, il faut lire *Vaiffeaux deez*, mais l'article n'en est pas plus clair : car on ne sçait ce que c'est que des *Vaiffeaux deez*. Cette faute étoit néanmoins facile à corriger : il faut lire *Vaiffaux*, ou *Vaiffeaux d'œs*, ou plutôt d'eps. Du mot Latin *apis* ou *apes*, qui signifie une mouche à miel; on a fait autrefois en France *Eps*, comme on peut voir dans la Somme de Bouteiller, liv. 1. tit. 36. pag. 251. & dans les Païs-Bas, au lieu d'eps, on a dit *œs*; de sorte que les Vaiffeaux ou Vasseaux, d'eps ou d'œs, ne sont autres choses que les effains d'Abeilles, contenus dans les ruches ou les vaiffeaux : La Coutume de Cambray, titre 24. article dernier, Vaiffeaux d'œs, ou Abeillons à miel trouvez, & non poursuivis dedans huit jours du propriétaire, doivent appartenir la moitié au Seigneur de la seigneurie, en laquelle ils sont trouvez, & l'autre moitié à celui qui les a trouvez. Voyez adebts. Il faut encore observer, que dans l'article de la Coutume de Hainault qu'on vient de rapporter, au lieu de *troene*, qui ne signifie rien, il faut lire *troëve*, du mot *trouver*; de sorte qu'avoir la *troëve de Vaiffaux d'œs*, n'est autre chose qu'avoir ce que nos Coutumes appellent *épave d'aveux*.

* *VASSIVEAUX*, *Vassives*.] sont en Berry des Agneaux, qui ont atteint la seconde année de leur naissance. Les mâles sont appellez *Vassiveaux*; & les femelles *Vassives*. Ces agneaux sont aussi appellez *moutonnats*. Voyez M. de la Thaumassiere dans son Commentaire sur la Coutume de Berry, tit. 10. art. 17. pag. 605.

VAVASSOURIE.] Normandie, chap. 26. 34. 35. Aucunes fois c'est un fief ou tenement vilain pour lequel on doit au Seigneur feodal sommage, service de cheval, deniers, rentes, ou autres services. Et aucunes Vavassories sont franches & nobles, à la volonté du Seigneur, selon qu'il luy a plû faire son Vavasseur. Les vassaux du Seigneur feodal sont les hommes de fief qui luy doivent foy & hommage. Et appellantur fideles etiam à Gunthero, lib. 2. & 8. Ligurini. *Vassus*, *Vasallus*, *Valvassor*, *Valvassorus*, sunt clientes qui fidem suam obligarunt domino pro beneficio accepto : quorum alii majores sunt sive regii, ut Duces, Comites, Marchiones, Barones : alii minores qui summa quidem coercionis jus habent, sed sine dignitate. Tels sont les Seigneurs hauts-Justiciers & Châtellains, qui sont vassaux d'un Baron, d'un Comte, d'un Marquis ou Duc. Aussi il y a d'autres vassaux moindres qui n'ont aucune Justice ny sujets, & qui ne sont de foy lige, proche ou ample, & ne tiennent à pur du souverain sans moyen.

Duces, *Marchiones*, *Comites* à Rege vel Imperatore feudum habent : *Capitanei* à Rege, *Duce*, *Marchione*, vel *Comite* : *Valvasores* à *Capita-*

neis Valvasini à Valvasoribus. Unde nova nobilitatis ratio inducitur est.

* *VAUFRENAGE.*] Entre les droits anciennement dûs au Seigneur de Tallemont par ceux qui ancrent au port.

* *VATER, Voyer, Vehair.*] Dans les anciennes Coutumes de Bourges & de Berry, tit. 29. selon M. de la Thaumassiere, c'est le Vicomte. Voyez la note sur Justice Vicomtiere à lettre V.

* *VATEUR ou Chartryme.*] Dans la Coutume de la Châtellenie de Nançay, locale de Berry entre les anciennes Coutumes, publiées par M. de la Thaumassiere, art. 20. pag. 226. C'est celui qui a vûë ou inspection sur les poids. Voyez *Veeurs*.

* *UCHERS.*] Dans le For de Navarre, tit. . . . art. sont des Huissiers.

Le VE' Roy.] Dans la Loy de Vervin, entre les anciennes Coutumes de Berry, publiées par M. de la Thaumassiere, art. 13. pag. 233. Voyez le même M. de la Thaumassiere dans sa note sur cette Coutume, & dans son Glossaire sur Beaumanoir.

* *Praubas VEDOAS.*] Bearn. rubr. de Judgement, art. 14. sont de pauvres Veuves.

* *VEER.*] Défendre, empêcher, *Vetare*.

VEEURS.] Es Ordonnances de l'Eschiquier de Normandie de l'an 1497. & au stile d'iceluy país, sont les témoins & gens qui assistent à la vûë d'un heritage. *Pluris est autem oculatus testis unus, quam auriti decem, id est qui se vidisse dicat, ut apud Plautum Festus interpretatur.*

* *VEGUE'ES ou Beguées.*] *Vicarii* Bearn. rubr. de Salaris, art. 28. & rubrique de Captions, art. 18. *ii erant qui iudicis partes exequabantur in pagis.* Les fonctions de ces Officiers ont été aneanties, & *Beguer* est à present un Huissier. Il y a en Bearn trois sortes d'Officiers pour exploiter.

Les premiers, sont les *Huissiers* du Parlement qui peuvent faire toutes sortes d'exploits, & à toutes autres personnes.

Les seconds, sont les *Vegners*, qui peuvent faire les exploits contre les Gentilshommes dans leurs vigaries ou begueries, à l'exclusion des *Bayles*.

Et les troisièmes, sont les *Bayles*, qui ne peuvent exploiter dans leur district que contre les roturiers seulement.

Dans chaque village il y a un Bayle qui est royal, si le village est royal, sinon il est Bayle du Seigneur; chaque Bayle ne peut exploiter hors de son village sans commission speciale du Juge qu'on appelle *marditrant de transport*, & à condition que le Bayle où se fait l'exploit sera indemnisé. Voyez *Vegniers*.

* *Ville & VEHERIE de Mehun.*] En l'ancienne Coutume de Mehun sur Eure en Berry, tit. 1. & 21. * (Voyez cy-après le mot *grand Voirie*.)

* *Droit de Veherie ou Boutage.*] Dans les Coutumes de la Baronie de Châteauneuf, locales de Berry, tit. 2. art. 4. *Le droit de Boutage appelé en mot commun & general la VEHERIE, est que le Seigneur des terres de Châteauneuf & Beauvoir & saint Julien qui n'étoient anciennement qu'une même seigneurie, a droit de prendre pour celui droit de Boutage; à sçavoir, pour chacun tonneau de vin pur, qui se vend en détail en chacune taverne quinze pintes & chopine de vin, lequel droit est dû par tous les non Tonsurez, & encore par les Tonsurez bigames, tant de leur crû que d'autre, & quant aux Clercs tonsurez non bigames, ils n'en doivent aucune chose de leur cru qu'ils vendent en détail, ains seulement de celui qui ne sera de leur cru.*

DROIT DE VENDITIONS.] En l'ancien privilege des habitants de Mehun sur Eure en Berry : *Est siliquaticum, κηράτισμὸν, quod in nundinis exigitur à domino ob venditionem proponendam, lib. 1. Cod. de veteranis : qua de re apud Cassiodorum, lib. 2 & 4. in Novella majoriani de Curialibus : & in constitutione quadam Theodosii & Valentiniiani quam profert Cujacius, lib. 16. obser. cap. 23 & ex Cassiodoro idem Cujacius ad tit. 1. lib. 11. Cod. Justin. C'est la laude, la maille, le couletage qui se leve en foire ou marché sur les denrées & marchandises. Siliqua est quod dicunt Græci, κηράτιον, vel λιωτόν, Priscianus : κηράτιον ἐν continebat duodecim φόλους, ut definitum est à novissimo Justiniano in legibus Georgicis, tit. de furto, & à Cedreno sub Leone Isauro. Siliquatores sunt exactores siliquatici. Aliud est vectigal rerum venalium quod fiscus vel respublica exigit ab emptore, ἐκώμιον. n. 17. de verbo signific. lib. 27. de adilitio edicto.*

VENEL.] En l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 38. qui parle des Taverniers & Cabaretiers, qui sont crûs par serment jusques à cinq sols un denier de la vente des vivres qu'ils ont fait. Boulenois, art. 144. ou bien jusques à quinze sols trois deniers, selon la Coutume de Desurene, art. 6 auquel il faut lire **VENEL**.

SE VENGER EN UN FIEF OU HERITAGE, ET Y FAIRE L'ASSIETTE D'UNE RENTE.] Anjou, art. 295. 483.. Le Maine, art. 310. Quand celui qui a acquis rente sur heritages universels assis en plusieurs fiefs, avoué & declare la rente être assise & assignée sur certain fief : Car lors le Seigneur d'ice luy fief en a les ventes, ou bien peut user de puissance de fief : ou quand celui qui a rente par hypothèque universel sur tous & chacun les biens presens & avenir d'aucun, s'adresse sur une piece de son hypothèque, telle que bon luy semble.

VENTEROL.

VENTEROLES.] Qui est un droit de vingt deniers pour livre dû par l'acheteur en vente d'heritage censuel faite francs deniers par la Coutume du lieu de Lagny ressort de Meaux; & ce, outre le droit de lods & ventes. Mais en la Coutume de Senlis, art. 236. 238. 241. ce droit est le seizième des ventes qui sont de seize deniers parisis pour chacun franc. Il en est aussi fait mention en la Coutume de Clermont art. 115. auquel ce droit est aussi appelé **REVENTES** : Et en la Coutume d'Amiens, art. 36. en l'ancienne de Beauquesne, art. 10. en la Coutume de Douvens, art. 3. & de Quesque, art. 2. Par la Coutume de S. Paul, art. 14. & 15. & autres dudit lieu, art. 64. 65. & de Hesdin les Venteroles sont dûes par l'acheteur de l'heritage feudal ou cottier & tenu en censive, quand la vente a été faite francs deniers; & ce outre le quint & le sixième denier de la vente : Et ce droit est de la moitié de ce en quoy les droits seigneuriaux montent. Et par la Coutume de Ponthieu, art. 68. les ventes & venteroles sont le Quint & Requent denier en vendition de fief, faites francs deniers au vendeur : Comme aussi le requint du prix du fief aliéné s'appelle Venterolles en la Coutume d'Arthois, art. 28. & en l'ancienne de Beauquesne, art. 10. Et par la Coutume d'Amiens les Venteroles sont le treizième denier du treizième denier qui est dû par l'acheteur d'heritage cottier, quand la vente est faite francs deniers au vendeur : ou le sixième denier du sixième selon la coutume de Douvens.

VENTES] qui sont dûes au Seigneur de fief ou de cens. Lodunois, chap. 15. art. 23. chap. 17. art. 1. chap. 37. art. 18. Anjou, art. 3. 4. 8. 38. 127. 140. 153. & ensuivans, art. 201. & ensuivans, art. 282. 289. 295. 360. 362. 363. 391. 398. 417. 418. 493. 494. 497. Le Maine, art. 6. 7. 10. 171. & ensuivans. Grand Perche, art. 86. & ensuivans. La Rochelle, art. 37. 38. Bourdelois, art. 23. 32. 96. 98. 101. 104. Bretagne, art. 52. & ensuivans, & és art. 305. 306. 317. 319. 341. 356. 359. 369. Amiens, art. 38. Dunois, art. 36. par laquelle Coutume les Ventes sont de vingt deniers tournois pour chacune livre. Et selon la Coutume de Blois, art. 15. pour les Ventes, l'acquéreur doit à la raison du douzième denier du prix, c'est à sçavoir de douze francs un franc. Et selon la Coutume de Dreux, art. 35. pour le droit des Ventes est dû le sixième denier au Seigneur censuel, & se paye par moitié entre le vendeur & l'acheteur.

VENTES ET DEVOIRS.] Tours, art. III. Lodunois, chap. II. art. 4. Anjou, art. 347.

DROIT DE VENTES.] Paris, art. 73. 76. 78. & ensuivans, & art. 358. Dourdan, art. 46. 48. 50. Vitry, art. 117. Estampes, art. 45. & ensuivans. Reims, art. 143. Montargis, chap. 2. art. 4. Orleans, art.

107. 125. 126. 134. 140. qui est de seize deniers parisis, pour franc en vendition d'héritage censuel, qui est de douze deniers un denier. Paris, art. 76. & est dû par l'acheteur ou autrement, comme il est diversément reçu par les Coutumes écrites, ou par les titres des Seigneurs.

Ce droit est dû au Seigneur censuel par l'acheteur, quand l'héritage est vendu, ou par le vendeur, ou tant par l'acheteur que par le vendeur, selon qu'il est diversément reçu & ordonné par les Coutumes.

DROIT DE VENTES, SAISINES, DESAISINES, ET EMENDES.] Montfort, art. 48. Mante, art. 45. Senlis, art. 235. & ensuivans. Coucy, art. 3. Paris, art. 73. 81. 82. & souvent ailleurs & autres Coutumes quand il est traité des cens & droits seigneuriaux.

VENTES ET GANTS. Tours, art. 112. V. Rachat ou Ventes, lettre V.

VENTES ET HONNEURS.] Tours, art. 165. Lodunois, chap. 11. art. 6. chap. 15. art. 9. Poitou, art. 21. 22. 23. Angoumois, art. 10. 12. 27. La Rochelle, art. 3. 39. Bourdellois, art. 31. 87. 99. Saint Jean d'Angeli, art. 18. 27. & ensuivans. Acs, tit. 9. art. 29.

Qui se prennent sur l'acheteur, & sont la sixième partie du prix, ou autre partie selon les statuts des lieux.

VENTES ET ISSUES.] Anjou, art. 156. Le Maine, art. 174.

Qui est trois sols quatre deniers pour livre. Les ventes ne sont que de vingt deniers pour livre du prix de la vente.

LODS, VENTES, VÊTURES ET EMENDES.] Vitry, art. 18. 20. Châlons, art. 123. 125. Reims, art. 160.

Les Emendes sont dûes à faute d'exhiber au Seigneur censuel le contrat de la nouvelle acquisition, ou pour avoir recelé le vrai prix de l'achat, ou à faute de payer le cens au tems & jour accoutumé.

LODS, VENTES ET HONNEURS.] Bayonne, tit. 8. art. 9.

LODS, VENTES.] Berry, tit. 6. art. 1. 2. 3. 4. 6. & ensuivans, tit. 12. art. 7.

RACHAT OU VENTES.] Tours, art. 136. 143. & ensuivans. Lodunois, chap. 14. art. 13. & 14.

Que doit au Seigneur feudal celui qui a acquis terres tenues à foy & hommage, à sçavoir, pour vendition volontaire, ou decret d'héritages vingt deniers pour vingt sols, tant du principal, que du marché, & pour les gants quinze deniers pour tout l'acquest: Tours, art. 147. ou dix deniers. Lodunois, chap. 14. art. 23.

LICITATION, VENTILATION ET ESTIMATION.] Poitou, art. 349.

VENTILLER.] Dans la pratique, c'est estimer *habita ratione totius pretii & bonitatis rei, ut in specie l. Si plura D. de Edilitio editto. Alio sensu Seneca philosophus, epist. 118. dixit stultum esse cum signum pa-*

que acceperis, ventilare. Aliud est pugnare, aliud ventilare: Seneca orator in proamio, lib. 3. Controversiarum. Horrea ventilare: Plinius, lib. 22. cap. 25. In veteri glossario Ventilator,

SUCCEDER PAR VENTRE'ES.] Acs, tit. 2. art. 20.

Quand les enfans de divers mariages succedent par mariages, & quand les heritages sont divisez en tant de parties qu'il y a de mariages, & qu'un seul enfant d'un mariage prend autant que plusieurs enfans d'autre mariage.

APPELLATION VERBALE.] Dans l'Edit du Roy Charles I X. de l'an 1560. art. 42. & souvent ailleurs, laquelle se plaide verbalement, & se peut juger sur le champ en l'audiance, à la difference du procès par écrit qui se distribuë & juge, & en la Chambre sur les enquestes & productions des parties, & auquel après contestation y a eu appointment à écrire, informer, ou produire, & d'oüir droit: & quand le Juge duquel est appel, a vû plusieurs pieces qui ont été mises par devers luy par inventaire, comme appert par l'Edit du Roy Louis XII. de l'an 1512. art. 23. 24. & des Ordonnances du Duc de Botillon, art. 430.

VERDERIE, VERDIER.] Aux Ordonnances des Forêts, c'est un Officier des bois & forêts qui est inferieur au maistre, & qui a jurisdiction jusqu'à soixante sols pour les forfaictures, & qui commande aux Sergens & Gardes; & connoît des emendes coutumieres, & duquel est appel pardevant le Maître des Eauës & Forêts, & est en plus grande charge que les Maîtres, Sergens & Gardes des Bois, & que les simples Sergens. En aucunes provinces cet Officier s'appelle GRUIER.

* BOIS VERGE'.] Touraine, art. 63. Voyez *Verigt*.

LA VERGE ANOBLIT, ET LE VENTRE AFFRANCHIT.] Comme il est recité au procès verbal de la Coutume de Meaux. Le fruit ensuit le ventre & la condition d'iceluy. Troyes, art. 8. Chaumont, art. 5. Bar-le-Duc, art. 72. Les enfans sont au Seigneur, auquel la mere appartient, & est femme de corps. *Natus ex libera & adscriptio liber nascitur, l. ult. Cod. de Agriculis Censitis. Nov. 22. & 54. ita tamen ut colonus sit ex Novell. 162. qua de re Cujacius I. C. lib. 4. Obfer. cap. 28. Igitur pater nobilitat liberos, at matris conditionem sequuntur si non sit libera: Partus ancille matris sequitur conditionem, nec status patris consideratur, lib. 7. Cod. de rei vindicat. quia semper certa est, et si vulgò conceperit, lib. 1. Dig. ad municip. lib. 5. lib. 19. Dig. de statu homi. lib. 3. Cod. soluto matrimo. Adeo ut vulgò questus filius matrem in jus non vocaret sine permissu Pratoris, lib. 84. l. 5. D. de in jus vocando: Partus ancille matrem sequitur, §. legatum D. de legatis, lib. 1. Lex Naturæ hac est, ut qui nascitur sine legitimo matrimonio matrem sequatur, nisi lex*

*specialiter aliud inducat, lib. 24. D. de statu hominum. Ut ex alterutro peregrino natus lege Mensia sequitur deterioris parentis conditionem, Ulpianus, lib. Regularum, tit. 5. Sic & natus ex alterutro parente murilegulo, l. 12. l. 15. Cod. de Murilegulis. Item natus ex ingenua & gyneciario vel monetario, l. 3. l. 7. eod. item natus originaria vel colona vel adscriptitia & libero homine, l. 16. l. 20. ult. Cod. de Agriculis censitis, l. 4. cod. de Agriculis & mancipiis. Item natus ex colono libero & tamiaca, l. 1. Cod. de prediis tamiacis : ut & jure antiquo natus ex cive Romano & Latina, vel ex libero & ancilla, matrem sequebatur, quæ erat deterioris conditionis Isidorus, lib. 9. quæ est etiam sententia Platonis 11. de legibus, cum his casibus connubia non essent : At connubio interveniente, id est justo matrimonio liberi semper patrem sequebantur, Ulpianus lib. Regul. Voyez cy-devant, LE MAUVAIS EMPORTE LE BON. * Voyez Noblesse de par les meres à la lettre N.*

Toutesfois nos anciens qui estimoient ces décisions de droit Romain être trop rudes, en ont usé autrement en plusieurs lieux : tellement qu'ils ont party les enfans qui étoient nais d'homme de corps & de femme franche, au choix du Seigneur du pere défunt, pour être les uns de la même condition du pere, & sous la même seigneurie, & les autres de la condition de la mere, dont le Docteur Fornier produit un acte de Justice, lib. 1. *Selectionum*, cap. 4. comme aussi par l'art. 7. de la Coutume de Troyes, les enfans nais d'homme ou femme de la condition & servitude de l'Evêché de Troyes, & de franche condition, se partent par moitié entre le Roy & ceux qui de luy ont droit, & de l'Evêché de Troyes. En autres lieux les enfans ont le choix de prendre celle des deux conditions que bon leur semble : en autres lieux les enfans doivent ensuivre la franche condition veüillent ou non, *De sobole autem ex conjugio duorum adscriptitiorum nata partienda inter dominos adscriptitiorum, vide Justiniani Novellam 162. & 156. quæ posterior fuit tempore. Porro moribus Trecentium, art. 1. & 8. Senonum, 160. de Chaumont, art. 2. & 5. de Bar, art. 71. le fruit ensuit le côté noble, si suivre le veut, posé que l'un des pere ou mere soit roturier, ou de ferve condition : Tellement qu'en quelques provinces le ventre anoblit : Sic olim ex privilegio aliquo materna origo censebatur, l. 1. dig. Ad municipalem, toutesfois Bacquet Avocat du Roy en la Chambre du Thresor à Paris, écrit en son 4. traité, cap. 11. que l'on a n'a point d'égard ausdites Coutumes, *Gallia moribus Nobilitas ducitur ex sanguine & genere quod est à natura : vel ex beneficio Principis. At adoptione nobilitas non queritur licet augeat dignitatem, quia genus non mutat sed gentem tantum, nomen, domum, familiam, nisi id agatur specialiter adoptione facta apud Principem : peritiss. Cujacius consult. 56. * Voyez Noblesse de parage, & noblesse de par les meres,**

SERGEN T A VERGE.] Estappes, art. 5. Tournay au titre des siefs, art. 15. la Verge du Sergent est pour démonstrer son pouvoir. Boulogne, art 17. Vuissent, art. 7. Aussi par l'Edit du Roy Charles IX. de l'an 1566. art. 31. & de l'an 1572. art. 6. les Huissiers & Sergens Royaux exploitans en leurs ressorts, doivent porter en leur main une verge ou baguette pour toucher ceux auxquels ils auront charge de faire exploit ou commandement de Justice. Les Sergens Royaux doivent aussi porter en lieu apparent un écusson aux armes du Roy par l'Edit du Roy Charles IX. l'an 1560. art. 89. pour être connus & obéits en l'exercice de leurs états & charges. Et par les Ordonnances du Duc de Bouillon, art. 102. ils doivent aussi porter en leur saye une manche pendante de livrée du Seigneur, afin qu'ils soient mieux connus; comme aussi en plusieurs villes les Sergens & Officiers de ville portent des robes de couleurs pour être respectez: & les Bedeaux des facultez portent des verges ou des masses. *Sic & olim Cura Palatii aurea virga decoratus inter obsequia numerosa ante pedes regios primus incedebat: Casiodor, lib. 7. Variarum cap. 5.* Louis de Baviere Empereur en faisant le Roy d'Angleterre Vicaire de l'Empire, luy a baillé une verge d'or en sa main, comme recite l'auteur incertain de l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 74. Ce qu'il faut entendre non de l'anneau, mais du sceptre & bâton Royal, qui étoit un signe de l'investiture Royale. *Mos fuit Francorum legatis virgas ferre sacratas, quibus prolati forent immunes totius injuria, Aimoinus, lib. 3. cap. 67. Sic legati Græcorum ferebant κρηνην: legati populi Romani sagmina, verbenas, ne quis eos violaret, ut ex Plinio, Festo, & Pandectis Juris civilis constat. Roma lictores anteibant Prætoribus cum fascibus: at in coloniis præibant Duum viris cum bacillis: M. Tullius in orat. 2. de lege Agraria. Viator etiam virga plebem submoveret, Voyez le mot SERGEN T. Huissier à verge en l'ancienne Chronique de Flandres, chap. 18. πρωτοπαῖς οὐχός, primi-virgus in glossario.*

PORTER BLANCHE VERGE.] En signe de seigneurie. Lille, tit. I. art. 29.

TENIR UN HERITAGE PAR LA VERGE,] Dont le possesseur a été enfeigné par le Seigneur, son Bailly, ou Sénéchal, au livre des Tenures, liv. I. chap. dernier. Littleton a été auteur de ce livre.

LA VERGE DE JUSTICE. Normandie, chap. 12. par laquelle le Prince doit gouverner son peuple en paix & repos. *Virga insigne imperii, Ambro. 3 offic. cap 14. Virga justitia in epist. 263. Ivonis Episcopi Carnotensis. Alia est virga pastoralis, de qua idem in epist. 8. 238. & 65. Sive Baculus, ut appellatur ab eodem in epist. 181.*

LE POUVOIR DE LA VERGE ET SERGENTERIE.] Au Bail

du païs de Normandie traitant de vûë, c'est l'étendue du territoire, ou ressort dans lequel le Sergent à verge peut exploiter.

VERGES DE TERRE.] Pour certaines mesures. Monstrelet au premier volume, chap. 150. Voyez les mots AR PENT & AGRÉ; *Prædia metantur pertica. De modis quibus metiebantur rura, Varro, lib. de re Rustica cap. 10.*

* Bois VERIGT & artuzoné.] Loudunois, tit. 3. art. 5. C'est un bois percé de vers ou ver moulu. Voyez Artuzoné.

* Droit de VEROLIE.] Selon Constant sur l'art. 99. de la Coutume de Poitou, pag. 112. c'est le droit de Detroit, en vertu duquel les Seigneurs contraignent leurs sujets de moudre à leurs moulins.

VERRE ou FER DORMANT.] Paris, art. 199. 200. 201. Meaux, art. 76. Melun, art. 189. Sens, art. 101. Mante, art. 95. Berry, tit. 11. art. 13. Clermont, art. 218. 224. Orleans, art. 202. Anjou, art. 455. Le Maine, art. 463. Grand Perche, art. 217. Châteauneuf, art. 95. Chartres, art. 80. Dreux, art. 68. Sedan, art. 282. 290. Calais, art. 185. 186. 187. Bar, art. 177. & en la police de la ville de Paris, confirmée par le Roy Charles VIII. l'an 1585. Montargis, chap. 10. art. 11. Vallois, art. 125. Laon, art. 268. Chalons, art. 136. Reims, art. 364. Bretagne, art. 706. Qui ne doit être ouvert ou levé, *ne vicini ædes graviores servitutem patiantur.* Et n'est pas un voirre épez & macif, par le dedans duquel l'on ne peut avoir aucun guet ou regard penetratif sur l'heritage d'autrui, *ut hic quidam caligant, quique interdictum parum vident, & quorum scripta demorsos non sapiunt ungues.* LE VERRE DORMANT, c'est un Verre mort, & non ouvrant : Bretagne, art 696. 697. Verre plaqué & arrêté; Verre-attaché & scellé en plâtre que l'on ne peut ouvrir : Paris, art. 201. Auxerre, art. 105. Calais, art. 187. *Cum agitur de luminibus ædium.*

* VESIAU.] Bearn, *rubrica Deus Castels*, art. 4. C'est le voisinage, la communauté & le corps des voisins qui demeurent dans un même lieu.

* VESPRA devant Aramps.] Sont les Vespres avant le Dimanche des Rameaux.

DROIT DE VERTEMOULTE] En Normandie, qui est dû au Seigneur, quand le sujet & tenant engrange hors du fief, dont fait mention Terrien sur le chap. 8. du liv. 5. du Commentaire du droit observé en Normandie.

VEST ET DEVEST.] Qui est droit de saisine & desaisine en alienation d'heritage censuel en la Coutume de Resbets ressort de Meaux, & de Melun, art. 104. Quand il est nécessaire que l'acheteur soit ensaisiné par le Seigneur censier, & qu'il ne peut autrement prendre de

de son autorité & sans offense la possession de l'heritage à luy vendu : Sens , article 226. Senlis , article 235. & ensuivans. Est aussi fait mention de ce vest , devest en la Coutume de Laon , art. 54. 55. 120. 126. & ensuivans , & art. 225. Chalons , art. 123. 124. Reims , art. 139. 150. Ribemont , art. 14. Sedan , art. 110. 217. 262. Auxerre , art. 84. & en l'ancienne , art. 123. Cambray , titre premier , art. 73. tit. 5. art. 9. 10. 14. * Voyez ma Dissertation sur le Tenement de cinq ans.

VEST DEVEST] Chany , art. 8 & 34.

ADVEST , DESADVEST , ADVERTIR , DESADVERTIR , en la Somme rural & ailleurs , en même signification que ADHERITANCE , ADVESTURE , ADHERITEMENT , DESHERITANCE , DESHERITEMENT.

Il est dû au Seigneur censier le droit de Vest , devest , en quelques lieux , quand il ensaisine l'acquéreur , lequel autrement ne peut prendre possession de son autorité sans offense. Ce que toutefois n'est pas approuvé par la Coutume d'Auxerrois , de Berry , & de plusieurs autres Provinces. VEST. *Quibusdam id est possessio , quam nostrates appellarunt vestituram & investituram. Investire , infestare , est possessionem tradere. Devestire , Defestare , eam auferre. Alii subtilius investituram distinguunt ab inductione in possessionem corporalem , ut investitura jus tribuat , jus cedat , non possessionem qua cum jure nihil habet commune. Investitura non facit possessorem. can. primo 16. quest. 2. cap. 5. de donationibus , & lib. 4. feudorum , tit. 15. At institutio possessorem facit cum sit inductione in possessionem corporalem beneficii in aliquem collati : eique contraria destitutio. Traditionis autem symbola erant hasta , fustis , festuca , baculus , scipio , gladius , vexillum , virga , anulus , vel aliud corporeum , idque ad confirmandam & stabiliendam traditionem præter conventionem & stipulationem.*

VESTIR & ENSAISINER , VÊTU & ENSAISINE'.] Sedan , art. 259. 260. 262. VEST & SAISINES : Beauquesne , art. 2. Voyez la diction WERPCY-après.

VESTURE.] Sedan , art. 218. 261. Laon , art. 286. 287. Reims , art. 140. Noyon , art. 34. Channy , art. 30. 33. 53. & en l'ancienne Chronique de Flandres , chap. 8.

Quand il est traité de la délivrance de la chose donnée , ou vendue , qui a accoutumé en aucuns lieux d'être faite par la tradition d'un petit bâton ou buchette : Laon , art. 126. Voyez le mot R A I N , la main mettre au bâton en l'ancienne Coutume d'Amiens , art. 31. Voyez la lettre M.

VESTURE ET VEST est une même chose.] Reims , art. 142. & pour acquérir droit de propriété en heritage tenu en roture est re-

quis **DEVEST & VEST**, c'est à dire, desaisine & saisine. **DESAISINE** : ou devest n'est autre chose que la permission que fait le vendeur à son acheteur d'entrer en la possession de la chose par luy venduë. Et pour l'effet & solemnité d'iceluy devest, est requis que le vendeur ou procureur pour luy se transporte par devers le Juge de la Justice fonciere du lieu où est assis l'heritage par luy vendu, & illec declare qu'il se devest & démet de la possession dudit heritage au profit de l'acheteur d'iceluy. Saisine ou vest est un acte solemnel fait par le Seigneur foncier ou la Justice, par la tradition d'un petit bâton ou buchette à l'acquerreur, par lequel il acquiert droit de propriété & possession en l'heritage par luy acquis. Comme aussi il convient en quelques Provinces que le creancier insinuë au Magistrat son contrat & obligation, pour acquerir droit en la chose & hypoteque : Reims, art. 162. 163. 165. Chauny, art. 30. 31. & en la pratique de Boutillier faire passer son propre heritage en vest ou devest, *Cum proponit formulare procurationis. Est profiteri apud magistratum, ut olim cum civitas favore laboraret, ex die professionis pecunie credita jus creditori dicebatur quibus debitor vellet legibus, Livius, lib. 35.* Et à cette fin pour acquerir droit de propriété, de realité & hypoteque, l'on a érigé en France les Greffiers des insinuations qui ont en après été abolis, & en leur lieu le Roy Henry III. a érigé des Contrôleurs des Titres, lesquels ont aussi été supprimés.

* **VET.**] *Vetitum.* En Languedoc ce sont bois en deffens, autrement appelez deffais ; comme les deffais du Primay appartenans au Roy. Au Duché de Beaumont. *M. GALLAND.*

VEUE DE LIEU. Normandie, chap. 47. 66. 95. Cambray, tit. 26. art. 2. & en l'Edit du Roy Charles VII. de l'an 1453. art. 65. & en l'ancienne Coutume de la Prevôté de Fouloy ressort d'Amiens. **VEVE EN LA CHOSE** : Ponthieu, art. 174. Boulenois, art. dernier, oud'heritage. Berry, tit. 20, art. 5. tit. 2. art. 23. auquel, art. 5. il faut lire **DE LA DE VEUE.**

VEUE REELLE & PROPRIETAIRE.] Ponthieu, art. 167.

Cum in rem presentem venit, & actor reo indicat & describit prædium illud de quo certamen est, coram judice vel apparitore & testibus : quæ de re passim tractatur in libellis qui de ordine Judiciorum extant.

DROIT DE VEUES.] Berry, tit. 11. art. 2. 13. & es autres Coutumes traitant des bastimens, & des servitudes réelles, *Est jus luminum : quæ servitus constituitur in prædiis urbanis, ut vicinus lumina nostra excipiat, aut ne lumina nostrorum adificiorum minuat, néve luminibus officiatur.*

VEUES MORTES,] Qui sont verre mort, & non ouvrant : Bretagne, art. 296. Voyez le mot **VOIRE.**

* *Interdic.*

* *Interdiction par VEUFVAGE.*] Loris, tit. des Fiefs, art. 39. Voyez *Pauvreté jurée.*

DROIT DE VEUFVE.] Bouteiller en la Somme rurale, & en la Coutume de Malines, tit. des heritiers, art. 15. 16. 17. de Lille la dernière, tit. des successions en meubles qui appartient à la Veuve outre son doüaire, & vivelote, & pour lequel elle prend son meilleur habit, l'aneau de son mariage, le fermail, & les ornemens du chef, son lit étoffé, & les courtines, & quelques autres meubles & utensiles de maison, hors part. Par la Coutume de Lalleuë sous Arthois, pour le droit veufve, le survivant, soit homme ou femme, prend de chacune piece de ménage la meilleure à son choix.

* *Droit de VEUFVE*] qui est tel, selon Bouteiller dans la Somme, liv. 1. tit. 6. pag. 35. que le Seigneur souverain temporel les a en garde, aussi à l'Evêque par especial, au cas que les Juges Lays les voudroient aucunement molester, & qu'elles faudroient de droit au Juge Lay.

* *VEUFVE emporte le Vallez.*] Voyez le mauvais emporte le bon, en la lettre M.

* *Fiefs qui se gouvernent suivant la Coutume du VEXIN.*] Sont Sont les fiefs de Gonesse. Voyez l'Auteur du Grand Coutumier, liv. 1. chap. 32. pag. 212. & le mot *Fief*.

* *Viafor. Viafora.* Voyez *Biafora*.

VIAGE.] S. Paul, art. 35. Ponthieu, art. 55. Boulenois, art. 50. Arthois, 109. Hainaut, chap. 77. & 85. S. Omer sous Arthois, art. 63. Namur, art. 73.

C'est la vie.

A VIAGE.] Hainaut, chap. 80. Mons, chap. 21. Tours, art. 233. Loudunois, chap. 25. art. 5. chap. 26. art. 3. Anjou, art. 294. 321. 323. 324. 326. 402. Le Maine, art. 299. 307. & ensuivans, & art. 413. Poitou, art. 343. Bretagne, art. 57. 241. 242. & en la Coutume de Bethune & de Lille titre du droit de Vinenote. Biens tenans à humiers, ou en viage. Namur, art. 33. Biens d'humiers, ou usufructuaires, art. 13. Viager pour ses humiers. Namur, art. 45. Usufruit & humieres, art. 56. 79.

C'est à dire à la vie & par usufruit, comme en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 3. à la difference de ce qui est tenu en pleine propriété par heritage, & à perpetuité. *Vita autem mancipio nulli datur, omnibus usq., Lucrer. lib. 3.*

Le Viage signifie l'usufruit, qui est appelé *Vita & Militia*, in *Constitut. Neapolit. dum tractatur de successione feudi inter nobiles personas.*

DOMAINE VIAGER.] Meaux, art. 7. 10. Melun, article 238. Estampes, art. 135, 139. Montfort, art. 139. Mante, art. 136. 138. Vill. Partie.

try, art. 96. Montargis, chap. 14. art. 3. Poitou, art. 257. Auxerre, article 215.

DROIT DE VIAGER] Sur aucunes choses réelles : Ponthieu, art. 58. C'est en prendre les fruits à la vie. *Est jus utendi fruendi.*

QUINT FEUDAL VIAGER OU HEREDITAL : Ponthieu, art. 60. S. Quentin, art. 34. & ensuivans. Ribemont, art. 59. 74. en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 39. de Monstreuil, art. 3. & ensuivans. Voyez *Quint. à vie.*

SURCENS VIAGER & à TEMPS.] Reims, art. 39. où il est opposé au cens perpétuel.

DONATION VIAGERE.] Meaux, art. 21. qui n'est qu'à la vie du donataire, & non à perpétuité. **DON VIAGIER** : Ponthieu, art. 20.

RENTE, OU PENSION VIAGERE.] Melun, art. 100. Laon, art. 114. Chalons, art. 120. Reims, art. 92. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 67. & de Monstreuil, art. 87. Channy, art. 25. Hainaut, chap. 98.

Laquelle n'est qu'à tems & à la vie, & constituée à prix d'argent, & non vendue à heritage, à la difference de la rente hereditable ou heritiere, comme parle ladite Coutume de Monstreuil, art. 87. de Beauquesne, art. 11. 31. 36. de Ponthieu, art. 112. 133. de Boulinois, art. 126. & d'Arthois, art. 68. 140. 160. 190.

VIAGEREMENT.] Ponthieu, art. 35. Mons, chap. 21. & en l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 56. & en la Somme rurale. Valencienne, art. 67.

CENS VIAGERS.] Chalons, art. 246. à la difference des cens perpétuels.

CHARGES, HERITIERS ET VIAGERES.] Hainaut, ch. 78.

REPARATIONS VIAGERES.] Paris, art. 262. 267. 287. Melun, art. 79. Calais, art. 61. 77. 138. qui sont menuës réparations, pour l'entretienement de l'heritage, hors les quatre gros murs, poutres, & entieres couvertures & voutes.

VIAGIER.] Lille, art. 187. Mons, chap. 21. 28. 35. Cambray, tit. 9. art. 6. tit. 12. art. 24. Valenciennes, art. 76. 86. 114. & en la dernière Coutume de Lille, titre des Censes. Namur, art. 76. & au style de Liege, chap. 13. art. 13. chap. 25. art. 14. C'est l'usufruitier. Comme aussi en la Somme rurale, quand il est traité du loüage & de la donation mutuelle entre conjoints par mariage; & de l'usufruit du retrait lignager, & en la Coutume d'Amiens, art. 50.

VIAGES.] Hainaut, chap. 88. 90. 98. Mons, chap. 36. Sont ceux à la vie desquels quelques rentes, fruits ou pensions viagères sont

dés. Les rentes constituées à prix d'argent s'appellent aussi Viagers, d'autant qu'elles se peuvent racheter, & ne sont pas perpétuelles. Voyez mot le RENTE. *Et hac refertur immensum est, sed indicare convenit.*

* *VIAIRE.*] Chaumont, art. 33. *Significat annuam pensionem quæ morte extinguitur.*

VIBAILLIF, VICENESCHAL.] En l'Edit du Roy Charles IX. fait à Moulins l'an 1566. art. 41. 42. 43. 45. 46. & de Henry III. de l'an 1579. art. 185. & ensuivans.

Qui a au pais de Guienne, de Normandie & ailleurs la connoissance des causes criminelles contre les voleurs, faux monnoyeurs, sacrileges, vagabonds & gens sans aveu, comme les autres Prevosts Provinciaux de la Maréchaussée par l'Edit du mesme Roy de l'an 1563. contre lesquels aussi les Baillifs & Sénéchaux des Provinces & leurs Lieutenans, ont Jurisdiction par prévention & sans appel.

VICAIRE. Orleans, chap. 1. art. 99. 100. 103. 127. 128. 133. Blois, article 44.

LETtres DE VICARIAT.] Orleans, art. 133.

BAILLER VICARIAT.] Blois, art. 45.

C'est l'homme vivant & mourant que l'Eglise & autres gens de mainmortes sont tenus de bailler au Seigneur feudal ou censier pour faire la foy & hommage, & à la mutation duquel est dû profit de fief ou de cens. *Est Vicarius Ecclesia, Universitatis, & cujuslibet corporis. Vicarius est qui servo paret. Horat, lib. 2. Satyrarum. Vicarius servus est in peculio ordinarii. Esse sat est servum, jam nolo Vicarius esse; Martialis.*

* *VICE-AMIRAL.*] Voyez *Viz-Admiral.*

VICEROY.] *Subregulus, Roderico Tolesano, lib. 2. de rebus Hispanie, cap. 1. qui vice regis praeest; Prorex. Alius est Interrex.*

VICOMTE DE PARIS.] En la Coutume de ladite Ville : de Monstreuil sur la mer en la Coutume de la Prevôté de la même ville. Tours, art. 561. 294. 295. le Maine, art. 56 & ailleurs. Poitou, art. 1. & en l'Ordonnance du Roy Charles V. de l'an 1376. art. 1. & souvent es Ordonnances de Charles VI. de l'an 1413. & de François I. de l'an 1514. * Voyez ma Note sur le tit. 1. de la Coutume Paris.

VICOMTE'] Tours, art. 6. 42. 80. Anjou, art. 48. 49. 61. le Maine, art. 56. 57. & ailleurs. Poitou, art. 1. & en l'Edit du Roy Charles V. de l'an 1356. & au Procès verbal de la Coutume de Berry sur l'art. 8. du tit. 2. & aux tenures, liv. 3. chap. 1.

Est Vicecomes, qui vicem gerit Comitis, cujus major est dignitas. Le Vicomte est sous le Comte, Hunc quidam appellant Vicarium, quia ejus Jurisdictio extendatur in vicis, & vias & loca publica quæ sententia

non placet. Le Seigneur Voyer est autre que le Seigneur Vicomte ; à les bien prendre , & le Vicomte est plus que le Voyer. *De Vicecomite locus est in cap. 5. Ne Clerici vel Monachi , in Decretal. Arnulphus, Archiepiscopus. Mediolanensis nomen dignitatemque Comitatus tulit , jusque per Vicecomitem exercuit.*

VICOMTE *DE THEROANNE.*] En la Coutume de ladite ville , art. 8. Mons, chap. 13. Le Vicomte de la ville de Boulenois , art. 180. De Gisors, de Constances , de Rouen, de Beaumont, de S. Sauveur, & ailleurs.

Le Vicomté du M. N. D. situé dans la Coutume de Vitry ayant été partagé comme un simple fief en l'année 1658. le Vicomte du M. N. D. s'est pourvu contre ce partage , & a prétendu que cette Terre devoit être considérée comme une Terre titrée, dans laquelle, selon l'article 60. de la Coutume de Vitry, il devoit avoir comme aîné le château ou maison forte, avec l'avantage des fuffez, la basse-cour, si aucune y avoit, les charnages, prez, vignes, étangs, & eaux qui étoient dedans la Paroisse dudit Château, avec les fiefs qui en dépendoient.

Le Vicomte alleguoit pour sa raison que selon les Coutumes de Touraine, d'Anjou & du Maine, le Vicomté est supérieur à la Baronnie. Que selon la Coutume de Vitry, l'aîné prend dans la Baronnie les avantages que l'on vient de remarquer, d'où il concluoit que l'aîné devoit avoir les mêmes avantages dans le Vicomté ; & sa prétention fut appuyée de l'avis des Praticiens du pays.

On opposa au Vicomté, que la Vicomté n'étoit point une Terre titrée, mais un simple fief.

1. Parce que dans les regles, & selon la remarque de Loyseau dans son Traité des Seigneuries, chap. 7. n. 21. Les Vicomtez titrés ne peuvent relever que du Roy à cause de la Couronne, & des Comtez qui y sont réunies, ou relever des Comtez non Royaux. Que le Vicomté en question ne relevoit point immédiatement d'un Comté, & par consé-

quent qu'il ne pouvoit point passer pour un Vicomté titré.

2. Parce que le Vicomté titré étant plus qu'une Baronnie, il ne pouvoit point relever d'une Baronnie, n'étant pas concevable qu'un Vassal puisse être plus titré que son Seigneur : & que le Vicomté en question relevant de la Baronnie de N. il ne pouvoit point être un Vicomté titré.

3. Parce qu'il n'y avoit certainement dans la Coutume de Vitry aucun Vicomté titré, quand elle fut redigée, ainsi que dans les Coutumes voisines, toutes ces Coutumes n'en faisant aucune mention, mais de Comtez, Baronnies, & Chastellenies seulement.

4. Parce qu'on ne rapportoit point de titre d'érection en Vicomté.

5. Parce qu'au défaut de titre primordial une Terre ne peut point être réputée Vicomté titré, si elle n'a de grosses mouvances, ainsi qu'on en peut juger par l'article 47. de la Coutume d'Anjou, qui requiert les mouvances suivantes pour la Baronnie inférieure à la Vicomté. *Droit de Baronnie doit avoir trois Chastellenies sujettes du corps de la Baronnie, Ville clause, Abbaye, Prioré conventuel ou Collège avec Forest.* On faisoit voir au Vicomte que la Terre n'avoit pas à beaucoup près de semblables mouvances, & que par conséquent sa prétention étoit très-mal fondée.

On ajoûtoit à tout cela que dans un nombre infini de Titres anciens, & dans plusieurs Auteurs de la moyenne & basse

latinité, le *Vicomté* qui n'est pas titré est appelée *Viaria*, *Voirie*; ce qu'on luy justifioit par deux Titres tres-anciens de S. Gemme, qui est auprès du Vicomté en question, dans lesquels ces deux passages se trouvent. *Teneret à me in fundo medietatem totius Vicecomitatus seu viaria &c.... Concesserunt sancto Ebrulfo Vicecomitatum idest Viariam &c. Ins Vicecomitatus seu Viariam quam in villa sancta Gemma se habere dicebat, &c.*

On donnoit pour exemple au Vicomte, que la Terre de Vasseny est un Vicomté comme celle du M. N. D. & que les Seigneurs de cette Terre qui est un simple fief, n'ont point d'autre droit en conséquence de leur Vicomté, sinon qu'ils connoissent privativement, à l'exclusion des autres Seigneurs du même lieu, des cas nocturnes, ou des délits qui se commettent depuis le soleil couchant jusqu'au soleil levant, & de ceux qui se commettent sur les chemins appelez de *Vicomté*; & quant aux cens & rentes, lods & ventes, & autres droits Seigneuriaux, qu'ils en appartiennent, à l'Abbaye & au Convent de S. Medard de Soissons, & de S. Yves de Braigne, qui sont aussi Seigneurs de Vasseny.

On donnoit encore pour exemple la

CHEMIN VICOMTIER.] Boulenois, art. 160.

A la difference du Chemin Royal, Châtellain, Forain, ou sentier: *de quibus itineribus tractatur in illa consuetudine.* Voyez la diction **CHEMIN.**

SEIGNEUR VICOMTIER.] Ponthieu, art. 17. 82. 84. Arthois, art. 4. Amiens, art. 191. Monstreüil, art. 11. 18. & ensuivans. Beauquesne, art. 1. & 3. Vimcu, art. 5 & en la Coutume d'Arthois au Bailliage de S. Omer, art. 2. & ailleurs: De Lille titre 1. Hefdin en divers lieux. Lilles sous Arthois. Qui a moyenne Justice.

JUSTICE, JURISDICTION OU SEIGNEURIE VICOMTIERE] Ponthieu, art. 82. 84. 104. Amiens, art. 191. 246. Monstreüil, art. 6. 7. 25. 26. Lille, titre premier Hefdin en plusieurs lieux. Ou de Vicomté: Arthois, art. 5. La Justice Vicomtiere est la moyenne Justice: comme dit Bouteiller, *est vice comitatus.* S. Riquier, article 2. Aussi au livre

Terre de *Vieilarty*, qui est un autre Vicomté, & dont les Seigneurs Vicomtes ont seulement le droit de lever dans la rue appelée du Vicomté, un certain droit sur les Marchands qui y étalent, dont les lods & ventes sont dûs à M. qui en est le Seigneur.

On luy citoit le Vicomté de Beaurieux, dont les Vicomtes sont tellement inferieurs à ceux qui en sont les vrais Seigneurs, qu'ils sont tenus de faire pressorer leurs raisins au pressoir bannal de Beaurieux.

Et enfin on luy objectoit que dans le Procez verbal de la Coutume de Vitry il n'est fait mention que d'un seul *Vicomte*, qui étoit Adrien du Drac Seigneur Duy, que ce Vicomte se trouve entre les simples Seigneurs de fief, & après tous ceux qui possédoient des Terres de Dignité, ce qui est une preuve évidente que son Vicomté n'en étoit point une, mais un simple fief.

Sur ces raisons, ceux qui avoient soutenu les prétentions du Vicomte se déclarerent contre luy, & il se désista ensuite, de sorte qu'il doit demeurer pour constant que dans la Coutume de Vitry & les Coutumes voisines, les *Vicomtes* ne sont que des fiefs simples.

de la Somme rurale, la Seigneurie fonciere s'appelle *Vicomtiere*, & les moyens Justiciers, *Vicomiers*, quand il est traité des franchises ve-ritez. Et en la Coutume de Normandie, chap. 4. 5. 54 & es Arrests de l'Eschiquier de Normandie, & au styl du pais les *Vicomtes* sont Officiers de Justice moindres que les Baillifs, & qui ne sont que moyens Justiciers, & ont la connoissance des sentes, voyes & chemins, du cours des eauës, de quelques délits, & des simples querelles. En Escosse, les *Vicomtes* sont comme les Baillifs & Sénéchaux en France, & connoissent des causes civiles en premiere instance, & donnent Sentence aux crimes sans appel. Aussi en plusieurs lieux les *Vicomtes* étoient les Juges ordinaires, comme par l'ancienne Coutume du Perche, tit. 1. art. 4. & ce mot se prend en cette signification en l'Edit de Charles IX. de l'an 1567. pour le rétablissement des Officiers de Judicature. Les Receveurs & *Vicomtes* du Domaine, & des Aydes: Monstrelet au chap. 99. du premier volume. Comme es Ordonnances des Forests & des Thresoriers de France, le *Vicomte* est joint au Receveur des deniers de la ferme glandée, paillon & émendes, ou du Domaine.

VIDAME D'AMIENS.] En l'art. 17. de la Coutume locale de ladite ville: Monstrelet, liv. 1. chap. 82. de Chalons en l'Arrest de Paris donné à la Pentecoste 1273. & du 16. Mars 1386. en la maison duquel qui est assise à Chalons, l'Evêque dudit lieu ha la Justice. VIDAME DE CHARTRES, au livre 2. de Villehardouin & ailleurs. VIDAME DE REIMS, en la Coutume article 351. VIDAME DE GERBEROY, qui est l'un des titres de l'Evêque & Comte de Beauvais. *Vicedominus, in Constitution. Caroli magni, in Jure Pontificio, distinet. 89. can. Volumus can. Diaconum, & can. 1. quest. 3. cano. Salvator. Appellatur Vicarii Episcopi aut Abbatis. Episcopus ipse appellatur Dominus, ut cum ei occinitur, Jubet domine benedicere: qua vox dirigitur ad Episcopum cum praesens adest. Omnes fere Episcopatus habuerunt vicedominum Vicarium, praepositum, advocatum, defensorem. Le Vidame est Vicarius domini: Le Lieutenant du Seigneur, qui vices ejus gerit: Theophilus in una urbiu[m] Sicilia Vicedominus secundas partes Ecclesiastica dispensationis sub Episcopo agebat, Sigebertus in Chronico sub anno 537. & Vicedominus Landunensis anno 1094. & in historia Lamberti, Herimannus Vicedominus, Moguntinus, qua voce utitur etiam Theodoricus rex Italia in fine edicti sui, & apud Cassiodorum, lib. 5. Varium epist. 14. Quelques auteurs aussi conjoignent ces mots *Vicedominos* & *advocatos*. Voyez la diction ADVOVEZ, car les Vidames étoient Juges & Défenseurs du temporel de l'Eglise, lors que les Evêques n'entendoient qu'au spirituel: Depuis la Vidamie a été faite dignité feudale tenue d'Eglise. Les Ecclesiastiques de leurs Vidames & Juges, ont fait des vassaux, comme les Roys de leurs*

Comtes : comme les doctes Du Tillet & Pasquier ont observé. *Per us Vicedominus Ecclesie, Historia Miscella, lib. 23. qua vox extat etiam in cap. 15. de Judiciis, cap. 7. de Confirmat. util. cap. 23. de Jure Patronatus, cap. 12. de pœnis & occurrit passim. Vicedomina in epist. 38. Juonis Episcopi Carnotensis.*

VIDIMUS DE LETTRE.] Nivernois, tit. 4. art. 16. 35. tit. 5. 6. 14. & en l'Edit du Roy Louïs XII. de l'an 1499. art. 102.

C'est la copie collationnée par Notaire, Secrétaire, ou Greffier. *Exemplum, exemplar.*

* *Quint à VIE.*] Coucy, art. 5. & 7.

C'est le droit que les puînez ont de jouir du quint du fief, ou des fiefs qui sont échûs à leur aîné par le trépas de leur pere & mere. Lors qu'il n'y a que des filles, les puînées n'ont aussi qu'un quint à vie. Voyez Buridan sur la Coutume de Vermand. pag. 997.

* *Terça VIELA.*] Bearn. rubr. de Bocages, art. 10. C'est la troisième veille.

DENIERS OU SOLS VIENNOIS.] Desquels anciennement ils ufoient en Dauphiné, en Forests & ailleurs. *In supplemento Chronicorum Sigeberti fit mentio Andegavensis moneta, solidorum & librarum Andegavensium & Cenomanum.* Aussi anciennement il y avoit des sols, des francs, des livres, ou deniers parisis, Tournois, Lovisiens, Domisiens, Tolosains, Mansais, Morlaas en Bearn, Blancs, Forts, Nejets, Bourdelois, Barrois, de Brabant, & autres. Et à la fin du procès verbal des Coutumes du Comté de Bourgogne, il est fait mention des sols estevenans; laquelle diction m'est suspecte: *Libra autem per viginti solidos computatur, ut est in Annalibus Francorum anni 882.* Toutesfois les livres de monnoye sont différentes selon les païs & provinces. *Sic & olim varia fuerunt talentorum genera: Atticum, Rhodium, Alexandrinum, Neapolitanum, Syracusanum, Rheginum, Babylonicum, Aeginum, Syrium, Euboicum. Varia etiam nummorum genera & pondera, Philippei, Dacii, Serrati, quorum ambitus dendatus atque asper: Bigati, Victoriati, quadrigati, ratiti, miliarienses, cistophori: nummi à caractere vel figura calature dicti. Item Terentiani qui Gracis Follerales, ait Marcellinus Comes in Chronico: Fortè legendum Teruntii. Foles sunt oboli, quæ minutissima lamina. Siliqua continebat duodecim foles, & siliqua 24. pars solidi qui aureus, & dimidia pars miliarisii qui numus argenteus. In quadrante & triente ratis fuit effigies, ut navis in asse: Festus, Plinius, lib. 33. cap. 3. Aes etiam signatum est ovium, bovumque effigie ex instituto Servii Regis: as antiquissimum pecore est notatum, signatum est nota pecudum: unde & pecunia appellata, Varro, Plinius, lib. 18. cap. 3. lib. 33. cap. 3. A Saturno autem, ut Ethnici tradunt, primum imagine si-*

gnatus nummus, & inde arario Romano præsidebat : Tertullianus adversus Gentes, & Macrobius. In nummis veteribus est cum duplici fronte Janus, & in altera parte navis : Lactantius, l. 1. cap. 13. Nota aris fuit ex altera parte Janus geminus, ex altera rostrum navis : Plinius eodem, l. 33. nummus æveus una parte capite Jani notatus erat, altera nave : qua Saturnus fugiens ad Italiam vectus est. Unde aleatores posito nummo opertoque optionem conlusoribus posuerunt enuntiandi quid putarent subesse, Caput aut navem, ut est in libello originis gentis Romana, qui Aurelio Victori tribuitur. In aleæ lusu pueri denarios in sublime jactantes, capita aut navia (si ita legere mavis) lusu teste vetustatis exclamant. Macrobius lib. 1. Saturn. cap. 7. Aes autem in æde Saturni condebatur, unde ararium dictum est, Cornutus in 2. Persii Satyram. Bona posteritas puppim formavit in ære : Hospitis adventum testificata Dei, Ovidius in Fastis, quem & Lactantius citat, qui fuit Arnobii discipulus teste Hieronymo : cujusque ingenium satis elegans, facile, suave, apertum, copiosum : sed quantum erraverit interdum in apicibus vera Religionis, in sphaera, in philosophia homo eloquens res ipsa declarat. Denique postquam æs signari cæpit, varia figura excogitata sunt, In nummis Atheniensium noctua in sculpi solebat quæ Minerva erat sacra. Bos in nummis coloniam notabat. Et Augustus nummum argenteum nota sideris Capricorni quo natus est, percussit. Suetonius, cap. 94. Nummi alii sunt rotundi, alii quadrati, alii paululum concavi, de quibus locus est in Nov. 105. Justiniani. Aussi nos anciens ont eu des especes de monnoye, qu'ils ont nommées en Angleterre, Eccossie & Hibernie, Esterlins, Strelins : Florins en Savoye, à Rome & ailleurs : francs à pied ; francs à cheval, longs vêtus, gros & blancs, & monnoye noire non blanchie d'argent, monnoye forte ou foible en France. Comme aussi les Besants d'or, Saluts, Royaux, Nobles, Escus, Angelots, Ducats, Chevalots, Moutons, Medius de Barbarie, Milrais, Portugaises, Maramedis, Marabotini, cap. 14. de privilegiis. In Hispania & Portugalia. Mansaruti : Postulats de Hornes, Riddes, Lions, Philippus, Imperiales, Carolus, Mailles, Testons, Sesquins, Marquets, Sultanins, Partarts, Brelinques, Reales, Dalles, Penes, Vaehes de Foix, Alphonsons, les liards, florettes, doubles, niquets, quatreins, Angevines, Bajocques, Papignoles, fainins, virelans, aidants, liegeois, douzains, trezains, oboles, ardits, Jacques : Taleri in Germania : Tareni in Sicilia & Apulia : Carleni, Bololeni, Julii Roma : Aspres en Turquie : Aspronum, ἀσπράκιον λευκόν. Alii breves & teretes nummi, λεπτοὶ : aliud asgrave : Illi soles & teruntii quorum minutissima lamina : & plusieurs autres especes d'or, d'argent, ou billon tant étrangères que de la fabrication de France, ont prins leur nom de leur marque, de leur valeur & autrement. Et hoc in transcurso monebo, apud Lacedamonios corinum forma publica

publica percussum, quod usum numerata pecunia prestabat, Seneca, lib. 5. de Beneficiis. Numa populo Romano pro congiario dedit ligneos & scorreos asses, ut Eusebius refert in Chronicis, Hieronymo interprete. Bizanzii ferreo, Syracusani stanneo numismate usi sunt. Julius Pollux, lib. 9. Aristoteles in Oeconomicis. Lege Cornelia autem expressum ne quis nummos stanneos, plumbeos emere, vendere dolo malo vellet. Comme aussi l'histoire nous enseigne, qu'aucuns Empereurs d'Allemagne & aucuns Rois de France ont fait marquer du cuir pour servir de monnoye durant leurs necessitez & affaires de guerre.

DROIT DE VIENTRAGE.] Des vins & autres breuvages vendus. Senlis, art. 125. qui est un droit seigneurial, comme le droit de Chantellage, de forage, & d'afforage dessus.

Ragueau s'est contenté de dire que le *Vientrage* est un droit sur les Vins & autres breuvages vendus, sans l'expliquer davantage. Le Terrier de l'Isle Adam l'interprete *Vientrage & Traisnage* qui est tel que de chaque piece que le Tavernier vend en gros à l'habitant ou à autre, & qui n'est chargée sur charrette ou chariot, ains est roulée & traînée sur un traîneau de maison

à autre, l'acheteur doit un denier tournois. Celuy qui a mis des Apostilles sur le Coutumier general ne s'est pas attaché, comme il luy est ordinaire aux Notes de Ragueau, & sans titre ou Auteur, il dit sur l'article 105. de la Coutume de Senlis que c'est un droit pour l'entrée du vin en la terre du Seigneur. (M. GALLAND.)

VIGNAGES.] En la Somme rurale au chap. du Fisque, & des Emendes : C'est un droit que le Seigneur prend sur les marchandises & bestail passant pays, comme le Treu, le Peage, & droit de Pontenage.

VIGUIER, VIGUERIE.] Aux Ordonnances Latines du Roy Philippes le Bel, & en l'Edit du Roy Charles VI. de l'an 1413. art. 202. de Charles IX. fait à Orleans l'an 1560. art. 50. & de l'an 1567. pour le rétablissement des Officiers de judicature : Le Viguiier de Toulouse, Froissart, liv. 1. chap. 105. *In unaquaque vigeriata unus tantum vigerius habeatur*, en la Chartre que le Roy Louis VIII. a octroyé l'an 1224. aux habitans de la ville & septaine de Bourges : c'est le premier Juge, lequel autrement s'appelle Prevôt ordinaire, Châtelain, Garde de la Prevôté, Vicomté, *Vicarius, prepositus, qui vicem gerit ordinarii judicis qui Comes dicebatur. Sed & fuerunt Missi Comitum, Vicarii, loci servatores* : Leurs Lieutenans. *Alii fuerunt Missi regales aut dominici*, les Gouverneurs & Lieutenans pour le Roy. *Quod quidam non sat aptè distinguunt : cogor sapè imperitiā nosare, reprehendere, castigare. Nolo tamen videri quēquam inclementer incessere.*

* **VILENAGE.]** Beaumanoir, chap. 14. pag. 79. Nous appellons Vilenage, heritage qui est tenu de Seigneur à cens, ou à rentes, ou à cham-

part; car de chelle qui est tenu en fief, l'on ne doit rendre nule telle redevance.

* *VILHETAS.*] Bearn, rubr. deu Recebedors, art. 7. sont des billets par lesquelles les Receveurs des Tailles avertissent les Jurats des Communautéz de leur faire apporter les deniers du donou de la taille.

VILLAIN.] La Marche, art. 153.

C'est l'homme serf, ou qui tient heritage de serve condition ou mortuaillable d'aucun Seigneur, à la difference de l'homme franc: comme aussi generalement les nobles appellent les rustics, les villageois, les paysans & laboureurs, jasoit qu'ils soient de libre & franche condition, comme l'auteur de l'ancienne Chronique de Flandres, 94. Les habitans des villes qui ont le droit de Bourgeoisie sont roturiers: *Burgenses non villani: Cujus vocis etymon est à villa. Alii magno imperitia errore deducunt à Βλέννος, id est segnis, ignavus, sordidus: qua etymologia longius petita est, nec ad rem facit. Et cuius compertum est quàm aniliter hoc dictum sit. Villani villas colunt, sunt villici, οἰκᾶτ' ἀγρῶν οἰκονόμοι, παραμωνάριοι: μὴν, villa. Villicari est rustficari vel villa praeesse. Nonius. Villicus agricolandi causa constitutus, atque appellatus à villa: Varro, lib. 1. de re rustica, cap. 2. Alii sunt κωμῆται, vicani: Et ita villani appellantur in Constitutionibus Neapolitanis, licet non sint adscriptitii Et servi gleba. Hungari villanos appellant Jobagiones. Toutesfois en France les Gentilshommes qui ont leur demeure aux champs, appellent aussi vilains ceux qui habitent dans les villes claufes, comme si c'étoit chose contraire d'être Gentilhomme & faire profession des armes, & d'habiter en une ville. At contra inanes status quorum civium Romanorum vile esse existimabant quicquid extra urbis pomerium nascebatur, Marcellinus, lib. 14. Verùm milites non solum agrarii fuerunt, sed Et urbici: Sigebertus in Chronico anni 915. Et in supplemento Sigeberti sub anno 1160. & y a difference entre VILLAIN & VILEIN: Inter villanum Et vilem: vilis qui Et olim levis, nullo honore dignus: Gellius, libro 7. capit. 11. Aucuns des anciens ont eu en grand honneur l'agriculture, & plusieurs ont été appelez de la charruë aux armes & aux Magistrats: Serentem invenerunt dati honores Serranum: Cincinnato viator attulit Dictaturam: Ex agris Senatum ducēque accersebant: Rustica tribus erant laudatissima eorum qui rura haberent: urbana verò in quas transferri ignominia esset, desidia probro. Gloriam ipsam à farris honore Adorem appellabant: Plinius, lib. 18. cap. 3. Alii existimant nisi qui Patricius esset, neminem bono esse genere natum. Voyez cy-devant, LE CHANTEAU PART LE VILLAIN.*

LE VILLAIN NE SCAIT QU'ESTERONS VAILLENT.] Comme si un noble n'étoit tenu faire la foy & hommage à un roturier Seigneur du fief dominant. * Voyez ma note sur les Institutions de Loyfel, liv. 1. tit. 1. regle. 29.

TERRE VILLAINE.] A la difference du fief qui est tenu noblement, au livre de la Somme rurale au chap. des bornes, & des criées d'heritage: & **RENTE VILLAINE** qui n'est pas tenu noblement & en fief, quand l'auteur traite de tenir par volonté. * Voyez *Villénage*.

VILEIN SERMENT. En un Arrest de Paris du dernier jour de Mars 1332. & du 21. Juillet 1367. & en l'Edit du Roy Philippes de Valois de l'an 1347. contre les blasphemateurs. Comme aussi les crimes sont les cas laids & vileins: Hainaut, chap. 18. 26. Laide vilenie ou parole injurieuse. Mons, chap. 31. Laidanges cy-devant. Cas de beau fait & non villain. Valenciennes, art. 125. 127.

VILS ou VILEINS SERVICES, ET TENEMENT VILEIN.] Normandie, chap. 26. 28. 53. 93. dont appert qu'il y a des sujets qui tiennent un fief à vil service. Tels sont les bordiers qui tiennent bordage, & ceux qui servent à fac & à somme, qui tiennent les vavassoureries par fommage, & par service de cheval, ou qui doivent curer les mares, marnier ou fumer les terres, ou fener les foins de leur Seigneur, ou refaire leurs écluses, fosses & maisons, labourer les terres, cueillir & charroyer les grains, les battre & vanter. Ce que la Coutume de Bretagne, art. 91. appelle **VILES CORVEES**. Tels vils services sont en usage en Angleterre, & ont été cause de la rebellion des sujets dont Froissart fait mention au chap. 74. du volume 2.

DROIT DE VILLE CLOSE.] *Muniendi oppidū jus impetratur à Principe: & sub Claudio vendi captum. Tacitus, lib. 5. Empto jure muniendi struxere muros in pace. Oppida legibus circumducta, munita, apud Frontinum de Coloniais.*

VILLE DE PAIX.] En laquelle n'étoit permis aux sujets user de droit de guerre ny se venger. Telle étoit la ville de Paris, comme appert par une commission qui est es registres de la Cour de Parlement du 26. May 1344. mais devoient poursuivre leurs differens en Justice; dont l'auditoire s'appelle aussi **MAISON DE PAIX** en la Coutume de Mons, chap. 12. comme aussi en un Arrest de Paris du 3. Juillet 1352. il est narré que droit de guerre n'avoit lieu es Bailliages de Chartres & d'Orléans. Voyez la diction **QUARENTAINE**. *Pro bono pacis sunt Romæ Pacarii, quorum munus est dissensiones civium sedare, partes ad concordiam revocare, de quibus lib. 2. Statutorum urbis, cap. 83. 58. 87. 89. & passim.*

VENDRE PAR DECRET ET DROIT DE VILLE.] Lorraine, tit. 16. art. 18. tit. 17. art. 17. * Voyez Fabert en ces endroits.

* **VILLE baptice.]** Voyez *Baptices*.

VILLENAGE.] En un Arrest de Paris donné à la S. Martin 1282. quand un heritage feudal ou alodial vient en la main d'un roturier;

ce qui ne se pouvoit faire anciennement sans permission du Roy; & le villain en devoit vuidier ses mains, comme les gens de main-morte, s'il n'en avoit déjà jouï par trente ans : auquel cas aussi il étoit tenu payer finance & indemnité. RENTES, HERITAGES, POSSESSIONS NON NOBLES, tenuës en VILLENAGE, en l'ancienne Coutume de Mante, art. 107. 109. qui est en censive.

TENIR EN VILLENAGE.] Au livre 2. chap. 11. des Tenures. Ce que le villain tient d'un Seigneur pour luy faire villeins services; comme de porter ou de charroïer les fiens hors du manoir ou de la Cité de son Seigneur.

EN VILLENAGE N'Y A POINT DE BAIL.] Au 2. livre de l'usage de Paris & d'Orléans : d'autant qu'en plusieurs pais le bail est de fief seulement pendant le jeune âge. LE VILLENAGE est dit à la différence du franc fief qui ne peut être tenu que par gens Nobles, ou de franche condition.

LE VIN DU CLERC.] En l'Edit du Roy Charles VIII. de l'an 1493. art. 107. C'est ce que les Parties par honnêteté baillent aux Clercs du Greffe, pour avoir écrit leurs expéditions : *Hoc notius quàm ut indicandum sit.*

VIN DU MARCHÉ.] Chaumont, art. 37. Vitry, art. 49. Reims, art. 75. Tours, art. 147. 172. Bretagne, art. 319.

Qui est l'escot, le repas, & dépenses que les contractans font avec ceux qui ont été presens à leur marché ou accord, pour la memoire & confirmation du marché. Voyez le mot DENIER à DIEU. Ce vin du marché n'entre pas en compte du prix, pour en prendre par le Seigneur droit de ventes, sinon qu'il fût excessif. *Solent quadam emptionis causa erogari, leg. debet 27. dig. de Edictio edicto, Arra etiam datur ab emptore venditori ad confirmandam emptionem, ut evidentiùs probari possit convenisse de pretio, leg. quod sape 35. de contrah. emptio. de qua alii loci sunt in leg. 11. §. ego. de actio. empti, leg. 6. leg. ult. de lege commissor.*

DROIT DE METTRE PRIX AU VIN.] Amiens, art. 182. Qui appartient au Seigneur haut ou moyen Justicier sur les sujets vendans vin à broche & détail : Et convient pour mettre le prix bailler & délivrer aux Officiers un pain & un lot de vin pour en goûter & tâter, Voyez les dictions FORAGE ET AFFORAGE.

LE VIN ET STIPES] Des Officiers des forests qui font les ventes des bois. Es Ordonnances du Duc de Bouillon, art. 531. *Modica ara appellabantur Stipes.*

VINADE.] Auvergne, chap. 25. art. 21. La Marche, art. 92. 138. 139. & ensuiyans, & art. 429. 430.

C'est un droit qui est dû au Seigneur par ses sujets pour charroier son vin, comme la BOHAE.

La Vinade entiere est entenduë de deux paires de bœufs & une charrette, qui n'est que d'une paire de bœufs, ou une charrette. La Marche, art. 139. à la difference de la Bouade ou Vouade,

DROIT DE VINAGE.] Senlis, art. 263. Reims, art. 161. qui est dû pour & au lieu de censives sur vignes, & se doit payer à bord de cuves, & ne peut le détenteur tirer son vin sans premierement avoir payé iceluy droit. Clermont, art. 121. Les VINAGES qui appartiennent au Comte de Flandres, Froissart au 1. livre chap. 30. *Tempore Chilperici Francorum Regis liberiori etiam orti progenie, e terra proprio culta labore amphoram vini regia mensa inferbant tributum nomine. Aimonius, lib. 3. cap. 32.* à Angiers & ailleurs, ce droit de vinage a été converty en argent de cens annuel. En France, l'imposition du vin entrant a été introduite l'an 1561. & depuis abolie, & en après rétablie par le Roy Henry III.

Ce mot reçoit divers usages. Le plus ancien est pour le passage par la Terre ou Seigneurie d'autrui. Le Chartulaire de Doncheri. *Au lieu de Soignon, le Prieur de Doncheri a droit de VVinage, c'est à sçavoir de chaque charriot passant & repassant par le détroit dudit lieu deux sols huit deniers parisis, & de chaque charette seize deniers parisis.*

Mirzi donat. Belgicz, l. 2. c. 74. *Transseunt per omnem terram nostram à VVinagiis vel teloneis & cateris exactionibus liberi.*

Le même, lib. 1. c. 77. tit. an. 1193. *Per terram nostram transeant absque teloneo vinagio & omni alia exactione.*

Accord de l'an 1311. rapporté par Floris Vender, lib. 2. des Chastellains de l'Isle : *Promet ledit Chastellain les reventes devant dites franches de VVinage, de tous payages, & de toutes autres prises à toujours.* Au même livre p. 206. *Ad pontem de VVindin arrestati erant homines sancti Petri pro VVinagio. Ecclesia liberos eos reduxit.*

Chartulaire S. Denys, titre de l'an 1170. entre l'Abbé de S. Denys R. Comte de Hainault & Marguerite sa femme,

in teloneis Foragiis, Vinagiis, introitibus & exitibus.

Souvent Vinage se prend pour les droits qui se payent aux Seigneurs par des Communautés & territoires en bled, vin ou argent; en conséquence dequoy les Seigneurs font reparer les ponts & passages. Le Roy en a plusieurs semblables au Comté de Marle.

En l'Histoire de Gand, l. 6. p. 377. il y en a preuve dans un extrait du Thresor des Chartres du Roy qui y est rapporté.

Quelquesfois il se prend pour un droit qui se leve sur le vin. Dans le Chartul. de S. Denys il y a un Echange de l'an 1283. entre le Roy & les Religieux de S. Denys, portant que le Roy avoit *in villis & territoriis de Belna, de Clauso Regis in Romana villa de sancto Lupo in vineis de Foscuilla 8. libras redditus pro uno mengerio bichenagium Vinagium haspagium.*

Il se prend encore pour des redevances en vin. Au livre de restitutione sancti Florentii. tit. 17. Septemb. 1030. Hubert Evêque d'Angers remet divers droits aux Chanoines en ces termes : *Indulgeo*

illis illorumque villatis in curse illorum Spinac. vinagii modios 15. atque fromentagii modios 12. singulis annis.

Quelquesfois il se prend pour un droit à prendre sur le vin pressuré, comme au Terrier de l'Isle Adam, où il est dit que du lieu de Parmain il y a deux grands Presseirs à vin, banniers, dont a le droit de vinage à raison de quatre sennes du vin y pressuré.

Enfin quelquefois vinage se prend pour réjouissance & bonne chère. Le Serment des habitans fait au Chastelain de Lisse, rapporté par Floris Vander, lib. 1. p. 137. *Si doit-on faire ban & deffense par le ville, sous l'amisté, que nul ne les herberghe ne soustroie ne leur face vinage ne amisté sans qu'ils serons en Vviere contre le Castelain.* (M. GABRIEL.)

LE VINGTIE'ME] Qui se paye en Dauphiné & ailleurs des bleds & vins de l'année pour la construction & réparation des murailles des Villes, des Châteaux & des Forts : *Guido Papa consilio primo, & quest. 7. & 372. Decisionum.* Aussi nos Rois ont ordonné l'imposition du sol pour livre de toutes denrées & marchandises : *Ut Cesar Caligula pro eduliis que tota urbe vanirent certum statumque tributum exigebat. Suetonius, cap. 40.* Voyez les mots *Equivaleus. Huitième.*

DROIT DE VINS] Dû au Convent de Foresmontier, outre les droits de lods, ventes & saisine, par les habitans de Joüy ressort de Meaux, qui est de trois sols, quand le prix de la vente de l'héritage censuel excède vingt sols.

DROIT DE VINS ET VENTES.] Senlis, art. 215. Clermont, art. 13. qui est dû au Seigneur censuel par celui qui a acheté un héritage censuel, & est par la Coutume d'Orléans, art. 107. & de Montargis, chap. 2. art. 4. d'une jallee de vin pour tout, & de seize deniers parisis pour franc.

* **Droit de VINTAIN.**] Par lequel le Seigneur fondé en titre, prend la vingtième partie des fruits croissants en sa terre, ou de quelques especes de fruits seulement, selon les conventions. Ce droit est ou *réel* ou *personnel*.

Le réel est dû par les fonds mêmes, & est appelé *Tasche* en Dauphiné & en Provence.

Le personnel est dû par les sujets à leur Seigneur, pour construire & maintenir à ses dépens les murailles du Bourg ou de l'enclos du château, pour leur seureté & la conservation de leurs meubles, moyennant la vingtième partie des bleds & du vin qu'ils recueillent, qu'ils sont obligez de luy bailler.

Ce droit fut établi à l'occasion des guerres qui étoient entre Charles V. Roy de France, & Amé VI. Comte de Savoye. Voy M. Salvaing, page 222. & *Vingtième.*

VIS-ADMIRAL] Qui est sous l'Admiral, lequel est le Chef & Lieu

tenant General pour le Roy en toutes armées de mer, & qui doit être obéi en tous lieux, places & villes maritimes.

VISENESCHAL.] Voyez le mot VIBAILLIF.

DROIT DE VIVELOTTE ou VIVENOTTE.] En la dernière Coutume de Lille, tit. 1. art. 58. & en après en titre special de ce droit. Qui appartient à la veuve pour son vivre sur les terres de son mary qui sont tenues en coterie, & de main-ferme, comme dit Boutillier traitant du douaire : à la difference du droit de douaire coutumier qui appartient aux veuves sur les heritages feudaux & terres de d'Aluez. *Est vitalitium ut appellatur à quibusdam scriptoribus rerum Francicarum & Germanicarum. Est in vocis ut hac & similes voces quasi postliminio ad nos redeant. Itaque saepe antiqua verba atque exoleta revoco & profero. Trista tamen & usitata etiam placent.*

UNIR ET METTRE EN SA TABLE.] Paris, art. 21. Retraire & réunir à sa table & domaine. Estappes, art. 3. & 4. Boulenois, art. 42. Arthois, art. 116. RE'UNIR à sa table & au gros de son fief : Arthois, art. 25. RE'INCORPORER à la table & domaine du Seigneur. Lille, tit. 1. art. 45.

Quand le Seigneur feudal ou autre use de retenuë par puissance de fief sur l'acheteur ou heritier de l'heritage, rente ou autre droit de luy tenu en foy & hommage, ou à autre devoir pour le raproprier à son fief & domaine, & au corps de sa seigneurie, comme parle la Coutume de Boulenois, art. 139. & autres que j'observeray sur l'art. 1. du tit. 13. de la Coutume de Berry, quand le Seigneur de son fief, ou censif fait son domaine. Voyez Table.

PEINE DE VOIAGE.] Qui est approuvée & visitée par le stile du pais de Liege; chap. 15. & ailleurs. * Voyez Perager.

* VOIE.] Suivant l'article 197. de la Coutume de Vallois, c'est un chemin, qui contient seize pieds de largeur, dans lequel on peut mener, & chasser sans arrêter le bétail, de Ville à autre. Voyez Beaumanoir, chap. 25. au commencement.

* Tort fait ne droit VOIE.] Anjou, art. 406. Cet article decide que si aucun acquerreur est adjourné en demande de retrait en court sujette, & il ne veuille débattre le retrait, il se peut clamer en court suzeraine, pourvu que l'assise de court suzeraine tienne premierement que celle de la court sujette, & que là, c'est à dire, en la court suzeraine il connoitra le retrait, à ce que les deniers du retrait luy soient donnez, quoiqu'il ne se plaigne pas qu'en la court sujette on luy ait tort fait ne droit voyé, c'est à dire qu'on luy ait fait tort, ou qu'on ait refusé de luy faire droit. Droit VOYE' ou VE'E est jus vetitum. Ce qui a été remarqué par M. Menage après les Sieurs Nublé & de Launay.

VOIER, VOIRIE.] En l'ancienne Coutume de Bourges, tit. 2. art. 29. & au procès verbal de la dernière Coutume d'Auxerre au rôle des Officiers: au livre de l'établissement pour les Prevôtez de Paris & d'Orléans. En un Arrest de la Cour du 14. Janvier 1407. pour le Prieur de S. Martin des Champs à Paris, il est dit que le Roy prétend la Voirie & Justice par toutes les rues au dedans des anciens murs de Paris. Et au plaidoyé du 5. Septembre 1404. pour le différent de la Justice entre le Roy & l'Evêque de Paris, il est fait mention de la Voirie de l'Evêque, & si le Voier est hault Justicier. Voyez le mot JUSTICE. Et le Traité de l'Avocat Bacquet de la Justice, chap. 28.

LE GRAND VOIER DE FRANCE.]

SEIGNEURS VOIERS.] A la fin du Procès verbal de la Coutume du grand Perche: Perone, art. 16. Hefdin, art. 22. du titre des droits du Comte d'Artois, & en l'Edit du Roy François I. de l'an 1539. qui a été fait pour raison des Seigneurs Justiciers de la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, & en la Patente du Roy Henry II. de l'an 1549. pour la confection d'un papier terrier, & en l'Edit de l'an 1548. fait par le Roy Henry pour la défense de ne plus bâtir à neuf es fauxbourgs de Paris: & en l'Edit du Roy Henry III. de l'an 1583. pour le Reglement des forests & des chemins publics. Qui ont Justice ou seigneurie es chemins, frocs, flegards & voirie; & auxquels appartient la connoissance des crimes & délits commis en iceux. Voyez l'ancienne Coutume d'Amiens, art. 74. 104. & la dernière, art. 184. 239. desquelles diâctions Frocs & Flegards use aussi la Coutume de S. Omer, art. 13. de Theroane, art. 6. de saint Paul, art. 31. de Ponthieu, art. 104. de Hefdin, & de l'ancienne Coutume de Monstreuil, art. 41. Les VOIERS ont charge des chemins, des portes, tours, remparts, ponts, levées, cloaques, fontaines, & des édifices & ouvrages publics, pour mettre ordre à ce qu'ils soient entretenus en leur entier: Et en plusieurs lieux ils sont Juges des vûes, éviars, & goutieres de maisons voisines, & des bornes, confins & limites d'heritages: ils donnent l'alignement à ceux qui veulent bâtir sur rue publique: Ils ont égard à ce que la voye ne soit errécie, par faillies ou degrez de maison, par estail ou siege en la voirie, par hautvent ou travail: & à ce que les chemins ne soient encombrés, & que les rues soient nettes. *Curatores viarum, ut Appia, Flaminia, Latina, Salaria, Campana, Praenestina, Emilia, Aurelia, Ardeatina, Gabina, Lavicana, Tiburtina, Collatina, Nomentana, Ostiensis, Portuensis, Vitellia. Viacuri Varroni, qui curam viarum publicarum gerebant: ut ἀγυῖοι in urbe, qui & Curatores Rei publicae & patres civitatum, de quibus Papinianus librum singulare scripsit. De his Cujacius noster, lib. 22. Observ. cap. 31. Recentioribus autem Parata est sumptus quem*

quem provinciales faciunt in viis pontibusque reficiendis, reparandis. Porro alii sunt Ediles qui ἀγοραῖοι, ad quos pertinebat cura venalium: Alii Vicomagistri per regiones urbis, quibus per noctem tuenda urbis cura mandata est.

VOIRIE.] Senlis, art. 96. Theroane, art. 6. Arthois, art. 5. Boutillicr traitant des chemins.

C'est la voye, chemin, travers, carriere, sentier ou ruë commune & publique ou privée: *Est via, vel iter publicum aut privatum: Rustici viam appellabant veham, propter vecturas, Varro, lib. 1. de re rustica, cap. 2. Via dicitur quasi veha, plaustris genus. Brevis veha vehiculum dictum est, idem Varro, lib. 4. de lingua Latina. Via non est nisi & qua vehiculum duci potest, est ὁδὸς πλατεία. Aliud est iter sive μονοπάτιον. Aliud actus, qui παράδος, ad agendum pecora, etiam si vehiculum duci non possit.*

DROIT DE VOIRIE.] A la fin du procès verbal de la Coutume du grand Perche: ou de VOUERIE, c'est-à-dire de Justice, de laquelle sont gardiens & protecteurs les AVOIERS ou ADVOUERZ, duquel droit a été donné Arrest entre le Roy & l'Abbé & Convent de S. Germain des-Prez à Paris en Novembre l'an 1388.

BASSE VOIRIE.] Tours en l'inscription du 1. chap.

GRAND VOIRIE.] Tours en l'inscription du 2. chap. art. 39.

C'est la moyenne Justice, comme il paroît par l'inscription de l'art. 39: en la Coutume d'Anjou: Et en la Coutume de la Baronie de la ruë d'Indre, art. 26. Le Juge du bas ou moyen Justicier s'appelle JUGE VEHER. Et en la Coutume de Blois, art. 21. 22. 23. 24. 26. le moyen Justicier s'appelle GROS VOIER.

SIMPLE VOIRIE.] Anjou, art. 1. le Maine, art. 3.

C'est la basse Justice & fonciere. Comme en la Coutume de Blois, art. 27. le bas-Justicier s'appelle SIMPLE VOIRIE.

VOISIN, VOISINE.] En la Coutume locale de S. Sever, tit. 9. de Bayonne, tit. 5. art. 43. 44. 45. tit. 22. art. 2. tit. 26. article 12. & tit. 30.

A la difference de ceux qui sont étrangers, & qui ne sont habitans de la Ville. Celuy-là est voisin qui est natif de la Ville, ou étranger qui s'y est marié & habitué, pour avoir pris en mariage une fille d'un voisin ou voisine de la Ville: ou l'étrangere qui a épousé un voisin ou fils de voisin: ou si de grace il a été admis & reçu par Justice comme voisin, & a fait le serment pour jouir des franchises, libertez, droits & privileges de la Ville; comme il est contenu par la Coutume de Bayonne, laquelle en ce ne s'accorde en tout avec celle de S. Sever.

CHEMIN VOISINAL.] Qui doit avoir huit pieds de large.

II. Partie.

N n n

Tours, art. 59. 84. où il est opposé au grand chemin & au chemin peagier : Comme aussi par la Coutume de Lodunois, chap. 5. art. 1. chap. 7. art. 4. *Via vicinalis*. Voyez la diction CHEMIN.

TESMOINS VOISINAUX,] Prochains du lieu duquel la possession est prise : Tours, art. 159. Lodunois, chap. 15. art. 4. lesquels aussi on a accoutumé d'appeler & semondre à un acte ou exploit de vûe d'héritage, & s'appellent VEURS.

VOL D'UN CHAPON.] En l'ancienne Coutume de Paris, art. 8. Berry, tit. 19. art. 31. Meaux, art. 161. Melun, art. 88. & en l'ancienne Coutume de Sens, art. 190. Montfort, art. 9. Senlis, art. 126. 127. Vallois, art. 57. Troyes, art. 14. Chaumont, art. 8. Montargis, chap. 1. art. 22. chap. 15. art. 16. Dreux, art. 3. La Ruë d'Indre, art. 12.

C'est un arpent de terre que le fils aîné prend avec le principal manoir ou hôtel noble par préciput & avantage pour son droit d'aînesse, comme il est diversément reçu par les Coutumes des Provinces de France : comme par la Coutume de Clermont, art. 86. le vol de chapon est estimé à un arpent de terre, qui est de soixante & douze verges, vingt-deux pieds pour verges, & onze pouces pour pied. Et par la Coutume d'Orléans, chap. 1. art. 25. 26. chap. 16. art. 264. 265. & de Lodunois, chap. 27. art. 4. à un arpent ou septerée de terre à l'entour du manoir, qui en succession de fief en ligne directe appartient au fils aîné ou fille aînée en défaut d'hoir mâle. Auquel art. 4. le vol d'un chapon est aussi appelé le CHEZE, de laquelle diction cy-devant : Et par la Coutume de Chateau-neuf, art. 5. le vol d'un chapon est estimé à un arpent & demy de terre : Et par la Coutume de Chartres, art. 4. & 5. & de Dunois, art. 8. à trois minées de terre. Et par la Coutume de Berry, tit. 19. art. 31. de Blois, art. 143. de Romorantin, art. 2. de Leuroux, art. 4. de Tremblevy, art. 1. à un arpent de terre. Et par la Coutume de saint Aignan, art. 14. 15. de Chabris, art. 12. 15. d'Auvergne, chap. 12. art. 51. à une septerée de terre. Et par la Coutume d'Anjou, art. 32. 33. & du Maine, art. 37. 38. le vol de chapon contient huit vingt pas doubles, qui sont seize-vingt pas simples, quand il est traité du buisson à conils, que l'homme noble peut avoir environ la maison de son domaine, ou le coutumier en son domaine hommagé environ sa maison. Aussi cet avantage est d'un arpent de terre : le Perche, art. 137. Ce que l'ancienne Coutume appelloit une mine de terre. *Porro hac proverbialiter dictum, ut quantum milvus oberat, Perso Satyra 4. Erasmus huc etiam refert versum Juvenalis ex Satyra 9.* Voyez TRAIT D'ARC.

APPEL VOLAGE. Voyez en la lettre A.

RENTE VOLANT, ou VOLAGE. Voyez le mot RENTE.

VOLEUR, Brigand.] *Grassator, latro, obfessor viarum : quibusdam Volero : prado, raptarius : Arte despecta furtorum rapiens propalam, ut ex Comico refert Marcellinus, lib. 15. qui in res alienas involat, & manus violentas infert in aliquem.* En guerre l'on a appelé Brigands ceux qui étoient armez de Brigandines. Froissart livre premier, chap. 48. 160. En mer il y a de petits vaisseaux qu'on appelle Brigandins. Le même Auteur au livre 4. chap. 18. *Brutus servos militum Brigas appellavit, Plutarchus : qui plerumque barbari homines erant. Balistarii, brigantini : VValsinganus in Neustria.* Brigade c'est compagnie.

DROIT DE VOVADE.] La Marche, art. 139. qui est d'une paire de Bœufs, ou d'une charette, dont celui qui tient heritage serf, ou mortuaillable doit aider son Seigneur. *Nicolaus Callaus emendat BOVADE à Bobus.* Voyez le mot BOHADE.

VOUCHEMENT DE GARENT.] Normandie, chap. 50. & au livre 2. des tenures, chap. 7. & aux anciens recueils de pratique. *Cum quis auctorem laudat, ut liti subsistat.* **VOUCHER UN RECORD,** audit Coutumier, livre 2. chap. 4.

VOULRIE.] Vitry, art. 70. 100. 141. 143. & au procès verbal de la Coutume de Laon.

C'est la puissance de pere & mere : *Significat etiam patris domicilium, paternos lares vel penates. Sic hodie hanc lineam ducendo hanc exerceo artem, quam velim plures imitari, modò ne inuideant. In quemquam autem non cadit tam absolutum opus, ut gloria artis efferrì debeat.*

* **VOULRIE.**] *Advocacia.* C'est le droit qui est dû pour la défense ou protection. En l'aveu rendu par le Vidame de Chaalons à l'Abbé l'an 1581. *Item, un toulieu de sel appelé Voulrie, qui est tel que chacune charrette chargée de sel, amenée audit Chaalons, nous doit quatre deniers tournois ; & chacun char huit deniers tournois, & de longtemps ne vaut aucune chose.* M. GALLAND.

* *Voyage Voye, Voyer. Voyez Voiage, Voie, Voier.*

VRAICH, VRAICQ ou VARECH.] C'est une herbe qui croît au bord de la mer, & dont les Laboureurs se servent pour engraisser leurs terres ; quelques Seigneurs de Normandie, qui ont droit de *Varech*, ont prétendu avoir aussi droit de *Vraich*, & qu'en vertu de ce dernier droit, ils pourroient empêcher leurs vassaux, & les habitans de leurs paroisses, d'amasser le *Vraich* & de le porter sur leurs terres. Mais par Arrest rendu au Parlement de Rouën, le 18. May 1624. les habitans de S. Remy ont été maintenus, contre leur Seigneur, en la liberté d'amasser le *Vraich*.

Banage sur l'article 601. de la Coutume de Normandie, remarque qu'en 1635. on mit le *Vraich* en party ; que le Traitant le faisoit brûler,

qu'il en vendoit les cendres fort cher, & qu'il fit faire deffenses à toutes personnes d'en enlever, mais que sur les plaintes qui en furent faites, le Parlement de Roüen donna un Arrest le 14. Decembre 1635. par lequel il deffendit au Partisan de le brûler, ny d'en empêcher l'usage aux riverains. Voyez le titre 10. du livre 4. de l'Ordonnance de la Marine.

* *USAGE de bois.*] Voyez Corbin, liv. 2. de ses droits de patronage, pag. 504.

USAGIERS DE BOIS. Meaux, art. 177. Duché de Bourgogne, art. 123. & es Ordonnances des Forests. Anjou, art. 182. Le Maine, art. 200. Blois, art. 225. Sedan, art. 306.

Qui in sylvis alienis usum habent pro pastu pecorum, vel jus cadendi arbores, ut adificetur in suo vel uratur domi. Hoc jus vendi vel in alium transferri non potest ab usufructuario.

* *VVALTERGANS.*] En Picardie, & en Flandres sont des petits canaux, qui servent à desseicher les lieux marécageux; ce mot vient de *VWater*, qui signifie eau, & de *Ganc*, qui signifie conduit. *Vid. Cang. in gloss. v. VWaterganga.*

* *VVareschaux.*] Mons, chap. 50. sont des canaux qui servent à desseicher les lieux marécageux. Voyez le mot précédent.

ADVESTURES ET WARISONS.] Valenciennes, art. 117. le *WASON LEVE*. Namur, article 8. c'est le bled, l'herbe, & autres fruits étant sur heritages, non coupez ou levez. Voyez *ADVESTURES*.

C'est aussi le blé coupé. Bouteiller, *blé, jusqu'au tiers jour que la Vvatison* liv. i. chap. 88. p. 506. *Item que nul ne sera emmenté, sur l'amende de 60. sols souffre mettre bestes es esteuile d'autrui &c.*

LE WERP.] Lille, art. 53. 80. & en la Coutume de Bethune. Et en la Somme rurale traitant des ventes.

Quand il est parlé de la vente d'un heritage cottier: Et est un droit de douze deniers parisis qui se paye par l'acheteur aux Eschevins presens à la défaisine & faisine. Car l'heritage vendu doit être *WERPI* par la loy à l'acheteur, comme dit Boutillier Auteur de la Somme rurale, traitant du retrait & cas de proximité. Convient que l'heritage soit connu devant le Seigneur, & que devest & advest en soit fait. Ce Livre de Boutillier sert grandement pour l'interpretation des Coutumes de Picardie, d'Arthois, de Hainaut, de Cambrai, de Flandres, & pour entendre la vieille pratique de France: *Hoc ut monerem, in finem reservavi, quod quilibet etiam satiatus appeteret. WERPIRE, id est tradere: que vox extat in Annalibus Francia ad Aimonium, lib. 5. cap. 47. & apud Marculphum non excusum, in formula securitatis pro homicidio.*

WERPS & SAISINES.] Theroane, article II. & en l'ancienne Coutume de Beauquesne, article 3. Transport & **WERP.** Namur, article 42.

HERITAGES VENDUS ET WERPIS.] En la Coutume locale de Salommez près la Bassée en Flandres. Rapporter & **WERPIR** en celle du Pont à Wendin. **GUERPIR**, c'est quitter & délaisser, Guefver, exponcer. Voyez *Guerpir*, *Guefver*.

VIDER ses MAINS.] Berry, tit. 5. art. 53. Quand les gens de main-morte se désaisissent d'un heritage feudal ou censuel, ou quand un dépositaire rend & délivre les deniers consignez, ou quand un adjudicataire compte deniers pour le prix des heritages qui luy ont été étrouffez par le Juge, ou quand un acheteur de biens de Justice paye. Voyez **MAIN DE JUSTICE**.

VIDER LA MAISON OU MESTAIRIE.] Berry, tit. 9. art. 41. 48. Quand le conducteur est contraint de quitter son loüage ou ferme avant le temps, *Cùm migrat inquilinus vel colonus, ut ades sint libera, loca vacua*. Aussi nous disons **VIDER** les fins declinatoires ou de non recevoir. **VIDER** la cause, le debat ou different pour expedier. *Sed ridiculum tam anxie diligentem esse : Itaque fastidit has minutias operose persequi, ne ista commentantes frivoli operis arguamur.*

Y

* **Y TCHYDE.**] Labourt, tit. 17. art. 4. Sole, tit. 31. art. 4. C'est une rente. Voyez *Agrier*.

* **Y RAIGNE.**] Dans la Coutume locale de Clermont en Auvergne, art. 4. C'est un panneau de fil d'archal, en forme de toile d'araignée.

*Hujus operis hic labor extremus, longarum hac meta viarum : Atque extremo hoc sub fine laborum vela trahenda sunt : nec verò in tenui hic labor est, licet forsan mihi tenuis gloria. Quod si ut conquesti hanc conscripsimus ita ab eruditis diligentiam nostram probari intellexerimus, maturè perficiemus etiam opus quod fere paratum habemus tam ad Consuetudinem **BIGTURIGUM**, quàm ad omnes mores scriptos Gallie : Si modò properare liceat potius quàm festinare.*

F I N.



T A B L E

DES MOTS ET TERMES CONTENUS & expliquez dans ce Glossaire.

Les Chiffres de cette Table qui sont sous les mots depuis A jusqu'à la fin de G, se rapportent à une première suite de chiffres ; & dans le reste de l'Alphabet , à une seconde. Ceux qui sont mêlez , sont separés par ce double || , & distinguez dans la première Partie par un *b* italique , qui marque la seconde suite de chiffres ; ou par un *s* dans les mots de la seconde Partie , lorsque le chiffre est de la première suite.

A.

* A B A E U X, ou biens Abaeux, <i>pag.</i> 1	
* Abandon (cession de biens.) 2	
plainte d'Abandon. <i>ibid.</i>	
Abandon: Voy <i>Bandon.</i> 125	
* Abattre (abolir , rabattre , diminuer.) 2	
* Abbadiados. Voy <i>le mot suivant.</i>	
* Abbats laïcs , ou Abbez laïques. 2. & 63	
* Abbayes (Cures.) 2	
* Abée ou Lancière. 2	
* Abeillage. 2. N. 416. 437. <i>b.</i>	
Voy <i>Dels & Eps.</i>	
* Abeillon. 2	
Abenevis , abeneviser. 157	
* Abianneurs , ou Abienneurs. 3	
* Abienner. V. <i>Bians.</i> 161	
* Abilhament. 362	
* Ablais. 3	
* Ableret , ou Caré. 3	
* Abloc ou Abloq. 377	
* Abloquiez. <i>ibid.</i>	
* Abolage. V. <i>Abeillage.</i>	
Abonage. V. <i>Abournage.</i> 4	
* Abondance , &	
* Abonder (plus grande somme.) 3	
Abonné , Abonnée.	
fief ameté & Abonné. 3	
quête Abonnée 5. 255. <i>b.</i>	
taille Abonnée. 3. 400. <i>b.</i>	
V. <i>Abourner.</i>	
Abonnement. 3	

Abonner. 3. 4. 157.	
Abonner l'hommage à devoir. 4. 347	
Abonneurs. V. <i>Abonner.</i> 3	
Abonnez (hommes & femmes serfs ;	
loiaux aides ; meusniers ; rousins de	
service , &c.) 4. 222. & 361. <i>b.</i>	
Abonni , Abonnis (droit , & devoirs.) 4	
Abornement d'heritage. 4	
Aborner. V. <i>Abeneviser.</i> 157	
* Abosmez (Abournez.) 4	
Abournage , Abournement , Abourner. 4	
* About special. 4. & 5. V. <i>Flabours.</i>	
contr'About. 287	
About d'Ouvrage & devise d'About.	
2. <i>b.</i>	
* Abregement de fief. 5. 19. 20. 460. 465	
Abus. V. <i>Appellation.</i>	
* Acapre. 5. V. <i>Entrage.</i> 391	
Acaptes & arrieres-Acaptes. 277. <i>b.</i>	
Acarement , Acarer : &	
Acariation , Acarier. 5. 198. 283. 284	
Acasement , Acaser. V. <i>Acazer.</i> 5	
* Acat , Acater. (Achat , Acheter. 5	
* Acaterres , Acateurs. 5	
Acazement , Acazer & sous-Acazer. 5	
V. <i>Cheseau.</i> 240. <i>Chevedage.</i> 250.	
* Accense , Accensement , Accensissement. 6	
* Accenser. 6	
* Accenses. 6	
* Accenseurs. 6	
Accordemens. 6	
* Accruës. V. <i>Accruës.</i>	

TABLE DES MATIERES. 473

* Accroissement.	6	Adjournement en clain.	255. 256
Accruë.	6	Adjournement formel.	495
* Accruës de bois.	6. & 167	Adjournement à trois brieftours. 13.	
Accusation applegée.	34. & 325	34. b.	
* Achais, V. <i>Aghais</i> .		Adjournement personnel.	13
* Achaïsonner.	7	Adjourner. Voy <i>Adjournement</i> .	12
* Achat, V. <i>Acat</i> .	5	Adjourner le Juge.	32. 33. b.
Achat passe loüage.	7	* Adirer (égarer.)	13
* Achetierres. V. <i>Acatierres</i> .	5	Admiral, Almira, Amiral.	13. 14
* Achoïson, Acoïson, Aquoïson. (Occa-		Admiral de la mer, des galeres, des	
sion.)	7	arbalétriers.	14
* Achoïsonner.	7	Admodiateur, Admodier.	14
Acquest.	7	Admorti, Admortie.	
droit de nouvel Acquest.	7	acquest Admorti.	14
Acquest admorti.	14	sief ou autre heritage appartenant à	
nouveaux Acquets. 477. V. <i>Quofe</i> .		l'Eglise Admorti.	15. 79. b.
Acquit, (droit d'Acquit.)	8	sief Admorti & indemnité. 15. Voy	
Acre.	8. 9.	Admortis <i>infr</i> .	
* Acreantement, Acreanter. V. <i>Grand</i> .		rente Admortie.	15
* Acruë. V. <i>sup. Accruë</i> .		censives Admorties.	15
Actif, active. (Vasselage actif.) 9.		rentes Admorties en tant que touche	
437. b.		les gens d'Eglise.	15
Action (dette active) 10. mal. 12. & 313		terres Admorties.	15
Action nice.	140. b.	terres d'Eglise Admorties.	15
* Accueillir la semonce.	10. a.	s'Admortir.	16
* Adcenfe. Voy <i>Accense & Cense</i> .		Admortir la foy & homage.	16
Adcenfe heritable.	10. b.	Admortir à deniers une rente fonciere	
Adcensement.	10. a.	ou autre.	16
Adcensivement. <i>ibid. V. Accens</i> .		grace d'Admortir une rente.	16
* Addicté, Addictier.	10	Admortis (biens Admortis.)	16
* Addire.	10	siefs Admortis.	16. 17.
Additions.	10	heritages Admortis.	17
* Addressée (la requerir.)	10	Admortis & indemnitez. 17. & <i>suiv.</i>	
Adebrz, Adex, ou Deps. 10. V. <i>Dels</i> .		Admortissable, (rachetable.)	20
& <i>Eps</i> . pp. 322. 392. 437. b.		Admortissement d'heritage.	20
* Ademprc.	11	Admortissement d'homage.	16
Adenerer.	11	Admortissement real.	21
Adenerer le fol.	<i>ibid.</i>	Admortissement de rente.	21
fruits vendus & Adenerez.	11	Adoption. V. <i>Adfiliation, Albergue,</i>	
Ades, Adez (déjà, deslors.)	11	<i>Advenerie</i> .	
Adfiliation, Adfilié.	11	Adquiescement, Adquiescer à la Sen-	
Adheritance, Adheritement, Adheri-		tence dont est appel.	22
ter.	12. 25. & 336.	* Adras.	22. 394. 48. b.
Adjour. V. <i>le mot suivant</i> .		Adrhamir. 394. 395. V. <i>Aramme & Er-</i>	
recorder l'Adjour.	284. b.	<i>ramc</i> .	
Adjournement libellé.	12. 449. 489	Advenant,	22.
Adjournement à ban & en cas de ban.		Advenante.	340
121. 122.		Advenant ou defadvenant.	23. 340

Advenant bienfait.	24	gneur.	28
logis Advenant	24	* Advoüer aubains.	28
mariage Advenant.	24. & 52	Advoüer l'Arrest d'une chose, fait par un Sergent.	29
* Adventifs (biens.)	24	Advoüer l'espave.	29
Adventuriers en guerre.	24	Advoüer une rente en son fief,	29
Advertissement. 24. V. <i>Rebriche</i> .		Advoüer.	29. V. <i>Advouerie</i> .
Advest, Advesture. 12. 25. 447. & 470. <i>b</i>		Advouerie.	29
Adveu, ou declaration.	25	Advouerie, Advocson, ou Advoisson.	29. 103. 469. <i>b</i> .
Adveu & denombrement. 25. 165. & 324. 313. <i>b</i> .		Advouerie, ou Advourie en Applegement.	29
Adveu du Vassal.	25	Advouez ou Advoyers. 30. 467. <i>b</i> .	
Adveu & denombrement des hommes & femmes de corps.	26	* Advourie (droit seigneurial.)	30
faux Adveu.	452	* prendre ou être pris en Advourie.	29
l'Adveu emporte l'homme. 27. 28. 270. <i>b</i>		* Advourie, adoption.	31
matiere d'Adveu & denoncement.	26	Advoutrie. V. <i>Avoutre</i> .	104
meuble vendiqué par Adveu.	<i>ibid.</i>	Advoyers. V. <i>Advouez</i> .	30
Adveu minu & tenuë.	<i>ibid.</i>	* Æs. 31. V. <i>aussi</i> . pp. 10. 322. 392. 437. <i>b</i>	
Adveu ou nommée. 25. 324. 146. <i>b</i> .		* Affancures.	31. & 134
Adveu du pere ou du mary.	26	* Affeager, ou bailler à seage.	31. 453
Adveu & contr'Adveu.	26	Affeurage, Afforage.	31. 32
Adveu applegé.	<i>ibid.</i> & 54	Afféurer.	31
* droit de nouvel Adveu.	27. 28	Affiches, ou Affixes.	31
* Advis.	27	Affiliation, Affilié. V. <i>Affiliation</i> .	
jour d'appensement & d'Advis. 54. 321.		Affixes, (attaches & encheres.)	31
affene & Advis.	76	* Affoler, Affolure. V. <i>Afoler</i> .	
* Adultere. V. <i>Avoutire</i> .		Affor.	32
Advocat.	27. V. <i>Conteor</i> .	Afforage.	32. 489. 462. <i>b</i> .
Advocat du Roy.	28	Afforagé, ou Afforé.	<i>ibid.</i>
Advocson, ou		Afforer.	32
Advoisson. V. <i>Advouerie</i> .	29	droit d'Affouïage.	33
Advouiateur.	28	* Afoler.	33
Advouïé, (adoptif.)	28	* Agatis (degât.)	33
Advouïé (protecteur.)	29. 30	Aghais (marché à Aghais.)	33
estre Advouïé sujet par son Seigneur, ou s'Advouïer tel.	28	Agrer.	33
Advouïer tenir du Roy.	28	Agrerter.	33
s'Advouïer bourgeois du Roy, & des-Advouïer le Seigneur subalterne. 28. & 185.		Agrier ou Agrière. 33. 34. 217. 407. <i>b</i> .	
Advouïer, ou des-Advouïer le Seigneur de fief, ou le Seigneur de cens. 28. & 330.		* Ahan, Ahaner.	34
s'Advouïer de son Seigneur feudal. 28		* terres Ahanables.	34. 525
Advouïer ou des-Advouïer son Sei-		* Ahans.	35
		Aide, Aides.	
		droit d'Aide.	35
		Aide de relief.	36
		Aides qui se payent de tiers an en tiers an.	36
		chevels Aides.	37
		Aides	

TABLE DES MATIERES.

Aides coutumiers.	37. V. <i>Taille</i> .	Alloux, ou Cottiers.	475
loyaux Aides.	36. 37	Almoral, ou Admiral.	41
loyaux Aides abonnez.	4	Alodial (Heritages, biens, terres, ou choses Alodiales.)	13. 14
* Aider le Seigneur.	36	Aloud & Aloy. V. <i>Alen</i> .	41. 43
* Ajournement &c. V. <i>Adjournement</i> .		Alvex, ou Alveux.	41
* Ains.	38	* Alviner, ou Alleviner un Etang.	45. 426
* Aire.	38	Amans.	4. V. <i>Arches</i> .
* Aire de marais salant. 38. 2. &c. 92. b.		Amalemens, ou Amassemens.	46. 234 b.
* Aire d'oiseaux.	38. 330	Amaler & amasser.	<i>ibid.</i>
* Aireures.	38	Amalez, non Amalez.	45
* Aisné, Aînée.	38	Ambassadeur.	46
charge Aînée ou puisnée.	39	Amende.	46. V. <i>Emende</i> .
droit Aîné ou puisné.	<i>ibid.</i>	Amenée.	46. V. <i>Menée</i> .
rente ou dette Aînée.	38	* Amenrir.	46
droit d'Aîneage.	38	* Amerné.	46. 98 b.
* Aînesse.	39. 84 b.	Ameasures.	46
droit d'Aînesse.	39	* Amefurement de justice.	47
Aîneté.	39. 84. b.	* Amefuter.	47
* Albain. V. <i>Aubain</i> .		* Amesurer son sujet.	47
* Albergement.	40	Ameté (Abonné.)	47
* Albergement.	40	Amiral. V. <i>Admiral</i> .	13. 14
Alberger.	40	Ammans. V. <i>Bourgmaitres</i> .	183
* Albergers V. <i>le mot suivant</i> .		* Amnion. 47. V. <i>Annion</i> .	
droit d'Albergue.	41. &c. 63	Amparliens.	387
Albergue, adoption.	41	Amortir, &c. V. <i>Admortir</i> .	
* Alberjada.	41	Anate.	47
Aleu franc, ou franc-Aleu. 41. & <i>suiv.</i>		Annion (répit ou delay d'un an.)	48.
franc-Aleu noble.	44	260. b.	
Aleu roturier.	43. 44	Annotation de biens.	340. b.
justice en franc Aleu.	43	Annobli.	48
Al bi. V. <i>Alleguer</i> .	44	Annoblissement.	48
Aliener. V. <i>Abonner</i> .	3	la verge annoblit, &c. 103. &c. 443. b.	
Allegances & exceptions.	44	Antichrèse.	48.
Alleguer, ou prouver son Alibi.	44	Anticipation. V. <i>le mot suivant</i> .	
Alleuf. 44. V. <i>Alen</i> .		Anticipé, anticipée (appel, partie.)	<i>ibid.</i>
* Alleviner. V. <i>Alviner</i> .	45. 426	Anticiper.	49
Alleutiers, Alloüez, Alleuts.	44	Anticiper les quatorzaines des Crieés	
Alleyer.	44	d'un héritage saisi.	49
Alliance.	44	Antidater une lettre ou instrument.	49
Allié.	44	* Adrolat.	49
Allodial, Allodiaux.	41. 21. b.	* Aouster.	50.
* Allodial corporel ou incorporel.	44	Apostres.	50. V. <i>Schedule</i> . 349. b.
Allotement, Allotir.	44	Aperager.	47. b.
Ahoué (Officier.)	44	Appanage, Appannage ou Empanage.	50. & <i>suiv.</i> 137.
Alloué (mercenaire.)	45	terres tenues en Appanage.	52.
Allouier.	45. 70. b.		
Ahouiez. V. <i>Alleutiers</i> .	44		

II. Part.

O o o

Appanager. V. <i>sup.</i> Appanage.	50	V. <i>Contr' appleger & Plege.</i>	
Appaner. V. Appanage.	50	* Applis.	60
fille mariée & appanée.	<i>ibid.</i>	* Apponitement, Appointer.	60
Apparagée (fille.)	52. 337. 384	Appointement en fait ou en droit.	60
Appariation.	52	Apport.	60
Apparissant, Apparente. V. <i>Lay.</i>	64.	Apportionner. V. Appanage.	50
65. 67. <i>b.</i>		* Apports.	61
Appel anticipé.	49	* Apprayer.	61
Appel defert.	53. 335	Apprecy. V. <i>Rentes.</i>	
Appel volage.	53	Appropriance, Appropriement.	61
Appellation. V. <i>les mots precedens.</i>		Appurement, Appurer.	61
Appellation comme d'abus.	53	* Aprise (enquête.)	61
Appellation verbale.	54. 443. <i>b.</i>	* Aprouvancement.	61
relever son Appellation.	295. <i>b.</i>	* Aquoison. V. <i>Achoison.</i>	7
Appeller ou Appleger.	59	* Araires.	62
Appeller à ban.	121. 122	* Araisonner.	62
Appeller à garent, ou gariour.	536. 540	* Aramme. 62. Voy aussi. 22. 393. 48. <i>b.</i>	
Appeller, reclamer.	280. <i>b.</i>	Arban.	62. 161. 162. 9. <i>b.</i>
Appennage, Appenner. V. Appanage.		Arbalestriers. V. <i>Admiral, Roy.</i>	
50. 51.		Arbaux. V. <i>Herbaux.</i>	9. <i>b.</i>
Appensément (jour ou delay d'Appen-		* Arbres couppiers.	62
sément & d'avis.)	54. 321	Arceber, Arceut. V. <i>Arceut.</i>	
Applegé, Applegée.		* Archaux.	62. & 535.
adveu Applegé.	54	Archecapelain.	62
denoncement ou accusation Applegée.		Archers. V. <i>Francs-Archers.</i>	
54. 325.		* Arches d'Amans.	62
personne bien Applegée.	55	Arceut, ou Arceut.	41. & 63
requeste de lettre formée dûment fai-		* Ardiz.	63
te & Applegée.	55. 314. <i>b.</i>	* Arée.	63
mettre son obligation en requeste Ap-		* fosse des Areines.	63
plegée.	55	Argent franc. V. <i>Franc Argent.</i>	
Applegement ou complainte possessoire.		Argent rachette la main - morte.	63.
55.		360. <i>b.</i>	
Applegement, ou plegement.	55	marc d'Argent. V. <i>M.</i>	
faire Applegement.	55	Argenterie.	64
Applegement, contr'Applegement.	55	Argentier du Roy.	64
& <i>suiv.</i> & 287. V. <i>Adveu, contr' Ad-</i>		* Armes. 64. V. <i>Ecuffon.</i>	
<i>veu.</i> 26. & <i>Advoüerie.</i>	29	* Armes plaines.	64
Applegement de refus de plege.	58.	* Armes en quarré.	64. 414
& 223. <i>b.</i>		Roi d'Armes.	327. <i>b.</i>
Applegement simple.	58	Sergent d'Armes.	386. <i>b.</i>
Applegemens privilegiez.	59	Armoiries.	64. 499. & <i>suiv.</i>
Appleger, ou Appeller.	59.	Argent.	63
Appleger, douloir ou complaindre en		Arpenteur.	63
cas de nouveleté.	59.	Arrame. V. <i>Arasme & Erasme.</i>	
se Appleger ou complaindre.	59	Azramir.	65
Appleger & cautionner son marché.	60	* Arrée.	62

TABLE DES MATIERES.

* Arremens, ou Erremens.	65. 195	Assassins.	477
Arrentement, ou Arrentillement d'heritage.	65	* Asses.	74. 75
Arreter.	66	Assene & Advis.	75. 434
Arreterager.	66	titre d'Assene.	76
Arretrages.	66	Assene conventionnel.	76
Arrest de la Cour.	66	douaire & Assene.	76
droit d'Arrest de meubles.	67	Assenement. Assener.	76
Villes d'Arrest.	ibid.	* Assener.	76. 80
advoüer l'Arrest.	29	Assens.	76
Arrest ou brandon.	286	bonnes, Assens, ou separations notables.	76
Arrest ou clain.	257	Assesoir. V. <i>Assoir</i> .	
reclain d'Arrest.	280. b.	* Asseter.	76
* Arrestance, (domicile.)	68.	* Assurement (delaisement.)	76
Arriere-ban.	68. & suiv. 122. 130.	Assurement, Assureté, Assurance.	77
* Arriere-censif. V. <i>Arriere-fonciers</i> .	71	trêves & Assurement.	83. 429. b.
Arriere-charte.	70	* Assurer. 78. V. <i>Assurement</i> .	
* mettre quelqu'un Arriere de sa demande.	70	Assiette de rente, &c. 78. 440. b.	
Arriere-feudal (l'Seigneur.)	71	Voy le mot suivant.	
Arriere-fief.	71	Assignal ou Assignat.	78. 79. 80
bailler partie de son fief en Arriere-fief.	71	Assignation à trois briefs jours.	34. b.
faire de son plein fief un arriere-fief.	71	* Assignment, (main-mise.)	80
Arriere-fief qui tient par moyen.	71	Assigner, assesoir. V. <i>Asses</i> .	78
proche-fief, ou Arriere-fief.	71	* Assigner brandon.	80
Arriere-fief couvert. 301. ouvert. 168. b.		* Assigner les greniers.	80
Arriere-fonciers & sur-fonciers (rente.)	71. 306. & 396. b.	Assis ou Assises. (Assietes de deniers.)	80
Arriere-garde.	72	Assise (en prise de bestes.)	80. 81
Arriere-garent.	72	Assises de Bailly ou de Seneschal.	81
homme Arriere ou proche.	72	Assises ou grands jours.	81. 82
Arriere-louage.	72	Assises de Justice.	82
* Arriere-panage.	72	* Assises, (ordonnances.)	81. 82
Arriere-purgement, Arriere-purger.	72	<i>Assoir</i> . Voy Assiete & Assignat.	78. 79
Arriere-taille.	72	* Assoir sa main, (saisir.)	82
Arriere-vassal.	72	Assoir la main du Roi ou de Justice.	73. b.
Arriere-vasseur.	72	* Assouver.	82
Arseiz. V. le mot suiv.		* Assubgir.	82
* Arsins, (droit des Arsins.)	72. 158	* Asyle. V. <i>Franchise & immunité</i> .	
* Arsins ou Arseiz.	74	* Ataine ou Atine.	82
Articuler sa demande.	74	* Aténanche.	82
* Artisané, ou Artouané. 74. 309. 445. b.		* Atine.	83
* Ascenseurs. V. <i>Accenseurs</i> .		Atour, Atours, Atounez.	83
Assassinat, Assasinement, Assassinateurs.		* Attrier.	83
74.		* droit d'Attronchement de bois.	83
		Attache, (affiche.)	84
		Atteint & verifié; (ni.)	140. b.
		Attendre les nuits. V. <i>lett. N.</i>	

Attenduë, ou congé.	284	Avelets.	97
Attentat.	84	Avenage. V. <i>Bourgeoisie</i> .	97. 181
Attenuation (répondre par atténua- tion)	84	Avenages (redevances en avenc.)	97. 255.
Attenuer la réparation de l'injure. <i>ibid.</i>		Aventures. V. <i>droites Aventures</i> .	331.
* Atterrissement.	84	375.	
Attours. V. <i>Atour</i> .		* AVERAGE. V. <i>le mot suivant</i> .	
* Attournance & avirance.	84. 85	* Avers.	97
Attourné. V. <i>Atour</i> . 83. & <i>Attour- nez</i> .	86	Avetes (Abeilles.)	2. H. 416
bailler Attourné.	86	Aveu. V. <i>Adveu</i> .	
Prevost Attourné.	85	Aveugles (fenestres.)	168. 169
Attournée, (passer Attournée.)	85	* Augment de dor.	98. & <i>suiv.</i>
obligations Attournées.	85	* Avirance, Attournance.	84. 85
Attournement.	85. 86	Avitins (biens propres.)	100. 244. b.
Attourner, s'attourner.	85	* Aubain. V. <i>Aubain</i> .	
faire Attourner les tenanciers.	85	* Aumailles.	100
Attournez (Solliciteurs & autres.)	86	Aumosne (franc-Aumosne, pure Au- mosne.)	100. 507. 15. b.
Attournez (Défenseurs.)	<i>ibid.</i>	-tenure par Aumosne.	100
Attournez (Maires)	83	* Aumosnerie.	101
Attrahiere (terres vacantes par Attra- hiere.)	86	* Aumosnier.	100. 103
Attrahiere, extrahiere ou estreiere de bâ- tard.	87	Avocat. V. <i>Advocat</i> .	
* Attrahits.	87	* Avoërie, Avoirie, ou Voërie.	103
* Avalerions.	87	* Avoirs.	98. & 103.
Avancement. V. <i>Hoirie</i> .		* Avoutire.	103
Avantagement.	106. b.	Avoutre.	104
Avant-parlier.	198. b.	Aurillage.	104
Aubain.	87. & <i>suiv.</i>	Authentique (Lettres, Sentence ou Obligation.)	104
* Aubain.	90	Autorisation. V. <i>Autorisation</i> .	95
Aubaine, Aubaineté, Aubanité.	91.	Ayde. V. <i>Aide</i> .	
& <i>suiv.</i>		Ayeul perpetuel.	212. b.
* Aubarede.	94	* Ayre de marais salant. V. <i>Aire</i> .	
* Aubec.	94-95		
Aubenage, Aubaine.	94		
droit d'Aubenage.	94		
Aubergada.	41. & 95		
queste & Aubergade.	95		
Aubinage. 95. V. <i>Aubaineté</i> .	91. 94		
* Aubour.	94. 95		
Autorisation (lettres d'Autorisation.)	95.		
Audiencier en Chancellerie de France, ou de Parlement.	96		
Huissier Audiencier.	96. 27. b.		
Auditeurs.	96. 27		

B

B A c, ou Pontenage.	105
Bacelles, ou Bachelles.	107
Bachelorie.	105. 106
Bachelette.	106. 107
Bachelier (gradué.)	105
* Bachelier formé.	108
Bacheliers (Seigneurs ou Chevaliers.)	105. 106 & <i>suiv.</i>
Bachevaleux.	108
* Baghe, ou Bague (Bagage.)	108
Bagoages.	109

TABLE DES MATIERES.

479

Bail (garde ou administration.)	109	adjournement à Ban, & en cas de	
Bail, Baillistre. <i>ib.</i> & 110. V. <i>Baillistre.</i>		Ban.	121
Bail de bestes à Chaptel, moitié, moi-		adsignation à Ban.	122
son.	110. 118	appeller ou adjourner à Ban.	121. 122
Bail & débaill.	110	Ban arban.	62. 161. 162
Bail à ferme.	110	Ban & arriere-Ban.	68. 122. 130
Bail à ferme fait à outrée. V. <i>Enche-</i>		Cas de Ban.	112
<i>rir.</i>	388	Cloche du Ban.	122
Bail & garde. 109. 111. & <i>suiv.</i> 118. 119		Crier le Ban.	122
Bail de Justice ou du Seigneur.	110	mettre Ban.	122
Bail & mari. V. <i>Bail - débaill.</i>	110	Ban de Molin.	122. 125. 126
Bail de mariage.	110. 111	ouverture du Ban.	122
Bail de mineur.	111. & <i>suiv.</i>	Ban de pasnage.	122
Bail naturel.	114. & <i>suiv.</i>	à peine de Ban.	122
Bail, rachapt.	116	proceder à Ban.	<i>ibid.</i>
relief de Bail.	117. 295. & 297. <i>b.</i>	Seigneur du Ban, ou Bannier.	122
tenir le Royaume en Bail.	118	Ban, terroier & finage.	122
vuidier hors de Bail	118	Ban de vendanger.	122. 123
Baillage (ressort du Bailli.)	118	Ban à vin, ou Ban-vin.	122. 123. 124
Baillie, sous-baillie (Bailli.)	118	Ban. V. <i>Bans & Clam.</i>	
* Baillies. 118. V. <i>Lestres de Baillie.</i>	119	Banage (droit.)	372
* Baillies. V. <i>Bail de bestes, &c.</i>		Banquage. V. <i>Banquage.</i>	
Bailliette, ferme.	110	Bandée.	123
Bailli, bailli de la terre.	118	Banderets.	123. 127. 128. 478
Bailli Chastelain.	119	Bandie.	122. 123 & 142.
Le grand Bailli de Hainaut.	119	Bandier (qui a le droit de Bandie.)	124
Seneschal ou Bailli V. <i>Garde.</i>	119	four, moulin, &c. Bandier, ou Ban-	
* Bailliage (garde ou Bail.)	119	nier.	125
Baillie.	119	Bandiment.	12
Le tres de Baillie.	119	* Bandon, Bestes à Bandon.	55
Baillies.	<i>ibid.</i>	Banlieu, Banlieuë. 125. V. <i>Ban, terroier.</i>	
Baillies chevetains.	119	122.	
Baillisseur.	119	ville & Banlietë.	<i>ibid.</i>
Baillistre. 120. V. <i>Bail: 109. 110. & suiv.</i>		Banlieuë de molin.	126
& 118.		Bannage. V. <i>Banquage.</i> 132. & Bana-	
Baillistrerie.	120	ge.	372
Baillionner.	120	Bannal, à Ban. V. <i>les mots precedens.</i>	
Baillivaux.	120	forest ou bois Bannal.	126
Baiser. V. <i>Bouche & mains.</i>	171	four, moulin, pressoir Bannal, ou	
Baiser de vergoüil.	120	Bannier, ou à Ban.	122. 123. 126. 127
se baiser publiquement.	121	Bannaes (rivieres Bannaes.)	126
* Baillie.	121	Bannalité.	127
* Baldresche. V. <i>Bateillechos.</i>	155. 187	Bannars, ou Banuards.	127
* Ban (peine.)	121	Bannée, droit de Bannée.	127
Ban (publication &c. cry des homa-		Banneret (Chevalier Banneret, à Ban-	
ges.)	121	niere ou de Banniere.)	127. 128. 131
Ban (Edit de pays.)	121	V. <i>Bacheliers.</i>	105.

Banneret (Bannal ou Bandier.) V. ces mois. 125. 126	trois Bans francs. 133
Bannerets (vassaux qui peuvent lever Banniere.) 127	* Banvards. 127. 134.
Bannerette (Dame Bannerette.) 127	* Bapteurs. 31. & 134
Bannerie ou Bennerie. 128	* Baptices (Villes.) 134.
Bannerots des Parroisses. 128	Baptiser son appellation. 134
Banni, (condamné au bannissement.) 128	Baptiser son grief apparent. 134.
contrat Banni (publié en Justice.) 129	* Baptiser le temps. <i>ibid.</i>
l'ost Banni. 129	Baptiser (ordonner , taxer.) 134
Bannic. 1,0	Barage (droit.) 372
Bannie & Banlieue. 122. V. Ban.	Barat. 135
Bannie de four ou moulin. 131	* Barbacanes, ou Barbecanes. 187. 236
espave Bannie. 131	* Barnage, ou Bernage. 135
vignes en Bannie. 131	* Barnés. <i>ibid.</i>
* Bannier. 131	Baron. 137. & <i>suiv.</i>
Chevalier Bannier. V. Banneret. 127	Baronage. V. Barnage. 135. & Baron 139
four, moulin, &c. Bannier. (V. Bandier & Bannal.) 125. 126. 127. 131. 133	Baronie. 137. 140. & <i>suiv.</i>
Sujet Bannier. 131	* Barque (droit de Barque.) 145
Banniere. V. Bacheliers. 105. Banneret. 127. 128. & sur Ecuillon. 413.	Barrage. 146. V. Barage.
la Banniere lance de Bethune. 131	* Barrendegui. 146
* porter Banniere. 131	Barres, exceptions. 146
Banniere, pannonceau. 135. b.	Barroyements & Barroyer. 146
Banniers. V. sujets Bannier. 131	Bas justicier. 146. 42. b.
Bannies. V. Bannars. 127	cour Basse. 146
temps des Bannies. 130	Basse Jurisdiction : Basse Justice. 146.
Bannir. 131. V. Banni, Bannissement.	40. b.
Bannir les heritages, &c. 131	Basse voirie. 467. b.
Bannir le tresor trouvé. 131	* Bassin (droit de Bassin.) 147
Bannissement. 131. 132. V. Banni.	Bastage. 147
Bannon (temps de Bannon.) 132	Bastard. 147. & <i>suiv.</i> 149. & <i>suiv.</i>
Banquage. 132	Bastardes (censés ou rentes.) 149
Banquage, ou Bannage, ou Bandie du Seigneur. 132	* Bastardie, ou Bastardise. 149. & <i>suiv.</i>
Banque, Banquiers. 132. 397	Bastide, ou Bastille. 155
Banqueroutiers. 132. 450	Baston. 155
Banquier (moulin, & autres choses.) 125. 126. 127. 133.	* Baston (garde d'un troupeau.) 155
Bans. V. Ban. 121. 129. & <i>suiv.</i>	Baston royal. 155
Bans-arbans (corvées.) 62. 161. 162	cry & son de Baston. 155
Bans, Bandiment. 125. 133	mettre la main au Baston. 74. b. & 170
Bans (Edits, cris & proclamations.) 133	Bataille. 155
Bans de mariage, & autres. V. après Bandier. 124. & 129	faire Bataille. 155
Bans de Mars & d'Aoust. V. Bannides 130.	Bataille gagée, & gage, ou gage- ment de Bataille. <i>ibid.</i>
	querelles finies par Batailles. <i>ibid.</i>
	vaincu en Bataille. <i>ibid.</i>
	par loy de Bataille. 68. b.
	* Batailleches, Batailleches, ou Batai- ches. 155
	* Bateau. V. Barque.

TABLE DES MATIERES.

* Battres.	156	Billos.	164
le Battu paye l'amende.	156	* Biner, rebinet.	278. b.
Battures. Voy <i>Meres</i> .	107. b.	* Blache, Blachia.	164
Bavois, Bavouier.	156	Bladade. V. <i>Cornage</i> .	291
Baus (Baillistres , gardiens.)	112. 113.	Blaier, Blairie.	164
& <i>suiv.</i>		Blanc (bois blanc.)	164
* Bayles royaux pedanens.	210. b.	Blanche verge.	445. b.
Bayonniers.	156	Blancs (sols ou livres.)	164
Bazoche, Bazochiens.	156. 329. b.	Blande (fôilage.)	165
* Becs-jaunes.	156	Blanque.	165
* Bedats.	156. 338. b.	Blasme : Blasmer le dénombrement ou	
Bedeaux.	156. 157	adveu.	165. 313. b.
* Bées de coste.	157	Blasmer les criées, &c.	165
* Bessroy.	157	Bled d'hybernage.	27. b.
Beguée, Beguer.	157	* Bloc.	165. 377
Benevis, Beneviser.	157	* Blocail.	165
Bennerie. V. <i>Bannerie</i> .	128	* Boage.	165
* Ber, Bers. Voy <i>sur Barnage, Baron, &</i>		Bohadc.	166
<i>Haut-ber.</i>		* Bohemis.	166
Bermentz.	161. b.	Boidie, Boise.	166
* Besante, Besoncle.	158	Bois artuzonné, 74. 446. b. bannal,	
Besialle (champ Besialle.)	158	126. blanc.	164
* Bestes à Bandon, 125. enheudées, 158.		Bois de maronage.	166
Bestail à pied fourché, &c.	158	Bois marmanrau.	97. b.
espaniées; 415. Voy <i>Bail & Chapel</i> .		Bois mort; ou mort-Bois.	167
110. 118.		Bois en puel.	245. b.
* Bestiaux de fer.	158	Bois de serpe, de coupe, &c.	167
Bail ou commande de Bestiaux. 110.		* Bois vetés.	156. & 167
118. 224. 262.		Bois vif : Bois mort.	167
Bezant d'or.	158	le Bois acquiert le plain.	6. & 167
* Biafora, Biahores.	158	Boise. V. <i>Boidie</i> .	166
Biains ou Bians.	62. 161. 162	* Boisseau tiercier.	411. b.
* Bichenage.	163	Bonnes, assens & separations notables.	76
Bidaux.	163	Bonnes & rang. V. <i>Dereng</i> .	330
Bienfait advenant.	24	* Bonnet vert.	167. 168. Voy 132. 133
Biens abacuz, 1. admortis, 16. adven-		Bonniere.	168
tifs, 24. allodiaux, 41. 43. avitins, 100.		Bordage.	168
bourdeliers, 179. censcables, 211. cot-		Borde. V. <i>Bourdelier</i> .	179
tiers, 296. espaves ou estrayers, 450.		* Bordelage, Bourdelage.	178
forcommandez, 490. heritables, 10.		* Borderie.	168
b. de linée, 60. b. meubles, 114. b. pa-		Bordiers. V. <i>Bordage</i> .	168
poaux, 185. b. paraphernaux, 191. b.		* Borgnes (fenestres Borgnes & aveu-	
en plessis, 125. b. propres, 244. b. re-		gles.	168
crus & rendus, 288. b.		Bornage (droit de Bornage.)	169
* Bissage, Biffer.	163	Bornage & cerquemenement.	213
Billet ou étiquet.	163	Borne. 169. 170. V. <i>Habont</i> . 1. 2. b.	
Billette.	164	Borner. V. <i>Abonner & abourner</i> .	

Borfaux. V. <i>Bourfaux</i> .		Bourreau, tollart.	183
* Bofcs que l'on poble juents.	226. b.	Bourfal (fief Bourfal , ou Bourcier.)	183.
* Bofme.	4. & 170	460. & <i>fuiv.</i> 480.	
Bo' age, Boragier.	170	Bourfaux (puis-nais.)	183. 461
* Bouade, ou Bohade.	166	Bourfalement (tenir l'heritage Bourfalement.)	<i>ibid.</i>
* Bouage. V. <i>Cornage</i> .	290. 291	Bourfe n'a fuite.	183
Bouche & mains, ou main & Bouche.		clameur ou demarche de Bourfe.	183
170.		Bourfe coutumiere.	300
relever le fief de main & Bouche. <i>ibid.</i>		Bourfe deliée.	183. 383. b.
297. b.		faire Bourfe à part.	184.
faire l'homage de Bouche & de mains.		rappeller par Bourfe.	274. b.
170.		venir entre la Bourfe & les deniers.	184.
homme de Bouche & de mains. 171.		Bourfiers & Bourfes.	184.
& <i>fuiv.</i>		fiefs Bourfiers.	480
Boucherie (droit de Boucherie.)	178	prevost majeur Bourfier.	480
* Bouldures.	178	Boutage (droit.)	184.
* Bource, Bourcier. V. <i>Bourse & Bourfal</i> .		* Bouteillage.	184.
Bourdelage.	178	* Bouteiller de France.	185
Bourdelier.	178	Branchage.	185
Seigneur Bourdelier.	179	estoc & Branchage.	185
biens Bourdeliers.	179	linage & Branchage.	185. 300
Bourg.	179	Branchages, Branches ou degrez.	185.
Bourgage.	179	V. <i>les mots fuivans, & Peage</i> .	
privilege de Bourgage, & relever le		Branche (cote & Branche : linage &	
Bourgage...	179	Branch.)	185
Bourgages. V. <i>le mot fuivant</i> .	180	droit de Branche de Cypres.	185
Bourgeois.	179. 180	par Branches ou Branchages.	185
* Bourgeois fiefiez.	180	Branchieres, ou Branchages.	185
Bourgeois du Roy, ou d'autre Sei-		V. <i>Prevosté</i> .	239. b.
gneur.	180	Brandon.	186
* Bourgeois du Roy par aveu, &c.	181	arrest ou Brandon.	186
s'avouer Bourgeois du Roy.	28. 183	affigner Brandon.	80
Bourgeois de parcours.	193	Brandon & faiffissement.	186
Bourgeois au Seigneur fouverain.	181	Brandonner.	<i>ibid.</i>
Bourgeois & Bourgeoife du Comte		Brandonner l'heritage.	186
de Nevers.	181	Bras feculier.	186
francs-Bourgeois.	<i>ibid.</i>	Brassage (droit de Brassage.)	186
Bourgeoife (caution.)	181. 206	Brebet (fommaire.)	390
femme franche Bourgeoife du Roy.	181	* Bref. V. <i>Brevet & Brief</i> .	
main Bourgeoife.	181	Bref de mariage encombré.	95. b.
Bourgeoife.	181 182	Brefs de conduite.	188
Bourgeoife d'avenage.	97. 181	Breil ou Breüil de forest.	186. 491
devoirs de Bourgeoife.	182	Brereque, Breresche, ou Breresque.	187
droit de Bourgeoife.	182	Brevet, ou Brief d'obligation & de	
lettres de Bourgeoife.	183	dette.	187
Bourgeois. V. <i>Bourgeois</i> .	180	Brevet de papier, ou Bref.	188.
Bourgmaitres.	183	Brief	

TABLE DES MATIERES.

483

Brief, Briefs, ou Brefs.	188
Brief d'établie.	424
Brief de jugement.	188. 350
Brief de fief & d'aumône.	188
Brief de surdemande.	394. b.
Briefs apostoliques.	188
Briefs des ports & havres.	188
Briefs de sauveté.	348. b.
Brigant.	189
Bris (droit de Bris, ou de naufrage.)	189
Bris de prison.	189
* Bris-Warech.	189. 434. b.
Brisée (saisie ou saisine brisée.)	190
* Broüillage. V. <i>Affec.</i>	75. & 434
* Buffe, Buffeter.	190
* Buhors.	190
Bulle de Cour de Rome.	190
Bullete. V. <i>Burlete.</i>	191
Bureau de recette, de justice, &c.	191
Burger, Bourgeois.	180
Burlete, Burleter.	191
Busche (droit de Busche & chauffage.)	191. 192.

C

C A A B L E S.	192
Cabal ou Cabau.	192
Caboches.	192
* Cabon d'Abelhas.	192
* Cache.	192
* Cachereau, Cartulaire.	192. 202
Cadastre, ou Catastre.	202
Cader.	193
Cagots, Cagoteries.	193
* Cailanie.	253. b.
Calenge : Calengé, ou Calengié.	193
Calenge, ou plainte criminelle.	194
sans debat & sans Calenge.	194
Calenge & rapport.	194
Calenger.	194
V. <i>Descalengé.</i>	
* Cambage.	194
Cambellage, Chambellage.	215
* Cambrelage, <i>idem.</i>	195. 215
* Cambriers, étagiers.	195
* Canaille.	195

1^{re} Part.

* Canche.	196
* Cane (pan de Cane.)	183. b.
* Capages ou Capitations.	196
Capdastre.	196
Capdeulh, ou Capdulh.	196
* Capd'homi.	196
Capiscos, (Ecolastres.)	196
* Capitations, Capages.	196
* Capirau.	196. 228
Capitiaux.	196
Capitoux.	197
Capsoos.	197
Captal ou Captan. V. <i>Capitiaux.</i>	196
Caprau de Buc.	197
* Captein.	197
Carcan.	198. 501. 216. b.
* Care.	5. 198. 283. 284
* Caré. 198. V. <i>Ableret.</i>	
* Carn.	198
Carnalado. V. <i>Carnan.</i>	
* Carnalage (droit dû en chair.)	198. 199. 372.
Carnalat. V. <i>Carnan.</i>	
Carnaler.	199
Carnau, Carnalat, Carnalado.	199
* Carpot.	199
tenir & posséder vignes à Carpot.	199
* Carrejar (Bestia qui Carreja sau.)	199
* Carriere. 199. V. <i>Chemin royal.</i>	
Cas, ou délit royal ou privilégié. 199.	
& <i>suiv.</i>	
Cas de ban.	122
Cas de saisine & de nouvelleté.	201.
272. & <i>suiv.</i> 277. 152. & 341. b.	
Cas sur cas n'a point de lieu.	205
Cas de rompture ou de déconfiture.	332. b.
* Casalé, Casaleres. V. <i>Natureaux.</i> 337. b.	
* Casau, ou Caseau.	202
* Casso.	202
parties Casuelles du Roy.	202
Catastre, ou Cadastre.	202
Catel, Cateuls & Cateux.	202. 203.
& 248.	
droit de meilleur Cattel.	204
Jurez Cattel, ou Charrel. 205. V. <i>Cha-</i>	
<i>rel & Chapel.</i>	

2^{de} Part.

Cattel nanti ;	129. b.	ou Censuel.)	211
Caucheaux, ou Chauceaux.	205	Cense.	211
* Cauchie.	205	Censés bastardes.	149
Cauciage.	205	Censeables (biens ou heritages.)	211
Cavée.	205	Censier. V. <i>Cens.</i> 209. & <i>Censable.</i>	211
Cavier, ou Caver.	205	Seigneur Censier. <i>ibid.</i> & 352. b.	
Seigneurs Caviets.	205	Censier, ou Tenementier.	211
* Causa panada.	184. b.	* Censiers ou Rentiers.	211
* Causa sagrada.	205. a.	Censif. V. <i>Arriere-Censif.</i> 70. 71. Cens.	
Causés d'office.	161. b.	109. & Domaine.	465
les Causes servent.	370. a.	Censive, Cens. 209. V. <i>Agrier.</i>	34
Cautellages.	205	Censive & coûtume.	212
Caution, Cautionnage.	205	Censives amorties.	15
Caution bourgeoise, resléante, jura-		terres Censives.	212
toire, fidejussioire, 206. V. <i>sur ces mots</i>		Censivement.	212
& <i>Plege.</i>	206	Censuel. V. <i>Censable,</i>	
Cautionner son marché.	60	Justice Censuelle.	41. b.
* Caxau.	206	<i>Cepier</i> , ou Chepier, Voy	
* Caylanie. V. <i>Quaylanie.</i>	253. b.	* Ceps.	212. 501.
* Cées.	256	Cerquemage, Voy <i>le mot suivant.</i>	
Ceinture (se desceindre & jeter la		droit de Cerquemage & bornage.	213
Ceinture à terre.)	206. 258.	Cerquemanage, ou Cerquemenage,	
la Ceinture la Reine.	207	212.	
Ceisan.	207	Cerquemanement, & desrentyvement.	
Ceiseau o questeau.	256. b.	213.	
Celle.	207. 208. 221	bornage & Cerquemanement.	213
Cellerage.	209	Cerquemaner.	213
Cellerier.	209	rivieres ou chemins Cerquemaner.	213
* Cenage.	209	Cerquemaners.	213
Cens, Censif, Censive, Censier.	209	Certificateur. 213. V. <i>Contre-pleges.</i>	289
chef-Cens.	209. 210. 236	* Cession de biens. 214. V. <i>Abandon.</i>	2
cher-Cens, ou à cher-pris.	210	Banqueroutiers. 132. <i>Bonnes-vert.</i>	167
Cens coutumiers & accordables. V. <i>le</i>		Ceinture.	206
<i>mot suivant.</i>		* Cez. 214. V. <i>Interdit.</i>	
double-Cens.	210. 371	Chalan.	214
gros Cens & menu Cens. V. <i>sur Chef-</i>		* Chalange, Chalangier. 214. V. <i>Calenge.</i>	
<i>Cens.</i>		Chambellage, Chambellenage. 214. 215	
Cens hereditail, ou à la vie.	210	Voy <i>Cambrelage.</i> 195. & <i>Relief.</i> 297. b.	
Cens mort. V. <i>cy-aprés.</i>	211	Chambellains.	215
Cens nommé Rogo, ou à queste &		Chambellan, Chambrier.	216
cherchage.	211	Chambre du Conseil, & autres.	216
simple Cens. 375. b. V. <i>double Cens.</i>		Chambre royale.	216
Cens truant ou Cens mort. 211.		Chambre du domaine.	216
431. b.		* Chambre des Comptes.	217
Cens viagers.	450. b.	Chambrelage, Chambellage.	215
* Cens, ou Cense.	211.	Chambrier, Chambellan.	216
Censable, (Seigneur Censable, Censier,		* Champ bestiale.	158. 217

TABLE DES MATIERES.

Champagne (droit de Champagne.)	217	* Chastois.	485
Champart, ou terrage.	33. 217. 407	* Chate levant, Chate prenant.	235
Champarter, & grange Champarterre.	218.	Chatel, Cattel.	205
Champartir.	218.	Chatel réel & personnel.	ibid.
Champions.	218.	* Chaude-chasse.	235
Chancelier, Chancellerie.	219.	Chaude-cole, Chaude-mêlée.	236
* Chandelier.	219.	* Chaude-suitte.	ibid. 232. b.
Chandelle allumée, éteinte.	219. 312.	Chauffecires.	236
Change, Changeur.	220. 397.	Chauguettes, ou Eschauguettes.	236
Changeur du Thresor.	220.	* Chauffée.	236
* Chanteau.	220.	* Cheans & levans. V. <i>Fiefs</i> .	480
le Chanteau part le vilain.	220. & <i>suiv.</i>	* Chechillons.	236
Chantelage.	222.	Chef cens.	209. 236.
Chantelle.	222.	fiefs en Chef.	462
* Chap.	223.	Chef-lieu.	236
Chapeau, ou Chapel d'argent.	341.	Chef-mets, ou Chef-mois.	237
Chapel de roses.	223.	Chef parageur.	190. b.
Chapon. V. <i>Vol du Chapon</i> .		Chef du peage.	210. b.
Chaptel, ou Capitau. 110. 213. V. <i>Chastail</i> .	196. & <i>Cattel</i> .	Chef Seigneur.	237. a.
fruits & Chaptels sur terre.	224. 262.	Chef de sens.	237.
Charges & informations.	224.	Chef ou tronc.	435
Charges viageres.	450. b.	Chemage, ou Chinage.	237
Charité. V. <i>Denier à Dieu</i> .	323.	Chemier.	238
Charmes ou Chaumes. V. <i>Plaine</i> .	219. b.	Chemin.	238
* Charmez.	224.	Chemin cerquemané.	213
* Charruages.	224. & <i>suiv.</i>	Chemin peageau.	238. 210. b.
Charte, (lettres ou titre.)	226.	Chemin royal.	238. 239
Charte-partie.	227.	Chemin vicomtier.	453. b.
V. <i>Arriere-Charte</i> .	70.	Chemin voifinal.	238. 467. b.
Chartre ou Chartre (anciens titres.)	226.	Chep. V. <i>Ceps</i> .	
lettres de Chartres : Villes chartrees.	ibid.	mis au Chep.	240
Chartre (prison.)	228.	Chepage (geole.)	ibid.
* Chasseranderie.	228.	Chepier.	212. 239. 240
* Chassipolerie.	228. 253. b.	Cherchage. V. <i>Cens-Rogo</i> .	
* Chastail, ou Capital.	223. 228.	* Cheseau, Cheseolage, ou Chezal.	240. 250.
* Chastel.	228.	* Cherel. V. <i>Chaptel</i> .	223
Chastel, Cattel.	205.	Chevage.	240
* Chastelain.	229. 230.	* Chevagiers.	240
Seigneur Chastelain.	231. & <i>suiv.</i>	Cheval de rencontre.	241
Bailli, Prevost ou Juge Chastelain.	219. 235.	Cheval de service.	241. & <i>suiv.</i> 339.
Chastellenie.	231.	222. & 337. b.	
Chastelets (de Paris, Orleans, Montpellier.)	231.	vassaux à plein Cheval de service.	243
		relief de cheval.	297. b.
		Cheval traversant.	243. & <i>suiv.</i>
		Chevaloureux	108
		Chevalerie.	245. 246

Chevalier. 245. V. <i>Bachelier</i> , <i>Banneret</i> , <i>Efcuyer</i> .		Clamer.	256. 257
Chevalier d'honneur du Roy, de la Reine.	247	Clamer droit.	256
Chevalier du guet.	<i>ibid.</i>	Clamer garend, ou en gariour. 257. 536	
Chevance, Cheviſſance.	248. 251	Clamer à juſtice.	257
* Chevauchéau d'Eglifés.	248	Clamer & faire ſaiſir les biens ou de- niers de ſon debiteur forain.	257
* Chevauchée.	248	Clamer ſon ſujet.	257. 281. b.
droit de Chevauchée.	250	ſe Clamer en Cour ſuzeraine de Cour inferieure.	257. 280. b.
Chevecier.	250	Clameur. V. <i>Clain</i> .	256
Chevedage.	250	Clameur de bourſe.	183
Chevel (hief Chevel.)	237. 462	fauſſe Clameur.	257
Chevells aides.	37. 237	faire Clameur, & ſe faire arrêter l'un l'autre.	257
* Chever.	250	faire ſa Clameur au Roy.	258
* Cheveſtrage.	250	forte Clameur.	496
Chevetain.	251	Clameur gagée.	258. 520
baillies Chevetains.	119	Clameur de gage plegé.	519
* Chevir.	251	Clameur de Haro.	4. b.
* Cheviſſance.	248. 251	Clameur de loy apparente.	65. b.
* Chevrotage.	252. 372	Clavaires.	258
* Chezal. V. <i>Cheſeau</i> .	240	* Clauiſions.	258
Chczé.	252	* Cledar.	258. 309
* paſt de Chiens.	252	* Clefs (mettre ou jeter la ceinture & les clefs ſur la foſſe du trépaſſé. 206. 258	
* Chiere. 254. V. <i>Care</i> .		Clerc.	259
Chinage.	237	Clergez.	259
* Cirimanage, ou Cirmanage,	254	Clergie.	<i>ibid.</i>
* Cité (ville.)	254	Cloche. V. <i>Ban</i> .	122
Citation, Citer.	254	Clochers. V. <i>Eſquierres</i> .	421
Civerage.	97. 255	* Cloiſon, ou Cloüaiſon.	259
Clain.	255	* Cohuage, Cohuë.	260
Clain ou adjournement.	255	Colage, Collage.	260
adjournement en Clain.	256	Collerage.	260
arrest ou Clain. Voy <i>Clamer</i> .	257	Colletage.	260
Clain, ou clameur.	256	Colombiers. V. <i>Coulombier</i> .	
dechoir de Clain.	256	* Colonia. 260. V. <i>Calenge</i> ,	
Clain & demande.	256	Combat ou Ducl.	260
demande à Clain & à reſpeux,	256	Command.	261
Clain emende.	256	* nommer ſon Command.	246. b.
plainte ou Clain.	256	grands, hauts ou petits Commands.	261
Clain, peine ou droit.	256	* Commande, ou Commende. 261. V.	
Clain & faiſine. V. <i>Clamer</i> .		223. 228.	
Clains, Calanges, &c.	256	Commande de beſtiaux. 262. 377. b.	
prevost des Clains.	<i>ibid.</i>	droit de Commande.	262
Clam, man & ban.	256	Commandeurs.	262
Clamant.	257	Commandite. V. <i>Société</i> ,	376. b.
Clame, Clain.	256		
Clamé (lieu clamé.)	256		

TABLE DES MATIERES;

487

Commettre & confisquer son fief. 261.	Confortemain.	283
283.	Confrontation, Confronter les témoins.	283.
Commettre & forfaire. <i>ibid.</i>	283.	
* Commis & Commise. 262. 263	Voy <i>Acarer & Care.</i>	
danger de Commise; tomber en Com-	Congé de Cour.	284
mise. 263	Congé simple.	284
Commissaires. 263	défaut Congé.	284
Commission de fief. 263	Congeable.	284
* Commission rogatoire. 263. 327. b.	* Congrier.	284. 285
Committimus. 264	Conjure.	285
* Commun de paix. 264	Cour de Conjure.	285. 291. 292
* Communauté de biens. 266	Semonce & Conjure.	285
* Communauté continuée. 270	Conjurement.	286
* Communauté tacite. 272	Conjurer & semondre.	285
Compagnons & Convassaux. V. <i>Pairs</i>	* Conquerement.	286
<i>de la Cour.</i> 277. b.	Conquests.	286
* Compares. 272	Conseils du Roy.	286
Comparuit. 272	grand Conseil.	286
se Complaindre. 39. 272. & <i>suiv.</i>	Conservateur.	287
Complainte & nouvelleté. 277. V. <i>Cas.</i>	* Conteor, Contieres.	287
201.	Conteur.	287. 387
Complainte sur Complainte n'a lieu.	* Continuation de Communauté.	270
277.	* Contr'about.	287
former ou intenter Complainte. 277	Contradiction formelle.	495
former & executer Complainte. 277	* Contr'adveu.	26
fournir la Complainte. 503	Contr'applegemens, Contr'appleger.	55. 56. 287.
prendre Complainte. 278	* Contrat banni.	119
ramener la Complainte sur les lieux.	Contrat pignoratif.	287
278. 273. b.	Contredits.	288
V. <i>Applegement.</i> 55	Contrefirme, Contrefermer.	455. 456
* Complaissance. 279	Contregage. V. <i>lett. G.</i>	517
Complant, Complanter.	Contregarde.	288. 533
Complanterie. 279	Contre-lettre secrète.	283
Complices. 279	Contremand, Contremander.	288
Compulsoire. 279	Contrepan (hypothèque.)	289
Comte. 279	gage ou Contrepan : œuvres de Con-	
Comte du Palais. 280	trepens.	<i>ibid.</i>
Comté. 281	heritages mis en Contrepan.	289
Concierger. 281. V. <i>Chevier & Goolier.</i>	Contrepaner.	<i>ibid.</i>
Concreu. V. <i>Cren.</i>	rentes contrepanées sur heritages.	289
Conestable. 281. 282	Contre-pleges, Contrepleger.	289
Conestablie. 282	Contreschange.	289
Confiez de Cour. 177. b.	Contrescel.	350. b.
Confiné, banni. 128. 283	Contribution. V. <i>Desconfiture.</i> 332. 333.	
Confisquer son fief. 262. 283	334.	
qui confisque le corps, confisque les	* Contrôleur.	289
biens. 283		

* Cortumace.	289	Cour fonciere.	297
Convassaux. V. <i>Pairs.</i>	177. b.	Cour laye ou Ecclesiastique.	297
* Copeiz.	290	Cour-major. V. <i>Cort.</i>	291
Copie, copier.	290	Cour des mortemains. V. <i>lett. M.</i>	
Corée (droit de Corées.)	372	Pairs de la Cour.	177. b.
Cornage. 290. V. <i>Colage.</i>	260	Cour personnelle.	297
tenir du Roy par Cornage.	291	pleine Cour.	219. & 224. b.
Corniers. V. <i>pied.</i>	216. b.	* ravoit la Cour.	297
Corps (fief de Corps.)	463	* rendre la Cour à ses hommes.	297
gens de Corps.	454. 343. 21. b.	Couratiers.	297
* Corre la villa.	291	* Courrier.	298
Correuteur des Comptes.	291	* Cours.	298
Corfage.	291	Courage.	298
* Cort-major.	291	Courtier. V. <i>Conletier.</i>	
Corveable.	292	Courtiers de vins, & autres.	298
Corvées.	292	Cous & Coux. V. <i>Cos.</i>	
* Cos & Cous.	293	Coustilliers.	298
Coste. V. <i>Debons.</i>		Costume.	298. V. <i>Consid.</i>
Côte (branche & linage.) 189. 430. & suiv. 432. 433.		droit de Costume.	299. 210. b.
lez & Costé.	51. b.	Costumerie.	299
Cotteraux.	293. 294. 298	Costumes.	299. 301
Cotterie & tenement Cottier.	295.	Costumier, Costumiere & Coustu-	
Cotteries.	294. 295.	miers.	300
Cottier, Cottiere & Cottiers.		homme Coustumier.	300
homme Cottier.	295.	noble ou Coustumier.	300.
lieu Cottier.	295.	serf Coustumier.	300. 361. b.
Tenant ou Tenancier Cottier, ou te-		villain Coustumier.	300
nant Cottierement.	295	bourse Coustumiere.	300
terre rentiere & Cottiere.	295.	femme ou fille Coustumiere.	300
terres Cottieres de main ferme.	78. b.	personne Coustumiere, ou roturiere.	300.
Cottiers.	296.	emendes Coustumieres & arbitraires.	301.
biens Cottiers.	41	Coustumiers & Coustumes.	301
fiefs Cottiers.	295	Coustumiers non nobles.	301
heritages Cottiers, ou roturiers.	296.	Coustumiers (Praticiens.)	301
heritages, ou biens réels Cottiers.	296.	sujets estagers Coustumiers.	301
75. b.		Coustumierement.	300.
Juges Cottiers.	296	Couvrir le fief. 301. fief & arriere fief.	
Cottiers & main-fermes.	78. b.	couvert.	ibid. & 169. b.
Cottierement.	295. Voy <i>supr.</i> Cottier.	Couvrir le feu de son finatien.	301
Coulage.	296	* Crabe.	301
* Couletier, ou Coultien.	296	Grand ou seureté.	301
Coulombier (droit de Coulombier, de		Crans ou Creant.	ibid.
chasse, &c.	296	Cranequin, Cranequiniers.	303. 85. b.
Cour feudale.	297	* Creant de serviet.	302
la Cour du Roy ou du Seigneur. <i>ibid.</i>		* Creancier.	302
Cour basse.	146		

TABLE DES MATIERES.

Credence (Témoin, Chevalier de Credence.)	302	* Damnez.	489
loy de Credence.	65. b.	Damoiseau.	309. 310
* Credit.	302	Danger.	310
Crediteur nanti.	129. b.	Danger de commise.	263
* Crème (diocèse.)	302. 303	sief de Danger.	464
Crenqueniens.	303.	droit de tiers & Danger.	310. 410. b.
* Creston.	303	Dangereux (Sergens.)	310
* Cretine.	303	Dauphin.	310
* Creu & Concreu.	303	Debat (sans Debat.)	194
la Creuë.	303	Debiter.	311
Cri & armes pleines.	303	Debitis.	311
Cri de Ban.	122	lettres de Debitis , mandement de Debitis.	264. 311
Cri de feu ou de meurtre.	304	* Deblaer.	312
Criage , ou		Debleüre.	312
Crie de la ville.	305	* Debout & costes.	312
Pierre de la Crie.	305	* Debouts à éteinte de la chandelle.	219. 312
Criées & subhastations.	305	Debtes.	313
Criées anticipées.	49	Debtes actives.	313
blasmer les Criées.	165	Debtes passives.	313
Criées recordées.	285. b.	Debtes mobilières.	313
Crier le ban , ou au ban.	122	Debtes nanties.	130. b.
Croiser.	306	Decapiter.	315
Croisez.	306	Déchoir de clain.	256
Croisies des écritures.	306	* Decimes.	315. & suiv. 352. 353
Groist & Chaptel.	110. 118. 262. 306.	Declaration , adveu.	25. 26.
Croist & suite.	392. b.	Declaration d'hoirie.	14. b.
Croix de Cens.	306. b.	nouveau titre & Declaration d'hypothèque.	152. b.
* Cromptados.	306	Decliner.	319
* Crubaran.	306	* Déconfés. V. Desconfés.	
Cry. V. Cri.		Decreter.	319
Cueillette & recepte.	306	Defaillir. V. Defaut.	
Cuens , ou Quens (Comte.)	253. b.	Defaut , congé.	284
Cullage, Culliage.	307	Defaut de garentie.	536
* Curateur.	308	Defaut d'homme.	18. b.
* Curiaux.	308	Defaut simple ou pur.	320. 375. b.
* Cusfonné , attusonné.	74. & 308	Defaut sauf.	320
* Cuyala o Cledat.	309	Voy Continuace.	289
Cyprés. V. Branche.		Défendeur.	322
		* Deffaix.	320
		* Deffaix.	320
		* Defflement.	320
		Deffier.	320
		* Deffroy , Beffroy.	157. 320
		Degaerie, Degans.	320
		Degrez, (branchage.)	185

D

* DARRAINS.	309
Dalh. V. Servitude.	
Dalles.	309
Dame.	309
Dame bannerette.	127

Déguerpir, Déguerpissement. 320. 557.		Depié de fief. 315. & <i>su. v.</i> 337	
558. 471. <i>b.</i> V. <i>Guerpir.</i>		Deport. 326. 327	
* Dehait, Dehaitié. 320		sans Deport. 326	
Delai ou jour d'appensement. 321		se Deporter. <i>ibid.</i>	
Delai de garent. 536		Depoit & gage. 517	
paroles de Delai. 322		Depouille. 329	
Delit royal ou privilegié. 199		Depri. 329	
Delit commun. 321		donner Depri. 329	
devoir des Delits. 322		faire Depri. 329	
Dels (Vassiaux Dels, ou d'Eps.) 322		Déprier. 329. 330	
V. <i>Adebtz & Eps.</i> 10. 392. 437. <i>b.</i>		Deps, ou Debs. V. <i>Adebtz. Dels. Eps.</i>	
Demande, Demandeur. 322		322. 392. 437.	
Démarche de bourse. 183		* Dereng d'heritage. 330	
* Demené forain. 322		Desadvenant. 28	
Demenemens, Demener. 322		Desadveu. 28	
Demiliets, Demi-freres, Demi-sœurs. 322.		Desadveu du Seigneur suzerain. 330	
Demifellage. 322		Desadveu formel. 330. 495	
Demission de foy. V. <i>F.</i>		Desadvoüer ou advoüer. 330. Voy <i>Ad-</i>	
* Denegation, Desaveu. 330		<i>voüer.</i>	
Denegation formelle. <i>ibid.</i>		* Desairer oiseaux de proye. 330	
Deni de Justice, ou de droit. 322		Désaisine. V. <i>Lods. 63. b. Saisine. 341.</i>	
Denier à Dieu. 323		342. <i>b.</i>	
dixième Denier. 355		* Desatrempé. 330	
Denier de garde. 327		* Desbail. 110	
* Denier mortas. 323		Descalengé. 330	
Denier de service. 323		biens meubles Descalengés. 331	
* Denier tolza. 323.		* Descendement. 331. 404	
Deniers comptez & non reçus. 324		Descherpilleurs. 401	
Deniers rendus & non reçus. 324		* Descompt. 331	
les six Deniers aux fers le Roy. 457		Desconfés (mourir Desconfés.) 331	
Deniers forts. 497		Desconfiture. 332	
francs-Deniers. 505		cas de Desconfiture. 334	
Deniers manfais. 91. <i>b.</i> <i>norets. 138. b.</i>		* Desencumber. 334	
Denombrement, aveu. 25. 26. 324		Desengager. 511	
Denombrement & Declaration de fief. 25. 324.		* Deserte. 334	
nommée & Denombrement. 25. 324.		sans Deserte. <i>ibid.</i>	
. 146. <i>b.</i>		Desertion d'appel. 33. 355	
rapport & Denombrement. 324		Desgagemens, Desgager. 335. 521	
blasmer le Denombrement. 165		Desherance. 335	
Denoncement, ou accusation applée. 34. 325.		Desheritance, Desheritement. 12.	
matiere d'aveu & Denoncement. 26		447. <i>b.</i>	
* Dentées. 325		Desheriter. 12. 336	
Dent. V. <i>Servitudes.</i> 373 <i>b.</i>		* Desliage. 336	
Denoncement. 34. 55. 325		Desmembrer son fief. 337	
		* Despaillé. 337	
		Desparager. 337	
		Despens. 337	
		Despires	

TABLE DES MATIERES.

491

* Despirer, Despiser, Despiter.	338	Distroit de moulin.	335. 336. 337. Voy
Despouille. V. <i>Dépoüille.</i>	329	Ban. Bandie, &c.	
* Desquiquer.	338	Dixième denier.	355
* Desrée, denrée.	325. 338	Dixme. Voy <i>Disme.</i>	
Desrene, Destener.	338	Domages & intérêts,	356
Desrentyement.	213	Domaine (fief dominant,)	356. 465
* Destroyer.	338	Domaine de la Couronne.	356. & suiv.
* Desrué, Derué (desvoyé.)	339	Domaine congeable.	284
* Dessevranch, dessevrement.	339	Domaine fiefié, ou non fiefié.	483
* Dessevrer.	339	Domaine forain.	358
* Destraingnant.	339	Domaine homagé.	17. b.
Destrier.	242. 243. 339.	Domaine muable, ou non muable.	358
* Detriement, ou Detriement.	340. & suiv.	de son Domaine faire son fief, ou de	
* Detrier.	ibid.	son fief ou censif son Domaine.	465
* Detroy.	340	réunir au Domaine du Seigneur.	325. b.
Dette. Voy <i>Debs.</i>		* Domangés.	359
* Devautrain, devancier.	347	Domanial.	359
Devé, Desvoyé.	339	justice Domaniale.	41. b.
* Devéer, défendre.	347	Domanier (droit Domanier.)	359. a.
Devest.	446. & 447. b.	exploit Domanier.	359
* Devisé.	347	Seigneur propriétaire & Domanier.	359
* Devoir & Devoirs.		Domengés, Domengées.	359. 360
charger son héritage homagé de rente		* Domenjadura.	360
ou Devoir.	347	Dominant.	360. V. <i>Fief & Seigneur.</i>
abonner l'homagé à Devoir.	347	Dommages. V. <i>Domages.</i>	
franc Devoir.	305	Don gratuit.	361
Devoir de linage.	60. b.	* Don mutuel.	361
Devoirs abonnis.	4. a.	* Donataire & heritier.	361
doubler ses Devoirs.	371	* Donation à cause de mort.	362
Devolut, Devolutaire.	348.	Donation simple.	375. b.
* Devolution. 348. V. <i>Pauvreté jurée.</i>		Donner & retenir ne vaut.	362
Devotion. V. <i>fief & homage.</i>		* Dos (abillement de l'heyt & de dos.)	
* Dex.	348. 349	362.	
* Dexpux.	350	* Dofil.	362
Diction de Jugement.	188. 350. 351	* Doffage.	362
* Diemance.	352	* Dot (augment de Dot.)	98. & suiv.
* Digner (droit de repas.)	352	* Dot & mariage divis.	363
* Dijaux.	352	Voy 96. b. & <i>Doüaire.</i>	364. a.
* Dilius.	352	Doüaire advenant.	24
Dimane. V. <i>Diemance.</i>		Doüaire & assené.	76
Directe ou fondalité.	489	* Doüaire convenancé.	363. 364
Dismerie, Disme.	352	Doüaire coutumier, préfix, consti-	
suire de Disme.	393. b.	tué, assigné, conventionnel, &c.	364
Dismes infeodées.	354. a.	Doüaire coutumier.	364
Disme & terrage à deux mains.	81. b.	Doüaire divis ou divisé.	364
Dismier.	355	au coucher la femme gagne son Doüai-	
Distroit & territoire.	355	re.	365

Doüaire préfix, limité, accordé, ou conventionnel.. 366. & *suiv.*

plein Doüaire & entier. 370

Doüaire noble ou roturier. 333. *b.*

Voy *Augment.*

Doüairier, Doüairiere. 370

Doüane. 370

Doublage. 37. 370

Double d'Aoust. 371

Double cens. 210. 371

Double relief. 371

Doubler ses devoirs sur les hommes. 371.

* Doublier (égouts de maisons de Doublrier.) 370

Douhe (douve.) 371

* Douter (craindre.) 371

* Douves & fosséz. 371. 372

Draps (être des Draps du Chapitre de Reims : du Roy.) 372

Droit abonni, 4. de nouvel acquêt, 7.

d'acquit, 8. de nouvel adveu, 27. d'af-

foiüage, 33. &c. V. *les mots joints à*

Droit, ou seuls.

* Droit de banage, ou barage, 372. de chevrotage, 252. 372. de corées, 372.

de marc d'argent, 373. || 92. *b.* de mar-

caige, 373. 4. de paix, 374. 4. d'hom-

mes. 21. *b.* d'hottelage, 23. *b.* &c.

Droits de douzièmes, sixièmes, centièmes. 374

Droits royaux. 374

venir ou être appelé aux Droits du

Roy. 374

Droits seigneuriaux. 359. 374

Droites aventures. 331. 375. 404

Droiture & possession ou saisine. 375

relever droiture. 375

les Droitures du fief. 376

droit ou Droiture de patronage. 204. *b.*

Droiturer. 375

* Drouilles. 376

* Drude. 376

* Drurie. 376

Duc, Duché. 376. 377

Duél, Bataille. 155. 260. 515

E BRANCHEMENT, Ebrancher. V. *Escaleche.* 405

Echange, Echançon, &c. V. *Echange* & *semblables avec une f.*

Echarguet. 377

* Edifices abloquiez & solinez. 377

* Effoüeil. 377

* Effoüil. 378

Elections, Eleus. 378

Emancipé (homme & femme mariez sont tenus pour émancipez.) 378. & *suiv.* Voy *Celle.* 207

Emblée, Embler. 381

Emende en matiere ou cas d'appel. 381

Emende de clain, ou clame. 256

Emende de tost entrée. 383

Emende fonciere. 488

Emende de gage. 383

Emende de Loy. 65. *b.*

Emende simple. 381. || 375. *b.*

à tout méfait n'échet qu'émende au

Seigneur. 383

la plus grande Emende attire à soy &

emporte la petite. 383

Emendes coûtumières. 301. 384

Emendes des forfaiüures. 492

Empaler. 384

Empanage. V. *Appanage.* 50. & *suiv.*

Emparagé (fille mariée & emparagée noblement.) 50. 51. 384. & *suiv.* || 185. *b.*

Emparliers, ou Parliers. 387. || 198. *b.*

Emphitéose roturiere. 384. *b.*

Emplage. Voy *Feur.*

* Emmuchiez. 388

Encheoir de son appel, &c. 388

Encheoir en l'émende. 388

Enchere, Encherir. 388

folle Enchere. 488

Encis. 388

Enclavements & ressorts. 388

Enclaves. 388

Encombré. 389

* Encombrement de voyes. 389

Encombrer le mariage de la femme. 389

TABLE DES MATIERES.

* Entoste.	389	Eschanfon.	400
* Encourper.	389	* Eschanrelle.	400
Encourement.	389	Eschars (droit des Eschars & tavernes)	400.
* Endementieres.	389	Eschangettes.	236
* Endenture. V. <i>Charte-partie.</i>	227	* Eschellage.	400
Endossement, endosser.	389	Escheller.	401
* Enfermeté de corps.	389	* Eschenez.	401
Engage, Engagement, Engager, Engageur.	389. & 521	Escherpillerie.	401
prix de l'Engage.	240. b.	* Eschets.	402
* Enheudé.	158. 389	* Eschever.	402
* Ennion ou Annion. 48. 389.	260. b.	Eschevinage.	402. 841. b.
Ennortement.	389	Eschevinal. V. <i>Loy.</i>	70. b.
Enquant, ou inquant.	89. b.	Eschevins. 403. V. <i>Capitoux, Jureurs & Maires.</i>	
Enquesteur.	389	Escheute.	403. 404
* Enregistra lo brebet.	390	Eschiquier.	403
Ensaïné, Ensaïner.	447. b.	* Eschiver.	404
* Enferé.	390	Eschoir, Eschoite.	404. 410. b.
Enfoine, Ensoing, Ensoigne, Enfoigner. V. <i>Exoine.</i>	422. 447	* Eschoite.	375. 404
Ensonnic. <i>idem.</i> V. 447.		* Esclande.	405
* Enterinement.	390	Esclaves.	405
* Enteriner.	390	Esclache.	405
Entiercement, Entiercer.	390	Escliché, & Esclichement.	<i>ibid.</i>
Entrage.	391	Esclipser.	<i>ibid.</i>
Entravestissement de sang. 391.	276. b.	* Escolage.	405
* Entrecoirs. 391. 192. b. & <i>suiv.</i>		* Escolastre.	405
Entrée (droit d'issuë & d'entrée.)	35. b.	* Escondire la semonce.	405
Entre-jou, ou Entryon.	392	Escocher.	406
* Entrer plege.	392	Escousse. Voy <i>Reousse.</i>	286. b.
* Entreval.	392	* Escrevisse.	406
* Eps. 10. 11. 322. 392. 396		Escrouë.	406
Equipolent, ou Equivalent.	392	Escuiage.	407
Eramme, ou Erame. V. <i>Errame.</i>		Escuier.	407
Ermes (terres Ermes.)	393	Escuier d'honneur.	408
Errame. 22. 62. 393.	48. b.	Escuier tranchant.	408
Errement.	395	* Escusson.	408. & <i>suiv.</i>
Errementer.	396	Escusson de trois fleurs de lys.	414
* Es, & Eps.	396	* Esdiré (Lettres édirées.)	414
* Escaëres.	396	* Esgard.	414
* Escandillonage.	396	Esgarder.	368. b.
Escars (droit d'Escars.)	396	* Esgardour.	415
Escas, Escassable.	397	Esgars.	415
meubles Escassables.	397	Espanité, ou Espavité.	415
Eschange.	397	Espargne.	415
cont. Eschange.	289	Tresoriers de l'Espargne.	410. b.
Enfans mariez par Eschange.	397	Espave. 415. V. <i>Anbain & Gayve.</i>	

advoüer l'Espave.	29	Estalons.	426
Espaves d'Abeilles.	2. 11. 416	* Estangs allevinez.	45. 426
Espaves d'Avettes.	<i>ibid.</i>	Estappe.	426
biens Espaves ou Estrayers.	87. 450	* Estappes.	427
Espaves du Faucon ou du destrier.	416	* Estaque.	427
Espaves foncières.	416	Estat (Lettres d'Estat.)	427. 318 b.
Espaves mobilières.	416	Estat en matière de Regale.	427
Espavité. V. Espanité.	415	l'Estat & bon estat d'un compte.	428
* Espauviens.	416	Estats (tenir les Estats du Royaume.)	428.
Esperons dorez.	416. 417	Estelon & sep.	426. 357. b.
Trancher les Esperons.	417	Estelons d'aulnes, de mesures, de poids.	426
* Espeter.	417	Esten en jugement.	428
Espees de Juges.	417. & <i>suiv.</i>	* Esterlo.	429
* Esplecés, ou Explecés.	420	* Estevenant (sols Estevenans.)	429
Esponge d'heritages.	420	* Esteules.	429. 276. b.
Esponge & quittance.	420	* Estevoir, Estouvoir, Estouvier.	429
Esponcer (déguerpir.)	320. 420. 557.	* Estez.	430
Esponcion.	420	Estimation. V. <i>Licitation. Ventilation.</i>	442. b.
Esporte, Esporter.	421	Estoc, costé & ligne.	185. 430. & <i>suiv.</i>
* Espurgement.	421	433.	
Esquarteler.	421	Estocage.	430
Esquierres de Clochers & Eglises.	421	Estogage.	432
Essain d'Abeilles ou d'Avettes. 2. &	416	* Estoublage.	432
* Essarter.	421	* Estouvoir. V. <i>Estevoir.</i>	429
* Essief & patron.	422	* Estrage.	432
* Essilleurs de biens.	422	Estrayeres.	87. 450
* Essillier.	422	Estre & costé.	432. 433. 430. b.
* Essoine, Essoinement, Essoinement.	422	* Estreures.	87. 433. 450
Essongne.	204. & 422	* Estremar.	433
* Essonier.	423	* Estreper.	433
* Essonieres.	423	* Estrise ou manoir.	433
Essorillé.	423	* Estrouffe & malestrouffe.	433
Establage, ou Estellage.	423. 425	Estrouffer.	433
Establie (brief d'Establie.)	424	* Esturgeon.	433. 229. b.
heritage demandé par Establie.	424	Etiquet.	434. V. <i>Billet.</i> 163
Estage lige.	424	Etiqueter les témoins.	434
Estager, mansionier.	301. 425. 91. b.	Evangeliste, Evangeliser.	134. 434
Estagers.	425	Evocation.	434
Estages.	425	* Evolage.	434
ressentir d'Estages.	425	Evoquer.	434
Estagiers.	425. 91. b.	Examen à futur.	435
Estalage. V. <i>Establage.</i>	423	* Examineurs.	435
droit d'Estalage.	425	Exception de non cause.	146. b.
Estaller ou Esteller.	425	Exceptions, ou allegances.	44
Estalon & jauge.	426		
Estalonage.	426		
Estalonner les poids & mesures.	426		

TABLE DES MATIERES.

495

Exclusion.	435	Fait fort.	451
Executeur (Sergent.)	435	le plus grand Fait emporte toujours le	
Executeurs testamentaires. 435. & <i>suiv.</i>		petit.	451
Executoire.	444	mise de Fait.	118. b. 133. & 406
* Exegue.	444	Fandesteuf.	451
Exemption par appel.	444	* Fargeage.	451
Exemption de fief.	445	Farine commise.	263
Exemptions de 3. sortes.	445	* Fau.	451
* Exhivernius.	446	* Faulconnerie , Fausseté.	451
Exiguer.	446	* Faulde.	452
Exoine. 411. 446. V. <i>Contremand.</i> 288.		Faultrage ou Preage.	451. 233. b.
& <i>Resseant.</i>	319. b.	* Fausser la Cour ou le Jugement.	452
Exoiner.	423. 447	* Faussionnier , Fausfaire.	452
Exoineur.	447	Faut , ou défaut d'homme.	452. 18. b.
Exoniafeur.	<i>ibid.</i> & 423	Faux adveu.	452
Exonier.	423. 447	Faymidroit.	147. 452. 356. b.
Expatriation , Expatrié.	447	Feable , Feal.	452
Expedient.	447	Feage.	31. 453.
Exploict.	448	bailler à Feage , afféager.	31. 453
Exploict de Cour.	448	lieu & Feage noble.	453
Exploict domanier.	359	pur Feage de noble fief.	453
Exploict libellé.	12. 449. 54. b.	Feauté & service. Voy <i>Feal.</i>	452
Exploict du Seigneur de fief.	447	* Feez & charges d'heritages.	453
Exploict de Sergent ou de Justice.	449	* Felenie.	453
Exploicts , ou adjournemens formels.	495.	Felonie du Seigneur feudal , ou du	
Exploictation de biens meubles ou im-		vassal. 453. Voy <i>Foimentis.</i>	486
meubles.	449	* Fema vinha.	454
Exploictation de maison ou d'herita-		Femme de corps.	454. 21. b.
ges.	449	Femme ou fille coustumiere.	300
Exploictier (le fief du Vassal.)	449. 450	* Femme franche.	182. 454
Exploictier & tenir en sa main.	449	Femme roturiere & de pote.	544.
Exploictier & ravoier.	449	334. b. Voy <i>Femme.</i>	
vendre & Exploictier.	450	* Fenestrage.	455
Exploicteur.	450	* Fenestres borgnes & aveugles.	168
Extraire de bastard.	450	dépendre l'huis ou Fenestres de la mai-	
Extraiures.	87. 450	son.	26. b.
F			
* FAGOTAILLE.	450	* Fenison.	455. a.
Faiç. Voy <i>Fait.</i>		* Fère sage.	455
Faillite & banqueroute.	132. 450	* Ferex.	455
* Faire Forbanu.	450	Feriage royal.	455
* Faifance & raquit de rentes.	450	Fermance , ou plege.	455
Faifances.	450	Fermances vesialeres.	455
* Faifne ou Foifne.	451	Fermative , ou opposition.	455
* Fait étrange.	451	Ferme. V. <i>Bail.</i>	110
		Ferme & baillette.	110
		Ferme , contre-Ferme : Fermer , con-	
		tre-Fermer.	455. 456

Voy *Fief-ferme & main-ferme*, &c.

- * Fermeté. 456
- Fermier des exploits & emendes. 456
- Prevost Fermier. 456. || 236. 237. b.
- Fers le Roy. 457
- Ferue. 457
- Festage. 457. 458
- Festin (droit de Festin.) 458
- * Feu croissant & Feu vacant. 458
- le Feu, le sel & le pain, &c. 220. || 81. & 355. b.
- Feu & chevedage. 250
- Feudal, arriere-Feudal. 71
- homme Feudal. 18. b.
- Seigneur Feudal. 79. & 352. b.
- vassal & tenant Feudal. 434. b.
- * Feuille. 459
- * Feuilles, (années.) 459
- Feur. 459
- au Feur l'emplacement. 459
- Feur competent. 459
- decliner Feur. *ibid.*
- Feurmariage. 459
- Feure. Voy *Fore.*
- * Feurs, Feurres. 459
- * Fèvres. 457. 460
- Feus du Roy. 460
- * Feut. 460
- * Feutraite. 460
- Fidejussaire. V. *Cantion.*
- Fied, riere-fied. 460
- Fief, arriere-Fief. 71
- * Fief abregé, ou abregié. s. 19. 20. 460. 475.
- Fief admorti. 15. 16
- * Fief ameté & abonné. 3. & 47
- Fief ample. 472. || 55. b.
- Fief bourfal. 460. & *suiv.* 480. || 84. b.
- Fief en chef ou chevel. 462. 474
- Fief de corps. 463
- Fief couvert. 301
- Fief de danger. 464
- dépié de Fief. 325. 337
- Fief dominant. 360. 465
- * Fief episcopal & presbyteral. 465
- Fief-ferme. 466. & *suiv.*
- Fief de condition feudale. 470
- Fief ou membre de hautbert. 470. 472. || 224. b.
- Fief à simple homage, lige ou noble. 472.
- le Fief de son homme. 18. b.
- * Fief jurable & rendable. 472. || 301. b.
- Fief ample ou liege. 472. || 55. 56. b.
- Fief tenu à plein lige ou pairrie. 472
- * miroüer de Fief. 472. || 117. b.
- * Fief mort. 475
- Fief donné à mortgage. 125. b.
- * Fief noble. 472. 473
- Fief noble tenu en plein homage, ou en pairrie. 472. 473. || 178. b.
- Fief noble & non restraints. 474
- Fief noble ou rural. 474
- Fief en nueffe. 152. b.
- * Fief oubliat. 474. || 156. b. & 166
- Fief ouvert, vuide, decouvert. 168. b.
- Fief tenu en pairrie. V. *supr.* & *Pairs.*
- * Fief de paiffe. 474
- Fief garanti en parage. 189. b.
- plein fief. 474
- puissance de Fief. 245. 246. b.
- Fief restraints. s. 19. 20. 460. & 475.
- Fief roturier. 475. || 332. b.
- Fief servant. 475
- Fief servi. 475
- Fief de sodoier. 377. b.
- Fief vis ou mort. 475
- commettre, confisquer son Fief. 262
- couvrir le fief. 301. || 169. b.
- de son domaine faire son Fief. 465
- de son fief ou censif faire son domaine. 465.
- se faire mort d'un Fief. 123. b.
- forfaire son Fief. 492
- relever le Fief. 170. || 295. 296. b.
- rapporter son Fief. 275. b.
- * reprendre un Fief. 311. 312. b.
- qui Fief nie, ou Fief rogne, Fief perd. 475.
- tenir nuëment & en plein Fief. 474
- Vassal de plein Fief. 474.
- Voy les autres mots joints à Fief.
- * Fiefs-francs, ou francs-Fiefs. 746

TABLE DES MATIERES.

477

franc-Fiefs & nouveaux acquêts. 477.	Foi & homage. Voy Foy.	477
<i>& suiv.</i>	* Foiment, Foimentie.	476
mairies & Fiefs bourgeois. 480. 84. b.	Foire & marchez.	486. 93. b.
Fiefs cottiers.	Foisne.	451
Fiefs de devorion. 480. 15. b.	* Folier.	488
hommes de Fiefs. 480. 177. b.	Folle-mise & encher, ou rencher. 488	
Fiefs patrimoniaux. 204. b.	Foncier, Fonciere.	
Fiefs de reprise. 312. b.	Justicier Foncier. 488. Voy Justicier.	
* Fiefs revanchables, égalables, cheans	Seigneur Foncier. 488. 42. 43. 353. b.	
& levans. 480	tré - Foncier & propriétaire. 488	
Fiefs de revenu. 480	emende fonciere. 488	
Fiefs qui se gouvernent suivant la	Justice ou Jurisdiction Fonciere. 488.	
coustume du Vexin François. 481.	42. b.	
449. b.	rente fonciere. 489. 302. b.	
quinter les Fiefs. 265. b. & 449.	arriere-fonciere & sur-fonciere. 71. a.	
Fiefal (jurisdiction Fiefal.) 483	306. 395. 396. b.	
possession Fiefal. 483	Seigneurie Fonciere. 489. V. aussi pp.	
querelles Fiefaux. 255. b.	42. 43.	
* Fiefte. 483	Fondalite.	489
Fiefte, Fieftez. 483. V. Fiefvé.	* Fonds de terre. 489	
domaine Fiefte ou non Fiefte. 483	For. Voy Fors.	
* heritage Fiefte par rente raquitable. 483	Foradjour. 12. & 489	
Sergent Fiefte. 362. 363. b.	Forage, droit. 32. 489. 500.	
Tailleur Fiefte. 483	Forain. V. Aubain.	
Bourgeois Fieftez. 180	Prevost Forain. 237. b. prevosté Forai-	
Officiers Fieftez. 484	raire. 239. b.	
Fieffer. 483	Forban (droit.) 490	
Fieffeux (souverain.) 385. b.	Sentence de Forban. 490	
Fiefvé, Fiefvez.	Forbanni. 490	
homme Fiefvé. 483	Forbannir. 490	
heritiers Fiefvez. 484	Forbannissement. 490	
Officiers Fiefvez. 483. 484	* Forbanu. 450	
pairs Fiefvez. 483	* Forcelées (ventes.) 490	
* Filets. 484	Forclore, Forclos, Forclusion. 490	
* Fillettes (coustume des Fillettes.) 484	Forcommand, Forcommandé. 492	
Fimport. 484	* Forconseiller. 491	
Finage. 122. 484	* Fore, Feure. 491	
Finaison nulle, quand argent faut. 484	* Forest. 491	
Fins de non proceder. 485	breuil de Forest. 186. 491	
Fins de non recevoir. 485	Forestier, ou Sergent des bois. 491. 492	
Fitanes. Voy Peyres.	Forfait. 492	
Fivatiens. 485	Forfaire (son Fief, la seigneurie ou justi-	
Flastrer, ou Flastrir. 485	ce.) 492	
Flatri, Flatries (mesures marquées.) 486	Forfaire le douaire, ou autre chose.	
Flegarts. 486	263. 283. 492.	
Flestrir & marquer. 486	Forfaire l'emende. 492	
Flots ou Frocs. 486. 511. 512	Forfaire le poin. 492	

se Forfaire.	492	Fourgangnement, Fourgangner.	502
Forgangner. V. <i>Fourgangner.</i>		Fournage (droit.)	497. 502
Forgas (temps du Forgas & du raquit.)		* menu Fourrage.	502
493.		Fournir la complainte.	503
* Forieres.	493	Fournissement.	503
* Foriscapis.	493	Fournissement de complainte.	503
* Forjurement.	493. 494	Sentence de Fournissement.	503
Forjurement.	493	Fourrage.	503
Forjurer les Facteurs.	493	Foutter.	503
Forjurer son heritage.	493	Fourrie (mettre , ou mise en Fourrac.)	503.
Forliner.	494	Fourriers.	503
Formariage, Formarier.	494	Foy & homage.	302. 503. 504. 18. b.
Formée (partie.)	495. 202. b.	Foy & homage admortis.	16
* frais des Formées, obseques & funeraillies.	495	demission de Foy.	325. 504
Formel, (desadvcu, exploit, garend, partage.)	495	entrer en Foy.	504
Formelle (contradiction, partie.)	495	Foy lige. V. <i>Homme ou Lige.</i>	
Formener.	495	porter la Foy.	230. b.
Formort, Formorture.	495	Foy & service.	505
Formoture.	ibid.	* Foy simple ou lige.	58. & 375. b.
* Forpaïté.	496	tenir en Foy simple, ou en Foy taille generale ou speciale.	504
* Forprise.	496	Franc, ou livre.	505.
Fors, & coustumes du pais.	496	Franc & Francs.	
Fort, Forts.,		Franc-aleu.	41. & suiv.
le Fort doit porter le foible.	496	Franc archers.	505.
deniers ou sols Forts.	497	Franc argent	505
Fort-clameur.	496	Franc bourgeois.	182
* Fort-fuiance.	497	Francs-deniers.	505
Fort-monnoie.	497	Franc-devoir.	505
* Fortrière, ou Fortzaire.	497	Francs-Fiefs.	506
* Fortune d'or.	497	* Franc-homme.	505. 506
* Fosse des arcines.	63	Franc-mariage.	507
* Fossé. V. <i>Douke & Douve.</i>	371. 372	Francs-mex.	507
* Fossérées.	497	* Franc ourine.	507
* Fausse-coyes.	497	Franc-pris.	507
Foiage, ou Fournage.	497. 502	Franc-Sergent.	
Voy <i>Blande.</i>	165	Francs taulpins.	507
* Foucq.	499	Franc tenant.	507
Fouetter.	499	Franc tenement.	507. 405. b.
* Fouger.	500	Voy <i>les autres mots joints à Franc.</i>	
Four à ban, bandier, bannal. Voy <i>ces mots.</i>		Franche aumosne.	100
Fourage (droit.)	500	* Franche feste.	507
Fourchage (linage, line, souche, ou branchage.)	500. 501	Franche verité.	507
Fourches patibulaires.	501	* Franchise.	507
		Franchises.	507
		* Franchomates.	508
		Franchuelme.	

TABLE DES MATIERES.

Franquiesme	508	* pan ou Gage.	515. 519. 184. b.	499
Frarachage , Frarachau.	509	* Gage-plege.	519. 19. b.	
Frarager.	<i>ibid.</i>	clameur de Gage-plege.		519
Frarêche & succession.	<i>ibid.</i>	Gage-prins. V. <i>Gager.</i>		521
Frarêcheurs ou Frarêcheux. 508. & <i>suiv.</i>		Gagé , Gagée.		
Frareufeté.	508	Gagé & payé le rachat.		522
Frareux.	508	bataille Gagée.		515
* Fraux & pasturages.	510	* clameur Gagée.		520
* Frerage.	509. 187. b.	Gagement.	515. 520	
Frefange.	510. 511	Gager.		520
rentes en Frefange.	309. b.	Gager l'émende.		521
* Fricanderes.	511	* Gager la loy.		521
* Friez.	511	* Gager partage.		522
Frocs , ou Flots.	486. 511	Gager personnes en son dommage.		521
Fromentage (droit.)	291. 512	Gager & offrir , ou payer le rachat.		522
* Frosser & caver.	512	Gager de la robbe & d'autres habits.		521,
Fruits vendus & adenez.	11			
Fruits & chaptels.	224	* Gager. Voy le mot <i>suivant.</i>		
* Fumage.	512	* Gagerie.		522
* Fumeau.	512	simple Gagerie.	522. 523. 375. b.	
Fur , Feur , ou Fueur.	512. b.	* Gageure.	521. 522. 523.	
Furemplage. 459. 512. Voy <i>Feur.</i>		* Gagerie.		523
Fust & terre.	512. 270.	* Gagnables (terres.)		524
livrement de Fust.	270. b.	* Gagnages.		524. 525
* Fustage.	513	* Gagneries.		525
* Fustées.	513. 215. b.	* Gagneur.		525
		Gaigne coutumiere.		525
		* Gaigneaux (prez.)	525. 240. b.	
		* Gaignerie.		525
		* Gaimeaux (prez.)		240. b.
		Gain , ou Guain. V. <i>Gagnage.</i>		
		Gaignables , ou Ahanables.		34. 525
		* Gajure.		521. 526
		* Galays ou Galois.		526
		Galeres.		526
		rappel de Galeres.		273. b.
		Gambage.		194. 526
		* Gambifon.		526
		Gants.		173
		droit de Gants.		526. 527
		ventes & Gants.		526
		blancs Gants.		527
		Garde (denier de Garde.)		527
		Garde faite.		528
		Garde-gardienne.		264. 528
		Garde de Justice : Juge & Garde.		528.
		529. 57. 82. 237. b.		

Part. II.

R r r

Garde de loi.	66. b.	se perduë il a.	537
Garde ou Gardien noble ou bourgeois.		le sang est le Garent.	537
109. & <i>suiv.</i> 118. 120. 529.		tirer à Garent.	537
Garde du scel royal. 529. V. <i>Gardes & Gardien.</i>		Garentage.	537
Garde-bourgeoise. Voy <i>cy-après.</i>		Garentage & défense.	537
Garde d'enfans mineurs nobles ou roturiers.	529. 534	prendre en garentage.	537
Garde noble, ou bourgeoisie. 109. & <i>suiv.</i> 529		parage & Garentage.	538
Garde noble royale, & Garde-noble seigneuriale.	529. & <i>suiv.</i>	Garenti (chose garentie.)	536
Garde roturiere.	531	Garentie, de fait ou de droit.	537
qui Garde prend, quitte le rend.	531	défait de Garentie.	536
Voy <i>Arriere-Garde.</i>	72	getter de Garentie,	546
Gardemaneurs.	529	Voy <i>Garentir.</i>	
Gardes.	531. 532	Garentigioné.	537
Gardes-liges.	532. 56. b.	Garentiment.	537
Gardes des livres.	533	Garentir.	537
Gardes & mangeurs.	529. 90. b.	Garentir en, ou sous son homage.	538.
Gardes & contre-Gardes des monnoyes, & autres.	533	& <i>suiv.</i>	
Gardes-notes.	533	Garentir de foy & homage.	<i>ibid.</i>
Gardien.	534	Garentir en parage, ou le parage.	<i>ibid.</i>
Gardien & Garde-noble d'enfans.	534	& 541. 189. b.	
Gardien, noble, bourgeois ou roturier.	535.	Garentir de profit de rachat.	540
Gardien de biens.	535	Garentissement.	540
Gardien & regard.	291. b.	Garentisseur.	540
Garend (Garend absolu.)	537	Garieur formel.	537
Garend contributeur.	<i>ibid.</i>	appeller à Garieur.	540
arriere-Garend.	72	clamer Garieur.	257
clamer Garend.	257	Gariment.	540
Garendie.	535. 537	tenir en Gariment.	540. 541
refuser la Garendie.	536	* Garir en parage.	541
* Garenne à eauë.	535	Garlende; ou Chappel d'argent.	541
droit de Garenne.	296. 535. 555	Garnir la main de Justice.	541
Garenne jurée.	535	Gastier, Gastis. 541. a' où le droit de Gastine.	
Garent.	535. 536	Gaudence.	541
appeller à Garent.	536	* Gavenne.	542
clamer Garent.	536	* Gauge.	542
défaillir de Garent.	536	* Gaugier & mesurer.	542
Garent qui défaut.	536	Gayver ou Guesver.	542
de'ai de Garent.	536	* Gazaille.	542
Garent formel.	537	* Gealloye.	543
retour & Garent.	536	Gehenne ou Gcfne.	543
qui tire à Garent & Garent n'a, la cau-		Gehir.	543
		* Geline de coustume.	543
		* Gendrage (droit.)	543
		General des Finances, Aides, &c.	543
		* Genestray.	543
		Geas de corps.	543

TABLE DES MATIERES.

Gens corveables.	292
Gens d'Eglise & de main-morte.	544.
78. b.	
Gens de loy.	66. b.
Gens de basse-main.	73. b.
Gens d'Ordonnance, de Justice, &c.	
544.	
Gens de poste & roturiers.	544.
230. b.	
Gens de pote.	544
* Gentieu fame.	544
Gentilhomme.	544. Voy Noble.
* Gentioux (heritages.)	545
* Geole.	545
Geoliage.	546
Geolier.	239. 240. 545. 424. & 426. b.
* Gesir.	546
* Gesse ou Gouttiere.	546
* Geter de garentie.	546
* Gheleydes.	546
Ghesquieres.	546
Gibet.	546
* Gibet à fest.	546
Giron (tendre le Giron à Justice.)	546
Giste (droit.)	546. Voy aussi 40. 41. & 63.
* Glandage.	180. b.
* Glandée.	550
* Glazy.	550
* Goir.	550
Gombete (loy.)	550
Gonfalonier & Gonfanier.	550
* Gords.	550
* Gorin.	550
* Gorse & terre.	550
* Gouvers.	550
Gouleceurs.	550
* Gour.	550
* Gours.	551
Gouverneurs & Lieutenans Generaux des Provinces.	551
Grace, pardon & rémission.	551. 195. b.
Graduez simples, Graduez nommez.	551.
Voy Bachelier.	
* Graindier.	552
* Grainer.	552
temps de Grainer.	552

Graier ou Gruier.	552. 555
Grairie ou Grurie.	552
Grand de la terre.	552
Grand des biens.	553
Grange champarteresse.	218. ou terragere. 408. b.
* Grangeage, Granger.	553
* Grapperet.	553
* Grasselaiges.	421. b.
* Grayers.	553
* Grec, Greel.	553
Grée.	553
Gresse.	553
Greffier.	553
* Gregnor, Gregneur.	553
Greigneur de vingt-cinq ans.	554
prescription Greigneur.	554
Greigneur pris.	554
partie Greigneure, ou Greigneur.	554
Grenier (assigner les Greniers.)	80
Grennor. Voy Gregnor.	553
Greze, promesses.	554
* Grieche.	554
Griefs.	554
* Griés.	554
* Gros.	554
Gruerie (droit de Gruerie & Garenne.)	
555.	
bois de coupe en Gruerie, ou hors	
Gruerie.	555
Gruier.	552. 555
Gruirie.	555. 556
Grurie.	552. 555. 556
* Grurie de charbon.	556
Grumer.	556
Guaives ou Guesves.	542. 558
Guerb.	556
Guerp. Voy les mots suivans.	
Guerpi.	557
Guerpie.	556
Guerpie ou reliete.	557. 297. b.
Guerpine.	557
Guerpir.	557 471
Guerpir l'homage.	557
Guerpir & desemparer les murs, &c.	
557.	
Guerpison, Gulpizon.	557

Guerre (droit de Guerre.)	557	Haut, Haute.	
* Guerredon.	557	Haut parage.	8
Guesvement.	557	Haute-Cour, Hauteur.	8
Guesver l'heritage.	320. 542. 557. 558	Haute-Justice.	40. 42
Guet (Guet à pens.)	558	Haute-possession.	8
a Guet pour pensé.	558	* Hayer.	8
droit de Guet.	558	* Hayes.	8
* Guet de Prevost.	558	* Hebergement. 8. V. <i>Albergue.</i>	41. 4.
Chevalier du Guet.	247. 559	Henovars.	8
Guetable.	559. & <i>suiv.</i>	* Heordpenny.	8. & 11
* Guiage.	561	Herault d'armes.	8. & 327
Guidage.	561	Herbage vif & mort (droit.)	8
* Guille ou Gille.	561	franc Herbage.	9
* Guisarme.	562	droit d'issuë d'Herbage.	9
Gulpine, Guerpine.	557. 562	droit d'Herbages & pasturages.	9
Gulpir, Guerpir.	562	Herbaux.	163. 4. 9. 6.
Gurpir. 562. V. <i>Guerpir & déguerpir.</i>		Herbergage & Herbergement.	9
Gurpizon.	557	Herbregement, Herbreger, Herbregories.	9. 40. 4.
H			
<i>Voyez l'Avertissement sur les chiffres de cette Table, qui est au commencement de la lettre A.</i>			
H ABILITER.	1. b.	Hereditableté. 9. V. <i>Rente.</i>	303
Hable.	1	Heremps. V. <i>p.</i>	219
* Habouts.	4. 5. 4. 1. b.	* Heresles.	9
* Haire de marais salant.	38. 4. 2. b.	Heritable (adense Heritable.)	10
Hallage (droit.)	2. b.	bien Heritable.	10
* Halle.	2	florins Heritables.	10
* Hallebix.	3	Voy <i>Rente.</i>	303
* Hallots.	3	Heritablement.	10
Hance & Compagnie François.	3	Heritage feudal, censuel, noble, rural, &c. Voy <i>les mots joints à Heritage, & biens.</i>	
* Hance (droit.)	3	Heritalles (choses.)	10
Happée (faifine.)	3	Heritance. V. <i>Hoirie.</i>	14
* Harasse.	4	Heritier.	10
Harenc.	4	Heritier conventionnel.	10
* Harneix.	4	Heritier simple.	11. 375
Haro.	158. 4. 4. & 5. b.	Hermes.	219
Hauban. Voy <i>Haultban.</i>		* Herpennich.	11
Haubert.	470. 471. 4. 224. b.	Hoir, Hoirs.	13
* Haule.	5. b.	Hoir de quenouille.	13
Haultban, Haultbaniers.	6	Hoirie.	14
Hault-command.	7	avancement d'Hoirie.	14
Hault ou Haut-Justicier.	7. 42	declaration d'Hoirie.	14
Haultains (Officiers, Seigneurs.)	8	Hoirie & succession.	14
		Homage.	14
		Homage de bouche & de mains.	170.
		4. 15. b.	
		Homage de devotion. 15. b. V. 100. & 480. 4.	

TABLE DES MATIERES.

503

* Homage de foy & de service. 16. 302. a.	Hommes de loy. 66
* Homage de paix. 16	Hommes de main-morte. 78. 79. ou de morte-main. 80
Homage plein ou lige. 16. 56. 57.	Hommes profitables. 12
Homage & service. 505. a. 16. b.	Hommes de servitude. 22
Homage simp'le. 17. 375	Hommes & tenans feudaux. 23
faire Homage. 15	Hommes & vassaux. 22
tenir à Homage & service annuel. 17	Voy les autres mots joints à Homme.
* tourner à l'Homage. 425	Homologuer. 23
Homagé, Homagéo. 17	Honneurs & ventes. 23. 63. 442
domaine Homagé. 17	* Hofches. 23
heritage Homagé. 17	Hostages. 23
lieu Homagé. 17	Host-banni. 129. a. 23. & 164. b.
chose ou terre Homagée. 17	Hostelage (droit) 23. 165. 172.
ventes & devoirs homagez. 17	pains d'Hostelage. 23
Homagement. 17	Hostellages & anciens gages. <i>ibid.</i>
Homenage. V. <i>Homage</i> . 14	Hosteller. 23
Home, ou Homme (vassal). 17	Hostes. 23. 165
Homme de bouche & de main. 171. a.	Hostize. 165
Homme cottier. 295. a.	Hostigements, & rapports. 24
Homme coustumier. 306. a.	* Houlier, Houliere. 24
defaut d'Homme. 18	* Hu. 158. a. 25. b.
faute d'Homme. 18	* Huage. 25
Homme feudal. 18	* Huchement. 25
Homme de foy. 18. 58	Huitième. 25
Homme, foy & homage. 18	Huis (dépendre l'Huis, ou fenestres de la maison.) 26
Homme de main-morte. 19. 78. 79. 80	Huissier d'Armes. 27. 366. Audiencier 96. a. 27. b.
Homme sans moyen. 19	Huissiers & Sergens. 366. 367
Homme de paix. 19	Humier, Humiers. 27
Homme de plejure. 19	Humier ne tombe sur Humier. 411
Homme de poste ou poestes 44. a. 230	Hybernage. 27
Homme de preste. 236	Hypothequaire (requeste.) 314
Homme proche ou arriere. 72. a.	Hypothèque ou contrepan. 289. a.
Homme requesté par son Seigneur. 314	Hypothèque nantie. 130. b.
Homme & femme serfs abonnez. 4. a.	nouveau titre & declaration d'Hypothèque. 152
Homme de service. 20	purger les Hypothèques. 247
Homme vivant & mourant. 20. vivant, mourant & confisquant. <i>ibid.</i>	suite par Hypothèque. 393
Hommes allodiaux. 21	
Hommes & femmes de corps. 21	
Hommes de la Cour. 22. & 177	
droit d'Hommes. 21	
Hommes de fiefs. 22	
Hommes de fiefs, pairs & vassaux. 22. 177.	
Hommes de foy simple ou lige. 22. 58	
Hommes liges. <i>ibid.</i>	

I	
J	
JALAGE. 27	
Jasilha (servitude.) 375	
Jaugeur. 27	
Jectiffes (terres.) 408	

TABLE DES MATIERES.

507

Main-mettre.	73. 74	Maire ou Merc de la Justice.	84
Main-mis.	75	Maire , Prevost.	237
Main-mise feudale.	75	Mairerie & Eschevinage.	84
Main morte. Voy <i>Infrà</i> .		Mairie.	84
Main roturiere.	334	droit de Mairie & Communauté.	84
nanrir la Main de la Cour ou de Justi-		Mairie & Eschevinage.	84
ce.	130	Mairie & fiefs boursiers. 480. 4.	84. b.
prendre la Main , bailler la Main.	75	Prevosté & Mairie.	84
Main-ferme. 75. & <i>suiv.</i>		Maifne , Maifneté.	84
heritages cottiers ou de Main-ferme.		Maifnez.	<i>ibid.</i>
75. 78.		Maison de dépens.	85
heritages ou terres tenuës en Main-		Maison-Dieu.	85
ferme.	76	Maison de Ord.	163
rentes heritieres de Main-ferme.	78	Maison de la paix.	85
terres cottieres de Main-ferme.	78	Maison , faifine & manance.	91
Main-mortables (heritages Main-mor-		Maison , ou logis roturier.	333
tables ou de Morre-main.)	78	Maifonnage.	85
Main-morte. 78. Voy <i>Mortemain</i> .		* Maifonnier , ou Manfionier. 301. 425. a.	
gens de Main-morte , ou de morre-		91. b.	
main.	78. 79. 80	Maiftre (Grand - Maiftre de France.)	
homme de Main-morte. 19. 78. ou de		86. b.	
Morte-main.	80	Grand Maiftre de l'Artillerie.	<i>ibid.</i>
rachat de Main-morte.	63. a.	Grand Maiftre de l'Empire.	86
Seigneur feudal , ou vaffal de Main-		Grand Maiftre de la Garderobe.	<i>ibid.</i>
morte.	79. b.	Grand Maiftre de l'Hostel du Roy.	86
tenir en Main morte.	79	Maiftre des Arbaleftriers & Cranne-	
Main-pleine.	81	quiniers.	86
rapport de Main-pleine. 81. &	274.	Maiftre de la Chambre aux deniers.	86
Main-plevie.	225	Maiftre Veneur , & autres. <i>ibid.</i> &	87
Main-prise.	81	Maiftres des Comptes. 86. des Eaux &	
Main fouveraine (fe faire recevoir par		Forefts. <i>ibid.</i> des Monnoyes , & autres.	<i>ibid.</i> & 87.
Main fouveraine avec lettres royaux.)	81	Maiftres des Requestes de l'Hostel du	
Mains (dixme & terrage à deux mains.)		Roy.	85. 86.
81.		* Maleftrouffe.	433. a.
* Mainada. Voy <i>Mefnie</i> .	110	Malestote ou Maletoute.	87. b.
Mainbournie & Mainbours.	81	Maletote ou Maltote de Vin.	88
* Maindre.	74	Mambour , Mambourg , ou Manbourg.	88.
Maintenir & garder en poffeffion & fai-		Mambour adheredité.	89
fine.	81	Mambournie.	88. 89
Maintenuë & garde.	82	Mambours (Tuteurs.)	89
Maire ou Majeur.	82. 237	Man , Clam & ban.	256. a.
Maire & Eschevins.	82	Manance. Voy <i>Manfonnier</i> .	91
Maire & Jurats.	<i>ibid.</i>	Manants.	89
Maire & Garde de Justice. 82. V. <i>Garde</i> .		* Manaties.	89
Maire du Palais-royal.	83	Mandataire de Cour de Rome.	89
Maire ou Merc de Chaffel.	84		
Maire ou Merc du gibel.	84		

II. Part.

S ff

Mandement de debitis.	311. a.	* Mets ou regal de Mariage.	111
Manée (droit de Manée de Sel.)	89. 343.	Mariage roturier.	333
Mangerie. V. <i>Repas, Paf, &c.</i>		* service de Mariage.	97
Mangeurs.	90	plein fiede de Mariage.	375
Gardes & Mangeurs.	<i>ibid.</i>	Mariaules.	97
Manoir. 91 & 113. V. <i>Chef-mets.</i>	237. a.	Marmau, Marmeau ou Marmenteau, (bois.)	97
Manoir ou Estrife.	433. a.	Marmot. Voy Marmoufets.	97. 98
Manoir roturier.	333. b.	Maronage (bois de Maronage.)	166. a.
Manfais (deniers & fols.)	91	* Maronage & paffelage.	98. b.
Manfionier.	301. 425. a. 91. b.	Marques (droit ou Lettres de Marques.)	98. 99.
Manteaux (droit de Manteaux.)	92	Marquêtes des Femmes en Ecoffe.	99
* Marais falant.	38. a. 92. b.	Marquis.	100
Marafire.	92	* Marrein, Maronage. 166. a. 97. & 98. b.	
Marc d'argent.	92. 373. a.	Marres (prife de Marres.)	101
Marcage (droit.)	373. a. V. <i>infra.</i>	* Marrées (vignes.)	101
March ou Mark.	92	Mars.	101
Marchage (droit.)	93	* Marfèche, ou Marchefle.	101
Marchal. Voy <i>Maréchal.</i>		Marfez. V. <i>infra.</i>	
Marché (droit de Marché.)	93	* Marfo.	101
foires & Marchez.	486. a.	* Marfois, Marfez, Mars.	101
* Marchefle. Voy <i>Marfèche.</i>	101. b.	* Mas de terre. V. <i>Mex.</i> 114. b. & <i>Chefeau.</i>	240. a.
Marriage, ou Marciaie & Marcier.	93	Maife hereditaire.	101
Marefchal, ou Marchal de Camp ou des Logis.	93	Maffiers.	102. 37
Marefchal de Mirepoix, de Champagne, & autres.	93	* Mafure.	101
Marefchal du Temple, &c.	93	Mafure & quote.	266
Marefchauffées (matereaux.)	94	Mariere perfonnelle, réelle, petitoire, poffeffoire, & autres. 101. Voy les mots joints à Matiere.	
Marefchauffée.	94	Matrimoine.	101
* Marefchauffées.	94	Matrimoniaux (heritages.)	101
Marefchaux de France.	94	le Mauvais emporte le bon. 101. 103. & <i>fuiv.</i>	
Voy <i>Prevost.</i>		Mée (droit de Mée & avantage.)	106.
Marguilliers.	94	Mehain, Mehaigner.	106
Mari & bail.	110	* Meix. Voy <i>Mex</i> & <i>Manfionier.</i> 91. & 113. 114. V. <i>Chefeau.</i>	240. a.
Mariage d'une femme. 95. Voy <i>Affiete & Donaire.</i>		Melte & Jurifdiction.	106
Mariage advenant.	24. a.	* Membre ou fief de Hautbert. 470. 471. a. 224. b.	
bail de Mariage.	110. a.	* Membre podat.	226. b.
bref de mariage encombré. 95. b. 389 a.		Mencauldéc.	106. b.
* devoir le Mariage.	95	* Mendre d'ans.	106
* Mariage divis.	363. a. 96. b.		
* Mariage par échange. 397. a. & <i>fuiv.</i>			
franc Mariage.	507. a.		
* Mariage à Mort-gage.	97. b.		
record de Mariage.	284		

TABLE DES MATIERES.

Ménée & obéissance du fief.	107	personne ou le corps & son vray domicile.	509
Ménée du Sergent.	106		114
Ménée du sujet.	107	mettre les Meubles d'un conducteur sur le carreau.	114
Menie. Voy <i>Mesgnie</i> .		Mex, ou Meix.	114. 240. a.
Merc. Voy <i>Maire</i> .	84	franc-Mex.	114. 507. a.
* Mercher.	107	* Mice.	115
* Mercs (marque, borne.)	107	* Miege.	115
Mercs (de Justice & autres.)	84	* Milerines.	115
* batures faites au-dessus des Mercs.	107.	Milods.	115
108.		Minage (droit.)	113. 116
Mercuriales.	107. 108	* Minage, Miniage, Muiage.	116
Mercy. Voy <i>Plait, Relief & Tiers</i> .		tenir à Minage.	<i>ibid.</i>
* Merc.	108	Mineurs. Voy <i>Bail. 111. a. & suiv.</i>	116. 67.
* Merel.	108	529. a. la note sur Loy ouïté.	66. 67.
Merin ou Sergent.	109	b. & le mot <i>Relever</i> .	
* Merin sous-Merin.	109	Minu (aveu & dénombrement.)	26. a.
* Merme. 106. 109. V. <i>Amermé</i> .		116. b.	
* Merrien. 166. a. 97. & 98. b.		Minute, Minuter.	116
Mésignée, Mesgnie ou Menie.	109. 110	* Mires.	116
Mesnages.	110	* Miroüer de fief.	117
* Mesnie, Maignie ou Mainada.	110	Mise de fait.	118. 133. 135. & 406
Messadges, Messageries.	110	* Mise (arbitrage.)	118
* Message, Messagium.	110	Mise hors de pain.	171
* Mesleures.	110	* Misfurs.	118
Messier. 111. Voy <i>Gastier</i> .		* Mistral.	118
Messilier.	111. 363	Mobilier. V. <i>Dettes, Espaves, &c.</i>	
Mestaier partiaite.	111. 112. 192.	* Moigne.	120
Mestairie.	<i>ibid.</i>	Moien Justicier : Moyenne Justice.	120
* Mestive.	112	Voy <i>lettre I.</i>	
* Mestou regal de Mariage.	112	homme sans Moien.	19. 246
* Mesuage.	113	Moison.	120. V. <i>Bail. 110. 118.</i>
Mesurage (droit.)	113	Moison de grains.	<i>ibid.</i>
* Mesure à boisseaux, à ras, pèle & feru.		Moisonier.	120
113.		Moisson (droit de Moisson.)	120
droit de Mesure.	113	* Molhé, Moullers.	121
Voy <i>Estalonner. 426. a. & flatri, ou flestrir.</i>	486. a.	Molin à ban, bannal, bandier ou banquier.	122. a. 125. a. 126. a. 127. a. 133. a.
Mettre la Main. Voy <i>Main</i> .		distroit de Molin.	<i>ibid. & 355. a.</i>
Mettre en la table. V. <i>Table & Unir.</i>		Molin parchonnier.	191. b.
& ainsi des autres mots joints à Mettre.		Monneage.	121. b.
Meuble n'a point de fuire.	114	Monnoie forte.	497. a.
Meuble vendiqué par adveu.	26. a.	* Monnoie de Paris, ou Parisis.	197. b.
* Meubles escaffables.	393. a.	* Monnoie de Morlas.	122. 123. a.
biens Meubles ne tiennent côté, ny ligne.	114	Voy les mots <i>Deniers, Sols, &c.</i>	
en succession les Meubles suivent la		* Monstier, Mostier, ou Moustier.	123
		Monstre, ou Monstrée.	123

rapport de Monstre & vûc.	274	Musniers abonnez.	4. 21
Montanage. V. <i>Montenage</i> .			
* Montance.	123	N	
Montenage, ou Moutonnage.	123. 127		
Monstre. Voy <i>Monstre</i> .		* N A I S A G E.	128. b.
Mort (se faire Mort d'un fief.)	123	Naissant.	118. 129
fief Mort.	475. a.	Naissant conventionnel & non natu-	rel.
le Mort execute le vif.	123	rel.	128
le Mort saisit le vif, &c.	123. 124. &c.	propre heritage naissant.	129
343.		Namps.	129
Mortuables.	124. 361. 399	vifs Namps & morts Namps.	<i>ibid.</i>
Mortaille.	79. 124. &c. 401	Namptir le pris.	129
Mortuailler.	123	Namptissement.	129
Mort-bois.	167. a.	Nanti, Nantie.	
* Morte-main (menu droit.)	125	cattel Nanti.	129
court de Morte-main.	125	crediteur Nanti.	129
droit de Morte-main.	125	hypothèque Nantie.	130
gens de Morte-main.	79. 80	rente Nantie & réalisée.	130. 278
homme Morte-main.	80	dettes Nanties.	130
le feu, le sel & le pain partent l'homme.	220. a. 81. b. 200.	Nantir ou bailler caution au Seigneur,	&c.
&c. 355.		&c.	130
recettes & Sergens des Mortes-mains.	125.	Nantir le cens.	130
Voy <i>Main-morte</i> , &c.		Nantir en deniers ou meubles.	130
Mortes-payes.	125	Nantir les deniers.	130. 131
Mort-gage.	517. a. 125. b.	Nantir & remplir la main de la Cour.	130. 131.
droit de Mort-gage.	517. a. & <i>suiv.</i>	Nantir la main de Justice.	130
fief donné à Mort-gage.	125. b.	Nantir du relief.	130
Mariage à Mort-gage.	97. b.	faire Nantir les lettres d'obligation ou	d'acquisition de rente sur les heritages
obligation de Mort-gage.	518. a.	de son obligé.	130
tenir terre en Mort-gage.	519. a.	Nantissement.	131. & <i>suiv.</i>
Mortier.	126	Nantissement de l'exécution.	135
Mortuage. Voy <i>Neufme</i> .	138	Nantissement de meubles ou deniers.	136. Voy <i>Nantir</i> .
* Mote, Motoiet.	126	Naturalité (lettres de Naturalité.)	136
Motif de droit.	126	* Natureux casalées.	137
rebrigue, Motif ou avertissement.	279	* Necessité jurée.	137. 205
* Motir.	126	Nefs. Voy <i>Sieges</i> .	
Moulage, Moulure ou Moulure.	126	Nepveu, Niepce.	137
Moutonnage.	127	Nerets (deniers ou sols.)	138
* Moutonnats.	127. 438	Neufme (droit de Neufme ou de mor-	tuage.) 138. & <i>suiv.</i>
Mouvance de fief.	127	Ni atteint & verifié.	140
Muable ou non Muable (domaine.)	358. a.	Nice (action.)	140
* Muages.	127	promesse Nice.	<i>ibid.</i>
Muiage. Voy <i>Minage</i> .	116	Nicement.	140
Munitions de guerre.	128		

TABLE DES MATIERES:

511

Niepee. Voy <i>Nepveu</i> .	
* Noble (sorte de monnoie.)	140
Noble ou coustumier.	300. a.
Noble ou roturier.	333. & 334. b.
Voy <i>Donnaire</i> , <i>Fief</i> , &c.	
Nobles, Noblesse. 140. & <i>suiv.</i>	
* Noblesse par les meres.	144
* Noblesse de parage.	143
* vendition de Noblesse.	143
Voy <i>Annoblissement</i> . 48. a. & 443. b.	
* Noblesses (regales.)	145
* Noblesses & Seigneuries.	145
* Noes, Nouées.	146
* Noefne.	146
Nommée (adveu & dénombrement.)	
25. & 324. q. 146. b.	
* Nommer son command.	146. b.
droit de Nommer aux Evêchez & Ab-	
bayes.	146
* Non cause (exception.)	146
* Nore (bru.)	146
* Norrequier.	146
Notaire ou Tabellion. 533. a. 147. b.	
& <i>suiv.</i>	398
Notes d'un Notaire.	151. b.
gardes-Notes.	533. a.
* Nourrices.	151. b.
* Novaine.	151
* Novales.	151. 34. a.
* Nouë.	146. 152
Nouveau titre & declaration d'hypothèque.	152
Nouvel-acquest, Nouvel-adveu, &c.	
Voy ces mots <i>postérieurs</i> .	
Nouvelleté.	152
cas ou matiere de Nouvelleté. 152. 341. b. 201. a. 271. & <i>suiv.</i> 277. 278. a.	
Nuëment & en plein fief.	474. a.
Nuesse.	152
fief en Nuesse.	152
Justice fonciere en Nuesse.	152
Justicier en Nuesse.	152
Nuesse du Seigneur foncier.	152
sujer en Nuesse.	152
* Nuits (attendre les Nuits.)	153. 154
Nullité (voies de nullité n'ont lieu en France.)	154

* Nuyriguiers.

146. 155

O

* O (avec.)	155
* Obeissance.	155
retourner à l'Obeissance de son parageur.	156
Objects de témoins. Voy <i>Reproches</i> .	
313.	
* Oblation.	156
Oblats.	156
Obliage, Oublie (droits.) 156. & <i>suiv.</i>	
Obligation en forme authentique, ou grossioëe. 104. a. 159. b. mal. 160	
mettre son Obligation en requeste ap-	
plégée.	55. a.
Obligations attournées. 85. a. Voy	
<i>Rollat</i> .	
* Obole.	159. b.
droit d'Obole.	159
Obseques & funerailles.	495. a.
* Obstacler & empêcher.	160
* Ochiffion.	160
* Ocquisfener.	160
* Ocquifon (Occasion.) 160. V. <i>Achoifon</i> .	
7. a.	
* Octave.	160
Oeconomies spirituels, & autres.	160
* Oeus d'Austod, O d'esparbe.	160
Oeuvre de Loi.	66. 160
* Oeuvres.	160
* Office des bermentz.	161
causes d'Office.	161
Officiers du Roy, d'Eglise, &c.	161
Officiers de l'Hostel.	161
Officiers chastellains. 235. a. fieffez.	
483. 484.	
* Offrir au proïsme.	162
* Omnies.	163
* Orbe.	163
* Ordre (Lettre payable au porteur, ou à	
Ordre.)	163
* Ordy (maison de Ordy.)	163
* Ores.	163
* Orfelin.	164
Orfévres.	397. a.

S ff iij

* Orgulh.	164	mise hors de Pain.	173
Oriflame ou Oriflambe.	164	Voy <i>Celle & Emancipé.</i>	
* los Ortz.	164	Pains de chapitre.	172
* Ofche.	23. 164. 167	* Pains d'hottelage.	172
faire Ofche.	164	Pair de France.	172. & suiv.
Oft.	164	Pair de Hainaut.	177
aide de l'Oft.	164	Pairs de la Cour.	177. & suiv.
Oft banni.	164. b. 129. a.	le dit des Pairs.	177. 179
service de l'Oft.	164	Pairs de fief.	ibid. 179. 182.
Oftage, Oftager.	164. 165	Pairs fiefvez.	483. a.
* Oftes.	165	Pairs & vassaux.	ibid. & 178
* Ostier.	165	Justice des Pairs.	179
Ostife, ou hostife.	165	Pairie.	178
* Orel, ou autelle.	166	tenir en Pairie.	178
Oubliages. Voy <i>droit d'Obliages.</i>	156	fiefs tenus en Pairie, ou Pairie.	472.
* Oublia.	166. 167	473. a. 178. b.	
Oublie (droit d'Oublie.)	156. 157	Pairies ou Pairries.	179
Oubliette (prison.)	167	* Paisse (fief de Paisse.)	474. a. 103. b.
* Ouche.	23. 164. 167	* Paisseau.	180. b.
* Ouknieres.	167	* Paiffon ou Pelfon de bois.	180
* Ourine (origine.)	167	Paiffon (Panage.)	73. a.
Oufclage.	167. 168	* Paix & glandage.	180
* Outrageux (excessif.)	168	Paix (commun de Paix.)	264. a.
* Outrée (enchere.)	168	droit de Paix.	374. a.
Loi Outrée.	66	homme de Paix.	19. b.
Ouvert (fief ou arrière-fief.)	168	maison de Paix.	85. b. 461.
Ouverture de fief.	169	ville de Paix.	462
Ouverture du ban.	122. a.	Palatin.	180
* Ouverture de clameur.	169	Comtes Palatins.	181
Ouverture de rachat.	169	* Palaires.	181
Ouverture de regale.	169	* Palée (lever la Palée Wafon.)	181
Ouverture de vendanges.	169	* Palefroy.	181
		* Pallage, ou Pellage.	181. 182
		Palmants.	182
		la Palmée.	182. 183
		Palmier (heritage.)	183
		* Pan de cane.	183
		* Pan de fust, de bois.	184
		* Pan ou gage.	184. 515. 519. a.
		* Panada (caufa Panada.)	184
		* Panage.	184
		* Panage, ou Pannage. V. <i>Pasnage.</i>	202
		203.	203
		Voy <i>Appanage.</i> 50. a. & <i>suiv.</i> arrière-	
		panage. 72. a. & <i>Ban de Pafnage.</i>	122. a.
		Pancarte.	184
		* Paner (receler.)	184

P

* P A D E N A.

Padoences.	169
Padouens & Pasturages.	170
Padouir, Paduentage.	170
* Pae (payement.)	170
* Pagés (homi-Pagés.)	170
Pages.	170
* Pagefie.	170
* Pague de commune.	171
* Pam.	171
Pain de Paniere.	171
estre en Pain, ou hors de Pain.	171

TABLE DES MATIERES.

* Paneters.	184	* Pargie.	196
Panner les biens.	185	Pariage (droit de Pariage.)	196. 197
Pannetier.	184	Parisis.	197
* Pannon, Pennon ou Pennonceau.	185	Parlemens.	197. 198
Pannonceau du Roy. 185. Voy <i>Banniere</i> .		Parliers, avant-Parliers.	198
151. a.		* Parmitant, ou Permettant.	199
Papoage, Papoaux.	185. 244	* Parnage, Pasnage.	199. 202
* Parade.	185	* Paroentz.	199
Parage. 186. & <i>suiv.</i> V. <i>Emparagé</i> .		* Parofetre.	199
fief garenti en Parage.	189	* Paroles de delay ou de laidange.	199
garentir en franc Parage ou le Parage.		* Parpaignes.	199
189. 538. a. & 541.		Parquet.	199
Parage & garentage.	538. a. & 541.	Part-prénant & Part-metant.	199
homme de Parage.	190	* Partage divisé & indivisé.	199
jurér en Parage.	190	Partage réel & formel.	495. a.
partager en Parage.	190	gager partage.	522. a.
racompter Parage.	190	nul Partage en matiere criminelle.	200
tenir en Parage ou par Parage.	190.	Parti (procés.)	202
& 199.		Partie anticipée.	49. a.
Parageau, Parageur.	190	Partie civile & formée.	202. b.
chef Parageur.	190	Partie formelle.	495. a.
Parain.	190	les Parties.	202
Parapher.	191	Parties Casuelles.	202. a.
* Paraphernaux (biens.)	191	Partir, (le feu, le sel, & le pain par-	
Parastre.	191	tent l'homme de morte-main.)	220. a.
* Parc.	191	355. b.	
* Parcage.	191	Pasnage ou Pennage, & Paiffon.	202
Parceners.	191	Pasnage ou Parnage.	202. 203
Parchon.	192	Voy <i>Pasnage</i> .	
* Parchonnerie. Parchoniers.	191. 213. 214.	Païques (devoir.)	203
103. a.		Passages. Voy <i>Ponts</i> .	
Parcieres.	192	Passport.	203
compagnie, métaïer Parcieres.	<i>ibid.</i>	Past ou Paiffe.	474. a. 203. b.
Parçon ou Parcion.	192	Past de Chiens.	252. a.
Parçonnier.	<i>ibid.</i> & 213. 214.	Pasturage.	203. 204. Voy <i>Franx</i> .
aumosnier & Parçonnier.	192. 103. a.	* Pastureaux.	203
Parcours, Procours & entrecours.	192.	* Pasture vive & vaine.	204
& 195.		Patibulaire. Voy <i>Pourches</i> .	
bourgeois de Parcours.	193. 194	Patrimoniaux (fiefs & heritages.)	204
* Pardeffous.	195	Patronage.	204
Pardon.	195. 551. a.	droit ou droiture de Patronage.	<i>ibid.</i>
Pareatis, Placet, Vifa.	195	* Pau de Palenc den bartahl.	205
* Parée.	195	* Pauch de chandelle.	205
droit de Parée.	196	* Paumée. V. <i>Palmée</i> .	182
Paraille (Loy.) 196. V. <i>Talion</i> .		* Paumerin.	205
Parentage, Parents.	196	* Pauvreté jurée. 137. 203. & <i>suiv.</i>	
* Parger heritages.	196	Prage.	208. 209

chef ou branchages de Peage.	210	* mettre Pied à loy.	215
droit de la coutume & du Peage.	210	* perdre le Pied.	216
droit de Peage de long & du travers.		* Pies.	216
210.		* Pierre de la Crie.	305. a.
Peages & travers.	210	Pilier & carcan.	216. b.
Peageau.	210	Pilorier, ou Piloriser.	217
Peager (Seigneur.)	210	* le Pire emporte le bon.	102. 217
Peagerie.	210	* Plaa (sommairiment & de Plaa.)	217
Peagier ou Peageau (chemin.)	210	Placart. 217. V. <i>Affiches</i> .	
* Peicheras.	210	Placet. V. <i>Pareatis</i> .	195
* Pedanens.	210	* droit de Placet.	195
* Peines.	210	* Plaet.	217
* Peines de corps de manouvriers.	210	Plaiet. Voy <i>Pleff</i> .	222
* Pel, Pelle. (Pel, verge ou torche & couverture.)	210. 211.	Plaid de bornes.	218
* Pels.	211	Plaid de l'épée.	217
Pellage (droit.)	211	Plaids francs.	218
* Penault, ou bichet.	211	Plaids genereux.	218
Penhera, Penhs.	211. 213	Plaids ruraux.	218
Pennon, Pennonceau. 131. a. 185. b.		servir les Plaids.	218
* Perager voiage.	212	tenir les Plaids, l'audience, ou les jours ordinaires.	218
Perche de terre.	65. a.	Plaids, Plaidoyers.	218
* Perdriaux.	212	Plaidier.	218
* Pere ou ayeul perpetuel.	212	Plaidier par retenuë.	219
Peres de la Cour.	175. Voy <i>Pairs</i> .	Plaideur.	219
* Peremptoires.	212	* Plaine-court.	219
* Peremptoriser.	212	* Plaines charmes.	219
* Pergie.	196. 212	* Plainte.	219
* Pergo.	212	Plainte d'abandon.	2. a.
* Permittant.	199. 213	Plainte ou clain.	256. a.
Perots.	213	Plainte criminelle. V. <i>Calenge</i> .	
* Perpetres.	213	Plaintif.	220. 257. a.
Perprendre, Perprinse, Perprison.	213	* Plait accoutumé.	
Personier, Personiere.	213. 214	Plait conventionnel.	} ... 220. & 213
* Pertuisage.	214	Plait à mercy.	
Pesche, Pescherie (droit.)	214	Plait de morte-main.	
* Pesselage & maronage.	98	* Plait nouveau.	221. V. <i>Pleff</i> .
* Pesson. Voy <i>Paiffon</i> .		Plasage.	221. 421
Petillage.	215	* droit de Plasage.	221. 222
* Peuture.	215	* Playe loyau.	222
* Peyrées, fustées, & brassées.	215	Plect ou Plaiet & cheval de service.	222
* Peyres fitanes.	215	243. a.	
* Physicien.	215. V. <i>Mires</i> .	Plect ou Plaiet de morte-main.	222
Pied (le Pied faist le chef.)	215	Plege.	222
Pied-cornier.	216	* Plege de droit.	223
Pied-fourché.	215	* Plege parlant.	223
* Pied-sante.	215. 216	Plege de suivre sa clameur, &c.	223
			refus

TABLE DES MATIERES.

95

refus de Plege. 223. V. <i>Applegement</i> .		Ponts, Ports & Passages.	229
58. a.		Poote. Voy <i>Poeſte</i> .	
contre-Plege.	289. a.	* Porc pacher.	230
gage-Plege. V.	519. a.	Porter la foy & homage.	230
entrer Plege.	392. a.	Poſſeſſion. V. <i>Fieffal. Saiſine</i> .	
Voy <i>Fermanca</i> .	455. a.	Poſſeſſoire.	224
* Plegeage.	223. b.	Poſte, ou Poeſte. 226. 230. 334. 544. a.	
Plegement.	224. 55. a.	* Poſturables.	231
Pleger.	224	Pote. Voy <i>Poeſte</i> , & <i>Poſte</i> .	
Pleger & Plevir ou Ploier l'émende.		* Poulce (once de Poulce.)	283. 231
224.		* Poultrain.	231
ſe Pleger (ſe complaindre.) 224.		* Pourcas, & Pourchas.	231
59. & 272. a.		Pourprinſe.	231
ſe Pleger en demande de promeſſe. 224		Pourpris.	231
Plegerie.	19. 224. Voy <i>Plege</i> .	Poursuite, ou ſuite.	232
Plegeur.	224	chaude Poursuite.	232. 236. a.
Plein fief.	474. a. 224. b.	Praticien.	232. 233
Plein fief de Hautbert.	<i>ibid.</i>	Praquerie.	233
Plein poſſeſſoire.	224	* Preage.	233
Plein homage, Plein lige, &c. Voy ces		droit de Preage & faultrage. 451. a.	
<i>derniers mots</i> .		233. & 392. b.	
Pleine Cour.	219. 224	* Préclotures.	234
* Plejure (homme de Plejure.)	19	* Précomptemens.	234. 78. a.
* Pleſſer.	225	* Preconiſé (appellé.)	234
* Pleſſis.	225	Prefix. Voy <i>Douaire</i> .	
Plevi, Plevie.		* Préir & amaffer.	234
ſille Plevie.	226	Prélocuteurs. V. <i>Parliers</i> .	198
* main-Plevie.	225. V. <i>Plege</i> .	Premeſſe.	234. 235. 240. 242
Plevine.	225	Premice.	235
Plevir.	226	* Prendre en ſon adveu des beſtes en fai-	
* Pleure.	226	ſant dommage.	235
Ploier l'émende.	Voy <i>Pleger</i> .	* Prene.	235
Plume & relief de Plume.	226	Preſence (droit)	235
Plumetis.	226	Preſentations (Greffier, ordre & rôle	
* Poble.	226	des preſentations.)	235
* Poeſte, Poète, Poote, Pote. 226. 230.		* Preſme.	234. 235. 240. 242
334. 544. a.		Preſſoir bannal, bannier, &c. 125. 126. a.	
* Poids du Roy, ou Poids-le-Roy. 226.		Preſt, Preſter.	235
<i>Et ſuiv.</i>		* Preſte, ou Poeſte. 236. Voy 226. 230	
Voy <i>Eſcalenor</i> .	426. a.	Preſté ou creu. Voy <i>Grand</i> .	301. a.
Poi-faiſant.	228. b.	* Pretoire.	236
Poifait.	218	* Preu.	236
Poin. Voy <i>Forfaire</i> .	492. a.	Preudes-gents.	236
* Poiſſon royal.	229. 433. a.	Preud'home.	236
Poizage (droit.)	229	Preud'homie.	236
* Pommade.	229	Prevoſt attourné.	85. a.
Pontnage.	229. 105. a.	Prevoſt Chateſſellain.	119. b. 235. a.
<i>Part. II.</i>		<i>Etc</i>	

Prevoſt des Clains.	236. a.	Propre naturel ou conventionnel.	243.
Prevoſt Fermier.	236. 237. 456. h.	conventionnel, & non naturel.	244
Prevoſt forain.	237	Propres.	244
Prevoſt en garde.	237	* Propriétaire couſtumier.	245
Prevoſt ou Garde de Juſtice.	237. 239.	Seigneur Propriétaire.	<i>Voy leſſ. S.</i>
V. Garde.		Proſme, ou Proſme.	234. 235. 240. 242.
Prevoſt heredital.	237	245.	
Grand Prevoſt de France.	235	Protocole.	245
Prevoſt de l'Hoſtel du Roy.	237	Protonotaire.	245
Prevoſt Maire.	237	* Prouve (preuve.)	245
Prevoſt majeur ou bourſier.	184. a.	Publication d'enqueſte.	245
Prevoſt des Marchands.	237. b.	Pucelle (le Valet emporte la Pucelle.)	
Prevoſt (Doyen ou Prieur.)	237	245.	
Prevoſt des Mareſchaux.	238	Puel (bois en Puel.)	245
Prevoſt Vicomtal.	238	* Puigrière.	245
Prevoſté.	238	Puis-nais, ou bourſeaux.	185. a.
* Prevoſté.	238	Puiſſance de ſief ou de ſeigneurie.	245.
* Prevoſté & Branchiere.	239. 185. a.	246.	
droit de Prevoſté.	239	Puiſſance ou droit de ſief.	246
Prevoſté foraine de Laon.	239	Puiſſance de ſief ou de cens.	246
* Prez champeaux, ou chechillons.	240	Puiſſance paternelle.	271. 246. Voy
* Prez gaimaux ou gaignaux.	240.	Celle & Pa'n.	
325. a.		* Pulverage.	246
Prez ſecherons.	240	à Pur & ſans moyen.	246
Primerin. V. <i>Panmerin.</i>	205	Pur ſeage.	453. a.
Primſief.	71. a.	Pure perte du vaſſal.	247
Prince.	240	Purement & ſans homage.	247
Primſief.	240. 71. a.	* Purperr.	247
Prinſe de corps (decret.)	240. Voy <i>Ca-</i>	Purge.	247
<i>lenge.</i>		ſe mettre à loy & à purge.	247
Pris-franc.	507. a.	Purger les arrerages d'une rente.	247
* Priſme, Proſme.	240	Purger le défaut.	247
* Privauté.	240	Purger les dépens.	247.
* Prix de l'engage.	240	Purger les dettes.	247
Procez civil & ordinaire.	240	Purger les hypotheques.	247
Protez parti.	202	Purger le vice du litige.	248
Procez verbal.	241	Purger une maiſon ou heritage.	248
Proche-ſief.	241. 71. a.	Purger la ſeiſine.	248. Voy <i>Arriere-</i>
Procours.	241	<i>Purger.</i>	72. a.
Procureur. Voy <i>Conteur.</i>	287. 387. a. &	ſe purger par eau, par ignie.	248
<i>Parliers.</i>	198. b.	ſe purger par ſerment.	248
Procureur de la Juſtice ſubalterne.	241	* Putage.	250
Procureur d'office.	241		
Proſme, ou Proſme.	234. 235. 240. 242		
Profitable (hommes profitables.)	22		
Ptoſme. Voy <i>Proſme.</i>			
Promoteur.	243		
Propoſition d'erreur.	242		

Q

QUARENTAINE du Roy. 250
 Quarpot. V. *Carpot.*
 Quart denier du prix ou de l'estimation,
 251.

517

T t t ij

Ramage. 185. a. 272. b. & 420. 430	* Reachat. 300
* Ramassée. 273. b.	Realiser un contrat. 278
Ramener sa complainte à effet sur le lieu. 273	rente Realisée & nantie. 130. 278.
Ramener sa demande. 273	acquests Realisez. <i>ibid.</i>
Rançon (prendre à Rançon & mettre à finances.) 273	* Reblandir & retirer son aveu & dénombrement de son Seigneur. 278
* Rapißonné. 273	Reblandir le bestail pris en dommage. 278.
Rappel. 273	Reblandir le Seigneur feudal ou justicier. 278
Rappel de ban ou galeres. 273	Reblandissement. 278
Rappeller. 273	* Rebiner & recuter des vignes. 278
Rappeller par bourse. 274	Rebriche, motif & adverbissement. 279
Rapport du Clerc ou Greffier. 274	* Rebricher une Enquête. 279
Rap. & dénombrement. 274. 324. a.	* Rebriches. 279
Rapport d'enquête. 274	Recelé ou Recelée. 279
Rapport & hypotéque d'heritages. 274	Recepißé. 279
Rapport de Jurez. 274	* Recepte. 279. Voy <i>Cuillette.</i> 306. a.
Rapport de main-pleine. 81. 274	Receptes des morte-mains. 125
Rapport de montre & vûc. 274	Receteur. 279
Rapport de Sergent. 274. Voy <i>Schedule.</i> 349	Receveur general ou particulier. 279
* Rapport solennel. 275	Recevoir (fins de non-recevoir.) 280
Rapports & hostigemens. 24	Rechaiter. 280
Rapporter. 25	Reclain. 280
Rapporter les Criées. 275	Reclamation. 281
Rapporter son fief en la main de son Seigneur. 275	Reclame. 280. 257. a.
Rapporter la main-pleine. 275. 81. 275	Reclamer, demander & poursuivre. 280
Rapporter un procès. 275	Reclamer ou appeller. 280
Rapporteur. 275	se Reclamer de Cour inferieure en Cour suzeraine. 280. 257. a.
Rapporteurs de Chancellerie. 276	Reclamer droit par proximité. 280
* Rapproprier à sa table. 276	Reclamer l'Espave. 281
* à Rapt de temps. 276	Reclamer son homme ou femme de corps. 281
* Raquit. Voy <i>Faisance.</i> 450. a.	bestes non reclamées. 281
Raquitable (rente.) 483. a.	heritages non Reclamez. 281
* Rasteler esteule d'autrui. 276	Reconnoissance. 281
Raveßissement d'heritage. 276	* Reconnoissant. 281
Raveßissement entre deux conjoints. 276.	* Recoiter. 281
Raveßissement de sang. <i>ibid.</i>	* Recoites. 281
Ravoir & recouße. 286	Recolement. 281
* Ravoier (exploiter.) 277. 449. a.	Recoler l'information. 281
* Ravuir. 277	Recoles les témoins. 282
* Raye. 277. 331. 338	Reconnoissance. 281. 182
* Rayonner. 277. 338	* Reconnoissant. 282
* Raz. 277	Reconvention n'a lieu en Cour laye. 283
* Recaptes. 277	Record (témoin.) 283. 284

TABLE DES MATIERES.

Record de la Cour.	283	Regard & Gardien.	291
Record d'exploits.	283	* retenir son Regard.	291
Record d'hommes.	283	* Regars.	292
Record de Juges.	283	* Regements.	292
Record de loy.	283	Regence , Regents.	292
* loy faite par Record.	283	Registre (droit de Registre.)	292
* Record de mariage.	283	Regnable. V. <i>Resnable.</i>	317
Recorder. Voy <i>Record.</i>	283	Regratiers.	292
Recorder l'adjour.	284	Regrez.	292
Recorder les exploits.	284	* Rejets.	292
Recorder ses exploits & devoirs de présentation.	284	Reilhage.	292
* Recorder les devoirs de loy.	284	Reintegrande.	293
Exploit Recordé.	284	Réintégration.	294
* Criées Recordées.	285	Réintégrer & restablir la main-mise , les fruits.	320
Recordes.	285	Relater.	294
* Recours (mettre des maisons & herita- ges à rente par Recours.)	286	Relation libellée.	294
Recousse ou escousse.	286	Relation de Sergent. *	294
Recousse d'un malfaiteur.	286	Relevé (mineur.)	294
poursuite & Recousse.	286	* Relevement.	294
Recousse par grace.	286	Relevement & revestements.	295
chose Recouffée.	286	Relever son appellation.	295
rente Recouffée & amortie.	286. 300	Relever le bail.	295
* rente à Recouffée , ou Rescouable.	287	Relever le mineur de bail. 295. 117. a.	
Recreance , ou Recredance.	287. 293	Relever le bourgage.	179. a.
Recreance de bestail pris au dommage d'autrui.	288	Relever & payer droiture.	295
Recreance & délivrance.	288	Relever & droiturer son fief. 295. 375. a.	
Recreance des fruits empeschez.	288	Relever le fief de main & bouche. 295. 170. a. & <i>suiv.</i>	
Recreancer.	288	Relever les heritages de fief ou cot- tiers.	295
* Recreant.	288	Relever le fief , son heritage ou tene- ment pour en estre advesti. 296. 170. a.	
* Recreus & rendus.	288	Relever la propriété. 296. V. <i>Relief.</i>	
Recroire.	288	Relevoisons à plaisir.	296
Recteur d'Eglise.	288	Relevoisons du denier six.	296
* Recurer.	289	ventes & Relevoisons.	296
Recusation , Recuser.	289	* Re'heu.	296
Redevance , ou Redevair.	289	* Relicte.	297. 557. a.
Réel & formel.	495	Relief.	297
* Referer.	289	Relief de bail. 295. 297. 117. a.	
Reformarier.	494. a.	Relief de bouche.	295. 297
Regain , ou Revivre.	289	Relief de chambellage.	297
Regaires.	289	Relief de cheval & armes.	297
Regal de mariage.	112	double Relief.	371. a.
Regale.	289. 290. 291		
Voy <i>Estat.</i>	427. a.		
Regaler.	291		

droit de Relief.	297. b.	Rente heritable, hereditaire, ou hereditable.	303
Relief de fief.	295. 296	Rente heritiere ou viagere.	303
le frere aîné en la foy acquite ses freres de leur premier mariage tant de la foy que du Relief, où il est dû Relief.	298	Rente hypothécaire.	303
Relief heritier.	298	Rente propriétaire.	303
Relief à mercy.	296. 298	Rente réalisée & nantie.	303. 303.
Relief de plume.	216. 298	Rente recouffe, ou à recouffe.	286. 287
profit ou droit de Relief.	298	Rente ou revenu rendable.	303. 304.
Relief de propriété, ou propriétaires.	296.	Rente requerable.	305
Relief de rente.	298	Rente roturiere.	305. 314
Relief simple.	298	Rente sèche.	306
Voy <i>Rachat</i> .		Rente viagere.	303. 306
Reliefs.	299	Rente volage, ou volante.	306
* Reliefs d'appel.	295	advoüer une Rente en son fief.	29. a.
tels cens, tels Reliefs.	299	Voy <i>Assiette</i> , <i>Assignat</i> , &c.	
* Reliefs d'Illico.	299	Rentes à l'appréci.	306
ventes & Reliefs.	299	Rentes arriere-foncieres & sur-foncieres.	306. 395. 71. a.
Reliqua.	299	Rentes bastardes.	149. a.
Relods.	300	* Rentes ou Croix de cens.	306
* Rembage & Rachat.	300	Rentes constituées, enfaînées, ou infeodées.	307. 308
Remettre à la charuë. V. <i>Rémir</i> .	325	Rentes contrepanées.	289. a.
Reméré.	300	Rentes & devoirs homages.	17. b.
Remise.	300	Rentes en fresanges.	309
Remission.	295. 300. 551. a.	Rentes à herilage.	309
* Remontrances.	301	Rentes créées par Rendage.	302
* Remonter.	301	Rentes tolerables.	309
Remu.	301	Rentes viageres.	303. 306. 309
* Remuage.	115. 301.	Voyez les autres mots joints à <i>Rente</i> .	
* Remubier.	301	Renteux, Renteuses.	306. 309
* Remuement de seignorage.	301	Rentier.	306. 309
* Remuements.	115. 301	rolle Rentier.	310. 312
Renchere.	488. a.	Rentiers, censiers.	211. a.
* Rendable & jurable (fief.)	472. a. 301. b.	terres Rentieres, & cottieres.	295. a.
Rente ou revenu Rendable.	303. b.	Renvoy, Renvoyer.	310
Rendage.	302	Reo'le. Voy <i>Rienle</i> .	316
louage passe Rendage.	302	* Repairer.	310
rentes créées par Rendage.	302	* Reparations viageres.	310. 450
Rendu & non reçu. V. <i>Deniers</i> .	324. a.	* Repas (droit.)	311. 352. a.
Rente admortie.	15. 16. 21. a. 286. b.	* Repetition de retrait.	311
Rente admortissable, rachetable.	20. a.	* Repetition de témoins.	282. 311
Rente censive.	302. b.	* Reponaille. Voy <i>Repos</i> .	
Rente censuelle.	302. 303. 304	* Reportage.	311
Rente constituée à prix d'argent.	306	* Repos & Reponaille.	311
Rente fonciere.	302. 489. a.	* Reprendre un fief.	311
		* Representation.	311

TABLE DES MATIÈRES.

les termes de Representation.	312	Respondre par atténuation.	321
Represailles.	312	Resseant & domicilié.	319
* Reprise de fief.	312	Resseant au Duché.	319
* Reprise & retraite.	313	Resseant du fief.	319
Reprocher & blâmer l'adveu & dé-		Resseant en Justice.	319
nombrement.	313	Resseant & manant au pays.	319
Reprocher les témoins.	313	Resseant & solvable.	319
Reproches de témoins.	313	personnage Resseant.	319
Requart.	313	Sergens puissants & Resseants.	320
* Requête (homme requesté par son Sei-		exoine de mal Resseant.	319
gneur.)	314	caution resseante.	319. 206. n.
Requête Civile.	314	Resseantise.	319
* Requête de lettres formées dûment		Resort, Ressortir.	319
faite & applegée.	314. 55. n.	Resorts & enclavemens.	318. n.
* Requête hypothécaire.	314	Restablir & reintegrer.	320
* Requête personnelle & hypothécai-		Restablir les fruits.	320
re.	ibid.	Restablissement.	320
* Requestes (droit seigneurial.)	315	Restor.	320
Requestes de l'Hostel, Requestes du		Restrained, ou non Restrained. N. Fief.	
Palais.	315	Resve, Resver.	321
* Requeure.	315. Voy Celle. 208. n.	* Rétablir. Voy Restablir.	
* Requit.	262. 316	* Retail.	321
Rérefief.	316. 71. n.	* Retenail.	321
Réref vassal.	316. 71. n.	Retenir par puissance de fief.	321
Rés de chaussée.	316	Retenir & réunir à la table.	321. 325
le fol appelé Rés de chaussée.	316	Voy Retrait & Lignager.	
prisons basties à Rés de chaussée.	316	Retenir & donner.	362. n.
Rescare de four.	316	* Retenuë (retrait seigneurial.)	321
Rescindant, Rescisoire.	316	Retenuë, retenail (protestation.)	321
Rescouable. Voy Reconuë.	327	Retenuë d'heritage censuel ou feudal.	
* Rescoueres, Rescoureur.	317		321.
Rescript du Sergent executeur.	317	droit de lots & Retenuë.	71
* Resc.	317	* Reter.	321
Resigner son office, estat ou bénéfice.		Retiercement, Retiers.	317. 321. 324
	317.	* Retorquution de crime.	321
Resixième, Resixiement.	317. 324	* Retour.	321
Resnable, Resnaule.	317	Retour de deniers. Voy Soulse.	383. b.
* Resnalement.	317	Retour & garent.	386. n.
Respeux. Voy Claim.	256. n.	pris en mesme perd le Retour.	321
Respit.	317	Retraction, Retrait.	323
acceptation de Respit.	318	Retrait. Voy ibid. & Raançon.	267
lettres de Respit ou d'Estat.	318	Retrait de Barre ou de Cour.	322
Respit & souffrance.	318	Retrait censuel.	322
terme ou Respit.	318	Retrait conventionnel ou coutumier.	
se mettre en ses Respits.	318		322.
* Respiter.	328	Retrait conventionnel, lignager ou	
Respondant.	318	feudal.	322

Retraict feudal.	322	Rogo. Voy <i>Cens</i> .	217. a.
Retraict par puissance de fief.	322	Roi d'Armes & Heraults.	327
Retraict lignager.	322	Roi des Arbalstriers, des Barbiers,	
Retraict.	323	des Arpenteurs, des Mestiers.	328
* Retraites.	323	Roi de la Bazoehe.	329. 156. a.
* Retraites d'usufruit & rentes vendues.		Roi des Merciers.	329
324.		Roi des Ribauts.	325. 329.
Retulit de Notaire.	324	Roiaux (droits.)	329. 330. 385. 199. a.
Revanchable. V. <i>Fief</i> .	480. a.	& 374.	
Revendage.	324	* Roie ou Raye.	331. 338.
Revenir à la table de l'aîné.	324	* Roiette.	331
Reventes & Reventons.	324	Roine blanche.	331
Revenu.	324	* Rollat.	331. 537. a.
Revenuë. Voy <i>Fief</i> .	480. a.	Rolle, Roulleau.	331. 332
Reversales.	324	* Romieus.	331
Revestir un Vassal de sa terre.	325	* Rompeiz.	331
Revestissement.	325	Rompture.	332. Voy <i>Déconfiture</i> .
* Revestissement de lignies.	325	* Ronteiz.	332
Revision de compte.	325	Roolle.	332
* Revivre.	289. 325	* Roolles & Rentiers.	332
Réunir à la table & domaine du Seigneur.	321. 325. Voy <i>Table & Unir</i> .	* Roteur.	332
Reuward.	325	* Rotte.	333
Reuver. Voy <i>Revue</i> .	321	Roture.	333
Reyne. Voy <i>Roine</i> .		Roturier, Roturiere.	333. 334. 335. Voy
* Ribauts ou Ribaud.	325. 329	<i>les mots qui y peuvent estre joints ; com-</i>	
Riddes d'or.	326	<i>me Aleu, Biens, Fiefs, & c.</i>	
Rière-fief.	316. 326. 71. a. & 460	Roturier & coutumier.	300. a.
* Riers ou Riez.	326	Roturicement.	341. b.
* Ricle (Regle.)	326	Roturiers.	335. 336
* Riez (heritages en friche, Riez ou degats.)	326	cottiers ou Roturiers.	296. a.
* Riez pasturages.	326	Rouage.	327. 336
* Rigueurs.	326	* Roucin.	337
* Riotte, Riotter.	326	Roucin de service.	222. 337. 371. 4.
* Riottous & querelloux.	326	241. 339. a.	
* Rit.	326	Roué (supplice.)	337
Rivage (droit.)	327	* Rouir, Rouissoir.	338
Rivieres bannales ou de censé.	126. a.	* Rous.	338
Rivieres cerquemanées.	213. a.	Routiers.	338
* Roage.	327	* Roie.	331. 338
Robe. Voy <i>Gager</i> .	321. a.	* Royée.	338
Robille.	327	* Rubriches.	279.
Rodage, Rouage.	327. 336	Rural & Ruraux (biens & heritages)	338.
* Rogat.	327	fief Rural.	474. a.
Rogatoire. Voy <i>Commission</i> .	263. a.	plaids Ruraux.	218. b.
Rogner son fief. V. <i>Fief</i> .	325. 337. 475. a.	Ruyet.	338. b.

TABLE DES MATIERES.

523

S

* S A B A T E S.

* Saburs.

* Sachet son épée.

Sacquage.

* Saetes ou Sajerres.

* Sage-homme.

Sainteurs.

* Saintiers.

* Saintimes Ecritures.

Saintre (droit.)

Saisie & annotation de biens.

* Saisie verbale.

Saisie ou faillissement. 342. || 186. a.

Saisine, défaisine. 342

Saisine ou Saisie brisée. 190. a.

cas ou matiere de simple Saisine. 342

cas de Saisine & de nouvelleté. 152. 341

|| 201. 272. 277. a.

Saisine, droiture & possession. 375. a.

Saine happée. 3. b.

Saisine vuide. 342

droit de faillines & défaisines. 342

Saillines & tenures. 405. Voy *Ventes*.

Saisir le corps, les biens, &c. 342

Saisir & brandonner. 186. a.

le mort saisit le vif. 123. 124. 343

le pied Saisit le chef. 343

Saillissement. Voy *Saillie*. 342

Salage (droit.) 89. 343. 347

Salaires & loyers de succession. 343

Salique (Loy Salique.) 343

* Sallade. 345

Salvage ou Sauvelage. 345

lettres de Salvage. 345

Salvations. 345

* Sang (haute-Justice.) 345

le Sang est le garent. 537. a.

! Saon, Saonnement. 346. b.

* Saoner. 346

* Satisfaction, quittance. 346

* Savart, friche ou ruine. 346. || 511. a.

Saudeniers. Voy *Souldoyers*. 383

* Sauf. 346

Sauf conduit. 346. || 77. a.

Sauf défaut. 320. a.

II. Part.

Sauf-respit.

347

Saunelage.

347

* Saut & entre-jou.

392. a.

* Sauvages (terres Sauvages ou Sauvées

de la mer.)

347

Sauvegarde.

347. || 77. a.

* Sauvegardes.

347

Sauvegardes enfreintes.

419

* Sauvement) droit.)

348

* Sauver.

348

Sauveté.

348

Schedule.

348. 349

Schedule, exploit & rapport d'un Ser-

gent.

349

Schedule de faits signés.

349

Schedules.

349

Schedules des défauts & congez : Sche-

dule de présentation & autres.

349

Secherons. Voy *Prez*.

240

Secretaires. 349. d'Etat & des Commu-

demens; des Finances, &c.

350

* Sedenta (possession.)

350

* Seel ou adveu.

350

* Seel secret.

350

* Seel, contre-Seel.

350

Seel de Justice. 350. Voy *Garde-Seel*.

529. a.

Seellé & inventaire.

350

* Sees.

351

* Seets.

351

* Segorage.

351

Segrayer, Segrayerie.

351

Segreage ou Segorage.

351

* Seguidor.

351

Seiche (rente.)

351

Seigneur du Ban.

122. a.

Seigneur bourdelier.

179. a.

Seigneur censable, censier, ou cen-

suel. 352. || 209. 211. a.

Seigneur direct.

352

Seigneur propriétaire & domanier.

359. a.

Seigneur dominant.

352. || 360. a.

Seigneur emphiteutique.

352

Seigneur feudal.

79. 352

Seigneur foncier. 42. 43. 353. || 488. a.

Seigneur haut & bas Justicier.

42

Seigneur lige & prochain ou pro-

V u u

che.	59. 343. 475. a.	hommes Serfs. <i>ibid.</i> Voy <i>Homme de service.</i> 20. & de <i>servitude.</i>	22
* Seigneur de Loix.	353	Serfs pissenez.	361
Seigneur Peager.	210	Serfs taillables.	399
Seigneur de Prinfiel.	240	Sergeantie.	361. 362
Seigneur plus près du fonds.	353	Sergent, Sergents.	
Seigneur subalterne.	353	Sergent de bois, ou forestier.	491. a.
Seigneur taillablier.	399	Sergent de l'épée.	362
Seigneur Vicomtier.	42. 353. 453	Sergent exécuteur.	435. a.
Seigneur utile.	353	Sergent féodé, ou du fief.	362
un Seigneur de beurre, de paille ou		Sergent fermier.	363
feurre, mange un vassal d'acier.	459. a.	Sergent fiefié.	362. 363
437. b.		Sergent franc.	363
Seigneurs voiers.	466	Sergent messilier.	111. 363
Seigneurie (droit.)	353	Sergent des morte-mains.	125
Seigneurial & domanial.	359. a.	Sergent de la paix.	363
* droits Seigneuriaux.	374. a.	Sergent prairier.	363
* Seigneurie directe. 352. 353. 354. b. foncier.		Sergent de querelle.	363
re. 489. a. 42. 43. b. & 353. Vicomtier.		Sergent royal, ou non royal.	363
re. 453. utile.	354	Sergents d'armes.	366
Seigneuries. Voy <i>Noblesses.</i>	145	Sergents à verge ou à cheval du Châte-	
* Sel (le fen, le Sel & le pain partent		let de Paris.	366. 445
l'homme morte-main.)	355. 220. a.	Sergents dangereux.	367. 310. a.
* Semée.	355. b.	Sergents à masses d'argent.	367
* Seminaux ou Simeniaux (pains.)	355	Voy le mot <i>Huissier.</i>	
Semonce, Semondre.	355	Sergenter.	365
Semonce & conjure. 285. a. Voy <i>Esf-</i>		Sergenterie : Sergenteries.	365
<i>condire.</i>	405. a.	Sergentie.	366
Semy-droit.	356. b. V. 146. 452. a.	Sergentise.	366
Seneschal.	119. a. 356. b.	* Serment corporel.	367
Seneschauflée.	356. b.	* Serment de fidélité.	368. & <i>suiv.</i>
* Senhau.	357	Serment en plaid.	370
Sentence authentique.	104. a.	* vilain Serment.	461
* Sentier.	357	esgarder un Serment.	368
* Sep & estelon.	357. 426. a.	se purger par Serment.	249
* Sep, fers.	357. 112. & 501. a.	Serourge.	370
Séparation de biens.	357	Serpault.	370. 430
Septaine. 358. Voy <i>Banlienné, Bannie,</i>		* Serpol.	370
<i>Dex, Quinte, &c.</i>		* Servages, ou Servaiges.	370
Sequestration.	359	Servant. Voy <i>Jour.</i>	33
Sequestre.	360	* Serve.	370
Serf & Serfs.	360	Service.	370
* se reconnoître Serf d'aucun homme		* Service de Chevalier.	371
lay, ou mortuaire d'aucune Eglise.		* Service de cheval. 222. 337. 371. 4.	
360.		241. 242. & <i>suiv.</i> 339. a.	
* Serfs abonnez.	361. 4. a.	* Service de compagnon.	371
* Serfs coustumiers.	361. 300. a.	* Service de court.	371
heritages Serfs & mortuares.	361		

TABLE DES MATIERES.

denier de Service.	323. a.	525
* fief de Service.	475. a.	376
Service de fief de corps.	463. a.	376
foy & Service. 305. a. Voy <i>Homage & Homme.</i>		254. a.
Service de mariage.	95. 97	376
* Service d'ost.	164. 248. 249	376
Service de plaids.	372	377
* Service de Prevosté.	239. 373	383
* faire le Service.	371	377
* Services de corps.	373	377
* Services trépassés.	373	377
Services vilains.	461	377
Servir ses faits, ou écritures.	370	378
les causes servent.	<i>ibid.</i>	316. 378
Servir le fief.	373	378
Servis.	373	378
* Servitude (hommes de servitude.) 22.		378
Voy <i>Serf.</i>		378
* Servitude de Talh & Dahl.	373	378
* Servitude de Dent & de Jasilha.	373	377. a.
* Servitude de Peze.	373	378
Servivi.	373	378
* Sesterage.	373. 374	164. a.
* Seterée ou Setine.	374. 375	429. a.
* Seullés.	374	91. b.
Seureté ou Seurté. 374. V. <i>Crand.</i> 301. a.		121. b.
* Sextillage, Stellage ou minage.	374	138. b.
* Sexterée de terre.	374. 375	197. & 425
* Sibada.	375	455
Siege (plein Siege de mariage.)	375	Sometent. Voy. p. 158. a.
Sieges de nefes.	375	Sommage (droit.)
Significavit.	375	378
Simple cens.	375	* terres tenues par Sommage & service
Simple défaut & pur.	375. 320. a.	de cheval.
Simple donation.	375	379
Simple émende.	375. 383. a.	* Sommez.
Simple foy.	375. 504. a.	379
Simple gagerie.	375. 522. a.	* Somniers.
Simple heritier.	11. 375	379
Simple homage.	17. 375	* Sonner.
Simple loy.	376	379
Simple plevine.	376	* contrat de vente, ou qui le sonne.
* Simple querelle.	254	379.
Simple saisine.	341. 376	* Sonte malhante. 379. V. <i>Sofmalheuta.</i>
Simple vendition.	376	<i>ibid.</i>
Simple voirie.	467	* Soquet ou Souquet.
		379
		* Solmalheuta.
		379
		Sofmal feuta.
		380
		Soubs-âgé.
		380
		Soubs-aide.
		380
		* Soubs-establis.
		380
		Soubs-fiefver.
		380

Soubs-jouveigneurie. 43. & <i>suiv.</i>	384.	heritages Subhastez.	387
385.		* Sujets , Sujets.	387
Soubs-majeur.	380	* Subrogation.	387. & <i>suiv.</i>
Soubs-manant.	380	Subsides. 392. Voy <i>Aides & Taille.</i>	
Soubs-rachapt.	380	Succession , hoirie.	14
* Soubs-rente.	380	* Sucres.	392
Soubs-rentier. 380. Voy <i>Sous.</i>		* Suit (en lieu & condition de main-morte , l'enfant Suit la condition du pere.)	
Souchage.	381	392.	
Souche. 380. 420. 430. 185. a & 430.		Suite. Voy <i>Poursuite.</i>	232
433.		Suite de bestes.	392
Souche commune.	380	* croist & Suite.	392
faire Souche.	381	Suite de disme.	393
line ou Souche : line , Souche , & Souchage.	381	Suite par hypothèque.	393
par Souche.	381	Suite de personnes serves.	393
partir par Souche.	381	Surannation. Voy <i>Susan.</i>	397
tige & Souche.	381	Surcens.	394. 71. a.
venir ou succeder par Souche.	381	Surcens viager & à temps.	450
Soudics.	381	Surcense , Surcensier.	394
* Soufferte.	381	Surcharge.	394
Souffrance du Seigneur donnée au vassal.	382	Surcottier , Surcottiere.	394
* Souldée ou Sodée de terre.	383	Surdemande ou Sourdemande.	394
Souldoyers ou Saudeniers.	383	Surfonciere (rente.)	395
Soulte , ou bourse déliée , ou retour de deniers.	383	Surjer.	395
Soulte mobiliere.	384	Sur-indicts , ou excessivement impolez.	396.
* Soumission (faire plaid ou Soumission.)	384.	* Surjuveigneur , Surjuveigneurie. 43. & <i>suiv.</i>	384. 385
* Soupresure.	384	* Surmener.	396
* Souquet.	384	* Surpoids.	396
Sourcensier ou Surcensier.	394	Surpoil , ou Serpaut.	397
Sourdemande ou Surdemande.	394	Surpris.	397
* Sourjouveigneurie. 43. & <i>suiv.</i>	384. 385	Sur-soulte.	383. 397
* Sourtrait ou Soutrait.	385	Susan , Surannation.	397
Sous-acasement , Sous-acaser.	5. a.	Suzerain.	397
Sous-baille , Bailli.	118. a.		
Voy <i>Sous.</i>			
* Sourtenanches.	385		
* Souverain fiefteux.	385		
Souveraineté.	385		
Stelage.	113. 386		
Stil.	386		
Stripes & nobis.	36. 386. 462		
Subalterne (Juge ou Jurisdiction.)	386		
Subhastations. 387. Voy <i>Criées.</i>	305. a.		
Subhaster.	387		

T

T ABELLION, ou Notaire. 147. 398. V. *Amans.* 45. a. & *Gardenotes.* 533. a. Tabellionage. 398
 * Tabellionages. *ibid.*
 Tabellionner. 398
 Table (mettre ou réunir à la Table.) 325. 398. 465.
 Taillable (feu.) 399
 Taillables de taille à volonté ou abon-

TABLE DES MATIERES.

527

née, &c.	399	* Tendre & thesurer.	405. 409
Taillables haut & bas.	399	Tendre le giron.	526. a.
heritages Taillables.	399	* Tenement.	405
hommes & femmes serfs Taillables.	399	Tenement cottier.	295. a.
Taillables, mortuables.	124. 399	* Tenement de cinq ans.	405
Taillabier (Seigneur, ou suzer.)	399	* franc Tenement.	405. 507. a.
Taille.	399. 400	Tenement vilain.	461
arriere-Taille.	72. a.	Tenementier. 405. Voy <i>Censier</i> .	211. a.
droit de Taille.	400	Teneur par aumosne.	100. a.
droit d'hommes & femmes serfs de		Teneur à volonté.	404. 405
Taille abonnée, ou à volonté.	400. 401	* Tencures & saisines.	405
3. a.		Voy <i>Tenure</i> .	
foy Taille generale, ou speciale.	504. a.	Tenir en la main.	405
Taille franche & Taille serve.	401	Tenir bourfalement, en foy simple, &c.	
Taille jurée.	401	Voy les mots joints à Tenir.	
Taille mortuaille.	124. 401	* Tensemement.	405
droit de Taille és quatre cas.	401	Tenu à plein homage, en pairrie, &c.	
ville & Taille.	402	Voy ces derniers mots.	
Tailler, détailler.	400	Tenuë & adveu.	26. a.
Tailles annuelles jugées & aboutnées.	402.	* Tenuë de droit.	406
Tailles personnelles.	402	Tenuë lige.	59
Tailles réelles.	402	* longue Tenuë.	407
Tailles, Taillon, aides, subfides &		Tenuës nobles.	407
impositions. 402. Voy <i>Aides</i> , &c.		Tenure. Voy <i>Tenure</i> .	
Tailleur fiefé.	483. a.	plainte de Tenure brisée.	407
Taions, ou Tayons.	403	Terceau.	407
* Talent.	403	* Terme.	407
Talion (peine du Talion & de coup		Termer les plaids.	407
pour coup.)	404	Terrage.	407
* Tapinage.	404	Terrage ou agrier. 407. V. <i>Agrier</i> .	33.
* Talque, ou terrages.	404	34. a.	
Tavernage.	404. Voy 400. a.	Terrage ou Champart. 407. 408. Voy	
Taulpins francs.	507. a.	<i>Champart</i> .	217. a.
Taureau bannier. 125. 133. a. V. <i>Thor</i> .		Terrage à deux mains.	81
* Tausin.	404	Terrageau.	408
* Teffaigne. Voy <i>Tiphaine</i> .	421	Terragé, Terragée : Terrager, Terra-	
Témoins. Voy <i>Tesmoins</i> .		geresse : Terragerie, Terrageur, Terra-	
Temps des bannies ou de bannon. 130.		gier, Terragiere. 408. Voy	218. a.
132. a. du forgas & du raquit. 493. a. de		Tesre-garde.	408
grainer.	552. a.	Terres admorties, allodiales, ahanables,	
Tenanche, Teneur.	404	ermes, &c. Voy sur ces mots.	
* Tenancier, ou Tenant cottier.	295. a.	* Terres jectiffes.	408
franc Tenant.	507. a.	Terres vacantes par attrahiere.	86. a.
Tenaus feudaux.	23. b.	Terrier & papier.	408
* Tence, Tençon, Tenchon.	404	Territoire. 408. Voy <i>Distroit</i> .	355. a.
		Tesmoin.	408
		Tesmoin de bornes.	409

confronter, recoler, &c. les Témoins.		* Torche.	210. 211. 424
<i>Voy sur ces mots.</i>		* Torchis.	424
Testamentaire. Voy <i>Exécuteur.</i>		* Torcilles.	424
Theme.	409	Tornador.	424
Thefurer au domaine d'autrui.	409	* Tornius.	424
* Thonneu. Voy <i>Tonlieu.</i>	422	* Torrelage.	423
Thonnieu.	409	Toft: entrée.	383. a.
<i>Voy Tonmien.</i>		* Tor quot.	424
* Thor, Ver.	409. 125. a. 133. a.	* Totage.	424
Threfor.	410	* Touc.	424
* Tresfor ou chose trouvée.	410	* Touche.	424
bannir le Threfor.	131. a.	* Toudre.	424
Chambre du Threfor.	216. a. 410. b.	* Toulz, canaux.	424
Threfor des Chartres.	410. b.	* Tourbe ou Tourble.	424
Threforiers de l'Épargne & autres.	410	* Tourier. 424. 426. Voy <i>Chepier & Geolier.</i>	
* Thural. V. <i>Toral.</i> 423.		* Tourne-penhz.	425
* Tiberiadé.	410	Tournelle.	425
Tiephaigne. Voy <i>Tiphaine.</i>		* Tourner à l'homage du Seigneur.	425
Tierce-foy, ou Tierce-main.	410. 411	Tournes.	425
Tiercemens & doublemens.	411	* Tournois.	425
Tiercer le Cens.	411	Tournoy & Joustes.	426
Tiercier (boiffeau.)	411	Tourrier ou Geolier. 426. V. <i>Tourier.</i>	
* Tiers coustumier.	411. & <i>fuiv.</i>	Tous-us.	426
droit de Tiers & danger.	420. 310. a.	Traict d'arc.	426
Tiers-denier.	420	Traicte foraine.	426
Tiers à mercy.	420	droit de Traicte.	428
Tige & tronc commun; Tige & fouché.		Train de Justice.	426
420. 421.		* Trainage.	426. 429
* Tinel, Tineil, ou plaffage.	421	* Traines, courges & merriens.	426
* la Tiphaine.	421	Tramez & Tramois.	424
Tirage & collerage (droit.)	260. a.	Trancher les efperons.	417. a.
* Tirer & endosser une lettre ou billet de change. 163. b. Tirer à garent.	537. a.	Travers & Peage.	210. 427
* Tixiers.	421. b.	Traversiers.	427
Toife.	421	Trayans.	427
Tolaiges. Voy <i>Tonaiges.</i>		* Trege marla.	427
Tollart, bourreau.	183. a.	Treizième de vin, & autre.	429
* Tomber en tierce foy, &c. 410. en com- mise.	263. a.	* Tremes, Tremois.	427
* humier ne tombe sur humier.	421	* Tresfoncer.	427
* Tonaiges, Tolaiges & graffelaiges.	421	Tres-foncier, Seigneur. 427. 488. a.	
Tonlieu, Tonnelieu, ou Toulieu.	422.	Tres-fond. 427. Voy <i>Fonds.</i> 489. a.	
423.		* Trespas & peages.	427
Tonnieu. Voy <i>ibid.</i> & <i>Gabelle.</i>	514. a.	* Treffault.	428
* Tor & ver.	409. 423. 125. & 133. a.	Treu (droit de Treu, ou Truage.)	428
* Toraille, Torrelage.	423	* Treve de Dieu.	428
* Torail, Toraux ou Thuraux.	423	Treves & affurement. 429. 77. & 78. a.	
		Treves brifées.	429

TABLE DES MATIERES.

Treves & sauvegardes enfreintes.	429	* Vassois.	529
* Treuf, Treuve.	429	Vassal. Voy <i>Adven.</i>	434
Triage. Voy <i>Detriment.</i>	340. a.	Vassal & tenant feudal.	25. 18. a.
* Troaille.	429	Vassal de plein fief.	434. 435
* Troëne de vassiaux dels.	429. 437.	exploiter le Vassal.	474. a.
322. a.		arriere-Vassal.	450. a.
* Trolhs.	429	Vassal lige & par défense.	72. a.
Tronc de pere, mere ou autres parents.		Voy les autres mots joints à Vassal.	59. b.
429. 430. Voy <i>Estre.</i>	433. a.	tant que le Seigneur dort, le Vassal	
Trouble.	430	veille : tant que le Vassal dort, le Sei-	
* Troubleaux.	430	gneur veille.	435. & suiv.
Trouffe (droit.)	430	un Seigneur de beurre, de feurre ou	
Trouffeu, ou Trouffel.	430. Voy <i>Ser-</i>	de paille, combat ou mange un Vassal	
<i>paut.</i>		ou sujet d'acier.	437
Troya saubage.	430	Vassaudie. Voy <i>Vasselage.</i>	
Truage, & peage.	428	Vassaux. Voy <i>Pairs.</i>	
* patissages & Truages.	430	Vassaux entiers à plein service de cheval.	
Truant, cens Truant.	431. 211. a.	243. a.	
Truchement.	431	Vasselage.	437. 9. a.
* Truir.	431	Vasseur.	434. 437
* Trye.	431	arriere-Vasseur.	72. a.
Turcies, dignes & levées.	431	* Vassiaux dels.	429. 437. 322. a.
* Tureau, Turcelée.	423. 431	* Vassiveaux, Vassives.	438
Tuteurs. Voy <i>Mambours.</i>	439	Vavassourie.	438
* Tution.	431	* Vaufrenage.	439
* Tymbres.	431	* Vayer, Voyer, Vehair.	439
		* Vayeur, ou chartryme.	439
		* Uchers.	439
		* Vé le-Roy.	439
		* Vedoas.	439
		Vée ou Voyé.	465
		Vée. Voy <i>Coruée.</i>	292. a.
		* Vée.	439
		Véeurs.	439. 468
		* Veguées ou beguées.	439. 157. a.
		Veguers, Veguiers.	439
		Vehier (Juge.)	467
		* Veherie de Mehun.	440
		* droit de Veherie ou boutage.	440
		Vendange, Vendanger. Voy <i>Ban.</i>	122.
		123. a. & Ouverture.	169. b.
		Vendition (droit de Venditions.)	440
		Vendre par decret, &c.	461
		Vendre & exploiter.	450. a.
		Vendu & adeneré.	11. a.
		Vencl.	440
		se Venger en un fief ou heritage.	440

V

VACATIONS de Justice.

Vaier. Voy <i>Vayer.</i>	431
Vain pasturage.	432
usagier de Vain pasturage.	432
Vain pasturer.	432
Vains pasturiers.	ibid.
Vaine pasture.	204. 432
terre Vaine & place vuide.	432
Vaisseaux à vin.	432. Voy <i>Vassiaux.</i>
Vallet ou Valet (de Justice & autres.)	433
Valleton.	433
* Valletons. <i>ibid.</i> Voy <i>Bastards.</i>	148. a.
* le Vallez emporte la pucelle; la Veuve	
emporte le Vallez.	434
Valvasseur ou Vavasseur.	434
Varech, ou Varesque.	434. 469. 139. a.
* Varia.	434
* Varlet, Varleton. Voy <i>Vallet.</i>	433
* Varouble.	434

TABLE DES MATIERES.

Venteroles.	441	* Veufvage (interdiction par Veuillage.)	449.
Ventes.	441	* Veufve (droit de Veufve.)	449
Ventes & devoirs.	441	* la Veuve emporte le Vallet.	434. 449
droit de Ventes.	441. 442	* Vexin (fiefs qui se gouvernent suivant la	
Ventes forcées.	490. a.	Coutume du Vexin.	481. a. 449. b.
Ventes & gants.	442. 526. a.	* Viafor , Viafora.	158. a.
Ventes & honneurs.	23. 63. 442	Viage , à Viage.	449. b.
Ventes & iffus.	442	Viager , Viagere.	
Ventes & lods.	63. 442	cens Viager.	450
rachat ou Ventes.	442	douaire Viager.	449
Vins & Ventes.	464	droit de Viager.	450
Ventilation & estimation.	442	quint feudal , Viager ou hereditaire.	450
Ventiler.	442	surcens Viager & à temps.	450
le Ventre affranchir.	443	donation Viagere.	450
ſucceder par ventrées.	443	rente ou penſion Viagere.	306. 450
Verbal (procès.)	241	charges heritieres & Viageres.	450
Verbale (appellation.)	443	reparations Viageres.	450
Verderie , Verdier.	443. Voy Gruier.	Viagerement.	450
* Vergé.	443	Viagier.	450
la Verge annoblir.	443	Viaiges.	450
Sergent à Verge.	366. 445	* Vaire.	451
porter blanche Verge.	445	Vibailiff.	451
tenir un heritage par la Verge.	445	Vicaire.	451
Verge de Juſtice.	445	Vicariat (bailler Vicariat.)	451
pouvoir de la Verge.	445	lettres de Vicariat.)	451
Verge de terre.	446. 64. a.	* Vice-Amiral.	451. 464
Verge. Voy Pel.	210. 211	Vice-Roy.	451
* Verigt & artuzonné.	446	Vice-Seneſchal.	451. 464
Verité franche.	507. a.	Vicomte.	451. 464
* Verolie.	446	Vicomté.	451. 452
Verre ou fer dormant.	446	Vicomtier (chemin.)	453
Verroüil.	Voy Baifer.	Juſticier & Seigneur Vicomtier.	40.
* Veſiau.	446	& ſuiv. 451.	
* Veſpra devant Aramps.	446	Juſtice , Juſdiction ou Seigneurie Vi-	
Verte-moulre.	446	comtiere.	40. & 453
Veſialeres. Voy Fermaiges.	455. a.	Vidame d'Amiens , de Chartres & au-	
Veſt & deveſt.	446. 447. 448	tres.	454
Veſt & faiſines.	447	Vidimus de lettres.	455
Vestir & enſaiſiner.	447	* à Vie (quint.)	455
Vesture.	447	* Viela terſa.	455
Ver.	448	Viennois (deniers ou ſols.)	455
Veré.	167. a.	Vientrage.	459
Vené de lieu.	448	Vif : bois vif. 167. a. Vive paſture.	552. a.
Veü & montrée. V. Rapport.	274	204. b.	
Veü réelle & propriétaire.	448	Vignages.	459
droit de Veües.	448	Vignes marrées.	459
Veües mortes.	448		101

TABLE DES MATIERES.

531

Viguerie, Viguier.	459	Voier, Voirie.	466
Vil, ou Vilein. <i>Voy cy-aprés.</i>		Grand Voier de France.	466
* Vilenage.	459. 461. 462	Gros Voier.	467
Viles corvées.	461	Seigneurs Voiers.	466
* Vilhetas.	460	Voirie.	466. 467
Vilain ou Villain.	460	droit de Voirie.	467
Vilain coustumier.	300. a.	basse Voirie.	} 467
le chateau part le Vilain.	220. a.	grand Voirie.	
le Villain ne sçait qu'éperons vaillent.		simple Voirie.	
460. b.		Voirre. <i>Voy Verre.</i>	
Villain ou Vilein serment.	461	Voisin, Voisine.	467
tenement Villain.	461	Voisinal (chemin.)	467
Villaine (rente ou terre.)	461	rémoins Voisinauls.	468
Ville d'arrest.	67. a.	Vol d'un chapon.	468 252. a.
* Ville baptice, bateilleche ou batele-		Volage. <i>Voy Appel.</i> 53. a. & Rente	
resche. <i>Voy ces mots.</i>		Volante ou Volage.	306
droit de Ville close.	461	Voleur.	469
Ville de paix.	461	Vouade.	469. 166 a.
Ville jurée.	69	Vouchement de garént : Voucher un re-	
Villes de loy.	69	cord.	469
decret & droit de Ville.	461	Vouerie. <i>Voy Advouerie & le mot suiv.</i>	
Villénage.	459 461	Voulrie (puissance paternelle.)	469
tenir en Villénage.	462	* Voulrie (droit.)	469
rentes, heritages, &c. tenus en Ville-		* Voyage, Voye, Voyer. <i>Voy Voïage,</i>	
nage.	462	<i>Voie, &c.</i>	
en Villénage & a point de bail.	462	Voye ou Vée.	465
Vin (ban à Vin.)	122. 123. 124. a.	* Vraich ou Varech.	434. 469. 189. a.
Vin du Clerc.	462	* Usage de bois, Usagiers.	470
Vin du marché.	462	* Waltergans.	470
droit de mettre prix au Vin.	462	* Wareschaix.	470
Vin & stippes.	462	Warifons & advestures.	470
droit de Vins,	464	Werp.	471. 552. a.
Vinade.	462. 463	transport & Werp.	ibid.
Vinage.	463. 464	Werpis.	471
le Vingtième.	464	heritages vendus & Werpis.	ibid.
* Vintain.	464	Werps & sailines.	471. <i>Voy Guerpis, &c.</i>
Vis-Admiral.	451. 464	Vuide & ouvert. <i>Voy Fief.</i>	108. b.
Vi-Sénéchal.	451. 464	Vuider hors de bail.	108. a.
Vive. <i>Voy Visf.</i>		Vuider ses mains.	471
Vivelotte, ou Vivenotte.	465. <i>Voy</i>	Vuider la maison ou métairie.	471
<i>Doüaire.</i>		Vuider les fins declinatoires, la cause,	
Unir & mettre en sa table.	325. 398. 465	le debat ou differend.	471
Voërie, advouerie. 103. a. <i>Voy Voirie.</i>			
Voïage. <i>Voy Perager.</i>	212. b.		
peine de Voïage.	465		
Voie.	465		
* tort fait ne droit Voïé ou Vée.	465		

Part. II,

Fin de la Table.

Xxx

A P P R O B A T I O N.

J'A y lû par ordre de Monseigneur le Chancelier, un Livre dont le titre est, *Glossaire du Droit François*. Ce Livre a paru jusqu'icy sous le nom d'*Indice des Droits Royaux & Seigneuriaux de Maître François Ragueau*, imprimé la première fois en 1583. Il a reçu toute l'estime, par le grand nombre d'éditions qui en ont été faites, que méritoit l'Auteur d'un travail si laborieux. Cet Ouvrage néanmoins étoit fort imparfait, selon le sentiment de plusieurs de nos Auteurs du Palais; & ce que M. Eusebe de Lauriere Avocat au Parlement y a ajouté, dans l'édition qu'il en donne aujourd'huy au Public, étoit nécessaire pour le rendre parfait & achevé. Il l'a augmenté de quatre fois plus de mots, qu'il n'y en a dans l'*Indice de Ragueau*, outre les Notes doctes & curieuses qu'il y a faites en tres grand nombre. Ce Livre sera sans doute tres utile au Public; & il fera d'un grand secours à tous ceux qui désireront acquérir une connoissance profonde & solide du Droit Coutumier François. Fait à Paris, ce onzième Septembre 1704.

ISBALEY.

P R I V I L E G E D U R O Y.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres nos Justiciers qu'il appartiendra; S A L U T: JEAN GUIGNARD, Libraire à Paris, Nous a fait exposer que dès l'année 1694. on auroit commencé l'impression d'un Livre intitulé *Glossaire du Droit François, contenant l'Explication des mots difficiles qui se trouvent dans les Ordonnances de nos Roys, dans les Coutumes du Royaume, dans les anciens Arrests, & dans les anciens Titres*, en vertu de nos Lettres de Privilege du 21. Aoust 1693. mais que cette impression n'ayant pû être achevée jusqu'à présent, le tems de 12. années porté par lesdites Lettres se trouveroit expiré aux termes de l'Arrest de nostre Conseil du 13. Aoust de l'année dernière 1703. dans le tems que cette Impression étoit prête à paroître dans le public; ce qui l'oblige d'avoir recours à Nous, pour luy être pourvû de nouvelles Lettres sur ce nécessaires. Pour ces causes, Nous avons permis & permettons par ces Presentes audit Jean Guignard, de faire imprimer & réimprimer, vendre & débiter ledit Livre par tout nôtre Royaume, en telle forme, marge, caractere & autant de fois que bon luy semblera, pendant le tems de douze années consecutives, à compter du jour de la date desdites Presentes. Faisons défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, d'en introduire d'impression Etrangere dans aucun lieu de nôtre obéissance; & à tous Imprimeurs, Libraires & autres, d'imprimer, faire imprimer & contrefaire ledit Livre en tout ni en partie, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de luy; à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de quinze cens livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Expo-

sant, & de tous dépens, dommages & interets : à la charge que ces Presentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, & ce dans trois mois de la date d'icelles : Que l'impression dudit Livre sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, & ce en bon papier & en beaux caracteres, conformément aux Reglemens de la Librairie ; & qu'avant que de l'exposer en vente, il en sera mis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, & un dans celle de notre tres cher & feal Chevalier Chancelier de France le Sr Phelypeaux, Comte de Pontchartrain, Commandeur de nos Ordres, le tout à peine de nullité des Presentes ; du contenu desquelles, vous mandons & enjoignons de faire jouir l'Exposant ou ses ayans cause pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie desdites Presentes qui sera imprimée au commencement ou à la fin dudit Livre soit tenue pour dûement signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amiez & feaux Conseillers & Secretaires, soy soit ajoutée comme à l'Original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent de faire pour l'exécution d'icelles, tous Actes requis & nécessaires sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Chartre Normande & Lettres à ce contraires : Car tel est notre plaisir. DONNE à Fontainebleau le quatrième jour de Septembre, l'an de grace 1704. & de notre Regne le soixante-deuxième. Par le Roy en son Conseil. LE COMTE.

Registré sur le Livre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, num. 244. pag. 346. conformément aux Reglemens, & notamment à l'Arrest du Conseil du 13. Aoust 1703. A Paris ce 24. Septembre 1704.

Signé, P. EMERY, Syndic.

ERRATA du Tome premier de ce Glossaire.

Page.	Ligne.	Fautes.		Corrections.
8.	l. 36.	quo quoverfus ,	lisez ,	quoquoverfus ,
13.	l. 12.	airiarus	lisez ,	airiarus
59.	l. 40.	delectat ,	lisez ,	delectant.
62.	l. 28. col. 2.	quondam ,	lisez ,	quendam.
88.	l. 41. col. 2.	nommé ,	lisez ,	nommée.
93.	l. 25. col. 2. après	considérable ,	ajoutez ;	& que les Seigneurs en jouissoient sans titre.
119.	l. 20.	B A I L L I ,	lisez ,	B A I L L I E , & transposez l'article après le suivant.
119.	l. 14.	taut ,	lisez ,	fait.
124.	l. 31.	B A N D I E R ,	transposez	cette ligne après ce qui suit en italique ,
134.	lig. dernière.	evangeliset ,	lisez ,	Evangeliser.
138.	col. 1. l. 3.	après n. 6.	ajoutez ,	soit qu'il y ait une autre étimologie ,
	l. 11.	justise ,	ajoutez ,	par les autorités suivantes ,
	l. 17.	mortandit ,	lisez ,	mortandit.
	col. 2. l. 15.	Ley. 6.	lisez ,	tit. 16.
	l. 16.	tel ,	lisez ,	tal.
139.	l. 17.	credar ,	lisez ,	heredar.
	ibid.	credamentos ,	lisez ,	heredamentos.
	col. 1. l. 1.	dinai ,	lisez ,	dexare.
	l. 2.	ctedarar ,	lisez ,	heredarar.
	l. 6.	iscan ,	lisez ,	scan.
	ibid.	credan ,	lisez ,	heredan.
	l. 10.	nictos ,	lisez ,	nietos.
	l. 11.	credat ,	lisez ,	heredar.
	ibid.	fané ,	lisez ,	faria.
	l. pen. & der.	On ne le donna plus , &c.	effacez & lisez ,	On corrigea cet abus , & on ne donna plus ce titre qu'à ceux qui possédoient des Baronies , ou avoient levé , &c.
140.	col. 1. l. 29.	Palteo ,	lisez ,	Paleot.
150.	l. 26.	Bacompis	lisez ,	Bacapis
	l. 27.	à notre exemple ,	lisez ,	à cet exemple.
151.	l. 27.	qui est decédé :	ajoutez ,	franc & sans.
	l. 33.	troisième & quatrième	lisez ,	treizième & quatorzième.
157.	l. 40.	ait ,	lisez ,	édit.
	col. 1. l. 12.	donner celui ,	lisez ,	à celui.
190.	col. 1. l. 1.	Dominicus Reynaldus ,	lisez ,	Ordericus R.
194.	l. 27.	in veteri Glossar.	lisez ,	veteri.
207.	l. 29.	C E I S A N.	transposez	cette ligne après ce qui suit en italique.
312.	l. 41.	çavoir la maniere	lisez ,	çavoir.
314.	l. 9.	leurs rentes ,	lisez ,	leurs dettes.
ibid.	l. 10.	leurs dettes ,	lisez ,	leurs rentes.
307.	l. 1.	l'art. 248.	lisez ,	l'art. 263.

TOME SECOND.

Page.	Ligne.	Fautes.		Corrections.
45.	l. 29. col. 1.	& eux rien ,	lisez ,	& luy rien.
48.	l. 36. col. 1.	la simple ,	lisez ,	la triple.
61.	l. 14.	Fostor.	lisez ,	Fastorum.
ibid.	l. 4.	Ferimer ,	lisez ,	Fermier.
98.	l. 30.	Materiamen ,	lisez ,	Materien.
121.	l. 13.	Mager ,	lisez ,	Muger.
207.	l. 12.	en s'imaginant ,	lisez ,	en le faisant venir.
447.	l. 9.	ou le faisant ,	lisez ,	advestir , desadvestir.
		advertir , desad-		
449.	l. 3.	vertir.	lisez ,	Veuve.
		droit de Veuve.		
469.	l. 31.	V R A I C.	mettez	* V R A I C , en italique , ce mot n'étant point de Ragueau . mais ajouté nouvellement.

Il y a quelques autres fautes d'impression , que le Lecteur suppléera facilement , comme la Table le fait pour les mots transposés & hors de leur ordre.

Livres imprimez chez le même Libraire.

DE M. GEORGES LOUIT, Conseiller au
Parlement, & de **M. JULIEN**
BRODEAU, Avocat.

Recueil de plusieurs notables Arrêts du
Parlement de Paris, *nouvelle & der-*
niere Edition, augmentée des plus
belles Décisions, & des plus notables
Arrêts rendus, tant au Parlement de
Paris, qu'aux autres Cours Souverai-
nes du Royaume, &c. *in folio deux*
volumes.

DE M. GUERET ET BLONDEAU,
Avocats en Parlement.

Journal du Palais, ou Recueil des prin-
cipales Décisions de tous les Parle-
mens & Cours Souveraines de France,
nouvelle Edition en deux vol. in folio.

DE M. DU FRESNE ET JAMET
DE LA GUESSIERE, Avocats
en Parlement.

Journal des principales Audiences du
Parlement de Paris, depuis l'année
1623. jusqu'en 1685. dédié à M. de
Lamoignon premier Président, *in fo-*
lio, quatre volumes.

DE M. ABRAHAM LAPEIRERE, Avocat.

Décisions sommaires du Palais, mises
par ordre alphabetique, illustrées de
Notes & de plusieurs Arrêts; *un vo-*
lume in quarto.

DE M. GAUTIER, ancien Avocat.

Recueil de ses Plaidoyez, *en deux volu-*
mes in quarto.

DE M. LE BRUN, Avocat en Parlement.

Traité des Successions, divisé en quatre
Livres: *Le premier*, de ceux à qui l'on
succede, & de ceux qui succedent; *Le*

second, des choses auxquelles on suc-
cede; *Le troisieme*, des manieres de
succeder; *Le quatrieme*, des charges
des successions, *seconde Edition*, où les
augmentations, qui sont tres-confide-
rables, sont distinguées par une main
& un crochet, de cette maniere }
un volume in folio.

DE M. RICARD, Avocat en Parlement.

Traité des Donations entre-vifs & testa-
mentaires, augmenté par l'Auteur avant
sa mort, & corrigé en cette nouvelle
Edition de plusieurs fautes considera-
bles d'impression, & augmentée de
nouvelles Remarques & de nouveaux
Arrêts rendus au Parlement de Paris
& autres Cours Souveraines de ce
Royaume, sur les Questions des Do-
nations, *Tome premier in folio.*

Traité des Donations, *Tome second*, con-
tenant les Traitez du Don mutuel, fait
par Testament ou par Contrats; des
dispositions conditionnelles, onereuses,
&c. des substitutions directes & fidei-
commisaires; de la Représentation,
& du rappel en matiere de successions;
nouvelle Edition, augmentée de la *se-*
conde partie des Substitutions, & de
plusieurs autres Traitez, Additions &
Remarques trouvées dans les Ma-
nuscrits de l'Auteur, ensemble la *Cou-*
tume de Senlis, commentée par le mê-
me Auteur, augmentée de plus de moi-
tié, *in folio.*

DE M. SIMON.

Nouvelle Bibliotheque historique & chro-
nologique des Auteurs du Droit Civil,
Criminel & Canonique, avec les ca-
racteres de leurs esprits, & des Jugemens
sur leurs Ouvrages, ensemble une Dis-
sertation touchant les Coutumes; l'*I-*

dés d'un bon Juge, d'un bon Maire,
d'un bon Eschevin, *deux vol. in douze.*

DE M. LUCIEN SOÉFVE, ancien Avocat.

Nouveau Recueil de plusieurs *Questions notables*, tant de Droit que de Coutumes, jugées par Arrêts d'Audiences du Parlement de Paris, depuis 1640. jusqu'à présent, divisé par Centuries, *un volume in folio.*

DE M***.

De l'usage & de l'autorité du *Droit Civil*, seconde Edition, *in douze.*

Traitant

De la justice, de l'équité, & de l'excellence des Loix des Romains; du *Droit Civil* avant & après Justinien; du Droit des Fiefs; du *Droit Canonique*, des Interpretations, & des opinions des Docteurs, & de l'autorité des Arrêts; du domaine que l'Empire Romain a sur toute la Terre; de l'usage & de l'autorité du Droit Romain dans le *Royaume de France*, dans l'Allemagne, dans les Etats des Princes d'Italie; dans les Royaumes de Naples, de Sicile, d'Espagne, de Portugal, d'Angleterre, d'Irlande, d'Ecosse, de Pologne, de Hongrie, de Dannemark, de Suede, & de Bohême.

DE M. LE PRESIDENT COCHET
* DE S. VALIER.

Traité de l'Indult du Parlement de Paris, ou du Droit que les Chanceliers, Gardes des Sceaux de France, les Présidens, Maîtres des Requestes, Conseillers, & autres Officiers du Parlement de Paris, ont sur toutes les Prélatures seculieres & regulieres du Royaume, *en deux volumes in douze.*

DE M. LOUIS DU BOIS, celebre Avocat en Parlement, & DE M. SIMON.

Maximes du Droit Canonique de France, enrichies de plusieurs Observations tirées des Conciles, des Peres, de l'Hi-

stoire Ecclesiastique, des Libertez de l'Eglise Gallicane, & des Décisions des Cours & des meilleurs Auteurs; *cinquième Edition*, de beaucoup augmentée, *in douze, deux volumes 1703.*

Traité des Droits Honorifiques des Seigneurs dans les Eglises; par feu M. Marechal Avocat; avec un Traité du Droit de Patronage, de la Présentation aux Benefices, &c. d'Arrêtez servant de décisions pour les Droits Honorifiques, & un Traité des Dixmes, par M. Simon, augmenté en cette nouvelle Edition, des Observations faites par M. Danty, Avocat en Parlement, sur le Traité des Droits Honorifiques de feu M. Marechal. Des Arrêts touchant les Curez Primitifs, & touchant les préférences, avec des Maximes sur les Droits Honorifiques, extraits du Traité de M. de Roie, *en deux volumes in douze.*

La nouvelle Pratique Civile, Criminelle & Beneficiale, ou le nouveau Praticien François, &c. par M. Lange, neuvième Edition de beaucoup augmentée, *in quarto.*

Traité singulier des Regales, ou des droits du Roy sur les Benefices Ecclesiastiques: Ensemble la Conference sur l'Edit du Contrôle, & la Declaration des Infinitions Ecclesiastiques, avec plusieurs autres Instructions, sur les Matieres beneficales; & l'Inventaire des Indults, Pieces, Titres & Memoires employez & servans de preuves, par M. Pinson Avocat, *in quarto deux volumes.*

Notes sommaires sur les Indults accordez au Roy, ou à d'autres, à la recommandation par les derniers Papes, par M. Pinson Avocat, *in douze deux volumes.*

On trouve chez le même Libraire toute sorte d'autres Livres, tant de Droit, que de Litterature.

